1

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Vote du Conseil en application de l'article L 2122-18 du CGCT relatif aux fonctions d'adjoint.

Numéro V-2021-1941

L'article L2122-20 du Code général des collectivités territoriales dispose que « les délégations données par le maire en application des articles L2122-18 et L2122-19 subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées ».

Par arrêté du 7 décembre 2021, la Maire a procédé au retrait des délégations consenties à Mme Céline GEISSMANN.

L'article L2122-18 du Code général des collectivités territoriales dispose que « lorsque le maire a retiré les délégations qu'il avait données à un adjoint, le conseil municipal doit se prononcer sur le maintien de celui-ci dans ses fonctions. »

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L2122-20 et L2122-18 du Code général des collectivités territoriales
vu l'arrêté du 7 décembre 2021 de la Maire
après en avoir délibéré
décide

de ne pas maintenir Mme Céline GEISSMANN dans ses fonctions d'adjointe.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

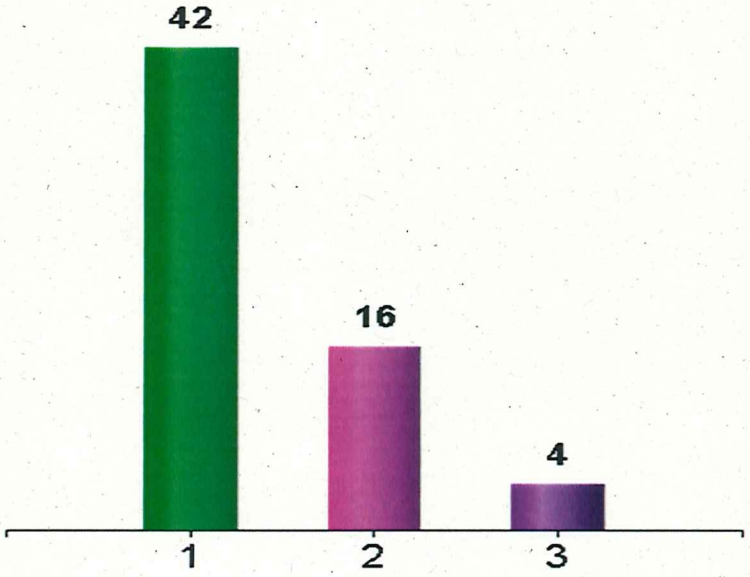
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143696-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Point n° 1 – Vote du Conseil en application de l'article L 2122-18 du CGCT relatif aux fonctions d'adjoint.

– Vote secret –

1. **POUR**
2. **CONTRE**
3. **ABSTENTION**



Les assesseurs	Le secrétaire	La Maire

Votants :62

Conseil municipal du
13 décembre 2021

2

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Vote du Conseil en application de l'article L2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales relatif au remplacement des postes d'Adjoint-es vacants.

Numéro V-2021-1944

L'article L2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que « quand il y lieu, en cas de vacance, de désigner un ou plusieurs adjoints, ceux-ci sont choisis parmi les conseillers de même sexe que ceux auxquels ils sont appelés à succéder. Le conseil municipal peut décider qu'ils occuperont, dans l'ordre du tableau, le même rang que les élus qui occupaient précédemment les postes devenus vacants ».

Il y a lieu de constater la vacance des deux postes de 14e et 18e adjointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après en avoir délibéré
décide

En vertu des dispositions de l'article L2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales, après avoir constaté la vacance des deux postes de 14e et 18e adjoint-es, de désigner deux nouveaux-elles adjoint-es qui occuperont, dans l'ordre du tableau, le même rang que les élues qui occupaient précédemment les postes devenus vacants.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

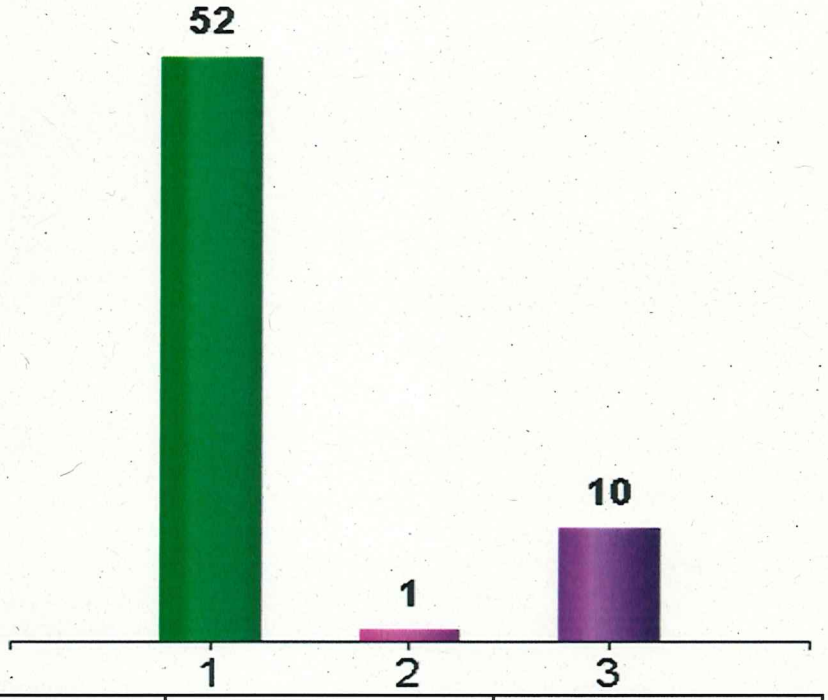
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143731-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Point n° 2 – Vote du Conseil en application de l'article L 2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales relatif au remplacement des potes d'Adjoint·es vacants.

– Vote secret –

1. **POUR**
2. **CONTRE**
3. **ABSTENTION**



Les assesseurs	Le secrétaire	La Maire

Votants :63

Conseil municipal du
13 décembre 2021

3

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Vote du Conseil en application des dispositions de l'article L2122 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'élection d'Adjoints-es à la Maire.

Numéro V-2021-1945

L'article L 2122-4 du Code général des collectivités territoriales dispose que *« le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret ».*

Le Conseil ayant constaté la vacance des postes de 14e et 18e adjoint-es et approuvé l'élection de deux nouveaux-elles adjoint-es aux mêmes rangs que ces postes devenus vacants,

je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
après en avoir délibéré

est appelé à procéder à l'élection de deux adjoints-es à la Maire, en application des articles L2122-4 et L2122-7-2 du Code général des collectivités territoriales :
Au 14e poste d'adjoint-e : Véronique BERTHOLLE
Au 18e poste d'adjoint-e : Soraya OULDJI

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143726-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

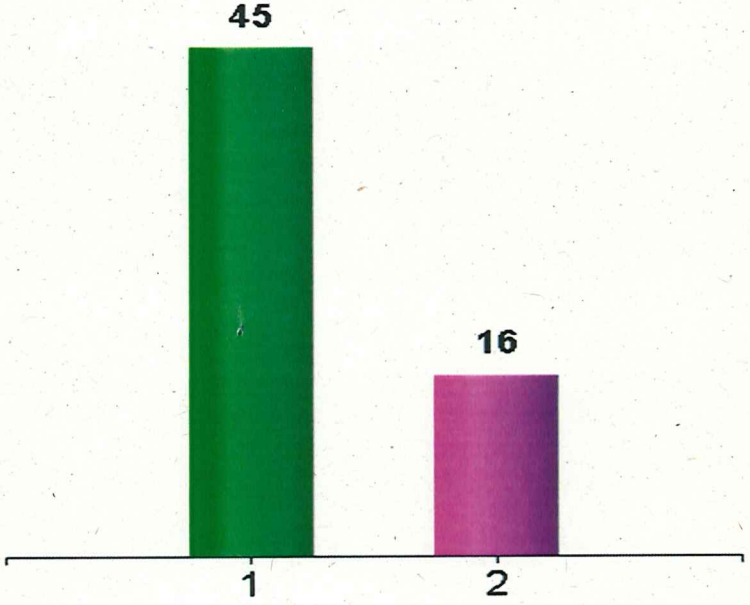
Point n° 3 – Vote du Conseil en application des dispositions de l'article L 2122 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'élection d'Adjoint·es à la Maire – 1er tour

– Vote secret –

1. **Mme BERTHOLLE**

2. **BLANC**

Véronique BERTHOLLE	45
- Blanc :	16
Majorité absolue :	23
Nombre de votants :	61



Les assesseurs	Le secrétaire	La Maire

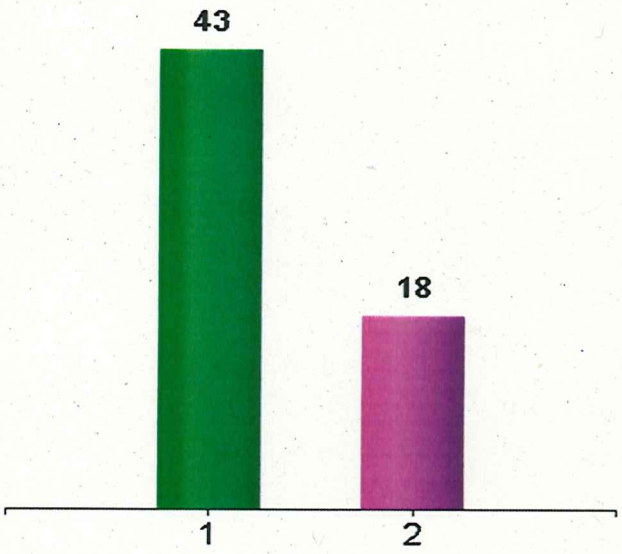
Votants :61

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point n° 3 – Vote du Conseil en application des dispositions de l'article L 2122 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'élection d'Adjoint·es à la Maire – 1er tour

– Vote secret –

1. **Mme OULDJI**
2. **BLANC**



Soraya OULDJI	43
- Blanc :	18
Majorité absolue :	22
Nombre de votants :	61

Les assesseurs	Le secrétaire	La Maire

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Votants :61

4

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Approbation du Plan de Services Publics de Proximité de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1575

Le contexte socio-spatial très inégalitaire du territoire strasbourgeois a guidé un axe fort du projet politique de la municipalité : l'équité territoriale.
Cet axe fondamental permettra de réorienter les investissements et les projets de la collectivité en direction des territoires les plus sous-dotés, qui présentent le plus de besoins.

Le renforcement local de la présence des services publics de proximité se trouve au cœur de cette politique d'équité territoriale. Elle réaffirme le droit à la ville pour toutes et tous, notamment pour les habitantes et habitants de nombreux quartiers populaires souffrant d'une double ségrégation quand se cumule aux fragilités socio-économiques une carence en équipements, commerces et services.

Le plan « services publics de proximité » proposé dans cette délibération vise ainsi à garantir la présence du patrimoine commun que constitue le service public sur l'ensemble du territoire, et faciliter l'accès des habitant.es à un panier de services de proximité de qualité, quel que soit leur lieu de résidence.

« Le service public est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas » (Jean Jaurès)

I. Le constat : une inégalité d'accès aux services publics de proximité sur le territoire strasbourgeois

Un territoire strasbourgeois marqué par une pauvreté élevée et par de fortes inégalités socio-spatiales et urbaines

Avec un taux de pauvreté de 26% en 2018, la ville de Strasbourg se classe parmi les grandes villes les plus pauvres de France métropolitaine, derrière Perpignan (33%), Nîmes (30%) et Montpellier (27%), à égalité avec Marseille, Lille et Saint-Etienne.

Cette pauvreté s'inscrit inégalement dans le territoire et se concentre fortement au sein des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). On observe ainsi des écarts socio-économiques extrêmement importants entre secteurs de la ville : de 1 à 7 en termes de revenu fiscal médian, de 1 à 20 dans l'accès aux études supérieures (de 2% dans le quartier Hautefort du Neuhof à 76% dans le quartier Bon-Pasteur de l'Orangerie).

Et l'injustice spatiale se renforce encore quand se cumule aux difficultés sociales une sous-dotation en équipements, commerces et services publics dans de nombreux quartiers (Elsau, Port-du-Rhin, Montagne-Verte, Poteries-Hohberg...) ainsi qu'une plus grande difficulté d'accès aux outils numériques pour les populations les plus fragiles, dans un contexte de dématérialisation croissante des services publics.

Un mouvement progressif de retrait territorial des services publics

L'offre locale en services publics de proximité s'est dégradée dans la période récente. Les causes de cette dégradation sont multiples :

- retrait territorial des services publics d'État (CAF, CPAM, CARSAT, Pôle Emploi...) qui ont progressivement modifié leur politique d'accueil au profit de démarches dématérialisées en ligne, au détriment de l'accueil en face à face,

- pour les services municipaux, si un certain nombre de services publics sont aujourd'hui inscrits dans la proximité (mairies de quartier, centres médico-sociaux (CMS), médiathèques...), les maillages territoriaux de certains services, du fait de leur ancienneté, ne sont plus adaptés aux réalités démographiques et sociales actuelles des territoires (par exemple, le maillage des CMS date de 2012).

Fracture numérique et illectronisme, facteurs de non-recours aux droits

Du fait de la fracture numérique (disparité d'accès aux technologies informatiques) et de l'illectronisme (manque de compétences pour l'utilisation des outils numériques), auxquels s'ajoutent la difficulté de comprendre le langage administratif et l'absence croissante d'accompagnement humain, une partie de la population, notamment en QPV, est en grande difficulté pour s'informer sur ses droits et réaliser des démarches auprès des services publics du quotidien.

À l'échelle nationale, les études de l'Insee (2019) mettent ainsi en évidence que :

- les personnes âgées, peu diplômées ou dont le niveau de vie est modeste, disposent moins souvent d'un accès personnel à Internet (34% de non accès chez les personnes sans diplôme et 53% chez les 75 ans et plus, contre 12% en moyenne nationale pour les 15 ans et plus),
- 24 % de la population apparaît incapable de rechercher de l'information sur internet,
- parmi les usager.es d'Internet, 33 % n'ont ainsi pas été en mesure de se renseigner sur des produits et services et 49 % de rechercher des informations administratives.

Pour ces personnes les plus en difficulté, la fermeture des guichets et la dématérialisation à « marche forcée » de l'administration accroissent le risque de non-recours à des prestations ou de pertes de droits. Ainsi, les personnes qui pourraient solliciter le plus d'aide sont celles qui sont confrontées au plus grand nombre de problèmes pour y accéder. Dans ce

contexte, l'éloignement géographique entre le domicile et les lieux d'accueils physiques pour l'accès aux services constitue une « double peine » pour ces habitant.es en situation de fragilité.

Face au risque d'exclusion des plus fragiles associé à l'objectif de 100% numérique en 2022, l'Etat propose alors pour l'accompagnement des habitant.es et des territoires :
- une stratégie nationale de lutte contre la fracture numérique : outiller et former les aidant.es, former les usager.es, soutenir les initiatives des collectivités. Le déploiement de 4 000 conseiller.es numériques permettra notamment d'épauler les habitant.es dans la réalisation de leurs démarches administratives,
- le déploiement territorial (espace rural et QPV) de 2 500 espaces « France services » d'ici 2022, permettant aux usager.es d'accéder en un lieu unique à un bouquet de services publics du quotidien (situation fiscale, santé, famille, retraite, emploi…).

Si l'aide à la réalisation des démarches administratives vise à rendre l'usager.e autonome, il restera longtemps encore un nombre important d'habitant.es qui ne pourront pas le devenir. Aussi les recommandations du Défenseur des droits portent sur le maintien de la possibilité pour un.e habitant.e de ne pas avoir recours uniquement à une plateforme numérique dans ses relations avec une administration, mais de privilégier la relation physique avec un interlocuteur compétent.

II. Le sens du projet : un plan services publics de proximité pour garantir l'accès aux droits pour toutes et tous sur le territoire strasbourgeois

Dans une ambition forte d'équité territoriale, l'objectif consiste à mettre à disposition de tous les habitant.es des points d'accueil de proximité leur permettant un accès aux services publics du quotidien pour réduire le non-recours aux droits. Le maillage renforcé en services publics de proximité sera pensé dans une logique de diversité et de complémentarité des formats, d'adaptation dynamique aux évolutions socio-démographiques du territoire strasbourgeois (augmentation de population dans plusieurs secteurs de la ville, progression du taux de pauvreté dans certains quartiers...) et d'intégration aux politiques d'aménagement du territoire (renforcement de centralités de quartiers, prise en compte des leviers offerts par le NPNRU à travers la construction ou la restructuration d'équipements...).

Les enjeux
- La garantie de création de structures permettant l'accès au droit pour toutes et tous sur le territoire de la ville de Strasbourg,
- L'autonomisation de l'usager.e et du-de la citoyen.ne dans ses démarches d'accès aux droits et plus largement dans ses démarches administratives,
- Le ralentissement du mouvement de retrait territorial des services d'accès aux droits,
- L'inclusion sociale et numérique.

Les objectifs stratégiques
- Renforcer la présence territoriale des services publics d'accès aux droits pour recréer un lien humain et social,

- Développer l'information, l'accompagnement et la réalisation des démarches administratives de l'usager.e et du-de la citoyen.ne et créer les conditions permettant le développement de leurs compétences,
- Repenser le maillage des services publics d'accès aux droits en fonction de la situation de chaque territoire et créer des synergies territoriales entre eux,
- Renforcer notre connaissance des besoins et des usages des habitant.e.s,
- Disposer d'un référentiel commun au territoire de la ville, sur la qualité, la diversité et l'accessibilité de l'offre de service,
- Développer les compétences des professionnel.les pour répondre à l'exclusion sociale et numérique des usager.es,
- animer et piloter une démarche transversale et ensemblière au sein de la collectivité.

Les principes qui guident le projet : « Aller vers et faire venir »

L'administration municipale s'attache dans son action à équilibrer ces deux mouvements. Leur complémentarité permettra au plus grand nombre d'accéder à un service public complet et ainsi donner une meilleure chance d'accéder à tous ses droits.

- L' « aller vers » correspond à toutes les structures territorialisées qui facilitent l'accessibilité locale aux services (mairies de quartier, CMS, médiathèques…) mais aussi toutes les actions permettant d'aller directement à la rencontre des habitant.es, comme les bus itinérants.
- « Faire venir » correspond à toutes les actions portées par des structures administratives moins territorialisées pour renforcer leur accessibilité et attractivité (qualité de l'information, organisation de l'accueil, horaires d'ouverture...).

Articuler les échelles

Les échelles et les distances « acceptables » varient selon les objectifs que l'on poursuit. En effet si nous acceptons de nous déplacer un peu plus loin pour trouver une expertise, un premier niveau de réponse et d'information doit être au plus proche de nous.

La proximité géographique, qui est avant tout une affaire de distance, est toutefois doublement relative. Relative tout d'abord à la disponibilité d'infrastructures de transport (l'existence d'une ligne de tramway permet par exemple un temps d'accès plus court), et aux conditions financières des individus qui utilisent ces infrastructures de transport. Relative enfin car la proximité n'est pas qu'une donnée objective, elle procède en dernier ressort d'un jugement porté par les habitant.es sur la nature de la distance qui les sépare de tel ou tel service public. La proximité aux services publics ne s'entend donc pas ici comme une nécessaire complétude des différents types d'offre à faible distance des lieux de domicile ou de travail. En matière administrative, il peut y avoir différents niveaux d'accompagnement de l'usager.e qui peut impliquer une proximité différente selon le niveau d'accompagnement souhaité.

Proposer différents niveaux d'accompagnement des habitant.es

- 1er niveau : informer les usager.es et les orienter vers l'interlocuteur.rice adapté.e ; expliciter les prestations administratives et s'assurer de la bonne compréhension de l'usager.e.
- 2e niveau : accompagner l'usager.e dans la complétude de ses dossiers (attestations, remplissage de formulaires, envoi de pièces numérisées, au besoin réaliser des démarches pour l'usager.e en sa présence…).

- 3ème niveau : niveau qui intègre les deux précédents et qui en plus délivre des prestations administratives (actes d'état civil, carte d'identité, passeports…).

Prendre en compte la complexité pour penser le système « service public »
La dimension ensemblière et transversale de la démarche, qui constitue l'un de ses enjeux, part du principe que le problème que nous avons à traiter, ne relève pas d'une solution unique qui répondrait à tous les besoins. Au contraire, les solutions à mettre en œuvre seront multiples et diverses au regard de chaque contexte thématique et territorial. Aussi la recherche de solutions passe à la fois par la connaissance interdisciplinaire des situations et par la mise en place de coopérations qui relient les domaines d'activités et les partenaires entre eux dans une dimension « interdisciplinaire ». En ce sens, est prise en compte la complexité « de ce qui est tissé ensemble » (pour citer Edgar Morin) pour appréhender le service public en tant que système dans lequel les parties et les acteurs qui le constituent sont en interaction.

III. Le périmètre du projet

La dénomination « services publics de proximité » regroupe un panel de services et d'activités de natures très variées. Deux groupes principaux de services peuvent être identifiés :
- les services publics permettant aux citoyen.nes d'accéder à leurs droits, qu'ils relèvent de la collectivité (mairies de quartiers, CMS, médiathèques...) ou d'autres collectivités, d'associations (inclusion numérique...), d'organismes étatiques, institutionnels et publics et de services de l'État (CAF, Pôle emploi, CPAM...) ;
- les autres services associés aux champs éducatif (périscolaire, restauration scolaire, petite-enfance...), socio-culturel (CSC), du sport, de la santé (maisons urbaines de santé), de l'habitat (antennes locales de la maison de l'habitat et des bailleurs sociaux) ou encore de la sécurité (postes de police), qui favorisent le lien social.

Le périmètre du projet se concentre sur ces deux groupes de services et d'équipements publics, et de manière prioritaire celui de l'accès aux droits, dont il s'agit de renforcer la présence en fonction des besoins identifiés localement et en mobilisant différents types de leviers.

Néanmoins, dans un souci de cohérence, des liens seront tissés avec d'autres actions ou projets relevant du second champ, selon les nécessités ou les opportunités. Ainsi, les choix d'implantation de nouveaux services de proximité (espaces France services ou conciergeries solidaires par exemple) au sein de bassins de vie strasbourgeois doivent être pensés dans l'interdépendance géographique (centralités de quartiers) et fonctionnelle (complémentarité) avec les bouquets de services proposés au sein des structures locales, existantes ou en projet, de type CSC, antennes des bailleurs sociaux ou maisons urbaines de santé... De nombreuses mutualisations d'usage entre équipements publics de nature et de statut différents sont également à explorer.

Dans cette perspective élargie, le projet propose une démarche de co-construction ensemblière et intégrée pour la ville de Strasbourg autour du déploiement cohérent et du rééquilibrage territorial de l'offre en services publics de toute nature (accès aux droits, santé, petite enfance et éducation, logement...).

Cette démarche replace également la question de l'offre territoriale en services publics du quotidien dans sa contribution à la qualité du cadre de vie et dans son articulation aux structures et aux dynamiques urbaines : accessibilité aux transports, proximité aux polarités de quartier - commerces, équipements, pôles d'emplois -, ajustement aux évolutions du parc de logements, liens avec les nouveaux aménagements de l'espace public...

IV. Les six actions du Plan de services publics de proximité

1. Établir un diagnostic partagé de l'offre de services publics sur le territoire de la ville

La première démarche consiste à produire collectivement un état des lieux du territoire, qui mette en perspective la qualité, la diversité et l'accessibilité de l'offre en services publics dans les bassins de vie de Strasbourg, en croisant dans l'analyse des bouquets de services locaux :

- les types de services offerts ou absents : emploi-formation (Pôle-Emploi), retraite (CARSAT), prévention-santé (CPAM), état-civil, familles (naissance, décès, papier d'identité…), difficultés financières (impôts, points conseil budget…), déplacements (permis de conduire, certificat d'immatriculation…), logements, précarité énergétique (Maison de l'Habitat), accès aux droits sociaux (CAF), sécurité (bureaux de police),...
- la qualification des niveaux d'accompagnement des habitant.es **:** chaque habitant.e doit pouvoir avoir en proximité (géographique ou temporelle) de son lieu de vie un espace où il-elle peut trouver de l'aide et de l'accompagnement à l'accès à ces droits.
- la sociologie de la population et les besoins exprimés par les habitant.e.s. Mesurer à l'échelle des bassins de vie le nombre et la part des populations exposées au risque de précarité numérique (croisement entre taux de pauvreté, niveaux de diplôme, vieillissement, âge, isolement...) : un premier travail de diagnostic de ce type a été réalisé en 2020 à l'échelle de l'Eurométropole, qui devra être enrichi et affiné à l'échelle des quartiers de la Ville de Strasbourg,

Ce travail d'état des lieux sera également produit en lien avec la Direction participation citoyenne pour intégrer l'expression des besoins des habitant.e.s en termes de présence des services publics à l'échelle des quartiers : quels besoins identifiés par les habitant.e.s et non proposés localement ?

Ce double diagnostic de l'offre et des besoins localement objectivés permettra alors d'ajuster les différentes composantes du plan d'action aux réalités territoriales des différents quartiers strasbourgeois.

2. Développer de nouvelles structures d'offres de services

- **Installer de nouveaux Espaces France services dans plusieurs quartiers** en assurant une répartition géographique de ces accueils. Ce programme piloté par l'Agence nationale de Cohésion des Territoires (ANCT) vise à faciliter l'accès des citoyen.nes aux prestations de 9 opérateurs institutionnels de l'Etat (CAF, CPAM, CARSAT, Pôle Emploi…). À ce stade, trois quartiers sont identifiés dans lesquels seront ouverts des « Espaces Frances Services » : l'Elsau, le Port du Rhin et

Poteries/Hohberg… Selon les quartiers, ces espaces France Services pourront être hébergés dans de nouveaux équipements dédiées (par exemple la maison de services à l'Elsau et en attendant l'actuelle mairie de quartier), dans des mairies de quartier si l'agencement interne le permet, ou au sein de services publics existants (par exemple, La Poste à Lizé-Neuhof).
Une priorité est donnée au quartier de l'Elsau où un espace France Services pourrait être labellisé d'ici début 2022 dans l'actuelle mairie de quartier. Il intègrera la maison de service de l'Elsau à son ouverture.

- **Ouvrir deux « Maisons de services » communales**, l'une à l'Elsau, l'autre à Koenigshoffen regroupant dans un même lieu la direction de territoire, la mairie de quartier, le centre médico-social et la médiathèque pour ce qui concerne l'Elsau. L'aménagement de ces maisons de services est conçu à partir d'une réflexion commune sur les usages des habitant.es et des agent.es. Chaque maison de service sera dotée d'un accueil commun et d'une gestion commune des activités et des espaces.

- **Créer un réseau de conciergeries solidaires dans différents quartiers de Strasbourg** : espaces ouverts et fédérateurs qui proposent de nouveaux services, dont des services d'accès aux droits (relais postal, dépôt de pain, cordonnerie, mobilité, point d'accès numérique…) gratuits ou à tarifs adaptés le cas échéant, et qui contribuent au développement du lien social. Une première conciergerie vient d'ouvrir dans le quartier Ampère, une seconde est en projet dans le quartier du Hohberg.

Fort de ces leviers, et d'autres qui pourront émerger en cours de projet, l'objectif de notre action collective est donc de tendre vers une égalité d'accès aux droits et aux services publics entre les différents quartiers en fonction des besoins localement identifiés, et de ce fait, de sécuriser et garantir l'accès aux droits pour toutes et tous.

3. **Réaménager des espaces ou structures d'accueil existants**
Selon l'évolution des projets, des points uniques regroupant d'autres services publics – logement, énergie, transport – pourraient rejoindre ces « maisons des services », facilitant ainsi un ensemble de démarches au sein d'un lieu unique (liens avec les antennes locales des bailleurs sociaux et les antennes des futures maisons de l'Habitat ou Agence du climat).

4. **Renforcer les capacités d'accompagnement d'accès aux droits et aux services**
Il s'agit d'adapter les lieux d'accueil aux besoins d'accompagnement administratif et numérique et de les rendre plus attrayants et conviviaux :
   - Proposer un accompagnement des usager.es de premier niveau dans des lieux d'accueil déjà dotés de points numériques leur permettant de faire leurs démarches lorsqu'ils-elles sont autonomes (les médiathèques par exemple),
   - Installer des espaces numériques dans des lieux d'accueil du public comme les centres médico-sociaux ou mairies de quartier en fonction des besoins en proposant le cas échéant un accompagnement de deuxième niveau.

5. **Consolider la qualité de l'accueil et de l'accompagnement**
   - Répondre aux besoins de formation des agent.es réalisant ces accueils dans leur domaine d'activité : formation au numérique, à l'accompagnement, aux prestations notamment celles des institutions publiques de l'Etat,
   - Travailler avec des outils informatiques adaptés aux évolutions numériques.

6. **Construire un dispositif de communication permettant d'informer au plus près les habitant.e.s**
   La connaissance des lieux d'accueil et des possibilités d'accompagnement méritent d'être renforcées. L'information n'atteint pas forcément les habitant.e.s qui en ont besoin. Elle passe par la valorisation de ces services offerts à travers un dispositif de communication innovant adapté qui maille de manière étroite le territoire et utilise un maximum de canaux, supports, lieux et espaces de toute nature.

V. Le pilotage d'une démarche transversale et ensemblière

Ce projet invite à penser la question de la présence des services publics de proximité de manière transversale au sein de la collectivité. Plusieurs délégations d'élu.e.s et leurs services associés sont mobilisés dans le cadre d'une démarche ensemblière (accueil de la population, numérique, solidarité et santé, culture, sports, vie associative, la gestion des temps de la ville, l'évaluation des politiques publiques). Le pilotage mis en œuvre se veut intégrateur des différentes politiques publiques thématiques menées au sein de la collectivité autour des services publics. Il sera également réalisé en lien avec les services de l'État (CAF, CPAM, Poste...) pour lequel un pilotage partenarial sera constitué. Ce pilotage transversal intervient en complémentarité, en vision globale, en cohésion des pilotages opérationnels spécifiques déjà mis en œuvre ou à constituer sur les projets contribuant à sa réalisation (par exemple les maisons de service, les conciergeries solidaires, l'inclusion numérique…).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les enjeux et les objectifs du Plan de services publics de proximité ;*

- *les principes qui guident la nature des actions à mettre en œuvre et plus globalement la réalisation du projet ;*

- *le périmètre du projet retenu ;*

- *les six actions du Plan de services publics de proximité.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141435-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 4 à l'ordre du jour : Approbation du Plan de Services Publics de Proximité de la ville de Strasbourg

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 58 voix
+ 2 voix pour M. Jean-Philippe VETTER et M. Pascal MANGIN qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°4

Approbation du Plan de Services Publics de Proximité de la ville de Strasbourg

Pour	Contre	Abstention
58	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

5

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Maisons de services au public : aménagement dans le quartier de Koenigshoffen et construction dans le quartier de l'Elsau. Désignation des membres élu.es de la commission d'appel d'offres.

Numéro V-2021-858

Les maisons de services au public (MSAP) préfigurent les services de proximité de demain et apparaissent comme de nouveaux lieux rassembleurs qui ne se limitent pas à regrouper et juxtaposer des équipements mais permettent de développer un concept de mutualisation et de transversalité, autour des axes suivants :

- amélioration du service au public : regroupement en un seul lieu, accompagnement au numérique, accueil mutualisé ;
- préfiguration d'un service public de proximité centré sur les besoins et les parcours usagers et non uniquement sur la logique organisationnelle des services ;
- renforcement de la centralité du quartier ;
- ancrage local et services ouverts à toutes et tous: riverain.es et professionnel.les travaillant dans le quartier, visiteur.ses de passage, etc.

Deux maisons de services au public vont ainsi voir le jour dans deux quartiers de la ville : à Koenigshoffen et à l'Elsau.

<u>QUARTIER DE KOENIGSHOFFEN</u> :

Dans un contexte de mutation urbaine et d'expansion démographique du quartier de Koenigshoffen, il est essentiel de renforcer le service public de proximité et de le rendre accessible à toute et tous.

Le bâtiment, situé 91 route des Romains, ancien siège social de la brasserie Gruber, en tête du parc d'activités du même nom, offre l'opportunité et les caractéristiques pour l'aménagement d'une maison des services au public. Il comprend trois niveaux et un sous-sol représentant une surface de planchers d'environ 1 700 m².

Son emplacement, sur la route des Romains, axe majeur du quartier, lui confère l'accessibilité, la lisibilité et la visibilité nécessaires au déploiement d'équipements publics.

Différents services au public seront répartis dans trois périmètres :
- des espaces en libre accès aux habitant.es,
- des espaces d'entretien pour les habitant.es avec des professionnel.les,
- des espaces réservés aux professionnel.les.

Se déploieront ainsi :
- un espace de pré-accueil commun aux services ;
- une mairie de quartier ;
- un centre médico-social ;
- les locaux de la direction de territoire et un bureau pour les élu.es ;
- des espaces de permanence pour divers services au public (CPAM, CARSAT, ADIL, etc.) ;
- un tiers lieu d'animation culturelle : espace café-lecture-documentation-travail scolaire ouvert à tout public ;
- des espaces mis à disposition du public délivrant divers services: espace informatique, espace de citoyenneté et d'animation partagée ;
- un espace de dépôt des emprunts d'ouvrages provenant du réseau des bibliothèques.

Les travaux de réhabilitation du bâtiment consisteront en des travaux :
- de rénovation du clos-couvert (façades, toiture) ;
- de curage intérieur, désamiantage et déplombage ;
- de mise en sécurité et accessibilité,
- d'aménagements intérieurs (installations techniques, second-œuvre).

QUARTIER DE L'ELSAU :

Quartier très proche du centre de Strasbourg, desservi par le tramway depuis 2000, l'Elsau est un quartier de 6 300 habitant.es, à dominante résidentielle et au caractère insulaire très marqué.

Son potentiel endogène de mutation est limité par sa géographie tout en bénéficiant d'un patrimoine paysager unique qui lui a valu son inscription dans le Parc Naturel Urbain (PNU) de Strasbourg. La concentration des difficultés sociales l'a rendu éligible au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

Dans ce quartier en pleine restructuration, la maison des services au public s'intégrera dans le schéma urbain de ce dernier, à proximité immédiate du centre socio-culturel, et permettra de regrouper dans un même bâtiment neuf :
- une mairie de quartier labellisée « France services » ;
- une médiathèque (relocalisation de la médiathèque de l'Elsau) ;
- un centre médico-social (relocalisation du CMS de l'Elsau) ;
- les locaux de la direction de territoire.

Le terrain d'assiette du projet d'une surface de 15,26 ares est aujourd'hui propriété de l'Eurométropole de Strasbourg. Une régularisation foncière globale sera programmée

dans le cadre du projet de renouvellement urbain de l'Elsau, prévoyant la recomposition d'ensemble de l'entrée de quartier.

VOLET ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTAL :

- Pour la MSAP de Koenigshoffen : le bâtiment Gruber, construit avant 1948, fera l'objet d'une rénovation énergétique équivalente au niveau BBC rénovation, et s'inscrira dans le dispositif Climaxion (opération ciblée élément par élément).

- Pour la MSAP de l'Elsau : le niveau de performance visé pour le bâtiment neuf est le niveau Passif Climaxion.

Le recours à des matériaux peu émissifs en CO_2 et bio-sourcés sera privilégié pour les deux projets.

CALENDRIERS :

Les plannings prévisionnels des opérations sont les suivants :

Etudes de programmation :	4ème trimestre 2021
Désignation du maître d'œuvre :	2ème trimestre 2022
Etudes de maîtrise d'œuvre :	3ème trimestre 2022 – 2ème trimestre 2023
Appel d'offres travaux :	3ème trimestre 2023
Travaux :	4ème trimestre 2023 – 4ème trimestre 2025

MONTANT DES TRAVAUX :

MSAP Koenigshoffen :
Le coût des travaux est estimé à 3 200 000 € pour un montant global d'opération qui s'établirait à 5 000 000 € TTC, toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, sécurité et protection de la santé, SSI, etc.) :	560 000 € TTC
Divers (publicité, tolérance, provisions pour aléas, etc.) :	600 000 € TTC

MSAP Elsau :
Le coût des travaux est estimé à 3 700 000 € pour un montant global d'opération qui s'établirait à 5 100 000 € TTC, toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

Honoraires (maîtrise d'œuvre, CT, SPS, SSI, etc.) :	650 000 € TTC
Divers (publicité, tolérance, provisions pour aléas, etc.) :	750 000 € TTC

Le maître d'œuvre sera sélectionné à la suite d'un concours de maîtrise d'œuvre, tel que défini par le code de la commande publique.

La Ville de Strasbourg assurera la maîtrise d'ouvrage du projet.

Il est proposé de fixer la prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet à 25 000 € TTC.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le projet d'aménagement d'une Maison des Services Au Public située dans l'ancien siège social de la brasserie Gruber, 91 route des Romains à Strasbourg conformément au programme ci-avant exposé,*

- *l'opération de construction d'une Maison des Services Au Public dans le quartier de l'Elsau conformément au programme ci-avant exposé,*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération d'aménagement d'une Maison des Services Au Public dans l'ancien siège social de la brasserie Gruber sur l'autorisation de programme AP2020/0235 programme 1331,*

- *d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération de construction d'une Maison des Services Au Public dans le quartier de l'Elsau sur l'autorisation de programme AP2020/235 programme 1330,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*
- *à signer les dossiers de demandes de permis de démolir et de construire,*
- *à lancer toutes les procédures administratives,*
- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, et des autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant,*

désigne

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la création d'une maison des services au public dans le quartier de l'Elsau

Titulaires :

Hülliya TURAN
Hervé POLESI
Benjamin SOULET
Marina LAFAY
Céline GEISSMANN

Suppléant.es :

Pierre OZENNE
Abdelkarim RAMDANE
Ariane HENRY
Christian BRASSAC
Caroline BARRIERE

Le maître d'œuvre sera sélectionné à l'issue d'un concours de maîtrise d'œuvre, tel que défini par le code de la commande publique.

La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 25 000 € TTC.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141184A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 15 Novembre 2021

ANNEXE à la Délibération

V-2021-858 Travaux d'aménagement d'une Maison des Services au Public
91 route des Romains

Localisation du site Grüber :

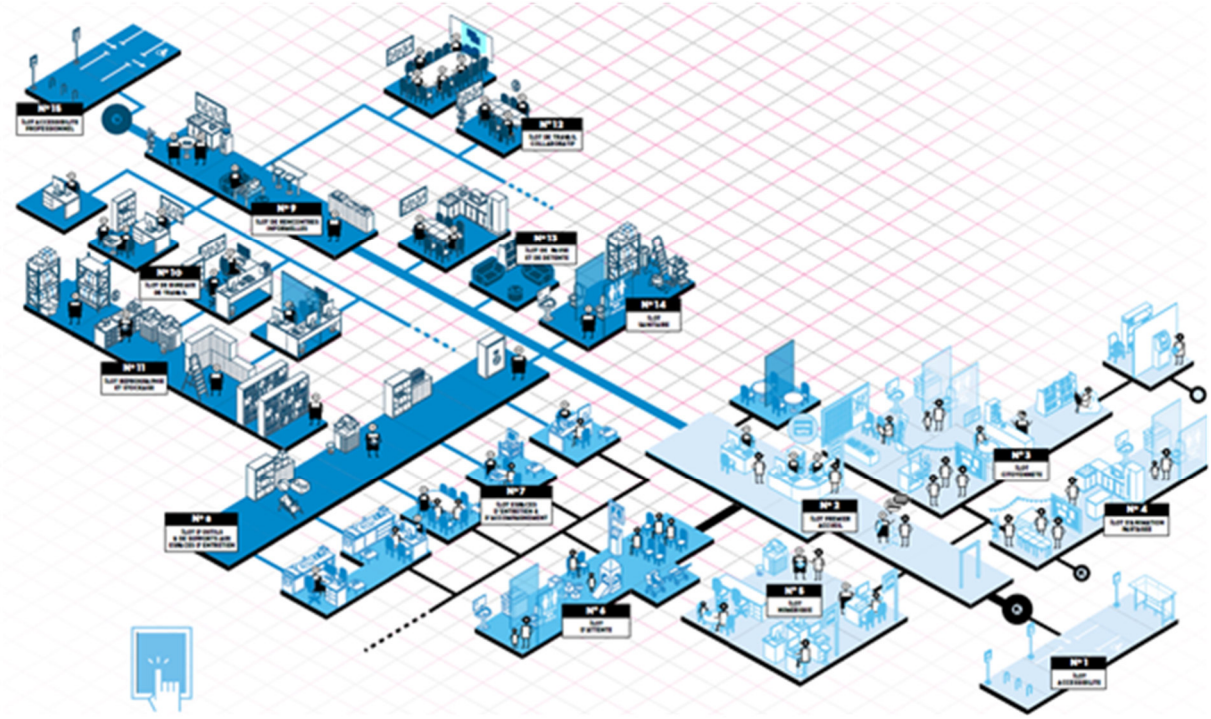




Ancien siège social de la brasserie Grüber :



Schéma de l'organisation de la Maison des Services au Public :



Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 5 à l'ordre du jour : Maisons de services au public : aménagement dans le quartier de Koenigshoffen et construction dans le quartier de l'Elsau. **Désignation** des membres élu.es de la commission d'appel d'offres.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 55 voix
+ 3 voix pour Mme Marie-Françoise HAMARD, M. Pascal MANGIN et M. Dominique MASTELLI qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°5

Maisons de services au public : aménagement dans le quartier de Koenigshoffen et construction dans le quartier de l'Elsau Désignation des membres élues de la commission d'appel d'offres

Pour	
55	**ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	
0	
Abstention	
0	

6

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Projet de développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim : avis du conseil municipal de Strasbourg sur le choix de tracé à Strasbourg.

Numéro V-2021-1681

Dans le cadre de sa stratégie de déploiement massif des mobilités collectives et actives, l'Eurométropole de Strasbourg a engagé les études et la concertation préalables au prolongement du réseau de tramway vers le Nord jusqu'à Bischheim, via la Place de Haguenau, et la liaison Gare centrale - Institutions Européennes.

Les objectifs de ce projet sont multiples et visent à offrir un service de mobilité de qualité qui améliore le cadre de vie et permette à la fois de :

- diminuer les émissions de gaz à effets de serre et l'empreinte carbone du territoire, et améliorer la qualité de l'air en développant les mobilités actives et décarbonées ; desservir Schiltigheim et Bischheim en tramway tout en réorganisant les lignes de bus qui desservent les communes Nord ;
- améliorer l'accessibilité du quartier Archipel / Wacken et des institutions européennes, en créant une nouvelle liaison directe en tramway entre la gare de Strasbourg et le quartier du Wacken ;
- renforcer la liaison Gare-Université, en proposant une nouvelle ligne rapide et directe qui ne charge pas inutilement le réseau dans l'hypercentre ;
- accompagner le développement du Réseau Express Métropolitain en assurant le confort des voyageurs tout en facilitant les flux de circulation ;
- accompagner les transformations urbaines et les projets de renouvellement urbain, en requalifiant les espaces publics, en donnant plus de place à la nature et en participant à la mise en valeur du patrimoine, notamment celui classé à l'UNESCO.

Suite à la première phase de concertation qui s'est déroulée du 15 juin au 30 septembre 2021, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est appelé, dans sa séance du 17 décembre 2021, à arrêter le bilan de cette concertation, les caractéristiques essentielles du projet, à savoir principalement le choix des tracés retenus in fine et à engager la suite des études et procédures.

Dans cette optique, et sur la base du bilan de la concertation, le conseil Municipal de Strasbourg a souhaité par la présente délibération formuler son avis sur la proposition de tracé concernant son ban communal.

Synthèse des caractéristiques des trois tracés au Centre (Commune de Strasbourg) :

Trois variantes (voir annexe 1) de tracé de la plateforme tramway ont été proposées à la concertation pour les liaisons Gare centrale - Institutions Européennes et Gare centrale – Université et le desserrement du nœud Homme de Fer, depuis le boulevard Wilson et le secteur de la place de Haguenau (tronçon commun aux trois variantes) :

La variante C1 : Depuis la place de la gare où serait créé un deuxième terminus tramway en surface, le tracé emprunterait le boulevard Wilson. Une deuxième station s'établirait entre la rue Wodli et la Petite Rue des Magasins. Le tracé se poursuivrait ensuite rue de Wissembourg, puis rejoindrait la place de Haguenau où serait implantée une troisième station. Le tracé emprunterait ensuite l'avenue des Vosges jusqu'à la rue de la Paix où la connexion serait réalisée avec les lignes existantes. 2 stations seraient envisageables au niveau du Palais des Fêtes et au niveau de la rue Louis Apfel (« République Nord »).

La variante C2 : Depuis la place de la gare où serait créé un deuxième terminus tramway en surface, le tracé emprunterait le boulevard Wilson, il bifurquerait ensuite par la rue des Halles, où s'établirait une deuxième station. Il se poursuivrait le long du boulevard Sébastopol, au sud duquel serait implantée une troisième station. Le tracé emprunterait ensuite les Quais Kléber, Finkmatt et Sturm, où pourrait s'établir une quatrième station. Il rejoindrait ensuite la place de la République, où la connexion serait réalisée avec les infrastructures tramway existantes. Pour connecter le tramway vers le Nord, le tracé, depuis la rue des Halles, se poursuivrait par la rue de Wissembourg et par la place de Haguenau où s'établirait une cinquième station (identique C1).

La variante C3 : Depuis la place de la gare où serait créé un deuxième terminus tramway en surface, le tracé emprunterait le boulevard Wilson. Une deuxième station s'établirait entre la rue Wodli et la Petite Rue des Magasins (identique C1). Le tracé se poursuivrait ensuite boulevard Poincaré puis se prolongerait boulevard Clemenceau jusqu'à l'avenue de la Paix où serait créée la connexion avec les infrastructures existantes. Deux stations desserviraient le boulevard Poincaré respectivement au niveau de la rue de Phalsbourg et au niveau de la rue Oberlin. Afin d'assurer la liaison vers l'université, un tracé complémentaire serait créé rue du Faubourg de Pierre. Une station y serait implantée au sud. Le tracé se poursuivrait ensuite par les quais Finkmatt et Sturm (identique C2). Le tramway Nord serait connecté à cette infrastructure au croisement du boulevard Poincaré et de la rue de Haguenau, où s'établirait une double station.

Les tracés de liaison dans le centre-ville de Strasbourg

Les trois variantes de tracé soumises à la concertation sont décrites dans l'annexe 1 : « Bilan de la première phase de concertation » du projet de délibération.

Niveau de participation du public

La participation du public a pu être évaluée à l'échelle de l'ensemble du périmètre (Nord et Strasbourg) de la manière suivante :

- Lors des réunions publiques ;
  - Par réunion, entre 45 et 135 personnes (IP uniques) se sont connectées en temps réel, pour un total de 416 personnes sur les 5 réunions publiques ;
  - Par réunion, à la date de clôture de la concertation le 30 septembre, entre 790 et 4370 visionnages sur la plateforme participer.eurometropole-strasbourg.eu ont été enregistrés, pour un total de 11491 visionnages sur les 5 réunions publiques, avec un temps de visionnage moyen compris entre 3 min et 12 minutes ;
  - Concernant les 4 réunions publiques ouvertes en présentiel, il est estimé un total de 600 participants ;
- Entre 180 et 200 personnes sont venues échanger avec l'équipe projet lors des permanences.
- 40 personnes ont participé aux déambulations ;
- 149 personnes (particuliers et représentants d'associations ou d'entreprises) ont réagi dans les quatre registres d'observations ;
- La page web présentant le projet « participer.eurometropole-strasbourg.eu » a été visitée 6266 fois (vues uniques) ;
- 635 contributions ont été enregistrées sur le site participer.eurometropole-strasbourg.eu,
- 365 personnes ont réagi via la boîte mail ProjetTramNord@strasbourg.eu ;
- Les 6 publications de la page Facebook de l'Eurométropole de Strasbourg ont enregistré un total de 240 réactions (commentaires ou « like ») ;
- 12 courriers ont été reçus à l'Eurométropole de Strasbourg, faisant état d'observations relatives au projet ;
- Parmi les contributions, 18 d'entre elles ont été transmises par les associations de quartier, des collectifs ou des associations thématiques (mobilité).

En ce qui concerne le recueil des observations, des appréciations et des propositions écrites formulées par les intervenants à la concertation, il est précisé que ces contributions sont consignées respectivement, sur les registres d'expression mis à disposition sur les lieux des expositions ainsi que dans des courriers adressés à l'Eurométropole, et dans des textes transmis par messagerie.
Les ateliers et la réunion publique ont donné lieu à une retranscription des échanges par écrit.

Bilan de la concertation préalable concernant le centre ville de Strasbourg

Parmi les trois variantes de la partie centre de Strasbourg, les variantes C1 et C2 ont davantage fait l'objet d'expressions et d'échanges que la variante C3. Cette dernière enregistre de nombreux avis défavorables et semble avoir moins retenu l'attention des contributeurs.

- la variante C1 a fait l'objet d'avis très partagés. Son tracé via les grands boulevards du centre-ville qui permettrait de requalifier l'avenue des Vosges tout en préservant la tranquillité et le patrimoine des quais, son schéma d'exploitation simple et direct, tout en évitant les nœuds du réseau tramway déjà proches de la saturation sont très

appréciés. Des avis contraires se sont également exprimés et ont fait part de leurs inquiétudes. En effet, certains participants craignent que le tramway sur les grands boulevards vienne fortement dégrader la circulation et supprime trop de stationnement pour les riverains dans un quartier où l'offre (garage et voirie) semble déjà insuffisante. De même, les nuisances et la pollution sont largement redoutées et relayées ;

- la variante C2 est appréciée car elle semble engendrer moins d'impacts (circulation, stationnement, cadre de vie, patrimoine bâti) et de nuisances pour les populations de la Neustadt. En revanche, les participants qui ne sont pas favorables à la variante C2 mettent en avant plusieurs aspects : son itinéraire par les quais qui risquerait de dégrader le paysage/patrimoine, de nuire à la tranquillité (du fait de son association avec les modes actifs, la perte de qualité d'un itinéraire de promenade apprécié), aux accès des riverains, ainsi que de créer un doublon avec les lignes de tramway déjà existantes ;

- les avis défavorables à la variante C3 sont plus nombreux que les avis favorables. Les participants qui ont exprimé un avis défavorable à la variante C3, considèrent le niveau de desserte actuel suffisant, compte-tenu de la ligne H. Son itinéraire via le faubourg de Pierre et les quais compliquerait son insertion. Elle est qualifiée de trop contraignante. Elle est interrogée pour ses impacts de circulation sur les grands axes ; a contrario, des contributeurs estiment qu'elle pourrait préserver la dynamique de circulation sur l'avenue des Vosges.

Après analyse, au regard de ce premier bilan de la concertation, et en synthèse pour les variantes C1, C2 et C3, il apparaît que :

- la variante C1 s'insère de façon confortable dans les larges emprises des grands boulevards. Ce qui offre une possibilité de service tramway compétitif exploité en site propre intégral sur l'ensemble du tracé, avec un parcours relativement rectiligne. Cette solution permet, par ailleurs, la création de deux nœuds d'échanges tramway aux portes de la ville, offrant ainsi des bonnes possibilités de report modal vers les transports en commun. Cette variante améliore également la robustesse du réseau de tramway en proposant un passage en dehors de l'hyper centre. Si toutes les solutions impliquent une recomposition (partielle ou totale) des circulations sur la place de Haguenau, la variante C1 est en revanche la plus impactante sur le trafic routier d'entrée de ville, et elle permet la transformation des espaces aujourd'hui dédiés majoritairement à l'automobile. Elle impacte de manière importante l'offre de stationnement sur voirie, dans un secteur aujourd'hui peu doté en parking privés. Son coût est le plus faible des trois solutions vis-à-vis du service rendu. Cette variante permet les meilleures possibilités de valorisation de l'important patrimoine de la Neustadt. Elle offre par ailleurs un grand potentiel de transformations urbaines dans l'ambition d'élargir le centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire vers les boulevards Nord et Est et l'étendre aux secteurs de la Neustadt. Il s'agit du scénario le plus « équilibré » ;

- la variante C2 offre une solution intéressante de maillage tramway si l'on examine les aspects transports en commun, notamment avec son point de contact au cœur du secteur Halles/Homme de Fer. Elle s'insère toutefois dans un milieu déjà fortement occupé par les infrastructures de transport et fréquenté par de très nombreux piétons et cyclistes, sans effet de « détente » du réseau en cœur de ville ni de desserte de nouveaux quartiers.

Elle apparait comme la moins bien placée pour la libération des espaces publics au profit des modes actifs et de la végétalisation, avec un risque plus marqué portant sur la préservation des alignements d'arbres existants. Par ailleurs, il s'agit de la solution qui impacte le moins la circulation automobile d'entrée de ville et le stationnement sur voirie, puisqu'elle s'insère dans des secteurs actuellement moins circulés. La desserte riveraine et commerçante au niveau des quais, qu'il faudra organiser en compatibilité avec la circulation de deux lignes de tramway, est toutefois un point de vigilance qui pourrait nuire à la qualité du service tramway. Par ailleurs, l'augmentation des passages de rames de tramway sur le nœud « République » pourrait *in fine* le conduire plus rapidement à ses limites de fonctionnement, à l'instar du nœud « Homme de Fer ». Enfin, cette variante permet peu de valoriser le patrimoine de la Neustadt et limite les possibilités d'élargissement du centre-ville à la Grande-Ile ;

- la variante C3 irrigue bien le centre-Nord de Strasbourg, mais impose, pour assurer la réalisation d'une liaison entre la gare et l'université évitant le nœud de l'Homme de Fer, de démultiplier les infrastructures sur les quais et sur le boulevard Clemenceau. Ceci implique un coût d'investissement bien supérieur aux deux autres solutions. Elle impacte moins la circulation d'entrée de ville au niveau de la Place de Haguenau, mais son insertion reste très consommatrice de stationnement sur voirie en raison d'une offre préexistante très conséquente sur les boulevards Poincaré et Clemenceau. Son passage par la rue du Faubourg de Pierre et par les quais impliquera quelques « frottements » entre la desserte riveraine et commerciale de ces rues et la circulation du tramway sur la même plateforme. Cette variante propose une opportunité de valorisation du patrimoine de la Neustadt moins marquée que la variante C1, en raison de son caractère moins central.

Au regard du bilan de la concertation et de l'analyse comparative des tracés, l'Eurométropole de Strasbourg considère la variante C1 comme la meilleure solution à envisager pour le centre-ville de Strasbourg.

Avis de la Ville de Strasbourg sur le choix du tracé sur son ban communal :

La Ville de Strasbourg rejoint l'analyse conduite par l'Eurométropole et exprime un avis favorable au choix de la variante C1.

Celle-ci s'inscrit en effet totalement dans sa vision des enjeux urbains et de mobilité pour son territoire en accompagnant l'élargissement de son centre-ville et en offrant **l'opportunité de requalifier les espaces publics pour améliorer le cadre de vie de ses habitants, garantir un contexte plus propice à leur santé et au climat et redonner de la place aux usages de proximité.**

L'amélioration du cadre de vie des habitantes et habitants, ainsi que la réponse à l'urgence climatique et à la pollution atmosphérique et sonore, conduisent à porter avec force un projet d'apaisement des espaces publics, qui accompagnera une évolution des pratiques vers les mobilités décarbonées.

Une nouvelle politique de reconquête de l'espace public et d'apaisement des circulations est ainsi engagée. Très concrètement, au cours des derniers mois, le plan « canopée » et

le plan piéton ont été adoptés par le conseil municipal de Strasbourg. En juin 2021, un vaste programme de développement du réseau cyclable a été adopté par l'Eurométropole de Strasbourg.
En cœur de ville, la construction d'un tramway permettra d'accélérer la transformation des rues et boulevards parcourus en mettant en valeur les espaces publics traversés et le patrimoine bâti, en recréant des places, des lieux de vie. Elle constitue un levier puissant pour accompagner les politiques de déminéralisation des espaces, ainsi que de développement de la marche et du vélo. En outre, le tramway permettra de réduire la fonction de transit automobile de certains axes, notamment l'avenue des Vosges. Il deviendra alors le moyen privilégié pour relier des pôles majeurs du territoire (économique, universitaire, touristique et institutionnels).

Le tracé C1 crée en outre les conditions pour accompagner l'élargissement du centre-ville au-delà de l'ellipse insulaire vers le Nord et Est et l'étendre au secteur de la Neustadt, dont l'axe impérial, encadré par les boulevards, depuis la Gare jusqu'à la place de la République, en y intégrant de grands équipements d'agglomération (Gare, Halles). Ce projet de territoire permettra de :

- valoriser le patrimoine bâti remarquable, classé à l'UNESCO, notamment dans le périmètre du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV) ;
- révéler et amplifier le patrimoine paysager à proximité de la ceinture verte (parcs centraux, place de Haguenau, place de la République, Contades) et requalifier les berges au profit des modes actifs.
- renforcer l'offre de commerces et de services, mais aussi l'ensemble des usages récréatifs de proximité grâce aux espaces libérés par la voiture ;
- contribuer à sécuriser les mobilités et à diminuer les nuisances (sonores, pollution, etc…).

Dans cette perspective, la Ville de Strasbourg exprime le souhait que l'aménagement de certains espaces emblématiques du projet soit approfondi et partagé avec le public dans une phase de concertation complémentaire :

- l'aménagement de la place de Haguenau, qui doit évoluer en parc urbain et devenir la nouvelle vitrine d'entrée de ville ;
- l'aménagement de l'avenue des Vosges et ses implications en termes d'accessibilité multimodale (dessertes, dépose, services aux habitants et aux commerçants), de plans de circulation et de stationnement, de nouveaux espaces publics (Place des Fêtes), de préservation des arbres et de végétalisation ;
- l'aménagement du secteur de la Place de la Gare
- l'aménagement du secteur des Halles, en lien avec le projet de TSPO et d'évolution de la gare routière interurbaine.

Par ailleurs, la Ville de Strasbourg insiste sur l'approfondissement par l'Eurométropole des problématiques soulevées dans le cadre de la concertation, et notamment :
- les possibilités de stationnement des résidents devront être garanties tout en préservant les espaces publics. Ainsi, les implications des aménagements sur le trafic des

différentes voies de circulation ainsi que sur le stationnement en voirie seront étudiées dans le cadre de l'avant-projet. Plus particulièrement et en lien avec la politique de déminéralisation de la Ville de Strasbourg sur ses espaces publics, l'opportunité d'un nouveau parking public de proximité sera étudiée, dans le secteur Place de Haguenau / rue Jacques Kablé. Ce parking, d'une capacité d'au moins 300 places, offrirait une tarification incitative pour les résidents. La possibilité d'accueillir du stationnement résident dans d'autres parkings existants sera également étudiée ;

- l'insertion d'un nouveau terminus sur la place de la gare sera étudiée, sans obérer la possibilité d'un futur prolongement en direction du boulevard de Nancy, via le boulevard de Metz ;
- l'insertion de la plateforme de tramway avenue des Vosges sera étudiée au travers de plusieurs scénarios comportant une ambition d'apaisement de celle-ci dans l'opportunité de proposer des aménagements cyclables et marchables généreux, confortables et sécurisés ;
- les risques de nuisances sonores et de qualité de l'air seront évalués par une étude d'impact du projet, dans le cadre de son évaluation environnementale.
- L'évolution des plans de circulation pour contribuer à limiter le trafic de transit, à favoriser l'intermodalité et à inciter au report modal vers les mobilités décarbonées et actives.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 103-2, L. 103-6 et R. 103-1, du Code de l'urbanisme ;
vu l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme ;
vu le dernier alinéa de l'article L 121-15-1 du Code de l'environnement ;
vu la délibération N° E-2020-846 du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg « Une ambition inédite en matière de mobilités » ;
vu la délibération N° E-2021-494 du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg « Lancement d'une concertation réglementaire et engagement des études opérationnelles du projet de Tramway vers le Nord du réseau de Strasbourg » ;
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable au :

choix du tracé de la variante C1, à savoir :

- *1,8 km d'infrastructure tramway nouvelle, empruntant depuis la place de la gare – où sera créée une deuxième station tramway en surface – successivement le boulevard Wilson, la rue de Wissembourg, la place de Haguenau, l'avenue des Vosges où le tracé rejoindra l'infrastructure existante ;*

demande

à l'Eurométropole de STRASBOURG de poursuivre :

- *les études et procédures visant à mettre en œuvre cette opération ;*
- *le processus d'information du public par l'ouverture par l'Eurométropole de Strasbourg d'une phase de concertation complémentaire, au regard des objectifs du projet déjà délibérés par le conseil Métropolitain le 7 mai 2021 et des objectifs complémentaires d'approfondissement des thématiques du projet ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer tous documents ou conventions concourant à la mise en œuvre effective de la présente délibération.

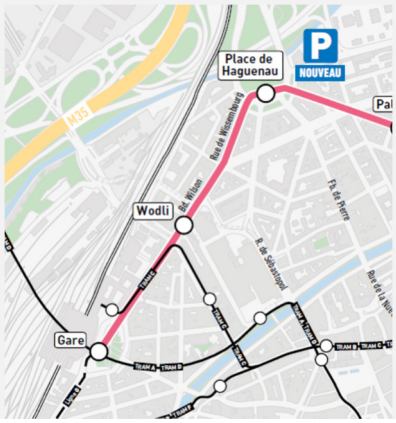
https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/Vkl13ckE.s5555LOM

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142992A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Variante C1 :
Gare - République
par l'avenue des Vosges



Variante C2 :
Gare - République
par les Quais



Variante C3 :
Gare - Place de Bordeaux
et Gare – République



CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°6

Projet de développement du réseau de tramway entre Strasbourg, Schiltigheim et Bischheim : avis du conseil municipal de Strasbourg sur le choix de tracé à Strasbourg

Pour	**47**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**15**	**BARRIERE Caroline, BREITMAN Rebecca, GEISSMANN Céline, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, RICHARDOT Anne-Pernelle, SCHALCK Elsa, TRAUTMANN Catherine, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

7

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions au titre de la lutte contre l'antisémitisme et les discriminations.

Numéro V-2021-1667

La Ville de Strasbourg s'est engagée à mener une politique volontariste pour lutter contre toutes les formes de discriminations qui contribuent à perpétuer des attitudes, des comportements, des rejets et des exclusions liés à des préjugés qui altèrent le regard sur l'autre. La collectivité s'est notamment dotée d'un outil novateur et plébiscité au service de l'éducation à la lutte contre les discriminations : l'Espace Egalité, lieu abritant le parcours d'éducation au respect et à l'égalité des droits, ouvert à toutes les écoles élémentaires de l'Eurométropole de Strasbourg depuis le mois d'octobre 2019. Ce parcours est l'objet d'un partenariat historique avec les acteurs associatifs du groupe de travail « éduquer au respect et à l'égalité des droits » qui assure l'évolution et l'animation des ateliers proposés.

Par la motion du 3 mai 2021, le Conseil municipal s'est engagé à mettre en place un appel à projets pour faire de Strasbourg une Ville innovante en matière de prévention contre l'antisémitisme et les discriminations.

Par la délibération du 21 juin 2021, le Conseil municipal a réaffirmé ses engagements contre les discriminations et sa volonté d'agir face à la recrudescence d'actes et de propos antisémites observés ces derniers mois en France. Dans cette perspective, des réflexions quant au développement de l'Espace Egalité sur les enjeux mémoriaux ont été engagées.

Après concertation des associations de la commission lutte contre les discriminations, un appel à projets a été déployé, déclinant les thématiques et le public visé, à savoir des actions s'inscrivant dans une logique de prévention et de lutte contre l'antisémitisme et les discriminations, à destination des élèves de cycle 3, des collégien·nes et adolescent·es de la Ville de Strasbourg.

L'appel à projets a été diffusé le 14 septembre 2021, les porteuses et porteurs de projet devant déposer leurs propositions en remettant un dossier de projet complet pour le 15 octobre 2021, ce qui a permis de recueillir un total de 14 projets.

Ces projets ont été analysés par un comité technique pluridisciplinaire au regard des critères suivants, décrits dans l'appel à projets :

- format et modalités des actions adaptées au public visé : le grand public et plus particulièrement les collégien·nes et adolescent·es de la Ville de Strasbourg ;
- indicateurs et modalités d'évaluation proposées ;
- inscription sur le territoire et complémentarité des actions avec l'existant.

En application des critères d'analyse et au vu de l'instruction réalisée, il est proposé d'allouer les subventions suivantes dont le montant total s'élève à 80 000 € :

Association porteuse du projet	Description sommaire	Montant de la subvention sollicitée	Montant de la subvention proposée
Amitié Judéo-Musulmane Alsace-Lorraine (AJMAL)	Opération pilote pour développer la médiation sociale et culturelle entre les communautés juives et musulmanes : recrutement et formation de deux médiateurs déployant des actions de médiation culturelle, visites de lieux de cultes, rencontre entre les habitant·es et événement sportif à des fins de sensibilisation, discussion sur les préjugés sur l'islam et le judaïsme	15 000 €	10 000 €
Artenréel#1	Création d'un spectacle de vulgarisation scientifique sur le droit, les religions et la laïcité telle que définie au sens du droit national et européen. Ces notions sont abordées au travers de scènes de la vie réelle et font le lien avec un dossier pédagogique dédié pour les groupes scolaires et les ateliers en centres socio-culturels	13 000 €	10 000 €
ASTU	Conception d'ateliers sur l'antisémitisme pour le parcours éducatif existant à l'Espace Égalité et formation des intervenant·es du parcours. Projet d'interventions multiples en milieu scolaire alliant sensibilisation, création d'œuvres artistiques, visite de l'espace égalité et rencontre entre les élèves impliqué·es	25 000 €	20 000 €

Compagnie des gladiateurs	Série d'interventions en milieu scolaire et en centres socio-culturels basées sur la lecture théâtralisée de « Paroles d'étoiles. Mémoire d'enfants cachés 1939-1945 » de Jean Pierre Guéno à des fins de sensibilisation et de compréhension	14 270 €	10 000 €
CSC Fossé des Treize	Série d'activités à destination de l'ensemble des jeunes du centre socio-culturel du Fossé des Treize à des fins d'éducation aux droits humains et de construction de mixité sociale en lien avec d'autres partenaires associatifs : projections-débats, théâtre-forum, visites de lieux de culte, spectacle d'Astrid Ruff, conception d'un jeu-vidéo sur les discriminations	14 050 €	10 000 €
LICRA	Interventions en milieu scolaire et en centres socio-culturels basées sur une découverte en amont de bandes dessinées permettant d'aborder les enjeux de mémoire, l'histoire de la Shoah et la lutte contre l'antisémitisme.	10 000 €	5 000 €
Lifetime Projects	Projet entre plusieurs partenaires associatifs sur les quartiers Spach, Bourse, Rotterdam, Conseil des XV et Esplanade visant à la fois la formation des acteur·rices de la Lutte Contre les Discriminations, la sensibilisation et l'expression des habitant·es et la sensibilisation des jeunes au travers d'interventions et d'un événement dédié	17 200 €	15 000 €

Les projets qu'il est proposé de soutenir se caractérisent par la diversité de leur mode d'action, de leurs territoires d'intervention et d'approche de la thématique concernée, par l'ancrage dans une vision culturelle, juridique, historique ou encore artistique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Amitié judéo-musulmane Alsace-Lorraine - AJMAL *Opération pilote de lutte contre les discriminations et les préjugés racistes et antisémites*	*10 000 €*
Actions citoyennes interculturelles - ASTU *Ateliers et formations autour de la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de discriminations*	*20 000 €*
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize *PixelS de CultureS*	*10 000 €*
Lifetime Projects *Prévention et lutte contre l'antisémitisme et les discriminations - Éducation aux faits religieux*	*15 000 €*
Compagnie les gladiateurs *Lectures théâtralisées en milieu scolaire autour de l'œuvre "Paroles d'Etoile - mémoire d'enfants cachés 1939-1945" de Jean-Pierre Guéno*	*10 000 €*
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme – LICRA *Mémoire et bandes dessinées*	*5 000 €*
Artenreel#1 *« Levons le voile - de l'ignorance ! » - Création d'un spectacle de vulgarisation scientifique sur le droit, les religions et la laïcité par la compagnie du Hibou blond*	*10 000 €*

- *d'imputer les subventions d'un montant de 80 000 € au compte AS00F – 6574– 40 – prog. 8031 dont le disponible avant le présent Conseil est de 80 000 €,*

autorise

la Maire ou son-a représentant-e à signer les arrêtés d'attribution et conventions y afférentes

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021

(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142286-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Attribution de subventions au titre de la lutte contre l'antisémitisme et les discriminations - Conseil Municipal du 13 décembre 2021

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé en 2021	Montant alloué pour l'année 2020
Amitié Judéo-Musulmane Alsace-Lorraine - AJMF	opération pilote de lutte contre les discriminations et les préjugés racistes et antisémites	15 000,00 €	**10 000,00 €**	0,00 €
Artenreel#1	"Levons le voile - de l'ignorance !"- Création d'un spectacle de vulgarisation scientifique sur le droit, les religions et la laïcité par la compagnie du Hibou blond	13 000,00 €	**10 000,00 €**	0,00 €
Actions citoyennes interculturelles	ateliers et formations autour de la lutte contre l'antisémitisme et toutes les formes de discriminations	25 000,00 €	**20 000,00 €**	0,00 €
Compagnie les gladiateurs	de lectures théâtralisées en milieu scolaire autour de l'œuvre "Paroles d'Etoile - mémoire d'enfants cachés 1939-1945" de Jean-Pierre Guéno	14 270,00 €	**10 000,00 €**	0,00 €
Association du centre socio culturel du Fossé des Treize	Le projet suivant : PixelS de CultureS	14 050,00 €	**10 000,00 €**	0,00 €
Ligue internationale contre le racisme et l'antisemitisme - LICRA	Mémoire et bandes dessinées	10 000,00 €	**5 000,00 €**	0,00 €
Lifetime Projects	prévention et lutte contre l'antisémitisme et les discriminations / Education aux faits religieux ☐	17 200,00 €	**15 000,00 €**	0,00 €

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 7 à l'ordre du jour : Attribution de subventions au titre de la lutte contre l'antisémitisme et les discriminations.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 57 voix
+ 5 voix pour Mme Céline GEISSMANN, M. Pierre JAKUBOWICZ (et Mme Christel KOHLER dont il avait la procuration), M. Hamid LOUBARDI et M. Alain JUND qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Strasbourg.eu
eurométropole

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°7

Attribution de subventions au titre de la lutte contre l'antisémitisme et les discriminations

Pour

57

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, JEAN Anne-Marie, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHALCK Elsa, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, VETTER Jean-Philippe, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

Contre

0

Abstention

0

8

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions aux établissements de la petite enfance pour l'exercice 2022.

Numéro V-2021-1103

Plus d'une centaine d'établissements de la petite enfance proposent à Strasbourg une offre d'accueil diversifiée au service des familles et des jeunes enfants.

En complément des équipements gérés directement par la collectivité, 31 associations assurent la gestion de 57 établissements et sollicitent à ce titre des subventions.

1. Les modalités de financement des établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE).

Le fonctionnement des EAJE est financé par une participation des familles, de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin et de la ville de Strasbourg.

La participation des familles est calculée sur la base d'un taux d'effort fixé nationalement par la CNAF. Le taux d'effort tient compte du revenu et de la composition familiale. La participation des familles couvre environ 20 % du coût de la prestation.
La participation de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin s'effectue au titre de la prestation de service unique et représente environ 50 % du coût.
La participation de la Ville complète ce financement à hauteur d'environ 30 % du coût.

2. Les financements attribués par la Ville sur la base de prix plafonds.

La subvention de la Ville est calculée pour chaque établissement en fonction des prévisions du coût de fonctionnement et du volume d'activité (nombre d'heures d'accueil).
Elle est cadrée par un prix plafond fixé annuellement.

La participation proposée dans la présente délibération, pour l'exercice 2022, fera l'objet d'un ajustement.

Celui-ci sera établi en 2023 en fonction de l'activité réelle, après examen des comptes de résultats, des bilans, des rapports d'activités et de la participation effective de la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin et des familles.
Cet ajustement peut entraîner soit un versement complémentaire, soit une récupération de subventions (remboursement de trop-perçus).

Pour 2022, les participations financières proposées sont établies dans la limite des prix plafonds suivants :
- 7,45 €/heure (hors loyer) pour les crèches collectives, haltes garderies, multi-accueils et crèches parentales ;
- 7,70 €/heure pour les crèches familiales.

Enfin, pour certains établissements n'offrant pas de possibilité de restauration ou disposant de locaux relativement exigus et d'une faible capacité d'accueil, il est proposé un prix plafond spécifique :
- de 8,65 €, hors loyer pour les multi-accueils Halt'Jeux et Boecklin ;
- de 9,40 €, hors loyer pour les multi-accueils Au rendez-vous des petits et Kageneck.

Soutien aux crèches parentales.

À Strasbourg, 16 crèches parentales sont gérées par des associations de parents qui participent activement au fonctionnement des établissements.
Ces petites associations sont fragilisées par des difficultés de trésorerie et, le cas échéant, par les déficits qu'entraîne le dépassement du prix plafond appliqué par la Ville dans l'attribution de sa subvention.
Pour consolider l'activité des crèches parentales et assurer leur pérennité, il est proposé que l'ajustement de la subvention de la Ville intervenant en année N+1 prenne en compte, dans la limite du prix plafond, l'inscription au bilan comptable d'un résultat d'exploitation positif d'un montant maximal de 3 000 €/an et dans la limite d'un total de reports à nouveau inscrit au bilan de 15 000 €.

Les subventions pour le fonctionnement des maisons de l'enfance gérées dans le cadre d'une délégation de service public sont attribuées conformément aux contrats d'affermage y relatifs.
Ces délégations de service public concernent les quatre établissements suivants :
- Maison de la petite enfance de Cronenbourg, 87, route de Hochfelden ;
- Maison de la petite enfance de la Robertsau, 26, rue de la Baronne d'Oberkirch ;
- Maison de la petite enfance du Neuhof, 7, rue de Clairvivre ;
- Maison de la petite enfance franco-allemande, 172, route du Rhin.

Pour les lieux d'accueil parents-enfants et les accueils de loisirs, la participation proposée constitue une subvention destinée à soutenir le fonctionnement global de l'activité.

3. Les subventions proposées.

Subventions de fonctionnement :

Il est proposé d'allouer les subventions de fonctionnement aux établissements suivants :

Etablissements d'accueil collectif :

- Multi-accueils, crèches collectives, haltes-garderies :

Multi-accueil de la Montagne-Verte	347 200 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue de Copenhague	362 500 €
Crèche collective Saint-Gothard	316 500 €
Multi-accueil Conseil de l'Europe	45 300 €
Multi-accueil/Halte-garderie Boecklin	51 800 €
Halte-garderie Kageneck	54 300 €
Multi-accueil Belin	235 800 €
Multi-accueil Canardière	381 600 €
Multi-accueil Hautepierre	303 900 €
Multi-accueil Lovisa	253 800 €
Multi-accueil et halte-garderie Ill	276 600 €
Crèche collective de la Musau	408 700 €
Crèche collective et halte-garderie de Neudorf	596 700 €
Multi-accueil Poteries	443 000 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue d'Istanbul	100 700 €
Crèche collective et multi-accueil Douane	465 400 €
Multi-accueil Liliane Oehler	100 600 €
Multi-accueil Halt' Jeux	75 100 €
Multi-accueil Balthazar	136 300 €
Multi-accueil Bon Pasteur	110 700 €
Multi-accueil Jeu des enfants (rue d'Or)	168 500 €
Multi-accueil de l'Elsau	133 000 €
Multi-accueil La galipette du centre socioculturel du Fossé des treize	179 400 €
Multi-accueil Les marmousets	216 900 €
Multi-accueil Haya Mouchka	146 700 €
Multi-accueil Au rendez-vous des petits	57 100 €
Micro-crèche Les trois brigands	56 000 €
Multi-accueil Les p'tits petons	235 100 €
Halte-garderie Association Rechit Hochma	73 800 €
Micro-crèche La cour enchantée	55 900 €
Micro-crèche Bartisch	67 700 €
TOTAL établissements multi-accueils, crèches collectives et haltes-garderies	**6 456 600 €**

- Accueil en horaires atypiques (dès 5h30 le matin, jusqu'à 22h le soir) :

Horaire atypique multi-accueil Canardière	28 000 €
Horaire atypique Balthazar	47 800 €
TOTAL horaires atypiques	**75 800 €**

- Accueil combiné (accueil familial rattaché au collectif) :

Accueil familial lié au collectif Poteries	27 000 €
Accueil familial lié au collectif Belin	70 000 €
Accueil familial Balthazar	25 000 €
TOTAL accueil combiné	**122 000 €**

- Crèches parentales :

Crèche parentale Baby boom	46 650 €
Crèche parentale La petite bulle	58 900 €
Crèche parentale La luciole	68 100 €
Crèche parentale La chenille	43 700 €
Crèche parentale La farandole	55 400 €
Crèche parentale Les pitchoun's	63 100 €
Crèche parentale La trottinette	66 500 €
Crèche parentale Les fripouilles	52 900 €
Crèche parentale Le petit prince	64 400 €
Crèche parentale La toupie	42 000 €
Crèche parentale La flûte enchantée	50 200 €
Crèche parentale La petite jungle	71 300 €
Crèche parentale La souris verte	78 600 €
Crèche parentale La petite table ronde	40 900 €
Crèche parentale Le nid des géants	81 800 €
Crèche parentale Giving tree	107 900 €
TOTAL crèches parentales	**992 350 €**

Etablissements d'accueil familial / crèches familiales :

Crèche familiale de la Montagne-Verte	68 200 €
Crèche familiale sud (Neudorf/Meinau)	269 800 €
Crèche familiale centre-ville nord	186 450 €
Crèche familiale Hautepierre	250 350 €
Crèche familiale de l'Esplanade (AGES)	86 800 €
TOTAL crèches familiales	**861 600 €**

Lieux d'accueil parents-enfants (LAPE) et accueil de loisirs :

LAPE Poteries	61 000 €
LAPE Papothèque	136 000 €
Fonctionnement général Association contact et promotion	37 700 €
LAPE La maisonnée	73 200 €
LAPE La familière	82 800 €

LAPE Caritas de la maison d'arrêt	32 000 €
ALSH Poteries	124 150 €
TOTAL LAPE et accueil de loisirs	**546 850 €**

Soit, pour les associations suivantes :

Association de gestion des équipements sociaux (AGES) pour les établissements suivants :	**1 703 100 €**
Multi-accueil de la Montagne-Verte	347 200 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue de Copenhague	362 500 €
Multi-accueil de l'Esplanade, rue d'Istanbul	100 700 €
Crèche collective Saint-Gothard	316 500 €
Multi-accueil Conseil de l'Europe	45 300 €
Crèche familiale de la Montagne-Verte	68 200 €
Crèche familiale sud (Neudorf/Meinau)	269 800 €
Crèche familiale de l'Esplanade	86 800 €
Multi-accueil/Halte-garderie Boecklin	51 800 €
Halte-garderie Kageneck	54 300 €
Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR) pour les établissements suivants :	**4 288 150 €**
Multi-accueil Belin	235 800 €
Multi-accueil Canardière	381 600 €
Multi-accueil Canardière - horaire atypique	28 000 €
Multi-accueil Hautepierre	303 900 €
Multi-accueil Lovisa	253 800 €
Multi-accueil et halte-garderie Ill	276 600 €
Crèche collective de la Musau	408 700 €
Crèche collective et halte-garderie de Neudorf	596 700 €
Crèche familiale centre-ville nord	186 450 €
Crèche familiale Hautepierre	250 350 €
Multi-accueil Poteries	443 000 €
LAPE Poteries	61 000 €
ALSH Poteries	124 150 €
Accueil familial lié au collectif Poteries	27 000 €
Accueil familial lié au collectif Belin	70 000 €
Crèche collective et multi-accueil Douane	465 400 €
Multi-accueil Liliane Oehler	100 600 €
Multi-accueil Halt' Jeux	75 100 €
Crèches parentales :	**992 350 €**
Crèche parentale Baby boom	46 650 €
Crèche parentale La petite bulle	58 900 €
Crèche parentale La luciole	68 100 €
Crèche parentale La chenille	43 700 €
Crèche parentale La farandole	55 400 €
Crèche parentale Les pitchoun's	63 100 €

Crèche parentale La trottinette	66 500 €
Crèche parentale Les fripouilles	52 900 €
Crèche parentale Le petit prince	64 400 €
Crèche parentale La toupie	42 000 €
Crèche parentale La flûte enchantée	50 200 €
Crèche parentale La petite jungle	71 300 €
Crèche parentale La souris verte	78 600 €
Crèche parentale La petite table ronde	40 900 €
Crèche parentale Le nid des géants	81 800 €
Crèche parentale Giving tree	107 900 €
Auteuil petite enfance pour les établissements suivants :	**209 100 €**
Multi-accueil Balthazar	136 300 €
Accueil familial Balthazar	25 000 €
Horaire atypique Balthazar	47 800 €
Association familiale de loisirs éducatifs et de formation (ALEF) pour les établissements suivants :	**479 900 €**
Multi-accueil Bon Pasteur	110 700 €
Multi-accueil Jeu des enfants	168 500 €
Multi-accueil de l'Elsau	133 000 €
Micro-crèche Bartisch	67 700 €
Centre socioculturel du Fossé des treize	
Multi-accueil La galipette	**179 400 €**
Association de parents, de personnes handicapées intellectuelles et de leurs amis (APEDI Alsace)	
Multi-accueil Les marmousets	**216 900 €**
Jeunesse Loubavitch	
Multi-accueil Haya Mouchka	**146 700 €**
Association générale des familles du Bas-Rhin (AGF)	**113 100 €**
Multi-accueil Au rendez-vous des petits	57 100 €
Micro-crèche Les trois brigands	56 000 €
Les p'tits petons	
Multi-accueil	**235 100 €**
Association Rechit Hochma	
Halte-garderie	**73 800 €**
Association contact et promotion pour :	**173 700 €**
Fonctionnement général	37 700 €
LAPE Papothèque	136 000 €

Association APEPS LAPE La maisonnée	**73 200 €**
Centre socioculturel de l'Elsau LAPE La familière	**82 800 €**
CARITAS LAPE maison d'arrêt	**32 000 €**
Par Enchantement Micro-crèche La cour enchantée	**55 900 €**
TOTAL GENERAL	**9 055 200 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
décide

d'allouer les subventions suivantes :

1	*Association de gestion des équipements sociaux (AGES)*	*1 703 100 €*
2	*Association d'action sociale du Bas-Rhin (AASBR)*	*4 288 150 €*
3	*Crèche parentale Baby boom*	*46 650 €*
4	*Crèche parentale La petite bulle*	*58 900 €*
5	*Crèche parentale La luciole*	*68 100 €*
6	*Crèche parentale La chenille*	*43 700 €*
7	*Crèche parentale La farandole*	*55 400 €*
8	*Crèche parentale Les pitchoun's*	*63 100 €*
9	*Crèche parentale La trottinette*	*66 500 €*
10	*Crèche parentale Les fripouilles*	*52 900 €*
11	*Crèche parentale Le petit prince*	*64 400 €*
12	*Crèche parentale La toupie*	*42 000 €*
13	*Crèche parentale La flûte enchantée*	*50 200 €*
14	*Crèche parentale La petite jungle*	*71 300 €*
15	*Crèche parentale La souris verte*	*78 600 €*
16	*Crèche parentale La petite table ronde*	*40 900 €*
17	*Crèche parentale Le nid des géants*	*81 800 €*
18	*Crèche parentale Giving tree*	*107 900 €*
19	*Auteuil petite enfance*	*209 100 €*
20	*Association familiale de loisirs éducatifs et de formation (ALEF)-Fonctionnement*	*479 900 €*

21	*Centre socioculturel du Fossé des treize*	*179 400 €*
22	*Association de parents, de personnes handicapées intellectuelles et de leurs amis (APEDI Alsace)*	*216 900 €*
23	*Association Jeunesse Loubavitch*	*146 700 €*
24	*Association générale des familles du Bas-Rhin (AGF)*	*113 100 €*
25	*Les p'tits petons*	*235 100 €*
26	*Association Rechit Hochma*	*73 800 €*
27	*Association contact et promotion*	*173 700 €*
28	*Association APEPS*	*73 200 €*
29	*Centre socioculturel de l'Elsau*	*82 800 €*
30	*CARITAS*	*32 000 €*
31	*Par Enchantement*	*55 900 €*

d'imputer ces subventions 1 à 31 d'un montant de 9 055 200 € à la ligne DE04 G – 6574 64 dont le disponible avant le présent Conseil est de 11 752 000 € ;

autorise

Mme la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions d'objectifs et de moyens relatives à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142112-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 8 à l'ordre du jour : Attribution de subventions aux établissements de la petite enfance pour l'exercice 2022.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 55 voix
+ 1 voix pour Mme Véronique BERTHOLLE qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaitvoter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°8

Attribution de subventions aux établissements de la petite enfance pour l'exercice 2022

Pour	Contre	Abstention
55	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline

9

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Rénovation énergétique du patrimoine municipal - Désignations.

Numéro V-2021-1647

La rénovation énergétique du patrimoine municipal joue un rôle important dans la mise en œuvre de la transition écologique du territoire au regard de l'impact que représentent les bâtiments publics tant sur la consommation énergétique que sur l'émission de gaz à effet de serre.

Poursuivant un objectif de performance énergétique, elle nécessite de mobiliser tant des compétences internes à la collectivité que des dispositifs privilégiés pour réduire la consommation d'énergie, tels que les contrats de performance énergétique (CPE) résultant de la loi Grenelle, qui permettent d'améliorer la performance énergétique d'un bâtiment grâce à des investissements portés par le maître d'ouvrage ou par un tiers dans des travaux, des fournitures ou des services.

1. Contexte

Au niveau national, le secteur du bâtiment représente 45% de la consommation d'énergie finale et 27% des émissions de gaz à effet de serre. Il s'agit du domaine le plus énergivore, loin devant le secteur des transports.
Le patrimoine bâti de la Ville de Strasbourg est composé de 1 230 bâtiments et correspond à une surface globale d'environ 1,4 million de m² SHOB. En 2019, la consommation énergétique du parc bâti a représenté 156 Giga Watt heures, ce qui équivaut à près de 5% de la consommation énergétique de l'ensemble du secteur tertiaire sur le territoire de l'Eurométropole.
À l'échelle territoriale, le patrimoine bâti de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg est composé de 1 737 bâtiments (1 230 Ville et 507 Eurométropole) et correspond à une surface globale d'environ 2,1 millions de m^2 SHOB. En 2019, la consommation énergétique du parc bâti a représenté 252 Giga Watt heures, ce qui correspond à près de 8% de la consommation énergétique de l'ensemble du secteur tertiaire sur notre territoire.
Au-delà de son impact important, le patrimoine des deux collectivités constitue un formidable levier pour accompagner la transition énergétique et écologique des acteurs de la filière sur le territoire.

2. Objectifs globaux

Le Plan Climat Air Énergie Territorial eurométropolitain fixe un objectif de réduction des consommations énergétiques d'au moins 40% d'ici 2030 et 60% d'ici 2050 pour l'ensemble du parc bâti de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.
Au niveau réglementaire, le décret « tertiaire » du 23 juillet 2019 impose d'ores et déjà des objectifs de résultat au niveau des bâtiments tertiaires de plus de 1 000 m² pour les 3 prochaines décennies : -40% en 2030, -50% en 2040 et -60% en 2050. Plus de 600 de nos bâtiments, représentant 70% des surfaces et 80% de nos consommations énergétiques sont concernés.
L'atteinte des objectifs globaux correspond à la rénovation énergétique de l'intégralité du patrimoine bâti d'ici 2050 à un niveau de performance élevé. Des efforts de grande ampleur sont donc nécessaires pour atteindre la cible.

3. Niveau de performance attendu à l'échelle d'une opération

Pour toute opération de rénovation énergétique, les objectifs suivants sont visés :
- atteindre le niveau de performance « bbc rénovation » a minima, voire tendre vers une performance « bâtiment passif » pour certaines opérations spécifiques ;
- prioriser les systèmes de production des énergies renouvelables et étudier les potentialités d'installation de panneaux solaires thermiques et/ou photovoltaïques ;
- poursuivre la démarche « bâtiment intelligent » raisonnée, en choisissant les solutions les plus adaptées aux usages et à la performance du bâtiment.

Sur le patrimoine ancien et énergivore, le niveau « BBC Rénovation » correspond à un gain d'environ 70% sur la consommation énergétique. Les travaux incluront une isolation très performante de l'enveloppe du bâtiment, des équipements techniques dotés de dispositifs de contrôle et d'une gestion active. Ils devront également prendre en compte d'autres enjeux importants : confort d'été, îlot de chaleur urbain, et empreinte carbone réduite en particulier.
Lorsque les contraintes patrimoniales d'un bâtiment ne permettent pas l'atteinte du niveau « BBC Rénovation », un maximum d'objectifs sont ciblés parmi la liste suivante : gain d'une à plusieurs classes énergie/climat, division par 2 voire 3 des consommations de chauffage, réduction de 25 à 50% des consommations d'électricité.
En complément, les travaux de rénovation partielle (isolation de la toiture, changement des menuiseries, …) intègrent des critères de performance afin d'être BBC compatible et ne pas remettre en cause l'atteinte ultérieure du niveau « BBC Rénovation ».

4. La priorisation des opérations de rénovation énergétique

Les opérations de rénovation énergétique sont identifiées sur la base des consommations énergétiques annuelles ainsi que de l'expérience acquise à l'occasion des rénovations énergétiques réalisées depuis le lancement du premier Plan Climat en 2009.
En fonction de la période de construction d'un bâtiment, un ordre de grandeur des gains énergétiques atteignables par une rénovation énergétique globale peut être déterminé : ceci permet de classer les sites selon le gisement d'économies d'énergie. Ces données sont alors croisées avec les contraintes patrimoniales et d'autres informations contextuelles afin de sélectionner les opérations prioritaires de rénovation énergétique.

5. Vers un objectif global et partagé pour la sobriété énergétique

La rénovation énergétique des sites proposés dans la délibération, dont le montant total (y compris restructuration ou construction de restaurant scolaire le cas échéant) constitue une dépense de l'ordre de 90 000 000 € TTC, représente un gain d'environ 10 % par rapport à la consommation totale de la Ville de Strasbourg pour l'année de référence du Plan Climat (2012).
Si elle est indispensable, la démarche de rénovation énergétique des bâtiments n'est pas suffisante, à elle seule, pour tendre vers les objectifs qui sont fixés.
La performance énergétique d'un bâtiment repose sur deux autres leviers complémentaires : l'exploitation adaptée des équipements techniques et l'implication des usagers.
La massification des travaux de rénovation énergétique est essentielle, mais les résultats ne seront optimaux qu'à condition d'agir de manière conjointe sur les trois axes.
La mise en place d'une culture commune de la sobriété énergétique est indispensable pour prendre le chemin de la trajectoire fixée par le Plan Climat, autant au niveau de l'utilisation des locaux par les usagers que de l'optimisation voire la mutualisation des surfaces utilisées.
Au-delà d'un changement collectif de nos pratiques à tous les niveaux (élus, administration, gestionnaires et occupants), nos missions doivent aussi se renforcer afin de suivre au plus près la performance énergétique des bâtiments et ajuster l'exploitation des équipements techniques à l'occupation réelle des locaux.
Ces deux volets représentent par ailleurs le gisement d'économies d'énergie le plus immédiat et le moins coûteux pour la collectivité. Ils participeront à la réduction des coûts de fonctionnement de nos deux collectivités : les factures énergétiques ont représenté un coût d'environ 20 millions d'euros en 2019, dont plus de 75% est pris en charge par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg.
Afin d'évoluer vers une plus grande sobriété des bâtiments et de leur consommation énergétique, il est envisagé de :

- regrouper les métiers de la direction de l'architecture et du patrimoine depuis la gestion patrimoniale jusqu'à l'exploitation des bâtiments en intégrant le portage opérationnel des projets de rénovation énergétique au sein d'un service « énergie et patrimoine »,
- veiller, en mobilisant des auditeurs énergétiques, à la consommation réelle des bâtiments existants en vérifiant la bonne performance des équipements livrés,
- accompagner les directions thématiques dans l'évolution des usages des bâtiments qu'elles occupent.

En complément, la collectivité pourra s'adjoindre les compétences de maîtres d'usage sur ces opérations, dont la mission doit être, au-delà de l'intégration des différents besoins, de veiller à l'optimisation des surfaces demandées, à la mutualisation des usages et à la sobriété des besoins.

Enfin, la collectivité pourra recourir à l'ensemble des dispositifs contractuels prévus par la loi en faveur de la performance énergétique, tels que les contrats de performance énergétique (CPE), en allotissant de manière pertinente ses opérations et en retenant l'outil le plus adapté.

La présente délibération a pour objet d'engager les projets de rénovation énergétique priorisés sur le mandat.

6. Les opérations inscrites

Les opérations de rénovations énergétique suivantes, inscrites au BP 2021, sont décrites en annexe au présent exposé des motifs et déjà délibérées :
- Groupe scolaire Schwilgué à la Robertsau,
- Ecole maternelle de la Meinau à la Meinau,
- Groupe scolaire Rosa Parks à Hautepierre,
- Groupe scolaire Sturm au Conseil des XV,
- Ecole élémentaire - Conseil des XV,
- Immeuble Belin,
- Gymnase Musau à Neudorf,
- Gymnase Ampère à la Musau.

Les opérations de rénovations énergétiques suivantes, dont les études de faisabilité sont en cours feront l'objet d'une délibération à venir :
- Groupe scolaire Fischart à la Meinau,
- Groupe scolaire Langevin,
- Groupe scolaire Niederau à la Robertsau,
- Groupe scolaire Neufeld à Neudorf,
- Médiathèque Olympe de Gouges à Strasbourg centre,
- Groupe scolaire Vinci à l'Elsau,
- Ecole maternelle Schuman à l'Espalande,
- Groupe scolaire Gliesberg à la Montagne verte,
- Centre culturel Pôle Sud.

Ces opérations de rénovation énergétique représentent une économie d'énergie d'environ 11 GWh, soit un gain d'environ 6,6% par rapport à la consommation totale de la Ville de Strasbourg pour l'année de référence du Plan Climat (2012).

7. Améliorations ponctuelles – travaux divers d'amélioration de la performance énergétique des équipements

Les travaux de rénovation énergétique ponctuels seront imputés sur l'AP0226 prog 1269 – rénovation énergétique du patrimoine municipal.
Sur cette ligne, seront imputés les raccordements au réseau de chauffage urbain de divers bâtiments. Ceux identifiés pour le moment sont :
- L'annexe de la HEAR sur le site de la Manufacture,
- Le bâtiment de l'« ENGEES » 6, quai Koch,
- Le pavillon Joséphine dans le parc de l'Orangerie,
- Les bâtiments du personnel de terrain du département arbres dans le parc de l'Orangerie.

Sur cette ligne, seront par ailleurs imputés des travaux d'isolation de combles et remplacement de menuiseries de bâtiments patrimoniaux :
- pavillon Joséphine,
- Aubette,
- musée historique,
- musée Tomi Ungerer,
- Palais Rohan,
- Hôtel de Ville,
- bâtiment du cinéma municipal,
- cimetière ouest,
- TJP petite scène.

Les travaux de rénovation énergétique de ces opérations correspondent à une économie d'énergie de 1,2 GWh.

8. Projets de restructurations globales

En complément de ces programmes destinés uniquement à la rénovation énergétique, d'autres projets de restructurations plus importantes sont par ailleurs inscrits au BP 2021 ou à inscrire au BP 2022. Celles-ci sont décrites en annexe à la présente délibération et déjà délibérées :
- groupe scolaire Reuss au Neuhof : rénovation énergétique et réorganisation de l'école suite à la création du restaurant scolaire ;
- groupe scolaire Eléonore à Hautepierre : restructuration du groupe scolaire ;
- école maternelle Branly au Conseil des XV : rénovation énergétique et extension ;
- groupe scolaire de la Robertsau : rénovation énergétique, création du restaurant scolaire et réorganisation.

Ces opérations de restructuration globale, intégrant une rénovation énergétique complète des bâtiments existants, participent à une économie d'énergie de 3,2 GWh, soit un gain d'environ 1,9% par rapport à la consommation totale de la Ville de Strasbourg pour l'année de référence du Plan Climat (2012).

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'opération de rénovation énergétique avec mise en accessibilité du groupe scolaire Schwilgué conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique avec mise en accessibilité du groupe scolaire Rosa Parks conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique de l'école élémentaire du Conseil des XV conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique, de rénovation du cabinet médical et de construction d'un nouveau groupe scolaire du groupe scolaire Sturm conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique du gymnase Ampère conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique du gymnase de la Musau conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique des sites Belin conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique et de réorganisation du groupe scolaire Reuss conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique, de mise en accessibilité et sécurité et d'extension de l'école maternelle Branly conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de restructuration du groupe scolaire Eléonore conformément au programme exposé en annexe ;*

- *l'opération de rénovation énergétique, de réorganisation et de construction d'un nouveau restaurant scolaire du groupe scolaire de la Robertsau conformément au programme exposé en annexe ;*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique avec mise en accessibilité du groupe scolaire Schwilgué sur le programme 1317 fonction 213, nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique avec mise en accessibilité du groupe scolaire Rosa Parks sur le programme 1345 fonction 213 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique de l'école élémentaire du conseil des XV sur le programme 1348 fonction 213 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique, de rénovation du cabinet médical et de construction d'un nouveau groupe scolaire du groupe scolaire Sturm sur le programme 1346 fonction 213 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique du gymnase Ampère sur le programme 1334 fonction 414 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de gymnase de la Musau sur un programme à créer ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux du site Belin sur le programme 1269 fonction 020 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique et de réorganisation du groupe scolaire Reuss sur le programme 1274, fonction 213 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique, de mise en accessibilité et sécurité et d'extension de l'école maternelle Branly sur un programme à créer ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de restructuration du groupe scolaire Eléonore sur le programme 1276 fonction 213 nature 2313 ;*

- *d'imputer les dépenses d'investissement des travaux de rénovation énergétique, de réorganisation et de construction d'un nouveau restaurant scolaire du groupe scolaire de la Robertsau sur le programme 1349 fonction 213 nature 2313 ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures ; conformément au Code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant ;*

- *à signer les dossiers de demande de permis de démolir et de construire ;*

- *à lancer toutes les procédures administratives nécessaires ;*

- *à solliciter auprès de la Collectivité européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, et des autres financeurs les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

désigne

- conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique des écoles et du gymnase, la rénovation du cabinet médical, la construction d'un nouveau restaurant scolaire pour le groupe scolaire Sturm:

Titulaires :

Marc HOFFSESS
Aurélie KOSMAN
Syamak AGHA BABAEI
Hülliya TURAN
Céline GEISSMANN

Suppléants :

Abdelkarim RAMDANE
Soraya OULDJI
Christian BRASSAC
Marina LAFAY
Caroline BARRIERE

La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 35 000 € TTC.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique de l'école maternelle Branly :

Titulaires :

Marc HOFFSESS
Aurélie KOSMAN
Syamak AGHA BABAEI
Hülliya TURAN
Céline GEISSMANN

Suppléants:

Abdelkarim RAMDANE
Soraya OULDJI
Christian BRASSAC
Marina LAFAY
Caroline BARRIERE

La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 15 000 € TTC.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la restructuration du groupe scolaire Eléonore :

Titulaires :

Marc HOFFSESS
Aurélie KOSMAN
Syamak AGHA BABAEI
Hülliya TURAN
Céline GEISSMANN

Suppléants :

Abdelkarim RAMDANE
Soraya OULDJI
Christian BRASSAC
Marina LAFAY
Caroline BARRIERE

La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 55 000 € TTC.

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique, les membres élus de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique des écoles, la réorganisation et la construction d'un nouveau restaurant scolaire pour le groupe scolaire de la Robertsau :

Titulaires :

Marc HOFFSESS
Aurélie KOSMAN
Syamak AGHA BABAEI
Hülliya TURAN
Céline GEISSMANN

Suppléants :

Abdelkarim RAMDANE
Soraya OULDJI
Christian BRASSAC

Marina LAFAY
Caroline BARRIERE

La prime maximale allouée aux candidats sélectionnés pour remettre un projet est fixée à 40 000 € TTC.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142354A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

ANNEXE –descriptif des opérations

a. Groupe scolaire Jean Baptiste Schwilgué : rénovation énergétique et accessibilité

Le groupe scolaire Jean Baptiste Schwilgué est localisé aux 8-14, 20 rue de la Liepvrette à Strasbourg, Robertsau. Construit en 1958-1959 d'après le projet de l'architecte Auguste Haentzler, il se compose de 6 bâtiments et développe une SHON de 7 293 m² :

- au 20 rue de la Liepvrette, une école maternelle,
- au 8 rue de la Liepvrette, le bâtiment I de l'école élémentaire,
- au 14 rue de la Liepvrette, le bâtiment II de l'école élémentaire avec un cabinet dentaire au RdC,
- au 14 rue de la Liepvrette un bâtiment gymnase,
- au 41-43 rue de la Doller, un bâtiment pavillon comportant un logement de service 5P pour le RTS et un cabinet scolaire,
- au 45-47 rue de la Doller, un deuxième bâtiment pavillon où sont installées les activités périscolaires maternelle et élémentaire (anciennement BCD ex logement de service).

Les différents bâtiments constituent un groupement d'ERP isolés les uns par rapport aux autres. Ils font tous l'objet d'un avis favorable d'ouverture au public de la part du SDIS.
Ce groupe scolaire fait partie des 10 bâtiments aux plus fortes consommations énergétiques de notre parc bâti. L'objectif fixé étant de diviser par 2 la consommation énergétique de ces sites, en visant notamment un niveau de performance énergétique BBC rénovation.
La consommation énergétique actuelle de ce groupe scolaire s'élève à 798 680 kWh (moyenne sur les 5 dernières années), auquel s'ajoutent 131 070 kWh de consommations électriques, soit 929 750 kWh tous usages (171 kWhEP/m²/an).
A l'instar des nouvelles constructions, les opérations de rénovation doivent être exemplaires d'un point de vue énergétique. Dans cette optique il est proposé de viser a minima un niveau de performance globale BBC rénovation qui correspond à une consommation inférieure de 40 % à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.
Ainsi, le projet de traitement de l'enveloppe thermique prévoit des interventions sur :

- le traitement des enveloppes de tous les bâtiments,
- le chauffage,
- la ventilation,
- l'étanchéité à l'air,
- les consommations électriques
- divers travaux de peinture et revêtements de sols.
- la mise en accessibilité partielle
- le rehaussement des clôtures

Ces travaux seront réalisés en site occupé et pourront alors s'échelonner sur plusieurs années à compter de 2023.

b. Groupe scolaire Rosa Parks : rénovation énergétique et accessibilité

Le groupe scolaire Rosa PARKS (ex Karine), construit entre 1974 et 1976, est situé dans le quartier de Hautepierre au sein de la maille Karine. Il est accessible depuis la rue Rabelais et la place Alfred de Musset.
Le groupe scolaire est constitué des entités suivantes :

- l'école élémentaire (surface dans œuvre 3171 m2), à 2 étages sur RDC,
- l'école maternelle 1 (surface dans œuvre 638 m2), à simple RDC,
- l'école maternelle 2 (surface dans œuvre 638 m2), à simple RDC.

Le site comporte également un gymnase de 838 m2 qui ne fait pas l'objet des présents travaux. Les différents bâtiments sont des ERP isolés les uns par rapport aux autres.
Les consommations actuelles du GS ainsi que du gymnase ont pour valeurs moyennes pour les 4 dernières années (2020 année COVID exclue) pour l'ensemble du site :
- Chauffage urbain : 796 000 kWh/an ;
- Électricité : 107 225 kWh/an

Les niveaux de consommations énergétiques et d'émissions de gaz à effet de serre relativement importants s'expliquent notamment par :
- La qualité médiocre de l'enveloppe thermique des bâtiments (déperditions surfaciques, ponts thermiques, infiltrations d'air). Pour l'école élémentaire, les grilles de ventilation haute et basse dans chaque local font de ce bâtiment une « passoire thermique ». Seules les deux écoles maternelles sont isolées thermiquement,
- Les systèmes techniques et de régulation actuellement en place qui ne permettent pas d'optimiser les consommations et de favoriser les économies d'énergies : commandes manuelles pour le pilotage de nombreux équipements, ventilation naturelle permanente par grilles en façade ne permettant pas une maîtrise des consommations énergétiques et valorisation de la récupération d'énergie, ventilation mécanique sans récupération d'énergie même dans les bâtiments récents (écoles maternelles) …

L'ensemble des bâtiments fera l'objet d'une rénovation énergétique. La surface totale rénovée étant supérieure à 1000 m², ce projet est réglementairement soumis à la RT Existant Globale.
A l'instar des nouvelles constructions, les opérations de rénovation doivent être exemplaires d'un point de vue énergétique. Dans cette optique, le projet visera à minima un niveau de performance globale BBC Rénovation qui correspond à une consommation inférieure de 40 % à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.
La rénovation permettra de passer d'une consommation énergétique de 197 kWhEP/m²/an à 78 kWhEP/m²/an.
Le projet de traitement de l'enveloppe thermique des deux écoles maternelles et de l'école élémentaire prévoit ainsi des interventions sur :
- le traitement des enveloppes de tous les bâtiments,
- le chauffage,
- la ventilation,
- l'étanchéité à l'air,
- les installations électriques,
- divers travaux de peinture et revêtements de sols,
- des travaux de mise en sécurité et accessibilité,
- la mise en place et l'utilisation de bâtiment temporaires.

Le projet prévoit également la rénovation de certains volumes intérieurs des bâtiments notamment les sanitaires de l'école élémentaire et quelques demandes spécifiques de la direction de l'Education.
Ces travaux seront réalisés en site occupé et pourront s'échelonner sur plusieurs années à compter de 2023.

c. Ecole élémentaire Conseil des XV : rénovation énergétique

Le programme de la cité Rotterdam a fait l'objet d'un concours lancé par le ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme en décembre 1950, dans le cadre du projet « 1 000 logements » destiné à reloger au plus vite les sinistrés.
La cité Rotterdam labélisée « Patrimoine du XXème siècle », qui compte 800 logements, a été bâtie autour d'un grand parc. Ses onze immeubles sont de tailles différentes, les plus hauts comportant treize étages, tandis que les plus petits ne comptent que deux ou quatre étages avec pour certains des jardins privatifs. Les travaux ont été réalisés rapidement entre janvier 1952 et mars 1953, grâce à la mise en œuvre de procédés de construction préfabriqués.
Les écoles jouxtent le parc et font partie intégrante du projet d'ensemble. L'école élémentaire date de 1954 (Architecte Eugène BEAUDOIN). Elle a fait l'objet d'une extension en 1996 avec la création d'un restaurant scolaire construit par le service d'architecture de la Ville de Strasbourg.
Le bâtiment B, abritant les enfants de ce cycle supérieur de l'élémentaire, inoccupé depuis, a été transformé en maison des services en 2018 et a été scindé de l'ensemble de l'école (Architecte DWPA).

Les interventions de rénovation énergétique de l'école élémentaire de Conseil des XV vont s'articuler autour de plusieurs axes :
- amélioration de la performance de l'enveloppe ;
- mise à niveau des systèmes techniques et amélioration de leur efficacité énergétique ;
- déploiement d'un plan de sous comptage énergétique ;
- mise en œuvre de solutions et d'outils d'exploitation du bâtiment (suivi des consommations, pilotage des occultations, gestion de la luminosité, gestion intermittence, vidéo-portiers, …) orientés utilisateurs adossés à une infrastrcture VDI intégrée.

Les éléments de programme sont les suivants :
- rénovation énergétique (écoles bâtiments A et C) avec un objectif BBC rénovation,
- mise en sécurité,
- Mise en accessibilité,
- plan numérique,
- haute valeur environnementale (mise en place de panneaux photovoltaique, isolation biosourcée, végétalisation des toitues),
- améliorations patrimoniales en accompagnement des travaux de rénovation énergétique.

Les travaux vont permettre de ramener le ratio de consommation énergétique du site de 151 à 63 kWh/m²/an. L'étiquette énergétique va ainsi être ramenée de C à B.

d. Groupe scolaire Sturm : rénovation énergétique des écoles, rénovation du cabinet médical, construction d'un nouveau restaurant scolaire - concours

Le groupe scolaire Sturm est situé aux numéros 9, 11 et 13 rue d'Upsal au sein du quartier Esplanade à Strasbourg.
Il se compose de 5 bâtiments :
- Ecole maternelle (sous-sol / RDC / R+1) ;
- Ecole élémentaire 1 (RDC / R+1 / R+2 / R+3) ;

- Ecole élémentaire 2 (RDC / R+1 / R+2 / R+3) ;
- Gymnase (sous-sol / RDC / R+1) ;
- Bâtiment comportant le cabinet médical au RDC + 2 logements à l'étage (sous-sol / RDC / R+1 : rénovation logement à la charge d'SMB).

Le gymnase a été construit en 1954 et le groupe scolaire en 1964. La maternelle a fait l'objet d'une extension (ajout de la partie sud du bâtiment et de la verrière) en 1985.

Les bâtiments ne présentent pas de désordres particuliers.

À l'exception du gymnase, les bâtiments présentent des toitures plates, recouvertes d'une protection de type gravillons pour les écoles et comportant un revêtement autoprotégé pour le bâtiment abritant le cabinet médical.

Le programme des travaux est le suivant :
- rénovation énergétique des écoles avec un niveau BBC basse consommation,
- mise en sécurité,
- mise en accessibilité,
- plan numérique,
- infiltration des eaux pluviales,
- haute valeur environnementale (installation photovoltaique, isolant biosourcé),
- améliorations patrimoniales en accompagnement de la rénovation énergétique.

Les valeurs moyennes pour les 3 dernières années (2020 et 2021 années COVID exclues) pour l'ensemble du site s'élèvent à:
- chauffage urbain : 1 289 200 kWh/an,
- gaz naturel (production ECS gymnase) : 18 300 kWh/an,
- électricité :
  - École maternelle : 20 900 kWh/an
  - Logement de service : 7 100 kWh/an
  - École élémentaire II : 16 200 kWh/an
  - Restaurant scolaire : 35 700 kWh/an

A l'instar des nouvelles constructions, il est proposé de viser a minima un niveau de performance globale BBC rénovation : celui-ci correspond à une consommation inférieure de 40 % à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.

Le décret tertiaire défini par ailleurs des seuils maximaux à ne pas dépasser en termes de consommations énergétiques, en fonction de l'usage du bâtiment :
- EM = 79 + 15 = 94 kWhEF/m².an
- EE = 79 +20 = 99 kWhEF/m².an

Les bâtiments concernés par ce niveau de performance sont : EM, EE1, EE2.

Le projet intègre par ailleurs la construction d'un nouveau restaurant scolaire faisant défaut sur le site :

- Nouveau restaurant (niveau E3C1)
  Le restaurant disposera des moyens de production pour la réalisation de 1018 repas, soit 782 pour le site Sturm et 236 à télérestaurer en liaison chaude vers le futur GS Citadelle.

La nouvelle construction relative au restaurant scolaire devra à minima respecter la RT2012 et se conformer de manière cohérente aux évolutions attendues de la réglementation thermique, préfigurée par le référentiel « Énergie Carbone E+C- ». Un niveau E3C1 est plus particulièrement souhaité.

Dans le cadre du projet, l'atteinte du niveau « ENERGIE 3 » se traduira par une performance globale inférieure de 20% à la RT2012, et la production ou l'utilisation minimale d'énergies renouvelables à hauteur de 20 kWhep/m².
De façon à satisfaire les objectifs de performance environnementale, le restaurant scolaire intègrera la prise en compte d'éléments et de solutions permettant de minimiser son empreinte carbone, tant sur le volet consommation énergétique, que sur les énergies grises nécessaires à sa construction.
Le niveau « CARBONE 1 » se veut accessible à tous les modes constructifs et vecteurs énergétiques. Les leviers de réduction de l'empreinte carbone sont à répartir entre les consommations énergétiques et le choix des matériaux et laissent une plus grande latitude à l'expression de conception architecturale et technique.

e. Gymnase Ampère : rénovation énergétique et accessibilité

Construit en 1986 dans l'enceinte du groupe scolaire Ampère, le gymnase Ampère possède une très faible isolation repartie entre les deux murs pignons de la salle (1061 m²) ainsi qu'au niveau de la toiture terrasse des vestiaires (360 m²). Tous les autres murs extérieurs ne sont pas isolés. Les uniques interventions sur l'enveloppe du bâtiment depuis sa construction sont celles de travaux de maintenance.
Avec le temps et en l'absence d'isolation et d'étanchéité, les dilatations provoquées par les variations thermiques ont eu raison de l'efficacité du recouvrement entre les panneaux en bac acier de la toiture de la salle. La salle devient impraticable les jours de pluie, le revêtement de sol devenant glissant en raison des multiples infiltrations d'eau depuis la couverture. Ces infiltrations sont aussi à l'origine de moisissures sur le revêtement mural.
Le classement énergétique du bâtiment est le suivant :
- Classe F en énergie avec 441 kWhep/m².an,
- Classe C en émissions de gaz à effet de serre avec 14 kgeqCO2/m².an.

À l'instar des nouvelles constructions, il est proposé de viser a minima un niveau de performance globale de BBC rénovation qui correspond à une consommation inférieure de 40 % à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.

Il est proposé la réalisation de :
- la rénovation de l'étanchéité du gymnase et des vestiaires attenants,
- le traitement de l'enveloppe du bâtiment afin d'en réduire les consommations énergétiques,
- le désamiantage du bâtiment, y compris la réfection des enduits intérieurs concernés,
- une remise à niveau sécurité et accessibilité,
- le réaménagement de la partie rangement, y compris ceux pour l'installation photovoltaïque,
- la rénovation éventuelle en accompagnement de la rénovation thermique,
- les travaux à haute valeur environnementale sont :
  - l'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur la toiture des vestiaires (53 panneaux) avec revente totale de l'énergie solaire produite,
  - l'utilisation d'un isolant biosourcé en toitures terrasses,

- l'utilisation d'un isolant biosourcé en façade.

La rénovation thermique du bâtiment sera engagée dans le cadre d'un Contrat de Performance Energétique (CPE).

f. Gymnase de la Musau : Rénovation énergétique et accessibilité

Le gymnase Musau est situé au 7, rue de Metzeral à Strasbourg-Neudorf. Il a été construit en 1988 par l'Architecte Ch. WODEY de ATELIER ARCHITECTURE
Le gymnase a fait l'objet d'un transfert de propriété des équipements de l'Eurométropole à la Ville de Strasbourg en date du 07/02/2020
L'état d'usure et les dysfonctionnements des installations de chauffage et ventilation nécessitent un remplacement au titre d'interventions patrimoniales.
Le bâtiment fera l'objet d'une rénovation énergétique. La surface totale rénovée étant supérieure à 1000 m², ce projet est réglementairement soumis à la RT Existant Globale.
À l'instar des nouvelles constructions, il est proposé de viser à minima un niveau de performance globale de BBC rénovation qui correspond à une consommation inférieure de 40% à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.
L'étude intégrera également ;

- les travaux de mise en sécurité,
- les travaux d'accessibilité handicapés prévus dans le cadre de l'Ad'Ap,
- plus-value haute valeur environnementale comprenant :
  - la toiture végétalisée extensive sur bloc vestiaires – sanitaires et annexes en pignons
  - l'installation Photovoltaïque 55 kWc

- En tant que de besoin au regard du projet de rénovation énergétique, la rénovation intérieure en accompagnement du projet
- La réfection du revêtement de sol sportif adapté à la pratique du roller et remise en peinture, et installation de deux rideaux de séparation à tirage manuel
- La création d'un local extérieur pour le stockage des poubelles
- En option, le projet intègrera, suivant les études de maîtrise d'œuvre, la démolition des doubles murs isolés en briques apparentes et remplacement par un bardage isolé.
- La rénovation thermique du bâtiment sera engagée dans le cadre d'un Contrat de Performance Energétique (CPE).

g. Ecole maternelle de la Meinau : rénovation énergétique et accessibilité

Le projet a été délibéré en mai 2021. L'opération d'amélioration énergétique concernant cette école devra remplir les critères de la RT globale existante. Les performances des équipements permettront d'atteindre un niveau de performance BBC rénovation (RT globale -40%).

h. Immeuble Belin

Le bâtiment Belin, situé dans le quartier Bourse-Kruteanu-Esplanade à proximité du centre administratif a été construit à la fin des années 50. Il est occupé par des services de l'Eurométropole (caisse des écoles, service de l'eau et de l'assainissement, DEPN).
Le bâtiment est énergivore en raison d'une enveloppe thermique médiocre (absence d'isolation des parois, briques de verre au niveau de la façade et de la verrière située en cœur de bâtiment, ponts thermiques, infiltrations d'air) et d'installations techniques

obsolètes qui ne permettent pas une optimisation des réglages en fonction des conditions réelles d'usages des locaux et par conséquent ne favorisent pas les économies d'énergie.

Les travaux programmés consistent en :
- traitement de l'enveloppe du bâti existant de sorte à réduire les consommations énergétiques, à améliorer le confort thermique en toutes saisons et à revaloriser l'aspect du bâtiment.
- végétalisation de la toiture visant à améliorer le confort thermique du bâtiment,
- évolution des systèmes de chauffage-ventilation vers des systèmes plus performants, en adéquation avec les objectifs de performance énergétique,
- évolution des systèmes électriques vers des systèmes plus performants permettant des réductions énergétiques,
- installation de panneaux photovoltaïques.

Le niveau de performance globale visée est le niveau BBC rénovation.

i. Groupe scolaire Reuss : rénovation énergétique et réorganisation de l'école suite à la création du restaurant scolaire

Le Groupe scolaire Reuss, situé Allée Reuss à Strasbourg, est l'un des plus grands établissements de la ville de Strasbourg.
Il est composé d'une école maternelle, de deux écoles élémentaires et compte actuellement 669 élèves répartis en 34 classes. L'établissement est classé REP et des travaux sont programmées et inscrits à la convention du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) de l'Eurométropole de Strasbourg signée avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Construit dans les années 50 puis étendu dans les années 70, l'établissement fait actuellement l'objet de travaux de mise en sécurité globale et de quelques rénovations associées, permettant l'obtention de l'avis favorable de la commission de sécurité (délibération du 26 juin 2017).

Il présente néanmoins de mauvaises caractéristiques thermiques, conséquence principale d'une absence d'isolation des parois et n'est toujours pas rendu accessible aux PMR (inscrit au programme de l'Ad'AP).
Le programme des travaux s'établit ainsi sur les deux écoles élémentaires et l'école maternelle :

- mise en accessibilité
  - améliorations énergétiques et qualité environnementale :
  - mise en œuvre d'une isolation thermique extérieure performante,
  - remplacement des menuiseries extérieures,
  - mise en œuvre de protections solaires,
  - adaptation de l'installation de chauffage et notamment le raccordement au chauffage urbain du quartier,
  - mise en œuvre d'un système de ventilation,
  - rénovation de l'éclairage.

La surface totale rénovée étant supérieure à 1000 m², ce projet est réglementairement soumis à la RT Existant Globale.

A l'instar des nouvelles constructions, les opérations de rénovation doivent être exemplaires d'un point de vue énergétique. Dans cette optique, le projet visera à minima un niveau de performance globale BBC Rénovation qui correspond à une consommation inférieure de 40 % à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.
La rénovation permettra de passer d'une consommation énergétique de 2 141kWhEP/m²/an à 714kWhEP/m²/an (divisée par 3).
Le recours à des énergies renouvelables sera également étudié dans la limite des caractéristiques et contraintes techniques des bâtiments existants.
Compte tenu de l'ampleur des travaux, l'opération intégrera également l'aménagement et restructuration de certains volumes intérieurs des bâtiments notamment les sanitaires de l'école élémentaire et quelques demandes spécifiques de la direction de l'Education :

- dédoublement des classes de grande section de l'école maternelle,
- relogement/ reconstruction des locaux annexes démolis par l'arrivée du tram rue de la Klebsau (accueil responsable périscolaire, logement de fonction du responsable de site (RTS), stockage),
- création de fonctions inexistantes sur site : abri vélos, enclos conteneurs de déchets.

Les interventions envisagées tendent à améliorer le confort des occupants tout en veillant à réduire les consommations énergétiques du bâtiment et à maitriser les émissions de gaz à effet de serre.

Les travaux seront réalisés en site occupé et pourront s'échelonner sur plusieurs années à compter de 2023. La possibilité de reloger les salles de classes et locaux impactés pourra être étudiée.

A noter qu'une opération pour la construction neuve d'un restaurant scolaire sur une parcelle attenante au groupe scolaire a été délibérée en juin 2021 et est actuellement en cours d'études (lancement d'un concours de maitrise d'œuvre été 2021).

j. Ecole maternelle Branly : rénovation énergétique et extension - concours

L'école maternelle Branly se situe 9, rue Wetterlé à strasbourg. Le groupe scolaire a déjà fait l'objet de la construction d'un nouveau restaurant scolaire et de la rénovation énergétique du bâtiment de l'école élémentaire.
Les travaux objet de la présente délibération porte sur :
- la création de locaux nécessaires au fonctionnement des deux écoles suite à l'augmentation des effectifs :
  - création de 2 salles de classe en maternelle
  - création d'une salle de repos en maternelle
  - création d'une cuisine pédagogique
  - création de locaux associés : sanitaires, locaux ATSEM, etc.
  - création de 2 salles de classe en élémentaire
  - création d'une salle d'activité en élémentaire

- mise en accessibilité,
- mise en sécurité,
- améliorations énergétiques et qualité environnementale :
  - mise en œuvre d'une isolation thermique extérieure performante,
  - remplacement des menuiseries extérieures,

- mise en œuvre de protections solaires,
- adaptation de l'installation de chauffage mise en œuvre d'un système de ventilation,
- rénovation de l'éclairage.

A l'instar des nouvelles constructions, les opérations de rénovation doivent être exemplaires d'un point de vue énergétique. Dans cette optique, le projet visera à minima un niveau de performance globale BBC Rénovation qui correspond à une consommation inférieure de 40 % à la consommation de référence de la réglementation thermique « globale » des bâtiments existants.

k. Groupe scolaire Eléonore : restructuration du groupe scolaire – concours

Le groupe scolaire Eléonore date de 1971, construit en même que les autres bâtiments de la maille Eléonore que le gymnase est venu compléter en 1973.
Outre les petites améliorations et l'entretien périodique des locaux ou des installations, les bâtiments présentent à ce jour le constat suivant :
- pésence d'amiante dans les écoles Maternelle A, Maternelle B et élémentaire,
- isolation thermique insuffisante, en particulier celle de l'école élémentaire,
- les écoles maternelles ont fait l'objet de travaux récents pour l'isolation par l'extérieur des façades,
- avis défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'école élémentaire motivé par :
  - l'absence de protection réglementaire des cages d'escalier non encloisonnées,
  - l'absence de système de désenfumage dans les cages d'escaliers,
  - l'absence de recoupement des circulations horizontales en étage d'une longueur supérieure à 30m,
  - écoles non accessibles au titre de la réglementation relative à l'accessibilité des ERP.

Le programme des travaux de restructuration et d'extension du groupe scolaire s'établit ainsi :

- Amélioration du fonctionnement du groupe scolaire :
  - construction d'un restaurant scolaire avec production sur site et taux d'occupation à 70%,
  - création d'espaces d'activité supplémentaires,
  - création d'espaces administratifs et de service supplémentaires,
  - création de nouveaux locaux pour le périscolaire (un périscolaire pour les 2 écoles maternelles),
  - aménagement d'une liaison fonctionnelle entre l'école élémentaire et le gymnase,
  - création de salles de classe spécialisées ULIS et UPE2A,
  - amélioration du fonctionnement du gymnase,
- Création d'un espace de stockage supplémentaire,
- Création d'un espace sportif pour la pratique sportive féminine et la pratique douce,
- Création d'un accès unique visible et bien signalé depuis les voies publiques,
- Création d'un logement de fonction sur le site du groupe scolaire,
- Relocalisation de l'Antenne Territoriale (aujourd'hui localisée place Montaigne),
- Sécurité incendie avec levée des avis défavorables,
- Accessibilité complète du site avec levée des réserves consignées dans les diagnostics accessibilité.

Après restructuration et extension le groupe scolaire Eléonore sera composé de 10 classes maternelles (évolutif vers 8 classes maternelles) et de 17 classes élémentaires comme suit :

- Maternelle A :
  - 4 salles de classe (normales),
  - 1 salle de classe de tout-petits,
  - 1 salle d'activités diverses,
  - 1 BCD-espace informatique, locaux Atsem, etc...
- Maternelle B :
  - 4 salles de classe (normales),
  - 1 salle de classe de tout-petits,
  - 1 salle d'activités diverses,
  - 1 BCD-espace informatique, locaux Atsem, etc...
- Accueil loisir et périscolaire dans l'une des deux écoles maternelles :
  - 2 salles d'activités diverses.
- Élémentaire :
  - 8 salles de classe (normales),
  - 2 salles spécialisées (ULIS et UPE2A),
  - Salles de classe pour éventuels dédoublement de CP et CE1 suivant classement de l'école,
  - 2 salles d'activités diverses,
  - 1 salle d'évolution,
  - 1 BCD, salle informatique, salle polyvalente ou de réunion, RASED, etc...
- Locaux communs et annexes :
  - 1 restaurant scolaire,
  - 1 cabinet médical,
  - Logement du Responsable Technique de Site,
  - Locaux administratifs et techniques.
- Gymnase :
  - Hall et accès indépendant aux vestiaires / douches existants,
  - Salle d'évolution de l'école élémentaire mutualisée avec le gymnase pour la pratique sportive féminine et la pratique douce,
  - 2 stockages matériels.

Orientations environnementales du projet
Des objectifs de performance énergétique exigeants :

- Bâtiments neufs : PASSIF CLIMAXION
- Bâtiments existants : RENOVATION PASSIVE CLIMAXION
  - Une limitation de l'empreinte carbone :
  - Utilisation de matériaux bio-sourcés (structure, isolation…)
  - Projet inclus dans une démarche d'Analyse du Cycle de Vie (ACV)
  - Appliquer les principes de l'économie circulaire :
  - Passer d'une logique de démolition à celle de déconstruction : réutilisation des matériaux et matériels existants (diagnostic ressources)
  - Limitation des démolitions ayant un fort impact carbone et construire en prenant appui sur les bâtis existants.

Le projet augmentant la biodiversité du site du groupe scolaire Eléonore

- préservation des espaces verts préexistants (limitation de l'impact des nouvelles constructions) en particulier le corridor arboré Est et la végétalisation des cours d'école
- développement de la biodiversité par :

- la plantation de nouveaux espaces verts en privilégiant les essences locales et une végétalisation stratifiée (arbres, arbustes, herbes). Les essences seront choisies pour leur capacité d'adaptation au changement climatique,
- une conception des strates végétales adaptée à la création de refuges pour la biodiversité,
- l'installation d'abris favorisant la biodiversité de la faune : hôtels à insectes, refuges pour oiseaux …

Les aménagements végétalisés du site contribueront à l'amélioration de la qualité de l'air extérieur, à la gestion du confort d'été (zones ombragées, ilot de fraîcheur) et à la bonne gestion des eaux pluviales.

l. Groupe scolaire de la Robertsau : rénovation énergétique, création du restaurant scolaire et réorganisation - concours

Le groupe scolaire de la robertsau est située au 18 rue Adler à Strasbourg. Le bâtiment est propriété Ville de Strasbourg. Il comporte 7 classes pour l'école maternelle et 10 classes pour l'école élémentaire.
Il dispose d'un restaurant scolaire inadapté et insuffisant pour les besoins d'accueil actuels et futurs.

Le projet a pour objectifs de faire face à cette augmentation des effectifs et de se conformer aux standards des équipements de télérestauration de la Ville, en ce qui concerne notamment le recours aux contenants inertes. La surface actuelle dévolue au restaurant scolaire et la faible disponibilité de terrain amène à considérer d'importantes relocalisations des fonctions, en particulier des activités dispensées dans des préfabriqués provisoires vieillissants.

Le projet intégrera la mise en accessibilité de l'établissement, conformément à l'Ad'AP de la Ville ainsi que la rénovation thermique de celui-ci.

Le programme des travaux a pour objet de faire face à l'augmentation prévisionnelle des effectifs d'ici 2024, liée tant à la courbe des naissances qu'aux transformations urbaines du quartier, de permettre à un maximum d'élèves de bénéficier du service de restauration et de se conformer aux standards établis pour ces équipements, notamment le recours à des contenants inertes et le tri des bio déchets

- mise à niveau du restaurant scolaire :
  - augmentation du nombre de rationnaires - objectif capacité : 95 % des effectifs,
  - préparation des repas sur site - objectif tout inox.

- rénovation patrimoniale et énergétique :
  - rénovation de l'enveloppe - y compris toitures,
  - rénovation des installations techniques.

- Extensions pour :
  - améliorations fonctionnelles - création locaux manquants,
  - création de classes supplémentaires (classes de réserve : 1 classe en maternelle et 2 classes élémentaires),
  - relocalisation des activités des bâtiments préfabriqués,
  - mise en accessibilité handicapés.

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 9 à l'ordre du jour : Rénovation énergétique du patrimoine municipal - Désignations.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 47 voix
+ 1 voix pour Mme Carole ZIELINSKI qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°9

Rénovation énergétiques du patrimoine municipal - Désignations

Pour	Contre	Abstention
47	0	0

ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZORN Caroline

10

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Modification de la participation de la ville de Strasbourg aux travaux de restructuration du restaurant scolaire du collège François Truffaut à Strasbourg-Hautepierre.

Numéro V-2021-1648

La présente délibération a pour objet d'autoriser l'augmentation de budget proposée par la Collectivité Européenne d'Alsace dans le cadre des travaux de restructuration du bâtiment de restauration scolaire du collège François Truffaut à Strasbourg-Hautepierre.

Le collège François Truffaut situé 80 Avenue Racine à Strasbourg accueille dans son restaurant scolaire des élèves des écoles maternelles et élémentaires de Hautepierre depuis 1975.

Cette restauration, qui fonctionnait initialement avec une cuisine de production, est actuellement en liaison chaude depuis la cuisine de production du collège Sophie Germain. Les espaces de cuisine nécessitent un réaménagement complet et les locaux restés en l'état sont surdimensionnés et non adaptés à l'usage actuel.

La Collectivité Européenne d'Alsace a décidé de restructurer les zones techniques et agrandir les zones de restauration pour améliorer le confort des usager.es.

La ville de Strasbourg pourra ainsi maintenir dans de bonnes conditions l'accueil des élèves de différentes écoles, prioritairement des écoles maternelles Rosa Parks 1 et 2 et de l'élémentaire Rosa Parks. En particulier, un espace totalement dédié aux élèves de maternelle sera réservé dans le cadre de ce projet.

La délibération du Conseil municipal du 23 septembre 2019 a approuvé la participation de la ville de Strasbourg aux travaux de restructuration du bâtiment de restauration scolaire du collège François Truffaut à Strasbourg-Hautepierre pour un montant estimé de 525 000 € (représentant 63 % des coûts d'opération).

Les études de maîtrise d'œuvre engagées et pilotées par la Collectivité Européenne d'Alsace ont permis de préciser le projet. Les aléas suivants découverts lors des études ont nécessité une réévaluation du coût prévisionnel de l'opération :
- équipements supplémentaires demandés par la ville de Strasbourg ;

- aléas liés à la présence d'amiante résultant des diagnostics réalisés dans le cadre des études ;
- ajustement du projet suite aux demandes formulées par les utilisateur.rices (ajout du rafraîchissement du réfectoire).

La participation de la Ville de Strasbourg ainsi réévaluée après attribution des marchés de travaux par la Collectivité Européenne d'Alsace s'élève à 734 861.40 €, représentant 61 % des coûts d'opération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

La participation réévaluée de la ville de Strasbourg aux travaux de restructuration de la restauration scolaire du collège François Truffaut à Strasbourg-Hautepierre pour un montant estimé de 734 861.40 €.

décide

l'imputation de la dépense relative à ce co-financement sur l'AP 2018-0214-, Programme n°1207 « Participation restaurant scolaire du collège Truffaut », nature 204132, CRB CP41.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142187-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

11

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Conclusion de marchés relatifs à l'acquisition de prestations de nettoyage par les écoles Léonard de Vinci, Gustave Stoskopf et Ziegelau.

Numéro V-2021-1656

La Ville, au travers de ses missions d'accueil des enfants de 0 à 11 ans dans les établissements de la petite enfance et dans les écoles maternelles et élémentaires, doit mettre en œuvre les moyens de fonctionnement pour l'ensemble des établissements.

Assurer aux enfants comme aux équipes pédagogiques et éducatives un cadre de vie sain est une priorité de la politique éducative de la collectivité. A ce titre, la qualité de l'entretien et du nettoyage fait l'objet d'une attention soutenue, raison pour laquelle la ville de Strasbourg a missionné en juin dernier un audit visant à objectiver au mieux la situation.

Dans l'attente des conclusions de cet audit, il est proposé de renouveler les marchés de prestations expirant en juin 2022, relatifs aux trois sites suivants, dont le nettoyage est d'ores et déjà confié à des entreprises :
- Groupe scolaire Gustave Stoskopf ;
- École élémentaire Léonard De Vinci ;
- Groupe scolaire Ziegelau.

Afin de garantir aux enfants et aux équipes pédagogiques un environnement sain, la prestation s'appuie sur les trois principes suivants :
- la prescription d'un plan de nettoyage respectant rigoureusement le protocole national et les bonnes pratiques en vigueur,
- la valorisation de produits d'entretien exempts de produits chimiques agressifs,
- la mise en place de dispositifs de contrôle réguliers de la qualité des prestations, assurés par une équipe de référents qualité qualifiés.

La prestation prendra la forme d'un marché à prix mixtes afin de gérer les aléas raisonnablement prévisibles, en application de l'article L111-5 du code de la commande publique.

Les montants maximum annuels sont répartis comme suit :

Intitulé du lot	Montant estimatif en € HT	Montant maximum des prestations à prix unitaire (HT)	Montant maximum du marché
Lot 1 : Groupe scolaire Gustave Stoskopf	73 000 €	65 000 €	138 000€
Lot 2 : École élémentaire Léonard De Vinci	55 000 €	40 000 €	95 000€
Lot 3 : Groupe scolaire Ziegelau	65 000 €	60 000 €	125 000€

Les marchés à conclure, d'une durée d'un an éventuellement reconductible trois fois, seront passés selon la procédure d'appel d'offres ouvert et réservés à des structures d'insertion par l'activité économique.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

le lancement d'une consultation en vue de la passation de marchés publics ordinaire, d'une durée d'un an reconductible 3 fois, pour un montant estimatif annuel de 383 000€ pour la part forfaitaire et d'un maximum annuel de 165 000€ HT, selon la procédure d'appel d'offres ouvert prévue aux articles L2124-2 et R-2124-2 du code de la commande publique.

décide

l'inscription des crédits nécessaires au budget général pour les exercices 2022 et suivants aux comptes DE03C nature 6283 nettoiement des écoles pour le service patrimoine pour l'enfance et l'éducation.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions y relatives, à signer et à exécuter les marchés en résultant.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142188-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

12

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Financement des Centres locaux d'information et de coordination (CLIC) de la Ville de Strasbourg - Convention avec la Collectivité européenne d'Alsace (CEA).

Numéro V-2021-1573

Avec l'allongement de la durée de vie et la mutation démographique sans précédent auxquels la société française est confrontée, la question du vieillissement de la population est devenue un enjeu majeur pour les politiques publiques. La loi de 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a pour objectif d'anticiper ses conséquences et vise à soutenir l'autonomie et le maintien à domicile des personnes âgées.

La ville de Strasbourg s'est inscrite dans cette dynamique dès les années 1990 avec la création de Maisons des Aîné.es, conçues alors comme des « lieux d'accueil, d'information et d'orientation pour les personnes âgées de plus de 60 ans et leurs familles ».

En 2005, les Maisons des Aîné.es ont été labélisées en « Centres Locaux d'Information et de Coordination » (CLIC) par l'Etat. Dès lors, la ville de Strasbourg a conventionné avec la Collectivité européenne d'Alsace (CEA), alors Conseil départemental du Bas-Rhin, pour officialiser le pilotage de ce dispositif.

Les missions des CLIC sont d'informer, d'orienter, de faciliter les démarches, de fédérer les acteurs locaux, d'évaluer les besoins, d'élaborer un plan d'aide et d'accompagnement, d'assurer le suivi et la coordination du plan d'aide en lien avec les intervenant.es extérieur.es.

En 2020, près de 860 ménages ont ainsi été accompagnés. La crise sanitaire, et son impact majeur sur les personnes les plus fragiles, a entraîné une augmentation de près de 20 % des orientations et une complexité supplémentaire dans les accompagnements proposés par les travailleurs.ses sociaux.ales de la Ville spécialisé.es sur le champ de l'autonomie des personnes âgées, les « coordinateurs.rices personnes âgées ».

Le contexte institutionnel et territorial dans le domaine sanitaire et social est aujourd'hui en pleine évolution avec le travail de réflexion sur la mise en place de dispositifs d'appui à la coordination (DAC), dispositif issu de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation

et à la transformation du système de santé. Ce nouveau dispositif devra être opérationnel au 1er janvier 2023 et viendra prioritairement en appui aux professionnel.les de santé, sociaux.ales et médico-sociaux.ales pour le soutien du maintien à domicile de personnes cumulant diverses difficultés et faisant face à des situations complexes. Il permettra de soutenir des réponses adaptées et coordonnées entre les professionnel.les, quels que soient la pathologie, l'âge de la personne qu'ils-elles accompagnent ou la complexité de son parcours de santé.

La constitution du DAC sur le territoire va nécessairement induire un changement important dans le paysage institutionnel au sein duquel s'inscrivent les CLIC. Elle suppose de nouvelles modalités de travail partenarial et institutionnel, raison pour laquelle la ville de Strasbourg a manifesté son intérêt à participer à la réflexion relative à la nouvelle gouvernance de ce dispositif.

Les années 2021 et 2022 constituent donc des années charnières qui verront une clarification des compétences sur le territoire et permettront également aux CLIC d'avoir un interlocuteur privilégié pour les situations les plus difficiles, au service des habitants.es.

Afin de maintenir le fonctionnement normal des CLIC pour cette première année de transition, il est proposé de renouveler la convention financière avec la CEA pour 2021 pour une durée d'un an, avec le maintien de la participation financière habituelle de la CEA d'un montant de 117 900 €. Des travaux avec la CEA seront engagés dès 2022 pour fiabiliser l'évolution du périmètre d'intervention des CLIC et son articulation avec le dispositif « DAC ».

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la Convention de partenariat entre la Ville de Strasbourg et la Collectivité Européenne d'Alsace pour l'attribution à la Ville d'une subvention de fonctionnement des Centres locaux d'information et de coordination pour l'année 2021 pour un montant de 117 900 €

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142177A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Convention de partenariat
entre la Collectivité européenne d'Alsace
et la Ville de Strasbourg
portant sur l'attribution d'une subvention pour le fonctionnement
des CLIC de Strasbourg pour l'année 2021

Entre

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par le Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 15 novembre 2021,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par la Maire de Strasbourg, habilitée par délibération du Conseil municipal du 4 juillet 2020,

Ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

VU le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.113-1 et L.113-2,
VU l'article 56-IV de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
VU la délibération du Conseil départemental du Bas-Rhin n° CD/2019/010 du 4 avril 2019 relative au Schéma départemental de l'Autonomie 2019-2023 du Bas-Rhin,
VU la délibération du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace n° CD-2021-3-2-2 du 15 février 2021 relative au Budget primitif 2021 – Politique de la Solidarité,
VU le règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,
VU la demande de subvention de la Ville de Strasbourg en date du 26 février 2021.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Conformément aux dispositions de l'article L.113-2 du code de l'action sociale et des familles, la Collectivité européenne d'Alsace veille à la couverture territoriale et à la cohérence des actions respectives des organismes et des professionnels qui assurent des missions d'information, d'orientation, d'évaluation et de coordination des interventions destinées aux personnes âgées, notamment les centres locaux d'information et de coordination (CLIC) mentionnés au 11° du I de l'article L. 312-1 sur son territoire.

En application de l'article 56-IV de la loi n°2004-809 relative aux libertés et responsabilités locales, les centres locaux d'information et de coordination qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont fait l'objet d'une décision conjointe de labellisation du représentant de l'Etat dans le département et du président du conseil général sont réputés autorisés au sens de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles, dans la limite de 15 ans. Une convention entre le représentant de l'Etat dans le département, le président du conseil général et l'organisme gestionnaire de chaque centre local d'information et de coordination acte les modalités de poursuite de l'activité en tenant compte des financements transférés par l'État aux départements dans le cadre du transfert organisé par la présente loi.

La convention entre le Département du Bas-Rhin, d'une part, et la Ville de Strasbourg, d'autre part, et la caisse régionale d'assurance vieillesse d'Alsace Moselle, la Mutualité sociale agricole

d'Alsace et la caisse régionale d'assurance maladie d'Alsace Moselle, signée le 27 mars 2006, définit les modalités de développement de la coordination gérontologique de proximité sur la Ville de Strasbourg et d'exercice des missions des CLIC.

L'alinéa 1er de l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles indique que « Le renouvellement, total ou partiel, est exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée au troisième alinéa de l'article L. 312-8 ».

L'alinéa 1er de l'article L 313-5 du Code de l'action sociale et des familles indique que « l'autorisation est réputée renouvelée par tacite reconduction, sauf si au moins un an avant la date du renouvellement, l'autorité compétente, au vu de l'évaluation externe, enjoint à l'établissement ou au service de présenter dans un délai de six mois une demande de renouvellement ».

Il résulte des deux dispositions précitées que l'autorisation des trois CLIC est réputée renouvelée par tacite reconduction en l'absence de la présentation d'une demande de renouvellement formulée par l'autorité compétente.

Une évaluation interne a été réalisée par la Ville de Strasbourg au cours de l'année 2019. Les préconisations issues de cette évaluation seront mises en œuvre progressivement. Une évaluation externe devra être réalisée à compter de 2022. Ce calendrier devra prendra en compte les réflexions en cours sur la création du DAC (Dispositif d'Appui à la Coordination) en 2022.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions et modalités d'octroi, par la Collectivité européenne d'Alsace, d'une subvention à la Ville de Strasbourg pour le fonctionnement des Centres Locaux d'Information et de Coordination (CLIC) de Strasbourg pour l'année 2021.

Conformément aux décisions conjointes de labellisation du Préfet du Bas-Rhin et du Président du Conseil général du Bas-Rhin en date du 7 janvier 2004, les CLIC « Strasbourg Ouest », « Strasbourg Centre Nord » et « Strasbourg Sud » bénéficient d'un label de niveau 3.

A ce titre, chaque Centre local d'information et de coordination assure les missions :
- d'informer, orienter, faciliter les démarches, fédérer les acteurs locaux ;
- d'évaluer les besoins, élaborer un plan d'aide et d'accompagnement ;
- d'assurer le suivi du plan d'aide, en lien avec les intervenants extérieurs, coordonner le plan.

Ces missions s'articulent avec les missions assurées par la MAIA du territoire de Strasbourg – territoire eurométropolitain, au titre de la réponse intégrée et de l'accompagnement en gestion de cas.

Outre le soutien apporté via le versement d'une subvention pour le fonctionnement des CLIC de Strasbourg, le partenariat entre la CeA et la Ville de Strasbourg se traduit par :

- Un suivi commun de la convention. Le service MAIA prépare et organise annuellement avec le service Santé et autonomie de la Ville de Strasbourg un Comité de pilotage politique et un Comité technique ;

- Un soutien renforcé des équipes MAIA en direction des équipes CLIC par :

  - Participation des CLIC à des temps de réunions, de coordination et formation proposés par la MAIA sur le territoire : Tables stratégiques et tactiques ; Instance Locale de Coordination Autonomie, formations thématiques communes, rencontres

entre MAIA / Coordinatrices Territoriales Autonomie des UTAMS EMS NORD et EMS SUD /CLIC /… ;

- Renforcement du soutien technique aux Coordinatrices Personnes Agées des CLIC par la Coordinatrice des gestionnaires de cas MAIA. En 2021 : évaluation plus précise des besoins via les sollicitations au fil de l'eau sur des situations individuelles et participation de la Coordinatrice et de la Pilote MAIA à des temps d'échanges de pratiques pour les Coordinatrices Personnes âgées (CPA) tous les 2 mois ;
- Etude sur le partenariat au titre de la ligne Info sénior, sur la base de l'évaluation des besoins des demandes entrantes et de l'articulation avec l'existant. Cette étude s'inscrit dans la réflexion quant à la création du DAC en 2022.

La poursuite de la mise en œuvre de ces actions présente un intérêt général et est en adéquation avec les orientations de la politique de la CeA mentionnées ci-avant au titre de l'article L.113-2 du Code de l'action sociale et des familles.

C'est pourquoi, par la présente convention, la CeA s'engage à apporter une aide financière à la Ville de Strasbourg en vue de soutenir l'activité générale des CLIC de Strasbourg pour l'année 2021, que le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, à son initiative et sous sa responsabilité, dans les conditions prévues par la présente convention, ses annexes et ses éventuels avenants.

La subvention de la CeA devra uniquement être employée pour la mise en œuvre de l'activité précitée.

La CeA n'attend aucune contrepartie directe de l'octroi de la subvention précitée.

Article 2 : Détermination du montant de la subvention

Conformément à la délibération de la Commission Permanente de la CeA du 15 novembre 2021, la CeA contribue financièrement pour un montant de 117 900 €. Le montant notifié de la subvention constitue un plafond non susceptible de révision, sauf accord convenu entre les parties dans le cadre d'un avenant à la présente convention.

Article 3 : Durée de la convention et durée de validité de l'aide de la CeA

3.1. Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des parties et prendra fin avec l'extinction complète des obligations respectives des parties.

3.2. Durée de validité de la subvention

La subvention attribuée doit être affectée aux dépenses de fonctionnement des CLIC de la Ville de Strasbourg au titre de l'exercice 2021 déterminé à l'article 1er.

Toutefois, la Ville de Strasbourg s'engage à adresser à la CeA, sa demande de versement du solde de la subvention, pièces justificatives à l'appui, au plus tôt, et en tout état de cause avant la date de caducité précitée, étant entendu que, en cas de demande ou de transmission de pièces tardives, le versement du solde pourra être reporté à l'année suivant celle durant laquelle l'activité doit se dérouler, après inscription du montant du solde au budget de la CeA.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

La subvention sera versée en une seule fois après la date de la signature de la présente convention.

La Ville de Strasbourg s'engage à transmettre le compte administratif de l'année de la subvention à la CeA au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

En cas de constat d'un trop-perçu par la Ville de Strasbourg, un titre de recettes sera émis par la CeA en année N+1.

Si le montant des dépenses réelles attestées par la Ville de Strasbourg est inférieur au montant de la subvention attribuée, au montant du budget prévisionnel de l'activité subventionnée ou au montant des dépenses subventionnables, un reversement de l'indu au prorata pourra être demandé.

Le versement sera effectué par prélèvement sur l'opération P102O002, chapitre 65, nature 65748, fonction 4238 du budget de la CeA.
Le comptable assignataire est le Payeur de la CeA.

Article 5 : Autres justificatifs

La Ville de Strasbourg s'engage par ailleurs à fournir dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice les documents ci-après :

- Un compte rendu financier, certifié exact, attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention,
- Le bilan et le compte de résultat de l'année N-1 certifié par toute personne habilitée,
- Le rapport d'activité.

Article 6 : Obligations à la charge du bénéficiaire de la subvention

La Ville de Strasbourg s'engage :

- À mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objet défini à l'article 1er ;
- À ne pas reverser ou employer tout ou partie de l'aide financière au bénéfice d'une autre personne juridique ;
- À faciliter le contrôle, notamment sur place, par les services de la CeA de la réalisation de l'objet défini à l'article 1er, notamment par l'accès à toutes pièces justificatives ou autres documents ;
- À informer sans délai le service de la CeA gestionnaire de l'attribution de la subvention, par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention ;
- À informer la CeA de toute cession de créance concernant la subvention objet de la présente convention de sorte à permettre à la CeA de vérifier si toutes les conditions pour le maintien de la subvention et les conditions pour son versement sont remplies, et à informer l'établissement bancaire concerné des conditions d'attribution de la subvention, et, plus généralement, du contenu de la présente convention, notamment ses articles 8 et 9.

Article 7 : Information et communication

Sous peine de reversement de tout ou partie de l'aide de la CeA, la Ville de Strasbourg doit impérativement mettre en évidence l'existence d'un concours financier de la CeA selon les moyens de communication dont elle dispose.

Cette information se matérialise par la présence du logotype de la CeA sur les documents édités par la Ville de Strasbourg et par tout autre moyen de communication (mise en place de banderoles ou de calicots, mise à disposition d'un espace dans un programme, annonce sonorisée, insertion de liens Internet, ...). Pour ces actions et pour l'insertion du logotype de la CeA, la Ville de Strasbourg pourra prendre contact auprès de la Direction de la communication de la CeA.

Plus précisément concernant l'organisation de manifestations publiques (conférence de presse, animations, festivals …), la Ville de Strasbourg devra systématiquement, d'une part, faire

apparaître le concours de la CeA sur tous les supports de communication utilisés (courriers, cartons d'invitation ...) et d'autre part, adresser une invitation à la CeA pour la manifestation en question au moins 15 jours avant qu'elle ait lieu.
Tout manquement à ces règles pourra faire l'objet d'une demande de reversement de tout ou partie de l'aide allouée.

Le contrôle du respect de ces règles se fait à l'occasion de visites sur place, lors des demandes de versement et/ou par l'envoi de tout document justifiant le respect des obligations (photos, invitation, brochures…).

Article 8 : Reversement de tout ou partie de la subvention

Après examen des justificatifs présentés par la Ville de Strasbourg, le non-respect total ou partiel des clauses stipulées de la présente convention par la Ville de Strasbourg pourra, quelle que soit la cause, avoir pour effets la demande de reversement en totalité ou partie des montants déjà versés.

La CeA en informe la Ville de Strasbourg par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : Résiliation

9.1. La présente convention pourra faire l'objet d'une résiliation amiable par accord entre les parties.

9.2. En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans effet.

9.3. En cas de motif d'intérêt général, la CeA peut mettre fin de façon anticipée à la présente convention et en informe l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception. La présente convention prend fin un mois à compter de la notification de la résiliation dûment motivée.

En cas de résiliation, et sans préjudice de l'éventuel droit à indemnisation de *la* Ville de Strasbourg en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, la Collectivité européenne d'Alsace pourra demander le remboursement immédiat de tout ou partie de la subvention déjà versée et non utilisée.

Article 10 : Avenant

La présente convention peut être modifiée par avenant signé entre la CeA et la Ville de Strasbourg. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention.

Article 11 : Application supplétive du Règlement budgétaire et financier de la CeA

En l'absence de dispositions spécifiques définies par la présente convention, les relations entre les parties sont régies par les dispositions du Règlement budgétaire et financier de la CeA dans sa version en vigueur à la date de la délibération de la CeA approuvant la subvention, objet de la présente convention, dont la communication à l'organisme peut être demandée à la CeA à tout moment.

Les dispositions de la version du Règlement budgétaire et financier de la CeA applicable à la présente convention sont intangibles pendant toute la durée de la présente convention, quelles que soient les évolutions du Règlement budgétaire et financier de la CeA susceptibles de survenir pendant cette durée.

Article 12 : Annexes

Les annexes référencées dans la présente convention font parties intégrantes de celle-ci et ont valeur contractuelle.

Article 13 : Règlement des litiges

13.1 Règlement amiable

Pour tout litige relatif à l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de tenter de conciliation amiable, sans que cette tentative ne puisse être inférieure à 3 mois et supérieure à 6 mois.

13.2 Contentieux

En cas d'échec de la tentative de règlement amiable prévue à l'article 13.1, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal administratif de Strasbourg.

Fait en double exemplaire, un pour chacune des parties,
à Strasbourg, le

Pour la CeA,	Pour la Ville de Strasbourg,
Le Président de la Collectivité européenne d'Alsace,	La Maire de Strasbourg,
Frédéric BIERRY	Jeanne BARSEGHIAN

13

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Patrimoine culturel et historique de la ville de Strasbourg - Travaux de rénovation du cinéma municipal situé rue des Francs Bourgeois et de l'Hôtel de Ville.

Numéro V-2021-651

1. Cinéma municipal

Le bâtiment qui abrite le cinéma municipal a été construit en 1914 par l'architecte Paul Horn.

Ce cinéma est un des rares exemples de cinéma d'avant-guerre encore existant. Il compte ainsi parmi les établissements cinématographiques les plus anciens de France.

Plusieurs phases de travaux se sont succédé depuis sa réouverture en 1992 après 4 années de fermeture : travaux de mise en sécurité en 2004-2006, puis travaux de mise en accessibilité des sanitaires en 2019-2020. La tranche de travaux proposée permettra de poursuivre la mise aux normes du bâtiment et remplacer certains équipements techniques.

Les travaux programmés dans le cinéma consistent en :
- la rénovation patrimoniale et le rafraîchissement du centre documentaire situé au sous-sol, du hall d'accueil et du bar situés au rez-de-chaussée, du foyer situé au 1er étage, des bureaux situés au 2ème étage,
- le remplacement de menuiseries extérieures,
- le remplacement des équipements techniques vétustes (groupe froid, centrales de traitement d'air, équipements de ventilation),
- la mise en accessibilité complète des zones accessibles au public.

Calendrier :

Le planning prévisionnel des opérations est le suivant :

Etudes de maîtrise d'œuvre	Jusqu'au 4ème trimestre 2021
Appel d'offres travaux	1er trimestre 2022
Travaux	2ème trimestre 2022 – 1er trimestre 2023

Montant d'opération :

Le coût des travaux est estimé à 680 000 € TTC pour un montant global d'opération qui s'établirait à 820 000 € TTC, toutes dépenses confondues, réparties comme suit :

Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, sécurité et protection de la santé, système de sécurité incendie, etc.):	*90 000 € TTC*
Divers (publicité, tolérance, provisions pour aléas, etc.) :	*50 000 € TTC*

2. Hôtel de Ville

L'Hôtel de Hanau-Lichtenberg a été construit en 1731 avant de devenir l'Hôtel de Ville en 1805. Il est composé de plusieurs bâtiments qui ont connu peu de modifications depuis leur construction d'origine. Des interventions patrimoniales consistant à rénover la couverture en ardoises ainsi qu'une partie des menuiseries a été engagée entre 2017 et 2020. Ces travaux constituent une première tranche d'interventions sur le clos-couvert de cet ensemble immobilier exceptionnel dont les façades sont classées aux monuments historiques. La poursuite des travaux de rénovation s'avère nécessaire pour garantir la pérennité des bâtiments.

Programmes de travaux :

Les programmes de travaux proposés ci-dessous ont ainsi pour objectif :
- d'assurer la préservation d'un patrimoine d'exception,
- d'améliorer les conditions d'exploitation afin de maintenir les activités et les fonctions de représentation, historiquement implantées dans ces bâtiments, et qui contribuent au rayonnement démocratique et culturel de la Ville.

Il est proposé d'engager un nouveau programme comprenant les interventions suivantes :
- rénovation des toitures, menuiseries et façades,
- renforcement de la sécurité-incendie,
- renforcement de l'accessibilité, notamment aux personnes à mobilité réduite,
- rénovation intérieure,
- reconfiguration et mise aux normes des espaces d'office et aménagement des espaces désaffectés.

Calendrier :
Au regard de la spécificité des interventions sur les ouvrages classés au titre des Monuments Historiques, des contraintes de chantier en site occupé, les études d'avant-projet devront préciser le calendrier général et le phasage de cette opération qui devrait s'étaler de 2022 à 2028

Montant d'opération :
Le coût global de l'opération est établi à 12 M€ TTC, dont une première phase peut être estimée à environ 8 500 000 €TTC d'ici 2026, répartie comme suit :

Travaux :	*6 400 000 € TTC*
Honoraires (maîtrise d'œuvre, contrôle technique, sécurité et protection de la santé, système de sécurité incendie, etc.) :	*1 500 000 € TTC*
Divers (publicité, tolérance, provisions pour aléas, etc.) :	*600 000 € TTC*

Pour les deux opérations, la Direction de l'Architecture et du Patrimoine assurera pour la ville de Strasbourg la maîtrise d'ouvrage des projets.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

- *les travaux de rénovation du cinéma conformément au programme ci-avant exposé ;*
- *les travaux de rénovation de l'Hôtel de Ville conformément au programme ci-avant exposé ;*

décide

- *d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération de rénovation du cinéma sur les autorisations de programme AP0215 / programme 1208 et AP0204 / programme 1145,*
- *d'imputer les dépenses d'investissement de l'opération de rénovation de l'Hôtel de Ville sur l'autorisation de programme AP0134 programme 839,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les marchés d'études, de travaux et de fournitures conformément au code de la commande publique et à signer et exécuter tous les actes en résultant,*
- *à signer les dossiers de demandes de permis de démolir et de construire,*
- *à lancer toutes les procédures administratives,*
- *à solliciter auprès de la Collectivité Européenne d'Alsace, de la Région Grand Est, de l'Etat, et des autres financeurs, les subventions y afférentes et à signer tous les actes en résultant.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-130892A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

14

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Exonération de redevances au profit d'associations culturelles.

Numéro V-2021-1655

La présente délibération a pour objet de soumettre à l'autorisation du Conseil municipal des exonérations de redevance au bénéfice de plusieurs associations culturelles pour l'occupation de locaux appartenant à la Ville.
Ces gratuités d'occupation s'inscrivent dans le cadre de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques au terme duquel « *l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général* ».

Les conventions d'occupation de locaux s'inscrivent dans la stratégie globale de contractualisation avec les associations culturelles et s'adossent aux conventions pluriannuelles d'objectifs, et, en conséquence à leur durée (3 ou 4 ans). Les mises à disposition sont valorisées tant du côté des associations que du côté de la collectivité en avantage en nature et dans les conventions pluriannuelles d'objectifs.

Le Kafteur

L'association Le Kafteur occupe le bâtiment dit « Hall des chars » comprenant une salle de spectacle, une salle d'exposition et des locaux annexes, ainsi que des bureaux et un logement sis 10 rue du Hohwald à Strasbourg. Ces équipements sont propriété de la ville de Strasbourg. La convention de mise à disposition actuelle expirera le 31 décembre 2021. Il est prévu de la renouveler pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.

L'association a pour objet la création et la diffusion de spectacles, l'organisation de cours collectifs de théâtre de musique et de danse, de stages de pratique artistique pour enfants et adultes et de manifestations culturelles. Elle cherche également à favoriser l'accès à ces activités aux catégories sociales défavorisées. Au vu des missions portées par l'association, son activité est d'intérêt général.
Par ailleurs, en vertu des articles 2, 5, 10 et 12 des statuts de l'association, son activité est à but non lucratif.

La mise à disposition des équipements susmentionnés représente un avantage en nature évalué annuellement à 97 967 €, représentant la valeur locative des bâtiments.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'autoriser l'exonération de redevance pour les équipements susmentionnés au bénéfice de l'association Le Kafteur.

Le Maillon

L'association Le Maillon occupe l'immeuble sis 1 boulevard de Dresde à Strasbourg comprenant deux salles de spectacle, un hall de convivialité et d'accueil du public, des loges, un foyer de convivialité, des bureaux, des locaux logistiques, des locaux techniques, un patio et une cour logistique. Ces équipements sont propriété de la ville de Strasbourg. La convention d'occupation actuelle expirera le 31 décembre 2021. Il est prévu de la renouveler pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.

L'association a pour objet la promotion et l'organisation d'activités artistiques et notamment l'animation du Théâtre du Maillon-Wacken. Son activité concerne ainsi l'organisation de spectacles, conférences, débats, expositions, rencontres, l'accueil d'artistes en résidence, l'organisation d'ateliers artistiques ou encore la proposition d'interventions artistiques en milieu scolaire. Au vu des missions portées par l'association, son activité est d'intérêt général.
Par ailleurs, conformément aux articles 2, 8, 12, 16 et 20 des statuts de l'association, son activité est à but non lucratif.

La mise à disposition des équipements susmentionnés représente un avantage en nature évalué annuellement à 665 577 €, représentant la valeur locative des bâtiments.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'autoriser l'exonération de redevance pour les équipements susmentionnés au bénéfice de l'association Le Maillon.

Les Percussions de Strasbourg

L'association Les Percussions de Strasbourg occupe des locaux sis 15 place André Maurois à Strasbourg comprenant une salle de répétition, un local régie, des bureaux, un local de stockage archives, des sanitaires, une cuisine et un local de stockage matériel. Ces équipements sont propriété de la ville de Strasbourg. La convention de mise à disposition actuelle expirera le 31 décembre 2021. Il est prévu de la renouveler pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.

L'association a pour objet de promouvoir, d'encourager et de soutenir l'action artistique du groupe musical « Les Percussions de Strasbourg ». Elle organise des concerts, en assure la réalisation matérielle et artistique, ainsi que la gestion. Elle s'attache également à promouvoir la percussion contemporaine par des cycles de formation ou *masterclass* de haut niveau. Au vu des missions portées par l'association, son activité est d'intérêt général. Par ailleurs, au regard des articles 1, 9.b, 10, 14 et 17 des statuts de l'association, son activité est à but non lucratif.

La mise à disposition des équipements susmentionnés représente un avantage en nature évalué annuellement à 23 279 €, représentant la valeur locative des bâtiments.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'autoriser l'exonération de redevance pour les équipements susmentionnés au bénéfice de l'association Les Percussions de Strasbourg.

Pôle Sud

L'association Pôle Sud occupe des locaux sis 1 rue de Bourgogne à Strasbourg comprenant des studios, des salles de spectacle avec loge et dépôt, des locaux techniques, des vestiaires, des ateliers, un accueil et des bureaux. Ces équipements sont propriété de la ville de Strasbourg. La convention de mise à disposition actuelle expirera le 31 décembre 2021. Il est prévu de la renouveler pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.

L'association a pour objet la promotion de la culture chorégraphique et musicale et l'organisation d'activités artistiques dans le domaine du spectacle vivant et des arts visuels. Elle porte notamment le développement de la culture chorégraphique et musicale, des missions d'éducation et de formation, des actions de sensibilisation et un centre de ressources. Au vu des missions portées par l'association, son activité est d'intérêt général. Par ailleurs, conformément aux articles 2, 6, 7 et 11 des statuts de l'association, son activité est à but non lucratif.

La mise à disposition des équipements susmentionnés représente un avantage en nature évalué annuellement à 242 208 €, représentant la valeur locative des bâtiments.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'autoriser l'exonération de redevance pour les équipements susmentionnés au bénéfice de l'association Pôle Sud.

Artefact PRL

L'association Artefact PRL occupe un ensemble immobilier dénommé « Espace des musiques actuelles de la Laiterie », situé au 13 rue du Hohwald à Strasbourg, comprenant deux salles de spectacle, un bar et des locaux annexes ; les 3e et 4e étages du bâtiment sis au 10 rue du Hohwald ; le sous-sol de la Fabrique de théâtre sis au 10 rue du Hohwald et un bâtiment sis au 11 rue du Hohwald. Ces équipements sont propriété de la ville de Strasbourg. La convention de mise à disposition actuelle expirera le 4 mai 2022. Il est prévu de la renouveler, par anticipation, pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.

L'association a pour objet de promouvoir le développement des musiques actuelles en collaboration avec toute personne exerçant ou favorisant des activités d'ordre artistique, scientifique, technique, pédagogique, documentaire liées aux musiques actuelles. Son activité concerne ainsi la diffusion de spectacles vivants, l'exploitation de son centre de ressources des musiques actuelles ouvert aux musiciens et aux associations du quartier dans le cadre d'ateliers de médiation, de pratique et de formation ainsi que le fonctionnement de sa plateforme de labels. Au vu des missions portées par l'association, son activité est d'intérêt général.

Au terme des articles 8, 10 et 25 des statuts de l'association, son activité est à but non lucratif.

La mise à disposition des équipements susmentionnés représente un avantage en nature évalué annuellement à 222 998 €, représentant la valeur locative des bâtiments.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'autoriser l'exonération de redevance pour les équipements susmentionnés au bénéfice de l'association Artefact PRL.

Becoze

L'association Becoze occupe des locaux sis 4 impasse Kiefer à Strasbourg comprenant une salle de spectacle, une salle multi-activités, un espace d'accueil aménagé en bar, un patio, deux bureaux et des locaux annexes. Ces équipements sont propriété de la ville de Strasbourg. La convention de mise à disposition actuelle expirera le 31 décembre 2022. Il est prévu de la renouveler, par anticipation, pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.

L'association a pour objet la promotion, la diffusion et le développement des arts et des cultures sur le territoire alsacien au travers du projet de l'Espace Django, scène musicale ayant vocation à attirer un public venu du territoire de l'Eurométropole mais également de la région et d'Allemagne. Au vu des missions portées par l'association, son activité est d'intérêt général.

Au terme des articles 2, 5, 17 et 19 des statuts de l'association, son activité est à but non lucratif.

La mise à disposition des équipements susmentionnés représente un avantage en nature évalué annuellement à 51 213 €, représentant la valeur locative des bâtiments.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'autoriser l'exonération de redevance pour les équipements susmentionnés au bénéfice de l'association Becoze.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
autorise

- *l'exonération de redevance évaluée à 97 967 € par an au profit de l'association Le Kafteur pour l'occupation du bâtiment dit « Hall des chars », de bureaux et d'un logement sis au 10 rue du Hohwald à Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022 ;*

- *l'exonération de redevance évaluée à 665 577 € par an au profit de l'association Le Maillon pour l'occupation de l'immeuble sis 1 boulevard de Dresde à Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022 ;*

- *l'exonération de redevance évaluée à 23 279 € par an au profit de l'association Les Percussions de Strasbourg pour l'occupation des locaux sis 15 place André Maurois à Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022 ;*

- *l'exonération de redevance évaluée à 242 208 € par an au profit de l'association Pôle Sud pour l'occupation des locaux sis 1 rue de Bourgogne à Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022 ;*

- *l'exonération de redevance évaluée à 222 998 € par an au profit de l'association Artefact PRL pour l'occupation des locaux sis 10, 11 et 13 rue du Hohwald à Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022 ;*

- *l'exonération de redevance évaluée à 51 213 € par an au profit de l'association Becoze pour l'occupation des locaux sis 4 impasse Kiefer à Strasbourg pour une durée de quatre ans à compter du 1er janvier 2022.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142163-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

15

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Mise à disposition de la salle de la Menuiserie - la Virgule Coop à l'association Colors Urban Art.

Numéro V-2021-1659

La salle municipale de la Menuiserie est située 4 rue de la Coopérative à Strasbourg à la Virgule-Coop, quartier culturel en activité depuis son inauguration, fin septembre 2019.

La salle est principalement de plain-pied, d'une surface de 239,3 m². Elle n'est pas équipée, hormis un éclairage industriel, des alimentations électriques et présente un aspect brut. Elle est classée ERP (Etablissement recevant du public) de catégorie 5 pour des activités de types ERP Y-W et R pour un effectif de 192 personnes au titre du public et 30 au titre du personnel.

Il est à noter qu'elle se trouve dans le même ensemble immobilier que les locaux occupés par les Ateliers éclairés, l'une des trois associations de collectifs d'artistes et d'acteurs culturels retenues à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt (AMI) lancé par la collectivité fin 2017 pour développer leurs activités artistiques et culturelles à la Virgule.

Cet équipement est, comme l'ensemble de la Virgule, propriété de la ville de Strasbourg. Toutefois, contrairement aux autres locaux du site qui ont fait l'objet d'attributions sous forme de baux, la salle municipale de la Menuiserie est gérée directement par la Direction de la culture et destinée à répondre à des besoins ponctuels d'expositions, d'ateliers et toutes autres formes d'interventions artistiques et culturelles, prioritairement en cohérence et synergie avec les résidents de la Virgule et à destination du quartier et plus largement de tous les publics.

À ce titre, et conformément aux orientations de la délibération-cadre de la politique culturelle pour Strasbourg, approuvée par le Conseil municipal du 14 décembre 2020, comprenant notamment le soutien aux acteurs de l'écosystème strasbourgeois dans le secteur des arts visuels, il est proposé de régulariser une mise à disposition gracieuse effectuée au bénéfice de l'association Colors Urban Art pour une exposition programmée dans son festival, pour la période du 30 août au 27 septembre 2021.

L'objet de l'association est le suivant : « Promotion, diffusion et le développement de l'art urbain et des activités liées ». À but non lucratif, elle est régie par les articles 21 à 29 du

Code civil local et est inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg depuis le 5 décembre 2019. Elle fait partie du collectif des Ateliers éclairés.

La mise à disposition de la salle a représenté un avantage en nature de 399 € pour l'association Colors Urban Art qui devra apparaitre dans ses comptes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'exonération de redevance au profit de l'association « Colors Urban Art » pour l'occupation de la salle municipale de la Menuiserie située 4 rue de la Coopérative à Strasbourg à la Virgule-Coop, du 30 août au 27 septembre 2021, dont l'avantage en nature représente 399 €

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142172-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

16

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions à des associations culturelles.

Numéro V-2021-1661

Les associations culturelles ont été pour la plupart fortement impactées par une baisse sans précédent de leur activité engendrée par la crise sanitaire en 2020 et 2021. Les diverses mesures prises par la ville de Strasbourg pour les soutenir et les accompagner face à cette situation inédite, notamment le maintien des niveaux de subvention, les aides à la reprise, les programmations et captations de spectacles, et les acquisitions d'œuvres, ont permis d'en amortir les conséquences. Malgré des difficultés entraînées par le climat encore anxiogène généré par cette crise et par le report de nombreuses manifestations venant s'ajouter aux nouveaux projets, un retour progressif des publics depuis la réouverture des lieux de culture à la rentrée 2021 et l'amorce d'une dynamique de reprise de l'activité de ces associations sont constatés. La ville de Strasbourg tient à accompagner ce mouvement par la continuité de son soutien.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2021, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels :

FONCTIONNEMENT

MUSIQUES ACTUELLES

Les Sons d'la rue	**10 000 €**

L'association les Sons d'la Rue est spécialisée dans l'accompagnement des jeunes artistes des courants musicaux du hip-hop. Elle participe notamment au projet FACC - Fabrique Artistique, Culturelle et Citoyenne pour l'accompagnement des artistes amateur.rices. La ville de Strasbourg, qui soutient ce volet de son projet, a accordé une première subvention de 30 000 € pour l'année 2021. Un soutien complémentaire de 10 000 € est proposé.

EQUIPEMENT

ARTS VISUELS

HEAR – Haute Ecole des Arts du Rhin	**190 500 €**

La Haute École des Arts du Rhin a signé avec la ville et l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Mulhouse et l'État une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens pour la période 2019-2021. Une subvention d'équipement annuelle au titre de l'investissement

est accordée dans ce cadre pour l'année 2021, afin de contribuer à l'acquisition et au renouvellement de matériel pédagogique.

MUSIQUES ACTUELLES

Hiéro Strasbourg	**20 000 €**

La fédération Hiéro Strasbourg a pour objet l'accompagnement et la promotion des musiques actuelles sous toutes leurs formes.
A ce titre, l'association propose à la location des minibus spécialement aménagés et adaptés aux tournées en région des acteurs culturels de la filière du spectacle vivant basés à Strasbourg.
Un soutien est accordé pour l'acquisition de deux nouveaux véhicules répondant aux exigences de développement durable.

ODC Live	**3 000 €**

ODC est une plateforme de rencontre et de diffusion pour les musiques actuelles. Cette radio-web tv a pour objectif le rayonnement et la diffusion de la scène musicale strasbourgeoise. Près de 1 700 émissions, interviews et concerts live sont archivés, consultables par tou.tes les internautes sur le site d'ODC-Live. Le second objectif poursuivi par l'association est d'aller à la rencontre des étudiant.es, collégien.nes et élèves des écoles primaires pour les former et les familiariser à la pratique radiophonique ainsi que d'initier les jeunes à la pratique du Djaying par le biais d'un studio mobile. Un soutien est sollicité pour participer à l'acquisition de matériel complémentaire pour le studio mobile.

AUDIOVISUEL

Laboratoire Audiovisuel Strasbourgeois	**2 000 €**

Le Laboratoire Audiovisuel Strasbourgeois accompagne les amateur.rices de cinéma souhaitant expérimenter des projets audiovisuels. Il sollicite un soutien de la ville de Strasbourg pour l'acquisition de matériel audiovisuel en vue d'organiser le Concours de l'expérimentation audiovisuelle 2021-2022 à destination des étudiant.es en cinéma, visant à leur permettre de mieux maîtriser l'objet filmique. Ce concours sera mis en place selon un dispositif en trois temps de création (cadavre exquis audiovisuel, réalisation d'un court-métrage sur scénario pioché, concours externe de courts-métrages).

THEATRE

Maillon	**75 000 €**

À travers un projet résolument européen, le Théâtre du Maillon développe actuellement une programmation pluridisciplinaire, favorisant la rencontre entre les arts et les publics. Installé depuis 2019 dans son nouveau théâtre au Wacken, le Maillon cherche à s'inscrire pleinement au sein du quartier. Afin de favoriser son rayonnement et l'ouverture aux publics, et doter le théâtre d'un espace adapté au développement de ses activités, l'équipe travaille notamment sur le réaménagement des espaces de convivialité et de restauration. Cependant, la cuisine apparaît aujourd'hui sous-dimensionnée, ne pouvant accueillir que 30 couverts par jour, et nécessite des travaux d'investissement importants lui permettant d'augmenter la capacité (au-delà des 20kW actuellement) et accueillir un public plus large, en journée ou sur des évènements d'envergure. Ces travaux, d'un montant total de 277 903 €, seront pris en charge par l'association avec le soutien de la Ville et d'autres co-financeurs.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels :

FONCTIONNEMENT

ARTS VISUELS

Fauteuil Vapeur	**40 000 €**

Cette association soutient la jeune création en illustration par son activité de diffusion avec le festival Central Vapeur et son accompagnement professionnel avec Central Pro. Elle prend part aux "Rencontres de l'illustration" créées par la ville de Strasbourg, aux côtés des acteurs institutionnels. Depuis fin 2020, l'association travaille également à l'échelle européenne avec des partenaires italiens et tchèques dans le cadre du projet "Invisible Line".

MUSIQUES ACTUELLES

Quatre 4.0	**500 000 €**

Quatre 4.0 organise à Strasbourg le festival Ososphère regroupant des événements de grande ampleur dans le domaine des musiques actuelles et des pratiques artistiques liées au numérique. L'association mène par ailleurs diverses actions dans la Ville en direction des habitant.es et œuvre pour l'insertion des artistes. Elle a signé avec la ville de Strasbourg une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2018-2021 qui est en cours de renouvellement, en discussion avec la DRAC Grand Est, la Région Grand Est et la Collectivité Européenne d'Alsace.

Artefact PRL	**610 000 €**

Depuis 1994, Artefact PRL mène son projet de diffusion, de soutien à la création, d'accompagnement à la professionnalisation de la scène émergente et d'actions culturelles au sein des salles de musiques actuelles de la Laiterie. L'association dispose d'un centre de ressources et d'espaces de formation pour les amateur.rices et artistes en phase d'insertion professionnelle. Elle met à disposition des groupes et leur label des bureaux et studios de répétition. Lauréate de l'AMI Fabrique de territoire, l'association commence à déployer sur le site Laiterie son projet de tiers lieu culturel pour la période 2022-2024, en direction des habitant.es.

Jazzdor	**220 000 €**

Jazzdor est une scène de musiques actuelles (SMAC) qui se consacre à la diffusion du jazz. Elle organise une saison de concerts à Strasbourg qu'elle partage entre la scène du Fossé des Treize et l'auditorium de la Cité de la Musique et de la Danse. L'association a signé une convention pluriannuelle d'objectifs pour la période 2017-2021 avec la DRAC Grand Est, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace et la ville de Strasbourg, portant sur l'ensemble de son projet. Son renouvellement est en cours de préparation.

Becoze – Espace Django	**425 000 €**

L'association Becoze anime et programme depuis janvier 2016 l'Espace Django situé dans l'espace culturel Django Reinhardt, équipement qui comprend également la médiathèque du Neuhof et une école de musique associative. Le projet de l'Espace Django vise, en

partenariat avec de nombreux autres acteurs strasbourgeois, à faire de ce lieu un espace culturel de référence autour des musiques actuelles, un équipement de proximité ancré dans son quartier, un lieu de développement et d'accompagnement de la scène locale et un instrument de mise en réseau et de partenariat. Ce projet fait l'objet d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec la Ville pour la période 2019-2022.

Ernest Productions	**12 000 €**

Le groupe Ernest, qui existe depuis 2011, développe un projet portant sur la création et la diffusion de son répertoire ainsi que la mise en place d'actions culturelles avec les habitant.es du quartier Laiterie en tant qu'artiste associé de la Laiterie Artefact. L'association a signé avec la ville de Strasbourg une deuxième convention d'accompagnement pour la période 2021-2023, visant à soutenir son développement et sa structuration.

Tipping Point	**15 000 €**

Tipping Point est un label de production qui héberge le projet du groupe Freez rebaptisé Goldencut, créé par le chanteur hip-hop/jazz Elie Finberg. Cet artiste est notamment à l'initiative des Freestyle Mondays à Strasbourg, scènes ouvertes qui s'adressent aux artistes amateur.rices et confirmé.es qui souhaitent partager leurs créations avec le public. Actuellement, Tipping Point et Freez sont installés à la plateforme Artefact, équipement-ressource de la Laiterie pour les labels et les groupes confirmés. L'association a signé avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2020-2022, visant à soutenir le développement et la structuration du projet de Goldencut.

THEATRE

Maillon	**2 435 000 €**

Le Théâtre du Maillon propose une saison de spectacles contemporains empruntant au théâtre, à la danse, à la musique et aux arts visuels et numériques, avec une dimension transdisciplinaire affirmée et une orientation européenne marquée. Cette scène accueillant des artistes confirmé.es est également ouverte à l'émergence. La diversification de ses publics par l'action culturelle, notamment en favorisant les échanges entre artistes et publics, est un axe important de son projet. Une convention d'objectifs avec la ville de Strasbourg, la DRAC Grand Est et la Région Grand Est a été conclue pour la période 2019-2021. Son renouvellement est prévu en 2022.

TJP	**1 170 000 €**

Le TJP, Centre dramatique national, développe un projet orienté vers la production, la diffusion, la recherche, l'action culturelle et l'éducation artistique autour d'un triptyque Corps-Objet-Image croisant les arts de la marionnette avec les autres modes d'expression. Sa programmation s'adresse à tous les publics. Il porte par ailleurs avec le Conservatoire de Strasbourg et l'Éducation Nationale le projet de classes à horaires aménagés théâtre sur le quartier de l'Elsau-Montagne Verte. L'action du TJP s'inscrit dans le cadre d'une convention d'objectifs quadripartite (ville de Strasbourg, DRAC Grand Est, Région Grand Est et Collectivité Européenne d'Alsace) pour la période 2019-2021. Son renouvellement est prévu en 2022.

Le Kafteur	**135 000 €**

L’association Le Kafteur développe depuis janvier 2016 son activité dans l'Espace K, local mis à disposition par la ville de Strasbourg. Au-delà de sa propre programmation centrée sur l'humour, elle propose, en partenariat avec la Ville, une offre diversifiée croisant les disciplines et faisant notamment appel aux équipes artistiques locales. La compagnie anime également divers ateliers de pratique théâtrale. L’association fait l'objet pour la période 2019-2021 d'une convention de partenariat avec la ville de Strasbourg dont le renouvellement sera examiné pour 2022.

APCA - Choucrouterie	**93 000 €**

L’Association pour la promotion de la culture alsacienne (APCA) gère le Théâtre de la Choucrouterie à Strasbourg. Elle a pour mission de promouvoir la culture alsacienne par la production, la diffusion et l’accueil de spectacles vivants professionnels et amateurs, la sensibilisation des publics ainsi que la formation initiale et continue des artistes. Les spectacles sont présentés au Théâtre de la Choucrouterie et dans de nombreuses salles du Grand Est ainsi qu’en Allemagne. L'association est conventionnée avec la Région Grand Est, le Département du Bas-Rhin et la ville de Strasbourg pour la période 2017-2021. Un renouvellement de cette convention est prévu en 2022.

Les Méridiens	**8 000 €**

Le travail de la compagnie de théâtre Les Méridiens repose sur deux axes : la création de textes d’auteurs contemporains et la conduite d’actions culturelles et artistiques en lien étroit avec les acteurs des territoires concernés. La compagnie est conventionnée avec la DRAC Grand Est et la Région Grand Est, ainsi qu’avec la ville de Strasbourg avec laquelle elle a signé une convention d’accompagnement pour la période 2020-2022.

Rodéo d’âme	**15 000 €**

À la fois compagnie de théâtre, maison d'édition et incubateur de projets pluridisciplinaires, Rodéo d’âme interroge des thématiques engagées au fil de ses actions. Les divers projets sont portés sur le documentaire, via des recherches sur le terrain et en archives, des entretiens divers et des reportages. La compagnie a signé avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2021-2023 autour d'un projet comprenant plusieurs axes : créations de spectacles à destination du jeune et du tout public, travail de recherche et d'écriture, diffusion du répertoire et rayonnement national, travail de transmission sur le territoire dans le cadre de résidences, démarche mémorielle, édition de livres et structuration de l’association.

La Soupe Cie	**15 000 €**

La Soupe compagnie, au croisement de plusieurs disciplines, associe les arts de la marionnette à tous les possibles artistiques. Les créations, qui s’adressent selon les cas aux jeunes spectateur.rices, aux adolescent.es ou aux adultes, interrogent notre rapport au monde. Elle a signé, avec la ville de Strasbourg, une convention d'accompagnement pour la période 2020-2022 autour d'un projet comprenant quatre axes : créations transdisciplinaires à partir d'albums illustrés, diffusion du répertoire et rayonnement à l'international, développement d'actions culturelles sur le territoire, structuration autour d'un poste fixe de coordinateur de projets.

MUSIQUE CLASSIQUE ET CONTEMPORAINE

Musica	**476 250 €**

En 2022, le festival Musica poursuivra ses objectifs : soutenir la création contemporaine, aider à la circulation en Europe des artistes et de leurs œuvres, favoriser l'insertion professionnelle des jeunes artistes et démocratiser l'accès à la création musicale. Une convention de partenariat avec l'Etat, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace et la ville de Strasbourg a été signée pour la période 2019- 2022.

Les Percussions de Strasbourg	**102 000 €**

Ensemble professionnel de percussions le plus ancien en France, Les Percussions de Strasbourg sont composées de 12 musiciens qui se produisent selon des configurations variables. Leur projet porte sur la diffusion du répertoire existant, la création d'un nouveau répertoire dynamique pensé pour des publics diversifiés, la transmission et le développement des actions culturelles. Une convention d'objectifs a été passée par l'ensemble avec la DRAC Grand Est et la ville de Strasbourg pour la période 2018-2021. Son renouvellement est prévu en 2022.

Les Amis de la Chapelle Rhénane	**30 000 €**

La Chapelle Rhénane, créée en 2001, est un ensemble professionnel de chanteurs et instrumentistes solistes à géométrie variable, composé de musiciens français et allemands, explorant le répertoire vocal européen baroque. Il mène des actions de sensibilisation au répertoire baroque et a enregistré plusieurs CD. Il est régulièrement invité par des festivals de renom. La convention d'objectifs et de moyens liant l'association à la DRAC Grand Est et à la ville de Strasbourg, échue en 2019, est en cours de renouvellement.

Accroche Note	**20 000 €**

L'ensemble Accroche Note est orienté vers la création, la diffusion et la médiation autour de la musique de chambre contemporaine. Sa programmation, qui soutient activement la création contemporaine, fait découvrir un répertoire souvent inédit et explore le croisement des disciplines. Afin d'élargir son public, il s'attache à décloisonner les répertoires et développe une importante activité pédagogique. En 2022, il donnera de nombreux concerts en France et à l'étranger. Il a signé une convention de partenariat avec la DRAC Grand Est et la ville de Strasbourg pour la période 2018-2021, qui sera renouvelée en 2022.

Hanatsu Miroir	**12 000 €**

L'association Hanatsu Miroir est un collectif pluridisciplinaire d'artistes qui cherche à proposer au public une approche nouvelle du répertoire musical contemporain par le croisement des formes d'expression et la rencontre entre cultures différentes. Il produit et crée des spectacles faisant appel à des compositeurs avec lesquels il travaille dans la durée, se produit régulièrement à Strasbourg et à l'international et met également en œuvre diverses actions d'éducation artistique. L'association a signé avec la ville de Strasbourg une deuxième convention d'accompagnement pour la période 2021-2023, visant à soutenir son développement et sa structuration.

Les Ensembles 2.2	**15 000 €**

Les Ensembles 2. 2, collectif d'arts numériques sonores basé à Strasbourg et créé en 2010, réunit compositeurs, instrumentistes, plasticiens et vidéastes. Il crée des œuvres musicales ou multimédia faisant appel aux nouvelles technologies et permettant un traitement du

son, de la lumière et de l'image en temps réel. Il accompagne par ailleurs de jeunes créateur.rices, en lien notamment avec la HEAR, et développe une action de médiation culturelle en direction de publics diversifiés autour des langages utilisant le numérique. Les créations, installations et performances qu'il réalise ou accompagne sont diffusées à Strasbourg, dans le reste de la France et à l'international. L'association a signé avec la ville de Strasbourg une convention d'objectifs pour la période 2019-2021, dont le renouvellement sera examiné pour 2022.

Virévolte	**15 000 €**

L'ensemble Virévolte, formation professionnelle à géométrie variable autour de la soprane Aurore Bucher, se donne pour objectif de faire découvrir et aimer la musique classique en s'adressant plus particulièrement à un public non familier de ce répertoire. Il crée pour cela des spectacles croisant musique classique et chanson pop, diffusés dans des salles de spectacle généralistes. L'association a signé avec la ville de Strasbourg une convention pour la période 2021-2023 visant à accompagner son développement et sa structuration ainsi que son ancrage sur le territoire strasbourgeois.

DANSE

Pôle Sud	**1 075 000 €**

Pôle Sud, labellisé Centre de Développement Chorégraphique National par le Ministère de la culture depuis 2015, est une des scènes repérées pour la danse en Alsace comme au niveau national pour sa programmation et son travail d'accompagnement des artistes. Des actions nombreuses basées sur des partenariats multiples en lien notamment avec le quartier de la Meinau sont menées tout au long de l'année en vue d'élargir les publics de la danse. Pôle Sud gère par ailleurs l'école de musique de la Meinau. L'association est conventionnée avec la DRAC Grand Est, la Région Grand Est, la Collectivité Européenne d'Alsace et la ville de Strasbourg pour la période 2017-2021. Un renouvellement de cette convention est prévu en 2022.

KHZ	**15 000 €**

La compagnie de danse KHZ développe un projet d'expérimentation qui croise le mouvement, l'image, le son et le langage, et cherche à inventer et fabriquer des dispositifs inédits pour le public. Elle a signé avec la ville de Strasbourg une convention d'accompagnement pour la période 2020-2022 autour du projet « Territoires dansants », comprenant quatre axes : création, diffusion et visibilité de la compagnie à l'échelle nationale, poursuite et développement des actions auprès des publics, recherche autour de la transmission de la danse, structuration de l'association.

DACM – Gisèle Vienne	**25 000 €**

L'activité artistique de Gisèle Vienne à travers l'association « De l'Autre côté du Miroir » est particulièrement emblématique des orientations artistiques contemporaines avec une dimension transdisciplinaire prépondérante où la danse, le théâtre, la marionnette, les arts plastiques et la musique sont associés dans un spectacle total. Son audience dépasse les frontières nationales et participe au rayonnement culturel international de notre ville. L'association est conventionnée avec la ville de Strasbourg pour la période 2018-2021. Le renouvellement de cette convention est prévu en 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

FONCTIONNEMENT – BUDGET 2021

Les Sons d'la rue	*10 000 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 10 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2021 dont le disponible avant le présent Conseil est de 102 408 €.

EQUIPEMENT – BUDGET 2021

HEAR – Haute École des Arts du Rhin	*190 500 €*

La proposition ci-dessus représente une somme de 190 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU21 – fonction 23 – nature 204181 – programme 7034 du budget 2021 dont le disponible avant le présent conseil est de 190 500 €.

Hiéro Strasbourg	*20 000 €*
Maillon	*75 000 €*
ODC Live	*3 000 €*
Laboratoire audiovisuel strasbourgeois	*2 000 €*

Les propositions ci-dessus représentent une somme de 100 000 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10 – fonction 33 – nature 20421 - programme 7009 du budget 2021 dont le disponible avant le présent conseil est de 103 649 €.

FONCTIONNEMENT – BUDGET 2022

Fauteuil Vapeur	*40 000 €*
Quatre 4.0	*500 000 €*
Artefact PRL	*610 000 €*
Jazzdor	*220 000 €*
Becoze – Espace Django	*425 000 €*
Ernest Productions	*12 000 €*
Tipping Point	*15 000 €*
Maillon	*2 435 000 €*
TJP	*1 170 000 €*
Kafteur	*135 000 €*
APCA - Choucrouterie	*93 000 €*
Les Méridiens	*8 000 €*

Rodéo d'âme	*15 000 €*
La Soupe Cie	*15 000 €*
Musica	*476 250 €*
Percussions de Strasbourg	*102 000 €*
Les Amis de la Chapelle Rhénane	*30 000 €*
Accroche Note	*20 000 €*
Hanatsu Miroir	*12 000 €*
Les Ensembles 2.2	*15 000 €*
Virévolte	*15 000 €*
Pôle Sud	*1 075 000 €*
KHZ	*15 000 €*
DACM – Gisèle Vienne	*25 000 €*

les propositions ci-dessus représentent une somme de 7 478 250 € à imputer sur les crédits ouverts sous AU10C – fonction 33 – nature 6574 – programme 8015 du budget 2022 dont le disponible avant le présent Conseil est de 10 621 411 €.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142180-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil Municipal du 13 décembre 2021

Association	Nature de la sollicitation	Montant sollcité	Montant octroyé	Montant alloué n-1
Fonctionnement crédits 2021				
Les Sons d'la rue	Projet culturel	10 000	10 000	40 000
Investissement crédits 2021				
HEAR	Investissement	190 500	190 500	190 500
Hiéro Strasbourg	Investissement	20 000	20 000	0
Maillon	Investissement	138 500	75 000	0
ODC Live	Investissement	3 689	3 000	0
Laboratoire audiovisuel strasbourgeois	Investissement	2 000	2 000	0
Fonctionnement crédits 2022				
Fauteuil vapeur	Projet culturel	40 000	40 000	40 000
Quatre 4.0	Projet culturel	540 000	500 000	500 000
Artefact Prl	Projet culturel	625 000	610 000	610 000
Jazzdor	Projet culturel	230 000	220 000	220 000
Becoze - Espace Django	Projet culturel	463 000	425 000	425 000
Ernest Productions	Projet culturel	12 000	12 000	15 000
Tipping Point	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
Maillon	Projet culturel	2 435 000	2 435 000	2 435 000
TJP	Projet culturel	1 170 000	1 170 000	1 170 000
Kafteur	Projet culturel	220 000	135 000	135 000
APCA- Choucrouterie	Projet culturel	93 000	93 000	93 000
Les Méridiens	Projet culturel	8 000	8 000	8 000
Rodéo d'âme	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
La Soupe Cie	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
Musica	Projet culturel	476 250	476 250	476 250
Percussions de Strasbourg	Projet culturel	102 000	102 000	102 000
Les Amis de la Chapelle Rhénane	Projet culturel	40 000	30 000	30 000
Accroche Note	Projet culturel	20 000	20 000	20 000
Hanatsu Miroir	Projet culturel	12 000	12 000	15 000
Les Ensembles 2.2	Projet culturel	35 000	15 000	15 000
Virévolte	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
Pôle sud	Projet culturel	1 075 000	1 075 000	1 075 000
KHZ	Projet culturel	15 000	15 000	15 000
DACM- Gisèle Vienne	Projet culturel	35 000	25 000	25 000

17

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Conclusion de conventions de partenariat pour la mise en œuvre du dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale (DEMOS).

Numéro V-2021-1711

La ville de Strasbourg s'est engagée dans le projet DEMOS (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale), porté par la Philharmonie de Paris, à partir de septembre 2019 jusqu'à juin 2021 pour un premier cycle d'orchestre. Elle a ainsi rejoint, sur le territoire de la Région Grand Est, les villes de Mulhouse, Reims et Metz.

Ce projet de démocratisation centré sur la pratique musicale en orchestre a permis à 120 enfants issus de quartiers relevant de la politique de la ville d'enrichir leur parcours éducatif, en favorisant notamment la transmission du patrimoine classique, en les sensibilisant ainsi que leurs familles à l'offre culturelle strasbourgeoise et en contribuant à leur bonne insertion sociale.

Il a été décidé de reconduire ce dispositif orchestral auprès d'un nouveau groupe d'enfants du cycle élémentaire et en partie sur de nouveaux territoires à compter de la rentrée 2021/2022 et jusqu'en juin 2024. Ce dispositif sera mis en œuvre dans huit écoles selon les modalités équivalentes à celles du premier dispositif et à moyens constants.

Ce dispositif est porté par le Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg, en collaboration avec la Direction Enfance et Education de la Ville de Strasbourg et en lien étroit avec la direction des services départementaux de l'Éducation nationale du Bas-Rhin.

L'Éducation nationale contribue au dispositif en autorisant que les cours se déroulent pour deux heures hebdomadaires dans l'emploi du temps scolaire et en nommant un inspecteur de circonscription pour assurer le lien entre l'Éducation nationale et les différents partenaires et acteurs du projet.

La Caisse d'allocations familiales soutient le dispositif en finançant la création d'un poste de chargé de développement social à temps plein, à hauteur de 80 %.

Dans cet esprit, la signature des conventions suivantes est nécessaire au déploiement du dispositif DEMOS sur le territoire :
- une convention entre la ville de Strasbourg et l'Académie de Strasbourg,

- une convention entre la ville de Strasbourg et la Cité de la musique – Philharmonie de Paris,
- une convention entre la ville de Strasbourg et la Caisse d'allocations familiales.

Ces conventions, dont les projets sont annexés à la présente délibération, sont soumises au vote du Conseil municipal. Elles sont conclues pour une durée de trois ans. Le coût total annuel du projet est estimé à 396 457 €, dont la moitié est financée par les partenaires (Philharmonie de Paris, Région et Caisse d'allocations familiales), la part restante revenant à la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la conclusion, au titre du Conservatoire à rayonnement régional de Strasbourg, des conventions nécessaires au déploiement du dispositif DEMOS pour l'année scolaire en cours ainsi que pour les deux années scolaires à venir (2021/2022, 2022/2023, 2023/2024), et les dépenses liées à ces activités dans le respect du budget alloué ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions suivantes nécessaires à la mise en œuvre du dispositif DEMOS :

- *la convention entre la ville de Strasbourg et l'Académie de Strasbourg,*
- *la convention entre la ville de Strasbourg et la Cité de la musique – Philharmonie de Paris,*
- *la convention entre la ville de Strasbourg et la Caisse d'allocations familiales.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142634-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

académie Strasbourg
direction des services départementaux de l'éducation nationale Bas-Rhin

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Strasbourg.eu
eurométropole

ORCHESTRE DÉMOS

CONVENTION

Pour la prise en charge d'élèves sur le temps scolaire

ÉDUCATION NATIONALE - VILLE DE STRASBOURG

Entre

La Ville de Strasbourg, représentée par **Madame Anne Mistler**, en sa qualité d'adjointe à la Maire en charge des arts et cultures

et

La Direction académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin, représentée par **Monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE,** Directeur académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin

Préambule

En partenariat avec la Ville de Strasbourg et la Philharmonie de Paris, la direction académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin vont mettre en œuvre le dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale (DÉMOS), à partir d'octobre 2021 et jusqu'en juin 2024, dans les huit écoles de Strasbourg comme suit :

- Ecole élémentaire Catherine
- Ecole élémentaire Schwilgué
- Ecole élémentaire Ampère
- Ecole élémentaire Gliesberg
- Ecole élémentaire Léonard de Vinci
- Ecole élémentaire Eléonore
- Ecole élémentaire Port du Rhin
- Ecole élémentaire Albert Le Grand

Le dispositif DÉMOS est une structure orchestrale à vocation sociale et éducative élaborée par le Ministère de la Culture, la Philharmonie de Paris et la collectivité territoriale de la ville de Strasbourg. DÉMOS est un projet de démocratisation culturelle centré sur la pratique musicale en orchestre. Dans une cohérence pédagogique et artistique globale, il propose un apprentissage de la musique classique à des enfants ne disposant pas d'un accès facile à cette pratique dans les conditions existantes. Le projet contribue à démocratiser l'enseignement musical et à favoriser l'accessibilité des lieux culturels pour les publics qui en sont le plus éloignés. Les enfants sont encadrés pendant trois ans par des musiciens professionnels et des référents sociaux.

Article 1 Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de mise en place de cet enseignement musical renforcé dans les écoles précitées, pendant le temps scolaire, et de définir les rôles respectifs de chacun des partenaires de ce projet sur trois ans.

La présente convention est le support de référence pour l'établissement d'agréments signés par Monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE, Directeur académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin, pour les professeurs de musique DEMOS.

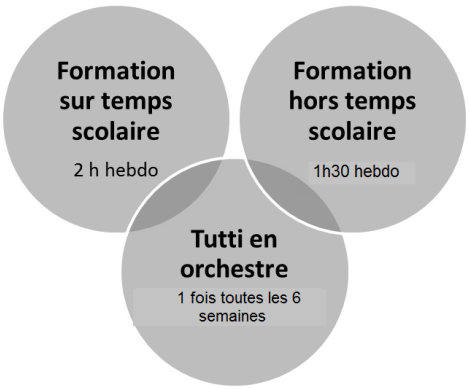
Article 2 - Modalités d'inscription

Le recrutement des élèves s'effectue dans les classes de CE2 des écoles proposées. Le projet DÉMOS sollicite une inscription durable des enfants dans la pratique musicale. Le Conservatoire et les directeurs des écoles procèdent à ce recrutement en tenant compte de différents critères : social, sédentarisation des familles, non pratique d'un instrument par ailleurs.

Article 3 - La formation musicale

L'animation artistique des ateliers est assurée par des instrumentistes professionnels (musiciens d'orchestre, professeurs du Conservatoire, des écoles de musique…) en privilégiant l'oralité et les apprentissages collectifs. La pratique de l'instrument se mêle aux notions théoriques qui sont intégrées progressivement à la pratique. Parallèlement, la pratique du chant et de la danse est proposée pour favoriser l'approche corporelle de la musique et de l'instrument au bénéfice de l'expression artistique.

Ce travail permet la pratique orchestrale régulière avec des rencontres périodiques avec le chef d'orchestre.



Article 4 - Fonctionnement

a) L'apprentissage musical se déroule sur trois années au sein d'un groupe de 12 à 15 enfants.

b) Sur la base d'une démarche pédagogique pilotée par la Philharmonie de Paris, une formation de 3h30 par semaine est dispensée dans les établissements scolaires par les professionnels DÉMOS selon l'organisation suivante :

- 2h d'ateliers sur temps scolaire

- 1h30 d'ateliers sur temps périscolaire

Une répartition de ces ateliers dans la semaine est organisée selon les sites

c) Chaque école met à disposition du dispositif des locaux adaptés aux ateliers de pratique.

d) La planification des séquences d'enseignement en temps scolaire et périscolaire se fait conjointement entre la Ville et les services de l'Education nationale du Bas-Rhin ainsi que l'affectation des espaces à cet effet.

e) Chaque école prend en charge une famille d'instruments. Les services de l'Education nationale du Bas-Rhin assurent conjointement avec la Ville de Strasbourg la sécurité du matériel. Le directeur et son équipe y veillent au même titre que les autres intervenants du projet.

f) Répartition des familles d'instruments :

- Ecole élémentaire Catherine / bois
- Ecole élémentaire Léonard de Vinci / cordes
- Ecole élémentaire Schwilgué / cordes
- Ecole élémentaire Eléonore / bois
- Ecole élémentaire Gliesberg / cordes
- Ecole élémentaire Port du Rhin / cordes
- Ecole élémentaire Ampère / cuivres
- Ecole élémentaire Albert Le Grand / harpes et percussions

Le pupitre de harpes et percussions affecté à l'école élémentaire Albert le Grand est composé de 5 harpistes et 8 percussionnistes. L'ensemble des élèves harpistes et des élèves percussionnistes sont assimilés au dispositif DEMOS et bénéficient à ce titre de toutes les actions prévues par le dispositif (sorties culturelles, concerts, stages).

Les harpes et percussions seront stockées dans les locaux de l'école élémentaire Albert Le Grand pour les 3 années du dispositif et sont rattachés au parc instrumental du conservatoire.

g) Des répétitions d'orchestre ont lieu périodiquement en tutti, en rassemblant les enfants des huit sites.

h) Un concert annuel est organisé.

i) Des stages d'orchestre se déroulent pendant les congés scolaires, incluant le chant et l'expression corporelle.

j) Les instruments de musique sont prêtés pour la durée du projet.

k) L'accès au projet est gratuit.

Article 5- Contribution de l'éducation nationale

Les services de l'Education nationale du Bas-Rhin contribuent au dispositif en lui consacrant deux heures dans l'emploi du temps hebdomadaire. Un inspecteur de l'éducation nationale est nommé référent pour assurer le lien entre l'éducation nationale et les différents partenaires et acteurs du projet.

Par ailleurs, les services de l'Education nationale du Bas-Rhin s'engagent à assurer un rayonnement de cette formation renforcée au bénéfice des autres élèves. Ce rayonnement au bénéfice des autres élèves sera notamment construit en collaboration avec le service éducatif et périscolaire de la collectivité dans le cadre du PEAC et du projet de site municipale.

À cet effet, des outils pédagogiques seront élaborés chaque année à partir du programme musical proposé par le dispositif DÉMOS.

Un groupe d'appui, formé notamment de conseillers pédagogiques, sera en charge de l'élaboration de ces supports pédagogiques et de l'accompagnement des équipes enseignantes. Ces outils pourront être proposés à des écoles d'un territoire plus large.

Article 6 – Contribution de la collectivité locale

Avec son opérateur local qu'est le Conservatoire de Musique, Danse et Théâtre, la ville de Strasbourg a en charge le portage financier et technique du projet DÉMOS.

La ville de Strasbourg emploie et met à disposition de chacun des groupes DÉMOS des professionnels de la musique en charge de l'animation des ateliers d'apprentissage instrumental et de pratique collective.

La ville de Strasbourg emploie et met à disposition du projet DÉMOS des référents sociaux qui complètent l'encadrement éducatif des ateliers ; ils assurent le suivi et l'accompagnement de chaque élève et renforcent les liens entre l'école, DÉMOS et les familles.

La ville de Strasbourg facilite la coordination générale du projet, la gestion des emplois du temps des professeurs DÉMOS, la préparation et la supervision logistique des rencontres de l'orchestre (tuttis), des stages pendant les congés scolaires et des concerts annuels.

En partenariat avec les services de l'Education nationale du Bas-Rhin, la ville de Strasbourg assure le pilotage du dispositif DÉMOS auquel sont associés notamment :

- La direction de l'enfance et de l'éducation (Ville de Strasbourg) ;
- La direction de la culture notamment par le biais de la mission développement des publics (Ville de Strasbourg) ;
- Le conservatoire de Strasbourg ;
- La Cité de la musique – Philharmonie de Paris

Article 7 - Durée de la convention

La présente convention est établie en deux originaux, acceptés et signés par les parties intéressées. Elle couvre la période de déploiement du projet DÉMOS, d'octobre 2021 à juin 2024.

Signataires *Date et signature*

Monsieur Jean-Pierre GENEVIEVE,
Directeur académique des services de l'Éducation nationale du Bas-Rhin

Madame Anne MISTLER,
Adjointe à la Maire en charge des arts et cultures - Ville de Strasbourg

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT RELATIVE A UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT 2021-2025

Entre d'une part,

la CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DU BAS-RHIN 22 route de l'Hôpital à 67092 STRASBOURG CEDEX, représentée par M. Francis BRISBOIS, Directeur, son représentant légal,

ci-après désignée la « Caf »,

et d'autre part,

la VILLE DE STRASBOURG 1 Parc de l'Etoile à 67076 STRASBOURG CEDEX représentée par Mme Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

ci-après désignée " le gestionnaire ",

il a été convenu ce qui suit

PREAMBULE :

Les caisses d'Allocations familiales poursuivent une politique d'action sociale familiale articulée autour de deux finalités :

- améliorer la vie quotidienne des familles, par une offre adaptée de services et d'équipements ;
- mieux accompagner les familles, en particulier lorsqu'elles sont confrontées à des difficultés.

Au travers de diagnostics partagés, elles prennent en compte les besoins des familles et les contributions des partenaires.

Les habitants et les usagers sont associés à l'expression des besoins sociaux et à la définition des modalités pour les satisfaire.

La couverture des besoins est recherchée par une implantation prioritaire des équipements sur des territoires qui en sont dépourvus. Elle se traduit, entre autres, par une fréquentation optimale des structures.

L'offre de service doit bénéficier à l'ensemble des familles et accorder une attention particulière aux familles à revenus modestes notamment au travers d'une politique tarifaire adaptée.

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la subvention de fonctionnement au titre des exercices **2021 à 2025.**

La convention a pour objet de fixer les engagements réciproques entre les co-signataires.

ARTICLE 2 – CHAMP DE LA CONVENTION

La présente convention régit l'intervention de la Caf au titre du co-financement du poste de chargé(e) de développement social mis en œuvre par le gestionnaire dans le cadre du dispositif DEMOS déployé à Strasbourg (cursus DEMOS « collège » et cursus DEMOS « primaire »).

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DU GESTIONNAIRE

- **au regard de l'activité gérée par le gestionnaire :**

Le gestionnaire s'engage à ne pas avoir vocation exclusive de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

De plus, le gestionnaire s'engage à respecter « La Charte de la laïcité de la branche Famille avec ses partenaires », adoptée par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Allocations Familiales le 1er septembre 2015 et annexée à la présente convention.

Il s'engage à informer la Caf de tout changement apporté dans :
- les statuts,
- l'équipe de dirigeants (Président, Directeur,...),
- le règlement intérieur,
- l'activité (installation, organisation, fonctionnement, gestion),
- les règles relatives aux conditions de travail et de rémunération du personnel,
- les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

- **au regard du public visé par la présente convention :**

Le gestionnaire s'engage à offrir un service de qualité, accessible à tous, répondant aux besoins du public et en recherchant sa participation.

- **au regard de la communication :**

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans les informations et documents destinés aux familles concernées et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications et affiches visant l'activité couverte par la présente convention.

- **au regard des obligations légales et réglementaires :**

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires en matière:
- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service,
- d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public,
- de règlement des cotisations URSSAF.

- **au regard des pièces justificatives :**

Le gestionnaire s'engage sur la production pour chaque exercice couvert par la convention et au plus tard le **30 juin de l'année suivante (N+1),** des pièces justificatives suivantes :

- bilan qualitatif et quantitatif annuel
- coût du poste de chargé(e) de développement social

L'évaluation globale du projet devra intégrer la question de l'impact social et les effets produits sur les familles. Cette évaluation sera à partager avec la Caf.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Le gestionnaire s'engage à conserver dans un lieu unique durant 5 ans après le dernier versement tous les justificatifs comptables, financiers et administratifs relatifs à la présente convention.

- **au regard de la tenue de la comptabilité :**

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité et à valoriser les contributions à titre gratuit (locaux, personnels…).

Il s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine et des conditions juridiques d'occupation des locaux et du montant des loyers et charges locatives supportés.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DE LA CAF

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la Caf s'engage à apporter pendant la durée de la présente convention un soutien financier annuel à hauteur de 80 % du coût du poste soit une subvention maximale de :

- 12 800 € au titre de l'exercice 2021
- 32 000 € au titre de l'exercice 2022
- 32 000 € au titre de l'exercice 2023
- 26 400 € au titre de l'exercice 2024
- 10 800 € au titre de l'exercice 2025

Une révision pourra intervenir chaque année en fonction des décisions du Conseil d'administration de la Caf au regard des contraintes budgétaires et de l'évaluation de l'action.

ARTICLE 5 – MODALITES DE PAIEMENT ET DE REVISION DES DROITS

Un acompte à hauteur de 70 % maximum de la subvention accordée au titre de l'année N pourra intervenir durant l'année N **sur demande écrite et sur justification de l'engagement de l'activité et de son coût** (attestation datée et signée par une personne habilitée).

Le solde de la subvention de l'année N sera déterminé au vu des pièces justificatives figurant à l'article 3.

L'absence de fourniture des justificatifs annuels au plus tard le **30 juin de l'année suivante (N+1)** peut entrainer le non versement du solde.

L'absence de fourniture des justificatifs annuels au **30 novembre de l'année suivante (N+1)** entrainera la récupération des sommes versées et l'annulation de l'aide accordée.

ARTICLE 6 – SUIVI DES ENGAGEMENTS ET EVALUATION DE LA CONVENTION

La Ville de Strasbourg et les acteurs du projet DEMOS associeront la Caf aux instances de suivi, aux manifestations et aux communications portant sur le projet.

ARTICLE 7 – CONTROLE DE L'ACTIVITE FINANCEE DANS LE CADRE DE CETTE CONVENTION

La Caf, avec le concours éventuel de la Cnaf et/ou d'autres Caf dans le cadre d'interventions mutualisées, procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place, pour vérifier la justification des dépenses effectuées au titre de la présente convention.

Le partenaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf et le cas échéant de la Cnaf, tous les documents nécessaires à ces contrôles, notamment livres, factures, bulletins de salaires, comptabilité analytique, registre de présences, ressources des familles, facturation aux familles, agrément Pmi, déclaration jeunesse et sports, organigramme, état du personnel, contrats de travail,…

Outre l'exercice en cours, la Caf peut procéder à des contrôles sur les trois derniers exercices liquidés.

Le contrôle fait l'objet d'une procédure contradictoire. Il peut entraîner une régularisation, la récupération des sommes versées ou le versement d'un rappel.

ARTICLE 8 – REVISION DES TERMES

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant.
Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 2.

ARTICLE 9– SUSPENSION / DENONCIATION DE LA CONVENTION

Le non–respect d'un des termes de la convention peut entraîner :
- la suspension immédiate des versements,
- la récupération des sommes versées,
- la dénonciation immédiate de la convention.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de financement est conclue pour quatre ans, du **1er janvier 2021 au 31 décembre 2025.**

ARTICLE 11 – LITIGE

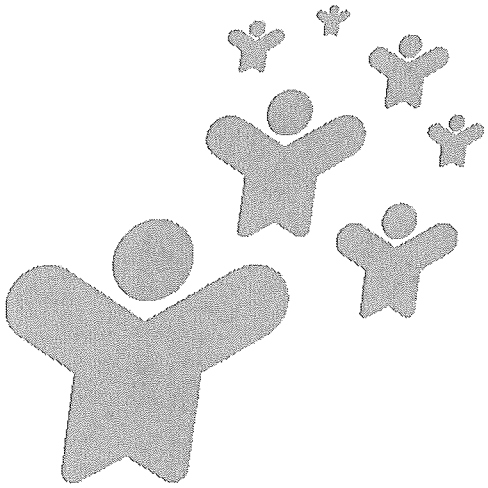
En cas de litige résultant de l'application de la présente convention, le siège de la Caf est attributif de juridiction.

Il est établi un original de la convention pour chacun des co-signataires.

Fait en deux exemplaires, à Strasbourg, le 10 AOUT 2021

LE MAIRE DE LA VILLE DE STRASBOURG	P/LE DIRECTEUR LA RESPONSABLE EN ACTION SOCIALE CAF DU BAS-RHIN
Jeanne BARSEGHIAN	Peggy BRUMM

Charte **de la laïcité de la branche Famille** avec ses partenaires



PRÉAMBULE

La branche Famille et ses partenaires, considérant que l'ignorance de l'autre, les injustices sociales et économiques et le non-respect de la dignité de la personne sont le terreau des tensions et replis identitaires, s'engagent par la présente charte à respecter les principes de la laïcité tels qu'ils résultent de l'histoire et des lois de la République.

Au lendemain des guerres de religion, à la suite des Lumières et de la Révolution française, avec les lois scolaires de la fin du XIXe siècle, avec la loi du 9 décembre 1905 de « Séparation des Églises et de l'État », la laïcité garantit tout d'abord la liberté de conscience, dont les pratiques et manifestations sociales sont encadrées par l'ordre public. Elle vise à concilier liberté, égalité et fraternité en vue de la concorde entre les citoyens. Elle participe du principe d'universalité qui fonde aussi la Sécurité sociale et a acquis, avec le préambule de 1946, valeur constitutionnelle. L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 dispose d'ailleurs que « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion. Elle respecte toutes les croyances ».

L'idéal de paix civile qu'elle poursuit ne sera réalisé qu'à la condition de s'en donner les ressources, humaines, juridiques et financières, tant pour les familles, qu'entre les générations, ou dans les institutions. À cet égard, la branche Famille et ses partenaires s'engagent à se doter des moyens nécessaires à une mise en œuvre bien comprise et attentionnée de la laïcité. Cela se fera avec et pour les familles et les personnes vivant sur le sol de la République quelles que soient leur origine, leur nationalité, leur croyance.

Depuis soixante-dix ans, la Sécurité Sociale incarne aussi ces valeurs d'universalité, de solidarité et d'égalité. La branche Famille et ses partenaires tiennent par la présente charte à réaffirmer le principe de laïcité en demeurant attentifs aux pratiques de terrain, en vue de promouvoir une laïcité bien comprise et bien attentionnée. Élaborée avec eux, cette charte s'adresse aux partenaires, mais tout autant aux allocataires qu'aux salariés de la branche Famille.

ARTICLE 1
LA LAÏCITÉ EST UNE RÉFÉRENCE COMMUNE

La laïcité est une référence commune à la branche Famille et ses partenaires. Il s'agit de promouvoir des liens familiaux et sociaux apaisés et de développer des relations de solidarité entre et au sein des générations.

ARTICLE 2
LA LAÏCITÉ EST LE SOCLE DE LA CITOYENNETÉ

La laïcité est le socle de la citoyenneté républicaine, qui promeut la cohésion sociale et la solidarité dans le respect du pluralisme des convictions et de la diversité des cultures. Elle a pour vocation l'intérêt général.

ARTICLE 3
LA LAÏCITÉ EST GARANTE DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

La laïcité a pour principe la liberté de conscience. Son exercice et sa manifestation sont libres dans le respect de l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 4
LA LAÏCITÉ CONTRIBUE À LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE ET A L'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX DROITS

La laïcité contribue à la dignité des personnes, à l'égalité entre les femmes et les hommes, à l'accès aux droits et au traitement égal de toutes et de tous. Elle reconnait la liberté de croire et de ne pas croire. La laïcité implique le rejet de toute violence et de toute discrimination raciale, culturelle, sociale et religieuse.

ARTICLE 5
LA LAÏCITÉ GARANTIT LE LIBRE ARBITRE ET PROTÈGE DU PROSÉLYTISME

La laïcité offre à chacune et à chacun les conditions d'exercice de son libre arbitre et de la citoyenneté. Elle protège de toute forme de prosélytisme qui empêcherait chacune et chacun de faire ses propres choix.

ARTICLE 6
LA BRANCHE FAMILLE RESPECTE L'OBLIGATION DE NEUTRALITÉ DES SERVICES PUBLICS

La laïcité implique pour les collaborateurs et administrateurs de la branche Famille, en tant que participant à la gestion du service public, une stricte obligation de neutralité ainsi que d'impartialité. Les salariés ne doivent pas manifester leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Nul salarié ne peut notamment se prévaloir de ses convictions pour refuser d'accomplir une tâche. Par ailleurs, nul usager ne peut être exclu de l'accès au service public en raison de ses convictions et de leur expression, dès lors qu'il ne perturbe pas le bon fonctionnement du service et respecte l'ordre public établi par la loi.

ARTICLE 7
LES PARTENAIRES DE LA BRANCHE FAMILLE SONT ACTEURS DE LA LAÏCITÉ

Les règles de vie et l'organisation des espaces et temps d'activités des partenaires sont respectueux du principe de laïcité en tant qu'il garantit la liberté de conscience.

Ces règles peuvent être précisées dans le règlement intérieur. Pour les salariés et bénévoles, tout prosélytisme est proscrit et les restrictions au port de signes, ou tenues, manifestant une appartenance religieuse sont possibles si elles sont justifiées par la nature de la tâche à accomplir, et proportionnées au but recherché.

ARTICLE 8
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN ATTENTIONNÉE

La laïcité s'apprend et se vit sur les territoires selon les réalités de terrain, par des attitudes et manières d'être les uns avec les autres. Ces attitudes partagées et à encourager sont : l'accueil, l'écoute, la bienveillance, le dialogue, le respect mutuel, la coopération et la considération. Ainsi, avec et pour les familles, la laïcité est le terreau d'une société plus juste et plus fraternelle, porteuse de sens pour les générations futures.

ARTICLE 9
AGIR POUR UNE LAÏCITÉ BIEN PARTAGÉE

La compréhension et l'appropriation de la laïcité sont permises par la mise en œuvre de temps d'information, de formations, la création d'outils et de lieux adaptés. Elle est prise en compte dans les relations entre la branche Famille et ses partenaires. La laïcité, en tant qu'elle garantit l'impartialité vis-à-vis des usagers et l'accueil de tous sans aucune discrimination, est prise en considération dans l'ensemble des relations de la branche Famille avec ses partenaires. Elle fait l'objet d'un suivi et d'un accompagnement conjoints.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRES DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES FEMMES

Sécurité sociale

DÉMOS
PHILHARMONIE DE PARIS

CONVENTION DE PARTENARIAT
DEMOS

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris,
Établissement public national à caractère industriel et commercial (EPIC)
Adresse : 221 avenue Jean Jaurès – 75 019 Paris
SIRET : 391 718 970 00026
APE : 9004Z
représentée par Olivier Mantei, en qualité de Directeur général

désignée ci-après par « La Cité de la musique – Philharmonie de Paris », d'une première part,

ET

La Ville de Strasbourg
Domicilié : 1 Place de l'étoile – 67 076 Strasbourg Cedex
Siret : 216 704 825 000 19N
TVA intracommunautaire: FR 0J216704825
Représentée par Madame Jeanne Barseghian, en sa qualité de Maire de Strasbourg

désigné ci-après par « la Ville de Strasbourg » ou « le porteur de projet », d'une deuxième part,

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE :

La politique culturelle de la ville de Strasbourg s'appuie sur les atouts historiques et les forces vives du territoire dans le domaine culturel : patrimoine matériel et immatériel, densité d'acteurs culturels historiques de premier plan, dynamisme de l'écosystème, qualité des formations, énergie et créativité des artistes et professionnels, confirmés ou en émergence.

La politique culturelle telle qu'elle sera développée dans les années à venir ambitionne de faire de Strasbourg un laboratoire artistique à ciel ouvert, où grands opérateurs historiques et création émergente se nourrissent mutuellement pour inventer les formes et les récits de demain.

Elle se mobilise en faveur du maintien de la présence de la culture auprès des habitant·e·s, au moyen d'une offre et de services adaptés au contexte, dans une période de crise sanitaire mais aussi économique, sociale et morale qui rappelle combien la culture est essentielle.
De son côté, Le Conservatoire de Strasbourg dont la vocation première est de former des musiciens, des danseurs et des comédiens par le biais d'un enseignement complet propose également une saison artistique riche et variée mais surtout ouverte sur la ville et bien au-delà. L'équipe d'enseignants participe pleinement à cette dynamique grâce à un travail collectif et à une remise en question permanente.
C'est donc tout naturellement que ce service de la direction de la culture a été identifié comme l'opérateur local de ce dispositif.

La Cité de la musique-Philharmonie de Paris contribue au développement de la vie et de la pratique musicale, ainsi qu'à la connaissance de la musique et de son patrimoine. Elle œuvre, par une offre plurielle de manifestations musicales, à l'élargissement du public et à son renouvellement. Elle soutient, dans leur diversité, les formations musicales qu'elle accueille. Elle concourt à l'information et à la formation musicale du public. Elle prend l'initiative d'échanges nationaux et internationaux dans le domaine de la musique, ou y participe, et contribue au développement de la vie musicale à travers quatre grands pôles ; par l'organisation de concerts (production, coproduction etc, exploitation des salles, résidence d'ensembles musicaux), en suscitant la création d'œuvres musicales et la recherche par l'accès à un fond documentaire, par la gestion et l'exploitation du musée national de la musique et en développant les activités culturelles et éducatives à l'attention du public afin de favoriser l'égal accès à toutes les formes de musiques (art. 2 du décret n°2015-1178 du 24 septembre 2015 relatif à l'établissement public de la Cité de la musique-Philharmonie de Paris). À ce titre, elle développe en particulier des actions pédagogiques qui visent à offrir un meilleur accès à la musique à des publics qui en sont éloignés.
Le ministère de la Culture et de la Communication a chargé la Cité de la musique de porter le projet Démos (Dispositif d'éducation musicale et orchestrale à vocation sociale) et de conclure les partenariats qu'elle juge utile pour le mener à bien. Démos est un projet expérimental d'apprentissage intensif de la pratique orchestrale, en direction de jeunes habitants des quartiers relevant de la politique de la ville ou de territoires ruraux éloignés des lieux de pratique musicale, ne disposant pas des ressources économiques, sociales ou culturelles pour découvrir et pratiquer la musique classique dans les institutions existantes.
Il s'agit d'abord de favoriser l'accès à une culture musicale à caractère patrimonial, privilégiant très souvent des modes de transmission écrits, permettant à ces jeunes de s'inscrire durablement dans une activité perçue comme inaccessible et de faire évoluer certaines représentations liées aux musiques classiques.
Il s'agit également d'inscrire ces mêmes jeunes dans un dispositif à la fois ouvert et structuré (assiduité, rigueur, concentration, expressivité) afin de développer confiance en soi, respect de l'autre, envie de communiquer, prise de risque.
À ces fins, une démarche innovante est élaborée. Elle associe une pédagogie collective fondée sur la pratique instrumentale et un suivi social appuyé. Elle implique donc, outre les musiciens professionnels, de nombreux experts du champ social.
Il est soutenu financièrement par le ministère de la Culture dans la cadre d'une convention de subventionnement pluriannuelle, par l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), par les collectivités territoriales partenaires et par des mécènes.

DÉMOS
PHILHARMONIE DE PARIS

Article 1 : OBJET

L'objet de la présente convention est de constituer un orchestre Démos à Strasbourg et de permettre ainsi à environ 120 enfants de bénéficier du dispositif.
La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** et **la Ville de Strasbourg** collaborent à la mise en œuvre du Projet Démos à Strasbourg à compter d'octobre 2021 jusqu'au 30 octobre 2024.

Article 2 : OBJECTIFS ET ACTIONS

2.1 Les objectifs :

- Donner accès à une éducation musicale et artistique à des jeunes qui ne fréquentent pas d'école de musique pour des raisons socio-économiques et culturelles.
- Donner l'occasion de côtoyer l'excellence artistique en pratiquant et en assistant à des concerts.
- Stimuler le développement personnel de chaque enfant en renforçant sa capacité d'attention à l'autre par la pratique collective, sa capacité de concentration et son goût de l'effort.
- Faire évoluer les représentations liées aux musiques classiques des jeunes eux-mêmes et de leur entourage pour une appropriation élargie de ce patrimoine.
- Initier des pratiques pédagogiques innovantes par l'association de compétences éducatives complémentaires et faciliter l'acquisition de compétences du socle commun des connaissances.
- Valoriser les jeunes auprès de leur famille et de leur entourage.
- Travailler en partenariat étroit avec les acteurs locaux et particulièrement les conservatoires et écoles de musique pour permettre la pérennisation des pratiques individuelles à la fin des trois années.

2.2 Les actions :

- Environ 120 enfants scolarisés en CE2 en 2021/2022 résidant prioritairement sur des territoires relevant de la Politique de la ville ou de territoires ruraux répartis en 8 groupes de 13 à 16 enfants.
- Pour des raisons artistiques et de territoire la Ville de Strasbourg a fait le choix d'intégrer un pupitre de harpes et percussions, le 8ème groupe de l'orchestre donc, au dispositif Démos. Ce pupitre est composé de 5 harpistes et 8 percussionnistes. L'ensemble des élèves harpistes et des élèves percussionnistes sont assimilés au dispositif Démos et bénéficient à ce titre de toutes les actions prévues par le dispositif (sorties culturelles, concerts, stages). Les instruments seront fournis par le conservatoire, stockées dans les locaux de l'école élémentaire Albert Le Grand pour les 3 années du dispositif et seront rattachés au parc instrumental du conservatoire.
- Une approche musicale en profondeur, inscrite dans la durée : au minimum 3 heures d'ateliers par semaine, répartis sur temps scolaire et périscolaire, pendant la durée du dispositif.
- Le prêt d'un instrument pendant toute la durée du projet.
- Une pédagogie collective par groupes de 13 à 16 enfants, regroupés en un ensemble orchestral lors des tutti de 2 heures 30 par an et des stages de 1 à 2 jours en tutti par an en période de vacances scolaires.
- Un encadrement de chaque groupe par deux intervenants artistiques aux profils professionnels complémentaires (musiciens d'orchestres, professeurs de conservatoires, intervenants en milieu scolaire).

- Un établissement scolaire élémentaire partenaire pour chaque groupe qui participe à l'identification des enfants et s'implique au quotidien dans le projet.
- Un partenariat éducatif entre professionnels de la musique et travailleurs sociaux, soutenu et coordonné par une équipe projet telle que définie à l'article 4.1.
- Chaque établissement scolaire élémentaire partenaire peut proposer des présentations publiques régulières qui peuvent se tenir dans des lieux de proximité et dans des grandes salles lors d'échéances particulières réunissant musiciens jeunes et adultes, amateurs et professionnels.
- Un dispositif de formation à destination des intervenants artistiques et des acteurs sociaux (éducateurs et enseignants).
- Une évaluation permanente de l'action par des chercheurs en sciences humaines (anthropologie de la musique, sociologie, sciences de l'éducation, psychologie sociale…) et en neurosciences porté par la Philharmonie de Paris et s'il le souhaite par le porteur de projet.
- Une représentation publique finale par an à Strasbourg ou dans une autre salle du territoire.
- Une représentation publique finale à la Philharmonie de Paris pourra se tenir pendant la durée de la présente convention, à une date à définir ultérieurement et d'un accord commun.

Article 3 : APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA CITE DE LA MUSIQUE – PHILHARMONIE DE PARIS

3.1 Équipe de coordination nationale

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris est responsable de la coordination nationale du projet. A ce titre, elle procède aux demandes de subventions nationales auprès des pouvoirs publics et aux recherches de mécénat pour le compte du projet. Elle gère le budget global de l'opération et procède aux ajustements nécessités par l'équilibre budgétaire de l'opération en accord avec ses partenaires.

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris affecte à la coordination nationale du projet une équipe nationale composée notamment d'un Directeur délégué au projet et de son adjoint, d'un responsable de la coordination territoriale et d'un coordinateur pédagogique, ci-après dénommée « l'équipe nationale ». En tant que de besoin après le démarrage du projet, la directrice déléguée aux relations institutionnelles et le directeur du mécénat peuvent être sollicités dans le cadre du projet (notamment pour les évènements officiels ou les démarches institutionnelles)

L'équipe nationale aura pour rôles principaux :

- L'accompagnement des équipes en région
- La transmission des outils de travail
- La transmission du matériel pédagogique
- La veille à la cohérence du projet sur les différents territoires

3.2 Matériel pédagogique

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris s'engage à fournir le matériel pédagogique (arrangements musicaux, guide pratique, documents audio et vidéo) nécessaire au bon déroulement des ateliers, des répétitions et présentations publiques. Le choix des arrangements musicaux se fera en concertation avec **le Conservatoire de la Ville de Strasbourg**.

3.3 Formations

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris s'engage à organiser à Strasbourg avec l'équipe projet, l'information et la formation pédagogique des artistes intervenants.
La Cité de la musique – Philharmonie de Paris pourra organiser, si nécessaire, l'information et la formation du personnel relevant du champ social et éducatif.

3.4 Parc instrumental

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris s'engage à acquérir et à mettre à disposition le parc instrumental nécessaire au déroulement des ateliers dans la limite d'un montant global de 65 000 € TTC correspondant à l'achat d'un parc selon la nomenclature standard, étant précisé qu'aucune assurance n'a été souscrite par les parties.

Tout au long de la durée du projet, l'ensemble des instruments demeure la propriété de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris qui prendra en charge les frais de remplacement des instruments.

A l'issue du projet, chaque instrument sera retourné à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, à ses frais, sauf si :

- L'enfant s'engage à poursuivre son apprentissage musical, il pourra alors lui être cédé à titre gratuit, sous réserve de l'accord de la Cité de la musique - Philharmonie de Paris,
- Si le projet Démos est renouvelé sur place, les instruments que les enfants n'auraient pas souhaité garder, pourront alors, selon leur état, être mis à la disposition de la nouvelle cohorte d'enfants.

Cas particulier des bassons :

- Les cinq bassons demeurent la propriété de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris à l'issue du projet. Ils pourront être mis à disposition de l'enfant s'il poursuit sa pratique au conservatoire. Une convention de mise à disposition sera alors conclue entre la Cité de la musique – Philharmonie de Paris et le conservatoire pour l'encadrer.

En cas d'arrêt définitif du projet Démos sur le territoire, un inventaire final sera réalisé par le porteur de projet. Les instruments des enfants qui ne poursuivent pas leur apprentissage seront rassemblés dans un lieu unique par le porteur de projet afin que la Philharmonie puisse effectuer un état des lieux.

En complément du parc instrumental acquis par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, le conservatoire de Strasbourg met à disposition du projet les instruments suivants :

- 3 cors
- 5 harpes
- 8 sets de percussion

Dans les mêmes conditions que les instruments que les instruments fournis par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

3.5 Frais de mission

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris prendra en charge les frais de transport de l'équipe projet Démos Nationale pour les déplacements entre Paris et Strasbourg ainsi que les frais d'hôtel et les défraiements.

3.6 Concert à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris

Dans le cas d'une représentation publique finale à **La Cité de la musique – Philharmonie de Paris**, celle-ci prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation de la représentation publique finale à Paris, à savoir :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et rechargement, au montage et démontage, et au service de représentation et que sera prévu le service général du lieu : location, accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes éventuelles, et service de sécurité.
- assurer la logistique pour la mise en place des répétitions d'orchestre et des représentations publiques en lien avec projet
- réserver des places pour la présentation publique finale dans la limite des disponibilités du lieu d'accueil.

Article 4 : APPORTS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE DE STRASBOURG

4.1 Équipe projet

Les équipes permanentes du Conservatoire collaborent au projet Démos sur le plan local. Elles sont l'interface des équipes Démos locales (musiciens intervenants, structures, partenaires) et nationales. Elles assureront notamment les différentes missions mentionnées aux articles 4.4, 4.5 et 4.6.

La Ville de Strasbourg recrute un coordinateur projet à temps plein et nomme deux référents pédagogiques.
Un suivi régulier sera mené par le coordinateur projet sous la forme de réunions, de comités de pilotage et de comités techniques en présence des acteurs concernés.
Les membres de cette équipe projet (coordinateur projet et référent pédagogique) sont placés sous l'autorité de la Ville en sa qualité d'employeur.
Le/la coordinateur/trice de projet sera amené/ée à venir à Paris pour des temps de travail avec l'équipe nationale.

4.2 Structures sociales partenaires

Les 8 établissements scolaires partenaires identifiés à ce jour par **le Conservatoire** et **la Cité de la Musique – Philharmonie de Paris** sont :

- Ecole Éléonore / quartier de Hautepierre
- Ecole Catherine / quartier de Hautepierre
- Ecole Schwilgué / quartier de la Cité de l'ill
- Ecole Gliesberg / quartier de la montagne verte
- Ecole Albert Le Grand / quartier du neudorf
- Ecole Ampère / quartier du neudorf
- Ecole du port du Rhin / quartier du port du Rhin
- Ecole Léonard de Vinci / quartier de l'elsau

Pour des raisons artistiques et territoriales, la ville de Strasbourg a fait le choix d'intégrer un pupitre de harpes et percussions, donc un 8ème groupe, au dispositif démos. Ce pupitre est composé de 5 harpistes et 8 percussionnistes. L'ensemble des élèves harpistes et des élèves percussionnistes sont assimilés au dispositif démos et bénéficient à ce titre de toutes les actions prévues par le dispositif (sorties culturelles, concerts, stages). Les couts relatifs à ce 8éme groupe sont entièrement pris en charge par la Ville de Strasbourg.

4.3 Intervenants artistiques et chef d'orchestre

La Ville de Strasbourg recrutera l'ensemble des intervenants artistiques (musiciens, danseurs et chef de chœur) sur la base de 2 intervenants par atelier.
La Cité de la musique – Philharmonie de Paris sera associée au recrutement ; un membre de l'équipe nationale Démos participe notamment aux entretiens.

Le suivi administratif (planning, établissement des fiches de paye) se fera par l'équipe du **Conservatoire.** Il est entendu que le chef d'orchestre intervenant dans le projet Démos sera choisi d'un commun accord.

4.4 Parc instrumental

En complément du parc instrumental acquis par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris, le conservatoire de Strasbourg met à disposition du projet les instruments suivants :

- 3 cors
- 5 harpes
- 8 sets de percussion

Dans les mêmes conditions que les instruments que les instruments fournis par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

La Ville de Strasbourg s'engage à prendre en charge l'entretien du parc instrumental et l'achat du petit matériel, à hauteur maximum de 5 300 € par an.

4.5 Dynamique territoriale

Le porteur de projet s'engage à établir des liens avec les conservatoires et les écoles de musique, les centres de loisirs et les centres sociaux-culturels du territoire, en concertation avec **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris**, en vue de la pérennisation de la pratique des jeunes concernés.

En mobilisant côte à côte des acteurs du monde culturel et du champ social, ce projet contribuera à renforcer la cohésion sociale, à démocratiser l'accès à la culture et à lutter contre le décrochage scolaire.

4.6 Production des concerts

La Ville de Strasbourg prendra toutes les mesures nécessaires pour la bonne organisation d'une représentation publique chaque année à Strasbourg, à savoir :

- s'assurer que le lieu d'accueil est en ordre de marche, y compris le personnel nécessaire au déchargement et rechargement, au montage et démontage, et au service de représentation et que sera prévu le service général du lieu : location,

accueil, billetterie, encaissement et comptabilité des recettes éventuelles, et service de sécurité.
- assurer la logistique pour la mise en place des répétitions d'orchestre et des représentations publiques en lien avec l'équipe Démos
- réserver des places pour les présentations publiques dans la limite des disponibilités du lieu d'accueil.

4.7 Prise en charge

La Ville de Strasbourg prendra directement à sa charge les frais suivants, à savoir :
- Mise à disposition de bureaux permettant d'accueillir le coordinateur de projet équipés du matériel informatique et des fournitures nécessaires à la réalisation de sa mission, en dehors du budget prévisionnel
- Les frais de transport de l'équipe projet Démos de Strasbourg pour les déplacements entre Strasbourg et Paris ainsi que les défraiements à hauteur maximum du montant fixé au budget (annexe 1).

4.8 Production et gestion de données

La Cité de la musique – Philharmonie de Paris conduit des travaux de recherche et d'évaluation sur la diversité des expériences et des projets Démos. Ces études, qui servent à l'évolution des orientations de Démos, se basent sur des données collectées par les orchestres Démos eux-mêmes, afin que les équipes de recherche puissent travailler sur leur interprétation.
La Ville de Strasbourg s'engage à collecter et à fournir à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris les données à jour nécessaires au recensement des orchestres Démos et de leurs modèles ainsi qu'à l'évaluation du projet, à savoir :
- Les tableaux du « classeur indicateurs » permettant de réaliser une « épidémiologie » des projets, des centres et des participants. Ces données devront être mises à jour tous les six mois sur la plateforme d'échange Sharepoint ;
- Les données issues de questionnaires bilan administrés aux participants à l'entrée du projet ainsi qu'en fin d'année pendant toute la durée du projet. Les données recueillies dans ces questionnaires devront être transmises électroniquement dans les tableaux de résultats prévus à cet effet, à l'issue de chaque phase de collecte. Les questionnaires ainsi que les tableaux de résultats vierges seront transmis par la Cité de la musique – Philharmonie de Paris au **Conservatoire** au minimum 7 jours avant leur utilisation.

Ces données doivent impérativement être transmises au moins une fois par an à la Cité de la musique – Philharmonie de Paris. La non transmission de ces données entraînera une suspension des versements de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris à la **Ville de Strasbourg**.

La collecte, l'usage et l'exploitation de ces données devront être en conformité avec la RGPD. Chacune des parties s'engage à procéder aux démarches et déclaration nécessaires.

Article 5 : BUDGET PREVISIONNEL ET APPORTS FINANCIERS

Le budget prévisionnel du projet est évalué à **263 957 € TTC/an** auxquels s'ajoutent **132 500 € TTC/an** de charges supplémentaires du territoire soit au total **396 457 € TTC/an** (cf. budget en **annexe 1**).

Pour la dernière saison (2023-2024) ces charges supplémentaires atteignent 202 200 € (en prévision d'un concert final à la Philharmonie de Paris) portant le budget global à ***466 157 €*** (cf. budget en **annexe 1**).

Le financement de ces dépenses est réparti de la façon suivante :

- Etat (centralisé par **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris**) : 70 000 € Ministère de la Culture, ministère de la Cohésion des Territoires via l'ANCT, ministère de l'Education Nationale
- Mécénat (centralisé par **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris**) : 85 000 € (mécénat, apports privés)
- Collectivités territoriales et autres structures (région, département, Ville, CAF) : 241 457 € / *311 157 € en dernière année (2023-2024).*

La participation financière de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris au projet est conditionnée par la réalisation de ses objectifs annuels de recettes (subvention du ministère de la Culture : 3.5M€ et mécénat : 3.5M€). Dans le cas où ces objectifs ne seraient pas atteints, la présente convention pourra faire l'objet d'un avenant budgétaire afin de redéfinir le montant de la participation de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris (prises en charge directes et / ou versements) et les conditions de mise en œuvre du projet.

Les dépenses et recettes sont réparties selon le budget en **annexe 1** faisant partie intégrante de la présente convention.
Les deux parties s'engagent à rester dans le cadre du budget établi et dans les équilibres des contributions, sauf en cas de recettes nouvelles ou d'accord exprès et écrit des 2 parties.
A cet effet, des points budgétaires semestriels seront réalisés entre les deux parties. Ils concerneront autant le niveau des dépenses engagées que les financements obtenus et seront formalisés.
Ils pourront donner lieu sur accord express des 2 parties à des avenants budgétaires (dépenses et financements).

En complément des prises en charges directes, la Cité de la musique – Philharmonie de Paris s'engage à contribuer au financement du projet via un versement annuel correspondant à 45,24% (90K€/198 957€) des coûts éligibles (salaires et fonctionnement) pris en charge par La Ville de Strasbourg (cf. annexe 1) dans une limite de 90 000 €.

Les versements de **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** à La Ville de Strasbourg seront effectués sur présentation d'un budget réalisé (septembre N-1, juillet N) signé et d'un titre de recette. Ces documents seront transmis au plus tard le 30 septembre de chaque année par l**e Conservatoire.**

Calendrier des versements :
27 000 € en octobre 2021
63 000 € maximum entre août et septembre 2022, sur présentation du budget réalisé signé.
27 000 € en octobre 2022

63 000 € maximum entre août et septembre 2023, sur présentation du budget réalisé signé.
27 000 € en octobre 2023
63 000 € maximum entre août et septembre 2024, sur présentation du budget réalisé signé.

Article 6 : COMMUNICATION

Les parties conviennent des principes suivants concernant toutes les activités liées à Démos Strasbourg.

6.1. Les **documents print** et **web** devront être chartés selon le kit de communication transmis au porteur de projet et mis à disposition sur le Sharepoint, selon la charte mise en place par la Philharmonie de Paris :

- Pages Démos des brochures de saison du porteur de projet,
- Notes de programme des concerts,
- Affiches, Roll-up, Kakemono, flyers, etc.,
- Dossiers de presse,
- Communiqués de Presse,
- Invitations diverses (concerts, conférence de presse, etc.),
- Sites Internet,
- Vidéos de présentation de l'orchestre et du projet

L'ensemble des documents de communication réalisés par les 2 parties devront être soumis pour validation à l'autre partie dans les meilleurs délais.

Les personnes à contacter pour ces validations, et plus largement pour l'ensemble des questions relatives à la communication, sont :

- Pour la Philharmonie de Paris : Hélène Decourtis, responsable de la communication de l'équipe Démos nationale et Clara Wagner, directrice déléguée aux relations institutionnelles de la Philharmonie de Paris.

- Pour **la Ville de Strasbourg**: Vincent Dubois, directeur du conservatoire de Strasbourg et porteur de projet et Céline Courty, coordinatrice territoriale démos Strasbourg

6.2. Le porteur de projet devra s'assurer de la présence à ses côtés, lors **des conférences de presse** qu'il sera amené à donner, d'un représentant de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris.

6.3. Le porteur de projet devra s'assurer de la bonne communication entre les **services de presse** du Conservatoire et de la Cité de la musique – Philharmonie de Paris et s'engage à tenir informées les équipes des différents sujets relatifs à Démos Strasbourg (sujets à venir, négociation en cours, etc.).

6.4.1. Les **productions audiovisuelles** (captation de concert, vidéos teaser, interviews, etc.) devront être chartées selon le kit de communication accessible via l'accès Sharepoint de l'orchestre.

6.4.2. Les **captations** devront mentionner à leur générique « la Cité de la musique – Philharmonie de Paris coordonne le projet Démos sur le territoire national ».

6.4.3. La réalisation de vidéos en présence des enfants et musiciens professionnels dans le cadre de Démos Strasbourg devra être précédée de la signature **d'autorisations de captation nominative** (formulaires droit à l'image) pour toute la durée du projet, pour chaque participant (par le représentant légal pour un mineur).
Ces autorisations sont la responsabilité du porteur de projet.

6.4.4. Le porteur de projet fait son affaire des droits de diffusion et d'utilisation des vidéos qu'il réalisera dans le cadre de Démos Strasbourg.

La Ville de Strasbourg et **la Cité de la musique – Philharmonie de Paris** s'engagent à se fournir mutuellement des photos et vidéos en précisant l'objet et la durée de leur utilisation, avec crédit du photographe, tout en veillant avec précaution au droit à l'image.

Article 7 : MECENAT / EVENEMENTS

Le mécénat a pour vocation de financer environ un tiers du coût global du projet, les deux autres tiers ayant pour origine des fonds publics nationaux ou locaux. Il en découle **la Ville de Strasbourg** ne pourra effectuer de démarches auprès d'éventuels autres mécènes (qu'il s'agisse d'entreprises, de fondations ou de donateurs individuels) qu'avec l'accord expresse de la Philharmonie et, dans cette hypothèse, de manière totalement concertée avec elle.
Dans cet esprit, pendant la durée de la convention, **La Ville de Strasbourg** informera au préalable la Philharmonie des démarches qu'elle souhaite engager auprès de potentiels mécènes ou parrains de la région.
La direction du mécénat et du développement sera l'interlocuteur de **La Ville de Strasbourg** pour l'ensemble de ces questions, y compris pour faire bénéficier ce dernier de son expérience en la matière.
La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** n'exclut pas non plus d'engager des démarches auprès de potentiels mécènes ou parrain de la région pour réunir la part nationale de mécénat nécessaire à la mise en place du projet Démos sur ce territoire.
La Ville de Strasbourg informera **la Cité de la musique - Philharmonie de Paris** de tout évènement concernant l'orchestres Démos (et notamment : réunion de rentrée, conférence de presse de lancement, remise officielle des instruments, concerts, répétitions, stages). Il communiquera les dates et listes d'invités à ces évènements au plus tard 15 jours avant la date de l'évènement.
La Ville de Strasbourg s'engage à fournir jusqu'à 30 invitations pour chaque représentation de son orchestre. La **Cité de la musique – Philharmonie de Paris** communiquera dans les meilleurs délais la liste de ses besoins dans la limite de ces 30 places.

Article 8 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1er octobre 2021 et s'achèvera au 30 octobre 2024.

Les Parties peuvent convenir de mettre fin au contrat, d'un commun accord. Les modalités, notamment financières, de la résiliation seront arrêtées conjointement par les Parties.
Chacune des Parties pourra également résilier la convention en cas de non-respect de celle-ci ou de ses avenants, dans le délai d'un mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9 : ASSURANCES

Chaque Partie s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour l'exécution du contrat.

Article 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et si aucun accord amiable n'a pu être trouvé, celui-ci sera soumis à la compétence du tribunal compétent.

Fait en 2 exemplaires originaux, à , le …….. /……/……

Pour La ville de Strasbourg Anne MISTLER **Adjointe à la Maire** **en charge des arts et cultures**	Pour **la Cité de la musique** – **Philharmonie de Paris** Olivier Mantei **Directeur Général** Lucien SCOTTI **Contrôleur budgétaire**

DÉMOS
PHILHARMONIE DE PARIS

ANNEXE 1

Budget annuel du projet (Saison 2021-2022 et 2022-2023)

	Dépenses		***Recettes***	
Philharmonie	**Salaires**	**30 000 €**	**Subventions État**	**35 000 €**
	Cellule nationale Démos (Prorata)	30 000 €	**Mécénat**	**30 000 €**
	Fonctionnement	**35 000 €**		
	Formateurs (salaires et défraiements)	3 000 €		
	Communication Philharmonie	1 500 €		
	Missions, déplacement	2 500 €		
	Achat d'instruments	22 000 €		
	Commandes œuvres/arrangements	2 000 €		
	Frais nationaux (études, mécénat)	4 000 €		
	Sous-total Philharmonie de Paris	***65 000 €***	***Sous-total Philharmonie de Paris***	***65 000 €***
Région	**Salaires**	**183 657 €**	**Reversement Philharmonie de Paris**	**90 000 €**
	Coordinateur de projet	45 000 €	dont Etat	35 000 €
	Référent pédagogique**	10 000 €	dont Mécénat	55 000 €
	Personnels artistiques*	128 657 €		
			Collectivités territoriales	**216 457 €**
	Fonctionnement	**15 300 €**	dont Région	20 000 €
	Communication Région	1 500 €	dont Département	
	Missions, déplacement	1 000 €	dont Ville	**196 457 €**
	Instruments (maintenance/ petit matériel)	5 300 €		
	Production concerts	5 000 €	**Autres**	**25 000 €**
	Frais généraux (achats fournitures...)	2 500 €	dont CAF	25 000 €
	Sous-total Région	***198 957 €***	dont Contrat de ville	
			dont Autres	
	Total	***263 957 €***		
	budget complémentaire			
	Autres dépenses			
	chargé de développement social	25 000 €		
	Référents sociaux	89 000 €		
	Salaires artistiques 8eme groupe	18 500 €		
	Sous-total Région	***132 500 €***	***Sous-total Région***	***331 457 €***
	Total dépenses	***396 457 €***	***Total recettes***	***396 457 €***
			NB : le total des financements apportés par la CMPP s'élève à	155 000 €

DÉMOS
PHILHARMONIE DE PARIS

Budget annuel du projet (Saison 2023-2024)

	Dépenses		Recettes	
Philharmonie	**Salaires**	**30 000 €**	**Subventions État**	**35 000 €**
	Cellule nationale Démos (Prorata)	30 000 €	**Mécénat**	**30 000 €**
	Fonctionnement	**35 000 €**		
	Formateurs (salaires et défraiements)	3 000 €		
	Communication Philharmonie	1 500 €		
	Missions, déplacement	2 500 €		
	Achat d'instruments	22 000 €		
	Commandes œuvres/arrangements	2 000 €		
	Frais nationaux (études, mécénat)	4 000 €		
	Sous-total Philharmonie de Paris	***65 000 €***	***Sous-total Philharmonie de Paris***	***65 000 €***
Région	**Salaires**	**183 657 €**	**Reversement Philharmonie de Paris**	**90 000 €**
	Coordinateur de projet	45 000 €	dont Etat	35 000 €
	Référent pédagogique**	10 000 €	dont Mécénat	55 000 €
	Personnels artistiques*	128 657 €		
			Collectivités territoriales	**286 157 €**
	Fonctionnement	**15 300 €**	dont Région	20 000 €
	Communication Région	1 500 €	dont Département	
	Missions, déplacement	1 000 €	dont Ville	**266 157 €**
	Instruments (maintenance/ petit matériel)	5 300 €		
	Production concerts	5 000 €	**Autres**	**25 000 €**
	Frais généraux (achats fournitures...)	2 500 €	dont CAF	25 000 €
	Sous-total Région	***198 957 €***	dont Contrat de ville	
			dont Autres	
	Total	***263 957 €***		
	budget complémentaire			
	Autres dépenses			
	chargé de développement social	25 000 €		
	Référents sociaux	89 000 €		
	Salaires artistiques 8eme groupe	18 500 €		
	Frais concert final Philharmonie	69 700 €		
	Sous-total Région	***202 200 €***	***Sous-total Région***	***401 157 €***
	Total dépenses	***466 157 €***	***Total recettes***	***466 157 €***

NB : le total des financements apportés par la CMPP s'élève à 155 000 €

18

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Demande de fonds de concours auprès de l'Eurométropole de Strasbourg relatif aux dépenses de fonctionnement de l'équipement "Conservatoire à rayonnement régional".

Numéro V-2021-1122

Par délibération adoptée le 6 novembre 1998, le Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg a approuvé le transfert de gestion de certains équipements et a instauré deux fonds de concours.

L'un de ces fonds de concours porte spécifiquement sur l'équipement « Conservatoire à rayonnement régional » dont les activités de formation, de recherche et de création dépassent largement le territoire de la ville de Strasbourg occupant un rôle prépondérant dans le paysage culturel eurométropolitain.

La délibération du 19 novembre 2021 a modifié le mode de calcul de ce fonds de concours. Il n'est plus calculé selon les dépenses d'investissement et de fonctionnement constatées l'année n-1 mais il est déterminé de manière forfaitaire et augmenté chaque année de 1 %.

En outre, le régime juridique des fonds de concours a évolué et l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales prévoit que la mise en place d'un fonds de concours implique un accord concordant entre la métropole et la commune bénéficiaire. En conséquence, il appartient à la ville de Strasbourg de demander à l'Eurométropole, par délibération, le bénéfice d'un fonds de concours.

Ainsi, la présente demande de fonds de concours se base principalement sur l'activité d'enseignement supérieur de musique du Conservatoire qui aboutit chaque année à la réalisation de nombreuses actions pédagogiques et de diffusion dans des communes de l'Eurométropole en dehors de Strasbourg, en particulier :

- **des projets pédagogiques** montés par les étudiant.es de l'Académie supérieure de musique suivant la formation au Diplôme d'État de professeur.e de musique, donnant lieu à des restitutions au sein des écoles de musique de l'Eurométropole (environ 20 projets chaque année),
- **des concerts réguliers** d'ensembles instrumentaux en petits, moyens ou grands effectifs dans les écoles de musique et les structures de diffusion de l'Eurométropole (à

titre d'exemples : *Voyage d'une partition enchantée*, conte musical avec représentation sur la Petite scène de l'espace culturel du Point d'Eau à Ostwald en partenariat avec l'école de musique d'Ostwald, *Le Magicien de Wolfisheim* en partenariat avec « Wolfi Jazz » dans le cadre du « Village des petits loups »…),

- **la mise à disposition de matériel** pour des associations de pratiques amateurs ou des écoles de musique de l'Eurométropole sur demande (percussions, clavecins, contrebasses, pupitres…).

De plus, parmi les 1 800 élèves inscrit.es pour l'année scolaire 2020-2021, 67,78 % sont originaires de Strasbourg et 11 % des autres communes de l'Eurométropole. Les autres élèves sont originaires du reste du Bas-Rhin, des autres départements français et de l'étranger.

Pour ces raisons, il est proposé au Conseil municipal de solliciter auprès de l'Eurométropole un fonds de concours correspondant, pour l'année 2021, à 2 357 219 €. Ce montant correspond au fonds de concours versé par l'Eurométropole au titre de l'année 2020, augmenté de 1 % et arrondi à l'euro supérieur. Cette demande sera désormais renouvelée chaque année en augmentant le montant sollicité de 1 % par rapport à l'année n-1.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
sollicite

le versement d'un fonds de concours auprès de l'Eurométropole, utilisé pour le fonctionnement de l'équipement « Conservatoire à rayonnement régional », d'un montant de 2 357 219 euros pour l'exercice de l'année 2021

approuve

le renouvellement chaque année de cette demande à partir de l'exercice 2022 en augmentant le montant sollicité de 1 % par rapport à l'année n-1,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à prendre toutes les décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 13 décembre 2021

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-140876-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

19

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Enrichissement des collections des musées.

Numéro V-2021-1596

Conformément aux enjeux de valorisation du patrimoine et de soutien à la création contemporaine énoncés dans la délibération-cadre de la politique culturelle municipale, la politique d'enrichissement des collections muséales municipales vise à compléter les collections des musées ainsi qu'à promouvoir la création d'aujourd'hui au moyen de dons, dépôts et acquisitions.

Ainsi, il est proposé au Conseil d'approuver les achats suivants pour les musées de la Ville :

Pour le MAMCS :

- une œuvre de Claude Rutault, « Un Coup de peinture, un coup de jeunesse », 1976, achat auprès de Jean Brolly, pour un montant de 40 000 €,
- une œuvre de Jérôme Zonder « Pierre-François # 31 », 2021, achat auprès de la Galerie Nathalie Obadia, pour un montant de 22 400 €,
- une œuvre de Sébastien Gouju « Bananier (Contre-jour) », 2019, achat auprès de la Galerie Semiose pour un montant de 25 600 €.

Pour le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration, l'achat de trois œuvres de Blutch auprès de l'artiste :

- dessin pour l'affiche du film Les Herbes folles, 2009, pour un montant de 13 000 €,
- dessin pour l'affiche du film La Chambre Bleue, 2014, pour un montant de 13 000 €,
- « The Supper Club », dessin pour The New Yorker, 1997, pour un montant de 4 000 €.

MUSÉE D'ART MODERNE ET CONTEMPORAIN

Claude Rutault (né en 1941 à Trois-Moutiers, vit et travaille à Vaucresson)
***Un Coup de peinture, un coup de jeunesse*, 1976**
Acrylique sur toile, 89 x 130 cm
Achat auprès de Jean Brolly pour un montant de 40 000 €

Claude Rutault ne se définit ni comme minimaliste ni comme artiste conceptuel mais comme un peintre, et, en effet, observer l'une de ses œuvres relève indéniablement d'une rencontre particulière avec la peinture. Mais Rutault ne peint pas lui-même ses œuvres et ne participe pas non plus à la supervision de leur production : il laisse « le preneur en charge » (collectionneur privé, musée, institution,…) opérer selon un protocole qu'il définit en amont et prend plaisir ensuite à découvrir l'actualisation de son œuvre pour un lieu précis. C'est ainsi qu'en 1973 il conçoit sa première « Définition-Méthode » véritable mode d'emploi à la fois cadré et ouvert où se jouent une réflexion et un questionnement sur la peinture. Estimant que la surface plane qui compose la toile est aussi essentielle que le mur où elle s'accroche, que la multiplicité et les formats des châssis ou encore que le retournement des toiles participent eux-aussi à une extension de l'appréhension de la peinture, Rutault va développer différents protocoles qui autorisent des mises en scène de la peinture, toujours inventives et surprenantes voire ludiques malgré l'aspect rigoureux des définitions dont elles découlent. *Le Coup de peinture, coup de jeunesse* est une œuvre historique qui invite à installer une toile monochrome sur un mur de la même couleur, créant un phénomène étrange de dissolution de l'œuvre dans sa cimaise. L'œuvre, déposée en 1998 au moment de l'ouverture du MAMCS, a été installée à plusieurs reprises (sur mur gris, orange, blanc,…) et figure régulièrement dans le parcours permanent du musée. Œuvre-clef de la production de l'artiste, elle viendrait rejoindre un fonds axé autour des grandes figures de la création française des années 70 (bien que l'artiste soit encore actif aujourd'hui) autour de Daniel Buren, Arman, Pierre Buraglio, Claude Viallat,… qui tous ont développé une œuvre rigoureuse, internationalement reconnue comme un jalon dans l'art contemporain.

Jérôme Zonder (né en 1974 à Paris ; vit et travaille à Paris)
***Pierre-François # 31*, 2021**
Mine de plomb et fusain sur papier
200 x 150 cm
Achat auprès de la Galerie Nathalie Obadia pour un prix négocié de 22 400 €

Diplômé de l'École nationale supérieure des Beaux-arts de Paris en 2001, Jérôme Zonder est l'un des artistes les plus reconnus de la jeune scène contemporaine française, considéré comme l'un des dessinateurs les plus importants de sa génération. Il développe depuis plus de dix ans une œuvre virtuose. Réalisées essentiellement à la mine de plomb et au fusain, ses œuvres — souvent de très grands formats — sont chargées de références. À ce jour, l'artiste se concentre sur trois personnages d'adolescents, dont celui de Pierre-François, inspiré par le poète escroc des *Enfants du paradis* de Marcel Carné. Jérôme Zonder porte une attention particulière au passage à l'âge adulte, période de métamorphose par excellence. En effet, ces trois personnages, que l'on découvre d'abord enfants, grandissent et évoluent de concert avec le dessin de l'artiste. Leur histoire est avant tout celle de la recherche de l'identité, de sa construction, et des paradoxes qui la sous-tendent.

Selon des modes graphiques qui varient de l'hyperréalisme à la stylisation BD, ces portraits sont construits comme des patchworks qui ne sont pas sans faire écho aux collages dada. L'artiste y représente son sujet avec la matière qui le constitue, le carbone, un des principaux composants moléculaires du corps humain. Dans *Pierre-François # 31*, on retrouve des fragments de costume d'Arlequin, référence obligée aux *Enfants du Paradis*, ainsi qu'à Picasso et Derain.

Son œuvre est encore peu représentée dans les collections nationales (Fonds Municipal d'Art Contemporain Paris, FRAC Picardie, Musée de National de l'Histoire de l'Immigration et collection d'art contemporain du département de Seine-Saint-Denis). Il s'agirait donc d'une première entrée dans les collections du MAMCS.

Sébastien Gouju (né en 1978 à Laxou, vit et travaille à Paris)
***Bananier (Contre-jour)*, 2019**
Cuir, bois peint et acier
223 × 433 cm, Ø 111 cm
Achat auprès de la Galerie Semiose pour un prix négocié de 25 600 €

Formé à l'École des Beaux-Arts de Nancy, Sébastien Gouju manipule les signes de la culture populaire, en détournant des objets aussi communs que le pichet de vin, le palmier en pot ou les hirondelles porte-bonheur, des poncifs de l'univers domestique volontiers jugés kitsch. Usant de techniques issues de l'artisanat telles la faïence émaillée, la broderie, la dentelle et le travail du métal ou du cuir, l'artiste applique des hybridations incongrues et des télescopages de sens et de formes. Ainsi reconfigurés, les signes devenus images proposent des narrations, tantôt légères, tantôt redoutables, à la croisée du quotidien et de la fable. Posant sur les arts décoratifs un regard aussi amusé que subversif, Sébastien Gouju dynamite les qualités esthétiques du cadre de vie et des décors que l'homme moderne se fabrique. Conçue en collaboration avec la Fondation d'Entreprise Hermès dont Sébastien Gouju a été lauréat, l'œuvre fait partie d'une série désormais close intitulée « Contre-jour ». La série se présente comme un ensemble d'essences (palmier, yuka, fougère ou ici bananier) intégralement conçues en cuir noir, formant une étrange forêt, calcinée et précieuse à la fois. L'introduction d'un matériau et d'un savoir-faire habituellement associés à l'industrie du luxe introduit une dimension politique à cet ensemble : par le recouvrement du cuir savamment travaillé, l'arbre devient un objet sophistiqué, désirable, offert à l'admiration de tous. Dans un même geste, l'artiste « éteint » le caractère naturel de l'essence, c'est un arbre mort, une ombre, un « Contre jour » qu'il donne à voir au regardeur.

Sébastien Gouju est présent, notamment, dans les collections du Centre National des Arts Plastiques, du Musée de l'Image à Épinal, du FRAC Alsace, de l'Artothèque mais il s'agirait d'une première entrée dans les collections du MAMCS.

MUSEE TOMI UNGERER – CENTRE INTERNATIONAL DE L'ILLUSTRATION

Blutch (Christian Hincker, dit) est un illustrateur français né en 1967 à Strasbourg. Il est diplômé de l'Ecole des arts décoratifs de Strasbourg (actuelle HEAR). Il s'est tout particulièrement distingué dans le domaine de la bande dessinée mais œuvre également dans d'autres registres graphiques, comme l'illustration de presse et d'affiches, pour lesquels il est moins connu.
La proposition d'acquisition porte sur trois œuvres récentes, qui ont été montrées lors de l'exposition consacrée à Blutch au Musée Tomi Ungerer en 2019.

Dessin pour l'affiche du film *Les Herbes folles*, 2009
Pastels sur papier

51 × 36 cm
Achat auprès de l'artiste pour un montant de 13 000 €

Passionné de cinéma, Blutch non seulement joue dans des films, mais compte parmi ses réalisations graphiques un certain nombre d'affiches de film. Il a notamment collaboré à deux reprises avec Alain Resnais et avec Mathieu Amalric. Pour le premier, Blutch réalise en 2009 l'affiche du film *Les Herbes folles*, inspiré du roman *L'Incident* de Christian Gailly. Pour cette commande, le dessinateur rassemble en une image l'esprit du film, en utilisant les procédés chers au dessin d'illustration que sont les symboles et les métamorphoses. Dans un environnement champêtre, à l'horizon lointain, un couple est représenté regardant dans deux directions opposées, comme pour souligner une forme d'incommunicabilité entre les deux. L'homme, qui est en fait le personnage principal du film, tente d'échapper à l'ennui de la vie de couple par la lecture. La substitution de sa tête par un bouquet d'herbes symbolise ce désir d'évasion et fait habilement référence au titre du film. En une image, Blutch rassemble les éléments-clefs du film : le livre et le sac de la femme, qui jouent tous deux un rôle essentiel au déroulé de l'histoire. Le symbolisme à l'œuvre ici n'est pas sans rappeler les créations des dessinateurs et peintres surréalistes, comme Dali.

Dessin pour l'affiche du film *La Chambre Bleue*, 2014
Pastels sur papier
51 × 36 cm
Achat auprès de l'artiste pour un montant de 13 000 €

La deuxième œuvre proposée à l'acquisition est le dessin pour l'affiche du film *La Chambre bleue* de Mathieu Amalric, sorti en 2014, adapté du roman éponyme de Georges Simenon. Le réalisateur et acteur principal du film apparaît en portrait sur l'affiche, à moitié dissimulé par une couverture bleue sur laquelle est représenté un nu féminin. Pour ce dessin, Blutch use d'un contraste d'échelles, qui donne un aspect percutant à l'affiche, renforcé par le regard franc de l'homme, qui fixe le spectateur. Cette affiche amorce également le propos sombre et inquiétant du film, renforcé par un jeu d'éclairage en clair-obscur qui met en valeur la femme et fait apparaître l'homme en semi-ombre. Cette œuvre, de même que le dessin pour l'affiche *Les Herbes folles*, est très représentative de la technique privilégiée de Blutch pour ce type de réalisations : les pastels sur papier. Cette technique, très peu conventionnelle dans le registre de l'affiche, confère un aspect voluptueux, presque « moelleux » à son trait, et un rendu final du dessin très texturé.

« The Supper Club », dessin pour *The New Yorker*, 1997
Encre, lavis d'encres de couleur, pastel et gouache
21,6 × 30 cm
Achat auprès de l'artiste pour un montant de 4 000 €

La troisième et dernière œuvre proposée à l'acquisition vient d'une période plus ancienne de l'artiste. Il s'agit d'un dessin au lavis d'encres de couleur (une technique moins courante pour l'artiste) pour *The New Yorker*, publié en 1997 sur le thème des « supper club », ces restaurants que l'on trouve dans les périphéries des villes américaines conçus pour y passer l'entièreté de la soirée, grâce à plusieurs salles aux atmosphères adaptées (bar, restaurant,

boîte de nuit). Blutch restitue ces différentes ambiances en fragmentant son dessin en trois cases où l'on retrouve tour à tour le restaurant, la piste de danse et la salle de concert. Blutch y use d'un trait anguleux, lui donnant par là une dimension satirique qui rappelle les dessinateurs expressionnistes comme Georges Grosz ou Otto Dix. Le dessin n'en garde pas moins un aspect réaliste par l'usage d'une palette de couleurs chaudes, qui en rappelle l'ambiance nocturne et chaleureuse ainsi que par le mouvement et le dynamisme des corps qui donnent l'impression d'instantanés saisis sur le vif par l'artiste.

Ces trois illustrations montrent la capacité du dessinateur à s'adapter à des commandes, une activité à laquelle il se livre en parallèle à son travail de bédéiste. Elles témoignent de la diversité de ses registres graphiques et de ses techniques, de la précision de son trait et de son goût de la suggestion et de l'onirisme. Les trois dessins viennent compléter une acquisition déjà réalisée en 2019 et rejoindront la section de la collection consacrée au dessin publicitaire, où figurent entre autres R.O. Blechman, André François, Edward Sorel. Les deux dessins pour le cinéma entrent par ailleurs également en résonnance avec la production de Tomi Ungerer pour ce media. Cette acquisition complètera également la section du dessin de reportage humoristique, où figure déjà Tomi Ungerer avec ses reportages satiriques sur le Derby et le football américain, ainsi qu'André François, Robert Weaver et Serge (Maurice Féaudierre, dit).

Avis favorable de la Commission Scientifique régionale d'acquisition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
autorise

Pour le MAMCS, les achats suivants :

- *une œuvre de Claude Rutault, « Un Coup de peinture, un coup de jeunesse », 1976, achat auprès de Jean Brolly, pour un montant de 40 000 €,*
- *une œuvre de Jérôme Zonder « Pierre-François # 31 », 2021, achat auprès de la Galerie Nathalie Obadia, pour un montant de 22 400 €,*
- *une œuvre de Sébastien Gouju « Bananier (Contre-jour) », 2019, achat auprès de la Galerie Semiose pour un montant de 25 600 €,*

Pour le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration, l'achat de trois œuvres de Blutch auprès de l'artiste :

- *dessin pour l'affiche du film Les Herbes folles, 2009, pour un montant de 13 000 €,*
- *dessin pour l'affiche du film La Chambre Bleue, 2014, pour un montant de 13 000 €,*
- *« The Supper Club », dessin pour The New Yorker, 1997, pour un montant de 4 000 €,*

décide

l'imputation des dépenses pour les acquisitions des œuvres du MAMCS et du Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration pour un montant de 118 000 € sur les crédits disponibles sous AU12 programme 82 – nature 2161 « Acquisitions et restaurations des collections pour les musées » du budget 2021,

charge

la Maire ou son·sa représentant·e d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142042-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

20

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Fonds exceptionnel d'acquisitions en soutien aux artistes du territoire.

Numéro V-2021-1610

Les acteurs de la culture et en particulier de la création contemporaine subissent depuis plusieurs mois les effets de la crise sanitaire actuelle, en France comme à l'étranger. Les plasticiennes et plasticiens, à titre individuel, ont eu peu accès à la majorité des dispositifs de soutien développés en réponse à la crise sanitaire, compte tenu de leurs statuts et de leurs situations particulières. À ce titre, la Ville a souhaité mettre en œuvre en 2021 un dispositif de soutien exceptionnel aux artistes plasticiens actifs sur le territoire à hauteur d'une dotation de 100 000 € dédiée à l'acquisition d'œuvres ayant vocation à intégrer les collections muséales de la ville de Strasbourg. Une première délibération au mois de novembre proposait l'acquisition d'œuvres pour les collections de deux institutions municipales accompagnant la création contemporaine, à savoir le Musée d'art moderne et contemporain et le Musée alsacien pour un montant de 54 865 €. Cette deuxième série d'œuvres complète les acquisitions du MAMCS et propose l'acquisition d'œuvres pour le Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration pour un montant de 46 000 €, l'excédent étant pris en charge sur les crédits récurrents du Service des musées.

Le choix de ces œuvres a été réalisé dans le cadre de la commission d'acquisition réunissant le Directeur des Musées et les Conservatrices, cheffes d'établissement des Musées concernés. Cette action s'intègre aussi dans une politique en faveur du patrimoine en contribuant à mettre en œuvre un plan d'enrichissement qui rend les collections conservées plus intelligibles auprès d'un public le plus large possible.

MAMCS

Christian Botale (né à Kinshasa en 1980, vit et travaille à Strasbourg)
Têtes des Hereros et des Samas, 2021, acrylique sur toile, 150 x 200 cm
Achat auprès de l'artiste, l'achat comprend la peinture ainsi qu'une performance en lien avec le tableau qui sera filmée et portée au dossier de l'œuvre pour un montant de 8 000 €.

Après avoir débuté un cursus à l'École des Beaux-Arts de Kinshasa au début des années 2000, Christian Botale intègre une école de journalisme avant d'être admis par équivalence à la Haute École des Arts du Rhin en 2009 dont il sortira diplômé avec les félicitations

du jury. Circulant entre plusieurs pratiques où le corps joue un rôle-clef (qu'il s'agisse de la performance, de la peinture ou de la sculpture), il retient celle qui lui semble la mieux à même de rendre compte de son propos, la question du récit étant un point central de son travail. Les récits, tus, oubliés ou indicibles participent de sa démarche qui « fait du chaos un outil de travail » pour reprendre les mots de celui qui a grandi sous la dictature de Mobutu. Traversé par l'histoire d'un pays marqué par un passé colonial puis par le joug d'un régime dictatorial, il est, au-delà de la République Démocratique du Congo, attaché aux récits qui font l'histoire et les mythes des sociétés africaines et de leurs échos européens. Il raconte ainsi comme décisif le choc de sa visite au *Musée Royal d'Afrique* de Tervuren près de Bruxelles où sont exposées parmi les plus emblématiques pièces de la culture du Congo. L'épisode le marque profondément dans sa construction artistique qui revisitera les danses traditionnelles, les fétiches *nkisi* ou évoquera les heures sombres d'un pays régi par le pouvoir militaire. La peinture de Christian Botale présente des têtes, des masques, des morceaux de personnages saisis dans une attitude énigmatique qui confine à la magie. Sur ce grand tableau se tiennent sur un fond vert vif des têtes étranges, déformées, grimaçantes, parfois à peine caractérisées par un sourire ou une paire de lunettes. Le titre descriptif nous oriente vers une lecture historicisée, celle du massacre en 1904, des Hereros et des Namas, peuples du Sud-Ouest africain, assassinés par milliers sur ordre de Lothar von Trotha, commandant des forces coloniales allemandes. Ce massacre à grande échelle (80 % de la population décimée) est considéré par certains historiens comme le premier génocide du XX^{e} siècle. Parmi les actes de barbarie perpétrés sur ordre du commandant allemand, les membres et les têtes coupés sont des actes fréquents, visant autant à tuer qu'à terroriser les populations. Ces têtes, Christian Botale leur donne des traits qui les individualisent et, ce faisant, leur confèrent une identité et une humanité qui leur avaient été refusées de leur vivant.

L'œuvre, plastiquement très forte, est également chargée d'un récit puissant et s'inscrit dans une histoire de la peinture contemporaine très présente dans la collection du MAMCS autour de l'artiste témoin de son temps et auteur d'une œuvre politiquement chargée (comme Jörg Immendorf et Wolf Vostell par exemple, dans le contexte de l'Allemagne après Seconde Guerre mondiale).

Jamila Wallentin (née en 1991 à Saint-Dié des Vosges, vit et travaille à Strasbourg)
Inertie, 2019
Installation, fils de coton mercerisé, bois de hêtre, avec le soutien de DMC Mulhouse.
Achat auprès de l'artiste pour 2 000 €.
De double culture franco-allemande, Jamila Wallentin a été formée à la Haute École des Arts du Rhin - où elle a reçu le prix du meilleur mémoire - et à l'Akademie der Bildenden Künste de Nuremberg. Maîtrisant pratique et théorie (elle a intégré le master critique-essais, écriture de l'art contemporain à la faculté des arts visuels de Strasbourg), elle développe une œuvre qui joue et implique le corps, non pas seulement de leur auteure mais aussi de ceux qui regardent son travail. Ainsi, Jamila Wallentin crée des sculptures, des objets, des installations qui sollicitent la répétition d'un geste (enrouler, filer, semer) et instaurent un dialogue toujours différent avec le public par le truchement de sculptures portatives, d'œuvres qui deviennent une trajectoire naturelle ou encore, comme avec Inertie, qui réagissent à la présence environnante. Inertie se présente sous la forme d'une cinquantaine d'objets évoquant les bobines de l'industrie textile. Maintenus

en suspension, ils oscillent à la moindre vibration et invitent les visiteurs au calme pour stabiliser l'effet de balancier auquel sont soumis les fragiles rouets. Œuvre sensible et contemplative, Inertie met en jeu à la fois une matière, une forme et une instabilité que l'artiste accueille dans toutes leurs possibilités, atténuant « la distinction qui peut être faite entre organisme et artefact » (Tim Ingold, Faire, Anthropologie, archéologie, art et architecture). Le public, marionnettiste de fortune, devient constitutif des évolutions de la pièce.
Observatrice de la matière, passionnée par l'histoire des techniques, Jamila Wallentin questionne l'intelligence de la main qui façonne, qui tanne, qui file et dont jaillissent des objets aux significations plurielles.

Résidente au Bastion 14, active sur le territoire, notamment via la manifestation transfrontalière « Regionale », elle n'a pas encore rejoint les collections publiques. Son travail sur la matière rejoint celui d'artistes tels que Léa Barbazanges, Joana Vasconcelos, Javier Perez, dont les œuvre sont conservées au MAMCS.

Élise Planhard (née en 1992 à Suresnes, vit et travaille à Strasbourg)
Allothis**,** 2018
Série de 5 céramiques (porcelaine, émaux, argiles, verre) aux dimensions variables (env. 50 x 40 cm chaque élément).
Achat auprès de l'artiste pour 6 000 €.

Diplômée de l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Lyon puis de la Haute École des Arts du Rhin, Élise Planhard a complété sa formation en s'initiant au travail de l'émail à l'Institut Européen des Arts de la Céramique à Guebwiller. Elle développe depuis une pratique de céramiste et réalise aussi de grands dessins au fusain. Dans cette installation dont le nom dérive du grec *Allothis*, qui signifie « ailleurs », elle s'inspire de photographies de piscines trouvées sur Internet et dans lesquelles elle crée des univers imaginaires : cloisons arrondies, escaliers ne menant à rien, esquisses de labyrinthe, ces *Allothis* se situent entre *architectones* de Malévitch (ces modèles en trois dimensions emblématiques du courant suprématiste) et architectures utopiques. Installées au mur, elles offrent un point de vue renversé sur leur sujet initial pour devenir de petites sculptures, de science-fiction et/ou de poésie. Lectrice de Michel Foucault et de ses *Hétérotopies*, de Jean-Paul Engélibert avec cette idée de « devenir autre dans un espace autre » (La Postérité de Robinson), Élise Planhard fait également sienne la série des Jardins d'Appartement de Raoul Dufy, qui, au milieu des années 1920, conçoit avec la complicité du céramiste Liorens Artigas ces curieux objets qui ne relèvent pas des catégories généralement admises (ni-maquette, ni-sculpture, ni-objet décoratif, elles sont tout à la fois). Cette réflexion sur la porosité entre les disciplines (beaux-arts, arts appliqués, architecture mais aussi littérature, philosophie et poésie) entre en résonnance avec deux artistes-phares de la collection du MAMCS : Hans Arp et Sophie Taeuber-Arp.

Active sur le territoire, le travail d'Élise Planhard figure déjà dans plusieurs collections publiques (Émbac, ville de Châteauroux, Artothèque de Strasbourg, Fonds Patrimonial de la Médiathèque André Malraux, mais avec des œuvres sur papier). L'entrée des Allothis dans les collections du MAMCS consacre la reconnaissance de sa pratique artistique dans le champ des arts du feu, pratique qu'elle a perfectionné en Alsace.

L'ensemble de ces œuvres a été soumise à la Commission Scientifique Régionale qui a émis un avis favorable à ces acquisitions.

Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration

Vincent Broquaire (né en 1986 à Strasbourg),
38 dessins originaux de scènes surréalistes.
Achat auprès de l'artiste pour 24 000 € avec cession de droits.

Vincent Broquaire a fait des études à l'Ecole des Beaux-Arts de Lorient puis à la HEAR, où il a obtenu le diplôme de l'atelier Communication graphique en 2010. Sa pratique explore aussi bien le film d'animation que la performance et le dessin de presse. Son œuvre graphique, sur feuilles libres comme dans des carnets d'esquisses, traite entre autres des rapports de la nature avec les nouvelles technologies et l'architecture contemporaine, et ne cesse de placer l'être humain au centre de ces préoccupations.

Le style graphique pour lequel le dessinateur a opté est très sobre, presque minimaliste : il use d'une technique réduite à l'essentiel, l'encre de Chine tracée au feutre. Son univers, très contemporain, n'est pas sans évoquer celui des dessinateurs satiriques de la seconde moitié du XXe siècle dont le modèle était Saul Steinberg, et plus particulièrement celui de Folon dans les années 1950 et 1960.
Le projet d'acquisition porte sur 38 dessins originaux, qui font partie d'une série. La majorité d'entre eux a été publiée dans un livre intitulé *Suites*. L'artiste évoque à propos de ces dessins, « des scènes surréalistes », qui sont aussi proches de la science-fiction.

Juliette Etrivert (née en 1989)
Série de dessins
Achat auprès de l'artiste pour 6 000 €.

Juliette Etrivert a grandi à Toulouse et après avoir intégré l'Ecole Estienne à Paris, a suivi l'enseignement de l'atelier d'illustration de la HEAR. Elle a présenté ses dessins au Musée Tomi Ungerer en 2016, dans une exposition collective consacrée à la collaboration d'illustrateurs de la HEAR avec le *New York Times*. Au même titre que Marion Duval et Camille Plumecock, Juliette Etrivert appartient à la nouvelle génération d'illustratrices qui abordent avec une grande liberté des styles et des thèmes parfois très diversifiés. Ses aventures fantastiques et ses fictions fantaisistes sont l'occasion de tourner en dérision des anecdotes issues du réel.. Les registres graphiques qu'elle a explorés jusqu'à présent sont l'illustration pour la presse, le livre pour enfants, l'affiche.

Le projet d'acquisition porte sur des dessins représentatifs de ces différents registres, et montre l'évolution de l'illustratrice entre 2008 et 2020 :
- une série de 5 illustrations à la plume et à l'encre de Chine sur papier aquarelle, « Monsters make Jokes », sur les thèmes « Fonds marins », « Le Grand Canyon », « The Underground », « La Jungle », « L'Eruption volcanique » en 2008,

- 4 esquisses préparatoires à l'acrylique noire sur feuille de triacétate pour une illustration dans *The New York Times* du 26 août 2012, « Bikram Yoga and Anxiety » : elles composent les différentes couches de couleurs originales qui ont ensuite été assemblées et colorées numériquement pour la version finale,
- un dessin original à la peinture acrylique sur papier pour l'affiche, « 2001, L'Odyssée Énergétique » un festival de films sur l'écologie de l'association FREDD, en 2015,
- 2 croquis à l'encre de Chine, un croquis au crayon, la version sérigraphiée deux couleurs (violet et or) de l'affiche pour la revue Super Image #5 du collectif Horstaxes en partenariat avec le CEAAC, « Culotta », 2019,
- un dessin à l'encre et un croquis au crayon pour *Le Monde*, « Tout plaquer pour une vie plus simple », 2020.

L'ensemble des œuvres destinées au Musée Tomi Ungerer – Centre international de l'Illustration - sont en attente de l'avis favorable de la Délégation Permanente de la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré
autorise

pour le MAMCS, l'achat des œuvres de :
- *« Têtes des Hereros et des Samas », 2021, toile de Christian Botale, achat auprès de l'artiste, l'achat comprend la peinture ainsi qu'une performance en lien avec le tableau qui sera filmée et portée au dossier de l'œuvre pour un montant de 8 000 €,*
- *installation de Jamila Wallentin « Inertie », 2019, achat auprès de l'artiste pour 2 000 €,*
- *série de 5 céramiques d'Élise Planhard « Allothis », 2018, achat auprès de l'artiste pour 6 000 €,*

pour le musée Tomi Ungerer – Centre international de l'illustration l'achat des œuvres de :
- *un ensemble de 38 dessins de Vincent Broquaire, pour un montant de 24 000 €,*
- *un ensemble de dessins de Juliette Etrivert, pour un montant de 6 000 €,*

décide

l'imputation des dépenses pour les acquisitions des œuvres du MAMCS et du musée Tomi Ungerer pour un montant de 46 000 € sur les crédits disponibles sous AU12 programme 82 nature 2161 « acquisitions et restauration des collections pour les musées » du budget 2021,

autorise

la Maire ou son·sa représentant·e d'effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de ces décisions et l'autorise à signer tous documents y relatifs.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142041-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

21

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Accord-cadre de restauration des œuvres des collections des musées de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1094

Pour la restauration des collections appartenant aux Musées de la ville de Strasbourg, le service des musées dispose d'un budget de restauration annuel de 115 000 € TTC, complété de subventions et de mécénats potentiels.

Le choix des opérations à réaliser sur les collections est arbitré annuellement et correspond à des besoins de mises en exposition, de valorisation ou de conservation des collections.

Chaque opération programmée fait l'objet de consultations spécifiques qui sont soumises aux règles de la commande publique.

Par ailleurs, pour les expositions organisées par le service des Musées, le contrôle des collections empruntées qui prend la forme d'un constat d'état, est souvent réalisé par des prestataires extérieurs agissant sous contrat.

Afin de gérer au mieux les besoins en matière de restauration des collections muséales, il est proposé de recourir à la procédure de passation d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande pour ces différentes prestations.

Cette procédure est la plus adaptée aux besoins, elle permet de sélectionner un prestataire sur la base d'un cahier des charges exhaustif et d'établir un contrat à exécutions successives pour lequel le prix et les prestations sont préalablement déterminés.

Cet accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sera alloti afin de répondre aux besoins des typologies de collections présentes au sein des Musées de la Ville ou présentes dans les œuvres et objets empruntés pour le besoin des expositions. Par ailleurs, il désignera un titulaire pour chacune des typologies. Enfin, il constitue un outil d'achat performant et offre une réactivité recherchée.

Un montant maximum des commandes annuelles sera défini pour chacun des lots. Ce montant qui fixe une limite des dépenses possibles dans chacune des typologies permet

aux candidats d'apprécier leur capacité à exécuter les obligations découlant de l'accord-cadre.

	Prestation	Montant maximal annuel
1	Arts graphiques et livres	30 000 € TTC
2	Photographie (ancienne / moderne / contemporaine)	20 000 € TTC
3	Peintures ancienne et moderne	120 000 € TTC
4	Sculptures (bois, pierre, plâtre, terre, polychromie)	50 000 € TTC
5	Art contemporain	30 000 € TTC
6	Arts du Feu (céramique et verre)	10 000 € TTC
7	Vitrail	10 000 € TTC
8	Mobiliers	50 000 € TTC
9	Ethnographie	10 000 € TTC
10	Métal (historique, archéologique)	30 000 € TTC
11	Conservation préventive / Veille sanitaire	10 000 € TTC
12	Naturalia	20 000 € TTC
13	Anthropologie	10 000 € TTC
14	Textiles	50 000 € TTC
15	Constats d'état	20 000 € TTC

La conclusion et la signature des bons de commande seront conditionnées par le vote des crédits correspondants.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de l'inscription des crédits au budget, le lancement d'une consultation en vue de la passation, pour une année renouvelable trois fois, d'un marché à prix unitaire relatif à la restauration des collections appartenant aux Musées de la ville de Strasbourg selon une procédure formalisée prévue aux articles L2124-1 et suivants du Code de la commande publique, selon les lots suivants :

	Prestation	***Montant maximal annuel***
1	*Arts graphiques et livres*	*30 000 € TTC*
2	*Photographie (ancienne / moderne / contemporaine)*	*20 000 € TTC*
3	*Peintures ancienne et moderne*	*120 000 € TTC*
4	*Sculptures (bois, pierre, plâtre, terre, polychromie)*	*50 000 € TTC*
5	*Art contemporain*	*30 000 € TTC*
6	*Arts du Feu (céramique et verre)*	*10 000 € TTC*

7	*Vitrail*	*10 000 € TTC*
8	*Mobiliers*	*50 000 € TTC*
9	*Ethnographie*	*10 000 € TTC*
10	*Métal (historique, archéologique)*	*30 000 € TTC*
11	*Conservation préventive / Veille sanitaire*	*10 000 € TTC*
12	*Naturalia*	*20 000 € TTC*
13	*Anthropologie*	*10 000 € TTC*
14	*Textiles*	*50 000 € TTC*
15	*Constats d'état*	*20 000 € TTC*

décide

l'inscription des dépenses, estimées annuellement au maxima à 200 000 € TTC tous lots confondus, pour la restauration des collections des musées de la Ville à imputer sur les lignes AU12, prog. 82 – nature 2316,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à lancer les consultations, à prendre toutes les décisions relatives, à signer et à exécuter les accords-cadres ainsi que les bons de commande et avenant éventuel en résultant.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142003-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

22

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions socle aux écoles de musique associatives de Strasbourg.

Numéro V-2021-1625

L'attribution de subventions aux écoles de musique associatives de Strasbourg s'inscrit dans le cadre de :

- la délibération du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle pour Strasbourg qui entend notamment légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique de Strasbourg ;
- la délibération du 21 juin 2021 relative à la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur qui réaffirme le soutien aux écoles de musique.

Les pratiques artistiques en amateur s'inscrivent au cœur des enjeux sociétaux actuels. Elles favorisent le développement de la personne, la participation active à la vie artistique et culturelle de la cité, l'implication citoyenne, la diversité sociale et intergénérationnelle et le bien-vivre ensemble sur le territoire. Elles permettent par ailleurs d'apporter des propositions en termes d'équité territoriale et sociale.

Riche d'un réseau de 17 écoles de musique associatives, la pratique musicale en amateur tient une place importante à Strasbourg et fait partie du quotidien de nombreux.ses concitoyen.ne.s qui partagent leur passion avec leur entourage ou avec leurs proches. Les écoles de musique y contribuent fortement en offrant un cadre d'exercice de la pratique en amateur, centré sur l'apprentissage et sur l'épanouissement des élèves de tout âge.
Pendant l'année scolaire 2020–2021, les 17 écoles de musique de Strasbourg ont enseigné cet art à plus de 3 500 élèves.

La ville de Strasbourg soutient financièrement les écoles de musique par :

- une subvention dite « socle » de fonctionnement,
- des subventions d'aide aux projets,
- des subventions pour favoriser l'inscription des personnes les plus défavorisées (aides solidaires à la pratique musicale).

La présente délibération propose le versement de la subvention « socle » calculée pour l'année 2022 à partir de critères objectifs co-définis avec les écoles de musique et permettant d'assurer une équité de traitement entre les établissements : nombre

d'élèves ; nombre d'heures de cours individuels hebdomadaires ; nombre d'heures de cours collectifs hebdomadaires ; nombre d'heures de direction hebdomadaires salariées ; nombre d'heures de secrétariat hebdomadaires salariées.

Les montants des subventions présentés ci-dessous ont été calculés automatiquement à partir de ces critères.

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2022 de la Ville, il est proposé d'allouer les subventions suivantes aux écoles de musique :

Ecole de musique 2022	Subvention socle N-1	Subvention socle 2022
ADEMSC - Association pour le développement de l'école de musique Centre	114 832 €	113 916 €
AMC Cronenbourg - Association Musicale et Culturelle de Cronenbourg	74 650 €	80 626 €
Association Musicale et Culturelle du Neuhof-Stockfeld	21 300 €	18 652 €
CSC ARES - Association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg	97 887 €	106 228 €
CEMCR - Centre d'Education Musicale et Culturel de la Robertsau	38 513 €	35 558 €
CMK - Centre Musical de la Krutenau	108 961 €	112 605 €
CSC Elsau	26 188 €	23 459 €
CSC Fossé des Treize	57 501 €	49 102 €
CSC Hautepierre	29 635 €	28 556 €
CSC Koenigshoffen	50 239 €	52 454 €
CSC Montagne Verte	29 747 €	26 048 €
CSC Neudorf	69 887 €	71 922 €
CSC Neuhof	62 017 €	67 327 €
Ecole de musique de Pôle Sud	46 325 €	50 149 €
Ecole de musique de l'Harmonie Caecilia	20 318 €	21 747 €
Ecole de musique Saint Thomas	118 642 €	119 846 €
Le Pélican Musicien	43 586 €	47 845 €
TOTAL	**1 010 228 €**	**1 026 040 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution au titre de l'exercice 2022, pour un montant à hauteur de 1 026 040 €, des subventions « socle » en faveur des écoles de musique suivantes :

Ecole de musique	*Subvention socle*
ADEMSC - Association pour le développement de l'école de musique Centre	*113 916 €*
AMC Cronenbourg - Association Musicale et Culturelle de Cronenbourg	*80 626 €*
Association Musicale et Culturelle du Neuhof-Stockfeld	*18 652 €*
CSC ARES - Association des Résidents de l'Esplanade de Strasbourg	*106 228 €*
CEMCR - Centre d'Education Musicale et Culturel de la Robertsau	*35 558 €*
CMK - Centre Musical de la Krutenau	*112 605 €*
CSC Elsau	*23 459 €*
CSC Fossé des Treize	*49 102 €*
CSC Hautepierre	*28 556 €*
CSC Koenigshoffen	*52 454 €*
CSC Montagne Verte	*26 048 €*
CSC Neudorf	*71 922 €*
CSC Neuhof	*67 327 €*
Ecole de musique de Pôle Sud	*50 149 €*
Ecole de musique de l'Harmonie Caecilia	*21 747 €*
Ecole de musique Saint Thomas	*119 846 €*
Le Pélican Musicien	*47 845 €*
Total	*1 026 040 €*

les crédits nécessaires, seront inscrits au budget primitif de la ville de Strasbourg sous la fonction 311, nature 6574, activité CU01B, au titre de l'exercice 2022, dont le prévisionnel avant le présent Conseil est de 1 273 000 €.

autorise

le Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières relatives à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142013-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

23

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Passation de marchés publics pour des prestations de conception et réalisation de campagnes de communication de la direction de la culture pour les besoins de la ville de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre Dame. Conclusion d'une convention de groupement de commandes entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame.

Numéro V-2021-1628

Pour assurer la communication institutionnelle et des actions qu'elles mettent en œuvre, la Direction de la culture et la Fondation de l'Œuvre Notre Dame ont besoin de faire appel à une agence de communication. Au regard du besoin en matière de communication pour l'ensemble de la collectivité, le prestataire sera désigné à l'issue d'une procédure formalisée de publicité et de mise en concurrence. En outre, la forme du marché retenue est un accord-cadre à bons de commande avec un seul titulaire, d'une durée d'un an renouvelable trois fois pour les montants suivants :

Pour la Ville de Strasbourg :

	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
Communication de la culture Ville de Strasbourg	15 000 € HT	180 000 € HT	80 000 € HT

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre Dame :

	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle
Communication de la culture Fondation de l'Œuvre Notre Dame	500 € HT	10 000 € HT	2 000 € HT

Afin de mutualiser cette activité de communication, il convient également de conclure une convention de groupement de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg. La ville de Strasbourg sera coordonnatrice du groupement de commandes pour les accords-cadres ci-après :

Intitulé des différents marchés	Minimum annuel	Maximum annuel	Estimation annuelle en € HT
Communication de la culture Ville de Strasbourg	15 000 € HT	180 000 € HT	80 000 € HT
Communication de la culture Eurométropole de Strasbourg	5 000 € HT	60 000 € HT	20 000 € HT
Communication de la culture Fondation de l'Œuvre Notre-Dame	500 € HT	10 000 € HT	2 000 € HT

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

Pour la ville de Strasbourg :

- *la constitution d'un groupement de commandes entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pour la passation d'un accord cadre à bons de commande ayant pour objet la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques, dont la ville de Strasbourg est coordinatrice,*

- *la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, susceptible d'être alloti, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, relatif à la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques pour la Direction de la culture, en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour les montants suivants :*

Intitulé des différents marchés	***Minimum annuel***	***Maximum annuel***	***Estimation annuelle***
Communication de la Culture Ville de Strasbourg	*15 000 € HT*	*180 000 € HT*	*80 000 € HT*
Communication de la Culture Eurométropole de Strasbourg	*5000 € HT*	*60 000 € HT*	*20 000 € HT*
Communication de la Culture Fondation de l'Œuvre Notre Dame	*500 € HT*	*10 000 € HT*	*2 000 € HT*

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame :

- *la constitution d'un groupement de commandes entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pour la passation d'un accord cadre à bons de commande ayant pour objet la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques, dont la Ville de Strasbourg est coordinatrice,*

- *la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, susceptible d'être alloti, pour une durée d'un an renouvelable trois fois, relatif à la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques pour la Fondation en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique pour les montants suivants :*

Intitulé des différents marchés	***Minimum annuel***	***Maximum annuel***	***Estimation annuelle***
Communication de la Culture ville de Strasbourg	*15 000 € HT*	*180 000 € HT*	*80 000 € HT*
Communication de la Culture Eurométropole de Strasbourg	*5000 € HT*	*60 000 € HT*	*20 000 € HT*
Communication de la Culture Fondation de l'Œuvre Notre Dame	*500 € HT*	*10 000 € HT*	*2 000 € HT*

autorise

Pour la Ville, la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention constitutive de groupement de commandes avec l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame relative à la passation et l'exécution d'un accord-cadre ayant pour objet la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques pour la Direction de la culture, dont la ville de Strasbourg est coordinatrice ;*

- *à signer le marché relatif à la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques pour la Direction de la culture et à prendre toutes les décisions et avenants éventuels nécessaires à l'exécution du marché.*

Pour la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, la Maire, en sa qualité d'administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ou son-sa représentant-e :

- *à signer la convention constitutive de groupement de commandes avec la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg relative à la passation et l'exécution d'un accord-cadre ayant pour objet la conception et la réalisation de campagnes de communications thématiques pour la Direction de la culture, dont la ville de Strasbourg est coordinatrice.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142034A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Eurométropole de Strasbourg	Ville de Strasbourg	Fondation de L'Œuvre Notre-Dame

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville, l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Conclusion d'un accord-cadre relatif à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communications pour la Culture

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de la délibération du conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021,

et

La ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application de la délibération du conseil municipal du 13 décembre 2021,

et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Administratrice, agissant en application de la délibération du 13 décembre 2021,

Il est prévu **un groupement de commandes** pour le lancement d'accords-cadres relatifs à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communications thématiques

SOMMAIRE

Préambule 3
Article 1 : Constitution du groupement 3
Article 2 : Objet du groupement 3
Article 3 : Organes du groupement 4
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur 5
Article 5 : Responsabilité 5
Article 6 : Fin du groupement 5
Article 7 : Règlement des différends entre les parties 6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la ville de Strasbourg, de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame. Le groupement de commandes associe les deux collectivités et l'établissement sous la coordination de la ville de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les trois partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom et pour le compte de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce texte, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel, de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame un groupement de commandes régi par le Code de la commande publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désigné "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatifs à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communication thématiques.

Le marché sera lancé selon une procédure formalisée en application des articles L. 2124-2, R 2161-2 à R 2161-5 du Code de la commande publique. Conformément aux dispositions des articles L 2125-1 1° et R. 2162-1 et suivants, il s'agit d'un accord-cadre avec montants minimums et montants maximums.

Ville de Strasbourg

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Communication de la Culture Ville de Strasbourg	15 000 € HT	180 000 € HT	80 000 € HT

Eurométropole de Strasbourg

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Communication de la Culture Eurométropole de Strasbourg	5 000 € HT	60 000 € HT	20 000 € HT

Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Intitulé des différents marchés	Montants minimum annuels en € H.T.	Montants maximum annuels en € H.T.	Montants estimatifs annuels en € H.T.
AO Communication de la Culture Fondation de l'Œuvre Notre-Dame	500 € HT	10 000 € HT	2 000 € HT

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ont convenu de désigner la ville de Strasbourg en qualité de coordinatrice en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, au nom et pour le compte des autres membres du groupement, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

La commission d'appels d'offres de la ville de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom et pour le compte des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée,
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation,
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres,
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...),
- de communiquer, le cas échéant, à l'Eurométropole de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne,
- de signer et de notifier les marchés,
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la commande publique,
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle,
- de négocier et conclure, au nom et pour le compte de l'Eurométropole et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame les avenants qui seraient nécessaire à l'exécution des accords-cadres,
- de prendre toute mesures coercitive prévue par les accords-cadres en cas de difficulté d'exécution et le cas échéant de mener toute procédure de résiliation au nom et pour le compte des autres membres de l'Eurométropole et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée l'Eurométropole de Strasbourg et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame sur les conditions de déroulement de la procédure en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

Sans objet.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin aux termes du contrat conclu sur la base du groupement.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole

Pia IMBS

La Maire de la ville de Strasbourg,
par délégation

Christian BRASSAC

L'administratrice de la Fondation
de l'Œuvre Notre-Dame

Jeanne BARSEGHIAN

24

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions en faveur des pratiques artistiques en amateur et des projets en direction du développement des publics.

Numéro V-2021-1624

Dans le cadre des crédits inscrits au budget 2021, il est proposé d'attribuer les subventions suivantes pour la mise en œuvre de projets culturels. Ces propositions s'inscrivent dans le cadre de :

- la délibération du 14 décembre 2020 relative au cadre de la politique culturelle de la Ville qui entend notamment légitimer la place et le rôle de la pratique en amateur comme moteur et acteur de la vitalité de l'écosystème artistique strasbourgeois et intégrer les habitants.es dans les temps forts de la vie culturelle en encourageant les formes participatives ;
- la délibération du 21 juin 2021 sur la politique de soutien aux pratiques artistiques en amateur qui vise à développer le tissu artistique local et la création et œuvrer pour l'épanouissement et la bonne santé physique et mentale de chacun.e. Elle prévoit ainsi le soutien financier notamment aux associations qui ont une forte ambition artistique et ont recours à des professionnel.les, celles qui participent de l'équité et du dynamisme territorial, celles qui œuvrent à l'élargissement des publics ainsi que tous les projets impliquant des publics dits « éloignés » de la culture et comportant une dimension intergénérationnelle ou interculturelle, et celles qui favorisent l'émergence, l'aide à la professionnalisation des jeunes artistes en leur offrant des premières expériences artistiques ;
- la délibération du 20 septembre 2021 portant la mise en place d'un plan de soutien à la reprise d'activité des pratiques artistiques en amateur suite à la crise sanitaire.

PRATIQUES EN AMATEUR ET PROJETS EN DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES PUBLICS

Cœur de clown	**5 000 €**

Créée en 1998, l'association Cœur de Clown a pour objet l'intervention de comédien.ne.s formé.e.s à l'art du clown en direction d'enfants hospitalisés, de personnes âgées, de personnes souffrant d'un handicap mental ou moteur ainsi que toute personne en milieu spécialisé dans les services de longue durée. Les artistes de l'association Cœur de Clown ont ainsi souhaité s'inviter au sein de six EHPAD de Strasbourg, à raison d'une intervention d'une demi-journée par mois dans chaque structure. Les interventions seront encadrées par

deux comédiens professionnels. L'objectif de ces interventions est de créer une relation privilégiée avec chacun des résidents, de permettre un nouvel espace d'expression, de découvrir une forme artistique et de leur permettre de trouver une certaine légèreté. Au-delà de la simple présence de clowns, les artistes proposeront aux résidents, à leur famille mais aussi au personnel de l'Ehpad un atelier d'expression clownesque. Ce temps fort sera l'occasion pour les participants d'explorer leur imaginaire et leur créativité et le partager au sein d'un groupe. Par le biais de l'improvisation, par les jeux autour du langage et du mouvement, les participants pourront ainsi s'essayer à l'art du clown.

Tôt ou t'Art	**24 000 €**

La ville de Strasbourg apporte son soutien financier à l'association Tôt ou T'Art à hauteur de :

- 19 000 € dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs 2020-2022. Les objectifs énoncés dans la convention sont :
  - animer, qualifier, valoriser le réseau des structures strasbourgeoises du réseau Tôt ou T'art ;
  - développer l'accessibilité de l'offre culturelle auprès des personnes accompagnées par une structure sociale, médico-sociale ou d'insertion professionnelle ;
  - consolider le pôle d'expertise des projets culture et solidarité ;
  - opérer une transformation de la gouvernance de Tôt ou T'art pour aller vers plus de coopération au sein du réseau.

- 5 000 € pour l'édition d'un magazine intitulé « Changer de regard », à l'occasion de ses 20 ans. Distribué aux élu.e.s, directeur.rice.s de structures culturelles et médico-sociales, éducateur.rice.s spécialisé.e.s, travailleur.euses sociaux et médiateur.rices culturel.les, il présentera des projets culturels à visée sociale inspirants à Strasbourg, et en Alsace, autour de différentes disciplines artistiques et proposera des réflexions de fond notamment sur l'impact de l'art sur la santé, sur les notions de droits culturels et de l'art comme moteur de transformation sociale. Il s'agit aussi de valoriser les initiatives strasbourgeoises où structures culturelles et structures sociales contribuent à la participation des personnes les plus fragiles à la vie culturelle.

Théat'reis	**4 500 €**

Construit initialement sur une durée de trois années (2019 à 2021) sur le quartier des Poteries, le projet « D'hier à demain, Paroles de contes – An 3 bis », reconduit en 2022, s'appuie sur le conte, comme outil de transmission. Le projet sera décliné en :

- différents temps d'initiation et de rencontres avec la pratique lors de stages, de rencontres des publics des partenaires sur leur propre temps d'accueil (aide aux devoirs, café des aînés, jardin partagé, etc.) et de manifestations et évènements du territoire,
- ateliers théâtre gratuits pour enfants et ados « les p'tits comédiens », les mercredis et adultes « Au petit théâtre de la lecture »,
- Une production de spectacle portée par les artistes à destination des participants et des rencontres et échanges entre partenaires locaux autour du développement culturel.

Orchestre du Rhin	**130 000 €**

6è édition du concert participatif porté par l'Orchestre du Rhin qui propose à un millier de chanteurs amateurs (dont 300 élèves de quartiers prioritaires de la ville) de se retrouver

lors d'un grand concert en juin 2022 autour des œuvres chorales populaires extraites des plus grands opéras (Carmen, Traviata, La Chauve-Souris, Turandot).
Une douzaine d'ateliers répartis sur la saison permettront de préparer ce concert. Un concert intermédiaire sera programmé à mi-saison. Des ateliers virtuels sont également proposés, pour certains en direct de l'Opéra du Rhin, permettant ainsi à des chanteurs amateurs de participer en dehors de Strasbourg.
Le concert final sera programmé au Zénith le samedi 18 juin 2022, avec un orchestre et des solistes professionnels.

APACA Graine de cirque	**52 000 €**

Graine de cirque est une école de cirque de loisirs proposant au long de l'année des ateliers et stages de pratique tous publics : adultes, enfants (dont scolaires), personnes en situation de handicap et publics en milieu carcéral. L'association dispose de trois chapiteaux dont un dédié aux spectacles de l'école et à l'accueil des résidences de compagnies professionnelles. 2020 a été une année difficile en raison de l'absence de cours. L'association souhaite mettre l'accent sur l'accompagnement de la création ainsi que sur les activités de loisirs. L'association accueille régulièrement du public scolaire, et travaille avec une dizaine de structures accueillant des personnes en situation de handicap. Elle accompagne par ailleurs à la professionnalisation des jeunes artistes

AIDES À LA REPRISE DES PRATIQUES ARTISTIQUES EN AMATEUR

Les projets suivants sont soutenus dans le cadre du fonds de soutien à la reprise des activités de la pratique en amateur.
Le contexte sanitaire que nous connaissons depuis mars 2020 a mis à l'arrêt les activités des associations proposant des pratiques artistiques en amateur. Le secteur culturel dans son ensemble a été particulièrement impacté et les pratiques artistiques en amateur ont été les « oubliées » des différentes mesures, absentes des décrets ainsi que des plans de reprise.

Le plan de soutien pour la reprise d'activité des pratiques artistiques en amateur est proposé pour répondre à des situations fragilisant particulièrement les associations, et les aider à retrouver leurs membres et de nouveaux publics pour pratiquer un art, suite à cette longue période d'arrêt. Le fonds est doté d'une enveloppe de 100 000 € et le montant maximum qui peut être accordé à chaque projet est de 5 000 €.

Nous proposons de soutenir dans ce cadre 27 projets pour un montant allant de 500 à 5 000 €.

La Lolita	**5 000 €**

Soutien à l'association dans le cadre de la reprise de l'activité, des spectacles et des missions de l'association, notamment la pratique du théâtre d'improvisation. La mise en place d'un plan de formation ambitieux avec des professionnels et la recherche de nouveaux lieux.

Chœur de chambre de l'université de Strasbourg	**1 500 €**

Soutien aux concerts des choristes : Europe de l'Est, musique vocale a cappella - savante et populaire.

West Coast Connexion	**4 000 €**

Stages intensifs de danse de West Coast swing et manifestations culturelles (soirées, flashmob, festival) pour promouvoir cette danse.

Gospel Kids	**2000 €**

Soutien à l'activité des choristes : « Chantons en chœur pour un monde meilleur ».

Ballade	**5 000 €**

Soutien aux ateliers de musique : « la ballade des liens sociaux »

Espace K	**4 000 €**

Ateliers de pratique artistique théâtrale avec les habitants du quartier : « ateliers croisés ».

Shivano Co	**4 000 €**

Ateliers de pratique artistique chorégraphique à destination d'étudiant.es dans le cadre d'une résidence de création « Man's Madness » à l'Université de Strasbourg.

Collegium vocale Strasbourg Ortenau (CVSO)	**2 000 €**

Préparation des choristes et interprétation d'œuvres chorales pour chœur, solistes et orchestre en partenariat avec un chœur allemand (Sing Académie Ortenau) des deux côtés du Rhin.

Les tréteaux de Port Royal	**500 €**

Reprise des représentations des « Physiciens » de Friedrich Dürrenmatt auprès du grand public avec des ateliers pédagogiques pour un public jeune.

Chœur philharmonique	**5 000 €**

Accompagnement de la reprise d'activité du chœur : sessions complémentaires de technique vocale, production d'une répétition publique, mise en place d'une communication spécifique.

Collectif Trois.14, collectif de théâtre amateur de Strasbourg	**4 000 €**

Aide à la reprise du festival Théâtralis notamment la communication.

La maison théâtre	**4 400 €**

Atelier de pratique théâtrale hebdomadaire supplémentaire nécessitant une salle et la location d'une salle pour les stages en périodes scolaires.

Chorale Voix Si Voix La	**1 500 €**

Nouvelle saison de la chorale.

Orchestre Universitaire de Strasbourg	**4 000 €**

Reprise des activités de l'orchestre universitaire de Strasbourg.

Orchestre symphonique des jeunes	**1 200 €**

Promotion de l'association et des concerts afin de pouvoir recruter de nouveaux musiciens bénévoles et reconstituer les pupitres pour relancer l'activité.

CIRA	**5 000 €**

Reprise de l'activité du CIRA (Centre international de rencontres artistiques) autour d'ateliers hebdomadaires, stages de danse et évènements avec un enjeu fort pour cette rentrée de communiquer sur un nouveau lieu : implantation du CIRA STUDIO à la Meinau.

Ad'Libitum	**2 200 €**

Reprise des activités du chœur Ad'Libitum avec la recherche d'un nouveau lieu (répétitions interrompues en maison de retraite).

Les toiles des deux mains	**4 800 €**

Instants musicaux et poétiques et actions pour les publics « éloignés » afin de redonner goût au spectacle vivant avec « Les sons nambules, histoires à dormir debout ».

Sun Gospel Singers	**5 000 €**

Création d'un nouveau site internet pour favoriser de nouvelles adhésions.

Compagnie Dounya	**5 000 €**

Création artistique (théâtre et danse) impliquant les élèves : permettre à des personnes ayant une pratique en amateur régulière de se frotter à la création artistique.

Compagnie WATT	**5 000 €**

Les journées WATT proposent des cours et ateliers de promotion et de découverte de danses urbaines.

Hipso Facto	**2 400 €**

Projet « Musiques sans frontières » : échanges pédagogiques franco-allemands entre les orchestres d'harmonie Hipso facto et celui de Bad Peterstal-Griesbach (Bade-Wurtemberg).

Karaïb'Vibe	**2 500 €**

Reprise avec des stages et ateliers de percussions et de danse pour la promotion des danses et cultures des Antilles.

Tudo Bom	**5 000 €**

Orchestre de percussions brésiliennes (batucada) et développement des activités par des cours de danse brésilienne pour les intégrer à l'orchestre.

Chœur St Guillaume	**5 000 €**

Reprise après 19 mois d'arrêt nécessitant un travail technique vocal particulier, des répétitions supplémentaires et une opération de communication spécifique (médias presse et radios)

Graine de cirque	**5 000 €**

Accompagnement de la reprise des activités.

Théâtre alsacien de Strasbourg	**5 000 €**

Actions de communication pour les spectacles de la saison avec diffusion médias.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution des subventions ci-après :

Cœur de clown	*5 000 €*
Tôt ou t'Art	*24 000 €*
Théat'reis	*4 500 €*
Orchestre du Rhin	*130 000 €*
APACA Graine de cirque	*52 000 €*

l'attribution des subventions ci-après pour l'aide à la reprise des pratiques en amateur :

La Lolita	*5 000 €*
Chœur de chambre de l'université de Strasbourg	*1 500 €*
West Coast Connexion	*4 000 €*
Gospel Kids	*2 000 €*
Ballade	*5 000 €*
Espace K	*4 000 €*
Shivano Co	*4 000 €*
Collegium Vocale Strasbourg Ortenau	*2 000 €*
Les tréteaux de Port Royal	*500 €*
Chœur Philharmonique de Strasbourg	*5 000 €*
Collectif Trois.14	*4 000 €*
La Maison théâtre	*4 400 €*
Chorale Voix-Si Voix-La	*1 500 €*
Orchestre universitaire de Strasbourg	*4 000 €*
Orchestre symphonique des jeunes	*1 200 €*
CIRA	*5 000 €*
Ad'Libitum	*2 200 €*
Les toiles des deux mains	*4 800 €*
Sun gospel Singers	*5 000 €*

Dounya	*5 000 €*
Compagnie Watt	*5 000 €*
Hispo Facto	*2 400 €*
Karaïb'Vibe	*2 500 €*
Tudo Bom	*5 000 €*
Chœur Saint Guillaume	*5 000 €*
Graine de cirque	*5 000 €*
Théâtre alsacien de Strasbourg	*5 000 €*

les propositions ci-dessus représentent une somme de 315 500 € à imputer sur les crédits ouverts sous CU01G – fonction 33 – nature 6574 – programme 8087 du budget 2021.

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142010A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

AIDE A LA REPRISE DES PRATIQUES ARTISTIQUES EN AMATEUR

Appel à projets lancé suite au Conseil municipal du 20 septembre 2021

Dépôt des candidatures cloturé le 05 octobre 2021

Associations domiciliées à Strasbourg / Montant maximum 5000 €

ASSOCIATIONS	Intitulé du "projet"	Montant demandé	Montant validé
LA LOLITA	Remobilisation de l'association en vue de la reprise de l'activité, des spectacles et des missions pour lesquels l'association recherche des financements	5 000	5 000
CHŒUR DE CHAMBRE UNIVERSITE STRASBOURG	Concerts : Europe de l'Est, musique vocale a cappella - savante et populaire	1 500	1 500
WEST COAST CONNECTION	Stages intensifs de danse et festival	5 000	4 000
GOSPEL KIDS	Soutien pour remobilisation des choristes	5 000	2 000
BALLADE	Ballade des liens sociaux : nouveaux ateliers	8 000	5 000
ESPACE K	Nouveaux ateliers	5 000	4 000
SHIVANO CO	Ateliers avec le public étudiant	5 000	4 000
COLLEGIUM VOCAL STRASBOURG ORTENAU	Préparation et interprétation d'oeuvres chorales pour choeur, solistes et orchestre en partenariat avec un choeur allemand (Sing Académie Ortenau) des 2 côtés du Rhin	2 000	2 000
LES TRETEAUX DE PORT ROYAL	Le théâtre au service de l'éthique civique	500	500
CHŒUR PHILHARMONIQUE	Plan de relance du Choeur philharmonique de Strasbourg	5 000	5 000
COLLECTIF TROIS.14	Aide à la reprise d'activité du festival THEATRALIS 2021	4 000	4 000
LA MAISON THEATRE	Location d'une salle pour un atelier hebdomadaire et stages théâtre	4 400	4 400
CHORALE VOIX SI VOIX LA	Remettre en route pour cette nouvelle saison l'activité de notre chorale	1 500	1 500
ORCHESTRE UNIVERSITAIRE DE STRASBOURG	Reprise des activités de l'Orchestre Universitaire de Strasbourg	4 000	4 000
ORCHESTRE SYMPHONIQUE DES JEUNES	Promotion de l'association et des concerts afin de pouvoir recruter de nouveaux musiciens bénévoles et ainsi reconstituer les pupitres pour relancer l'activité.	1 200	1 200
CIRA	La Rentrée septembre 21 du CIRA Communication sur un nouveau lieu	5 000	5 000
AD LIBITUM	Rentrée et nouveaux lieux à trouver	2 200	2 200
LES TOILES DE DEUX MAINS	Les sons nambules, histoires à dormir debout action pour les publics éloignés	4 800	4 800
SUN GOSPELS SINGERS	Remobilisation avec site internet en création	5 000	5 000
DOUNYA	Création avec les élèves de la compagnie	10 000	5 000
CIE WATT	Les journées WATT : cours et ateliers de promotion et de découverte de danse	5 000	5 000
HIPSO FACTO	Musiques sans frontières : échanges pédagogiques franco-allemand	2 400	2 400
KARAIB'VIBE	Stages, ateliers percussions et danse	5 000	2 500
TUDO BOM	Maintien et possibles expansions des activités de l'association	5 000	5 000
CHOEUR ST-GUILLAUME	Travail vocal de reprise après 19 mois d'arrêt ; Répétitions supplémentaires (WE) Opération de communication	5 000	5 000
GRAINE DE CIRQUE	Remobilisation des élèves	5 000	5 000
THEATRE ALSACIEN DE STRASBOURG	Communication : diffusion médias pour la saison	5 000	5 000
Montant total attribué		**116 500**	**100 000**

25

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Contributions financières de la ville de Strasbourg, au profit de l'Opéra National du Rhin, la Haute École des Arts du Rhin et l'Orchestre Philharmonique au titre de l'année 2022.

Numéro V-2022-20

<u>Opéra national du Rhin</u>

Depuis 1972, l'Opéra national du Rhin a mutualisé les moyens des opéras de Strasbourg, Mulhouse et Colmar pour assurer la meilleure diffusion possible de ses spectacles sur son territoire. Depuis lors, l'Opéra national du Rhin est géré sous forme de syndicat d'économie mixte constitué des villes de Strasbourg, Mulhouse et Colmar. L'Opéra national du Rhin a son siège dans les locaux du théâtre municipal de Strasbourg, mis à disposition par la ville de Strasbourg.

Depuis la création de cet établissement, la ville de Strasbourg, en tant que membre du syndicat d'économie mixte contribue, avec l'Eurométropole de Strasbourg, les villes de Mulhouse et Colmar, la Région Grand Est et l'État, au budget de l'Opéra national du Rhin par le versement d'une participation financière annuelle.

Il est proposé de maintenir le financement de la ville à l'Opéra national du Rhin, par le versement d'une contribution financière annuelle de 7 109 319 €.

<u>Haute école des arts du Rhin</u>

La Haute école des arts du Rhin (HEAR), après avoir eu un statut municipal, est devenue un établissement public de coopération culturelle (EPCC), créé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2010. Établissement d'enseignement supérieur artistique d'excellence, la HEAR dispense des enseignements en art, communication, design et musique.

La ville de Strasbourg, en tant que membre de l'établissement public de coopération culturelle, avec la ville de Mulhouse, l'État et l'Eurométropole de Strasbourg, contribue au budget de la Haute Ecole des Arts du Rhin par le versement d'une participation financière annuelle.

Il est proposé de maintenir le financement de la Ville à la Haute Ecole des Arts du Rhin, par le versement d'une contribution financière de 5 600 000 €.

Orchestre philharmonique de Strasbourg

Créé en 1855, l'Orchestre philharmonique de Strasbourg (OPS) compte parmi les orchestres les plus renommés de France. En septembre 2019, l'établissement public administratif de l'Orchestre philharmonique de Strasbourg a été créé en étroite concertation avec l'Etat et le Département du Bas-Rhin, partenaires de l'Orchestre, ainsi qu'avec l'Eurométropole de Strasbourg, qui a décidé de se joindre aux soutiens publics de l'Orchestre à compter de 2020.

Au titre de l'année 2022, il est proposé de maintenir le financement de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, par le versement d'une contribution financière de 9 900 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement, pour l'exercice 2022, des contributions financières suivantes :*
  - *7 109 319 € à l'Opéra national du Rhin, échelonné en trois versements de 2 369 773 euros au mois de janvier, avril et septembre 2022,*
  - *5 600 000 € à la Haute École des Arts du Rhin, échelonné en trois versements de 1 866 667 € au mois de janvier, avril et septembre 2022,*
  - *9 900 000 € à l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg, échelonné en trois versements de 3 300 000 € au mois de janvier, mai et septembre 2022,*

décide

- *l'imputation de la dépense de 7 109 319 € sur la ligne AU18D/311/6588,*
- *l'imputation de la dépense de 5 600 000 € sur la ligne AU21A/312/6588,*
- *l'imputation de la dépense de 9 900 000 € sur la ligne AU17A/311/6588,*

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e à verser et à déterminer les modalités de versement de ces contributions financières et à prendre les actes, conventions et avenants nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143103-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

26

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Œuvre Notre-Dame - Aide exceptionnelle à l'exploitant de l'Auberge de l'Elmerforst.

Numéro V-2021-1614

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est propriétaire d'un patrimoine comprenant des locaux destinés aux activités d'institutions (musées, paroisse), des logements, des garages ainsi que des locaux destinés à l'exploitation commerciale.

La crise sanitaire et les périodes successives de confinement en 2020 et en 2021 ont affecté tout particulièrement les locataires exerçant des activités professionnelles dans les secteurs économiques ayant fait l'objet d'une interdiction d'accueil du public.

Par délibération du 21 septembre 2020, le Conseil avait validé la remise gracieuse, sous forme d'exonérations, des loyers aux locataires dont l'activité avait été affectée par l'épidémie de la Covid-19 au printemps 2020. Cette aide exceptionnelle a bénéficié à sept locataires pour un montant total hors charges/taxes de 38 066,12 €, pour une période comprise entre 2 mois et 2,5 mois selon les locataires.

Les deux vagues suivantes de la crise ont eu pour conséquence la mise en place de mesures spécifiques annoncées par le Président de la République le 28 octobre et le 24 novembre 2020 puis le 31 mars 2021. Elles ont débouché sur une nouvelle fermeture des commerces et des établissements recevant du public, considérés comme non essentiels, en application des décrets n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 et n°2021-384 du 2 avril 2021.

Pour pallier les conséquences économiques de cette nouvelle vague sur les professionnels, le Conseil municipal, agissant en tant que conseil d'administration de l'Œuvre Notre-Dame, a décidé, par délibération du 14 décembre 2020, l'accompagnement financier des professionnels touchés par ces nouvelles mesures par des exonérations complémentaires de loyer.

Parmi les locataires de la Fondation, la situation de l'exploitant de l'Auberge de l'Elmerforst est particulière : en effet, suite à un conflit de voisinage avec le locataire du chalet voisin, la Fondation a dû engager une procédure qui a mis fin à son bail au 31 décembre 2019. L'exploitant a saisi la justice. Depuis le 1er janvier 2020, en attendant que la décision du juge soit prononcée, il continue d'exploiter l'auberge et règle pour cela une indemnité en lieu et place du loyer pour un montant équivalent à 2 279,42 € TTC (1 899,52 € + 379,90 € de charges).

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame n'a pas exigé le paiement des loyers et indemnités des professionnels dont les locaux ont été administrativement fermés durant les périodes suscitées.

Afin de traiter budgétairement et comptablement ces exonérations, il a été décidé que les créances devaient être constatées (titres imputés au compte 752) et ensuite faire l'objet d'une exonération sous la forme de remise gracieuse (mandats imputés au compte 6748).

Or l'indemnité perçue pour l'Auberge de l'Elmerforst, du fait de la situation particulière de l'occupant, fait l'objet d'un titre de recette sur la nature comptable 7788.103.

Cependant, considérant l'activité exercée, il est proposé que sa situation soit traitée sur les mêmes bases que celles appliquées aux autres locataires.

Il est ainsi proposé de ne pas réclamer les sommes décomposées de la façon suivante :

- Période 1 : 2 mois et demi (avril à mi-juin 2020)

  1 899,52 x 2,5 mois = 4 748,80 €

- Période 2 : 1er novembre 2020 – 8 juin 2021

  1 899,52 x 6 mois = 11 397,40 €

En vertu de sa compétence budgétaire, seul le Conseil de Municipal de la ville de Strasbourg, qui agit en tant que Conseil d'administration de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, peut approuver cette aide exceptionnelle en faveur de l'exploitant.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

une réduction d'indemnité, d'un montant de 16 146,20 €, en faveur de M. Benoît HAHN, dont l'établissement a été impacté par une fermeture administrative décidée par décrets, dans le contexte de crise sanitaire.

Adopté le 13 décembre 2021

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141967-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

27

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Fondation de l'Œuvre Notre Dame - convention de mécénat.

Numéro V-2021-1613

Créée au début du treizième siècle pour assurer la conduite des chantiers de reconstruction de la cathédrale de Strasbourg, l'Œuvre Notre-Dame a poursuivi son action d'entretien permanent de l'édifice sans discontinuer au travers des siècles.

Parallèlement, et pour assurer le financement de ses missions, l'Œuvre Notre-Dame exploitait, et exploite toujours, un patrimoine immobilier constitué au fil des siècles par des dons et legs. Ce patrimoine se compose de propriétés immobilières bâties (dont la maison Kammerzell ou la maison de l'Œuvre Notre-Dame) et foncières composées de prés, terres agricoles, vignes ou encore des forêts réparties sur 125 communes d'Alsace.

Cette source importante de revenus est complétée par les ressources tirées de l'exploitation touristique du circuit de visite conduisant à la plateforme de la cathédrale avec sa maison des gardiens rénovée en 2019. La ville de Strasbourg apporte son soutien par le versement annuel d'une subvention qui vient équilibrer le budget. Dans le sens d'une démarche d'autonomisation budgétaire croissante, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame poursuit des actions de diversification de ses ressources par la vente de produits dérivés, la mise au point de partenariats commerciaux et le montage d'opérations de mécénat. Le Conseil municipal agit, quand il délibère, pour le compte de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, en tant que conseil d'administration de cette dernière.

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'est rapprochée de la Fondation Anne-Marie et Roger Dreyfuss (ARD), créée en 1999 sous l'égide de la Fondation de France, pour solliciter son soutien. Il s'agit d'une fondation familiale qui soutient des projets dans les domaines social et culturel, ainsi que des actions de développement économique qui servent l'intérêt général. Très attachés à notre région, les fondateurs souhaitent soutenir principalement des projets d'intérêt général menés en Alsace.

Sensible aux actions conduites par l'Œuvre Notre-Dame, il tient à cœur à la Fondation ARD de soutenir, d'une part, les chantiers de restauration sur la cathédrale et d'autre part, la politique de transmission des savoirs et savoir-faire aux jeunes générations mise en œuvre au sein des ateliers de l'Œuvre Notre-Dame. Ainsi, deux projets ont été sélectionnés :

1. Dans le cadre du chantier de restauration du portail Saint-Laurent de la Cathédrale de Strasbourg, la fondation ARD financera la réalisation de la copie d'une figure d'ange, la restauration d'une statue de Saint-Laurent et d'une gargouille ainsi que le nettoyage de l'ensemble du martyre de Saint-Laurent dans le cadre du projet de restauration qu'engage actuellement la fondation de l'Œuvre Notre-Dame sur ce portail. L'aide consentie s'élève à 44 500 €.

2. Dans le cadre de ses missions de transmission des savoirs et savoir-faire artisanaux, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame se verra doter par la fondation ARD d'une aide qui lui permettra de financer annuellement un poste de compagnon du devoir, un poste d'apprenti et l'accueil de stagiaires en architecture. Ce financement est accordé pour trois années et le montant total s'élève à 160 500 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission
plénière après en avoir délibéré
accepte

deux dons de la part de la Fondation de France agissant au nom et pour le compte de la Fondation Anne-Marie et Roger Dreyfus, placée sous son égide :

- *un don de 44 500 € destiné à financer la copie d'une figure d'ange, la restauration d'une statue de Saint-Laurent et d'une gargouille ainsi que le nettoyage de l'ensemble du martyre de Saint Laurent dans le cadre du chantier de restauration en cours sur le portail Saint Laurent de la cathédrale de Strasbourg ;*
- *un don de 160 500 € destiné à financer, sur une durée de trois années, un poste de compagnon du devoir, un apprenti et l'accueil de stagiaires architectes ;*

approuve

l'inscription des recettes sur la ligne 01/10251/9112/HP05 du budget de l'Œuvre Notre-Dame ;

autorise

la Maire, administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, ou son-sa représentant-e à signer la convention annexée à la présente délibération ainsi que tous les actes nécessaires à son exécution.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141956-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Fondation Anne-Marie & Roger Dreyfus

Sous l'égide de la Fondation de France

FONDATION ŒUVRE NOTRE-DAME

CONVENTION DE MECENAT

Entre les soussignés :

La Fondation de France, Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 9 janvier 1969, dont le siège est situé 40 avenue Hoche, 75008 Paris, agissant au nom et pour le compte de la **Fondation Anne-Marie et Roger DREYFUS (ARD),** placée sous son égide, représentée par le Président de la Fondation de France, Monsieur Pierre SELLAL,

En présence de Anne-Marie DREYFUS, Fondatrice de la Fondation ARD,

Ci-après désignée « le Mécène », d'une part,

Et

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, Fondation reconnue d'utilité publique en vertu des dispositions des articles 80 à 88 du code civil local, dont le siège est situé 3 place du Château, 67000 Strasbourg, représentée en vertu de la délibération du Conseil municipal de la Ville de Strasbourg du 4 juillet 2020 par son administratrice, Madame Jeanne BARSEGHIAN,

Ci-après désignée « la Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame », d'autre part,

Ci-après désignées individuellement « la Partie » et ensemble « les Parties ».

PREAMBULE :

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est une institution créée au 13ème siècle pour assurer la construction de la cathédrale de Strasbourg. Après l'achèvement de la flèche en 1439, la cathédrale de Strasbourg a été l'édifice le plus haut de la chrétienté jusqu'au 19ème siècle, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame a poursuivi son action d'entretien et de préservation de la cathédrale jusqu'à aujourd'hui. C'est le seul atelier rattaché exclusivement à un édifice religieux existant en France et l'institution présente un caractère exceptionnel en Europe de par sa longévité et son histoire particulière. Exerçant une activité permanente de conservation et de restauration d'un édifice classé monument historique, elle a une vocation de transmission de savoir-faire artisanaux mais également des savoirs associés puisqu'elle conserve un fonds documentaire riche de 100.000 pièces constitué au fil des siècles. Cela l'a conduit à candidater à l'inscription sur les listes du patrimoine immatériel de l'Unesco dans le cadre d'un projet, initié à Strasbourg, qui réunit 18 ateliers de cinq pays européens (France, Allemagne, Suisse, Autriche, Norvège). Le comité intergouvernemental du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco a inscrit l'élément proposé sur le registre des bonnes pratiques de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel le 17 décembre 2020.

Outre la conduite des chantiers de restauration et la transmission, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame a comme mission d'assurer le financement des travaux dont elle a la charge. Elle dispose de cinq sources de revenus:

- Ceux issus de la gestion de son patrimoine, dons et legs accumulés depuis le Moyen-Âge, qui est composé de vingt immeubles bâtis et de mille hectares de terres répartis dans tout le département du Bas Rhin ;
- Ceux du issus du tourisme au travers de l'exploitation du circuit de visite conduisant à la plateforme de la cathédrale de Strasbourg ;
- Ceux provenant de la vente de produits dérivés et de partenariats commerciaux.
- Une aide de la municipalité strasbourgeoise au travers d'une subvention annuelle ;
- et enfin, les dons et mécénat.

Créée en 1969, la Fondation de France est un organisme privé, reconnu d'utilité publique dont la mission est d'accompagner toutes les formes de générosité pour les traduire en actions d'intérêt général efficaces.

Créée le 23 décembre 1998, la Fondation Anne-Marie et Roger Dreyfus, abritée par la Fondation de France n'a pas de personnalité juridique propre. La Fondation de France assume à l'égard des tiers la responsabilité juridique des actes accomplis pour le compte des fondations qu'elle abrite. Toutefois, chacune de ces fondations définit ses propres actions en conformité avec l'objet pour lequel elle a été créée.

La Fondation Anne-Marie et Roger Dreyfus a pour objet de soutenir, notamment en Alsace, des actions dans les domaines médical, social et culturel, et le développement économique dans une perspective d'intérêt général.

Sensible aux actions conduites par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame sur la cathédrale de Strasbourg, il tient à cœur à la Fondation ARD de soutenir d'une part les chantiers de restauration sur la cathédrale mais d'autre part, et tout particulièrement, la politique de transmission des savoirs et savoir-faire aux jeunes générations mise en œuvre au sein des ateliers de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention détermine les conditions et les modalités de l'action par laquelle le Mécène contribuera financièrement et de manière désintéressée aux projets ci-après détaillés.

Article 2 - PROJETS SOUTENUS

L'opération de mécénat porte sur une partie des projets de restauration du portail Saint-Laurent de la cathédrale de Strasbourg et d'accueil de jeunes en formation en vue de la transmission des savoirs et savoir-faire artisanaux au sein des ateliers. Les deux dossiers relatifs aux projets sont joints en annexe à la présente convention (Annexes 1 et 2).

Article 2.1 - La restauration du portail Saint-Laurent de la cathédrale de Strasbourg

Objet d'une campagne de restauration achevée en 1968, le portail Saint Laurent a connu depuis la dégradation des décors en partie haute avec des déposes, des purges et la taille d'éléments nouveaux mais sans qu'une analyse globale du portail n'ait été conduite. Le programme d'intervention prévoit les travaux suivants :

- le traitement des fractures constatées sur les deux élévations latérales et les fractures à répétition des fleurons des gâbles posés en incrustation sur la balustrade ;

- la restauration des parements contigus, soubassement, parties médianes et corniches ;

- le traitement des sculptures du tympan et des contreforts y compris leur nettoyage, leur conservation, la suppression du filet, la polychromie, la mise en place d'un répulsif anti-volatile et un éclairage ;

- le traitement des autres éléments sculptés par conservation ou remplacement.

Le montant total des travaux confiés à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est évalué à 2.345.505 euros HT.

Le Mécène souhaite apporter son aide pour la réalisation des travaux suivants pour un montant total de **44.500 euros** :

Petit ange (réalisation d'une copie)	*12.500 €*
Statue de Saint Laurent (conservation)	*3.500 €*
Martyre de Saint Laurent (nettoyage)	*3.500 €*
Gargouille (restauration)	*25.000 €*
Total	**44.500 €**

Article 2.2 - La transmission des savoirs et savoir-faire artisanaux au sein des ateliers

Les ateliers de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame comptent 23 hommes et femmes. Les artisans sont tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, forgeron et menuisier, spécialistes de la restauration, de la conservation ou du dessin au service de la cathédrale de Strasbourg. Ils se sont formés dans des Centres de Formation d'Apprentis (CFA), des lycées techniques ou dans des sociétés compagnonniques et, pour certains d'entre eux, connus des parcours riches et divers avant de s'engager sur les métiers de la pierre. Ainsi, plusieurs meilleurs ouvriers de France, compagnons du devoir travaillent au sein de nos ateliers.

Tout comme le patrimoine historique est conservé, ce riche patrimoine immatériel est transmis et la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'investit très concrètement en ce sens. 2 à 3 apprentis sont accueillis régulièrement, tous les ans un compagnon du devoir est de passage dans le cadre de son tour de France. Des stagiaires, notamment en architecture, passent régulièrement aux ateliers pour se confronter à la vie en entreprise et découvrir tous les enjeux de la préservation de notre patrimoine.

L'opération en cours poursuit l'objectif de former un jeune apprenti à la sculpture, d'accueillir pour une année un compagnon du tour de France et de permettre à de jeunes étudiants en architectures de se confronter aux pratiques de sauvegarde d'un monument historique au sein d'un atelier d'exception.

Le Mécène souhaite apporter son aide pour permettre d'accueillir, chaque année pendant trois ans, trois jeunes en formation au sein des ateliers pour un montant total de **160.500 euros** :

Charge annuelle d'un apprenti	*20.000 €*
Charge d'un stagiaire architecte (cinq mois)	*3.500 €*
Charge annuelle d'un compagnon du devoir	*30.000 €*
Total annuel	**53.500 €**

Article 3 - ENGAGEMENT DU MECENE

Le Mécène soutient les projets décrits à l'article 2 de la présente convention et s'engage à ce titre à faire bénéficier la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame un don d'une valeur totale de deux cent cinq mille euros (205 000€) en un versement échelonné en fonction de l'avancement des projets sur le compte n°C6720000000 dont le titulaire est la Recette des finances et domiciliée à la Banque de France.

Pour le chantier de restauration du portail Saint-Laurent :

- 34.500 euros à la signature de la présente convention
- 10.000 euros à réception du rapport de fin de projet

Pour l'accueil de jeunes en formation :

- 33.500 euros à la signature de la présente convention
- 53.500 euros à réception d'un bilan de première année de projet
- 53.500 euros à réception d'un bilan de deuxième année de projet
- 20.000 euros à réception du rapport final de projet

Article 4 - ENGAGEMENTS DE LA FONDATION

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame déclare qu'elle est habilitée à recevoir les dons et à remettre un reçu fiscal. A compter de la signature de cette présente convention, la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame émettra les titres de recettes pour les sommes convenues à la présente convention sur sa seule base.

Les lignes budgétaires sont prévues aux budgets 2021 et ultérieurs en produit.

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'engage à réaliser les projets détaillés à l'article 2.

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame garantit l'utilisation conforme aux présentes des sommes versées par le Mécène. La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'engage en outre à affecter le don du Mécène de manière exclusive aux projets détaillés à l'article 2.

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame s'engage à fournir au Mécène les éléments décrits par l'article 5 de la présente convention.

Article 5 - REMERCIEMENTS

Le Mécène déclare agir de manière entièrement désintéressée et renonce à toutes formes de remerciements.

Article 6 - DEONTOLOGIE

La politique de mécénat de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame est dissociée de sa politique d'achat afin d'éviter tout conflit d'intérêts. Aussi, le Mécène ne sera ni favorisé, ni défavorisé dans la rédaction ou dans l'attribution des marchés passés par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame, en application du principe d'égalité de traitement des candidats.

Article 7 - ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Chacune des Parties s'engage à souscrire les polices d'assurances nécessaires afin de se couvrir contre tous les risques qu'elle pourrait encourir ou faire encourir du fait de leur participation à l'exécution de la présente convention.

Le Mécène ne saurait en aucun cas être tenu responsable d'une mauvaise utilisation ou mauvaise attribution des sommes versées à la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame.

Le Mécène ne saurait par ailleurs en aucun cas être tenu responsable de toute action ou non action entreprise dans le cadre des projets détaillés à l'article 2, sa participation étant exclusivement financière.

Article 8 - DUREE

La présente convention prend effet à sa date de signature et prendra fin à la réception des rapports finaux des projets soutenus.

Article 9 - RESILIATION

Article 9.1 - Résiliation conventionnelle

La présente convention pourra être résiliée en cas d'un commun accord entre les deux Parties par la signature d'un avenant de résiliation.

Article 9.2 - Résiliation pour un motif d'intérêt général

La Fondation de l'Œuvre Notre-Dame pourra résilier à tout moment, de manière unilatérale, la présente convention pour tout motif d'intérêt général. Cette résiliation se fera par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les sommes accordées et non encore utilisées seront restituées par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame sur simple demande du Mécène.

Article 9.3 - Résiliation pour manquement à un engagement contractuel

En cas de manquement de l'une des Parties à ses engagements contractuels, l'autre Partie pourra résilier la présente convention sept jours après l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse.

Les sommes accordées seront restituées par la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame sur simple demande du Mécène, en proportion des obligations qui auront fait l'objet d'un versement de fonds et qui n'auront pas été exécutées.

Article 10 - LOI APPLICABLE ET COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

La présente convention est soumise en toutes ses dispositions à la loi française.

Tous les différends relatifs à son interprétation ou à son exécution donneront lieu à la recherche d'un accord amiable entre les Parties.

A défaut d'obtention d'un accord amiable, les Parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux du ressort de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, en trois exemplaires originaux, le ……..

Pour la
Fondation de France

Pour la
Fondation de l'Oeuvre Notre-Dame

Pierre SELLAL
Président

Jeanne BARSEGHIAN
Administratrice

En présence de Anne-Marie DREYFUS
Fondatrice de la Fondation ARD

Annexe 1 : DOSSIER DE MECENAT - RESTAURATION DU PORTAIL SAINT LAURENT DE LA CATHEDRALE DE STRASBOURG

Annexe 2 : DOSSIER DE MECENAT - TRANSMISSION DES SAVOIRS ET SAVOIRFAIRE AU SEIN DES ATELIERS DE LA CATHEDRALE DE STRASBOURG

DOSSIER DE MECENAT

RESTAURATION DU PORTAIL SAINT LAURENT DE LA CATHEDRALE DE STRASBOURG



Fiche d'identité de l'Oeuvre Notre-Dame

Date de création de la structure :	13ème siècle, première mention écrite vers 1224-1228
Adresse :	3, place du château
Code postal :	67000
Ville :	STRASBOURG
Tél. :	03 68 98 74 44
Courriel :	eric.fischer@strasbourg.eu
Site Internet :	http://www.oeuvre-notre-dame.org/
Statut juridique :	Fondation
Nom du Président :	Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, Administratrice de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Nom du Directeur :	Eric FISCHER
Salariés (nombre) :	32

Objet principal et présentation des activités de l'œuvre Notre-Dame

L'Oeuvre Notre-Dame est une institution créée au 13ème siècle pour assurer la construction de la cathédrale de Strasbourg. Après l'achèvement de la flèche en 1439, la cathédrale de Strasbourg a été l'édifice le plus haut de la chrétienté jusqu'au 19ème siècle, l'Œuvre Notre-Dame a poursuivi son action d'entretien et de préservation de la cathédrale jusqu'à aujourd'hui. C'est le seul atelier rattaché exclusivement à un édifice religieux existant en France et l'institution présente un caractère exceptionnel en Europe de par sa longévité et son histoire particulière. Exerçant une activité permanente de conservation et de restauration d'un édifice classé monument historique, elle a une vocation de transmission de savoir-faire artisanaux mais également des savoirs associés puisqu'elle conserve un fonds documentaire riche de 100.000 pièces constitué au fil des siècles. Cela l'a conduit à candidater à l'inscription sur les listes du patrimoine immatériel de l'Unesco dans le cadre d'un projet, initié à Strasbourg, qui réunit 18 ateliers de cinq pays européens (France, Allemagne, Suisse, Autriche, Norvège). Le comité intergouvernemental du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco a inscrit l'élément proposé sur le registre des bonnes pratiques de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel le 17 décembre 2020.
Outre la conduite des chantiers de restauration et la transmission, l'Oeuvre Notre-Dame a comme mission d'assurer le financement des travaux dont elle a la charge. Elle dispose de cinq sources de revenus :

- Ceux issus de la gestion de son patrimoine, dons et legs accumulés depuis le Moyen-Âge, qui est composé de vingt immeubles bâtis et de mille hectares de terres répartis dans tout le département du Bas Rhin ;

- Ceux du issus du tourisme au travers de l'exploitation du circuit de visite conduisant à la plateforme de la cathédrale de Strasbourg ;
- Ceux provenant de la vente de produits dérivés et de partenariats commerciaux.
- Une aide de la municipalité strasbourgeoise au travers d'une subvention annuelle ;
- et enfin, les dons et mécénat.

Opération - LA RESTAURATION DU PORTAIL SAINT LAURENT

Objet d'une campagne de restauration achevée en 1968, le portail Saint Laurent a connu depuis la dégradation des décors en partie haute avec des déposes, des purges et la taille d'éléments nouveaux mais sans qu'une analyse globale du portail n'ait été conduite. Le programme d'intervention prévoit les travaux suivants :

- le traitement des fractures constatées sur les deux élévations latérales et les fractures à répétition des fleurons des gâbles posés en incrustement sur la balustrade ;
- la restauration des parements contigus, soubassement, parties médianes et corniches ;
- le traitement des sculptures du tympan et des contreforts y compris leur nettoyage, leur conservation, la suppression du filet, la polychromie, la mise en place d'un répulsif anti-volatile et un éclairage
- le traitement des autres éléments sculptés par conservation ou remplacement

Le montant des travaux confiés à l'Oeuvre Notre-Dame est évalué à **2.345.505 euros HT**.

Présentation du projet

Intitulé du projet

Restauration du portail Saint Laurent de la cathédrale de Strasbourg

Nom du porteur de projet et coordonnées

Eric FISCHER
Tél : 03.68.98.74.44
Mail : eric.fischer@strasbourg.eu

Description du patrimoine concerné et de son intérêt patrimonial

Historique du portail Saint-Laurent

Le portail Saint-Laurent fut édifié en avant de l'ancien portail roman, dans le prolongement du croisillon nord du transept, par le maître d'œuvre Jakob von Landshut entre 1494 et 1505. Il devait constituer l'entrée dans la nouvelle chapelle Saint-Laurent établie entre l'ancien et le nouveau portail.

Les comptes de l'œuvre Notre-Dame mentionnent un certain maître Conrad pour le « Sant Laurentzen bilde », c'est-à- dire la scène représentée sur le tympan, le martyre de saint Laurent, réalisée entre 1500 et 1501. On admet qu'il s'agit du sculpteur Conrad Sifer, auteur de l'Homme au cadran solaire de la balustrade du transept sud de la cathédrale. Le sculpteur Jean d'Aix lui succéda de 1501 à 1503 pour réaliser les dix statues réparties de part et d'autre du portail et celle du Christ, placée sur la clef pendante du baldaquin, en partie voilée au regard du passant.

A partir de 1527 et jusqu'en 1681, la chapelle Saint-Laurent subit une période de désaffectation puisqu'on ne célébrait plus le culte catholique dans la cathédrale. En 1698, elle fut transférée dans la chapelle Saint-Martin, qui avait été édifiée dès 1515 au sud du bras du transept nord. La chapelle de Jakob von Landshut fut alors compartimentée en trois espaces : deux espaces latéraux abritant les sacristies pour le Grand Chapitre et le Grand Chœur et un espace central destiné à maintenir le passage.

Ultérieurement, l'histoire de la chapelle Saint-Laurent se confond avec celle de ses nombreuses restaurations, qui tiennent notamment à l'excessive finesse du décor sculpté. Ces restaurations sont rendues nécessaires par les outrages du temps comme par ceux qu'occasionne l'Histoire. C'est en particulier la Révolution qui va causer au décor sculpté et surtout à la statuaire de la chapelle les dommages les plus importants. Le tympan fut détruit et celui que nous connaissons aujourd'hui est une création du XIXème siècle, par le sculpteur Vallastre.

Dans les années 1850, G. Klotz, architecte de l'Oeuvre Notre-Dame dirigea un ensemble de travaux assez important sur le portail mais nous ignorons les détails de cette intervention. Il fit notamment démolir les murs et aménagements intérieurs. Comme il le relate lui-même, on ferma aussi au public le passage par le portail Saint-Laurent.

Au début du XXème siècle, les statues des contreforts furent déposées par l'Œuvre Notre-Dame dans le musée de laquelle, elles sont aujourd'hui présentées.

Architecture Extérieur

Réalisée à une époque de ralentissement des activités constructrices, le portail Saint-Laurent, n'en illustre pas moins l'apogée de la sculpture flamboyante à Strasbourg et d'une certaine façon, l'ascendant pris par la sculpture sur l'architecture au tournant du XVIème siècle.

La chapelle Saint-Laurent, établie entre les deux contreforts du bras du transept nord, édifié entre 1225 et 1240 adopte un plan singulier en trapèze, du fait du léger ébrasement de ces contreforts. Une autre contrainte pour l'architecte résidait dans la nécessité de ne pas masquer les deux baies éclairant le transept. Cette contrainte détermina non seulement la hauteur de la chapelle mais aussi son mode de couvrement.

Le portail central, à encadrement droit, est l'axe de symétrie autour duquel s'organise la façade. Le portail est surmonté d'un baldaquin qui se présente comme un vaste dais en surplomb. Le baldaquin formé par trois arcs en accolade sécants masque le tympan orné d'une scène représentant le martyr de Saint-Laurent. Les deux accolades latérales se rejoignent pour former une clef pendante qui porte une statue du Christ adossé à une colonnette étayée par un arc rejoignant le tympan.

Ce baldaquin s'inscrit dans une longue tradition dont l'une des premières interprétations monumentales est due à Hans Stetthaimer qui en proposa deux versions aux Bürger- et Taufportal de l'église Saint-Martin de Landshut.

Si le maître d'œuvre du portail Saint-Laurent, originaire de Landshut, a naturellement puisé à cette source, il se démarque en imaginant un dais plutôt qu'un simple porche, dont la virtuosité décorative et structurelle est manifeste.

Le baldaquin a concentré l'attention du maître d'œuvre comme en témoigne la mise en place d'une voûte étoilée au- dessus de la scène de martyre du tympan. Cette partie était pourtant rendue totalement invisible depuis la rue.

Au-delà de ces contreforts, deux baies en arc brisé, et deux fenêtres aveugles ornent un mur au décor architectural particulièrement présent et développé, dans la logique du gothique flamboyant. Ce même décor se poursuit sur les retours de la façade, la rattachant aux contreforts.

La façade est couronnée par une balustrade à motif tréflé devant laquelle passent les pinacles qui prolongent les gables de la partie inférieure. Ces pinacles sont de deux types, et de dimensions différentes en fonction de l'élément –gable ou colonne adossée – qu'ils prolongent.

On retrouve ce système dans la balustrade de la chapelle Sainte-Catherine, reconstruite un an après l'achèvement de la chapelle Saint-Laurent.

Description des objectifs du projet

Le Maître d'œuvre de l'opération est Monsieur Pierre-Yves Caillault, architecte en chef des monuments historiques en charge de la cathédrale de Strasbourg. Les études diagnostic approfondies qu'il a dirigé ont permis de déterminer le périmètre des interventions confiées aux ateliers de l'Oeuvre Notre-Dame :

Baldaquin et tympan

Le baldaquin est particulièrement difficile d'accès étant rendu totalement inaccessible par la dalle construite dans les années 1960 qui est désormais solidaire du baldaquin.

Certains détails comme le ciel étoilé derrière le réseau flamboyant sont malheureusement soustraits au regard. Il s'agit pourtant d'un élément important du récit du martyr de saint Laurent. Outre sa valeur narrative – il situe la scène de nuit -, ce ciel étoilé a une valeur historique puisqu'il est un vestige de l'époque de construction du portail et donc du groupe sculpté originel (1500-1501).

Il s'agira de réactiver la valeur symbolique comme esthétique de cette zone, victime du vandalisme révolutionnaire autrefois et que la création d'un nouveau groupe sculpté au XIXème siècle n'a pu réellement rétablir dans son fonctionnement originel.

Décor sculpté du portail

Le décor sculpté de la façade du portail est extrêmement fragile. Il en est néanmoins l'un des principaux attraits. Le luxe et la finesse quasi « arachnéenne », de ce décor l'a fait adorer des Romantiques français. Aujourd'hui comme hier, la problématique de conservation de ce décor se pose en termes techniques. Le projet de restauration devra donc prolonger l'étude de ce décor, sa logique d'ensemble, ses caractéristiques formelles et matérielles. Le cas des fleurons et pinacles est emblématique. Combien de fois ont-ils été remplacés au cours de l'histoire du portail Saint-Laurent ? Il est aujourd'hui difficile de le déterminer mais le fait qu'ils aient fait l'objet de quatre campagnes de restitution au XXème siècle donne la mesure de leur fragilité.

Certaines parties de ce décor feront l'objet d'une intervention en restauration seulement, d'autres pourront faire l'objet d'une intervention en remplacement s'ils sont lacunaire.

Le même parti est proposé pour la balustrade. Les parties soulevées et brisées seront intégralement remplacées.

Le parement

Le parement, comme les sculptures du portail est assez dégradé, surtout en partie basse, celle-ci étant continuellement exposé et accessible au public. Cette exposition explique la présence d'épaufrures et de joints ouverts dans cette partie.

La restauration des parements devra garantir le respect de la polychromie des grès. La conservation des parties hautes de la façade sera ensuite favorisée par l'habillage en plomb de la corniche.

Les sculptures

Les sculptures du portail sont des copies des originales conservées au musée de l'Œuvre. Les copies ont intégré des modifications par rapport aux sculptures originelles, qu'il faudra respecter. Aujourd'hui, ces copies présentent les premiers signes de dégradations qu'il faut traiter à temps afin de préserver leur lisibilité. Il faudra donc les restaurer avec l'objectif d'améliorer leur lisibilité et de permettre à la lumière, naturelle comme artificielle, de jouer à nouveau son rôle dans les volumes sculptés, permettant de saisir les lignes de force propres à ces figures au style puissant, tout comme la finesse des détails noyés dans l'épaisseur et la noirceur de la patine. Les relations entre les personnages qui relèvent d'une logique d'ensemble devront également être rendues plus lisibles par la restauration comme par la mise en lumière des sculptures.

Etapes et planning du projet

Le lancement de l'opération a été approuvé lors du conseil d'administration de l'œuvre Notre Dame du 20 mai 2019 et les phases d'intervention sont les suivantes :

- Décembre 2020 : Installation de l'échafaudage
- Janvier à octobre 2021 : Etudes détaillées
- Novembre 2021 : Dépôt du dossier de demande d'autorisation
- Début 2022 : Obtention de l'autorisation par l'administration
- Début 2022 : Début des travaux
- Durée du chantier : 3 ans

Plan de financement

Charges		Ressources		
Travaux	***2.814.606 €***	**Autofinancement**	***2.770.106 €***	*98,4* **%**
		Mécénat à solliciter	**44.500 €**	1,6 %
		Petit ange (réalisation d'une copie)	*12.500 €*	
		Statue de Saint Laurent (conservation)	*3.500 €*	
		Martyre de Saint Laurent (nettoyage)	*3.500 €*	
		Gargouille (restauration)	*25.000 €*	
		TOTAL	***2.814.606 €***	*100* **%**

Sant Laurent, détail



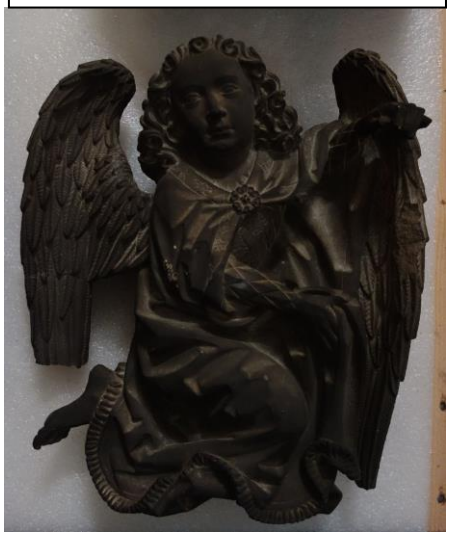
Sant Laurent dans son ensemble, à droite du portail



La scène du martyre de Saint Laurent, en partie centrale du portail.



Le petit ange, conservé au Musée de l'Oeuvre Notre-Dame



Le petit ange, simulation d'une restitution in-situ



DOSSIER DE MECENAT

TRANSMISSION DES SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE AU SEIN DES ATELIERS DE LA CATHEDRALE DE STRASBOURG



Fiche d'identité de l'Oeuvre Notre-Dame

Date de création de la structure :	13ème siècle, première mention écrite vers 1224-1228
Adresse :	3, place du château
Code postal :	67000
Ville :	STRASBOURG
Tél. :	03 68 98 74 44
Courriel :	eric.fischer@strasbourg.eu
Site Internet :	http://www.oeuvre-notre-dame.org/
Statut juridique :	Fondation
Nom du Président :	Jeanne BARSEGHIAN, Maire de Strasbourg, Administratricede la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame
Nom du Directeur :	Eric FISCHER
Salariés (nombre) :	32

L'œuvre Notre-Dame, ses missions et finalités

L'Oeuvre Notre-Dame est une institution créée au 13ème siècle pour assurer la construction de la cathédrale de Strasbourg. Après l'achèvement de la flèche en 1439, la cathédrale de Strasbourg a été l'édifice le plus haut de la chrétienté jusqu'au 19ème siècle, l'Œuvre Notre-Dame a poursuivi son action d'entretien et de préservation de la cathédrale jusqu'à aujourd'hui. C'est le seul atelier rattaché exclusivement à un édifice religieux existant en France et l'institution présente un caractère exceptionnel en Europe de par sa longévité et son histoire particulière. Exerçant une activité permanente de conservation et de restauration d'un édifice classé monument historique, elle a une vocation de transmission de savoir-faire artisanaux mais également des savoirs associés puisqu'elle conserve un fonds documentaire riche de 100.000 pièces constitué au fil des siècles. Cela l'a conduit à candidater à l'inscription sur les listes du patrimoine immatériel de l'Unesco dans le cadre d'un projet, initié à Strasbourg, qui réunit 18 ateliers de cinq pays européens (France, Allemagne, Suisse, Autriche, Norvège). Le comité intergouvernemental du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco a inscrit l'élément proposé sur le registre des bonnes pratiques de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel le 17 décembre 2020.
Outre la conduite des chantiers de restauration et la transmission, l'Oeuvre Notre-Dame a comme mission d'assurer le financement des travaux dont elle a la charge. Elle dispose de cinq sources de revenus :

- Ceux issus de la gestion de son patrimoine, dons et legs accumulés depuis le Moyen-Âge, qui est composé de vingt immeubles bâtis et de mille hectares de terres répartis dans tout le département du Bas Rhin ;
- Ceux du issus du tourisme au travers de l'exploitation du circuit de visite conduisant à la plateforme de la cathédrale de Strasbourg ;
- Ceux provenant de la vente de produits dérivés et de partenariats commerciaux.
- Une aide de la municipalité strasbourgeoise au travers d'une subvention annuelle ;
- et enfin, les dons et mécénat.

Présentation du projet

Intitulé du projet

TRANSMISSION DES SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE AU SEIN DES ATELIERS DE LA CATHEDRALE DE STRASBOURG

Nom du porteur de projet et coordonnées

Eric FISCHER
Tél : 03.68.98.74.44
Mail : eric.fischer@strasbourg.eu

Description du cadre général et de son intérêt patrimonial

Inscrite conjointement avec 17 autres ateliers d'Europe sur le registre des bonnes pratiques de préservation du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, elle s'engage à perpétuer la transmission de ses valeurs aux jeunes générations.

La formation des jeunes gens est donc la mesure de conservation la plus importante pour la préservation du fonctionnement des ateliers. Chaque année, dans ces véritables centres spécialisés, un à trois apprentis sont formés aux métiers de la pierre. Grâce à cette transmission active, ininterrompue et interdisciplinaire des connaissances et des gestes techniques en différents domaines, notamment celui de la pierre naturelle et du maniement des outils traditionnels, les ateliers ont maintenu leurs savoir-faire au fil des siècles. Depuis l'origine des chantiers, l'emploi de la pierre naturelle rend le métier de tailleur indispensable. Sur ces transferts de compétences repose l'entretien des édifices, dont les ateliers ont la responsabilité : la formation continue sensibilise les employés des ateliers à de nouveaux champs de recherche et de pratiques, développe la curiosité professionnelle et informe du renouvellement des méthodes de conservation des matériaux.

Grâce à leur formation en alternance (école / atelier), les jeunes tailleurs de pierre et sculpteurs acquièrent les fondamentaux théoriques et pratiques et une connaissance approfondie des outils anciens et des techniques de construction. Les apprentis sculpteurs apprennent ainsi à maîtriser l'estampage, technique de moulage très rarement pratiquée en dehors des ateliers.

Dans la pratique, l'enseignement est fondé sur une relation personnelle étroite entre maître et apprenti. Elle est primordiale pour la transmission des savoirs dits « implicites », ni verbalisés ni écrits : depuis des siècles au sein des ateliers, l'apprenti acquiert par imitation et observation, « l'intelligence de la main ». La coordination des différentes compétences autour de la pièce à travailler représente le mode de communication le plus pratiqué dans les ateliers, par tous les corps de métiers. Le travail en collaboration directe avec des artisans de tous âges, quel que soit le genre, la proximité immédiate de l'édifice, la mobilité des compagnons du devoir et le recours à la disponibilité de la documentation historique in situ garantissent aux artisans une formation de haut niveau. La qualité esthétique et technique des éléments réalisés et les nombreuses demandes d'expertise technique en témoignent.

Description des objectifs de l'opération

Les ateliers de la Fondation de l'Œuvre Notre-Dame comptent 23 hommes et femmes. Les artisans sont tailleurs de pierre, sculpteurs, maçons, forgeron et menuisier, spécialistes de la restauration, de la conservation ou du dessin au service de la cathédrale de Strasbourg.

Ils se sont formés dans des Centres de Formation d'Apprentis (CFA), des lycées techniques ou dans des sociétés compagnonniques et, pour certains d'entre eux, connus des parcours riches et divers avant de s'engager sur les métiers de la pierre. Ainsi, plusieurs meilleurs ouvriers de France, compagnons du devoir travaillent au sein de nos ateliers.

Tout comme le patrimoine historique est conservé, ce riche patrimoine immatériel est transmis et l'Oeuvre Notre-Dame s'investit très concrètement en ce sens. 2 à 3 apprentis sont accueillis régulièrement, tous les ans un compagnon du devoir est de passage dans le cadre de son tour de France. Des stagiaires, notamment en architecture, passent régulièrement aux ateliers pour se confronter à la vie en entreprise et découvrir tous les enjeux de la préservation de notre patrimoine.

L'opération en cours poursuit l'objectif de former un jeune apprenti à la sculpture, d'accueillir pour une année un compagnon du tour de France et de permettre à de jeunes étudiants en architectures de se confronter aux pratiques de sauvegarde d'un monument historique au sein d'un atelier d'exception.

Etapes et planning du projet

Les phases du projet sont les suivantes :

Apprentissage et compagnons du devoir.

- juillet 2021 : recrutement des apprentis
- septembre 2021 : début des contrats des apprentis et des compagnons
- Durée de l'apprentissage : 1 à 2 ans, un an pour le compagnon

Stages « architectes ».

- Printemps : publication des stages
- Périodes d'exécution : toute l'année
- Durée : 4 mois

Plan de financement

Charges		**Ressources**		
Travaux	**68.000 €**	**Autofinancement**	**14.500 €**	*21,5* **%**
		Coût - maitre d'apprentissage	11.000 €	
		Coût – maitre de stage	3.500 €	
		Mécénat à solliciter	**53.500 €**	78,5 %
		Charge annuelle d'un apprenti	*20.000 €*	
		Charge d'un stagiaire architecte	*3.500 €*	
		Charge annuelle d'un compagnon du devoir	*30.000 €*	
		TOTAL	***66.000 €***	*100* **%**

28

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Soutien des athlètes dans le cadre de leur préparation olympique et paralympique.

Numéro V-2021-1522

Le sport de performance contribue à l'animation ainsi qu'au dynamisme de la cité, propose des exemples de réussite individuelle et collective pour la jeunesse, et invite notamment les enfants et les adolescent-es à pratiquer un sport. La Ville souhaite ainsi accompagner les clubs et athlètes dans leurs projets sportifs.

Les dispositifs de subvention aux associations sportives et athlètes intègrent les enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques portés par la ville de Strasbourg. De même, le dialogue de gestion mené avec tous les acteurs du sport (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) prend en compte ces dimensions afin d'être intégrées de manière accrue dans leurs activités.

Versement de subventions au titre du sport performance individuel - conventions de parrainage 2021-2022 avec les athlètes en préparation olympique.

La ville de Strasbourg apporte son soutien aux athlètes pratiquant un sport individuel et participant aux compétitions européennes ou mondiales, avec pour objectif final la participation aux Jeux olympiques et paralympiques.

A ce titre, en concertation avec le mouvement sportif et les filières de performances des différentes disciplines, des conventions de parrainage sont proposées pour la saison 2021-2022 aux athlètes sélectionnés par la collectivité au vu de leurs projets sportifs, professionnels et personnels.

Il s'agit notamment d'accompagner le développement de ces athlètes dans leurs différents projets (réussite sportive, études/insertion professionnelle…), ainsi que d'en faire des ambassadeurs de notre territoire et de nos valeurs, notamment auprès des plus jeunes.

21 athlètes sont concerné-es par ce dispositif pour la saison sportive 2021/2022, pour un montant total de subvention de 99 000 €.

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	9 000 €

BAUER Sharone (ASPTT – badminton)	3 000 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT PCS - plongeon)	3 000 €
BOUZID SOUIHLI Ismaël (Eurométropole Strasbourg taekwondo)	3 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	6 000 €
CHRISTOPHEL Marie (ASPTT - haltérophilie)	3 000 €
ERIUS Jeff (Racing Club de Strasbourg - Athlétisme)	6 000 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg - ski)	6 000 €
JENKINS Maureen (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	6 000 €
KASTNER Florent (Two Wheels – BMX freestyle)	3 000 €
KNEPFLER Elise (Strasbourg GRS – gymnastique artistique)	3 000 €
KODAD Mohamed-Amine (Association Sportive de Strasbourg - athlétisme)	3 000 €
KOZAR Anicet (ASPTT - athlétisme)	6 000 €
LANIER Alex (ASPTT – Badminton)	3 000 €
NOUTCHA Sarah (Strasbourg Université Club - escrime)	9 000 €
PANCASARI Rosy (ASPTT – Badminton)	3 000 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	6 000 €
RIBSTEIN Jules (ASPTT – paratriathlon)	9 000 €
SEGAUX Tom (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	3 000 €
VILLEGER William (ASPTT – Badminton)	3 000 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	3 000 €

Le montant des aides financières est déterminé en fonction du potentiel de l'athlète et de son projet, défini en lien avec lui-elle, le club et la ligue de la discipline de ressort :

- Médaille aux JO Pékin 2022 / Paris 2024 : attribution d'une aide de 9 000 € ;
- Finaliste aux JO Pékin 2022 / Paris 2024 : attribution d'une aide de 6 000 € ;
- Participation aux JO Pékin 2022 / Paris 2024 : attribution d'une aide de 3 000 €.

Ces aides financières seront versées directement à chaque athlète dans le cadre de la convention de parrainage. Les athlètes s'engagent par ailleurs à respecter et contribuer aux valeurs de l'olympisme.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions, pour un montant total de 99 000 €, aux athlètes suivants :

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	*9 000 €*
BAUER Sharone (ASPTT – badminton)	*3 000 €*
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT PCS - plongeon)	*3 000 €*
BOUZID SOUIHLI Ismaël (Eurométropole Strasbourg taekwondo)	*3 000 €*
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*6 000 €*
CHRISTOPHEL Marie (ASPTT - haltérophilie)	*3 000 €*
ERIUS Jeff (Racing Club de Strasbourg - Athlétisme)	*6 000 €*
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg - ski)	*6 000 €*
JENKINS Maureen (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	*6 000 €*
KASTNER Florent (Two Wheels – BMX freestyle)	*3 000 €*
KNEPFLER Elise (Strasbourg GRS – gymnastique artistique)	*3 000 €*
KODAD Mohamed-Amine (Association Sportive de Strasbourg - athlétisme)	*3 000 €*
KOZAR Anicet (ASPTT - athlétisme)	*6 000 €*
LANIER Alex (ASPTT – Badminton)	*3 000 €*
NOUTCHA Sarah (Strasbourg Université Club - escrime)	*9 000 €*
PANCASARI Rosy (ASPTT – Badminton)	*3 000 €*
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	*6 000 €*
RIBSTEIN Jules (ASPTT – paratriathlon)	*9 000 €*
SEGAUX Tom (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*3 000 €*
VILLEGER William (ASPTT – Badminton)	*3 000 €*
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*3 000 €*

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire SJ0C3 / 6574 / 8061 / 40 du BP 2021, dont le solde disponible avant le présent Conseil s'élève à 130 019 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 13 décembre 2021

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142220A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Soutien au sport de performance

Versement de subventions au titre du sport performance individuel - conventions de parrainage 2021-2022 avec les athlètes en préparation olympiques.

Le montant total s'élève à la somme de 99 000 €, réparti comme suit :

BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	9 000 €
BAUER Sharone (ASPTT – badminton)	3 000 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT PCS - plongeon)	3 000 €
BOUZID SOUIHLI Ismaël (Eurométropole Strasbourg taekwondo)	3 000 €
BRISWALTER Margaux (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	6 000 €
CHRISTOPHEL Marie (ASPTT - haltérophilie)	3 000 €
ERIUS Jeff (Racing Club de Strasbourg - Athlétisme)	6 000 €
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg - ski)	6 000 €
JENKINS Maureen (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	6 000 €
KASTNER Florent (Two Wheels – BMX freestyle)	3 000 €
KNEPFLER Elise (Strasbourg GRS – gymnastique artistique)	3 000 €
KODAD Mohamed-Amine (Association Sportive de Strasbourg - athlétisme)	3 000 €
KOZAR Anicet (ASPTT - athlétisme)	6 000 €
LANIER Alex (ASPTT – Badminton)	3 000 €
NOUTCHA Sarah (Strasbourg Université Club - escrime)	9 000 €
PANCASARI Rosy (ASPTT – Badminton)	3 000 €
PLANEIX Eve (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	6 000 €
RIBSTEIN Jules (ASPTT – paratriathlon)	9 000 €
SEGAUX Tom (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	3 000 €
VILLEGER William (ASPTT – Badminton)	3 000 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	3 000 €

29

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Versement de subventions dans le cadre du dispositif des bourses d'aide à la licence sportive.

Numéro V-2021-1652

La pratique sportive est un vecteur d'inclusion, d'émancipation et de vivre ensemble dans la ville. Elle permet à chacun·e de vivre concrètement la citoyenneté et participe directement au bien-être et à la bonne santé des habitant·e·s.

Cependant, le coût de la pratique sportive a été identifié comme un frein à l'inscription des jeunes dans les clubs sportifs. Par ailleurs, en cette période de crise sanitaire, les clubs sportifs du territoire connaissent une baisse du nombre de leurs licencié·e·s.

Le dispositif de bourse d'aide à la licence sportive permet donc à la fois de garantir aux clubs un certain nombre de licencié·e·s et d'aider les jeunes strasbourgeois·e·s à pratiquer le sport en club.

Pour la rentrée 2021-2022, un élargissement du dispositif a ainsi été acté pour rendre éligibles à la bourse d'aide à la licence sportive toutes les familles strasbourgeoises ayant un quotient familial (QF) inférieur ou égal à 720 €, quel que soit leur lieu d'habitation dans la ville. L'éligibilité ne dépend donc plus du critère d'habitation en quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV).

En effet, le dispositif de bourse d'aide à la pratique sportive contribue à l'inclusion sociale en rendant le sport accessible à une majorité de jeunes Strasbourgeois·e·s de moins de 18 ans et en attirant des publics habituellement éloignés de la pratique sportive pour des raisons financières. Attribuée en fonction des revenus familiaux, cette aide permet à son/sa bénéficiaire d'obtenir un allègement des frais d'adhésion à une association sportive de la ville labellisée « club sport citoyen ».

Actuellement, 67 associations sportives représentant 62 disciplines différentes se sont portées volontaires et ont obtenu la labellisation partenariale, et accueillent les bénéficiaires de la bourse d'aide à la licence sportive. Ces associations partenaires s'engagent par convention à former leurs encadrant·e·s aux valeurs de la République et à organiser des actions citoyennes, participant ainsi à la mise en œuvre de la transformation démocratique.

Ainsi, l'aide à la pratique sportive forme la pierre angulaire d'un dispositif global construit autour de l'accompagnement des acteurs, du renforcement humain des clubs et de l'accès au sport pour toutes et tous. Ce dispositif participe directement à la prise en compte des enjeux sociaux et démocratiques vécus par les habitant·e·s.

Les subventions proposées dans la présente délibération s'appliquent pour la saison 2021-2022. Le dispositif d'aide à la licence sportive a fait l'objet d'une demande de soutien financier à hauteur de 80 000 € auprès de l'Etat au titre des Contrats de Ville.

Rappel des modalités pratiques saison 2021-2022

Les critères d'éligibilité des bénéficiaires pour la saison 2021-2022 :
- être âgé·e de moins de 18 ans (au 1er janvier de l'année en cours),
- être (ou les parents) non imposable, avec un quotient familial inférieur ou égal à 720 €,
- s'inscrire dans un club sportif strasbourgeois partenaire, labellisé sport citoyen.

Les modalités :

1. Sur présentation de l'attestation délivrée par le service Vie sportive, les bénéficiaires du dispositif obtiennent une remise de 80 € immédiate sur le montant de la cotisation et de la licence, lors de leur inscription dans un club sportif partenaire.
2. les associations reçoivent une subvention de 100 € par jeune bénéficiaire accueilli·e.

La présente délibération vise ainsi à financer une seconde partie des bénéficiaires du dispositif, soit 878 inscrits portant le total provisoire à 1 196 jeunes. Il est dès lors proposé d'allouer une aide financière **d'un montant total de 87 800 €** aux associations sportives suivantes :

Associations	**Disciplines**	**Nombre de bénéficiaires**	**Subvention proposée**
AJF Hautepierre	Football	9	900 €
Amicale du Personnel du Département du Bas-Rhin	Tennis	3	300 €
Amicale Sportive Elsau Tennis	Tennis	3	300 €
Apsara Muay Thaï	Boxe thaï	4	400 €
AS Cheminots de Strasbourg	Judo – athlétisme	15	1 500 €
AS Corona	Boxe	22	2 200 €
AS Electricité de Strasbourg	Tennis – basket	4	400 €
AS Menora	Football	4	400 €
AS Musau	Football	8	800 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	54	5 400 €
ASL Gendarmerie d'Alsace	Judo	5	500 €

ASPTT Strasbourg	Athlétisme	5	500 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Football	69	6 900 €
Association Sportive Strasbourg	Basket - football	24	2 400 €
Ballet Nautique de Strasbourg	Natation artistique	1	100 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	4	400 €
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	14	1 400 €
Cercle Sportif St Michel	Gymnastique	16	1 600 €
Club Alpin Français de Strasbourg	Escalade	14	1 400 €
Club des Sports de Glace Strasbourg Alsace	Hockey sur glace	1	100 €
Club Sportif de Hautepierre	Karaté	3	300 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	53	5 300 €
FC Kronenbourg	Football	31	3 100 €
FC Montagne-Verte	Football	11	1 100 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	37	3 700 €
FC Stockfeld Colombes	Football	2	200 €
Imana Volley	Volley-ball	3	300 €
International Meinau Académie	Football	88	8 800 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket – boxe – football – karaté – lutte	50	5 000 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	13	1 300 €
Karaté Club Cronenbourg	Karaté	6	600 €
Les Libellules Basket Club Strasbourg	Basket	15	1 500 €
Meinau Boxing Club	Boxe	40	4 000 €
Mixsage	Karaté	24	2 400 €
One Boxe Strasbourg	Boxe	21	2 100 €
Panza Gymnothèque	Karaté – kickboxing – boxe	18	1 800 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – judo karaté – tennis de table	31	3 100 €
Rowing Club de Strasbourg	Aviron	3	300 €

Société Athlétique Koenigshoffen	Boxe – karaté	5	500 €
Sporting Club Red Star	Football	31	3 100 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	2	200 €
Strasbourg GRS	Gymnastique rythmique	11	1 100 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	23	2 300 €
Strasbourg Université Club	Escrime - Football- gymnastique – karaté	19	1 900 €
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	Natation	48	4 800 €
Union Sportive Egalitaire	Football – gymnastique – tennis de table	3	300 €
W Fight	Boxe	8	800 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement, au titre du dispositif d'aide à la licence sportive, d'une subvention pour chacune des associations sportives référencées ci-dessous pour un montant total de ***87 800 € :***

Associations	***Disciplines***	***Nombre de bénéficiaires***	***Subvention proposée***
AJF Hautepierre	*Football*	*9*	*900 €*
Amicale du Personnel du Département du Bas-Rhin	*Tennis*	*3*	*300 €*
Amicale Sportive Elsau Tennis	*Tennis*	*3*	*300 €*
Apsara Muay Thaï	*Boxe thaï*	*4*	*400 €*
AS Cheminots de Strasbourg	*Judo – athlétisme*	*15*	*1 500 €*
AS Corona	*Boxe*	*22*	*2 200 €*
AS Electricité de Strasbourg	*Tennis – basket*	*4*	*400 €*

AS Menora	*Football*	*4*	*400 €*
AS Musau	*Football*	*8*	*800 €*
AS Strasbourg Elsau Portugais	*Football*	*54*	*5 400 €*
ASL Gendarmerie d'Alsace	*Judo*	*5*	*500 €*
ASPTT Strasbourg	*Athlétisme*	*5*	*500 €*
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	*Football*	*69*	*6 900 €*
Association Sportive Strasbourg	*Basket - football*	*24*	*2 400 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*Natation artistique*	*1*	*100 €*
Cercle Sportif du Neuhof	*Football*	*4*	*400 €*
Cercle Sportif Meinau	*Gymnastique*	*14*	*1 400 €*
Cercle Sportif St Michel	*Gymnastique*	*16*	*1 600 €*
Club Alpin Français de Strasbourg	*Escalade*	*14*	*1 400 €*
Club des Sports de Glace Strasbourg Alsace	*Hockey sur glace*	*1*	*100 €*
Club Sportif de Hautepierre	*Karaté*	*3*	*300 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*Taekwondo*	*53*	*5 300 €*
FC Kronenbourg	*Football*	*31*	*3 100 €*
FC Montagne-Verte	*Football*	*11*	*1 100 €*
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	*Football*	*37*	*3 700 €*
FC Stockfeld Colombes	*Football*	*2*	*200 €*
Imana Volley	*Volley-ball*	*3*	*300 €*
International Meinau Académie	*Football*	*88*	*8 800 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*Basket – boxe – football – karaté – lutte*	*50*	*5 000 €*
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*Judo*	*13*	*1 300 €*
Karaté Club Cronenbourg	*Karaté*	*6*	*600 €*
Les Libellules Basket Club Strasbourg	*Basket*	*15*	*1 500 €*
Meinau Boxing Club	*Boxe*	*40*	*4 000 €*
Mixsage	*Karaté*	*24*	*2 400 €*
One Boxe Strasbourg	*Boxe*	*21*	*2 100 €*

Panza Gymnothèque	*Karaté – kickboxing – boxe*	*18*	*1 800 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*Athlétisme – judo karaté – tennis de table*	*31*	*3 100 €*
Rowing Club de Strasbourg	*Aviron*	*3*	*300 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*Boxe – karaté*	*5*	*500 €*
Sporting Club Red Star	*Football*	*31*	*3 100 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*Rugby*	*2*	*200 €*
Strasbourg GRS	*Gymnastique rythmique*	*11*	*1 100 €*
Strasbourg Thaï Boxing	*Boxe thaï*	*23*	*2 300 €*
Strasbourg Université Club	*Escrime - Football- gymnastique – karaté*	*19*	*1 900 €*
Team Strasbourg SNS ASPTT PCS	*Natation*	*48*	*4 800 €*
Union Sportive Egalitaire	*Football – gymnastique – tennis de table*	*3*	*300 €*
W Fight	*Boxe*	*8*	*800 €*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 412 / 6574 / 8092 / SJ03 B du Budget Primitif 2021 dont le montant disponible avant le présent conseil s'élève à 167 500 €

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142121A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Subventions Bourses d'aide à la licence sportive

2e versement saison sportive 2021-2022

Montant total 87 800 €

Associations	Disciplines	Nombre de bénéficiaires	Subvention proposée	Montant total versé saison sportive 2020/2021
AJF Hautepierre	Football	9	900 €	900 €
Amicale du personnel du Département du Bas-Rhin	Tennis	3	300 €	-
Amicale Sportive Elsau Tennis	Tennis	3	300 €	-
Apsara Muay Thaï	Boxe thaï	4	400 €	2 300 €
AS Cheminots de Strasbourg	Athlétisme – judo	15	1 500 €	1 100 €
AS Corona	Boxe	22	2 200 €	1 100 €
AS Electricité de Strasbourg	Basket – tennis	4	400 €	800 €
AS Menora	Football	4	400 €	-
AS Musau	Football	8	800 €	1 400 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	Football	54	5 400 €	-
ASL Gendarmerie d'Alsace	Judo	5	500 €	-
ASPTT Strasbourg	Athlétisme	5	500 €	11 800 €
Association Sportive et Educative de la Cité de l'Ill	Football	69	6 900 €	4 600 €
Association Sportive Strasbourg	Basket – football	24	2 400 €	3 500 €
Ballet Nautique de Strasbourg	Natation artistique	1	100 €	-
Cercle Sportif Meinau	Gymnastique	14	1 400 €	2 600 €
Cercle Sportif du Neuhof	Football	4	400 €	800 €
Cercle Sportif St Michel	Gymnastique	16	1 600 €	1 100 €
Club Alpin Français de Strasbourg	Escalade	14	1 400 €	700 €
Club des Sports de Glace	Hockey sur glace	1	100 €	-

Strasbourg Alsace				
Club Sportif de Hautepierre	Karaté	3	300 €	200 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	Taekwondo	53	5 300 €	10 300 €
FC Kronenbourg	Football	31	3 100 €	5 300 €
FC Montagne-Verte	Football	11	1 100 €	2 100 €
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	Football	37	3 700 €	11 300 €
FC Stockfeld Colombes	Football	2	200 €	-
Imana Volley	Volley-ball	3	300 €	-
International Meinau Académie	Football	88	8 800 €	6 600 €
Joie et Santé Koenigshoffen	Basket – boxe-football-karaté-lutte	50	5 000 €	6 200 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	Judo	13	1 300 €	200 €
Karaté Club Cronenbourg	Karaté	6	600 €	1 400 €
Les Libellules Basket-Club Strasbourg	Basket	15	1 500 €	1 400 €
Meinau Boxing Club	Boxe	40	4 000 €	2 200 €
Mixsage	Karaté	24	2 400 €	3 300 €
One Boxe Strasbourg	Boxe	21	2 100 €	1 900 €
Panza Gymnothèque	Karaté-kickboxing-boxe	18	1 800 €	-
Racing Club de Strasbourg Omnisport	Athlétisme – karaté – judo – tennis de table	31	3 100 €	4 300 €
Rowing Club de Strasbourg	Aviron	3	300 €	400 €
Société Athlétique Koenigshoffen	Boxe – karaté	5	500 €	2 200 €
Sporting Club Red Star	Football	31	3 100 €	2 800 €
Strasbourg Alsace Rugby	Rugby	2	200 €	2 000 €
Strasbourg GRS	Gymnastique rythmique	11	1 100 €	600 €
Strasbourg Thaï Boxing	Boxe thaï	23	2 300 €	1 000 €
Strasbourg Université Club	Escrime-football-gymnastique-karaté	19	1 900 €	200 €

Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	Natation	48	4 800 €	2 000 €
Union Sportive Egalitaire	Football-gymnastique-tennis de table	3	300 €	-
W Fight	Boxe	8	800 €	100 €

30

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Versement de la subvention générale de fonctionnement 2022 aux associations sportives strasbourgeoises.

Numéro V-2021-1678

La pratique sportive est un vecteur d'inclusion, d'émancipation et de vivre ensemble dans la ville. Elle permet à chacun·e de vivre concrètement la citoyenneté et participe directement au bien-être et à la bonne santé des habitant·e·s.

Les dispositifs de subvention aux associations sportives renforcent l'intégration des enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques portés par la ville de Strasbourg. De même, le dialogue de gestion mené avec les principaux acteurs du sport (clubs, organisateurs de manifestations, athlètes) prend en compte ces dimensions afin d'être intégrées de manière accrue dans leurs activités.

Les subventions générales de fonctionnement sont attribuées par la collectivité, dans le cadre de sa politique d'aide volontariste en faveur des acteurs du monde sportif. Elles sont déterminées annuellement en collaboration avec l'Office des sports. Cette subvention doit permettre aux clubs d'exercer leurs activités, d'organiser des manifestations, des déplacements, des formations…

Après une saison sportive 2019-2020 particulièrement perturbée par la crise sanitaire, où la pratique sportive a été très réduite voire inexistante pendant de longs mois pour certains clubs, la ville de Strasbourg a souhaité réaffirmer son soutien aux acteurs associatifs locaux en adaptant le dispositif à la situation sanitaire, en prenant en compte la situation la plus favorable en nombre de licenciés sur les deux dernières saisons sportives.

Les subventions de fonctionnement sont calculées en fonction de quatre critères :
- les effectifs : 5 catégories (moins de 12 ans, 12 à 18 ans, 18 à 60 ans, plus de 60 ans, dirigeants) sur la meilleure des deux dernières saisons sportives ;
- le niveau de compétition : 5 niveaux (départemental, interrégional, national, international en club, international en équipe de France) ;
- l'encadrement sportif : 4 niveaux (Brevet professionnel, Diplôme d'Etat, Certificat de Qualification Professionnel, Brevet Fédéral, autres encadrants sportifs) ;

- les créneaux réservés : le volume horaire d'occupation des stades et gymnases municipaux réservés sur la saison sportive vient en déduction des 3 critères précédents, à raison de 1 €/heure réservée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement de la subvention pour chacune des associations sportives référencée ci-dessous pour un montant total de 692 331 €

1001 Roues Roller	*575 €*
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air	*11 072 €*
Aéro Club d'Alsace	*1 459 €*
Air Aile Sports Aériens	*1 705 €*
AJF Hautepierre	*1 266 €*
Allez les Filles	*290 €*
Alsacerando	*839 €*
Alsatia Neuhof Stockfeld	*443 €*
Amicale Française des Coureurs de Fond d'Alsace	*474 €*
Amicale Sportive Elsau Tennis	*1 542 €*
Apsara Muay Thaï	*655 €*
Aqua Passion	*569 €*
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	*8 172 €*
Arc Club de Strasbourg	*557 €*
Association Sportive Cheminots de Strasbourg	*21 387 €*
AS Electricité de Strasbourg	*12 814 €*
Association Ménora	*8 686 €*
AS Musau	*7 095 €*
AS Neudorf	*6 613 €*
AS Pierrots Vauban	*8 344 €*
AS Strasbourg Elsau Portugais	*6 744 €*
ASL Gendarmerie d'Alsace	*2 827 €*
ASL Robertsau	*32 569 €*
ASPTT Strasbourg	*82 396 €*
Association des Courses de Strasbourg Europe	*671 €*
Association Omnisports Gazelec	*5 399 €*
Association Sportive Strasbourg	*20 949 €*
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	*1 193 €*
Athlé Santé Nature 67	*2 000 €*
Aviron Strasbourg 1881	*3 489 €*
Badminton Club Musau	*2 965 €*
Ballet Nautique de Strasbourg	*9 156 €*
Bischheim Strasbourg Skating	*2 256 €*
Boule Strasbourgeoise du Rhin	*470 €*
Bowling Club les Canonniers 67	*1 499 €*
Budo Kaï	*424 €*
Bujinkan Niten Dojo	*345 €*

Cambio Salsacademy Casa	*497 €*
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace	*3 802 €*
Cercle d'Echecs de Strasbourg	*13 754 €*
Cercle d'Escrime de Strasbourg	*3 268 €*
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	*1 193 €*
Cercle Nautique Ill Club	*269 €*
Cercle Sportif Meinau	*1 550 €*
Cercle Sportif Neuhof	*3 817 €*
Cercle Sportif Saint Jean Strasbourg 1852	*883 €*
Cercle Sportif Saint Michel	*2 551 €*
Cheminots Roller d'Alsace	*2 834 €*
Club Alpin Français de Strasbourg	*499 €*
Club Bouliste Strasbourgeois	*1 168 €*
Club d'Activités Corporelles Educatives et de Loisirs	*394 €*
Club d'Activités Physiques Meinau Canardière	*1 102 €*
Club d'Orientation Strasbourg Europe	*810 €*
Club de Quilles CRH	*204 €*
Club de Quilles la République 1925	*507 €*
Club des Sports de Glace	*14 284 €*
Club Sportif de Hautepierre	*4 114 €*
Club Sportif et Artistique de la Garnison de Strasbourg	*7 098 €*
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre	*11 347 €*
Ecole de Voile de Strasbourg	*1 794 €*
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	*11 606 €*
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	*13 834 €*
Européenne Pétanque Esplanade	*148 €*
FC Kronenbourg Tennis	*6 401 €*
FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	*16 213 €*
FC Stockfeld Colombes	*4 273 €*
FC Strasbourg Loisirs	*391 €*
Gym Concordia Neudorf	*5 248 €*
Gymnastique Volontaire Kléber	*325 €*
Gymnastique Volontaire Sainte Aurélie	*884 €*
Handball Club Strasbourg Neuhof	*459 €*
Hautepierre Badminton Club	*362 €*
Ill Tennis Club	*14 716 €*
Indoor Santé	*1 539 €*
Institut de Pratique des Arts Chinois Traditionnels	*212 €*
International Meinau Académie	*12 035 €*
JEHM le Sport	*1 515 €*
Joie et Santé Koenigshoffen	*11 928 €*
Judo Club Saint Etienne	*5 940 €*
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	*6 813 €*
Karaté Club Cronenbourg	*2 714 €*
Karaté Club de la Robertsau	*2 332 €*
Kung Fu Shaolin Vu Ba	*1 483 €*
Kyoshinkai	*564 €*
La Sportive Neuhof	*4 031 €*
Libellules Basket Club de Strasbourg	*4 756 €*
MCM Orangerie	*669 €*
Nouvelle Ligne	*1 579 €*
Panza Gymnothèque	*5 260 €*
Pédale d'Alsace	*873 €*
Pétanque Club du Polygone	*475 €*
Pétanque Club Kronenbourg	*1 418 €*

PK Stras	*1 932 €*
Plongée Aquatique Club	*774 €*
Racing Club de Strasbourg Omnisport	*9 336 €*
Randonneurs de Strasbourg	*953 €*
Robertsau Contades Pétanque Club	*846 €*
Rowing Club de Strasbourg	*4 978 €*
Saint Joseph Strasbourg	*9 356 €*
Section de Gymnastique Volontaire GV 56	*250 €*
Skieurs de Strasbourg	*3 825 €*
Société Athlétique Koenigshoffen	*792 €*
Société de Gymnastique Cronenbourg	*1 886 €*
Société de Gymnastique Espérance Strasbourg	*126 €*
Société de Gymnastique et de Sports La Fraternelle	*3 180 €*
Société de Gymnastique et de Sports la Strasbourgeoise	*15 916 €*
Société de Gymnastique la Concorde Robertsau	*6 410 €*
Société de Tir de Strasbourg	*4 835 €*
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sports l'Avenir Strasbourg	*2 157 €*
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau	*1 016 €*
Sport Union XV	*4 519 €*
Sporting Club Red Star	*2 526 €*
Sporting Strasbourg Futsal	*683 €*
Sports et Loisirs Constantia	*3 998 €*
Strasbourg Alsace Rugby	*7 475 €*
Strasbourg Eaux Vives	*5 640 €*
Strasbourg GRS	*4 117 €*
Strasbourg Sud Handball – la Famille	*4 825 €*
Strasbourg Université Club	*33 653 €*
Strasbourg Vélo Club	*421 €*
Strasbourg Volley-Ball	*1 372 €*
Strascross	*3 125 €*
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	*29 166 €*
Tennis Club de Strasbourg	*15 435 €*
Tennis Club Europe	*3 253 €*
Tennis Club Meinau	*6 137 €*
Touring Plongée Strasbourg	*1 423 €*
Union de Tourisme de Cronenbourg	*1 295 €*
Union Sportive Egalitaire	*2 137 €*
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	*336 €*
Union Sportive Polices Urbaines de Strasbourg	*877 €*
Union Touristique Montagne Verte	*403 €*
Vosges Trotters Strasbourg	*242 €*
W-Fight	*1 434 €*
X-Strikes	*215 €*
Yacht Club de Strasbourg	*412 €*

décide

l'imputation des dépenses sur la ligne budgétaire SJ03B 6574/415/8058 en 2022

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières et autres documents relatifs à ces opérations.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142274-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Versement des subventions de fonctionnement 2022
aux associations sportives strasbourgeoises

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Dispositif délibéré

ASSOCIATION	Montant proposé	Montant N-1
1001 Roues Roller	575 €	464 €
Activités Sportives Culturelles et de Plein Air	11 072 €	10 371 €
Aéro Club d'Alsace	1 459 €	1 296 €
Air Aile Sports Aériens	1 705 €	1 380 €
AJF Hautepierre	1 266 €	1 224 €
Allez les Filles	290 €	269 €
Alsacerando	839 €	112 €
Alsatia Neuhof Stockfeld	443 €	483 €
Amicale Française des Coureurs de Fond d'Alsace	474 €	536 €
Amicale Sportive Elsau Tennis	1 542 €	1 477 €
Apsara Muay Thaï	655 €	391 €
Aqua Passion	569 €	497 €
Aquatic Club d'Alsace et de Lorraine	8 172 €	8 699 €
Arc Club de Strasbourg	557 €	600 €
Association Sportive Cheminots de Strasbourg	21 387 €	22 000 €
AS Electricité de Strasbourg	12 814 €	12 450 €
Association Menora	8 686 €	8 182 €
AS Musau	7 095 €	7 381 €
AS Neudorf	6 613 €	6 653 €
AS Pierrots Vauban	8 344 €	9 329 €
AS Strasbourg Elsau Portugais	6 744 €	6 030 €
ASL Gendarmerie d'Alsace	2 827 €	-
ASL Robertsau	32 569 €	33 513 €
ASPTT Strasbourg	82 396 €	83 382 €
Association des Courses de Strasbourg Europe	671 €	408 €
Association Omnisports Gazelec	5 399 €	4 840 €
Association Sportive Strasbourg	20 949 €	18 881 €
Association Strasbourg Handisport Passion Aventure	1 193 €	1 239 €

Athlé Santé Nature 67	2 000 €	2 000 €
Aviron Strasbourg 1881	3 489 €	3 336 €
Badminton Club Musau	2 965 €	2 959 €
Ballet Nautique de Strasbourg	9 156 €	8 122 €
Bischheim Strasbourg Skating	2 256 €	2 143 €
Boule Strasbourgeoise du Rhin	470 €	-
Bowling Club les Canonniers 67	1 499 €	1 410 €
Budo Kaï	424 €	387 €
Bujinkan Niten Dojo	345 €	306 €
Cambio Salsacademy Casa	497 €	467 €
Centre Ecole de Parachutisme d'Alsace	3 802 €	3 382 €
Cercle d'Echecs de Strasbourg	13 754 €	12 425 €
Cercle d'Escrime de Strasbourg	3 268 €	3 072 €
Cercle de l'Aviron de Strasbourg	1 193 €	1 182 €
Cercle Nautique Ill Club	269 €	253 €
Cercle Sportif Meinau	1 550 €	1 520 €
Cercle Sportif Neuhof	3 817 €	3 812 €
Cercle Sportif Saint Jean Strasbourg 1852	883 €	1 154 €
Cercle Sportif Saint Michel	2 551 €	2 846 €
Cheminots Roller d'Alsace	2 834 €	2 465 €
Club Alpin Français de Strasbourg	499 €	1 053 €
Club Bouliste Strasbourgeois	1 168 €	1 763 €
Club d'Activités Corporelles Educatives et de Loisirs	394 €	371 €
Club d'Activités Physiques Meinau Canardière	1 102 €	1 077 €
Club d'Orientation Strasbourg Europe	810 €	753 €
Club de Quilles CRH	204 €	362 €
Club de Quilles la République 1925	507 €	550 €
Club des Sports de Glace	14 284 €	15 624 €
Club Sportif de Hautepierre	4 114 €	3 940 €
Club Sportif et Artistique de la Garnison de Strasbourg	7 098 €	6 709 €
Ecole d'Equitation du Waldhof-Académie Equestre	11 347 €	9 254 €
Ecole de Voile de Strasbourg	1 794 €	1 725 €
Eurométropole Strasbourg Schiltigheim Alsace Handball	11 606 €	11 788 €
Eurométropole Strasbourg Taekwondo	13 834 €	13 693 €
Européenne Pétanque Esplanade	148 €	223 €
FC Kronenbourg Tennis	6 401 €	6 251 €

FC Olympique Strasbourg Koenigshoffen 06	16 213 €	15 407 €
FC Stockfeld Colombes	4 273 €	3 906 €
FC Strasbourg Loisirs	391 €	812 €
Gym Concordia Neudorf	5 248 €	3 551 €
Gymnastique Volontaire Kléber	325 €	336 €
Gymnastique Volontaire Sainte Aurélie	884 €	869 €
Handball Club Strasbourg Neuhof	459 €	369 €
Hautepierre Badminton Club	362 €	712 €
Ill Tennis Club	14 716 €	13 952 €
Indoor Santé	1 539 €	-
Institut de Pratique des Arts Chinois Traditionnels	212 €	134 €
International Meinau Académie	12 035 €	6 381 €
JEHM le Sport	1 515 €	1 603 €
Joie et Santé Koenigshoffen	11 928 €	14 814 €
Judo Club Saint Etienne	5 940 €	5 586 €
Judo Netsujo Strasbourg Neudorf	6 813 €	6 673 €
Karaté Club Cronenbourg	2 714 €	2 933 €
Karaté Club de la Robertsau	2 332 €	2 346 €
Kung Fu Shaolin Vu Ba	1 483 €	1 573 €
Kyoshinkai	564 €	530 €
La Sportive Neuhof	4 031 €	3 716 €
Libellules Basket Club de Strasbourg	4 756 €	4 901 €
MCM Orangerie	669 €	691 €
Nouvelle Ligne	1 579 €	316 €
Panza Gymnothèque	5 260 €	5 330 €
Pédale d'Alsace	873 €	880 €
Pétanque Club du Polygone	475 €	446 €
Pétanque Club Kronenbourg	1 418 €	1 405 €
PK Stras	1 932 €	1 936 €
Plongée Aquatique Club	774 €	758 €
Racing Club de Strasbourg Omnisport	9 336 €	9 663 €
Randonneurs de Strasbourg	953 €	896 €
Robertsau Contades Pétanque Club	846 €	1 233 €
Rowing Club de Strasbourg	4 978 €	4 435 €
Saint Joseph Strasbourg	9 356 €	8 950 €
Section de Gymnastique Volontaire GV 56	250 €	199 €

Skieurs de Strasbourg	3 825 €	3 530 €
Société Athlétique Koenigshoffen	792 €	2 476 €
Société de Gymnastique Cronenbourg	1 886 €	2 327 €
Société de Gymnastique Espérance Strasbourg	126 €	-
Société de Gymnastique et de Sports La Fraternelle	3 180 €	3 576 €
Société de Gymnastique et de Sports la Strasbourgeoise	15 916 €	15 063 €
Société de Gymnastique la Concorde Robertsau	6 410 €	6 242 €
Société de Tir de Strasbourg	4 835 €	4 198 €
Société Ouvrière de Gymnastique et de Sports l'Avenir Strasbourg	2 157 €	2 210 €
Société Ouvrière des Arts et Sports Robertsau	1 016 €	784 €
Sport Union XV	4 519 €	4 340 €
Sporting Club Red Star	2 526 €	1 570 €
Sporting Strasbourg Futsal	683 €	629 €
Sports et Loisirs Constantia	3 998 €	4 679 €
Strasbourg Alsace Rugby	7 475 €	4 222 €
Strasbourg Eaux Vives	5 640 €	9 889 €
Strasbourg GRS	4 117 €	5 712 €
Strasbourg Sud Handball – la Famille	4 825 €	4 923 €
Strasbourg Université Club	33 653 €	31 541 €
Strasbourg Vélo Club	421 €	442 €
Strasbourg Volley-Ball	1 372 €	2 038 €
Strascross	3 125 €	3 145 €
Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS	29 166 €	26 658 €
Tennis Club de Strasbourg	15 435 €	14 520 €
Tennis Club Europe	3 253 €	2 350 €
Tennis Club Meinau	6 137 €	4 879 €
Touring Plongée Strasbourg	1 423 €	1 212 €
Union de Tourisme de Cronenbourg	1 295 €	746 €
Union Sportive Egalitaire	2 137 €	2 521 €
Union Sportive Ouvrière Liberté Strasbourg	336 €	993 €
Union Sportive Polices Urbaines de Strasbourg	877 €	1 313 €
Union Touristique Montagne Verte	403 €	379 €
Vosges Trotters Strasbourg	242 €	228 €
W-Fight	1 434 €	1 151 €
X-Strikes	215 €	371 €

Yacht Club de Strasbourg	412 €	488 €

31

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Numéro V-2021-1717

Il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 35 000 €, les subventions suivantes à divers organisateurs de manifestations à Strasbourg.

Association Ramène Ta Fleur – ARTF	**5 000 €**

L'objectif de cette jeune association est de promouvoir le vélo en développant des événements solidaires et écologiques autour de ce moyen de transport et de la musique.

Cette subvention est destinée à financer les actions proposées par l'association en septembre dernier (4 évènements dans les parcs strasbourgeois) et à soutenir les projets à venir.

Association Prototip	**30 000 €**

Création d'une guinguette éphémère, presqu'île Citadelle, de fin juin à septembre 2021. Lieu de convivialité à la manière des guinguettes des rives de la Marne ou des Biergarten bavarois, Phare Citadelle a accueilli tous les publics dans un écosystème éphémère alliant le bien manger, la culture, des activités de plein air et diverses animations, dans un esprit populaire et festif.

L'association Prototip a animé cet espace desservi par l'arrêt de tramway Citadelle, par le réseau cyclable et par navette fluviale.

Les aménagements temporaires, respectueux de l'environnement, ont utilisé des matériaux recyclés.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions suivantes en faveur de :

Association Ramène Ta Fleur – ARTF	*5 000 €*
Association Prototip	*30 000 €*

le crédit nécessaire pour le mandatement de ces subventions, soit 35 000 €, est disponible sur le compte : "fonction : 33, nature : 6574, programme 8038, activité : PC02B" dont le disponible avant le présent Conseil est de 63 441 €,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions relatives à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142627-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Association Ramène Ta Fleur – ARTF	Subvention affectée	10 000,00 €	5 000,00 €	
Association Prototip	Subvention affectée	35 000,00 €	30 000,00 €	
		Totaux:	45 000,00 €	35 000,00 €

32

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Subventions de la ville de Strasbourg aux établissements et associations cultuels.

Numéro V-2021-1620

Les modalités de soutien de la ville de Strasbourg aux associations et établissements cultuels ont été définies en cohérence avec le contexte concordataire alsacien. Ces modalités sont en cours de révision et de consolidation, dans le cadre d'un dialogue interculturel et citoyen engagé en mai 2021. Elles feront l'objet d'une délibération cadre en début d'année 2022.

Dans l'intervalle, et afin de ne pas entraver les travaux d'entretien et de maintenance indispensables au bon fonctionnement des lieux de culte et à la préservation du patrimoine, ainsi que les projets d'ores et déjà en cours, le soutien financier de la Ville est resserré autour de ces priorités, en accord avec les représentants des cultes.

La présente délibération porte ainsi sur l'attribution de subventions d'investissement aux associations et établissements cultuels, dans le cadre du barème en vigueur rappelé ci-dessous, sur l'attribution d'une subvention à une association mémorielle ainsi que sur des subventions en lien avec les loyers de certaines institutions cultuelles.

Subventions d'équipement :

Lorsque la paroisse est propriétaire des bâtiments :
- intervention d'urgence pour mise hors d'eau (gros œuvre, couverture, huisseries, vitrerie) : 50 % ;
- accessibilité aux personnes en situation de handicap (rampes, dégagements) : 50 % ;
- horloges extérieures présentant un intérêt pour la population : 50 % ;
- conformités : électrique, gaz, fuel et autres mesures d'hygiène et de sécurité exigées par la commission de sécurité (balisage, issues de secours) : 40 % ;
- remplacement chauffage : 30 % ;
- transformations pour économie d'énergie : 20 % ;
- constructions neuves, agrandissements, cloches et accessoires, abords, orgues, sonorisation, mobilier : 10 %.

Lorsque la ville de Strasbourg est propriétaire des bâtiments :

Elle prend en charge une partie des travaux incombant au propriétaire, dans la limite des crédits disponibles. Dans ce cas, la Ville assure la maîtrise d'ouvrage et la décision de lancer les travaux lui appartient.

Cas des édifices classés « Monuments Historiques » :
Le plan de financement des travaux portant sur les Monuments Historiques, qu'ils appartiennent à la Ville ou à une paroisse, est le suivant :
- Etat : 40 %,
- Ville : 25 %,
- Propriétaire : 35 %.

Conformément aux principes énoncés ci-dessus, il est proposé d'allouer une subvention aux communautés suivantes :

1- Subvention d'équipement aux bâtiments propriété de la Ville :

Paroisse catholique Saint-Florent	**1 299 €**

Pour des travaux de mise en sécurité et de conformité électrique (remplacement des câblages et du transformateur / redresseur de l'orgue), il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 1 299 €.

2- Subventions d'équipement aux bâtiments propriété de la Paroisse :

Paroisse protestante Saint Matthieu	**71 460 €**

Pour la deuxième tranche des travaux de restauration de la Chapelle de la Rencontre (couverture, zinguerie, menuiseries extérieures et gros œuvre), il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 71 460 €.

Paroisse catholique Saint Maurice	**3 040 €**

Pour des travaux de remplacement pour mise en conformité et mise en sécurité de la porte extérieure d'accès au clocher, il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 3 040 €.

Société Grand Orient de France Immobilier – Cercle Philosophique Goethe	**12 500 €**

Le « Temple PITON », au 1er étage du 11 rue du Maréchal Joffre, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, nécessite des travaux spécifiques de rénovation et de mise en valeur pour un montant total de 50 000 €. Il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 12 500 €.

Paroisse Saint Amand	**560 €**

Pour des travaux de remplacement de l'éclairage par des ampoules LED (économies d'énergies), il est proposé d'allouer une subvention à hauteur de 560 €.

3- Subventions de fonctionnement :

Festival des musiques sacrées du monde	**5 000 €**

Dans la continuité des objectifs portés par l'association de connaissance de l'autre et de dépassement des clivages pour favoriser le vivre-ensemble, l'association poursuit une dynamique engagée en 2020 en direction du jeune public avec le projet « Sacrées journées junior ». Au travers de concerts de musiques « sacrées » au sein de différents lieux de cultes, le jeune public est accompagné dans la découverte de l'altérité dans sa pluralité. Construit en lien étroit avec les établissements scolaires et bénéficiant du soutien de nombreux partenaires dont la Région Grand-Est, les deux précédentes éditions ont touché 1 400 jeunes. Cette nouvelle édition touchera 2 000 jeunes dont 1 000 Strasbourgeois. Il est proposé d'attribuer au projet une subvention de 5 000 €.

Coordination des Associations Musulmanes de Strasbourg (CAMS)	**1750 €**

La CAMS loue à Habitation Moderne des locaux d'une surface de 20 m² qui sont situés 9 place Kléber et qui font office de siège de la coordination. Le montant annuel du loyer s'élève à 2 340,72 €, charges comprises. Il est proposé de prendre en charge une part des frais de location, soit 1 750 €.

Association Mosquée de Koenigshoffen	**3 000 €**

L'association loue des locaux au centre communautaire St Jean de Bosco, 17 rue Virgile (paroisse catholique) pour la prière du vendredi. Il est proposé de prendre en charge une part des frais de location, soit 3 000 €.

Association Imam Hussain AS	**2 250 €**

L'association Imam Hussain AS loue des locaux à la paroisse du Christ Ressuscité (paroisse catholique), 4 rue de Palerme, pour des manifestations régulières tout au long de l'année. Il est proposé de prendre en charge une part des frais de location, soit 2 250 €.

Association Culturelle des Alevis de Strasbourg	**9 500 €**

L'association culturelle des Alevis de Strasbourg, loue des locaux pour ses activités au 26 rue de l'Ardèche, pour un montant annuel de 30 000 €. Il est proposé de prendre en charge une part des frais de location, soit 9 500 €.

Union Juive Libérale de Strasbourg	**10 000 €**

L'association loue des locaux à la Fondation St Thomas, situés au 1B rue du Puits. Le montant annuel du loyer s'élève à 21 966,48 €, charges comprises. Il est proposé de prendre en charge une part des frais de location, soit 10 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement des subventions aux organismes suivants :

Subventions d'équipement :		
N° 1	*Paroisse catholique Saint Florent*	*1 299 €*
N° 2	*Paroisse protestante Saint Matthieu*	*71 460 €*
N° 3	*Paroisse catholique Saint Maurice*	*3 040 €*
N° 4	*Société Grand Orient de France Immobilier – Cercle Goethe*	*12 500 €*
N°5	*Paroisse Saint Amand*	*560 €*
Subventions de fonctionnement :		
N°6	*Festival des musiques sacrées du Monde*	*5 000 €*
N°7	*Coordination des Associations Musulmanes de Strasbourg (CAMS)*	*1 750 €*
N°8	*Association Mosquée de Koenigshoffen*	*3 000 €*
N° 9	*Association Imam Hussain AS*	*2 250 €*
N°10	*Association Culturelle des Alevis de Strasbourg*	*9 500 €*
N°11	*Union Juive Libérale de Strasbourg*	*10 000 €*

décide

- *l'imputation de la dépense de 88 859 € (subventions n° 1 à 5) sur le budget 2021 de la ville de Strasbourg, activité AT03, fonction 025, nature 20422, programme 7007 dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 368 102 € ;*

- *l'imputation de la dépense de 31 500 € (subventions n°6 à 11) sur le budget 2021 de la ville de Strasbourg, activité AT03A, fonction 025, nature 6574, programme dont le disponible, avant le présent Conseil, est de 59 465 € ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes relatifs à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142007-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21



Conseil Municipal du 13 12 2021 – Mission des cultes et de la mémoire

Association	Nature de lasollicitation	Montant demandé	Montant proposé	Montant alloué n-1
Paroisse catholique Saint Florent	Travaux de mise en sécurité et conformité électrique remplacement des câblages et du transformateur / redresseur de l'orgue	1 299 €	1 299 €	0€
Paroisse protestante Saint Matthieu	La Ville apporte son soutien au projet de rénovation de la Chapelle de la Rencontre. Une première subvention a été alloué à hauteur de 71 460 € au Conseil Municipal du 21 juin 2021. Une deuxième tranche du même montant devant être versée en fonction de l'avancement des travaux. Á ce jour, les travaux de gros œuvre et de couverture sont quasiment achevés. Le montant total des travaux régler à ce jour s'élève à 251 600 €. Les travaux de remplacement des fenêtres sont d'ores et déjà programmés et la paroisse prépare activement les autres travaux de second œuvre.	71 460 €	71 460 €	0 €
Paroisse catholique Saint Maurice	Pour des travaux de remplacement pour mise en conformité et en sécurité de la porte extérieure d'accès au clocher	3 040 €	3 040 €	12 533€
Société Grand Orient de France Immobilier – Cercle Philosophique Goethe	Le « Temple PITON », au 1er étage du 11 rue du Maréchal Joffre, inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, nécessite des travaux spécifiques de rénovation et de mise en valeur pour un montant total de 50 000 €.	50 000 €	12 500€	0 €
Paroisse Saint Amand	Remplacement de l'éclairage par des LED pour économies d'énergies	2 841 €	560 €	17 633 €
Festival des musiques sacrées du Monde	Dans la continuité des objectifs portés par l'association de connaissance de l'autre, de dépassement des clivages pour favoriser le vivre ensemble, l'association poursuit une dynamique engagée en 2020 en direction du jeune public avec le projet « Sacrées journées junior ». Au travers de concerts de musiques « sacrées » au sein de différents lieux de cultes, ils sont accompagnés à la découverte de l'altérité dans sa pluralité. Construit en lien étroit avec les établissements scolaires et bénéficiant du soutien de nombreux partenaires dont la Région Grand-Est, les deux précédentes éditions ont touché 1400 jeunes. Cette nouvelle édition touchera 2 000 jeunes dont 1 000 strasbourgeois	10 000 €	5 000 €	5 000 €
Coordination des Associations Musulmanes de Strasbourg (CAMS)	La CAMS loue à Habitation Moderne des locaux d'une surface de 20 m² qui sont situés 9 place Kléber et qui font office de siège de la coordination. Le montant annuel du loyer s'élève à 2 340,72 € charges comprises	2 000 €	1 750€	1750€

Association Mosquée de Koenigshoffen	L'association loue des locaux au centre communautaire St Jean de Bosco 17 rue Virgile (paroisse catholique) pour le Ramadan.	3 000 €	3 000 €	3 000 €
Association Imam Hussain AS	L'association Imam Hussain AS loue des locaux à la paroisse du Christ Ressuscité (Paroisse catholique), 4 rue de Palerme, pour des manifestations régulières tout au long de l'année. Il est proposé de prendre en charge une partie des frais de location des locaux, soit 2 250 €.	2 500 €	2 250€	0 €
Association Culturelle des Alevis de Strasbourg	L' association culturelle des Alevis de Strasbourg, loue des locaux pour ses activités au 26 rue de l'Ardèche pour un montant annuel de 30 000 €.	30 000 €	9 500 €	0 €
Union juive libérale de Strasbourg	L'association loue des locaux à la Fondation St Thomas, locaux situés 1B rue du Puits. Le montant annuel du loyer s'élève à 21 966,48 € charges comprises.	21 966,48 €	10 000 €	10 000 €

33

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Reconduction des marchés de communication économique.

Numéro V-2021-783

La direction du Développement Économique et de l'Attractivité a recours à des accords-cadres dont l'exécution s'étend sur plusieurs années pour mener à bien ses missions de communication économique à destination des entreprises.

Il s'agit de mettre en concurrence des prestataires de communication, pour permettre l'exécution à partir de 2022 de 3 lots distincts :

- **Lot communication sur supports imprimés (print) :** la conception et la réalisation de supports de communication et de campagnes de communication à thématiques économiques,
- **Lot communication digitale :** la conception, réalisation et maintenance des outils de communication digitale,
- **Lot « SAE »** spécifique pour **Strasbourg Aime ses Étudiant.es** : la cible, les messages et les actions, ainsi que la plateforme numérique d'aide sont spécifiques.

Il convient en effet de faire appel, pour chaque lot, à un prestataire spécialiste de son métier qui accompagnera la collectivité dans la définition, la mise en œuvre et la conception et réalisation des outils de communication. Dans la passation des marchés de communication, la collectivité sera attentive au développement d'outils imprimés et numériques toujours plus responsables en termes de sobriété numérique et de respect des normes environnementales et sociétales.

Cibles de communication :
Il s'agit de s'adresser aux acteurs économiques tels que les entreprises, les commerçant.es et artisans, les associations, les actifs, les demandeur.ses d'emploi et les étudiant.es.

Thèmes principaux :

- Le Pacte pour une Économie locale durable : la transition économique, écologique, numérique et sociétale du territoire et de ses acteurs : commerce, artisanat, économie sociale et solidaire, économie verte, innovation, emploi, santé …
- Strasbourg Aime ses Étudiant.es : offre d'accueil et d'animation de la communauté étudiante.

La liste des prestations de services concernées est développée ci-après :

Intitulé des différents marchés de Communication Économique	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT	Estimation annuelle HT
LOT 1 - Communication Économique Print : - Définition de la stratégie de communication, propositions de messages adaptés aux objectifs, aux cibles et aux canaux de diffusion ; - Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication ; - Création graphique et lancement de campagnes de communication.	5 000 €	50 000 €	25 000 €
LOT 2 - Communication Économique Digitale : - Stratégie digitale ; - Développement et maintenance de sites internet - Ergonomie et webdesign ; - Référencement naturel et payant ; - Webmarketing Display / campagne d'affichage, jeux-concours, gestion d'évènements en ligne ; - Réseaux sociaux ; - Reporting, formations, veille.	5 000 €	50 000 €	25 000 €
LOT 3 - Strasbourg Aime ses Étudiant.es - Création graphique et lancement de campagnes de communication ; - Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication ; - Stratégie digitale, référencement, webmarketing, jeux-concours.	5 000 €	30 000 €	15 000 €

En application des articles L 2124-2 et R.2161-2 à 5 et R.2162-2 du Code de la commande publique, ces marchés seront passés selon la procédure de l'appel d'offres.

Les marchés publics prendront la forme d'accords-cadres avec émission de bons de commande en application des articles L.2125-1-1° et R.2162-2 du Code de la commande publique. La durée des accords-cadres sera fixée à 4 ans maximum avec une durée initiale d'un an, reconductible trois fois.

La conclusion et la signature des marchés publics sont conditionnées par le vote des crédits correspondants.

La présente délibération concerne également la conclusion d'une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, conformément aux dispositions des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

L'Eurométropole de Strasbourg sera coordonnatrice du groupement de commandes pour les prestations de services mentionnées ci-dessus.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

sous réserve de la disponibilité des crédits, la passation, après mise en concurrence d'accords-cadres d'une durée d'un an renouvelable trois fois pour la conception et la réalisation de campagnes de communication économiques suivant les modalités ci-dessous :

Intitulé des différents marchés Communication Économique	***Minimum annuel HT***	***Maximum annuel HT***	***Estimation annuelle HT***

LOT 1 - Communication Économique Print : - *Définition de la stratégie de communication, propositions de messages adaptés aux objectifs, aux cibles et aux canaux de diffusion ;* - *Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication ;* - *Création graphique et lancement de campagnes de communication.*	*5 000 €*	*50 000 €*	*25 000 €*
LOT 2 - Communication Économique Digitale : - *Stratégie digitale ;* - *Développement et maintenance de sites internet ergonomie et webdesign ;* - *Référencement naturel et payant ;* - *Webmarketing Display / campagne d'affichage, jeux-concours, gestion d'évènements en ligne ;* - *Réseaux sociaux ;* - *Reporting, formations, veille.*	*5 000 €*	*50 000 €*	*25 000 €*
LOT 3 - Strasbourg Aime ses Étudiant.es : - *Création graphique et lancement de campagnes de communication ;* - *Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication ;* - *Stratégie digitale, référencement, webmarketing, jeux-concours.*	*5 000 €*	*30 000 €*	*15 000 €*

décide

- *d'imputer les dépenses en résultant sur les lignes :*
  - *DU04H fonction 022 nature 62268 Autres honoraires, conseils*
  - *DU04H fonction 022 nature 6288 Autres*

- *de conclure une convention de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour la passation de marchés publics ayant pour objet la conception et la réalisation de campagnes de communication économique.*

autorise

la Maire ou son-sa représentant –e :

- *à mettre en concurrence les prestations, conformément aux dispositions du code de la commande publique,*
- *à signer la convention constitutive de groupement de commandes (en annexe de la présente délibération) avec l'Eurométropole de Strasbourg,*
- *à signer les marchés publics en résultant,*
- *à exécuter les marchés publics en résultant pour la Ville de Strasbourg.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141900-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la commande publique

Conclusion d'un accord-cadre relatif à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communication économique

Vu le Code de la commande publique,

Entre
L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application de délibérations du conseil de l'Eurométropole du 19 novembre 2021,

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application de délibérations du conseil municipal du 13 décembre 2021

Il est prévu **un groupement de commandes** pour le lancement d'un accord-cadre relatif à des prestations de conception et réalisation de campagnes de communications économiques.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	5
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	6
Article 5 : Responsabilité	6
Article 6 : Fin du groupement	6
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	7

Préambule

PRÉSENTATION DU MARCHÉ ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le Code de la commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel, de référer à cette demande.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la commande publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation d'un marché public relatif à la communication économique.

Le marché sera lancé selon la procédure d'appel d'offres, conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la commande publique. Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'un accord à bons de commandes avec montants minimums et montants maximums.

Ville de Strasbourg

Intitulé des différents marchés Communication Économique	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT	Estimation annuelle HT
LOT 1 : Communication Économique Print : - Définition de la stratégie de communication, propositions de messages adaptés aux objectifs, aux cibles et aux canaux de diffusion. - Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication - Création graphique et lancement de campagnes de communication	5 000 €	50 000 €	25 000 €
LOT 2: Communication Économique Digitale : - Stratégie digitale - Développement et maintenance de sites internet Ergonomie et webdesign - Référencement naturel et payant - Webmarketing Display / campagne d'affichage Jeux-concours Gestion d'évènements en ligne - Réseaux sociaux - Reporting, formations, veille	5 000 €	50 000 €	25 000 €
LOT 3 : Strasbourg Aime ses Étudiants-es - Création graphique et lancement de campagnes de communication - Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication - Stratégie digitale, référencement, webmarketing, jeu-concours	5 000 €	30 000 €	15 000 €

Eurométropole de Strasbourg

Intitulé des différents marchés Communication Économique	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT	Estimation annuelle HT
LOT 1 : Communication Économique Print : - Définition de la stratégie de communication, propositions de messages adaptés aux objectifs, aux cibles et aux canaux de diffusion. - Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication - Création graphique et lancement de campagnes de communication	15 000 €	150 000 €	80 000 €
LOT 2: Communication Économique Digitale : - Stratégie digitale - Développement et maintenance de sites internet Ergonomie et webdesign - Référencement naturel et payant - Webmarketing Display / campagne d'affichage Jeux-concours Gestion d'évènements en ligne - Réseaux sociaux - Reporting, formations, veille	10 000 €	100 000 €	50 000 €
LOT 3 : Strasbourg Aime ses Étudiants-es - Création graphique et lancement de campagnes de communication - Conception, réalisation et déclinaison d'outils de communication - Stratégie digitale, référencement, webmarketing, jeu-concours	5 000 €	50 000 €	25 000 €

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique.

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la commande publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	La Maire de Strasbourg
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

34

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions d'animations aux Vitrines de Strasbourg.

Numéro V-2021-898

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet social l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat, des services et notamment la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication. Depuis plus de 60 ans, les Vitrines de Strasbourg s'impliquent dans la vie locale, contribuant à l'animation et au développement commercial de la ville. Malgré le contexte sanitaire et sécuritaire, l'association qui compte plus de 700 membres, a souhaité renouveler ses animations qui ont ponctué l'année 2021 avec l'accord de la Ville de Strasbourg.

En plus des subventions habituelles versées en soutien à l'organisation des animations portées par l'association, il est proposé au Conseil municipal le versement de deux subventions exceptionnelles au titre de l'année 2021 sur la ligne de relance post-covid.

La subvention pour le déploiement des Illuminations de Noël est régie par une convention encadrant la répartition des coûts entre l'association « Les Vitrines de Strasbourg » et la Ville de Strasbourg.

Afin d'encadrer les objectifs communs de la Ville de Strasbourg et de l'association, il sera proposé en début d'année 2022 au Conseil municipal de se prononcer sur une convention-cadre qui régira à partir de cette même année les subventions et les soutiens accordés aux « Vitrines de Strasbourg ».

Dans le cadre de l'animation du centre-ville de Strasbourg, l'association de commerçants « Les Vitrines de Strasbourg » organise traditionnellement deux temps forts, qu'elle a renouvelés cette année tout en s'adaptant au contexte particulier réglementaire et sanitaire :

- « **La Fête de Pâques** » le samedi 3 avril 2021, organisée en partenariat avec l'UNICEF, a été réalisée de manière itinérante pour respecter les mesures sanitaires imposées. Cette opération dédiée aux enfants a permis de distribuer, entre autres, plus de 3 000 ballons en forme de lapin et d'autres surprises pour animer le centre-ville.
- « **La Fête des vendanges et du goût** » s'est tenue les 8, 9 et 10 octobre 2021, place Gutenberg. Cette fête, dont c'était le 20e anniversaire, est organisée avec le concours

des Vignerons de la Couronne d'Or dit le Vignoble de Strasbourg, la Fédération des Boulangers du Bas-Rhin, la brasserie Perle et les fromages Tourrette. Elle valorise et anime de façon conviviale la ville et son centre entre la période estivale et le marché de Noël.

Afin d'apporter un soutien à ces deux opérations emblématiques du centre-ville de Strasbourg, **il est proposé de verser 16 400 € à l'association**, pour un coût total de l'opération estimé à 55 000 € TTC.

Edition 2021 des animations dans le centre-ville de Strasbourg

L'association a proposé en outre une nouvelle opération positionnée au début de l'été, afin de soutenir le commerce physique et de proximité. Cette opération intitulée « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été », a eu lieu les 3 et 4 juillet, premier week-end des soldes d'été. Elle avait pour objectif d'accompagner la reprise d'activité des commerçants et des artisans du centre-ville qui ont fortement subi la crise sanitaire et les fermetures administratives, et de contribuer ainsi à la pérennité des entreprises locales.
Des animations itinérantes ont assuré un étalement des flux et le maintien d'une distanciation et une sécurité sanitaire maximum. Un grand jeu a permis de faire gagner notamment des bons cadeaux à consommer dans les commerces locaux. L'opération s'est accompagnée d'une large campagne de presse à destination du grand public.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal au titre de l'exercice 2021 sur la ligne exceptionnelle de relance post-covid, **d'approuver le versement d'une subvention de 25 000 €** pour un coût total de l'opération estimé à 48 500 € TTC.

324 000 € pour l'édition 2021 des illuminations de Noël.

La mise en lumière de l'ensemble de notre cité, réputée dans le monde entier, sera d'autant importante pour apporter une ambiance chaleureuse et lumineuse que les visiteurs apprécient particulièrement dans notre ville en période de Noël avec le retour des chalets. Ces Illuminations contribuent également à maintenir une attractivité du centre-ville, indispensable pour les commerçants et artisans.

La ville de Strasbourg, outre son rôle majeur dans l'organisation de l'événement « Strasbourg Capitale de Noël », participe au financement des illuminations de Noël des rues du centre-ville et des quartiers (Cronenbourg, Koenigshoffen, Montagne-Verte, Neudorf, Neuhof, Krutenau et la Robertsau, secteur gare, Marseillaise), ciblant particulièrement les rues les plus fréquentées et commerçantes, sous la forme d'une subvention attribuée à l'association « Les Vitrines de Strasbourg ».

L'aide municipale vient en complément des contributions versées par les commerçants et leurs associations et accompagne ainsi la création des décors et des nouveaux concepts, le remplacement de matériels, les mises aux normes, les innovations y afférentes. Cette initiative, qui concerne plus particulièrement les rues commerçantes, complète l'action menée par la Ville dans les quartiers résidentiels. Pour pallier le défaut d'association de

commerçants et d'artisans dans le quartier de Neudorf, il est proposé que les Vitrines de Strasbourg portent, à nouveau cette année, le projet des illuminations dans ce secteur.

Une convention régit les principes de répartition des coûts d'illumination entre l'association « Les Vitrines de Strasbourg » et la Ville de Strasbourg. La Ville contribue, à hauteur de 324 000 € maximum pour l'édition 2021 dont 27 000 € pour les consommations électriques, 10 000 € pour accompagner la mise en lumière du quartier de Neudorf et 14 000 € pour soutenir les frais inhérents à la crise sanitaire notamment dans l'application des règles pour les entreprises installatrices des illuminations. L'aide de la collectivité doit être exclusivement affectée aux dépenses liées directement aux illuminations de Noël. Elle sera versée à raison d'un acompte à hauteur de 274 000 € sur l'année 2021, après signature de la convention financière et le solde restant soit 50 000 € à l'issue de l'événement comme indiqué dans la convention financière et sur présentation des justificatifs contractuellement définis.

Pour permettre à l'association de poursuivre cette opération particulièrement appréciée par les touristes et les strasbourgeois, il est proposé au Conseil municipal au titre de l'exercice 2021, d'approuver le versement d'une subvention de 324 000 € pour un coût total de l'opération estimé à 626 312,00 € TTC.

50 000 € de fonctionnement à titre exceptionnel.

Du fait du report des deux dernières grandes braderies (2020 et 2021), principales ressources de l'association, cette dernière sollicite une aide exceptionnelle de 50 000 € pour lui permettre de continuer d'assurer un service de proximité et d'animation auprès des commerçants, des strasbourgeois et des visiteurs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg, d'une subvention de 16 400 € pour accompagner le financement de la Fête de Pâques et la Fête des vendanges 2021. L'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire programme animations commerçants : ligne 90-6574-8085-DU02F dont le solde disponible avant le Conseil est de 17 900 €,*
- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2021, d'une subvention de 25 000 € pour le financement de l'opération « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été ». L'imputation de cette dépense sur la ligne relance post-covid ligne DU01Z-COVID-prog8111-6574 dont le disponible en 2021 est de 100 000 €,*

- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2021, d'une subvention de 324 000 € pour le financement des illuminations de Noël, soit 274 000 € sur le présent exercice et un solde de 50 000 € sur l'exercice suivant sous réserve d'une transmission des documents conventionnels, l'imputation de cette dépense sur la ligne budgétaire 90-6574- programme 8021-DU02F dont le disponible en 2021 est de 270 000 € et le solde de 50 000 € est à inscrire au BP 2022, et 4 000 € sur la ligne 90-6574-8085-DU02F.*
- *l'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2021, d'une subvention de 50 000 € pour soutenir le fonctionnement des Vitrines de Strasbourg. L'imputation de cette dépense sur la ligne relance post-covid DU01Z-COVID-prog8111-6574 dont le disponible en 2021 est de 100 000 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions financières y afférentes.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142201-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Attribution de subventions
commerce et artisanat

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention Illuminations de Noël	324 000 €	324 000 €	320 000 €
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention Le centre-ville de Strasbourg fête l'été	25 000 €	25 000 €	0 €
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention, Fête de Pâques et des Vendanges	16 400 €	16 400 €	14 000 €
VITRINES DE STRASBOURG	Subvention exceptionnelle	50 000 €	50 000 €	0 €

CONVENTION FINANCIERE 2021

Entre

- la VILLE de STRASBOURG, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

et

- l'association bénéficiaire dénommée LES VITRINES DE STRASBOURG,
ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du tribunal d'instance de Strasbourg Volume 22, folio 2, dont le siège est sis 1, rue des Dominicains 67000 Strasbourg, représentée par **Monsieur Gwen BAUER**, **son Président,**

Vu notamment,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du lundi 13 décembre 2021,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services en tant qu'acteurs de la ville » et notamment et entre autres « la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». C'est à ce titre, que l'association citée propose des animations d'attractivité du centre-ville de Strasbourg.

En effet, malgré le contexte sanitaire et sécuritaire, l'association qui compte plus de 700 membres souhaite renouveler ses animations qui ponctuent l'année. En particulier la « Fête de Pâques » et la « Fête des Vendanges et du goût » qui constituent des moments clés pour la dynamique commerciale du centre-ville. En outre, l'association a proposé une nouvelle opération intitulée « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été » positionnée au début de l'été, afin de soutenir le commerce physique et de proximité dans le cadre de la relance économique.

Compte-tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg à la dynamique commerciale, elle s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre, par l'association, des opérations précitées.

ARTICLE 2 : Montant et modalités de versement de la subvention

L'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2021, d'une subvention de 25 000 € pour le financement de la Fête « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été »
L'attribution aux Vitrines de Strasbourg, d'une subvention de 16 400 € pour accompagner le financement de la Fête de Pâques et la Fête des Vendanges 2021.

L'aide de la collectivité doit être exclusivement affectée aux dépenses liées directement aux activités d'animations précitées.

La somme de 41 400 € sera créditée sur le compte N° 14707 50006 01193231349 de l'association ouvert à la Banque populaire Alsace Lorraine Champagne, selon les procédures comptables en vigueur, et versée, en une seule fois.

ARTICLE 3 : Budget prévisionnel

Le budget que l'association estime nécessaire à la réalisation des opérations précitées s'élève à 98 000,00 € TTC pour les éditions 2021 des opérations précitées.

ARTICLE 4 : Engagements de l'association

Les Vitrines de Strasbourg s'engagent:

- ✓ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé ;
- ✓ à affecter la subvention attribuée par la Ville de Strasbourg aux seules activités visées par la présente convention ;
- ✓ à se conformer aux obligations d'assurance s'imposant à elle, compte tenu des spécifications techniques liées à l'objet des présentes (cf. article 5) ; une copie du contrat d'assurance devra être produite à l'appui de la présente convention ;
- ✓ à fournir à la Ville de Strasbourg, ses comptes globaux relatifs à l'exercice concerné par les opérations de la présente convention, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], ainsi que les rapports général et spécial du commissaire aux comptes[2] avant le 31 mars 2022. - et ceci avant l'instruction d'une demande de subvention pour l'année suivante.
- ✓ conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, à fournir un compte rendu financier de l'action subventionnée (dépenses et recettes). Ce compte rendu financier devra être établi conformément au modèle fixé par l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 précitée (et dont le formulaire cerfa est au besoin téléchargeable sur le site du service public à l'adresse https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271) ; ce compte-rendu financier de l'opération sera examiné par le commissaire aux comptes de l'association conformément aux normes d'exercice professionnelles (NEP-9020) s'imposant à ce dernier ;
- ✓ à informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, au titre de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, à faciliter le contrôle par les services de la collectivité, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la bonne utilisation de la subvention accordée et du déroulement de l'opération, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur place ou sur pièces, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville ;
- ✓ sur simple demande de la Ville de Strasbourg, à lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestions utiles ;

[1] Règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

- ✓ à se soumettre aux vérifications effectuées par les différents organismes de contrôle auquel la Ville de Strasbourg est elle-même soumise ;
- ✓ à informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

ARTICLE 5 : Spécifications techniques, responsabilités et assurances

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » exerce ses activités, initie et organise les manifestations sous sa responsabilité exclusive.

Elle s'engage également à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée à l'occasion des événements, manifestations, et toute initiative de sa part.

A ce titre, sauf cas de faute lourde de la Ville de Strasbourg dont la preuve serait rapportée par l'association, cette dernière ne pourra exercer aucun recours contre la Ville à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenant à l'association, à son personnel, à ses prestataires, fournisseurs ou tiers quelconques intervenant pour leur compte.

L'association s'engage à garantir la Ville contre tout recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accident ou de dommages causés par les personnes visées ci-dessus.

L'association justifiera à première demande de la Ville de la souscription des polices d'assurance susvisées, ainsi que du paiement des primes. Toutes les polices comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'association que de ses assureurs contre la Ville.

ARTICLE 6 : Non-respect des engagements

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En particulier, le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2021.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association ainsi que de la copie ou de l'attestation d'assurances visée à l'article 4.
En tout état de cause, la convention ne saurait entrer en vigueur avant d'avoir été approuvée par le Conseil municipal, puis transmise au contrôle de la légalité, et signée par la Maire ou son représentant.

ARTICLE 8 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

ARTICLE 9 : Litige
En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de règlement amiable. Si dans le délai d'un mois (à modifier éventuellement) à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg,

La Maire,

Jeanne BARSEGHIAN

Pour l'Association,

Le Président,

Gwen BAUER

CONVENTION FINANCIERE 2021-2022

Entre

- la VILLE de STRASBOURG, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

et

- l'association bénéficiaire dénommée LES VITRINES DE STRASBOURG,
ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du tribunal d'instance de Strasbourg Volume 22, folio 2, dont le siège est sis 1, rue des Dominicains 67000 Strasbourg, représentée par **Monsieur Gwen BAUER**, **son Président,**

Vu notamment,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- **la délibération du Conseil municipal du lundi 13 décembre 2021,**

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La Ville de Strasbourg, outre son rôle majeur dans l'organisation de l'événement «Strasbourg Capitale de Noël », participe au financement des illuminations de Noël des rues, en faveur des commerçants, sous la forme d'une subvention attribuée à l'association des Vitrines de Strasbourg. L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services en tant qu'acteurs de la ville » et notamment et entre autres « la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». C'est à ce titre, que l'association citée se propose de renouveler son action de mise en œuvre des illuminations de Noël.
Compte-tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg à ce projet, notamment dans le maintien d'une ambiance de Noël dans la crise sanitaire, elle s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre, par l'association, des illuminations de Noël des rues commerçantes de Strasbourg.

ARTICLE 2 : Montant et modalités de versement de la subvention

Pour l'édition 2021 l'aide globale de la collectivité à la réalisation de cette opération sera, de 324 000 € maximum incluant 27 000 € de consommations électriques.
L'aide de la collectivité doit être exclusivement affectée aux dépenses liées directement aux activités dites « illuminations de Noël ».
Elle sera créditée sur le compte N° 14707 50006 01193231349 de l'association ouvert à la Banque populaire Alsace Lorraine Champagne, selon les procédures comptables en vigueur, et versée, à raison d'un acompte de 274 000 € sur l'année 2021 après signature de la présente convention et sur production d'un état prévisionnel d'emploi.

Le solde de 50 000 € maximum sera mandaté sur l'exercice 2022 et versé à l'issue de l'opération, soit 20 000 € avant le 31 mars 2022 et 30 000 € sur justification de l'emploi de l'acompte précité et sur la présentation du décompte définitif des dépenses réalisées.

ARTICLE 3 : Budget prévisionnel

Le budget que l'association estime nécessaire à la réalisation des illuminations de Noël s'élève à 626 313,00 € TTC pour l'édition 2021.

ARTICLE 4 : Engagements de l'association

Les Vitrines de Strasbourg s'engagent:

- ✓ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé ;
- ✓ à affecter la subvention attribuée par la Ville de Strasbourg aux seules activités visées par la présente convention ;
- ✓ à soumettre à la Ville de Strasbourg, un budget prévisionnel détaillé présentant le projet et la répartition territoriale des crédits destinés au financement des illuminations, avant sa mise en œuvre ;
- ✓ à fournir un compte rendu d'exécution des illuminations de Noël pour l'édition 2020 et ceci avant l'instruction de la demande de subvention de l'édition 2021 ;
- ✓ à se conformer aux obligations d'assurance s'imposant à elle, compte tenu des spécifications techniques liées à l'opération objet des présentes (cf. article 5) ; une copie du contrat d'assurance devra être produite à l'appui de la présente convention ;
- ✓ à fournir à la Ville de Strasbourg, ses comptes globaux relatifs à l'exercice concerné par l'opération « Illuminations de Noël » 2020 - comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], ainsi que les rapports général et spécial du commissaire aux comptes[2] - et ceci avant l'instruction de la demande de subvention de l'édition 2021 de l'opération et 7 jours maximum après l'Assemblée générale annuelle que l'association veillera à convoquer au plus tard dans les 5 mois de la clôture de l'exercice correspondant ;
- ✓ conformément aux dispositions de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000, à fournir un compte rendu financier de l'action subventionnée (dépenses et recettes). Ce compte rendu financier devra être établi conformément au modèle fixé par l'arrêté du 11 octobre 2006 portant fixation des modalités de présentation du compte rendu financier prévu par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 12 avril 2000 précitée (et dont le formulaire cerfa est au besoin téléchargeable sur le site du service public à l'adresse https://www.service-public.fr/associations/vosdroits/R1271) ; ce compte-rendu financier de l'opération sera examiné par le commissaire aux comptes de l'association conformément aux normes d'exercice professionnelles (NEP-9020) s'imposant à ce dernier ;
- ✓ à informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, au titre de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, à faciliter le contrôle par les services de la collectivité, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la bonne utilisation de la subvention accordée et du déroulement de l'opération, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur place ou sur pièces, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer

[1] Règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville ;
- ✓ sur simple demande de la Ville de Strasbourg, à lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestions utiles ;
- ✓ à se soumettre aux vérifications effectuées par les différents organismes de contrôle auquel la Ville de Strasbourg est elle-même soumise ;
- ✓ à informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Conformément à la dérogation prévue par l'alinéa 3 de l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales, la répartition de la subvention municipale en faveur des différentes associations de commerçants existantes sur le périmètre pourra se faire par reversement de subvention auxdites associations sous réserve :

- ✓ de production de justificatifs détaillés à la Ville de Strasbourg,
- ✓ que lesdites associations s'engagent elles-mêmes à se soumettre à tout contrôle ou investigation que la Ville de Strasbourg jugera utile.

ARTICLE 5 : Spécifications techniques, responsabilités et assurances

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » exerce ses activités, initie et organise les manifestations sous sa responsabilité exclusive.

En particulier, l'association s'engage à solliciter par ses propres moyens le raccordement nécessaire aux coffrets électriques, à être unique interlocuteur tant du gestionnaire de réseau « Electricité de Strasbourg Réseau » que du fournisseur d'énergie (actuellement « Energies Strasbourg »), et par voie de conséquence de prendre en charge le coût tant des branchements que des consommations électriques afférentes aux illuminations de Noël objet des présentes.

L'association s'engage à utiliser ou à réaliser des installations conformes à la réglementation en vigueur et aux cahiers de charges techniques y afférents.

Elle s'engage également à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée à l'occasion des événements, manifestations, et toute initiative de sa part, notamment ce qui concerne l'activation du réseau d'illumination des rues commerçantes pendant les fêtes de Noël.

A ce titre, sauf cas de faute lourde de la Ville de Strasbourg dont la preuve serait rapportée par l'association, cette dernière ne pourra exercer aucun recours contre la Ville à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenant à l'association, à son personnel, à ses prestataires, fournisseurs ou tiers quelconques intervenant pour leur compte.

L'association s'engage à garantir la Ville contre tout recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accident ou de dommages causés par les personnes visées ci-dessus.

L'association justifiera à première demande de la Ville de la souscription des polices d'assurance susvisées, ainsi que du paiement des primes. Toutes les polices comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'association que de ses assureurs contre la Ville.

ARTICLE 6 : Non-respect des engagements
En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En particulier, le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 7 : Durée
La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2021 - 2022.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association ainsi que de la copie ou de l'attestation d'assurances visée à l'article 4.
En tout état de cause, la convention ne saurait entrer en vigueur avant d'avoir été approuvée par le Conseil municipal, puis transmise au contrôle de la légalité, et signée par la Maire ou son représentant.

ARTICLE 8 : Exécution
Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

ARTICLE 9 : Litige
En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de règlement amiable. Si dans le délai d'un mois (à modifier éventuellement) à compter de la réception par l'une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n'est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l'objet de leur litige.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg, Pour l'Association,

La Maire, Le Président,

Jeanne BARSEGHIAN Gwen BAUER

CONVENTION FINANCIERE 2021

Entre

- la VILLE de STRASBOURG, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire,

et

- l'association bénéficiaire dénommée LES VITRINES DE STRASBOURG,
ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du tribunal d'instance de Strasbourg Volume 22, folio 2, dont le siège est sis 1, rue des Dominicains 67000 Strasbourg, représentée par **Monsieur Gwen BAUER**, **son Président,**

Vu notamment,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil municipal du lundi 13 décembre 2021,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » a pour objet « l'organisation, la défense et la promotion du commerce, de l'artisanat et des services en tant qu'acteurs de la ville » et notamment et entre autres « la mise en œuvre d'actions collectives d'animation et de communication ». C'est à ce titre, que l'association citée propose des animations d'attractivité du centre-ville de Strasbourg.

Malgré le contexte sanitaire et sécuritaire, l'association qui compte plus de 700 membres souhaite renouveler ses animations qui ponctuent l'année. En particulier la « Fête de Pâques » et la « Fête des Vendanges et du goût » ainsi que les illuminations de Noël qui constituent des moments clés pour la dynamique commerciale du centre-ville. En outre, l'association a proposé une nouvelle opération intitulée « Le centre-ville de Strasbourg fête l'été » positionnée au début de l'été, afin de soutenir le commerce physique et de proximité dans le cadre de la relance économique.

Par ailleurs, du fait du report de deux grandes braderie successives (2020 et 2021) des cotisations restant impayés pour l'année 2021 selon une estimation comptable de juillet, à 102 000 €, l'association sollicite une aide exceptionnelle de 50 000 € pour lui permettre de continuer d'assurer un service de proximité et d'animation auprès des commerçants.

Compte-tenu de l'importance qu'accorde la Ville de Strasbourg à la dynamique commerciale, elle s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre, par l'association, des opérations précitées.

ARTICLE 2 : Montant et modalités de versement de la subvention

L'attribution aux Vitrines de Strasbourg, au titre de l'année 2021, d'une subvention de fonctionnement de 50 000 €.

La somme de 50 000€ sera créditée sur le compte N° 14707 50006 01193231349 de l'association ouvert à la Banque populaire Alsace Lorraine Champagne, selon les procédures comptables en vigueur, et versée, en une seule fois.

ARTICLE 3 : Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel 2021/2022de l'association est estimé à 742 205 €

ARTICLE 4 : Engagements de l'association

Les Vitrines de Strasbourg s'engagent:

- ✓ à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé ;
- ✓ à affecter la subvention attribuée par la Ville de Strasbourg aux seules activités visées par la présente convention ;
- ✓ à se conformer aux obligations d'assurance s'imposant à elle, compte tenu des spécifications techniques liées à l'objet des présentes (cf. article 5) ; une copie du contrat d'assurance devra être produite à l'appui de la présente convention ;
- ✓ à fournir à la Ville de Strasbourg, ses comptes globaux relatifs à l'exercice concerné par les opérations de la présente convention, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif[1], ainsi que les rapports général et spécial du commissaire aux comptes[2] avant le 30 juin 2022.
- ✓ à informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ de manière générale, au titre de l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales, à faciliter le contrôle par les services de la collectivité, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, de la bonne utilisation de la subvention accordée et du déroulement de l'opération, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables. A ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, sur place ou sur pièces, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien-fondé des actions entreprises par l'association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville ;
- ✓ sur simple demande de la Ville de Strasbourg, à lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestions utiles ;
- ✓ à se soumettre aux vérifications effectuées par les différents organismes de contrôle auquel la Ville de Strasbourg est elle-même soumise ;
- ✓ à informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de leur survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;
- ✓ à faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

ARTICLE 5 : Spécifications techniques, responsabilités et assurances

[1] Règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

[2] La nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 153 000 €.

L'association « Les Vitrines de Strasbourg » exerce ses activités, initie et organise les manifestations sous sa responsabilité exclusive.

Elle s'engage également à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Ville ne puisse être recherchée à l'occasion des événements, manifestations, et toute initiative de sa part.

A ce titre, sauf cas de faute lourde de la Ville de Strasbourg dont la preuve serait rapportée par l'association, cette dernière ne pourra exercer aucun recours contre la Ville à raison des conséquences des accidents et dommages, quels qu'ils soient, survenant à l'association, à son personnel, à ses prestataires, fournisseurs ou tiers quelconques intervenant pour leur compte.

L'association s'engage à garantir la Ville contre tout recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accident ou de dommages causés par les personnes visées ci-dessus.

L'association justifiera à première demande de la Ville de la souscription des polices d'assurance susvisées, ainsi que du paiement des primes. Toutes les polices comporteront une clause de renonciation à tout recours tant de l'association que de ses assureurs contre la Ville.

ARTICLE 6 : Non-respect des engagements

En cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

En particulier, le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ l'interruption de l'aide financière de la Ville,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

ARTICLE 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2021.
Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville d'un exemplaire signé par le Président de l'association ainsi que de la copie ou de l'attestation d'assurances visée à l'article 4.
En tout état de cause, la convention ne saurait entrer en vigueur avant d'avoir été approuvée par le Conseil municipal, puis transmise au contrôle de la légalité, et signée par la Maire ou son représentant.

ARTICLE 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des Finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1 Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex.

ARTICLE 9 : Litige

En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties s'engagent, préalablement à tout recours contentieux, à tenter de régler leur différend par voie de règlement amiable. Si dans le délai d'un mois (à modifier éventuellement) à compter de la réception

par l’une des deux parties des motifs de la contestation, aucun accord n’est trouvé, les parties ont la faculté de saisir le tribunal territorialement compétent de l’objet de leur litige.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg,

La Maire,

Jeanne BARSEGHIAN

Pour l’Association,

Le Président,

Gwen BAUER

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 34 à l'ordre du jour : Attribution de subventions d'animations aux Vitrines de Strasbourg
Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 46 voix
+ 1 voix pour Mme Carole ZIELINSKI qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 5 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°34

Attribution de subventions d'animations aux Vitrines de Strasbourg

Pour

46

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARSEGHIAN Jeanne, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZORN Caroline

Contre

0

Abstention

5

BARRIERE Caroline, GEISSMANN Céline, MASTELLI Dominique, RICHARDOT Anne-Pernelle, TRAUTMANN Catherine

35

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Subvention pour l'année 2022 à la Chambre d'agriculture Alsace et Bio Grand Est : complément financier à la délibération du 20 septembre 2021.

Numéro V-2021-1611

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ont engagé en 2010 un partenariat avec la Chambre d'agriculture d'Alsace (CAA) et Bio en Grand Est (BGE) fondé sur 4 enjeux :
- la préservation des espaces agricoles et le maintien des entreprises agricoles,
- le développement de pratiques et cultures durables,
- le développement des circuits de distribution courts,
- la recréation du lien entre agriculteur.rices et citadin.es / consommateur.rices.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg souhaitent enclencher une amplification du processus de transition agricole pour aboutir à des résultats plus significatifs et davantage corrélés aux besoins alimentaires, aux enjeux de santé environnementale et à l'urgence climatique du territoire. Ce processus doit permettre de consolider toujours davantage l'économie agricole par l'accroissement des débouchés locaux.

Cette ambition est portée dans le cadre de la convention de partenariat conclue avec la Chambre d'Agriculture Alsace (CAA) et Bio en Grand Est (BGE) pour la période 2021/2026 et les 32 actions déclinées dans le programme 2021/2022. Ces documents ont été soumis à l'approbation du Conseil municipal du 20 septembre 2021 (et du Conseil de l'Eurométropole le 24 septembre 2021) et officiellement signé à l'occasion du Tour des Fermes, qui s'est déroulé cette année à Strasbourg, Ostwald et Lingolsheim.

Pour assurer la mise en œuvre de ce programme biennal, il est nécessaire de s'adjoindre les compétences techniques de la Chambre d'agriculture Alsace et de Bio Grand Est, estimées de manière suivante :
- CAA : 733 jours à réaliser dont 500 à financer à hauteur de 400€/jour ;

- BGE : 240 jours à financer à hauteur de 330€/jour.

Au regard de l'engagement renforcé de la Ville sur ces enjeux et des leviers que ce partenariat lui permettent d'activer, il est proposé qu'une contribution de la collectivité

soit mobilisée à hauteur de 40 000 € pour 2022, répartie de la manière suivante : 30 000€ pour la CAA et 10 000€ pour BGE.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la contribution de la Ville, d'un montant de 40 000 euros, au partenariat avec la Chambre d'agriculture d'Alsace et Bio en Grand Est

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à accomplir et signer tous actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération

décide

d'imputer les dépenses de manière suivante :

- *Budget 2022 : **40 000 €** sur la ligne DU01R Fonction 90 – Nature 65748 – programme 8035 :*
  - *30 000 € pour la Chambre d'agriculture d'Alsace,*
  - *10 000 € pour Bio en Grand Est.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142353A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

36

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

Numéro V-2021-1660

En janvier 2021, la Ville de Strasbourg a adhéré à l'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) qui vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur trois principes : personne n'est inemployable, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.

Pour la Ville de Strasbourg, deux territoires d'intervention ont été identifiés, à savoir l'Elsau – Montagne Verte et le Port du Rhin – Ampère. Ces deux territoires représentent près de 29 000 habitant.es dont au moins 2 100 sont chômeur.ses de longue durée (plus d'un an d'ancienneté au chômage). L'enjeu de l'insertion socio-professionnelle est prégnante et prioritaire dans ces territoires.

L'éligibilité finale à l'expérimentation TZCLD repose, dans une première phase, sur l'organisation de la « fabrique de consensus » qui consiste à la réalisation d'un diagnostic dans les territoires d'intervention, en lien avec les acteurs locaux. Un premier appel à projets a été lancé fin avril à destination des acteurs de l'insertion socio-professionnelle des territoires d'intervention. Cet appel à projet (de juin au 31 décembre 2021) a permis de réaliser un premier recensement des freins à l'emploi, des savoir-faire et des envies professionnelles des personnes privées durablement d'emploi (PPDE), ainsi que de mobiliser les acteurs locaux de l'insertion socio-professionnelle autour de la démarche TZCLD.

En vue d'une candidature à l'expérimentation TZCLD à l'été 2022, il s'agit d'accélérer la transition vers la seconde étape : la phase de construction des futures Entreprises à But d'Emploi. Pour ce faire, il est indispensable de croiser finement les capabilités et envies des Personnes Privées Durablement d'Emploi, les besoins des habitant.es et des entreprises du territoire avec l'analyse systématique de la supplémentarité des emplois (selon un principe de non-concurrence).

Dès lors, afin d'avoir une cartographie la plus exhaustive possible, il est essentiel de poursuivre les rencontres individuelles avec les Personnes Privées Durablement d'Emploi. Elles permettent de mobiliser les PPDE dans la co-construction du projet TZCLD tout

en leur proposant les dispositifs d'insertion professionnelle, de parcours de formation ou d'opportunités d'emploi existants. Il est à noter que lors de la première phase d'expérimentation, 40% des PPDE volontaires rencontrées ont trouvé un emploi pérenne avant même l'ouverture de l'Entreprise à But d'Emploi. La mobilisation collective des personnes permettant de retrouver confiance en soi et l'interconnaissance des acteurs des dispositifs existants insufflent une dynamique de retour à l'emploi très efficace. Dans le même temps, il s'agit de rechercher activement les opportunités de création d'emplois supplémentaires au cœur de chaque territoire.

Par conséquent, suite au premier appel à projet lancé en avril 2021, un deuxième appel à projets (AAP) a été lancé en octobre 2021 avec comme objectif de :
- maintenir la dynamique collective autour du projet et continuer à mobiliser les parties prenantes (associations, habitant.es) dans le recensement des « capabilités » des personnes privées durablement de l'emploi issues des territoires d'intervention ;
- recenser les besoins non satisfaits dans les territoires d'intervention et proposer des activités utiles et non concurrentielles à développer au sein de l'Entreprise à But d'Emploi (dont la mise en place est un critère d'éligibilité à l'expérimentation) en mobilisant les entreprises classiques et de l'insertion.

Les lauréats retenus suite à ce deuxième AAP auront jusqu'en juillet 2022 pour mener à bien cette nouvelle phase de l'expérimentation TZCLD. Ils continueront à s'appuyer sur les groupes opérationnels TZCLD réunissant les acteurs clé du territoire. Ces groupes opérationnels TZCLD ont vocation à devenir en janvier 2022 les « Comités Locaux pour l'Emploi », instances de pilotage décisionnaires dans la construction des Entreprises à But d'Emploi.

Modalités de l'appel à projets :
L'appel à projets, portant sur la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022, est proposé en deux axes pour répondre aux deux dimensions de la construction des futures Entreprises à But d'Emploi :
- Axe 1 : Rencontre des Personnes Privées Durablement d'Emploi pour le diagnostic socio-professionnel et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel ;
- Axe 2 : Animation des démarches de construction de la-les « future-s Entreprise-s à But d'Emploi » au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel.

Les modalités complémentaires de l'appel à projets sont précisées en annexe.

Les structures lauréates de l'AAP TZCLD seront liées à la collectivité par une convention, suivant le modèle joint en annexe. Les projets lauréats doivent être menés dans le temps imparti de six mois à partir des résultats du jury, jusqu'au dépôt de dossier de candidature de la Ville de Strasbourg au titre de territoire habilité dans la seconde vague de l'expérimentation TZCLD.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil que la Ville de Strasbourg porte son soutien aux projets sélectionnés dans le cadre de la réalisation du diagnostic Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée dans les territoires Elsau-Montagne Verte et Port du Rhin-Ampère à hauteur de 65 000 €.

Il est également proposé au Conseil de valider les structures lauréates de l'AAP (liste transmise suite au jury du 23 novembre).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
décide

- d'engager les budgets nécessaires au soutien des projets lauréats à hauteur de 65 000€,

- de valider la nomination des structures lauréates pour cet appel à projet,

autorise

la Maire ou son-sa représentant.e à signer les conventions financières avec les structures lauréates désignées.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142262-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

APPEL À PROJETS
Ville de Strasbourg

TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE

Janvier à juillet 2022

2 axes pour chacun des 2 territoires :

- Elsau - Montagne Verte
- Port du Rhin - Cité Ampère

Axe 1 : Rencontre des Personnes Privées Durablement d'Emploi pour le diagnostic socio-professionnel et participation au Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Axe 2 : Animation des démarches de construction de la ou les « future(s) Entreprise(s) à But d'Emploi » au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

1- CONTEXTE

- **Présentation TZCLD**

L'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) vise à résorber le chômage de longue durée en se fondant sur 3 principes : personne n'est inemployable du moment que l'emploi est adapté à la personne, un grand nombre de travaux utiles et d'une grande diversité restent à réaliser et la privation d'emploi coûte plus cher que la production d'emploi.
Le projet suppose de mettre en place une Entreprise à But d'Emploi (EBE) qui propose des emplois supplémentaires sur le territoire en articulation avec le tissu économique local pour des personnes privées durablement d'emploi volontaires à l'expérimentation. L'embauche en CDI permet de leur redonner confiance en soi, de favoriser le lien social et le sentiment d'utilité ainsi que d'augmenter leur pouvoir d'achat.

Ce projet contribue à replacer une économie locale au cœur de bassin de vie et développe les compétences de la main d'œuvre disponible pour les entreprises. Le projet est organisé autour d'un processus bien établi : **une fabrique du consensus territorial impliquant institutions, associations, entreprises, citoyen-nes, chômeur-euses, bénévoles…, afin de mener un recensement des capacités et envies des demandeur-euses d'emploi concerné-es et enfin, la recherche et la création d'activités utiles et non-concurrentes** (nouvelles activités innovantes de proximité en lien avec le service à la personne, la transition écologique, etc.)
Pour ce faire, il s'agit de rassembler toute les parties prenantes d'un territoire (service public de l'emploi, structures de l'insertion par l'activité économique, associations, entreprises, habitant-es et personnes privées durablement d'emploi) pour mener la fabrique de consensus, mais également de formaliser leur gouvernance au travers d'un Comité local pour l'emploi (CLE).

Ce projet a déjà fait ses preuves dans dix territoires expérimentaux en France depuis leur habilitation en 2016, permettant de créer plus de mille Contrats à durée indéterminée dans les 13 EBE de la première phase d'expérimentation. De même, la mobilisation des Personnes Privées Durablement d'Emploi (PPDE) dans la co-construction du projet a eu un impact très bénéfique puisque 40% des personnes volontaires ont trouvé un emploi durable avant même l'entrée en EBE. Les témoignages des participant-es montrent que le fait d'œuvrer collectivement au projet, la prise en compte des compétences et envies des PPDE insuffle une nouvelle confiance et une dynamique positive vers l'emploi.

Reposant sur le principe de l'activation des dépenses passives, la participation technique et financière des parties prenantes et leur capacité à mobiliser des financements (Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, Fonds social européen) et à plus long terme sur le chiffre d'affaire de l'EBE, ce projet est réalisable à Strasbourg.

En raison de sa volonté d'expérimenter le projet, la Ville de Strasbourg a été retenue comme territoire émergent par l'association nationale porteuse de cette initiative. Elle vise un dépôt de candidature aux expérimentations reconnues par la 2ème loi d'expérimentation à la fin du premier semestre 2022.

L'Eurométropole accompagne les démarches TZCLD sur le territoire, dont celle de la Ville de Strasbourg en faisant le lien avec l'association nationale TZCLD et les acteurs du SPE, en travaillant sur des questions structurantes (articulation avec l'IAE et les dispositifs insertion), etc.

- **<u>Démarche menée par la Ville de Strasbourg</u>**

1, ***Un 1er chantier préalable*** a été réalisé pour ***déterminer les territoires d'intervention adéquats*** en suivant les recommandations de l'association TZCLD nationale (5 à 10 000 habitant-es) et le souhait de s'attacher aux Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.

Pour cela, une analyse des différents QPV de Strasbourg a été menée à travers des données emploi (ex : taux de chômage sur le quartier, nombre de demandeur-euses d'emploi de plus d'un an, etc.), économiques (nombre d'entreprises implantées, etc.) ou encore les dynamiques insertion (nombre d'acteurs d'insertion sur le quartier, ATPI dynamique, etc.).

Les 2 bassins de vie identifiés sur Strasbourg sont :
- Elsau-Montagne Verte
- Port du Rhin-Ampère.

2, Le ***chantier en cours*** débuté dès début mars est celui de la ***fabrique de consensus*** où la Ville de Strasbourg s'est appuyée sur les dynamiques de quartiers et notamment les ateliers territoriaux des partenaires de l'insertion pour mobiliser toutes les parties prenantes du projet autour des 2 questions centrales :
1° recensement des « capabilités », envies, compétences et implication des personnes privées durablement d'emploi
2° recensement des activités non-concurrentes, et prioritairement service de proximité (en lien avec les activités IAE)

La vérification de l'adhésion des acteurs de l'emploi, des associations œuvrant dans le domaine de l'insertion socio-professionnelle, des habitant-es et l'engagement de leur part pour réfléchir autour du montage de l'Entreprises à But d'Emploi et de la gouvernance est essentielle et se fera en continu jusqu'au dépôt de candidature.
C'est à cette étape, juste avant l'ouverture des Entreprises à But d'Emploi que la Ville de Strasbourg pourra postuler officiellement à TZCLD, pour un et/ou deux bassins de vie (en fonction du résultat de la fabrique de consensus) et répondra au cahier des charges de l'État.

Une phase d'information et d'implication des partenaires a débuté début avril 2021 avec une présentation du projet et de la méthode proposée par l'association nationale TZCLD.

Afin de bien comprendre le projet, d'adopter une approche commune et d'harmoniser les pratiques de rencontre des demandeur-euses d'emploi, un **séminaire** a été organisé fin mai 2021.

Depuis l'été 2021, les 6 **lauréats du premier appel à projets « diagnostic socio-professionnel des PPDE »** ont démarré les rencontres individuelles afin de faire connaître le projet sur les territoires concernés, rencontrer les PPDE, établir avec elles un diagnostic socio-professionnel, identifier leurs freins à l'emploi et recenser leurs capabilités, ainsi que les travaux utiles. Cette phase de 6 mois qui s'achève fin décembre 2021 va permettre une première analyse des ressources et des freins des personnes rencontrées.
Parallèlement, les volontaires rencontré-es intéressé-es par le projet TZCLD sont mobilisé-es collectivement par une association qui intervient auprès des personnes éloignées de l'emploi depuis le 01/10/21 sur le territoire, en lien étroit avec les acteurs du projet sur l'aspect « mobilisation collective du public ». Il s'agit en effet de construire le projet d'EBE non pas pour mais bien avec les PPDE et de s'appuyer sur cette dynamique pour développer le projet.
Il est à noter dans le bilan final des 5 premières années d'expérimentation TZCLD dans 10 territoires, que 40% des volontaires ont retrouvé une situation d'emploi pérenne avant même l'ouverture de l'EBE. Le cœur du projet est bien la lutte contre le chômage de longue durée : ne pas faire

« patienter » les potentiel-les candidat-es, mais bien d'insuffler une dynamique collective et individuelle positive, mobiliser tous les dispositifs existants pour enclencher une dynamique de recherche d'emploi réussie.

Depuis le démarrage des rencontres avec les PPDE, **l'équipe projet** s'est mobilisée pour communiquer et instaurer des rencontres régulières entre partenaires institutionnels, associatifs, du secteur privé tous intéressés par le projet.
Ces **Groupes Opérationnels** dont l'objectif premier était le suivi de l'avancement du projet se transforment peu à peu en **Comité Local pour l'Emploi**, instance essentielle de la méthodologie de projet TZCLD. Il regroupe différents membres : un collège institutionnel (État, Région, Département, Mission locale, Pôle Emploi, Maison de l'emploi, etc.), un collège employeurs (entreprises, réseaux d'entreprises, chambres consulaires, SIAE, ESAT, etc.) et un collège salarié-es/PPDE (syndicats, associations représentatives de chômeurs ou PPDE, etc.).
Ainsi, via les regards croisés des membres du CLE, les connaissances de chacun-e, l'implication de PPDE et d'entreprises du territoire, les spécificités locales permettent de construire un projet d'EBE au plus près des besoins et des réalités du terrain. Il s'agit notamment de croiser les capabilités des PPDE avec le recensement des besoins en service supplémentaire des habitant-es et des entreprises tout en analysant les risques de concurrence.

3, À partir de janvier 2022 et jusqu'à fin juin (date projetée de dépôt de candidature), **une nouvelle dynamique va être mise en place avec des Comité Locaux pour l'Emploi** davantage structurés. Après les 6 premiers mois de rencontres avec une centaine de PPDE sur chaque territoire, l'objectif est de viser l'exhaustivité et, tout en continuant la démarche de rencontres individuelles pour le diagnostic socio-professionnel, de mobiliser encore davantage les PPDE dans la construction du projet mais aussi dans l'orientation vers les dispositifs existants pour un retour à l'emploi pérenne.

Dans le même temps, après un premier « portrait du territoire » en terme de besoin en services, il s'agit de recenser, de prendre contact avec chaque entreprise du territoire et avec les habitant-es afin que le Comité Local pour l'Emploi ait tous les éléments pour construire très finement la ou les futures EBE.

2- OBJECTIF DE L'APPEL À PROJETS

Cet appel à projet a deux objectifs distincts mais complémentaires en vue d'une part de l'atteinte de l'éradication du chômage de longue durée dont une des solutions, d'autre part, est la construction d'une ou de plusieurs Entreprises à But d'Emploi par territoire. Il est donc proposé en 2 axes :

1) Axe 1 : Accompagnement des Personnes Privées Durablement d'Emploi au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Il est essentiel de poursuivre les rencontres individuelles avec les Personnes Privées Durablement d'Emploi pour viser l'exhaustivité des **diagnostics socio-professionnel individuels**. Il est attendu à minima que dans chaque territoire 100 nouvelles PPDE soit rencontrées.

Pour réaliser le diagnostic, un questionnaire élaboré en commun avec les associations et l'équipe projet permet de mettre en lumière et de recenser les compétences, capabilités et envies d'évolution professionnelle des PPDE tout en identifiant les freins potentiels. Chaque lauréat complètera régulièrement les tableaux « de suivi des rencontres » et « ressources humaines du territoire » sur l'espace « sharecan » géré par la Ville de Strasbourg.

Ces entretiens sont aussi l'occasion de **proposer aux PPDE d'autres dispositifs**, actions de formation ou emploi qui pourraient correspondre à la personne. Des contacts réguliers avec les personnes rencontrées (appel téléphonique pour proposer une offre d'emploi ou une formation par exemple) permettront de maintenir une **dynamique d'engagement** (en complémentarité avec les évènements collectifs déjà prévus) et d'atteindre l'objectif d'éradication du chômage longue durée sur le territoire.

Lors du premier entretien, en présentant le projet TZCLD, il s'agit de **mobiliser les personnes rencontrées vers le collectif TZCLD en vue d'une co-construction du projet**. Le bilan des 5 premières années d'expérimentation TZCLD dans les 10 premiers territoires ont mis en lumière l'effet moteur de cette dynamique projet sur le retour à l'emploi des volontaires.

Les lauréats de l'appel à projet seront **membres actifs de droit du Comité Local pour l'Emploi**. En effet, ce comité porte et construit localement le projet en prenant en compte les spécificités du territoire :

- ❑ Piloter et animer TZCLD au niveau du territoire, définir l'organisation interne, communication locale
- ❑ Rencontre des PPDE (diagnostic socio-professionnel, orientation vers les dispositifs, redynamisation, …)
- ❑ Construire la ou les futures EBE : quel emplois, définition de la non concurrence, quel statut juridique, lieu, …)

Ainsi, le travail croisé avec le groupe « construction de la future EBE » (axe 2), le reporting régulier et l'animation de groupes de travail collaboratif au sein du CLE 1 fois par mois, les échanges avec les partenaires du territoire (ex. référent-es insertion du CMS, opérateur-trices de l'emploi, …) permettront de construire collectivement le futur projet d'EBE et d'enrichir le dossier de candidature à l'expérimentation. Trimestriellement, les lauréats seront amenés à présenter à l'ensemble des partenaires des bilans intermédiaires d'avancement des actions menées.

Le projet TZCLD étant développé en co-construction, il est attendu que les lauréats participent à l'organisation et à l'animation d'évènements qui peuvent se dérouler en soirée (par exemple lors de la « Grève du Chômage » organisée chaque année https://www.tzcld.fr/wp-content/uploads/2021/09/Fiche-presentation-greve-du-chomage-2021.pdf).

Les projets éligibles devront :

- Déployer des méthodes de recensement des PPDE avec les acteurs du territoire (Pôle emploi, Département, structures d'insertion, aide sociale, associations…)
- Évaluer le nombre de PPDE potentielles du territoire qui pourraient être repérées et rencontrées pour mettre les moyens dédiés au projet en adéquation avec l'objectif d'exhaustivité
- Proposer une méthode d'information et de rencontres, individuelles ou collectives de façon ponctuelle (si les conditions sanitaires le permettent). La commission d'attribution tiendra compte de propositions innovantes en terme de méthodologie, notamment en ce qui concerne la mobilisation de publics qui ne sont pas connus des différentes structures partenaires (Pôle Emploi, Centre Médico-Social,…)
- Valoriser dans le dossier de candidature les partenariats déjà construits avec d'autres acteurs des territoires concernés

- Organiser des temps collectifs et/ou individuels avec les personnes pour approfondir la présentation du projet, recueillir leurs impressions et permettre aux personnes volontaires de se manifester
- Vérifier l'éligibilité des volontaires (après définition collective de la privation d'emploi et du périmètre d'expérimentation)
- Recenser les savoir-faire, compétences, envies des volontaires selon les trois questions principales : "Qu'est-ce que vous savez faire ? Qu'est-ce que vous voulez faire ? Qu'est-ce que vous, futurs salarié-es, acceptez d'apprendre ?"
- Participer à la constitution d'une liste de mobilisation (personnes en attente de l'obtention d'un emploi)
- Proposer des actions d'orientation des PPDE vers l'offre de service existante en terme de recherche d'emploi et de formations en vue de leur retour à l'emploi

2) Axe 2: Animation des démarches de construction de la ou les « future(s) Entreprise(s) à But d'Emploi » au sein du Comité Local pour l'Emploi Opérationnel

Une des solutions du projet TZCLD pour répondre à l'objectif central d'éradication du chômage de longue durée est la création d'une ou plusieurs Entreprise(s) à But d'Emploi dans chacun des territoires. Cette EBE est construite par le CLE en prenant en compte les spécificités du territoire.

En effet, il s'agit de créer des emplois supplémentaires non concurrentiels avec les services déjà existants à l'échelle du territoire. Ces nouveaux emplois répondent à des besoins exprimés par les habitant-es et les entreprises du secteur tout en correspondant aux capabilités et envies des Personnes Privées Durablement d'Emploi volontaires pour intégrer l'EBE en CDI. Cette analyse à maille très fine demande de connaitre les entreprises, associations, IAE, ESAT, … implantées localement et de les rencontrer pour leur présenter le projet TZCLD, identifier avec elles les risques potentiels de concurrence et des marchés envisageables. Surtout, nous recherchons la mobilisation des entreprises du territoire au sein du CLE, au même titre que celle des partenaires institutionnels, PPDE, … Ce projet TZCLD se construit en commun. Par ailleurs, ce travail de prospection doit être mené en tout ou partie avec la participation active des PPDE volontaires (une collaboration étroite entre les différents lauréats est donc essentielle).

Afin d'identifier les services supplémentaires qui pourraient être pris en charge par la future EBE, il s'agit de recueillir les besoins exprimés par les habitant-es et/ou identifiés par les acteurs du territoire (ex. : besoin d'une épicerie de quartier, problématiques de garde d'enfants, …).

En complémentarité avec la commission « accompagnement des PPDE », des groupes de travail réguliers au sein du CLE seront mis en place afin de croiser les éléments mis à jour par chaque partenaire pour imaginer ensemble tous les services ou emplois novateurs qui pourraient être proposés au sein de l'EBE. Le CLE sera décisionnaire, à partir des présentations régulières (une fois par mois) des actions menées, de l'offre de service proposée par l'EBE.

Les lauréats de cette axe participeront activement à la réflexion quant au statut juridique que pourrait prendre la ou les futures EBE (association, coopérative, SAS, …). De même, ils étudieront, avec les autres membres du Comité Local pour l'Emploi, les opportunités de rattachement à des structures déjà existantes type IAE (lors de la première phase d'expérimentation plusieurs territoires ont choisi d'adosser l'EBE à des entreprises d'insertion déjà présentes sur le secteur : les bénéfices de mutualisation ont été soulignés).

Le projet TZCLD est développé en co-construction : les lauréats seront membres actifs du Comité Local pour l'Emploi. Il sera demandé de participer ponctuellement à l'organisation et à l'animation

d'évènements pouvant se tenir en soirée (par exemple lors de la « Grève du Chômage » organisée chaque année https://www.tzcld.fr/wp-content/uploads/2021/09/Fiche-presentation-greve-du-chomage-2021.pdf)

Les projets éligibles devront proposer:

- Des méthodes d'identification et de recensement exhaustif de tout type d'entreprises ou associations du territoire concerné ;
- Pour mise en œuvre une méthodologie de rencontre des entreprises identifiées en incluant le plus possible la participation des PPDE volontaires identifiées par le CLE ;
- Une communication auprès des habitant-es par différents canaux sur le projet et un recensement en concertation avec elles et eux des besoins en service supplémentaires de façon la plus exhaustive possible ;
- Une méthodologie de projet qui s'appuie sur la mobilisation des acteurs et l'intelligence collective ; la commission d'attribution tiendra compte de propositions innovantes en terme de méthodologie.
- Valoriser dans le dossier de candidature les partenariats déjà construits avec d'autres acteurs des territoires concernés.

3- ACCOMPAGNEMENT DU PROJET

- Groupe opérationnel TZCLD

Pour l'ensemble de cette démarche, les porteur-euses de projets participeront et s'appuieront sur le Comité Local pour l'Emploi opérationnel TZCLD du territoire concerné : 1 pour Elsau-Montagne Verte et 1 pour Port du Rhin-Ampère.
Ce groupe TZCLD est animé par la Ville de Strasbourg (estimation à 1 rencontre par mois).

4- CRITERES D'ELIGIBILITE

- Territoire

La démarche TZCLD est territorialisée. Le porteur ou la porteuse de projet concerné-e doit répondre en fonction d'un territoire.
Pour cela, tout-e porteur-euse de projet doit démontrer un **ancrage territorial** particulier à Elsau-Montagne Verte ou au Port du Rhin-Ampère : implication précédente dans le quartier, connaissance des acteurs du quartier, etc.
Il est possible de proposer un projet pour les 2 territoires, à condition de démontrer son implication sur les 2 territoires.

- Compétence

Tout-e porteur-euse de projet doit démontrer une **compétence d'accompagnement socio-professionnel**, ou a minima d'**interconnaissance du public**, pour s'assurer que les personnes qui mèneront les rencontres et entretiens avec les PPDE le feront dans un cadre professionnel et respectueux des règles de déontologie.

- Financements déjà alloués pour d'autres dispositifs

Tout-e porteur-euse de projet bénéficiant déjà d'un financement pour un projet similaire (projet PIC par exemple ou financement du premier appel projet TZCLD couvrant la période janvier à fin juin 2022) devra le mentionner. Cet élément sera pris en compte dans l'instruction du dossier.

5- MODALITES FINANCIERES

- Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles sont les frais de personnel nécessaires à la rencontre des PPDE, les frais de personnel nécessaires à la participation du comité local pour l'emploi et au frais de communication si le dossier développe une méthode particulière à ce sujet.

- Précisions sur l'aide

Le montant de la dotation accordée est de 80% maximum du coût total du projet déclaré dans le budget. Tout-e porteur-euse de projet est invité-e à valoriser des subventions publiques ou privées ou autofinancement qui seraient déjà perçues pour des formes d'accompagnement socio-professionnel, de participation aux dynamiques du quartier.

- Montant maximal alloué

Le montant maximal de la dotation accordée est de 10 000 € par acteur pour l'axe 1. Concernant l'axe 2, les moyens humains nécessaires à sa mise en œuvre étant moins conséquents que pour l'axe 1, un plafond de 7 000 € maximal par acteur est prévu.

6- MODALITES DE SÉLECTION

Les décisions d'attribution des aides seront prises par le Conseil municipal sur proposition, après analyse des services techniques de la Ville et Eurométropole de Strasbourg, au regard de la proposition des dossiers et de l'enveloppe budgétaire disponible.
Les modalités contractuelles de l'aide et de versement des fonds seront fixées au cas par cas, par voie d'arrêtés ou de convention, en fonction des besoins réels de l'opération.

7- DÉPÔT DE DOSSIER

Cet appel à projets est ouvert du mardi 19 octobre au mardi 19 novembre 2021.
Il est diffusé prioritairement aux participant-es des Groupes de travail TZCLD des territoires Elsau-Montagne verte et Port du Rhin-Ampère.
Un temps de réunion d'information (en visio-conférence) sur l'AAP sera organisé le mardi 26 octobre à 14h pour les acteurs intéressés, l'objectif étant de répondre à d'éventuelles questions.

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Direction du Développement économique et de l'attractivité
Service Emploi et Economie Solidaire
1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex

Contact : Juliette HURSTEL – juliette.hurstel@strasbourg.eu
Tél : 03 68 98 69 07

CONVENTION FINANCIERE
APPEL À PROJETS
TERRITOIRES ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE

Entre :

- La Ville de Strasbourg, représentée par Maire Madame Jeanne BARSEGHIAN,

et

- L'association ci-après dénommée « **la bénéficiaire** », immatriculée au Registre du commerce et des sociétés (SIRET :) et dont le siège est au représentée par Mme .

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil Municipal du 21 juin 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : Objet de la convention

L'objet de la présente convention est de déterminer les conditions de versement à l'association ……. d'une aide de …… euros attribuée dans le cadre de l'appel à projets « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » pour la réalisation des rencontres des personnes privées durablement d'emploi.

Description du projet

Il est rappelé que la Ville de Strasbourg a adhéré à l'expérimentation territoriale « Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée » (TZCLD) qui vise à résorber le chômage de longue durée. La réalisation d'un diagnostic socio-professionnel dans les territoires émergents avec la mobilisation des acteurs de l'accompagnement de l'insertion socio-professionnelle est un des critères d'éligibilité à la sélection nationale des TZCLD avec la construction des Entreprises à But d'Emploi dans chaque territoire émergent.

La sélection des bénéficiaires est réalisée par la Maire de Strasbourg ou son-sa représentant-e sur avis consultatif du jury réuni le 20 novembre 2021.

L'aide accordée au bénéficiaire contribue au financement du projet à hauteur de 80 % maximum du budget total.

Le bénéficiaire de l'aide est l'interlocuteur de la collectivité au nom du consortium réuni pour réaliser le projet proposé. Il est responsable de la réalité de son engagement.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation du projet s'élève à ……. € TTC. Le budget détaillé apparaît dans le dossier de candidature joint à la présente convention.

Le cas échéant, la bénéficiaire s'engage à informer immédiatement la Ville de Strasbourg des modifications apportées au budget prévisionnel présenté à l'appui de son dossier de candidature, et des solutions proposées à la réalisation des objectifs fixés par le projet.
Le non-respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

La subvention de la Ville de Strasbourg à la réalisation du projet retenu s'élève au total à la somme de ……€.

La subvention sera créditée en un seul versement à réception de la présente convention dûment signée sur le compte bancaire n° …….. ; ouvert au nom de ……. auprès de la banque ……...

La date limite de finalisation du projet est fixée au 30 juin 2022. Un délai exceptionnel peut être accordé par la Ville de Strasbourg si la demande en est faite par le bénéficiaire sous un mois avant la date butoir et sous réserve de validation de la collectivité des arguments invoqués.

Article 4 : Engagements du bénéficiaire

En signant la présente convention, le bénéficiaire s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à l'action retenue et aux engagements pris concernant le montage financier indiqué dans le formulaire de candidature ;
- ✓ Si le bénéficiaire est une entreprise, respecter la règle de minimis de l'Union européenne qui plafonne à 200 000 € le montant total des aides publiques reçues sur une période de 3 exercices fiscaux (exercice fiscal en cours et les 2 exercices fiscaux précédents) ;
- ✓ Respecter le plafond de 80 % du coût total du projet couvert par la subvention accordée par la Ville de Strasbourg ;
- ✓ Être l'interlocuteur de la Ville de Strasbourg au nom du consortium constitué pour réaliser le projet proposé ;
- ✓ Transmettre à la Ville de Strasbourg un compte rendu d'exécution avec les bilans des rencontres réalisées dans le cadre de la démarche Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée au plus tard, le 30 juin 2022 certifiant la finalisation du projet, sauf délai exceptionnel accordé ;
- ✓ S'impliquer activement au sein du Comité Local pour l'Emploi en assurant une transmission régulière (réunion mensuelle et évènements ponctuels) de l'avancement du projet et en étant source de proposition.
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Ville de Strasbourg de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;
- ✓ Informer la Ville de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ; le cas

échéant, informer l'Eurométropole du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ Autoriser la Ville de Strasbourg à utiliser leurs données personnelles transmises lors de la candidature pour toute action de communication et de promotion réalisée par la Ville de Strasbourg au titre de l'appel à projets TZCLD, à compter de la signature de la convention.

Article 5 : Non-respect des engagements du bénéficiaire

Le non-respect total ou partiel par la bénéficiaire de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :

- ✓ La demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ La non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par le bénéficiaire.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité du bénéficiaire et en cas de non-réalisation ou de report du projet subventionné, la Ville de Strasbourg se réserve le droit de ne pas verser la subvention allouée ou de demander le remboursement des montants alloués.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour une durée de 6 mois. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par la Ville de Strasbourg d'un exemplaire signé par le bénéficiaire ou son représentant légal.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole - CS 71022 - 67070 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour la Ville de Strasbourg	Pour le bénéficiaire
La Maire	La Présidente
Jeanne BARSEGHIAN	M……

Liste des structures lauréates de l'appel à projets 2 « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée »

Attribution d'une subvention au Conseil Municipal du 13 décembre 2021 au titre de la Direction du développement économique et de l'attractivité, service Emploi économie solidaire concernant la délibération « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée ».

GIE Genius	*15 923 €*
Activ'Action	*11 000 €*
Association Migration, Solidarité et Échanges pour le Développement (AMSED)	*10 000 €*
Association Drugstore	*9 880 €*
Association Éducation Intégration Synergie	*6 984 €*
Logiservices	*5 000 €*
TOTAL	***58 787 €***

37

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Adhésion à l'association Centre-Ville en Mouvement.

Numéro V-2021-1612

Dans le cadre de sa volonté de préserver, de renforcer, de développer son centre-ville, la Ville de Strasbourg souhaite être en lien permanent avec différents experts des centres-villes, et souhaite ainsi adhérer à l'association Centre-Ville en Mouvement en 2022.

Depuis plus de 15 ans, Centre-Ville en Mouvement, association d'élu-es et de parlementaires, travaille sur le renouveau des cœurs de villes.
L'association s'est donnée pour mission de fédérer l'ensemble des acteur-rices des centres-villes (maires, élu-es au commerce, à l'urbanisme, managers de centre-ville, responsables Action Cœur de Ville…) sur les sujets transversaux liés à l'alchimie des cœurs de villes (commerce, mobilités, transport de marchandises, urbanisme, logement, environnement, cadre de vie…).

Les missions de l'association sont les suivantes :
- Développer un réseau de villes pilotes en termes d'expérimentations et d'innovations ;
- Valoriser les actions menées en faveur du renouveau des cœurs de villes ;
- Aider à la pérennisation des expériences positives notamment grâce à des événements phares, tels que les Assises Nationales du Centre-Ville qui en sont à leur 16ème édition ou la biennale des Assises Européennes dont la 1ère édition a eu lieu en 2019 à Metz et la seconde aura lieu en 2022 au Parlement Européen de Strasbourg ;
- Soutenir le développement de concepts innovants ;
- Inscrire les centres-villes dans une démarche de développement durable ;
- Mettre en place 4 Observatoires Nationaux portant sur les thématiques suivantes :
  - commerce et artisanat,
  - environnement et vie urbaine,
  - mobilité et énergie,
  - gestion des centres-villes.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'adhésion à partir de l'année 2022 de la Ville de Strasbourg à l'association Centre-Ville en Mouvement pour un montant annuel de 2 000 € (montant renouvelable chaque année) afin de pouvoir bénéficier de son expertise et de l'ensemble des rapports rédigés par l'association, et de favoriser les échanges avec l'ensemble des membres de leur réseau lors des différents évènements et actions organisées par l'association,

décide

d'imputer la dépense en résultant, soit 2000 €, sur la ligne budgétaire 020/6281/LO01A.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141963-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

38

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Subvention au Forum européen de bioéthique.

Numéro V-2021-1581

La douzième édition de l'événement éponyme se tiendra à Strasbourg du 31 janvier au 5 février 2022 sur le thème « Enjeux d'enfants ».

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg soutiennent cet évènement, aux côtés de la Région Grand-Est, depuis ses débuts.

Le Forum européen de bioéthique (FEB) ambitionne de donner à chacun-e les clefs pour appréhender ces nouvelles questions fondamentales en invitant les citoyen-nes à participer activement aux débats, faisant ainsi de notre territoire un centre de réflexion en matière de bioéthique, en tant qu'activités médicales et de recherche qui utilisent des éléments du corps humain.

Pour ce faire, le FEB travaille, d'une part, à créer une plateforme accessible tout au long de l'année et lui permettant de développer ses capacités de diffusion sur les réseaux en direct ou en différé (Facebook, sites DNA…), et d'autre part, à développer de nouveaux partenariats avec d'autres acteurs de la bioéthique et de l'écosystème local, national ou européen.

L'édition 2022 « enjeux d'enfants » sera consacrée aux enfants, et les associera largement, autour de thématiques comme :
- leur positionnement dans la société (les facteurs de déterminisme social, l'identité de genre, la majorité, le handicap…) ;
- leur place au sein de la famille (la transmission des croyances, l'éducation, l'adolescence) ;
- leur construction personnelle (la sexualité, le harcèlement, l'influence des réseaux sociaux…).

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont sollicitées à hauteur de 90 000 € chacune et la Région Grand-Est pour 50 000 €, sur un budget total prévisionnel de 700 000 €. Par ailleurs, la Ville procure un soutien sous forme d'avantages en nature (mise à disposition de salles, communication…) qui se montait à près de 103 000 € en 2020.

Eu égard à l'importance et aux multiples enjeux de ce projet, qui vise tout à la fois à conforter le FEB comme centre de référence au niveau national et européen et à lui permettre de développer de nouveaux partenariats locaux, il est proposé au Conseil de reconduire le soutien de la Ville de Strasbourg en faveur de l'association pour un montant de 90 000 €, au titre de l'année 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'attribution d'une subvention d'un montant de 90 000 € au Forum européen de bioéthique au titre du budget 2022 ;

décide

d'imputer la somme de 90 000 € sur la ligne DU03C – Nature 6574 – fonction 23 - programme 8042 ;

il s'agit d'une subvention récurrente destinée à financer un évènement dont l'échéance aura lieu avant la date de vote du budget de l'exercice à l'inscription du montant correspondant a été demandée au titre du budget primitif 2022 mais ne préempte pas les arbitrages budgétaires à venir ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les conventions et arrêtés y afférent.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141529-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Attribution de subventions

Délibération du Conseil municipal
du 13 décembre 2021

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant octroyé N-1
			2022	2021
Forum européen de bioéthique	Subvention de projet : 12ème édition, du 31/01 au 05/02/2021	90 000 €	90 000 €	90 000
TOTAL		90 000 €	90 000 €	90 000 €

39

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales.

Numéro V-2021-1527

Cette délibération porte sur le soutien de la Ville aux associations strasbourgeoises qui œuvrent en faveur du rayonnement européen et international de Strasbourg. D'un montant total de 185 325 €, ces subventions visent à conforter le positionnement de Strasbourg en tant que capitale européenne de la démocratie et des droits humains.

Pôle Europe

Les Jeunes européens - Strasbourg	**7 500 €**

Les Jeunes Européens-Strasbourg ont pour but de rassembler les jeunes désireux.ses d'agir en faveur de la construction européenne et de promouvoir une union politique fédérale. Via la réalisation de séminaires, conférences, interventions pédagogiques, simulations d'institutions, l'édition d'un journal « euro-citoyens », l'association informe sur le fonctionnement actuel de l'Union Européenne et du Conseil de l'Europe, et sensibilise tou.tes les jeunes aux problématiques actuelles, pour en faire des citoyen.nes éclairé.es.

Après avoir été durement frappée par la crise de la Covid-19, comme beaucoup d'autres associations, la grande priorité des Jeunes européens est de reprendre le contact, de restaurer le lien avec les adhérent.es. L'association prévoit de nombreuses actions telles que le recueil de la parole des jeunes dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, des interventions pédagogiques auprès des jeunes décrocheur.ses, l'organisation de séminaires franco-allemands et de simulations parlementaires, ainsi que plusieurs projets dans le cadre de la présidence française du Conseil de l'Union européenne.

Pôle européen d'Administration publique (PEAP)	**15 000 €**

Le PEAP a été créé en 2004 autour des enjeux de modernisation de l'action publique en France et en Europe.
Il a organisé de nombreux colloques, séminaires et réalisé plusieurs études sur les questions européennes : l'Europe de l'Union, l'Europe du Conseil de l'Europe, mais également ayant trait aux questions transfrontalières.

Le PEAP décline ses travaux dans un plan d'actions courant sur 2021 – 2023, notamment :

- les Rendez-vous européens de Strasbourg réunissent en moyenne 12 000 participant.es (en présentiel et en streaming) et plus de 200 intervenant.es issus d'une dizaine de pays européens. Son format a évolué pour s'ouvrir sur l'ensemble de la société et des citoyen.nes, auxquels se sont jointes également des structures culturelles, comme la librairie Kléber, le TNS, le Live Magazine…

- la Revue européenne en ligne – EuTalk- : des acteurs européens sont invités à s'exprimer sur des thèmes précis, des points d'actualité. Née à Strasbourg, cette revue en ligne circule à travers l'Europe. Le PEAP souhaite renforcer ce réseau d'auteurs francophones.

Pour accompagner la transition des modalités de financement du PEAP et notamment le retrait des autres contributeurs, il est proposé au Conseil d'accorder exceptionnellement et pour la dernière année une subvention de 15 000 €.

Association Unis-Cité	**50 000 €**

En partenariat avec le Collectif pour un Service Civique européen, l'association Unis-Cité porte un programme innovant visant à permettre aux jeunes Européens de s'engager dans des missions d'intérêt général pendant six mois dans son pays via un dispositif national (en France, le service civique) et six mois dans un autre pays européen via le Corps Européen de Solidarité.
Suite à une première expérimentation menée à Metz, l'association souhaite développer ce programme à Strasbourg en 2022. Le projet vise à accueillir pour 6 mois à Strasbourg une équipe de 24 volontaires. Chaque participant devra, à l'issue de ce volontariat, réaliser une mission dans le cadre du Corps Européen de Solidarité dans un pays partenaire. De leur côté, les jeunes participants au projet issus de différents pays européens auront déjà réalisé une mission d'intérêt général dans leur pays avant de participer au projet à Strasbourg.
L'ensemble des participants s'engagent ainsi pour une durée d'une année, mettant leur temps et leur énergie au service des autres. Ils agiront au quotidien au service des habitants de Strasbourg et de l'Eurométropole, avec un focus particulier sur les thématiques de l'éducation à la citoyenneté européenne et de la lutte contre les discriminations.
L'objectif principal de cette initiative est la rencontre interculturelle entre des jeunes du même âge issus de différents pays européens, vivant ainsi leur citoyenneté européenne de manière concrète. Le projet doit également permettre aux jeunes participants de bénéficier d'une expérience unique qui leur sera utile dans le cadre de leur formation ou recherche d'emploi.

Mission Droits de l'Homme et Europe à Strasbourg

Association Plaider les Droits de l'Homme	**2 000 €**

L'association Plaider les Droits de l'Homme organise un concours de plaidoiries, appelé « Moot Court CEDH », dont la finale aura lieu en janvier 2022. Il consiste en une simulation de procès fondée sur la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) et opposant plusieurs équipes composées d'étudiant.es issu.es du Master Droit des libertés de l'Université de Strasbourg ainsi que d'étudiant.es francophones venu.es d'Allemagne (Université de Fribourg-en-Brisgau). Les membres du jury proviennent de France, d'Allemagne et de Suisse. Le concours permet aux participant.es de simuler la rédaction d'une requête devant la CEDH, de leur apprendre à argumenter de manière efficace et pertinente et à travailler en équipe de façon autonome et organisée. Il leur permet également de rencontrer différent.es spécialistes et expert.es qui les forment et les conseillent en vue de leur insertion professionnelle.

Association des écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe	**20 000 €**

L'Association européenne des Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe a pour objectif de soutenir et de promouvoir le programme des écoles politiques dans les pays en transition démocratique, en apportant une contribution spécifique à l'émergence de nouvelles générations de jeunes dirigeant.es dans les domaines politique, économique, social, culturel et environnemental, formé.es à l'exercice du pouvoir en conformité avec les valeurs du Conseil de l'Europe.
L'activité de l'association consiste principalement à animer le réseau des vingt écoles qui constitue une plate-forme de partage d'informations, d'expertise et de bonnes pratiques ainsi qu'à favoriser le développement de liens horizontaux entre les Ecoles, notamment aux plans bilatéral, régional et interrégional.
La subvention a pour objectif de soutenir le fonctionnement de l'association.

Mouvement Européen - Alsace	**34 825 €**

Dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Mouvement européen – Alsace organise en partenariat avec les Jeunes Européens – Strasbourg, l'Association européenne pour la démocratie locale (ALDA) et le Centre d'information sur les institutions européennes (CIIE), une Convention citoyenne locale en janvier et février 2022.

Cent Strasbourgeois.es seront tiré.es au sort afin de participer à la Convention citoyenne. Après une demi-journée d'interventions pédagogiques destinées aux participant.es, afin de mieux comprendre le fonctionnement de l'Union européenne, ses institutions et ses politiques publiques, les citoyen.nes sont invité.es à définir les thématiques traitées lors la concertation organisée (par exemple : changement climatique, intégration des migrant.es, gestion de la crise sanitaire, droits fondamentaux, etc.). Les citoyen.nes participant.es prendront part en janvier et février 2022 à deux weekends de discussions, débats et de décisions pour élaborer leurs propositions pour l'avenir de l'Europe. Ces séances seront conçues, orchestrées et animées par l'équipe de Planète citoyenne, société spécialisée dans les processus de participation et la méthodologie des concertations citoyennes, composée de six facilitateur.rices professionnel.les, et des bénévoles des associations partenaires du projet, préalablement formé.es par les professionnel.les de Planète citoyenne. Les séances

seront également suivies par un.e facilitateur.rice graphique, afin de restituer et valoriser les résultats des débats pour les participant.es moins à l'aise avec les restitutions écrites.

Les séances de concertation favoriseront l'équité du temps de parole des participant.es, la participation de toutes et tous, et l'écoute de chacune et chacun grâce à une réflexion en groupe restreint, l'attention des animateur.rices et la facilitation graphique permettant de résumer au mieux ces temps d'échange.
Enfin, les membres de la Convention citoyenne participeront également à la rédaction de la synthèse de leurs propositions selon une méthode participative imaginée par Planète citoyenne.

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme (IIDH)	**25 000 €**

L'Institut international des droits de l'Homme a été créé en 1969 par René Cassin, ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme (1965-1968), lauréat du Prix Nobel de la paix. Devenu fondation reconnue d'utilité publique en 2015, il célèbre cette année son 50ème anniversaire.
Le fonctionnement et les activités récurrentes de la Fondation René Cassin – IIDH, notamment sa session annuelle de formation en droit international des droits de l'homme et en droit international pénal et humanitaire, font l'objet d'un soutien de la part de l'Etat et des collectivités locales dans le cadre du contrat triennal 2021-2023.
Dans ce cadre, la Ville de Strasbourg apporte pour sa part un soutien à hauteur de 25 000 € par an.

Fondation René Cassin – Institut international des droits de l'homme (IIDH)	**15 000 €**

La Fondation René Cassin organise à l'occasion de la journée internationale des droits de l'homme, le 10 décembre 2021, une conférence sur l'état de l'Etat de droit en Europe, qui sera accueillie à la Cour européenne des droits de l'homme. Cette initiative avait déjà été soutenue par la Ville de Strasbourg en 2019 à l'occasion du 50e anniversaire de la Fondation René Cassin. Sa récurrence permettra d'installer cet évènement dans la durée, faisant de Strasbourg un lieu de réflexion de haut niveau sur la question, aujourd'hui centrale, de l'Etat de droit en Europe.
Le colloque, qui est par ailleurs labellisé dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, sera construit autour de quatre séances, réunissant des représentant.es de juridictions européennes et internationales, d'institutions et agences de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe, d'ONG, d'avocat.es, d'universitaires et de journalistes :
- Une définition commune de l'Etat de droit ?
- La Justice comme fondement de l'Etat de droit
- Société civile et Etat de droit
- Quels moyens pour contrôler le respect de l'Etat de droit ?

<u>Pôle Solidarité et Partenariats internationaux</u>

Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ)	**5 000 €**

La ville de Strasbourg développe des liens avec la commune de Jacmel en Haïti depuis 1991. C'est dans ce cadre que des échanges ont vu le jour avec le Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ) en 2004. Cette structure, créée en 1976, gère depuis 25 ans 30 centres préscolaires accueillant près de 2 000 enfants de 2 à 6 ans répartis sur trois communes du département du sud-est haïtien, situés pour l'essentiel sur le territoire de la commune de Jacmel.

Depuis 2012, le SGCPJ, la ville de Strasbourg et l'association Grand Est Solidarités et Coopérations pour le Développement (GESCOD) développent un axe de travail sur la petite enfance qui comprend plusieurs volets : aide à la reconstruction du bâti détruit durant le séisme de 2010, formations, échanges pédagogiques. Le développement d'un service de restauration a été identifié comme une action pertinente au regard des besoins des enfants et comme levier permettant la consolidation économique du SGCPJ. Cette offre permet en effet de fidéliser les parents qui maintiendront davantage leur enfant au jardin d'enfants dès lors qu'il peut y bénéficier d'un repas. La subvention de 5 000 € permet de financer l'achat de denrées pour la confection d'environ 350 repas/jour pour deux jardins d'enfants de Jacmel. Ce partenariat associe également le jardin d'enfants strasbourgeois « Les Tous petits d'Alsace ».

Association Alsace-Syrie	**5 000 €**

L'association Alsace-Syrie développe depuis sa création en 2012 des actions de soutien à la population syrienne. Celles-ci se traduisent par l'envoi régulier de containers de denrées alimentaires et de fournitures scolaires, l'organisation d'activités à destination des réfugié.es syrien.nes de Strasbourg (cours de français pour les adultes, sorties pour les enfants) et d'actions de sensibilisation à la culture et au patrimoine syriens. La subvention proposée permet de cofinancer l'ensemble de ces actions et de contribuer au budget de fonctionnement de l'association. Parmi les actions soutenues cette année, l'équipement d'une école pour orphelin.es construite par l'association à Turkman Bareh (ville au nord du gouvernorat d'Alep).

Pôle coopération transfrontalière et espaces germanophones

Association Trafic d'Art - 60ème anniversaire de jumelage avec Stuttgart	**6 000 €**

« Trafic d'art » est une association qui a pour vocation de promouvoir et d'organiser des échanges artistiques européens et internationaux. A ce titre, elle a déjà mené plusieurs projets au cours des dernières années en lien avec trois villes jumelles de Strasbourg : Boston, Dresde et Stuttgart.

Le nouveau projet de Trafic d'Art, en partenariat avec le Kunstbezirk de Stuttgart, est intitulé « Panoramen – la montagne ». L'objectif de cette exposition est d'apporter un regard croisé sur la richesse historique, culturelle et symbolique des Vosges et de la Forêt Noire. A l'instar des projets précédemment menés, l'association et son partenaire de Stuttgart ont lancé un appel à participation afin de réunir un collectif d'artistes. L'exposition rassemble 22 artistes (12 Strasbourgeois.es et 10 Stuttgartois.es).

Cette exposition est présentée du 17 septembre au 23 octobre 2021 au Kunstbezirk de Stuttgart. Elle sera accueillie à Strasbourg, dans les locaux d'Apollonia, du 11 avril au 30 avril 2022.
Ce projet s'inscrit dans la programmation du 60ème anniversaire de jumelage entre Strasbourg et Stuttgart.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention de :
- *7 500 € à l'association Les Jeunes européens- Strasbourg*
- *15 000 € au Pôle européen d'Administration publique*
- *50 000 € à l'association Unis-Cité*
- *2 000 € à l'association Plaider les Droits de l'Homme*
- *20 000 € à l'association des Ecoles d'Etudes politiques du Conseil de l'Europe*
- *34 825 € à l'association Mouvement Européen – Alsace*
- *25 000 € à la Fondation René Cassin (fonctionnement)*
- *15 000 € à la Fondation René Cassin (projet)*
- *5 000 € au Service de Gestion des Centres Préscolaires de Jacmel (SGCPJ)*
- *5 000 € à l'association Alsace-Syrie*
- *6 000 € à l'association Trafic d'Art*

décide

- *d'imputer la dépense de 169 325 € sous la fonction 041, nature 6574, programme 8051, activité AD06B, dont le disponible avant le présent Conseil est de 174 888 € ;*
- *d'imputer la dépense de 10 000 € sous la fonction 041, nature 6574, programme 8052, activité AD06C, dont le disponible avant le présent Conseil est de 10 000,64 €;*
- *d'imputer la dépense de 6 000 € sous la fonction 041, nature 6574, programme 8054, activité AD06D , dont le disponible avant le présent Conseil est de 6 000 €,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les arrêtés et conventions d'attribution y afférents.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142320-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Attribution de subventions au titre des relations européennes et internationales.
Conseil Municipal du 13 décembre 2021

Dénomination de l'association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Les jeunes européens	Soutien au fonctionnement général de l'association	14 800€	7 500€	11 500€
Pôle européen d'Administration publique	Soutien au fonctionnement général de l'association	60 000 €	15 000 € (45 000 € en EMS)	37 000 € (en EMS)
Association Unis-Cité	Projet de mobilité européenne pour des missions d'intérêt général à destination d'une promotion de 24 jeunes	55 000 €	50 000 €	-
Association Plaider les droits de l'homme	Concours de plaidoirie en janvier 2022	2 000 €	2 000€	-
Association des Ecoles d'études politiques du Conseil de l'Europe	Subvention de fonctionnement	30 000€	20 000 €	20 000€
Mouvement Européen – Alsace	Organisation d'une convention citoyenne locale	34 825€	34 825€	-
Fondation Cassin IIDH	Subvention de fonctionnement	25 000 €	25 000 €	25 000 €
Fondation Cassin IIDH	Organisation d'une conférence sur l'Etat de droit	15 000€	15 000€	-
SGCPJ	Soutien à la restauration dans les jardins d'enfants à Jacmel - Haïti	5 000€	5 000€	5 000€
Association Alsace-Syrie	Soutien à la population syrienne	12 600€	5 000€	5 000€
Association Trafic d'Art	Projet d'exposition en lien avec Stuttgart dans le cadre du 60ème anniversaire de jumelage en 2022	6 000€	6 000€	-
TOTAUX		260 225 €	185 325 €	103 500 €

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 39 à l'ordre du jour : Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 51 voix
+ 2 voix pour Mmes Marie-Françoise HAMARD et Carole ZIELINSKI qui ont rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitaient voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°39

Attribution de subventions dans le cadre des relations européennes et internationales

Pour

51

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

Contre

0

Abstention

0

40

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Vente par la ville de Strasbourg au Conseil de l'Europe du bâtiment D sis avenue de l'Europe à Strasbourg.

Numéro V-2021-1643

a. <u>Présentation de l'ensemble immobilier</u>

En date des 7 et 11 octobre 1965, la Ville de Strasbourg a consenti un bail emphytéotique au Conseil de l'Europe afin de permettre la construction du siège de la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Ce bail est arrivé à échéance le 31 août 1983.

À l'échéance du bail emphytéotique, le bâtiment a été mis à disposition du Conseil de l'Europe par le biais de différents baux.

Cet ensemble immobilier a été le siège de la Cour Européenne des Droits de l'Homme jusqu'en 1995 et est désormais affecté aux services du Conseil de l'Europe.

La ville de Strasbourg est propriétaire des parcelles cadastrées section BX numéros 599/493 de 26.57 ares, 596/477 de 0.04 are et 597/478 de 16.99 ares ainsi que celle cadastrée section BW numéro 120/55 de 0.85 are correspondant à l'emprise foncière de l'ensemble immobilier appelé Bâtiment D.

Les parcelles sont classées en zone UF au Plan Local d'Urbanisme correspondant au secteur rassemblant les institutions européennes et internationales.

L'ensemble immobilier est constitué de deux corps de bâtiments :
- le bâtiment principal (bâtiment D) de 4336 m², construit en 1964 par le Conseil de l'Europe, dans le cadre du bail emphytéotique,
- le bâtiment annexe de 586 m² construit par extension en 1988 par le Conseil de l'Europe.

L'emprise a fait l'objet d'un déclassement du domaine public de la Ville après constat de sa désaffectation, suivant délibération du Conseil municipal en date du 24 septembre 2018, puis, d'une suppression des alignements suivant délibération de la Commission permanente du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 septembre 2018.

b. <u>Contexte</u>

Le bâtiment nécessite d'importants travaux de rénovation et de mises en conformité règlementaire (amiante, accessibilité des personnes handicapées, performance énergétique). En effet, cet ensemble immobilier ne répond plus aux normes d'accessibilité et à la réglementation des établissements recevant du public.

Par conséquent, le Conseil de l'Europe a sollicité une acquisition de l'ensemble immobilier, lui permettant de s'inscrire dans une démarche de rénovation et réhabilitation de ce patrimoine. Les pré-études seront lancées dès le deuxième trimestre 2022.

c. <u>Prix de vente et conditions</u>

L'immeuble a été estimé à une valeur vénale de 4 770 000 euros suivant avis du domaine rendu en date du 22 juillet 2021.

Cette transaction s'inscrivant dans le cadre d'un projet d'intérêt général en participant notamment au rayonnement et au maintien des institutions européennes sur le territoire, il est proposé au Conseil municipal de consentir une cession à l'euro symbolique.

Cette cession s'assortissant de deux conditions essentielles, à savoir :

- l'engagement du Conseil de l'Europe de procéder à la rénovation lourde et à la mise en sécurité et conformité du Bâtiment D ainsi qu'aux travaux de réhabilitation thermique ;
- l'insertion dans l'acte de vente d'une clause de rétrocession au profit de la Ville de Strasbourg, dans le cas où l'affectation d'usage du bien objet des présentes serait amené à évoluer.

Le Conseil de l'Europe prendra les biens en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg de l'état du sol et du sous-sol.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a approuvé la cession dans les conditions visées ci-dessus en date du 23 novembre 2021.

Il est proposé au Conseil municipal d'approuver la présente vente au profit du Conseil de l'Europe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis des domaines en date du 22 juillet 2021 numéro 2021-67482-48512
vu l'avis de la Commission Patrimoine du 10 décembre 2021
après en avoir délibéré
approuve

la vente au profit du Conseil de l'Europe des parcelles cadastrées comme suit :

Section	*Numéro*	*Lieu-dit*	*Surface en are*
BX	*599/493*	*Avenue de l'Europe*	*26.57*
BX	*596/477*	*Impasse des Bosquets*	*0.04*
BX	*597/478*	*Avenue de l'Europe*	*16.99*
BW	*120/55*	*Canal de la Marne du Rhin*	*0.85*

soit une surface totale de 44,45 ares propriété de la ville de Strasbourg

moyennant le prix de UN (1) euro symbolique, hors taxes et droits éventuels dus par l'acquéreur ;

aux conditions essentielles suivantes :

- *l'engagement du Conseil de l'Europe de procéder à la rénovation et à la mise en sécurité et conformité du Bâtiment D ainsi qu'aux travaux de réhabilitation thermique*
- *l'insertion dans l'acte de vente d'une clause de rétrocession au profit de la Ville de Strasbourg dans l'hypothèse où le Conseil de l'Europe, ou toute autre institution qui lui aurait succédé, cesserait ses activités à Strasbourg et au cas où le bien objet des présentes reviendrait de ce fait à ne plus être effectivement affectés à des institutions de caractère européen.*

décide

l'imputation de la recette de UN (1) euro sur la ligne budgétaire fonction 820, nature 775, service AD03B

autorise

La Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes de vente à intervenir, ainsi que tout acte ou document concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142087A-DE-1-1)

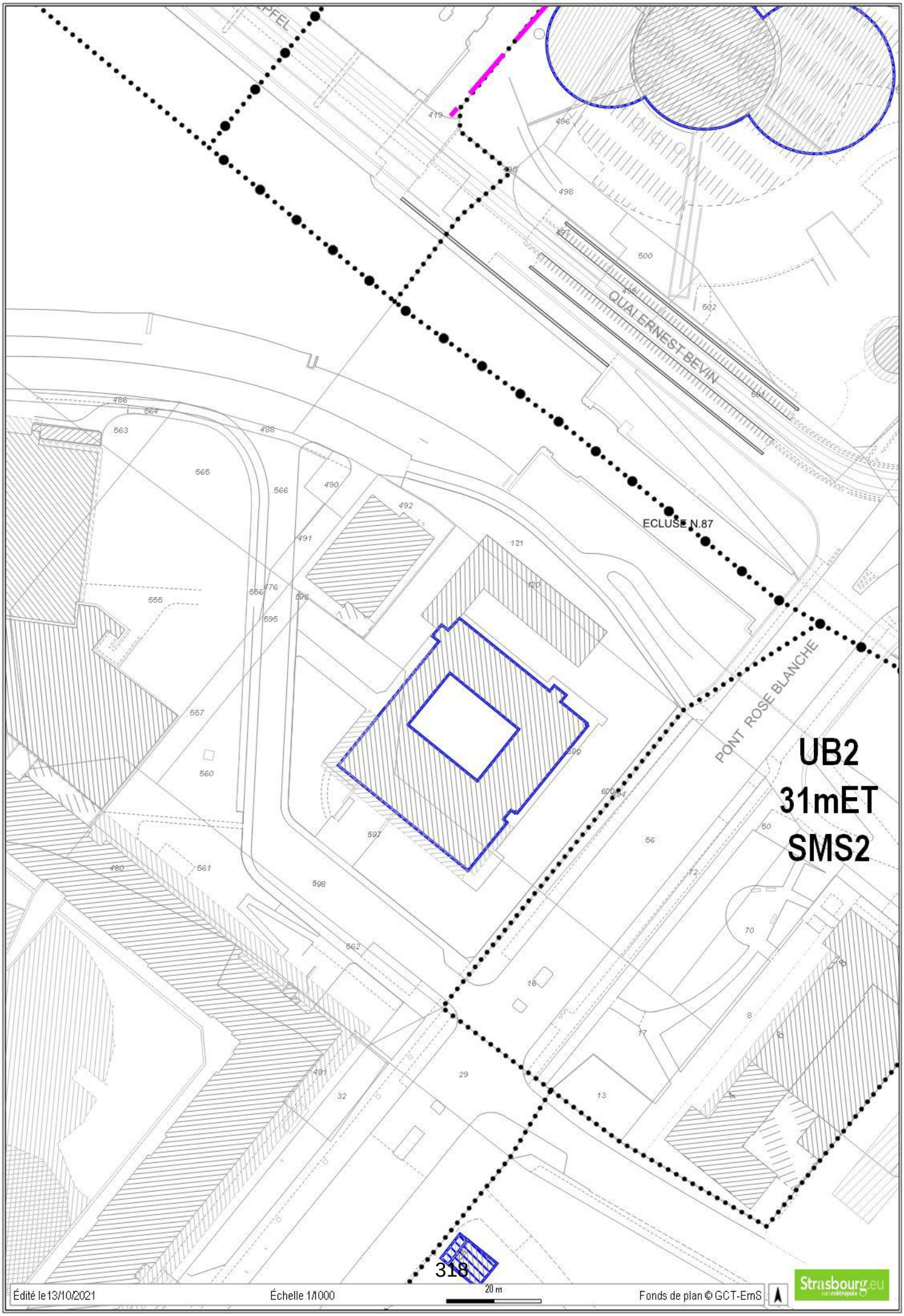
et affichage au Centre Administratif le 21/12/21



STRASBOURG - Avenue de l'Europe



Édité le 13/10/2021 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © SIG-CUS Strasbourg.eu & COMMUNAUTÉ URBAINE


QUAI ERNEST-BEVIN
ECLUSE N.87
PONT ROSE BLANCHE
UB2
31mET
SMS2
Édité le 13/10/2021
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **4786922**
Réf OSE : **2021-67482-48512**

Le 22/07/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est du département du Bas-Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg
Service Politique Immobilière et Foncière
1, parc de l'étoile
67076 STRASBOURG Cedex

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	Immeuble tertiaire
Adresse du bien :	Rue Sforza
Commune :	Strasbourg
Valeur:	**4 770 000 € HT**

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Affaire suivie par **Mme Charlotte DAMM** charlotte.damm@strasbourg.eu
Vos références:/

2 - DATE

de consultation : 22/06/2021
de visite : 14/02/2017
de renseignements complémentaires : 12/07/2021
de dossier en état : 12/07/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Cession au conseil de l'Europe, actuel occupant, d'un bâtiment tertiaire situé rue Sforza à Strasbourg.

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
BX	493	avenue de l'Europe	27,25
BX	478	avenue de l'Europe	30,81
		TOTAL	**58,06**

4.2 Descriptif

Ensemble immobilier abritant les services du conseil de l'Europe constitué de deux corps de bâtiment à savoir :

– un bâtiment principal (ancien siège de la cour européenne des droits de l'homme) développant une surface au sol d'environ 1 180 m² construit en 1964 autour d'un patio de forme rectangulaire d'environ 260 m², édifié sur sous-sol composé d'installations techniques (autocommutateur, centrale de traitement d'air, TGBT, chaufferie…), de locaux d'archives, de bureaux, d'un bloc sanitaire (hommes et femmes séparés), d'un RDC composé d'un vaste hall d'entrée, d'une salle informatique, de salles de formation, d'un bloc sanitaire (hommes et femmes séparés) et de bureaux, d'un 1er étage composé de deux salles de réunion (36 et 40 places), de bureaux et d'un bloc sanitaire (hommes et femmes séparés), d'un deuxième étage composé de bureaux, de deux petites salles de réunion, de quatre cabines d'interprètes et d'un bloc sanitaire (hommes et femmes séparés).

Surface utile : **4 336 m²** (source consultant).

– un bâtiment annexe en forme d'équerre construit en extension par le conseil de l'Europe sur sol appartenant pour partie à la ville de Strasbourg et pour partie à VNF. Cette construction modulaire (assemblage d'algécos sur un ou deux niveaux) réalisée à la fin des années 1980 (1988) se compose d'une trentaine de bureaux, d'une salle de réunion de 10 places et d'un bloc sanitaire (hommes et femmes séparés).

Surface utile : **586 m²** (source consultant).

Compte tenu des éclaircissements juridiques à obtenir concernant l'addition de construction réalisée par le conseil de l'Europe, la présente évaluation ne portera que sur le bâtiment principal.

Équipements :

Chauffage central au fuel, plancher ou plafonds rayonnants, huisseries en bois avec parement extérieur en inox.
Centrale de traitement de l'air, climatisation
Cloisons en carlis, moquette au sol dans les bureaux et dans les couloirs de circulation, carrelage dans les sanitaires, faux plafonds, néons suspendus, placards de rangement dans les couloirs.
Réseau informatique, bornes Wifi
Bâtiment sécurisé (accès à l'aide de badges, caméras de surveillance en façade, personnel de sécurité dans le hall d'entrée, détecteurs d'incendie), un groupe électrogène de secours installé en extérieur en 1989 (130 000 €).
La circulation verticale est assurée par un ascenseur, un escalier principal prenant naissance dans le hall d'entrée et par deux escaliers annexes situés dans la partie arrière du bâtiment.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Bail emphytéotique consenti le 11/10/1965. La ville de Strasbourg est entrée en pleine possession de l'immeuble au terme du bail soit le 01/09/1983.

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Bail de renouvellement du 11/06/2008. Loyer annuel de 79 827 €, payable d'avance, révisable au 1er septembre de chaque année en fonction de la variation de l'ICC (indice de référence : 01/09/2007 soit 1385)

6 - URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur, les parcelles sont situées en zone **UF.**

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherchée dans les circonstances de l'espèce (cf vente par la commune)

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

Le bien soumis à expertise est un immeuble tertiaire.
Sa valeur vénale sera déterminée par la **méthode dite par comparaison** dans la mesure ou il existe localement suffisamment de mutation de biens présentant des caractéristiques similaires ou proches.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Compte tenu de la nature du bien à évaluer, l'étude de marché s'attachera à recenser les ventes d'immeubles et/ou de locaux tertiaires intervenues dans la période récente dans les quartiers centraux de Strasbourg (Orangerie, gare, Krutenau, Vosges…) ou en proche périphérie, en tenant compte des caractéristiques propres du bien à évaluer et notamment de sa grande superficie (> à 1 000 m²) et de son année de construction (après guerre).

DATE	SECTION	N° PLAN	QUARTIER	RUE	CN	T	PRIX	SU	Prix/m²	OBSERV
25/01/17	29	48, 77	Krutenau	rues Fritz Kiener/Académie	**1970**	48,93	13 500 000 €	9 232	1 462 €	Im de bureaux, **201 places de pk s/sol.** 10 820 ,
23/12/16	73	152	Gare	Place des Halles	**1979**	19,57	5 600 000 €	5 065	1 106 €	Imm bureaux Bgue Pop.
24/03/16	58	181	Centre	'22 novembre 5-7	**1960**	7,31	3 700 000 €	2 298	1 610 €	Droit de superficie AB
08/01/16	40	134	Krutenau	Berne 18	**1961**	24,74	6 100 000 €	5 678	1 074 €	Bureaux+1 logt//Locaux CAF
20/02/14	85	91-182	Contades	av de la paix 35	**1970**	7,67	5 630 000 €	2 953	1 907 €	tt l'immeuble Surface VISU
19/12/13	40	61	Krutenau	rue de Genève 1	**1928-1970**	23,77	5 460 000 €	5 970	915 €	ancien siège de CUS habitat
31/07/13	53	81	Gare	du Marais Vert	**1994**	43,29	7 600 000 €	4 635	1 640 €	Imm bureaux+**145 pk**
20/03/13	LS	520-521-523-547	Hautepierre	Thomas Mann 3	**1980**	57,17	2 500 000 €	2 528	989 €	Immeuble de bureaux
24/11/10	AD	518-548	Orangerie	Boussingault	**1954**	54,29	5 550 000 €	5 870	945 €	tout l'immeuble
18/05/10	83	59	Contades	Avenue de la paix	**1979**	2,69	1 512 000 €	1 550	975 €	tout l'immeuble
17/11/09	74	93	Gare	Sarrelouis	**1983**	24,02	4 000 000 €	5 525	724 €	presque tout l'immeuble
27/05/09	29	48-77	Krutenau	Fritz Kiener	**1980**	48,93	15 084 000 €	9 232	1 634 €	tout l'immeuble +**206 pk à 6000€/U**
						Moyenne	6 353 000 €	5045	**1 248 €**	
						Médiane	5 575 000 €	5295	**1 090 €**	
						Quartile 1	3 925 000 €	2847	**968 €**	
Mutations écartées : Immeuble de construction plus récente										
DATE	SECTION	N° PLAN	QUARTIER	RUE	CN	T	PRIX	SU	Prix/m²	OBSERV
30/12/13	BY	237	Wacken	rue Jean Wagner Valentin 27	**2009**	56	28 400 000 €	11 204	2 535 €	Immeuble de bureaux "Le Lawn"+**174 pk s/sol**
12/12/19	LR	714	Koenigshoffen	Tristan Flora 1	**2011**	31,6	1 500 000 €	1 338	1 121 €	Imm usage activités commerciales+ **23 pkgs**
29/11/10	ET	465	Meinau	Verdon 6	**2005**	79,22	8 800 000 €	6 204	1 418 €	Acq° Départ : 3 im tertiaires R+3 + **115 pkgs**
31/07/13	53	81	Gare	Boulevard Wilson 26 A	**1994**	43,29	7 600 000 €	4636	1 639 €	immeuble IBM l'avancée (y compris **144 PK**)
31/08/16	67	35,37,39	Centre	Clarisses 5	**2003**	10,72	2 420 000 €	2 461	983 €	Volume AA
						Moyenne	9 744 000 €	5169	**1 539 €**	
						Médiane	7 600 000 €	4636	**1 418 €**	

8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

Dans les quartiers centraux de Strasbourg, le prix moyen et le prix médian des immeubles de bureau répondant aux critères de recherche s'élèvent respectivement à **1 250 € et 1 090 €/m² SU** et la moyenne basse (1er quartile) à **970 € /m² SU**

Les prix de vente les plus élevés ressortent **à 1 640 € m² SU et 1 907 € m² SU**

Le premier terme se rapporte à un immeuble situé rue Fritz Kiener acquis en 2009 par France Télécom. De construction plus récente que l'immeuble à évaluer (1980), il est par ailleurs doté de 206 places de parking. Cet immeuble a été revendu en 2017 à un prix nettement inférieur (1 462 € m ² SU).

Le second est situé avenue de la Paix au cœur du quartier Contades, sur la ligne E et B du tram, à proximité des arrêts Contades et lycée Kléber. Construit sensiblement à la même époque que l'immeuble à évaluer (années 1960), il présente un aspect architectural assez moderne.

L'immeuble situé rue Boussingault, cédé au prix de **945 € /m² SU**, est celui qui présente les caractéristiques les plus proches de celles du bien à évaluer. Il s'agit d'un immeuble datant du milieu des années 1950 situé dans le quartier de l'orangerie à proximité du canal de la Marne au Rhin, d'une surface utile proche de celle de l'ancien palais des droits de l'homme (5 870 m²), cédé sans place de stationnement et avec un terrain d'assiette d'une superficie de 54 ares. La mutation est toutefois relativement ancienne (2010)
Cinq mutations portant sur des immeubles de constructions plus récentes ont été écartées.

Éléments particuliers à retenir pour l'estimation

- *Les facteurs de plus-value*
  L'immeuble bénéficie d'une situation relativement intéressante dans le quartier de l'orangerie, en face du parc du même nom, à proximité du canal de la Marne au Rhin, de l'arrêt de tram « Droits de l'homme » et à distance raisonnable de l'autoroute A 350 via le boulevard de Dresde et le rue JW Valentin. Sa présentation architecturale est soignée (brises soleil en béton, parement en pierres sur façades, larges baies vitrées, grand patio végétalisé) Le gros œuvre et des parties privatives sont en assez bon état d'entretien. Les locaux développent une surface utile de 4 336 m² assez facilement divisible (plateau d'environ 1 000 m² par étage) et une distribution rationnelle avec des bureaux en 1er jour répartis autour d'un couloir de circulation. Enfin le bâtiment est câblé et sécurisé.

- *Les facteurs de moins-value*
  La performance énergétique du bâtiment est médiocre (huisseries en bois simple vitrage, déficit d'isolation) liée à des matériaux et des équipements datant de la construction de l'immeuble. Les locaux sont difficilement modulables du fait d'un cloisonnement réalisé en carreaux de plâtre. Enfin il convient de souligner l'absence de places privatives de stationnement et la quasi-absence de locaux d'accompagnement (locaux de vie…).

Compte tenu des caractéristiques propres du bien à évaluer ainsi que des éléments d'information recueillis sur le marché local, celui-ci sera évalué sur la base d'une valeur unitaire au m² SU arrêtée à 1 100 € se situant au niveau du prix médian des immeubles tertiaires cités en comparaison.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Surface	Valeur de référence	Abat	Vu après abat	VV	VV arrondie
4336	1 100 €	0%	1 100 €	4 769 600 €	4 770 000 €

Nota :

La présente évaluation est basée sur les constats opérés lors la visite de 2017, le bien n'ayant, selon le consultant, subi aucune modification depuis cette date.

11 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

12 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

41

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Avis sur la programmation 2022 des projets sur l'espace public : voirie, plan vélo, signalisation statique et dynamique, ouvrages d'art, eau, assainissement, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU).

Numéro V-2021-1149

Conformément à la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, il est proposé au Conseil municipal d'émettre un avis sur la délibération métropolitaine concernant le lancement, la poursuite des études et la réalisation des travaux pour les projets sur l'espace public du programme 2022 à Strasbourg et relatif aux domaines de compétence suivants : voirie (y compris l'entretien significatif), plan vélo, équipements (signalisation statique et dynamique), ouvrages d'art, eau et assainissement.

Ce programme intègre des opérations spécifiques de déminéralisation/végétalisation de l'espace public à hauteur de 800 000 €. Sont identifiés le parvis de l'école Stoskopf, la placette rues de Zellenberg / Ziegelau / Sélestat, la placette rues de Rotterdam /d'Anvers / Louvain, les abords du centre commercial de l'Esplanade, la rue Lucien Febvre et la rue Baldung-Grien.

Plusieurs projets emblématiques du plan vélo sont engagés dans ce programme ; l'axe rue de Rathsamhausen / Avenue Léon Dacheux / rue du Lazaret / rue du Landsberg, le pont des Frères Mathis, le franchissement du canal de la Bruche pour la liaison entre Koenigshoffen et la Montagne verte, une première tranche financière pour le contournement de l'ellipse insulaire (le ring vélo) et la création d'une magistrale piétonne en lien avec l'eau.

Enfin, figurent dans l'annexe 2, plusieurs projets de renouvellement urbain sur les quartiers de Cronenbourg, du Neuhof et de l'Elsau.

Les opérations du programme de l'Eurométropole de Strasbourg sont mentionnées dans les listes jointes en annexe qui détaillent les différents projets d'études et de travaux :
- Annexe 1 : liste des projets à Strasbourg.
- Annexe 2 : liste des projets en renouvellement urbain.

Les projets sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg, avec éventuellement une assistance à maitrise d'ouvrage. La maîtrise d'œuvre est assurée soit en interne par les services, soit en externe par des bureaux d'études privés.

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur décembre 2021.

Il est précisé que la présente délibération n'inclut pas les interventions ponctuelles de proximité et d'urgence liées à la mise en sécurité qui sont réalisées tout au long de l'année.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération :

Le Conseil
Vu l'article L.5211-57 du Code des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

émet un avis favorable

au lancement, à la poursuite des études et la réalisation des travaux du programme 2022 concernant les projets métropolitains sur l'Espace Public pour la Ville de Strasbourg et relatif aux domaines de compétence suivants : projets voirie (y compris l'entretien significatif), plan vélo, équipements (signalisation statique et dynamique), ouvrages d'art, eau et assainissement (annexe 1) et projets de renouvellement urbain (annexe 2).

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142194A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21



ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS A STRASBOURG

Cronenbourg Sud

Opération	2021CRO01	Cronenbourg Sud		Suite études et travaux			1
Site projet	RUE DE LA ROTONDE						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	130 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Opération	2022CRS03	Cronenbourg Sud		Etudes et travaux			2
Site projet	RUE DE LA LIBERATION						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Heidenberg	Fin	Route de Mittelhausbergen		
Mt Total Prévisionnel	170 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	170 000 €
				Total délibéré EMS			170 000 €

Opération	2022CRS02	Cronenbourg Sud		Etudes et travaux			3
Site projet	SCHÉMA DIRECTEUR D'ASSAINISSEMENT (SDA) - REDUCTION DE L' IMPACT MILIEU						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Selon Schéma Directeur	Fin	Selon Schéma Directeur		
Mt Total Prévisionnel	2 000 000 €	MOE	Externe	Tableau	SDA	AMO	non

							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Bassin/collecteur	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	250 000 €
				Total délibéré EMS			250 000 €

Opération	2022CRS01	Cronenbourg Sud		Etudes et travaux			4
Site projet	RUE BASTIAN - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Heidenberg	Fin	Rue Jules Verne		
Mt Total Prévisionnel	40 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	40 000 €
				Total délibéré EMS			40 000 €

Cronenbourg Nord

Opération	2022CRN03	Cronenbourg Nord		Etudes et travaux			5
Site projet	RUE JEAN-PIERRE CLAUSE - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Barret	Fin	Rue Sachs		
Mt Total Prévisionnel	45 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	45 000 €
				Total délibéré EMS			45 000 €

Poteries - Hohberg

Opération	2020CRO14	Poteries - Hohberg		Suite études et travaux			6
Site projet	ÉCHANGEUR DES FORGES						
Tronçon / tranche	2/4	Début	Echangeur	Fin	Echangeur		
Mt Total Prévisionnel	16 000 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Création	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	1 000 000 €
				Total délibéré EMS			1 000 000 €

Opération	2022POT02	Poteries - Hohberg		Etudes et travaux			7
Site projet	RUE JEAN GIRAUDOUX - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Charles Peguy	Fin	Rue Corneille		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Opération	2022POT01	Poteries - Hohberg		Etudes et travaux			8
Site projet	DEMINERALISATION - PARVIS DE L'ECOLE STOSKOPF						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	320 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Parvis	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	320 000 €
				Total délibéré EMS			320 000 €

Port du Rhin

Opération	2022POR02	Port du Rhin		Etudes et travaux			9
Site projet	RUE DU RHEINFELD						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Opération	2022POR01	Port du Rhin		Etudes et travaux			10
Site projet	FINANCEMENT PORT AUTONOME STRASBOURG POUR AMELIORATION RESEAU CYCLE (PEPS2)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	640 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 BAMA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Création	Piste cyclable	Aménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	640 000 €
				Total délibéré EMS			640 000 €

Neudorf - Musau

Opération	2004NDF1674	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			11
Site projet	RUES DE LA PLACE HENRY WILL/ ALLEE DE L'ORPHELINAT						
Tronçon / tranche	5/5	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 255 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Place	Réaménagement complet	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	175 000 €
				Total délibéré EMS			175 000 €

Opération	2021NDF01	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			12
Site projet	ROUTE DE L'HOPITAL, RUES DE BELFORT ET SAINT URBAIN						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	1 690 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2022NDM15	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			13
Site projet	OUVRAGE D'ART - SECTEUR MALRAUX						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	450 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Passerelles	Réhabilitation	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	450 000 €
				Total délibéré EMS			450 000 €

Opération	2022NDM14	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			14
Site projet	PONT JEAN-JACQUES JUNG						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	125 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réhabilitation	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	125 000 €
				Total délibéré EMS			125 000 €

Opération	2022NDM12	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			15
Site projet	RUE PAUL MULLER SIMONIS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Saint-Léon	Fin	Rue du Maréchal Foch		
Mt Total Prévisionnel	40 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	40 000 €
				Total délibéré EMS			40 000 €

Opération	2022NDM09	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			16
Site projet	RUE JULES RATHGERBER						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Joseph Guerber	Fin	Rue des Cottages		
Mt Total Prévisionnel	80 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	80 000 €
				Total délibéré EMS			80 000 €

Opération	2022NDM08	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			17
Site projet	RUE DE NANTES/ BASSIN DE LA CITADELLE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Quai des Belges	Fin	Rue de Sarajevo		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2022NDM07	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			18
Site projet	RUE DU RUISSEAU BLEU - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Baldner	Fin	Rue du Polygone		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	20 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	80 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Opération	2022NDM06	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			19
Site projet	RUE ALEXANDRE RIBOT ET RUE JULES SIGFRIED - chaussée et trottoirs						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Opération	2022NDM05	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			20
Site projet	CHEMIN DU HEYRITZ - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Allée Colette Besson	Fin	n°44		
Mt Total Prévisionnel	30 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

Opération	2022NDM04	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			21
Site projet	RUE EDOUARD MICHELET						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	71 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie structurante	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	71 000 €
				Total délibéré EMS			71 000 €

Opération	2022NDM03	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			22
Site projet	AXE RUE DE RATHSAMHAUSEN /AVENUE LEON DACHEUX / RUE DU LAZARET/ RUE DU LANDSBERG						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Bâle	Fin	Avenue de Colmar		
Mt Total Prévisionnel	1 850 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 Voirie	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Piste cyclable	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 850 000 €
				Total délibéré EMS			1 850 000 €

Opération	2022NDM02	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			23
Site projet	DEMINERALISATION - PLACETTE RUE ZELLENBERG / ZIEGELAU / SELESTAT						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Zellenberg	Fin	Rue de Sélestat		
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Place/placette	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	60 000 €
				Total délibéré EMS			60 000 €

Opération	2022NDM01	Neudorf - Musau		Etudes et travaux			24
Site projet	ABORDS DU CENTRE ADMINISTRATIF						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Parvis	Fin	Parvis		
Mt Total Prévisionnel	950 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Abords	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	950 000 €
				Total délibéré EMS			950 000 €

Opération	2021NDF04	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			25
Site projet	RUE DE WATTWILLER						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de la Musau	Fin	Place de Wattwiller		
Mt Total Prévisionnel	990 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			300 000 €

Opération	2020NDF05	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			26
Site projet	RUE DE LA ZIEGELAU						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de Bâle	Fin	Rue de Sigolsheim		
Mt Total Prévisionnel	630 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	405 000 €
				Total délibéré EMS			405 000 €

Opération	2020NDF02	Neudorf - Musau		Suite études et travaux			27
Site projet	RUE DE SIGOLSHEIM						
Tronçon / tranche	3/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	275 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	35 000 €
				Total délibéré EMS			35 000 €

Neuhof Nord

Opération	2020NHF09	Neuhof Nord		Suite études et travaux			28
Site projet	CHEMIN DES MERLES						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue de Dalis	Fin	Rue des Hirondelles		
Mt Total Prévisionnel	170 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	10 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Neuhof Sud

Opération	2021NHF05	Neuhof Sud		Suite études et travaux			29
Site projet	AVENUE DES BOIS						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	277 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

Opération	2022NHS03	Neuhof Sud		Etudes et travaux			30
Site projet	RUE DE LA GRIESMATT - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Loriot	Fin	Avenue du Bois		
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			70 000 €

Opération	2022NHS02	Neuhof Sud		Etudes et travaux			31
Site projet	RUE DU RORSCHOLLEN - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Rheinfeld	Fin	Parking réserve du Rohrschollen		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
				Total délibéré EMS			90 000 €

Opération	2022NHS01	Neuhof Sud		Etudes et travaux			32
Site projet	PLACE DES COLOMBES						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Stockfeld	Fin	N°5		
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			70 000 €

Opération	2021NHF03	Neuhof Sud		Suite études et travaux			33
Site projet	ABORDS DES GRANDS MOULINS BECKER dont prolongement ligne bus 40						
Tronçon / tranche	4/4	Début	Rue des Orpailleurs	Fin	Route de la Lisière		
Mt Total Prévisionnel	990 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie de distribution	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré EMS			150 000 €

Opération	2018NHF5096	Neuhof Sud		Suite études et travaux			34
Site projet	RUE DE LA GANZAU						
Tronçon / tranche	4/4	Début	Avenue du NeuhofNeuhof	Fin	Rue des Jésuites		
Mt Total Prévisionnel	1 200 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de distribution+piste cyclable	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	500 000 €
				Total délibéré EMS			500 000 €

Opération	2020NHF08	Neuhof Sud		Suite études et travaux			35
Site projet	ROUTE DE LA LISIERE						
Tronçon / tranche	2/3	Début	N°40	Fin	Rue du Bauerngrund		
Mt Total Prévisionnel	1 410 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Réaménagement	Voie de distribution	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	400 000 €
				Total délibéré EMS			400 000 €

Meinau

Opération	2021ME101	Meinau		Suite études et travaux			36
Site projet	ABORDS STADE DE LA MEINAU						
Tronçon / tranche	2/4	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	9 000 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie de desserte	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	1 000 000 €
				Total délibéré EMS			1 000 000 €

Opération	2022ME104	Meinau		Etudes et travaux			37
Site projet	AVENUE DE COLMAR (n°204/205) et (rue de la Meinau à rue des Frères Eberts)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	140 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	140 000 €
				Total délibéré EMS			140 000 €

Opération	2022ME103	Meinau		Etudes et travaux			38
Site projet	RUE DE L'EXTENWOERTH						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Maria Montessori	Fin	Rue Staedel		
Mt Total Prévisionnel	330 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	120 000 €
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	210 000 €
				Total délibéré EMS			330 000 €

Opération	2022ME101	Meinau		Etudes et travaux			39
Site projet	LIAISON PIETONNE entre la Meinau et Illkirch-Graffenstaden						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Berry	Fin	Rue de Tour-Haute (Illkirch-Graffenstaden)		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Création	Itinéraire piéton	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
				Total délibéré EMS			90 000 €

Bourse - Krutenau

Opération	2022BOU04	Bourse - Krutenau		Etudes et travaux			40
Site projet	COUR SAINT NICOLAS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	40 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	40 000 €
				Total délibéré EMS			40 000 €

Opération	2022BOU03	Bourse - Krutenau		Etudes et travaux			41
Site projet	RUE PAUL REISS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de la Porte de l'Hôpital	Fin	Rue de la 1ère Armée		
Mt Total Prévisionnel	80 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	80 000 €
				Total délibéré EMS			80 000 €

Opération	2022BOU02	Bourse - Krutenau		Etudes et travaux			42
Site projet	RUE DE REIMS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Baldé	Fin	Square Arnold		
Mt Total Prévisionnel	260 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	260 000 €
				Total délibéré EMS			260 000 €

Orangerie - Conseil des XV

Opération	2022ORA06	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			43
Site projet	RUE DU GRAND PONT						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Pont d'Anvers	Fin	Pont d'Anvers		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	110 000 €
				Total délibéré EMS			110 000 €

Opération	2022ORA05	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			44
Site projet	RUE SLEIDAN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Fischhart	Fin	Rue de Verdun		
Mt Total Prévisionnel	220 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	220 000 €
				Total délibéré EMS			220 000 €

Opération	2022ORA04	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			45
Site projet	BOULEVARD D'ANVERS - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Rotterdam	Fin	Rue Baldé		
Mt Total Prévisionnel	1 745 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie structurante	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	245 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	1 500 000 €
				Total délibéré EMS			1 745 000 €

Opération	2022ORA03	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			46
Site projet	BOULEVARD LEBLOIS - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Avenue de la Forêt Noire	Fin	Rue Vauban		
Mt Total Prévisionnel	82 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	82 000 €
				Total délibéré EMS			82 000 €

Opération	2022ORA01	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			47
Site projet	DEMINERALISATION - PLACETTE (RUE DE ROTTERDAM / RUE D'ANVERS / RUE LOUVAIN)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Placette	Fin	Placette		
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Place/placette	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			200 000 €

Opération	2021ORA07	Orangerie - Conseil des XV		Suite études et travaux			48
Site projet	ESPEX - CITE ROTTERDAM						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	3 820 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	2 770 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré EMS			3 070 000 €

Esplanade

Opération	2022ESP03	Esplanade		Etudes et travaux			49
Site projet	RUE DE BERNE (Jacques Peirotes/ Lausanne) et RUE DE LAUSANNE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	280 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	280 000 €
				Total délibéré EMS			280 000 €

Opération	2022ESP02	Esplanade		Etudes et travaux			50
Site projet	ALLEE JEAN-PIERRE LEVY - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Quai des Alpes	Fin	Place de l'Esplanade		
Mt Total Prévisionnel	80 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie structurante	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	80 000 €
				Total délibéré EMS			80 000 €

Opération	2022ESP01	Esplanade		Etudes et travaux			51
Site projet	DEMINERALISATION - ABORDS CENTRE COMMERCIAL DE L'ESPLANADE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	160 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration Qualité	Place/placette	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	160 000 €
				Total délibéré EMS			160 000 €

Koenigshoffen

Opération	2018KOE5105	Koenigshoffen		Suite études et travaux			52
Site projet	PARC DES ROMAINS						
Tronçon / tranche	4/5	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	2 500 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Création	Voie de desserte	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 000 000 €
				Total délibéré EMS			1 000 000 €

Opération	2022KOE05	Koenigshoffen		Etudes et travaux			53
Site projet	PONT DE LA CHARMILLE 57						
Tronçon / tranche	1/3	Début	Pont sur M351	Fin	Pont sur M351		
Mt Total Prévisionnel	185 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	15 000 €
				Total délibéré EMS			15 000 €

Opération	2022KOE04	Koenigshoffen		Etudes et travaux			54
Site projet	RUE DU SCHNOCKELOCH (côté route des Romains et route de Schirmeck)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	180 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	180 000 €
				Total délibéré EMS			180 000 €

Opération	2022KOE03	Koenigshoffen		Etudes et travaux			55
Site projet	RUE MARC AURELE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue des Antonins	Fin	Rue Valérien		
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré EMS			150 000 €

Opération	2022KOE02	Koenigshoffen		Etudes et travaux			56
Site projet	CHEMING LONG - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	31 500 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	31 500 €
				Total délibéré EMS			31 500 €

Opération	2022KOE01	Koenigshoffen		Etudes et travaux			57
Site projet	RUE HERRADE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Allée des Comtes	Fin	N°11		
Mt Total Prévisionnel	750 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	550 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			750 000 €

Montagne - Verte

Opération	2022MOV01	Montagne - Verte		Etudes et travaux			58
Site projet	RUE D'ECKBOLSHEIM						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Carrefour avec la rue de Wolfisheim	Fin	Carrefour avec la rue de Wolfisheim		
Mt Total Prévisionnel	55 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Carrefour	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	55 000 €
				Total délibéré EMS			55 000 €

Elsau

Opération	2022ELS02	Elsau		Etudes et travaux			59
Site projet	PISTE LOUISON BOBET						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Tennis de l'Elsau	Fin	Rue Hans Hammer		
Mt Total Prévisionnel	255 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Itinéraire cyclable	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	255 000 €
				Total délibéré EMS			255 000 €

Opération	2017KOE4817	Elsau		Suite études et travaux			60
Site projet	RUE RAPHAEL						
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 910 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 060 000 €
				Total délibéré EMS			1 060 000 €

Robertsau - Wacken

Opération	2022RBW15	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			61
Site projet	DEMINERALISATION - RUE LUCIEN FEBVRE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Boulevard de Dresde	Fin	Rue du Levant		
Mt Total Prévisionnel	80 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	80 000 €
				Total délibéré EMS			80 000 €

Opération	2022RBW14	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			62
Site projet	SECURISATION DU PARLEMENT EUROPEEN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	350 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie de desserte	Réaménagement partiel	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	350 000 €
				Total délibéré EMS			350 000 €

Opération	2021ROB07	Robertsau - Wacken		Suite études et travaux			63
Site projet	RUE MENGES						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	147 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	25 000 €
				Total délibéré EMS			25 000 €

Opération	2022RBW13	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			64
Site projet	LIAISON DOUCE (rue de la Fourmi/ Quai Jacoutot) ET DEMINERALISATION RUE DE LA FOURMI						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Parking tennis club	Fin	Rue de la Carpe Haute		
Mt Total Prévisionnel	360 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Création	Itinéraire modes doux	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	360 000 €
				Total délibéré EMS			360 000 €

Opération	2022RBW12	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			65
Site projet	PARKING TENNIS CLUB RUE DE LA FOURMI						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Parking	Fin	Parking		
Mt Total Prévisionnel	450 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Parking	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	450 000 €
				Total délibéré EMS			450 000 €

Opération	2022RBW11	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			66
Site projet	RUE FREDERIC-GUILLAUME RAIFFEISEN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Au droit du n°31	Fin	Au droit du n°32		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Opération	2022RBW10	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			67
Site projet	RUE BOECKLIN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue des Fleurs	Fin	Rue des Orchidées		
Mt Total Prévisionnel	180 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	180 000 €
				Total délibéré EMS			180 000 €

Opération	2022RBW09	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			68
Site projet	RUE D'AMBOISE/ RUE DE CHEVERNY/ RUE DE BLOIS/ RUE DE VILLANDRY/ RUE DE CHENONCEAUX						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	390 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	390 000 €
				Total délibéré EMS			390 000 €

Opération	2022RBW08	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			69
Site projet	RUE DE HERRLISHEIM						
Tronçon / tranche	1/1	Début	N°1	Fin	N°3		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Opération	2022RBW07	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			70
Site projet	QUAI JACOUTOT - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Goeb	Fin	N°36		
Mt Total Prévisionnel	75 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie structurante	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	75 000 €
				Total délibéré EMS			75 000 €

Opération	2022RBW06	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			71
Site projet	RUE DES GARDES CHAMPETRES - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	81 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	81 000 €
				Total délibéré EMS			81 000 €

Opération	2022RBW05	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			72
Site projet	RUE DE L'ANGLE - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	110 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	110 000 €
				Total délibéré EMS			110 000 €

Opération	2022RBW04	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			73
Site projet	RUE CLOSENER - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Kamm	Fin	Impasse		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	70 000 €
				Total délibéré EMS			100 000 €

Opération	2022RBW03	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			74
Site projet	CHEMIN DU GRAND BELZWOERTH - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Kempf	Fin	N°24		
Mt Total Prévisionnel	120 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	120 000 €
				Total délibéré EMS			120 000 €

Opération	2022RBW02	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			75
Site projet	RUE DU HELLWASSER - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	45 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	45 000 €
				Total délibéré EMS			45 000 €

Opération	2022RBW01	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux			76
Site projet	SENTIER DE L'AUBEPINE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de l'Aubépine	Fin	Pont du Doernel		
Mt Total Prévisionnel	430 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Liaison et équipements	Piste cyclable	Création	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	400 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			430 000 €

Gare

Opération	2021GAR02	Gare	Suite études et travaux	77
Site projet	QUAI MENACHEM TAFFEL ET PASTEUR, RUE DU DRAGON			
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	695 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	25 000 €
				Total délibéré EMS			25 000 €

Opération	2022GAR04	Gare	Etudes et travaux	78
Site projet	RUE DE MUTZIG - chaussée			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet
Mt Total Prévisionnel	25 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	25 000 €
				Total délibéré EMS			25 000 €

Opération	2022GAR03	Gare	Etudes et travaux	79
Site projet	QUAI MARC BLOCH - chaussée (y compris bretelle)			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Molsheim	Fin	Rue de Saales
Mt Total Prévisionnel	75 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	75 000 €
				Total délibéré EMS			75 000 €

Opération	2022GAR02	Gare	Etudes et travaux	80
Site projet	MUR QUAI CHARLES ALTORFFER			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Faubourg National	Fin	Rue Sainte-Marguerite
Mt Total Prévisionnel	105 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Mur de Quai	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	105 000 €
				Total délibéré EMS			105 000 €

Opération	2022GAR01	Gare	Etudes et travaux	81
Site projet	PONT DES FRERES MATTHIS			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Molsheim	Fin	Rue Humann
Mt Total Prévisionnel	1 080 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 Voirie	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Piste cyclable	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	1 080 000 €
				Total délibéré EMS			1 080 000 €

Tribunal_Contades

Opération	2021CEN01	Tribunal_Contades	Suite études et travaux	82
Site projet	RUE STRAUSS DURCKHEIM			
Tronçon / tranche	2/2	Début	Complet	Fin	Complet
Mt Total Prévisionnel	190 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

Opération	2022TRI09	Tribunal_Contades	Etudes et travaux	83
Site projet	PLACE SAINT PIERRE LE JEUNE			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	30 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré EMS			30 000 €

Opération	2022TRI08	Tribunal_Contades	Etudes et travaux	84
Site projet	QUAI MULLENHEIM			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Général Ducrot	Fin	N°5
Mt Total Prévisionnel	450 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	450 000 €
				Total délibéré EMS			450 000 €

Opération	2022TRI07	Tribunal_Contades	Etudes et travaux	85
Site projet	RUE JACQUES KABLE - chaussée			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de l'Eglise rouge	Fin	Place de Bordeaux
Mt Total Prévisionnel	770 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie structurante	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	350 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	420 000 €
				Total délibéré EMS			770 000 €

Opération	2022TRI06	Tribunal_Contades	Etudes et travaux	86
Site projet	RUE DE L'EGLISE ROUGE - chaussée			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Haegelberg	Fin	Rue Jacques Kablé
Mt Total Prévisionnel	136 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	116 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			136 000 €

Opération	2022TRI05	Tribunal_Contades		Etudes et travaux			87
Site projet	RUE GLOXIN - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Faubourg de Pierre	Fin	Rue du Fossé des Treize		
Mt Total Prévisionnel	15 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	15 000 €
				Total délibéré EMS			15 000 €

Opération	2022TRI04	Tribunal_Contades		Etudes et travaux			88
Site projet	RUE DE BOUXWILLER - chaussée						
Tronçon / tranche	1/2	Début	Boulevard du Président Wilson	Fin	Rue des Bonnes Gens		
Mt Total Prévisionnel	415 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	55 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	360 000 €
				Total délibéré EMS			415 000 €

Opération	2022TRI03	Tribunal_Contades		Etudes et travaux			89
Site projet	DEMNERALISATION - RUE BALDUNG GRIEN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Oberlin	Fin	Rue Louis Apffel		
Mt Total Prévisionnel	330 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	230 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré EMS			330 000 €

Opération	2022TRI01	Tribunal_Contades		Etudes et travaux			90
Site projet	RM350 CREATION SEPARATEUR D'HYDROCARBURES (rejet SP368)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	RM350	Fin	Pont de Brumath		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Nouvel équipement	Collecteur/branchements	Construction	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Opération	2020CEN01	Tribunal_Contades		Suite études et travaux			91
Site projet	RUE JACQUES KABLE						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Devant TNS	Fin	Devant TNS		
Mt Total Prévisionnel	190 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Trottoir	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	80 000 €
				Total délibéré EMS			80 000 €

Grande Ile

Opération	2022GRI08	Grande Ile		Etudes et travaux			92
Site projet	RUE DE LA FONDERIE - chaussée						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	95 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Chaussée	Entretien	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	75 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			95 000 €

Opération	2022GRI07	Grande Ile		Etudes et travaux			93
Site projet	RUE DU COIN BRULE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	20 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			20 000 €

Opération	2022GRI06	Grande Ile		Etudes et travaux			94
Site projet	RUE DE LA GRANGE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Coin Brulé	Fin	N°6		
Mt Total Prévisionnel	10 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	10 000 €
				Total délibéré EMS			10 000 €

Opération	2022GRI05	Grande Ile		Etudes et travaux			95
Site projet	QUAI FINKWILLER						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Saint-Marc	Fin	Place Saint-Louis		
Mt Total Prévisionnel	260 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	260 000 €
				Total délibéré EMS			260 000 €

Opération	2022GRI04	Grande Ile		Etudes et travaux			96
Site projet	MUR QUAI WOERTHEL SUR DINSENMUHLE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Pont couvert II	Fin	Pont de la Dinsenmuhle		
Mt Total Prévisionnel	450 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Mur de Quai	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	450 000 €
				Total délibéré EMS			450 000 €

Opération	2022GRI03	Grande Ile		Etudes et travaux			97
Site projet	MUR SQUARE LOUISE WEISS SUR SPITZMUHLE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Pont couvert II	Fin	Annexe		
Mt Total Prévisionnel	135 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Mur de soutènement	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	135 000 €
				Total délibéré EMS			135 000 €

Opération	2022GRI02	Grande Ile		Etudes et travaux			98
Site projet	PONT SAINTE MADELEINE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Pont	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
				Total délibéré EMS			90 000 €

Opération	2022GRI01	Grande Ile		Etudes et travaux			99
Site projet	RUE FINKWILLER ABORDS ECOLE + RUE DE LA QUESTION						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue des Glacières	Fin	N°43		
Mt Total Prévisionnel	1 120 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Sécurité	Voie structurante	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	600 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	20 000 €
				Total délibéré EMS			620 000 €

Plusieurs quartiers

Opération	2022STG19	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			100
Site projet	ENTRETIEN COURANT DES OUVRAGES D'ART A STRASBOURG						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	341 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Ouvrage d'art	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	341 000 €
				Total délibéré EMS			341 000 €

Opération	2022STG18	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			101
Site projet	AMENAGEMENT DES RUES AUX ABORDS DES ECOLES						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	T1	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Espaces publics	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré EMS			50 000 €

Opération	2022STG17	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			102
Site projet	TRAVAUX D'ENTRETIEN EN ACCOMPAGENEMENT D'AUTRES PROJETS (EAUX PLUVIALES)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	MOE	Externe	Tableau		AMO	non

							TTC
Assainissement	Accompagnement autre projet	Espaces publics	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré EMS			150 000 €

Opération	2022STG16	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			103
Site projet	BUDGET PARTICIPATIF SAISON 2						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Espaces publics	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	250 000 €
				Total délibéré EMS			250 000 €

Opération	2022STG15	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			104
Site projet	MISE EN ACCESSIBILITE DES QUARTIERS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Interne	Tableau	T2	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Déplacement	Itinéraires piétons	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	250 000 €
				Total délibéré EMS			250 000 €

Opération	2022STG14	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			105
Site projet	EMS 100% CYCLABLE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	175 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Déplacement	Piste cyclable	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	175 000 €
				Total délibéré EMS			175 000 €

Opération	2022STG13	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			106
Site projet	AMELIORATION DU RESEAU BUS ET VITESSE COMMERCIALE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	220 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Déplacement	Voie/ arrêt de bus	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	220 000 €
				Total délibéré EMS			220 000 €

Opération	2022STG12	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	107
Site projet	PETITES ACTIONS AMELIORANT LA CIRCULATION / SECURITE DES TC			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	175 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Déplacement	Voie/ arrêt de bus	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	175 000 €
				Total délibéré EMS			175 000 €

Opération	2022STG09	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	108
Site projet	FOUILLES ARCHEOLOGIQUES			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Externe	Tableau	T3	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Espaces publics	Fouilles	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	250 000 €
				Total délibéré EMS			250 000 €

Opération	2022STG07	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	109
Site projet	REALISATION D'ETUDES PRE-OPERATIONNELLES ET D'EVALUATION (OPPORTUNITE / FAISABILITE)			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 + T4	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Tout type	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	250 000 €
				Total délibéré EMS			250 000 €

Opération	2022STG06	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	110
Site projet	TRAVAUX D'ENTRETIEN EN ACCOMPAGENEMENT D'AUTRES PROJETS (EAU ET ASSAINISSEMENT)			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	400 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	200 000 €
Assainissement	Etat entretien réseau	Collecteur/branchements	Pose	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré EMS			400 000 €

Opération	2022STG04	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	111
Site projet	DEMINERALISATION - AMENAGEMENTS TACTIQUES - STATIONNEMENTS			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé
Mt Total Prévisionnel	350 000 €	MOE	Externe	Tableau	T2 + T2 DEMIN	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Espaces publics	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	350 000 €
				Total délibéré EMS			350 000 €

Opération	2022STG03	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	112
Site projet	LIAISON CYCLABLE ENTRE KOENIGSHOFFEN ET LA MONTAGNE VERTE (FRANCHISSEMENT DU CANAL DE LA BRUCHE)			
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Mentelin	Fin	Rue d'Entzheim
Mt Total Prévisionnel	1 450 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 BAMA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Fonctionnement modifié	Piste cyclable	Aménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	1 450 000 €
				Total délibéré EMS			1 450 000 €

Opération	2022STG02	Plusieurs quartiers	Etudes et travaux	113
Site projet	CONTOURNEMENT DE L'ELLIPSE INSULAIRE (RING VELO) ET CREATION D'UNE MAGISTRALE PIETONNE EN LIEN AVEC L'EAU			
Tronçon / tranche	1/3	Début	Complet	Fin	Complet
Mt Total Prévisionnel	7 000 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 Voirie	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Piste cyclable	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	2 000 000 €
				Total délibéré EMS			2 000 000 €

Opération	2021STG14	Plusieurs quartiers	Suite études et travaux	114
Site projet	FRANCHISSEMENT DU PONT DE LA BOURSE/ PONT DE L'HOPITAL/ PONT D'AUSTERLITZ			
Tronçon / tranche	2/2	Début	Ecluse n°86	Fin	Passerelles Malraux
Mt Total Prévisionnel	3 500 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 BAMA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Piste cyclable	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 000 000 €
				Total délibéré EMS			1 000 000 €

Opération	2021STG03	Plusieurs quartiers	Suite études et travaux	115
Site projet	PAMA - ENCORBELLEMENT LE LONG DU FOSSE DES FAUX REMPARTS			
Tronçon / tranche	2/2	Début	Rue Georges Wodli	Fin	Place de Haguenau
Mt Total Prévisionnel	1 010 000 €	MOE	Externe	Tableau	T4 BAMA	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration qualité	Piste cyclable + Ouvrage d'art	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré EMS			150 000 €

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

Cronenbourg Nord

Opération	2022CRN02	Cronenbourg Nord		Etudes et travaux			1
Site projet	RUE DE HOCHFELDEN - ABORDS PROJET KEPLER						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Rieth	Fin	Rue du Charme (Schiltigheim)		
Mt Total Prévisionnel	590 000 €	MOE	Externe	Tableau	NPNRU	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Voie structurante	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	590 000 €
				Total délibéré EMS			590 000 €

Opération	2022CRN01	Cronenbourg Nord		Etudes et travaux			2
Site projet	MAIL EXES (RUES DU RIETH / LANGEVIN / LAVOISIER)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	780 000 €	MOE	Externe	Tableau	NPNRU	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Mail	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	780 000 €
				Total délibéré EMS			780 000 €

Opération	2021CRO08	Cronenbourg Nord		Suite études et travaux			3
Site projet	PLACE DE HALDENBOURG						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Place et rues périphériques	Fin	Place et rues périphériques		
Mt Total Prévisionnel	2 490 000 €	MOE	Externe	Tableau	NPNRU	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Amélioration fonctionnement	Place/placette	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	250 000 €
Eau	Etat entretien réseau	Conduite/ branchements	Remplacement	Travaux tranchée ouverte	Type Marché	MAPA	490 000 €
				Total délibéré EMS			740 000 €

Neuhof Nord

Opération	2022NHN01	Neuhof Nord		Etudes et travaux			4
Site projet	MACON-LIZE - RUES LOUIS BRAILLE ET RUE MACON						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 260 000 €	MOE	Externe	Tableau	NPNRU	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 260 000 €
				Total délibéré EMS			1 260 000 €

Opération	2022NHN02	Neuhof Nord		Etudes et travaux			5
Site projet	RECONVERSION HOPITAL LYAUTEY						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Sarlat	Fin	Avenue du Neuhof		
Mt Total Prévisionnel	2 360 000 €	MOE	Externe	Tableau	NPNRU	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Coordination autre projet	Voie de desserte	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	2 360 000 €
				Total délibéré EMS			2 360 000 €

Elsau

Opération	2022ELS01	Elsau		Etudes et travaux			6
Site projet	RUE REMBRANDT						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	210 000 €	MOE	Externe	Tableau	NPNRU	AMO	non

							TTC
Voirie & équipements	Etat d'entretien	Voie de desserte	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	210 000 €
				Total délibéré EMS			210 000 €

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 41 à l'ordre du jour : Avis sur la programmation 2022 des projets sur l'espace public : voirie, plan vélo, signalisation statique et dynamique, ouvrages d'art, eau, assainissement, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU).

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 55 voix
+ 1 voix pour Mme Jeanne BARSEGHIAN qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 5 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°41

Avis sur la programmation 2022 des projets sur l'espace public voirie, plan vélo, signalisation statique et dynamique, ouvrages d'art, eau, assainissement, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU)

Pour	**55**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LOUBARDI Hamid, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OEHLER Serge, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**0**	
Abstention	**5**	**MANGIN Pascal, MAURER Jean-Philippe, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**

42

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Programmation 2022 des projets sur l'espace public : paysage/espaces verts, éclairage public, jardins familiaux, Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU).

Numéro V-2021-1148

Le programme 2022 paysage/espaces verts, éclairage public et jardins familiaux a été établi après une phase d'instruction avec les élus référents et thématiques concernés de la Ville de Strasbourg.

L'enveloppe consacrée à ce programme est de 5 M€ pour l'année 2022. Il accompagne majoritairement le programme de travaux de l'Eurométropole sur l'espace public avec l'éclairage et les plantations. Il intègre également des projets isolés d'aménagement ou de restructurations de square (Square Allende), d'aire de jeux (aire de jeux du parc de l'Orangerie), de création de jardins familiaux (Rue Guynemer) et de renouvellement d'éclairage.

Par ailleurs, la programmation intègre des opérations financées sur des budgets spécifiques notamment la déminéralisation/végétalisation des cours d'écoles, des projets de renouvellement urbain (NPNRU), de parc naturel urbain (PNU) ou encore plus spécifiquement pour l'accompagnement d'opérations d'aménagement de l'espace public.

En 2022, huit cours d'écoles sont identifiées pour la déminéralisation/végétalisation : école élémentaire Canardière, école maternelle Sainte-Madeleine, écoles élémentaire et maternelle Niederau, école maternelle Oberlin, école maternelle Schuman, école maternelle Wurtz et une cour à définir pour la petite enfance (EAJE Indre ou multi-accueil de l'Elsau).

Les opérations prévues en 2022 et pilotées par la Direction Espaces Publics et Naturels sont mentionnées dans les listes jointes en annexe, qui détaillent les différents projets :
- Annexe 1 : liste des projets « paysage et éclairage »,
- Annexe 2 : liste des projets « renouvellement urbain ».

Les montants délibérés sont établis en référence aux indices valeur décembre 2021.

Les projets sont réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg, avec éventuellement une assistance à maitrise d'ouvrage. La maîtrise d'œuvre est assurée, soit en interne par les services, soit en externe par des bureaux d'études privés.

Dans le cadre des études et pour des raisons opérationnelles, il est prévu, dans certain cas, des « groupements de commandes » entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (coordination par l'Eurométropole de Strasbourg). Les modalités de fonctionnement du groupement de commandes sont mentionnées dans la convention jointe en annexe 3.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le lancement, la poursuite des études et la réalisation des travaux des opérations prévues en 2022 des projets sur l'espace public dans les domaines de compétence de la Ville de Strasbourg, tel que figurant sur les listes ci-annexées :*

  Annexe 1 : liste des projets « paysage et éclairage public » ;
  Annexe 2 : liste des projets « renouvellement urbain » ;

- *la constitution de groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (coordination par l'Eurométropole de Strasbourg) pour les études des projets mentionnés dans la convention de groupement de commandes jointe en annexe 3 ;*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :

- *à mettre en concurrence les prestations de maîtrise d'œuvre, les prestations intellectuelles, les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, les services, fournitures et les travaux, ainsi que les prestations de coordination "Santé-Sécurité" conformément à la règlementation des marchés publics, et à signer les marchés y afférents ;*

- *à signer toutes les conventions nécessaires à la gestion des projets, documents d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire, permis de démolir, ...) ainsi que tous les actes qui pourraient être nécessaires à la réalisation de ces projets ;*

- *à organiser ou à solliciter l'organisation par les services de l'Etat des procédures nécessaires au déroulement des enquêtes préalables et à l'obtention des autorisations administratives ou d'utilité publique ;*

- *à solliciter les différents partenaires et à signer tous documents en application des procédures administratives et environnementales réglementaires ;*

- *à solliciter toute subvention et à signer les conventions correspondantes pour la réalisation de ces opérations (Europe, Etat, Région, Département, ou autres organismes publics ou privés) ;*

- *à déposer, pour les opérations concernées, tous les permis d'aménager, permis de construire et permis de démolir qui seraient nécessaires à la réalisation des projets ;*

- *à signer la convention prévoyant les groupements de commandes entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg (coordination par l'Eurométropole de Strasbourg) conformément aux articles L.2113-6 à L.2113.8 du Code de la commande publique (annexe 3) ;*

décide

d'imputer les dépenses et recettes correspondantes sur les crédits de paiement et les autorisations de Programme relatives aux budgets 2022 et suivants de la Ville de Strasbourg.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142192A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

ANNEXE 1 : LISTE DES PROJETS PAYSAGE ET ECLAIRAGE

Poteries - Hohberg

Opération	**2022POT01**		Poteries - Hohberg			Etudes et travaux					**1**
Site projet	DEMINERALISATION - PARVIS DE L'ECOLE STOSKOPF										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé			*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	50 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**50 000 €**
							Total délibéré Ville				**50 000 €**

Neudorf - Musau

Opération	**2022NDM02**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux					**2**
Site projet	DEMINERALISATION - PLACETTE RUE ZELLENBERG / ZIEGELAU / SELESTAT										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Rue Zellenberg			*Fin*	Rue de Sélestat				
Mt Total Prévisionnel	20 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**20 000 €**
							Total délibéré Ville				**20 000 €**

Opération	**2022NDM10**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux					**3**
Site projet	REAMENAGEMENT/ DEMINERALISATION PARTIELLE - QUAI DE LA PRESQU'ILE MALRAUX										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé			*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	300 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage / Espaces Verts	Amélioration qualité		Promenades et parvis		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**300 000 €**
							Total délibéré Ville				**300 000 €**

Opération	**2022NDM01**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux					**4**
Site projet	ABORDS DU CENTRE ADMINISTRATIF										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Parvis			*Fin*	Parvis				
Mt Total Prévisionnel	400 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*	PPI Autre		*AMO*	non	
											TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**400 000 €**
							Total délibéré Ville				**400 000 €**

Opération	**2022NDM13**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux					**5**
Site projet	ECLAIRAGE SECTEUR SIMONIS/ SAINTE ANNE/ JOSEPH GUERBER, ...										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Localisé			*Fin*	Localisé				
Mt Total Prévisionnel	240 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Eclairage	Etat d'entretien		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**240 000 €**
							Total délibéré Ville				**240 000 €**

Opération	**2022NDM11**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux					**6**
Site projet	JF QUARTIER NEUDOF-MUSAU : RUE GUYNEMER										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Jardins familiaux			*Fin*	Jardins familiaux				
Mt Total Prévisionnel	400 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage / Espaces Verts	Création		Jardins Familiaux		Aménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**400 000 €**
							Total délibéré Ville				**400 000 €**

Opération	**2022NDM03**		Neudorf - Musau			Etudes et travaux					**7**
Site projet	AXE RUE DE RATHSAMHAUSEN /AVENUE LEON DACHEUX / RUE DU LAZARET/ RUE DU LANDSBERG										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Rue de Bâle			*Fin*	Avenue de Colmar				
Mt Total Prévisionnel	450 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**450 000 €**
							Total délibéré Ville				**450 000 €**

Opération	**2021NDF04**		Neudorf - Musau			Suite études et travaux					**8**
Site projet	RUE DE WATTWILLER										
Tronçon / tranche	2/2	*Début*	Rue de la Musau			*Fin*	Place de Wattwiller				
Mt Total Prévisionnel	250 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien		Espaces verts et réseaux		Remplacemen		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**200 000 €**
							Total délibéré Ville				**200 000 €**

Neuhof Nord

Opération	**2020NHF09**		Neuhof Nord			Etudes et travaux					**9**
Site projet	CHEMIN DES MERLES										
Tronçon / tranche	1/1	*Début*	Rue de Dalis			*Fin*	Rue des Hirondelles				
Mt Total Prévisionnel	40 000 €		*MOE*	Externe		*Tableau*			*AMO*	non	
											TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien		Espaces verts et réseaux		Réaménagement		Trx en profondeur		Type Marché	MAPA	**40 000 €**
							Total délibéré Ville				**40 000 €**

Neuhof Sud

Opération	2022NHS04	Neuhof Sud		Etudes et travaux			10
Site projet	ECLAIRAGE SECTEUR GRIESMATT/ GRIVE/ ANGULEUSE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	280 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	280 000 €
				Total délibéré Ville			280 000 €

Opération	2020NHF08	Neuhof Sud		Suite études et travaux			11
Site projet	ROUTE DE LA LISIERE						
Tronçon / tranche	2/3	Début	N°41	Fin	Rue du Bauerngrund		
Mt Total Prévisionnel	350 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Remplacement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	250 000 €
				Total délibéré Ville			250 000 €

Meinau

Opération	2021MEI01	Meinau		Suite études et travaux			12
Site projet	ABORDS STADE DE LA MEINAU						
Tronçon / tranche	2/4	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	2 500 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI DEPN	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	300 000 €
				Total délibéré Ville			300 000 €

Opération	2022MEI02	Meinau		Etudes et travaux			13
Site projet	PASSERELLE MOULIN A PORCELAINE 3						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	120 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Ouvrage d'Art	Etat d'entretien	Passerelle	Réfection	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	120 000 €
				Total délibéré Ville			120 000 €

Opération	2022MEI01	Meinau		Etudes et travaux			14
Site projet	LIAISON PIETONNE entre la Meinau et Illkirch-Graffenstaden						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Berry	Fin	Rue de Tour-Haute (Illkirch-Graffenstaden)		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage / Espaces Verts	Création	Cheminements	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré Ville			50 000 €

Bourse - Krutenau

Opération	2022BOU01	Bourse - Krutenau		Etudes et travaux			15
Site projet	SQUARE ALLENDE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Square	Fin	Place		
Mt Total Prévisionnel	390 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage / Espaces Verts	Nouvel équipement	Square	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	390 000 €
				Total délibéré Ville			390 000 €

Orangerie - Conseil des XV

Opération	2022ORA01	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			16
Site projet	DEMINERALISATION - PLACETTE (RUE DE ROTTERDAM / RUE D'ANVERS / RUE LOUVAIN)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Placette	Fin	Placette		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
				Total délibéré Ville			90 000 €

Opération	2022ORA02	Orangerie - Conseil des XV		Etudes et travaux			17
Site projet	AIRE DE JEUX AU JARDIN DE L'ORANGERIE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	500 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage / Espaces Verts	Amélioration qualité	Aire de jeux	Création	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA	500 000 €
				Total délibéré Ville			500 000 €

Esplanade

Opération	2022ESP01	Esplanade		Etudes et travaux			18
Site projet	DEMINERALISATION - ABORDS CENTRE COMMERCIAL DE L'ESPLANADE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	30 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	30 000 €
				Total délibéré Ville			30 000 €

Koenigshoffen

Opération	2018KOE5105	Koenigshoffen		Suite études et travaux				19
Site projet	PARC DES ROMAINS							
Tronçon / tranche	5/6	Début	Complet	Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	5 380 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Création	Parc	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		3 900 000 €
				Total délibéré Ville				3 900 000 €

Opération	2022KOE01	Koenigshoffen		Etudes et travaux				20
Site projet	RUE HERRADE							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Allée des Comtes	Fin	N°12			
Mt Total Prévisionnel	330 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non	
								TTC
Paysage / Espaces Verts	Coordination autre projet	Rue	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		330 000 €
				Total délibéré Ville				330 000 €

Montagne - Verte

Opération	2022MOV01	Montagne - Verte		Etudes et travaux				21
Site projet	RUE D'ECKBOLSHEIM							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Carrefour avec la rue de Wolfisheim	Fin	Carrefour avec la rue de Wolfisheim			
Mt Total Prévisionnel	3 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		3 000 €
				Total délibéré Ville				3 000 €

Elsau

Opération	2017KOE4817	Elsau		Suite études et travaux				22
Site projet	RUE RAPHAEL							
Tronçon / tranche	4/4	Début	Complet	Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	880 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		405 000 €
				Total délibéré Ville				405 000 €

Robertsau - Wacken

Opération	2022RBW15	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux				23
Site projet	DEMINERALISATION - RUE LUCIEN FEBVRE							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Boulevard de Dresde	Fin	Rue du Levant			
Mt Total Prévisionnel	30 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		30 000 €
				Total délibéré Ville				30 000 €

Opération	2022RBW14	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux				24
Site projet	SECURISATION DU PARLEMENT EUROPEEN							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet	Fin	Complet			
Mt Total Prévisionnel	60 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Réseaux et candélabres	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		60 000 €
				Total délibéré Ville				60 000 €

Opération	2022RBW13	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux				25
Site projet	LIAISON DOUCE (rue de la Fourmi/ Quai Jacoutot) ET DEMINERALISATION RUE DE LA FOURMI							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Parking tennis club	Fin	Rue de la Carpe Haute			
Mt Total Prévisionnel	80 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		80 000 €
				Total délibéré Ville				80 000 €

Opération	2022RBW12	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux				26
Site projet	PARKING TENNIS CLUB RUE DE LA FOURMI							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Parking	Fin	Parking			
Mt Total Prévisionnel	220 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA		220 000 €
				Total délibéré Ville				220 000 €

Opération	2022RBW01	Robertsau - Wacken		Etudes et travaux				27
Site projet	SENTIER DE L'AUBEPINE							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de l'Aubépine	Fin	Pont du Doernel			
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non	
								TTC
Paysage & Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en faible profondeur	Type Marché	MAPA		200 000 €
				Total délibéré Ville				200 000 €

Gare

Opération	2022GAR01	Gare		Etudes et travaux			28
Site projet	PONT DES FRERES MATTHIS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Molsheim	Fin	Rue Humann		
Mt Total Prévisionnel	120 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	120 000 €
				Total délibéré Ville			120 000 €

Tribunal_Contades

Opération	2020CEN06	Tribunal_Contades		Suite études et travaux			29
Site projet	BP - PLACE DE HAGUENAU						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Place	Fin	Place		
Mt Total Prévisionnel	105 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Paysage / Espaces Verts	Budget participatif	Aire de jeux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	15 000 €
				Total délibéré Ville			15 000 €

Opération	2022TRI03	Tribunal_Contades		Etudes et travaux			30
Site projet	DEMINERALISATION - RUE BALDUNG GRIEN						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Oberlin	Fin	Rue Louis Apffel		
Mt Total Prévisionnel	90 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	90 000 €
				Total délibéré Ville			90 000 €

Grande Ile

Opération	2022GRI01	Grande Ile		Etudes et travaux			31
Site projet	RUE FINKWILLER ABORDS ECOLE + RUE DE LA QUESTION						
Tronçon / tranche	1/2	Début	Rue des Glacières	Fin	N°43		
Mt Total Prévisionnel	250 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
				Total délibéré Ville			50 000 €

Plusieurs quartiers

Opération	2022STG20	Plusieurs quartiers		Etudes			32
Site projet	ESPLANADE FESTIVE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré Ville			100 000 €

Opération	2022STG19	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			33
Site projet	ENTRETIEN COURANT DES OUVRAGES D'ART A STRASBOURG						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	75 000 €	MOE	Externe	Tableau	OA	AMO	non

							TTC
Ouvrage d'Art	Etat d'entretien	Ouvrage d'art	Réfection	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	75 000 €
				Total délibéré EMS			75 000 €

Opération	2022STG11	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			34
Site projet	VILLE NOURRICIERE JARDINS FAMILIAUX, PARTAGES, POTAGERS URBAINS COLLECTIFS						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	200 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage / Espaces Verts	Création	Jardins participatifs	Aménagement	Travaux en faible profondeur	Type Marché	MAPA	200 000 €
				Total délibéré Ville			200 000 €

Opération	2022STG10	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			35
Site projet	NATURE EN VILLE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage / Espaces Verts	Création	Espaces verts et réseaux	Aménagement	Travaux en faible profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
				Total délibéré Ville			100 000 €

Opération	2022STG09	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			36
Site projet	FOUILLES ARCHEOLOGIQUES						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	150 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non

							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces publics	Fouilles	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	150 000 €
				Total délibéré Ville			150 000 €

Opération	2022STG08	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			37
Site projet	REALISATION D'ETUDES PRE-OPERATIONNELLES ET D'EVALUATION (OPPORTUNITE / FAISABILITE)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	50 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Etat patrimoine	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Travaux en profondeur	Type Marché	MAPA	50 000 €
					Total délibéré Ville		50 000 €

Opération	2022STG05	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			38
Site projet	ECLAIRAGE : PROJET PONCTUELS D'ACCOMPAGNEMENT DES PROJETS DE VOIRIE						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	100 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eclairage	Etat d'entretien	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
					Total délibéré Ville		100 000 €

Opération	2022STG03	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			39
Site projet	LIAISON CYCLABLE ENTRE KOENIGSHOFFEN ET LA MONTAGNE VERTE (FRANCHISSEMENT DU CANAL DE LA BRUCHE)						
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue Mentelin	Fin	Rue d'Entzheim		
Mt Total Prévisionnel	400 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Amélioration qualité	Espaces verts et réseaux	Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	400 000 €
					Total délibéré Ville		400 000 €

Opération	2022STG02	Plusieurs quartiers		Etudes et travaux			40
Site projet	CONTOURNEMENT DE L'ELLIPSE INSULAIRE (RING VELO) ET CREATION D'UNE MAGISTRALE PIETONNE EN LIEN AVEC L'EAU						
Tronçon / tranche	1/3	Début	Complet	Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 500 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	500 000 €
					Total délibéré Ville		500 000 €

Opération	2022STG01	Plusieurs quartiers		Suite études et travaux			41
Site projet	COURS D'ECOLE (programme 2022) -Déminéralisation/Végétalisation						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	2 500 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Paysage / Espaces Verts	Etat d'entretien	Cours d'école	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	2 000 000 €
					Total délibéré Ville		2 000 000 €

Opération	2021STG15	Plusieurs quartiers		Suite études et travaux			42
Site projet	COURS D'ECOLE (programme 2021) - Déminéralisation/ Végétalisation						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Localisé	Fin	Localisé		
Mt Total Prévisionnel	2 250 000 €	MOE	Externe	Tableau	PPI Autre	AMO	non
							TTC
Paysage / Espaces Verts	Etat d'entretien	Cours d'école	Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	500 000 €
					Total délibéré Ville		500 000 €

Opération	2021STG14	Plusieurs quartiers		Suite études et travaux			43
Site projet	FRANCHISSEMENT DU PONT DE LA BOURSE/ PONT DE L'HOPITAL/ PONT D'AUSTERLITZ						
Tronçon / tranche	2/2	Début	Ecluse n°87	Fin	Passerelles Malraux		
Mt Total Prévisionnel	300 000 €	MOE	Externe	Tableau	_	AMO	non
							TTC
Eclairage	Coordination autre projet	Réseaux et candélabres	Création	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
					Total délibéré Ville		100 000 €

ANNEXE 2 : LISTE DES PROJETS RENOUVELLEMENT URBAIN

Cronenbourg Sud

Opération	2012CRO3746	Cronenbourg Sud			Suite études et travaux			1
Site projet	PROMENADE DES ARTS ET DES SPORTS							
Tronçon / tranche	2/2	Début	Route de Mittelhausbergen		Fin	Route d'Oberhausbergen		
Mt Total Prévisionnel	170 000 €	MOE	Externe		Tableau	ANRU	AMO	non
								TTC
Paysage & Eclairage	Création	Promenade et parvis		1er aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	60 000 €
						Total délibéré Ville		60 000 €

Opération	2014CRO4149	Cronenbourg Sud			Suite études et travaux			2
Site projet	JARDINS FAMILIAUX ATHENA							
Tronçon / tranche	4/4	Début	Maille Athéna		Fin	Maille Athéna		
Mt Total Prévisionnel	1 300 000 €	MOE	Externe		Tableau	NPNRU	AMO	non
								TTC
Paysage / Espaces Verts	Etat patrimoine	Jardins familiaux		Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	100 000 €
						Total délibéré Ville		100 000 €

Cronenbourg Nord

Opération	2022CRN02	Cronenbourg Nord			Etudes et travaux			3
Site projet	RUE DE HOCHFELDEN - ABORDS PROJET KEPLER							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue du Rieth		Fin	Rue du Charme (Schiltigheim)		
Mt Total Prévisionnel	330 000 €	MOE	Externe		Tableau	NPNRU	AMO	non
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux		Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	330 000 €
						Total délibéré Ville		330 000 €

Opération	2022CRN01	Cronenbourg Nord			Etudes et travaux			4
Site projet	MAIL EXES (RUES DU RIETH / LANGEVIN / LAVOISIER)							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet		Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	1 170 000 €	MOE	Externe		Tableau	NPNRU	AMO	non
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux		Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 170 000 €
						Total délibéré Ville		1 170 000 €

Neuhof Nord

Opération	2022NHN01	Neuhof Nord			Etudes et travaux			5
Site projet	MACON-LIZE - RUES LOUIS BRAILLE ET RUE MACON							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet		Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	370 000 €	MOE	Externe		Tableau	NPNRU	AMO	non
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux		Remplacement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	370 000 €
						Total délibéré Ville		370 000 €

Opération	2022NHN02	Neuhof Nord			Etudes et travaux			6
Site projet	RECONVERSION HOPITAL LYAUTEY							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Rue de Sarlat		Fin	Avenue du Neuhof		
Mt Total Prévisionnel	1 310 000 €	MOE	Externe		Tableau	NPNRU	AMO	non
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux		Aménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	1 310 000 €
						Total délibéré Ville		1 310 000 €

Elsau

Opération	2022ELS01	Elsau			Etudes et travaux			7
Site projet	RUE REMBRANDT							
Tronçon / tranche	1/1	Début	Complet		Fin	Complet		
Mt Total Prévisionnel	70 000 €	MOE	Externe		Tableau	NPNRU	AMO	non
								TTC
Paysage & Eclairage	Coordination autre projet	Espaces verts et réseaux		Réaménagement	Trx en profondeur	Type Marché	MAPA	70 000 €
						Total délibéré Ville		70 000 €

Annexe 3

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

PRESTATIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE POUR DIFFÉRENTS PROJETS D'AMÉNAGEMENT SUR L'ESPACE PUBLIC

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de Communauté du 15 juillet 2020.

et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 4 juillet 2020.

Un groupement de commandes pour un groupement de commandes pour le lancement de consultations de prestations intellectuelles relatives à certaines opérations d'aménagement d'espace public.

SOMMAIRE

Préambule	3
Article 1 : Constitution du groupement	3
Article 2 : Objet du groupement	3
Article 3 : Organes du groupement	5
Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur	5
Article 5 : Responsabilité	6
Article 6 : Fin du groupement	6
Article 7 : Règlement des différends entre les parties	6

Préambule

PRESENTATION DU MARCHE ET DU CONTEXTE

Le groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Le groupement de commandes associe les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg et a pour double objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative lié au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- des économies d'échelle.

Le code de commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel de référer à cette demande

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la Commande Publique.

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désignés "*le groupement*" a pour objet la passation de marchés publics relatif à des prestations de maitrise d'œuvre pour différents projets d'aménagement de l'espace public.

Pour le programme 2022, les projets sont les suivants :

Référentiel	Site Projet	Montant Total Etudes délibéré	Part Etudes du Montant Eurométropole délibéré	Part Etudes du Montant VILLE délibéré
2022CRN01	MAIL EXES (RUES DU RIETH / LANGEVIN / LAVOISIER)	292 500 €	117 000 €	175 500 €
2022CRN02	RUE DE HOCHFELDEN - ABORDS PROJET KEPLER	138 000 €	88 500 €	49 500 €
2022POT01	DEMINERALISATION - PARVIS DE L'ECOLE STOSKOPF	55 500 €	48 000 €	7 500 €
2022NDM01	ABORDS DU CENTRE ADMINISTRATIF	202 500 €	142 500 €	60 000 €
2022NDM02	DEMINERALISATION - PLACETTE RUE ZELLENBERG / ZIEGELAU / SELESTAT	12 000 €	9 000 €	3 000 €
2022NDM03	AXE RUE DE RATHSAMHAUSEN /AVENUE LEON DACHEUX / RUE DU LAZARET/ RUE DU LANDSBERG	345 000 €	277 500 €	67 500 €
2020NHF09	CHEMIN DES MERLES	31 500 €	25 500 €	6 000 €
2022NHN01	MACON-LIZE - RUES LOUIS BRAILLE ET RUE MACON	244 500 €	189 000 €	55 500 €
2022NHN02	RECONVERSION HOPITAL LYAUTEY	550 500 €	354 000 €	196 500 €
2022MEI01	LIAISON PIETONNE entre la Meinau et Illkirch-Graffenstaden	21 000 €	13 500 €	7 500 €
2022ORA01	DEMINERALISATION - PLACETTE (RUE DE ROTTERDAM / RUE D'ANVERS / RUE LOUVAIN)	43 500 €	30 000 €	13 500 €
2022ESP01	DEMINERALISATION - ABORDS CENTRE COMMERCIAL DE L'ESPLANADE	28 500 €	24 000 €	4 500 €
2022KOE01	RUE HERRADE	162 000 €	112 500 €	49 500 €
2022MOV01	RUE D'ECKBOLSHEIM	8 700 €	8 250 €	450 €
2022ELS01	RUE REMBRANDT	42 000 €	31 500 €	10 500 €
2022RBW01	SENTIER DE L'AUBEPINE	94 500 €	64 500 €	30 000 €
2022RBW12	PARKING TENNIS CLUB RUE DE LA FOURMI	100 500 €	67 500 €	33 000 €
2022RBW13	LIAISON DOUCE (rue de la Fourmi/ Quai Jacoutot) ET DEMINERALISATION RUE DE LA FOURMI	66 000 €	54 000 €	12 000 €
2022RBW14	SECURISATION DU PARLEMENT EUROPEEN	61 500 €	52 500 €	9 000 €
2022RBW15	DEMINERALISATION - RUE LUCIEN FEBVRE	16 500 €	12 000 €	4 500 €
2022GAR01	PONT DES FRERES MATTHIS	180 000 €	162 000 €	18 000 €
2022TRI03	DEMNERALISATION - RUE BALDUNG GRIEN	63 000 €	49 500 €	13 500 €
2022GRI01	RUE FINKWILLER ABORDS ECOLE + RUE DE LA QUESTION	205 500 €	168 000 €	37 500 €
2022STG02	CONTOURNEMENT DE L'ELLIPSE INSULAIRE (RING VELO) ET CREATION D'UNE MAGISTRALE PIETONNE EN LIEN AVEC L'EAU	1 275 000 €	1 050 000 €	225 000 €
2022STG03	LIAISON CYCLABLE ENTRE KOENIGSHOFFEN ET LA MONTAGNE VERTE (FRANCHISSEMENT DU CANAL DE LA BRUCHE)	277 500 €	217 500 €	60 000 €

Chaque projet cité ci-dessus fera l'objet d'un marché. Ce dernier sera lancé, conformément aux différents seuils de la réglementation de la commande publique, soit en marché à procédure adaptée (MAPA), soit selon la procédure d'appel d'offres (AO).

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement, l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Strasbourg, ont convenu de désigner l'Eurométropole de Strasbourg en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions de la commande publique.

Il est précisé que, dans le cadre d'une procédure adaptée, le coordonnateur est désigné pour choisir les titulaires du marché.

Par ailleurs, dans le cadre d'une procédure formalisée, la commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires des marchés.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultations des entreprises, réception des offres, analyses des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres, ...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg, les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application du Code de la Commande Publique ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informée la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure d'évolution des marchés, en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.
Inversement, le coordonnateur pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur, prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, …….

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Pia IMBS

La Maire de Strasbourg

Jeanne BARSEGHIAN

43

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Participation au financement de réseaux de communications numériques pour le raccordement des bâtiments publics de la ville de Strasbourg par convention de fonds de concours 2020 avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2021-1589

L'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de sa délibération du 16 décembre 2016, fixe un cadre pour le développement des réseaux de communications numériques de son territoire et principalement les règles de mise à disposition de ses infrastructures de communications numériques.

Outre la mise à disposition gratuite aux communes des fourreaux et fibres, propriétés de l'Eurométropole de Strasbourg, la délibération du 16 décembre 2016 propose aussi aux communes un accompagnement dans le déploiement de réseaux permettant le raccordement des bâtiments communaux.

La ville de Strasbourg ayant sollicité l'Eurométropole de Strasbourg pour déployer un réseau fibre optique sur son territoire, un programme de travaux a été initié en 2020 pour un montant total de 199 867,79 € HT.

Ce programme a permis à la ville de Strasbourg de raccorder les bâtiments publics listés ci-dessous entre eux et vers le Centre administratif via ce réseau de communication et de réduire ses coûts de fonctionnements liés aux abonnements auprès des opérateurs de télécommunication :

CONSEIL DE QUARTIER KOENIGSHOFFEN	8 272,99 €
ECOLE DU NEUFELD	13 478,64 €
ECOLE DU SCHLUTHFELD	19 499,74 €
ECOLE INTERNATIONALE R. SCHUMAN	10 042,53 €
ECOLE RODOLPHE REUSS	43 294,52 €
ECOLE STE AURELIE	7 178,30 €
PAVILLON JOSEPHINE (PARC DE L'ORANGERIE)	1 405,27 €
POLICE MUNICIPALE ET DE STATIONNEMENT	19 803,69 €
RESERVE DES MUSEES COOP	47 333,18 €
SALLE DU MANEGE SOLIGNAC	29 558,93 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le versement d'un fonds de concours à l'Eurométropole de Strasbourg, en vue de participer au financement d'un réseau de communication numérique, sous maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de ses compétences, permettant de raccorder les bâtiments publics de la ville de Strasbourg entre eux et vers le Centre administratif à hauteur d'un montant de 99 933,90 € HT pour un coût d'opération de 199 867,79 € HT ;*
- *la convention de fonds de concours avec l'Eurométropole de Strasbourg, jointe en annexe ;*

décide

l'imputation de la dépense pour la ville de Strasbourg sur les activités DU06, fonction 96, nature 2183,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention de fonds de concours ainsi que tous les actes ou documents se rapportant au projet et nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-141747-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

CONVENTION

DE FONDS DE CONCOURS

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG / COMMUNE DE STRASBOURG

Ville et Eurométropole
1 parc de l'Étoile
67076 Strasbourg Cedex - France

Téléphone : +33 (0)3 68 98 50 00
Courriel : courrier@strasbourg.eu
Site internet : www.strasbourg.eu

OPERATION RELATIVE À LA RÉALISATION DE TRAVAUX DESTINÉS AU RACCORDEMENT DES BATIMENTS PUBLICS DE LA VILLE DE STRASBOURG À UN RESEAU DE FIBRE OPTIQUE

Entre les soussignés :

L'Eurométropole de Strasbourg, domiciliée, 1 parc de l'Etoile 67067 STRASBOURG CEDEX, sa Présidente en exercice, Madame Pia IMBS, dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du 15 juillet 2020 du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg,

Ci- après désignée « l'Eurométropole »,

D'une part,

ET

La commune de Strasbourg, domiciliée 1 parc de l'Etoile 67067 STRASBOURG CEDEX, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, habilitée à cet effet par délibération du Conseil municipal du 04 juillet 2020,

Ci- après désignée « la commune »,

D'autre part.

PREAMBULE

La commune a sollicité l'Eurométropole de Strasbourg compétente en application de l'article L 5217-2,2°e du Code général des collectivités territoriales, en lieu et place des communes membres, en matière d'établissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunication, au sens de l'article L 1425-1 du Code général des collectivités territoriales, pour la pose de réseaux de communications numériques (fourreaux et fibres) permettant le raccordement des bâtiments municipaux à la Mairie.

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire et gestionnaire d'infrastructures d'accueil comportant notamment un réseau de fourreaux et de fibre noire sur son territoire dont la vocation est de satisfaire ses propres besoins et services. Elle peut également établir et exploiter sur son territoire des infrastructures d'accueil et les mettre à disposition de tiers utilisateurs, opérateurs ou réseaux indépendants, dans la limite des capacités disponibles et dès lors qu'ils présentent un intérêt pour l'Eurométropole.

L'Eurométropole entend donner une suite favorable à la demande de pose et renforcement de réseaux permettant le raccordement des bâtiments municipaux d'une commune membre, au titre des compétences qu'elle a transféré à l'Eurométropole.

Dans cette perspective, l'Eurométropole demande à la commune de participer au financement de cette opération destinée à la réalisation de l'équipement dans le cadre d'un fonds de concours.

Le fonds de concours prévu à l'article L 5215-26 du Code général des collectivités territoriales constitue une dérogation au principe de spécialité et d'exclusivité régissant l'exercice des compétences des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI), pour le financement de la réalisation d'un équipement ou de son fonctionnement.

Le fonds de concours donne lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, des organes délibérants des EPCI et des conseils municipaux concernés.

Ces dispositions ont été rendues applicables aux métropoles par l'article L 5217-7–I du Code général des collectivités territoriales.

Dans le cas de l'Eurométropole de Strasbourg, la conclusion de conventions relatives aux demandes ou à l'obtention de fonds de concours a été déléguée à la Commission permanente (bureau) par la délibération du 5 janvier 2017 (pointV).

Le montant total du fonds de concours ne peut excéder la part de financement assurée par le bénéficiaire du fonds de concours, hors subventions.

La commune accepte le principe d'apporter son soutien financier à l'opération qui sera réalisée sous la maîtrise d'ouvrage de l'Eurométropole, par l'intermédiaire d'un fonds de concours.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit.

Article 1er - Objet :

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et les modalités de versement par la commune de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg d'un fonds de concours pour des travaux destinés à raccorder les bâtiments publics de la ville de Strasbourg à un réseau fibre optique.

Article 2 - Programme de l'opération et maîtrise d'ouvrage :

Le programme de l'opération porte sur la pose de réseaux de communications numériques (fourreaux et fibres). L'Eurométropole de Strasbourg se limite à la réalisation des travaux et à la pose des fibres optiques, l'activation du réseau restant à la charge de la Ville de Strasbourg.

La maîtrise d'ouvrage des travaux sera assurée par l'Eurométropole au titre de ses compétences en matière d'établissement et de mise à disposition de réseaux de télécommunication d'initiative publique. L'Eurométropole reste propriétaire de l'équipement après réalisation des travaux.

Droit d'usage : pour les besoins propres de la Commune. La présente convention ne confère aucune exclusivité.

L'entretien des fourreaux, chambres et fibres sera assuré par le SIRAC. L'Eurométropole ne s'engage sur aucun délai de rétablissement en cas de panne mais affectera les ressources nécessaires pour un rétablissement dans les meilleurs délais. La présente convention sera complétée le moment venu par une convention de location de fourreaux, à titre gracieux comme le prévoit la délibération du 16 décembre 2016.

<u>Article 3</u> - Détermination du fonds de concours :

Il est rappelé que le montant du fonds de concours demandé n'excède pas la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Le fonds de concours doit avoir pour objet de financer la réalisation de l'équipement.

<u>A titre d'information, le budget prévisionnel de l'opération est le suivant :</u>

-Coût total de l'opération (HT) : 199 867,79 € HT

-Autofinancement de l'Eurométropole : 99 933,90 € HT

-Participation de la Commune : 99 933,90 € HT soit 50% du montant estimatif des travaux.

Il est précisé que dans le cas où le coût total final de l'opération serait supérieur au montant du budget prévisionnel, l'excédent en résultant sera partagé entre les parties à la convention selon la clé de répartition 50/50, le bénéficiaire du fonds de concours devant assurer une part de financement au moins égale au montant du fonds de concours alloué par la commune.

Dans le cas où le coût total final serait inférieur au montant du budget prévisionnel, le montant à payer par la Commune sera calculé au prorata des sommes réellement payées par l'Eurométropole.

<u>Article 4</u> - Modalités de versement du fonds de concours :

Les travaux se réalisant sur 2020, un appel de fond sera lancé avant décembre 2021.

La commune s'engage à verser sa participation dans un délai de 30 jours maximum à compter de la date de réception de la demande.

Le comptable assignataire de la recette est M. le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, Centre administratif, 1 parc de l'Etoile, 67067 Strasbourg Cedex.

Le comptable assignataire de la dépense est M. le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, Centre administratif, 1 parc de l'Etoile, 67067 Strasbourg Cedex.

<u>Article 5</u> - Modalités de contrôle :

L'Eurométropole de Strasbourg devra fournir à la Commune, sur sa demande, tout document permettant de vérifier le montant des dépenses engagées.

<u>Article 6</u> - Durée de la convention :

La présente convention entre en vigueur à sa signature par l'ensemble des parties, après que les délibérations l'autorisant soient devenues exécutoires, et prend fin à la date du deuxième

versement du fonds de concours. Des travaux ayant démarré en 2016, elle inclut la période correspondante.

<u>Article 7</u> - Résiliation :

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée par l'autre partie par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un mois.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non réalisation du projet, objet du fonds de concours.

<u>Article 8</u> - Litiges :

En cas de contestation de l'exécution de la présente convention, et à défaut d'accord amiable entre les parties, le différend sera porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le :

L'Eurométropole de Strasbourg.	La commune de Strasbourg.
Pia IMBS Présidente	Jeanne BARSEGHIAN Maire

44

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Transactions amiables sur le territoire de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1640

I. Ventes

I.1. La vente d'une parcelle par la ville de Strasbourg à la copropriété du 8 rue des Jardiniers

La ville de Strasbourg est propriétaire de la parcelle, cadastrée section BI numéro 526/139, d'une contenance de 0,11 are, sur laquelle empiète l'immeuble sis 8 rue des Jardiniers à Strasbourg.

Cette cession vise à régulariser la situation existante et a été approuvée par l'ensemble des copropriétaires, à la valeur de 25 000 euros l'are fixée par France Domaine, soit un prix de vente de 2 750 euros.

Il est ainsi proposé au Conseil municipal de la ville de Strasbourg d'approuver la cession de cette parcelle cadastrée section BI numéro 526/139 d'une contenance de 0,11 are à la copropriété du 8 rue des Jardiniers moyennant le prix de 2 750 euros.

I. 2. Rétrocession d'une parcelle sise rue des Malteurs à Strasbourg – Koenigshoffen

Par acte de 1929, les époux BOHNERT ont cédé une emprise foncière à la ville de Strasbourg, correspondant aujourd'hui à la parcelle cadastrée section ML n° 249 de 0,50 are, initialement cadastrée section 35 n°175/54 de 1,25 are, et destinée à être incorporée dans le domaine public lors de l'aménagement de la « Rue des Malteurs » à Strasbourg – Koenigshoffen.

Cette parcelle n'a jamais fait l'objet d'un aménagement par la collectivité.

La parcelle n'a pas été prise en compte dans l'alignement de la rue, et n'a plus vocation à être intégrée dans le domaine public de voirie.

Aussi, conformément à l'acte de 1929, il est proposé que la parcelle susvisée soit rétrocédée à l'euro symbolique aux ayants droits des époux BOHNERT.

Les acquéreurs seront dispensés de verser le prix d'un euro symbolique.

II. Mainlevées de droits au bénéfice de la ville de Strasbourg

II.1. 15-17 rue Saglio, mainlevée du droit à la résolution :

Dans le cadre de la vente d'un bien cadastré section ES n°209/1 de 24,87 ares et n°213/1 de 29,03 ares, consistant en un immeuble d'ateliers et de bureaux, l'étude notariale en charge du dossier s'est rapprochée de la Ville afin de solliciter de celle-ci la renonciation pure et simple à son droit à la résolution, détenu en vertu d'un acte de cession en date du 7 mai 1960.

Cette inscription portée sur la parcelle cadastrée section ES n°209/1 a été effectuée en garantie pour la Ville du respect par les acquéreurs successifs d'un ensemble de dispositions propres à restreindre les conditions d'utilisation du bien, devenues obsolètes aujourd'hui du fait de l'application de la réglementation issue du Plan local d'urbanisme intercommunal.

Dès lors, il est inutile de maintenir le dispositif visant à assurer le respect de ces dispositions et il est ainsi proposé de donner une suite favorable à la demande de mainlevée du droit à la résolution au profit de la Ville, en vue de sa radiation au Livre foncier.

II.2 11 rue Edouard Schuré, mainlevée de la restriction du droit de bâtir et d'utiliser :

Dans le cadre d'une vente d'un bien cadastré section HA n°49 de 5,91 ares, l'étude notariale en charge du dossier s'est rapprochée de la Ville afin de solliciter de celle-ci sa renonciation à la restriction du droit de bâtir et d'utiliser, détenue en vertu d'un acte de cession en date du 4 septembre 1923.

L'inscription de cette restriction a été effectuée en garantie pour la Ville du respect par les acquéreurs successifs d'un ensemble de dispositions propres à restreindre les conditions d'utilisation du bien, devenues obsolètes aujourd'hui du fait de l'application de la réglementation issue du Plan local d'urbanisme intercommunal.

Dès lors, il est inutile de maintenir le dispositif visant à assurer le respect de ces dispositions et il est ainsi proposé de donner une suite favorable à la demande de mainlevée de la restriction du droit de bâtir et d'utiliser au profit de la Ville, en vue de sa radiation au Livre foncier.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu l'avis de France domaine en date du 4 novembre 2020 numéro 2020-482V0850
vu l'avis de France domaine en date du 7 octobre 2021 numéro 2021-67482-67639

après en avoir délibéré
approuve

I. Ventes

I.1. La vente par la ville de Strasbourg au profit de la copropriété du 8 rue des Jardiniers de la parcelle suivante cadastrée :

Commune de Strasbourg
Lieu-dit : rue des Jardiniers
Section BI numéro 526/139, d'une contenance de 0,11 are
moyennant le prix de 25 000 € l'are, soit pour une surface de 0,11 are, le prix de 2 750 € hors taxes et frais éventuellement dus par l'acquéreur.

L'acquéreur prendra la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

I.2. La rétrocession par la ville de Strasbourg à l'euro symbolique de la parcelle cadastrée section ML n°249 de 0.50 are,
aux ayants droits des époux BOHNERT,

Les acquéreurs seront dispensés du paiement du prix de rétrocession.

Les acquéreurs prendront la parcelle en l'état, sans garantie de la ville de Strasbourg, au niveau de l'état du sol et du sous-sol.

II Mainlevées de droits au bénéfice de la ville de Strasbourg

II.1. 15-17 rue Saglio : Mainlevée d'une inscription du droit à la résolution au profit de la Ville de Strasbourg

- *la mainlevée du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section ES n°209/1, inscrit au Livre Foncier sous le numéro AMALFI C2008STR054353 ; nature de l'inscription : définitive ; rang n°3 ;*

- *la radiation au Livre foncier du droit à la résolution au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section ES n°209/1.*

II.2. 11 rue Edouard Schuré, mainlevée de la restriction du droit de bâtir et d'utiliser :

- *la mainlevée de la restriction du droit de bâtir et d'utiliser au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section HA n°49 sous le numéro AMALFI : C2008STR056522 ; nature de l'inscription : définitive ;*

- *la radiation au Livre foncier du droit de bâtir et d'utiliser au bénéfice de la Ville sur la parcelle cadastrée section HA n°49*

décide

l'imputation des recettes de 2 750 € et de 1 € sur la ligne budgétaire ville de Strasbourg : fonction 820, nature 775 programme AD03B ;

autorise

Madame la Maire ou son-sa représentant-e

- *à signer les actes de mainlevée ainsi que tout acte ou document à intervenir pour la bonne exécution des présentes, et notamment à consentir la radiation des droits précités au Livre Foncier en tant qu'ils grèvent les parcelles ci-dessus désignées ;*
- *à signer tout acte ou document concourant à la bonne mise en œuvre de la présente délibération.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142064A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21



Édité le06/10/2021 Échelle 1/8000 160 m Fonds de plan © GCT-EmS

Strasbourg.eu eurométropole


UB3
10mET
SMS2
UB2
15mET
SMS2
RUE JEANNE D'ARC
RUE BOECKLIN
RUE ADLER
RUE DES JARDINIERS
RUE MENGES
RUE DU DOC. MAUR
Édité le06/10/2021
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

Affaire suivie par : Éliane BAEHR
eliane.baehr@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 14
Réf.DS :
Réf.LIDO : 2020-482V0850

Strasbourg, le 04 novembre 2020

Le Directeur régional des Finances publiques

à

Ville et Eurométropole de Strasbourg

Service Politique foncière et immobilière

AVIS du DOMAINE sur la VALEUR VÉNALE

DÉSIGNATION DU BIEN : EMPRISE FONCIÈRE

ADRESSE DU BIEN : 8 RUE DES JARDINIERS À STRASBOURG-ROBERTSAU.

VALEUR VÉNALE : 25 000 €/ARE, REPRÉSENTANT 2 750 €/HT POUR 0,11 ARE.

Il est rappelé que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de cette valeur.

1 – SERVICE CONSULTANT :

Ville et Eurométropole de Strasbourg
Affaire suivie par : Mme Coralie PECK (coralie.peck@strasbourg.eu)

2 – DATES :

Date de consultation : 14/10/2020
Date de réception : 20/10/2020
Date de visite :
Date de constitution du dossier en état : 20/10/2020

3 – OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE – DESCRIPTION DU PROJET ENVISAGÉ

Demande de régularisation foncière par la copropriété du 8 rue des Jardiniers dont l'immeuble empiète sur la voie publique pour environ 11 m².

4 – DESCRIPTION DU BIEN

VILLE DE STRASBOURG-ROBERTSAU

Section	Parcelle	Superficie /ares	Superficie à prélever/are	Zonage PLUi	Adresse
BI	490	17,57	0,11	UB3 – 10mET	rue des Jardiniers

5 – Situation juridique

Propriétaire : Divers copropriétaires.

6 – Urbanisme et Réseaux

Emprise située en zone UB3 du PLUi de l'EMS approuvé le 16/12/2016, devenu opposable le 23/01/2017.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte qui identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.
Hauteur maximale de 10 m à l'égout de toiture et secteur de mixité sociale 2.

7 – Date de référence

Non concerné.

8 – Détermination de la valeur vénale

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local.

Valeur de 25 000 €/are, représentant 2 750 €/Ht pour 0,11 are.

9 – Durée de validité

Cet avis a une durée de validité de 18 mois.

10 – Observations particulières

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'Évaluation Domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus, ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

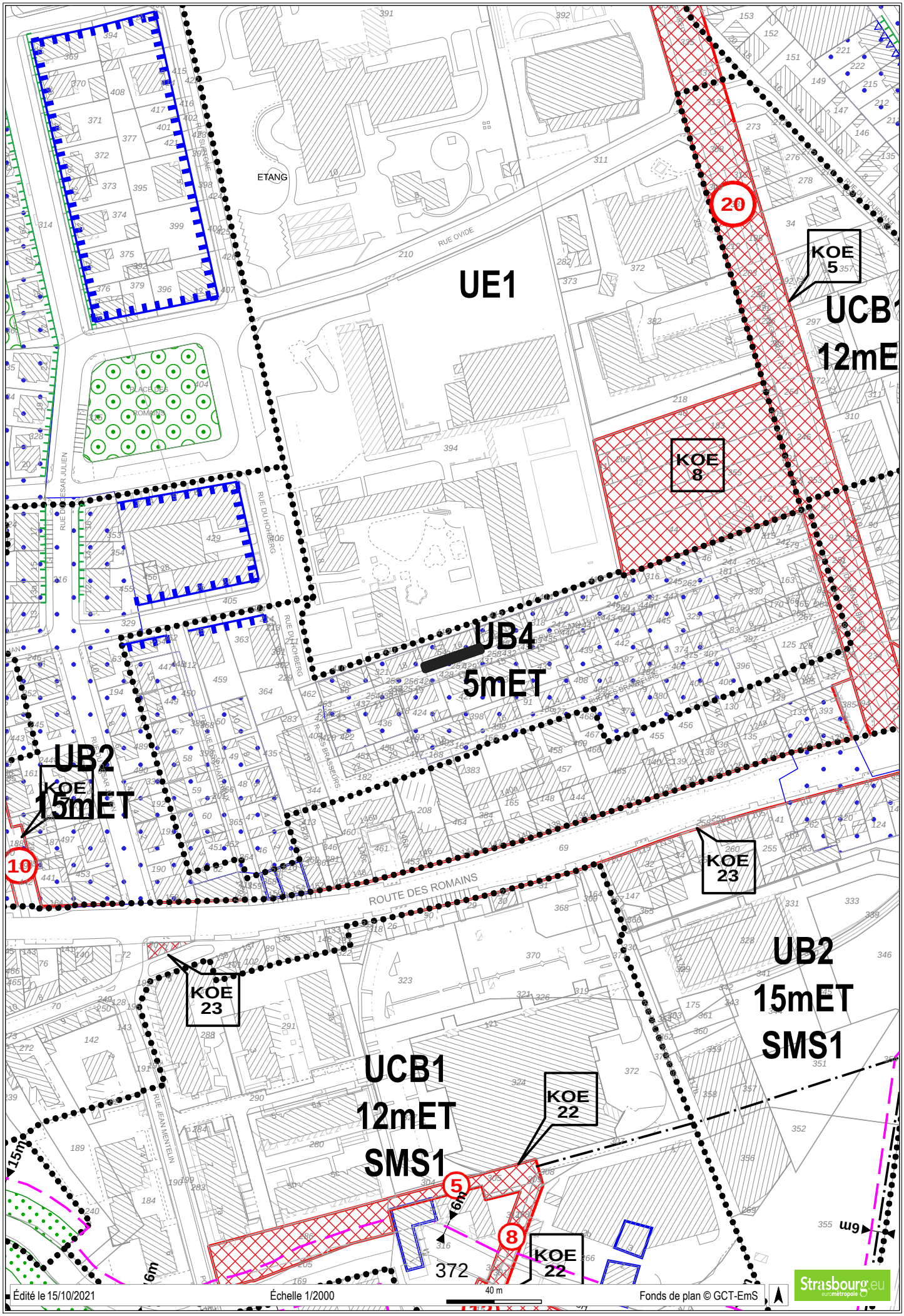
L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,

Éliane BAEHR
Inspectrice des Finances publiques



Édité le 15/10/2021 — Échelle 1/8000 — 160 m — Fonds de plan © GCT-EmS — Strasbourg.eu eurométropole


UE1
UCB1
12mE
UB4
5mET
UB2
15mET
KOE
10
UB2
15mET
SMS1
UCB1
12mET
SMS1
KOE
5
KOE
8
KOE
23
KOE
23
KOE
22
KOE
22
20
10
5
8
6m
15m
ETANG
RUE OVIDE
ROUTE DES ROMAINS
RUE DU HOHBERG
RUE JEAN MENTELIN
40 m
Édité le 15/10/2021
Échelle 1/2000
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu


RUE DES BRASSEURS
RUE DES MALTEURS
Édité le 15/10/2021
Échelle 1/500
10 m
Fonds de plan © GCT-EmS
Strasbourg.eu
eurométropole

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Nathalie STAHL
nathalie.stahl@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03 88 10 35 18
Réf.DS : 5573667
Réf.OSE: 2021-67482-67639

Strasbourg, le 07/10/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas Rhin

à

Eurométropole de Strasbourg

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Désignation du bien :	délaissé
Adresse du bien :	16 rue des Malteurs
Commune :	67 000 Strasbourg
Valeur :	**12 500 €HT** assortie d'une marge d'appréciation de 30 % au regard de l'ancienneté de l'occupation. La collectivité locale peut, ainsi, céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 8 750 € HT.

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

Affaire suivie par : Mme Carole BLANCHARD

2 - DATE

de consultation : 13/09/2021
de réception : 13/09/2021
de visite : non visitée
de dossier en état : 13/09/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Le consultant souhaite céder un délaissé de parcelle au propriétaire riverain. En effet, la ville de Strasbourg a acquis en 1929 une parcelle aux propriétaires actuelles à des fins de création de voirie. Une partie de la parcelle a bien été aménagé en voirie. L'autre partie est restée en jardin et entretenue par les anciens propriétaires. Les héritiers souhaitent que la ville de Strasbourg leur rétrocède cette parcelle.

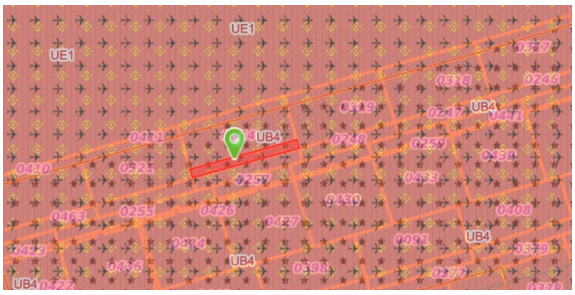
4 - DESCRIPTION DU BIEN

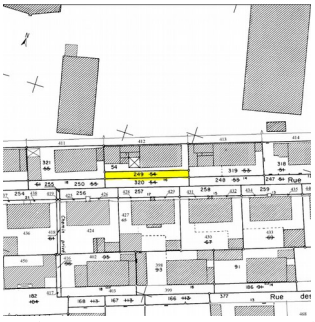
4.1. Références Cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de Strasbourg sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse	Superficie (en ares)	Zonage
ML	249	16 rue des Malteurs	0,50	UB4

4.2. Descriptif - Situation particulière (environnement, accessibilité, voirie et réseau)





La parcelle est située en bordure de la rue des malteurs. Elle est intégrée dans la propriété des propriétaires riverains. Elle est en état de jardin.
La collectivité avait acquis cette parcelle en 1929 dans le cadre de la création d'une voirie. Le délaissé a été entretenu par les anciens propriétaires riverains, dont les héritiers souhaitent la rétrocession du bien.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

La parcelle appartient à la commune de Strasbourg.

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Le bien est occupée et entretenu par les propriétaires riverain sans titre.

6 - URBANISME

La parcelle est située en zone UB4 du PLUI de l'eurométropole de Strasbourg dont la dernière modification a été approuvée le 27/09/2019 et devenue opposable le 02/11/2019.
La zone UB est une zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces, services, activités diverses, d'équipements publics et/ou d'intérêt collectif). Elle identifie des tissus bâtis hétérogènes tant par la forme du parcellaire que des volumes et des modes d'implantation.

Qualification des parcelles :
Les parcelles ont la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car situées dans une zone déclarée constructible et desservies par les VRD. Toutefois leur configuration et leur situation les rendent inconstructibles en l'état.

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la méthode par comparaison qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

8.1.1. Sources et critères de recherche – Termes de référence

L'étude de marché a permis de recenser plusieurs cessions de petites contenances entre riverains pour la période 2016 à 2019. Les valeurs s'échelonnent en 12 000 € et 66 667 €/are, la moyenne et la médiane s'établissent respectivement à 28 458 € et 25 000 €/are.

REF EXT ou DIA	DATE	QUARTIER	SECTION	N° PLAN	ADRESSE	SURFACE (ares)	PRIX €	VALEUR €/ are	ZONE PLUi	SMS	OBSERVATIONS
12370	20/05/16	ROBERTSAU	BC	384-389	r Jeanne d'Arc	0,55	11 550 €	**21 000 €**	UB4	SMS2	Inconstructible
21420	21/10/16	ROBERTSAU	CN	576		0,75	40 000 €	**53 333 €**	UB4	SMS2	Auel// Triangle entrant ds TAB pour collectif
2069	09/12/16	ROBERTSAU	CI	286	rue de l'Ehn	0,18	3 600 €	**20 000 €**	UB4	SMS2	Acquis/riverain
6104	22/02/17	ROBERTSAU	BS	64		0,58	6 960 €	**12 000 €**	UCA6	SMS2	Acquis. EMS//triangle en bord de voirie
47448	05/02/19	ROBERTSAU	BI	462,525	Sentier du Grossgut	0,38	10 830 €	**28 500 €**	UCB1		Ville à partic
Acte	12/07/18	ROBERTSAU	AY	628	r Médiane	0,15	10 000 €	**66 667 €**	UB4	SMS2	Entre riverains//bande de terre entre propriétés
39249	02/04/19	ROBERTSAU	C N	359	305 rte LW	0,72	18 000 €	**25 000 €**	UB4	SMS2	SEI 2018/442 //Ville à riverain// bande devant propriété
6508	09/07/19	ROBERTSAU	BO	176	r de la Perche	0,43	10 750 €	**25 000 €**	UB4	SMS2	SEI //Ville à riverain//triangle fds jardin
Acte	24/06/19	ROBERTSAU	BH	283,285	Allée Kastner	0,96	11 040 €	**11 500 €**	UF		Fonds jardin donnant sur Pharmacopée
15120	22/12/17	ROBERTSAU	AY	611	Steureswoerthel	0,53	15 105 €	**28 500 €**	UB4	SMS2	SEI 2016/678//Emprise prolgt Tram E, enclavé, valeur = -50 %
21196	10/12/19	ROBERTSAU	BK	524	Sentier Christ	0,74	18 500 €	**25 000 €**	UB3		SEI 2019/0147/Espace planté à conserver bordant un sentier piétonnier
9837	05/12/19	ROBERTSAU	BK	523	30 r Mélanie	0,30	7 500 €	**25 000 €**	UB4	SMS2	SEI 2018/1022//Ville à riverain, bande entre voirie et propriété privée
							Moyenne	**28 458 €**			
							Médiane	**25 000 €**			

Au vu de l'étude de marché ayant porté sur des ventes de petites superficies et à titre de cohérence avec d'autres situations similaires, la valeur de 25 000 €/are est arrêtée, soit :

0,50 ares x 25 000 € HT/are = **12 500 € HT**

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

La valeur vénale de la parcelle cadastrée section ML N° 249 d'une superficie de 0,50 are est estimée à la somme de 12 500 € HT/are assortie d'une marge d'appréciation de 30 % en raison de l'ancienneté de l'occupation.

La collectivité locale peut, ainsi, céder l'immeuble sans justification particulière jusqu'à 8 750 €.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

11 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.
Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.
Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,



Nathalie STAHL

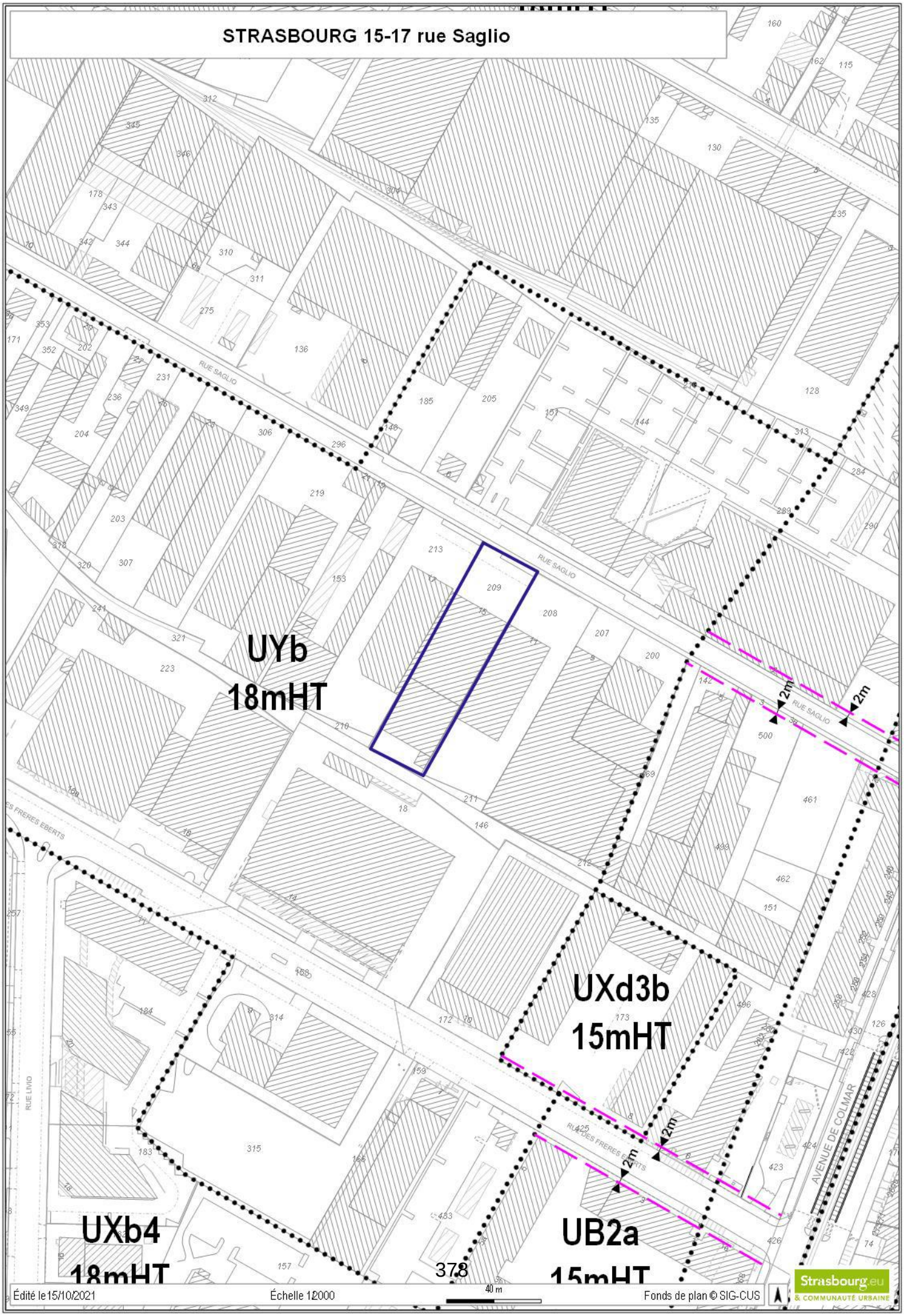
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

STRASBOURG - 15-17 rue Saglio



Édité le 15/10/2021

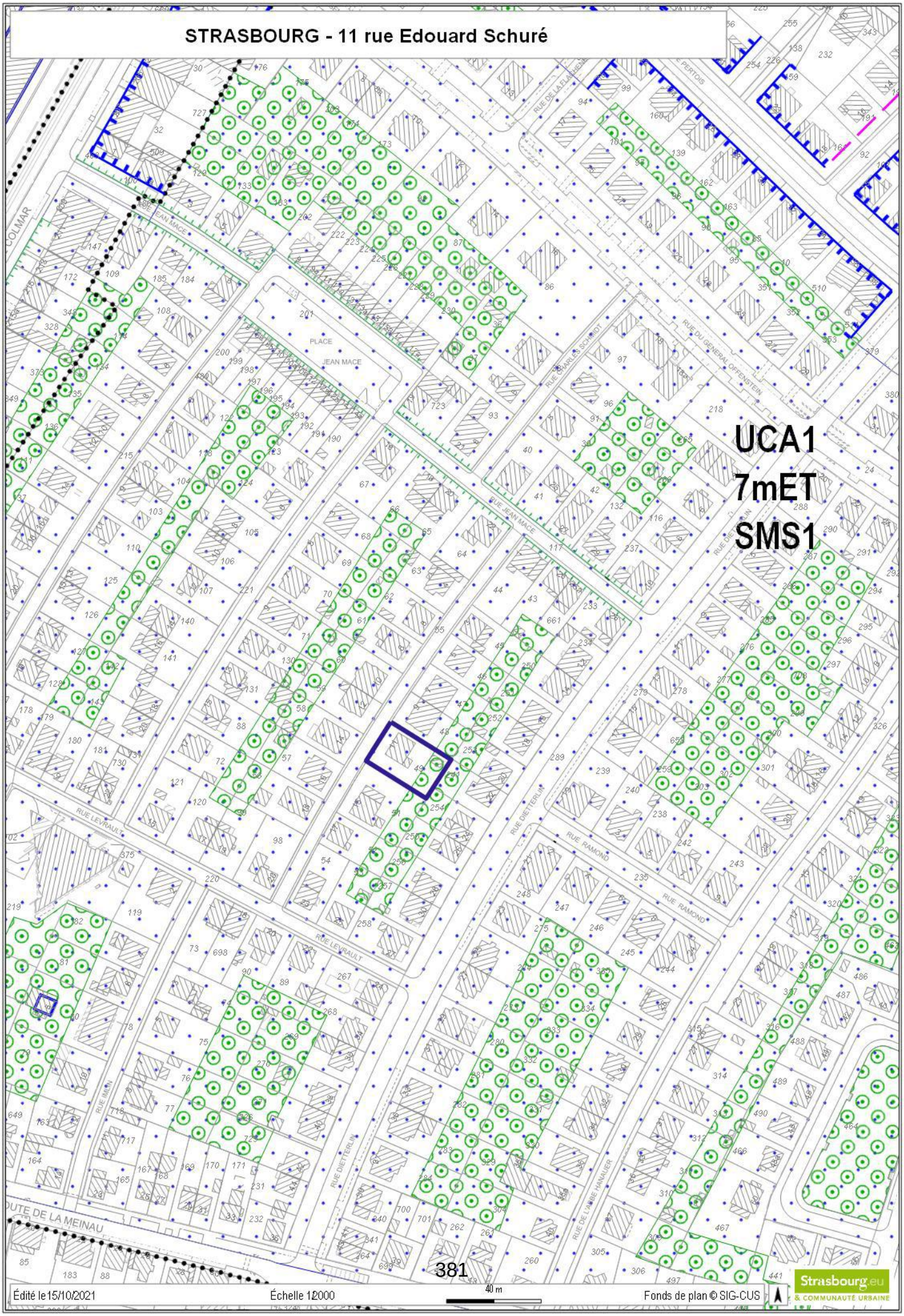

STRASBOURG 15-17 rue Saglio
UYb
18mHT
UXd3b
15mHT
UXb4
18mHT
UB2a
15mHT
RUE SAGLIO
RUE LIVIO
AVENUE DE COLMAR
2m
Édité le 15/10/2021
Échelle 1:2000
40 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE


STRASBOURG 15-17 rue Saglio
RUE SAGLIO
185
205
151
144
146
306
296
6
21
19
219
213
153
17
209
15
208
11
207
9
200
7
210
469
211
18
146
212
14
Édité le 15/10/2021
Échelle 1/1000
20 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG - 11 rue Edouard Schuré



STRASBOURG - 11 rue Edouard Schuré




STRASBOURG - 11 rue Edouard Schuré
RUE EDOUARD
RUE EDOUARD SCHURE
RUE DIETTERLIN
44
61
71
55
3
6
8
45
5
60
46
10
59
7
251
12
9
47
58
252
14
48
11
253
16
49
241
20
22
18
15
254
51
17
24
255
26
52
54
256
53
257
28
23
Édité le 15/10/2021
Échelle 1:500
10 m
Fonds de plan © SIG-CUS
Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

45

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Ensemble immobilier Hôtelier SOFITEL et MERCURE Centre.
Cession par la Ville des droits du bailleur et extinction du bail emphytéotique par confusion des droits.

Numéro V-2020-872

1. Contexte

La ville de Strasbourg est propriétaire rue Marbach et place Saint-Pierre-le-Jeune, des parcelles cadastrées section 70 n°175/28 de 15,30 ares, et n°176/28 de 18,81 ares, soit une assiette foncière de 34,11 ares.
La Ville a concédé sur ce foncier un bail emphytéotique en date du 6 août 1964 qui arrivera à terme au 31 décembre 2033.

Le bail est aujourd'hui propriété du syndicat de copropriétaires formé par les sociétés propriétaires des murs des hôtels MERCURE et SOFITEL.

L'ensemble immobilier érigé dans les années 1960, comprend trois corps de bâtiments :
- Le bâtiment infrastructures, composé d'un niveau de sous-sol :
  - 84 places de stationnements (62 pour Sofitel et 22 pour Mercure),
  - Locaux annexes (archives, dépôt, atelier, réserves, lingerie…),
  - Locaux techniques (cuve, chaufferie, machinerie ascenseur…),

- Le bâtiment du Sofitel – hôtel de 130 chambres et 30 suites – 5 étoiles catégorie de luxe -, composé d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de cinq étages droits :
  - Au rez-de-chaussée : la réception de l'hôtel, un restaurant, des chambres froides, des locaux sociaux, bureaux, salons clientèle, trois commerces et un bar,
  - A l'entresol : plusieurs salons,
  - Étages : chambres.

- Le bâtiment du Mercure, hôtel de 108 chambres - 4 étoiles - catégorie haut de gamme – composé d'un rez-de-chaussée, de six étages et d'un étage partiel.
  - Au rez-de-chaussée : un hall d'accueil, des bureaux et réserves,
  - Au premier étage : un bureau et des chambres,
  - Du 2ème au 6ème étage : des chambres,

- Au 7ème étage : salle des petits déjeuners.

Le bien est classé en zone UAB1 au Plan local d'urbanisme.

Les deux sociétés copropriétaires ont décidé en assemblée générale des copropriétaires d'acquérir l'assiette foncière de l'ensemble immobilier préalablement au lancement de travaux de rénovation des hôtels.

2. Procédure de la confusion des droits et valorisation financière

Dans le cadre du bail emphytéotique, les droits du preneur et du bailleur sont valorisables séparément. Afin de réunir l'ensemble des droits sur une même personnalité juridique, il est possible de recourir à la procédure dite de « confusion des droits », qui aboutira à l'extinction du bail.

La division du Domaine a estimé, le 23 août 2021, la valeur vénale de l'ensemble immobilier au prix de 19 900 000 € dont 14 040 000 € correspondant aux droits de la Ville. Cette estimation se base sur la valeur du terrain donné à bail, et sur une quote-part de la valeur des constructions.

3. Conditions de cession

La vente des droits du bailleur aura lieu au prix de 14 040 000 €, frais et taxes éventuelles en sus, conformément à l'avis de la division du Domaine.

Elle sera assortie de la condition d'affectation de cet ensemble immobilier à un usage d'hôtellerie pendant une durée de 15 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente qui sera garantie par un droit à la résolution au profit de la ville de Strasbourg inscrit au Livre foncier.

Le syndicat des copropriétaires conditionne la signature de l'acte de vente à l'obtention d'une délibération municipale purgée de tous recours approuvant la vente ainsi qu'à la cession préalable du fonds de commerce actuellement sous enseigne SOFITEL et des lots de copropriété 1, 2 et 3 au profit de la SARL CLAVI ou de toutes filiales qu'elle constituerait pour loger cette acquisition.

L'acquéreur pourra renoncer à cette condition.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis des domaines n°2021-67482-54645 en date du 23 août 2021
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

la vente par la ville de Strasbourg au profit du syndicat de copropriétaires, des parcelles cadastrées :

Commune de Strasbourg
Section 70 n°175/28 de 15,30 ares
Section 70 n° 176/28 de 18,81 ares
Soit une emprise totale de 34,11 ares
Lieudit : rue Marbach

pour un prix 14 040 000 € hors frais et taxes éventuellement dus par l'acquéreur, correspondant aux droits du bailleur rattachés au bail emphytéotique en date du 6 août 1964 ;

l'acte de vente constatant le paiement et le transfert de propriété devra être conclu au plus tard le 30 juin 2022, date à laquelle les effets de la présente délibération deviendront caducs.

La vente est soumise du chef de la Ville à la condition suivante :

- *affectation de cet ensemble immobilier à un usage d'hôtellerie pendant une durée de 15 ans à compter de la signature de l'acte authentique de vente qui sera garantie par un droit à la résolution au profit de la ville de Strasbourg inscrit au Livre foncier ;*

prend acte

- *que l'extinction du bail emphytéotique conclu entre l'emphytéote et la ville de Strasbourg, sur l'ensemble immobilier désigné ci-dessus s'opèrera de plein droit compte-tenu de la réunion sur le syndicat des copropriétaires, des qualités de bailleur et d'emphytéote ;*

décide

l'imputation de la recette de 14 040 000 € sur la ligne budgétaire, fonction 820, nature 775, service AD03B ;

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes à intervenir et tous les actes concourant à l'exécution des présentes.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

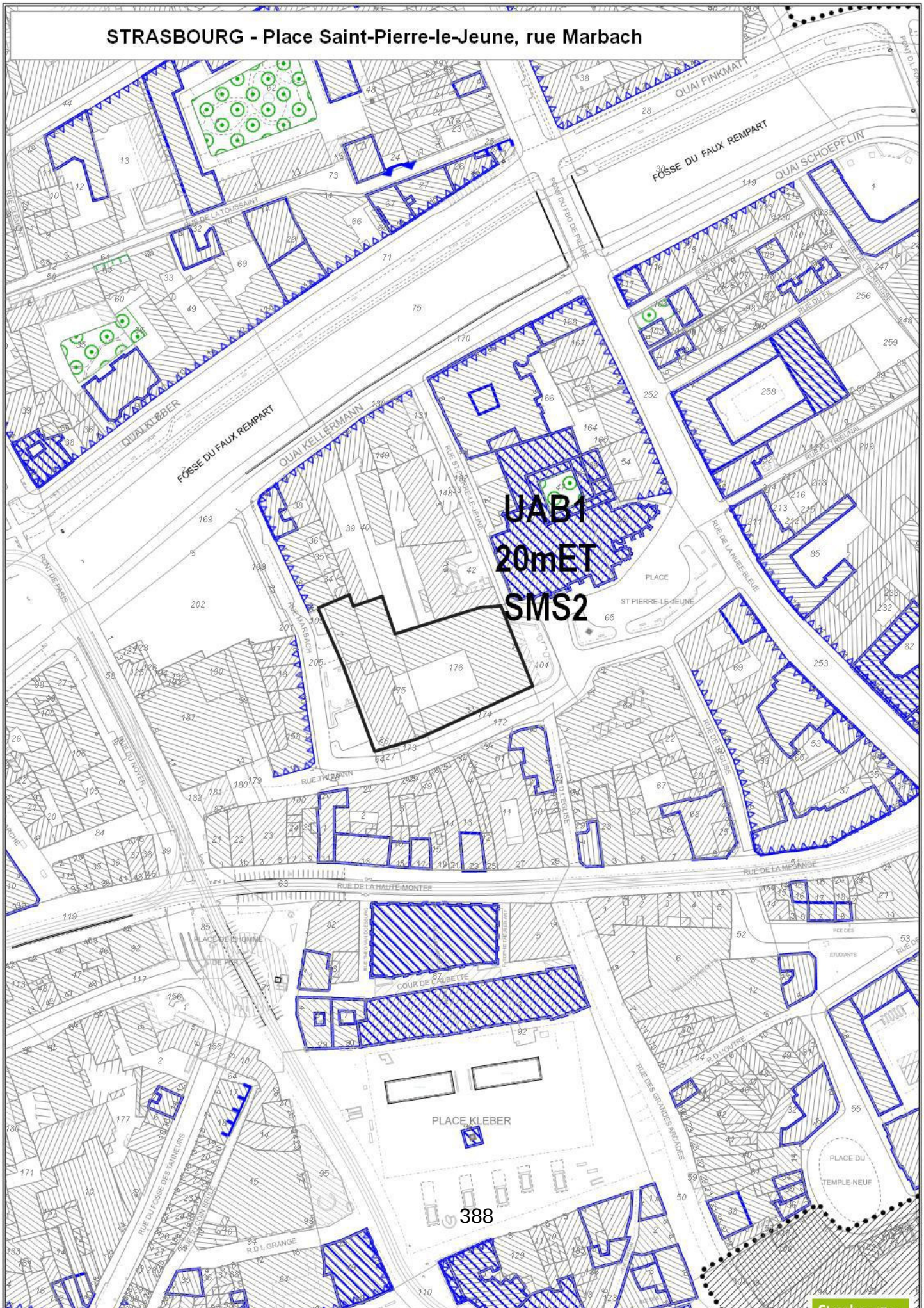
Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-113388A-DE-1-1)

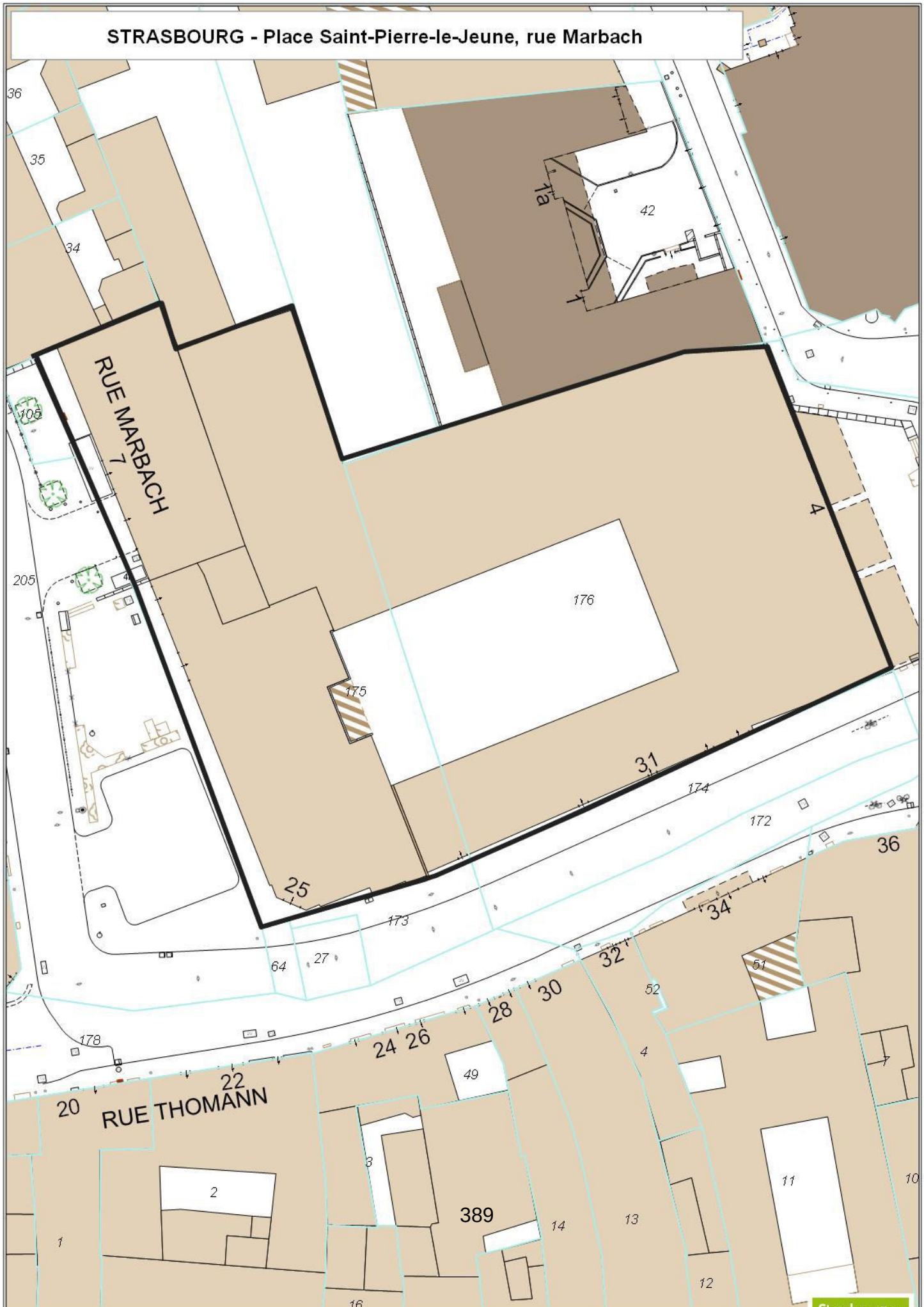
et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

STRASBOURG - Place Saint-Pierre-le-Jeune, rue Marbach



STRASBOURG - Place Saint-Pierre-le-Jeune, rue Marbach




STRASBOURG - Place Saint-Pierre-le-Jeune, rue Marbach
RUE MARBACH
RUE THOMANN
36
35
34
1a
42
105
7
4
205
176
175
31
174
172
25
173
64
27
178
24 26
28
30
32
34
36
51
52
49
4
22
20
2
3
389
14
13
11
10
1
12
16

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction régionale des Finances publiques du Grand Est et du département du Bas-Rhin
Pôle pilotage des missions et animation du réseau
Division du Domaine – Pôle d'évaluation domaniale
4, place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00
Mél. : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : M Patrick GOGUELY
Courriel : patrick.goguely@dgfip.finances.gouv.fr
Téléphone : 03.88.10.35.13
Référence :
Réf DS: **4819554**
Réf OSE : **2021-67482-54645**

Le 23/08/2021

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

Ville de Strasbourg
Politique immobilière et Foncière

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr





Désignation du bien :	Hôtels Mercure et Sofitel (rupture de bail emphytéotique)
Adresse du bien :	4, place Saint-Pierre le Jeune et 25, rue Thomann
Commune :	Strasbourg-Ellipse
Valeur:	Valeur vénale : **19 900 000 € HT**
	Droits du bailleur : **14 040 000 €**
	Droits du preneur : **5 860 000 €**

Il est rappelé aux consultants que cet avis de valeur ne leur interdit pas de réaliser une cession à un prix plus élevé ou une acquisition (ou une prise à bail) à un prix plus bas.

Par ailleurs, les collectivités territoriales et leurs établissements peuvent, sur délibération motivée, s'écarter de la valeur de ce présent avis pour céder à un prix inférieur ou acheter (ou prendre à bail) à un prix supérieur.

1 - SERVICE CONSULTANT

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Affaire suivie par **M . Damien PASQUALI** damien.pasquali@strasbourg.eu

2 - DATE

de consultation : 13/07/2021
de visite : 10/01/2017
de renseignements complémentaires : 10/08/2021
de dossier en état : 10/08/2021

3 - OPÉRATION SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE - DESCRIPTION DU PROJET - PRIX ENVISAGÉ

Calcul des droits du preneur et du bailleur dans le cadre de la résiliation par anticipation du bail emphytéotique conclu entre la ville de Strasbourg et les sociétés FONCIERE OTELLO (Mercure) et SHPS (Sofitel) en date du 06/08/1964 avec prise d'effet au 01/03/1964 pour une durée de 52 ans et 10 mois (prorogé par avenant du 05/03/1974 jusqu'au 31/12/2033).

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1 Références cadastrales

L'immeuble sous expertise figure au cadastre de la ville de **STRASBOURG** sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieu-dit	Superficie (are)
70	175	Rue Marbach	15,30
70	176	Rue Marbach	18,81
		TOTAL	**34,11**

4.2 Descriptif

Parcelles formant une unité foncière de 34.11ares sur-bâtie d'un ensemble immobilier à vocation hôtelière datant du milieu des années 1960 (1966 au cadastre) se composant :

1°) **d'un sous-sol** avec 84 places de stationnement (62 affectées au Sofitel et 22 au Mercure), des locaux techniques (chaufferie, machinerie ascenseur, TGBT..) et des locaux annexes (archives, dépôt, réserves, lingerie).

2°) **de l'hôtel MERCURE** (4 étoiles, catégorie haut de gamme), composé d'un RDC avec réception, bureaux et réserves, d'un premier étage comprenant une salle de réunions, 2 bureaux et 10 chambres, de 5 niveaux droits (2e au 6e,, composés exclusivement de chambres (98 au total dont 3 PMR) et d'un 7e étage abritant la salle des petits déjeuners, une cuisine, des locaux sociaux et un local climatisation.

Équipements
Huisseries aluminium, fenêtres double vitrage, deux chaudières au gaz et une pompe à chaleur (2016) installées sur le toit, ventilo-convecteurs (remplacés en 2015 et 2016) Deux ascenseurs de petite capacité, monte-chargesCentrale incendie, détecteurs de fumées, extincteurs dans les circulations

Travaux réalisés
En 2014 : réfection de lobby du RDC, des locaux communs du 1er étage (salle de réunion de 30 m² et circulations), des circulations des autres étages, de la salle de petit déjeuner du 7e. Trappes de désenfumage, système de Sécurité Incendie (SSI).
En 2015 : étanchéité de la toiture terrasse

Les 98 chambres ont été refaites (68 salles de bains en 2007/2008 et 30 en 2013/2014)

3°) de l'hôtel SOFITEL (5 étoiles, catégorie luxe) composé d'un RDC avec hall de réception, restaurant et bar avec terrasse extérieure, chambres froides, locaux sociaux, bureaux, salon clientèles, d'un entresol comprenant une

dizaine de salons dédiés aux séminaires d'une superficie totale d'environ 800 m², 7 bureaux, 4 réserves et des chambres, 5 étages droits accueillant un total de 130 chambres et 30 suites (24 suites juniors et 6 suites normales).

4°) de trois commerces (coiffeur, opticien et tabac)

a) Salon de coiffure comprenant local d'environ **87 m²**au RDC avec deux grandes vitrines, (l'une donnant sur la rue Thomann et l'autre sur la galerie marchande avec porte d'accès des deux cotés) et un local d'environ 65 m² au sous-sol avec accès depuis le magasin et depuis le parking souterrain soit une superficie totale de 152 m². Loyer trimestriel au 8/02/2011 : 2 395,01 € HT (bail 3/6/9, loyer révisable selon l'ICC- indice de référence 4e trimestre 1969)

b) Magasin de tabac, journaux, presse composé au RDC d'un local de **27 m²** avec deux grandes vitrines, (l'une donnant sur la rue Thomann et l'autre sur la galerie marchande et le hall de l'hôtel Sofitel avec porte d'accès des deux cotés) et d'un local d'environ 30 m² au sous-sol soit une superficie totale de 57 m². Bail du 26/08/1992, loyer trimestriel déclaré dans l'acte de cession du fonds : 4 946,65 F TTC + 1 500 F TTC (réserve)

c) Local commercial occupé pour une activité d'opticien composé au RDC d'un local d'environ **41 m²** avec deux grandes vitrines, (l'une donnant sur la rue Thomann et l'autre sur la galerie marchande avec porte d'accès des deux cotés) + un local d'environ 30 m² au sous-sol avec accès depuis le magasin et un local de 9,5 m² sans accès pour la clientèle soit une superficie totale de 80,5 m². Location consentie pour 9 ans à compter du 01/08/2019 moyennant un loyer annuel de 8 710 € HT

Équipements

Huisseries aluminium, fenêtres double vitrage, deux chaudières au gaz 1999, 2012) et une pompe à chaleur (2012), installées au sous-sol, ventilo-convecteurs.

Deux ascenseurs de petite capacité et 4 monte-charges regroupés au même endroit, deux escaliers.

Travaux réalisés depuis 2017 (voir mail du 16/07/2019) : réfection des sols du parking ainsi que mise en conformité incendie nécessitant l'installation d'extracteurs de fumées.

Travaux restant à réaliser

-Isolation du bâtiment, huisseries et fenêtres, certaines portes de chambres, ventilo-convecteur à changer, 2/3 du réseau de la pompe à chaleur à remplacer (sous dimensionné)

-La rénovation du lobby est envisagée pour le mettre au standard de cette catégorie d'hôtel.

Une partie des chambres a été refaite en 2006. Le reste a fait l'objet d'une rénovation plus légère en 2012 et 2013.

État des surfaces des immeubles et/ou locaux soumis à expertise

Surface des locaux en m² (source consultant et expert judiciaire)					
ÉTABLISSEMENT	**HÔTEL + LOCAUX ANNEXES**	**COM 1**	**COM 2**	**COM 3**	**TOTAL**
SOFITEL	7195,1	82,4	42	26,5	7346
MERCURE	3325				3325
				TOTAL	**10671**
Surfaces retenues : les surfaces des 3 commerces (Surface Utile Pondérée) sont corrigées. Elles correspondent aux surfaces déclarées dans les baux après pondération des surfaces des locaux situés en sous sol à 0,25 (ratio issu des loyers déclarés pour les surfaces en RDC et celles en sous sol du tabac journaux)					
ÉTABLISSEMENT	**HÔTEL + LOCAUX ANNEXES**	**COM 1**	**COM 2**	**COM 3**	**TOTAL**
SOFITEL	7195,1	103,25	51	34,5	7383,85
MERCURE	3325				3325
				TOTAL	**10708,85**

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire du terrain : Ville de Strasbourg. Ce terrain a fait l'objet d'un bail emphytéotique signé le 06/08/1964, pour une durée de 52 ans et 10 mois (l'échéance est fixée au 31/12/2016) et d'un avenant conclu le 05/03/1974 prolongeant la durée du bail jusqu'au 31/12/2033.

Propriétaire du bâti : la société signataire du bail, désignée « preneur » dans l'acte notarié est la SA SOFITEL Société financière de gestion et d'investissements immobiliers et hôteliers
La propriété du bail est actuellement répartie comme suit :

Hôtel Mercure centre : foncière OTELLO
Hôtel Sofitel : Société hôtelière de la porte de Sèvres

A l'expiration du bail, l'immeuble et les installations immobilières reviendront immédiatement en pleine propriété à la ville sans que celle-ci ait à verser une indemnité à quelque titre que ce soit (article VI).

5.2. Conditions d'occupation actuelles

Le bail prévoit des montants annuels de redevance différenciés selon cinq paliers à savoir 1964, 1971, 1976, 2013, et 2017. A compter de 2017 le montant annuel de la redevance est de **40 398,98 €** (sans indexation puisqu'aucune variation de l'ICC de plus ou moins 5 % n'a été observée).
Les trois locaux commerciaux du RDC sont par ailleurs loués par le preneur aux conditions suivantes :

Commerce	SUP (m²)	Loyer annuel HT	au	ICC référence		ICC 4ème T 2020	Loyer revalorisé	Loyer HT m² an
Salon de coiffure	87 16,25 **103,25**	9 260 €	08/02/11	4e T 2010	1520	1795	10 935,33 €	105,91 €
Commerce	**SUP (m²)**	**Loyer annuel HT**	**au**	**ICC référence**		**ICC 4ème T 2020**	**Loyer revalorisé**	**Loyer HT m² an**
Tabac Journaux	27 7,5 **34,5**	3 314 €	26/08/92	4e T 1991	1002	1795	5 936,76 €	172,08 €
Commerce	**SUP (m²)**	**Loyer annuel HT**	**au**	**ILC référence**		**ILC 4e T 2020**	**Loyer revalorisé**	**Loyer HT m² an**
Opticien	41 9,875 **50,875**	8 710 €	01/08/19	4e T 2018	114,06	115,79	8 842,11 €	173,80 €

Focus sur le bail du tabac/journaux qui prévoit des loyers différenciés pour les locaux du RDC et ceux du sous-sol.

Loyer trimestriel TTC (18,6%) et CC déclaré dans le bail de 1992				Loyer annuel HT et CC	SU	Loyer HT m² an	Loyer sous sol/Loyer RDC
Commerce	Niveau	en F	En €	En €			
Tabac Journaux	RDC	4 946 F	754,01 €	2 543 €	27	94,19 €	
	Sous sol	1 500 F	228,67 €	771 €	30	25,71 €	27,29 %
		Total	982,69 €	3 314,29 €	57		

6- URBANISME

6.1 Règles actuelles

Au PLU intercommunal en vigueur les parcelles sont situées en zone **UAB1,** correspondent aux secteurs d'immeubles denses, correspondant à une forme urbaine spécifique de la fin du 19e siècle et de la première partie du 20e siècle: l'îlot fermé. La hauteur maximale est de 20 mètres à l'égout de toiture**.**

6.2 Date de référence et règles applicables

Non recherché dans le contexte de la présente évaluation (cession amiable)

7 - MÉTHODE D'ÉVALUATION

La valeur vénale est déterminée par la **méthode par comparaison** qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble et ou des locaux à évaluer sur le marché immobilier local.

Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe des marchés immobiliers locaux de biens comparables à ceux soumis à expertise.

8 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR : MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Compte tenu de la nature du bien à évaluer, l'étude de marché s'attachera à recenser les mutations d'hôtels, de locaux commerciaux et de terrains à bâtir situés dans l'Ellipse insulaire de Strasbourg.

La spécificité et donc la rareté de certains types de biens nous conduira toutefois à élargir le périmètre d'étude aux quartiers centraux de Strasbourg et/ou aux communes de l'EMS.

Critères de recherche

-La recherche portera sur des mutations d'hôtels et/ou des hôtels/restaurant présentant autant que faire se peut, un niveau de confort et de prestations équivalent ou proche de celui des biens à évaluer.

-Les locaux commerciaux devront quant à eux être situés dans l'hyper centre (à l'exception toutefois des grands axes ou secteurs commerçants de Strasbourg telle la rue du Dôme, la rue de la mésange…) et être loués.

-Concernant l'évaluation du terrain nous rechercherons des terrains à bâtir de grande contenance, situés dans des zones du POS et/ou du PLU i disposant d'une constructibilité identique ou proche de celle de la zone dans laquelle est situé le terrain à évaluer (nature des constructions autorisées, hauteur des constructions, emprise au sol, COS non réglementé).

I8.2. Analyse et arbitrage du service – valeurs retenues

TERMES DE COMPARAISON : HOTELS (VEFA)											
DATE	**Section**	**N°**	**Adresse**	**Année de construction**	**T**	**PRIX**	**SU m²**	**prix/m²**	**Nombre de Chambres**	**Prix/CH**	**Observations – détail**
14/01/20	68	258	STRASBOURG Nuée bleue 11	*VEFA*	27,61	37 750 000 €	**6612**	**5 709 €**	**116**	325 431 €	HÔTEL 5* de 116 chambres + locaux de service, locaux techniques, espace de réception et lobby, salles de réunion et espace pause, 1 bar lounge, 1 cuisine et restaurant, des bureaux, 1 espace fitness, vestiaires, sanitaires, réfectoire pour le personnel réserves et chambres froides SDP 6612, 30 m²
14/12/18	DT	534	STRASBOURG Zac Etoile	*VEFA*		15 744 000 €	**4871,2**	**3 232 €**	**123**	128 000 €	**HÔTEL** de 123 chambres de catégorie 4 * (R+ 8 Livré sans les agencements, mobilier, matériel, et équipements spécifiques hôteliers) dans l'emprise du v olume AH - ZAC etolie secteur ZD6
28/04/15	DK	224,229,230…	STRASBOURG Presqu'île Malraux	*VEFA*	-	11 305 000 €	**3784**	**2 988 €**	**120**	94 208 €	SCI HOTEL DES BLACKS SWAN 120 chambres d'hôtel sur R+8 (3664 m²) + 120 m² de locx tech (1 partie cédée à l'état brut)
29/04/14	DH	209,234	STRASBOURG Chem du Heyritz	*VEFA*	14,84	11 800 000 €	**4660**	**2 532 €**	**147**	80 272 €	**HÔTEL Holiday INN (3 étoiles)** de 147 chambres (ILOT C) (avec 50 places de pkg dans silo) + restaurant de 221 livré brut SHON 5486 m²
25/10/12	DO	80/10	STRASBOURG Route du Rhin	*VEFA*	84,65	3 825 000 €	**1601**	**2 389 €**	**90**	42 500 €	HÔTEL de 90 chambres + locaux de services + 47 pkg au sous sol + R+ 5 (locaux techniques au 6*)
14/12/18	60	247	SCHILTIGHEIM Londres	*VEFA*	65,15	11 000 000 €	**4536**	**2 425 €**	**86**	127 907 €	HÔTEL(86 chambres) sans restauration élevé sur sous sol (28 places de parking sont 22 PMR) + R+4 + 5eme partiel avec deux espaces de petits déjeuners office réserve WC et terrasse couverte 58 places de parkings extérieures
				Moyenne		**10 734 800 €**	3890	**2 713 €**		**94 577 €**	

DATE	**Section**	**N°**	**Adresse**	**Année de construction**	**T**	**PRIX**	**SU m²**	**prix/m²**	**Nombre de Chambres**	**Prix/CH**	**Observations – détail**
02/10/18	99	154, 155, 175 à 177	STRASBOURG ORANGERIE Westercamp 9	1960		1 952 096 €	**910**	**2 145 €**			Usage hôtel « Novarina »//la superficie de 910 m² : SEI 2017/417 annulée celle sur VISU est manifestement incohérente
27/06/18	8	128	SCHILTIGHEIM Pierre Mendes France	1990	118,64	4 900 000 €	**3063**	**1 600 €**	**120**	40 833 €	HOTEL KYRIAD R+ 5 (5e comprenant uniquement 1 espace technique) 120 chambres de 15 m² + salle de restaurant + salle de séminaire et 1 bar 40 833 € la Chambre SU Z1 2702 m² + Z2 722 m²
30/08/16	NE	216	STRASBOURG rue des Corroyeurs		24,34	2 700 000 €	**1512**	**1 786 €**			Hôtel-resto enseigne Comfort Hôtel LOYER 252 456 € Tx RDT 9,35 %
08/01/16	51	1	STRASBOURG 10, place de la gare	1950 rénové 2000	10,35	5 036 000 €	**3703**	**1 360 €**	**117**	43 043 €	Hotel IBIS 117 chambres (3703 m²) + Brasserie " le Dix "+ mac do (1393 m²) cédé au prix total de 6 000 000 € Hotel 5 036 000 € (1600 € x 85 %) + com 964 000 € (700 € /m²)
25/08/14	76	69,7	STRASBOURG Jacques Kablé 12	< 1900 rénové	5,38	2 400 000 €	**1000**	**2 400 €**	**46**	52 174 €	Hotel Grand confort (4 étoiles) acquis par la Sci de l'EST et loué à la SARL EST HOTEL (Surf = visu) climatisé WI FI gratuit
20/12/13	51	15	STRASBOURG Maire kuss	1900	2,94	1 850 000 €	**1143**	**1 619 €**	**48**	38 542 €	Hôtel IBIS Style
05/01/11	MY	73	STRASBOURG la Tour 18	Rénové 2006	23,3	1 500 000 €	**1650**	**909 €**	**31**	48 387 €	Hôtel-restaurant ARC EN CIEL(SU)
21/12/10	94	154	STRASBOURG Geiler 33	1900	3,88	1 578 000 €	**1145**	**1 378 €**	**43**	36 698 €	Hôtel Restaurant (SU) hôtel grand confort (3 étoiles) / excellent
					Moyenne	**2 739 512 €**	1766	**1 650 €**	67,5	**43 279 €**	
					Médiane	**2 176 048 €**	1329	**1 609 €**	47	**41 938 €**	
					Quartile 3	**3 250 000 €**	2003	**1 876 €**	99,75	**47 051 €**	

Termes de comparaison : locaux commerciaux

Ref	DATE	SECTion	N° PLAN	ADRESSE	N°	CN	T	PRIX	SU acte	Prx/ m² SU	LOTS	loyer	TC Cap	VL m²
DIA	17/09/2020	64	9	Brûléé 6	6	1750	5,93	145 000 €	55,8	2 599 €	2,24	9 984 €	6,89 %	179 €
DIA	19/03/2019	57	57	Vieux marché aux vins	22	1951	0,9	440 000 €	91,95	4 785 €	1,2	30 000 €	6,82 %	326 €
DIA	08/06/2016	57	92	Vieux marché aux vins	48	1954	3,7	288 000 €	150	1 920 €	17,18,19,27,28,29	18 000 €	6,25 %	120 €
5623	26/04/2017	56	42	Grande rue	31-33	1650	1,38	385 000 €	79,54	4 840 €	1,2,3	19 074 €	4,95 %	240 €
NR	29/10/2019	25	123	Arc en ciel	4	1800	2,22	110 000 €	50	2 200 €	1	6 300 €	5,73 %	126 €
DIA	02/07/2019	25	135	Frères	21,23,25	1800	5,44	350 000 €	117	2 991 €	Volume AA	18 000 €	5,14 %	154 €
24439	16/10/2020	24	14	Veaux	19	1860	2,81	470 000 €	147	3 197 €	1,101	24 416 €	5,19 %	166 €
9019	21/02/2019	21	38	Veaux	8	1900	1,55	310 000 €	98	3 163 €	1	20 400 €	6,58 %	208 €
38845	29/01/2019	19	67	Marché aux cochons de lait	1	NR	0,34	610 000 €	150	4 067 €	Immeuble	47 640 €	7,81 %	318 €
30390	31/05/2018	15	17	Quai saint Nicolas	18	1849	6,83	520 000 €	191,5	2 715 €	2,3,118,204	24 000 €	4,62 %	125 €
19005	08/09/2016	70	54	Nuée Bleue	8	1850	6	300 000 €	79,55	3 771 €	5,12,30	17 364 €	5,79 %	218 €
							Moyenne	362 800 €	113 €	3 248 €		21 781 €	5,98 %	196 €
							Médiane	367 500 €	108 €	3 077 €		19 737 €	5,79 %	173 €

Termes de comparaison : Terrains à bâtir

DATE	QUARTIER	Section	N° PLAN	ADRESSE	Surface (are)	Prix €	Prix €/ are	POS-PLUi	COS	Htr	SMS	SDP	COS Effectif	CF
04/09/2019	**Centre**	61	93*6,95/72	place Kléber	5,08	980 000 €	**192 913 €**	**UAB1**						
22/09/2015	**Centre**	10	217	16 rue St Elizabeth	11,52	1 974 600 €	**171 406 €**	CEN UB32		18				
15/06/2015	**Centre**	10	172-174-181-182..	Place de l'Hôpital	7,80	833 750 €	**106 891 €**	CEN UB32		18		2886	3,70	**289 €**
18/02/2009	**Centre**	58	169/58	Gustave dorée	2,80	470 000 €	**167 857 €**	CENT UA5				1110	3,96	**423 €**
17/11/2019	Wacken	BX	576	Blvd de Dresdes	23,19	2 572 400 €	**110 927 €**	**UD1**				4590	1,98	560 €
12/12/2011	Contade	90	12		19,61	1 960 000 €	99 949 €	CEN UB7	1	7		1959	1,00	1 001 €
04/01/2010	Esplanade	38	300-124-122		18,63	1 863 000 €	100 000 €	CEN UB24						
17/11/2014	GARE	48	106	Fbg Nat, Bld Metz	3,78	605 000 €	160 053 €	CEN UA2		20				
14/01/2012	GARE	74	115		3,25	600 000 €	184 615 €	CEN UB1		20		1164	3,58	**515 €**
03/09/2012	Krutenau	33	85-82-38-3-131-78-81	Lucerne	11,22	1 170 000 €	104 278 €	UB29	16					
19/02/2016	Orangerie	99	114-123-169		9,33	1 342 179 €	143 856 €	CEN UB13	1,2	10	SMS2	789	0,85	1 701 €
17/05/2013	Orangerie	99	187		4,57	395 084 €	86 452 €	CEN UB13						
23/04/2010	Université	93	153-155		8,71	965 000 €	110 792 €	CEN UB24				1699	1,95	568 €
12/11/2019	XV	AD	590, 760	1 r Gal Picquart	69,69	7 125 000 €	102 238 €	**UD2**		20	SMS2			
				Moyenne	14,23	1 632 572 €	131 588 €							
				Médiane	9,02	1 477 300 €	110 860 €							

Mutations écartées : superficie trop faible

DATE	QUARTIER	Section	N° PLAN	ADRESSE	Surface (are)	Prix €	Prix €/ are	POS-PLUi	COS	Htr	SMS	SDP	COS Effectif	CF
19/12/2019	CONT	90	255,257	Erwin/Mullenheim	**0,27**	50 000 €	185 185 €	UB4		7	SMS2			
24/01/2017	VGS	78	58		**1,31**	85 000 €	64 885 €	UAB1		20	SMS2			
18/11/2016	ORAN	97	125		**1,60**	240 000 €	150 000 €	CEN UB9		12	SMS2			
01/02/2013	CEN	2	8		**0,60**	291 488 €	485 813 €	PSMV						
10/08/2012	Pte FR	4	30		**1,75**	300 000 €	171 429 €	CEN UB33						

Termes de comparaison : charges foncières

Date	Section	N° PLAN	T (are)	Quartier	Adresse	Prix (€)	Prix /are (€)	P.O.S	Htr	Shon/SDP (PC)	COS	€ m² Shon/SDP
17/11/2019	BX	576	23,19	Wacken	Boulevard Dresdes	2 572 400 €	110 927 €	UD1	NR	4590	1,98	560 €
15/06/2015	10	217	11,52	Centre	16 rue St Elizabeth	833 750 €	104 278 €	CEN UB32	18	2886	2,51	289 €
01/08/2013	33	132	Volume	KRU	Lucerne	470 000 €	-	UAB2	18	1230		382 €
03/09/2012	33	85-82-38-3-131-78-81	11,22	KRU	Lucerne	1 170 000 €	104 278 €	UB29	16	4078	3,63	287 €
10/08/2012	4	30	1,75	P France	Des Glacières	300 000 €	171 429 €	UB33	15	414	2,37	725 €
21/12/2012	45	82	28,45	Gare	Rothau 6	2 451 800 €	86 179 €	UA1	20	7072	2,49	347 €
14/01/2012	74	115	3,25	Gare	Wissembourg	600 000 €	184 615 €	UB1	20	1164	3,58	515 €
23/04/2010	93	153-155	8,71	Université		965 000 €	184 616 €	CEN UB24	-	1699	1,95	568 €
18/02/2009	58	169/58	2,8	Ellipse	R Gustave Doré,3	470 000 €	167 857 €	UA5 UAB1	20	1110	3,96	423 €
					Médiane	833 750 €	139 392 €				2,50	423 €
					Moyenne	918 114 €	149 829 €				2,81	455 €

Éléments à prendre en compte

■ Facteurs de plus-value

Accessibilité et attractivité: les deux établissements hôteliers et les commerces sont situés dans l'hyper centre de Strasbourg, à environ 100 mètres, de la place de l'homme de fer et de la place Broglie toutes deux desservies par un arrêt de tram, à proximité des principaux lieux touristiques de la ville (place Kléber, cathédrale) ainsi que des grandes enseignes commerciales (Vuitton, printemps, nouvelles galeries…).

Possibilité de stationnement au sous-sol de l'hôtel (22 places pour le Mercure, 62 affectées au Sofitel), sur la place saint-Pierre le jeune (parking arboré d'environ 25 places), mais également dans les parkings du centre-ville situés non loin des hôtels (Broglie, Gutenberg…).

Le Sofitel offre à sa clientèle une gamme assez large de services (restaurant, bar, salons clientèle, salon modulables utilisés pour les séminaires, salle de fitness).

■ Facteurs de moins-value

Hôtel Mercure

-La capacité des ascenseurs est insuffisante ;

-Absence de lieux de détente (piscine, salle de sport ou hammam…) en rapport avec le standing de l'hôtel ;

-Le parking sous terrain doit être mis aux normes incendie et les sols rénovés ;

- La rue Marbach, sur laquelle donne une partie des chambres, est bruyante. Elle est notamment fréquentée par des SDF qui squattent les abords de l'hôtel.

Hôtel Sofitel

-La capacité des ascenseurs est insuffisante ;

-Construction de 1965, dont le bilan énergétique est selon le directeur technique de l'hôtel mauvais (bâtiment non isolé, certaines huisseries et fenêtres à changer) ;

-Le parking sous terrain doit être mis aux normes incendie et les sols rénovés ;

-Malgré les travaux de rénovation déjà entrepris (chaudières, groupe froid,.), un certain nombre sont encore à réaliser : réfection et calibrage du réseau de la pompe à chaleur, remplacement d'un certain nombre de portes palières, remise à niveau des chambres dont la rénovation réalisée en 2008 s'avère insuffisante pour le standing de l'hôtel, rafraîchissement des salles de séminaires à envisager.

Valeurs unitaires retenues :

HÔTELS :

Les prix de vente des cinq hôtels cédés en l'état futur d'achèvement constituent la fourchette haute du marché (l'hôtel situé rue de la nuée bleue, répertorié en hôtel 5 étoiles, est cité à titre purement informatif). Sur ce segment de marché, les prix de cession s'élèvent respectivement à 3 332 €, 2 988 € , 2 532 €, 2 389 € et 2 989 € / m² SU et à 128 000 €, 94 208 €, 80 272 €, 42 500 € et 127 907 € / chambre. Le prix de vente moyen ressort par ailleurs à **2 713 € / m² SU** et **94 517 € / chambre.**

Si l'on fait abstraction de ces mutations, le prix au m² SHON des hôtels et/ou hôtels-restaurants exploités sur le territoire de la commune de Strasbourg se situe dans une fourchette assez large comprise **entre 910 € et 2 400 € le m²,** selon la situation et la classification de l'établissement. Ramenés au nombre de chambres, les prix de vente apparaissent plus homogènes puisque compris entre **37 000 € et 52 000 €.** Nous constaterons enfin que le prix médian ressort à **1 378 € le m²**, le prix moyen à **1 533 € le m²** et la médiane haute à **1 620 € le m².**

Le prix le plus élevé **(2 400 € /m², 52 000 € la chambre)** concerne un établissement grand confort (4 étoiles) de construction ancienne mais rénovée dans les années 2000. Situé rue jacques kablé, à proximité des accès à l'autoroute (sortie « Wacken- institutions européennes » et place Haguenau), cet hôtel est le plus petit en termes de superficie (1 000 m²).

Les deux hôtels situés prés de la gare (IBIS et IBIS Style) ont été cédés respectivement au prix de **1 360 € et 1 620 € le m² (43 000 et 38 500 € la chambre)**. Ils bénéficient tous deux d'une situation très favorable, convenant aussi bien aux touristes qu'aux hommes d'affaires. L'hôtel situé place de la gare, dont le prix de cession ramené au m² de SU est le plus faible, présente toutefois une superficie utile trois fois plus importante. Il partage par ailleurs et surtout le système de chauffage et de distribution d'eau avec deux commerces du RDC (restaurant « le dix » et Mac Do) ce qui constitue indéniablement un facteur de moins-value.

Enfin l'hôtel situé rue Geiler a été cédé au prix **de 1 378 € m² et 36 700 € la chambre**. Il s'agit d'un hôtel grand confort (3 étoiles) mais dont la situation est moins favorable en termes d'accessibilité et de visibilité : dans une petite rue du quartier allemand non desservi par le tram et assez éloignée du centre.

****

Compte tenu des caractéristiques favorables des biens à évaluer, la valeur unitaire au m² SU se situera dans la fourchette haute des prix du marché (la moyenne haute ou 3e quartile s'élève à 1 620 €/m² SU) mais en dessous du prix au m² des hôtels cédés en état futur d'achèvement (prix moyen aux alentours de 2 500 €/m² SU).

Les caractéristiques de l'hôtel Mercure apparaissant plus favorables que celles des termes de comparaison mais en dessous de celles de deux autres hôtels que la ville nous demande d'évaluer (voir étude comparative ci-dessous), la valeur unitaire au m² SU retenue sera arbitrée **à 1 700 € /m².**
Les caractéristiques de l'hôtel SOFITEL apparaissant plus favorables que celles des termes de comparaison, mais en dessous de celles de deux autres hôtels que la ville nous demande d'évaluer (voir étude comparative ci-dessous), la valeur unitaire au m² SU retenue sera arbitrée à **1 900 € /m²**

LOCAUX COMMERCIAUX DU RDC

Dans l'hyper centre, exception faite des rues les plus commerçantes (rue des mésanges, rue du Dôme, rue des Juifs, rue des Hallebardes, rue des Orfèvres) le prix moyen au m² de SU des locaux commerciaux loués s'élève à 3 250 € /m² SU et le prix médian à 3 075 € /m² SU.
Compte tenu des caractéristiques des locaux commerciaux à évaluer (linéaire sur rue, construction assez récente, apport de clients potentiels lié à la proximité des deux hôtels…), la valeur unitaire retenue pour l'évaluation sera arrêtée par référence au prix médian du marché soit **3 075 € / m² SU, arrondie à 3 100 €.**

La méthode du revenu peut être utilisée pour **recouper** la valeur obtenue par comparaison.

Cette méthode consiste à déterminer la valeur vénale d'un bien en appliquant au revenu qu'il procure ou à sa valeur locative, un taux de rendement convenablement choisi.
Le recoupement par la méthode du revenu sera réalisé sur la base d'une valeur locative arrêtée à **175 € /m² an** et un taux de capitalisation de **6%**, correspondant respectivement à la valeur locative et au taux de capitalisation moyen sur le marché local.

TERRAIN MIS A DISPOSITION

La valeur vénale du terrain d'assiette sera déterminée à partir de la charge foncière constatée sur le marché local (Ellipse et quartiers centraux de Strasbourg). A densité équivalente ou comparable (Cos aux alentours de 3,50), la charge foncière se situe dans une fourchette de prix comprise entre 290 € et 510 € / m² SDP. La charge foncière médiane et moyenne sont très proches à respectivement 423 € et 455 € / m² SDP pour un COS effectif de 2,50 et 2,80.

10-DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

Calcul de la valeur vénale du bâti, estimée « terrain intégré »

Méthode principale : comparaison m² SU/SUP			
HOTEL	**SU**	**VU/M² SU**	**Valeur Vénale**
MERCURE	3325	1 700 €	5 652 500 €
SOFITEL	7186	1 900 €	13 653 400 €
TOTAL	10511	1 837 €	19 305 900 €

Recoupement : comparaison à la chambre	
Nombre de chambres	**Valeur à la chambre**
98	57 679 €
150	91 023 €

Méthode principale : comparaison m² SU/SUP			
Locaux commerciaux	**SUP**	**VU/M² SU**	**Valeur Vénale**
3 cellules	189	3 100 €	585 900 €
		TOTAL	19 891 800 €
		ARRONDI A	**19 900 000 €**

Recoupement : par le revenu				
SUP	**VL/m² an**	**VL annnuelle**	**Taux cap**	**Valeur vénale**
189	175 €	33 075 €	6,00 %	551 250 €

La valeur vénale du bâti estimé « terrain intégré » peut être fixée, après arrondi, à **19 900 000 € HT.**

Calcul de la valeur vénale du terrain estimé à l'état « nu et libre »

Valorisation à la charge foncière					
SDP construite (m²) environ	**Surf terrain m²**	**COS**	**Charge foncière**	**Valeur vénale**	**Valeur vénale arrondie**
11880	3411	3,48	400 €	4 752 000 €	**4 750 000 €**
				Valeur à l'are	139 255 €

La valeur à l'are ressort sur ces bases à **139 255 €**. Celle-ci correspond au niveau des prix des terrains à bâtir situés dans les quartiers centraux de Strasbourg.

En conclusion la valeur vénale du terrain estimé à l'état « nu et libre » peut être fixée, après arrondi à **4 750 000 € HT.**

10 - DÉTERMINATION DES DROITS DU BAILLEUR ET DU PRENEUR

Préambule

A la résiliation du bail, la Ville de Strasbourg en tant que bailleur, reste propriétaire du terrain et devient propriétaire des constructions réalisées par le preneur (article VI du bail).
Cela donne lieu à indemnisation du preneur pour les années restant à échoir.
Pendant la durée du bail emphytéotique, au fil des années, plus on s'approche du terme du bail, plus la valeur revenant au propriétaire du terrain augmente et plus celle du propriétaire des constructions diminue. En effet, le bailleur voit son accès à la pleine propriété approcher, alors que le preneur voit sa construction progressivement amortie, tout en ayant profité d'un droit réel sur une emprise dont il n'est pas propriétaire.

I- CALCUL SELON LA MÉTHODE FINANCIÈRE

La valeur des droits du bailleur correspond à la somme :

- de la valeur actualisée de la valeur en fin de bail de l'immeuble estimé « *terrain intégré »*, soit la somme à placer à la date de rupture du contrat pour obtenir à la date prévue d'échéance du bail une somme égale à la valeur présumée du bien à l'échéance du bail, selon la formule : **VA = VF ,** dans laquelle :

(1 + i) ^{n}

VA = valeur actuelle de l'immeuble revenant au bailleur
VF = valeur future de l'immeuble supposée égale à sa valeur actuelle (sauf correctif)
i = taux d'actualisation déterminé à partir du taux de placement à long terme
n = durée du bail

-de la valeur actualisée des flux de redevances restant à percevoir à la date de rupture du contrat, jusqu'au terme prévu du bail

Détermination du taux i.

La construction du taux i se compose de trois éléments distincts :

● **Le taux sans risque** : la valeur de référence est le taux du marché des emprunts d'État (OAT) et plus précisément le taux moyen de l'indice TEC 10, lissé sur les cinq dernières années (site Agence France Trésor). A la date des présentes ce taux est de 0,3845 arrondi à **0,39.** La durée du bail restant à courir étant de 12,4 ans, ce taux sera revalorisé de 0,30 % .

● **Une prime de secteur immobilier** variant entre 0,20 % à 0,50 %, qui prend en compte la moindre liquidité du placement immobilier comparée aux autres formes d'investissements ou de placements.
Les droits du bailleur et du preneur, engagés dans un bail emphytéotique étant peu liquide comparativement aux autres biens immobiliers, nous retiendrons au cas particulier un taux de **40 %**

● **La prime de risque** lié à l'immeuble qui peut varier entre 0,20 et 3 % (voire plus) est fonction de l'appréciation du risque lié à la valorisation future des constructions et au risque de défaillance du preneur.
Au cas particulier le risque peut être qualifié **de moyen**. Il s'agit tout d'abord de biens spécialisés susceptible de n'intéresser qu'un nombre limité d'acquéreurs. Ce type d'établissement nécessite par ailleurs des investissements assez réguliers pour maintenir leur standing et leur conformité (ERP). La situation centrale et le caractère plutôt haut de gamme de ces établissements jouent par contre en leur faveur. Après arbitrage, le taux de risque est fixé à 2 %.

Taux d'actualisation i : 0,39 % + 0.30 % (durée restant à courir 12,4 ans) + 0,40 % + 2 % = 3,09 % arrondi à **3,10 %**

Valeurs actualisées (et arrondies)

-Valeur finale de l'ensemble immobilier : le terrain donné à bail et désormais construit ne recelant pas de droits à construire résiduels exploitables, la valeur à actualiser correspondra à celle des immeubles estimés « terrain intégré » soit **19 900 000 €**

Valeur actualisée de la valeur en fin de bail de l'immeuble estimé « terrain intégré » ***(Table 2)***

2- Valeur actuelle d'un capital

valeur en fin de période	C	19900000	euros	$Cn = Co \times (1+a)^{-n}$
taux d'intérêt	a	3,10 %	%	
nombre d'annuités	n	12,4	ans	
Capital initial	C_0	**13 628 424**	euros	

*Valeur actualisée des redevances restant à percevoir **(Table 4)** valeur de l'annuité : 40 399 €*

4- valeur actuelle d'une suite d'annuités constantes

taux d'intérêt	a	3,10 %	%	$C = c \times [1-(1+a)^{-n}]/a$
valeur de l'annuité	c	40 399	euros	
nombre d'annuités	n	12,4	ans	
valeur en début de période	C_0	**410 707**	euros	

DROITS DU BAILLEUR : 13 628 424 € + 410 707 € = 14 039 131 € arrondi à **14 040 000 €**

DROITS DU PRENEUR : 19 900 000 € - 14 040 000 € = **5 860 000 €**

II - CALCUL DES DROITS SELON LES MÉTHODES TRADITIONNELLES

Ces méthodes ont pour point commun de distinguer pour les besoins du calcul, la valeur du terrain, propriété du bailleur, et la valeur des constructions **ou améliorations** réalisées par le preneur.
Il n'est par ailleurs pas tenu compte des annuités de redevance restant à percevoir.
La valeur des droits du bailleur est constituée par la valeur du terrain immobilisé du fait de son encombrement, à laquelle s'ajoute la quote-part du bailleur sur la valeur des constructions ou amélioration réalisées par le preneur.

1er élément : valeur du terrain encombré

Pour déterminer la valeur du terrain, du fait de son encombrement, il convient d'appliquer un abattement à la valeur pleine du terrain nu retenue précédemment.
Compte tenu de la nature et de l'importance de l'immobilisation (terrain totalement encombré), il est possible de retenir l'abattement maximal de 40 % prévu en pareil hypothèse.

La valeur du terrain encombré sera, après abattement de 40 %, arrêté à :

Surface (are)	VU	VV	Abattement	VV terrai encombré	VV arrondie
34,11	139 255 €	4 749 988 €	40%	2 849 993 €	2 850 000 €

2e élément : valeur des constructions seules, réalisées par le preneur

Cette valeur est égale à la différence entre la valeur pleine du bâti, terrain intégré, et la valeur du terrain encombré, soit :

Valeur du bâti terrain intégré		Valeur du terrain encombré		Valeur des constructions seules
19 900 000 €	-	2 850 000 €	=	17 050 000 €

A- MÉTHODE DITE « PRORATA TEMPORIS »

-Droits du bailleur

• Les droits du bailleur sur la valeur des constructions seules, calculés en tenant compte de la durée du bail courue par rapport à la durée totale de celui-ci (au cas présent **57,6 années** sont échues sur les 69 années et 4 mois de durée du bail) s'élèvent à 17 050 000 € : 69,4 x 57,6 = 14 151 008 € arrondis à 14 150 000 €

• Droits du bailleur sur la valeur du terrain encombré : 2 850 000 €

La valeur des droits du bailleur est de : valeur du terrain encombré + quote-part sur la valeur des constructions soit :

14 150 000 €	+	2 850 000 €	=	17 000 000 €

-Droits du preneur

Ceux-ci correspondent à la valeur vénale pleine de l'ensemble immobilier, de laquelle on déduit les droits du bailleur, soit :

19 900 000 €	-	17 000 000 €	=	2 900 000 €

B- MÉTHODE DITE CLASSIQUE

DROITS DU BAILLEUR

-Valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions seules :

• Valeur en fin de bail des constructions **ou améliorations** réalisées par le preneur :

Valeur du bâti terrain intégré		Valeur du terrain encombré		Valeur des constructions seules
19 900 000 €	-	2 850 000 €	=	17 050 000 €

• Valeur actuelle de la valeur en fin de bail des constructions édifiées par le preneur (**le calcul du taux est présenté supra sous le § « calcul selon la méthode financière »**

2- Valeur actuelle d'un capital

valeur en fin de période	C	17050000	euros
taux d'intérêt	a	3,10 %	%
nombre d'annuités	n	12,4	ans
Capital initial	C_0	**11 676 614**	euros

$Cn = Co \times (1+a)^{-n}$

- Droits du bailleur sur la valeur du terrain encombré : 2 850 000 €

- La valeur des droits du bailleur est donc de : valeur du terrain encombré + valeur actuelle de la valeur en fin de bail des investissements réalisés par le preneur : 11 675 0000 € (valeur après arrondi) + 2 850 000 € = 14 525 000 €

DROITS DU PRENEUR

Ceux-ci correspondent à la valeur vénale pleine de l'ensemble immobilier, de laquelle on déduit les droits du bailleur, soit :

19 900 000 €	-	14 525 000 €	=	5 375 000 €

III – SYNTHÈSE :

Méthode	Droits du bailleur	Droits du preneur	Valeur vénale du Bâti, terrain intégré
Financière	14 040 000 €	5 860 000 €	19 900 000 €
Prorata temporis	17 000 000 €	2 900 000 €	19 900 000 €
Classique	14 525 000 €	5 375 000 €	19 900 000 €

Les droits du bailleur, calculés à partir de la méthode classique et la méthode financières sont assez proches.

Au final, nous privilégierons la valeur obtenue par la méthode financière, dans la mesure ou elle apparaît comme la plus cohérente au plan des principes (prise en compte de la redevance du bail…) et celle qui à la préférence des experts privés

Droits du bailleur : **14 040 000 €**
Droits du preneur : **5 860 000 €**

12 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 12 mois.

13 - OBSERVATIONS

La présente estimation est réalisée sur la base des éléments en possession du service à la date du présent rapport.

Il n'est pas tenu compte dans la présente évaluation des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Une nouvelle consultation du Pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai ci-dessus ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Pour le Directeur et par délégation,
Le Directeur du pôle pilotage des missions
et animation du réseau



Jean-Yves MAY

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

46

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Opération Hautepierre Nord - Poteries et ZAC Etoile à Strasbourg : avis du Conseil municipal sur la passation de deux avenants relatifs aux concessions d'aménagement conclues entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2021-1666

Conformément à l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Strasbourg est consultée pour avis sur la passation des avenants n°8 et n°17 aux concessions d'aménagement signées entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg. Ces avenants ont pour objet respectif de prolonger la durée de la concession ZAC Etoile de deux ans et pour l'opération Hautepierre Nord – Poteries d'augmenter la part d'acompte sur résultat à percevoir par le concédant et le concessionnaire avant le terme de la concession.

I. Opération Hautepierre Nord – Poteries : passation d'un avenant n°17 relatif à la concession d'aménagement conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SERS

Par convention du 30 décembre 1967, la Ville de Strasbourg a concédé à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la mission d'aménager la zone d'habitation située sur le territoire de la Ville de Strasbourg, lieudit Hautepierre, sous forme de zone à urbaniser par priorité (ZUP). Cette opération d'aménagement d'une superficie de 253 ha a été transférée de plein droit de la Ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg, au titre des compétences communautaires.

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté.

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest, la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le Plan d'Aménagement de la zone (PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'Orientation pour la Ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par la Préfecture du Bas-Rhin le 4 août 1992.
Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Une nouvelle modification de cette ZAC, dénommée désormais « Poteries » a été approuvée suivant délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 décembre 2010 et a essentiellement consisté en l'intégration de nouveaux objectifs relatifs à la mobilité, la mixité des fonctions et le développement économique.

La concession d'aménagement a fait l'objet de 16 avenants successifs dont l'avenant n°15 qui a permis au concédant et au concessionnaire de verser de façon anticipée le résultat prévisionnel de la concession dans la limite de 80% de celui-ci. Ce versement est réalisé à part égale entre le concédant et le concessionnaire.
Le dernier avenant n°16 du 11 décembre 2018 avait notamment pour objet de proroger la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2021.

L'ensemble de l'opération est en cours de finalisation, les derniers terrains ont été commercialisés et les opérations immobilières seront livrées au plus tard au cours de l'année 2022. L'ensemble des travaux d'aménagement doivent se terminer avant la fin de l'année 2021 et le concédant et le concessionnaire ont déjà organisé la cession d'une partie des fonciers propriétés de la SERS. Les fonciers résiduels doivent être cédés par la SERS à des tiers, à la Ville de Strasbourg ou à l'Eurométropole de Strasbourg au cours des années 2022 et 2023.

Selon le dernier compte rendu financier de la concession d'aménagement approuvé par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en décembre 2020, le résultat final de la concession serait de 26,6 M€. En application de l'avenant n°15, 22,5 M€ ont déjà été perçus par le concédant et le concessionnaire. Le résultat final après acompte s'établit donc à 4,1 M€.

Afin de lisser la perception de ce résultat avant la clôture administrative qui interviendra au dernier trimestre de l'année 2022 ou au premier trimestre 2023 selon l'audit comptable à réaliser de l'opération, un avenant n°17 à la concession d'aménagement entre l'Eurométropole et la SERS doit permettre le versement d'un nouvel acompte par le concédant et le concessionnaire. Le pourcentage maximum de versement d'acompte serait porté à 92% contre 80% prévu à l'avenant n°15. Ce nouveau pourcentage permettrait le versement de 2,5 M€ d'acompte à partager à part égale entre la SERS et l'Eurométropole de Strasbourg.

Au regard de la finalisation de l'opération en cours, le montant résiduel de résultat permettra de pourvoir à d'éventuels aléas constatés lors de l'audit financier et de la remise des derniers fonciers par la SERS.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'émettre un avis sur le présent avenant entre l'Eurométropole et la SERS, qui a pour objet d'augmenter la part d'acompte sur résultat à percevoir par le concédant et le concessionnaire avant le terme de la concession.

II. ZAC Etoile : passation d'un avenant n°8 relatif à la concession d'aménagement conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SERS

Par délibération en date du 4 octobre 1991, la Communauté urbaine de Strasbourg a confié l'aménagement de cette zone à la SERS par voie de concession d'aménagement. Le traité de concession a été signé le 18 décembre 1991. La concession, conclue initialement pour une durée de 10 ans, puis prorogée trois fois à l'occasion des avenants n°3, 5 et 7, prend fin au 31 décembre 2021.

Toutefois, la finalisation des opérations d'aménagement et de commercialisation et les étapes préalables à la clôture administrative et technique de la concession n'ont pu intervenir avant le terme prévu au 31 décembre 2021. Il est ainsi proposé de prolonger une dernière fois la concession liant la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg pour une durée de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
Vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités
Vu le traité de concession de l'opération Hautepierre – ZAC Poteries signé le 30 décembre 1967 et ses avenants successifs
Vu le traité de concession de la ZAC Etoile signé le 18 décembre 1991 et ses avenants successifs
Vu le projet d'avenant n°17 au traité de concession Hautepierre - Poteries
Vu le projet d'avenant n°8 au traité de concession ZAC Etoile
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

A l'avenant n°17 à la concession d'aménagement pour l'opération Hautepierre – ZAC Poteries conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SERS dont le contenu est plus amplement exposé en annexe jointe ;

A l'avenant n°8 à la concession d'aménagement pour la ZAC Etoile conclue entre l'Eurométropole et la SERS dont le contenu est plus amplement exposé en annexe jointe.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142206A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

AVENANT n°17

A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT DE

L'OPERATION DE STRASBOURG HAUTEPIERRE Nord - POTERIES

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, sise 1 place de l'Etoile, 67076 Strasbourg Cedex, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS ou son(sa) représentant(e), en vertu d'une délibération du 23 mars 2018,

Ci-après dénommée « l'Eurométropole de Strasbourg » ou « le concédant »

D'UNE PART

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG - S.E.R.S,

Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8.000.000,00 € ayant son siège social à 67000 STRASBOURG (Bas-Rhin) 10 Rue Oberlin identifiée sous le numéro 578 505 687 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG.

Représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric HARTWEG, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes, en vertu d'une délibération du Conseil d'administration prise en sa séance du 24 septembre 2020, dont un extrait certifié conforme demeure annexé à un acte de dépôt reçu par Maître Stéphane GLOCK, notaire à la Wantzenau, le 28 septembre 2020 sous répertoire n°97.599.

Ci-après dénommée « la SERS » ou « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'AUTRE PART

Préalablement à l'avenant objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Aux termes d'une convention signée le 30 décembre 1967, approuvée par la Préfecture du Bas-Rhin le 15 octobre 1968, conclue en application des dispositions de l'article 78-1 du Code de l'Urbanisme et de l'Habitation, du décret du 19 mai 1959 pris pour son application et du décret n°58-1464 du 31 décembre 1958 relatif aux zones à urbaniser par priorité, la Ville de Strasbourg a concédé à la Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région de Strasbourg (SERS) la mission d'aménager la zone d'habitation située sur le territoire de la Ville de Strasbourg (Bas-Rhin), lieudit HAUTEPIERRE. Cette zone, couvrant une superficie de 253 hectares, a été déclarée zone à urbaniser par priorité par arrêtés ministériels des 28 décembre 1964 et 16 mars 1967. La concession d'aménagement a fait l'objet depuis lors de 15 avenants :

- avenant n°1 du 24/12/1975 : première extension du périmètre de la 1ère tranche à la maille Irène

- avenant n°2 du 20/06/1978 : seconde extension du périmètre de la 1ère tranche à la partie nord de la maille Anne, ainsi que du secteur d'activité sud
- avenant n°3 du 27/06/1980 : prorogation de la convention de concession
- avenant n°4 du 17/06/1981 : création d'un lotissement transitoire à Hautepierre Sud
- avenant n°5 du 17/10/1983 : changement de terrain pour la construction du collège et réalisation de deux ouvrages d'art sur l'A351
- avenant n°6 du 03/04/1985 : réalisation de la 2ème tranche de Hautepierre sous forme de ZAC
- avenant n°7 du 03/04/1985 : remboursement de la CUS à la SERS des travaux en proportion de leur non utilisation exclusive par les habitants de Hautepierre
- avenant n°8 du 20/07/1994 : prorogation de la convention et modification de la ZAC de Hautepierre Sud
- avenant n°9 du 12/12/2001 : prorogation de la convention au 31/12/2010 et modalités pour le transfert des biens de retour
- avenant n°10 du 22/06/2004 : transformation de la concession en convention publique d'aménagement. Nouvelles orientations en matière d'aménagement pour le développement de la Zone Franche Urbaine
- avenant n°11 du 18/07/2006 : modalités de mise en œuvre de la participation du concédant au coût de l'aménagement de la Zone Franche Urbaine et valorisation de cette participation dans le bilan de l'opération
- avenant n°12 du 15/02/2008 : extension du périmètre de la concession au terrain situé en bordure de la rue Salluste, dans la perspective d'un échange de terrain identifié comme terrain d'assiette d'un futur EHPAD, à l'angle de l'avenue Mitterrand et de la rue Eluard
- avenant n°13 du 18/03/2008 : définition des conditions dans lesquelles le concessionnaire rétrocéderait par anticipation à son concédant les parcelles concernées par les travaux décrits dans le protocole de préfiguration signé avec l'ANRU le 25 janvier 2008
- avenant n°14 du 16/04/2010 : réduction du périmètre de la concession, et détermination des modalités de cession des emprises nécessaires à la mise en œuvre du PRU de Hautepierre (convention 2009-2013), convenant du versement d'un acompte prélevé sur l'excédent du résultat prévisionnel de la concession et prorogeant la durée de la convention publique d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2015
- avenant n°15 : qualification de la participation du concédant en contrepartie de la remise du collecteur-réservoir réalisé par la SERS dans la ZAC, principe de versement anticipé d'acomptes sur résultat et prorogation de la concession jusqu'au 31/12/2018
- avenant n°16 : fixation des modalités des cessions à l'Eurométropole de Strasbourg des emprises nécessaires aux opérations d'aménagement pour la convention NPNRU 2018-2025 et prorogation de la concession jusqu'au 31/12/2021

Il est précisé que cette opération d'aménagement a été transférée de plein droit de la Ville de Strasbourg à la Communauté urbaine de Strasbourg (CUS), au titre des compétences communautaires.

Par arrêté ministériel du 14 septembre 1977, le périmètre de la zone a été réduit à 136 hectares, l'aménagement de la partie restante devant être réalisé sous forme de zone d'aménagement concerté.

A cet effet, pour la partie du quartier de Hautepierre située au sud de la Pénétrante Ouest, la SERS a notamment élaboré le plan d'aménagement de la zone et le règlement qui ont fait l'objet d'un arrêté de création en date du 18 décembre 1984. Deux arrêtés, l'un approuvant le Plan d'Aménagement de la zone (PAZ), l'autre approuvant le programme des équipements publics (PEP) de cette ZAC ont été pris le 16 août 1985.

Le périmètre de cette ZAC ayant été modifié, et afin de tenir compte des nouvelles dispositions introduites par la loi d'Orientation pour la Ville du 13 juillet 1991, un nouvel arrêté de création a été pris par la Préfecture du Bas-Rhin le 4 août 1992.

PROJET

Le dossier de réalisation de la ZAC modifiée a été approuvé par le Conseil de la Communauté urbaine en date du 8 octobre 1993.

Une nouvelle modification de cette ZAC, dénommée désormais « ZAC POTERIES » a été approuvée suivant délibération du Conseil de la Communauté urbaine de Strasbourg du 17 décembre 2010 et a essentiellement consisté en l'intégration de nouveaux objectifs relatifs à la mobilité, la mixité des fonctions et le développement économique.

Conformément aux dispositions du Code de l'Urbanisme, cette modification n'a pas porté atteinte à l'économie générale des orientations d'urbanisme de la ZAC et des communes. Le dossier de réalisation de la ZAC modifié a donc été approuvé en décembre 2010.

L'ensemble de l'opération est en cours de finalisation, les derniers terrains ont été commercialisés et les opérations immobilières seront livrées au plus tard au cours de l'année 2022, l'ensemble des travaux d'aménagement doivent se terminer avant la fin de l'année 2021 et le concédant et le concessionnaire ont déjà organisé la cession d'une partie des fonciers propriétés de la SERS. Les fonciers résiduels doivent être cédés par la SERS à des tiers, à l'Eurométropole de Strasbourg ou à la Ville de Strasbourg au cours des années 2022 et 2023.

Au regard de l'atterrissage financier de la concession proche de 4,9 M€, le concédant et le concessionnaire ont convenu de lisser la perception du résultat final qui ne devrait intervenir qu'au dernier trimestre 2022 ou au premier trimestre 2023 après audit financier de la concession.

L'avenant n°15 autorisait le concédant et le concessionnaire à percevoir de façon anticipée le résultat prévisionnel de la concession dans la limite de 80% de celui-ci. Ce versement est réalisé à part égale entre le concédant et le concessionnaire.

Partant de ce constat, le concédant et le concessionnaire ont convenu de modifier les termes de l'avenant n°15 afin de permettre le versement d'un nouvel acompte sur résultat de 2,5 M€. Au vu de la finalisation de l'opération en cours, le montant résiduel de résultat permettra de pourvoir à d'éventuels aléas constatés lors de l'audit financier et de la remise des derniers fonciers par la SERS.

Le présent avenant prévoit ainsi de porter le pourcentage maximal de perception du résultat anticipée à 92% et ainsi de verser au concédant et au concessionnaire un acompte de 2,5 M€ (1,25 M€ pour l'Eurométropole de Strasbourg et 1,25 M€ pour la SERS).

CECI EXPOSE, il a été convenu ce qui suit :

<u>Article 1 : dispositions financières – versement d'acompte sur résultat</u>

Le concédant et le concessionnaire ont convenu de modifier l'article n°2 de l'avenant n°15 de la concession d'aménagement du 24 février 2015 de la manière qui suit :

« Par dérogation à l'article 25 du cahier des charges de la concession d'aménagement du 30 décembre 1967 modifiée, les parties conviennent de la possibilité de versements anticipés

d'acomptes à part égale (un ou plusieurs acomptes) à prélever sur l'excédent du résultat prévisionnel leur revenant dans la limite de 92% de cet excédent, déduction faite des acomptes déjà versés.

Le paiement d'acomptes au profit de chacune des parties interviendra selon les modalités à définir librement et d'un commun accord entre ces dernières. Les parties conviendront du montant de l'acompte et de la date de son règlement, l'Eurométropole de Strasbourg procédant alors à l'inscription budgétaire requise. Le montant et les modalités de versement d'acomptes seront approuvés dans les comptes rendus financiers à venir.

Le cahier des charges initial est modifié en conséquence. »

Article 2 : autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, telles que modifiées par les avenants antérieurs et non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

FAIT A STRASBOURG

En quatre exemplaires

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la SERS
La Présidente ou son(sa) représentant(e)	Le Directeur Général
Madame Pia IMBS	Monsieur Eric HARTWEG

PROJET

ZAC ETOILE

AVENANT N°8 A LA CONVENTION DE CONCESSION SIGNÉE LE 18 DÉCEMBRE 1991

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, représentée par sa Présidente, Madame Pia IMBS, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ;

Ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le concédant »

D'UNE PART

ET

La SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EQUIPEMENT DE LA REGION DE STRASBOURG
(SERS), Société Anonyme d'économie mixte au capital de 8.068.800,00 €, ayant son siège social au 10 rue Oberlin, 67000 STRASBOURG (Bas-Rhin), inscrite sous le numéro 578 505 687 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG, représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric HARTWEG, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes ;
Ci-après dénommée « la SERS » ou « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'AUTRE PART

Préalablement à l'avenant objet des présentes, il a été exposé ce qui suit :

Afin de favoriser la liaison entre le centre-ville et les quartiers sud de Strasbourg, et de permettre une véritable intégration urbaine de la zone de l'Etoile, la Communauté Urbaine de Strasbourg a décidé de réaliser les équipements nécessaires à l'aménagement et l'urbanisation du secteur de l'Etoile.

La Communauté Urbaine de Strasbourg a décidé d'aménager ce territoire au travers d'une Zone d'Aménagement Concerté.

Par délibération en date du 4 octobre 1991 et convention de concession en date du 18 décembre 1991, la Communauté Urbaine de Strasbourg a confié à la SERS l'aménagement de cette opération.

L'arrêté de création de la ZAC a été rendu par le Préfet du Bas-Rhin en date du 23 avril 1992.

Par délibération du 21 avril 1995, la Communauté Urbaine de Strasbourg a décidé d'approuver un nouveau dossier de création de la ZAC, comportant notamment la modification du périmètre de la Z.A.C.

Aux termes de l'avenant n°1 du 19 mai 1995 à la convention de concession du 4 octobre 1991, les parties ont pris acte de la modification du périmètre de l'opération.

L'avenant n°2 à la convention de concession, en date du 19 novembre 1996, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2007 et a pris en compte les données du projet du dossier de réalisation.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé en conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg le 16 avril 1999.

L'avenant n°3 du 19 avril 1999 à la convention de concession, a permis d'intégrer les données du dossier de réalisation approuvé, d'opérer une mise à jour corrélative du bilan prévisionnel de l'opération, ainsi qu'une nouvelle prorogation de la durée de la convention de concession, jusqu'en 31 décembre 2010.

Le programme de l'opération tel que défini dans le dossier de réalisation en 1999 autorisait une surface hors œuvre nette maximale de 140 000 m² qui se répartit sur différents éléments de programme, équipements publics (Cité de la Musique et de la Danse, écoles et équipement petite enfance, Terminal « Tourisme ») logements, commerces et kiosques, bureaux, activités, parkings….

Aux termes d'un avenant n°4 du 1er octobre 2003 à la convention de concession, les parties ont convenu de prendre en compte les conséquences financières et les incidences opérationnelles liées aux améliorations du projet développé dans l'Îlot Dauphine Austerlitz, impliquant notamment l'enfouissement du parking de l'opération « Les Passages de l'Etoile», l'enrichissement du traitement architectural des façades et plus généralement de l'architecture des superstructures, à constructibilité globale constante. Cet avenant précisait aussi, en son article 5, que le prix de cession des terrains que la Communauté Urbaine de Strasbourg cèdera à la SERS prendra en compte une minoration de 6 500 000 €.

Une première phase d'urbanisation de la ZAC Etoile s'est achevée avec la livraison de l'opération « Les Passages de l'Etoile » en 2008.

Dans le cadre de la deuxième phase, quelques ajustements au dossier de réalisation de ZAC ont été rendus nécessaires afin d'actualiser les orientations qui y sont développées et prendre en compte notamment :

- les réflexions relatives au développement durable,
- l'accompagnement de l'aménagement des îlots du Nord Neudorf,
- la réalisation de l'espace public majeur que constitue le parc de l'Etoile.

L'avenant n°5, daté du 11 novembre 2010, a eu pour objet d'entériner les modifications du dossier de réalisation de ZAC (approuvées en conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg le 7 mai 2010), d'approuver le bilan actualisé de l'opération et de proroger la concession jusqu'au 31 décembre 2018.

Les évolutions successives du programme global des travaux et de leur temporalité depuis les années 2000 ont eu des conséquences cumulées reportées d'exercice en exercice sur le bilan d'aménagement, qu'il a été souhaité de mettre à jour en 2013, afin de recaler les conditions de financement de la collectivité concédante et de la Ville de Strasbourg, notamment en contre partie aux ouvrages qui le leur seront remis.

L'avenant n°6 daté du 4 septembre 2013 a eu pour objet de prendre acte de l'ensemble de ces modifications contractuelles ainsi que de leurs conséquences sur le bilan prévisionnel d'opération et de confirmer la date de fin de la concession du 31 décembre 2018.

La Communauté Urbaine de Strasbourg est devenue « Eurométropole de Strasbourg » à compter du 1er janvier 2015 et l'Eurométropole de Strasbourg a été substituée de plein droit

dans l'ensemble des biens, droits et obligations de la Communauté Urbaine de Strasbourg résultant de la concession conclue avec la SERS.

Le PLU métropolitain est venu remplacer le P.A.Z. et le règlement de la ZAC Etoile à compter du 01/01/2017.

Le 22 décembre 2017, l'Eurométropole de Strasbourg a pris une délibération dont l'objet est :

- l'information sur le transfert du parking Rivétoile des comptes de la concession de la ZAC Etoile dans les comptes propres de la SERS,
- la diminution de la garantie d'emprunt initiale apportée par l'Eurométropole au prêt contracté par la SERS pour le financement du parking Rivétoile,
- la passation d'un avenant n°7 ayant pour objet de proroger la date de la concession au 31/12/2021 et de mettre en place des acomptes sur résultats.

L'avenant n°7 a été signé le 13 avril 2018.

La finalisation des opérations d'aménagement et de commercialisation et les étapes préalables à la clôture administrative et technique de la concession n'ont pu intervenir avant le terme prévu au 31 décembre 2021. Il est ainsi proposé de prolonger une dernière fois la concession liant la SERS à l'Eurométropole de Strasbourg pour une durée de deux ans, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1: prorogation de la concession d'aménagement

Afin de permettre à l'aménageur de finaliser l'opération d'aménagement et de mener à bien les démarches nécessaires à la clôture administrative et technique de l'opération de ZAC Etoile, les parties conviennent de proroger la durée de la concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2023.

Article 2 : autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, telles que modifiées par les avenants antérieurs et non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

FAIT A STRASBOURG

En trois exemplaires

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la SERS
La Présidente ou son-sa représentant(e)	Le Directeur Général
Madame Pia IMBS	Monsieur Eric HARTWEG

47

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Aménagements périphériques urbains du Nouveau Parc des expositions :
- Présentation des évolutions urbaines et environnementales du projet
- Approbation de l'avant-projet et de son enveloppe financière prévisionnelle ;
- Avis du Conseil municipal pour les éléments de l'avant-projet relevant de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro V-2021-1671

I – Le contexte

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé une démarche ambitieuse de réorganisation urbaine du site du Wacken, avec pour objectif de :
- moderniser le Palais de la Musique et des Congrès (PMC), livré en septembre 2016,
- reconstruire un nouveau Parc des Expositions (PEX), tel que validé par délibération en date du 22 décembre 2017.

Afin d'accompagner ces projets d'envergure, il convient d'aménager les espaces urbains périphériques et de les mettre en cohérence avec les objectifs programmatiques et calendaires du nouveau PEX, actuellement en phase de construction.

Le principe d'intervention ainsi que la convention de maîtrise d'ouvrage désignée entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ad hoc, ont été validés par délibération des Conseils Ville et Eurométropole, respectivement les 24 juin et 28 juin 2019.

Le projet en est aujourd'hui au stade d'avant-projet et la présente délibération a désormais pour objectif de soumettre au Conseil municipal, en vue de leur approbation :
- les composantes techniques de l'avant-projet des aménagements urbains,
- le programme de l'opération,
- le coût prévisionnel des travaux de cette opération.

II- Les aménagements urbains d'accompagnement prévus pour le futur PEX

1. Objectifs du projet

Le nouveau Parc des Expositions nécessite de requalifier l'ensemble des espaces publics situés en périphérie de la construction.
Le projet d'aménagement des espaces périphériques urbains du PEX est constitué des éléments suivants :

- l'aménagement des parvis devant les halls, destinés à l'accueil du public et au montage de structures amovibles lors des principales foires au sud de l'avenue Herrenschmidt,
- l'adaptation de l'avenue Herrenchmidt qui devra notamment permettre d'assurer un lien pour le public entre le PEX et le PMC,
- la réalisation de plateformes logistiques au pied des halls destinées à garantir le fonctionnement du PEX et permettant le cas échéant d'étendre les surfaces d'accueil ou d'exposition sur des espaces extérieurs ouverts,
- la création d'une promenade paysagée le long des berges du canal, dans le respect des trames verte et bleue existantes.

2. Approbation des évolutions techniques de la phase d'avant-projet

Les études réalisées ont permis de faire évoluer le projet initial autour de plusieurs objectifs principaux :

- le respect du paysage existant, notamment des arbres et de la continuité écologique exigée par les trames vertes et bleues ;
- l'augmentation de la canopée par l'implantation – en intelligence avec les contraintes du PEX – d'arbres sur les différentes composantes du projet ;
- la lutte contre les îlots de chaleur par un aménagement paysager qualitatif, arboré et respectueux de l'environnement et des usages du quartier ; tout en conservant néanmoins une adaptabilité des espaces en prévision de l'organisation des différentes expositions programmées et l'accueil potentiel de plusieurs milliers de visiteurs ;
- la perméabilisation des sols en recherchant des solutions de surfaces techniques permettant une infiltration optimale.

Les évolutions proposées en phase d'avant-projet concernent plus particulièrement :

- le choix d'un revêtement qualitatif des différents parvis, composé d'un dallage en granit permettant l'infiltration des eaux pluviales tout en conservant la possibilité d'y installer des structures provisoires pour les expositions ;
- l'amélioration des continuités piétonnes et cyclables et la suppression d'une voie de circulation de l'avenue Herrenschmidt, de manière à conforter l'utilisation des modes actifs et les déplacements doux ;
- l'amélioration du caractère arboré et paysagé des plateformes logistiques, tout en respectant leurs contraintes fonctionnelles ;
- la mise en œuvre de noues et de bassins d'infiltration des eaux pluviales tant sur les parvis que sur les plateformes logistiques ;
- un aménagement paysager et végétalisé fort le long de la rue Fritz Kieffer, en cohérence avec les équipements propres au PEX (plateforme logistique, silo) et en interface avec le réaménagement de la rue Fritz Kieffer.

3. Approbation des évaluations financières de la phase d'avant-projet

L'estimation des coûts prévisionnels du projet est répartie, en phase avant-projet, d'après le tableau ci-dessous :

	Répartition des coûts des travaux et du projet (en € HT, valeur décembre 2021)		
	Eurométropole de Strasbourg	**Ville de Strasbourg**	**Par partie d'ouvrage**
1. Libération des emprises suite à la déconstruction du PEX provisoire	400 000 €	50 000 €	**450 000 €**
2. Voirie et réseaux divers	4 500 000 €	-	**4 500 000 €**
3. Éclairage public et signalisation dynamique	330 000 €	790 000 €	**1 120 000 €**
4. Aménagements paysagers et plantations d'alignement	260 000 €	760 000 €	**1 020 000 €**
5. Serrurerie et mobilier	85 000 €	50 000 €	**135 000 €**
Total des coûts des travaux par maîtrise d'ouvrage	**5 575 000 €**	**1 650 000 €**	**7 225 000 €**
Maitrise d'œuvre, études et provision pour interventions complémentaires (sondages, communication,…)	525 000 €	50 000 €	**575 000 €**
Total des coûts du projet par maîtrise d'ouvrage	**6 100 000 €**	**1 700 000 €**	**7 800 000 €**

Sur cette base, les marchés de travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Strasbourg concerneront les lots suivants :
- libération des emprises pour un montant estimé de 50 000 € HT,
- éclairage public, pour un montant estimé de 790 000 € HT,
- aménagements paysagers (pour la création d'espaces verts), pour un montant estimé de 760 000 € HT,
- serrurerie et mobilier, pour un montant estimé de 50 000 € HT,

Les études et interventions ponctuelles à la charge de la Ville de Strasbourg sont estimées à 50 000 € HT.

III- Evolution de la co-maîtrise d'ouvrage des aménagements urbains

Ce projet des aménagements urbains du nouveau Parc des expositions relève à la fois d'une intervention de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, selon leurs compétences propres :
- sous maîtrise d'ouvrage Eurométropole : les études, les infrastructures primaires (réseaux), les aménagements de la voirie, la signalisation, les ouvrages éventuels, le mobilier, les alignements d'arbres, les plateformes logistiques ou zones techniques.
- sous maîtrise d'ouvrage Ville : l'éclairage public et les espaces verts.

La co-maîtrise d'ouvrage mise en œuvre par le Conseil municipal du 24 juin 2021 a permis d'assurer la cohérence des équipements et des aménagements imbriqués, en offrant une vision globale et coordonnée de l'ensemble des thématiques urbaines, techniques, économiques et calendaires.

L'évolution du projet nécessite aujourd'hui d'actualiser la convention établie entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg pour acter les évolutions du programme et du coût prévisionnel.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré
approuve

- *le programme des aménagements urbains ajusté relevant de la compétence de la Ville de Strasbourg, suivant les composantes techniques du projet décrites dans la présente délibération, pour un montant prévisionnel de 1 700 000 € HT, soit 2 040 000 € TTC (valeur décembre 2021). Ce montant est décomposé comme suit :*
  - *lot libération des emprises pour un montant estimé de : 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC,*
  - *lot éclairage public, pour un montant estimé de 790 000 € HT, soit 948 000 € TTC,*
  - *lot aménagements paysagers pour un montant estimé de 760 000 € HT, soit 912 000 € TTC,*
  - *lot serrurerie et mobilier, pour un montant estimé de 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC,*
  - *les études et les interventions complémentaires, pour un montant estimé de 50 000 € HT, soit 60 000 € TTC,*
- *l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage désignée de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg,*

émet un avis favorable

au programme des aménagements urbains tel que décrit dans la présente délibération et relevant d'une maîtrise d'ouvrage partagée entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e :
- *à signer l'avenant à la convention de maîtrise d'ouvrage désignée jointe à la présente délibération,*
- *à signer les marchés de travaux nécessaires à la réalisation du projet,*
- *à signer tout autre document qui serait nécessaire à la réalisation du projet et à mettre en œuvre toute procédure requise pour l'exécution de la présente délibération*

décide

d'imputer les dépenses liées aux aménagements urbains du PEX sur l'AP 2013-0174 ; Prog 1138 ; fonction 824 ; nature 2313 ; CP 16 : Actions d'accompagnement Wacken Europe

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142241A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21



0 10m 25m 50m

LEGENDES

LIMITE D'INTERVENTION

Revêtements

- DALLAGE GRANIT Calepinage avec 1 dimension 120*50 cm et 2 teintes différentes
- ENROBE NOIR Voiries et parking logistique
- PAVE BETON dito existant Circulations piétonnes et plateau logistique Hall 5
- MELANGE TERRE-PIERRE ENGAZONNE, Type CORTHUM Sur voie pompier & aire "agriculture" Foire 2020
- DALLE BETON PREFABRIQUE ENGAZONNEE, Type VIA VERDE Sur parking logistique
- DALLES GRANIT Bande active reliant les deux parvis
- ENROBE COLORE Piste cyclable Av. Herrenschmidt
- PASSERELLE BETON 2.50m de passage piéton

Plantations

- Mélange couvre-sol alternatif
- Mélange vivaces de pied d'arbre
- Massif arbustif et vivaces
- Plantations de fond de noue
- Plantations de ripisylve
- Arbres existants conservés
- Arbre projet

Mobilier - Eclairage

- Blocs béton anti-béliers Assises et protection contre les voitures béliers.
- Clous inox sur piste cyclable
- BANQUETTE BETON Bande active
- MATS D'ECLAIRAGE BOIS Aubrilam Athena XL
- COLONNES D'ECLAIRAGE Aubrilam Sumu XL
- PORTAILS D'ACCES
- PORTILLON PIETON
- Corbeille de propreté
- Gariselle de protection H 40cm

DÉPARTEMENT DU BAS-RHIN

VILLE DE STRASBOURG

Parc des Expositions (PEX)\Espaces ext.

MAITRE D'OUVRAGE	ARCHITECTE
EuroMétropole de Strasbourg 1, Parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Tél. 03 68 98 50 00 e-mail :	KENGO KUMA & ASSOCIATES 104, Rue Oberkampf 75013 PARIS Tél. 01 44 88 94 90 e-mail : kuma@kkaa.eu

PAYSAGISTE	BET
LAND'ACT 47, rue Jules Guesde 92300 LEVALLOIS-PERRET Tél. : 01 41 11 80 11 e-mail : contact@land-act.fr	LOLLIER Ingenierie 3, rue de Mittelhausen 67170 MITTELSCHAEFFOLSHEIM Tél : +33 (0)3 88 51 47 93 e-mail : samuel.lollier@lollier.com



AMENAGEMENTS PAYSAGERS

N° : 1

INDICE: A

PHASE : AVP

PLAN MASSE

ECHELLE : 1/500e	DOSSIER : 19466	DESSINÉ PAR : LL	DATE : 04/06/2021

MODIFICATIONS

INDICE :	DATE :	DESCRIPTION :
A	30.11.2020	Première diffusion

AVENANT N°1

A LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DESIGNEE

Aménagements périphériques urbains du nouveau Parc des expositions au Wacken

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg
représentée par Madame Pia IMBS, Présidente agissant en application d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021

et :

La Ville de Strasbourg
représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2021

Vu l'article L 2422-12 du code de la commande publique crée par l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Vu la convention de maîtrise d'ouvrage désignée signée le 2 juillet 2019.

PREAMBULE

L'Eurométropole de Strasbourg a engagé une démarche ambitieuse de réorganisation urbaine du site du Wacken en vue de sa transformation en Quartier d'affaires international, aujourd'hui dénommé « Archipel ». Son attractivité s'appuie en particulier sur la présence de nombreuses institutions européennes dont le rayonnement est international, comme le Parlement Européen.

Dans ce contexte, un plan d'actions dit « Strasbourg Eco 2030 » a été mis en place, dans le but de disposer d'une panoplie d'équipements pertinents et adaptés afin de répondre à l'image d'une métropole au rayonnement international.

Dans le cadre de ce plan d'action et concomitamment à la transformation du site du Wacken en véritable Quartier d'affaires international, l'Eurométropole de Strasbourg s'est fixée comme objectif :

- de moderniser le Palais de la Musique et des Congrès (PMC), livré en septembre 2016,

- de reconstruire un nouveau Parc des Expositions (PEX) - délibération en date du 22 décembre 2017.

Le PEX, qui fonctionnait sur une capacité globale de 24 000 m² de surface utile, était devenu obsolète et vétuste. Il ne suffisait plus à répondre à une demande de plus en plus exigeante dans un marché très concurrentiel. Pour favoriser ses synergies avec le PMC, la construction d'un nouveau Parc sur le site Herrenschmidt-Kieffer a été confirmée suite aux nouvelles orientations et caractéristiques décrites par la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 22 décembre 2017.

Afin d'accompagner ce projet d'envergure, il convient de réaliser les aménagements urbains d'accompagnement en cohérence avec les objectifs programmatiques et calendaires du Parc des expositions.

Les aménagements urbains, tels qu'indiqués au bilan de la concertation approuvée le 28 septembre 2018, consistent à aménager les deux parvis au droit des halls 1-2-3-4 et du hall 5 ainsi que l'avenue Herrenschmidt qui doit permettre d'assurer le lien entre les deux sites. Une cohérence de ces aménagements est recherchée, notamment par rapport au fonctionnement du PEX, de ses accès et de ces plateformes logistiques. Il est également prévu d'aménager une promenade le long des berges du canal, dans le respect des trames verte et bleue existantes.

Les aménagements urbains du nouveau Parc des expositions nécessitent l'intervention de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg, selon leurs compétences propres :
- sous maîtrise d'ouvrage Eurométropole : les études, les infrastructures primaires (réseaux), les aménagements de la voirie, la signalisation, les ouvrages éventuels, le mobilier, les alignements d'arbres, les plateformes logistiques,
- sous maîtrise d'ouvrage Ville : l'éclairage public, les espaces verts.

La convention de maîtrise d'ouvrage permet d'assurer la cohérence des équipements et aménagements imbriqués, en offrant une vision globale et coordonnée de l'ensemble des problématiques et interventions sur le site : urbaines, techniques, économiques et de délais.

Par souci de lisibilité juridique et de cohérence technique et opérationnelle, il a été décidé par de transférer, par le biais d'une convention de maîtrise d'ouvrage désignée signée le 2 juillet 2019, le plein exercice de la maîtrise d'ouvrage de la Ville à l'Eurométropole de Strasbourg, en application du code de la commande publique. En effet, lorsque la réalisation d'un ouvrage relève simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maitrise d'ouvrage unique de l'opération.

Le présent avenant adapte cette convention à l'évolution du périmètre d'intervention. Il engendre les modifications suivantes dans la convention initiale :
- **l'article 1 de la convention initiale est remplacé par l'article 1 modifié ci-dessous,**
- **l'article 3 de la convention initiale est remplacé par l'article 3 modifié ci-dessous,**
- **les articles 2, 4 et 5 de la convention initiale ne sont pas modifiés par le présent avenant.**

Article 1 modifié – Programme

L'opération concerne :

Tranche ferme :

- L'aménagement d'un parvis devant les halls 1-2-3-4 au sud de l'avenue Herrenschmidt, destiné à l'accueil du public et au montage de structures amovibles lors des principales foires,
- l'aménagement de l'avenue Herrenschmidt qui doit permettre d'assurer le lien entre les deux sites du nouveau PEX ainsi qu'avec le PMC
- l'aménagement d'une continuité piétonne et cyclable sur l'avenue Herrenschmidt entre la rue Fritz-Kieffer et l'avenue Pierre Mendès-France,
- l'aménagement d'une promenade le long des berges du canal, dans le respect des trames verte et bleue existantes,
- la réalisation d'une plateforme logistique au pied des halls 1-2-3-4 destinées à garantir le fonctionnement du PEX et permettant le cas échéant d'étendre les surfaces d'accueil ou d'exposition sur des espaces extérieurs ouverts,
- l'aménagement du trottoir devant le parking silo du PEX en cohérence avec les aménagement extérieurs et en interface avec le réaménagement de la rue Fritz Kieffer,
- la recherche d'une cohérence d'aménagements, notamment par rapport au fonctionnement du PEX, de ses accès et de ces deux plateformes logistiques

Tranche optionnelle :

- L'aménagement d'un parvis à l'entrée du hall 5 situé au nord de l'avenue Herrenschmidt, également destiné à l'accueil du public,
- La réalisation d'une plateforme logistique à l'arrière du hall 5
- le déplacement du carrefour Herrenschmidt –Tivoli entre le hall 5 et le PMC

Le nouveau Parc des Expositions nécessite de requalifier l'ensemble des espaces publics situés en périphérie de la construction.

Article 3 modifié – Modalités financières

Le coût prévisionnel du projet d'aménagements urbains du nouveau PEX, validé par les délibérations de la Ville de Strasbourg le 24 juin 2019 et de l'Eurométropole de Strasbourg le 28 juin 2019, a été ajusté pour répondre à l'évolution des éléments programmatiques et pour s'adapter au nouveau périmètre d'intervention retenu pour cette opération. Par délibération de la Ville de Strasbourg le 13 décembre 2021 et de l'Eurométropole de Strasbourg le 17 décembre 2021 pour un total estimé à 7 800 000 € HT, soit 9 360 000 € TTC (valeur décembre 2021).

Le règlement des dépenses de l'opération sera effectué par l'Eurométropole. La Ville de Strasbourg remboursera les montants engagés pour les travaux relatifs à l'éclairage public et aux espaces verts sur présentation des décomptes finaux.

A titre d'information, la répartition prévisionnelle est évaluée de la façon suivante :

- pour l'Eurométropole de Strasbourg : 6 100 000 € HT, soit 7 320 000 € TTC (valeur décembre 2021),
- pour la Ville de Strasbourg : 1 700 000 € HT, soit 2 040 000 € TTC (valeur décembre 2021).

En cas de besoin, la Ville versera un acompte sur le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg ne perçoit aucune rémunération de la Ville au titre de sa désignation comme maître d'ouvrage unique.

Articles non modifiés

Les articles 2, 4 et 5 de la convention initiale ne sont pas modifiés par le présent avenant.

Le présent avenant est établi en deux exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, La Présidente	Pour la Ville de Strasbourg, La Maire
Pia IMBS	Jeanne BARSEGHIAN

Cour logistique
Berge
Parvis
Av. Herrenschmidt
Parvis

48

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Approbation d'une convention constitutive de groupement de commandes entre la ville de Strasbourg et l'Eurométropole - Conclusion d'un marché pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets.

Numéro V-2021-1664

Dans le cadre de leurs missions de salubrité publique, de maintien de la propreté et d'entretien des parcs et jardins publics, les services Propreté urbaine et Espaces Verts et de Nature équipent certains de leurs mobiliers de propreté, implantés sur les espaces publics relevant de leurs compétences, de sacs à déchets transparents, notamment leurs corbeilles Vigipirate, et en utilisent à l'occasion d'opérations de nettoyage.

L'évolution des coûts (Ville de Strasbourg et Eurométropole), par année civile du service Propreté urbaine, est la suivante :

Lots	**Montants**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021** (engagements non mandatés)
Sacs à déchets 110 litres	HT	48 743.44	48 852.00	34 158.44	55 161.60
	TTC	**39 081.60**	**58 622.40**	**40 990.13**	**66 193.92**
Sacs à déchets collecteurs à compaction intégrée	HT	5 258.69	5 985.18	7 864.87	2 587.86
	TTC	**6 310.43**	**7 182.22**	**9 437.84**	**3 105,43**
Sachets pour déjections canines	HT	53 046.90	43 605.00	57 375.00	45 900
	TTC	**63 656.28**	**52 326.00**	**68 850.00**	**55 080.00**

Les marchés actuellement en place prendront fin au 31 avril 2022 pour la fourniture et la livraison des sacs à déchets de 110 L, au 3 juin 2022 pour les sacs à déchets des collecteurs à compaction intégrée et au 31 mai 2022 pour les sacs à déjections canines.

En raison de l'incertitude liée aux modalités d'application du plan « Vigipirate », de la demande croissante de « canisachets » et selon les dispositions du Code de la commande publique, le marché à conclure sera passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un montant minimum et un montant maximum.

L'accord-cadre à bons de commande est alloti en 3 lots pour les montants annuels (minimum et maximum) suivants :

N°	Lots	VILLE DE STRASBOURG		EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	
		Minimum annuel HT	Maximum annuel HT	Minimum annuel HT	Maximum annuel HT
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents imprimés de 110 litres pour équiper les corbeilles Vigipirate	500 €	5 000 €	30 000 €	200 000 €
2	Fourniture et livraison de sacs à déchets pour les collecteurs à déchets à compaction intégrée	500 €	10 000 €	3 000 €	20 000 €
3	Fourniture et livraison de sachets imprimés pour déjections canines sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg	Non concernée	Non concernée	20 000 €	100 000 €
	TOTAUX	**1 000 €**	**15 000 €**	**53 000 €**	**320 000 €**

La conclusion et la signature de l'accord-cadre à bons de commande sont conditionnées par le vote des crédits correspondants aux années 2022, 2023, 2024 et 2025.

La durée initiale de l'accord-cadre est d'un an reconductible pour trois périodes d'un an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre ans.

Afin d'alléger les formalités et les frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement des procédures, il est proposé au Conseil municipal d'approuver et de signer une convention constitutive de groupement de commandes pour conclure un marché transversal de fourniture et livraison de sacs à déchets pour l'année 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025.

Ce groupement de commandes couvrira les besoins à la fois de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole, dans un seul marché facilitant sa gestion, associant ainsi les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg.

Une attention particulière sera portée sur la performance en matière de protection de l'environnement, notamment lors de la fabrication et du transport des fournitures. En cohérence, ce marché intégrera les dispositions prévues par le Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables (SPASER) adopté par la collectivité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg pour la fourniture et la livraison des sacs à déchets pour 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025, l'Eurométropole de Strasbourg assurant la mission de coordonnateur,*

- *sous réserve de disponibilité des crédits, la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande, après mise en concurrence, pour la fourniture et la livraison de sacs à déchets pour 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans, pour les montants annuels HT (minimum et maximum) suivants :*

N°	Lots	VILLE DE STRASBOURG		EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	
		Minimum annuels HT	Maximum annuels HT	Minimum annuels HT	Maximum annuels HT
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents imprimés de 110 litres pour équiper les corbeilles Vigipirate	500 €	5 000 €	30 000 €	200 000 €
2	Fourniture et livraison de sacs à déchets pour les collecteurs à déchets à compaction intégrée	500 €	10 000 €	3 000 €	20 000 €
3	Fourniture et livraison de sachets imprimés pour Déjections canines destinés aux habitants de l'Eurométropole de Strasbourg	Non concernée	Non concernée	20 000 €	100 000 €
	TOTAUX	**1 000 €**	**15 000 €**	**53 000 €**	**320 000 €**

décide

L'inscription des crédits nécessaires au budget primitif 2022, reconductible en 2023, 2024 et 2025 et suivants sur les lignes concernées 60631/EN03/A.

autorise

La Maire ou son-sa représentant-e à signer la convention jointe en annexe avec l'Eurométropole de Strasbourg, à mettre en concurrence ces prestations conformément aux dispositions du Code de la commande publique et à signer et exécuter l'accord-cadre en résultant, ainsi que toutes les pièces y afférant.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142224A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Eurométropole
de Strasbourg

Ville
de Strasbourg

Convention constitutive de groupement de commandes entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Articles L. 2113-6 à 8 du Code de la Commande Publique

Fourniture et livraison de sacs à déchets pour 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025

Vu le Code de la Commande Publique,

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Pia IMBS, Présidente, agissant en application d'une délibération de la Commission Permanente de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021

Et

La Ville de Strasbourg, représentée par Madame Jeanne BARSEGHIAN, Maire, agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2021

un groupement de commandes pour la passation de marchés publics ayant pour objet la fourniture et la livraison de sacs à déchets pour 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025.

SOMMAIRE

Préambule **3**

Article 1 : Constitution du groupement **4**

Article 2 : Objet du groupement **4**

Article 3 : Organes du groupement **5**

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur **5**

Article 5 : Responsabilité **5**

Article 6 : Fin du groupement **6**

Article 7 : Règlement des différends entre les parties **6**

Préambule

Les services de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg ont recours, dans le cadre de leurs missions, à la passation de marchés publics ayant pour objet la fourniture et la livraison de sacs à déchets pour 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025.

Le groupement de commandes couvrira les besoins de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg. Il s'inscrit donc dans la logique du groupement de commandes associant les deux collectivités sous la coordination de l'Eurométropole de Strasbourg qui a pour triple objectif :

- un allègement des formalités et des frais de gestion administrative liés au lancement et au traitement d'une seule procédure ;
- une cohérence dans les interventions ;
- des économies d'échelle.

Le Code de la commande publique encadre les dispositions réglementaires du groupement de commandes.

Les deux partenaires ont décidé de choisir la formule du groupement de commandes prévoyant que le coordonnateur signe et notifie le marché au nom de l'ensemble des adhérents des membres du groupement. Ainsi, en vertu de ce dispositif, le coordonnateur met en œuvre la procédure de passation, signe et notifie les marchés. Par la suite chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne s'assure de sa bonne exécution.

Il est ainsi apparu opportun, d'un point de vue économique et fonctionnel, de se référer à cette formule.

Article 1 : Constitution du groupement

Il est constitué entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg un groupement de commandes régi par le Code de la commande publique

Article 2 : Objet du groupement

Le groupement de commandes constitué sur le fondement des articles L. 2113-6 à 8, ci-après désigné *« le groupement »* a pour objet la passationde marchés publics ayant pour objet la fourniture et la livraison de sacs à déchets pour 2022, éventuellement reconductible en 2023, 2024 et 2025.

Les marchés seront lancés selon la procédure de l'appel d'offres ouvert conformément aux articles R 2124-2 et R2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique.

Conformément aux dispositions de l'article R2162-1 à 6, il s'agit d'accords-cadres à bons de commande avec un montant annuel minimum et un montant annuel maximum pour chaque lot.

La durée des marchés est d'une période de 1 an éventuellement reconductible pour 3 périodes de 1 an sans que la durée totale du marché ne puisse excéder 4 ans et pour les montants annuels HT (minimum et maximum) suivants :

N°	Lots	VILLE DE STRASBOURG		EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	
		Minimum annuels HT	Maximum annuels HT	Minimum annuels HT	Maximum annuels HT
1	Fourniture et livraison de sacs à déchets transparents imprimés de 110 litres pour équiper les corbeilles Vigipirate	500 €	5 000 €	30 000 €	200 000 €
2	Fourniture et livraison de sacs à déchets pour les collecteurs à déchets à compaction intégrée	500 €	10 000 €	3 000 €	20 000 €
3	Fourniture et livraison de sachets imprimés pour Déjections canines destinés aux habitants de l'Eurométropole de Strasbourg	Non concernée	Non concernée	20 000 €	100 000 €
	TOTAUX	**1 000 €**	**15 000 €**	**53 000 €**	**320 000 €**

Article 3 : Organes du groupement

Les membres du groupement de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, ont convenu de désigner cette dernière en qualité de coordonnateur en vue de préparer, de passer, de signer et de notifier les marchés considérés, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

La commission d'appels d'offres de l'Eurométropole de Strasbourg, agissant en qualité de coordonnateur du groupement, est désignée pour choisir les titulaires du marché.

Article 4 : Droits et obligations du coordonnateur

De manière générale, le coordonnateur est chargé de la gestion de la procédure de passation des marchés au nom des membres du groupement. Il transmet les marchés aux autorités de contrôle. Il tient à la disposition de la Ville de Strasbourg les informations relatives au déroulement des marchés. Le coordonnateur se charge notamment :

- de centraliser les besoins des membres du groupement sur la base d'une définition préalable établie par ses soins de façon concertée ;
- de définir l'organisation technique et administrative des procédures de consultation ;
- d'élaborer l'ensemble des dossiers de consultation en fonction des besoins définis par les membres ;
- d'assurer l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants (publication de l'avis d'appel public à la concurrence et d'attribution, envoi ou mise à disposition des dossiers de consultation des entreprises, réception des offres, analyse des offres, rapport de présentation, convocation et réunion de la commission d'appels d'offres...) ;
- de communiquer, le cas échéant, à la Ville de Strasbourg les documents nécessaires des marchés pour ce qui la concerne ;
- de signer et de notifier les marchés ;
- de gérer tout incident de procédure, et notamment d'informer les candidats du rejet et des motifs afférents de leur candidature ou de leur offre en application de la règlementation des marchés publics ;
- de transmettre et de s'assurer de la transmission des pièces exigibles aux autorités de contrôle.

Le coordonnateur s'engage à tenir étroitement informé la Ville de Strasbourg sur les conditions de déroulement de la procédure de dévolution des marchés, et en particulier à l'informer de tout dysfonctionnement constaté.

Article 5 : Responsabilité

En cas de faute grave commise par le coordonnateur ou de mauvaise exécution de sa mission de son fait exclusif, la Ville de Strasbourg pourra demander réparation de son préjudice au juge administratif.

Inversement, le coordonnateur, l'Eurométropole de Strasbourg, pourra demander réparation dans les mêmes conditions en cas de faute grave commise par la Ville de Strasbourg au regard des obligations qui incombent à cette dernière.

Article 6 : Fin du groupement

La présente convention, et corrélativement la mission du coordonnateur prennent fin suite à la notification des marchés, chaque membre du groupement gérant l'exécution de ses marchés respectifs.

La présente convention peut être résiliée en cas de problème d'exécution, de dépassements excessifs du montant des marchés par rapport aux budgets prévisionnels, ou de retard important dans la réalisation de la dévolution des marchés.

Article 7 : Règlement des différends entre les parties

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

La présente convention a été établie en 3 exemplaires originaux.

Strasbourg, le :

La Présidente de l'Eurométropole — La Maire de Strasbourg

Pia IMBS — **Jeanne BARSEGHIAN**

49

Communication au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Communication du rapport d'activités de la Ville de Strasbourg pour l'année 2020.

Numéro V-2021-1746

L'article L 2541-21 du Code général des collectivités territoriales dispose que, chaque année, le-la Maire communique au Conseil municipal un rapport sur la marche et les résultats de l'ensemble de l'administration pendant l'année précédente.

Ledit rapport est disponible via le lien ci-après :

https://partage.strasbourg.eu/share-access/sharings/hlkaLV0g.5qqqqzsk

Conformément à la règlementation, le rapport sera par ailleurs rendu public sur le site internet de la collectivité.

Communiqué le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142993-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

50

Communication au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Rapport social unique.

Numéro V-2021-1672

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a institué un Rapport social unique (RSU). Cette évolution est entrée en vigueur le 1er janvier 2021.

Le RSU a vocation à rassembler en un seul document divers rapports, notamment le rapport sur l'état annuel de la collectivité, aussi appelé « bilan social », et le rapport de situation comparée entre les femmes et les hommes institué par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012.

Ce RSU est établi annuellement, selon l'article 6 du décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 qui fixe les conditions et les modalités de sa mise en œuvre.

Le RSU portant sur les années 2020, 2021 et 2022 est élaboré à partir des données à la disposition de la collectivité. Pour les années suivantes, les informations de la base de données sociales serviront à l'élaboration du rapport social unique. Par conséquent, le RSU présenté au titre de l'année 2020 reprend très largement la forme du bilan social et du rapport situation comparée qui existaient auparavant.

Le RSU est transmis aux membres du comité social territorial (ou comité technique jusqu'à la fin de l'année 2022) avant sa présentation. Il donne lieu à un débat sur l'évolution des politiques des ressources humaines.

Le RSU est ensuite présenté à l'assemblée délibérante. L'avis du comité social territorial, dans son intégralité, lui est également transmis. Lors de la séance du 8 novembre 2021, les représentants du personnel siégeant au comité technique ont pris acte du RSU et se sont abstenus lors du vote (rendu pour la première fois obligatoire sur ce document). Ils ont exprimé les déclarations annexées au présent document. Les représentants de la collectivité ont émis un avis favorable.

Conformément à la règlementation, le RSU sera par ailleurs rendu public via le site internet de la collectivité.

Cette communication est donc complétée de deux annexes :

- l’intégralité du rapport social unique 2020 ;
- l’intégralité des déclarations exprimées par les organisations syndicales présentes lors de la séance du 8 novembre 2021.

Communiqué le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142984A-AU-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

RAPPORT SOCIAL UNIQUE

ÉDITION 2020



Strasbourg.eu
eurométropole

Le rapport social unique 2020 retrace les données sociales pour l'administration de l'Eurométropole de Strasbourg, employeur unique de l'ensemble du personnel de la ville et de l'EMS.

Table des matières

1. L'EMPLOI 11

1.1 Effectifs permanents 11

1.1.1 Evolution et répartition des effectifs et des postes 11

1.1.1.1 Évolution des effectifs de 2011 à 2020 11

1.1.1.2 Postes budgétaires 12

1.1.1.3 Répartition du personnel permanent en 2020 13

1.1.2 Mouvements 29

1.1.2.1 Entrées et sorties par mois 29

1.1.2.2 Entrées et sorties par motif et par catégorie 30

1.1.2.3 Comparaison des entrées et sorties sur 5 ans 31

1.1.3 Positions statutaires particulières au 31/12/2020 33

1.1.3.1 Agents, hors positions d'activité, originaires de l'Eurométropole de Strasbourg 33

1.1.3.2 Agents, en activité, originaires d'une autre structure 33

1.1.4 Temps partiel et temps non complet 34

1.1.4.1 Agents titulaires et contractuels à temps partiel 34

1.1.4.2 Temps non complet 35

1.1.5 Carrières 36

1.1.5.1 Titularisations 36

1.1.5.2 Avancements d'échelon 36

1.1.5.3 Avancements de grade 36

1.1.5.4 Promotions internes 37

1.2 Effectifs non permanents 39

1.2.1 Les intermittents du spectacle 39

1.2.2 Les saisonniers 40

1.2.2.1 Nombre de saisonniers par service 40

1.2.2.2 Dépenses globales 41

1.2.3 Les emplois d'insertion en 2020 41

1.2.3.1 Effectif présent par type de contrat sur un an 41

1.2.3.2 Recrutements réalisés au cours de l'année 41

1.2.3.3 Répartition de l'effectif des contrats d'insertion en 2020 42

1.2.4 Les apprentis 43

1.2.4.1 Répartition des effectifs à la rentrée 2020/2021 43

1.2.4.2 Niveau de diplômes préparés 44

1.3 Les stagiaires 45

1.3.1 Evolution de l'effectif des stagiaires accueillis depuis 2014 45

1.3.2 Répartition des stagiaires par direction en 2020 46

1.3.3 Répartition par niveau de diplôme en 2020 46

1.3.4 Répartition par type de stage 47
1.4 Le service civique 47
1.4.1 L'engagement de service civique 47
1.4.2 Le service volontaire européen 48
2. LA MASSE SALARIALE ET LA REMUNERATION 49
2.1 Evolution des dépenses de fonctionnement 49
2.2 Evolution de la masse salariale 50
2.2.1 Evolution de 2011 à 2020 50
2.2.2 COUT DE LA NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE 52
2.2.3 LA GARANTIE INDIVIDUELLE DU POUVOIR D'ACHAT 52
2.3 Evolution des heures supplémentaires 53
2.3.1 Evolution depuis 2012 53
2.4 Evolution des pensions du régime local 54
2.4.1 Evolution de 2010 à 2020 54
2.5 Allocations retour à l'emploi 55
3. L'ABSENTEISME 57
3.1 L'ABSENTÉISME EN 2020 57
3.1.1 RÉPARTITION DES JOURS D'ABSENCE PAR MOTIF 57
3.1.2 EVOLUTION DEPUIS 2012 DES JOURS D'ABSENCE 58
3.2 ETUDE SPÉCIFIQUE SUR LA MALADIE ORDINAIRE EN 2020 59
3.2.1 DÉFINITION 59
3.2.2 TAUX D'ABSENTÉISME GLOBAL AU TITRE DE LA MALADIE ORDINAIRE 60
3.2.3 ABSENTÉISME PAR DIRECTION 62
3.2.4 Nombre de jours de carence par sexe et par catégorie hiérarchique 63
4. LA FORMATION 65
4.1 BUDGET DE LA FORMATION 65
4.1.1 BUDGET FORMATION 2020 65
4.1.2 EVOLUTION DU BUDGET DE LA FORMATION DEPUIS 2015 65
4.2 Formations en jours et en effectifs 66
4.2.1 JOURNÉES DE FORMATION SUIVIES AU COURS DE L'ANNÉE 2020 66
4.2.2 CONSOMMATION DES HEURES DIF/CPF 67
4.2.3 JOURNÉES DE FORMATIONS SUIVIES DEPUIS 2015 PAR ORGANISME 67
4.2.4 EFFECTIFS DES AGENTS EN FORMATION 68
4.2.4.1 Nombre de participation à des formations en 2020 68
4.2.4.2 Agents partis en formation depuis 2015 69
4.2.5 DEMANDES FORMATION CONTINUE/CONGÉS FORMATION 69
4.2.5.1 Actions de formation continue en 2020 69
4.2.5.2 Congés formation 2020 70
5. LES ACCIDENTS DU TRAVAIL 71

5.1 Statistiques des accidents de travail en 2020 71
5.1.1 Répartition des accidents 71
5.1.2 Répartition de l'absentéisme 71
5.1.3 Taux de fréquence et taux de gravité 72
5.1.3.1 Taux de fréquence (TFRAC) 72
5.1.3.2 Taux de gravité (TGRAC) 72
5.1.4 Répartition des accidents selon divers critères 73
5.1.4.1 Répartition des accidents suivant le personnel concerné 73
5.1.4.2 Répartition des accidents suivant le nombre de jours d'arrêt 73
5.1.4.3 Répartition des accidents suivant l'âge 74
5.1.4.4 Répartition des accidents avec arrêts suivant les causes 75
5.1.4.5 Répartition des accidents avec arrêts suivant les lieux 76
5.1.4.6 Répartition des accidents avec arrêts suivant la nature des lésions 77
5.1.4.7 Répartition des accidents avec arrêts suivant le siège des lésions 77

5.2 Actions de prévention 2020 78
5.2.1 Actions de formation 78
5.2.2 Mesures diverses : 80
5.2.2.1 Mesures techniques 80
5.2.2.2 Mesures organisationnelles 80
5.2.2.3 Actions spécifiques conduites par le service médecine professionnelle (voir l'indicateur 8.2.2 dans la partie 'L'activité Médicale') 80
5.2.2.4 Autres actions de prévention des risques professionnels internes ou externes 81

5.3 Evolution des accidents du travail 81
5.3.1 Evolution des accidents de travail sur 10 ans 81
5.3.2 Evolution des accidents de trajet sur 10 ans 82

6. TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP 83

6.1 STOCK ET RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP 83

6.2 FLUX DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP ENTRE DÉCLARATIONS 2020 ET 2021 84

6.3 TAUX D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP 86

6.4 LES PROMOTIONS DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP 87

6.5 MOBILISATION DES RESSOURCES DU FIPHFP DEPUIS 2012 87

7. LE RECLASSEMENT 89

7.1 LE DISPOSITIF DE PREVENTION DE L'INAPTITUDE ET DE RECLASSEMENT 89

7.2 Les effectifs concernés 89

7.3 Les formations dans le cadre des parcours de reclassement 91

8. L'ACTIVITE MEDICALE 93

8.1 L'ACTIVITÉ MÉDICALE CLINIQUE 93
8.1.1 Examens cliniques 2020 93
8.1.2 Evolution du nombre de visites médicales depuis 2011 95

8.2 Autres activités 96
8.2.1 Bilan infirmier - Urgences 96
8.2.2 Actions spécifiques 97

9. LES ACTIVITES SOCIALES 99

9.1 Œuvres sociales 99
9.1.1 Dépenses sociales 2020 99

9.2 Evolution des dépenses sociales 99
9.2.1 Evolution de la participation financière aux agents adhérents à la Mut'est et MNT 100
9.2.2 Evolution de la subvention versée à l'amicale du personnel 101
9.2.3 Evolution de la participation aux frais de repas 101
9.2.4 Evolution de la participation aux chèques vacances 101
9.2.5 Evolution du montant total des prêts construction 102
9.2.6 Evolution des autres dépenses sociales 102
9.2.7 Evolution du coût annuel du remboursement transport 103

10. LES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX 105

10.1 Décharges d'activité à titre syndical 105

10.2 Autorisations spéciales d'absences 106
10.2.1 Activités institutionnelles 106
10.2.2 Formations syndicales 107
10.2.3 Réunions des organes directeurs 107
10.2.4 Heures de représentativité 108
10.2.5 Conflits de travail 108

10.3 Réunions avec les représentants du personnel et les organisations syndicales 110
10.3.1 Nombre de réunions en 2020 110
10.3.1.1 Commissions administratives paritaires 110
10.3.1.2 Commissions consultatives paritaires 110
10.3.1.3 Comité technique 111
10.3.1.4 Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail 112
10.3.2 Comparaison depuis 2011 114

10.4 Réunions intersyndicales 2020 115

10.5 Sanctions disciplinaires prononcées dans l'année 115

11. ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 117

11.1 Conditions générales d'emploi 117
11.1.1 Effectifs 117
11.1.1.1 Effectifs physiques des titulaires et contractuels-les par catégorie hiérarchique, par filière et pour les contractuels-les par type de contrat 117
11.1.1.2 Âge moyen et médian par statut, par filière et par catégorie hiérarchique 121
11.1.2 Durée et organisation du travail 123
11.1.2.1 Répartition des effectifs selon la durée du travail : temps complet, temps partiel, temps non complet 123

11.1.2.2 Répartition des effectifs selon l'organisation du travail : travail de nuit, horaires variables, travail atypique dont travail le dimanche 123
11.1.3 Comptes épargne-temps 127
11.1.3.1 Nombre d'agents-es ayant ouvert un CET en 2020 ; nombre de jours épargnés ; nombre de jours utilisés 127
11.1.4 Embauches et départs (agents-es permanents-es) 127
11.1.4.1 Répartition des agents-es recrutés-es selon le statut par motif de recrutement et par catégorie hiérarchique 127
11.1.4.2 Part d'embauche de travailleurs-ses handicapés-es 128
11.1.4.3 Répartition des départs par catégorie hiérarchique et selon le statut par motif : retraite, démission, fin de contrat de travail à durée déterminée, inaptitude définitive, décès. 128
11.1.4.4 Effectif d'agents-es titulaires dont la pension est entrée en paiement au cours de l'année 2020 ; âge moyen d'entrée en paiement de la pension (catégories sédentaires et actives) 129
11.1.5 Positionnement 129
11.1.5.1 Répartition des effectifs des emplois supérieurs et dirigeants 129
11.1.5.2 Flux annuels de nominations aux emplois supérieurs et dirigeants (loi du 12 mars 2012) 129
11.1.6 Promotions 130
11.1.6.1 Nombre d'agents-es ayant bénéficié d'un avancement de grade par catégorie 130
11.1.6.2 Répartition des agents-es ayant bénéficié d'une promotion interne par catégorie 130

11.2 Rémunérations * 130
11.2.1 Rémunérations nettes mensuelles moyennes par statut, par catégorie hiérarchique ; rémunérations par décile 130
11.2.2 Part du régime indemnitaire dans la rémunération globale par catégorie hiérarchique 131

11.3 Formation 132
11.3.1 Nombre de jours de formations statutaires (suite à concours ou changement de cadre d'emploi), formations professionnelles par Catégorie hiérarchique 132
11.3.2 Nombre agents-es bénéficiant de congés de formations professionnelles et formations suite à concours interne ou changement de cadre d'emploi 132

11.4 Conditions de travail 133
11.4.1 Nombre d'accidents de travail au cours de l'année 2020 ; nombre de maladies professionnelles ; nombre d'allocations temporaires pour invalidité (ATI) 133

11.5 Congés 133
11.5.1 Congé de paternité et d'accueil de l'enfant par catégorie hiérarchique : nombre agents ayant pris ce type de congé 133
11.5.2 Nombre d'agents-es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : congé parental, adoption et autres congés liés à la famille, mise en disponibilité par motif (accompagnement personnes en fin de vie ou en situation de dépendance, convenance personnelle). 134
11.5.2.1 Nombre d'agents-es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : pour congé parental et autres congés liés à la famille (art 24) 134
11.5.2.2 Nombre d'agents-es comptant au moins une absence pour motif familial sur l'année 2020 .. 134

11.6 Organisation du temps de travail 135
11.6.1 Organisation 135
11.6.1.1 Nombre de chartes du temps 135
11.6.1.2 Télétravail 135
11.6.1.3 Les heures écrêtées 135

11.6.2 Temps partiel 136
11.6.2.1 Nombre d'agents-es à temps plein bénéficiant d'un travail à temps partiel à leur demande par catégorie hiérarchique 136
11.6.2.2 Nombre d'agents-es à temps partiel bénéficiant d'un travail à temps plein à leur demande par catégorie hiérarchique 136
11.6.2.3 Dépenses d'action sociale pour garde d'enfants 136

Chiffres clés

		2020	Pour mémoire 2019
Effectif total :		8 076	8 268
Effectif permanent :		6 533	6 648
ETP		6 301,76	6 403,72
Effectif non permanent * :		1 543	1 620
Postes budgétaires		6 932	6 990
Femmes		51,7 %	51,5 %
Hommes		48,3 %	48,5 %
Coût moyen annuel d'1 ETP		A : 66 062 €	A : 68 390 €
		B : 48 138 €	B : 48 035 €
		C : 41 662 €	C : 41 484 €
Catégories statutaires	A :	22 %	23 %
	B :	16 %	16 %
	C :	62 %	61 %
Age moyen		46 ans et 1 mois	45 ans et 11 mois
Taux d'absentéisme		4,8 %	5,1 %
Dépenses de personnel :		332,2 M€	341,2 M€
Masse salariale :		324,4 M€	331,7 M€
Formation			
Journées :		10 797 jours	19 318 jours
Coût :		4 773 123 €	6 917 170 €
Coût moyen d'une journée		442 €	358 €

** L'effectif non permanent au 31/12/2020 totalise 1 162 vacataires et 172 agents occasionnels, 25 intermittents du spectacle, 86 personnes en emplois aidés (CAE, emplois d'avenir), 82 apprentis, 8 collaborateurs de cabinet et 8 collaborateurs de groupe d'élus*

1. L'EMPLOI

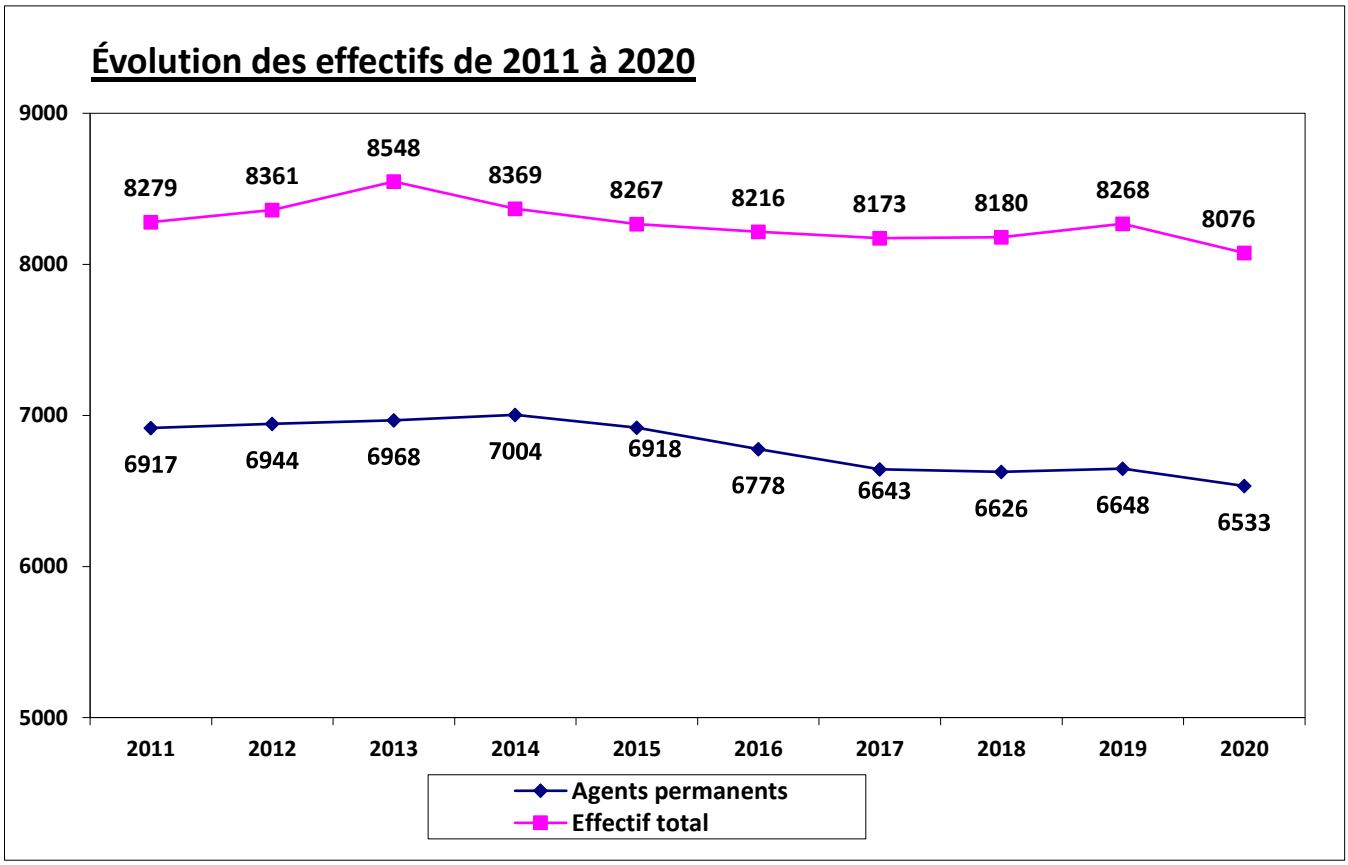
1.1 EFFECTIFS PERMANENTS

1.1.1 EVOLUTION ET RÉPARTITION DES EFFECTIFS ET DES POSTES

1.1.1.1 Évolution des effectifs de 2011 à 2020

L'année 2020 a été marquée par l'autonomisation de l'Orchestre Philharmonique de Strasbourg (OPS), qui représentait 113 postes, ce qui explique une partie importante des évolutions entre 2019 et 2020.

L'effectif permanent de l'Eurométropole de Strasbourg rémunéré au 31/12/2020 est de 6 533 agents. Cet effectif se compose de fonctionnaires titulaires et stagiaires (5 980), de contractuels en contrat à durée déterminée (443) et de contractuels en contrat à durée indéterminée (110).



L'effectif total cumule les agents permanents (6 533) et non permanents (1 162 vacataires + 172 surcroîts occasionnels + 25 intermittents), les emplois aidés comme les emplois d'avenir et contrats uniques d'insertion (86), ainsi que les apprentis (82), les collaborateurs de cabinet (8), et les collaborateurs de groupe d'élus (8).

1.1.1.2 Postes budgétaires

Au 31 décembre 2020, on pouvait compter 6 932 postes budgétaires au sein de l'Eurométropole.

DIRECTION	NOMBRE DE POSTE
Affectations périphériques	20
CABINET	54
Direction Communication	35
Direction de la culture	892
Direction de l'audit interne	4
Direction Conseil, perfermance et affaires juridiques	67
Direction construction & patrimoine bâti	208
Direction Economie et Attractivité	51
Direction Enfance et Education	1 373
Direction Environnement et services publics urbains	1 171
Direction finances et programmation	39
Direction. Générale des Services	38
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	641
Direction Population, élections, cultes	170
Direction Sécurité	216
Direction Relations européennes et internationales	25
Direction des Ressources Humaines	146
Direction des ressources logistiques	420
Direction Réglementation Urbaine	55
Direction Solidarités, santé et jeunesse	515
Direction Urbanisme et Territoires	257
Communication Rayonnement Interne/Administration générale	14
Mission Intercommunalité	4
Mission des temps	1
Protocole	22
Pôle Ressources	9
Relations Internationales et Communication	52
Direction des sports	327
Sécurité Prévention et Sports	106
Total général	**6 932**

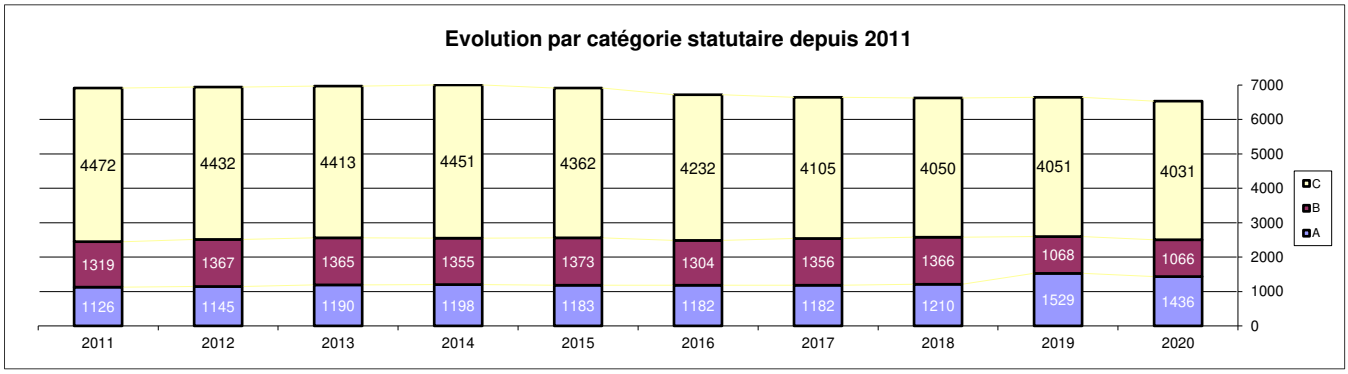
**Correspond à des postes sans affectation à une direction (permanents amicale, permanents syndicaux)*

1.1.1.3 Répartition du personnel permanent en 2020

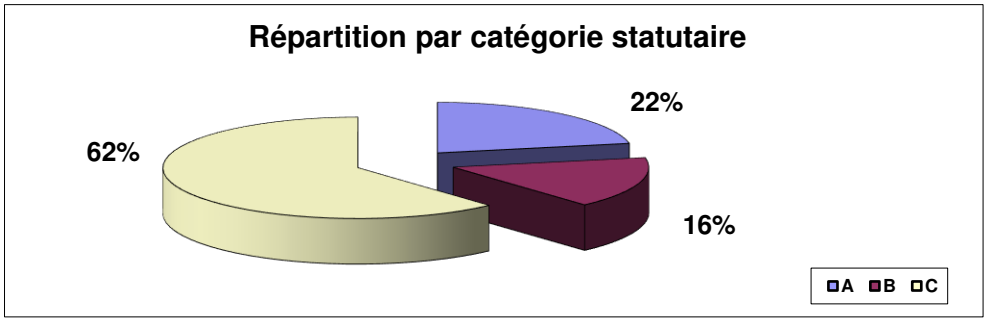
1.1.1.3.1 Répartition par catégorie hiérarchique

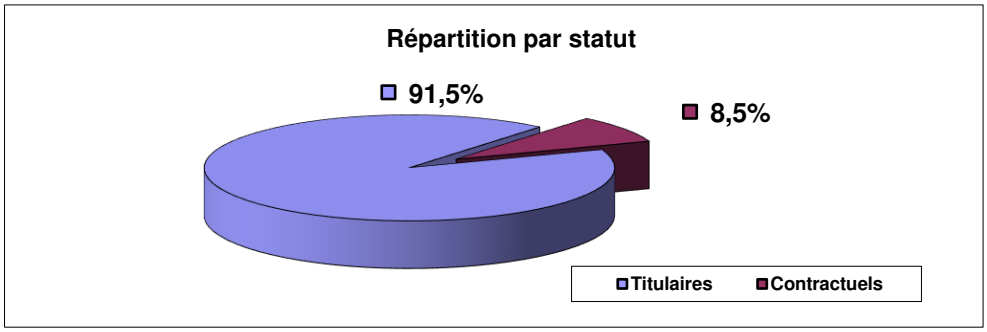
1.1.1.3.1.1 Répartition par catégorie hiérarchique et statut

Catégorie	Titulaire	Contractuel	*dont CDI	Total	soit en %
A	1 180	256	93	**1 436**	22%
B	937	129	11	**1 066**	16%
C	3 863	168	6	**4 031**	62%
Total	**5 980**	**553**	**110**	**6 533**	**100%**
Soit en %	*91,54*	*8,46*	*1,68*	***100,00***	
Soit Equivalent temps plein	***5 767,02***	***534,74***	***107,75***	***6 301,76***	



En termes d'effectifs, de 2019 à 2020, la part des cadres A a diminué de 6 %, celles des cadres B et C n'ont pas évolué.





1.1.1.3.1.2 Répartition par catégorie hiérarchique et par âge

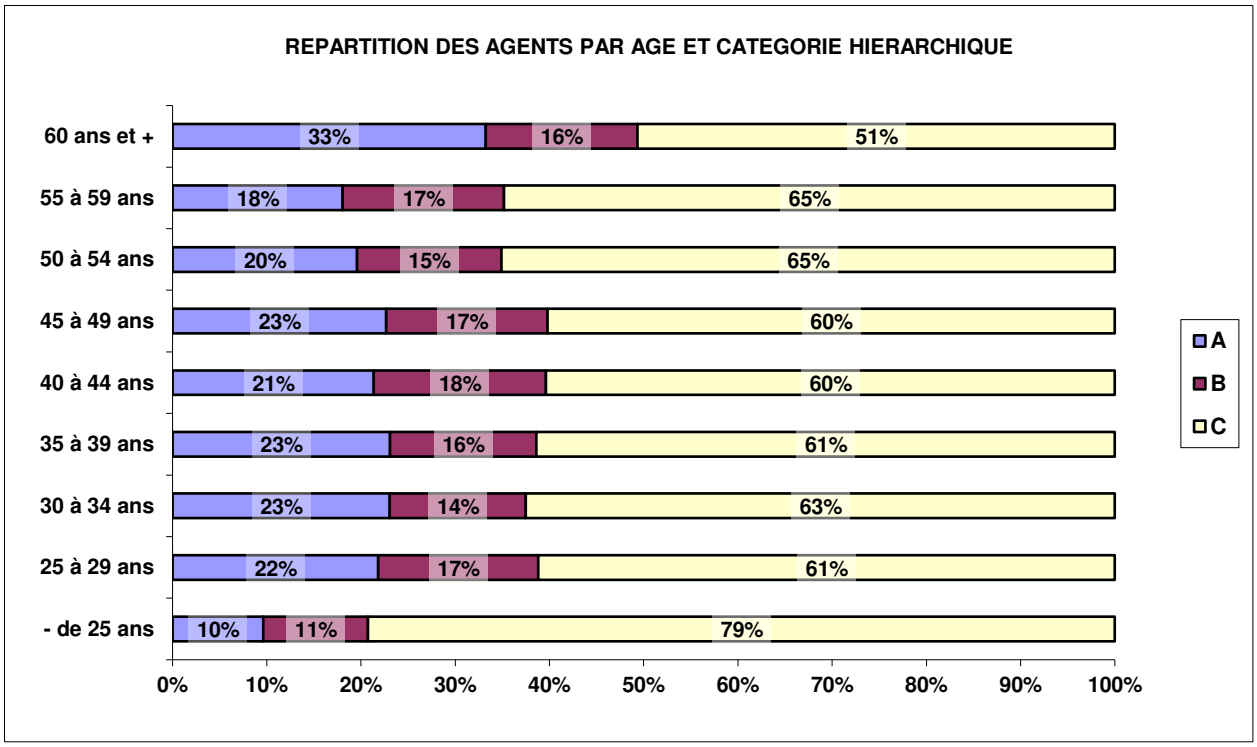
Age	A	B	C	Total	Total
- de 25 ans	13	15	107	135	2,1%
25 à 29 ans	76	59	213	348	5,3%
30 à 34 ans	142	89	385	616	9,4%
35 à 39 ans	168	113	447	728	11,1%
40 à 44 ans	186	159	526	871	13,3%
45 à 49 ans	245	185	651	1 081	16,5%
50 à 54 ans	212	166	705	1 083	16,6%
55 à 59 ans	192	182	689	1 063	16,3%
60 ans et +	202	98	308	608	9,3%
TOTAL AGENTS	**1 436**	**1 066**	**4 031**	**6 533**	**100%**

L'âge moyen dans notre administration en 2020 est de 46 ans et 1 mois. Il était de 45 ans et 11 mois en 2019. Les moyennes par catégorie hiérarchique s'établissent ainsi :

Agents de catégorie A = 46 ans et 8 mois

Agents de catégorie B = 46 ans et 4 mois

Agents de catégorie C = 45 ans et 10 mois



1.1.1.3.2 Répartition par filière

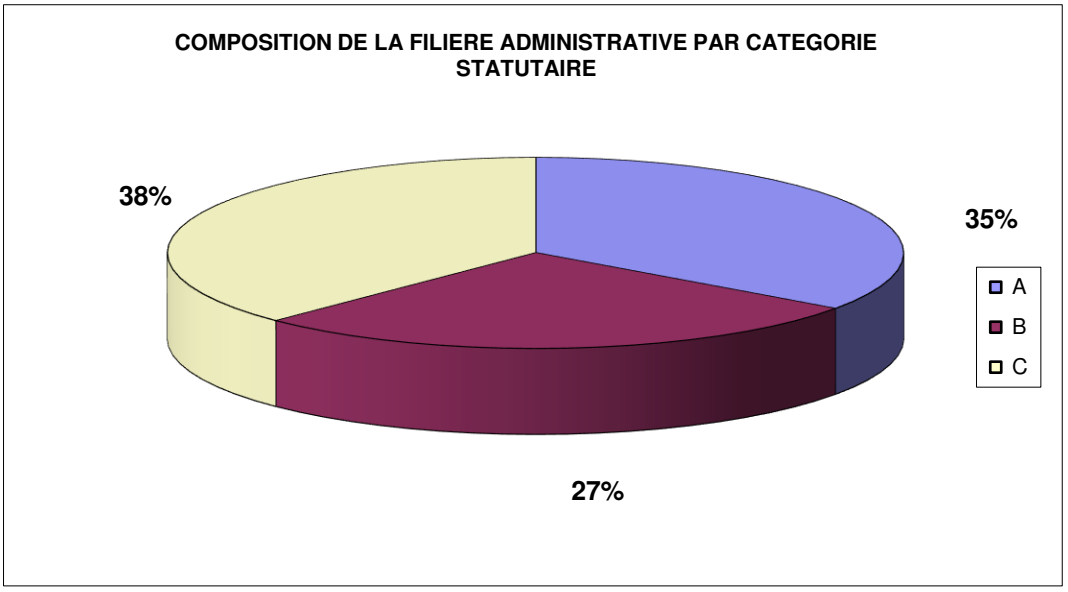
1.1.1.3.2.1 Répartition par filière, par catégorie hiérarchique et par grade

1.1.1.3.2.1.1 Filière administrative

	Filière administrative	*Titulaire*	*Contractuel*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Directeur général	1		**1**		1	0,1%
	Directeur général adjoint	1	1	**2**		2	0,1%
	Administrateur hors classe	7	4	**11**	3	8	0,7%
	Administrateur	13	3	**16**	8	8	1,1%
	Attaché Hors classe	17		**17**	9	8	1,1%
	Directeur Territorial	23	2	**25**	15	10	1,7%
	Attaché principal	143	23	**166**	100	66	11,0%
	Attaché Territorial	197	90	**287**	207	80	19,1%
	Total A en nombre d'agents	402	123	525	342	183	34,9%
	Total A en ETP	394,90	122,60	517,50	334,80	182,70	35,27%
B	Rédacteur Principal 1ère cl	137		137	109	28	9,1%
	Rédacteur Principal 2ème cl.	103	5	108	91	17	7,2%
	Rédacteur Territorial	134	35	169	142	27	11,2%
	Total B en nombre d'agents	374	40	414	342	72	27,5%
	Total B en ETP	363,10	39,50	402,60	331,60	71,00	27,44%
C	Adjoint adm principal 1ère cl	251		251	214	37	16,7%
	Adjoint adm principal 2ème cl	188	7	195	161	34	13,0%
	Adjoint administratif	105	14	119	101	18	7,9%
	Total C en nombre d'agents	544	21	565	476	89	37,6%
	Total C en ETP	526,30	21,00	547,30	459,70	87,60	37,30%
	Total Administrative en nombre d'agents	1320	184	1504	1160	344	100%
	Total ETP	1284,30	183,1	1467,4	1126,1	341,3	100%

- *Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*

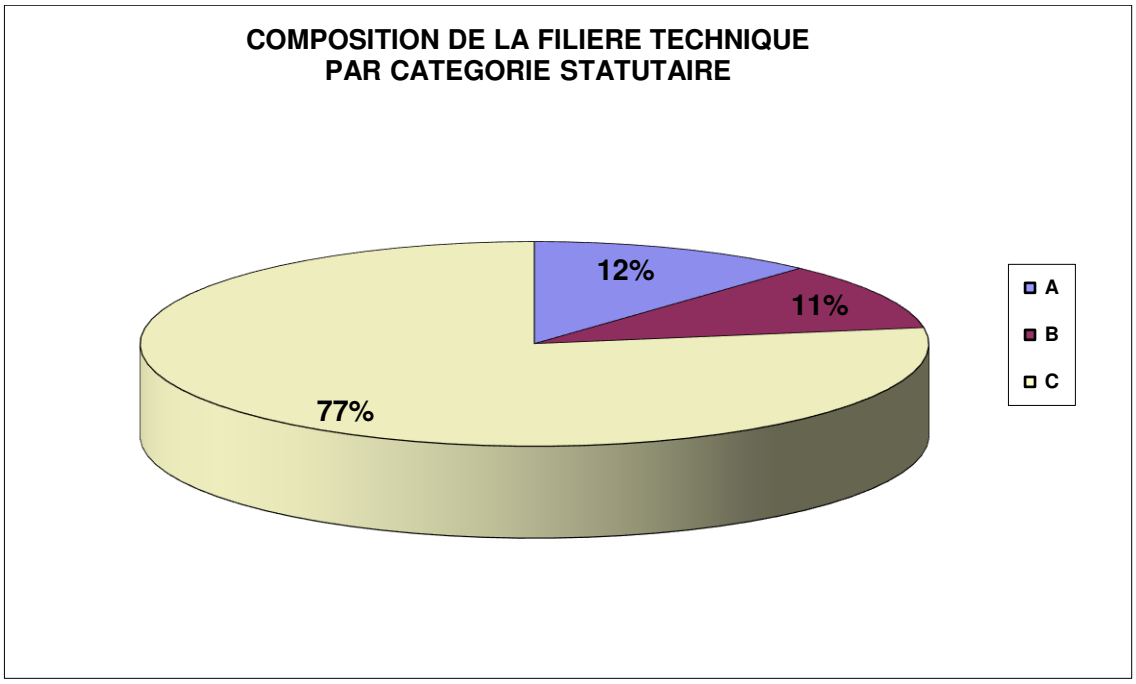
A noter, les effectifs de contractuels mentionnés intègrent les agents en CDI.



1.1.1.3.2.1.2 Filière technique

	Filière technique	Titulaire	Contractuel	Total	Femme	Homme	% *
A	Ingénieur général	1		1		1	0,0%
	Ingénieur chef hors classe	13	6	19	1	18	0,6%
	Ingénieur en chef	10		10	6	4	0,3%
	Ingénieur principal	161	22	183	61	122	5,9%
	Ingénieur	121	29	150	72	78	4,9%
	Total A en nombre d'agents	306	57	363	140	223	11,8%
	Total A en ETP	301,50	57,00	358,50	136,40	222,10	11,92%
B	Technicien principal 1è Cl	148	7	155	31	124	5,0%
	Technicien principal 2è Cl	74	36	110	37	73	3,6%
	Technicien territorial	56	9	65	8	57	2,1%
	Total B en nombre d'agents	278	52	330	76	254	10,7%
	Total B en ETP	273,40	52,00	325,40	72,60	252,80	10,8%
C	Agent de maîtrise principal	423	3	426	19	407	13,8%
	Agent de maîtrise	193	4	197	17	180	6,4%
	Adjoint techn. princ 1è cl	818		818	190	628	26,5%
	Adjoint techn. princ 2è cl	424	3	427	142	285	13,9%
	Adjoint technique	466	54	520	177	343	16,9%
	Total C en nombre d'agents	2 324	64	2 388	545	1843	77,5%
	Total C en ETP	2267,37	56	2 323,37	496,17	1827,2	77,26%
	Total Technique en nombre d'agents	2 908	173	3 081	761	2 320	100%
	Total ETP	2 842,27	165,00	3 007,27	705,17	2 302,10	100%

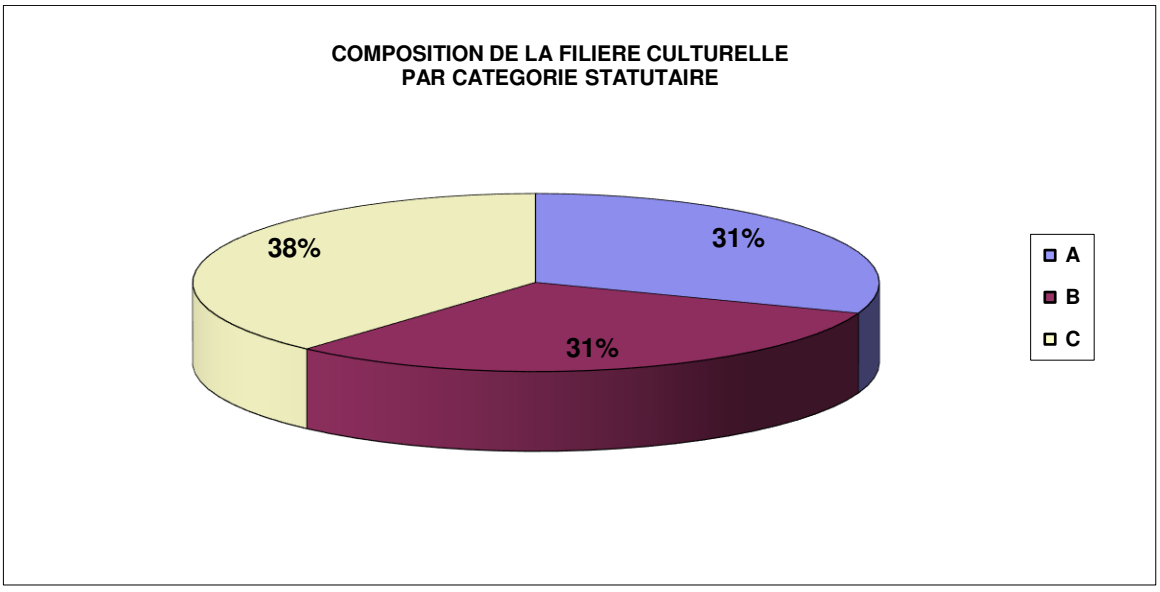
- *Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*



1.1.1.3.2.1.3 Filière culturelle

	Filière culturelle	Titulaire	Contractuel	Total	Femme	Homme	% *
A	Conservateur en Chef Patrim.	11		11	8	3	1,9%
	Conservateur du patrimoine	3	1	4	3	1	0,7%
	Conservateur Bibl. Chef	5		5	3	2	0,9%
	Conservateur Bibli.	4		4	3	1	0,7%
	Attaché Conservat. Ppal Patrimoine	1		1	1		0,2%
	Attaché Conservat. Patrimoine	21	8	29	18	11	5,1%
	Bibliothécaire principal	11		11	8	3	1,9%
	Bibliothécaire Territorial	10		10	9	1	1,8%
	Directeur de 1è Cat Etab Art	1		1		1	0,2%
	Professeur Enseig. Art. H. Cl.	61	6	67	22	45	11,9%
	Professeur Enseig. Art. Cl. N.	20	10	30	16	14	5,3%
	Total A en nombre d'agents	148	25	173	91	82	30,6%
	Total A en ETP	142,51	22,38	164,89	87,75	77,14	31,00%
B	Assist. Conserv princ. 1ere cl.	60		60	46	14	10,6%
	Assist. Conserv princ. 2eme cl.	41		41	36	5	7,3%
	Assistant de conservation	18	8	26	20	6	4,6%
	Assistants Ens Art princ.1ere cl.	22	1	23	12	11	4,1%
	Assistants Ens Art princ.2eme cl.	14	4	18	8	10	3,2%
	Assistants Ens Art	4	3	7	3	4	1,2%
	Total B en nombre d'agents	159	16	175	125	50	31,0%
	Total B en ETP	150,95	14,50	165,45	117,80	47,65	31,10%
C	Adjoint pat principal 1ère cl	71		71	51	20	12,6%
	Adjoint pat principal 2ème cl	82		82	58	24	14,5%
	Adjoint patrimoine	62	2	64	39	25	11,3%
	Total C en nombre d'agents	215	2	217	148	69	38,4%
	Total C en ETP	199,80	1,80	201,60	138,20	65,30	37,90%
	Total Culturel en nombre d'agents	522	43	565	364	201	100%
	Total ETP	493,26	38,68	531,94	343,75	190,09	100%

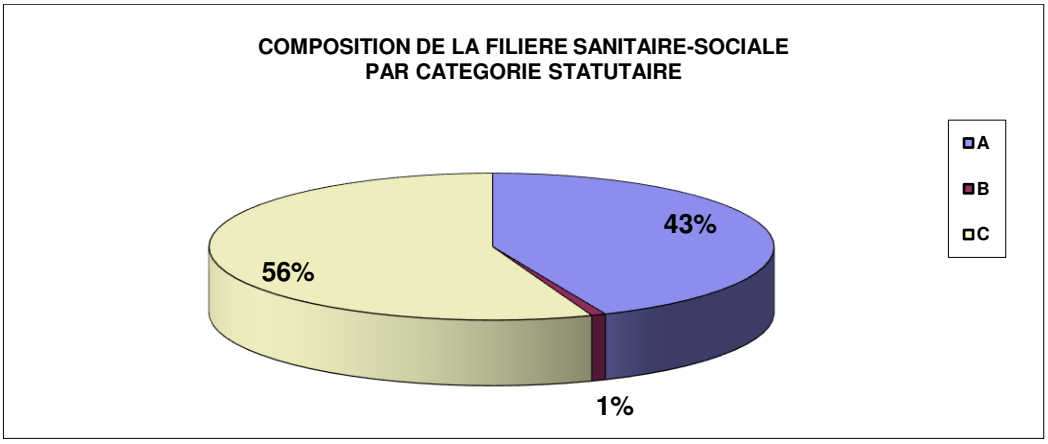
** Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*



1.1.1.3.2.1.4 Filière sanitaire et sociale

	Filière sanitaire-sociale	*Titulaire*	*Contractuel*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Médecin Hors classe	4		4	4		0,5%
	Médecin de 1ère classe	3	3	6	4	2	0,7%
	Médecin 2ème Classe	5	7	12	11	1	1,4%
	Psychologue Hors classe	6		6	5	1	0,7%
	Psychologue	1		1		1	0,1%
	Sage-femme hors classe	3		3	3		0,4%
	Puéricultrice hors classe	10		10	10		1,2%
	Puéricultrice cl supérieure	4		4	4		0,5%
	Puéricultrice classe normale	12	3	15	15		1,8%
	Infirmier soins gx hors classe	10		10	8	2	1,2%
	Infirmier soins gx classe sup	1		1	1		0,1%
	Infirmier soins gx cl normale	6		6	6		0,7%
	Cadre supérieur de santé	1		1	1		0,1%
	Cadre de santé 1ère classe	1		1	1		0,1%
	Conseiller hors cl socio-educ	1		1	1		0,1%
	Conseiller supérieur socio-éd	3		3	3		0,4%
	Conseiller socio-éducatif	1		1	1		0,1%
	Educateur jnes enfts cl exc A	31		31	30	1	3,7%
	Educateur jnes enfants 1è cl A	57		57	56	1	6,7%
	Educateur jnes enfants 2è cl A	9	10	19	18	1	2,2%
	Assistant socio-éd cl except A	93		93	81	12	11,0%
	Assistant socio-éd 1ère cl A	25		25	24	1	3,0%
	Assistant socio-éd 2ème cl A	30	28	58	55	3	6,9%
	Total A en nombre d'agents	317	51	368	342	26	43,5%
	Total A en ETP	298,96	48,64	347,60	322,30	25,30	43,20%
B	Moniteur éduc interv familial	1	1	2	2		0,2%
	Moniteur éduc interv fam princ	3		3	2	1	0,4%
	Technicien paramédical cl norm		2	2	2		0,2%
	Total B en nombre d'agents	4	3	7	6	1	0,8%
	Total B en ETP	3,80	3,00	6,80	5,80	1,00	0,8%
C	ATSEM principal 1ère classe	196		196	196		23,2%
	ATSEM principal 2ème classe	122	64	186	184	2	22,0%
	Agent social principal 1è cl	5		5	1	4	0,6%
	Agent social principal 2ème cl	17	2	19	10	9	2,2%
	Agent social	15		15	11	4	1,8%
	Auxiliaire puér princ 1ère cl	35		35	35		4,1%
	Auxiliaire puér princ 2ème cl	11	4	15	15		1,8%
	Total C en nombre d'agents	401	70	471	452	19	55,7%
	Total C en ETP	380,30	70,00	450,30	431,30	19,00	56,0%
	Total Sanitaire Sociale nombre d'agents	722	124	846	800	46	100,0%
	Total ETP	683,06	121,64	804,70	759,40	45,30	100,0%

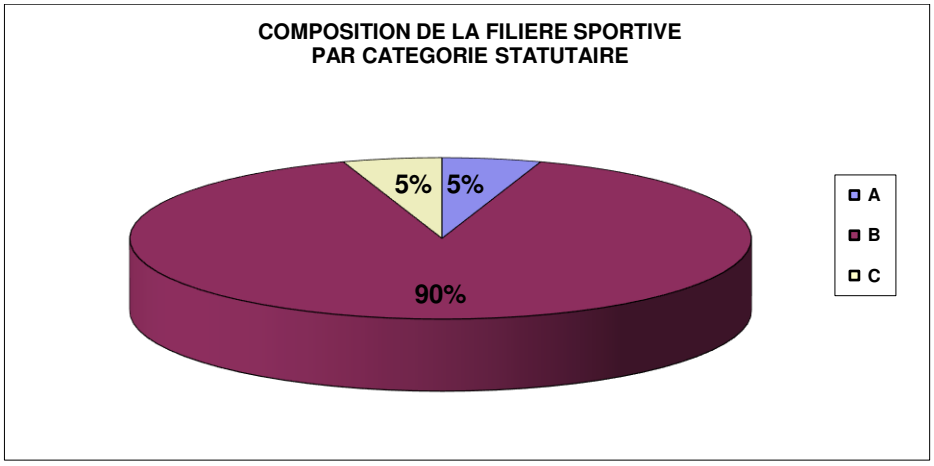
- *Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*



1.1.1.3.2.1.5 Filière sportive

	Filière Sportive	*Titulaire*	*Contractuel*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Conseiller Territorial APS ppal	3		3	2	1	2,6%
	Conseiller Territorial APS	3		3		3	2,6%
	Total A en nombre d'agents	6	0	6	2	4	5,1%
	Total A en ETP	6,00	0,00	6,00	2,00	4,00	5,23%
B	Educateur APS ppal 1ere cl	59		59	19	40	50,4%
	Educateur APS ppal 2eme cl	17		17	5	12	14,5%
	Educateur APS	13	16	29	14	15	24,8%
	Total B en nombre d'agents	89	16	105	38	67	89,7%
	Total B en ETP	88,00	15,00	103,00	36,20	66,80	89,72%
C	Opérateur Act. Sportives Ppal	5		5	1	4	4,3%
	Opérateur Act. Sportives Qual.	1		1	1		0,9%
	Total C en nombre d'agents	6	0	6	2	4	5,1%
	Total C en ETP	5,80	0,00	5,80	1,80	4,00	5,05%
	Total Activité Physique Sportive nbre d'agents	101	16	117	42	75	100%
	Total ETP	99,80	15,00	114,80	40,00	74,80	100%

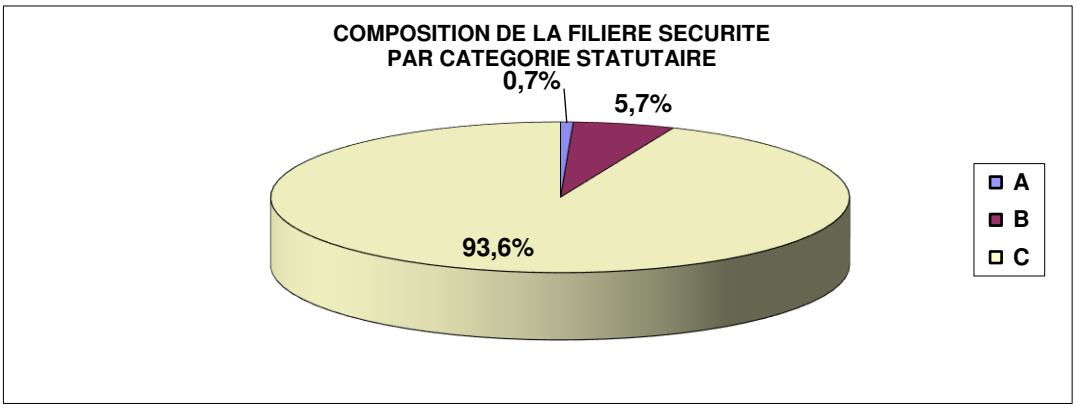
** Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*



1.1.1.3.2.1.6 Filière sécurité

	Filière sécurité	*Titulaire*	*Contractuel*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
A	Directeur principal police mu	1		1		1	0,7%
	Directeur de police municipale						0,0%
	Total A en nombre d'agents	1	0	1	0	1	0,7%
	Total A en ETP	1	0	1	0	1	0,71%
B	Chef serv. Principal 1ère cl	4		4	2	2	2,8%
	Chef serv. Principal 2ème cl	3		3		3	2,1%
	Chef de service PM	1		1	1		0,7%
	Total B en nombre d'agents	8	0	8	3	5	5,7%
	Total B en ETP	8	0	8	3	5	5,69%
C	Chef police municipale (prov)	2		2		2	1,4%
	Brigadier chef principal	81		81	18	63	57,4%
	Gardien-brigadier	49		49	18	31	34,8%
	Total C en nombre d'agents	132	0	132	36	96	93,6%
	Total C en ETP	131,60		131,60	35,60	96,00	93,6%
	Total Police Municipale nombre d'agents	141	0	141	39	102	100%
	Total ETP	140,60	0,00	140,60	38,60	102,00	100%

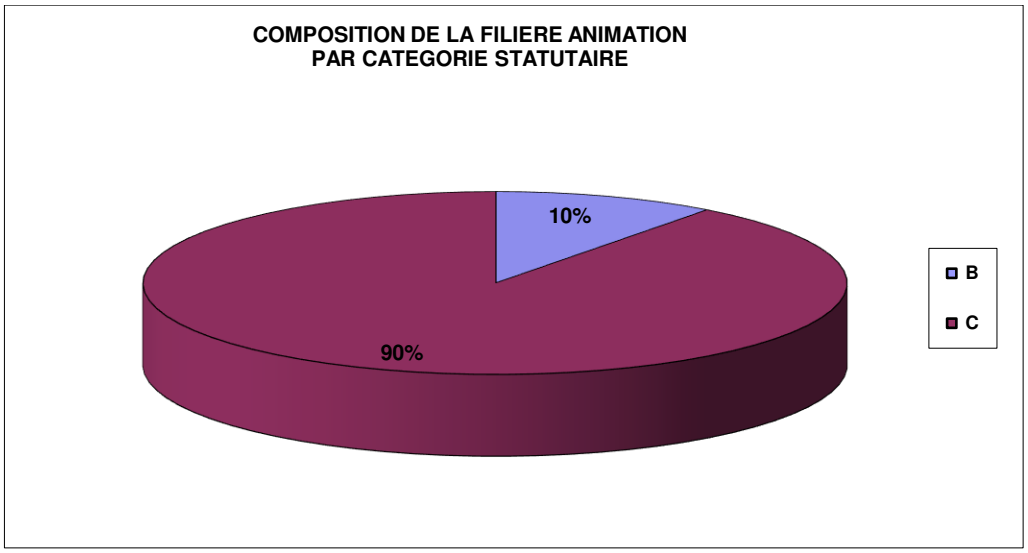
** Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*



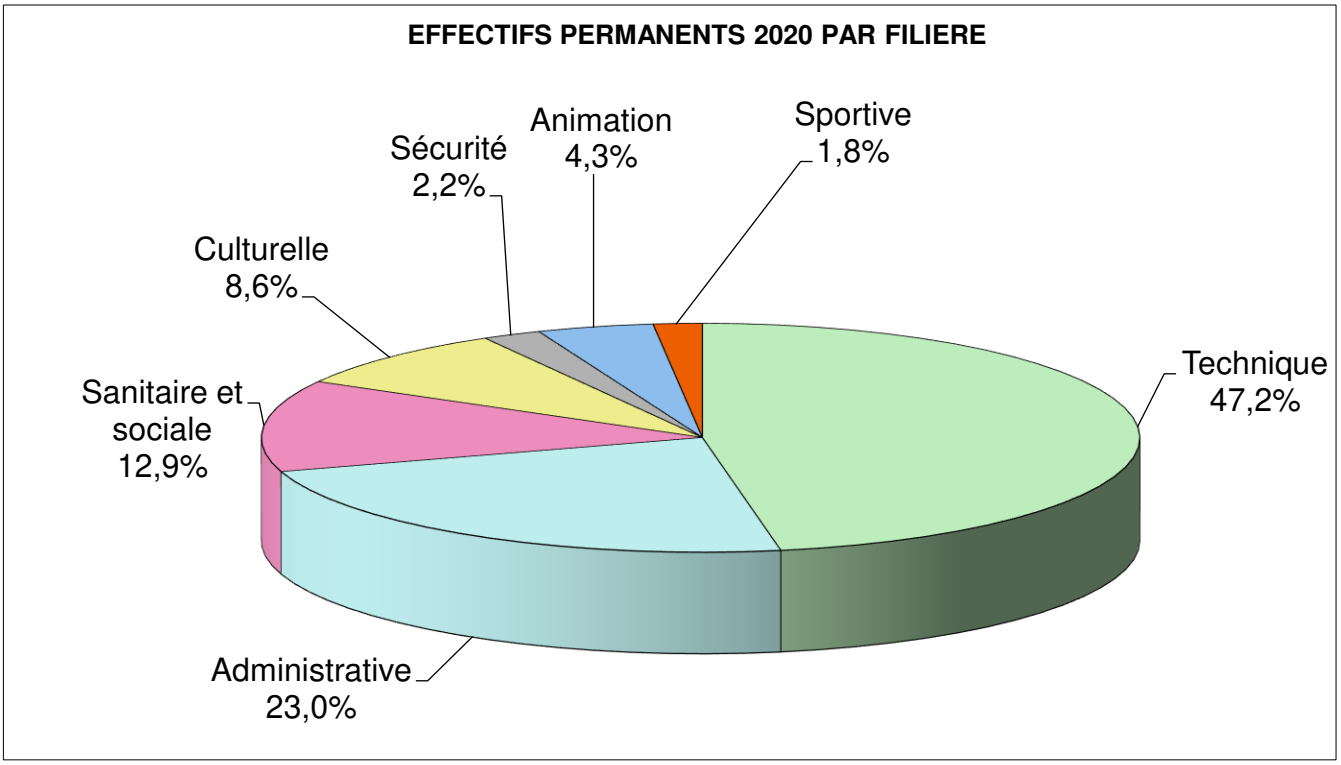
1.1.1.3.2.1.7 Filière animation

	Filière animation	*Titulaire*	*Contractuel*	*Total*	*Femme*	*Homme*	*% **
B	Animateur Principal 1ère cl	2		2		2	0,7%
	Animateur Principal 2ème cl	7		7	3	4	2,5%
	Animateur	16	2	18	11	7	6,5%
	Total B en nombre d'agents	25	2	27	14	13	9,7%
	Total B en ETP	24,20	2,00	26,20	13,70	12,50	11,1%
C	Adjoint anim principal 1ère cl	16		16	12	4	5,7%
	Adjoint anim principal 2ème cl	46		46	37	9	16,5%
	Adjoint animation	179	11	190	147	43	68,1%
	Total C en nombre d'agents	241	11	252	196	56	90,3%
	Total C en ETP	199,53	9,32	208,85	159,74	49,11	88,9%
	Total Animation en nombre d'agents	266	13	279	210	69	100%
	Total ETP	223,73	11,32	235,05	173,44	61,61	100%

** Pourcentage par rapport au nombre total d'agents présents dans la filière*



1.1.1.3.2.1.8 Bilan synthétique



Evolution du nombre d'agents

Filière	Nombre d'agents permanents 2019	soit en %	Nombre d'agents permanents 2020	soit en %	F en %	H en %	Ecart du nbre d'agents 2019-2020
Technique	3 117	46,89%	3 081	47,16%	24,70%	75,30%	-36
Administrative	1 485	22,34%	1 504	23,02%	77,13%	22,87%	19
Sanitaire sociale	842	12,67%	846	12,95%	94,56%	5,44%	4
Culturelle	571	8,59%	565	8,65%	64,42%	35,58%	-6
Sécurité	147	2,21%	141	2,16%	27,66%	72,34%	-6
Animation	264	3,97%	279	4,27%	75,27%	24,73%	15
Sportive	119	1,79%	117	1,79%	35,90%	64,10%	-2
Hors filières	103	1,55%		0,00%	0,00%	0,00%	-103
TOTAL	6 648	100,00%	6 533	100,00%	51,68%	48,32%	-115

Evolution du nombre d'ETP

Filière	Nombre d'ETP en 2019	soit en %	Nombre d'ETP en 2020	soit en %	F en %	H en %	Ecart d'ETP 2019-2020
Technique	3 041,21	47,49	3 007,27	47,72	23,45%	76,55%	-33,94
Administrative	1 444,40	22,56	1 467,40	23,29	37,45%	11,35%	23,00
Sanitaire et sociale	795,41	12,42	804,70	12,77	25,25%	1,51%	9,29
Culturelle	534,31	8,34	531,94	8,44	11,43%	6,26%	-2,37
Sécurité	146,80	2,29	140,60	2,23	1,28%	3,39%	-6,20
Animation	221,69	3,46	235,05	3,73	5,77%	2,05%	13,36
Sportive	116,90	1,83	114,80	1,82	1,33%	2,49%	-2,10
Hors filières	103,00	1,61		0,00	0,00%	0,00%	-103,00
TOTAL	6 403,72	100,00	6 301,76	100,00	50,56%	49,44%	-101,96

1.1.1.3.3 Répartition par genre et par filière

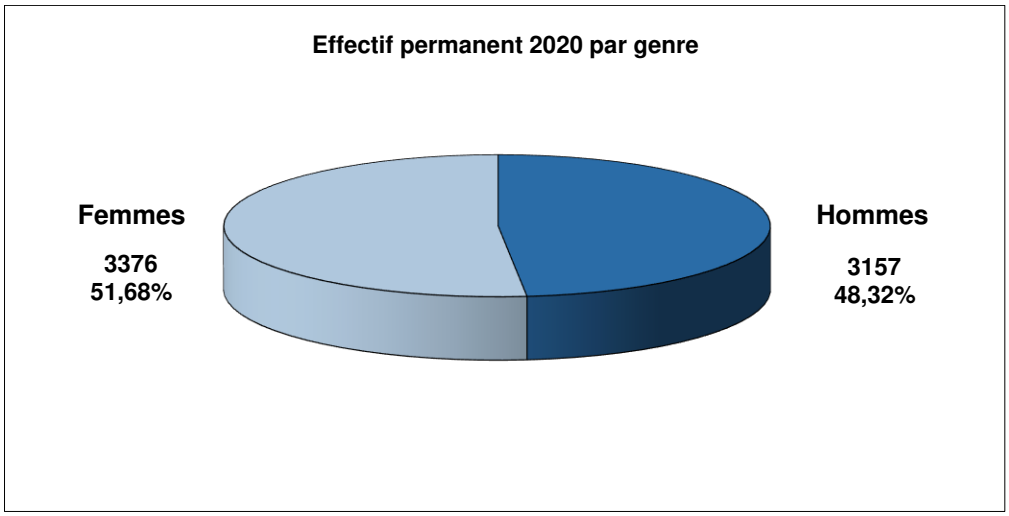
- Les filières les plus féminisées sont :
  1) La filière sociale = 94,56%
  2) La filière administrative = 77,13%
  3) La filière animation = 75,27%
- Les filières les plus masculinisées sont :
  1) La filière technique = 75,30%
  2) La filière sécurité = 72,34%
  3) La filière sportive = 64,10%

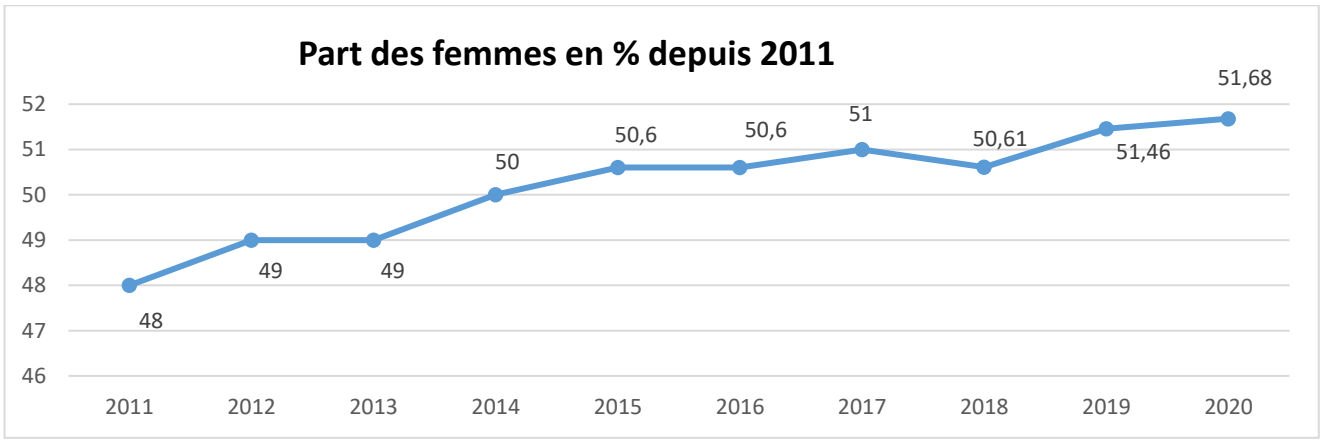
Tableau synthétique par filière, par catégorie hiérarchique et par genre (en %)

	A		B		C	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Administrative	65,1	34,9	82,6	17,4	84,2	15,8
Technique	38,6	61,4	23,0	77,0	22,8	77,2
Culturelle	52,6	47,4	71,4	28,6	68,2	31,8
Sanitaire et Sociale	92,9	7,1	85,7	14,3	96,0	4,0
Sportive	33,3	66,7	36,2	63,8	33,3	66,7
Sécurité	0,0	100,0	37,5	62,5	27,3	72,7
Animation	0,0	0,0	51,9	48,1	77,8	22,2
Total	62,0	38,0	57,2	42,8	46,0	54,0

1.1.1.3.4 Répartition par genre et par âge

Le personnel féminin représente **51,7 %** de l'effectif global permanent (6 533) en 2020

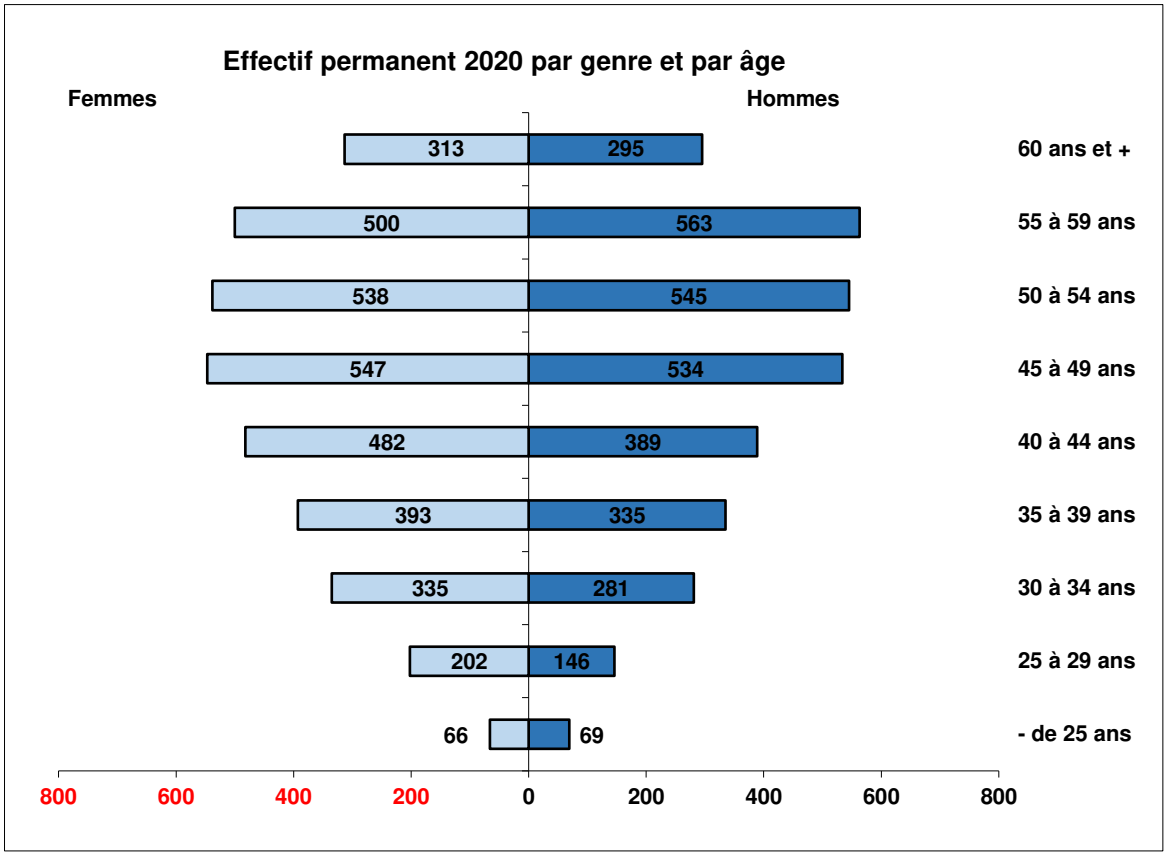




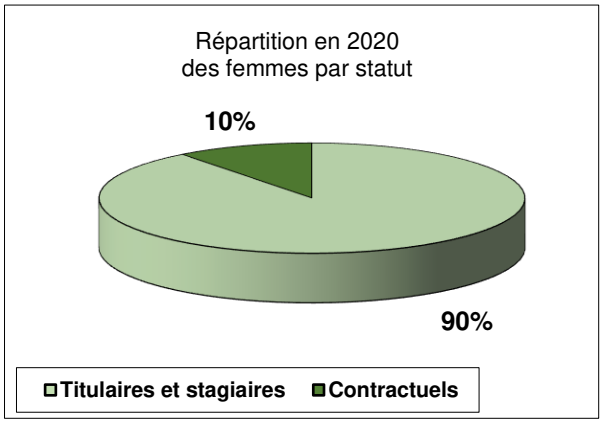
L'âge moyen en 2020 est de 46 ans et 1 mois.

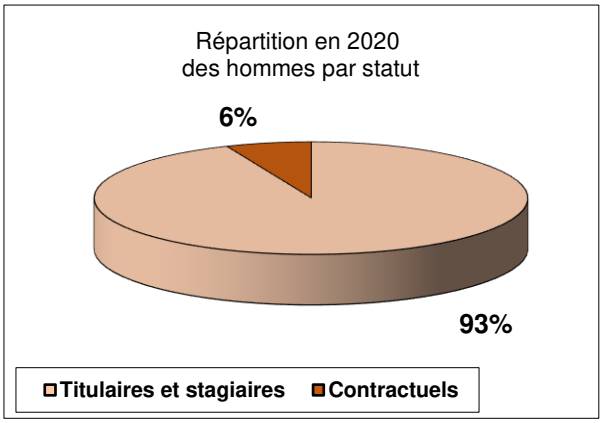
L'âge moyen des hommes est de 46 ans et 7 mois et celui des femmes de 45 ans et 7 mois.

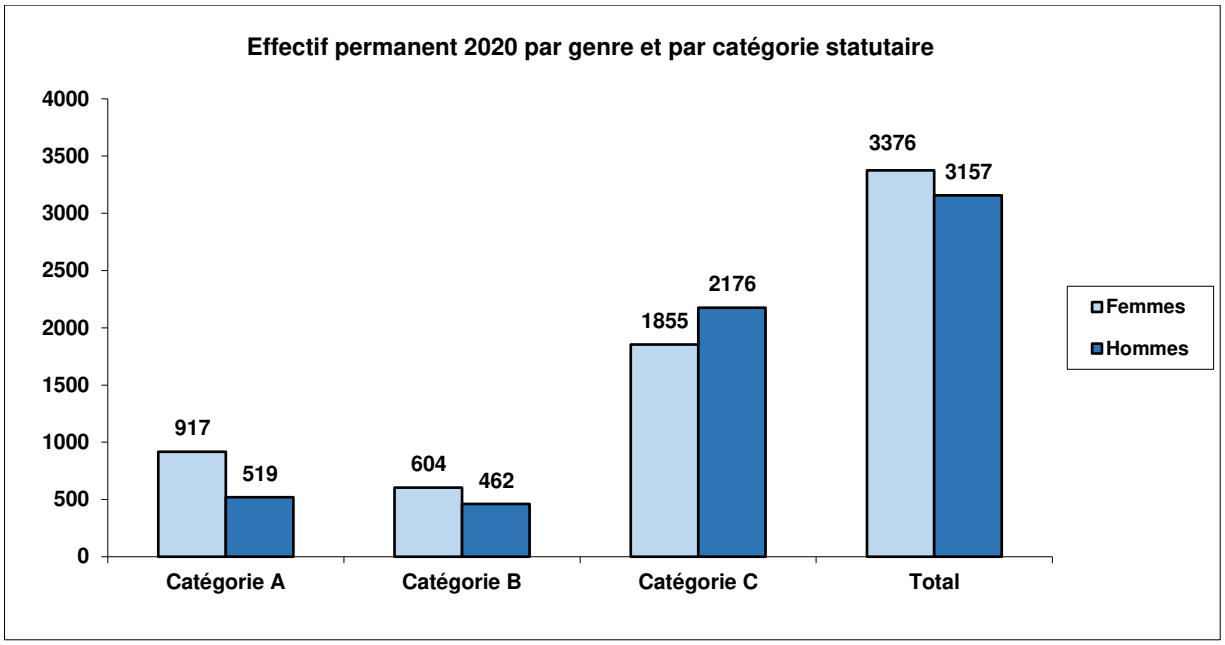
En 2019 : l'âge moyen hommes était de 46 ans et 7 mois et celui des femmes de 45 ans et 5 mois.



1.1.1.3.4.1 Répartition par genre, par statut et par catégorie hiérarchique







En 2020, les femmes représentent :

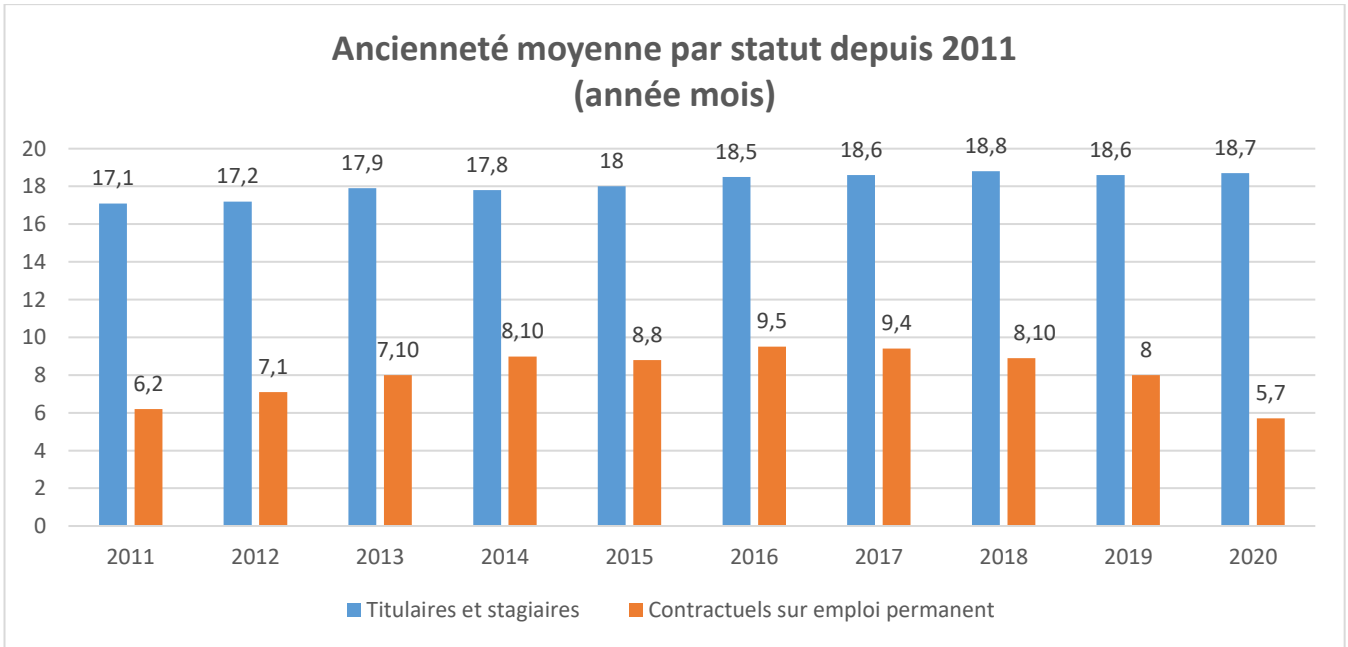
63,9 % des cadres A, soit une hausse de 1,9 % par rapport à 2019

56,7 % des cadres B, soit une baisse de 0,5 % par rapport à 2019

46 % des cadres C, pas de changement par rapport à 2019

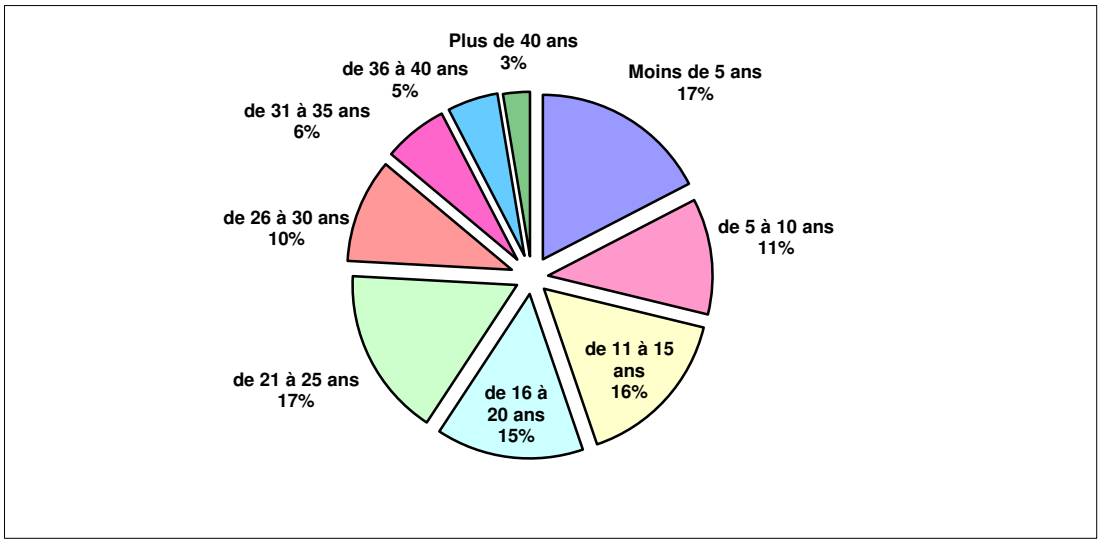
1.1.1.3.5 Ancienneté moyenne à l'Eurométropole de Strasbourg

1.1.1.3.5.1 Ancienneté moyenne par statut

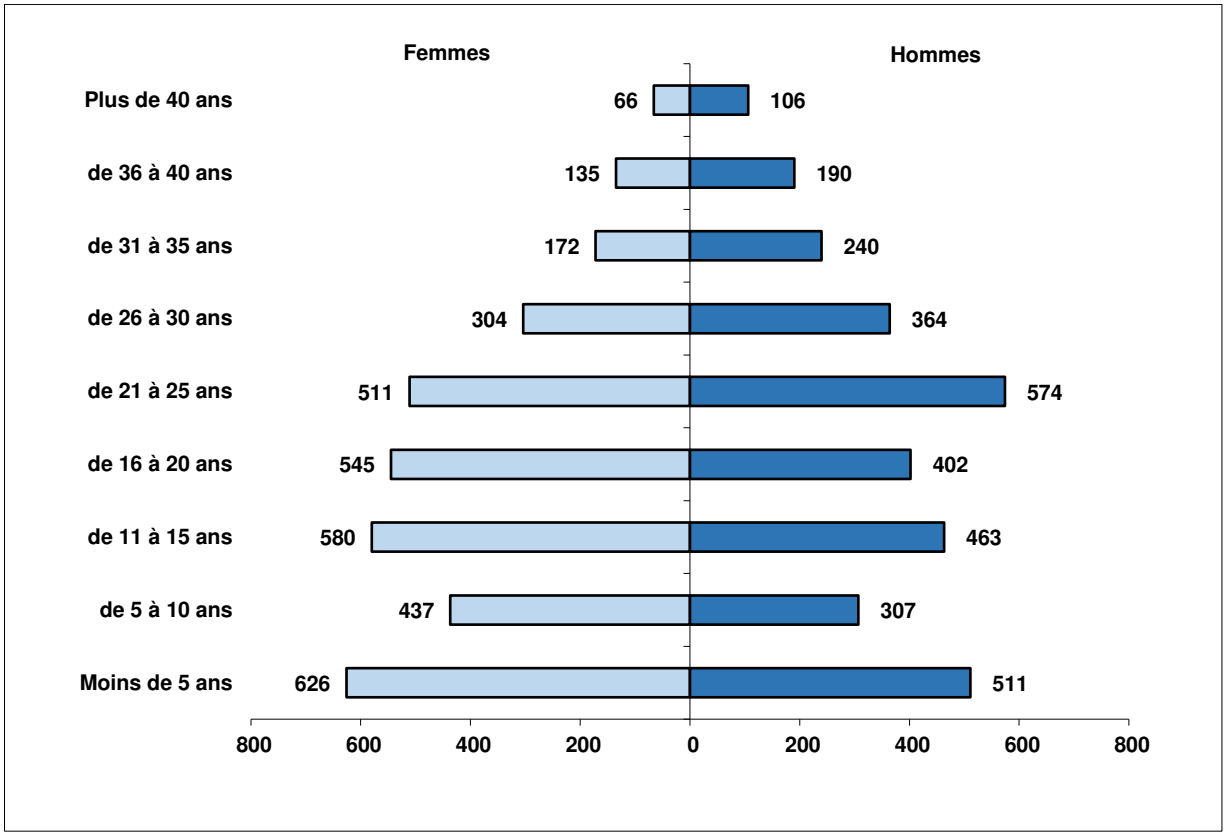


1.1.1.3.5.2 Répartition par ancienneté

En 2020, 59,25 % des effectifs ont une ancienneté dans la collectivité inférieure à 20 ans



1.1.1.3.5.3 Répartition par ancienneté et par genre



L'ancienneté moyenne des hommes est de 18 ans et 9 mois celui des femmes est de 16 ans et 4 mois.
18,54 % des femmes ont une ancienneté inférieure à 5 ans (hommes 16,19 %)
46,69 % des hommes sont présents depuis plus de 20 ans contre 35,19 % des femmes

1.1.1.3.6 Répartition par direction

DIRECTIONS	*Total 2019*	Cadres A	Cadres B	Cadres C	Total 2020	%	ETP 2020	*Evolution 2019/2020*
Affectations Périphériques	22	4	6	8	18	0,28%	17,80	-4,00
Cabinet	48	3	16	29	48	0,73%	46,50	0,00
Cri/Administration Générale	12	3	7	2	12	0,18%	11,90	0,00
Direction Communication	30	28	1	4	33	0,51%	32,40	3,00
Direction Conseil, performance et affaires juridiques	60	38	14	13	65	0,99%	62,70	5,00
Direction Animation Urbaine	1				0	0,00%		-1,00
Direction construction & patrimoine bâti	199	56	52	85	193	2,95%	191,80	-6,00
Direction de Mission TERRE	0	7	1	1	9	0,14%	9,00	9,00
Direction des Ressources Logistiques	392	72	33	282	387	5,92%	376,73	-5,00
Direction Economie et Attractivité	44	40	5	4	49	0,75%	48,20	5,00
Direction Enfance et Education	1 331	159	66	1 103	1 328	20,33%	1213,95	-3,00
Direction Environnement et services publics urbains	1 096	68	73	953	1 094	16,75%	1082,20	-2,00
Direction finances et programmation	41	12	6	18	36	0,55%	35,00	-5,00
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	585	102	133	348	583	8,92%	571,60	-2,00
Direction Population Elections Culte	161	17	26	128	171	2,62%	169,70	10,00
Direction Relations européennes et internationales	27	15	6	4	25	0,38%	24,40	-2,00
Direction de la Culture	953	224	245	371	840	12,86%	802,04	-113,00
Direction des Ressources Humaines	146	60	50	42	152	2,33%	147,14	6,00
Direction des Sports	309	35	124	147	306	4,68%	301,90	-3,00
Direction Generale des Services	29	25	3	3	31	0,47%	31,00	2,00
Direction Réglementation Urbaine	55	12	14	29	55	0,84%	54,70	0,00
Direction Sécurité	194	5	12	171	188	2,88%	186,10	-6,00
Direction des Solidarités, Santé et jeunesse	489	293	71	123	487	7,45%	467,70	-2,00
Direction Urbanisme Aménagt Habitat	247	122	74	51	247	3,78%	242,50	0,00
Direction de l'Audit Interne	3	4			4	0,06%	4,00	1,00
Mission des temps	1				0	0,00%		-1,00
Mission Intercommunalité	3	2	1		3	0,05%	3,00	0,00
Pôle Comm. Rayonn. Intern	1				0	0,00%		-1,00
Pôle Ressources	7				0			-7,00
Protocole	19	3	5	12	20	0,31%	20,00	1,00
Relations Internationales et Communication	41	8	4	30	42		42,00	1,00
Sécurité Prévention et Sports	102	19	18	70	107	1,64%	105,80	5,00
TOTAL GENERAL	**6 648**	**1 436**	**1 066**	**4 031**	**6 533**	**100,00%**	**6301,76**	**-115,00**

* Regroupent les agents mis à disposition ainsi que les surnombres

Les directions sont réparties selon l'organigramme au 31/12/2020 ainsi que l'affectation des agents à cette date.

1.1.1.3.6.1 Répartition par direction, par catégorie hiérarchique et par genre

(Les pourcentages représentent les parts respectives de femmes et d'hommes, par catégorie hiérarchique et direction)

Directions	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Total Femme	Total Homme
	Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme		
Affectations Périphériques	25,0%	75,0%	66,7%	33,3%	87,5%	12,5%	66,7%	33,3%
Cabinet	100,0%		93,8%	6,3%	89,7%	10,3%	91,7%	8,3%
Cri/Administration Générale	100,0%		85,7%	14,3%	100,0%		91,7%	8,3%
Direction Communication	64,3%	35,7%		100,0%	75,0%	25,0%	63,6%	36,4%
Direction Conseil, performance et affaires juridiques	68,4%	31,6%	64,3%	35,7%	92,3%	7,7%	72,3%	27,7%
Direction construction & patrimoine bâti	41,1%	58,9%	42,3%	57,7%	20,0%	80,0%	32,1%	67,9%
Direction de Mission TERRE	42,9%	57,1%		100,0%	100,0%		44,4%	55,6%
Direction des Ressources Logistiques	40,3%	59,7%	63,6%	36,4%	31,9%	68,1%	36,2%	63,8%
Direction Economie et Attractivité	65,0%	35,0%	100,0%		100,0%		71,4%	28,6%
Direction Enfance et Education	90,6%	9,4%	65,2%	34,8%	87,6%	12,4%	86,8%	13,2%
Direction Environnement et services publics urbains	57,4%	42,6%	42,5%	57,5%	7,1%	92,9%	12,6%	87,4%
Direction finances et programmation	41,7%	58,3%	83,3%	16,7%	94,4%	5,6%	75,0%	25,0%
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	37,3%	62,7%	32,3%	67,7%	15,8%	84,2%	23,3%	76,7%
Direction Population Elections Culte	58,8%	41,2%	69,2%	30,8%	61,7%	38,3%	62,6%	37,4%
Direction Relations européennes et internationales	60,0%	40,0%	83,3%	16,7%	75,0%	25,0%	68,0%	32,0%
Direction de la Culture	56,7%	43,3%	67,3%	32,7%	60,1%	39,9%	61,3%	38,7%
Direction des Ressources Humaines	76,7%	23,3%	84,0%	16,0%	95,2%	4,8%	84,2%	15,8%
Direction des Sports	28,6%	71,4%	33,9%	66,1%	29,9%	70,1%	31,4%	68,6%
Direction Générale des Services	48,0%	52,0%	100,0%		100,0%		58,1%	41,9%
Direction Réglementation Urbaine	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	37,9%	62,1%	43,6%	56,4%
Direction Sécurité	60,0%	40,0%	41,7%	58,3%	32,2%	67,8%	33,5%	66,5%
Direction des Solidarités, Santé et jeunesse	86,0%	14,0%	80,3%	19,7%	58,5%	41,5%	78,2%	21,8%
Direction Urbanisme Aménagt Habitat	57,4%	42,6%	56,8%	43,2%	58,8%	41,2%	57,5%	42,5%
Direction de l'Audit Interne	75,0%	25,0%					75,0%	25,0%
Mission Intercommunalité		100,0%	100,0%				33,3%	66,7%
Protocole	66,7%	33,3%	80,0%	20,0%	41,7%	58,3%	55,0%	45,0%
Relations Internationales et Communication	25,0%	75,0%	25,0%	75,0%	16,7%	83,3%	19,0%	81,0%
Sécurité Prévention et Sports	36,8%	63,2%	44,4%	55,6%	24,3%	75,7%	29,9%	70,1%
Total	**63,9%**	**36,1%**	**56,7%**	**43,3%**	**46,0%**	**54,0%**	**51,7%**	**48,3%**

1.1.2 MOUVEMENTS

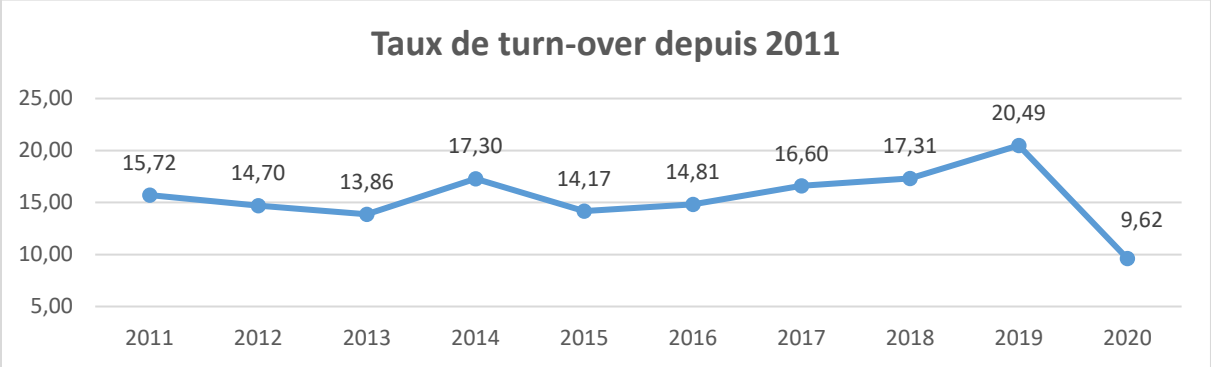
1.1.2.1 Entrées et sorties par mois

L'année 2020 comptabilise :

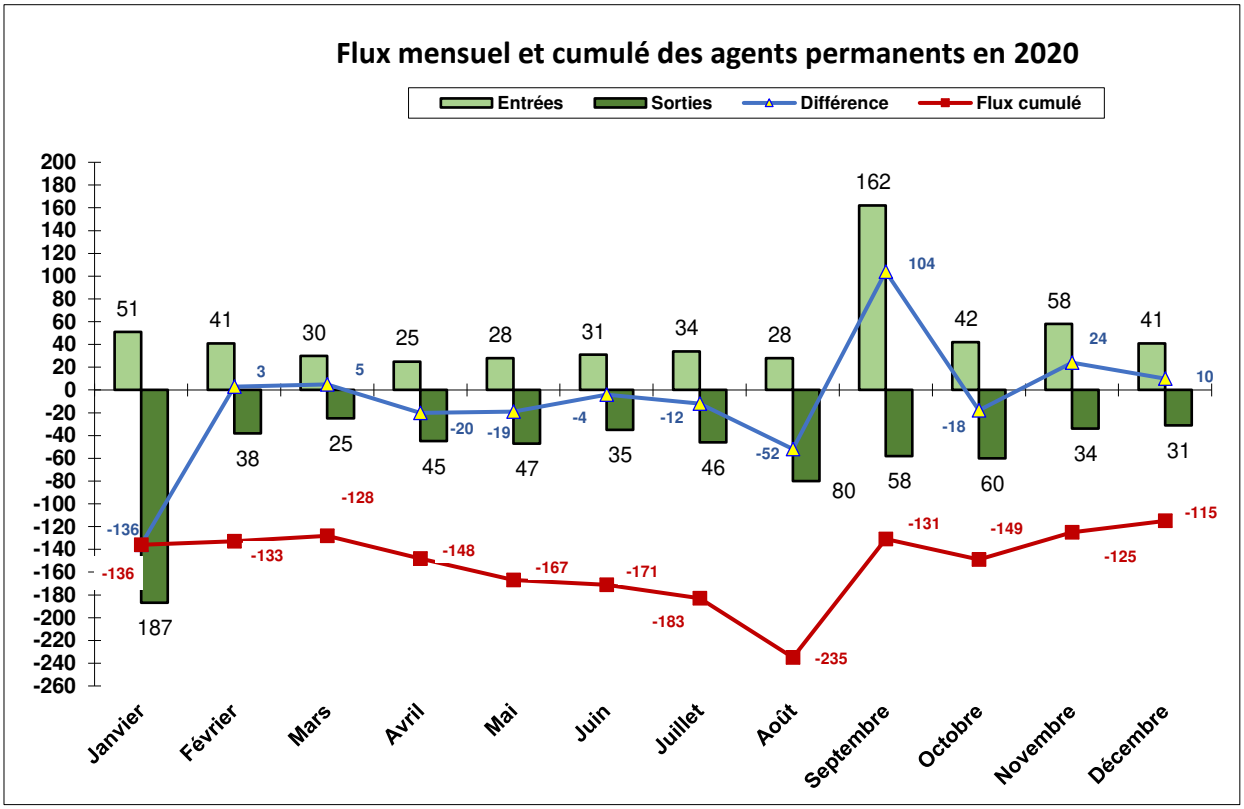
- 571 entrées
- 686 sorties

Soit un solde négatif de 115 agents permanents

Le turn-over ((entrées + sorties) x 100 / effectifs), qui mesure le rythme selon lequel une organisation renouvelle ses effectifs, est de 9,62 %



Mensuellement et en flux cumulé ces mouvements se chiffrent ainsi :

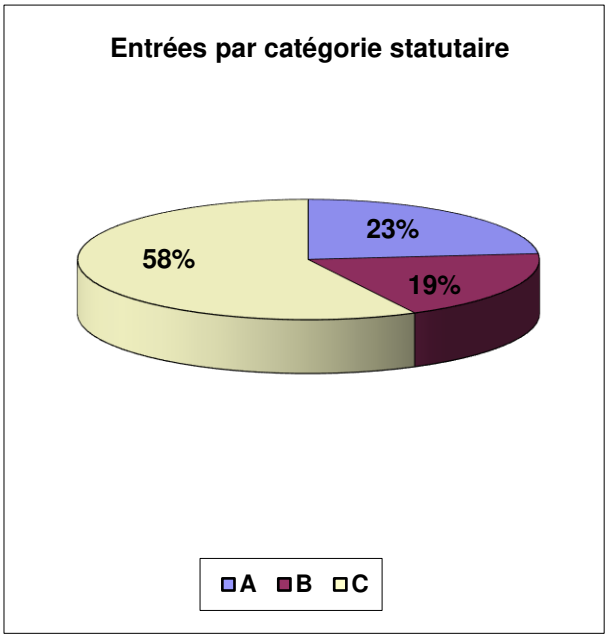


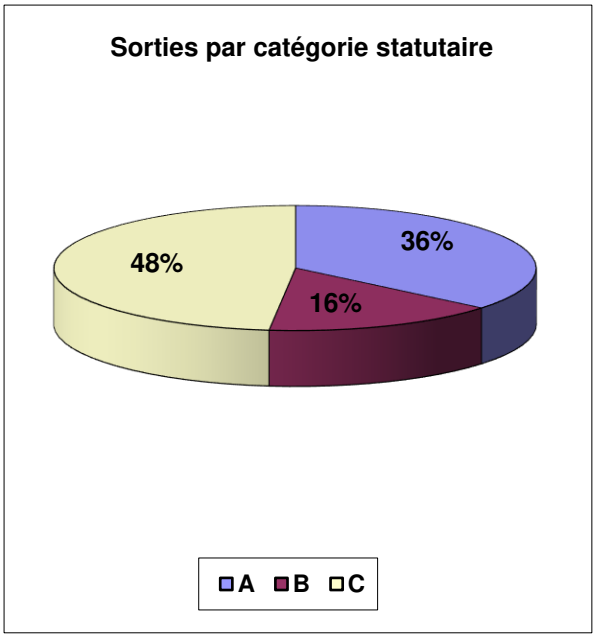
1.1.2.2 Entrées et sorties par motif et par catégorie

ENTREES					
Motifs	**A**	**B**	**C**	**Total**	**%**
Concours	10	6	12	28	5%
Détachement	12	8	11	31	5%
Mutation	15	14	23	52	9%
Recrutement*	82	73	232	387	68%
Réintégration	15	7	51	73	13%
Total Entrées	**134**	**108**	**329**	**571**	**100%**
SORTIES					
Sorties définitives	**215**	**90**	**257**	**562**	**82%**
Décès		1	8	9	1%
Démission	16	12	27	55	8%
Fin de Contrat	142	30	90	262	38%
Fin de détachement	5		2	7	1%
Licenciement			2	2	0%
Mutation	15	19	23	57	8%
Radiation des cadres			6	6	1%
Retraite	37	28	99	164	24%
Sorties provisoires	**32**	**18**	**74**	**124**	**18%**
Congé parental	9	8	14	31	5%
Congé présence parentale	1			1	0%
Congés sans solde		1		1	0%
Détachement / mise à disposition	11	2	3	16	2%
Disponibilité	11	7	53	71	10%
Suspension/Exclusion			4	4	1%
Total Sorties	**247**	**108**	**331**	**686**	**100%**
Flux Entrées-Sorties	**-113**	**0**	**-2**	**-115**	

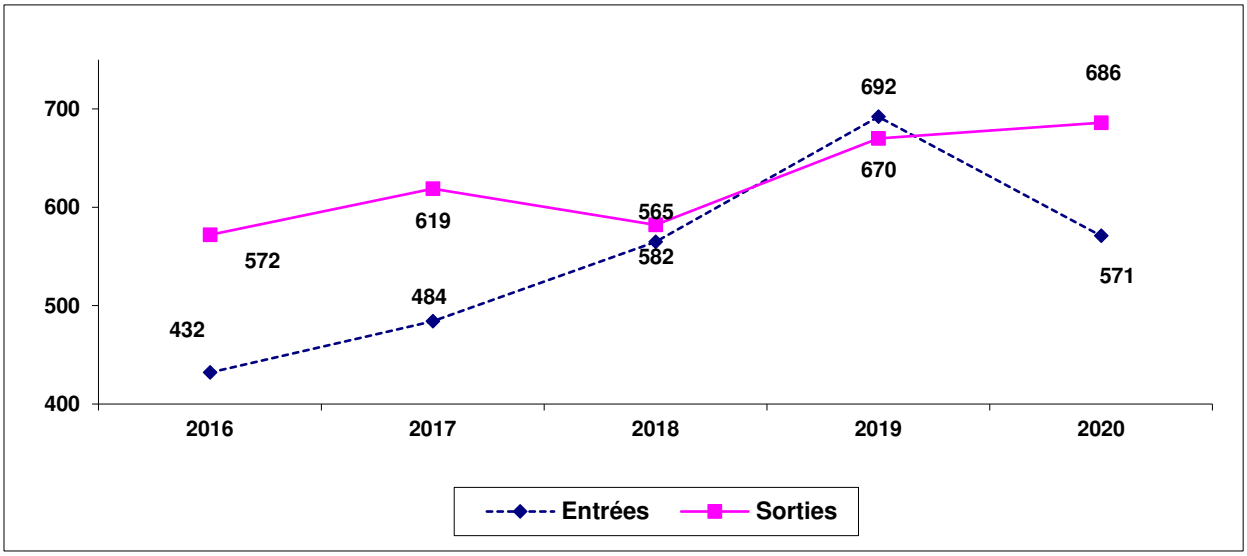
***Les recrutements se décomposent comme suit en 2020 : 294 contractuels, 93 statutaires (recrutements directs et intégration).**

1.1.2.2.1 Entrées et sorties par catégorie statutaire





1.1.2.3 Comparaison des entrées et sorties sur 5 ans



1.1.2.3.1 Flux et motifs des entrées et sorties sur 5 ans

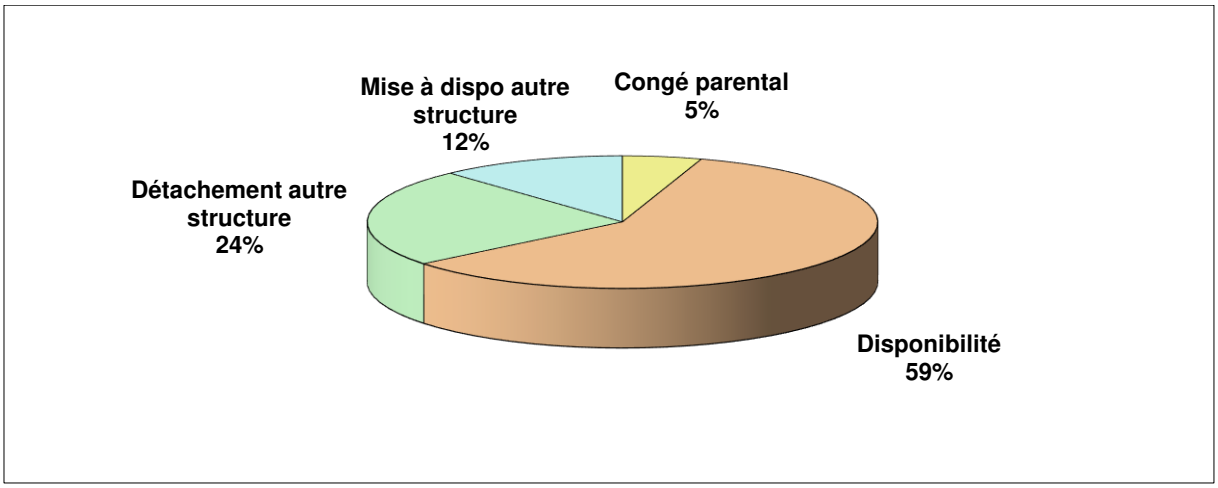
ENTREES					
MOTIFS	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**
Concours	26	15	32	20	28
Détachement	11	17	18	39	31
Mutation	47	82	56	69	52
Recrutements*	267	277	373	467	387
Réintégration	81	93	86	97	73
Total	**432**	**484**	**565**	**692**	**571**
SORTIES					
DEFINITIVES	**419**	**451**	**422**	**522**	**562**
Décès	8	9	19	12	9
Démission	31	37	32	72	55
Fin de contrat	214	159	164	193	262
Fin de détachement	7	4	4	9	7
Licenciement	6	2	1	2	2
Mutation	26	38	39	50	57
Radiation	5	4	3	1	6
Retraite	122	198	160	183	164
PROVISOIRES	**153**	**168**	**160**	**148**	**124**
Congé parental/sans solde	61	40	34	39	33
Détachement	14	18	14	15	16
Disponibilité	73	107	106	90	71
Suspension/exclusion	5	3	6	4	4
Total	**572**	**619**	**582**	**670**	**686**
ECART ENTREES/SORTIES	**-140**	**-135**	**-17**	**22**	**-115**

**Les recrutements se décomposent comme suit en 2020 : 294 contractuels, 93 statutaires (recrutements directs et intégration).*

1.1.3 POSITIONS STATUTAIRES PARTICULIÈRES AU 31/12/2020

1.1.3.1 Agents, hors positions d'activité, originaires de l'Eurométropole de Strasbourg

	Femmes	Hommes	Nombre d'agents	soit en % sur l'effectif permanent.
Congé parental	14	0	14	0,21
Disponibilité	120	45	165	2,53
Détachement dans une autre structure	42	25	67	1,01
- Fonction publique de l'Etat	25	11	36	0,55
- Fonction publique Hospitalière	10	6	16	0,24
- Autres	7	8	15	0,23
Mise à disposition dans une autre structure	12	21	33	0,51
TOTAL	**188**	**91**	**279**	**4,25**



1.1.3.2 Agents, en activité, originaires d'une autre structure

	Femmes	Hommes	**Total**	Soit en % de l'effectif permanent
Fonction publique d'Etat	23	13	36	0,55
Fonction publique Hospitalière	13	6	19	0,29
Autres	1	2	3	0,05
Total	**37**	**21**	**58**	**0,89**

1.1.4 TEMPS PARTIEL ET TEMPS NON COMPLET

1.1.4.1 Agents titulaires et contractuels à temps partiel

1.1.4.1.1 Répartition par catégorie statutaire et genre

Les agents titulaires à temps partiel (532) représentent 8,14 % de l'ensemble des effectifs permanents (6 533) et 8,90 % de l'ensemble des agents titulaires (5 980).

Les agents contractuels à temps partiel (7) représentent 0,11 % de l'ensemble des effectifs permanents et 1,27% de l'ensemble des agents contractuels (553).

	Hommes		Femmes		**Total**
Catégorie A	15	2,78 %	183	33,95 %	**198**
Catégorie B	15	2,78 %	106	19,67 %	**121**
Catégorie C	26	4,82 %	194	35,99 %	**220**
Total	**56**	10,39 %	**483**	89,61 %	**539**

Les femmes représentent 89,61 % de l'ensemble des agents à temps partiel.

Pour mémoire : 89,61 % en 2019

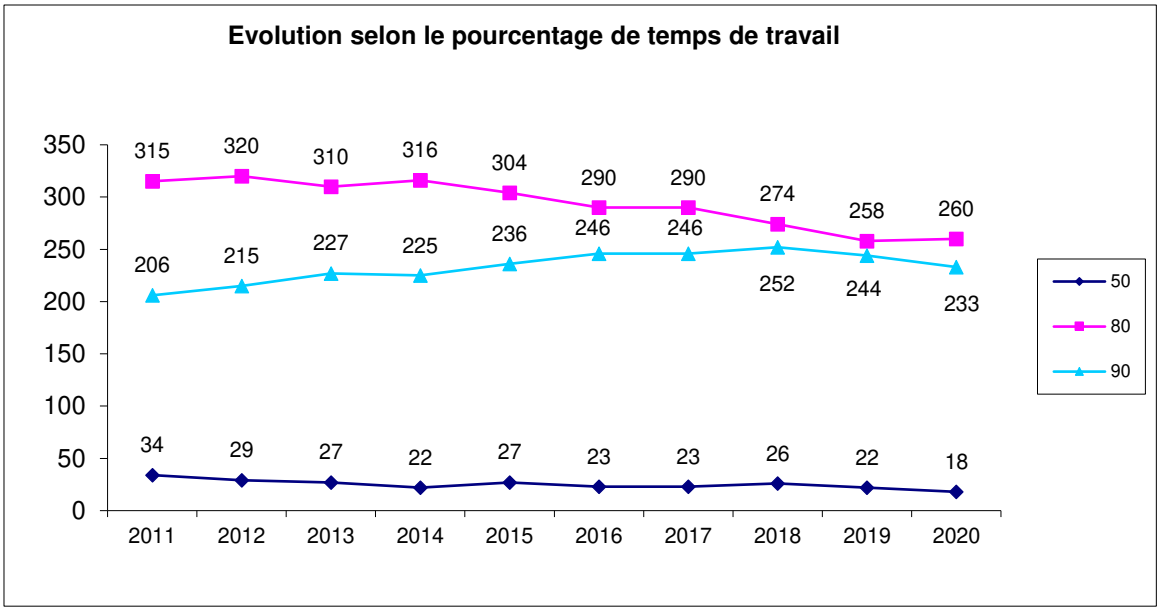
1.1.4.1.2 Répartition selon le pourcentage du temps de travail

Les tranches de 80 % et 90% rassemblent 93,88 % de l'ensemble des temps partiels des agents titulaires et contractuels.

Taux	**A**		**B**		**C**		**Total**
	Hommes	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	**Hommes**	**Femmes**	
50%	3	3		1	1	10	18
60%					1	3	4
70%		3	1	2		4	10
75%	1						
80%	4	60	12	56	20	108	260
90%	7	117	2	47	4	69	246
Total	**15**	**183**	**15**	**106**	**26**	**194**	**539**

Les temps partiels de droit, compris dans les chiffres ci-dessus, regroupent les agents exerçant à temps partiel sous les formes particulières :

- raison familiale (élever un enfant, donner des soins à son conjoint, enfant ou ascendant à charge atteint d'un handicap)
- certains travailleurs handicapés

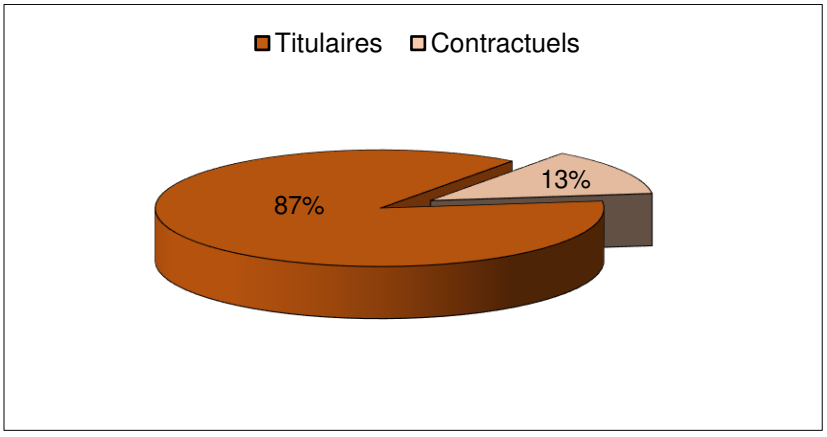


1.1.4.2 Temps non complet

1.1.4.2.1 Répartition par catégorie statutaire et statut

Les agents à temps non complet représentent 5,30 % de l'ensemble des effectifs permanents (6 533)

	Titulaires	Contractuels	Total
Catégorie A	11	11	**22**
Catégorie B	11	6	**17**
Catégorie C	279	28	**307**
Total	**301**	**45**	**346**



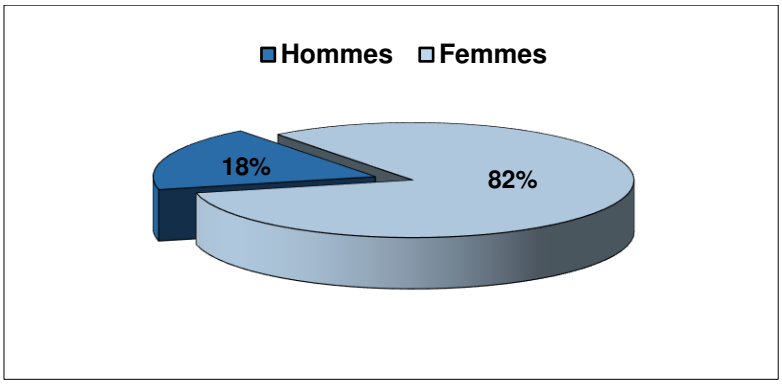
Pour mémoire 2019 : titulaires 87 % - contractuels 13 %

Les agents titulaires à temps non complet représentent : 5,03 % de l'ensemble des agents titulaires (5 980)

Les agents contractuels à temps non complet représentent : 8,14 % de l'ensemble des agents contractuels (553).

1.1.4.2.2 Répartition par catégorie statutaire et par genre

	Hommes	Femmes	Total
Catégorie A	8	14	**22**
Catégorie B	5	12	**17**
Catégorie C	50	257	**307**
Total	**63**	**283**	**346**



1.1.5 CARRIÈRES

1.1.5.1 Titularisations

Le nombre d'agents titularisés à l'issue de leur stage en 2020 est de 181 :

	2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Cadres A	14	16	22	23	30	10	44	26	29	21	12	9	42	19	18	25	24	13
Cadres B	29	22	54	20	61	35	82	38	23	17	26	9	23	7	22	11	15	23
Cadres C	46	49	97	48	99	88	122	73	52	25	42	21	20	30	50	48	42	64
Total	**176**		**264**		**323**		**385**		**167**		**119**		**141**		**174**		**181**	

1.1.5.2 Avancements d'échelon

Le nombre d'agents qui ont bénéficié d'un avancement d'échelon en 2020 est de 2 439 :

	2010	2011	2012	2013	2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020	
					Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Cadres A	229	269	237	264	145	143	158	137	167	141	125	71	208	135	247	143	281	146
Cadres B	348	344	333	361	340	169	338	175	187	102	403	220	312	146	207	151	199	145
Cadres C	1 265	1 567	1 541	1384	711	908	819	977	872	947	744	835	932	971	657	778	846	822
Total	**1842**	**2180**	**2111**	**2009**	**2416**		**2604**		**2416**		**2398**		**2704**		**2183**		**2439**	

1.1.5.3 Avancements de grade

Le nombre d'agents ayant bénéficié d'un avancement de grade en 2020 est de 509 :

	2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Cadres A	19	21	26	28	11	27	35	24	36	28	48	23	18	10	22	10	188	25
Cadres B	48	23	27	16	58	62	81	33	35	50	58	24	24	35	69	16	9	23
Cadres C	195	276	229	208	189	164	160	187	178	170	176	230	425	295	309	231	143	121
Total	**582**		**534**		**511**		**520**		**497**		**559**		**807**		**657**		**509**	

1.1.5.4 Promotions internes

Le total des agents promus en 2020 est de 71 agents qui se répartissent comme suit:

	2012		2013		2014		2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Cadres A	5	10	5	7	4	5	5	7	4	6	7	6	10	6	6	11	6	5
Cadres B	11	9	16	5	17	13	20	9	11	9	8	7	8	5	7	5	5	9
Cadres C	4	40	2	21	7	23	2	15	2	17	2	31	4	34	4	32	4	42
Total	**79**		**56**		**69**		**58**		**49**		**61**		**67**		**65**		**71**	

RAPPROCHEMENT AVEC L'ENSEMBLE DES AGENTS TITULAIRES POUR 2020

Cadres	Effectif	Nombre d'avancements d'échelon	% catégorie	Nombre d'avancements de grade	% catégorie	Nombre de Promotions internes	% catégorie
A	1 180	427	36,19	213	18,05	11	0,93
B	937	344	36,71	32	3,42	14	1,49
C	3 863	1 668	43,18	264	6,83	46	1,19
Total	**5 980**	**2 439**	**40,79**	**509**	**8,51**	**71**	**1,19**

1.2 EFFECTIFS NON PERMANENTS

L'année 2020 a été fortement marquée, concernant les effectifs non permanents, par la crise sanitaire.

L'effectif non permanent de l'Eurométropole de Strasbourg au 31/12/2020 est de 1 543 agents

Cet effectif comprend :

- Les agents vacataires : 1 162
- Les agents contractuels surcroîts occasionnels : 172
- Les intermittents du spectacle : 25

Et les personnes en contrat de droit privé :

- Les CUI CEC (Contrats Emploi Compétences) et les emplois d'avenir 86
- Les apprentis 82

Ainsi que :

- Les collaborateurs de cabinet 8
- Les collaborateurs de groupes d'élus 8

1.2.1 LES INTERMITTENTS DU SPECTACLE

Au 31 décembre 2020, l'Eurométropole de Strasbourg employait 25 intermittents du spectacle mais au cours de l'année ce sont au total 300 intermittents du spectacle qui ont été employés. Ce nombre est passé de 583 en 2019 à 300 en 2020. Cela est dû à la crise sanitaire qui n'a pas permis autant de manifestations culturelles que les autres années.

Ci-dessous la répartition des intermittents par « structure employeuse ».

Structures	Action Culturelle	Centre Chorégraphique	Conservatoire	Médiathèques	Musées	Orchestre	Taps	Service du Protocole	Direction de l'Animation Urbaine	Nombre d'intervenants
TOTAUX	**119**	**6**	**33**	**8**	**17**	**56**	**28**	**20**	**13**	**300**
Nombre d'hommes	88	5	23	5	10	40	19	16	10	216
Nombre de femmes	31	1	10	3	7	16	9	4	3	84

Le coût employeur total des interventions pour l'année 2020 est de 469 663 €.

1.2.2 LES SAISONNIERS

1.2.2.1 Nombre de saisonniers par service

Chaque année l'Eurométropole de Strasbourg a recours à des emplois saisonniers pour mettre en place des activités estivales (ouvertures des centres de loisirs, des piscines et des plans d'eau) et pour les absences liées aux congés d'été

La Direction des Ressources Humaines a enregistré pour la saison 2020 :

- 1 101 candidatures
- 7 désistements
- 9 démissions

Aucun licenciement pour abandon de poste et aucune fin de contrat après période d'essai

Ce sont au final 381 collaborateurs occasionnels qui ont travaillé dans les services suivants :

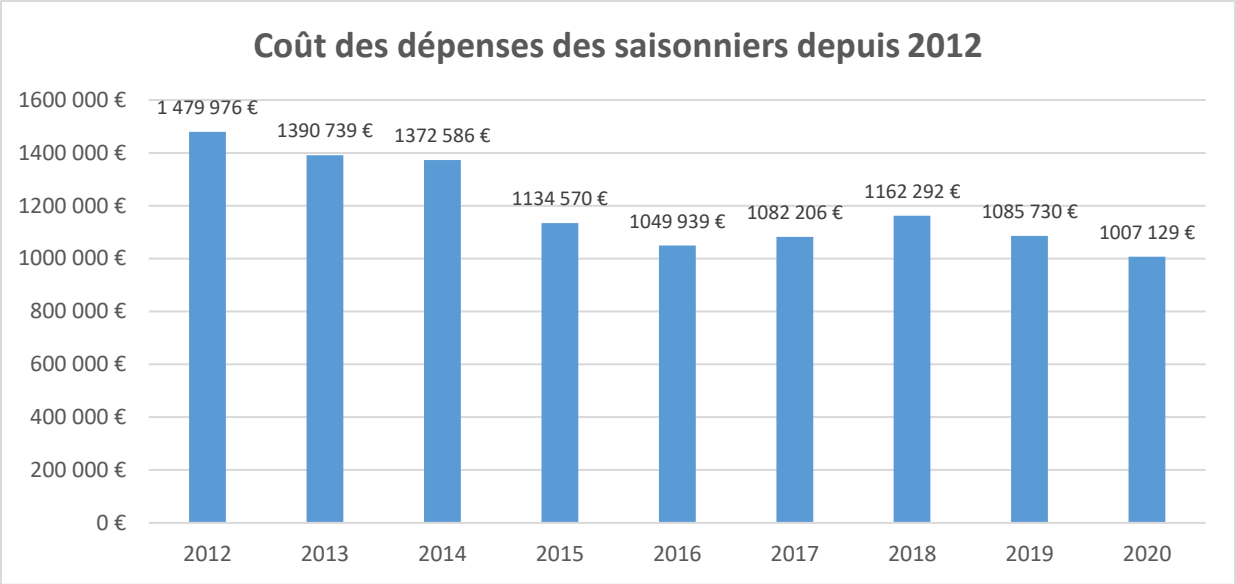
Services	Nbre de saisonniers	Fonctions
Education / Famille petite enfance	24	- Animateur périscolaire - Aide à l'entretien - Aide au responsable technique de site - Gestionnaire des inscriptions Périscolaires
Collecte des déchets	62	- Eboueurs - Agents déchèterie
Propreté urbaine	33	- Balayeurs - Gardiens de WC publics
Musées et OPS	38	- Agents du patrimoine
Soutien à l'autonomie	2	- Agents administratifs
Piscines et plans d'eau Vie sportive	204	- Médiateurs - Agents d'accueil et de caisse - Agents d'entretiens - Animateurs/Educateurs
Animation Urbaine	18	- Animateurs - Educateurs activités physiques et sportives
TOTAL	**381**	

Pour mémoire: en 2019, le nombre de saisonniers était de 463

Tous les saisonniers n'effectuent pas un mois de travail complet, mais certains travaillent deux mois.

1.2.2.2 Dépenses globales

Le coût total 2020 des dépenses de saisonniers est de 1 007 129 €



1.2.3 LES EMPLOIS D'INSERTION EN 2020

Sous cette dénomination se trouvent regroupés :

- Les contrats uniques d'insertion dits Contrats Emploi Compétences (CUI-CEC)
- Les Emplois d'avenir (EA) sans nouveau recrutement depuis mi-2017 dont les dernières sorties se sont effectuées en 2020
- Les CUI CEC modulables du Conseil Départemental du Bas-Rhin

1.2.3.1 Effectif présent par type de contrat sur un an

	CUI CEC	CUI CEC Modulables *	EA	TOTAL
Salariés en insertion présents au cours de l'année 2020	97	29	13	**139**
Hommes	52	6	8	**66**
Femmes	45	23	5	**73**

** sur les deux années scolaires*

Rappel : 197 salariés présents en 2019 en CUI CAE et emplois d'avenir.
La baisse d'effectifs s'explique par la fin du dispositif Emploi d'Avenir et les moindres recrutements au regard de la crise sanitaire.

1.2.3.2 Recrutements réalisés au cours de l'année

16 contrats CUI-CEC, 18 CUI-CEC modulables signés en cours d'année en 2020 (renouvellements non compris).
Rappel : 61 contrats CUI CEC, 24 CUI CEC modulables signés en cours d'année en 2019.

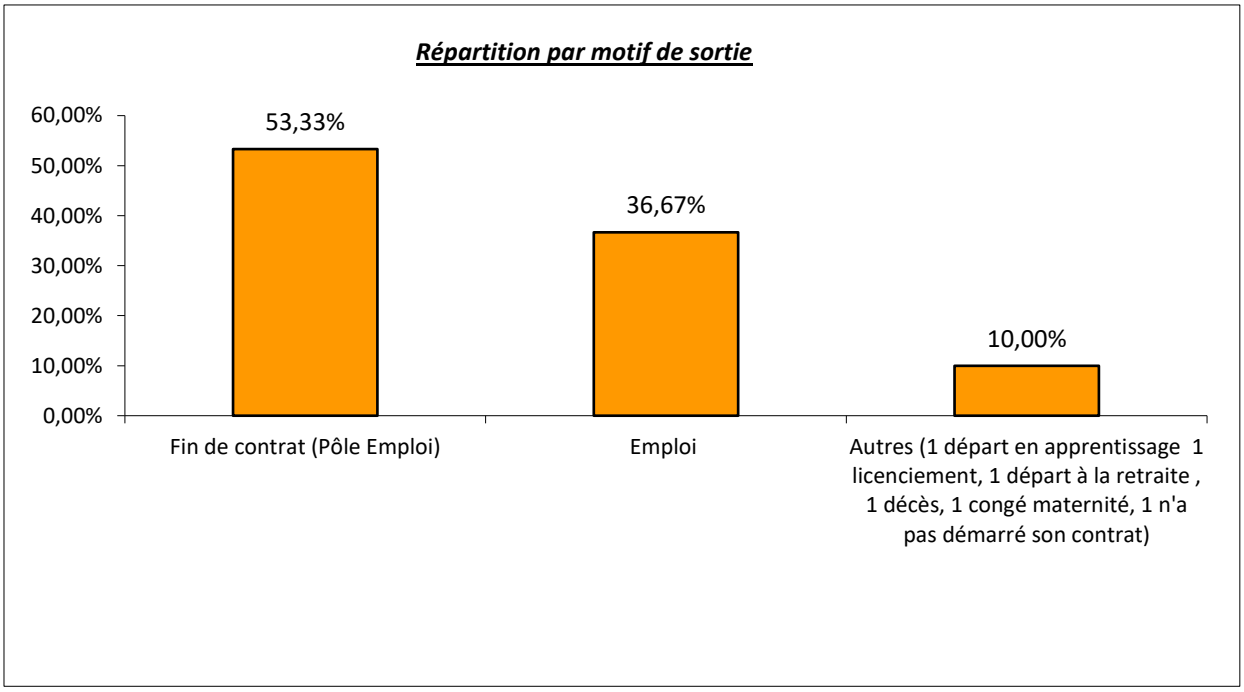
1.2.3.3 Répartition de l'effectif des contrats d'insertion en 2020

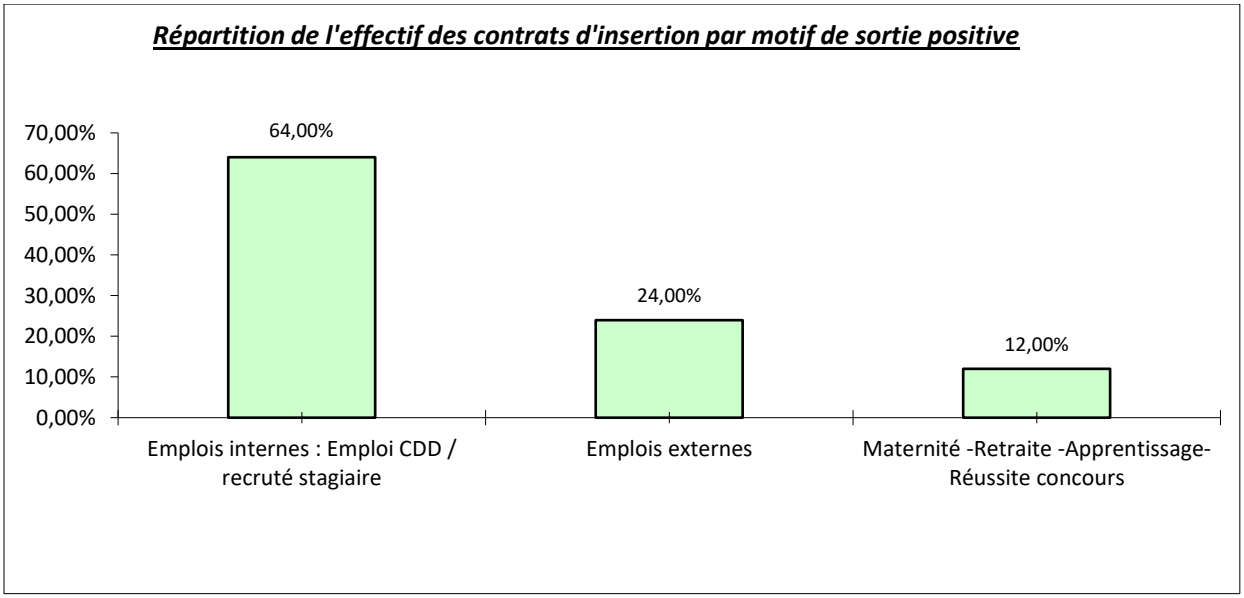
Les effectifs se répartissent prioritairement entre la DEE et la PMS de la façon suivante :

DEE : 67 CUI CEC + 5 Emplois d'Avenir + 29 CUI CEC modulables

PMS : 30 CUI/CEC

soit 90,64 % des salariés en contrat CUI CEC, Emploi d'avenir et CUI CEC modulables présents dans ces 2 directions.





Budget de formation alloué aux emplois d'insertion

Le budget total consacré aux contrats d'insertion pour 2020 était de **60 000 €**, (hors cotisation au CNFPT à hauteur de 0,5% de la masse salariale des Emplois d'Avenir et 0,2% pour les CUI-CEC).
Les salariés-es en insertion ont bénéficié de **69 actions de formations** soit 46 externes et 23 internes (68 pour les CEC/ 1 EA).

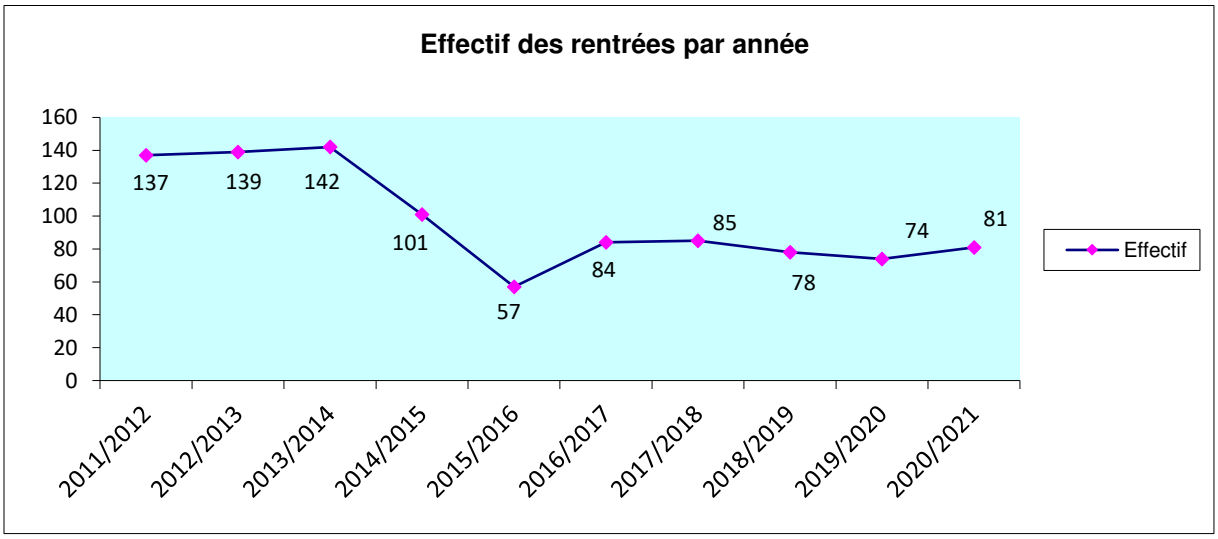
La formation représente 477 jours de formations (externes + internes) 457,5 journées de formation externe réparties entre les salariés-es en CUI/CEC (427,5jours) et les Emplois d'Avenir (30 jours) et 19,5 journées de formation interne réparties entre les salariés en CUI-CEC (19,5 jours) et les Emplois d'Avenir (0 jour).
15 immersions ont été mises en place (14 CUI-CEC et 1 Emploi d'Avenir) afin de confirmer soit un projet professionnel, découvrir un autre domaine d'activités, développer de nouvelles compétences ou initier un recrutement.
Le nombre de jours de formations reste élevé (malgré la crise sanitaire) car 5 salariées ont bénéficié de la formation CAP AEPE (2 jours par semaine même pendant le confinement).

Rappel en 2019 :
Les 249 salariés-es en insertion avaient bénéficié de 157 actions de formation soit 117 externes et 40 internes.
Cela représentait 550 jours de formations (externes + internes) 503 journées de formation externe réparties entre les salariés-es en CUI-CEC (325,5 jours) et les Emplois d'Avenir (177,5 jours) et 47 journées de formation interne réparties entre les salariés-es en CUI/CEC (45 jours) et les Emplois d'Avenir (2 jours).

Suite à la crise sanitaire il y a eu des annulations de formations en 2020 :
1 CACES annulé pour un EA (5 jours).
Pour les CUI/CEC: 32 actions de formations annulées alors qu'elles étaient prévues : 96 jours annulés

1.2.4 LES APPRENTIS

1.2.4.1 Répartition des effectifs à la rentrée 2020/2021

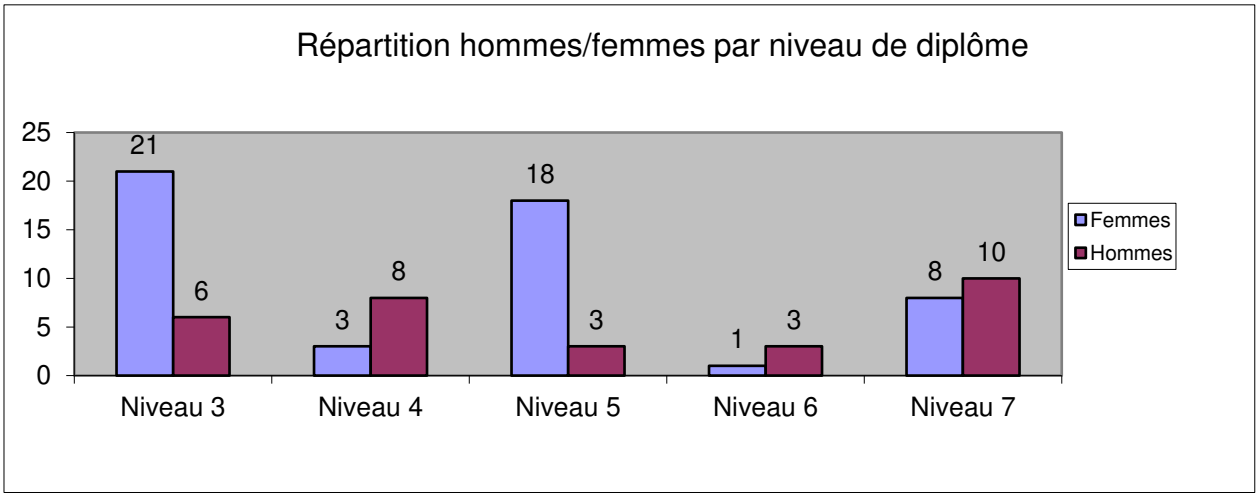


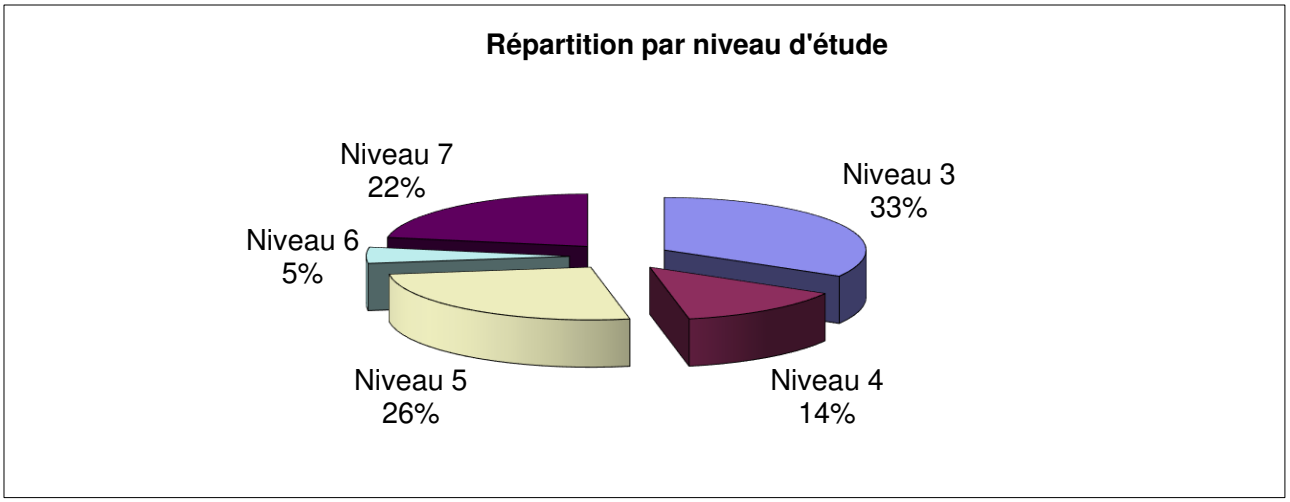
Remarque : 5 formations n'ont pas pu être pourvues faute de candidats ou de candidat au profil adéquat : master psychologie, CAPA travaux forestiers, licence pro stratégie de communication et de l'information numérique, CAP maintenance de bâtiments de collectivités, BPJEPS sport santé.

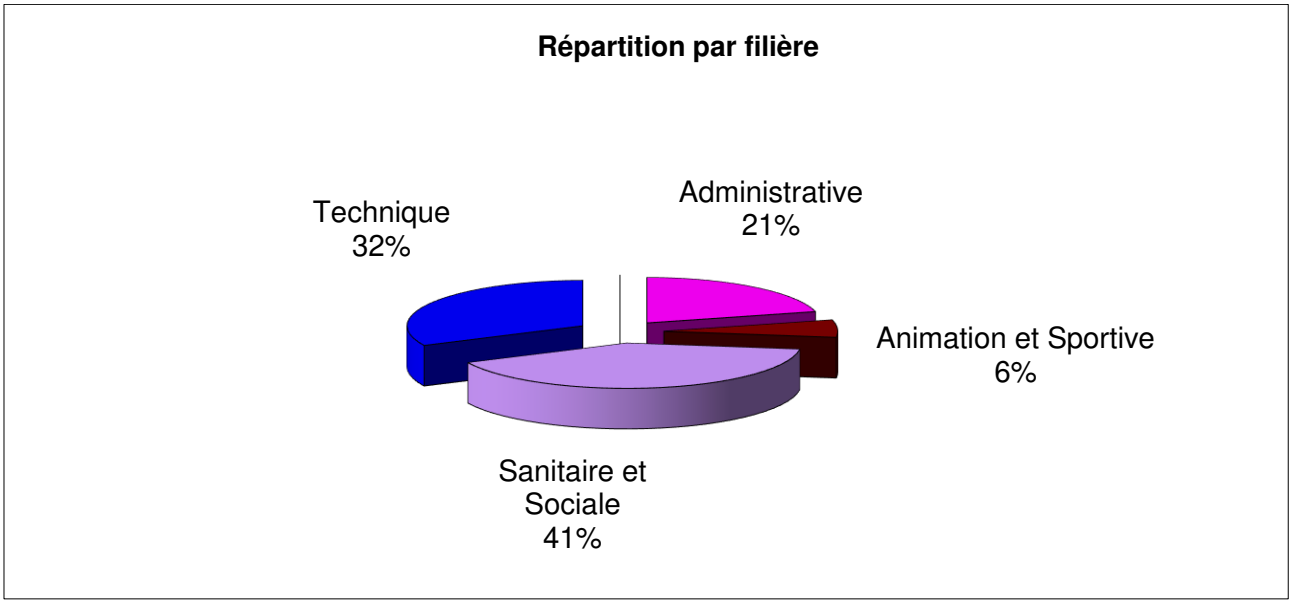
Direction d'affectation	Apprentis-es	%
Cabinet	1	1,23
Conseil, performance et affaires juridiques	1	1,23
De l'enfance et de l'éducation	32	39,51
De la population des élections et des cultes	1	1,23
Des solidarités et de la santé	6	7,41
Des sports	4	4,94
Urbanisme et territoires	3	3,70
Du développement économique et de l'attractivité	1	1,23
Mobilité, espaces publics et naturels	6	7,41
De l'environnement et des services publics urbains	7	8,64
De la culture	3	3,70
De la règlementation urbaine	2	2,47
Service du SIRAC	3	3,70
De la construction et du patrimoine bâti	1	1,23
Des ressources logistiques	5	6,17
De la communication	1	1,23
Mission énergie	3	3,70
Protocole	1	1,23
Total	**81**	**100**

1.2.4.2 Niveau de diplômes préparés

Niveaux de diplômes	Niveau	2014/2015		2015/2016		2016/2017		2017/2018		2018/2019		2019/2020		2020/2021	
		F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
C.A.P., B.E.P., C.T.M., B.E.P.A., C.A.P.A.	3 (V)	17	6	9	4	20	7	21	8	19	6	18	4	21	6
BAC PRO, B.E., B.P., B.T.M., MC	4 (IV)	9	20	2	14	2	11	2	15	3	14	4	11	3	8
B.T.S., B.T.S.A., D.U.T., C.S., D.E.	5 (III)	17	6	10	4	19	5	19	6	17	3	20	3	18	3
Licence professionnelle	6 (II)	9	3	4	1	2	4	0	1	2	1	1	1	1	3
Master 1 et 2, Ingénieur	7 (I)	7	7	6	3	8	6	6	7	5	8	7	5	8	10
Total		**101**		**57**		**84**		**85**		**78**		**74**		**81**	

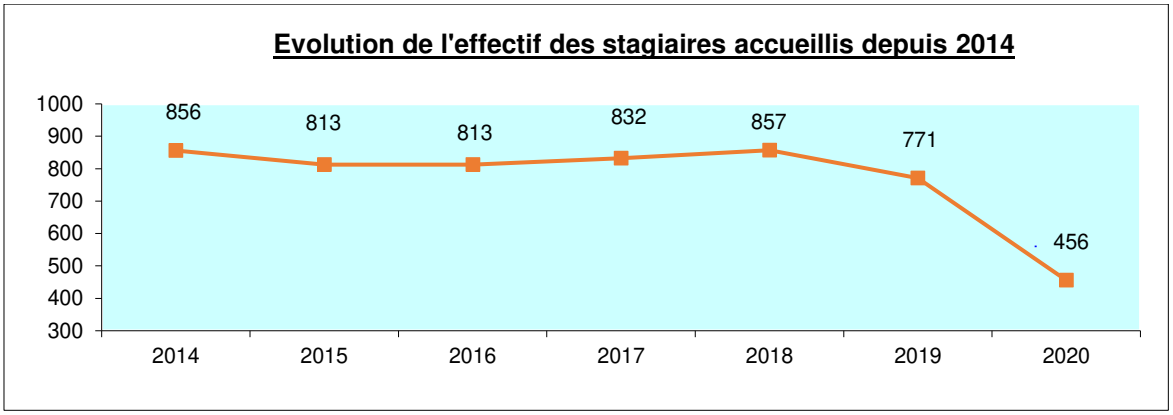






1.3 LES STAGIAIRES

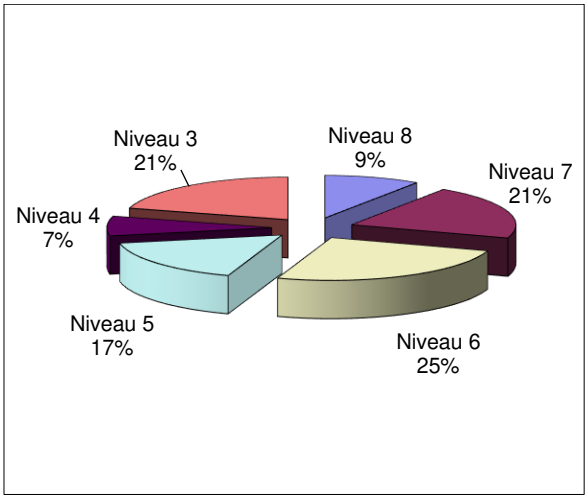
1.3.1 EVOLUTION DE L'EFFECTIF DES STAGIAIRES ACCUEILLIS DEPUIS 2014



1.3.2 RÉPARTITION DES STAGIAIRES PAR DIRECTION EN 2020

Direction	Total
Cabinet	**2**
Direction Conseil, Performance et Affaires Juridiques	**3**
Direction de l'Enfance et de l'éducation	**142**
Direction de la Communication	**3**
Direction de la Construction et du patrimoine bâti	**13**
Direction de la Culture	**100**
Direction de l'Environnement & des services publics urbains	**16**
Direction des Ressources Humaines	**2**
Direction des Solidarités, de la Santé et Jeunesse	**36**
Direction des Sports	**38**
Direction Dév Eco et Attractivité	**9**
Direction Finances Programmation	**2**
Direction Générale des Services	**11**
Direction Mobilité, Espaces publics et naturels	**25**
Direction Police municipale et Stationnement	**1**
Direction Population élections cultes	**5**
Direction Réglementation urbaine	**1**
Direction Rel européennes & internat	**4**
Direction Ressources Logistiques	**10**
Direction Urbanisme et Territoires	**27**
Protocole	**6**
Total	**456**

1.3.3 RÉPARTITION PAR NIVEAU DE DIPLÔME EN 2020



Niveaux de diplômes ou type de stages	Hommes	Femmes	Total	%
Niveau 8	20	23	43	9
Niveau 7	34	60	94	21
Niveau 6	40	75	115	25
Niveau 5	35	41	76	17
Niveau 4	15	19	34	7
Niveau 3	25	69	94	21
Total	**169**	**287**	**456**	**100**

1.3.4 RÉPARTITION PAR TYPE DE STAGE

Niveau de diplôme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Stage Etudiant	290	276	283	267	225	233	280	409	364	310
Stage Collège	49	82	130	165	189	150	120	96	79	52
Stage Lycée	125	118	156	171	142	168	176	166	157	34
BAFA	5	3	9	0	3	26	42	42	40	11
Découverte évaluation	9	8	32	79	27	26	24	19	29	10
Toutes formations professionnelles	245	215	180	165	218	201	172	102	91	21
Toutes formations fonction publique	8	9	13	9	9	9	18	23	11	18
TOTAL	**731**	**711**	**803**	**856**	**813**	**813**	**832**	**857**	**771**	**456**

98 stagiaires (18 hommes et 80 femmes) ont été indemnisés en 2020 (104 stagiaires en 2019), ce qui représente 199 044,30 euros (60%) du budget alloué aux directions +1,02 % par rapport à 2019

1.4 LE SERVICE CIVIQUE

1.4.1 L'ENGAGEMENT DE SERVICE CIVIQUE

Le service civique est un engagement volontaire au service de l'intérêt général, ouvert à tous les jeunes de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme : seuls comptent les savoir-être et la motivation. Le service civique peut être effectué auprès de collectivités territoriales sur une période de 6 à 12 mois, pour une mission d'au moins 24h par semaine. Un engagement de service civique n'est pas incompatible avec une poursuite d'études ou un emploi à temps partiel par ailleurs.

Par délibération du Conseil de Communauté le 28 janvier 2011 et par délibération au Conseil Municipal le 22 juin 2015, notre administration est mobilisée pour l'accueil de jeunes en service civique au sein des services. A ce titre, un agrément a été accordé le 11 août 2011 par la DRJSCS. Des avenants sont venus compléter et/ou modifier cet agrément. Cet agrément a été renouvelé le 24 mai 2013 puis le 1er septembre 2015 et enfin le 20 août 2018.

Les jeunes bénéficient au cours de leur contrat d'une formation PSC1 (secourisme) et d'une formation civique modulable. Ils obtiennent une attestation de compétences à l'issue de leur engagement.

En 2020, 47 volontaires de Service civique (22 femmes et 25 hommes) ont été présents au sein des services de l'Eurométropole de Strasbourg. Les missions se sont effectuées sur une période de 6 à 9 mois. La baisse notable des effectifs est liée à la crise sanitaire qui n'a pas permis d'engagements sur près de 6 mois.

Les directions d'accueil sont celles en effet au contact du public pour des actions de sensibilisation, de médiation essentiellement. Pour les missions de 2020 les directions concernées étaient les DEE, DUT, DS, DMEPN, DSSJ, DPEC, et Culture.

1.4.2 LE SERVICE VOLONTAIRE EUROPÉEN

L'Eurométropole de Strasbourg a accueilli en 2020 quatre missions de volontariat européen : deux à la direction des relations européennes et internationales et deux à la direction de l'enfance et de l'éducation.

Les projets durent neuf mois, de septembre à mai.

2. LA MASSE SALARIALE ET LA REMUNERATION

2.1 EVOLUTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

La gestion de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Ville de Strasbourg connaît une particularité.

En effet, par délibération des Conseils de la Ville et de la Communauté Urbaine de Strasbourg, les administrations des deux collectivités ont été fusionnées à partir de 1972. La convention de gestion, du 3 mars 1972, passée à cet effet prévoit l'inscription de la totalité des dépenses liées à la gestion commune au budget de l'ex CUS avec un remboursement proportionnel par la Ville. En vertu de cette convention l'Eurométropole de Strasbourg prend en charge la totalité des rémunérations du personnel municipal et communautaire. La Ville assure le remboursement de sa quote-part, calculée mensuellement sur la base des salaires et charges effectivement payés et des répartitions des temps de travail des personnels entre les deux collectivités.

La Ville a, par contre, en totalité la charge des frais de pensions du régime local et c'est l'EMS qui assure le reversement de sa quote-part qui représente pour l'exercice 2020 un montant de : 781 012 €

Les dépenses totales de fonctionnement de l'EMS s'élèvent, pour l'année 2020, à : 620 463 618 €
Les dépenses totales de la DRH s'élèvent, pour l'année 2020, à : 332 195 726 €
Les dépenses de charges salariales (012) s'élèvent, pour l'année 2020, à : 324 363 996 €, soit 63 %

Les dépenses totales de fonctionnement de la ville s'élèvent, pour l'année 2020, à : 347 409 529 €
Les dépenses de charges salariales (012) s'élèvent, pour l'année 2020, à : 192 428 362 €, soit 37 %

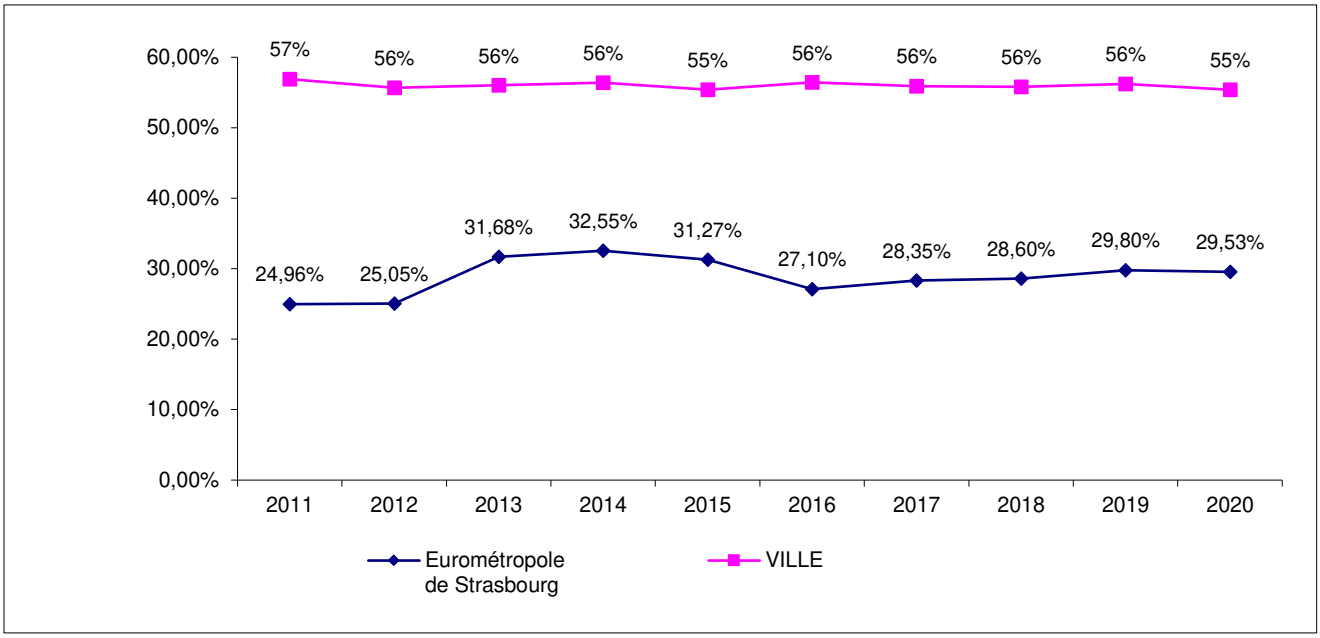
Le total du remboursement se monte à **211 384 899 M€** dont :

pour la Ville	**188 379 677 €**
pour le budget annexe de l'Eau	**7 958 340 €**
pour le budget annexe de l'assainissement	**6 430 550 €**
pour le CCAS	**3 471 076 €**
pour la HEAR (EPCC)	**1 682 476 €**
pour l'Œuvre Notre Dame	**1 651 136 €**
pour le budget annexe Transport	**1 169 954 €**
pour la Caisse des Écoles	**390 557 €**
pour les frais de personnel de l'amicale	**56 642 €**
pour les frais de personnel autres	**155 780 €**
pour les frais de personnel de l'EPLE	**38 711 €**

Ainsi la part de l'Eurométropole de Strasbourg est de **120 810 827 M€.**

Le ratio légal depuis 2011 évolue selon le graphique ci-dessous

Ratio = Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement



2.2 EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE

2.2.1 EVOLUTION DE 2011 À 2020

Afin de pouvoir analyser les chiffres de la masse salariale sur 10 ans, le graphique ci-dessous prend en compte les éléments suivants :

- les rémunérations, le traitement brut indiciaire ;
- les heures supplémentaires ;
- le régime indemnitaire, la prime de fin d'année ;
- les charges patronales.

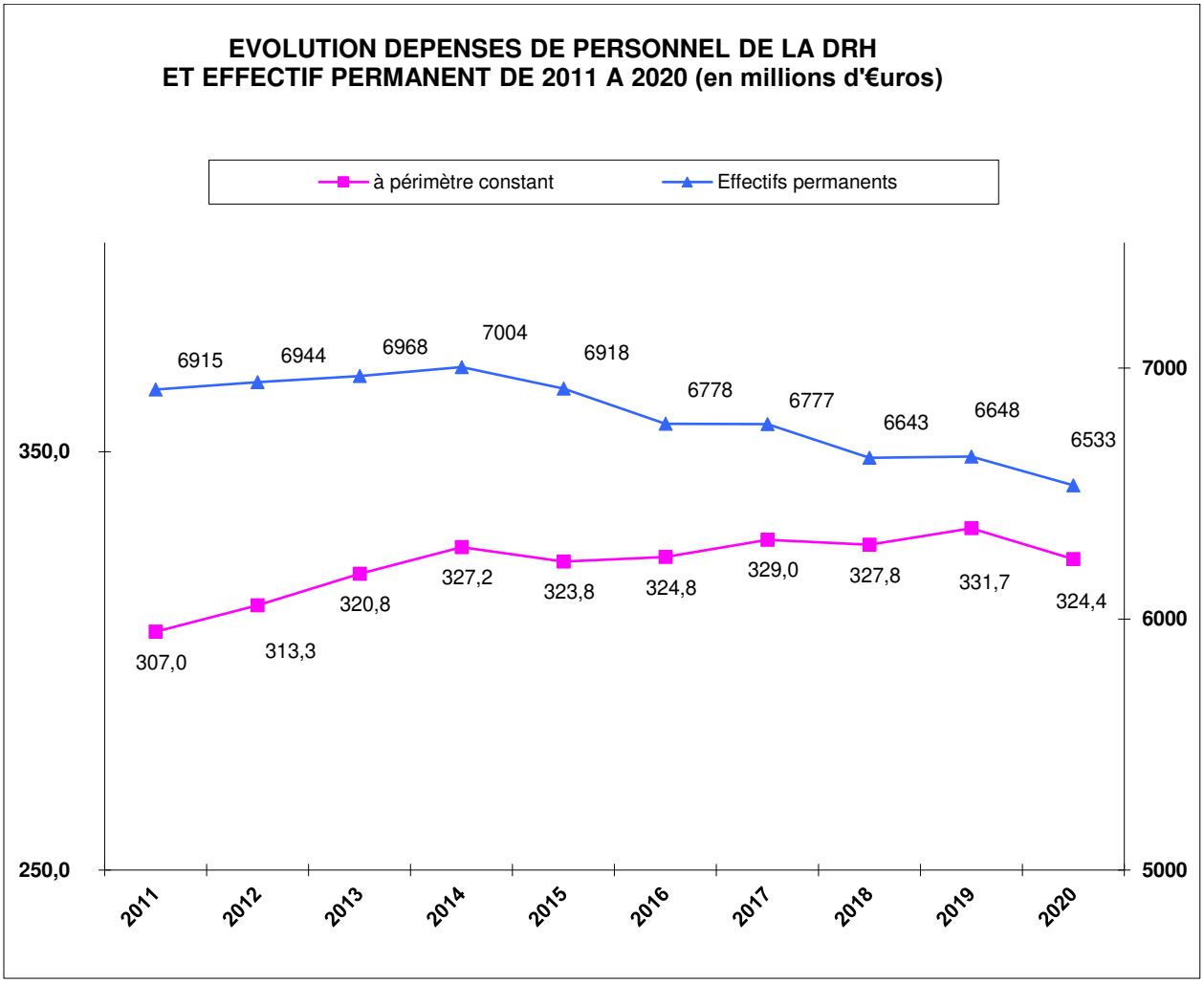
Elle porte sur l'ensemble des statuts (titulaire, contractuel, non permanent et emplois d'insertion).

Le nouveau périmètre de la masse salariale intègre en 2005 :

- les membres du Cabinet de l'EMS ;
- les intermittents du spectacle ;
- le remboursement de frais de personnel par la Ville de Strasbourg.

Ce qui porte le montant total de cet agrégat à **324 363 996 €** en 2020.

A noter que le périmètre de la notion « Masse salariale » a été revu, il correspond au périmètre du chapitre 012 - dépenses de personnels. Les données des années antérieures ont été retravaillées en fonction de ce périmètre afin de donner une lecture cohérente des évolutions de la masse salariale de la collectivité.



Les facteurs d'évolution de la réalisation de la masse salariale 2020 concernent plus particulièrement :

* L'autonomisation de l'Orchestre philarmonique = - 8,4 M€

* L'impact de la crise covid, constituée :
  ⇒ d'effets à la hausse (prime covid, suppression du jour de carence) : + 1,9 M€
  ⇒ d'effets à la baisse (recrutements, heures supplémentaires) : - 2,7 M€

* Le GVT "glissement vieillesse technicité" : + 2,6 M€

2.2.2 COUT DE LA NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE

En 2020, 2 312 agents ont bénéficié d'une nouvelle bonification indiciaire et le coût total s'élève à 1 794 714 €

Ci-dessous, la répartition des agents par motif d'attribution :

Motif NBI	Nombre agents	%
NBI Accueil	678	29,02
NBI Dessinateurs	50	2,14
NBI Encadrement d'une équipe technique	192	8,22
NBI Encadrement d'un service administratif	201	8,60
NBI Maître d'apprentissage	95	4,07
NBI Zones Sensibles	1 073	45,93
Autres	47	2,01
Total	**2 336**	**100,00**

2.2.3 LA GARANTIE INDIVIDUELLE DU POUVOIR D'ACHAT

Une "indemnité de garantie individuelle du pouvoir d'achat" (GIPA) a été instaurée par le décret n°2008-539 du 6 juin 2008. Le principe est le suivant : lorsque le traitement indiciaire brut d'un agent a évolué moins vite, sur une période de référence de quatre ans, que l'inflation, un montant indemnitaire brut correspondant à cette perte de pouvoir d'achat lui est versé.

Nombre d'agents bénéficiaires de la GIPA :

	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels
Catégorie A	146	123	112	78	78	42	5	34	74	40	107	59
Catégorie B	80	10	66	2	20	3	1	2	37	6	34	2
Catégorie C	490	5	41		18			1	22	5	344	3
Total	**716**	**138**	**219**	**80**	**116**	**45**	**6**	**37**	**133**	**51**	**485**	**64**

Montant total de la GIPA versée (montant brut agent hors cotisations patronales) :

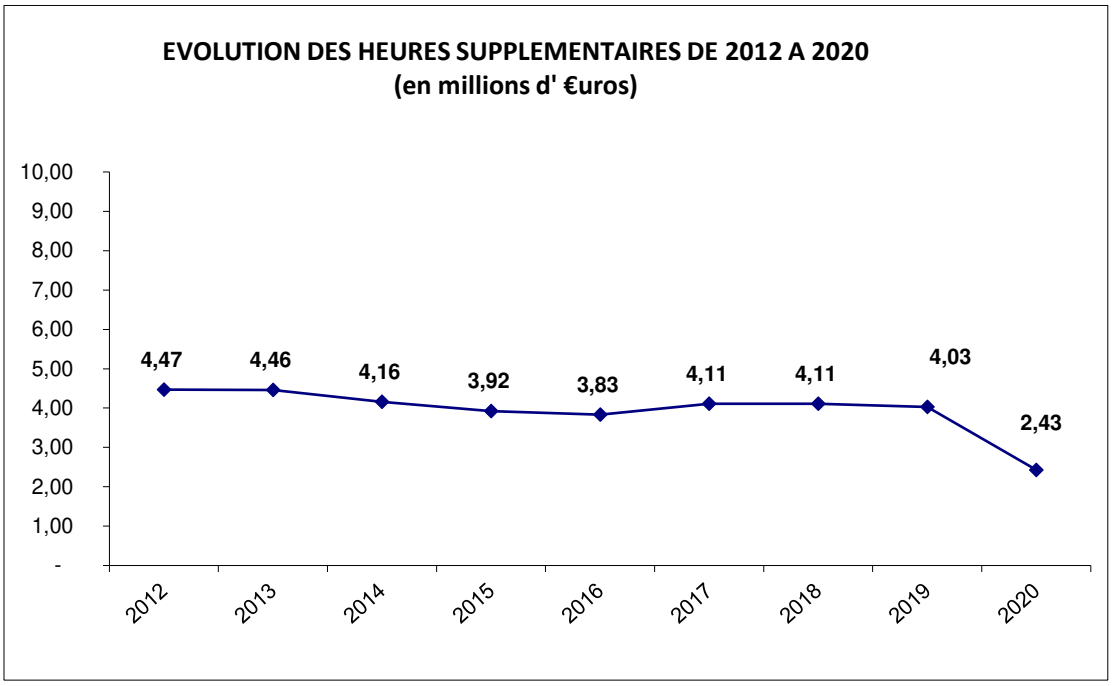
	2015		2016		2017		2018		2019		2020	
	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels	Agents titulaires et stagiaires	Agents contractuels
Catégorie A	241 738	135 605	131 797	81 835	32 284	29 910	341	11 825	17 609	24 651	36 783	31 747
Catégorie B	52 688	6 776	30 722	1 007	391	807	7	268	1 845	1 363	8 887	1 412
Catégorie C	157 611	2 386	17 941		3 927			117	2 049	1 098	24 419	924
Total	**452 037**	**144 766**	**180 461**	**82 842**	**36 602**	**30 717**	**348**	**12 210**	**21 504**	**27 113**	**70 089**	**34 083**

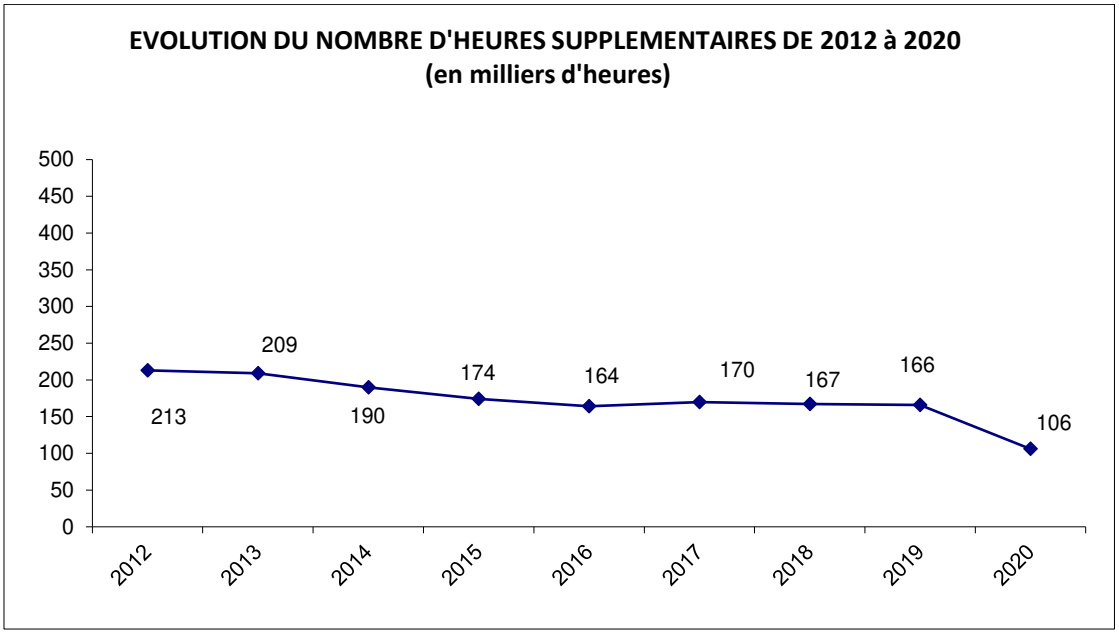
2.3 EVOLUTION DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES

2.3.1 EVOLUTION DEPUIS 2012

Sont prises en compte toutes les heures supplémentaires payées au cours de l'année, aussi bien en montant qu'en volume.

Populations concernées : statutaires, contractuels et agents non permanents.





2.4 EVOLUTION DES PENSIONS DU RÉGIME LOCAL

2.4.1 EVOLUTION DE 2010 À 2020

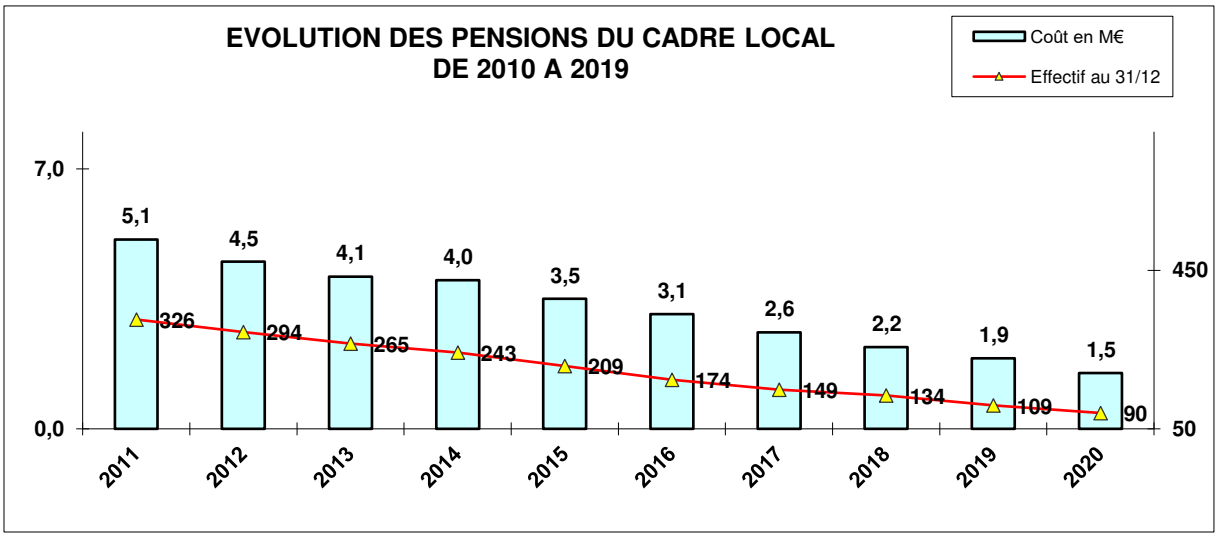
Le régime du cadre local a été instauré par la Ville de Strasbourg en 1935, pour les employés municipaux et en 1937, pour les ouvriers municipaux, afin de leur garantir la couverture retraite au moment de leur départ.

Suite à la création de la CNRACL en 1947, ces personnels pouvaient choisir, en 1953, soit de conserver le bénéfice du statut local, soit de relever du régime de la CNRACL.

Compte tenu des avantages liés à ce statut particulier, rares ont été ceux qui, à l'époque, ont fait le choix de la retraite auprès de la CNRACL.

En 2020, 90 anciens agents de la Collectivité (retraités ou réversion aux veuves) bénéficient d'une pension de retraite versée directement par la Ville pour un coût total annuel de 1,5 M€

	Coût en M€	Effectif au 31/12
2010	5,8	354
2011	5,1	326
2012	4,5	294
2013	4,1	265
2014	4,0	243
2015	3,5	209
2016	3,1	174
2017	2,6	149
2018	2,2	134
2019	1,9	109
2020	1,5	90



2.5 ALLOCATIONS RETOUR À L'EMPLOI

L'Eurométropole de Strasbourg assure elle-même le versement des indemnités d'assurance chômage des agents qui cessent leur activité pour des raisons autres que la retraite (démission pour suivre le conjoint, licenciement, fin de contrat, etc…)

Afin de mettre en cohérence le bilan social avec les nouveaux indicateurs figurant dans l'état de la collectivité (3.4.1 / 3.4.2), le nombre d'agents correspond, à compter de 2017, au nombre d'allocataires ayant perçu au cours de l'année au moins une fois une indemnisation chômage.

Répartition depuis l'année 2017 par nombre d'agents et par budget

Année	Nombre d'agents concernés	Budget (en €)
2017	607	2 802 714
2018	634	2 782 710
2019	608	2 475 320
2020	559	2 453 359

Répartition par catégorie d'agents

Année	Stagiaires/Titulaires	Contractuels
2017	20	587
2018	12	622
2019	13	595
2020	9	550

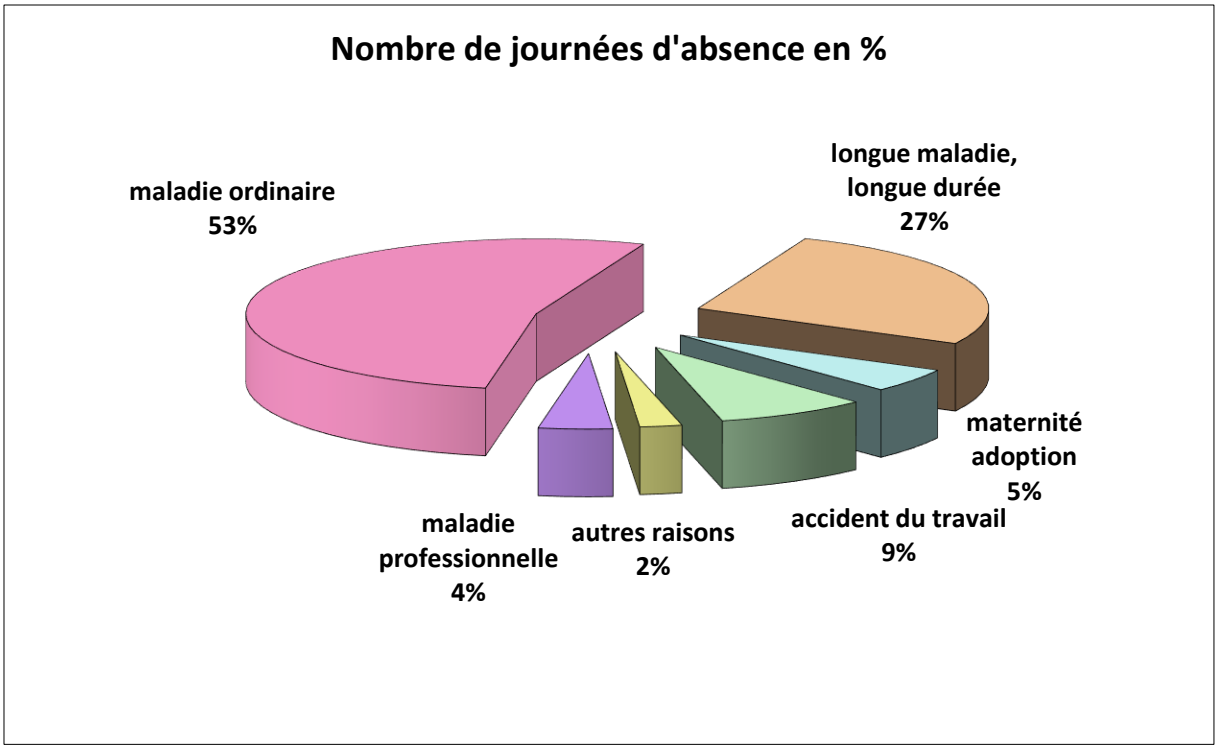
3. L'ABSENTEISME

Ne sont concernés dans ce chapitre que les agents permanents

3.1 L'ABSENTÉISME EN 2020

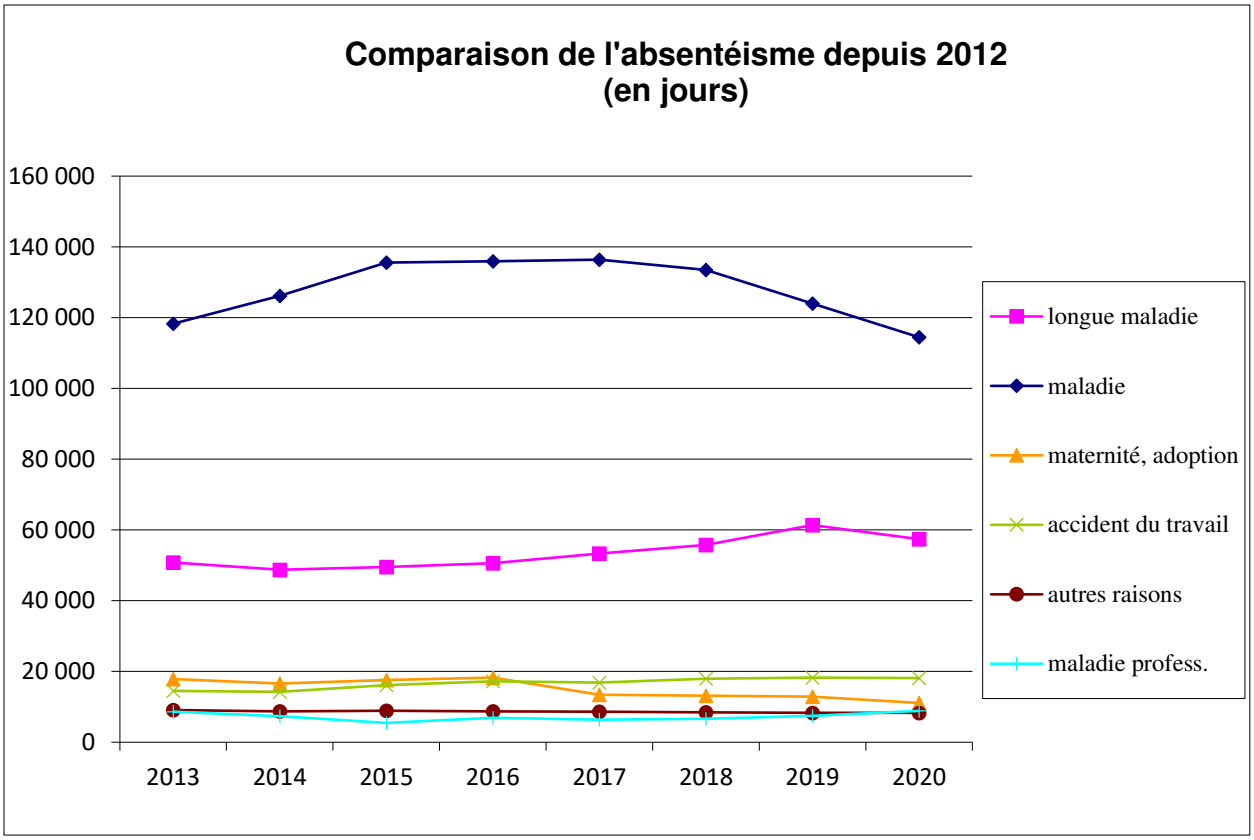
3.1.1 RÉPARTITION DES JOURS D'ABSENCE PAR MOTIF

Nombre de journées d'absence en 2020	Titulaires et stagiaires		Contractuels sur emploi permanent		Total	soit en %	soit en E.T.P
	Homme	Femme	Homme	Femme			
maladie ordinaire	48 497	60 555	1 561	3 855	114 468	52,45%	313,61
longue maladie, maladie de longue durée et grave maladie	21 096	36 080		224	57 400	26,30%	157,26
accident du travail (y compris accident de trajet)	10 766	7 059	42	226	18 093	8,29%	49,57
maladie professionnelle, maladie imputable au service ou à caractère professionnel	3 261	5 499	98		8 858	4,06%	24,27
maternité, paternité et adoption	600	9 326	22	1 149	11 097	5,09%	30,40
autres raisons (formation personnelle, autorisation d'absence pour évènements familiaux, pour fonctions électives)	2 366	2 261	106	300	5 032	2,34%	13,79
TOTAL	**86 586**	**120 780**	**1 829**	**5 754**	**214 948**	**100**	**588,90**



3.1.2 EVOLUTION DEPUIS 2012 DES JOURS D'ABSENCE

Nombre de journées d'absence	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
maladie ordinaire	121 433	118 299	126 153	135 579	135 904	136 392	133 468	124 002	114 468
longue maladie, maladie de longue durée et grave maladie	49 404	50 791	48 750	49 496	50 639	53 297	55 728	61 361	57 400
accident du travail (y compris accident de trajet)	15 045	14 522	14 236	16 093	17 190	16 853	17 907	18 260	18 093
maladie professionnelle, maladie imputable au service ou à caractère professionnel	7 592	8 661	7 363	5 460	6 869	6 340	6 661	7 429	8 858
maternité, paternité et adoption	20 150	17 873	16 621	17 573	18 259	13 387	13 151	12 866	11 097
autres raisons (formation personnelle, autorisation d'absence pour évènements familiaux, pour fonctions électives, etc.)	9 243	9 097	8 677	8 872	8 720	8 604	8 486	8 310	5 032
TOTAL	**222 867**	**219 243**	**221 800**	**233 073**	**237 581**	**234 873**	**235 401**	**232 228**	**214 948**



3.2 ETUDE SPÉCIFIQUE SUR LA MALADIE ORDINAIRE EN 2020

3.2.1 DÉFINITION

La maladie ordinaire prend en compte les congés suivants :

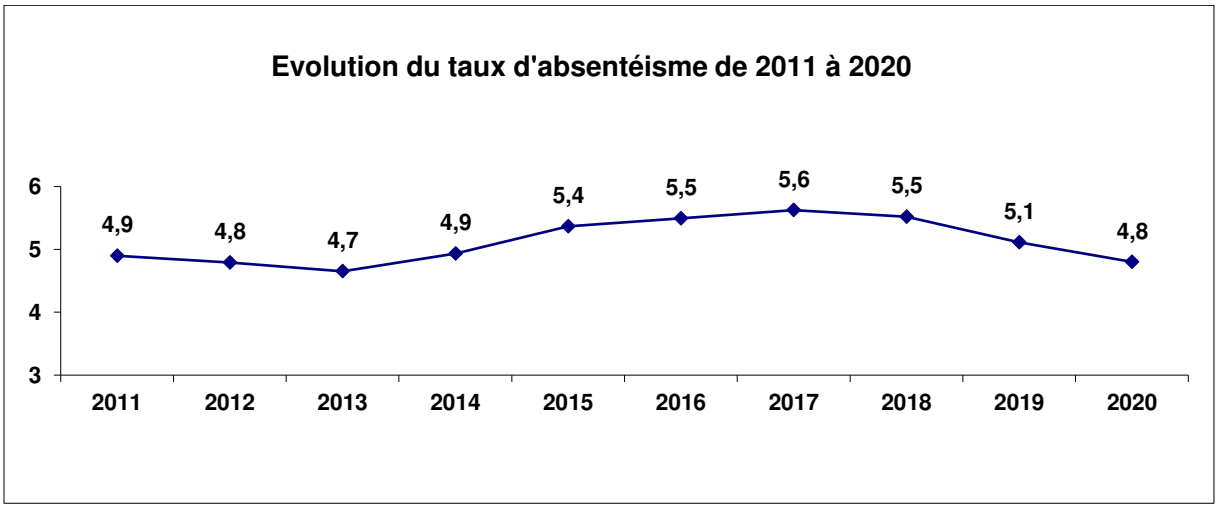
- congés de maladie ordinaire
- congés de maladie ordinaire suite à décision du comité médical départemental
- cures
- hospitalisations

3.2.2 TAUX D'ABSENTÉISME GLOBAL AU TITRE DE LA MALADIE ORDINAIRE

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de jours de maladie ordinaire	121 433	118 299	126 153	135 579	135 904	136 392	133 468	124 002	114 468
Effectif permanent au 31/12	6 944	6 968	7 004	6 918	6 778	6 643	6 626	6 648	6 533
Taux d'absentéisme	4,8%	4,7%	4,9%	5,4%	5,5%	5,6%	5,5%	5,1%	4,8%
Absentéisme en E.T.P.	332,7	324,1	345,6	371,4	372,3	373,7	365,7	339,7	313,6
Nombre d'agents malades	4 868	4 068	4 515	4 783	4 633	4 557	3 890	3 774	3 339
Ratio du nombre de jours de maladies ordinaires / nombre d'agents permanents	17,49	16,98	18,01	16,98	20,05	20,53	20,14	18,65	17,52
Ratio du nombre de jours maladies ordinaires / nombre agent malade	24,95	29,08	27,94	29,08	29,33	29,93	34,31	32,86	34,28

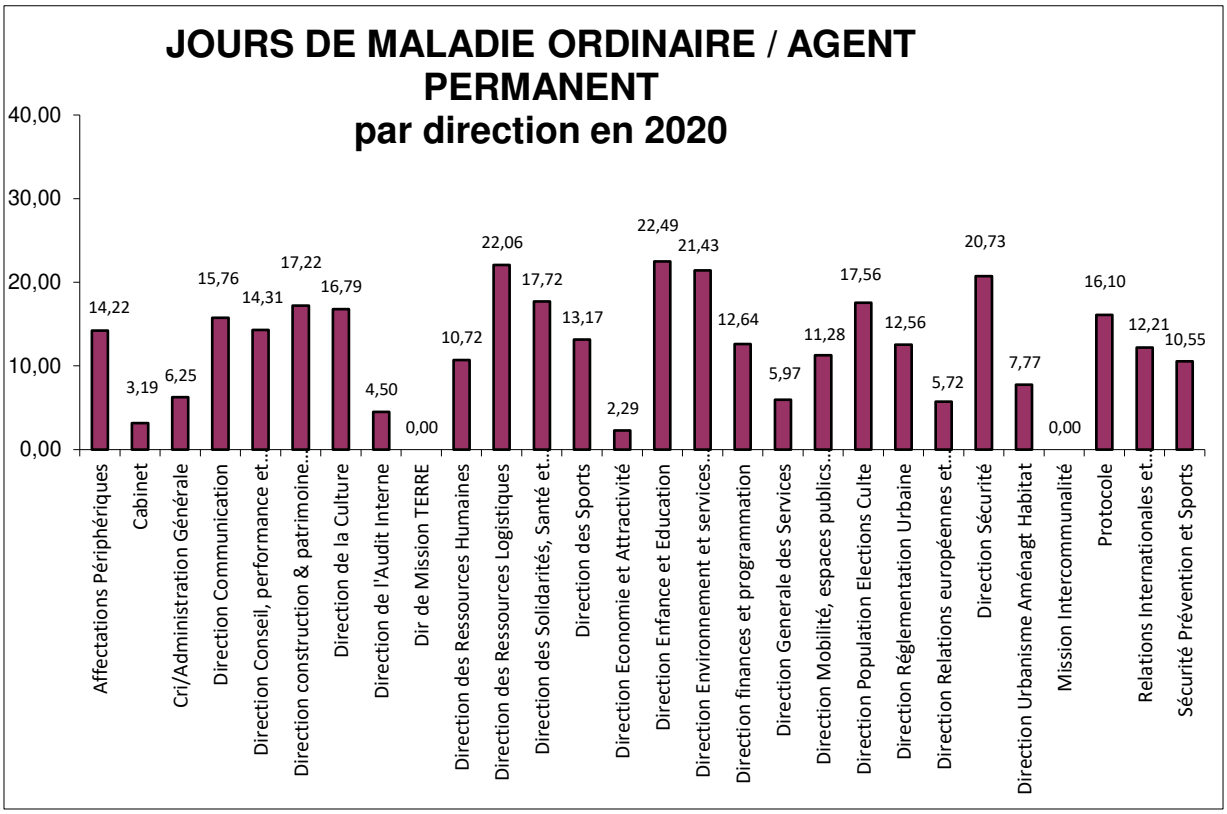
Taux d'absentéisme = nombre de jours d'absence * 100 / effectif permanent au 31/12 * 365

Équivalent temps plein = nombre de jours d'absence / 365

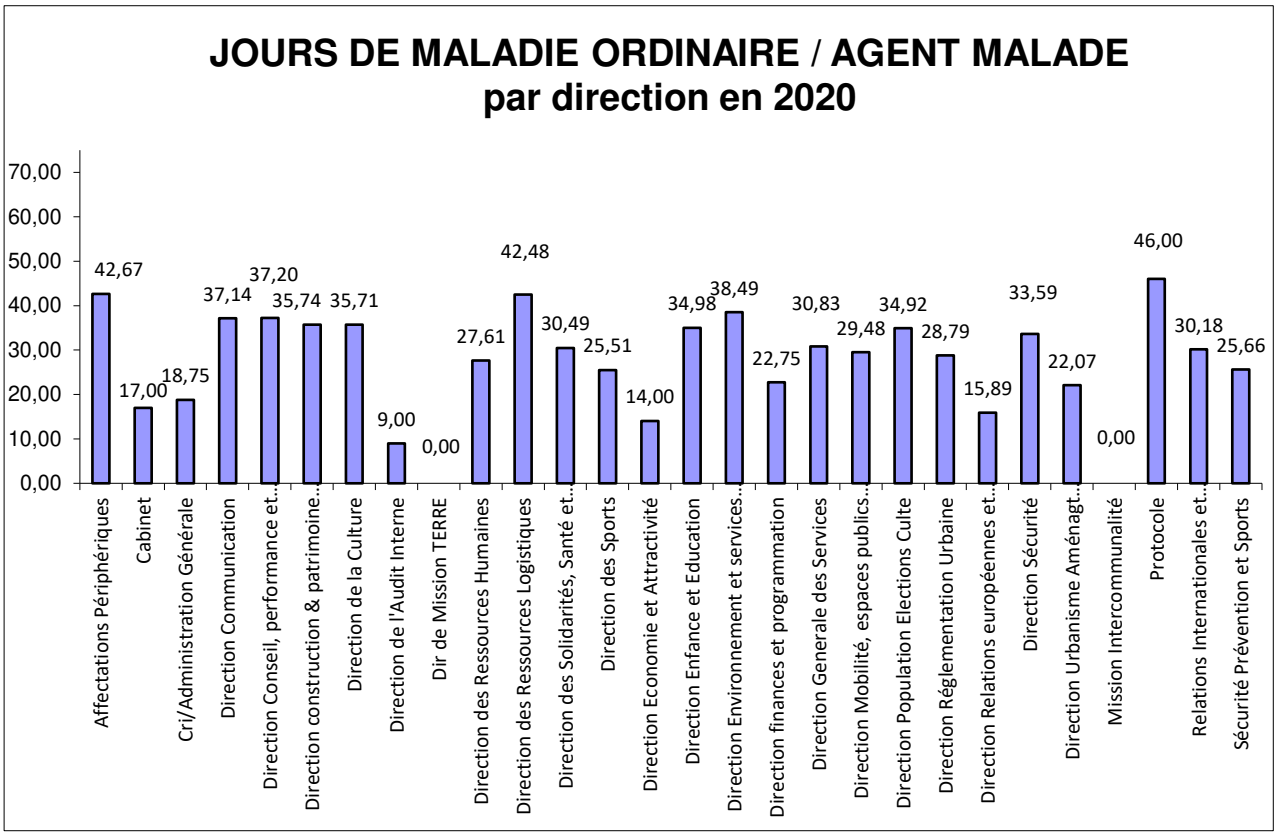


Direction	Effectif	Nombre Agents malades	Nombre de jours maladie ordinaire	Nombre de jours maladie ordinaire par agent	Nombre de jours maladie ordinaire par agent malade	Taux d'absentéisme
Affectations Périphériques	18	6	256	14,22	42,67	3,9%
Cabinet	48	9	153	3,19	17,00	0,9%
Cri/Administration Générale	12	4	75	6,25	18,75	1,7%
Direction Communication	33	14	520	15,76	37,14	4,3%
Direction Conseil, performance et affaires juridiques	65	25	930	14,31	37,20	3,9%
Direction construction & patrimoine bâti	193	93	3 324	17,22	35,74	4,7%
Direction de la Culture	840	395	14 106	16,79	35,71	4,6%
Direction de l'Audit Interne	4	2	18	4,50	9,00	1,2%
Direction de Mission TERRE	9					0,0%
Direction des Ressources Humaines	152	59	1 629	10,72	27,61	2,9%
Direction des Ressources Logistiques	387	201	8 538	22,06	42,48	6,0%
Direction des Solidarités, Santé et jeunesse	487	283	8 629	17,72	30,49	4,9%
Direction des Sports	306	158	4 030	13,17	25,51	3,6%
Direction Économie et Attractivité	49	8	112	2,29	14,00	0,6%
Direction Enfance et Éducation	1 328	854	29 872	22,49	34,98	6,2%
Direction Environnement et services publics urbains	1 094	609	23 443	21,43	38,49	5,9%
Direction finances et programmation	36	20	455	12,64	22,75	3,5%
Direction Générale des Services	31	6	185	5,97	30,83	1,6%
Direction Mobilité, espaces publics et naturels	583	223	6 575	11,28	29,48	3,1%
Direction Population Élections Culte	171	86	3 003	17,56	34,92	4,8%
Direction Réglementation Urbaine	55	24	691	12,56	28,79	3,4%
Direction Relations européennes et internationales	25	9	143	5,72	15,89	1,6%
Direction Sécurité	188	116	3 897	20,73	33,59	5,7%
Direction Urbanisme Aménagt Habitat	247	87	1 920	7,77	22,07	2,1%
Mission Intercommunalité	3			0,00		0,0%
Protocole	20	7	322	16,10	46,00	4,4%
Relations Internationales et Communication	42	17	513	12,21	30,18	3,3%
Sécurité Prévention et Sports	107	44	1 129	10,55	25,66	2,9%
TOTAL GENERAL	**6 533**	**3 359**	**114 468**	**17,52**	**34,08**	**4,8%**

3.2.3 ABSENTÉISME PAR DIRECTION



Les agents ayant changé de service peuvent être comptabilisés plusieurs fois.



3.2.4 NOMBRE DE JOURS DE CARENCE PAR SEXE ET PAR CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE

Agents fonctionnaires

	Hommes			Femmes			Total
	Cat A	Cat B	Cat C	Cat A	Cat B	Cat C	
Nombre de jours de carence prélevés	114	215	2 290	501	429	2 215	5 764
Montant brut des sommes retenues pour délai de carence (€)	11 653	14 555	129 913	40 659	24 410	108 523	329 713
Nombre total d'agents rémunérés et potentiellement soumis au jour de carence	419	396	2 141	761	541	1 722	5 980
Nombre d'agents auxquels a été appliqué au moins un jour de carence	94	156	1 237	347	264	1 166	3 264
Nombre d'arrêts maladies (hors prolongations) soumis à la journée de carence	114	215	2 290	501	429	2 215	5 764

Agents contractuels permanents

	Hommes			Femmes			Total
	Cat A	Cat B	Cat C	Cat A	Cat B	Cat C	
Nombre de jours de carence prélevés	28	34	18	105	34	185	404
Montant brut des sommes retenues pour délai de carence (€)	3 772	1 888	538	7 221	1 477	6 561	21 457
Nombre total d'agents rémunérés et potentiellement soumis au jour de carence	100	66	35	156	63	133	553
Nombre d'agents auxquels a été appliqué au moins un jour de carence	24	21	12	65	22	98	242
Nombre d'arrêts maladies (hors prolongations) soumis à la journée de carence	28	34	18	105	34	185	404

Agents contractuels non permanents

	Hommes			Femmes			Total
	Cat A	Cat B	Cat C	Cat A	Cat B	Cat C	
Nombre de jours de carence prélevés	8	7	57	11	14	93	190
Montant brut des sommes retenues pour délai de carence (€)	317	65	1 058	487	618	2 843	5 386
Nombre total d'agents rémunérés et potentiellement soumis au jour de carence	16	14	49	25	25	75	204
Nombre d'agents auxquels a été appliqué au moins un jour de carence	6	5	40	9	8	55	123
Nombre d'arrêts maladies (hors prolongations) soumis à la journée de carence	8	7	57	11	14	93	190

4. LA FORMATION

4.1 BUDGET DE LA FORMATION

4.1.1 BUDGET FORMATION 2020

Montant de la cotisation CNFPT	**1 275 114 €**
Coût des actions de formation prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg	**1 009 049 €**
Frais de déplacement et d'hébergement	**41 180 €**
Total	**2 325 343 €**

Ce total représente :

1,35 % de la masse salariale servant à calculer le montant de la cotisation obligatoire CNFPT

(172 452 790 €)

4.1.2 EVOLUTION DU BUDGET DE LA FORMATION DEPUIS 2015

	Cotisations CNFPT[1]	Formations commandées à d'autres organismes	Frais hébergement	Montant des salaires des agents en formation[2]	Montant des salaires service formation[3]	Total
2015	**1 723 688 €**	1 275 859 €	153 202 €	3 889 085 €	729 876 €	**7 771 710 €**
2016	**1 551 593 €**	1 273 999 €	148 246 €	4 037 311 €	736 971 €	**7 748 120 €**
2017	**1 581 154 €**	1 365 468 €	91 030 €	3 664 894 €	655 252 €	**7 357 798 €**
2018	**1 587 082 €**	1 228 745 €	93 363 €	3 959 058 €	679 349 €	**7 547 595 €**
2019	**1 589 126 €**	1 329 806 €	77 978 €	3 304 087 €	616 173 €	**6 917 170 €**
2020	**1 275 114 €**	1 009 049 €	41 180 €	1 806 062 €	641 718 €	**4 773 123 €**

[1] Le montant de la cotisation annuelle versé correspondant à 0,9 % de la masse salariale

[2] Salaires stagiaires : concernent les salaires des agents partis en formation

[3] Salaire département formation : concerne le salaire des agents du département formation qui gèrent le dispositif de formation

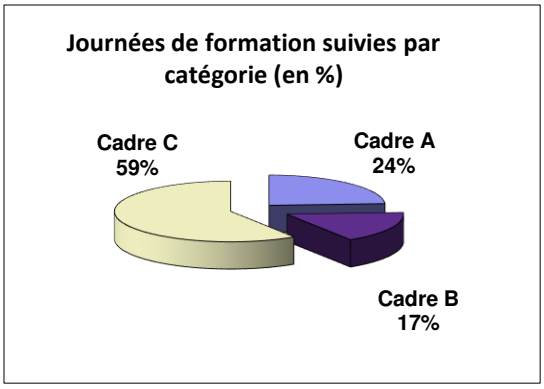
4.2 FORMATIONS EN JOURS ET EN EFFECTIFS

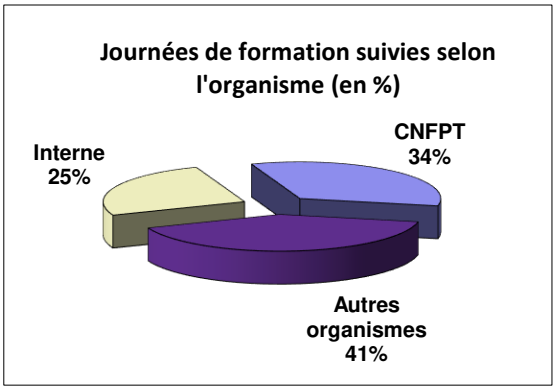
4.2.1 JOURNÉES DE FORMATION SUIVIES AU COURS DE L'ANNÉE 2020

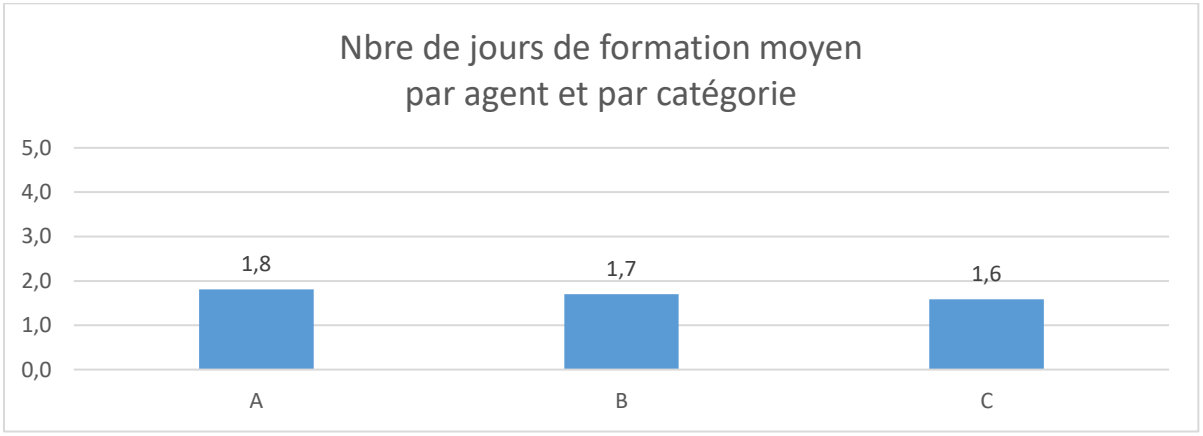
Ces chiffres concernent les agents titulaires, stagiaires et contractuels

	Type formation	Autres organismes	CNFPT Cotisation obligatoire	CNFPT Partenariat	Collectivité	**Total**	Heures CPF
A	Formation de perfectionnement	850	84	27	526	1 486	166
	Formation intégration & professionnalisation	57	629	109	27	822	-
	Formation personnelle	221	-	-	-	221	428
	Préparations Concours & Examens	17,5	53,5	-	-	71	129
Total A		**1 146**	**766**	**136**	**349**	**2 600**	**723**
B	Formation de perfectionnement	522	47	19	332	920	56
	Formation intégrat° & professionnalisat°	59	517	131	15	721	-
	Formation personnelle	74	-	-	-	74	190
	Formation Statuts Particuliers	6	-	16	2	24	-
	Préparations Concours & Examens	20	53	-	-	73	210
Total B		**681**	**617**	**165**	**349**	**1 812**	**456**
C	Formation de perfectionnement	2 109	41	24	1 777	3 950	3 481
	Formation intégrat° & professionnalisat°	279	1 056	502	49	1 887	-
	Formation personnelle	147	-	-	10	157	530
	Formation Statuts Particuliers	36	9	163	8	216	-
	Lutte contre l'illettrisme appr langue F	4,5	-	-	2,5	7	52
	Préparations Concours & Examens	-	168	-	-	168	589
Total C		**2 575**	**1 274**	**689**	**1 847**	**6 385**	**4 652**
Total		**4 402**	**2 657**	**991**	**2 748**	**10 797**	**5 831**

Rappel coût de la formation 2019 : **6 917 170 €**
Nombre de journées en formations suivies : **19 318**
Coût moyen d'une journée de formation : **358 €**







4.2.2 CONSOMMATION DES HEURES DIF/CPF

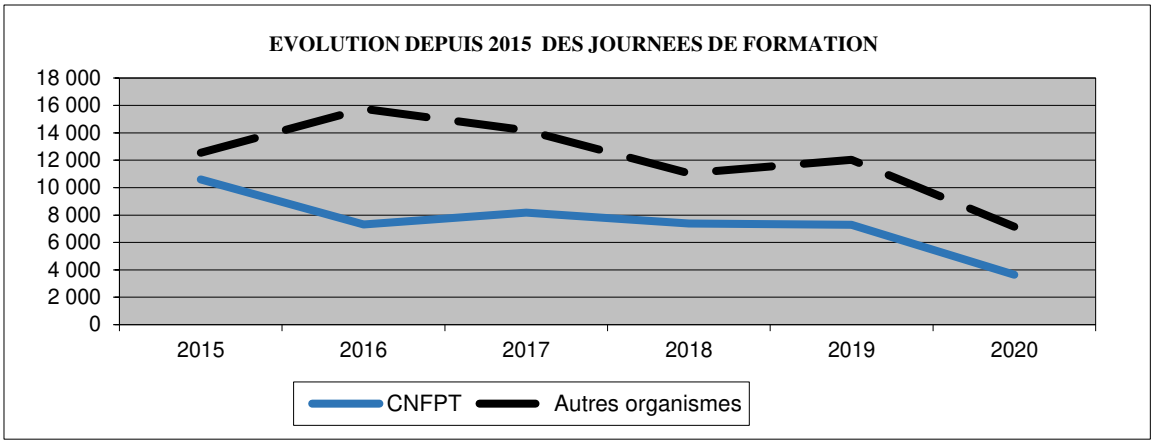
Introduites par la loi du 2 février 2007, les heures DIF sont mobilisées par les agents pour réaliser des formations de perfectionnement ou des préparations aux concours et examens. Le dispositif du DIF a été remplacé par le Compte Personnel de Formation, qui a intégré les droits DIF.

Ce dispositif a été mis en œuvre à partir de 2019.

Au 1er janvier 2020, les agents présents disposent globalement de 747 567 heures sur l'ensemble des compteurs CPF. 11 formations ont été suivies ou sont encore en cours soit 1310 heures de CPF.

4.2.3 JOURNÉES DE FORMATIONS SUIVIES DEPUIS 2015 PAR ORGANISME

	Nombre total de journées de formation			En pourcentage	
	CNFPT	Autres organismes	Total	CNFPT	Autres organismes
2015	10 600	12 535	23 135	45,82	54,18
2016	7 305	15 759	23 064	31,67	68,33
2017	8 190	14 173	22 363	36,62	63,38
2018	7 394	11 056	18 450	40,08	59,92
2019	7 288	12 031	19 318	37,72	62,28
2020	3 648	7 150	10 797	33,78	66,22



4.2.4 EFFECTIFS DES AGENTS EN FORMATION

4.2.4.1 Nombre de participation à des formations en 2020

Ces chiffres concernent les agents titulaires, stagiaires et contractuels sur postes permanents.

Un agent est comptabilisé à chaque fois qu'il effectue une formation de l'un ou l'autre type (à noter : un agent peut donc être compté plusieurs fois)

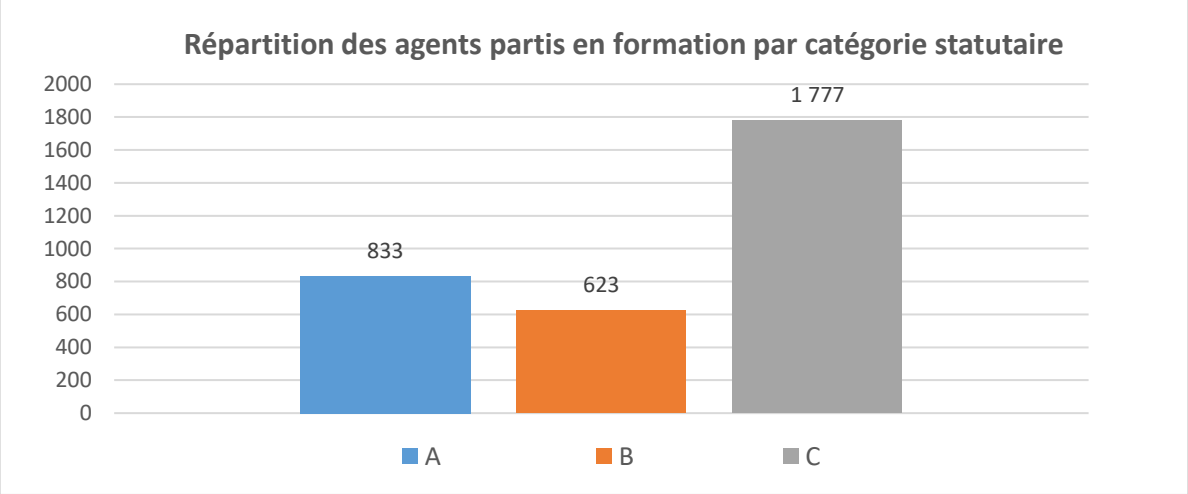
Type de formation	Femmes	Hommes	Total
Formation de perfectionnement	457	254	711
Formation intégrat° & professionnalisat°	163	77	240
Formation personnelle	17	6	23
Préparations Concours & Examens	38	15	53
Total A	**675**	**352**	**786**
Formation de perfectionnement	259	232	491
Formation intégrat° & professionnalisat°	151	82	233
Formation personnelle	12	4	16
Formation Statuts Particuliers	-	4	4
Préparations Concours & Examens	29	13	42
Total B	**451**	**335**	**786**
Formation de perfectionnement	550	886	1 436
Formation intégrat° & professionnalisat°	240	319	559
Formation personnelle	11	9	20
Formation Statuts Particuliers	18	37	55
Lutte contre l'illettrisme appr langue F	1	1	2
Préparations Concours & Examens	61	75	136
Total C	**881**	**1 327**	**2 208**
Total Général	**2 007**	**2 014**	**4 021**

4.2.4.2 Agents partis en formation depuis 2015

L'agent n'est comptabilisé qu'une fois quel que soit le type de formation suivie

	AGENTS PARTIS EN FORMATION			
	A	**B**	**C**	**Total**
2015	907	1 115	2 858	**4 880**
2016	958	1 242	2 835	**5 035**
2017	934	1 224	2 985	**5 143**
2018	1 130	861	2 464	**4 455**
2019	1 228	849	2 531	**4 608**
2020	833	623	1 777	**3 233**

En 2020, 3 233 agents sont partis au moins une fois en formation, ce qui représente 49 % de l'effectif global.



4.2.5 DEMANDES FORMATION CONTINUE/CONGÉS FORMATION

4.2.5.1 Actions de formation continue en 2020

Nombre de demandes présentées lors de l'élaboration du plan : *12 059*

Nombre de demandes acceptées lors de l'élaboration du plan : 10 473

Demandes refusées et annulées lors de l'élaboration du plan : 1 586

Nombre de demandes réalisées au cours de l'année : *6 194 dont 2 136 présentées au plan*

Les demandes des agents au moment de l'élaboration du plan sont acceptées ou refusées. Durant l'année de mise en œuvre, certains agents peuvent renoncer à des formations inscrites au plan pour différents motifs : désistement, changement de missions, départ de la collectivité, problème de calendrier, formation considérée comme non adaptée par la Direction ou la DRH.

Des formations sont aussi annulées ou reportées par les organismes le plus souvent faute de participants.

4.2.5.2 Congés formation 2020

Nombre de demandes présentées lors de l'élaboration du plan : 8

Nombre de demandes présentées hors plan : 3

Nombre congés accordés au plan de formation : 10

Nombre congés formation réalisés 4

Nombre accepté par les organismes : sans objet car l'Eurométropole de Strasbourg est son propre financeur

Durée moyenne (en nombre de jours) : 28 jours pour 4 congés formation réalisés.

5. LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

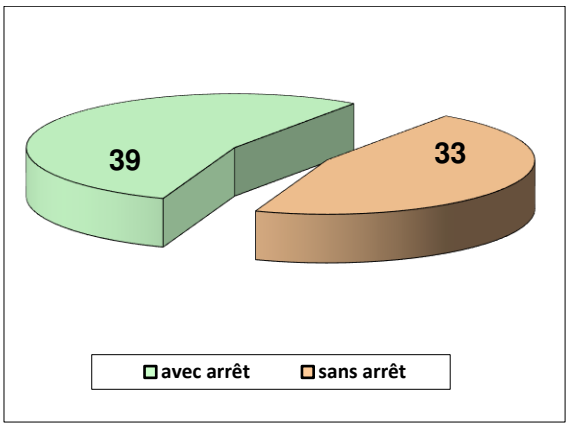
5.1 STATISTIQUES DES ACCIDENTS DE TRAVAIL EN 2020

Ces statistiques sont issues du rapport sur l'évolution des risques professionnels

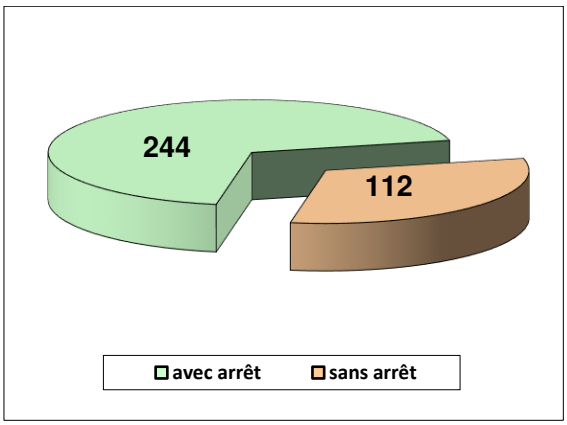
5.1.1 RÉPARTITION DES ACCIDENTS

Le nombre total d'accidents de travail et de trajet à l'Eurométropole de Strasbourg en 2020 est de 428

Accidents de trajet : **72**

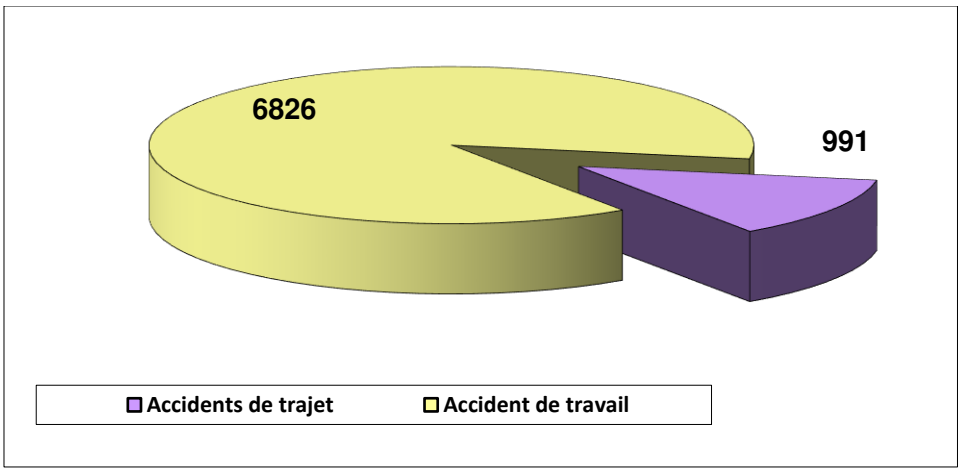


Accident de travail : **356**



5.1.2 RÉPARTITION DE L'ABSENTÉISME

Le nombre de jours d'arrêt de travail générés par les accidents de 2020 est de 7 794 (samedi et dimanche inclus)



5.1.3 TAUX DE FRÉQUENCE ET TAUX DE GRAVITÉ

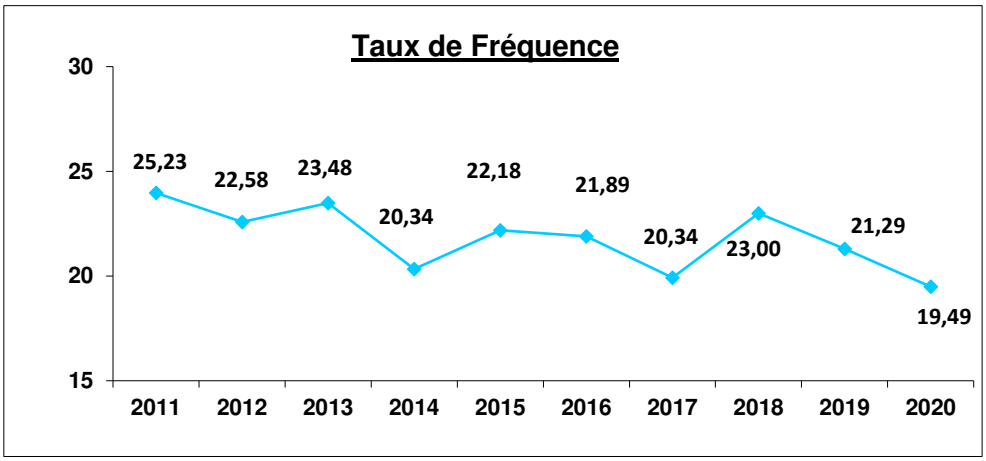
Le taux de fréquence et le taux de gravité sont deux indicateurs statistiques quantitatifs permettant d'effectuer un suivi d'une année sur l'autre et d'une collectivité à l'autre de la fréquence et de la gravité des accidents du travail

5.1.3.1 Taux de fréquence (TFRAC)

Nombre d'accidents de travail avec arrêt (hors accidents de trajet) X 1 000 000

Nombre total d'heures travaillées dans l'année dans la collectivité

TFRAC = 19,49

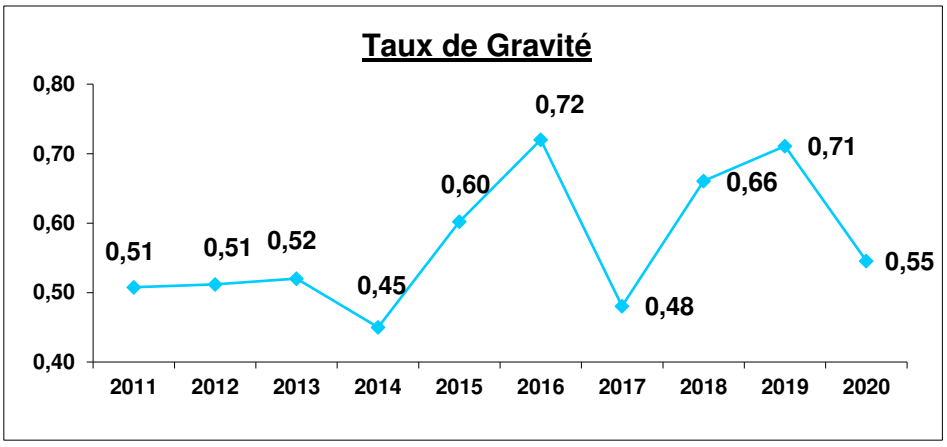


5.1.3.2 Taux de gravité (TGRAC)

Nombre de journées d'arrêt de travail (hors arrêt pour accidents de trajet) X 1 000

Nombre total d'heures travaillées dans l'année dans la collectivité

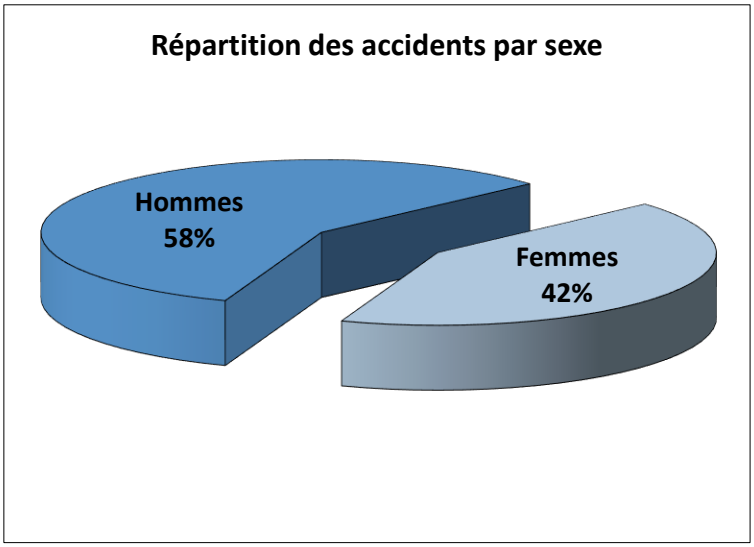
TGRAC = 0,55



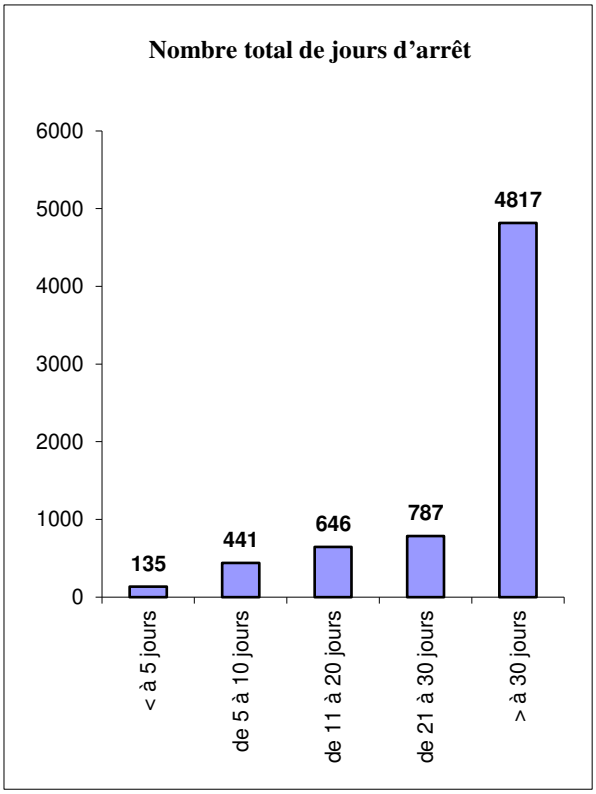
5.1.4 RÉPARTITION DES ACCIDENTS SELON DIVERS CRITÈRES

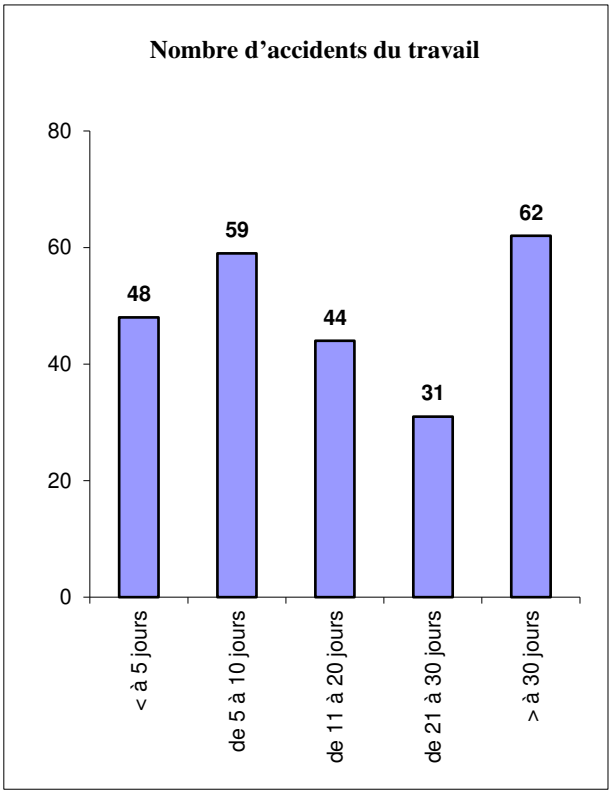
Les tableaux qui suivent présentent la répartition des accidents suivant plusieurs critères. Seuls sont pris en compte les accidents de travail avec arrêt (les accidents de trajet ne sont pas retenus)

5.1.4.1 Répartition des accidents suivant le personnel concerné

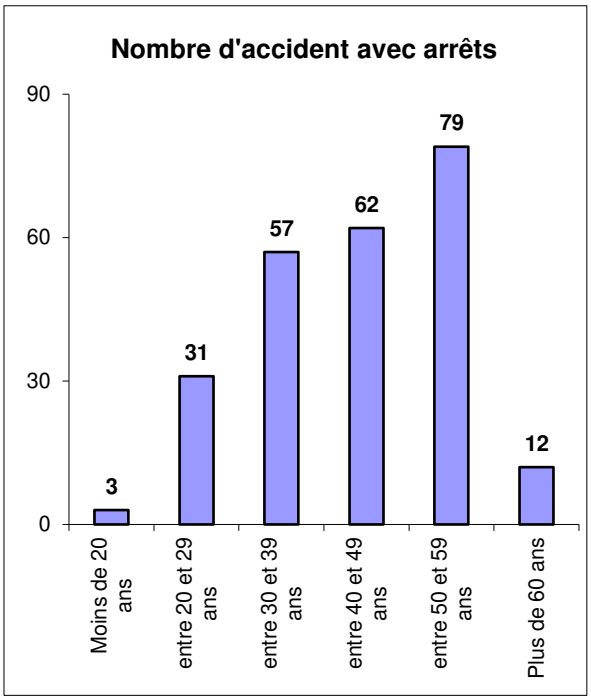


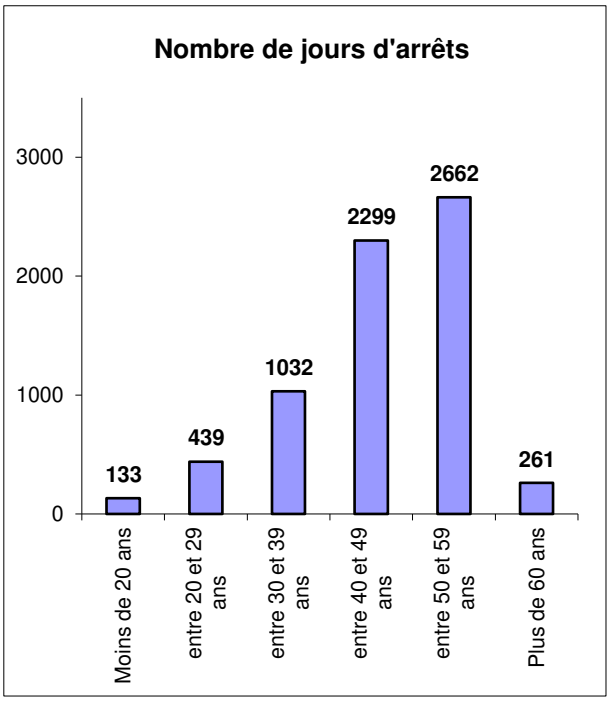
5.1.4.2 Répartition des accidents suivant le nombre de jours d'arrêt

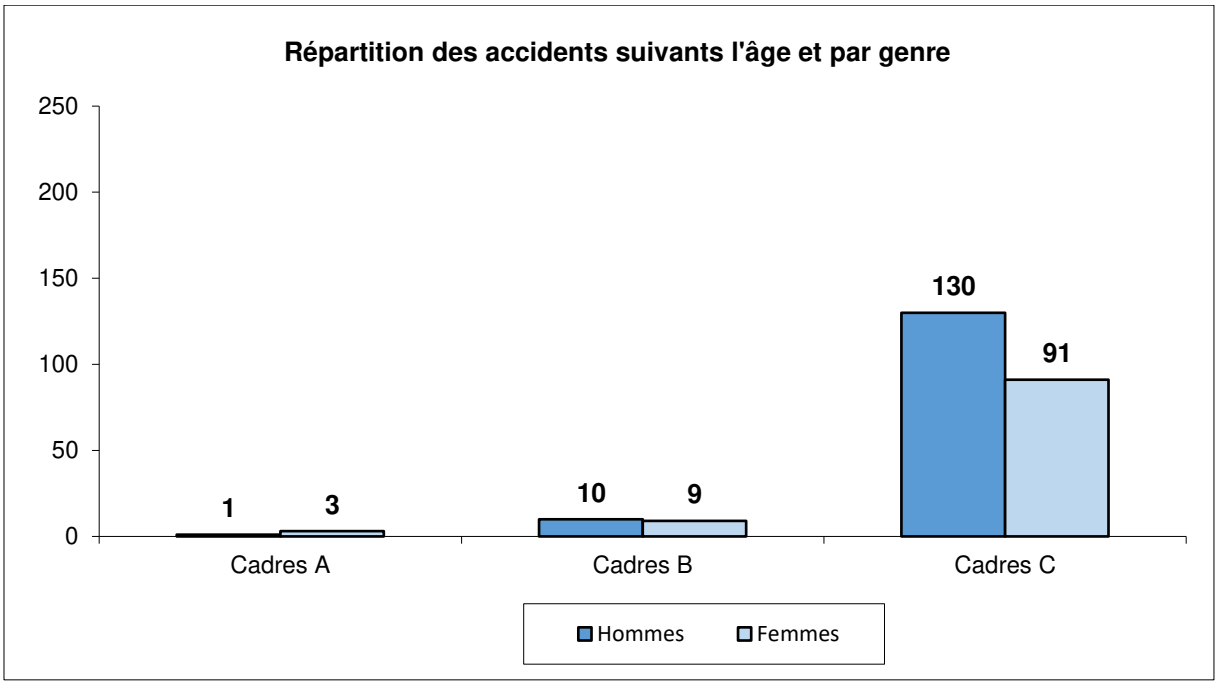


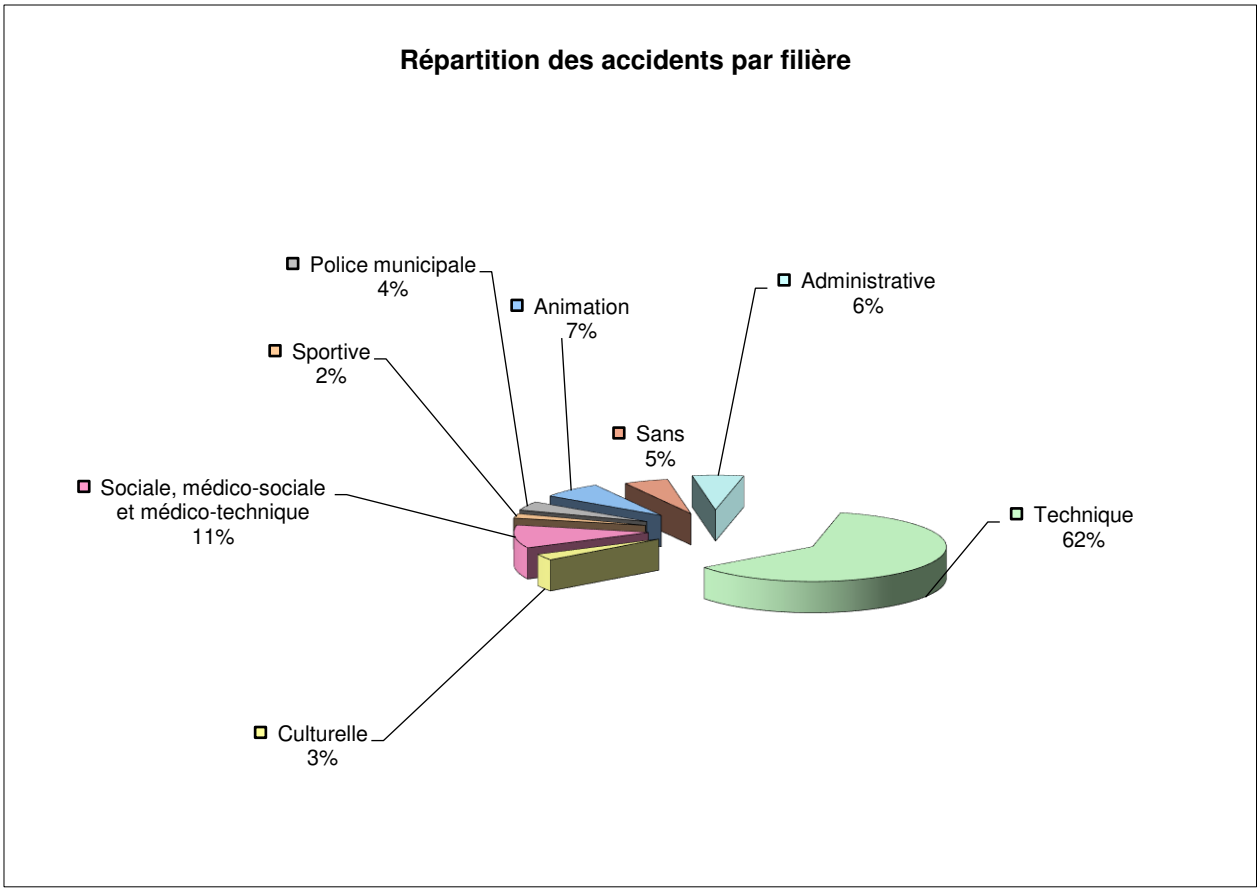


5.1.4.3 Répartition des accidents suivant l'âge









5.1.4.4 Répartition des accidents avec arrêts suivant les causes

Causes	Nombre d'accidents du travail			Jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Emplacements de travail et surface de circulation (cas des accidents de plain-pied)	31	27	58	1 105	998	2 103
Emplacements de travail et surface de circulation (cas des accidents comportant une chute avec dénivellation)		1	1		8	8
Objets en cours de manipulation ou de transport manuel (cartons, bacs, conteneurs, portières, vitres, sacs poubelles, chariots, seaux, bornes propreté, objets et matériaux divers, ...)	13	38	51	242	1 124	1 366
Objets, masses, particules en mouvement accidentel (branches, poussières, corps étrangers, pièces ou objets qui tombent, ...)	3	11	14	91	88	179
Appareils de levage et de manutention et accessoires de lavage, amarrage et préhension			0			0
Véhicules et engins en circulation (sauf chariot de manutention)	5	4	9	70	71	141

Machines à meuler, poncer, polir			0			0
Autres machines : tondeuse, traceur compresseur, motoculteur, poste à souder, tronçonneuses, taille-haie, …	1	4	5	3	360	363
Outils mécaniques tenus ou guidés à la main (mus ou alimentés électriquement, pneumatiques ou à autre commande mécanique)		1	1		23	23
Outils individuels à main		2	2		6	6
Appareils à pression			0			0
Agressions humaines	9	5	14	285	155	440
Divers (malaises; douleurs sportives; piqûres insectes; agressions animales ; faux mouvements; coincement dans portières; montée-descente de véhicules; produits chimiques; tomber de la chaise; choc contre objets immobiles (mur); douleurs soudaines (se baisse, se relève, se cogne, dos bloqué); fumées d'incendie ; autres ...).	41	48	89	1 334	863	2 197
Total	**103**	**141**	**244**	**3 130**	**3 696**	**6 826**

5.1.4.5 Répartition des accidents avec arrêts suivant les lieux

Lieu de travail	Nombre d'accidents du travail			Jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Atelier – autres locaux techniques	2	16	18	84	396	480
Mairie – autres locaux administratifs	17	8	25	218	112	330
École – crèche – halte-garderie	44	11	55	1 478	156	1 634
Déchetterie		3	3		49	49
Piscine–salle des sports–salle d'animation-musées	10	4	14	145	122	267
Voirie – chantier extérieur	3	53	56	183	1 339	1 522
Entretien des espaces verts	2	10	12	22	311	333
Déplacement motorisé ou à vélo pendant le travail	3	4	7	40	150	190
Zone de chargement / déchargement de matériels		2	2		40	40
Autres (TP ; Particuliers (caves, local compteur, local poubelle, descentes de garages, …) ; chantiers intérieurs ; environnement de camions (camions poubelle, camionnettes de chantier, …))	22	30	52	960	1 021	1 981
Total	**103**	**141**	**244**	**3 130**	**3 696**	**6 826**

5.1.4.6 Répartition des accidents avec arrêts suivant la nature des lésions

Lésions	Nombre d'accidents du travail			Nombre de jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Contusion, hématome	22	22	44	543	412	955
Piqûre	1	5	6	9	60	69
Plaie	5	7	12	171	188	359
Morsure			0			0
Atteinte ostéo-articulaire et / ou musculaire (entorse, douleurs d'effort, douleurs musculaires…)	43	79	122	2 668	973	3 641
Réaction allergique ou inflammatoire cutanée ou muqueuse		1	1		3	3
Fracture	3	2	5	337	46	383
Lésions internes			0			0
Atteintes sensorielles		5	5		47	47
Présence de corps étrangers		1	1		2	2
Brûlure physique	1		1	14		14
Brûlure chimique	1		1	3		3
Intoxication par ingestion, par inhalation, par voie cutanée			0			0
Lésions de nature multiple	21	15	36	927	175	1 102
Commotion, perte de connaissance		2	2		62	62
Choc psychologique	5	2	7	123	33	156
Autres	1		1	30		30
Total	**103**	**141**	**244**	**4 825**	**2 001**	**6 826**

5.1.4.7 Répartition des accidents avec arrêts suivant le siège des lésions

Siège des lésions	Nombre d'accidents du travail			Nombre de jours d'arrêt de travail		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Tête (hors yeux)	4	5	9	99	45	144
Yeux	2	5	7	12	20	32
Cou – colonne vertébrale	15	21	36	341	341	682
Membres supérieurs (autres que main)	7	20	27	414	1 065	1 479
Main	13	16	29	408	557	965
Thorax - abdomen – bassin	4	8	12	213	187	400
Membres inférieurs (autres que pied)	20	35	55	372	927	1 299
Pied	4	4	8	29	23	52
Sièges multiples	7	4	11	78	193	271
Sièges internes		1	1		34	34
Autres	27	22	49	1 164	304	1 468
Total	**103**	**141**	**244**	**3 130**	**3 696**	**6 826**

5.2 ACTIONS DE PRÉVENTION 2020

5.2.1 ACTIONS DE FORMATION

Thème de la formation
Agressions, violences externes : les fondamentaux
AIPR (préparation + test) Autorisation d'intervention à Proximité des Réseaux
Autorisation de conduite : engin de netoiement, balayeuse, auto laveuse initial
Autorisation de conduite,recyclage : engin de nettoiement,balayeuse,auto laveuse
CACES Chariot automoteur : plusieurs catégories
CACES Chariot automoteur de manutention Cat 3 - Initial
CACES Chariot automoteur de manutention Cat 3 - Recyclage
CACES Chariot Automoteur de manutention Cat 6 - Recyclage
CACES Chariot élévateur à conducteur accompagnant : gerbeur.
CACES Engins de chantier Cat 1 - Débutant
CACES Engins de chantier Cat 1 - Recyclage
CACES Engins de chantier Cat 2 - Recyclage
CACES Engins de chantier Cat 4 - Débutant
CACES Engins de chantier Cat 4 - Recyclage
CACES Engins de chantier Cat 8 - Débutant
CACES Engins de chantier Cat 8 - Recyclage
CACES Engins de chantier Cat 9 - Débutant
CACES Engins de chantier Cat 9 - Recyclage
CACES Engins de chantiers - plusieurs catégories
CACES Grue mobile
CACES Grues Auxiliaires de chargement - Débutant
CACES Grues Auxiliaires de chargement - Recyclage
CACES PEMP 1B - Débutant
CACES PEMP 1B - Recyclage
CACES PEMP 1B & 3B - Recyclage
CACES PEMP 3 A - Recyclage
CACES PEMP 3B - Débutant
CACES PEMP 3B - Recyclage
Café-santé : actualités médicales en gérontopsychiatrie
CATEC : Certificat d'aptitude à travailler en espaces confinés
Conduite de motocyclette : Formation obligatoire
Conduite en sécurité des tondeuses autoportées
Conduite vl en situations difficiles, hivernales, pour la police municipale
De l'incivilité à la violence urbaine : outils pour une gestion urbaine efficace
Détection de gaz et protection respiratoire
Ergonomie au travail
FIMO : Formation initiale Minimum Obligatoire
FORCO FORMATEUR PS (recyclage PICF - PAE PS)
FORCO FORMATEUR PSC (recyclage PCIF - PAE PSC)
FORCO PSE 1 (recyclage)

Thème de la formation
Formation des MMA au maniement du pistolet à impulsion électrique
FPA: Formation préalable à l'armement
Gestes qui sauvent
Gestion du stress
Habilitation électrique : B0 H0 H0V initial et recyclage exécutant et chargé de chantier
Habilitation électrique : Electricien recyclage B1(V), B2(V), BR, BC, H1(V), H2(V),HC, B0, H0, H0V, BE-HE
Habilitation électrique : initial B1 B1V B2 B2V B2V essais, BR, BE essais, mesure, vérification, BC, B0, H0, H0V
Habilitation électrique : initial B1/H1(V), B2/H2(V), B2/H2(V) essais, BR, BE/HE (essais, mesure, vérification), BC, HC, B0,
Habilitation électrique : initial BS, BE et/ou HE manoeuvre, B0-H0-H0V
Habilitation électrique : recyclage BS, BE et/ou HE manoeuvre B0, H0, H0V
Habilitation Electrique : Sensibilisation aux risques électriques
Habilitation véhicule électrique
La détection des faux documents sur la voie publique
La formation préalable obligatoire des assistantes et assistants de prévention
La gestion des manifestations publiques
La prévention des agressions verbales et physiques
L'agent ou l'agente de police municipale primo-intervenant en situation d'agressions de masse
L'approche des nouveaux animaux de compagnie
L'approche juridique par le policier municipal des chiens catégorisés
Le contrôle routier de véhicules professionnels
L'ergonomie du poste de travail informatisé
Les actions de prévention auprès des séniors
Les drogues et alcool
Les Gestes techniques et professionnels d'intervention en milieu confiné
Les interventions de l'agent ou l'agente de police municipale dans le cadre de la circulation routière
Les pouvoirs de police du maire
Les premiers secours opérationnel pour les agents de la police municipale
Les violences familiales
Les vols, les intrusions, les traces et les indices : les notions pour optimiser les patrouilles de police municipale
L'organisation et la mise en oeuvre de la signalisation horizontale et verticale
Lutte contre l'incendie
Organiser l'accueil sécurité des nouveaux arrivants
Permis Bateau
PERMIS C - FCO
PERMIS C (Poids lourds)
PERMIS E(B) (Remorque)
PERMIS E(C)
PICF - Tronc commun formation de formateur
PRAP : Prévention des risques liés aux activités physiques
Prévention aux risques routiers
Prévention de la radicalisation
Prévention sécurité
PSC 1 (secourisme) : initial
PSC 1 (secourisme) : recyclage
Recyclage MNS - Révision du CAEPMNS
Risque amiante : Amiante et travaux de maintenance - Formation des opérateurs
Risque amiante : Personnel encadrant technique, de chantier et/ou opérateur
Risque amiante : sensibilisation au risque amiante

Thème de la formation
Risques psychosociaux au travail
Santé et travail
Se déplacer à vélo
Sécurité dans les écoles et EAJE
Sensibilisation à la sécurité incendie dans les établissements recevant du public
Sensibilisation au risque bruit
Sensibilisation aux risques chimiques : Mod 1 Utilisation de produits (agents)
Sensibilisation aux risques chimiques : Mod 2 Gestion, stockage (encadrement)
Sensibilisation aux risques professionnels
Soins et santé de l'enfant en accueil petite enfance (0-6 ans)
SSIAP 1 - recyclage
SSIAP 3 Recyclage: Chef de service de sécurité incendie
SST : Sauveteur Secouriste du Travail
Tests psychotechniques (adjoint technique territorial)
Travail d'intérêt général (TIG)
Travail en hauteur
Tronc commun de la formation continue obligatoire de policières et policiers municipaux en équipe opérationnelle
Tronc commun de la formation continue obligatoire de responsable de service de police municipale
Tronc commun de la formation continue obligatoire des policières et policiers municipaux encadrant une équipe
Utilisation de bâton télescopique
Utilisation de bombe lacrymogène
Utilisation d'un bouclier de défense

5.2.2 MESURES DIVERSES :

5.2.2.1 Mesures techniques

- Gestion de l'habillement et des EPI (choix, test, vérification, formation au port…)
- Actions multiples conduites par les services dans le cadre des plans d'actions suite à l'évaluation des risques

5.2.2.2 Mesures organisationnelles

- Réalisation ou mise à jour de l'évaluation des risques dans les services
- Développement des fiches de sécurité au poste

5.2.2.3 Actions spécifiques conduites par le service médecine professionnelle (voir l'indicateur 8.2.2 dans la partie 'L'activité Médicale')

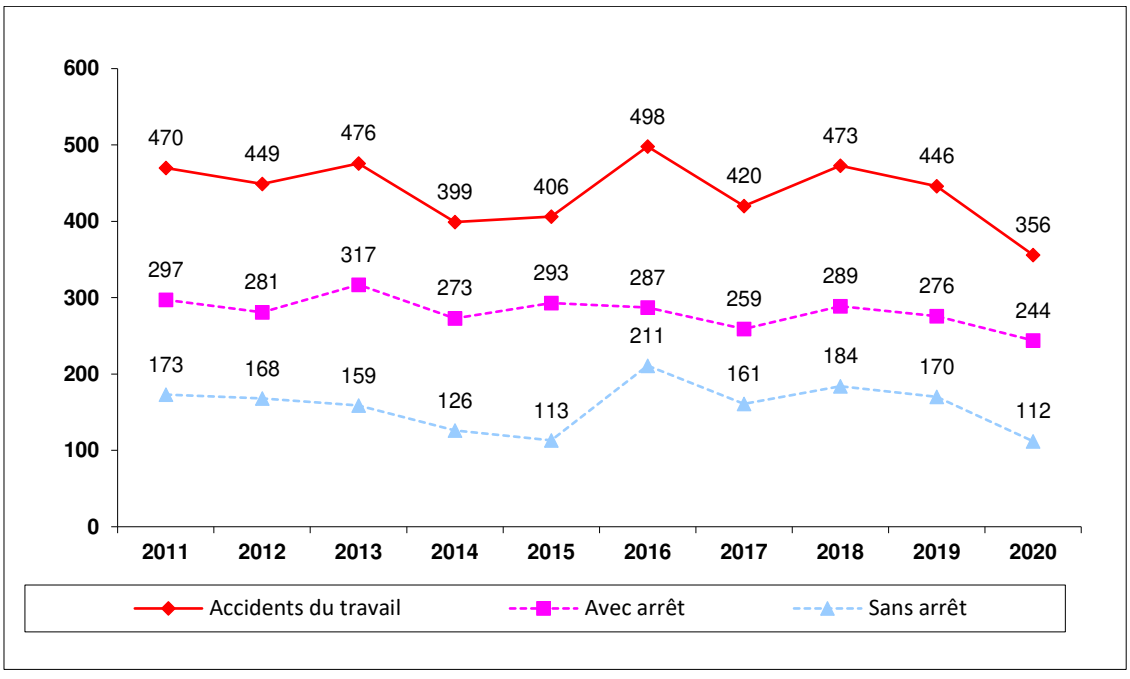
5.2.2.4 Autres actions de prévention des risques professionnels internes ou externes

- Animation mensuelle du réseau des préventeurs
- Animation mensuelle des séances des commissions thématiques du CHSCT
- Développement d'un outil de gestion des risques professionnels (physiques et psychosociaux) avec une mise en œuvre en 2021
- Participation active à l'évaluation et au suivi de la mise en œuvre des mesures de lutte contre la pandémie COVID-19

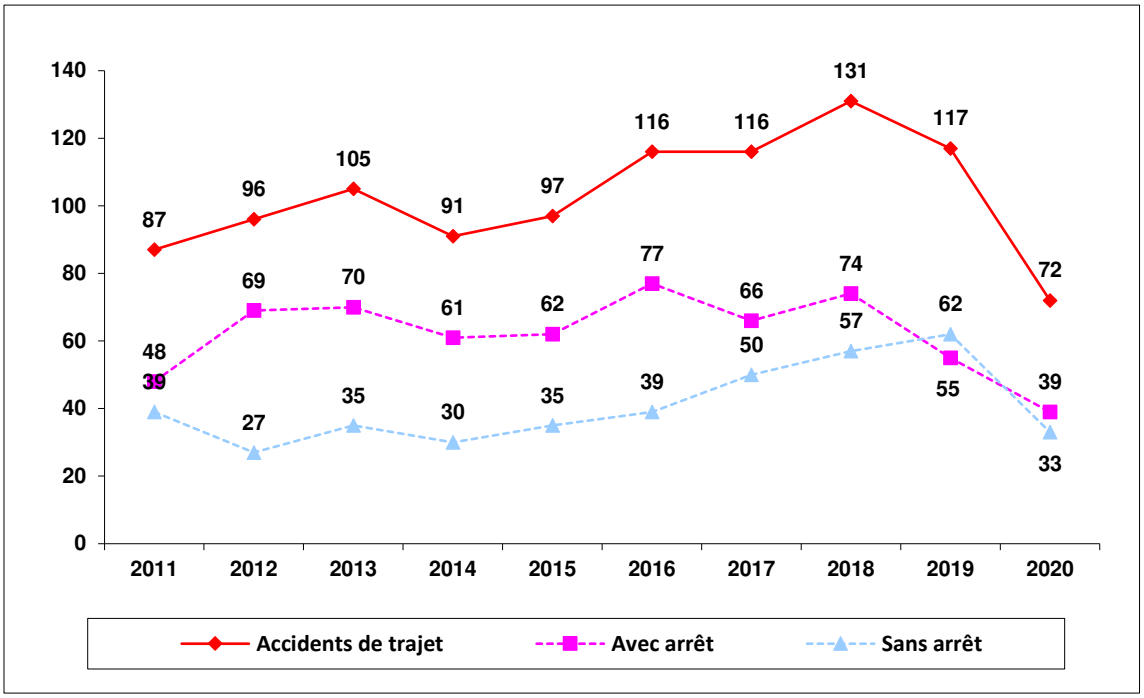
5.3 EVOLUTION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Déclarations	557	545	581	490	503	614	536	604	563	428
Accidents du travail	470	449	476	399	406	498	420	473	446	356
- avec arrêt	297	281	317	273	293	287	259	289	278	244
Accidents de trajet	87	96	105	91	97	116	116	131	117	72
- avec arrêt	48	69	70	61	62	77	66	74	55	39
Total accidents avec arrêt	**345**	**350**	**387**	**334**	**355**	**364**	**325**	**363**	**331**	**283**
% accidents avec arrêt	**62%**	**64%**	**67%**	**68%**	**71%**	**59%**	**61%**	**60%**	**59%**	**66%**

5.3.1 EVOLUTION DES ACCIDENTS DE TRAVAIL SUR 10 ANS



5.3.2 EVOLUTION DES ACCIDENTS DE TRAJET SUR 10 ANS

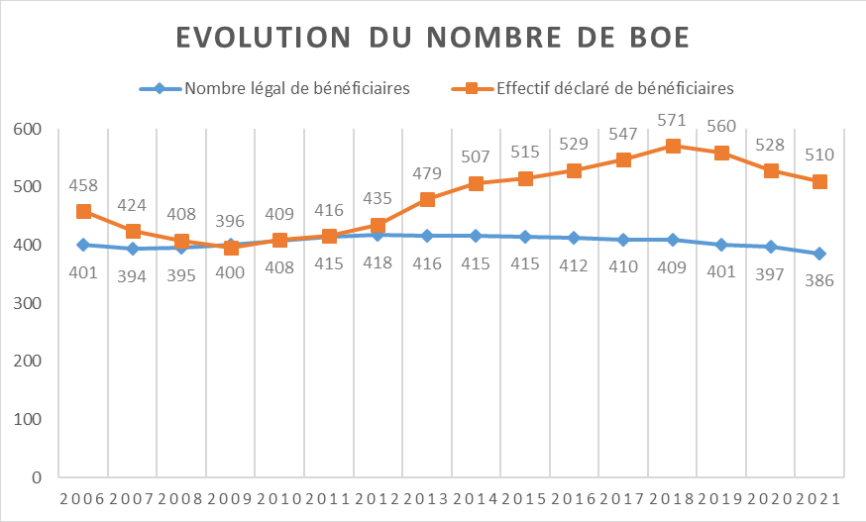


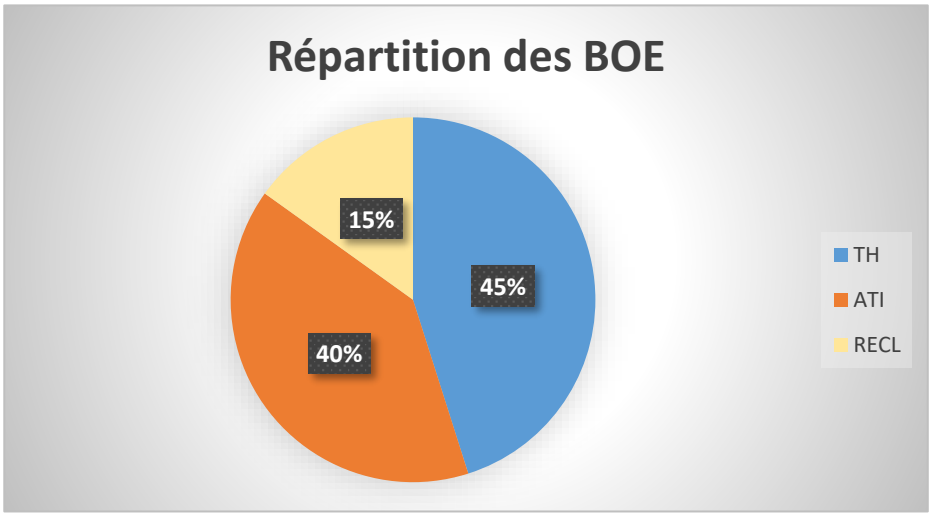
6. TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP

6.1 STOCK ET RÉPARTITION DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP

Année	Effectif total rémunéré	Nombre légal de bénéficiaires	Effectif déclaré de bénéficiaires	Taux d'emploi direct	Taux d'emploi règlementaire	Dépenses déductibles couvrant partiellement l'obligation d'emploi	Conversion en effectif	Taux d'emploi légal
2006	6694	401	458	6,84%	6,00%	*non-comptabilisées*	*non-valorisées*	
2007	6570	394	424	6,45%	6,00%	*non-comptabilisées*	*non-valorisées*	
2008	6585	395	408	6,20%	6,00%	65 663,00 €	*non-valorisées*	
2009	6682	400	396	5,93%	6,00%	71 770,25 €	4,51	6,00%
2010	6809	408	409	6,01%	6,00%	59 386,26 €	3,37	6,06%
2011	6929	415	416	6,00%	6,00%	167 093,00 €	9,44	6,14%
2012	6975	418	435	6,24%	6,00%	215 442,12 €	11,75	6,40%
2013	6938	416	479	6,90%	6,00%	273 633,51 €	15,46	7,13%
2014	6921	415	507	7,33%	6,00%	400 991,94 €	23,36	7,66%
2015	6921	415	515	7,44%	6,00%	801 569,46 €	46,90	8,12%
2016	6871	412	529	7,70%	6,00%	824 693,03 €	48,03	8,40%
2017	6834	410	547	8,00%	6,00%	575 847,13 €	33,34	8,49%
2018	6824	409	571	8,37%	6,00%	317 796,00 €	18,29	8,64%
2019	6689	401	560	8,37%	6,00%	332 708,00 €	21,21	8,69%
2020	6623	397	528	7,97%	6,00%	42 626,00 € Collectées partiellement crise Covid-19	2,45	8,01%
2021	6443	386	510	7,92%	6,00%	Il n'y a plus de valorisation en unité de BOE, mais une déduction de la contribution pour les employeurs dont le taux d'emploi est < à 6%		N'existe plus à compter de 2021

Chiffres déclarés sur la base de la situation au 31 décembre 2020, le 31 décembre de l'année N-1 est la nouvelle date de référence depuis 2021 pour la déclaration annuelle obligatoire des employeurs.





* TH : agents ayant la RQTH (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) ou carte d'invalidité ou carte mobilité inclusion invalidité (CMI) ou AAH (allocation adulte handicapé)
* ATI : agents titulaires d'une ATI (allocation temporaire d'invalidité) ou pension militaire ou incapacité 2/3 ou IPP 10% avec rente
* Reclassement : agents reclassés pour raison de santé (avec et sans changement de cadre d'emploi)

Globalement, on observe une baisse de l'emploi des travailleurs handicapés à l'EMS :

- → Baisse du taux d'emploi qui retrouve le niveau de 2016-2017
- → Baisse du nombre de travailleurs handicapés qui retrouve le niveau de 2014-2015

6.2 FLUX DE TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP ENTRE DÉCLARATIONS 2020 ET 2021

→ Le nombre de bénéficiaires d'obligation d'emploi

En 2021, la déclaration annuelle révèle un flux négatif de 18 BOE avec 76 sorties contre 58 entrées :

- 76 agents BOE ont quitté la collectivité :

  - → Départs en retraite (à l'âge légal, anticipée ou pour invalidité), agents décédés en activité, démission, fin de contrat, détachement, mutation, DOF (Disponibilité d'office pour raison de santé, licenciement pour inaptitude) ;
  - → Absence de justificatifs à jour pour être comptabilisés : la RQTH échue n'a pas été renouvelée ou ils ont perdu leur allocation temporaire d'invalidité suite à la révision quinquennale du taux d'incapacité en cas d'accident de travail ou de maladie professionnelle.

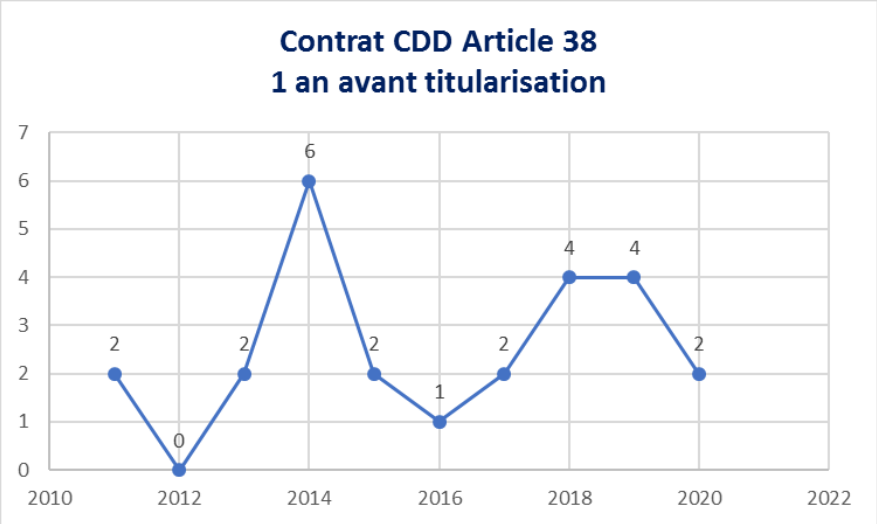
- 58 agents sont entrés comme BOE :

  - → Agents présents dans la collectivité devenus BOE en lien avec un handicap nouveau reconnu à titre privé (maladie handicapante ou accident de la vie),
  - → Agents présents dans la collectivité devenus BOE en lien avec un accident de travail ou une maladie professionnelle qui a été reconnue et ouvrant droit à l'attribution d'une allocation temporaire d'invalidité.
  - → Agents nouvellement recrutés avec une reconnaissance BOE pré existante

→ **Recrutement par l'article 38 du statut de la FPT**

En 2020 :

- 2 agents a été recrutée en CDD sous l'article 38
- 4 ont été titularisés à l'issue d'un CDD article 38 de 1 an en 2019



A noter que l'année 2020 était l'année de la crise Covid avec la période de confinement, d'incertitude et de recul de l'activité RH dans les recrutements de manière générale, ce qui explique sans doute le recul aussi des recrutements CDD article 38.

→ **Recrutement des apprentis, des CAE-CUI-EA et Service Civique ayant une RQTH**

- 8 apprentis RQTH étaient accueillis dans la collectivité : 4 apprentis de 2ème année et 4 apprentis de 1ère année.
- 17 salariés en CUI-CAE avec une RQTH étaient sous contrat
- Aucun agent en service civique avec une RQTH n'a été recruté

A noter que l'année 2020 était l'année de la crise Covid avec la période de confinement, d'incertitude et de recul de l'activité RH dans les recrutements de manière générale, ce qui explique sans doute la baisse de cette typologie de recrutements en 2020 également.

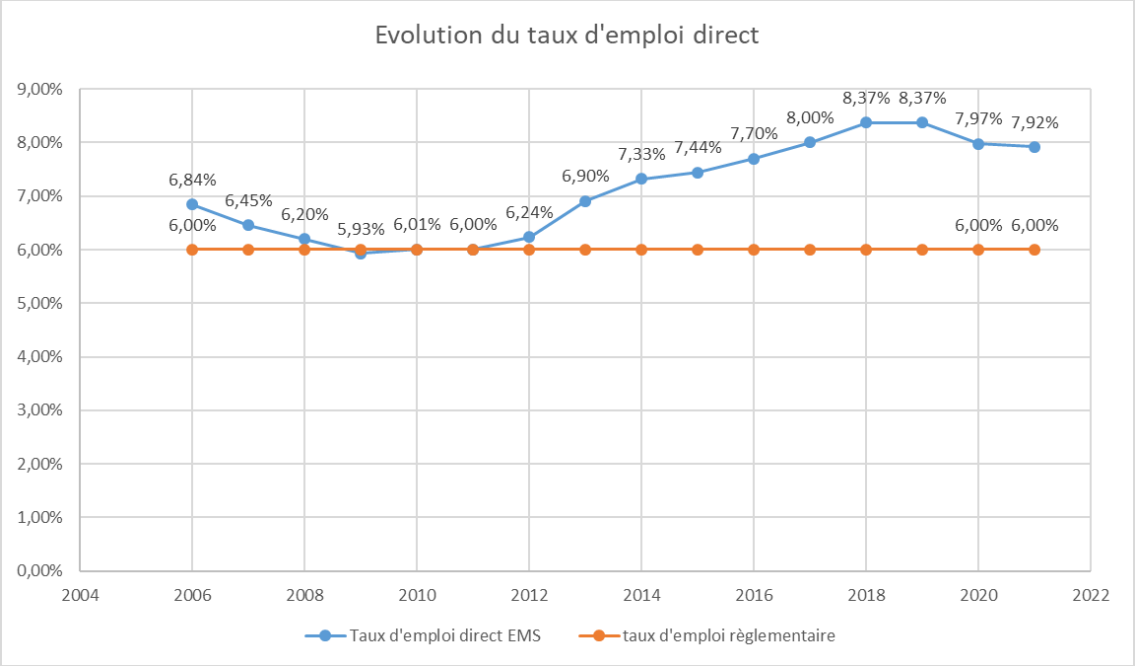
→ **Recrutement sur postes pérennes, CDD + ou – 12 mois**

Le flux sur les postes en CDD pour accroissement d'activité ou sur les postes pérennes est beaucoup plus complexe à tracer. En effet, les personnes ne déclarent pas leur RQTH systématiquement en phase de recrutement mais bien souvent lorsqu'ils ont un besoin spécifique d'accompagnement ultérieurement, parfois quelques mois suivant leur embauche, mais parfois aussi 1 an, voire 2 ans ou plus, après leur embauche. Bien que la date de validité de leur RQTH soit antérieure à leur embauche. L'appréciation de l'opportunité de « dire ou ne pas dire » est par ailleurs laissé à la discrétion personnelle des travailleurs handicapés et va dans le sens de la recherche de compétences et d'inclusion avant tout.

Les seuls agents que l'on identifie systématiquement au départ sont ceux dont un besoin d'accompagnement précède l'embauche ou est indispensable pour leur embauche, citons par exemple le recours à la LSF pour un entretien d'embauche d'un candidat sourd.

6.3 TAUX D'EMPLOI DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP

→ **Le taux d'emploi direct et le taux d'emploi légal**



Le taux d'emploi direct est de 7.92% et bien au-delà des 6% règlementaire. La collectivité emploie 510 BOE pour 386 règlementairement obligatoires. Deux éléments nouveaux sont à retenir pour 2020 :

- La disparition du taux d'emploi légal. En effet, jusqu'à l'année dernière, lors de la déclaration annuelle obligatoire, les employeurs pouvaient valoriser le montant des prestations confiées au milieu protégé (ESAT ou Entreprise adaptée). Ce montant était valorisé en gain d'unité de BOE et permettait ainsi d'augmenter le taux d'emploi direct le cas échéant en le transformant en un taux d'emploi légal. A compter de 2021, cette valorisation existe toujours mais n'a plus d'impact sur le taux d'emploi, elle permet en revanche de diminuer de la contribution/sanction redevable pour les employeurs qui n'atteignent pas le taux d'emploi direct règlementaire de 6%. Pour la collectivité, les prestations confiées au milieu protégé sont affichées en terme de participation économique et de responsabilité sociale locale mais n'ont pas d'impact sur notre taux d'emploi au-dessus de l'obligation légale. Il en va de même pour les dépenses réalisées en faveur de l'insertion ou du maintien dans l'emploi d'agents handicapés dans la collectivité, non couvertes par les subventions du FIPHFP, ces dépenses sont affichées sans toutefois entrer dans le mode de calcul du taux d'emploi.
- Les agents de +50 ans qui ont acquis une reconnaissance d'obligation d'emploi en 2020 sont comptabilisés pour 1.5 unité au lieu de 1 unité pour les autres. Cependant, comme pour les prestations confiées au milieu protégé et les dépenses réalisées de la collectivité en faveur de ses agents handicapés, la valorisation n'est prise en compte que pour alléger la contribution/sanction des collectivités redevables qui n'atteignent pas le taux d'emploi direct de 6%.

L'Eurométropole reste à un niveau d'emploi direct élevé, toutefois en légère baisse, avec un retour au niveau de 2016-2017.

6.4 LES PROMOTIONS DES TRAVAILLEURS EN SITUATION DE HANDICAP

Les promotions de manière générale regroupent à la fois les avancements de grade et les promotions internes, ne sont comptabilisés que les agents titulaires sur postes permanents dans cette rubrique.

Le taux de promotion global à l'EMS est de 9,13% des agents, soit 580 agents au total :

- 8,38% des agents promus sont des agents valides/non BOE
- 0,75 % des agents promus sont des agents BOE

Parmi les 9,13 % d'agents promus en 2020, la part des agents BOE promus s'élève 8,28% (contre 8.38% pour les agents valides).

Cependant, le taux d'emploi des agents BOE sur postes permanents s'élève à 7,72%. Les travailleurs handicapés sont donc promus dans une proportion plus grande que leur représentativité.

Les agents BOE bénéficient d'avancements de grade dans une proportion légèrement supérieure aux agents valides (7.59% contre 7.32%, soit +0,27%) et les agents valides bénéficient davantage de promotion interne (1.06 % contre 0.69 %, soit +0,37%).

Dans chaque groupe séparé de population, valides ou BOE, la chance d'être promu est légèrement plus grande dans le groupe "agents BOE" que dans le groupe "agents valides/non BOE". Dans le groupe "agents BOE", 9,80% d'entre eux ont été promus, dans le groupe agents valides/non BOE, 9,11% d'entre eux ont été promus.

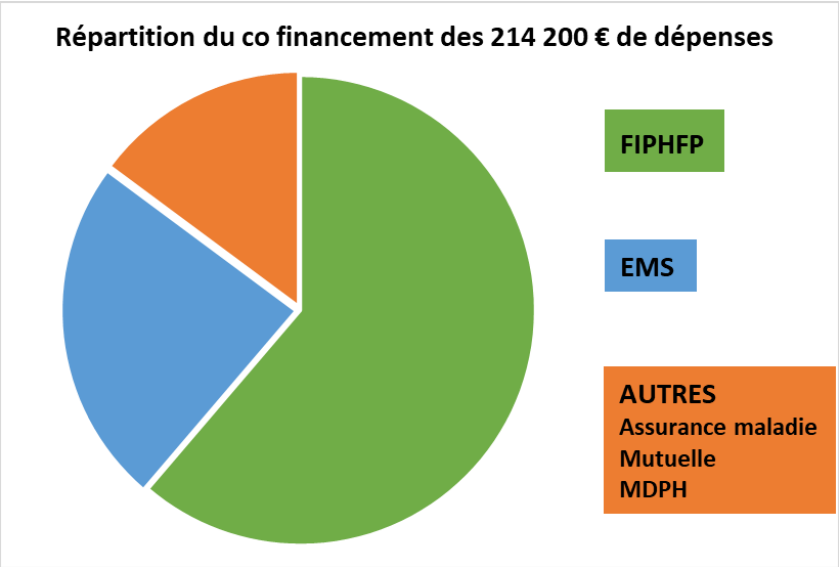
Conclusion : Il y a un écart de +0,10% pour le taux de promotion global des agents valides/non BOE par rapport au taux de promotion des agents BOE, ce qui n'est pas significatif. Selon le système de promotion actuel à l'Eurométropole, il n'y a pas d'argument en faveur d'un traitement défavorable ou discriminant lorsqu'on est un agent handicapé, l'égalité de traitement est respectée dans les promotions internes.

6.5 MOBILISATION DES RESSOURCES DU FIPHFP DEPUIS 2012

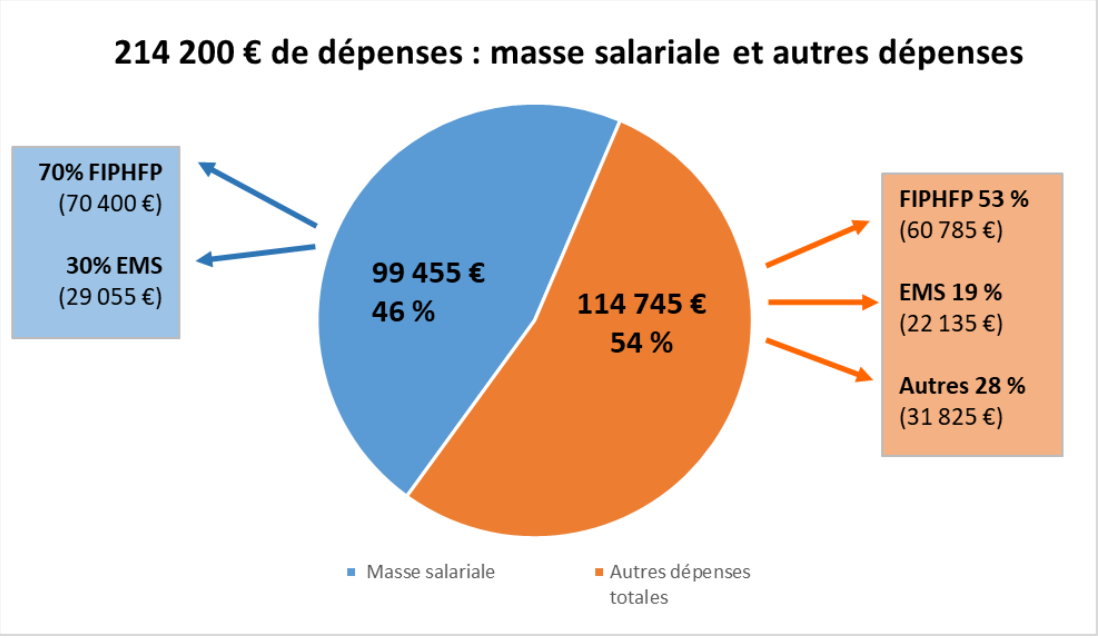
2020 est marquée par une baisse d'activité de la mission handicap liée à la crise Covid-19 sur le volet accompagnement individuel des agents dans le maintien dans l'emploi. Malgré le placement généralisé des agents en télétravail et l'augmentation des équipements télétravail à domicile pour garantir la continuité d'activité des services de la collectivité, il y a eu globalement moins d'aménagements de postes et de formations.

Le co financement reste la règle faisant appel à la responsabilité sociétale de l'employeur d'accompagner ses agents handicapés sur ses fonds propres combinée à des aides incitatives du FIPHFP afin de favoriser l'insertion et le maintien dans l'emploi.

Les aides financières reçues concernent les aménagements de postes de travail, les prestations en LSF (langue des signes française), le coût des restes à charge des prothèses auditives, des formations spécifiques en lien avec le handicap, ainsi qu'une partie de masse salariale favorisant l'insertion des personnes handicapées, notamment celle liée à l'apprentissage. Le total des dépenses en faveur de l'insertion et du maintien des personnes handicapées –masse salariale incluse- s'élève à 214 200 € en 2020, le FIPHFP reste un partenaire financier important avec une subvention de 131 210 €. Le co financement se répartit comme suit :



Un élément a fortement marqué l'année 2020 et impacté le co financement des dépenses : la réforme de la couverture santé avec l'offre 100% santé du gouvernement, notamment sur le volet audiologie. Mise en place depuis 2019, la réforme a progressivement offert une meilleure couverture santé avec le rehaussement des plafonds de remboursement par l'assurance maladie, entraînant mécaniquement de meilleurs remboursements mutuelle également. Une analyse détaillée des dépenses permet de mettre en lumière l'impact de l'offre 100% santé avec le volet audiologie et la qualité de vie au travail des agents déficients auditifs de l'EMS qui finance tous les restes à charge des prothèses auditives. La participation des co financeurs assurance maladie, mutuelle et de manière marginale la MDPH, sur les dépenses en équipements représente 28% du financement global des financements, contre 10% en 2019.



7. LE RECLASSEMENT

7.1 LE DISPOSITIF DE PREVENTION DE L'INAPTITUDE ET DE RECLASSEMENT

Les objectifs du dispositif sont de :

- Permettre à un agent devenu inapte sur son grade d'avoir une deuxième carrière, et ce quel que soit le problème de santé
- Prévenir les inaptitudes le plus en amont possible, en mettant l'accent sur les métiers fragilisants
- Optimiser les ressources internes

7.2 LES EFFECTIFS CONCERNÉS

SITUATIONS	31/12/11	31/12/12	31/12/13	31/12/14	31/12/15	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20
Prévention	42	37	19	12	9	4	5	2	6	14
Reclassement	43	47	64	60	57	74	69	81	122	128
Autres (CLM/CLD, DOF, CMO, …)	53	46	40	40	33	30	31	25		
Equipe renfort	20	20	20	20	20	20	19	15	14	17
Régularisation*								-2		
TOTAL	158	150	143	132	119	128	124	121	142*	159

** Informations connues l'année en cours avec effet rétroactif sur l'année précédente (retraites pour invalidité, retraites simples, licenciement ...)*
*** 2 stagiaires FPT et 4 situations mixtes traitées en mobilité prioritaire*

Un nombre d'agents-es relevant du dispositif en augmentation.
Deux remarques :

- *une augmentation régulière depuis 2 ans*
- *des situations anciennes pour lesquelles la recherche de reclassement au regard des restrictions médicales et du niveau de compétences des agents-es s'avère infructueuse.*

NOUVELLES SITUATIONS	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prévention	14	15	5	7	3	1	2	2	9	14
Reclassement	24	23	23	27	16	32	20	14	43	39
Autres								2		
TOTAL	**38**	**38**	**28**	**34**	**19**	**33**	**22**	**18**	**52**	**53**

Les nouvelles situations en 2020 impactent autant les hommes (26/53) que les femmes (27/53).

Sont principalement touchés les métiers techniques de la DESPU (éboueurs, conducteurs, égoutiers, etc. : 16 agents), les métiers liés à l'enfance (Accueillants-es petite enfance, ASEM, etc. : 9) et les agents-es d'entretien et/ou de restauration au nombre de 6.

A noter une augmentation des situations de prévention, pour lesquelles la prise en charge intervient sur avis de la médecine de prévention, en parallèle à la demande d'inaptitude.

SITUATIONS FINALISEES	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prévention	2	2	5	0	0	1	0		2	5
Reclassement	11	9	6	18	14	10	10	11	15	20
Prévention équipe renfort	4								0	
Reclassement équipe renfort	16								0	
Sous-total avec équipe renfort	**33**	**11**	**11**	**18**	**14**	**11**	**10**	**11**	**17**	**25**
Retraites pour invalidité	11	22	9	8	8	6	4	5	1	4
Retraites	3	4	3	4	4	2	4		11	3
Aptes	3	7	7	5	3	3	4	3	0	0
Aptes avec aménagement poste	7	0	4	6	1	2	1		0	0
Autres	6	2	1	4	2		3	2	2	4
TOTAL	**63**	**46**	**35**	**45**	**32**	**24**	**26**	**21**	**31**	**36**

Tableau des situations finalisées, avec une augmentation sensible du nombre de reclassements : Les 25 situations ont pu être finalisées par le biais de 9 repositionnements dans le même cadre d'emplois et 16 reclassements (avec changement de cadres d'emplois), la quasi-totalité vers la filière administrative (dans le cadre d'emplois des adjoints administratifs majoritairement et 2 vers celui des attachés) et 4 vers la filière culturelle (cadre d'emplois des adjoints du patrimoine). Les femmes sont plus représentées dans les solutions de reclassement (19).

ACTIONS PROFESSIONNALISATION	2017			2018			2019			2020		
	Nb agents	Nb jours	Coût	Nb agents	Nb jours	Coût	Nb agents	Nb jours	Coût	Nb agents	Nb jours	Coût
Tests positionnement général **	12	6	2 843	16	8	1 945	16	8	1 945			
Tests positionnement professionnel **	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Immersions *	23	3 395	367 646	34	6 034	672 551	34	6 034	672 551	58	10 056	1 142 912
Formations bureautiques **	17	49,3	8 531	15	47	8 075	15	47	8 075	31	56,5	
Formations au CV, LM, entretiens **	12	42	18 612	0	0,0	0	0	0,0	0	33	101	
Autres (accueil téléphonique et physique, remise à niveau, CACES, gestion des conflits ...)**	16	97	15 852	33	38	5 430	33	38	5 430	102	209,8	
Remises à niveau et préparation concours/examen				13	128	27 824	13	128	27 824	26	204,1	
TOTAL		**3 589,30**	**413 484**		**6 255**	**715 825**		**6 255**	**715 825**		**10 627,45**	**1 142 912**

NB : les chiffres 2020 ont été ventilés selon les catégories déterminées les années précédentes. Ces catégories ne semblent plus tout à fait appropriées : il vous est proposé une nouvelle ventilation selon 5 catégories.

Tableau des actions de professionnalisation :

En 2020, les actions de professionnalisation ont particulièrement augmenté, malgré le contexte de crise et la suspension des formations pendant les périodes de confinement :

- l'équipe des CMC est au complet (4), ce qui a permis de déployer les demandes d'immersions ainsi qu'un suivi plus fin des besoins de formations pour ces agents-es.
- le marché conséquent de remise à niveau Compétences + a pu se poursuivre y compris en distanciel
- la poursuite des parcours métiers (notamment parcours administratif) avec la mise en œuvre de formations identifiées
- la poursuite du marché conséquent "mobilité" qui est arrivé à son terme en décembre.

7.3 LES FORMATIONS DANS LE CADRE DES PARCOURS DE RECLASSEMENT

		Nombre d'agents	Nombre de jours	coût*
1 Formations pour construire son projet professionnel et s'outiller en vue de sa mobilité	Mobilité : info mob - construire son projet pro en mobilité contrainte - construire son CV et LM Réussir son entretien - Bilan pro - info'formation	33	101,027	26 561,72 €
2 Formations pour évoluer : Préparation aux concours	Prépa concours	1	0,5	56,82 €
3 Formation de remise à niveau	Compétence + : tests de positionnement et/ou remises à niveau	25	203,64	39 937,69 €
4 Formation pour préparer sa retraite	Parcours sénior info retraite	1	1	313,55 €
5 Formations professionnalisantes	**Formations en bureautique** (OWE + Sharecan+logiciel métier)	31	56,5	11 266,49 €
	Formation à l'accueil physique et téléphonique et à l'accueil de public germanophones et anglophones Accueil phy et tél/accueil de publics germanophones et anglophones	31	90,334	10 266,46 €
	Formations liées à la sécurité et aux habilitations : Sécurité des agents sur les chantiers, habilitations électriques, PSC1, Conduite en sécurité, Lutte contre l'incendie, CACES.	31	15,5	3 412,57 €
	Formations professionnalisantes : Organisation du classement Rédaction d'une lettre Dispositif d'aide sociale Communication, gestion du stress, droit des étrangers, initiation aux marchés publics	31	102,95	13 316,26 €
	total catégorie 5		**265,284**	**38 261,78 €**
TOTAL			**571,451**	**105 131,56 €**

* Coût pédagogique + coût salarial

8. L'ACTIVITE MEDICALE

8.1 L'ACTIVITÉ MÉDICALE CLINIQUE

Les effectifs pris en charge en 2020 s'élèvent à 6 701 agents dont : 6533 agents permanents (5980 agents titulaires et 553 agents contractuels) ainsi que 168 agents non permanents (82 apprentis et 86 contrats aidés).

Il s'agit de l'activité de l'effectif de 4 ETP de médecins, réduit à 3 ETP jusqu'en septembre. Un stage est ouvert toute l'année à un interne en médecine du travail. Il a été pourvu pendant toute l'année 2020. Le nombre d'ETP d'assistantes pourvu a été de 2 jusqu'à juin et de 2,5 pour le reste de l'année. Le poste d'infirmière de santé au travail a été vacant à compter de février. Outre le sous-effectif de l'équipe, l'activité du service a été très remaniée à partir de mars pour s'adapter à la crise sanitaire.

8.1.1 EXAMENS CLINIQUES 2020

Embauche	Embauche et réintégration	249	**249**
Examen de reprise	après maladie	366	**421**
	après maternité	1	
	après accident du travail	54	
Surveillance médicale systématique	annuelle		**554**
	- surveillance médicale non particulière	119	
	- surveillance médicale particulière*	435	
Surveillance médicale occasionnelle	à la demande de l'intéressé	342	**767**
	à la demande du médecin du travail	191	
	à la demande de l'employeur	15	
	à la demande du service de l'agent	141	
	de pré-reprise	78	
		TOTAL	**1 991**

** Bon nombre d'agents, par leur état de santé (handicapés, femmes enceintes…) ou par leurs expositions professionnelles (silice, amiante, poussières de bois, bitumes, travail posté, …) sont soumis à une surveillance médicale particulière, soit par décret, soit à l'initiative du médecin de prévention.*

Exemple d'agents soumis à une surveillance médicale particulière: les menuisiers, tailleurs de pierre, égoutiers, policiers,….

Les examens cliniques ont été complétés par 1108 examens complémentaires pratiqués soit au service, soit effectués par des partenaires extérieurs (examens radiographiques, tests psychotechniques, bilans biologiques…).

En 2020, 56 % des visites n'ont donné lieu à aucune restriction, 20% à des restrictions temporaires ou définitives, (dont 22 aménagements de poste), 3% à une inaptitude temporaire ou définitive, 1% à un essai sur le poste avec un suivi et 19% sont restés sans conclusion, en attente de résultats.

Commentaires :

A l'influence de deux paramètres conjoncturels déjà présents en 2019 (sous-effectif chronique de l'équipe et accroissement de la charge de travail dans le domaine de la médecine statutaire) s'est ajoutée à partir de mars celle de la crise sanitaire, avec ses périodes de confinement et de télétravail obligatoire.

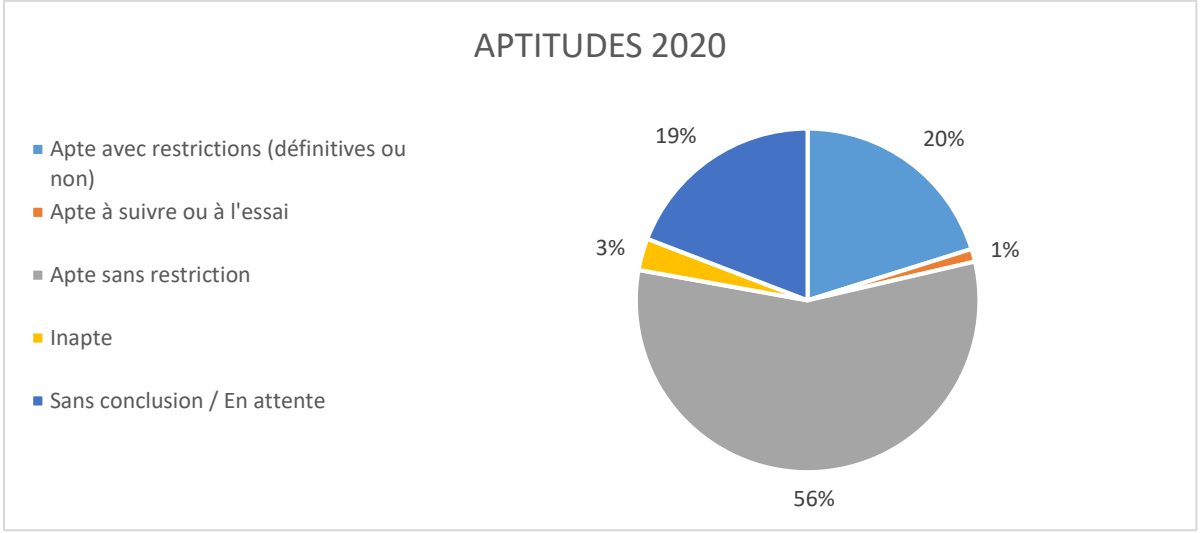
Les chiffres du tableau ne concernent que l'activité en présentiel qui a maintenu en priorité tous les types de visites (embauche, reprise et à la demande), au détriment de la surveillance systématique des agents. Elle ne s'est arrêtée dans les locaux que pendant le premier confinement, mais en se poursuivant toutefois en distanciel, sans interruption.

Ainsi, une grande partie de l'activité de 2020 s'est déroulée en distanciel (appels téléphoniques et échanges de mails) et n'a pas été comptabilisée par notre logiciel. Elle a concerné les avis pour placement des agents vulnérables en télétravail ou en ASA lors des confinements d'une part, les reprises en présentiel lors des déconfinements d'autre part. Une autre partie a été consacrée à la gestion des cas avérés et des cas contacts COVID, ainsi qu'au soutien psychologique des agents touchés personnellement ou parmi leurs proches. Notre rôle dans les questions de médecine statutaire a encore été accru du fait des difficultés de fonctionnement du service prévention et d'un comité médical à l'arrêt.

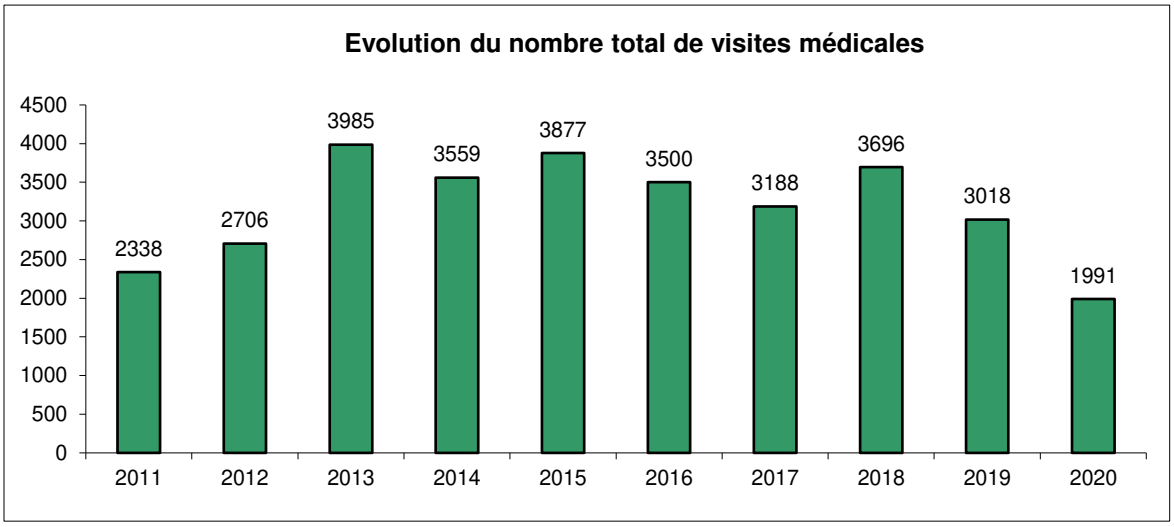
Au final, l'évolution du nombre de visites en présentiel en 2020 est très fortement le reflet de l'adaptation de l'activité d'un service de médecine du travail très sollicité dans la crise sanitaire.

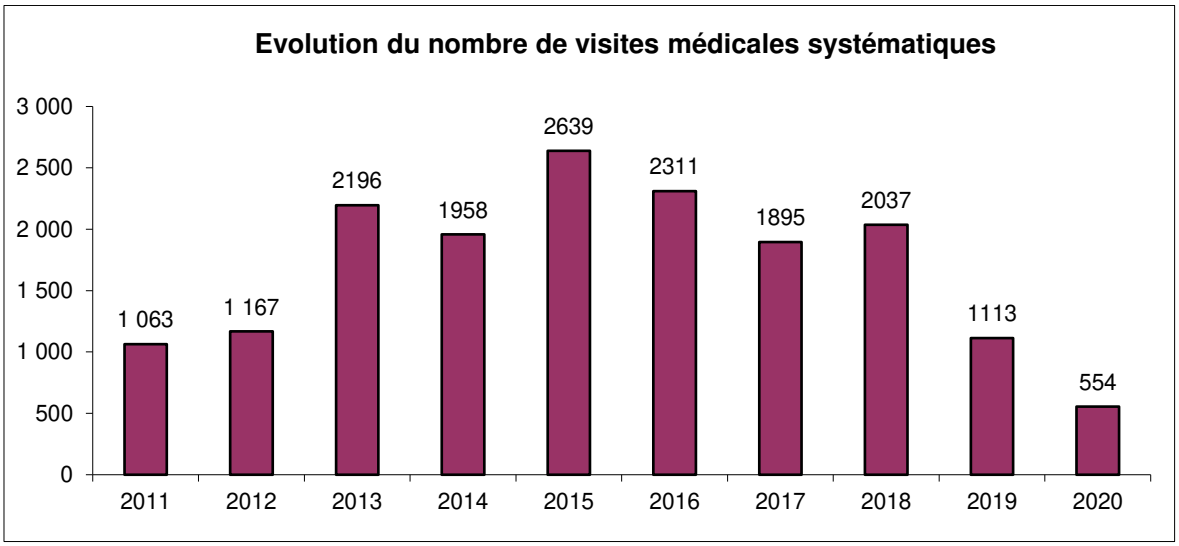
Aptitudes :

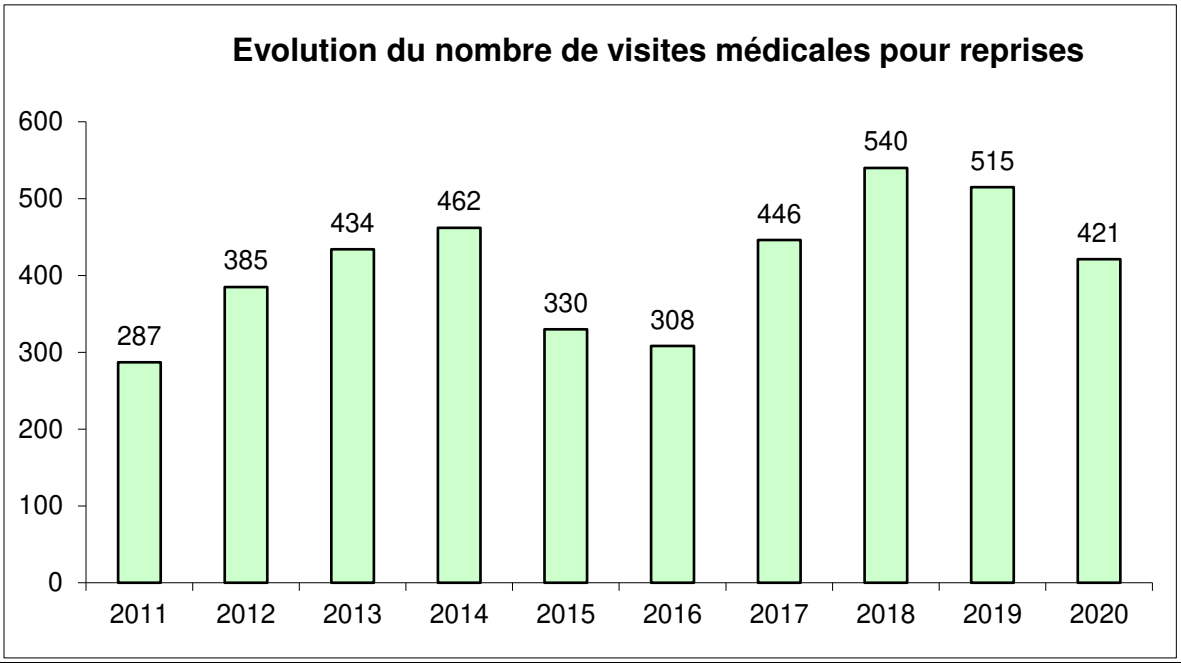
En 2020, l'évolution des avis d'aptitude montre qu'un peu plus de la moitié seulement est d'emblée sans restriction. Cela peut s'expliquer par la diminution du nombre de visites systématiques destinées à une surveillance régulière de l'état individuel des agents, moins pourvoyeuses de restrictions. Elles permettent le dépistage individuel, des conseils et une vue d'ensemble de la santé d'un collectif de travail, au regard de ses expositions professionnelles et de l'organisation du travail. Un cinquième des avis ne donnent pas lieu à un avis immédiat, dans l'attente d'examens et/ou de documents complémentaires.

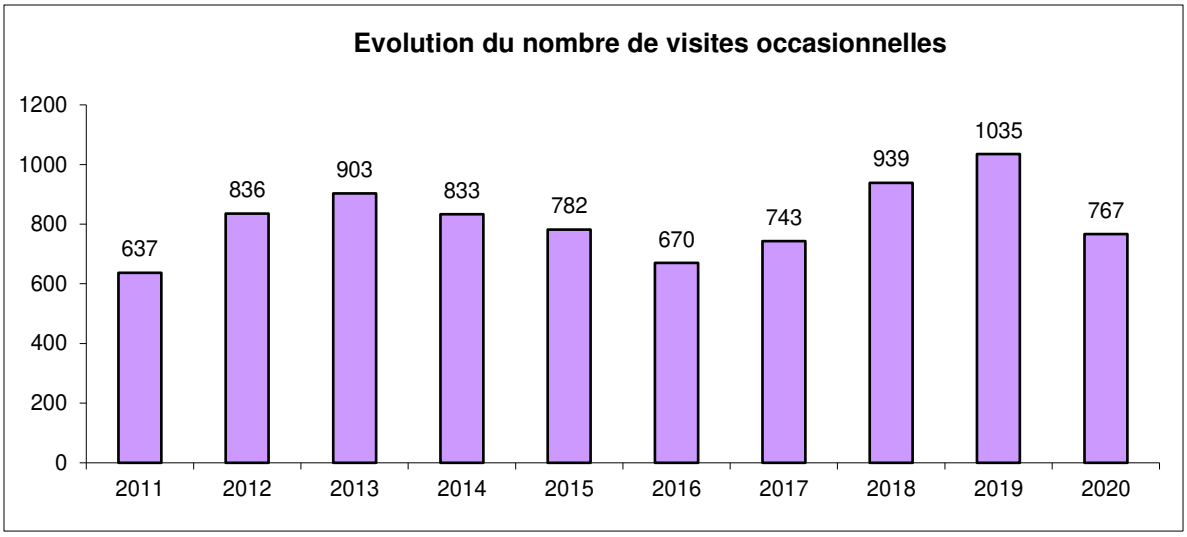


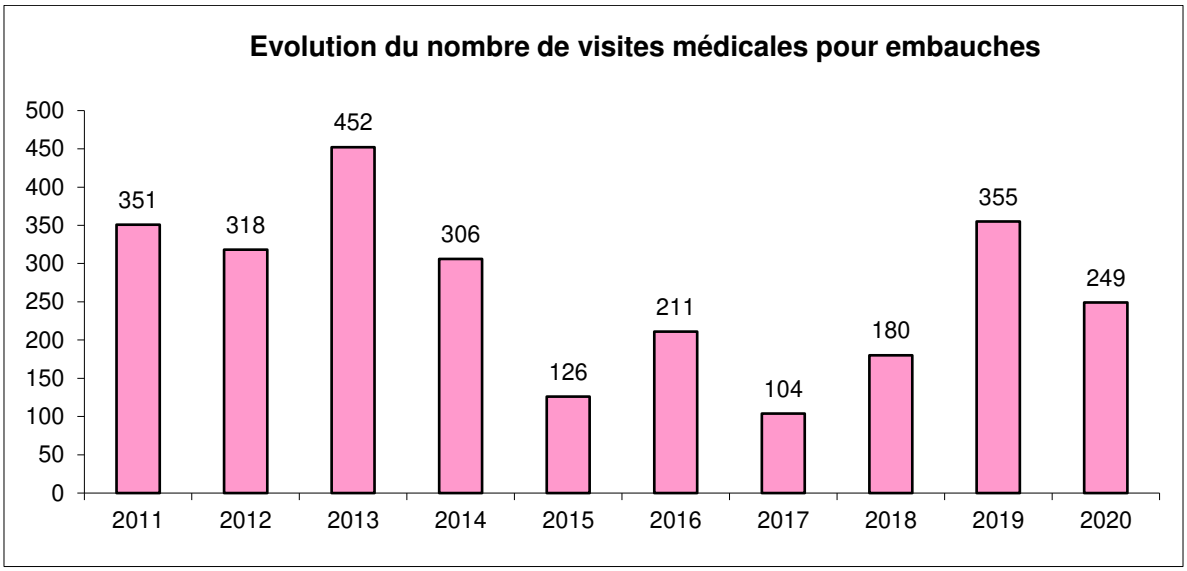
8.1.2 EVOLUTION DU NOMBRE DE VISITES MÉDICALES DEPUIS 2011









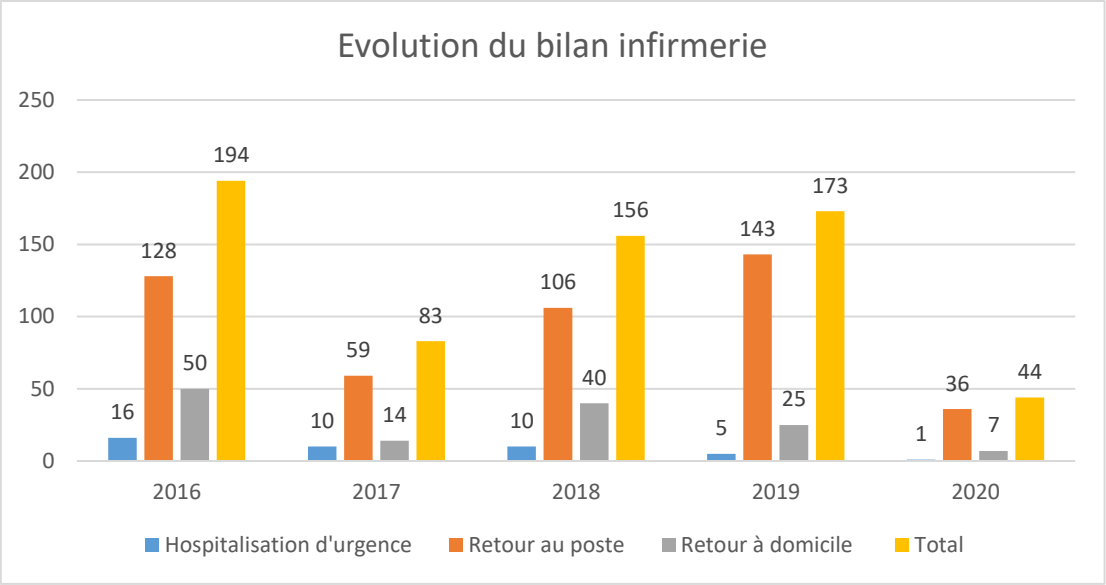


8.2 AUTRES ACTIVITÉS

8.2.1 BILAN INFIRMIER - URGENCES

En 2020, le poste d'infirmière n'ayant pas été pourvu à partir de mars, les consultations d'infirmerie dites d'urgence ont été assurées par l'interne et les médecins. Cette activité a été interrompue pendant le 1er confinement. Elle est très diminuée du fait du télétravail.

Ainsi, 44 passages à l'infirmerie (uniquement des agents EMS) ont permis pour la plupart un retour au service. Un seul agent a été orienté vers une structure hospitalière en vue d'un bilan.



8.2.2 ACTIONS SPÉCIFIQUES

En collaboration étroite avec la directrice des ressources humaines et la chargée de mission prévention et sécurité au travail, la médecine du travail a participé très activement aux réunions quasi hebdomadaires du CHSCT, en préparant et donnant des avis sur toutes les questions sanitaires (masques, gestes barrières, protection particulières de certains métiers…), sur les plans de continuité d'activité des services et sur les plans de reprise d'activité.

Les avis ont aussi concerné la restauration collective, l'établissement d'arbres décisionnels pour les cas contacts et les cas avérés de covid, les conseils ergonomiques pour les télétravailleurs, les tests biologiques, les masques alternatifs, la collecte des déchets, le projet de désinfection du mobilier urbain. Des mises à jour périodiques ont été réalisées en fonction de l'évolution de l'épidémie.

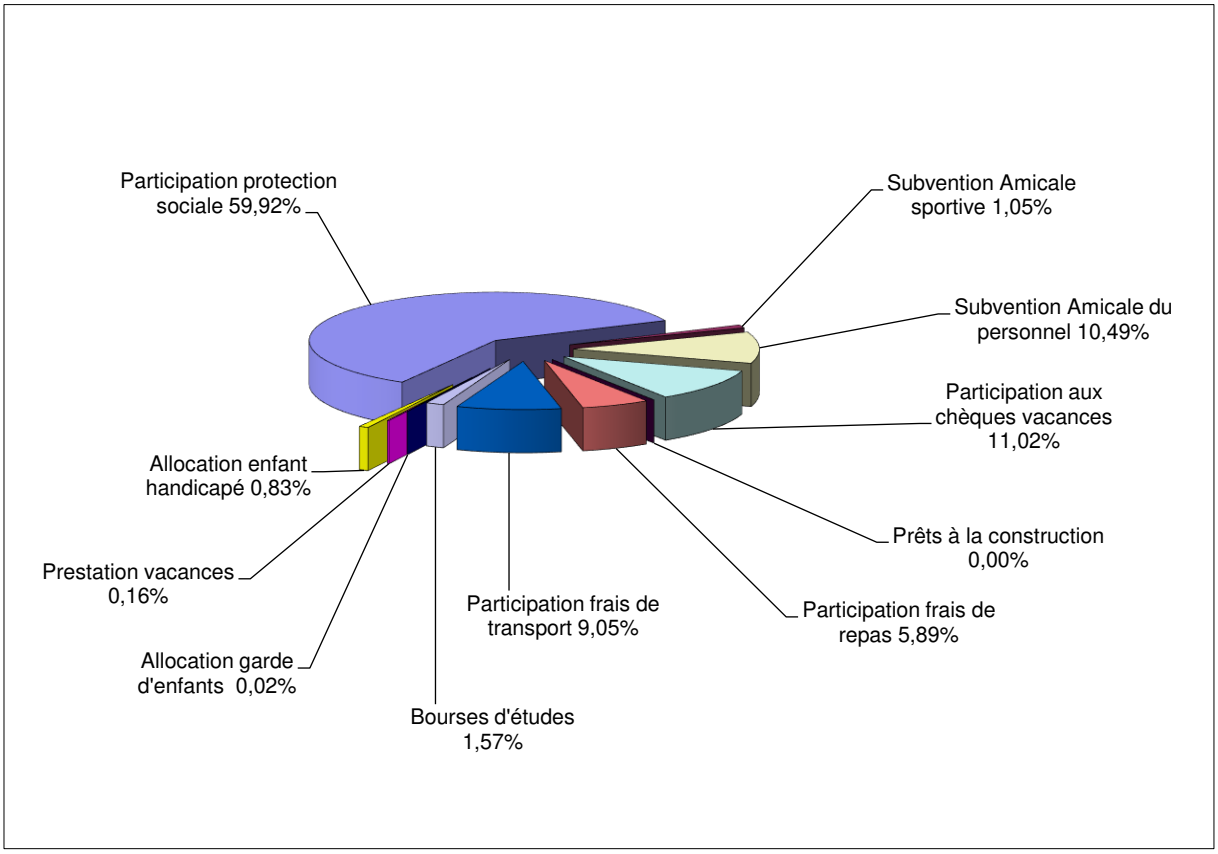
9. LES ACTIVITES SOCIALES

9.1 ŒUVRES SOCIALES

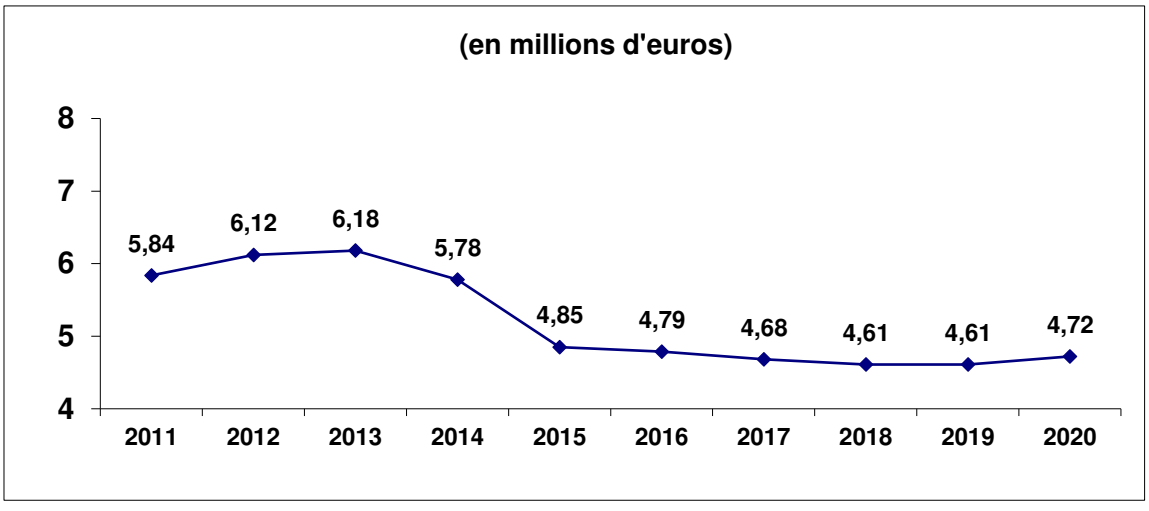
9.1.1 DÉPENSES SOCIALES 2020

Objet des dépenses	Montant versé	Observations
Participation protection sociale	4 721 320 €	*Participation aux cotisations versées par les agents*
Subvention Amicale sportive	82 780 €	
Subvention Amicale du personnel	826 462 €	*Subvention Amicale hors chèques vacances (fonctionnement 235 000 € + prestations sociales hors chèques vacances 591 462 €)*
Participation aux chèques vacances (dont frais de gestion)	868 435 €	*4 163 agents bénéficiaires*
Prêts à la construction	0 €	*Aucun prêt octroyé en 2020*
Participation frais de repas	464 369 €	*Participation employeur sur le prix d'admission au restaurant administratif*
Participation frais de transport	712 824 €	
Dépenses sociales 2020		
Bourses d'études	*123 920 €*	*158 agents bénéficiaires*
Allocation garde d'enfants	*1 426 €*	*12 agents bénéficiaires*
Prestation vacances	*12 284 €*	*88 agents bénéficiaires*
Allocation enfant handicapé	*65 793 €*	*37 agents bénéficiaires*
TOTAL	**7 879 613 €**	

9.2 EVOLUTION DES DÉPENSES SOCIALES

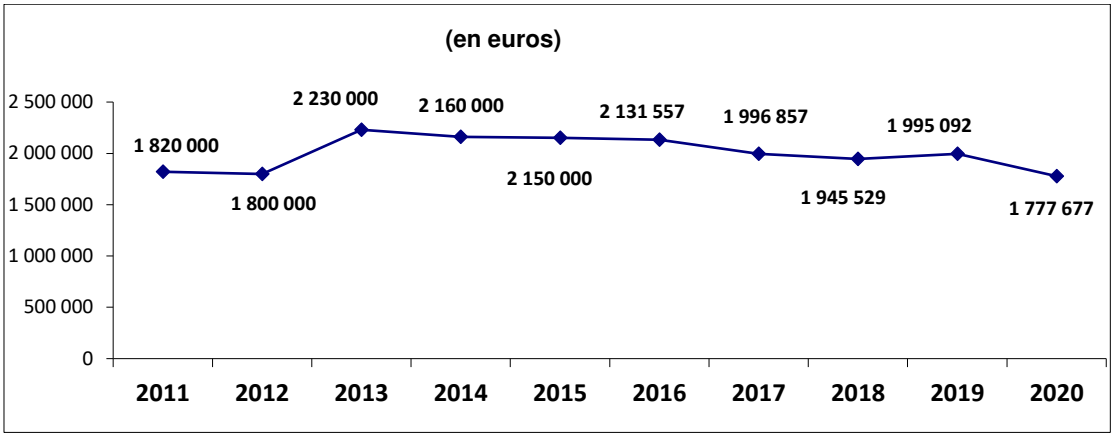


9.2.1 EVOLUTION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE AUX AGENTS ADHÉRENTS À LA MUT'EST ET MNT

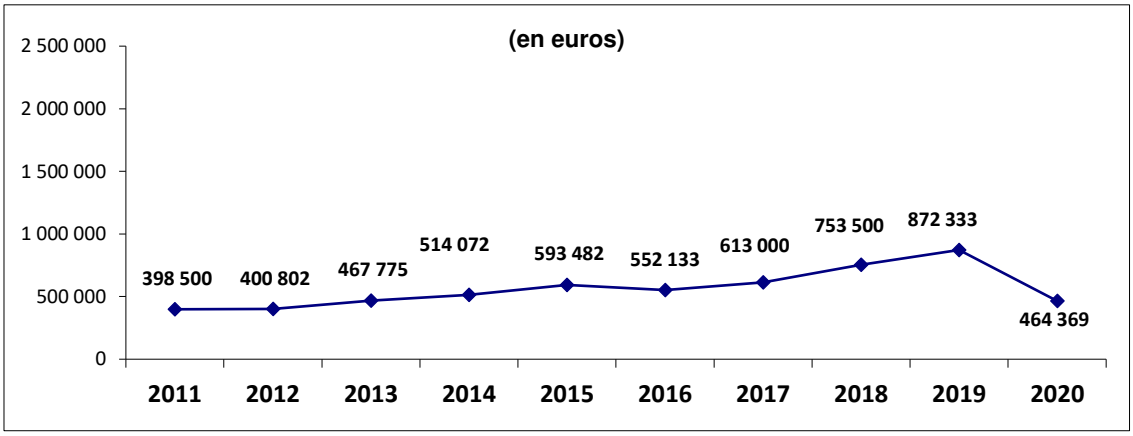


Cette participation financière correspond à l'aide versée par la collectivité aux 4 233 adhérents MNT et aux 4 175 adhérents actifs de la MUTEST.

9.2.2 EVOLUTION DE LA SUBVENTION VERSÉE À L'AMICALE DU PERSONNEL

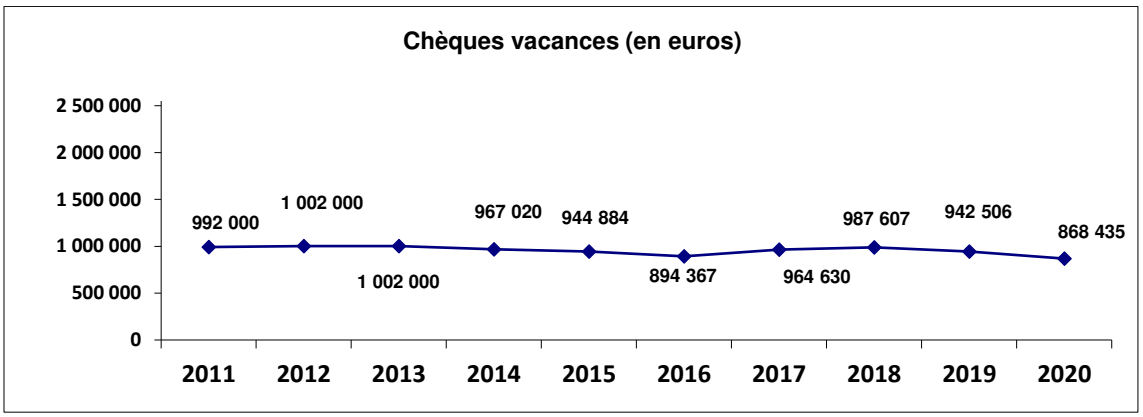


9.2.3 EVOLUTION DE LA PARTICIPATION AUX FRAIS DE REPAS

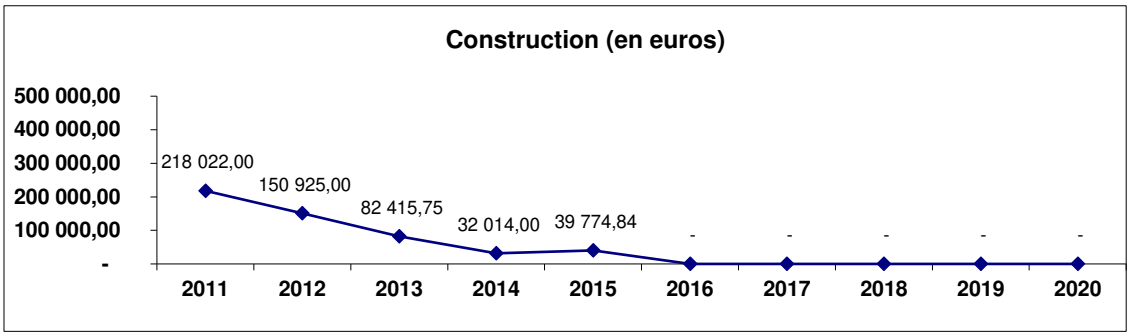


9.2.4 EVOLUTION DE LA PARTICIPATION AUX CHÈQUES VACANCES

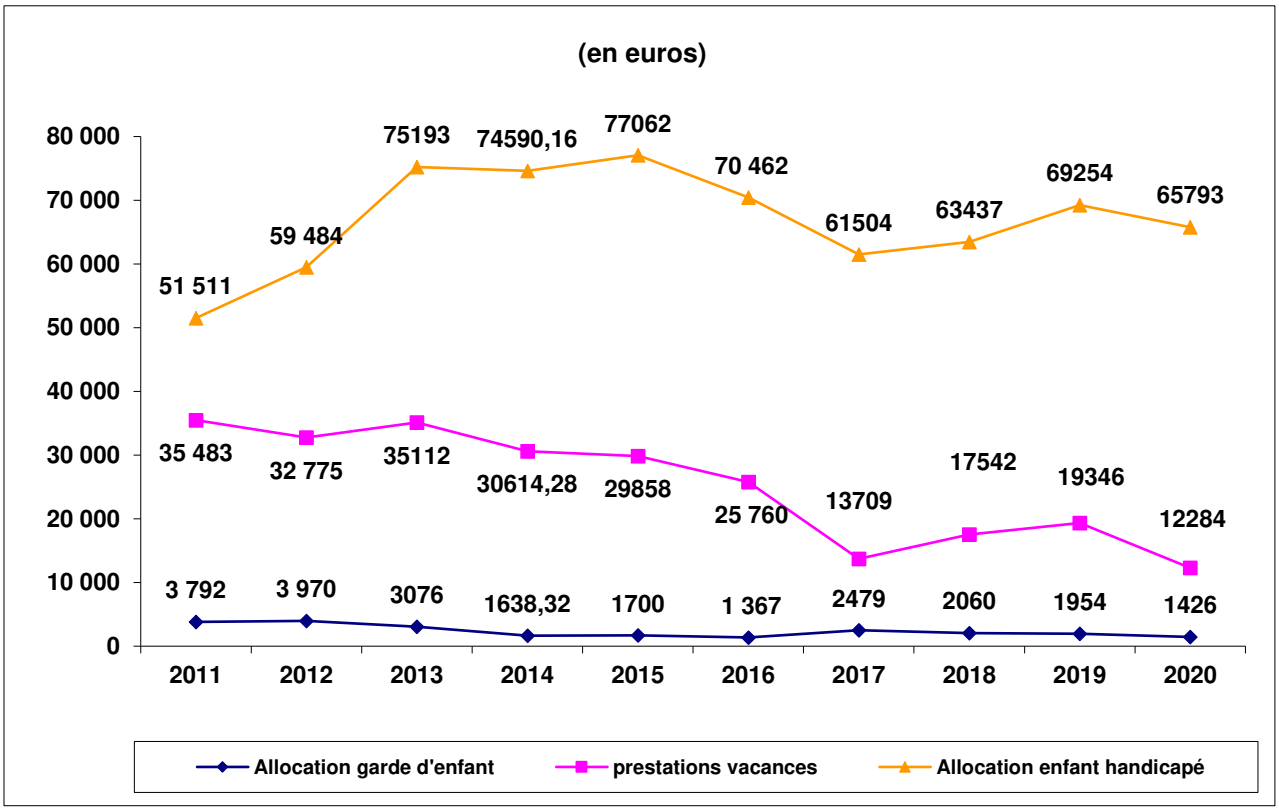
(sur la base de la subvention versée à l'Amicale et avec intégration des frais de gestion)



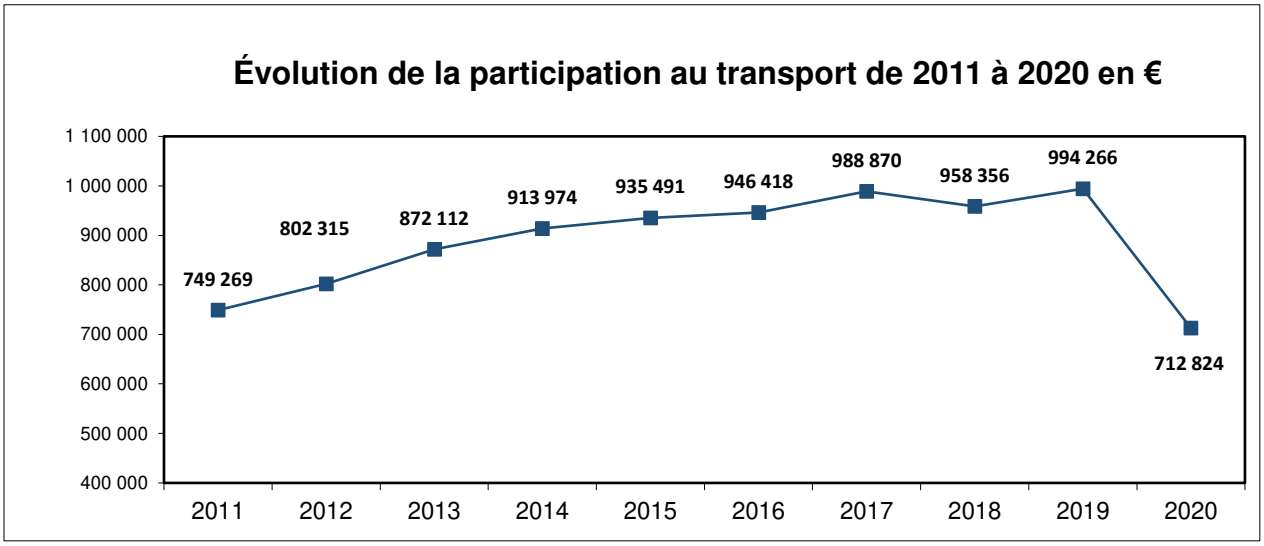
9.2.5 EVOLUTION DU MONTANT TOTAL DES PRÊTS CONSTRUCTION



9.2.6 EVOLUTION DES AUTRES DÉPENSES SOCIALES



9.2.7 EVOLUTION DU COÛT ANNUEL DU REMBOURSEMENT TRANSPORT



Les courbes de ce graphique permettent de visualiser l'augmentation du coût mensuel du remboursement transport de 2010 à 2019 sauf en 2018. Cette hausse est imputable à l'augmentation du nombre de bénéficiaires mais également à la majoration des divers tarifs relatifs aux transports en commun. En 2020 on constate une chute de la dépense globale du reversement liée à la crise de la Covid-19. La dépense globale du reversement pour la collectivité se chiffre à 712 824 euros en 2020, contre 994 266 euros en 2019.

Nombre d'agents ayant demandé au moins une fois la participation transport en 2020 :

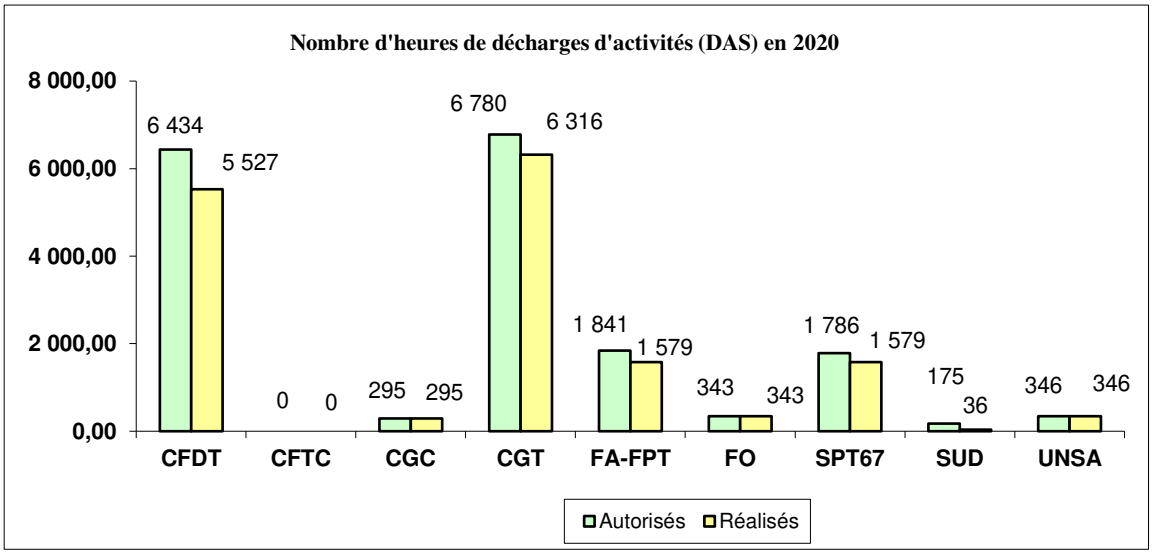
Directions	Nombre d'agents	% par rapport à l'effectif total
2018	3282	40,12
2019	3380	41,17
2020	2846	35.24

10. LES RELATIONS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

10.1 DÉCHARGES D'ACTIVITÉ À TITRE SYNDICAL

Les heures de décharges d'activité de service (DAS) à titre syndical sont des crédits d'heures attribués aux agents mandatés par une organisation syndicale représentative pour effectuer leurs activités syndicales en lieu et en place de leurs activités professionnelles habituelles. Ces crédits sont attribués en fonction des résultats aux élections professionnelles.

Le nombre d'heures de décharges d'activité de service (DAS) a été fixé pour une collectivité de la taille de l'Eurométropole de Strasbourg à 18 000 heures pour l'année et pour l'ensemble des OS.



Les modalités de mise en œuvre de ces décharges d'activités (art. 16-18 du décret 85-397) sont prévues dans la section IV du protocole d'accord relatif à l'exercice du droit syndical à l'EMS, signé le 23 mai 2019. Ces dispositions, en autorisant le cumul de DAS et d'un quota local d'heures, appelées heures de représentativité (HR), permettent ainsi la décharge d'activité complète de 10 agents de l'EMS, dont 9 sont utilisées au profit des organisations syndicales suivantes :

- CFDT :	3
- CGT:	4
- FA-FPT:	1
- SPT 67	1
Total	**9**

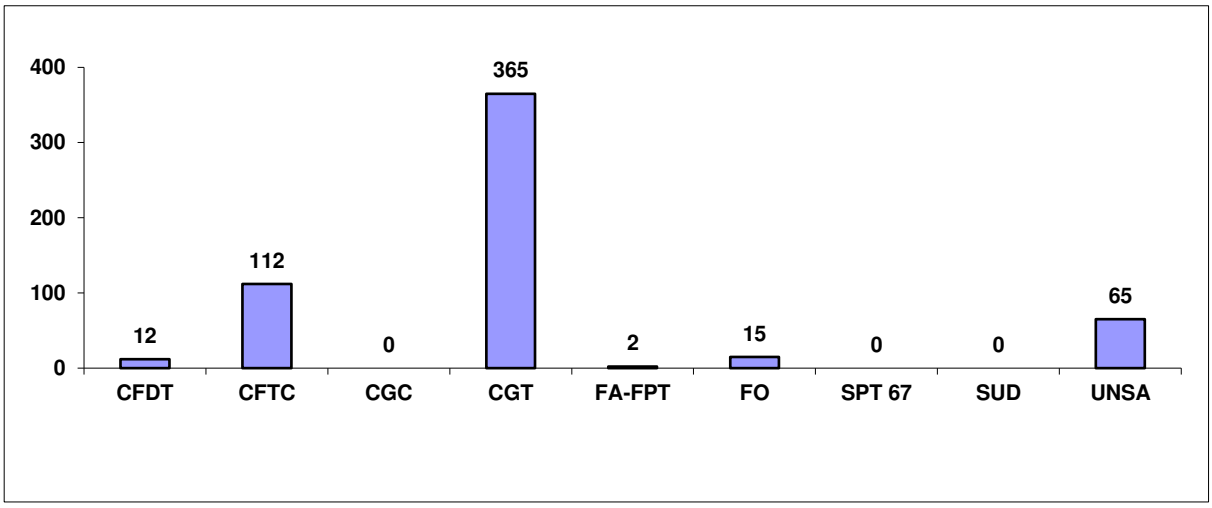
10.2 AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCES

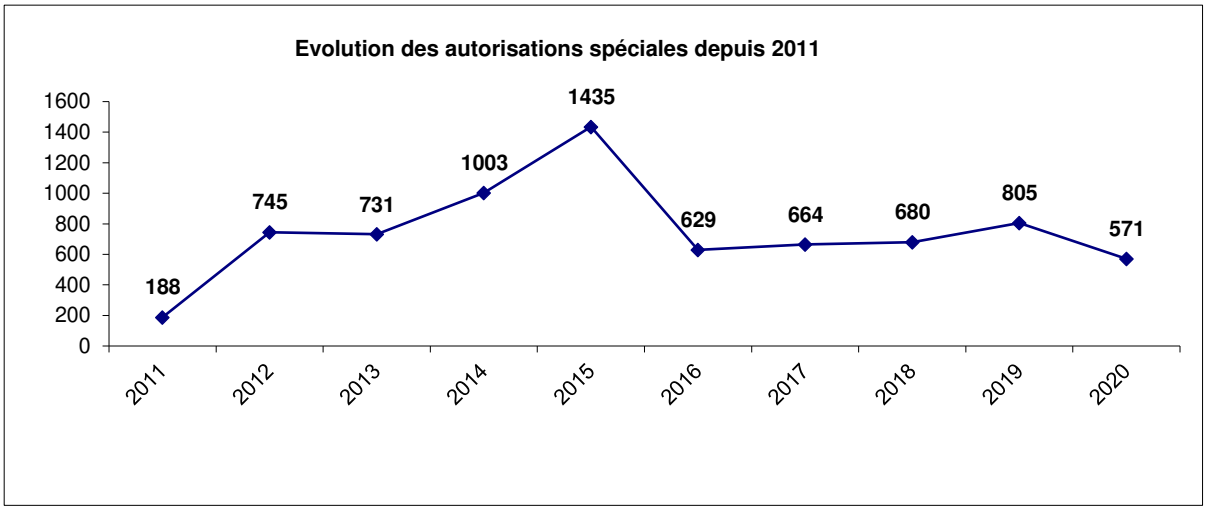
Les autorisations spéciales d'absence (ASA) sont attribuées aux représentants de service ainsi qu'aux permanents syndicaux pour leur permettre de participer aux réunions des organes directeurs de leur syndicat (art. 12 du décret du 3 avril 1985).

10.2.1 ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES

Des autorisations spéciales d'absence (ASA) sont accordées aux représentants mandatés pour assister aux activités institutionnelles des syndicats d'un autre niveau que celui de l'Eurométropole de Strasbourg (articles 12 et 13 du décret n° 85-397).

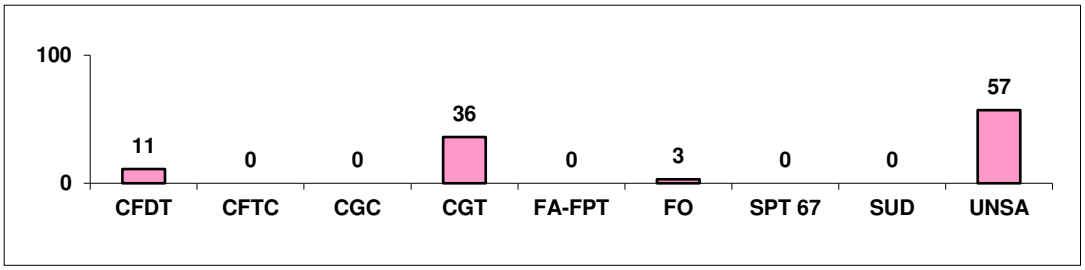
Elles ont représenté 571 jours en 2020.

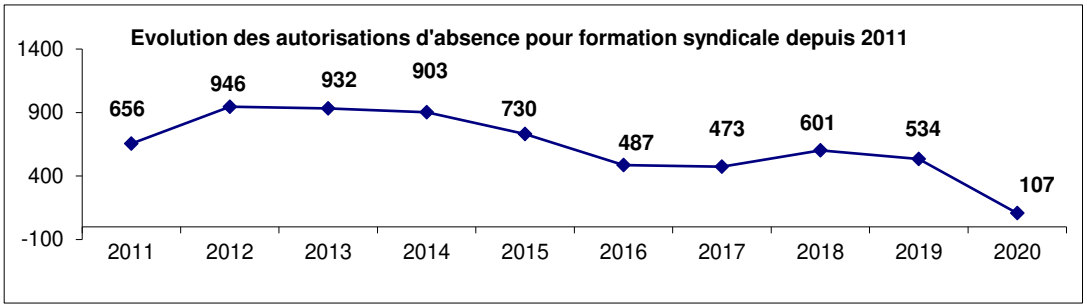




10.2.2 FORMATIONS SYNDICALES

Par ailleurs, des autorisations d'absence pour formation syndicale peuvent être accordées, dans la limite de 12 jours par an et par agent. Elles ont représenté 107 jours en 2020.





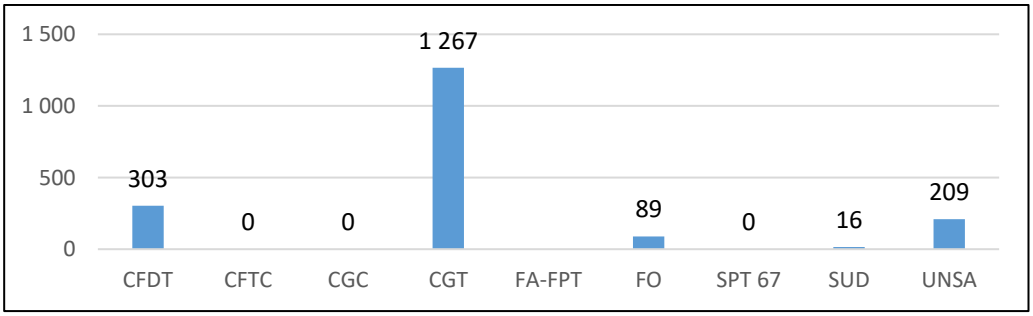
10.2.3 RÉUNIONS DES ORGANES DIRECTEURS

Des autorisations d'absence (AA) peuvent aussi être accordées aux représentants mandatés pour assister aux réunions des organes directeurs des sections syndicales de l'Eurométropole de Strasbourg.

En application des dispositions réglementaires, le volume des AA s'élève à 11 506 heures.
Elles sont réglementairement destinées à permettre aux représentants syndicaux mandatés de participer aux congrès ou autres organismes directeurs locaux des organisations syndicales eurométropolitaines.

Le protocole d'accord ouvre la possibilité d'utiliser 30 % d'entre elles à des fins plus larges que celles décrites dans les articles 15 à 17 du décret 85-397.

Ces autorisations ont représenté 1 884 heures d'absence effective en 2020.



10.2.4 HEURES DE REPRÉSENTATIVITÉ

Suite aux élections de décembre 2018, l'EMS a une nouvelle fois fait le choix de négocier un protocole d'accord afin d'améliorer les dispositions du décret 85-397 du décret du 3 avril 1985.

L'article 8 de ce protocole d'accord relatif à l'exercice du droit syndical, signé le 23 mai 2019, prévoit ainsi l'attribution d'heures syndicales complémentaires pour les organisations les plus représentatives, au sens de l'article 3 du décret. Ces heures sont appelées "heures de représentativité (HR).

Compte-tenu de leur responsabilité particulière en matière de dialogue social, les quatre syndicats membres du comité technique se voient attribuer un contingent d'heures complémentaires égal à celui qu'elles obtiennent réglementairement du fait du nombre de sièges qu'elles détiennent au CT local (soit 900 heures complémentaires par siège détenu).

Parallèlement, un forfait annuel de 364 heures est réparti entre les 3 organisations syndicales uniquement représentatives nationalement.

Ces heures sont destinées à compléter des postes de permanent ou de demi-permanent et à permettre une meilleure présence syndicale au sein des services.

Cette enveloppe complémentaire a été consommée à hauteur de 80 % en 2020 (7 428 HR utilisées).

	CFDT	CGT	FA-FPT	FO	SPT67	SUD	UNSA
Autorisés	3 600	3 600	900	144	900	74	146
Réalisés	2 884	3 611	**599**	**68**	**145**	**9**	**112**

Par ailleurs, la participation aux CAP, CCP, CTP, CHS, sont de plein droit et par conséquent, les heures d'absences ne sont décomptées ni des AA, ni des DAS.

10.2.5 CONFLITS DE TRAVAIL

Au cours de l'année 2020, il y a eu 10 mouvements de grève :

- 8 de portée nationale

- 2 de portée locale

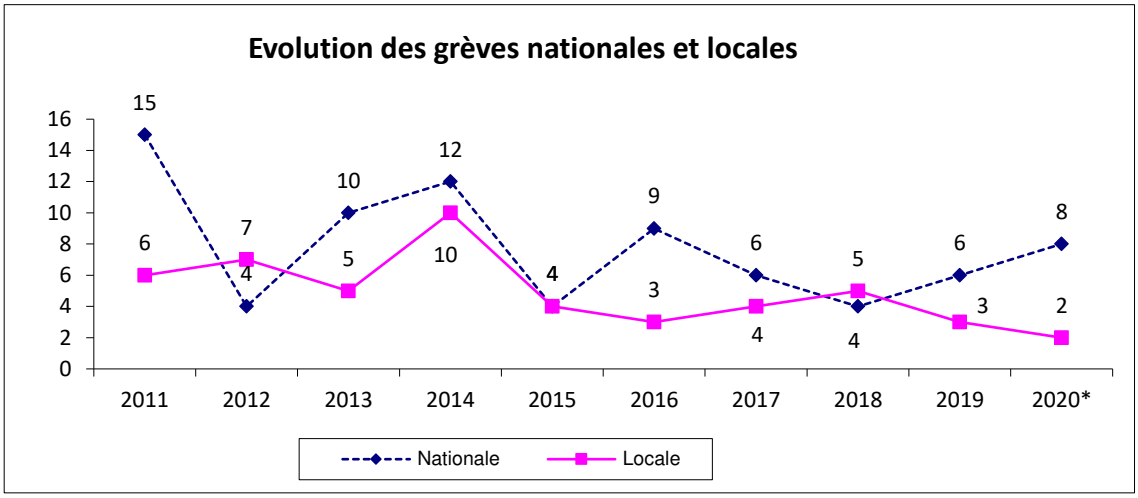
Par ailleurs, 4 préavis locaux ont été levés suite à l'aboutissement de négociations.

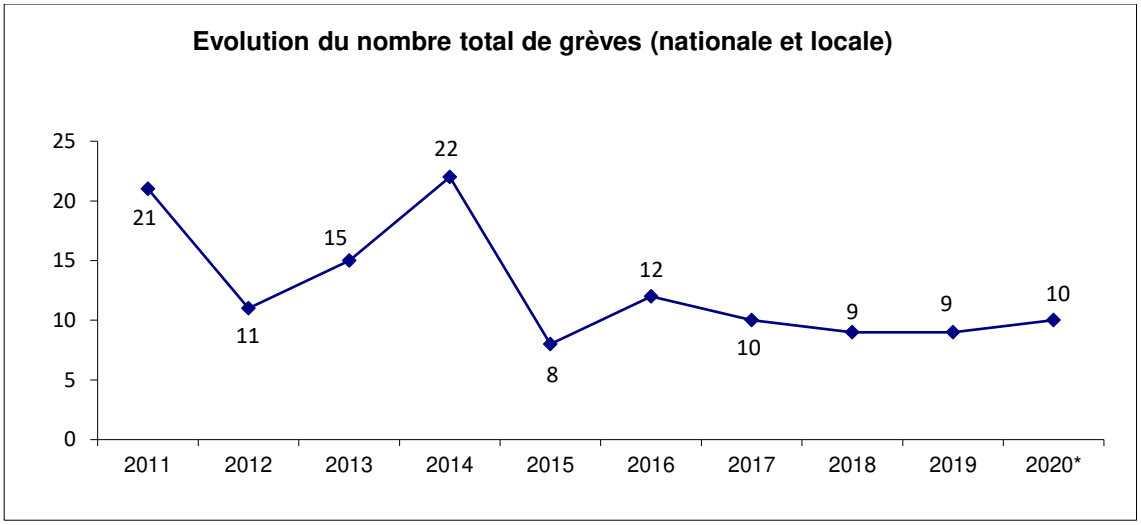
Évolution du nombre de grèves depuis 2010 :

	Nationale	**Locale**	**Total**
2010	18	6	**24**
2011	15	6	**21**
2012	4	7	**11**
2013	10	5	**15**

2014	12	10	**22**
2015	4	4	**8**
2016	9	3	**12**
2017	6	4	**10**
2018	4	5	**9**
2019 *	6	3	**9**
2020*	8	2	**10**

* La grève nationale pour le "maintien du service public, dégel du point d'indice...", reconduite tous les mois entre le 1er janvier et le 31 décembre 2020 est comptée comme 1 unité (comme ce fut le cas pour l'année 2019).





10.3 RÉUNIONS AVEC LES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL ET LES ORGANISATIONS SYNDICALES

10.3.1 NOMBRE DE RÉUNIONS EN 2020

Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.)
4 séances

Commissions consultatives paritaires (C.C.P.)
1 séance

Comité Technique (C.T.)
18 séances

Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T)
6 séances plénières, 7 séances en commissions
et **27 séances spéciales** consacrées à l'actualité de la crise sanitaire

Par ailleurs, de nombreuses réunions sectorielles ou thématiques se sont tenues entre les directions opérationnelles et les organisations syndicales

10.3.1.1 Commissions administratives paritaires

Ces organes paritaires consultatifs ont été saisis pour avis sur les situations individuelles des agents, à savoir :

Fin de stage : non titularisation	**3**	
Prolongation de stage :	**8**	
Recours contre un refus de cumul d'activité :	**2**	
Listes d'aptitude et tableaux d'avancement	**48**	**Il y a eu en 2020 : 9 listes d'aptitudes au titre de la promotion interne et 39 tableaux d'avancement de grade**
Avancement à l'échelon spécial de la catégorie C :	**8**	
Avancement de grade avant départ à la retraite :	**22**	

10.3.1.2 Commissions consultatives paritaires

Ces organes paritaires consultatifs ont été saisis pour avis sur les situations individuelles des agents, à savoir :

Licenciement pour suppression de poste : **1**

10.3.1.3 Comité technique

En 2020, le comité technique a été convoqué à 18 reprises dont 2 en application des dispositions prévues à l'article 30-1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985, à savoir suite à un vote unanimement négatif de la part des représentants du personnel sur un dossier.

2 dossiers ont fait l'objet d'un tel vote dont, à savoir la présentation des postes destinés à être supprimés.

Cet organe a été sollicité à 46 reprises pour exprimer un avis sur des projets, portés par 8 directions.

Les directions à avoir porté ces projets sont les suivantes :

DRH	12
CULTURE	3
DESPU	2
DMEPN	2
DSSJ	1
DRL	1
DSSJ / SPORT	1

Cette année 2020 a bien entendu été marquée par la présentation de nombreux points liées à la crise sanitaire du COVID 19.

23 projets, portés par la DRH - et pour certains coportés par les directions directement concernées- ont ainsi été soumis au Comité technique pour s'accorder sur les plans de continuité ou de reprise d'activité, les autorisations d'absence COVID, la prime exceptionnelle, la prise de congés...

Restructurations et réorganisations de service en 2020

Comité Technique du 28 janvier 2020 :

- Projet de Réorganisation de la mission Energie en Direction de mission Transition Energétique, Renouvelables et Réseaux d'Energie (TERRE) ;
- Projet de création d'un service administration générale commun aux directions ressources et à la direction générale ;
- DEE - modifications de l'organisation de la direction de l'enfance et de l'éducation ;
- Evolution du département ATMP du service Prévention qualité de vie au travail ;
- Projet d'administration de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Comité Technique du 3 mars 2020 :

- Projet d'évolution de l'organisation du service des voies publiques ;
- Transfert de la mission Schéma directeur d'assainissement du service Ingénierie et conception d'espaces publics vers le service Tramway et Grands projets.

Comité Technique du 8 octobre 2020 :

- GIP Maison sport santé (DSSJ-Direction des sports) - création d'un groupement d'intérêt public.

10.3.1.4 Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail

La consultation du CHSCT, en 2020 s'est faite sur les thèmes suivants :

Direction	Service	Ordre du jour
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Alerte situation individuelle à la piscine de Hautepierre - analyse de situation
Direction des Solidarités, santé et jeunesse	Action social de proximité	Point d'étape sur la situation RH et les conditions de travail des agents de l'ASP sur le territoire Sud
Direction de l'enfance et de l'éducation		Modifications de l'organisation de la direction de l'enfance et de l'éducation
Direction conseil performances et affaires juridiques		Nouvelle évaluation des conditions de travail au 38 RH
Direction de la culture	Œuvre notre dame	Mesures de protection des agents de l'œuvre Notre Dame pour prévenir le risque lié aux poussières de grès
Direction de la culture	Archives	Règlement temps de travail au service des archives
Direction des sports	Aqua-glisse	Projet d'extension de la piscine de Hautepierre
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Mise en œuvre du CITIS
Direction des ressources logistiques	Administration générale et ressources	Projet de création d'un service administration Générale et Ressources
Direction TERRE		Projet de direction transition énergétique, renouvelables, et réseaux énergie. Anciennement direction de mission énergie
Direction de la construction et du patrimoine bâti Mission accueil CA		Projet de restructuration du Centre administratif – engagement de la concertation
Direction de la culture	Médiathèques	Médiathèques Malraux – Etude de la qualité de l'air et du chauffage/rafraichissement – Présentation de la méthodologie
Direction de la mobilité et des espaces publiques et naturels	Tramway et grands projets	Transfert de la mission schéma directeur d'assainissement du service ingénierie et conception de l'espace public (SICEP) vers le service Tramway et grands projets (TGP)
Direction de la mobilité et des espaces publiques et naturels	Voies publiques	Projet de réorganisation sur service Voies publiques
Direction de la mobilité et des espaces publiques et naturels		Document unique d'évaluation des risques psychosociaux
Direction de la mobilité et des espaces publiques et naturels		Document unique d'évaluation des risques physiques
Direction des ressources logistiques	Service informatique	Sécurité de la salle machine du service informatique
Direction des ressources logistiques	Service informatique	Projet de réaménagement des locaux du service informatique
Direction des Solidarités, santé et jeunesse	Service Santé autonomie	Opération parcs sans tabac - Bilan de la mise en œuvre et perspectives
Direction des ressouces humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Poursuite des travaux du CHSCT dans l'attente de renouvellement du collège des représentants de la collectivité

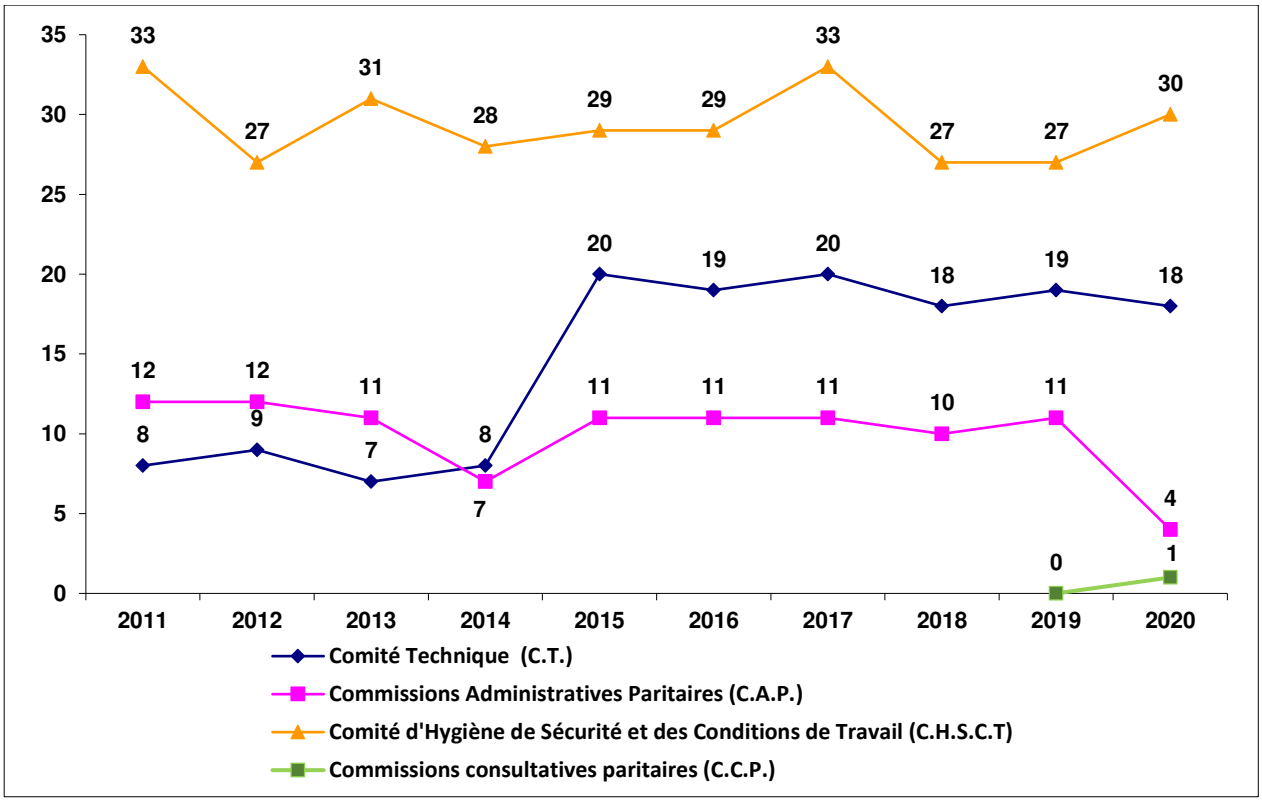
Direction des sports	Piscines et plans d'eau	Réouverture des piscines
Direction de la culture		Réouverture des services et équipement culturels
Direction des ressources logistiques	Moyens généraux	Restauration collective - extension du service
Direction générale des services		Adaptation sanitaire dans le cadre de la reprise progressive
Direction de la construction et du patrimoine bâti	Direction de la Construction et du patrimoine bâti	Déménagements au centre administratif
Direction de la construction et du patrimoine bâti	Prévention qualité de la vie au travail	Souffrance au travail , lancement d'un groupe de travail du CHSCT
Direction générale des services	Direction générale des services	Actualité crise sanitaire
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Modalités de suivi de la crise sanitaire COVID 19
Direction des ressources humaines	Pilotage RH	Lancement du baromètre social
Direction des Solidarités, santé et jeunesse Direction des sports	Direction des Solidarités, santé et jeunesse Direction des sports	Bilan GIP Maison Sport-Santé de strasbourg
Direction Général des services	Direction générale des services	Actualités crise sanitaire
Direction de la construction et du patrimoine bâti		Planning des grands projets locaux en cours-vision globale
Direction Général des services		Plan de Gestion de l'Activité
Direction des ressources humaines	prévention qualité de la vie au travail	Modalités d'utilisation des véhicules de service
Direction de l'enfance et de l'éducation	Périscolaire et éducatif	Focus DEE – rentrée scolaire et Ecole Stoskopf
Direction des ressources Logistiques	Moyens généraux	Suites intrusion centre administratif
Direction des ressources humaines	Administration des ressources humaines	Situation service paie
Direction de la culture	Médiathèques	Travaux toiture Olympe de Gouges
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Election secrétaire adjointe
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Point d'étape des CRI
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Listes de en cours : Principes de traitement des dossiers
Direction générale des services	Direction générale des services	Point d'information - Crise sanitaire et actualisation des dispositifs de soutien mis en place
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	1er Bilan du dispositif d'accompagnement des dépôt de plaintes
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Présentation des dispositifs d'accompagnement des managers et collectifs de travail (régulation, médiation…)
Direction des ressources humaines	Prévention qualité de la vie au travail	Validation du protocole sanitaire mise à jour

10.3.2 COMPARAISON DEPUIS 2011

La comparaison porte sur le nombre de réunions, au cours de l'année considérée, de chacune des instances paritaires.

	Comité Technique (C.T.)	Commissions Administratives Paritaires (C.A.P.)	Commissions consultatives paritaires (C.C.P.)	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des conditions de travail (C.H.S.C.T)*	**TOTAL**
2011	8	12		33	53
2012	9	12		27	48
2013	7	11		31	49
2014	8	7		28	43
2015	20	11		29	60
2016	19	11		29	59
2017	20	11		33	64
2018	18	10		27	55
2019	19	11		26	56
2020	18	4	1	30*	53

**cumul des séances plénières, des séances en commissions et des séances spéciales COVID-19*



10.4 RÉUNIONS INTERSYNDICALES 2020

Au-delà des réunions sectorielles ou bilatérales entre tout ou partie des organisations syndicales et une direction de la collectivité, de nombreuses réunions intersyndicales ont été organisées par la DRH.

La plupart étaient liées à l'évolution et au suivi de la crise sanitaire de la COVID19 : elles ont permis de débattre de la mise en œuvre des directives nationales, de la protection des agents, de répondre aux questions et à chercher les meilleures options pour maintenir une certaine continuité du service public.

L'année 2020 a également permis de renégocier les contrats de prestation prévoyance et mutuelle santé pour permettre aux agents de souscrire les meilleures garanties possibles tout en préservant la solidarité intergénérationnelle au bénéfice des retraités de la collectivité. Les organisations syndicales ont pris toute leur place dans ce travail.

Enfin, les membres de l'Agenda social se sont réunis en septembre 2020 ; cette rencontre a permis aux représentants des 9 organisations syndicales de débattre des sujets ci-dessous avec Mme la Maire, Mme la Présidente, M. le Vice-président en charge du personnel et du dialogue social, M. le 1er adjoint à la Maire, la DGS et la DRH :

- Présentation des orientations politiques;
- Modalités de définition de la feuille de route politique et de pilotage de la politique RH;
- Les grands sujets de politique RH à mettre en chantier;
- La place du dialogue social.

10.5 SANCTIONS DISCIPLINAIRES PRONONCÉES DANS L'ANNÉE

Nombre de sanctions disciplinaires prononcées dans l'année

Fonctionnaires titulaires	**Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires titulaires (art. 89 de la loi du 26 janvier 1984) en 2020**	
	Hommes	**Femmes**
Sanctions du 1er groupe :	2	2
Avertissement	1	2
Blâme	1	
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de 3 jours		
Sanctions du 2ème groupe :	1	0
Radiation du tableau d'avancement		
Abaissement d'échelon		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 4 à 15 jours	1	
Sanctions du 3ème groupe :	8	0
Rétrogradation		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 16 jours à 2 ans	8	
Sanctions du 4ème groupe :	1	0
Mise à la retraite d'office		
Révocation	1	

Fonctionnaires stagiaires	Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires stagiaires (art. 6 du décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992) en 2020	
	Hommes	Femmes
Avertissement		
Blâme		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée maximale de 3 jours		
Exclusion temporaire de fonctions pour une durée de 4 à 15 jours		
Exclusion définitive du service	1	

11. ÉGALITE PROFESSIONNELLE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

11.1 CONDITIONS GÉNÉRALES D'EMPLOI

11.1.1 EFFECTIFS

11.1.1.1 Effectifs physiques des titulaires et contractuels-les par catégorie hiérarchique, par filière et pour les contractuels-les par type de contrat

NB : Les contractuels-les sont classés par type de contrat selon la typologie Eurométropole de Strasbourg puis selon l'Article 3 de la Loi du 26 janvier 84, modifié par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012-art. 41(V)) qui encadre contractuels-les.

Table des correspondances :

Article 3-1	Article 3-2	Article 3-3, 1°	Article 3-3, 2°	Autres contractuels-les (articles 38, 38 bis, 47, 136 ,,,)
Remplaçants-es	Affectés-es sur un poste vacant	Pas de cadre d'emploi existant	Catégorie A selon les fonctions ou pour besoins de service	
CONTRACT REMPLAC. TITULAIRE	CONTRACT SUR POSTE VACANT	CONTRACT ABS CADRE D'EMPLOI CONTRACT ABS CADRE D'EMPLOI CDI CONTRACT FORFAITAIRE	CONTRACT BESOIN DE SERVICE CONTRACT C.D.I.	CONTRACT ART 38

Abréviations :

BDS = besoin de service
ABS = absence
Contract = contractuel-le
Rempl. = remplaçant-e
Tit. = titulaire
Forfait. = forfaitaire

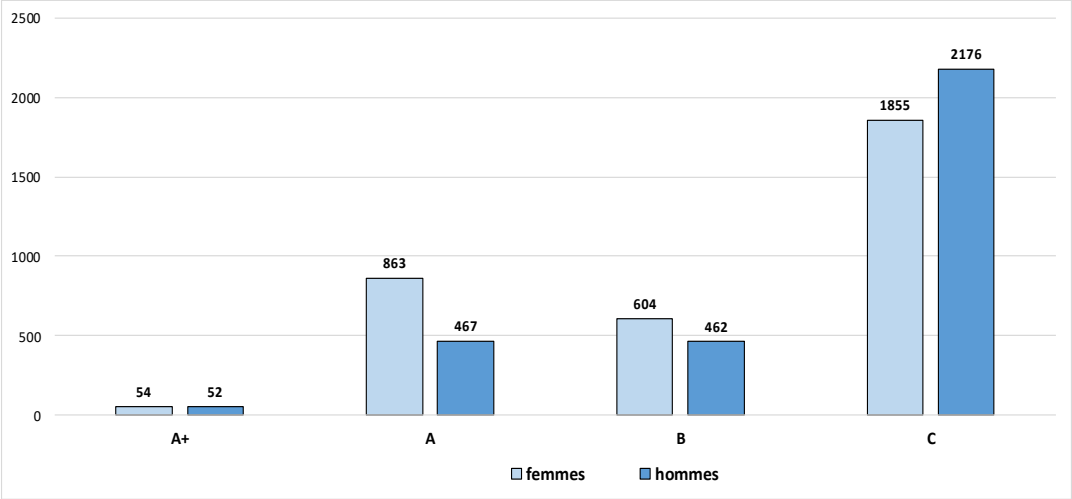
Détail des grades, par filière, constituant la catégorie A+

Filière administrative	Filière Technique	Filière culturelle	Filière Sanitaire et sociale
Administrateur-trice hors classe	Ingénieur-e en chef hors classe	Conservateur-trice en chef de bibliothèque	Médecin hors classe
Administrateur-trice	Ingénieur-e en chef	Conservateur-trice de bibliothèque	Médecin 1ére cl
		Conservateur-trice en chef de patrimoine	Médecin 2è cl
		Conservateur-trice de patrimoine	
		Directeur-trice 1ére cat. Etab. Art*	

* A considérer comme A+, même si son grade ne figure pas dans la liste généralement retenue, sa mission le porte à ce niveau

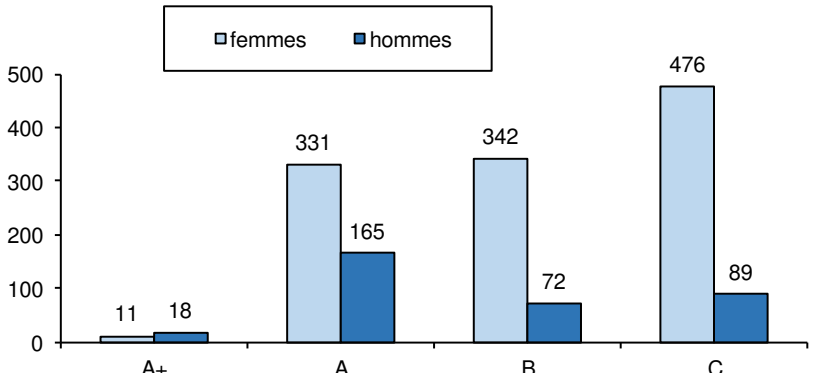
11.1.1.1.1 Toutes filières – en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat														
	femmes	hommes	femmes							hommes							
			Art 38	Abs. Cadre empl. CDI	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant		Art 38	Abs. Cadre empl. CDI	BDS	CDI	forfaitaire	rempl tit.	poste vacant	
			Autres contract	(Art 3-3, 1° : Contract Abs Cadre Emploi CDI)	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total	Autres contract	(Art 3-3, 1° : Contract Abs Cadre Emploi CDI)	cat A et B selon les fonct° ou pour BDS		(Art 3-3, 1° : Contractuel forfaitaire)	rempl tit.	poste vacant	Total
A+	43	38			7	4			11			3	11				14
A	718	381			29	38	20	58	145			26	40		7	13	86
B	541	396	1	1	4	3	25	29	63	1	1	2	6		10	46	66
C	1722	2141				2	96	35	133				4		25	6	35
Total	3024	2956	1	1	40	47	141	122	352	1	1	31	61	0	42	65	201



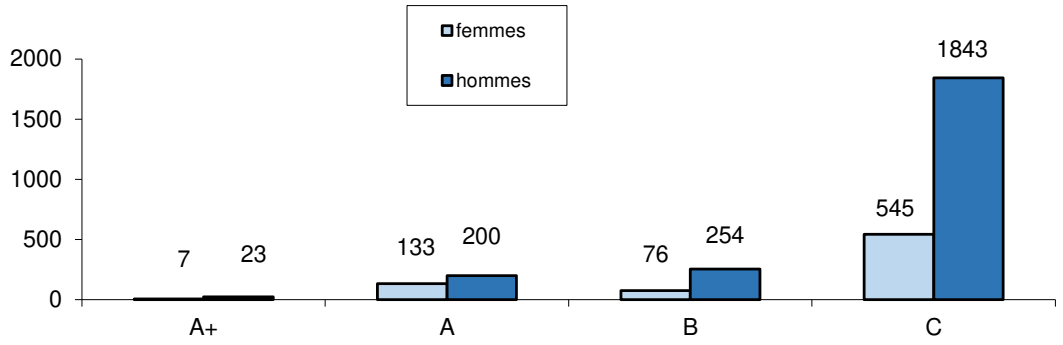
11.1.1.1.2 Filière administrative – en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat												
	femmes	hommes	femmes						hommes						
			Art 38	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant		Art 38	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant		
			Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total	Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total	
A+	11	10						0		2	6			8	
A	260	121		21	22	9	19	71		17	13	6	8	44	
B	314	60			1	15	12	28	1			3	8	12	
C	457	87			1	18		19				2		2	
Total	1042	278	0	21	24	42	31	118	1	19	19	11	16	66	



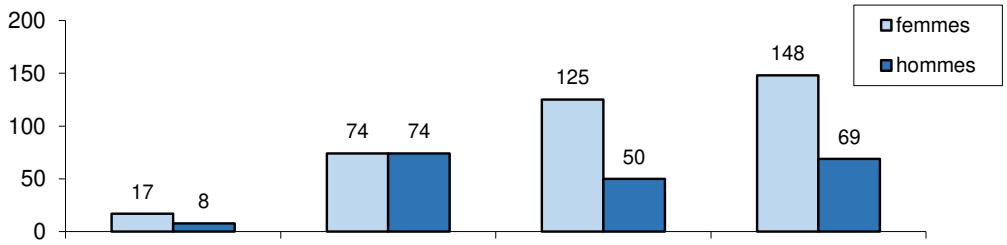
11.1.1.1.3 Filière technique - en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat											
	femmes	hommes	femmes					hommes						
			BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant		Art 38	abs. Cadre empl. CDI	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
			cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total	Autres contract	pas de cadre d'emploi exis.	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total
A+	6	18		1			1				5			5
A	109	173	6	10	2	6	24			8	15	1	3	27
B	60	218	2	1	3	10	16		1		4	3	28	36
C	508	1816			37		37				4	19	4	27
Total	683	2225	8	12	42	16	78	0	1	8	28	23	35	95



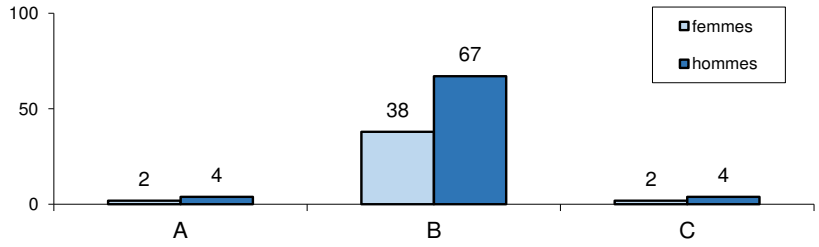
11.1.1.1.4 Filière culturelle - en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat											
	femmes	hommes	femmes						hommes					
			Art. 38	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant		forfait.	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant	
			Autres contract	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total	pas de cadre d'emploi exist.	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total
A+	16	8			1			1						0
A	64	60		2	6	1	1	10		1	12		1	14
B	116	43	1	1	1	3	3	9		2	2	2	1	7
C	146	69			1	1		2						0
Total	342	180	1	3	9	5	4	22	0	3	14	2	2	21



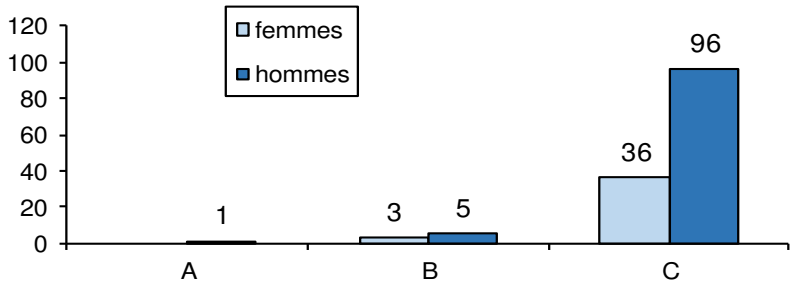
11.1.1.1.5 Filière sportive - en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat						
	femmes	hommes	femmes				hommes		
			BDS	poste vaccant	rempl tit.		poste vaccant	rempl tit.	
				poste vaccant	rempl tit.	Total	poste vaccant	rempl tit.	Total
A	2	4				0			0
B	32	57		4	2	6	8	2	10
C	2	4				0			0
Total	36	65		4	2	6	8	2	10



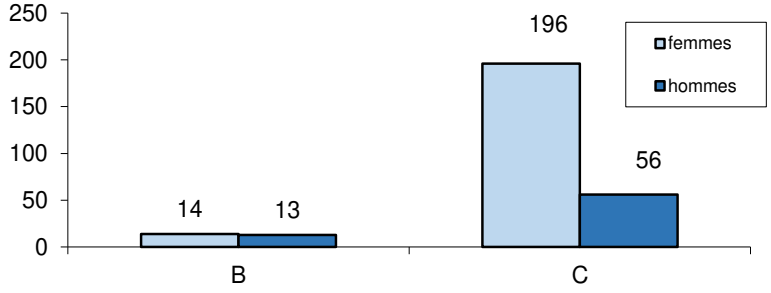
11.1.1.1.6 Filière sécurité - en nombre d'agents-es

	Titulaire	
	femmes	hommes
A		1
B	3	5
C	36	96
Total	39	102



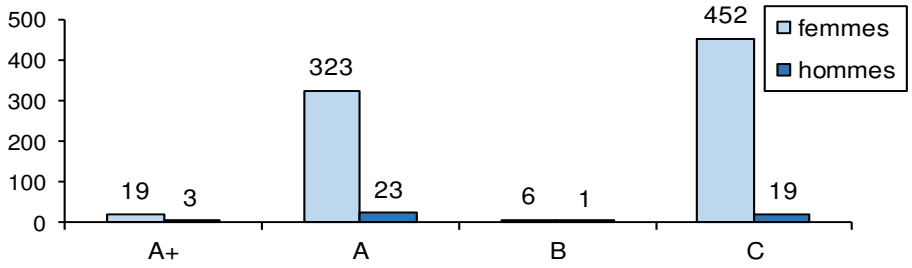
11.1.1.1.7 Filière animation - en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat				
	femmes	hommes	femmes		hommes		
			rempl tit.		rempl tit.	poste vacant	
			rempl tit.	Total	rempl tit.	poste vacant	Total
B	13	12	1	1		1	1
C	188	53	8	8	3		3
Total	201	65	9	9	3	1	4



11.1.1.1.8 Filière sanitaire et sociale - en nombre d'agents-es

	Titulaire		Contractuel-le par type de contrat									
	femmes	hommes	femmes						hommes			
			Abs. Cadre emploi CDI	BDS	CDI	rempl tit.	poste vacant		BDS	rempl tit.	poste vacant	
			pas de cadre d'emploi existant	cat A selon les fonct° ou pour BDS		rempl tit.	poste vacant	Total	cat A selon les fonct°	rempl tit.	poste vacant	Total
A+	10	2		7	2			9	1			1
A	283	22				8	32	40			1	1
B	3	1	1	1		1		3				0
C	385	16				32	35	67		1	2	3
Total	681	41	1	8	2	41	67	119	1	1	3	5



11.1.1.2 Âge moyen et médian par statut, par filière et par catégorie hiérarchique

11.1.1.2.1 Filière administrative

	âge moyen				âge médian			
	titulaires		Contractuels-les		titulaires		Contractuels-les	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
A+	38	51		57	40	51		58
A	47	48	38	41	48	49	34	36
B	49	48	32	34	50	47	28	33
C	46	47	33	34	46	48	30	34
	47	48	36	41	44	47	34	43

11.1.1.2.2 Filière technique

	âge moyen				âge médian			
	titulaires		Contractuels-les		titulaires		Contractuels-les	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
A+	53	58	61	61	53	59	61	63
A	43	48	41	46	44	48	42	46
B	43	49	35	36	43	49	31	32
C	50	46	42	41	51	48	43	42
Total	48	47	41	42	45	48	42	44

11.1.1.2.3 Filière culturelle

	âge moyen				âge médian			
	titulaires		Contractuels-les		titulaires		Contractuels-les	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
A+	52	52	53		54	51	53	
A	49	54	49	51	48	56	47	52
B	46	48	41	40	46	49	32	41
C	50	48	43		52	47	43	
Total	49	50	45	48	48	50	46	47

11.1.1.2.4 Filière sportive

	âge moyen				âge médian			
	titulaires		Contractuels-les		titulaires		Contractuels-les	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
A	54	42			54	44		
B	43	48	33	38	44	48	29	36
C	42	47			42	47		
Total	44	48	33	38	45	47	29	36

11.1.1.2.5 Filière animation

	âge moyen				âge médian			
	titulaires		Contractuels-les		titulaires		Contractuels-les	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
B	46	48	49	31	46	49	49	31
C	41	39	37	35	39	37	34	43
Total	41	41	38	34	44	44	36	31

11.1.1.2.6 Filière sanitaire et sociale

	âge moyen				âge médian			
	titulaires		Contractuels-les		titulaires		Contractuels-les	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
A+	50	48	43	32	53	48	45	32
A	47	51	31	48	48	50	28	48
B	49	54	53		49	54	53	
C	45	47	31	43	45	48	28	45
Total	46	49	32	42	46	49	37	45

11.1.1.2.7 Filière sécurité

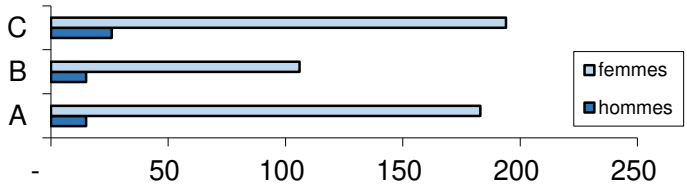
	âge moyen		âge médian	
	titulaires		titulaires	
	femmes	hommes	femmes	hommes
A		64		64
B	46	52	43	52
C	42	45	42	46
Total	42	46	43	48

11.1.2 DURÉE ET ORGANISATION DU TRAVAIL

11.1.2.1 Répartition des effectifs selon la durée du travail : temps complet, temps partiel, temps non complet

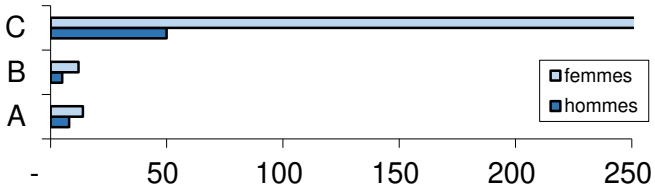
Temps partiel

	femmes	hommes	Total
A	183	15	198
B	106	15	121
C	194	26	220
Total	483	56	539



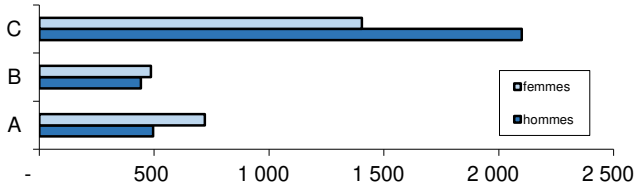
Temps non complet

	femmes	hommes	Total
A	14	8	22
B	12	5	17
C	257	50	307
Total	283	63	346



Temps complet

	femmes	hommes	Total
A	720	496	1 216
B	486	442	928
C	1 404	2 100	3 504
Total	2 610	3 038	5 648



11.1.2.2 Répartition des effectifs selon l'organisation du travail : travail de nuit, horaires variables, travail atypique dont travail le dimanche

Situation des agents-es au 31/12/2020

⇨ Synthèse :

Ce tableau synthétise, sans double compte, l'ensemble des données qui suivent
Les données affichées ne sont pas exhaustives car tous les services ne sont pas intégrés dans le logiciel de temps de travail.

Types d'horaires "atypiques" pris en compte :

- agents-es travaillant de nuit (après 21 h, avant 6 h du matin),
- agents-es dont le profil horaire intègre un programme journalier sur le dimanche,
- agents-es cumulant plus de 10 h d'activité sur une journée (amplitude horaire maximale),
- agents-es cumulant plus de 8 h d'activité sur une journée (définition horaire atypique de l'INRS),
- agents-es cumulant plus de 35 h d'activité sur une semaine (à nuancer – certains-es agents-es travaillent selon des cycles horaires de 2 semaines, alternant une semaine "lourde" et une semaine intégrant leur RTT),
- agents-es travaillant selon un cycle horaire (cycles sur 15 jours, aménagement horaire pour les agents-es en temps partiel, ...)

Point à intégrer pour les données détaillées ci-dessous : si l'agent-e a changé d'affectation service, et a intégré un service non géré dans l'OGST, l'horaire indiqué

ne correspond pas à la réalité du terrain (la mutation d'un-e agent-e n'induit pas la modification du programme horaire pour la mise en place d'une valeur par défaut)

		femmes				hommes				Total
		A	B	C	Total	A	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	administrative	4	8	73	85	6	3	18	27	112
	animation		2	3	5		5	4	9	14
	culturelle	3	5	84	92			40	40	132
	police municipale		3	35	38		5	99	104	142
	sanitaire et sociale	8	1	58	67	2	1	12	15	82
	sportive		29	2	31		51	4	55	86
	technique	3	5	125	133	2	17	933	952	1085
Total Fonctionnaires		18	53	380	451	10	82	1110	1202	1653
Contractuels-les sur emploi permanent	administrative	3		8	11			2	2	13
	animation				0			1	1	1
	culturelle		1		1	1	1		2	3
	sanitaire et sociale	1	1	1	3				0	3
	sportive		6		6		11		11	17
	technique		1	1	2			37	37	39
Total Contractuels-les		4	9	10	23	1	12	40	53	76
Total		22	62	390	474	11	94	1150	1255	1729

⇨ Travail de nuit :

Sont comptabilisés comme agents-es travaillant de nuit, tout-e agent-e dont le programme horaire (programme hebdomadaire ou rotation) comporte au moins une journée débutant soit avant 6 h, soit après 21 h ; ou dont l'heure de départ est inférieur à l'heure d'arrivée (ex : début de la journée à 9 h, fin de la journée à 8 h 30) – définition typique d'un horaire de nuit dans l'OGST.
Point à intégrer : si l'agent-e a changé d'affectation service, et a intégré un service non géré dans l'OGST, l'horaire indiqué ne correspond pas à la réalité du terrain (la mutation d'un-e agent-e n'induit pas la modification du programme horaire pour la mise en place d'une valeur par défaut).

		femmes				hommes				Total
		A	B	C	Total	A	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	administrative		1	5	6	1	1	5	7	13
	culturelle	1			1			1	1	2
	police municipale		3	26	29		5	91	96	125
	sanitaire et sociale	2	1	1	4	2	1	12	15	19
	sportive		16	1	17		30	3	33	50
	technique			44	44		6	693	699	743
Total Fonctionnaires		3	21	77	101	3	43	805	851	952
Contractuels-les sur emploi permanent	administrative	1		1	2			1	1	3
	culturelle					1			1	1
	sanitaire et sociale	1	1		2				0	2
	sportive		4		4		7		7	11
	technique		1		1			30	30	31
Total Contractuels sur emploi permanent		2	6	1	9	1	7	31	39	48
Total		5	27	78	110	4	50	836	890	1000

⇨ Travail du dimanche

Agent-e dont le programme horaire (programme hebdomadaire ou rotation) comporte un code horaire pour la journée du dimanche.

		femmes				hommes				Total
		A	B	C	Total	A	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	administrative		1	1	2				0	2
	animation			1	1		3	1	4	5
	culturelle		3	80	83			38	38	121
	police municipale			1	1			2	2	3
	sportive		23	2	25		41	4	45	70
	technique			60	60			52	52	112
Total Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)		0	27	145	172	0	44	97	141	313
Contractuels-les sur emploi permanent	animation				0			1	1	1
	sportive		4		4		9		9	13
	technique			1	1			1	1	2
Total Contractuels-les sur emploi permanent		0	4	1	5	0	9	2	11	16
Total		0	31	146	177	0	53	99	152	329

⇨ Travail de plus de 10h

Agent-e dont le programme horaire comporte au moins une journée dont le temps dû est supérieur à 10h.

		femmes				hommes			Total
Statut	Filière	A	B	C	Total	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	culturelle				0		1	1	1
	technique				0		26	26	26
Total Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)		0	0	0	0	0	27	27	27
Contractuels-les sur emploi permanent	sportive				0			0	0
	technique				0		4	4	4
Total Contractuels-les sur emploi permanent		0	0	0	0	0	4	4	4
Total		0	0	0	0	0	31	31	31

⇨ Travail de plus de 8h

Agent-e dont le programme horaire comporte au moins une journée dont le temps dû est supérieur à 8 h.

		femmes				hommes				Total
Statut	Filière	A	B	C	Total	A	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	administrative	4	2	2	8	4	1	1	6	14
	animation		2	2	4		5	2	7	11
	culturelle		3	80	83			39	39	122
	police municipale		3	26	29		3	91	94	123
	sanitaire et sociale	4		54	58				0	58
	sportive		29	2	31		50	4	54	85
	technique	1		47	48		4	99	103	151
Total Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)		9	39	213	261	4	63	236	303	564
Contractuels-les sur emploi permanent	animation				0			1	1	1
	sanitaire et sociale			1	1				0	1
	sportive		6		6		11		11	17
	technique			1	1			5	5	6
Total Contractuels-les sur emploi permanent		0	6	2	8	0	11	6	17	25
Total		9	45	215	269	4	74	242	320	589

⇨ Travail de plus de 35h

Agent-e dont au moins une semaine comporte plus de 35 h de temps dû. Ces agents-es peuvent toutefois travailler une moyenne hebdomadaire de 35 h par cycle. Entrent également dans cette catégorie les agents-es dont la lettre de cadrage, lors du passage aux 35 h, prévoyaient de travailler au-delà de cette durée, en contrepartie de jours d'RTT supplémentaires (ex : les agents-es des médiathèques du réseau Ville).

		femmes				hommes				Total
		A	B	C	Total	A	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	administrative	1	7	57	65	3	2	7	12	77
	animation			1	1		1	2	3	4
	culturelle	1	4	67	72			29	29	101
	police municipale		3	34	37		3	97	100	137
	sanitaire et sociale	2			2				0	2
	sportive		17	1	18		33	3	36	54
	technique		1	72	73		9	166	175	248
Total Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)		4	32	232	268	3	48	304	355	623
Contractuels-les sur emploi permanent	administrative	2		7	9			1	1	10
	culturelle		1		1		1		1	2
	sportive		4		4		7		7	11
	technique				0			4	4	4
Total Contractuels-les sur emploi permanent		2	5	7	14	0	8	5	13	27
Total		6	37	239	282	3	56	309	368	650

⇨ Cycle horaire

Agent-e travaillant selon un cycle horaire, sur deux ou plusieurs semaines.

Ces chiffres recouvrent plusieurs réalités :

- les agents-es travaillant en horaire fixe, avec une alternance semaine de plus de 35 heures - semaine intégrant l'ARTT,
- les agents-es travaillant à temps partiel, dont le jour de temps partiel n'est pas fixe,
- les agents-es travaillant selon des horaires "postés" (ex : agents-es de la police municipale, gardiens-nes de musées, surveillants-es de baignade, ...).

		femmes				hommes				Total
		A	B	C	Total	A	B	C	Total	
Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)	administrative	1	8	69	78	4	2	16	22	100
	animation			1	1		1	2	3	4
	culturelle	2	5	84	91			39	39	130
	police municipale		3	35	38		3	99	102	140
	sanitaire et sociale	3		3	6				0	6
	sportive		21	2	23		37	4	41	64
	technique	2	5	110	117	2	10	509	521	638
Total Fonctionnaires (titulaire ou stagiaire)		8	42	304	354	6	53	669	728	1082
Contractuels-les sur emploi permanent	administrative	2		5	7			1	1	8
	animation				0			1	1	1
	culturelle		1				1		1	1
	sportive		4		4		9		9	13
	technique			1	1			9	9	10
Total Contractuels-les sur emploi permanent		2	5	6	12	0	10	11	21	33
Total		10	47	310	366	6	63	680	749	1115

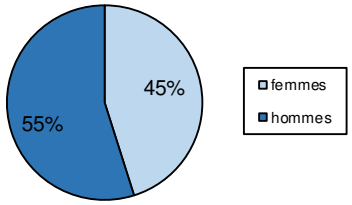
11.1.3 COMPTES ÉPARGNE-TEMPS

11.1.3.1 Nombre d'agents-es ayant ouvert un CET en 2020 ; nombre de jours épargnés ; nombre de jours utilisés

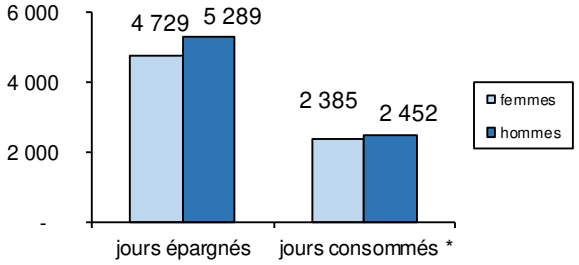
en nombre	femmes	hommes	total
CET ouverts	190	231	421
jours épargnés	4 729	5 289	10 018
jours consommés *	2 385	2 452	4 837

** dont 47 dons solidaire (2 jours pour les femmes et 45 jours pour les hommes)*
D'autre part 346,5 jours ont été indemnisés en 2020 (235 pour les femmes, 111,5 pour les hommes).

Nombre de CET ouverts :



Evolution des jours épargnés et consommés, en nbre



11.1.4 EMBAUCHES ET DÉPARTS (AGENTS-ES PERMANENTS-ES)

11.1.4.1 Répartition des agents-es recrutés-es selon le statut par motif de recrutement et par catégorie hiérarchique

Motifs	A+		A		B		C		Total
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	
Concours	1	1	6	2	5	1	12		28
Détachement			9	3	4	4	6	5	31
Mutation	3		8	4	9	5	12	11	52
Recrutement	2		54	26	44	29	136	96	387
Réintégration	3		9	3	5	2	32	19	73
Total	9	1	86	38	67	41	198	131	571

11.1.4.2 Part d'embauche de travailleurs-ses handicapés-es

Parmi les agents-es relevant de l'obligation d'emploi (510 BOE au 31/12/2020), la part totale des agents-es entrés comme BOE embauchés-es s'élève à 58 agents-es (soit 11,37 % de l'effectif BOE) :

- Agents-es présents-es dans la collectivité devenus BOE en lien avec un handicap nouveau reconnu à titre privé (maladie handicapante ou accident de la vie) ;
- Agents-es présents-es dans la collectivité devenus BOE en lien avec un accident de travail ou une maladie professionnelle qui a été reconnue et ouvrant droit à l'attribution d'une allocation temporaire d'invalidité ;
- Agents-es nouvellement recrutés-es avec une reconnaissance BOE pré existante ;
- 4 agents-es titularisés-es au titre de l'article 38 de la loi du 26/01/1984 : 1 femme en catégorie A et 3 hommes (2 en catégorie B et 1 en catégorie C) ;
- 2 agents-es recrutés-es en CDD dans le cadre de l'article 38, en remplacement d'agents-es permanents : 1 femme en catégorie B et 1 homme en catégorie B ;
- 17 agents-es étaient présents-es au titre des emplois aidés (CUI-CAE) : 6 femmes et 11 hommes ;
- 8 apprentis-es RQTH étaient accueillis-es dans la collectivité : 4 apprentis-es de 2ème année et 4 apprentis-es de 1ère année ;
- Aucun agent en service civique avec une RQTH n'a été recruté au cours de l'année 2020.

11.1.4.3 Répartition des départs par catégorie hiérarchique et selon le statut par motif : retraite, démission, fin de contrat de travail à durée déterminée, inaptitude définitive, décès.

Motifs	A+		A		B		C		Total
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	Total
Sorties définitives	4	7	109	95	56	34	153	104	562
Décès						1	5	3	9
Démission	1		10	5	10	2	14	13	55
Fin de Contrat	1	1	71	69	23	7	78	12	262
Fin de détachement			2	3				2	7
Licenciement								2	2
Mutation		1	9	5	10	9	14	9	57
Radiation des cadres								6	6
Retraite	2	5	17	13	13	15	42	57	164
Sorties provisiores	4	2	20	6	15	3	43	31	124
Congé parental/présence pa	4		5	1	8		12	2	32
Congés sans solde						1			1
Détachement		2	7	1	1	1	1	2	15
Mise à disposition				1					1
Disponibilité			8	3	6	1	30	23	71
Suspension/Exclusion								4	4
Total	8	9	129	101	71	37	196	135	686

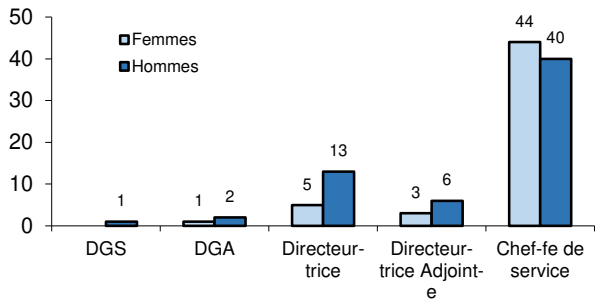
11.1.4.4 Effectif d'agents-es titulaires dont la pension est entrée en paiement au cours de l'année 2020 ; âge moyen d'entrée en paiement de la pension (catégories sédentaires et actives)

	femmes		hommes	
Catégories	sédentaires	actives	sédentaires	actives
nbre d'agents-es dont la pension est entrée en paiement en 2020	84	1	89	3
sous-total	85		92	
total	177			
âge moyen	62	60	61	61
total	61,00		61,00	

11.1.5 POSITIONNEMENT

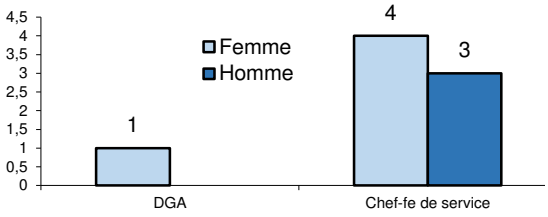
11.1.5.1 Répartition des effectifs des emplois supérieurs et dirigeants

	Femmes	Hommes	Total
DGS		1	1
DGA	1	2	3
Directeur-trice	5	13	18
Directeur-trice Adjoint-e	3	6	9
Chef-fe de service	44	40	84
Total	53	62	115



11.1.5.2 Flux annuels de nominations aux emplois supérieurs et dirigeants (loi du 12 mars 2012)

	Femme	Homme	Total
DGA	1		1
Chef-fe de service	4	3	7
Total	5	3	8

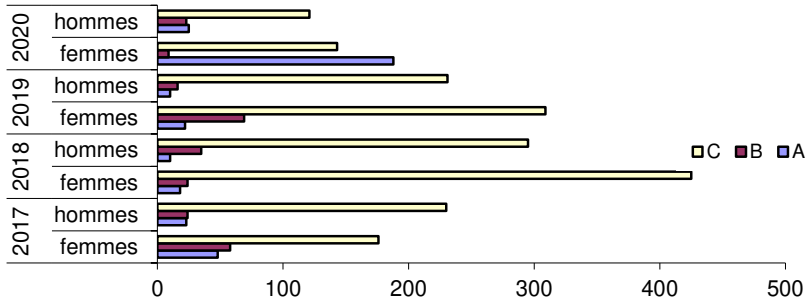


11.1.6 PROMOTIONS

11.1.6.1 Nombre d'agents-es ayant bénéficié d'un avancement de grade par catégorie

	2016			2017			2018			2019			2020		
	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total
A	36	28	64	48	23	71	18	10	28	22	10	32	188	25	213
B	35	50	85	58	24	82	24	35	59	69	16	85	9	23	32
C	178	170	348	176	230	406	425	295	720	309	231	540	143	121	264
Total	249	248	497	282	277	559	467	340	807	400	257	657	340	169	509

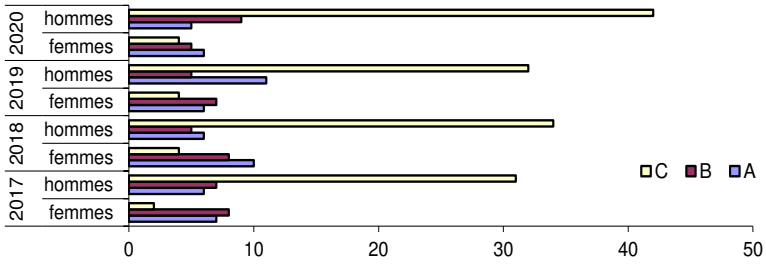
Le nombre d'agents-es ayant bénéficié d'un avancement de grade en 2020 est de 509/1306 promouvables (soit 38,97 % de promus)



11.1.6.2 Répartition des agents-es ayant bénéficié d'une promotion interne par catégorie

	2016			2017			2018			2019			2020		
	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total	femmes	hommes	total
A	4	6	10	7	6	13	10	6	16	6	11	17	6	5	11
B	11	9	20	8	7	15	8	5	13	7	5	12	5	9	14
C	2	17	19	2	31	33	4	34	38	4	32	36	4	42	46
Total	17	32	49	17	44	61	22	45	67	17	48	65	15	56	71

Le total des agents-es promus-ues en 2020 est de 71 / 4263 promouvables (soit 1,67 % de promus)



11.2 RÉMUNÉRATIONS *

11.2.1 RÉMUNÉRATIONS NETTES MENSUELLES MOYENNES PAR STATUT, PAR CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE ; RÉMUNÉRATIONS PAR DÉCILE

	Contractuels-les							
	A+		A		B		C	
filières	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
administrative		5 993	2 777	3 052	1 840	1 812	1 558	1 544
technique			3 560	4 235	1 980	2 118	1 550	1 874
culturelle	2 924		2 691	3 014	1 824	1 820	1 606	
sportive					1 800	1 886		
animation						1 699	1 561	
sanitaire et sociale	4 265	4 994	1 912		2 395		1 583	1 790
ploice municipale								

	titulaires							
	A+		A		B		C	
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes
	5 220	5 835	3 253	3 506	2 388	2 406	1 949	2 007
	4 926	5 560	3 321	3 836	2 424	2 648	1 907	2 194
	4 435	4 515	2 860	3 123	2 310	2 317	1 948	1 899
			3 485	2 746	2 359	2 527	2 297	2 306
					2 170	2 476	1 693	1 800
	5 208	5 087	2 734	2 787	2 526	3 015	1 906	2 314
				4 532	2 998	3 025	2 479	2 781

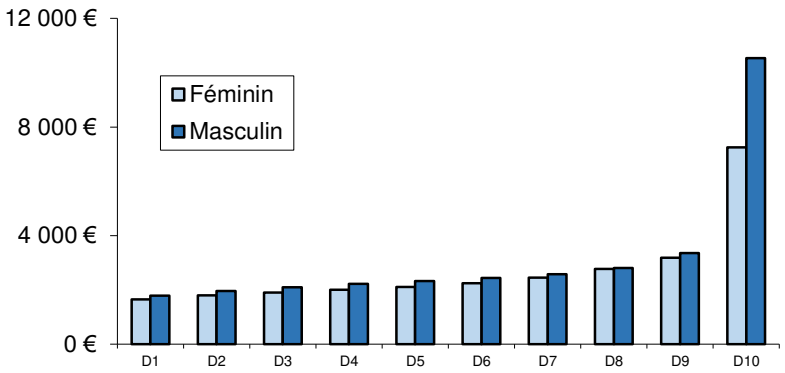
Définition des déciles par l'INSEE :

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales.
Ainsi, pour une distribution de salaires :

- le premier décile (noté généralement D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires ;
- le neuvième décile (noté généralement D9) est le salaire au-dessous duquel se situent 90 % des salaires.

Le premier décile est, de manière équivalente, le salaire au-dessus duquel se situent 90 % des salaires ; le neuvième décile est le salaire au-dessus duquel se situent 10 % des salaires.

	Féminin	Masculin
D1	1 652 €	1 785 €
D2	1 798 €	1 955 €
D3	1 903 €	2 102 €
D4	2 003 €	2 219 €
D5	2 104 €	2 321 €
D6	2 241 €	2 440 €
D7	2 453 €	2 573 €
D8	2 768 €	2 809 €
D9	3 182 €	3 354 €
D10	7 256 €	10 538 €



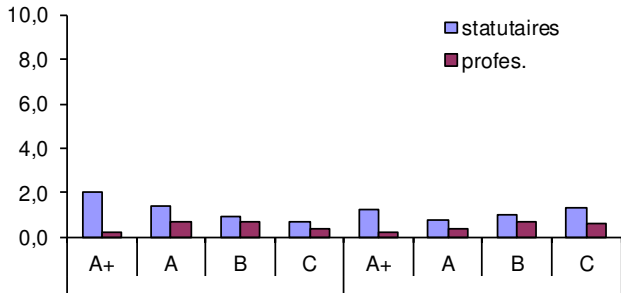
11.2.2 PART DU RÉGIME INDEMNITAIRE DANS LA RÉMUNÉRATION GLOBALE PAR CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE

	part des primes	
	femmes	hommes
A+	26%	30%
A	17%	18%
B	12%	13%
C	9%	13%
Total	13%	14%
Total	13,5%	

11.3 FORMATION

11.3.1 NOMBRE DE JOURS DE FORMATIONS STATUTAIRES (SUITE À CONCOURS OU CHANGEMENT DE CADRE D'EMPLOI), FORMATIONS PROFESSIONNELLES PAR CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE

	en nombre d'agents-es							
	femmes				hommes			
	A+	A	B	C	A+	A	B	C
formations statutaires	2,0	1,4	0,9	0,7	1,2	0,8	1,0	1,3
formations professionnelles	0,2	0,7	0,7	0,4	0,2	0,4	0,7	0,6

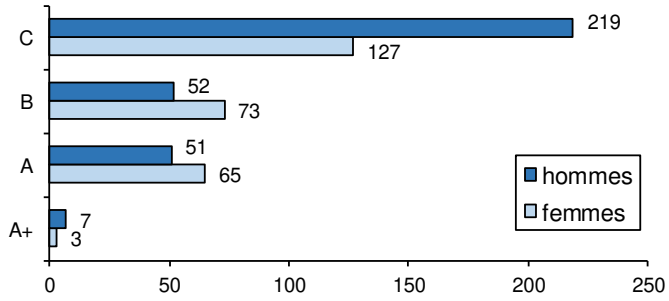


11.3.2 NOMBRE AGENTS-ES BÉNÉFICIANT DE CONGÉS DE FORMATIONS PROFESSIONNELLES ET FORMATIONS SUITE À CONCOURS INTERNE OU CHANGEMENT DE CADRE D'EMPLOI

- 1 femme et 3 hommes ont bénéficié de congés de formation en 2020

	femmes				hommes			
	A+	A	B	C	A+	A	B	C
formations statutaires	3	34	34	73	5	28	26	114
formations professionnelles		31	39	54	2	23	26	105

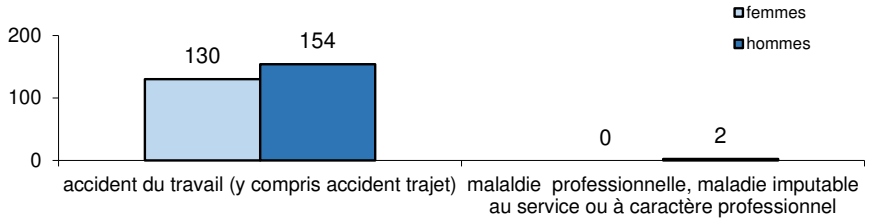
Nombre d'agents-es bénéficiant de formation suite à concours interne ou changement de cadre d'emploi.



11.4 CONDITIONS DE TRAVAIL

11.4.1 NOMBRE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL AU COURS DE L'ANNÉE 2020 ; NOMBRE DE MALADIES PROFESSIONNELLES ; NOMBRE D'ALLOCATIONS TEMPORAIRES POUR INVALIDITÉ (ATI)

	titulaires et stagiaires		Contractuels-les		total par genre		total
	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	
accident du travail (y compris accident de trajet)	114	141	5	2	130	154	284
mal. Profes., mal imputable au serv. Ou à caractère profes.	0	2	0	0	0	2	2
nombre d'allocations temporaires pour invalidité (ATI)	7	8	0	0	7	8	15

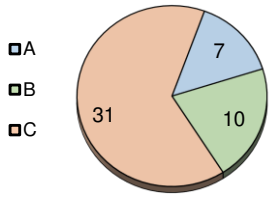


11.5 CONGÉS

11.5.1 CONGÉ DE PATERNITÉ ET D'ACCUEIL DE L'ENFANT PAR CATÉGORIE HIÉRARCHIQUE : NOMBRE AGENTS AYANT PRIS CE TYPE DE CONGÉ

	A	B	C	Total
nbre d'agents	7	10	31	48
nbre de jours d'absences	77	117	410	604

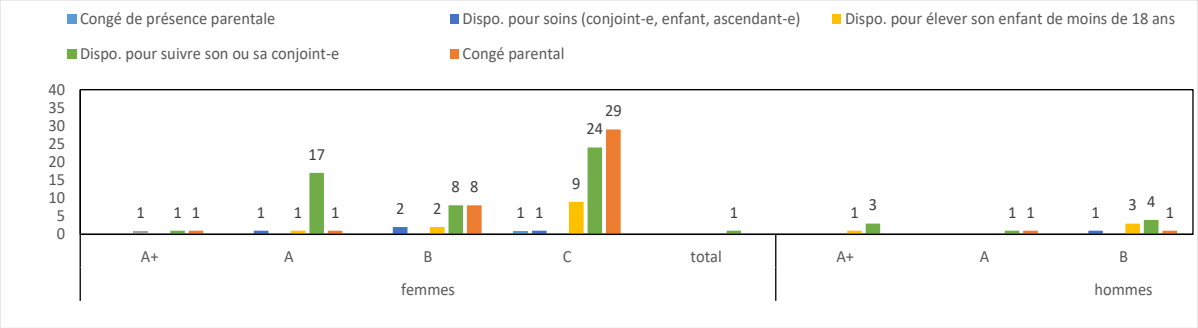
Nombre d'agents ayant pris un congé de paternité et d'accueil de l'enfant :



11.5.2 NOMBRE D'AGENTS-ES AYANT DES CONGÉS D'UNE DURÉE ÉGALE OU SUPÉRIEURE À SIX MOIS : CONGÉ PARENTAL, ADOPTION ET AUTRES CONGÉS LIÉS À LA FAMILLE, MISE EN DISPONIBILITÉ PAR MOTIF (ACCOMPAGNEMENT PERSONNES EN FIN DE VIE OU EN SITUATION DE DÉPENDANCE, CONVENANCE PERSONNELLE).

11.5.2.1 Nombre d'agents-es ayant des congés d'une durée égale ou supérieure à six mois : pour congé parental et autres congés liés à la famille (art 24)

	femmes					hommes				
	A+	A	B	C	total	A+	A	B	C	total
Congé de présence parentale				1	1					0
Congé parental	1	1	8	29	39			1	1	2
Dispo. pour élever son enfant de moins de 18 ans		1	2	9	12		1		3	4
Dispo. pour soins (conjoint-e, enfant, ascendant-e)		1	2	1	4				1	1
Dispo. pour suivre son ou sa conjoint-e	1	17	8	24	50	1	3	1	4	9
total	2	20	20	64	106	1	4	2	9	16



11.5.2.2 Nombre d'agents-es comptant au moins une absence pour motif familial sur l'année 2020

	femmes					hommes				
	A+	A	B	C	total	A+	A	B	C	total
Congé de présence parentale				4	4					0
Congé parental	4	6	16	56	82		1	1	2	4
Dispo. pour élever son enfant de moins de 18 ans		3	3	17	23		2		4	6
Dispo. pour soins (conjoint-e, enfant, ascendant-e)		1	2	1	4				3	3
Dispo. pour suivre son ou sa conjoint-e	1	27	14	37	79	2	4	2	4	12
Total	5	37	35	115	192	2	7	3	13	25

11.6 ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

11.6.1 ORGANISATION

11.6.1.1 Nombre de chartes du temps

Délibération cadre sur le temps de travail, 28 septembre 2018

11.6.1.2 Télétravail

Jusqu'au 17 mars 2020 et le premier confinement : 620 agents-es

Nombre de télétravailleuses : 432
Nombre de télétravailleurs : 188

Au 31 décembre 2020 : 3 097 agents-es
Nombre de télétravailleuses : 1 856
Nombre de télétravailleurs : 1 241

11.6.1.3 Les heures écrêtées

Agents fonctionnaires

	Hommes			Femmes			Total
	Cat A	Cat B	Cat C	Cat A	Cat B	Cat C	
Nombre d'heures écrêtées	9626	3754	3956	10500	5068	4036	36940
Nombre d'agents	221	169	226	386	266	308	1576

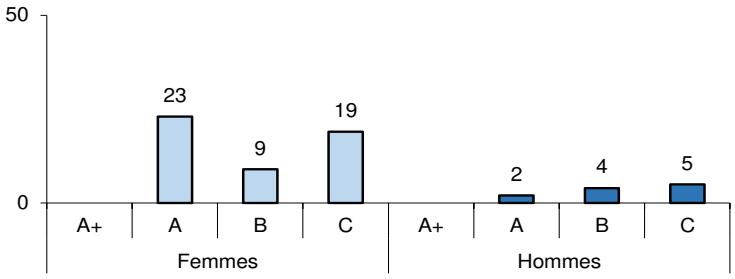
Agents contractuels permanents

	Hommes			Femmes			Total
	Cat A	Cat B	Cat C	Cat A	Cat B	Cat C	
Nombre d'heures écrêtées	1638	561	141	1978	571	84	4973
Nombre d'agents	51	27	2	84	35	9	208

11.6.2 TEMPS PARTIEL

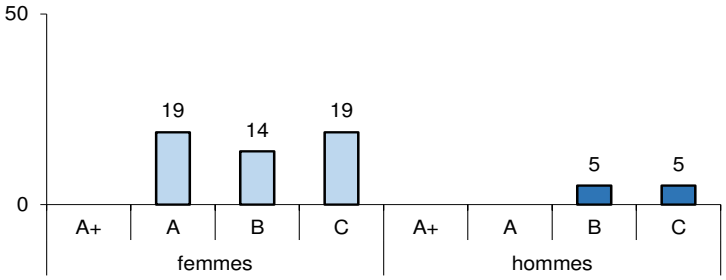
11.6.2.1 Nombre d'agents-es à temps plein bénéficiant d'un travail à temps partiel à leur demande par catégorie hiérarchique

en nombre d'agents-es							
Femmes				Hommes			
A+	A	B	C	A+	A	B	C
	23	9	19		2	4	5



11.6.2.2 Nombre d'agents-es à temps partiel bénéficiant d'un travail à temps plein à leur demande par catégorie hiérarchique

en nombre d'agents-es							
femmes				hommes			
A+	A	B	C	A+	A	B	C
	19	14	19			5	5



11.6.2.3 Dépenses d'action sociale pour garde d'enfants

Allocation garde d'enfants versée en 2020 : 1 426 € (12 agents-es concernés-es)

RAPPORT SOCIAL UNIQUE

Déclarations des organisations syndicales présentes au Comité technique du 8 novembre 2021

DECLARATION DE LA CFDT :

« À des fins de compréhension, nous tenions à informer les agents sur le fait que le « Rapport Social Unique » vient remplacer le "Bilan social".
En effet, depuis le 1er janvier 2021, les collectivités territoriales et établissements publics doivent établir un Rapport social unique (RSU) annuel, au titre de l'année écoulée.

Contenu du RSU
Le décret en date du 30 novembre 2020 relatif à la Base de Données Sociales (BDS) et au Rapport Social Unique (RSU) précise le contenu, les conditions et les modalités d'application de ces deux nouveaux outils de dialogue social.
Le décret donne notamment la longue liste des données concernées, chaque catégorie étant aussi déclinée en plusieurs sous-catégories :

- L'emploi ;
- Le recrutement ;
- Les parcours professionnels ;
- La formation ;
- Les rémunérations ;
- La santé et la sécurité au travail ;
- L'organisation du travail et l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail ;
- L'action sociale et la protection sociale ;
- Le dialogue social ;
- La discipline.

Le Rapport Social Unique intègre l'état de la situation comparée des femmes et des hommes.
En préambule, le Rapport Social Unique et le rapport de situation comparée femmes-hommes de 2020 ne varient que de très peu par rapport à celui de 2019 hormis l'ajout des données concernant le nombre de jours de carence par sexe et par catégorie ainsi que le nombre de sanctions disciplinaires durant l'année 2020. Concernant ce dernier point, la CFDT aurait souhaité que ces données soient différenciées en fonction des catégories statutaires pour en avoir une meilleure lecture.
En l'état, le rapport social ne permet toujours pas de mesurer le pyramidage des âges par grade dans chaque corps, ou l'ancienneté dans l'échelon terminal de chaque grade. Pour la CFDT, ces données sont indispensables si l'on veut pouvoir effectuer le suivi des carrières des agents.
La CFDT rappelle que la mise en place du protocole PPCR exige de pouvoir vérifier que tous les personnels déroulent bien leur carrière sur deux grades.
Certaines données sont à la baisse par rapport à 2019 comme l'absentéisme, le turn-over, les accidents du travail ou de trajet, les actions de formation…
Pour la CFDT, ces chiffres doivent être corrélés à la situation sanitaire de 2020, confinement, télétravail… qui ont forcément eu un impact sur ces données.

Après lecture, nous avons plusieurs commentaires à faire.

Concernant l'emploi :
Une légère baisse de l'effectif total qui passe de 8 268 agents en 2019 à 8 076 en 2020. Précisons que sur les 192 postes, 113 proviennent du départ des agents de l'Orchestre Philarmonique de Strasbourg.
L'Effectif des vacataires continue de progresser, 1 147 vacataires en 2019 pour 1 162 en 2020.
La CFDT ne s'étonne plus de cette progression puisqu'elle a compris depuis longtemps que pour certains services c'est le seul moyen de pouvoir continuer de fonctionner.
Par contre, la CFDT ne cessera de demander que la collectivité s'engage à ne plus générer de précarité en proposant à ces personnels des contrats leur ouvrant un minimum de droits.

Répartition par catégorie hiérarchique et statut
La répartition par catégorie statuaire est stable pour les C et les B, la part des cadres A a diminué de 6 %.
62 % des agents se situent en catégorie C, 16 % en catégorie B et 22 % en catégorie A.

La répartition statutaire est de 91,5 % de titulaires et 8,5 % de contractuels
Par contre, nous constatons dans la répartition de certaines filières qu'entre 2019 et 2020 il y a perte de postes de titulaires et augmentation des postes de contractuels.
Exemple :

- Filière Administrative : - 2 titulaires et + 21 contractuels
- Filière Technique : - 60 titulaires et + 24 contractuels
- Filière Sanitaire et Sociale : - 6 titulaires et + 10 contractuels
- Filière sportive : - 6 titulaires et + 4 contractuels

Pour les autres :
La filière Sécurité : - 6 titulaires
La Filière Animation : + 11 titulaires et + 4 contractuels
La filière Culturelle : - 1 titulaire et - 7 contractuels

La répartition par genre et par âge
Les femmes représentent 51,7 %, les hommes 48,3 %.
L'augmentation du pourcentage des femmes dans notre administration ne doit pas masquer une autre réalité, qui elle, ne change pas, elles sont toujours surreprésentées dans les filières administratives, sociales et d'animation.

Entrées et sorties
Le *turn-over* est passé de 20,49 % en 2019 à 9,62 % (effet de la crise COVID)
Total entrées : 571
Total sorties : 686
Flux entrées et sorties : -115
Les recrutements se décomposent comme suit pour 2020 : 294 contractuels, 93 statutaires

Le temps partiel
Le temps partiel ne représente que 8,11 % de l'ensemble de l'effectif et les femmes représentent **89,61 %** de l'ensemble des agents à temps partiel.

La carrière des agents
On observe une progression des titularisations, des avancements d'échelon, mais une diminution des avancements de grade. Pour les promotions, ce sont toujours les femmes de catégorie C qui sont les plus pénalisées. L'ascenseur social c'est l'affaire de tous…
Les heures supplémentaires baisses.

Effectifs non permanents

Une nette diminution chez les intermittents du spectacle, les agents contractuels pour surcroîts occasionnels, les CUI-CEC et les emplois d'avenir, les saisonniers.

Effet de la crise sanitaire pour certains. Pour d'autres, fin du dispositif Emplois d'avenir mais mise en place en 2021 **des emplois francs dont l'objet est de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. À suivre…**

Par contre, les vacataires ne cessent de progresser ; pour la CFDT cela devient insupportable. Nous demandons qu'une évaluation des besoins nous soit présentée.

Un peu plus d'apprentis + 6

Ainsi que 3 collaborateurs supplémentaires au Cabinet

L'absentéisme

Il tend à baisser, en particulier pour la maladie ordinaire, les accidents du travail, de trajet et la longue maladie ; par contre, il évolue pour la maladie professionnelle.

Certaines directions ont un taux d'absentéisme élevé, si pour certaines dont les métiers sont usants cela peut éventuellement se comprendre, pour d'autres nous nous interrogeons.

Une nouvelle donnée figure dans le rapport, elle concerne le nombre de jours de carence par sexe et par catégorie.

Le taux d'absentéisme a subi une légère baisse, on peut penser que cette diminution est imputable au contexte particulier de recours massif au télétravail.

La formation

Baisse du budget qui passe de 2 996 910 € à 2 325 343 €.

Le nombre total de journées de formation suivies a subi une nette baisse : il passe de 19 318 en 2019 à 10 797 en 2020.

Durant l'année 2019 le nombre de jours de formation moyen par agent était de :

- 3,7 pour un A,
- 3,4 pour un B,
- 2,5 pour un C.

Pour l'année 2020 il est de :

- 1,8, pour un A
- 1,7 pour un B
- 1,6 pour un C

Consommation de heures CPF

747 567 heures sur l'ensemble des compteurs CPF pour les agents de l'EMS.

Pour l'instant, 1 310 heures ont été mobilisées correspondant à 11 formations.

Entre 2019 et 2020 on observe une évolution du nombre de journées de formation suivies dans le cadre du CPF.

En 2020, 11 demandes de congés de formation ont été faites, 10 accordées au plan de formation, 4 réalisées. C'est 3 de plus qu'en 2019

Les accidents du travail

Ils sont en baisse, notamment pour les accidents de trajet et les accidents du travail, avec une baisse du taux de fréquence et de gravité. Par contre, si cette baisse impacte principalement les hommes, elle est en augmentation de 3 % chez les femmes. La tranche d'âge se situe entre 30 et 60 ans.

Travailleurs en situation de handicap :
Nous notons que la collectivité se situe au-delà du taux légal de 6 % (7,92 %) et qu'elle s'engage à continuer de porter une attention particulière aux recrutements de travailleurs en situation de handicap et au maintien à l'emploi des agents reconnus inaptes à leurs fonctions.
L'année 2020 est marquée par une baisse de recrutement des CDD sur article 38 ainsi que pour les apprentis, CAE-CUI-EA et service civique.
Il est toujours aussi difficile d'identifier les agents en situation de handicap pour les recrutements sur postes pérennes, CDD + ou - de 12 mois.
L'égalité de traitement est respectée dans les promotions internes.

Le reclassement :
Nous observons une poursuite de l'augmentation du nombre d'agents-es relevant du dispositif de reclassement. De nombreuses inaptitudes concernent des agents-es aux métiers identifiés à forte usure.
Les filières les plus représentées sont ainsi la filière technique (22) et la filière sanitaire et sociale (9).

Pour la **CFDT**, la collectivité doit être en capacité d'anticiper ces situations en intervenant bien en amont et des plans d'actions doivent être déclinés afin de pouvoir prévenir l'inaptitude.

L'activité médicale :
Pour 2020, la situation de ce service n'a guère évolué. Il continu de fonctionner en mode dégradé.
Le nombre d'examens cliniques est passé de 3 018 en 2019 à 1 991 en 2020 ainsi qu'une diminution des examens complémentaires. Conséquence de la crise sanitaire, avec des périodes de confinements et de télétravail.
Ce service a dû adapter son activité aux besoins sanitaires de la crise Covid impactant de fait le nombre d'examens. Il a participé activement aux réunions CHSCT en donnant des avis sur toutes les questions sanitaires, sur les plans de continuité d'activité et sur les plans de reprise des services

Les activités sociales :
La CFDT note une réduction des dépenses sociales entre 2019 et 2020 passant de 8 681 164 € à 7 879 613 €. Cette économie impacte principalement la participation de l'employeur aux frais de repas ainsi qu'aux frais de transport. Souhaitons que celle-ci soit remise à disposition de l'action sociale.

Les relations avec les partenaires sociaux :
Si volonté il y a d'avancer sur certains dossiers concernant l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail, nous regrettons que les effets qu'ils devaient induire ne soient pas à la hauteur de nos attentes.

La gestion de la crise sanitaire en 2020 a pris beaucoup de place dans le dialogue social. Cela a eu un impact sur l'avancée de certains dossiers, la CFDT espère que les négociations sur des sujets de fonds pourront enfin reprendre.

En conclusion :
Pour la CFDT, ce bilan regroupe de nombreux indicateurs RH qui reflètent le climat social, la santé, les conditions de travail, l'emploi, le déroulement de carrière… mais le fait qu'ils soient présentés séparément n'en facilite pas l'analyse. »

DECLARATION DE LA CGT :

« C'est un document complet et bien étayé au niveau des chiffres. Nous remercions l'Administration pour ce travail et pour la sincérité des données transmises.
Pour la CGT, on peut aisément s'appuyer sur ce document pour établir des revendications sur un certain nombre de points. Et c'est ce que nous allons faire en partant de 4 constats alarmants.

Le 1er constat : le taux de promotion interne (ou encore appelée promotion sociale car elle permet d'accéder à un cadre d'emploi supérieur, par exemple d'agent-e de maîtrise à technicien-ne) est de... 1,67 %! Pour la CGT, il faut être franc avec les agent-e-s : IL N'Y A PLUS DE PROMOTION INTERNE AU SEIN DE NOTRE MAISON ! Certes, c'est un des effets des quotas nationaux. Mais c'est aussi la conséquence de choisir le non-renouvellement des postes et de la contractualisation des emplois.

C'est pourquoi la CGT revendique ici le remplacement de tous les départs et, en l'absence de candidat interne, par des agent-e-s extérieur-e-s titulaire d'un concours (et, donc, fonctionnaires), et la fin de la contractualisation des postes.

Le 2e constat : Si nous avons déjà eu l'occasion d'en débattre à maintes reprises, ce bilan démontre de manière effarante l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes.

Ainsi, page 17 du bilan comparé, un tableau est édifiant. Ainsi, à titre d'exemple, **une femme catégorie A de la filière sanitaire et sociale gagne en moyenne 2 734 € quand un homme catégorie A de la filière technique gagnera en moyenne 3 836 €, soit près de 1 100 € de différence par mois, ou encore 13 200 € à l'année… UN SMIC !!!!**

C'est, au sein de notre collectivité, purement inadmissible !
C'est pourquoi la CGT revendique l'égalité salariale des cadres d'emploi identiques en alignant les filières les moins bien payées (essentiellement occupées par des femmes) sur la filière la mieux rémunérée.

Le 3e constat : Le bilan de la formation est à mettre entre guillemets pour 2020. En effet, l'effet de la pandémie et ses conséquences (confinement et télétravail), ont entraîné une baisse des formations. Toutefois, il s'avère que 90 à 95 % des formations sont des formations dites « professionnalisantes », c'est-à-dire attachées au métier déjà exercé par le l'agent-e. Or, si nos métiers bougent, évoluent, s'adaptent, il y en a aussi de nouveaux qui apparaissent. Par ailleurs, certain-e-s d'entre nous seront amené-e-s à bouger (soit parce que les postes ne seront plus les mêmes, soit pour des raisons de santé). Or, le reclassement est d'autant plus difficile que les salarié-e-s restent cloisonné-e-s dans leur profession.

C'est pourquoi la CGT revendique une ouverture plus grande et un accès plus grand à des formations de tout genre pour celles et ceux qui le souhaitent, permettant ainsi de découvrir d'autres métiers et de pouvoir envisager soit un reclassement soit une réorientation de carrière différente.

Le 4e constat : Dernier point particulièrement choquant, et qui apparaît page 20 du bilan comparé : **36 940 heures de travail écrêtées !!** Cela représente environ l'équivalent de 23 postes à temps complet. La CGT ne savait pas que les agent-e-s travaillaient gratuitement pour notre belle maison ! Sérieusement : c'est inacceptable. Cette situation est surtout problématique pour les cadres d'emploi

B et A, qui, débordé-e-s par leur charge de travail mais néanmoins investis dans leurs missions acceptent d'être dans cette situation. Mais les risques pour leur santé sont indéniables : *burn-out*, maladie cardio-vasculaire et/ou cérébrale, etc. Et la collectivité avance la possibilité de changer de mode de gestion du temps de travail en se basant sur la confiance, c'est-à-dire en évacuant le pointage. Pour la CGT, vu la situation, il n'est pas question de l'envisager car les débordements seraient encore pires et personne n'en saurait rien !

C'est pourquoi la CGT revendique la remise à plat des organisations du travail, et du personnel supplémentaire pour mettre un terme à cette situation particulièrement alarmante. »

DECLARATION DE LA FA-FPT :

« Le document présenté est très complet, et nous renseigne sur un grand nombre de points. Le bilan 2020 est forcément atypique en raison des circonstances sanitaires particulières que nous avons connues.
Il manque cependant d'explications claires et renvoie simplement de thèmes à thèmes, certes en lien les uns avec les autres, mais sans pour autant vraiment nous éclairer.

Ainsi, en lisant le document, l'un des 1ers points d'interrogation qu'à la FA par rapport aux annonces faites par la collectivité, concerne **l'annonce relative aux embauches faites par le nouvel exécutif**. C'est un point de clarification que nous vous avions promis d'évoquer récemment, notamment lors de la réunion de négociation globale. En page 27 de ce document, on peut lire que notre collectivité a enregistré un solde négatif de 115 agents permanents en 2020. Or selon les annonces faites par le nouvel exécutif il est envisagé de créer 300 emplois, aussi nous voudrions avoir quelques précisions concernant le décompte envisagé, s'agit-il par conséquent d'inclure le déficit d'agents constaté au cours de l'année 2020 dans ces créations d'emplois, ou bien ces 300 créations d'emplois s'ajoutent-elles au déficit que nous venons d'évoquer ?

En page 43, la FA relève que nous avons eu une **baisse significative des stagiaires**, plus de 40 % alors que nous étions déjà dans une phase de baisse, dans ce cadre la FA s'interroge sur le rôle social qu'a à jouer notre collectivité.

Pouvez-vous nous donner la raison d'une évolution aussi défavorable de cette situation?

En matière de formation, la FA constate une érosion au fil des ans des budgets et heures de formation dispensés aux agents. Mais ce qui nous interroge tout particulièrement concerne les proportions entre les heures de formations dispensées et la thésaurisation des heures de CPF dont disposent les agents.

Que faut-il en effet penser, lorsque l'on compare les heures de formation organisées par la collectivité sur une année, alors qu'il y a environ dix ans de jours de formation stockés sur le CPF, et quasiment 20 ans par rapport à l'usage réel du CPF ?

Cela est absolument considérable et doit pousser la collectivité à se poser de réelles questions sur le sujet, la connaissance et l'usage du dispositif par les agents en premier lieu.

Dernière remarque et nous arrêtons sur ce point, la FA note aussi que les heures de CPF disponibles des agents représentent, quant à elles, environ 470 ETP annuels, soit environ 7 % des effectifs de la collectivité.

Concernant les accidents de travail, la FA a également des interrogations, qui méritent un éclairage étant donné que celui-ci va à l'inverse de la tendance générale. En effet, lorsque l'on regarde ce point en p. 72, on relève que les accidents évoluent en nombre selon l'âge des agents, sauf au-delà des plus de 60 ans et cela même en essayant d'équilibrer les ratios entre la tranche des plus de soixante ans avec celles des « quinquas » représentant la tranche précédente, qui sont 3 fois et demi plus nombreux.

Est-ce le fruit du travail de prévention ou de reclassement mis en place par la DRH, ou les agents sont-ils tellement fatigués que les accidents peuvent être largement anticipés ? Voici une interrogation qui mériterait à notre avis d'être clarifié.

Dans le rapport comparé H/F en lisant le document, on relève certes que les femmes disposent d'une rémunération moyenne moindre que celle des hommes. Mais, il n'y a aucune explication de ces différences.

- Est-ce lié au temps partiels qui sont 4 fois plus nombreux chez les femmes que chez leurs homologues masculins ?
- Est-ce lié à leur ancienneté dans les échelons ou grades qui sont alors moindres ? (Puisqu'en général plus jeunes) ?
- Est-ce lié à leur représentativité au sein des filières? Or nous savons que les RI sont très différents d'une filière à l'autre? (Ne faut-il pas faire des comparaisons filière par filière ?) Car c'est justement ce qui permet aussi à la collectivité d'être attractive ou non pour certains cadres d'emploi. Trouver le bon équilibre n'est en effet pas chose aisée.

À notre sens il faudrait être plus précis et étayer davantage ces affirmations.

Il est certes possible, en concaténant l'ensemble des informations présentes dans le document, de retrouver les explications, mais au prix d'une démarche longue et laborieuse.

D'autres exemples de ce type ne manquent pas. Il serait peut-être judicieux de faire des bilans sociaux par filière, et de les comparer entre eux. Une vision plus juste et plus précise serait ainsi possible.

Voici très synthétiquement les points saillants que nous avons souhaité relever pour ce bilan 2020. »

51

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Synthèse de l'activité 2020 des sociétés à capitaux mixte de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1636

Les représentant.es des collectivités au conseil d'administration (CA) ou au conseil de surveillance (CS) des sociétés d'économie mixte et sociétés publiques locales sont tenu.es de soumettre, au moins une fois par an, un rapport écrit à l'approbation de l'organe délibérant de la collectivité actionnaire (art L1524-5 alinéa 14 du Code général des collectivités territoriales).

Les rapports ci-joints portent sur la période d'activité correspondant au dernier exercice comptable clos en 2020 et présentent les comptes annuels, bilans et comptes de résultat approuvés par les assemblées générales en 2021.

La Ville de Strasbourg est actionnaire de 7 sociétés d'économie mixte, dont 2 sociétés dans lesquelles elle est majoritaire, et d'une société publique locale. La participation totale de la Ville dans le capital de ces sociétés s'élève à 12,9 M€ en 2020.

Organismes	Représentants de la Ville de Strasbourg
Habitation moderne (Sem)	Lucette TISSERAND, Présidente du CA Suzanne BROLLY Benjamin SOULET Khadija BEN ANNOU Salah KOUSSA Floriane VARIERAS Rebecca BREITMANN
Réseau GDS (Sem)	Antoine DUBOIS, Président du CA Anne-Marie JEAN Aurélie KOSMAN Syamak AGHA BABAEI Christel KOHLER
Strasbourg événements (Sem)	Salem DRICI, Président du CS

Organismes	Représentants de la Ville de Strasbourg
Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins) (Sem)	Pierre OZENNE Marc HOFFSESS Antoine NEUMANN
Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus) (Sem)	Pierre OZENNE
Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers) (Sem)	Jean WERLEN, Président du CA Suzanne BROLLY Christelle WIEDER Catherine TRAUTMANN
Locusem (Sem)	Benjamin SOULET Jean WERLEN Pierre ROTH
Société publique locale des deux rives (Spl)	Jean WERLEN, Président du CA Anne-Marie JEAN Françoise SCHAETZEL Rebecca BREITMANN Anne-Pernelle RICHARDOT

Les Sem de la Ville réalisent en 2020 un chiffre d'affaires total de près de 163 M€, génèrent un résultat global de 12,7 M€ et emploient 644 personnes.
En 2021, Réseau GDS et la Sers ont versé près de 3 M€ de dividendes à la Ville de Strasbourg au titre de l'exercice précédent.
Les chiffres d'affaires 2020 les plus importants relèvent des secteurs suivants : logement (Habitation moderne), développement économique (Réseau GDS, Strasbourg événements, Samins, Locusem), aménagement (SERS, SPL 2 rives) et déplacements (Parcus).
La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a produit des effets variables sur la santé financière des établissements publics locaux selon leur secteur d'activité.
Ainsi, si certains ont été peu ou pas impactés, d'autres l'ont été plus fortement, par exemple dans les secteurs de l'accueil de la rencontre économique ou du stationnement. Toutefois, même pour ces sociétés, la crise sanitaire n'est pas de nature à générer une incertitude significative dans la continuité d'exploitation.

LES FAITS MARQUANTS 2020

En 2020, l'activité des sociétés s'est caractérisée par :

Habitation moderne : deuxième bailleur social de l'Eurométropole de Strasbourg, son patrimoine comprend, au 31 décembre 2020, 10 462 logements.
La réduction du loyer de solidarité (RLS) instituée par la loi de finances pour 2018 continue de grever annuellement les produits des loyers locatifs à hauteur de

2,8 M€. Cette disposition sera réexaminée en 2022. Elle a un fort impact sur la capacité d'autofinancement des organismes et ralentit les programmes d'investissement et d'entretien du parc
Habitation moderne génère en 2020 un chiffre d'affaires de 67,24 M€, pour un résultat net de 3,7 M€.
Concernant le développement, 190 nouveaux logements conventionnés (dont 58 en VEFA) ont été livrés en 2020, dont une Maison Urbaine de Santé à la Cité de l'Ill et la fin des travaux de réhabilitation du quartier du Wihrel.
Par ailleurs, 413 chantiers de logements sont en cours cette année, pour un montant de 66,7 M€.

Enfin, d'importantes opérations de réhabilitation ont été engagées en 2020, notamment :
- la réhabilitation de la résidence Humann ;
- des études sur les espaces extérieurs (ESPEX 23).

Le plan d'investissement 2021-2030 a été actualisé, il prévoit notamment sur 10 ans la livraison de 1 463 logements pour un montant de 221 M€, ainsi que la réhabilitation et la rénovation de 2 163 logements pour un montant de 102 M€, soit un investissement global de 323 M€ sur 10 ans.

Locusem : Locusem a pour objectif de créer de nouvelles capacités d'accueil dans les quartiers et les secteurs en rénovation, en réalisant et en gérant des pôles de commerces de proximité et des locaux d'activités pour les très petites entreprises (TPE), pour lesquelles l'offre est actuellement insuffisante. Elle dispose aujourd'hui d'un patrimoine d'environ 20 000 m² très diversifié.

En 2020, la SEM a bénéficié d'une recapitalisation à hauteur de 4 M€ (dont 2,25 M€ par l'Eurométropole, 0.75 M€ par la Ville de Strasbourg et 1 M€ par la CDC), en vue de réaliser le nouveau plan d'affaires 2021-2025. Les premiers éléments de ce plan prévoient la réalisation d'environ 12 000 m² de surface pour un budget de 19,8 M€ à destination d'un public divers.
Le chiffre d'affaires s'établit à 998 K€ en 2020 contre 944 K€ en 2019.
La Société affiche une progression soutenue du chiffre d'affaires depuis plusieurs années au fil du lancement de nouvelles opérations ; au final, le résultat net présente un bénéfice de 163 K€.

Réseau GDS : Après l'entrée en vigueur, au 1er juillet 2018, du nouveau tarif « ATRD 5 » caractérisé par une forte baisse de la grille tarifaire, 2020 a été le second exercice impacté pleinement par les pertes de chiffre d'affaires et de marge d'exploitation qui en sont les conséquences. L'effet tarifs étant conjugué à une diminution des quantités acheminées, l'activité génère un chiffre d'affaires de 49,7 M€, en baisse de 8,3 %, et un résultat net de 5,4 M€ contre 7,7 M€ l'exercice précédent.

La saison 2019-2020 a été marquée par plusieurs temps forts avec notamment :
- la poursuite du développement du réseau de distribution de gaz naturel avec un total de 119 communes ;
- la montée en puissance de RCUA et RCUE qui exploitent 11 réseaux de chaleur ;

- la création et prise de participation de 82 % dans la SAS R-PAS (Réseau de chaleur du Port Autonome de Strasbourg) ;
- le développement des activités supportant les projets en énergies renouvelables (biométhane, hydrogène renouvelable à partir de thermolyse de biomasse, etc.) à travers R-ENR et R-Hynoca.

Enfin R-GDS a entamé les travaux de constitution de son dossier tarifaire pour le futur tarif ATRD 6 qui entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

Strasbourg événements : L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire de la Covid-19 qui a conduit à la fermeture administrative des équipements. Un plan de continuité des activités a été mis en place par la SEM ainsi qu'un plan de réduction des coûts avec notamment le recours à l'activité partielle.

Après un espoir de reprise à la sortie du confinement et la tenue de la Foire européenne en septembre 2020, une nouvelle fermeture des équipements a eu lieu en octobre. Au final, l'impact sur le chiffre d'affaires de l'année 2020 est réel puisque celui-ci s'élève à 5,6 M €, soit le quart du chiffre d'affaires réalisé en année biennale comparable. Malgré le plan d'économies et les aides de l'État et des collectivités, les pertes s'élèvent à 1,3 M€.
Néanmoins, de belles perspectives pour le développement des activités se dessinent.

Samins (marché d'intérêt national de Strasbourg) : Le MIN est occupé par 39 entreprises et organismes.
La crise sanitaire de la Covid-19 a eu de lourdes conséquences sur l'année 2020 en termes d'activité avec une baisse des volumes négociés et des mesures de restriction mises en œuvre pour lutter contre la pandémie : la fermeture des marchés de plein vent lors du 1er confinement, les fermetures de restaurants et l'interdiction des manifestations et évènements a parfois lourdement impacté les grossistes. Ainsi, la quantité totale de marchandises réceptionnées sur les marchés (frais et secs) est en baisse en 2020 à 123 631 tonnes (-14,6% par rapport à 2019).

La crise n'a toutefois pas eu d'effet significatif sur le patrimoine ou la santé financière de la Sem, dont le chiffre d'affaire est resté stable et qui n'a eu qu'un recours limité au chômage partiel. Celui-ci s'établit à 2 666 K€, en léger repli de - 1%, pour un résultat net de 124 K€.
La majeure partie de ce chiffre est assurée par les recettes des locations qui restent constantes à 2,2 M€ en 2020.

Parcus : Au 31 décembre 2020, Parcus exploite 9 863 places de parking. 3 980 places (40% du total) sont situées dans les ouvrages délégués par la Ville sous mandat de gestion ou l'Eurométropole de Strasbourg, 5 883 soit 60% sont exploitées pour le compte d'autres personnes publiques ou privées, en propre ou via ses filiales PARSEM ou Coubertin.
La crise sanitaire a eu un fort impact sur les comptes annuels de PARCUS sur l'exercice 2020. La Sem a assuré la continuité de sa mission de service public en mode dégradé pendant les confinements et en recourant au chômage partiel pour une partie du personnel de terrain et au télétravail pour le personnel administratif. La baisse d'activité touristique et culturelle dans l'agglomération et le télétravail, ont eu un impact économique fort sur l'activité de la Sem. Il en résulte un important recul du chiffre d'affaires horaires sous

l'effet conjugué de la baisse de la fréquentation et de la diminution de la durée moyenne de stationnement, le chiffre d'affaires abonnements restant maîtrisé.
Ainsi, le chiffre d'affaires (CA) 2020 s'élève à 7,9 M€ contre 11 M€ en 2019 (-28%) et le résultat net ressort à -98 K€ contre + 1,39 M€ l'exercice précédent.

Sers : Positionnée comme l'une des toutes premières sociétés d'économie mixte de France dans le secteur du développement local, la Sers développe trois métiers :
- l'aménagement de l'espace et des sites complexes (son activité première et traditionnelle) ;
- la construction d'équipements et leur rénovation ;
- la gestion de patrimoine, notamment dans le secteur de l'immobilier, des parkings, de la performance énergétique et des loisirs (golfs, cinéma).

Malgré la crise sanitaire et un chiffre d'affaires en baisse de 42 % par rapport à 2019 (soit 15,7 M€ contre 27,3 M€ en 2019, lié au ralentissement de l'activité « aménagement » et au report de ventes), le résultat net après impôt s'élève en 2020 à 4 532 K€ contre 3 852 K € en 2019, et au final les performances 2020 sont supérieures à celles budgétées.

SPL des Deux Rives : La SPL gère la concession d'aménagement de la ZAC Deux Rives et s'est vue attribuée en 2017 la concession relative à la rénovation, le financement et l'exploitation des bains municipaux.
La concession d'aménagement de la ZAC Deux Rives constitue en 2020 la principale activité de la SPL. En termes de commercialisation, à l'issue de l'exercice, sur un total de 444 640 m² de surface de plancher cessibles à l'échelle de la ZAC, des programmes sont contractualisés (actes ou promesses de vente) à hauteur de 67 644 m².
Par ailleurs, la SPL exerce désormais une deuxième activité avec le projet de restructuration des bains municipaux dont elle assume le portage opérationnel et le risque financier.

Le chiffre d'affaires de la société, en forte hausse, s'élève en 2020 à 16 M€, contre 6 M € en 2019. Il est principalement composé des cessions d'actifs de l'exercice (ZAC des Deux Rives).

L'ensemble des comptes-rendus d'activité est consultable en annexe à la délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

les rapports annuels d'activité 2020 des représentant.es permanent.es de la Ville de Strasbourg dans les conseils d'administration ou conseil de surveillance des sociétés suivantes :

- *Habitation moderne,*
- *Locusem,*
- *Réseau GDS,*
- *Strasbourg événements,*
- *Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg (Samins),*
- *Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg (Parcus),*
- *Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg (Sers),*
- *SPL des Deux Rives*

informe

que les comptes-rendus d'activité sont consultables en annexe à la délibération.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142542-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21








Rapports d'activité 2020

588 concernant les sociétés dans lesquelles la Ville de Strasbourg est actionnaire







Strasbourg.eu
eurométropole

Direction de la commande publique responsable
Service Partenariats – Edition décembre 2021

589

SOMMAIRE

Panorama 5

Logement — Habitation moderne 9

Développement économique — Locusem 15
Réseau GDS 21
Samins (*Société d'aménagement et de gestion du marché d'intérêt national de Strasbourg*) 27
Strasbourg événements 33

Déplacement – stationnement — Parcus (*Société des parkings de l'EMS*) 39

Aménagement — Sers (*Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg*) 45
SPL des 2 Rives 51

Elus représentant la Ville de Strasbourg dans les sociétés à capitaux mixtes 57

Lexique 59

Tableau récapitulatif des sociétés d'économie mixte 65

591

PANORAMA 2020

La Ville est actionnaire de 8 sociétés

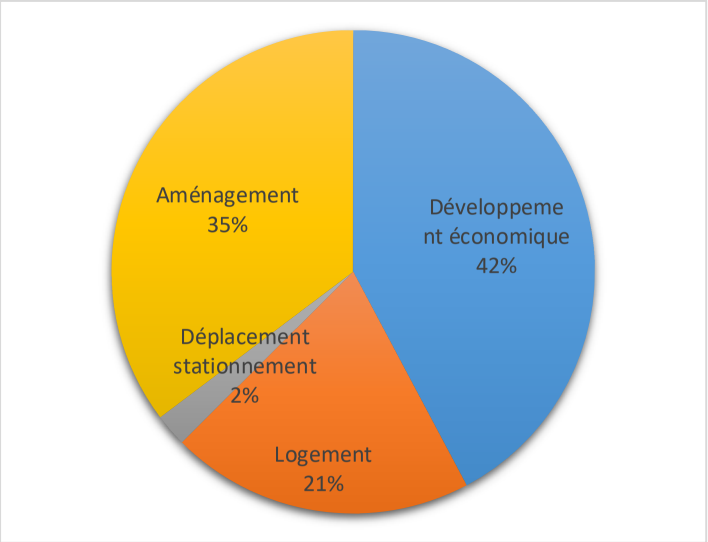
Société	*participation en %*
Habitation moderne	52,76
Réseau GDS	50,06
SPL les deux rives	50,00
Sers	25,29
Samins	24,78
Strasbourg événements	16,70
Locusem	16,22
Parcus	10,00

592

Les sociétés à capitaux mixtes les plus anciennes

1914 Gaz de Strasbourg a repris une concession datant de 1856

Répartition par domaine d'activité de la participation de la Ville dans le capital des sociétés



Nombre de sociétés dont la Ville est actionnaire	*2019*	*2020*
dans lesquelles la Ville détient une part de capital :	8	8
dont celles dans lesquelles la Ville détient au moins 50% du capital	3	3

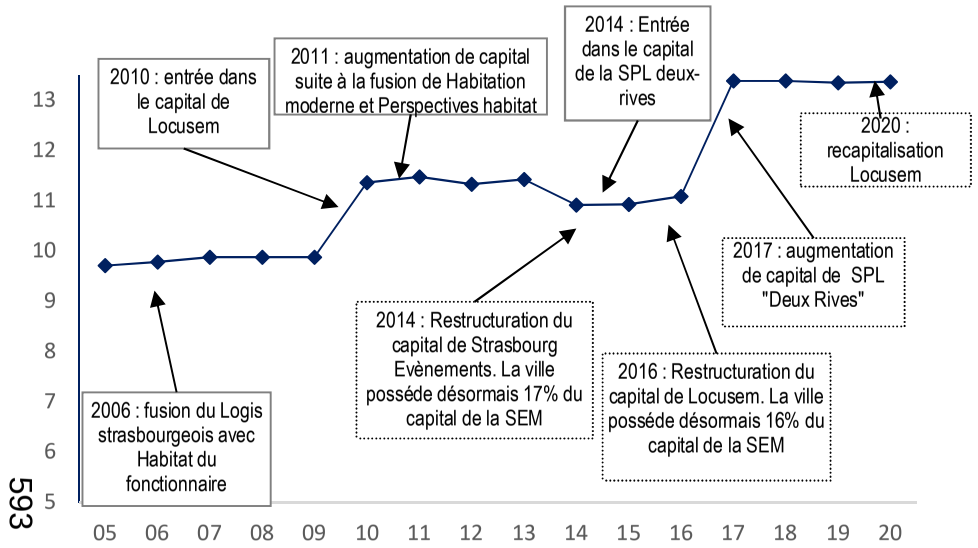
Participations dans le capital (en millions d'euros)	*2019*	*2020*
des sociétés dont la Ville est actionnaire :	12,85	12,87
dont celles dans lesquelles la Ville détient au moins 50% du capital	8,19	8,19

Effectif des sociétés	*2019*	*2020*
dans lesquelles la Ville est actionnaire :	679	644
dont celles dans lesquelles la Ville détient au moins 50% du capital	441,8	417

Nombre de sociétés dont le résultat est	*2019*	*2020*
bénéficiaire :	8	6
déficitaire :	0	2

Évolution de la participation de la Ville au capital des sociétés au 31/12/2020

En millions d'€

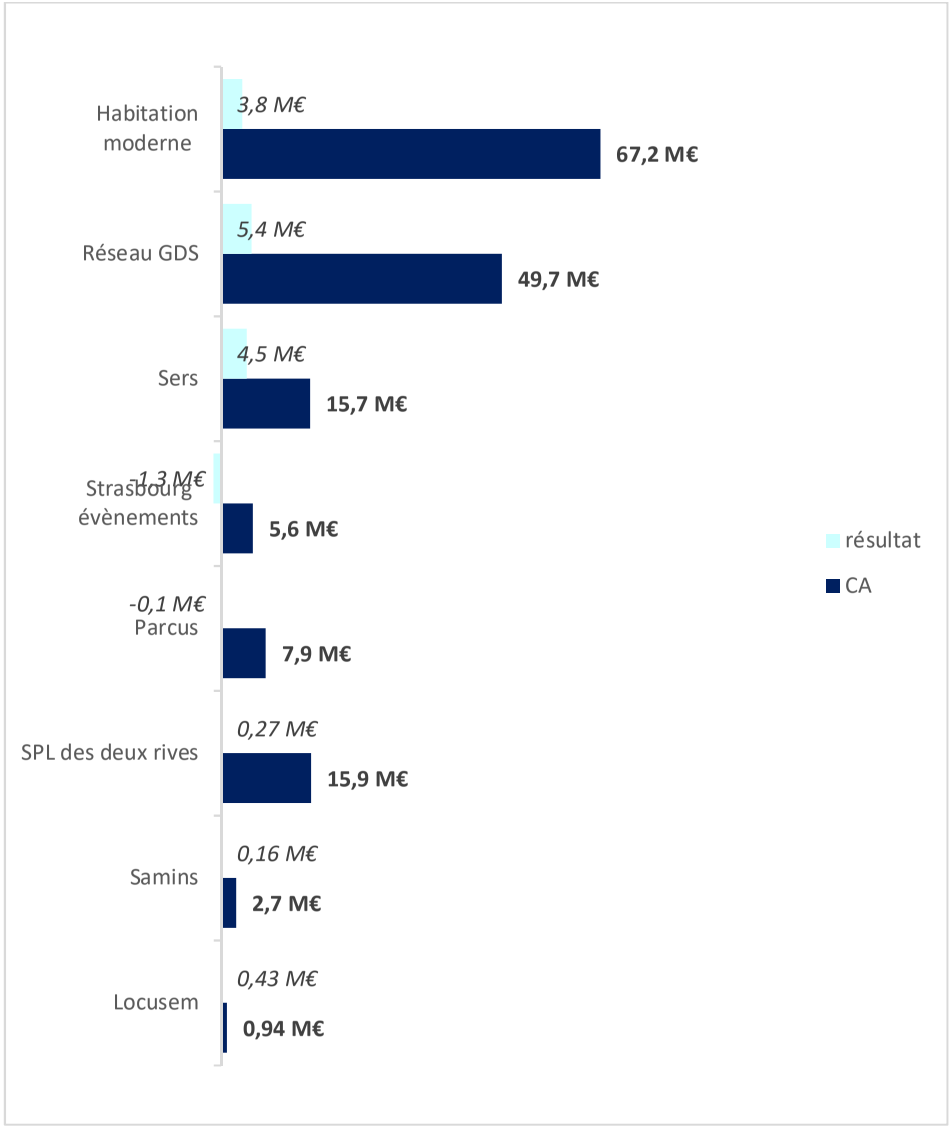


On note une grande diversité dans le poids économique des sociétés dans lesquelles la Ville est actionnaire. En 2020, les cinq chiffres d'affaires les plus importants relèvent du secteur de l'immobilier-logement (Habitation moderne), du développement économique (Réseau GDS,), de l'aménagement (Sers, SPL des deux rives) et du secteur stationnement.

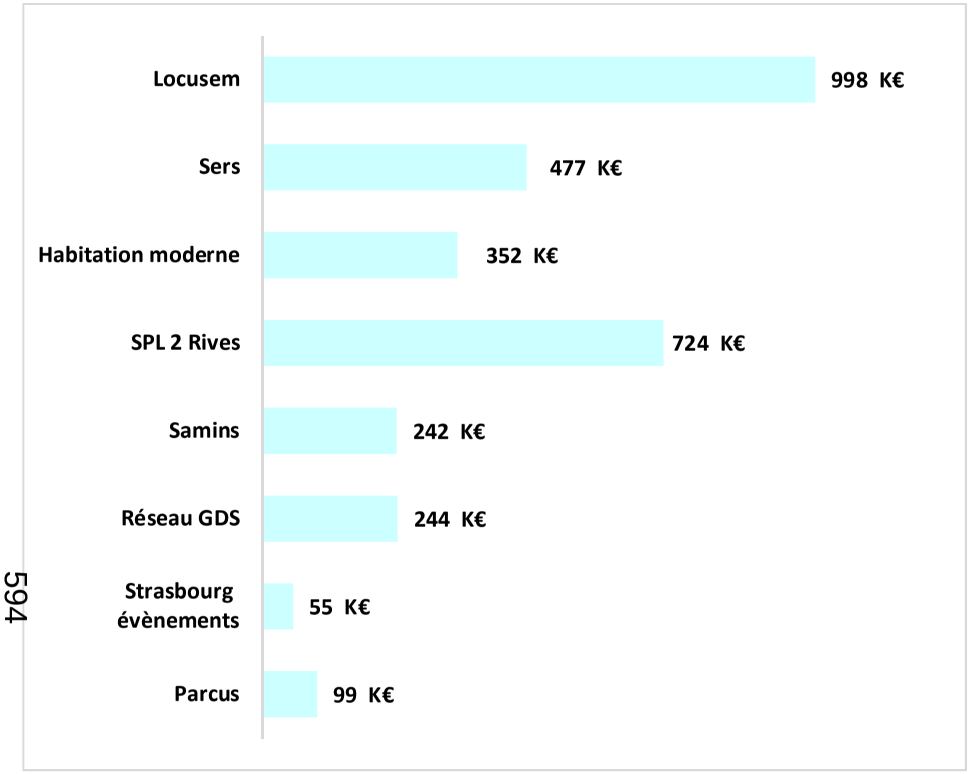
La Ville de Strasbourg est majoritaire dans le capital d'Habitation moderne et de Réseau Gaz de Strasbourg qui réalisent respectivement un chiffre d'affaires de 67,2 M€ (contre 83,5 M€ en 2019) et 49,7 M€ (contre 54,2 M€ en 2019).

La liste actualisée des élus-es de l'EMS présidents-es ou membres des conseils d'administration des Sem de l'EMS figure en page 57 du rapport.

Résultat et chiffre d'affaires 2020 en millions d'euros



Chiffre d'affaires 2020 par salarié en K€



594

Ce graphique reflète la grande variété de chiffre d'affaires par salarié, le ratio allant de 55 K€ à 998 K€ selon les sociétés. Ceci traduit les spécificités des secteurs d'activité notamment en termes d'effectifs. Certaines activités sont en effet plus « consommatrices » de main d'œuvre (ex : des stationnements) que d'autres (ex : logement, aménagement).

Dividendes 2020

Réseau gaz de Strasbourg a versé à la Ville de Strasbourg au titre de l'exercice 2020, 2,7 M€ de dividendes, la Sers 0,29 M€.

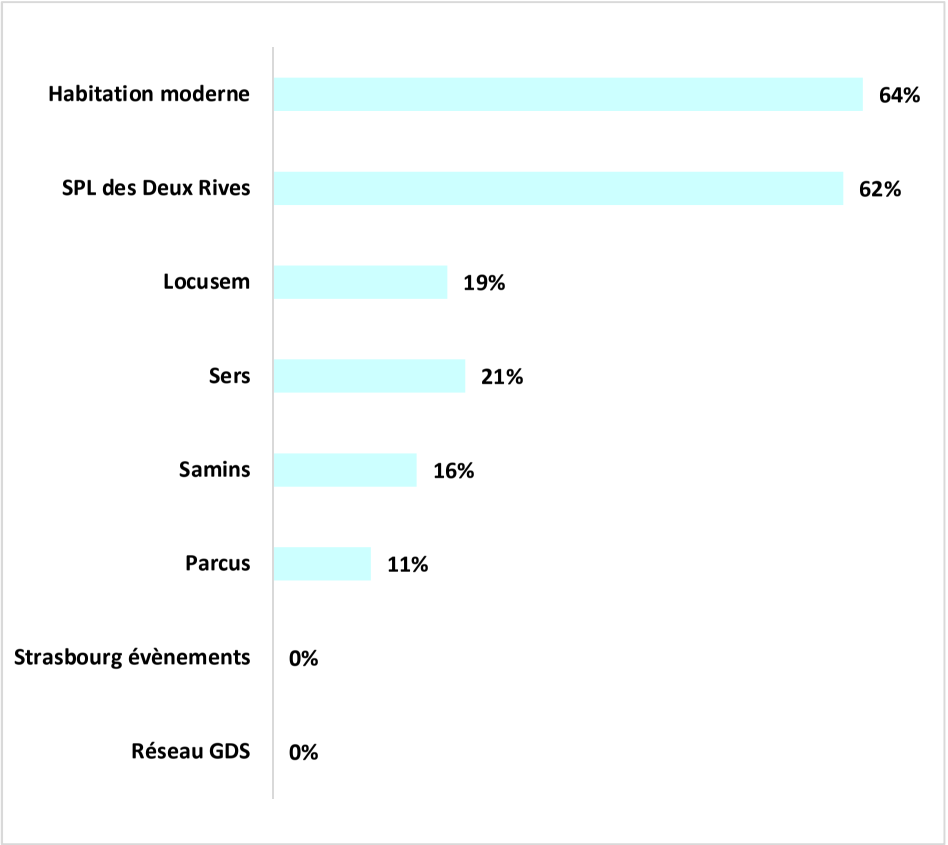
Endettement

(Montant des dettes à moyen-long terme rapporté au total du bilan)

Ce ratio mesure le degré de dépendance financière des sociétés : plus le ratio est élevé, plus la société est endettée.

Un ratio de plus de 50% observé auprès des opérateurs de logement social s'explique par les spécificités de ce secteur. Les montages de projets sont généralement adossés à la garantie des collectivités territoriales.

Par ailleurs, le ratio d'endettement peut traduire l'effort d'investissement de la société.



595

HABITATION MODERNE

Territoire :

Eurométropole et hors Eurométropole.

Activités :

La construction et la gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, d'immeubles de toute nature :

- patrimoine propre (10 462 logements, dont 84,9 % conventionnés, 133 locaux commerciaux et associatifs, 2 895 garages et 1 772 places de parking),
- gestion du patrimoine municipal et eurométropolitain : 569 logements, 174 autres locaux (commerciaux, professionnels, associatifs et occupés par les services de la Ville), 174 garages et réserves et 8 jardins.
- Gestion du patrimoine de la SAEML LOCUSEM

Objectifs :

- la construction ou l'acquisition/rénovation d'environ 200 logements par an, dans le respect du principe de mixité sociale et de réponse notamment aux besoins de publics spécifiques (étudiants, jeunes ménages, familles monoparentales, personnes handicapées, personnes âgées…)
- La réhabilitation et l'entretien de son parc le plus ancien, dans une optique de maintien de son attractivité et de sa qualité ;
- l'élargissement de l'activité vers d'autres réalisations et produits immobiliers (logement libre, équipements, locaux d'activité…).

Principales réalisations en 2020 :

- livraison d'une Maison Urbaine de Santé à la Cité de l'Ill,
- livraison de 190 logements neufs conventionnés (dont 58 en VEFA),
- fin des travaux de réhabilitation du quartier du Wihrel

HABITATION MODERNE

Fusion avec HLM Perspectives Habitat le 29 juin 2011
Constitution d'un Pôle de l'Habitat avec Ophéa (ex Cus Habitat) en 2013
Constitution d'une Société de Coordination (Emha) avec Ophéa et le Foyer Moderne de Schiltigheim en 2020

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
24 route de l'Hôpital - CS 30062
67027 Strasbourg Cedex
☏ 03 88 32 52 10 🖷 03 88 75 79 25
www.habitation-moderne.fr

Créée le 26 novembre 1951
Capital : 1 500 000 €

Président : Lucette TISSERAND (depuis le 31/08/2020)
Directeur général : Virginie JACOB

Objet social : la construction et la gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, d'immeubles de toute nature (en France et à l'étranger).

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 191 Etp, dont 41 cadres, 41 agents de maîtrise et 109 employés et ouvriers
Commissaire aux comptes : SFA AUDIT

FILIALES ET PARTICIPATIONS au 31/12/2020

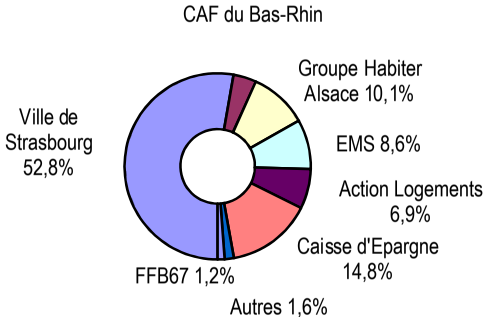
sociétés	*forme juridique*	*capital détenu*	*capital social nominal*
SERS	SAEM	534 418 €	8 000 000 €
Caisse d'épargne Grand Est Europe	société coopér.	546 740 €	235 000 000 €
SIBAR	SAEM	579 €	500 000 €
BPALC	société coopér.	22 500 €	337 125 000 €
SACICAP Alsace	société coopér.	1 280 €	192 000 €
DOMIAL	SA HLM	320 €	NC
Strasbourg Eurométropole accession	SCI	24 500 €	NC
Locusem	SAEM	500 000€	11 243 772 €
OFS Alsace	SCIC SA	7500 €	2 320 000SSNC
EMHA	SAC	20 000€	

CONSEIL D'ADMINISTRATION exercice clos au 31 décembre 2020

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	Jusqu'au ~~30/08/2020~~ **: Philippe BIES** Depuis le 31/08/2020 **: Lucette TISSERAND**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	Jusqu'au **30/08/2020: Caroline BARRIERE, Bornia TARALL, Luc GILLMANN, Syamak AGHA BABAEI, Annick NEFF, Jean WERLEN** Depuis le 31/08/2020 **: Khadija BEN ANNOU, Rebecca BREITMAN, Suzanne BROLLY, Salah KOUSSA, Benjamin SOULET, Floriane VARIERAS**
	Eurométropole de Strasbourg	Jusqu'au 28/06/2020 **: Alain JUND** Depuis le 31/08/2020 **: Bruno BOULALA**
	Groupe Habiter Alsace	Christian KIEFFER
	Caisse d'Épargne GRAND EST EUROPE	Yves FERRON
	CAF du Bas-Rhin	Jacques BUISSON
	Fédération Française du Bâtiment Section du Bas-Rhin (FFB67)	Vanessa WAGNER depuis le 05 mars 2019, Jean-Claude Douglas MULLER depuis mai 2020
	Action Logement Immobilier (depuis le 9 mars 2017)	Bernard MAESANI
Censeurs	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	pour 2021) Jean-Michel LEHMANN (en 2020)
	Chambre des métiers d'Alsace	Maurice KAROTSCH
	Ville de Kehl	Thomas WUTTKE
Représentants des locataires :	Confédération Syndicale des Familles (CSF)	Micheline LUIS
	Association ALIS-UNLI depuis le 11 octobre 2019	Carima LIZAD

REPARTITION DU CAPITAL au 31/12/2020

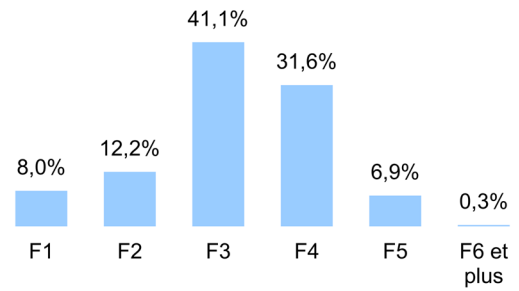
actionnaires	*nbre d'actions*
Ville de Strasbourg	**43 888**
Caisse d'Épargne Grand Est Europe	12 345
DOMIAL GHA	8 415
Eurométropole de Strasbourg	**7 150**
Action Logement Immobilier	5 771
CAF du Bas-Rhin	3 300
Fédération Française du Bâtiment Section du Bas-Rhin (FFB67)	990
Autres	1 327
Total	83 186



Les indicateurs

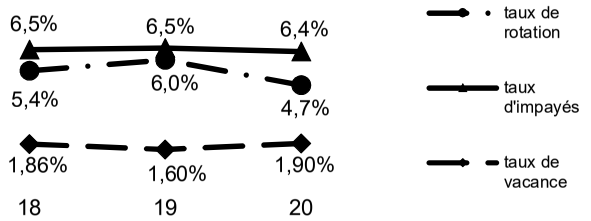
❖ **ACTIVITE** *(hors patrimoine Ville)*

Répartition 2020 du parc selon la taille des logements



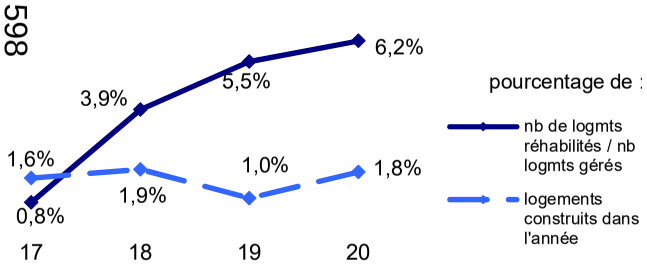
Evolution des principaux indicateurs de gestion

- *taux de rotation : nb de baux dénoncés rapportés au nb de logements gérés*
- *taux d'impayés : loyers impayés rapportés au quittancement total théorique*
- *taux de vacance : loyers non perçus du fait de la vacance rapportés au quittancement total théorique*



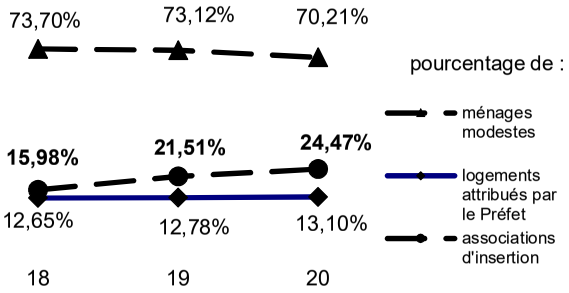
Effort de réhabilitation et de construction

* nb de logements dont la réhabilitation ou la construction s'est achevée dans l'année de référence, rapportés au nb de logements du parc

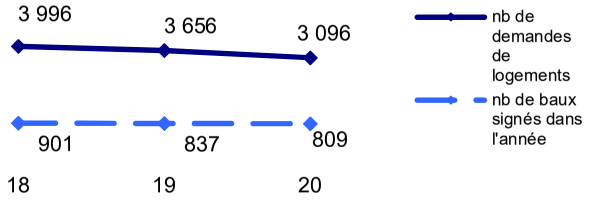


Attribution des logements de l'année

* le taux d'attribution aux ménages modestes est calculé sur la base du ratio PLA/PLU

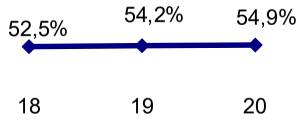


Évolution des demandes départementales de logements et de baux signés



Bénéficiaires de l'APL

En pourcentage du parc conventionné



Habitation moderne assure trois missions :

- la gestion de son patrimoine propre situé à Strasbourg, Ostwald, Fegersheim, Lipsheim, Eschau, Oberhausbergen, Plobsheim, La Wantzenau, Souffelweyersheim, Vendenheim, Lampertheim, Wolfisheim, Hœnheim, Eckbolsheim, Lingolsheim, Schiltigheim, Holtzheim, Reichstett, Mundolsheim, Entzheim et Kehl ;
- la gestion du patrimoine privé de la Ville de Strasbourg et de l'Eurométropole par le biais d'un mandat de gestion locative et d'un mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée ;
- la gestion du patrimoine de la SAEML Locusem.

En 2020, 190 logements neufs et commerces ont été mis en service.

Le patrimoine comprend, au 31 décembre 2020, 10 462 logements, soit + 1,8 % entre 2019 et 2020.

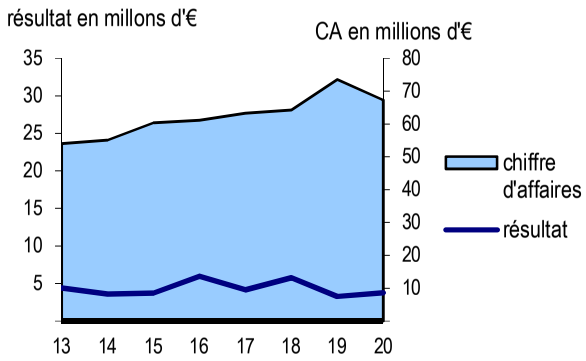
Habitation Moderne est ainsi le deuxième bailleur social de l'Eurométropole de Strasbourg.

Par ailleurs, la société mène depuis les années 90 une politique volontariste de réhabilitation de son parc.

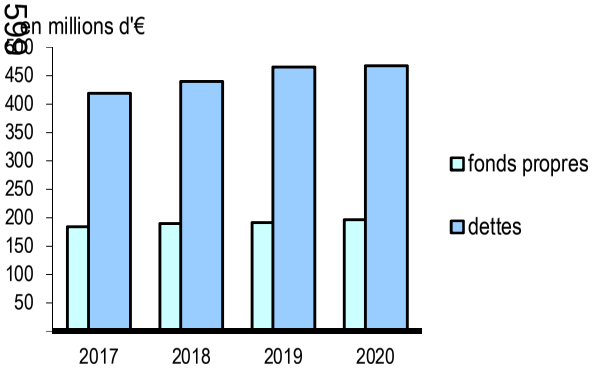
En 2015, Habitation moderne a créé une SCI avec Cus habitat et Pierre et Territoires, la « SCI Strasbourg Eurométropole accession », afin de mettre en commun leurs compétences pour développer l'accession sociale à la propriété sur l'agglomération strasbourgeoise.

En 2016, la société a développé son réseau de partenaires en prenant une participation à hauteur de 4,45 % dans le capital de la SEM Locusem, dont l'objet est la réalisation et la gestion de pôles de commerces de proximité et de locaux d'activités pour les très petites entreprises.

La réduction du loyer de solidarité (RLS) instituée par la loi de finances pour 2018 continue de grever annuellement les produits des loyers locatifs à hauteur de 2,8 M€. Cette disposition sera réexaminée en 2022, elle a un fort impact sur la capacité d'autofinancement des organismes et ralentit les programmes d'investissement et d'entretien du parc



Évolution du résultat et du chiffre d'affaires



Évolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont composés de l'ensemble passif hors dettes et comptes de régularisation.

L'exercice se traduit par une diminution du chiffre d'affaires de 8,5 % à 67 M€, liée principalement à ~~la forte~~ une baisse de l'activité de promotion immobilière atypique enregistrée en 2019, et par un résultat net positif de 3,7 M€.

L'activité 2020

À fin 2019, 51 % du patrimoine est situé en quartier prioritaire de la Ville (QPV).

Le patrimoine QPV est principalement situé à la Cité de l'Ill, à la Montagne verte, au Neuhof et à Koenigshoffen. Les logements hors QPV de la société sont situés dans les autres communes et autres quartiers de Strasbourg.

Le développement et la réhabilitation du patrimoine

Concernant le développement, 190 nouveaux logements conventionnés (dont 58 en VEFA) ont été livrés en 2020, dont une Maison Urbaine de Santé à la Cité de l'Ill et la fin des travaux de réhabilitation du quartier du Wihrel.

Par ailleurs, 413 chantiers de logements sont en cours cette année, pour un montant de 66,7 M€.

Enfin, d'importantes opérations de réhabilitation ont été engagées en 2020, notamment :

- la rénovation thermique de 367 logements à la Montagne-Verte ;
- la réhabilitation de la résidence Humann ;
- des études et travaux sur les espaces extérieurs des grands ensembles d'habitat (ESPEX 23).

La gestion du patrimoine propre

La société gère en propre un parc locatif de 10 462 logements, dont 84,9 % conventionnés, 133 locaux commerciaux et associatifs, 2 895 garages et 1 772 places de parkings.

L'essentiel du parc propre de la société est composé de logements de taille intermédiaire avec 72 % de logements de type F3-F4. 7,2% des logements se composent de 5 pièces ou plus.

Au sein du parc conventionné, la part des locataires bénéficiant de l'APL s'élève à 54,9 %.
57 % des locataires ont des ressources inférieures à 60 % du plafond PLUS (Prêt locatif à usage social) et sont donc éligibles au PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).

La gestion locative 2020 se caractérise par l'attribution de 809 logements.

Les ratios de gestion locative sur le parc propre témoignent toujours d'une gestion saine et maîtrisée :

- à hauteur de 2,02 % (1,66 % en 2019), le taux de perte sur vacance a fortement augmenté du fait du contexte sanitaire (obligation de suspension des attributions et remises en état de logements durant le confinement) ; celle-ci est estimée (loyer et charge) à près de 1,31 M€ en 2020 ;
- le taux d'impayés théorique des locataires est stable, il ressort à 6,4 % ;
- le taux de rotation nette (hors mutation interne) évolue à 6,55 % (contre 7,8 % en 2019) notamment par les effets des confinements.

La Direction du patrimoine se compose de 98 personnes, elle comprend notamment une régie de maintenance importante répartie sur 5 secteurs et constituée de tous les corps de métiers, permettant proximité et réactivité sur le terrain. Au 31 décembre, 17 345 interventions ont eu lieu.

La gestion du patrimoine municipal et métropolitain

La Ville a procédé à un appel d'offres, auquel l'Eurométropole s'est ajointe, pour la gestion de son patrimoine : au 31 décembre 2020 : la Sem gère pour le compte des deux collectivités un patrimoine de 653 lots pour la Ville de Strasbourg et 361 lots pour l'Eurométropole, dont au total 569 logements et 174 locaux commerciaux et associatifs.

Tous types de locaux confondus, les recettes des loyers, charges comprises, sur le patrimoine municipal s'élèvent à 6,8 M€ et à 702 K€ sur le patrimoine de l'Eurométropole. Bien que moins nombreux (17 %), les commerces et locaux

professionnels représentent près de la moitié du chiffre d'affaires (44 %).
En contrepartie, les dépenses engagées représentent 1,1 M€ pour la Ville et 0,28 M€ pour l'EMS.

À fin 2020, la vacance représente 47 % du patrimoine de l'Eurométropole (ce taux de vacance élevé s'explique par l'importance du patrimoine préempté en vue d'opérations d'urbanisme et laissé vacant afin de faciliter l'engagement de ces opérations) et seulement 15 % du patrimoine municipal.

Les impayés totalisent 14 % du chiffre d'affaires sur le patrimoine municipal et 32 % sur le patrimoine eurométropolitain.

La société a réalisé des travaux d'entretien courant pour près de 358 K€ sur le patrimoine municipal et 105 K€ sur le patrimoine de l'Eurométropole.

En outre elle gère, au titre d'un second mandat, la maîtrise d'ouvrage des travaux à réaliser sur les bâtiments de la Ville et de l'Eurométropole, respectivement pour 13,6 et 1,9 M€.

Le chiffre d'affaires diminue

Habitation moderne génère en 2020 un chiffre d'affaires de 67,24 M€, en diminution de 8,56 % par rapport à 2019.

Cette diminution s'explique principalement par une atypique activité de promotion immobilière enregistrée en 2019 avec la livraison de la cantine scolaire des Poteries.

Il est constitué des loyers pour 49 M€ (stable par rapport à 2019), des charges locatives pour 15,3 M€ (stable par rapport à 2019), des recettes de l'activité de promotion immobilière (0,4 M€), et des prestations (dont les recettes du mandat de gestion du patrimoine municipal, EMS, Locusem et SERS) pour 1,4 M€.

Les autres produits (8,8 M€) intègrent notamment les reprises de provision et transferts de charges (3,7 M€), les certificats d'énergie (1,4 M€) et la production immobilisée et stockée (2,6 M€).

Les charges d'exploitation diminuent de 1,5 % par rapport à 2019.

Les frais de personnels à 12,5 M€ diminuent de 0,96 % ; on constate depuis 2018 une stabilité des effectifs et de la masse salariale qui permet de maitriser l'évolution des coûts salariaux.

Par ailleurs les frais de gestion non récupérables auprès des locataires ont pu baisser de 12 % grâce à un lissage des honoraires en raison des projets décalés dans le temps.

Enfin, les dépenses de maintenance courante s'élèvent à 4,1 M€ et sont stables par rapport à 2019.

L'EBE dégagé, qui mesure la performance économique de la société, ressort à 26 M€ contre 25 M€ en 2019. Le taux d'EBE à 37 % marque la bonne santé opérationnelle de l'entreprise.

Les dotations aux amortissements et provisions s'élèvent à 26,7 M€ (+9,1 %). Elles comprennent une provision de perte de VNC pour une opération de démolition.

Le résultat financier affiche un déficit (-5,2 M€) lié aux emprunts bancaires dédiés aux investissements ; le résultat exceptionnel s'élève à 4,8 M€ et est principalement constitué des subventions d'investissement et des dégrèvements de taxe foncière (il y a eu une cession d'une parcelle en 2020). Il est en forte hausse du fait des variations importantes des dégrèvements de taxe foncière perçus (1,2 M€ contre 0,6 M€ en 2019).

Au final, le résultat net est en progression de 0,4 M€ à 3,7 M€ : il est supérieur aux prévisions et dégage une marge nette (résultat/chiffre d'affaires) de 5,24 %.

La structure du bilan est saine

La situation nette de la société (fonds propres hors subvention d'investissement) évolue à la hausse en 2020 à 118,2 M€ (+3,2 % par rapport à 2019).

La structure bilancielle est saine, les fonds propres représentant 28 % du total bilan.

La capacité d'autofinancement s'élève à 25,1 M€, elle permet de payer les annuités d'emprunts (14,2 M€) et de

dégager un autofinancement de 10,9 M€.

La trésorerie est en augmentation à 51 M€ ; elle représente environ 9 mois de quittancement.

Le total des dettes financières de la société augmente de 4,7 M€ à près de 447 M€. L'endettement financier progresse mais reste supportable, le montant des annuités d'emprunts représentant 46 % du montant des loyers, contre 45 % pour la moyenne nationale.

Les perspectives

Les impacts de la crise sanitaire se sont traduits pour Habitation moderne par :

- des pertes de chiffres d'affaires tels que des loyers d'habitation en raison des retards de livraison de chantiers immobilisés à la suite des confinements successifs ;
- des surcoûts pour les chantiers en cours qui ont dû être suspendus sur la période de confinement ;
- une perte de valorisation des coûts internes affectés aux opérations.

Bien que cette situation de crise sanitaire n'ai pas impacté le taux d'impayé au titre de l'exercice 2020, la situation du marché économique actuellement fragile, et à l'avenir incertain, peut dégrader le taux d'impayés à tout moment.

En 2021, la société a prévu la livraison de 95 logements neufs conventionnés (dont 14 en VEFA), la réalisation d'un établissement médico-social pour l'association Adapei Papillons Blancs d'Alsace, le démarrage des travaux ESPEX 23 dans le quartier de la Montagne-Verte, la fin des travaux de réhabilitation rue Humann (60 logements) et la fin des travaux ESPEX 23 dans le quartier du Wihrel.

Le plan d'investissement 2021-2030 a été actualisé, il prévoit notamment sur 10 ans la livraison de 1 463 logements pour un montant de 221 M€, ainsi que la réhabilitation et la rénovation de 2 163 logements pour un montant de 102 M€, soit un investissement global de 323 M€ sur 10 ans.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	888 724 147	295 720 085	593 004 062	591 735 194
Immobilisations incorporelles	21 263 230	2 390 906	18 872 324	18 525 675
Immobilisations corporelles	865 351 858	293 329 179	572 022 679	571 143 994
Immobilisations financières	2 109 059	-	2 109 059	2 065 525
Actif circulant	74 470 652	3 576 647	70 894 005	65 662 997
Stocks	3 769 776	36 769	3 733 007	1 953 420
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	19 424 112	3 539 878	15 884 234	16 036 079
Disponibilités & VMP	51 276 764	-	51 276 764	47 673 498
Comptes de régularisation	636 859	-	636 859	636 384
Total	**963 831 658**	**299 296 732**	**664 534 926**	**658 034 575**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	190 994 072	187 246 228
Capital social	1 500 000	1 500 000
Primes d'émission, de fusion,..	14 035 185	14 035 185
Réserves	82 171 458	78 363 172
Report à nouveau	16 845 997	17 377 690
Résultat de l'exercice	**3 703 966**	**3 276 594**
Subventions d'investissement	72 737 466	72 693 587
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	5 368 159	4 366 580
Dettes	467 332 895	465 283 377
Emprunts	447 726 261	442 997 916
Avances et acomptes	2 341 541	2 520 884
Dettes	17 265 093	19 764 577
Comptes de régularisation	839 796	1 138 390
Total	**664 534 922**	**658 034 575**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	67 247 164	73 546 083
Production stockée	1 863 264	-3 164 929
Production immobilisée	1 625 232	2 587 849
Subventions d'exploitation	94 429	52 047
Reprises sur provisions, transferts de charges	3 726 744	5 268 676
Autres produits	1 516 987	343 699
Total	76 073 820	78 633 425
Charges d'exploitation		
Achats	3 708 734	5 259 493
Variation de stocks (stock initial-stock final)	70 559	103 046
Services extérieurs	23 389 607	25 015 605
Impôts, taxes et versements assimilés	5 844 947	6 087 134
Charges de personnel	11 609 563	11 434 270
Dotations aux amortissements et provisions	26 149 475	24 285 162
Autres charges	1 134 834	827 625
Total	71 907 719	73 012 335
RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 166 101**	**5 621 090**
Produits financiers	363 966	675 654
Charges financières	5 635 186	6 207 034
RESULTAT FINANCIER	**-5 271 220**	**-5 531 380**
Produits exceptionnels	5 808 417	4 347 281
Charges exceptionnelles	935 690	1 160 397
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4 872 727**	**3 186 884**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**3 767 608**	**3 276 594**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

LOCUSEM



Territoire :

Eurométropole de Strasbourg, avec un objet statutaire élargi à la France et à l'étranger.

Objet social :

Réalisation d'études, d'opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier. Plus généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités énoncées ci-avant ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Objectifs :

Participer à la politique de développement économique sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

La société développe sa nouvelle activité

Depuis 2010, la société développe une nouvelle activité. Le champ d'action de Locusem s'inscrit dans le cadre de la feuille de route stratégique de Strasbourg Eco 2020 ; son objet est le développement des petites entreprises, de l'économie sociale et solidaire et des initiatives économiques dans les quartiers, en particulier sur les territoires délaissés par les investisseurs en cours de rénovation urbaine, pour promouvoir un territoire solidaire offrant plus d'emplois.

LOCUSEM (ex-SAIEM CUS)

Société anonyme d'économie mixte de l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social :
25 rue de Lausanne
67 000 Strasbourg
Gestionnaire administratif : groupement Habitation Moderne-CFCA-D2H dont Habitation Moderne est le mandataire
www.locusem.eu

☏ Bernard MATTER : 06 34 45 21 23

Créée le 12 août 1975
Capital : 14 261 256,90 €

Présidente : Hülliya TURAN

Directeur général : Bernard MATTER

Objet social : étude, construction, aménagement, rénovation, acquisition, location, vente, gestion immobilière et entretien d'immeubles collectifs ou individuels et d'équipements publics ou privés, et plus généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux activités énoncées ci-avant ou susceptibles d'en faciliter la réalisation

Effectif moyen : 1 Etp (Directeur général)
Mise à disposition de personnel : Habitation Moderne, cabinets D2H CFCA

Commissaires aux comptes : Cabinet FCN

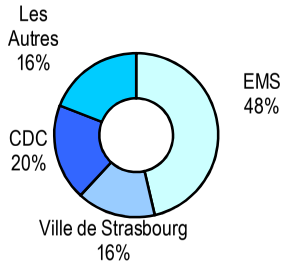
Service référent : Direction du développement économique et de l'attractivité

CONSEIL D'ADMINISTRATION (au 31/12/2020)

fonction	*personne morale / physique représentée*	*nom*
Administrateurs	**Ville**	**Benjamin SOULET, Pierre ROTH, Jean WERLEN**
	Eurométropole de Strasbourg	**Hülliya TURAN, Nathalie JAMPOC-BERTRAND, Anne-Marie JEAN, Nicolas MATT, Joël STEFFEN, Caroline ZORN, Valérie WACKERMANN**
	Caisse des dépôts et consignations	Alexandre SCHNELL
	Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Olivier CHAMBAUD
	Caisse d'Épargne Grand Est Europe	Olivier VIMARD
	OPHEA	Jean-Bernard DAMBIER
	Habitation Moderne	Virginie JACOB
	Banque Populaire	Aimé ADDED
	Crédit Coopératif	Sébastien GRUN (remplacé par Marie-Aline WATRIN-TAGLANG le 23 mars 2021)
Censeur	SOFIDAL - ES	Bernard KEMPF

REPARTITION DU CAPITAL (au 31/12/2020)

Actionnaires (après augmentation)	*nbre d'actions*	*% détention*
Eurométropole de Strasbourg	**853.171**	**48,46**
Ville de Strasbourg	**285 592**	**16,22**
Caisse des dépôts et consignations	356 506	20,25
Banque fédérative du Crédit Mutuel	59.461	3,38
Caisse d'Épargne Grand Est Europe	57.455	3,26
OPHEA	53.807	3,06
Habitation Moderne	53.806	3,06
Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	28.397	1,61
Crédit Coopératif	12.354	0,70
SOFIDAL – ES	100	0,01
Total	**1.760 649**	**100%**



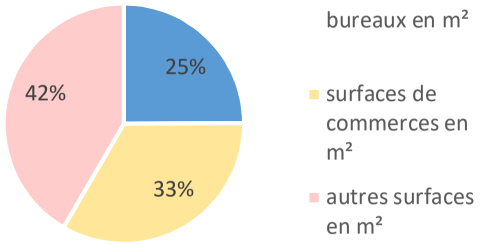
FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société	*Forme juridique*	*% de Capital détenu*	*Capital Social nominal*
Bérénice Racine	S.A.S.	51,00	1 000 000 €
Kaléidoscoop immobilière	S.A.S	51.00	1 500 000 €

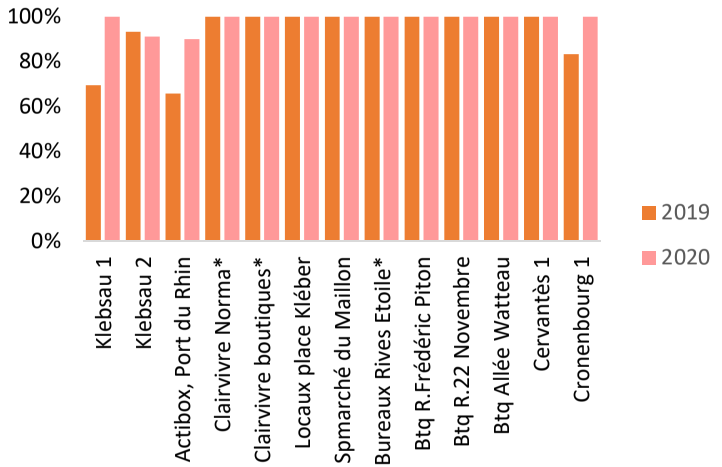
Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

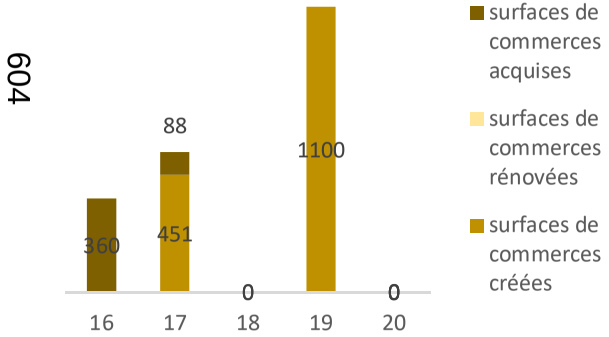
Répartition du patrimoine de la société en 2020



Taux d'occupation



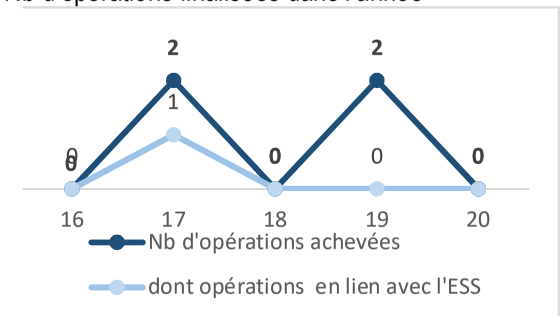
Évolution des surfaces de commerces



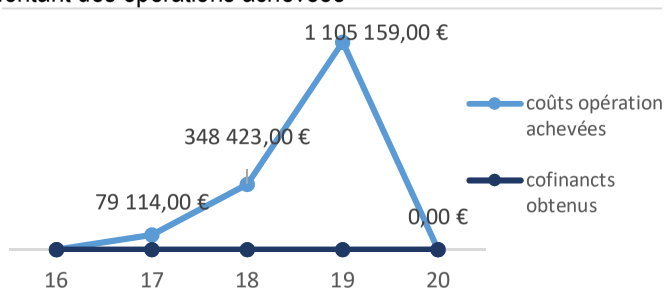
Évolution des autres surfaces



Nb d'opérations finalisées dans l'année



Montant des opérations achevées



La SAIEM CUS a assuré jusqu'au 1er janvier 2000 la gestion des logements, commerces et du centre médico-social de la Fondation Spach par bail emphytéotique conclu entre la société et la Ville de Strasbourg. Le patrimoine ayant été cédé à la Société anonyme d'HLM Logiest, la SAIEM CUS, qui n'exerçait plus aucune activité, avait été mise en sommeil.

En 2010, la société, rebaptisée Locusem, a été réactivée, recapitalisée et a étendu son objet social.

Par commission d'appel d'offre du 6 décembre 2018, le groupement Habitation Moderne-CFCA-D2H est attributaire de la gestion de la Sem pour une durée de 2 ans renouvelables avec effet au 1er janvier 2019. Le siège social a été transféré rue de Lausanne au 1er avril 2018 afin de mutualiser les services avec la Sem Habitation Moderne, devenue nouveau mandataire de Locusem.

Locusem a pour défi de créer de nouvelles capacités d'accueil dans les quartiers et les secteurs en rénovation, en réalisant et en gérant des pôles de commerces de proximité et des locaux d'activités pour les très petites entreprises (TPE), pour lesquelles l'offre est actuellement insuffisante. Elle dispose aujourd'hui d'un patrimoine d'environ 20 000 m² très diversifié.

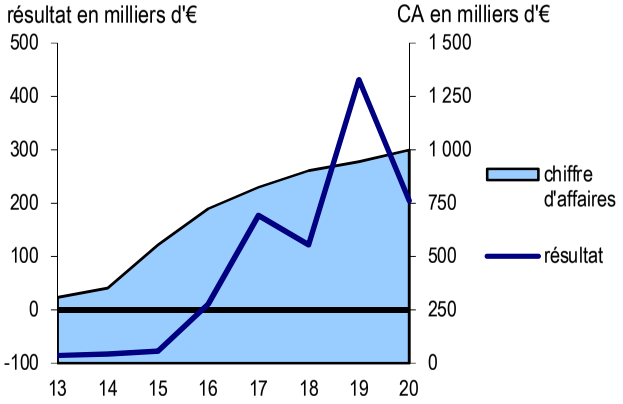
En 2020, la SEM a bénéficié d'une recapitalisation à hauteur de 4 M€ (dont 2,25 M€ par l'Eurométropole, 0.75 M€ par la Ville de Strasbourg et 1 M€ par la CDC), en vue de réaliser le nouveau plan d'affaires 2021-2025.

Au cours de l'année 2020 il n'y a pas eu de cession de locaux et aucune opération nouvelle n'a été réceptionnée.

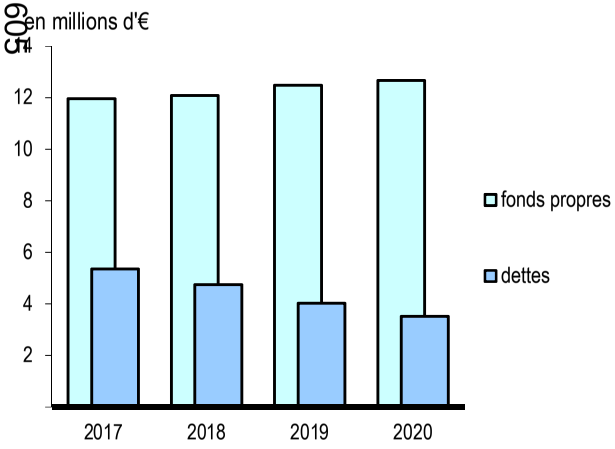
Suite aux élections municipales de 2020, la Sem a installé un nouveau conseil d'administration.

Le chiffre d'affaires s'établit à 998 K€ en 2020 contre 944 K€ en 2019.

La Société affiche une progression soutenue du chiffre d'affaires depuis plusieurs années au fil du lancement de



Évolution du résultat et du chiffre d'affaires



Évolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

nouvelles opérations ; au final, le résultat net présente un bénéfice de 163 K€.

L'achèvement du plan d'affaires 2016-2020

Le projet de recapitalisation initié fin 2020 vient reconnaitre et confirmer la Sem en tant qu'acteur du développement économique du territoire et lui permettra de réaliser de nouvelles opérations.

L'exercice a été marqué par :

- la pandémie de Covid-19 impactant l'activité de la société sans effet significatif sur les résultats de la Sem ni sur sa pérennité ;
- l'adoption du nouveau plan d'affaires pour la période 2021-2025, avec une volonté affirmée d'élargir l'action de la Sem à d'autres communes de l'Eurométropole.

La fin du plan d'affaires 2016-2020…

Aucune opération nouvelle n'a été réceptionnée en 2020.

Le patrimoine immobilier de la société représente une surface commerciale de 17 414 m² de surface pour un prix de revient total de 10,9 M€, financé à hauteur de 6,4 M€ par des fonds propres et 3,9 M€ par emprunt.

On dénombre 80 entreprises accueillies, dont 11 issues de l'économie sociale et solidaire, générant 250 emplois. Parmi ces structures hébergées, on compte 35 entreprises situées en Quartier Prioritaire de la Ville (QPV), générant 155 emplois.

En 2020, sont en exploitation :

- les locaux de l'hôtel d'entreprises Klebsau 1 (2 locaux d'activité 728 m²), acquis en juin 2012 à Alsabail ; 100 % de taux d'occupation et aucun impayé ;
- l'hôtel d'entreprises Klebsau 2 (16 cellules activités artisanales-1 984 m²). À noter que l'hôtel d'entreprises Klebsau 2, qui accueille des cellules d'activités artisanales, situé au sein du même parc d'activités d'entreprises de la Klebsau dans un bâtiment distinct, a bénéficié, au titre du SIEG (Service d'intérêt économique et général) de 600 K€ de subventions publiques réparties comme suit : 500 K€ du FEDER, 50 K€ de l'EMS et 50 K€ de la Chambre des métiers d'Alsace. Le taux d'occupation atteint sur cette opération 91,1 % avec un taux d'impayés de 3,5 % ;
- les Actibox du Port du Rhin (containers), avec un taux d'occupation de 90 % et un taux d'impayé de 8% ;
- des locaux apportés par Habitation Moderne (2 boutiques au 6 rue F.Piton) et par la Ville de Strasbourg (1 boutique au 16 rue du 22 novembre);
- de 3 lots de l'opération Cervantès 1 et de 6 lots de l'opération Cronenbourg 1 ;
- le commerce place Kléber (848 m²) apporté par la Ville en 2010 ;
- le supermarché du Maillon loué à Aldi Marché (1 087 m²) ;
- l'opération Clairvivre (un supermarché Norma, deux boutiques et un cabinet paramédical) ;
- la plateforme de bureaux de Rive Etoile louée à Alsace Digitale.

Sur ces 4 dernières opérations le taux d'occupation moyen 2020 est de 100 % et le taux d'impayés est nul.

Au cours de la période 2018, il a été décidé de réaliser deux opérations en co-investissement pour un total de 5 986 m² et un prix de revient de 10,9M€ :

- le bâtiment Racine (ensemble de bureaux + pépinière d'entreprises), bd La Fontaine à Hautepierre, réalisé par la filiale Bérénice Racine créée en juin 2018 (livraison en novembre 2019) ;

- la Coop KaleidosCoop dont la filiale SAS Kaléidoscoop immobilière a été constituée en février 2020 pour une livraison du chantier prévue fin 2021/début 2022.

...et la préparation du plan d'affaires 2021-2025

L'évolution de la société s'est inscrite dans l'achèvement du plan d'affaires 2016-2020.

Elles concernent, outre les biens apportés dans le cadre de la recapitalisation, les opérations de bureaux à Hautepierre (Bât Racine par la SAS Bérénice Racine, 3 200 m²), à la Coop (KaléidosCoop, 3 000 m²) et à Hautepierre (Cervantès 2, 2 630 m²).

Une demi-douzaine d'opérations est à l'étude et pourrait initier le plan d'affaire numéro 3 pour la période 2021-2025 à partir de 2021.

L'équilibre de l'exploitation se conforte

L'exercice 2020 se solde par un résultat positif de 163 K€, contre 431 K€ en 2019.

Le chiffre d'affaires 2020 s'élève à 998 K€, en hausse de 5,8% par rapport à 2019.

Cette légère progression s'explique principalement par un accroissement du chiffre d'affaires sur l'opération Cronenbourg (1ére année complète d'exploitation), la mise en exploitation progressive des bureaux du bâtiment porté par la SAS Bérénice, de la prise en compte d'avoirs sur loyers consentis aux TPE/PME (35 K€) dans le cadre de la crise sanitaire. Une facturation de prestation de services à la filiale Bérénice Racine a été enregistrée pour 40 K€.

Les charges d'exploitation augmentent de 7,8%, elles s'élèvent à 889 K€ en 2020 et sont notamment constituées des charges externes (358 K€), dont la rémunération des honoraires de gestion de la Sem, les charges locatives et frais généraux.

Les charges de personnel (rémunération du Directeur général et de la Présidente sur le 4ème trimestre 2020) représentent 4,9% des charges d'exploitation.

Les dotations aux amortissements sont en baisse et s'élèvent à 334 K€ contre 368 K€ l'exercice précédent, elles concernent les locaux en exploitation de la société.

Au total, le résultat d'exploitation est positif à 186 K€ contre 200 K€ l'exercice précédent. Le résultat d'exploitation en 2020 est obéré par des mesures d'accompagnement, à savoir, des remises de loyers (-35 K€) à destination des locataires fragilisés par la crise sanitaire.

Le résultat financier est déficitaire à -41,3 K€ contre -42 K€ en 2019 du fait des frais financiers liés aux emprunts.

Le résultat exceptionnel s'élève à 19 K€, contre 274 K€ en 2019 ; il n'y a pas eu de plus-value réalisée sur cession en 2020.

Au final, le résultat net est positif à hauteur de 163 K €.

Après affectation du résultat de l'exercice en report à nouveau, celui-ci sera créditeur pour la deuxième année consécutive à hauteur de 434 K€ et après dotation de la réserve légale de 8 K€.

Les capitaux propres restent stables à 12,6 M€, renforcés par les résultats excédentaires des 5 dernières années. L'augmentation de capital social (qui passe de 11,2 M€ à 14,2 M€), ne sera comptabilisée que dans les comptes 2021).

L'endettement à moyen et long terme de la Sem reste stable et s'élève à près de 3 M€.

La trésorerie atteint 3,7 M€, contre 4,5 M€ en 2019.

Perspectives

L'opération Cervantès 2 sera réceptionnée fin mars 2021 et l'opération Wagenhaus voit l'autorisation de la vente du bâtiment à MELTGROUP avec la mise au point d'un compromis de vente.

La crise sanitaire COVID-19 intervenue au mois de mars 2020 est venue brutalement perturber cette phase de développement en raison du confinement généralisé et par voie de conséquence de la mise à l'arrêt pur et simple ou d'un ralentissement notable des activités des locataires de la société.

Les impayés relatifs à cette crise demeurent relativement circonscrits aux activités de la restauration et à quelques artisans particulièrement impactés.

Compte tenu des délais de montage d'opération et de leur niveau de complexité, les livraisons des opérations neuves du plan d'affaires 2016-2020 devraient s'étaler jusqu'en 2021 (attendus en 2021 : Cervantès 2 et KaléidosCoop).

Dans la cadre du plan d'affaire numéro 3 couvrant la période 2021-2025, une demi-douzaine d'opérations pourraient être initiées à partir de 2021.

Les premiers éléments de ce plan prévoient la réalisation d'environ 12 000 m² de surface pour un budget de 19,8 M€ à destination d'un public divers et se déclinent autour de trois axes :

- réinvestir les Quartiers Prioritaires de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg ;
- contribuer au maillage territorial avec un focus sur les petites communes sur la base d'un projet de revitalisation commerciale économiquement viable ;
- proposer une offre au service des dynamiques entrepreneuriales et de l'ESS. Cette offre est à décliner sous forme de petites surfaces, avec de formules souples, à des prix maitrisés.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	13 982 222	1 984 010	11 998 212	10 585 185
Immobilisations incorporelles	11 863	11 863	-	892
Immobilisations corporelles	11 931 270	1 972 147	9 959 123	9 319 354
Immobilisations financières	2 039 089	-	2 039 089	1 264 939
Actif circulant	4 197 596	9 221	4 188 375	6 035 248
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	447 630	9 221	438 409	1 482 530
Disponibilités & VMP	3 749 966	-	3 749 966	4 552 718
Comptes de régularisation	10 137	-	10 137	12 891
Total	**18 189 955**	**1 993 231**	**16 196 724**	**16 633 324**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	12 633 859	12 489 109
Capital social	11 243 772	11 243 772
Primes d'émission, de fusion,..	410 668	410 668
Réserves	37 964	23 088
Report à nouveau	282 642	-133 701
Résultat de l'exercice	**163 500**	**431 219**
Subventions d'investissement	495 313	514 063
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	38 860	-
Dettes	3 524 005	4 031 089
Emprunts	3 078 696	3 457 323
Avances et acomptes	-	-
Dettes	445 309	573 766
Comptes de régularisation	-	113 126
Total	**16 196 724**	**16 633 324**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	998 481	944 018
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	52 737	77 525
Autres produits	23 997	1 574
Total	1 075 215	1 023 117
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	357 598	290 057
Impôts, taxes et versements assimilés	96 336	104 304
Charges de personnel	43 404	32 576
Dotations aux amortissements et provisions	373 625	377 298
Autres charges	18 150	19 218
Total	889 113	823 453
RESULTAT D'EXPLOITATION	**186 102**	**199 664**
Produits financiers	13 900	20 271
Charges financières	55 251	62 366
RESULTAT FINANCIER	**-41 351**	**-42 095**
Produits exceptionnels	18 750	905 088
Charges exceptionnelles	-	631 438
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**18 750**	**273 650**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**163 501**	**431 219**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Territoire :

Strasbourg et 118 communes alentours

Activité :

Distribution publique de gaz.

Objectifs :

- conquérir de nouveaux territoires et de nouveaux clients pour améliorer la performance économique de l'entreprise,
- diversifier l'activité, participer à la transition énergétique du territoire et proposer aux clients des prestations à forte valeur ajoutée.

Avec la cession de sa filiale Enérest au 1er avril 2012 au Groupe ES, R-GDS est devenu le premier énergéticien de France à se séparer de son activité de commercialisation d'énergie.

Principales réalisations :

Depuis 1914, Gaz de Strasbourg, renommé Réseau GDS, puis R-GDS assure l'activité de distribution publique de gaz sur Strasbourg et les communes environnantes.

R-GDS participe à la création du Pôle de l'Énergie Publique de Strasbourg, composé de la société mère et de ses filiales, dont les objets sociaux sont l'extension et le renouvellement du réseau de gaz, l'exploitation de réseaux de chaleur urbain, la production de biométhane issu de la station d'épuration de Strasbourg-La Wantzenau, l'exploitation d'unités de production et de valorisation de gaz renouvelable (syngaz, hydrogène, CO^2) et d'autres énergies renouvelables locales, ainsi que la réalisation d'études et de prestations sur le secteur de l'efficacité énergétique (rénovation thermique de bâtiments publics et du grand tertiaire).

La Sem est par ailleurs le premier énergéticien français et la première entreprise alsacienne à avoir certifié sa démarche de réduction des émissions de gaz à effet de serre (certification « Carbon Progress »).



R-GDS

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
14 place des Halles
67082 Strasbourg cedex
☏ 03 88 79 57 00
https://r-gds.fr

Créée le 26 février 1914
Capital : 9 778 000 €

Président :
- Christel KOHLER, jusqu'au 31 août 2020
- Antoine DUBOIS, depuis le 22 septembre 2020

Directrice Générale : Martine MACK

Objet social : exploitation, entretien et développement des réseaux de distribution de gaz et tout objet complémentaire.

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 220 Etp hors filiales

Commissaires aux comptes :
- Cabinet MAZARS
- Angel BRICOLA

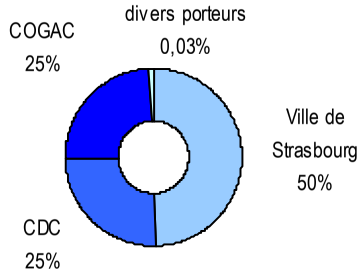
Service référent : Direction de Mission TERRE

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 1er janvier 2021

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Antoine DUBOIS**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Syamak AGHA BABAEI, Anne-Marie JEAN, Christel KOHLER, Aurélie KOSMAN**
	ENGIE-COGAC SA	Jean François CARPENTIER , Christophe DESESSARD
	CDC	Brice LAINE (remplacé par Sébastien NOGUERA le 29 mars 2021) et Alexandre SCHNELL
	Représentants du personnel	Maxime COVA, Michel BAUDENDISTEL, Laura PAULIN et Mylène DUCROT GRISON

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Ville de Strasbourg	12 238
CDC	6 113
COGAC	6 085
Divers porteurs	9
total	24 445



FILIALES ET PARTICIPATIONS

Sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social nominal*
RENR	SAS	100%	15 000 000 €
Gaz de Barr	SARL	49%	3 000 000 €
Vialis	SA	9,9%	20 000 000 €
Biogénère	SAS	60%	50 000 €
RCUA	SAS	51%	12 492 780 €
RCUE	SAS	49%	34 674 500 €
ENERD2	SAS	35%	2 000 000 €

RCUA détient 100 % de la SAS Eco2Wacken au capital de 2 000 000 €, 100 % de la SA GIE au capital de 200 000 €, 50,5 % de la SAS RCSI (Réseau de Chaleur Strasbourg Infrastructures) au capital de 50 000 € qui détient elle-même 100 % de la SAS Chaleur Hautepierre au capital de 100 000 € (R-GDS possède également 0,5 % du capital de RCSI), 48,5 % de RCSE (Réseau de Chaleur Strasbourg Exploitation) au capital de 100 000 € (R-GDS possède également 0,5 % du capital de RCSE), 51 % de la SAS Valorim au capital de 100 000 €, 49 % de la SAS RSAE (Réseau Sud Alsace Exploitation) au capital de 50 000 € et 82 % de la SAS R-PAS (Réseau de chaleur du port autonome de Strasbourg) au capital de 100 000 €. RENR détient 85% de la SAS R-Hynoca au capital de 100 000 € et 10% de la SAS Méthaniseur des Deux Vallées au capital de 438 890 €.

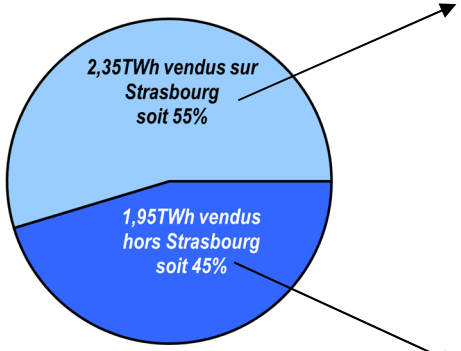
Les indicateurs

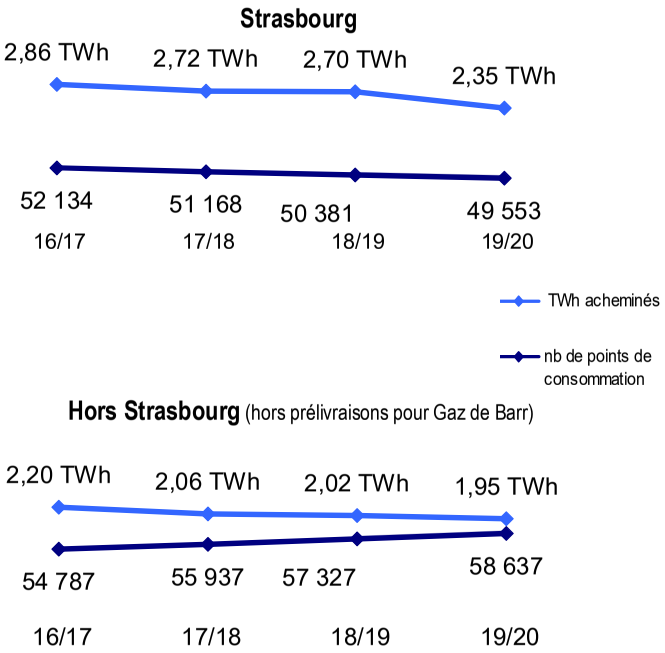
❖ **ACTIVITE**

Evolution des quantités acheminées et du nombre de points de consommation

Répartition des quantités acheminées en 2019/2020

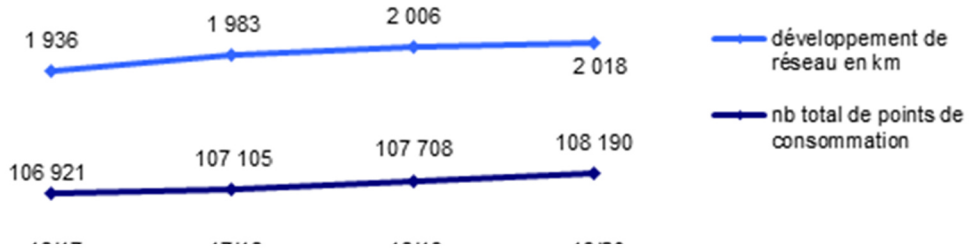
1 TWh = 10^9 KWh





610

Développement du réseau en km et des points de consommation



Gestionnaire du réseau de distribution du gaz, R-GDS assure le fonctionnement, l'entretien et le développement du réseau. Il met à disposition des différents fournisseurs de gaz naturel son réseau permettant d'acheminer la molécule jusqu'à l'utilisateur final.

Depuis la cession de la filiale de commercialisation en 2012, la Sem souhaite se développer au-delà de son cœur de métier historique de gestionnaire de réseau pour bâtir un nouveau modèle local de l'énergie fondé sur les valeurs du développement durable.

Réseau GDS a ainsi créé en 2014 avec son partenaire le groupe Primeo, deux sociétés Réseaux de Chaleur Urbains d'Alsace (R-CUA) et Réseaux de Chaleur Urbains de l'Est (RCUE), ayant pour objet la production et la distribution de chaleur.

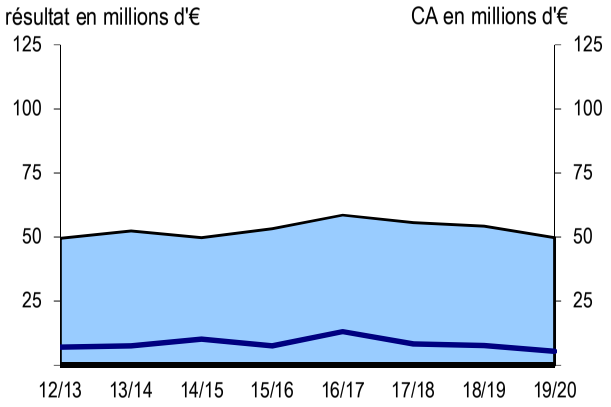
Par ailleurs, Biogénère a été créée en novembre 2013 afin d'injecter le biométhane issu de la station d'épuration de La Wantzenau dans le réseau de gaz naturel de R-GDS.

En février 2015 a été créée avec la SERS et la CDC une filiale EnerD2 dédiée à l'accompagnement de la rénovation énergétique des bâtiments publics et du grand tertiaire et aux contrats de performance énergétique.

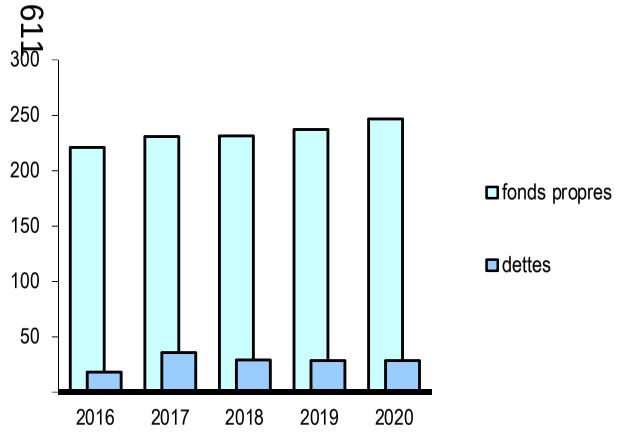
Enfin, dans le but de contribuer à l'atteinte des objectifs de Plan Climat Air Énergie Territorial, R-ENR, une filiale de R-GDS, est créée en 2017 afin de permettre aux territoires de valoriser leurs ressources renouvelables locales (biométhane, géothermie profonde, syngaz, hydrogène, etc.).

Au cours de l'exercice 2019-2020 R-CUA a pris une participation de 82 % dans la SAS R-PAS (Réseau de chaleur du Port Autonome de Strasbourg) ayant pour vocation la mise en œuvre du projet concernant la récupération et la valorisation de la chaleur fatale produite par les industriels du port autonome de Strasbourg.

Après l'entrée en vigueur, au 1er juillet 2018, du nouveau tarif « ATRD 5 » caractérisé par une forte baisse de la grille tarifaire, 2020 a été le second exercice impacté pleinement par les pertes de chiffre d'affaires et de marge d'exploitation qui en sont les conséquences.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et dettes inscrits au bilan

Les fonds propres sont constitués par du capital social, des réserves, du résultat non distribué et des quasi -fonds-propres.

L'effet tarifs étant conjugué à une diminution des quantités acheminées, l'activité génère un chiffre d'affaires de 49,7 M€, en baisse de 8,3 %, et un résultat net de 5,4 M€ contre 7,7 M€ l'exercice précédent.

L'activité 2019/2020

Au 30 septembre 2020, R-GDS exploitait 2 018 kilomètres de canalisations, contre 2 006 un an plus tôt.

Le développement du réseau ralentit

Avec les extensions de réseau, ce sont près de 23 km de canalisations nouvelles qui ont été posées (contre 44 km l'exercice précédent) et 955 contrats de raccordement neufs (contre 1247 l'exercice précédent).

Le choix du gaz naturel reste un choix énergétique environnemental pertinent pour la desserte de nouveaux bâtiments dans un contexte néanmoins rendu complexe par les incertitudes liées à la place que pourra occuper le gaz dans la future réglementation thermique.

Le volume global de gaz acheminé baisse

Le volume de gaz naturel acheminé baisse de 9%, principalement du fait de la forte baisse des degrés jours (1355 DJU sur la période de chauffe 2019-2020, contre 1517 sur la période 2018-2019) et de la crise sanitaire qui impacte l'activité industrielle.

Au total, 4,3 TWh ont été acheminés en 2019/2020 contre 4,7 TWh en 2018/2019.

Le renouvellement des compteurs se poursuit

R-GDS continue le renouvellement des compteurs domestiques de 20 ans ou plus : 4 980 compteurs de gaz à membrane ont été déposés et remplacés par des compteurs neufs au cours de l'exercice 2019/2020, contre 5 681 au cours de l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice du 1er octobre 2019 au 30 septembre 2020, les opérations de contrôle ont concerné 815 installations collectives correspondant à 6 641 logements situés dans l'ensemble des concessions de R-GDS.

L'investissement reste important

Le montant de la production immobilisée s'élève à 8,1 M€ contre 10,2 M€ en 2018/2019, elle concerne pour l'essentiel la réalisation d'éléments du réseau de distribution du gaz et a été impactée par les mesures de confinement liées à la crise de la Covid 19.

De même, le montant des investissements sur l'exercice reste important et s'élève à 9,8 M€, contre 11,0 M€ en 2018-2019.

L'évolution du tarif de la distribution à la baisse

Le tarif d'ATDR 5, en vigueur depuis le 1er juillet 2018, a entraîné une forte baisse de la grille tarifaire de 11,96% sur l'exercice 2017/2018, poursuivi par une nouvelle baisse tarifaire au 1er juillet 2019 de 0,39% et de 1,08% au 1er juillet 2020.

La stratégie d'entreprise

En 2020, R-GDS se positionne encore plus comme un acteur et un moteur de la transition énergétique du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

La saison 2019-2020 a été marquée par plusieurs temps forts avec notamment :

- la poursuite du développement du réseau de distribution de gaz naturel avec un total de 119 communes ;
- la montée en puissance de RCUA et RCUE qui exploitent 11 réseaux de chaleur ;
- la création et prise de participation de 82 % dans la SAS R-PAS (Réseau de chaleur du Port Autonome de Strasbourg) ;
- le développement des activités supportant les projets en énergies renouvelables (biométhane, hydrogène renouvelable à partir de thermolyse de biomasse, etc.) à travers R-ENR et R-Hynoca.

Dans un environnement en perpétuelle mutation, R-GDS s'affirme au travers d'une politique visant à amener la transition énergétique du territoire ; les ambitions de la Sem s'articulent ainsi autour de cinq axes :

- créer une dynamique territoriale de l'énergie ;
- créer une valeur ajoutée pérenne basée sur l'amélioration continue ;
- être une entreprise responsable à l'égard du territoire ;
- donner l'exemple et agir pour une énergie durable ;
- donner du sens au collectif pour relever les défis.

Le chiffre d'affaires de R-GDS baisse de 8,3 %

L'activité de R-GDS pour l'année 2019-2020 a été impactée par les effets directs et indirects de la crise sanitaire liée à la Covid-19.

Le chiffre d'affaires de la Sem s'élève à 49,7 M€, il est composé à 96,7% du produit de l'acheminement du gaz.

Il diminue de 8,3% par rapport à la saison précédente en raison d'un triple effet : prix (diminution des tarifs d'ATRD), consommation (baisse des DJU) et non récurrence d'un important chantier de préservation d'un réseau de chaleur comptabilisé « à l'achèvement » en 2018/2019.

Les volumes acheminés restant toutefois supérieurs aux hypothèses prises en compte pour l'établissement du tarif ATRD une dotation aux provisions pour CRCP (Compte de Régulation des Charges et des Produits) de 1,8 M€ a été constituée.

Le résultat net s'élève à 5,4 M€

La valeur ajoutée de l'entreprise est en baisse de 4,3 % en liaison avec la diminution du chiffre d'affaires.

Les charges de personnel sont maîtrisées à 15,8 M€ ; elles sont en légère hausse de 63 K€ du fait d'une augmentation des charges sociales par rapport à l'exercice précédent.

Le montant des redevances de concession versées aux collectivités est au global de 1,38 M€.

Le résultat d'exploitation s'élève à 11,8 M€ contre 14 M€ (-15,8%) en conséquence des éléments déjà évoqués et d'une nouvelle dotation aux provisions pour CRCP, constituée en conséquence de la non-atteinte des objectifs en termes de production immobilisée, dans le but d'anticiper l'ajustement du tarif réglementé de vente qui en sera la conséquence. Le solde de cette provision à la fin de l'exercice ressort à 6,9 M€.

Le résultat financier ressort à 1,6 M€ contre 2,1 M€ l'an passé.

Enfin, le résultat exceptionnel s'élève à -3,4 M€ contre - 2,2 M€ en 2018/2019 ; il est essentiellement constitué de reprises sur les provisions pour risques et charges et son évolution est notamment liée à l'actualisation de la provision pour engagements sociaux.

Au final, le résultat net reste confortable et s'établit à 5,4 M€, en baisse de 2,3 M€ (-29,5%).

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 74,1 M€ : l'activité consolidée dégage un résultat d'exploitation de 9,5 M€ et un résultat net groupe de 5,2 M€. Le montant des capitaux propres consolidés s'élève à 102,7 M€.

Le contexte Covid-19 a eu les conséquences suivantes :

- les deux mois d'arrêt de certains chantiers de travaux ont conduit à une baisse de la production immobilisée de l'ordre de 2 M€ d'euros ;
- des gains réalisés sur certains postes de charges du fait de l'arrêt de l'activité (0,43M€), mais aussi des dépenses complémentaires évaluées à 0,22 M€.

Une Sem en bonne santé financière

Les disponibilités sont passées de 55,5 M€ à 65,6 M€ en 2020 soit une hausse de 10,1 M€.
La capacité d'autofinancement de la Sem est importante, elle ressort à 23,6 M€ contre 24,5 M€ en 2018/2019.
La dette bancaire totale, en baisse, reste peu élevée à 3,3 M€.

5,4 M€ de dividendes ont été distribués aux actionnaires au titre de l'exercice, dont 2,7 M€ à la Ville de Strasbourg.

Le montant des capitaux propres s'élève à 65,1 M€, celui des autres fonds propres liés aux comptes de concession à 120,9 M€.

Les perspectives

L'exercice 2020 / 2021 sera marqué par la poursuite et l'intensification d'actions destinées à maintenir la compétitivité de R-GDS, soit, notamment :

- face aux opportunités offertes par l'ATRD 5 et à la fin annoncée de l'énergie fioul, R-GDS poursuivra le développement du nombre de ses points de consommation dans un contexte néanmoins rendu complexe par les incertitudes liées à la place que pourra occuper le gaz dans la future réglementation thermique ;
- R-GDS intensifiera ses investissements en faveur du déploiement de stations GNV, dans le respect du code de bonne conduite défini par la Commission de Régulation de l'Énergie ;
- diversification engagée dans les réseaux de chaleur ou dans les gaz dits « verts » tels que l'hydrogène ;
- enfin, l'exercice ouvert le 1er octobre 2020 est le dernier de la période tarifaire ATRD 5. Ainsi, depuis le début de l'année 2021, R-GDS a entamé les travaux de constitution de son dossier tarifaire pour le futur tarif ATRD 6 qui entrera en vigueur le 1er juillet 2022.

BILAN

ACTIF	2019/2020 brut	2019/2020 amort. / prov.	2019/2020 net	2018/2019 net
Actif immobilisé	406 280 233	212 928 872	193 351 361	195 444 157
Immobilisations incorporelles	7 978 171	6 072 494	1 905 677	1 477 230
Immobilisations corporelles	355 755 357	203 856 378	151 898 979	154 419 227
Immobilisations financières	42 546 705	3 000 000	39 546 705	39 547 700
Actif circulant	80 510 435	406 236	80 104 198	70 003 200
Stocks	1 484 691	397 831	1 086 860	1 673 126
Avances et acomptes	3 883	-	3 883	11 937
Clients & créances	26 321 878	8 405	26 313 473	26 572 519
Disponibilités & VMP	52 699 983	-	52 699 983	41 745 618
Comptes de régularisation	524 480	-	524 480	471 572
Total	**487 315 148**	**213 335 109**	**273 980 040**	**265 918 929**

PASSIF	2019/2020	2018/2019
Capitaux propres	186 039 869	182 416 017
Capital social	9 778 000	9 778 000
Primes d'émission, de fusion,..	87 435	87 435
Réserves	48 628 134	44 789 026
Report à nouveau	488 900	488 900
Résultat de l'exercice	**5 414 771**	**7 678 195**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	121 642 629	119 594 461
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	60 615 856	54 884 596
Dettes	27 237 123	28 526 006
Dettes (comptes-courants filiales)	6 340 271	6 742 458
Avances et acomptes	5 033	12 393
Dettes	20 891 818	21 771 155
Comptes de régularisation	87 192	92 310
Total	**273 980 040**	**265 918 929**

COMPTE DE RESULTAT

	2019/2020	2018/2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	49 733 435	54 247 806
Production stockée	-284 577	-1 521 615
Production immobilisée	8 100 399	10 187 263
Subventions d'exploitation	3 438	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 198 384	1 084 200
Autres produits	447 962	452 154
Total	59 199 040	64 449 808
Charges d'exploitation		
Achats	1 060 976	1 738 393
Variation de stocks (stock initial-stock final)	230 062	-240 097
Services extérieurs	10 874 350	13 976 482
Impôts, taxes et versements assimilés	1 663 179	1 683 320
Charges de personnel	15 758 772	15 695 338
Dotations aux amortissements et provisions	15 724 931	15 140 306
Autres charges	2 135 196	2 500 187
Total	47 447 466	50 493 929
RESULTAT D'EXPLOITATION	**11 751 574**	**13 955 879**
Produits financiers	1 643 440	2 135 390
Charges financières	19 744	25 415
RESULTAT FINANCIER	**1 623 696**	**2 109 975**
Produits exceptionnels	869 240	1 228 445
Charges exceptionnelles	4 318 360	3 384 218
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-3 449 120**	**-2 155 773**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 744 131	1 898 383
Impôts sur les sociétés	2 767 248	4 333 503
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**5 414 771**	**7 678 195**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

SAMINS

Territoire :

Eurométropole de Strasbourg.

Activité :

Aménagement et gestion du Marché d'intérêt national de Strasbourg appelé « Marché-Gare ».

Objectifs :

614

- trouver de nouveaux clients susceptibles d'occuper les sites vacants,
- réaliser les travaux d'entretien de voirie et de réseaux nécessaires à l'activité,
- assurer la sécurité du site,
- dégager des potentialités foncières sur le site,
- améliorer le traitement des déchets et la réduction des nuisances logistiques,
- soutenir la production agricole locale.

SAMINS

Société d'aménagement et de gestion du Marché d'intérêt national de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
MIN de Strasbourg
55 rue du Marché-Gare
67200 Strasbourg
☏ 03 88 27 24 24 🖷 03 88 27 24 23

Créée le 24 février 1959
Capital : 1 184 730 €

Président : Serge OEHLER
Directeur général : Stéphane BABILOTTE

Objet social : la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles.

615

Effectif moyen : 11 Etp

Commissaire aux comptes : Mazars

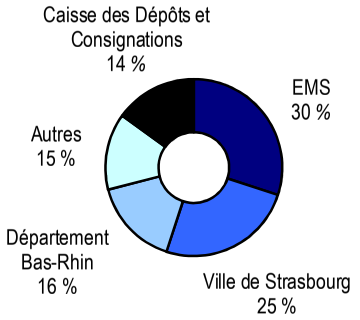
Service référent : Direction du développement économique et de l'attractivité

CONSEIL D'ADMINISTRATION

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Eurométropole**	**Serge OEHLER**
Administrateurs	**Eurométropole**	**Fabienne BAAS, Doris TERNOY**
	Ville de Strasbourg	**Pierre OZENNE, Marc HOFFSESS, Antoine NEUMANN**
	Département du Bas-Rhin	Yves LE TALLEC
	Chambre d'agriculture	Denis DIGEL
	Chambre de commerce et d'industrie	René TOURETTE
	Caisse des dépôts et consignations	Christine SCHMELZER
	CRCA (Caisse régionale de crédit agricole d'Alsace)	Thomas DUTOT
	Syndicat des hôteliers restaurateurs et débitants de Strasbourg	Jacques LORENTZ

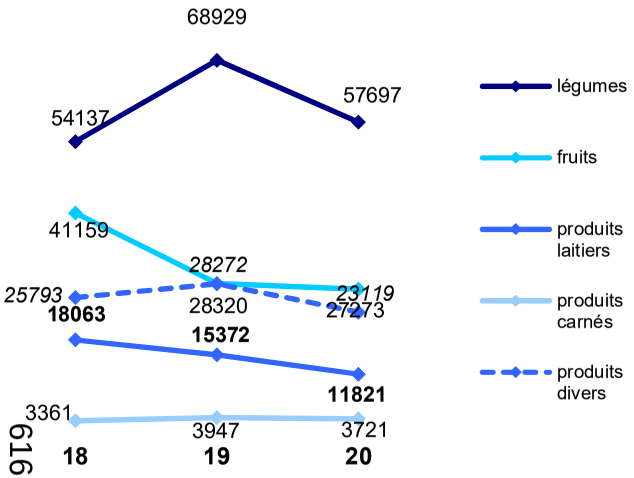
REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**2 106**
Ville de Strasbourg	**1 727**
Département du Bas-Rhin	1101
Caisse des Dépôts et Consignations	1000
Caisse Régionale de Crédit Agricole d'Alsace	435
Syndicat des Hôteliers Restaurateurs et Débitants de Strasbourg et environs	200
Chambre d'Agriculture Alsace	200
Chambre de Commerce et d'Industrie	200
total	**6 969**

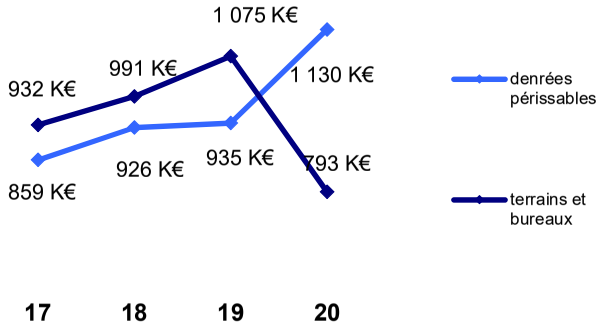


Les indicateurs

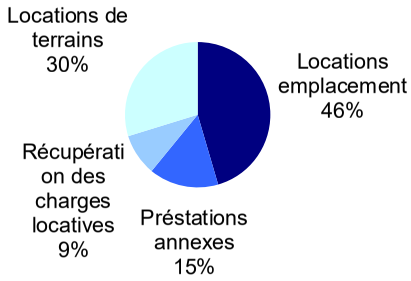
Évolution des tonnages réceptionnés selon le secteur



Évolution des recettes de location par type

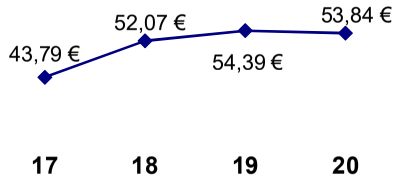


Répartition du chiffre d'affaires selon le type d'activité



❖ **INDICATEUR FINANCIER**

Évolution de la recette moyenne par m² loué



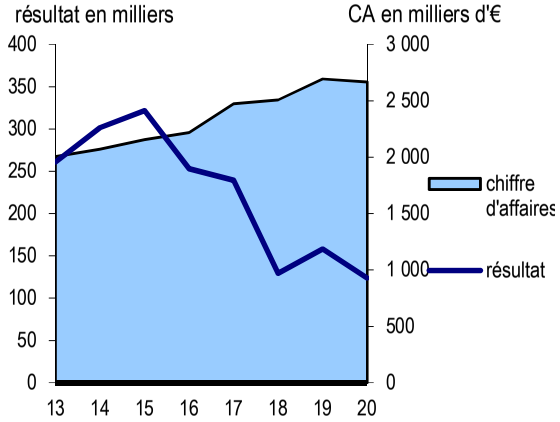
Créés par voie législative en 1953, les 17 Marchés d'intérêt nationaux français (MIN) sont des marchés de gros de produits agricoles et alimentaires, sur lesquels les producteurs et les grossistes en produits agricoles avaient l'obligation de s'implanter. Le sens de cette mesure était d'assurer, dans le cadre d'une mission de service public, l'approvisionnement des agglomérations et la transparence des transactions de gros, dans le cadre d'une saine concurrence permettant la maîtrise des prix et la qualité des produits.

Depuis 1966 et jusqu'en 2025, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg ont confié à la SAMINS, par convention de concession, l'aménagement et la gestion de 15 hectares qui ont donné naissance au Marché-Gare.

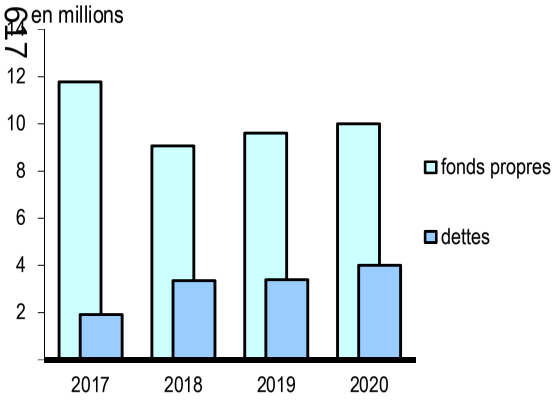
L'activité historique du Marché-Gare est la construction d'entrepôts destinés à l'accueil des producteurs et grossistes régionaux ou nationaux en fruits et légumes, progressivement étendue à d'autres acteurs de l'agro-alimentaire (viande, marée, produits laitiers, murisserie, etc.), complétée par la filière horticole et des entrepôts d'éclatement de grandes enseignes alimentaires (Auchan, Promocash, Pomona, Sapam, Fruidor, Frobeurest), qui occupent au total 49 529 m².

Cette activité immobilière représente 85% du chiffre d'affaires de la société, le reste étant constitué de services et prestations diverses tels que la maintenance des réseaux et infrastructures, le gardiennage, l'enlèvement des déchets, etc.).

La crise sanitaire de la Covid-19 a eu de lourdes conséquences sur l'année 2020 en termes d'activité avec une baisse des volumes négociés et des mesures de restriction mises en œuvre pour lutter contre la pandémie : la fermeture des marchés de plein vent lors du 1er confinement, les fermetures de restaurants et l'interdiction des manifestations et évènements a parfois lourdement impacté les grossistes. La crise n'a toutefois pas eu d'effet significatif sur le patrimoine ou la santé financière de la Sem, dont le chiffre d'affaire est resté stable et qui n'a eu qu'un recours limité au chômage partiel.



Évolution du résultat et du chiffre d'affaires



Évolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

L'avenant n°2 à la convention du MIN, signé en 2019, a acté l'échéance du contrat avec l'Eurométropole et a garanti à hauteur de 50 % les emprunts souscrits par la SEM (3,4 M€) dans le cadre de son plan d'investissement 2019-2021 qui s'élève au total à 3,8 M€.

Ce projet, qui comprend plusieurs travaux de rénovation de l'éclairage, des façades et de la voirie, la démolition, la rénovation et l'aménagement des bâtiments AUCHAN, ainsi que le réaménagement des bâtiments FRUIDOR et FROBEUREST a pu être mené en 2020 malgré les difficultés d'organisation liées à la crise et les retards sur le planning des chantiers.

Le chiffre d'affaires de la société, essentiellement constitué des recettes de location d'emplacements, s'élève à 2 667 K€ en 2020 contre 2 694 K€ en 2019. Le bénéfice net s'élève à 143 K€, en baisse de -24% par rapport à 2019.

L'activité 2020

Les tonnages réceptionnés sont en baisse

La quantité totale de marchandises réceptionnées sur les marchés (frais et secs) est en baisse en 2020 à 123 631 tonnes (-14,6% par rapport à 2019).

Ceci est principalement dû à la diminution des tonnages réceptionnés sur tous les types de produits : les fruits et légumes -17% à l'exception des bananes +10%, les produits laitiers, carnés et de la mer -21%, les produits surgelés - 23%, les fleurs -11%, l'épicerie -3%, les produits divers -28%.

Tous les grossistes ont été touchés dans des proportions relatives à leur type de clientèle : ceux ayant en majorité des clients restaurateurs sont plus impactés, ceux ayant en majorité des clients commerçants ont réussi à maintenir leur activité grâce notamment à la réouverture des marchés de plein vent à partir du mois de juin. À l'inverse, les grossistes spécialisés grandes et moyennes surfaces ont maintenu une activité normale en raison des transferts de clientèles et ont ainsi bénéficié d'une compensation de leurs pertes liées à la restauration.

Le départ d'AUCHAN du MIN fin septembre a également impacté l'activité globale qui n'a pas pu bénéficier de la dynamique de cet opérateur sur la fin d'année.

Les travaux de réhabilitation au sein du site

Le MIN est occupé par 39 entreprises et organismes.

La SAMINS est locataire des 6,9 ha de terrain du MIN, loués par bail emphytéotique à la SNCF Réseau Ferré (SNCF RF) qui s'est substituée à RFF depuis 2014.

L'activité opérationnelle de la SAMINS, bien que perturbée par la crise sanitaire, est restée soutenue en 2020 du fait de l'engagement du plan d'investissement en 2019.

Les opérations d'extension de l'entrepôt FROBEUREST et de rénovation du bâtiment SIMPLY engagées avant la crise, ont été menées à leur terme malgré les difficultés d'organisation et les retards sur les chantiers.

L'opération de démolition-reconstruction du bâtiment SCOFEL occupé par AUCHAN a été ajournée. Le montage initialement envisagé sous la forme d'un portage des aménagements par SAMINS est abandonné au profit d'un montage du type preneur investisseur aménageur/exploitant, sans modification du plan initial de financement et sans perturbation des perspectives d'implantation d'un centre de logistique urbaine sur la parcelle foncière.

Par ailleurs les autres opérations engagées ont été maintenues :

- la réhabilitation du bâtiment FRUIDOR ;
- la rénovation des façades et toitures de l'allée centrale ;
- l'aménagement de la 1re phase des VRD de la halle commerciale (marché couvert) ;
- l'amélioration de la collecte des bio-déchets ;
- le lancement de la campagne de revégétalisation du site (en partenariat avec ADEUS) ;
- et divers études notamment pour l'aménagement des anciennes cases SOMMER et d'une partie des

anciennes cases SAPAM, et pour l'implantation d'une ferme photovoltaïque sur le bâtiment administratif.

Malgré le contexte de la crise sanitaire, la SAMINS a connu des prospectives commerciales relativement dynamiques et a vu l'implantation de nouvelles sociétés qui témoignent de l'attractivité du site :

- GREEN PHENIX, start up intégrée dans la filière de la méthanisation et spécialisée dans la collecte en vélo cargo des biodéchets sur les marchés et chez les restaurateurs ;
- POTAGER CITY pérennise son implantation en reprenant les locaux libérés par SULTAN DISTRIBUTION ;
- PROXYEAT, société spécialisée dans la confection de paniers repas livrés en vélo cargo ;
- M. Vogel, producteur grossiste, s'est installé sur les anciennes cases de TOUT FRAIS.

De plus, face aux difficultés rencontrées par certains grossistes et suite aux demandes d'exonération totale ou partielle des loyers sur la période de confinement, la SAMINS a mis en place une commission afin de se prononcer sur la suite à réserver aux demandes. Son objectif étant d'accompagner les grossistes en difficultés, des abandons de loyers ont été accordés pour un montant total de 40 K€.

Le CA en légère baisse

Le chiffre d'affaires s'établit à 2 666 K€, en léger repli de - 1%.

La majeure partie de ce chiffre est assurée par les recettes des locations qui restent constantes à 2,2 M€ en 2020.

Le reste des recettes est constitué de divers produits de refacturation de charges notamment de gardiennage ou encore de la gestion des déchets.

Au final, les produits d'exploitation augmentent de 34 K€ pour atteindre 2 791 K€ du fait notamment des reprises sur provisions Gros entretiens et réparations.

Les charges d'exploitation augmentent

Les charges d'exploitation augmentent en 2020 à 2,6 M€ (+79 K€).
Le poste achat et services extérieurs s'accroit également ayant pour conséquence une diminution de la valeur ajoutée de -60 K€ (-3,4%).

On peut également noter une hausse des impôts et taxes de 4%.

Le résultat d'exploitation est en baisse de -24% pour atteindre 143 K€ en 2020 contre 188 K€ en 2019.

Le résultat financier reste positif en 2020 à hauteur de 27 K€, en diminution de -15 K€.

Au final, l'exercice 2019 génère un résultat net de 123,8 K€, soit une baisse de 22% par rapport à 2019.

La structure du bilan reste saine

L'actif net immobilisé progresse cette année (+1,5 M€) du fait notamment de la hausse des immobilisations corporelles de type « constructions » principalement liées aux opérations de réhabilitation du bâtiment SIMPLY et d'aménagement de FROBEUREST et POTAGER CITY.

Au passif, les capitaux propres représentent 29% du total bilan, ce qui est un niveau satisfaisant.

Les dettes sur fournisseurs d'immobilisations, liées à la mise en œuvre du plan d'investissement, doublent en volume passant de 787 K€ en 2019 à 1,2 M€ en 2020. Les emprunts augmentent de 206 K€.

La trésorerie s'établit à un niveau confortable de près de 3,6 M€, dont 3,5 M€ de valeurs mobilières de placement.

Les perspectives

Des perspectives existent dans le foncier résiduel de l'emprise de la concession du MIN :

- derrière PROMOCASH, une parcelle de 3 500 m² pour accueillir un bâtiment neuf ;
- la parcelle du bâtiment SCOFEL qui fera l'objet d'un aménagement afin de libérer une surface foncière de 3 500 m² ;
- derrière l'atelier SAMINS, sur l'emprise du parking, une parcelle de 1 000 m², voire 2 500 m² dans l'hypothèse d'une démolition-reconstruction de l'atelier ;
- une parcelle de 3 000 m² dans l'hypothèse d'un réaménagement de l'emplacement actuel du garage de PETIT FORESTIER. ;
- un réaménagement des quais derrière les cases TOURRETTE, SOPROLUX et MASSE pour augmenter la surface des entrepôts ;
- un résiduel de surface dans le bâtiment FRUIDOR permet l'aménagement de 500 m² de bureaux ;
- l'intégration d'une partie de la place de l'Abattoir pour l'implantation d'une station GNV ;
- la rénovation des anciens locaux SAPAM de 2500 m² dans l'allée centrale pour y accueillir de nouveaux opérateurs.

Par ailleurs, la possibilité de l'extension du périmètre foncier du MIN sur une partie des terrains de la SNCF est toujours à l'étude.

La situation sanitaire affectera encore l'année 2021 qui fera l'objet d'une attention particulière lors de la saison touristique, des décisions de réouvertures des restaurants et des mesures qui seront adoptées par le gouvernement pour lutter contre le virus.

L'activité et la situation financière de la SAMINS dépendront donc de l'activité des grossistes et des établissements de restauration.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	14 429 714	4 611 104	9 818 610	8 347 439
Immobilisations incorporelles	13 915	13 309	606	1 188
Immobilisations corporelles	13 306 994	4 597 795	8 709 199	7 237 530
Immobilisations financières	1 108 805	-	1 108 805	1 108 721
Actif circulant	4 114 010	27 227	4 086 783	4 631 536
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	478 471	27 227	451 244	445 644
Disponibilités & VMP	3 635 539	-	3 635 539	4 185 892
Comptes de régularisation	100 587	-	100 587	32 164
Total	**18 644 311**	**4 638 331**	**14 005 980**	**13 011 139**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	4 048 981	3 925 139
Capital social	1 184 730	1 184 730
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	2 740 408	2 582 166
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**123 843**	**158 243**
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	5 052 063	4 754 025
Provisions pour risques et charges	901 476	929 496
Dettes	4 003 458	3 402 479
Emprunts	2 821 947	2 615 947
Avances et acomptes	-	-
Dettes	1 181 511	786 532
Comptes de régularisation	-	-
Total	**14 005 978**	**13 011 139**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	2 666 513	2 693 729
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	2 333	2 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	122 130	61 678
Autres produits	2	17
Total	2 790 978	2 757 424
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	967 216	934 404
Impôts, taxes et versements assimilés	290 040	278 814
Charges de personnel	659 490	558 988
Dotations aux amortissements et provisions	717 563	794 633
Autres charges	13 575	2 352
Total	2 647 884	2 569 191
RESULTAT D'EXPLOITATION	**143 094**	**188 233**
Produits financiers	48 563	58 633
Charges financières	21 233	16 206
RESULTAT FINANCIER	**27 330**	**42 427**
Produits exceptionnels	22 000	2 999
Charges exceptionnelles	16 905	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**5 095**	**2 999**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	51 671	75 416
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**123 848**	**158 243**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Strasbourg.eu
& COMMUNAUTÉ URBAINE

STRASBOURG EVENEMENTS

Territoire :

Strasbourg et son agglomération.

Activité :

Gestion, animation, et promotion d'équipements publics contribuant au rayonnement de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).

Objectifs :

- Renforcer la compétitivité de Strasbourg événements sur le marché national et international,
- Développer l'accueil de la rencontre économique à Strasbourg, notamment dans le cadre du projet Wacken Europe,
- Poursuivre la politique de maîtrise des coûts de gestion.



©Strasbourg.eu décembre 2021 – Ph. Stirnweiss/Hassner

STRASBOURG EVENEMENTS

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
Place de Bordeaux – Wacken
67082 Strasbourg
☏ 03 88 37 67 67 🖷 03 88 25 61 96

Créée le 21 janvier 1992
Capital : 1 460 279 €

Objet social :

- la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux tels que parcs d'expositions, centres de congrès ou de sport, ou de tous les autres équipements ouverts au public,
- la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation, éventuellement, la réalisation ou l'investissement répondant à l'objet social et contribuant à la promotion de Strasbourg et de sa région.

621

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 102 Etp

Président du conseil de surveillance : Salem DRICI
Président du directoire : Alexandra ROUSIER
Directeur général (par intérim) : Thierry BRUNEL

Commissaires aux comptes : Cabinet Wernert et Hugueny / Mazars

Direction référente : Direction du développement économique et de l'attractivité

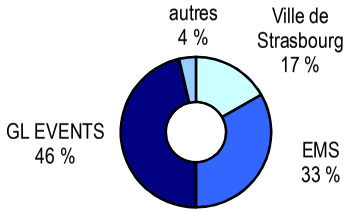
CONSEIL DE SURVEILLANCE au 31/12/2020

Conseil de surveillance

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Salem DRICI**
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Marina LAFAY**
	Eurométropole de Strasbourg	**Anne-Marie JEAN, Michèle KANNENGIESER, Pierre ROTH, Jean-Philippe MAURER**
	GL events	Daniel CHAPIRO, Erick ROSTAGNAT, Christophe CIZERON
	CCI Alsace Eurométropole	Catherine SALOMON
	Région Grand Est	Pascal MANGIN
	Ville de Kehl	Fiona HÄRTEL

Directoire

fonction	*nom*
Président	**Alexandra ROUSIER**
Membres	**Albane PILLAIRE (T. BRUNEL en 2021)**



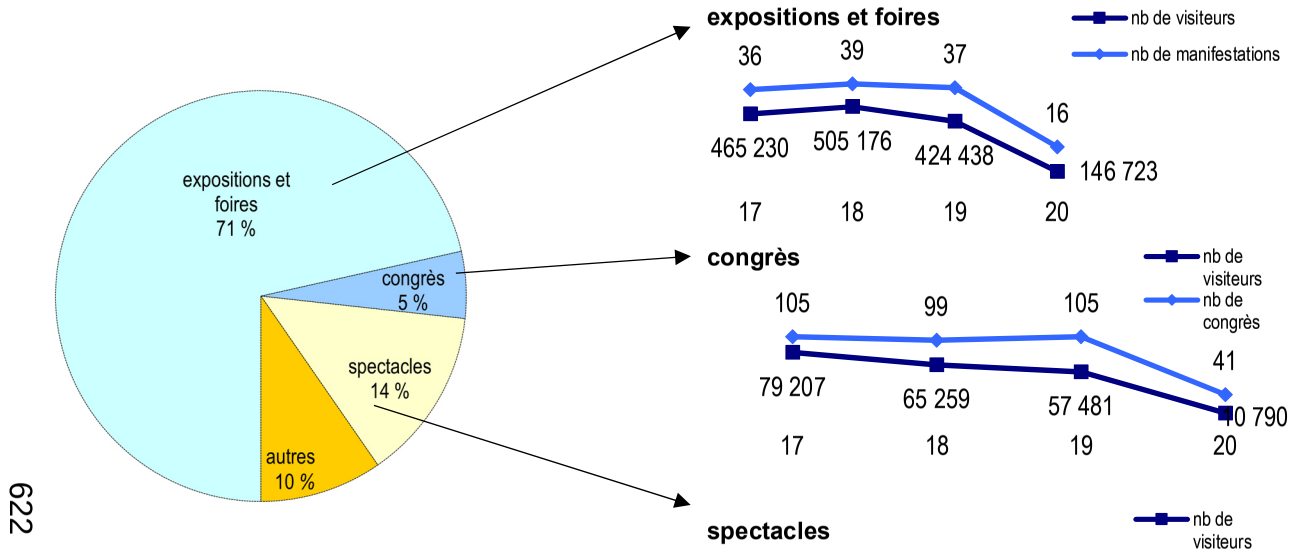
REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nombre d'actions*
Ville de Strasbourg	**3 998**
Eurométropole de Strasbourg	**7 976**
GL Events	11 097
CCI Alsace Eurométropole	240
Région Grand Est	400
Ville de Kehl	50
Office du Tourisme de Strasbourg et sa Région	2
Autres porteurs	176
total	23 939

Les indicateurs

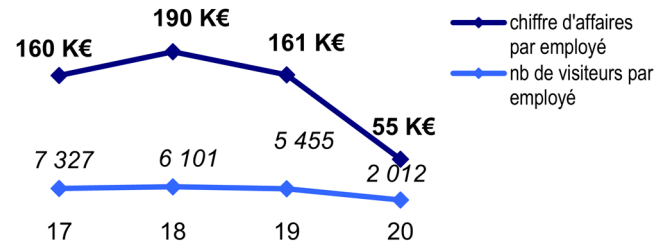
❖ ACTIVITE

Répartition de la fréquentation par type de manifestation

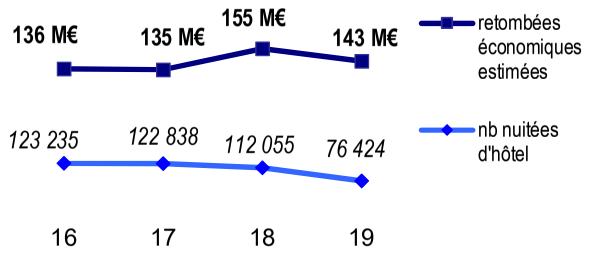


❖ INDICATEUR FINANCIER

Evolution du chiffre d'affaires et du nombre de visiteurs rapportée à l'effectif



Evolution des retombées économiques – pas d'évaluation en 2020



L'action C4 de la feuille de route stratégique Strasbourg Eco 2020 prévoit la modernisation et l'extension des infrastructures du Parc des expositions (PEX) et du Palais de la musique et des congrès (PMC), pour répondre aux enjeux d'accueil de la rencontre économique à Strasbourg.

La Ville et l'Eurométropole ont ainsi lancé un programme ambitieux pour l'accueil de la rencontre économique : le projet « Wacken-Europe ».

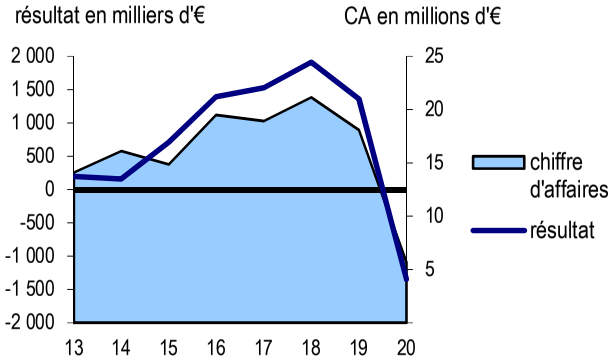
Ce dernier comprend notamment l'extension et la modernisation du PMC (sur 2013-2016), la construction d'un nouveau Parc des expositions à l'horizon 2022.

Ces nouveaux équipements devant évoluer dans un marché de l'événementiel de plus en plus concurrentiel et en pleine mutation, Strasbourg événements, en accord avec ses actionnaires historiques majoritaires, a décidé de s'adosser à un partenaire professionnel de l'événementiel ayant une envergure internationale, le groupe GL Events. GL est ainsi entré au capital de la Sem à hauteur de 46%, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont restés actionnaires majoritaires. Ce partenariat se traduit également par la mise en place d'une gouvernance avec Conseil de surveillance et Directoire, afin de permettre à chacune des parties d'exercer pleinement son rôle et ses responsabilités : la maîtrise de la stratégie de l'équipement sur le territoire, ainsi que la surveillance de la société d'une part, le management opérationnel d'autre part.

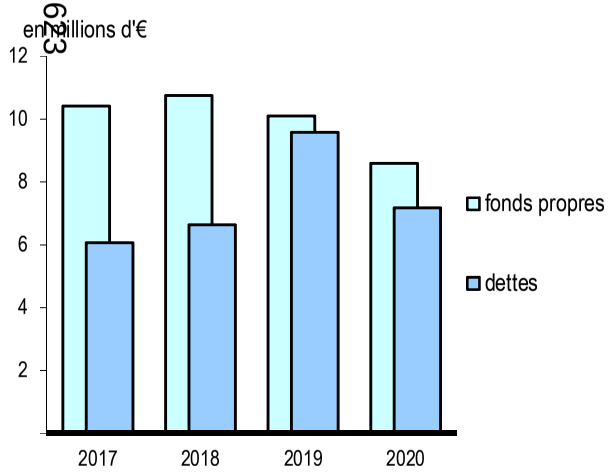
Une nouvelle délégation de service public est entrée en vigueur le 1er novembre 2016 pour une durée de 20 ans et 2 mois ; elle a été confiée à la SEM, après mise en concurrence, par délibération du 30 janvier 2015.

L'année 2020 a été marquée par la crise sanitaire de la Covid-19 qui a conduit à la fermeture administrative des équipements. Le secteur de l'événementiel a été particulièrement touché. Un plan de continuité des activités a été mis en place par la SEM ainsi qu'un plan de réduction des coûts avec notamment le recours à l'activité partielle.

Après un espoir de reprise à la sortie du confinement et la tenue de la Foire européenne en septembre une nouvelle fermeture des équipements a eu lieu en octobre. Au final,



Évolution du résultat et du chiffre d'affaires



Évolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

l'impact sur le chiffre d'affaires de l'année 2020 est considérable puisque celui-ci s'élève à 5,6 M€ soit le quart du chiffre d'affaires réalisé en année biennale comparable. Malgré le plan d'économies et les aides de l'État et des collectivités, les pertes s'élèvent à 1,3 M€.

Néanmoins, depuis le mois d'octobre le chantier du futur PEX a démarré sur la plateforme Kieffer laissant entrevoir de belles perspectives pour le développement des activités.

L'activité 2020

Le PMC a été occupé 117 jours contre 237 en 2019 et le PEX 91 jours contre 173 l'an passé. Au total, 92 manifestations et 205 233 visiteurs ont été accueillis sur les 2 sites en 2020.

- **L'activité foires et salons est fortement impactée par la crise**

Au total 16 expositions, foires et salons se sont déroulés en 2020 (contre 37 en 2019) pour un chiffre d'affaires de 2,4 M€ (contre 6,8 M€ en 2019). Le nombre de visiteurs des expositions, foires et salons passe ainsi de 424 438 à 146 723 (- 65%).

La fréquentation de la foire européenne est très en retrait par rapport à 2019 avec 60 000 visiteurs (contre 163 000 l'année précédente). Première foire en France à pouvoir se tenir à l'automne, elle a entrainé de nombreuses retombées médiatiques nationales. Elle a généré un chiffre d'affaires de 1,5 M€ en 2020.

Parmi les salons qui ont pu avoir lieu en 2020 on compte une seule édition du salon européen de la brocante et de l'antiquité (3 400 visiteurs), le salon Tourissimo (14 000 visiteurs) et le salon mondial des vins blancs, seul concours des vins blancs du monde (190 visiteurs).

Le salon EGAST a dû être annulé à quelques jours de son ouverture.

- **Le nombre de colloques et de congrès est en forte baisse**

Le nombre de congrès et conventions est en baisse avec 41 évènements organisés (contre 105 en 2019).

Le nombre total de visiteurs des congrès, colloques et réunions passe de 57 481 en 2019 à 10 790 (-81%).

Aucun congrès international n'a pu être accueilli en 2020 compte tenu des restrictions liées au contexte sanitaire. Les principales manifestations accueillies sont : le salon des vignerons indépendants de France (55 000 personnes), l'expo du vélo (10 000 personnes) et le salon de la beauté (3 000 personnes).

- **Le nombre de « spectacles » est en fort recul**

L'activité spectacle recule fortement avec 25 spectacles en 2020 (contre 77 en 2019) dont 13 concerts de l'OPS et 12 spectacles de variétés. En lien avec cette évolution, le nombre de spectateurs diminue lui aussi (27 947 spectateurs contre 91 782 l'année précédente.

- **L'activité extérieure diminue**

L'activité de conception et réalisation de stands en France ou à l'étranger a généré un chiffre d'affaires de 33 K€ cette année (contre 239 K€ en 2020). Cette activité, qui est susceptible de varier beaucoup selon les années en fonction notamment du résultat des appels d'offres, a été fortement impactée par l'annulation des salons cette année.

- **Satisfaction des clients et retombées économiques**

Compte tenu des circonstances exceptionnelles et de la faiblesse de l'activité, il n'a pas été réalisé d'étude sur les retombées économiques de l'activité et il n'a pu être réalisé d'enquête de satisfaction auprès des usagers.

- **Une démarche environnementale et sociale**

L'activité évènementielle est éphémère donc polluante. La SEM s'engage dans une logique de développement durable : les 3 axes majeurs de travail portent sur la consommation d'eau, la consommation d'énergie

(relamping en leds), et la gestion des déchets (recyclage des moquettes par exemple).

La SEM a obtenu la certification ISO 20-121 fin 2019. Cette norme, dédiée à l'activité événementielle offre des lignes directrices pour la gestion d'un événement et la maîtrise de son impact social, économique et environnemental.

- **Le PMC poursuit le programme d'investissements**

3,5 M€ d'investissement sont prévus sur le seul parc matériel du PMC (vidéo, sono, traduction, food & beverage, mobilier, ajustement modularité Schweitzer), financé à hauteur de 1 M€ - lissés sur la durée d'amortissement des équipements - par l'Eurométropole. Fin 2020, le montant d'investissements programmés restant à réaliser s'élève à 146 K€.

Le chiffre d'affaires recule fortement

624

Le niveau de l'activité 2020 est fortement dégradé par la situation sanitaire et économique.

Le chiffre d'affaires est à 100 % composé des produits de la DSP ; à 5,6 M€, il est en forte baisse par rapport à 2019 (- 69%). Comparé à l'activité prévue en cette année paire, caractérisée notamment par l'organisation du salon Egast, le recul est encore plus marqué : le chiffre d'affaires est en retrait de 73%.
Les recettes issues des salons et foires diminuent de 64% entre 2019 et 2020 (-74% si l'on raisonne à biennalité comparable avec tenue théorique du salon Egast) du fait du peu d'événements ayant pu avoir lieu.

Le chiffre d'affaires lié aux congrès et conventions diminue de 83% par rapport à 2019. Le chiffre d'affaires lié aux spectacles diminue de 52% entre 2019 et 2020. Le CA se ventile par activité de la façon suivante (en K€ HT) :

Foire salons	Congrès conventions	Spectacles	Manif. diverses	Location/restauration
2 444	1 383	505	595	715

Faisant application de l'avenant n°2 qui visait à maintenir l'équilibre économique du contrat du fait de la sortie anticipée des halls du Wacken, le délégataire prévoit de percevoir 40 K€ au titre de la garantie de couverture de perte de marge pour la période janvier-février 2020, comptabilisés au titre des autres produits d'exploitation.

Au titre des mesures de soutien à son délégataire, la collectivité a proposé une exonération de la redevance fixe 2020 (160 K€) et le versement d'une indemnité de 1 M€, sous certaines conditions. Ces éléments doivent se traduire par la conclusion d'un avenant.

Les charges d'exploitation diminuent en lien avec la baisse d'activité et avec le plan de réduction des coûts (-49%) elles s'élèvent à 9,5 M€ en 2020 :

- des économies importantes ont été réalisées sur le montant des achats de matières et autres approvisionnements qui passent de 164 K€ en 2019 à 25 K€ en 2020 ainsi que sur les autres achats et charges externes qui passent de 11 M€ en 2019 à 4,9 M€ en 2020 ;
- les dotations aux amortissements et provisions diminuent de 5% et s'élèvent à 476 K€ ;
- la masse salariale est d'environ 3,8 M€ (en diminution de 23% par rapport à 2019), en lien avec les mesures d'aide gouvernementales ;
- Le poste impôts diminue de 80% et s'élève à 62 K€ ;
- La participation des salariés aux résultat de l'entreprise est nulle pour l'exercice.

Au final, la perte d'exploitation au titre de l'exercice s'élève à 2,8 M€ contre un résultat d'exploitation positif de 1,9M€ en 2019.

À hauteur de 15 K€, le résultat financier est en baisse (33 K€ en 2019) ; le résultat exceptionnel à hauteur de 1,12 M€ est notamment constitué de l'indemnité d'imprévision versée par la collectivité, de la quote-part de la subvention d'investissement à hauteur de 125 K€ et de la quote-part du financement dû par la collectivité au titre de l'avenant 2 pour la réalisation du PEX transitoire à hauteur de 87 K€.

Au final, le résultat net génère une perte de 1,3 M€ (contre un bénéfice de 1,4 M€ en 2019) et il n'y a donc eu aucun dividende versé.

La structure du bilan reste saine

Le niveau des capitaux propres reste conséquent et représente 49% du total du bilan en 2020.

L'endettement bancaire est inexistant, et la trésorerie passe de 5,3 M€ à 33 K€ du fait de la mise en place de la convention de trésorerie avec GL et de la baisse d'activité.

À date la structure du bilan et la poursuite de l'exploitation ne sont pas remise en cause par la crise.

Les perspectives

L'année 2021 sera une année encore fortement dégradée par la situation sanitaire et économique. D'importantes incertitudes pèsent sur la reprise et portent notamment sur les normes sanitaires à respecter et le retour du public compte tenu des contraintes des déplacements internationaux. Le portefeuille 2021 reste fragile, les organisateurs peinent à confirmer leurs événements faute de visibilité. Certaines manifestations sont reportées à 2022 voire au-delà et certains événements physiques sont annulés au profit du digital.

Dans un marché déjà extrêmement concurrentiel, Strasbourg Événements anticipe une compétition accrue en sortie de crise. Pour répondre à ces enjeux, la SEM prépare son plan de reprise et de relance. Cela inclut un élargissement des offres de produits et services pour les manifestations accueillies et la mise en œuvre d'un large plan de communication.

Un avenant à la concession devrait être conclu en fin d'année, une fois le préjudice définitif lié à la crise et son impact sur l'équilibre du contrat connus.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	6 410 802	5 005 952	1 404 850	1 830 886
Immobilisations incorporelles	69 390	62 777	6 613	12 420
Immobilisations corporelles	5 975 276	4 943 175	1 032 101	1 458 791
Immobilisations financières	366 136	-	366 136	359 675
Actif circulant	15 252 674	131 557	15 121 117	19 745 333
Stocks	19 385	-	19 385	12 784
Avances et acomptes	88 721	-	88 721	20 950
Clients & créances	15 111 533	131 557	14 979 976	14 443 274
Disponibilités & VMP	33 035	-	33 035	5 268 325
Comptes de régularisation	73 991	-	73 991	122 707
Total	**21 737 467**	**5 137 509**	**16 599 958**	**21 698 926**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	8 096 290	9 569 372
Capital social	1 460 279	1 460 279
Primes d'émission, de fusion,..	1 540 424	1 540 424
Réserves	2 524 570	2 524 570
Report à nouveau	3 471 383	2 110 615
Résultat de l'exercice	**-1 348 125**	**1 360 768**
Subventions d'investissement	447 759	572 716
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	499 682	529 674
Dettes	7 179 254	9 578 403
Emprunts	9 250	1 866
Avances et acomptes	1 818 637	389 831
Dettes	5 351 367	9 186 706
Comptes de régularisation	824 732	2 021 477
Total	**16 599 958**	**21 698 926**

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	5 642 249	18 072 047
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	952 683	314 670
Autres produits	103 973	2 017 830
Total	6 698 905	20 404 547
Charges d'exploitation		
Achats	24 810	163 918
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-6 601	1 208
Services extérieurs	4 927 983	11 256 179
Impôts, taxes et versements assimilés	61 982	328 598
Charges de personnel	3 851 014	6 163 911
Dotations aux amortissements et provisions	625 894	580 163
Autres charges	11 715	28 442
Total	9 496 797	18 522 419
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 797 892**	**1 882 128**
Produits financiers	14 810	33 386
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**14 810**	**33 386**
Produits exceptionnels	1 216 445	8 924 057
Charges exceptionnelles	91 488	8 761 151
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**1 124 957**	**162 906**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**-1 348 125**	**1 360 768**



PARCUS

Territoire :
L'Eurométropole de Strasbourg.

Activités :
L'étude, le financement, la construction, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage.

Objectif :
Faciliter le fonctionnement du stationnement à Strasbourg et améliorer le service rendu aux usagers.

Principales réalisations :
- construction et gestion des parkings Sainte-Aurélie, Petite France, et Saint Nicolas,
- aménagement et exploitation des parkings Broglie, Austerlitz, Bateliers et Gutenberg,
- construction et gestion des parkings «Coubertin », via la filiale SAS Coubertin et « lot 5 ARCHIPEL» via la filiale PARSEM.

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte locale

Siège social :
55 rue du Marché-Gare
67200 Strasbourg
☏ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Créée le 13 mai 1973 Capital : 2 800 000 €

Président du conseil d'administration : Sophie DUPRESSOIR
Directeur général : Pascal JACQUIN

Objet social : l'étude, la construction et l'exploitation, à l'intérieur du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées.

621

Effectif moyen (équivalent temps plein) : 79 ETP (82,26 ETP en 2019) +1 ETP (mise à disposition du Directeur général par le groupement SCET-GE)

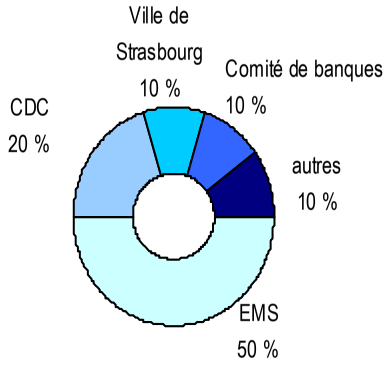
Commissaire aux comptes : In Extenso
Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la Mobilité espaces publics et naturels)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Fonction	*Personne morale représentée*	*Nom*
Président	**Eurométropole**	**Sophie DUPRESSOIR**
Administrateurs	**Eurométropole**	**Alain JUND, Patrick MACIEJEWSKI, Catherine GRAEF-ECKERT, Catherine TRAUTMANN**
	Ville de Strasbourg	**Pierre OZENNE**
	Organismes financiers	Franck WENDLING (Caisse Épargne Grand Est Europe)
	Caisse des dépôts et consignations	Alexandre SCHNELL
	Chambre de commerce	Catherine SALOMON
	Assoc. des commerçants	Pierre BARDET

REPARTITION DU CAPITAL

actionnaires	*nbre d'actions*
Eurométropole de Strasbourg	**2 500**
Caisse des dépôts et consignations	1 000
Ville de Strasbourg	**500**
Chambre de commerce	250
Association des commerçants	250
Comité de banques :	
BFCM	100
Banque populaire	100
Caisse d'épargne d'Alsace	100
CIC-Est	100
Société générale	100
total	5 000



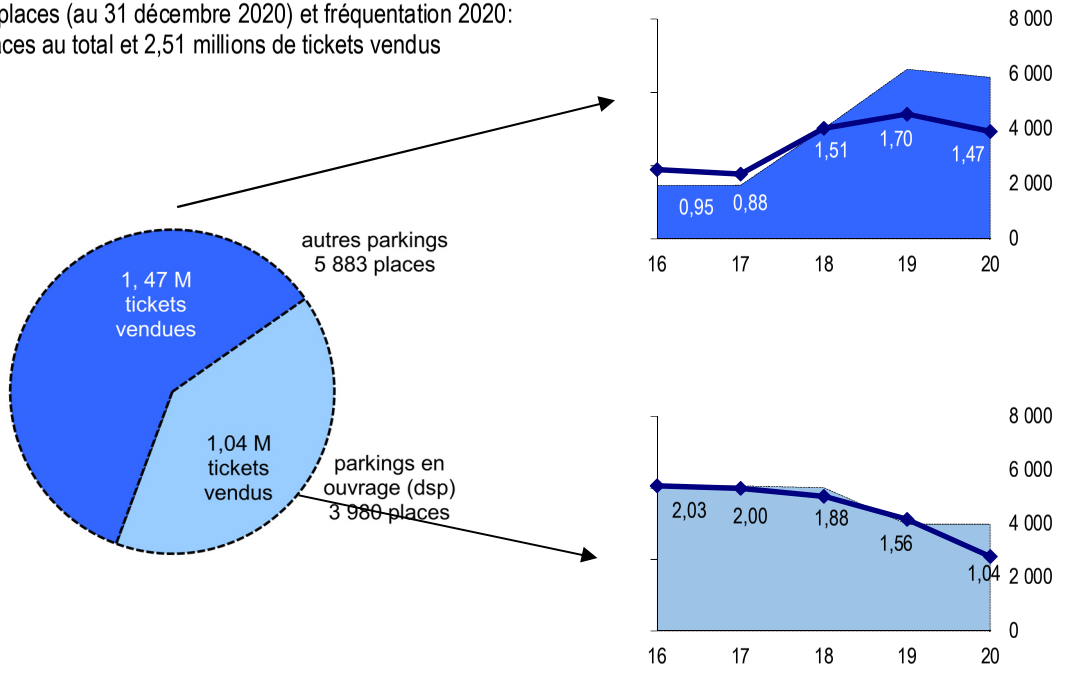
FILIALES ET PARTICIPATIONS

Société	*Forme juridique*	*% de Capital détenu*	*Capital Social nominal*
Auto'trement	S.C.I.C.	4,35	575 000 €
Coubertin	S.A.S.	10,00	500 000 €
Strasbourg Mobilités	S.A.S	38,00	30 000 €
Parsem	S.A.S.	50,00	6 000 000 €

Les indicateurs

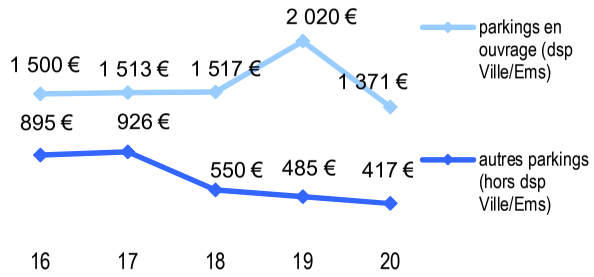
❖ **ACTIVITE**

Offre de places (au 31 décembre 2020) et fréquentation 2020:
9 863 places au total et 2,51 millions de tickets vendus

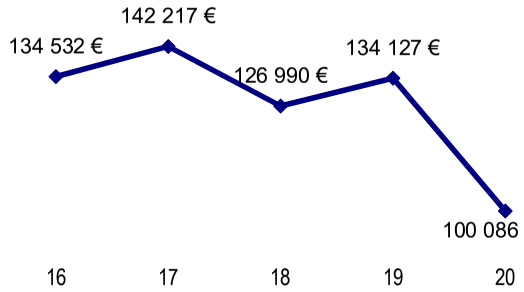


628

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffres d'affaires par place et par an*



Evolution de la productivité du personnel*
** chiffres d'affaires par place et par an*



Au 31 décembre 2021, Parcus exploite 9 863 places de parking. **3 980 places** (40% du total) sont situées dans les ouvrages délégués par la Ville sous mandat de gestion ou l'Eurométropole de Strasbourg :

- Centre Halles (P3) : 1 227 (Ville)
- Centre historique : 946 (EMS)
- Austerlitz : 484 (EMS)
- Broglie : 407 (EMS)
- Sainte-Aurélie : 384 (EMS)
- Bateliers : 279 (Ville)
- Gutenberg : 253 (EMS)

5 883 places (60%) sont exploitées pour le compte d'autres personnes publiques ou privées, en propre ou via ses filiales PARSEM ou Coubertin : Centre Halles (P1 et P2 1 113 places), site des HUS (695 places), Futura Schiltigheim (403 places), Esplanade (517 places), Rivétoile commerces (1 515 places), Rivétoile Cinéma (544 places), Coubertin (746 places), Sainte-Aurélie (Effia 350 places).

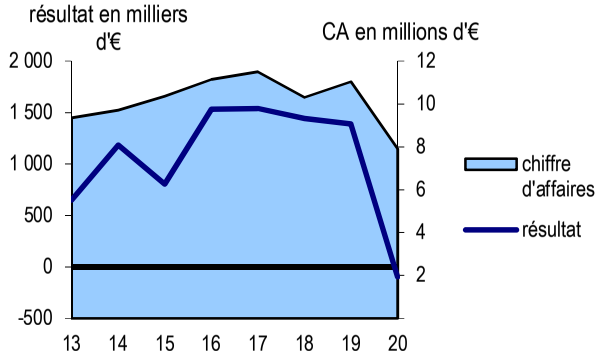
L'activité 2020

La crise sanitaire a eu un fort impact sur les comptes annuels de PARCUS sur l'exercice 2020. La SEM a assuré la continuité de sa mission de service public en mode dégradé pendant les confinements et en recourant au chômage partiel pour une partie du personnel de terrain et au télétravail pour le personnel administratif.

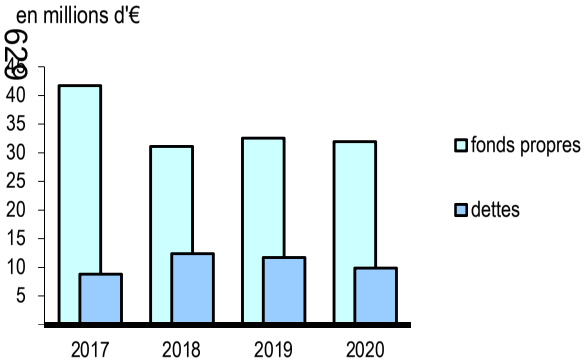
La baisse d'activité touristique et culturelle dans l'agglomération, le télétravail, ont eu un impact économique fort sur l'activité de Parcus. Il en résulte un important recul du chiffre d'affaires horaires sous l'effet conjugué de la baisse de la fréquentation et de la diminution de la durée moyenne de stationnement.

La fréquentation recule

Parkings délégués par l'Eurométropole et la Ville : on observe à périmètre équivalent une baisse de 33% de la



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

fréquentation horaire entre 2019 et 2020 sur les parkings publics gérés par PARCUS (1 043 399 entrées).

Si la baisse de fréquentation concerne l'ensemble des parkings, le recul a été plus ou moins marqué selon la situation des ouvrages.

Les parkings péricentraux ont connu les baisses de fréquentation les plus importantes et notamment :

- Centre historique - Petite France voit son nombre d'entrées diminuer de 45% ;
- Austerlitz connaît une baisse du nombre de tickets de 35% ;
- Sainte-Aurélie : ce parking du pôle gare connaît un recul de fréquentation de 57% ;
- Bateliers voit son nombre d'entrées reculer de 40% ;

À contrario, les autres parkings ont connu une baisse de fréquentation un peu moins marquée, :

- P3 Halles : ce parking connaît une baisse de fréquentation de 27 % ;
- Les parkings d'hyper-centre connaissent un recul de fréquentation de 25% pour le parking Broglie et 29% pour le parking Gutenberg. En effet, ces ouvrages ont bénéficié de l'ouverture aux usagers horaires à la période de Noël cette année.

Autres parkings : les parkings hors DSP ont connu une baisse de fréquentation de 14% en 2020 avec un nombre de tickets horaires passant de 1 702 820 à 1 465 279.

Le développement des activités se poursuit

Les actions d'amélioration et de développement, importantes et structurantes, se poursuivent :

- le délai d'achèvement des travaux de construction du parking lot 5 Archipel a été repoussé de fin 2021 à avril 2022 du fait de l'arrêt du chantier pendant les périodes de confinement. Une nouvelle convention a été signée pour un total de 40 places de stationnement et une durée de12 ans ;
- une nouvelle signalétique, imaginée par le designer Ruedi Baur, a été mise en place dans les parkings Saint-Nicolas et Broglie ;
- les travaux de rénovation dans le parking Gutenberg se sont achevés et une station de trottinettes électriques a été installée. La décoration sur le thème de la typographie confère une nouvelle image à cet ouvrage ;
- la fibre optique a été installée pour sécuriser les interconnexions entre les parkings nécessaires au schéma d'exploitation global. Les travaux se sont achevés en fin d'année 2020 ;

La politique commerciale est dynamique bien que limitée cette année par les périodes de confinement

En plus des services habituellement proposés aux usagers (plage nocturne à tarif adapté, abonnements résideo, partenariats avec le Tns, le Mamcs ou l'Opéra du Rhin), la politique commerciale a évolué au cours de 2020 :

- Parcus a investi 207 K€ pour moderniser le matériel péager (mise aux nouvelles normes de sécurité des cartes bancaires, généralisation de la lecture par plaques minéralogiques et de lecture de QR codes) ;
- Parcus a signé le 23 avril 2020 un contrat de partenariat avec la startup « Prends ma place » qui permet la réservation de places de stationnement entre particuliers, mais également la commercialisation de produits Parcus. La nouvelle plateforme de réservation a été mise en ligne au mois de septembre.
- Diverses opérations de mécénat et de partenariat ont été annulées ou reportées en raison de la fermeture des établissements culturels.
- Quelques actions de communication ont eu lieu en 2020 comme l'affichage des œuvres de l'artiste Benoit de Carpentier en mars 2020 au parking Broglie ou encore la mise en place d'un événement photographique « automaton » fin 2020. Des photos en lien avec la thématique des opéras et des ballets ont été installées dans le parking Broglie.

Un CA en baisse sensible

Le chiffre d'affaires (CA) diminue en 2020, le résultat d'exploitation est déficitaire.

Le chiffre d'affaires diminue de 28 %

Le chiffre d'affaires (CA) 2020 s'élève à 7,9 M€ contre 11 M€ en 2019 (-28%), dont 77 % pour les parcs délégués par la Ville ou l'Eurométropole.

Cette baisse s'explique par la diminution des recettes horaires sur la majorité des parkings gérés en DSP ou hors DSP, le chiffre d'abonnements restant maîtrisé.

Le total des produits est globalement en baisse (- 3,1 M €), il est composé, outre le chiffre d'affaires, de reprises de provisions, subventions d'exploitation, production immobilisée et transferts de charges.

Au final, les produits d'exploitation s'élèvent à 9,3 M€.

...et les charges dans une moindre mesure

À hauteur de 9,7 M€, les charges d'exploitation sont en baisse par rapport à 2019 ; leur évolution est pourtant contrastée.

Certains postes ont connu une évolution à la baisse comme :

- le poste « autres charges » (-53%) qui diminue en raison d'une forte baisse des redevances variables versées aux collectivités délégantes en lien avec la diminution du chiffre d'affaires des parkings ;
- le poste autres services extérieurs (-25%) en raison notamment du non renouvellement des contrats d'intérimaires pendant les périodes d'activité réduite et de l'interruption des campagnes d'affichage mais aussi en raison des frais liés à l'inscription du bail emphytéotique du parking Wacken Archipel 5 qui avaient grevé pour partie ce poste de charges en 2019 ;
- le poste impôts et taxes (-19%) : les baisses de valeur ajoutée et de chiffre d'affaires sur l'exercice contribuent à une forte diminution de la CET ;
- les charges de personnel : plusieurs postes vacants n'ont été pourvus qu'en fin d'année. Le recours au chômage partiel a par ailleurs entraîné le versement d'une allocation de 59 K€ (imputée au poste « transferts de charges »).

Ces diminutions sont en partie compensées par des hausses sur certains postes comme :

- les achats qui augmentent de 8 % en raison notamment de la hausse du poste fournitures et petits équipements (un relamping intégral a été effectué) ainsi que des consommables (comme en particulier les équipements de protection destinés à lutter contre la covid-19) ;
- les services extérieurs (+12%) : ce poste augmente notamment en raison du déploiement de la fibre optique et de divers développements informatiques. La sécurité et le gardiennage ont été renforcés dans les parkings sans présence humaine pendant les périodes de réduction d'activité. Ce poste intègre également des coûts liés à l'entretien des équipements péagers ;
- les amortissements et provisions (+13%) principalement en raison de la charge de caducité liée à la rénovation du parking Gutenberg et à la réhabilitation du parking des HUS.

La baisse des charges moins forte que celle du chiffre d'affaires a pour conséquence une réduction sensible du résultat d'exploitation qui s'établit à – 402 K€ contre + 1,4 M€ en 2019..

La rentabilité de la société se dégrade avec un Excédent Brut d'Exploitation en baisse de 77% à 830 K€.

Après intégration des résultats exceptionnel (366 K€ s'expliquant par les subventions d'investissements virées annuellement au compte de résultat) et financier (-51 K€), le résultat net devient déficitaire. Il s'établit à -98 K€ contre + 1,39 M€ l'exercice précédent.

La structure du bilan reste saine

La structure du bilan reste saine, les fonds propres (capitaux propres + autres fonds propres) sont stables et le ratio fonds propres/total bilan, en légère hausse, représente 74%.

L'endettement bancaire diminue de 738 K€, il se situe à 4,6 M€ et reste maîtrisé.

Les disponibilités représentent 13 M€ en 2020, dont 10,8 M€ en valeur mobilières de placement : ces fonds sont mobilisables pour autofinancer les projets de la société et ainsi lui permettre d'être compétitive dans le cadre d'appels d'offres.

Les perspectives

La crise sanitaire continuera d'impacter l'activité et les comptes de Parcus en 2021, qui prévoit une baisse de 25 % du CA horaire et une stabilité du CA abonnés par rapport à 2019.

Le 21 juin 2021, le conseil municipal a attribué à Parcus un contrat de concession pour la rénovation et l'exploitation du parking P3 les Halles pour une durée de 12 ans. Ce contrat prévoit des travaux lourds de rénovation et une enveloppe travaux de 8,2 M€.

Un rafraîchissement des peintures est prévu dans le parking Austerlitz en 2021. Une réflexion a été engagée avec le designer Ruedi Baur pour créer une signalétique claire et originale et donner une image identifiable au parking.

La SEM compte poursuivre la modernisation des parcs et l'adaptation de son offre aux évolutions technologiques dans le domaine de la mobilité. L'application Lyf Pay sera déployée et permettra un paiement par validation de QR-code ou lecture de plaque minéralogique.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	39 890 405	14 066 240	25 824 165	25 990 531
Immobilisations incorporelles	423 930	336 891	87 039	69 188
Immobilisations corporelles	32 857 130	13 389 317	19 467 813	19 347 029
Immobilisations financières	6 609 345	340 032	6 269 313	6 574 314
Actif circulant	17 061 346	26 897	17 034 449	18 314 623
Stocks	-	-	-	-
Avances et acomptes	-	-	-	-
Clients & créances	3 834 885	26 897	3 807 988	2 361 196
Disponibilités & VMP	13 226 461	-	13 226 461	15 953 427
Comptes de régularisation	102 669	-	102 669	181 871
Total	**57 054 420**	**14 093 137**	**42 961 283**	**44 487 025**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	20 256 503	20 746 480
Capital social	2 800 000	2 800 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	14 351 559	12 962 125
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**-97 609**	**1 389 434**
Subventions d'investissement	3 202 553	3 594 921
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	11 671 164	11 165 098
Provisions pour risques et charges	697 243	653 610
Dettes	9 888 295	11 725 465
Emprunts	4 583 912	5 541 543
Avances et acomptes	314 075	290 948
Dettes	4 990 308	5 892 974
Comptes de régularisation	448 077	196 372
Total	**42 961 282**	**44 487 025**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	7 906 805	11 038 642
Production stockée	-	-
Production immobilisée	32 737	163 293
Subventions d'exploitation	6 100	27 750
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 358 180	1 167 210
Autres produits	5 400	8 432
Total	9 309 222	12 405 327
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	3 235 604	3 241 106
Impôts, taxes et versements assimilés	519 902	641 526
Charges de personnel	3 360 030	3 661 249
Dotations aux amortissements et provisions	1 649 786	1 462 867
Autres charges	945 503	1 995 840
Total	9 710 825	11 002 588
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-401 603**	**1 402 739**
Produits financiers	301 499	263 022
Charges financières	352 649	40 997
RESULTAT FINANCIER	**-51 150**	**222 025**
Produits exceptionnels	392 368	440 018
Charges exceptionnelles	26 009	48 715
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**366 359**	**391 303**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	11 215	626 633
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-97 609**	**1 389 434**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Strasbourg.eu
eurométropole

SERS

Territoire :

L'Alsace

Activité :

L'aménagement, la construction, la gestion de patrimoine public et privé.

Objectifs :

- être l'entreprise du développement local accompagnant les politiques d'aménagement et de construction définies par les collectivités locales,
- être un partenaire privilégié des entreprises de la région dans les domaines de l'aménagement et de la construction.

Principales réalisations à Strasbourg :

- aménagement de la place des Halles et des quartiers de l'Esplanade, des Poteries et du Bon Pasteur, de l'Etoile et du Danube-Neudorf, projet Nextmed,
- construction des immeubles du Parlement européen, de l'ENA et du PEGE,
- construction du Musée d'art moderne et contemporain de Strasbourg, de la patinoire Iceberg, de la Cité de la musique et de la danse, du nouveau centre de gestion CG67,
- Scala, INET, résidences pour personnes âgées, siège de la DREAL, centre commercial Rivétoile,
- éco-quartier Brasserie,
- presqu'île André Malraux et Maison universitaire internationale
- mandats Zénith de Strasbourg
- nouveau PEX, et stade de la Meinau
- rénovations de nombreux groupes scolaires, collèges et lycées,
- grande mosquée de Strasbourg,
- manufacture des tabacs

SERS

Société d'aménagement et d'équipement de la région de Strasbourg

Société Anonyme d'Économie Mixte Locale

Siège social :
10 rue Oberlin BP 20165
67004 Strasbourg Cedex
☏ 03 88 37 88 88 - sers@sers.eu
www.sers.eu
Créée le 4 juin 1957
Capital : 8 068 800 €

Président du conseil d'administration : Jean WERLEN
Directeur général : Éric HARTWEG

Objet social :
la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale, et plus généralement l'intervention dans des opérations d'intérêt général complémentaires à ses missions (développement durable, production d'énergies renouvelables).

Effectif moyen : 34 salariés
Commissaire aux comptes :
- titulaire : cabinet Mazars représenté par Mme Laurence FOURNIER

Direction référente : Direction urbanisme et territoires

PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

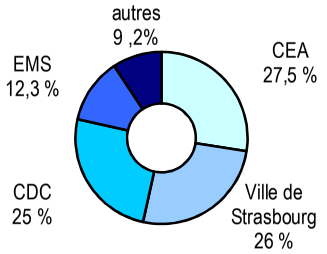
sociétés	*forme juridique*	*% de capital détenu*	*capital social*
CEGIP	EURL	100	50 000 €
Eurofret Strasbourg	SCI	95	15 245 €
R.G.W	SARL	33	516 680 €
Calypso Vendenheim	SCI	75	400 000 €
Strasbourg Mobilités	SAS	5	30 000 €
PARSEM	SAS	50	6 000 000 €
Maison Univ.Intern.	SCI	60	600 000 €
ENERD2	SAS	35	2 000 000 €
OFSA (création 2020)	SCIC	33	3 000 000 €

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 24/09/2020

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Jean WERLEN**
Vice-présidente	Collectivité européenne d'Alsace	Michèle ESCHLIMANN
Administrateurs	**Eurométropole de Strasbourg**	**Pia IMBS, Danielle DAMBACH**
	Ville de Strasbourg	**Suzanne BROLLY, Christelle WIEDER, Catherine TRAUTMANN**
	Collectivité européenne d'Alsace	Cécile DELATTRE VAN HECKE, Jean-Philippe MAURER, André ERBS
	Caisse dépôts & consignations	Patrick FRANCOIS
	Caisse d'Épargne Grand Est	Bruno DELETRE
	Société Immobilière du Bas-Rhin	Denis HOMMEL
	Habitation Moderne	Virginie JACOB
	CCI de Strasbourg et du Bas-Rhin	Christian GEISSMANN
	Région Grand Est	Pascal MANGIN

REPARTITION DU CAPITAL :

actionnaires	*nbre d'actions*
Collectivité européenne d'Alsace	5 544
Ville de Strasbourg	**5 239**
Caisse des Dépôts et Consignations	5 052
Eurométropole de Strasbourg	**2 474**
Caisse d'Épargne Grand Est	873
Habitation Moderne	489
Chambre de Commerce et d'Industrie de Strasbourg et du Bas-Rhin	251
Société Immobilière du Bas-Rhin	200
Région Grand Est	50
total	20 172

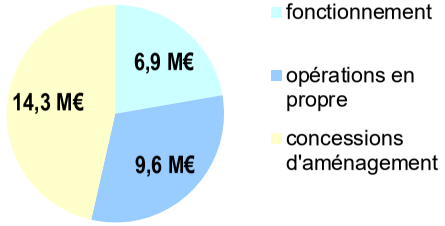


Les indicateurs

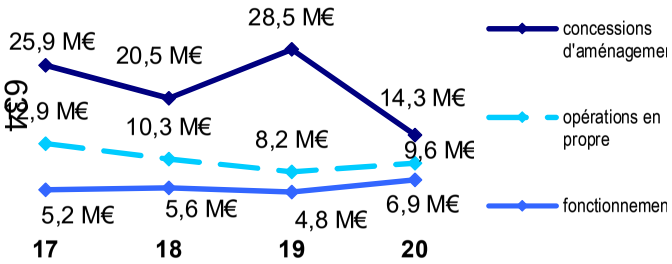
❖ ACTIVITE

Répartition des produits d'exploitation 2020

Total : 30,8 M€

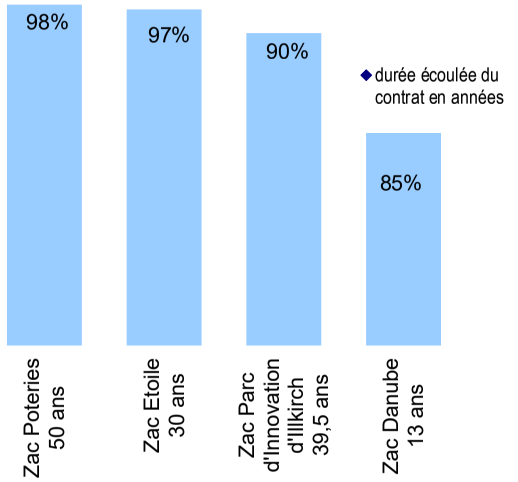


Evolution des produits d'exploitation en millions d'€



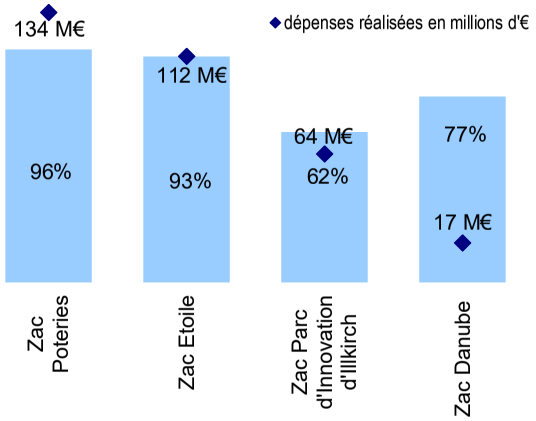
Concessions d'aménagement EMS

1. degré d'avancement en pourcentage de la durée écoulée du contrat à fin 2020



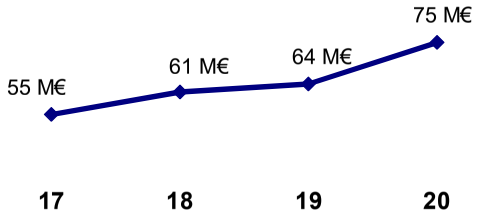
Concessions d'aménagement EMS

2. degré d'avancement en pourcentage des dépenses réalisées à fin 2020



❖ INDICATEUR FINANCIER

Evolution de la trésorerie de la société au 31/12



Positionnée comme l'une des toutes premières sociétés d'économie mixte de France dans le secteur du développement local, la Sers développe trois métiers :

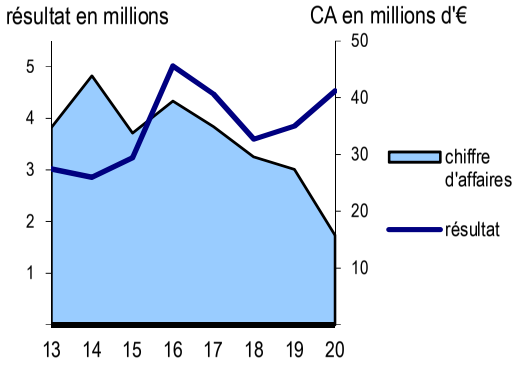
- l'aménagement de l'espace et des sites complexes (son activité première et traditionnelle) ;
- la construction d'équipements et leur rénovation ;
- la gestion de patrimoine, notamment dans le secteur de l'immobilier, des parkings, de la performance énergétique et des loisirs (golfs, cinéma).

L'activité donne lieu à trois grandes catégories de charges et de produits :

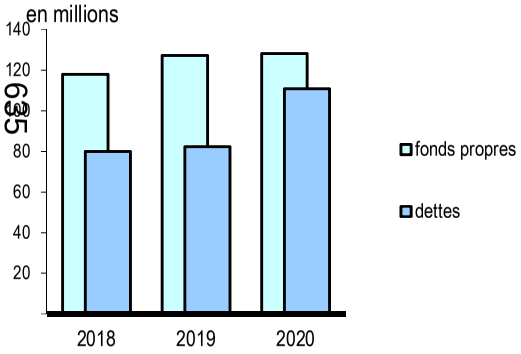
- les charges et produits des concessions d'aménagement (ensemble des opérations effectuées pour l'Eurométropole de Strasbourg ou pour d'autres concédants : celles-ci sont nécessairement comptablement équilibrées jusqu'à la clôture de l'opération, les profits latents des comptes de la concession étant neutralisés par la constitution d'une provision) ;
- les recettes de fonctionnement (ensemble des rémunérations perçues par la Sers sur les mandats et concessions, loyers, gestion) ;
- les opérations en propre (produits et charges issus de la gestion des opérations patrimoniales de la Sers, promotion immobilière, locations ou cessions : Cinépark, Scala, Directions régionale et départementale de l'équipement, mais aussi des opérations d'aménagement telles que l'éco-quartier de la Brasserie, le lotissement Baggersee ou l'aménagement de la presqu'île Malraux).

Malgré la crise sanitaire et un chiffre d'affaires en baisse de 42 % par rapport à 2019 (soit 15,7 M€ vs 27.3 M€ en 2019, lié au ralentissement de l'activité « aménagement»), le résultat net après impôt s'élève en 2020 à 4 532 K€ contre 3 852 K€ en 2019.

Au final les performances 2020 sont supérieures à celles budgétées.



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

L'activité 2020

L'aménagement urbain et l'habitat

L'aménagement de la ZAC de l'Etoile (140 000 m² de surface de plancher (SdP) : le dernier programme du sud de la ZAC (secteur Lombardie) a été livré début 2020 ; la concession a fait l'objet d'un avenant de prorogation jusqu'au 31/12/2021, pour préparer la clôture administrative et comptable et permettre d'accompagner le dernier projet immobilier sur le secteur St Urbain soit un programme mixte de 21 500 m² SdP (11 500 m² d'habitat - dont 7 000 en accession libre - , 2 500 m² de commerces de bouche et restaurants en rez-de-chaussée, 7 500 m² de bureaux et hôtel et un parking souterrain de 212 places).

La livraison s'est échelonnée entre novembre 2019 pour le logement social et le printemps 2020 pour les autres preneurs. L'hôtel et les restaurants en socle d'immeuble n'ont cependant pas pu être mis en service du fait de la crise sanitaire liée à la covid-19.

ZAC Poteries (444 000 m² de SdP) : l'urbanisation se poursuit sur le dernier secteur (14 000 m² à l'angle de l'Avenue Mitterrand et de la rue Cerf Berr) avec la construction des 39 logements « accès handicap » (projet Ti Hameau repris par Habitation moderne), et les programmes Ophéa et Habitat de l'Ill (69 logements au total). L'aménagement puis l'exploitation de la seconde tranche du square impasse Quinta Florentina ont pu bénéficier d'une démarche innovante de co-conception participative.

ZAC Danube (écoquartier, 85 000 m² de SdP) : la dernière phase de l'opération a été largement avancée avec la livraison des programmes « Le Belandre » (18 logements et locaux professionnels en habitat participatif), « Ambitions » (74 logements et 900 m² d'activités), « Futur composé » (18 logements et un local d'activité en habitat participatif) ainsi que le démarrage des projets BARTHOLDI et TANGRAM (environ 22 logements et 300 m² de bureaux).

L'urbanisation du dernier lot de la ZAC (lot E de 4 500 m² de SdP) devrait être dé densifiée avec un nouveau projet réduit de 1000 m² de SdP sous l'impulsion de la municipalité.

ZAC du Baumgarten à Bischwiller (59 524 m² de SdP) : pour ce programme sur 22 ha prévoyant 810 logements (collectifs, intermédiaires et individuels) dont 20% de logements aidés, les études d'avant-projet sont en cours d'élaboration et les dossiers de DUP/expro et d'autorisation environnementale en cours d'instruction.

Concernant les opérations en propres :

Presqu'île Malraux : il reste à transférer à l'Eurométropole et à la Ville de Strasbourg les espaces extérieurs aménagés par la SERS.

Ecoquartier de la Brasserie à Cronenbourg (450 logements) : après une année 2020 consacrée aux finitions, la rétrocession des espaces public devrait finalement être effective en 2021.

Lotissement « Prairies du Canal » à Illkirch Graffenstaden (1200 logements) : 2020 a été consacrée à la réalisation de la 1ère phase des travaux de voirie, à la poursuite des constructions de logements mais aussi à la reprise des études du plan urbain à la demande de la municipalité.

Les opérations sur les équipements collectifs se poursuivent

Les opérations portant sur les équipements collectifs sont principalement réalisées par mandats de maîtrise d'ouvrage publique.

En 2015, la Région a confié à la Sers deux mandats en vue de piloter les travaux de mise en accessibilité de 19 lycées situés au sein de l'agglomération strasbourgeoise et de 18 lycées situés dans le secteur centre Alsace. Le programme des travaux s'échelonne sur 7 ans.

En 2020, la Sers a remporté de nouveaux mandats : la rénovation thermique et mise en conformité de 6 collèges

confiées par le Conseil Départemental du Bas-Rhin (aujourd'hui Collectivité européenne d'Alsace) – dont Kléber à Haguenau pour 8.2 M€ TTC, Tomi Ungerer à Dettwiller pour 3 M€ TTC, Lezay Marnésia à Strasbourg Meinau pour 6.2 M€ TTC, Leclerc à Schiltigheim pour 6.6 M€ TTC et Ried à Bischheim pour 10.7 M€ TTC – , la réalisation d'un parking silo de 600 places au sein du pôle gare de Haguenau, attribuée par la communauté d'agglomération éponyme ainsi que la construction d'un périscolaire missionnée par la commune de Roeschwoog.

Les autres opérations se poursuivent : réorganisation de la zone de loisirs à Duppigheim avec la livraison du pôle enfance à la rentrée 2020, travaux d'aménagement du Centre Camille Claus d'Eschau, création d'une maison de santé et locaux associatifs à Krautergersheim, lancement des études du projet INSPE Meinau, démarrage des travaux du centre de gestion de la fonction publique territoriale (Illkirch Graffenstaden) ainsi que du nouveau PEX.

La Sers réalise également des équipements collectifs en maîtrise d'ouvrage privée : 2020 voit la livraison d'une première tranche de 128 logements étudiants dans le cadre de la reconversion de la clinique Sainte-Odile à Strasbourg-Neudorf, la continuation, via la filiale EnerD2, de la mission de rénovation énergétique et environnementale du Quartier du Wihrel à Ostwald ainsi que le lancement d'une opération de rénovation du siège de la Fondation René Cassin à Strasbourg.

La Sers réalise de même des opérations sous sa propre maîtrise d'ouvrage telles que la requalification de la Manufacture des Tabacs : après acquisition du site pour 11,4 M€ TTC auprès d'Imperial Tobacco et son inscription aux Monuments Historiques, 10 000 m² ont été cédés à l'Université de Strasbourg (installation de l'ENGEES et de l'EOST) en 2018, et 4 200 m² à la Ville de Strasbourg (installation de l'HEAR) fin 2019.

Les surfaces non cédées à la ville et à l'université ont été dédiés à l'émergence d'un « hub urbain de quartier », pôle start-up et incubateur – dont un équipement d'hébergement touristique pour jeunes (Hostel) livré fin 2020 – ainsi qu'un pôle d'alimentation biologique confié à un collectif porté par la Fondation Terra Symbiosis (marché de producteurs, épicerie, restaurants) et un espace événementiel, pour lequel un appel à manifestation d'intérêt sera prévu en 2021.

Un développement économique attractif

Le parc d'innovation d'Illkirch poursuit son développement avec en 2020 le début des travaux correspondant aux projets lancés en 2019.

ZAC du Technoparc de Hésingue : en 2020, les travaux ont été réceptionnés par Saint-Louis Agglomération.

Les activités de gestion se poursuivent

Les missions de gestion confiées à la Sers se poursuivent tant dans le secteur privé que public.

Elles sont notamment exercées par la CEGIP, filiale de la Sers à 100% qui compte deux départements :

- immobilier : gestion de 16 associations syndicales, 96 copropriétés, 8 contrats techniques, 55 mandats de gestion locative;
- golfs : gestion des parcours de La Wantzenau et Ammerschwihr.

La Sers est par ailleurs associée au sein d'autres structures : la SCI Eurofret (exploitation du centre routier du Port sud), la SARL RGW, la SCI Calypso Vendenheim, la SAS EnerD2 (contrats de performance énergétique), la SCI MUI, la SAS PARSEM et, depuis 2020, la SCIC OFSA (acquisition foncière et immobilière en accompagnement des ménages aux revenus modestes).

Des objectifs budgétaires dépassés malgré la crise

Le chiffre d'affaires 2020 s'élève à 15,7 M€ contre 27,3 M€ en 2019, principalement du fait des reports de ventes sur les opérations d'aménagement.

Le résultat global avant IS, qui intègre l'activité courante mais aussi les résultats financiers et exceptionnels (prises de résultat sur concessions), est toutefois en forte augmentation à 4,517 M€ : en particulier les performances financières ont été très supérieures aux prévisions ; l'amélioration de la situation du marché des obligations en fin d'exercice a ainsi permis de limiter les provisionnements et les rendements des placements ont été supérieurs aux attentes générant 654 K€ de gain.

Après imputation d'un crédit d'impôt sur sociétés à hauteur de 16 K€, le résultat net de l'exercice s'établit à 4,532 M€, en hausse de 79,7 % par rapport au budget et de +680 k€ par rapport au réalisé 2019.

La capacité d'autofinancement s'élève à 4,9 M€, elle permet d'assurer le financement de l'entreprise.

La structure bilancielle reste saine, les capitaux propres augmentent de près de 4% grâce au résultat de l'exercice et représentent 37% du bilan.

L'endettement bancaire s'élève à 54.2 M€.

La trésorerie ressort à 74.5 M€, en hausse de 17,3%.

Enfin, au titre de 2020, la Sers distribuera en 2021 1 133 K€ de dividendes dont 294 K€ pour la Ville et 139 K€ pour l'Eurométropole.

Les perspectives

Avec la reprise attendue, les résultats budgétés pour 2021, toutes opérations confondues devraient se solder par un résultat avant impôts de 4.7 M€ contre 4.5 M€ en 2020, grâce notamment à la reprise des commercialisations sur les opérations des Prairies du canal et de Mittelhausbergen.

Aucun événement postérieur à la clôture n'est venu remettre en cause significativement les comptes de l'exercice 2020. Le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 n'est pas de nature à générer une incertitude significative dans la continuité d'exploitation.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	126 216 777	43 092 495	87 967 600	104 755 176
Immobilisations incorporelles	130 272	130 272	-	24 546
Immobilisations corporelles	88 041 279	42 117 851	45 923 428	48 251 770
Immobilisations financières	38 045 226	844 372	42 044 172	56 478 860
Actif circulant	152 208 922	3 608	152 205 314	128 180 504
Stocks	27 704 672	-	27 704 672	19 161 403
Avances et acomptes	1 415 607	-	1 415 607	1 506 866
Clients & créances	48 499 104	3 608	48 495 496	43 942 132
Disponibilités & VMP	74 589 539	-	74 589 539	63 570 103
Comptes de régularisation	3 105 800	-	3 105 800	2 708 010
Total	**281 531 499**	**43 096 103**	**243 278 714**	**235 643 690**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	89 030 568	85 669 986
Capital social	8 068 800	8 068 800
Primes d'émission, de fusion,..	135 120	135 120
Réserves	9 023 675	9 023 675
Report à nouveau	61 092 869	58 203 516
Résultat de l'exercice	**4 532 153**	**3 852 566**
Subventions d'investissement	6 177 951	6 386 309
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	39 253 831	41 668 857
Dettes	87 418 496	82 332 518
Emprunts	54 704 959	55 926 102
Avances et acomptes	3 808 429	3 004 422
Dettes	28 905 108	23 401 994
Comptes de régularisation	27 575 819	25 972 329
Total	**243 278 714**	**235 643 690**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	15 747 657	27 334 785
Production stockée	8 543 269	1 008 362
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	2 000 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	2 781 995	10 014 769
Autres produits	3 765 955	1 255 251
Total	30 838 876	41 613 167
Charges d'exploitation		
Achats	13 760 458	19 795 413
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	4 275 685	1 424 442
Impôts, taxes et versements assimilés	330 989	641 740
Charges de personnel	3 351 330	3 174 053
Dotations aux amortissements et provisions	4 989 038	14 984 544
Autres charges	6 898	1 543
Total	26 714 398	40 021 735
RESULTAT D'EXPLOITATION	**4 124 478**	**1 591 432**
Produits financiers	1 304 038	2 088 237
Charges financières	1 129 782	715 410
RESULTAT FINANCIER	**174 256**	**1 372 827**
Produits exceptionnels	252 793	1 595 102
Charges exceptionnelles	35 131	266 845
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**217 662**	**1 328 257**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-15 756	439 950
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**4 532 152**	**3 852 566**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés



SPL des Deux Rives

Territoire :
Eurométropole de Strasbourg

Objet social :
La société a pour objet :
1° La conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement notamment : l'aménagement et l'équipement de la zone d'aménagement concertée des Deux-Rives et *la réhabilitation et l'extension des bains de La Victoire.*
2° La gestion, l'exploitation, l'entretien, la maintenance et la mise en valeur ainsi que la gestion et l'exploitation des services dont ces équipements sont le support et notamment : la gestion du stationnement hors voirie dans le périmètre de la zone d'aménagement concertée des Deux-Rives et la gestion et l'exploitation du service public des bains municipaux.
3° Toutes études et toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires
4° Toute activité d'intérêt général concourant à la réalisation de son objet pour le compte exclusif de ses actionnaires.

Objectifs :
Aménagement de l'espace métropolitain et notamment de la ZAC Deux Rives. En effet, sur un territoire de 250 hectares et un axe de 5km entre l'Ill et le Rhin, entre Strasbourg et la Ville de Kehl, au bord des eaux du canal Rhin-Rhône, des bassins portuaires et du Rhin, la ZAC Deux Rives constitue l'un des plus grands projets urbains français et le projet structurant de développement urbain de Strasbourg.
Par ailleurs, la SPL a en charge les études juridiques financières et économiques du projet de rénovation des Bains municipaux et la réalisation de l'opération via un contrat de concession de travaux passé avec l'EMS.

SPL des Deux Rives

Société publique locale de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Siège social : 1 rue de la Coopérative 67016 Strasbourg

Créée le 6 mars 2014 et immatriculée au RCS le 18 juillet 2014

Capital : 5 000 000€

Président : Jean WERLEN

Directeur général : Éric BAZARD jusqu'au 5 octobre 2020 puis Eric HARTWEG

Objet social : L'aménagement et l'équipement de la ZAC Deux Rives et la réhabilitation/ extension et l'exploitation des Bains municipaux ; et plus généralement :

- la conduite et le développement de toutes actions et opérations d'aménagement, de construction et d'équipements,
- la gestion de services et d'équipements liés aux objectifs d'aménagement,
- toutes opérations financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires,
- toutes activités d'intérêt général concourant à la réalisation de son objet pour le compte exclusif de ses actionnaires.

639

Effectif moyen : 21 salariés + un mandataire social

Commissaire aux comptes : MAZARS SA

Service référent : Direction urbanisme et territoires

CONSEIL D'ADMINISTRATION au 31 décembre 2020

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Président	**Ville de Strasbourg**	**Jean WERLEN**
Administrateurs	Ville de Strasbourg	Anne-Marie JEAN, Françoise SCHAETZEL, Rebecca BREITMAN, Anne-Pernelle RICHARDOT
	Eurométropole de Strasbourg	Jeanne BARSEGHIAN, Suzanne BROLLY, Jean-Philippe MAURER, Danielle DAMBACH, Alain JUND

REPARTITION DU CAPITAL

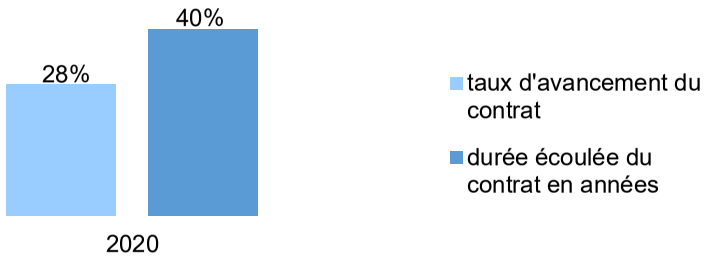
actionnaires		*nbre d'actions*
EMS		2 500
Ville		2 500
	total	5 000



Les indicateurs

❖ **ACTIVITE**

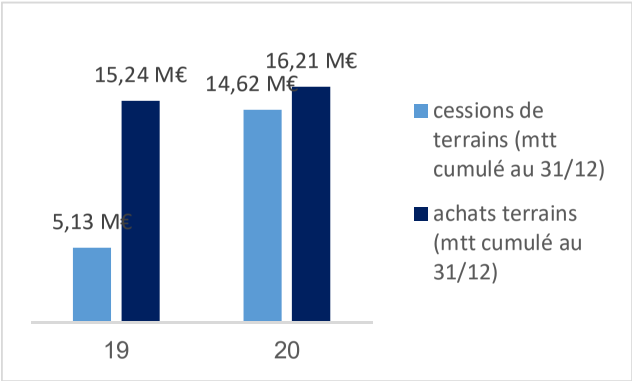
% de réalisation de la concession d'aménagement EMS



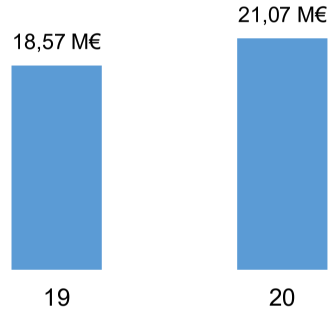
640

❖ **INDICATEURS FINANCIERS**

Évolution des cessions et acquisitions de terrains (montant cumulé au 31/12)



Evolution de la trésorerie



La création de la SPL Deux Rives a été autorisée par délibérations du Conseil municipal du 21 octobre 2013 et du Conseil communautaire du 25 octobre 2013.

Elle a été créée en date du 6 mars 2014.

Par délibération du 16 décembre 2014, la Communauté urbaine de Strasbourg a attribué le contrat de concession d'aménagement de la ZAC des « Deux Rives » à la SPL des Deux Rives ; la durée de la concession est fixée à 15 ans.

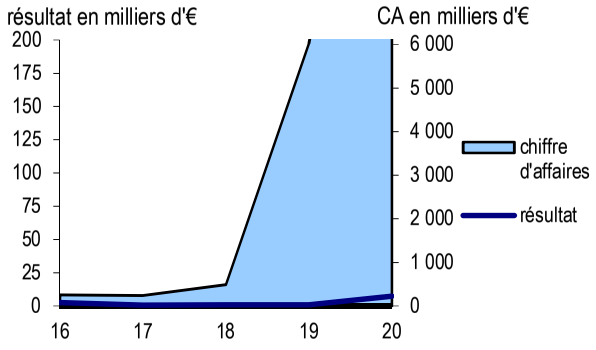
L'activité de la SPL donne lieu à trois grandes catégories de charges et de produits :

- les recettes de fonctionnement (les rémunérations perçues par la SPL sur les concessions) ;
- les charges et produits de la concession d'aménagement Deux Rives ; celles-ci sont nécessairement comptablement équilibrées jusqu'à la clôture de l'opération ;
- les opérations en propre (produits et charges issus de l'étude des Bains municipaux puis de la mise en œuvre de l'opération).

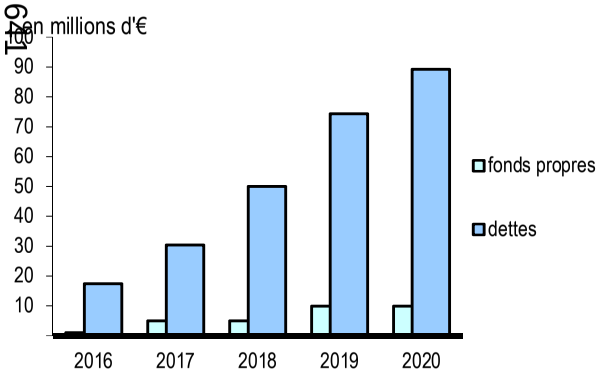
Dans la perspective de l'attribution du contrat de concession relatif aux bains municipaux et compte tenu des enjeux financiers du projet, l'assemblée générale extraordinaire du 13 juillet 2017 a décidé d'augmenter le capital social de la SPL d'un montant de 4 000 000 € ce qui le porte à 5 000 000 €. Les 5000 actions sont détenues à parité par la Ville et par l'Eurométropole.

Le 22 septembre 2017 a été signé le contrat de concession portant sur la réhabilitation et l'exploitation des bains municipaux de Strasbourg.

Ce contrat de concession en quasi régie fait suite à l'étude menée par la SPL entre 2014 et 2016. Il est conclu pour une durée de 35,5 ans et confie à la SPL les missions de conception des ouvrages inclus



Evolution du résultat et du chiffre d'affaires



Evolution des fonds propres et des dettes

Inscrits au bilan, les fonds propres sont constitués par l'ensemble du passif hors dettes et comptes de régularisation.

dans le périmètre de la concession, la réalisation de l'ensemble des ouvrages, l'exploitation, l'entretien et la maintenance des installations, et la mise en œuvre des financements nécessaires.

Au final, l'activité 2020 a dégagé un chiffre d'affaires de près de 16 M€ et généré un résultat net de 7,5 K€.

L'activité 2020

La concession d'aménagement de la ZAC Deux Rives constitue en 2020 la principale activité de la SPL. Le programme initial portait sur 472 200 m², à développer sur 4 secteurs : Citadelle, Starlette, Coop et Port et Rives du Rhin. Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par délibération en date du 28 avril 2017.

L'avenant 2 conclu en 2018 avait porté la constructibilité de la ZAC à 472 555 m².

Ces surfaces ont été ventilées de la manière suivante :

- 323 470 de logement (soit 69% du programme) ;
- 121 170 m² destinés aux activités économiques et commerces soit 25% du programme ;
- 27 815 m² d'équipement public soit 6% du programme.

L'équilibre budgétaire de la convention formalisé dans l'avenant 2 repose sur des recettes prévisionnelles de 230 M€ HT et des dépenses équivalentes (valeur 2016).

Le dossier de réalisation de ZAC prévoit l'acquisition de terrains pour une surface totale de 349 052 m². À l'issue de l'exercice 2020, les surfaces acquises s'élèvent à 241 635 m². Un compromis de vente a en outre été signé avec le Port autonome portant sur une surface résiduelle de 12 908 m².

L'avancement des opérations d'aménagement en 2020 est le suivant :

- les travaux d'aménagement des espaces publics se sont poursuivi sur les secteurs Coop, Starlette et Citadelle. La SPL a réalisé un mur de soutènement en vue de garantir le maintien du talus de tramway bordant plusieurs ilots à commercialiser dans le secteur Citadelle Sud;
- les travaux du site de la Virgule sont achevés à l'exception d'un bâtiment restant à restructurer. Les travaux des bâtiments dits de « l'Union Sociale » sont achevés et ont été en remis en gestion à la Ville afin d'y accueillir le futur Centre d'Études et de conservation des musées de Strasbourg. Les travaux du bâtiment « Cave à Vin » sont en cours et devraient être terminés courant 2021 ;
- le permis de construire du parking silo à construire dans le secteur Citadelle Sud a été obtenu et les travaux ont démarré ;
- les travaux de valorisation des sols de la ZAC (programme de mise en conformité sanitaire et de valorisation « valozac » ont démarré.

En termes de commercialisation, à l'issue de l'exercice, sur un total de 444 640 m² de surface de plancher cessibles à l'échelle de la ZAC, des programmes sont contractualisés (actes ou promesses de vente) à hauteur de 67 644 m².

Par ailleurs, la SPL exerce désormais une deuxième activité avec le projet de restructuration des bains municipaux dont elle assume le portage opérationnel et le risque financier.

Un marché global de performance a été conclu par la SPL portant sur les missions de conception et de réalisation des travaux de restructuration puis les prestations d'exploitation technique et commerciale. La SPL reste responsable des missions qui lui ont été confiées dans le cadre de la concession et qu'elle exerce à ses risques et périls.

Après un démarrage en novembre 2019, les travaux de restructuration se sont poursuivis au cours de l'année 2020 et l'inauguration et le début de la phase d'exploitation est prévue début novembre 2021.

La SPL a mené diverses opérations de communication

En 2020, différentes actions d'information, de communication, de médiation et de marketing urbain ont été menées par la SPL. Elles visaient aussi bien les habitants du quartier du port du Rhin, les acteurs socio-économiques du territoire, les professionnels de l'immobilier que le grand public.

Le plan d'action a été fortement impacté par le contexte sanitaire qui n'a pas permis à la SPL d'être présente sur les salons et forums immobiliers. Néanmoins des animations ont pu être réalisées autour du projet « Point Coop café deux rives », espace de médiation et d'échanges autour du projet urbain.

Des outils de communication ad hoc ont été développés aussi bien sur support papier que numérique (présence accrue sur les réseaux sociaux et création d'une série de vidéos dédiées à la féminisation du nom des rues).

Des moyens humains stables

Fin 2020, la SPL comptait 1 mandataire social et 21 salariés, soit un effectif stable par rapport à la situation fin 2019.

Le chiffre d'affaires croît

Il est précisé que les normes comptables spécifiques aux concessions d'aménagement imposent de neutraliser les profits latents des comptes de la concession par la constitution d'une provision (à hauteur de 1,7 M€ au 31/12/20) : le résultat de la concession d'aménagement étant neutralisé jusqu'à l'échéance du contrat, l'opération n'a pas d'impact comptable sur le résultat global de la SPL.

Les comptes présentés dissocient ceux de la structure SPL (« fonctionnement »), de la concession d'aménagement de la ZAC des Deux Rives et ceux de la réhabilitation et l'exploitation des bains municipaux de Strasbourg.

Le chiffre d'affaires de la société, en forte hausse, s'élève en 2020 à 16 M€, contre 6 M€ en 2019. Il est principalement composé des cessions d'actifs de l'exercice (ZAC des 2 rives), hors acomptes versés par les collectivités au titre de la participation aux équipements publics ou ceux versés dans le cadre de promesses de ventes de charges foncières.

Au total, les produits d'exploitation s'élèvent à 22 M€. Outre le chiffre d'affaires, ils sont composés de :

- 3,6 M€ de production stockée (dépenses engagées au titre de la concession d'aménagement diminuées du coût des éléments cédés),
- 1,84 M€ de rémunération de la SPL au titre de ses missions de concessionnaire d'aménagement, inscrits en « transferts de charges ».
- 238 K€ correspondant aux missions de maîtrise d'ouvrage sur les bains municipaux, inscrits en production immobilisée.

Le reste des revenus se compose de loyers ou redevances d'occupation, maitrise d'ouvrage déléguée d'un réseau d'eau, participation des constructeurs et subventions ainsi que des acomptes au titre de la réalisation du programme d'équipements publics.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 22 M€ (contre 24 M€ en 2019), dont environ 1,6 M€ de charges de personnel (en hausse de 18% par rapport à 2019). La hausse de la masse salariale s'explique notamment par la charge exceptionnelle constituée par les indemnités de fin de mandat versées à l'ancien directeur général de la société.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 21 K€.

Concernant l'activité opérationnelle de l'exercice sur la SPL, le montant des dépenses réalisées en 2020 pour la concession des Deux Rives s'élève à 19 M€.

Les dépenses engagées au cours de l'exercice concernant les Bains municipaux s'élèvent à 13 M€.

Les principaux postes de dépenses sont les travaux et installations de chantier (11 M€), les honoraires de maitrise d'œuvre (651 K€), les coûts de raccordement (146 K€), et les missions de maitrise d'ouvrage (238 K€).

Au total, le résultat d'exploitation s'établit à 6 K€.

Le résultat financier est de 1,4 K€ ; en l'absence de charges financières, il se compose exclusivement des intérêts sur le compte courant.

En l'absence de résultat exceptionnel, le résultat net s'élève à 7,5 K€.

La trésorerie, à hauteur de 21,4 M€, est confortable.

L'endettement total ressort à 62,5 M€ : les deux emprunts conclus en 2018 pour financer l'opération des bains municipaux pour un montant total de 24 M€ ont été mobilisés au cours de l'exercice à hauteur de 6,4 M€. S'agissant du financement de l'aménagement de la ZAC, les deux nouveaux prêts - garantis par l'Eurométropole à hauteur de 80% - souscrits en 2019 pour un montant total de 15 M€ ont été mobilisés à hauteur de 850 K€.

Perspectives

À la suite du renouvellement des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires, une réflexion en vue de la modification du Plan Guide de développement a été initiée afin d'y intégrer les nouvelles orientations politiques.

Ce travail, effectué en concertation avec les acteurs socio-culturels ou économiques et les habitants, portera notamment sur le renforcement de la qualité environnementale du projet urbain.

S'agissant des bains municipaux, en raison du retard consécutif à la crise sanitaire de la Covid-19, la date prévisionnelle de livraison des ouvrages et de leur mise en exploitation a été décalée au début du mois de novembre 2021.

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	18 665 591	141 888	18 523 703	5 439 876
Immobilisations incorporelles	37 420	34 136	3 284	4 347
Immobilisations corporelles	18 628 171	107 752	18 520 419	5 435 529
Immobilisations financières	-	-	-	-
Actif circulant	80 324 110	-	80 324 110	78 275 776
Stocks	53 706 270	-	53 706 270	50 153 594
Avances et acomptes	61 245	-	61 245	132 721
Clients & créances	5 139 207	-	5 139 207	9 418 042
Disponibilités & VMP	21 417 388	-	21 417 388	18 571 419
Comptes de régularisation	1 691 949	-	1 691 949	593 827
Total	**100 681 650**	**141 888**	**100 539 762**	**84 309 479**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	9 904 368	9 896 908
Capital social	5 000 000	5 000 000
Primes d'émission, de fusion,..	-	-
Réserves	7 503	6 534
Report à nouveau	-	-
Résultat de l'exercice	**7 460**	**969**
Subventions d'investissement	4 889 405	4 889 405
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	-	-
Provisions pour risques et charges	31 729	31 729
Dettes	89 290 665	74 380 842
Emprunts	62 552 207	51 536 007
Avances et acomptes	20 847 247	17 319 992
Dettes	5 891 211	5 524 843
Comptes de régularisation	1 313 000	-
Total	**100 539 762**	**84 309 479**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	15 935 307	6 017 790
Production stockée	3 552 676	16 048 234
Production immobilisée	238 248	227 692
Subventions d'exploitation	3 664	2 000
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 874 054	1 773 436
Autres produits	7	3
Total	21 603 956	24 069 155
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	19 885 151	22 608 845
Impôts, taxes et versements assimilés	82 784	43 458
Charges de personnel	1 609 328	1 360 681
Dotations aux amortissements et provisions	20 555	56 171
Autres charges	88	-
Total	21 597 906	24 069 155
RESULTAT D'EXPLOITATION	**6 050**	**-**
Produits financiers	1 408	969
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**1 408**	**969**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**7 458**	**969**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Élus représentants la Ville dans les sociétés à capitaux mixtes

élu(e)s	*sociétés*	*mandats*
AGHA BABAEI Syamak	Gaz de Strasbourg	Administrateur
	SPL des 2 rives	Comité de liaison stratégique
BEN ANNOU Khadija	Habitation moderne	Administratrice
BREITMAN Rebecca	Habitation moderne	Administratrice
	SPL des 2 rives	Administratrice
BROLLY Suzanne	Habitation moderne	Administratrice
	Sers	Administratrice
DRICI Salem	Strasbourg évènements	Président
DUBOIS Antoine	Gaz de Strasbourg	Président
HOFFSESS Marc	Gaz de Strasbourg	Administrateur
	Samins	Administrateur
JEAN Anne-Marie	Gaz de Strasbourg	Administratrice
	SPL des 2 rives	Administratrice
KOHLER Christel	Gaz de Strasbourg	Administratrice
KOSMAN Aurélie	Gaz de Strasbourg	Administratrice
KOUSSA Salah	Habitation moderne	Administrateur
LAFAY Marina	Strasbourg évènements	Administratrice
NEUMANN Antoine	Samins	Administrateur

élu(e)s	*sociétés*	*mandats*
OZENNE Pierre	SPL CTS	Censeur
	Parcus	Administrateur
	Samins	Administrateur
RICHARDOT Anne-Pernelle	SPL des 2 rives	Administratrice
ROTH Pierre	Locusem	Administrateur
SCHAETZEL Françoise	SPL des 2 rives	Administratrice
SOULET Benjamin	Habitation moderne	Administrateur
	Locusem	Administrateur
	SPL des 2 rives	Comité de liaison stratégique
TISSERAND Lucette	Habitation moderne	Présidente
TRAUTMANN Catherine	Sers	Administratrice
VARIERAS Floriane	Habitation moderne	Administratrice
WERLEN Jean	Locusem	Administrateur
	Sers	Président
	SPL des 2 rives	Président
WIEDER Christelle	Sers	Administratrice

Lexique

Actif circulant

Ensemble des actifs correspondant à des éléments du patrimoine qui, en raison de leur destination ou de leur nature, n'ont pas vocation à rester durablement dans l'entreprise, sauf exceptions le plus souvent liées à des particularités d'activité.

L'actif circulant comprend : les stocks, les créances, les valeurs mobilières de placement, les disponibilités. Le volume de l'actif circulant est dépendant de l'importance des opérations du cycle d'exploitation.

Actif net

Valeur patrimoniale de l'entreprise déterminée comptablement à partir de son bilan après affectation du résultat.

Action

Valeur mobilière représentative d'un droit de propriété sur une fraction du capital d'une entreprise.

Affectation du résultat

Le bénéfice comptable est affecté aux réserves et le cas échéant aux distributions de dividendes :

- l'affectation aux réserves peut relever de la loi (réserve légale), de la fiscalité (réserve réglementaire), des statuts (réserve statutaire) ou de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice (autres réserves et report à nouveau) ;
- le dividende est la rémunération du capital social.

La perte comptable est reportée à nouveau, imputée sur les réserves anciennes ou imputée sur le capital (cas extrême).

Amortissement de caducité

Dans le cadre d'une délégation de service public, l'amortissement de caducité permet de reconstituer les fonds que la société a mobilisés pour financer les biens affectés à la délégation (ex. : réseaux de distribution du gaz). Il est pratiqué sur une durée qui n'excède pas la durée du contrat de délégation.

646

Amortissement comptable

La dotation aux amortissements est une charge enregistrée au compte de résultat pour constater la dépréciation d'un bien dans le temps.

Approbation des comptes

Opération ayant pour objet d'approuver le bilan et le compte de résultat de l'exercice écoulé en donnant quitus aux dirigeants et aux commissaires aux comptes de leur mission.

Assemblée générale extraordinaire (AGE)

Elle se réunit chaque fois qu'il convient de prendre des décisions sur l'avenir de la société. Elle statue sur les décisions qui ont pour effet de modifier les statuts de la société.

Assemblée générale ordinaire (AGO)

Dans les SAEM, elle se réunit au moins une fois par an pour approuver les comptes de la société. L'AGO est compétente pour la désignation des administrateurs.

Besoin en fonds de roulement d'exploitation

Il constitue le montant de la trésorerie qu'une société doit mobiliser pour pouvoir financer la différence négative entre les encaissements et les décaissements (stocks + créances d'exploitation – dettes d'exploitation).

La formule comptable exacte pratiquée dans les présents rapports pour le calcul de cet indicateur est la suivante :

actif circulant brut + charges constatées d'avance moins :

les disponibilités, les valeurs mobilières de placement, les avances et acomptes reçus sur commandes en cours, les dettes fournisseurs et comptes rattachés, les dettes fiscales et sociales, les dettes sur immobilisations et comptes rattachés, les autres dettes, les produits constatés d'avance.

Lexique

Bilan	Document de synthèse comptable ; photographie de la situation patrimoniale de la société à une date donnée.
Boni de liquidation	Il s'agit de la valeur excédentaire à la suite de la liquidation de tous les actifs d'une société et après remboursement des dettes. Sa répartition est proportionnelle à la part de chaque actionnaire dans le capital social.
Capitaux permanents ou ressources stables	Moyens de financement utilisés par l'entreprise de façon permanente ou durable. L'entreprise en dispose de manière continue pour le financement de ses immobilisations. Il s'agit par exemple des capitaux propres et des emprunts à long terme.
Capacité d'autofinancement (CAF)	La capacité d'autofinancement (CAF) est le montant de trésorerie potentielle dégagée par l'activité de l'entreprise pendant un exercice. Elle se calcule par la différence entre les produits encaissables et les charges décaissables, à l'exclusion des opérations de cession d'immobilisations. Elle permet d'apprécier la part des investissements pouvant être financés par l'activité.
Capitaux propres	Inscrits au passif du bilan, les capitaux propres sont les capitaux apportés par les actionnaires ou générés par l'activité de l'entreprise. Ils appartiennent aux actionnaires. Constituant le droit de gage des créanciers, ils assurent l'indépendance financière de l'entreprise et permettent d'en apprécier la solvabilité.
Capital social	Le capital social est constitué des apports faits par les actionnaires (ou associés) ; il peut être augmenté ou diminué. Le capital constitue un élément du passif, il figure dans les capitaux propres.
Cessation des paiements	Elle intervient lorsque le débiteur ne peut plus faire face à son passif exigible grâce à l'actif disponible, c'est à dire lorsqu'il ne lui est plus possible de payer au jour le jour ses créanciers et ce, même si la société possède des actifs importants mais non disponibles (immobilier,…). L'état de cessation des paiements oblige les dirigeants à procéder au dépôt de bilan.
Chambre régionale des comptes	Juridiction financière fonctionnant dans chaque région et chargée : - du jugement des comptes des comptables publics ou de fait, - du contrôle de gestion de nature administrative portant sur le bon emploi des fonds des collectivités, - du contrôle de nature administrative portant sur le budget des collectivités. Les jugements de la chambre régionale des comptes sont susceptibles d'appel devant la cour des comptes. La chambre régionale des comptes peut intervenir dans les « satellites » des collectivités.
Chiffre d'affaires	Montant hors taxes des produits réalisés par une société dans l'accomplissement de son activité professionnelle courante.
Commissaire aux comptes	Personne physique ou morale désignée par l'organe approuvant les comptes et chargée de : - certifier l'image sincère et fidèle des comptes annuels, - le cas échéant, déclencher la procédure d'alerte, - vérifier le respect des obligations juridiques de l'organisme.

Lexique

Comptes annuels

Si un organisme est soumis aux règles du plan comptable général de 1982 (ce qui est le cas des sociétés d'économie mixte), celui-ci doit produire, pour chaque exercice social, des comptes annuels comprenant un bilan, un compte de résultat et des annexes.

Compte de résultat

Document de synthèse comptable retraçant l'activité et la rentabilité d'une société sur un exercice.

Conseil d'administration

Organe collégial investi des pouvoirs nécessaires à la gestion d'une structure dans les limites de la loi, de l'objet social et des statuts. Le conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale ou les statuts. Il nomme en son sein un Président.

Contrat de bail emphytéotique

Une collectivité peut donner à bail emphytéotique ou à bail à construction un terrain dépendant de son domaine privé à une personne de droit privé (société ou entrepreneur individuel) en vue de permettre à cette dernière d'édifier à ses frais et pour son compte un bâtiment qui restera sa propriété pendant la durée du bail. Ce contrat confère au bénéficiaire un droit à titre non précaire d'une durée minimale de 18 ans et maximale de 99 ans ; il est nécessaire que le contrat offre une contrepartie financière (redevance) à la collectivité propriétaire. Il est admis que les collectivités locales puissent avoir recours au bail emphytéotique sur leur domaine public.

Contrat de délégation de service public

Le contrat de délégation de service public permet à une personne morale de droit public de confier la gestion d'un service public à un délégataire public ou privé, dont la rémunération est substantiellement liée aux résultats de l'exploitation du service. Le contrat est conclu pour une durée limitée et à la suite d'une procédure de publicité qui doit permettre la présentation de plusieurs offres concurrentes. Le délégataire peut être chargé de construire des ouvrages ou d'acquérir des biens nécessaires au service. Constituent des contrats de délégation de service public, les contrats de concession de service public, d'affermage ou de régie intéressée.

Convention de mandat

Une convention de mandat passée entre une collectivité et une société permet à cette dernière d'intervenir au nom et pour le compte de la collectivité. La collectivité assure en principe le financement de l'opération et en porte le risque.

Convention publique d'aménagement

La convention publique d'aménagement (anciennement «concession d'aménagement ») est un contrat par lequel l'Etat, les collectivités locales ou leurs établissements publics confient la réalisation des opérations d'aménagement (zones d'aménagement concerté et lotissements) à une personne publique ou privée.

Dépôt de bilan

Formalité consistant, pour un dirigeant dont la structure est en état de cessation des paiements, à saisir le tribunal compétent en vue de faire prononcer le redressement ou la liquidation judiciaire.

Disponibilités

Espèces ou valeurs assimilables à des espèces ; selon le plan comptable général, ce terme est équivalent à celui des liquidités.

Dotations

Charges de l'exercice ne résultant pas d'un décaissement mais d'une évaluation. On les appelle également des *charges calculées* :

- les *dotations aux amortissements* correspondent à l'évaluation annuelle de la dépréciation des immobilisations amortissables supposée correspondre à une charge de l'exercice ;
- de même, les *dotations aux provisions* correspondent à l'évaluation des pertes probables de valeur de certains éléments de l'actif ou de risques plus généraux susceptibles de générer des décaissements futurs, en raison d'évènements nés au cours de l'exercice.

Emplois stables

Ensemble des investissements d'une société correspondant au total de l'actif immobilisé.

Lexique

Excédent brut d'exploitation (EBE)

Solde intermédiaire de gestion et principal indicateur de performance économique. Il correspond à la valeur ajoutée plus les subventions d'exploitation après rémunération de l'état (impôts et versements assimilés) et du personnel (charges de personnel).

Fonds de roulement net global (FRNG)

Cet indicateur permet de vérifier si une société finance totalement ses emplois stables (investissements). Il est issu de la différence entre les ressources stables (capitaux permanents) et l'actif immobilisé brut. Une différence positive marque la présence d'un FRNG et constitue un des critères de l'équilibre financier. Un FRNG négatif ou une absence de fonds de roulement, signifient que les ressources à court terme financent des besoins durables, ce qui est préjudiciable au maintien des paiements et à la trésorerie.

La formule comptable pratiquée dans les présents rapports est la suivante : *capitaux propres + écarts de conversion passif – capital souscrit non appelé – charges à répartir sur plusieurs exercices – primes de remboursement des obligations – écarts de conversion actif + autres fonds propres + emprunts obligataires convertibles + autres emprunts obligataires + emprunts et dettes auprès des établissements de crédit + emprunts et dettes financières divers – concours bancaires courants, soldes créditeurs de banques et CCP + provisions pour risques et charges + total des amortissements et provisions de l'actif du bilan – actif immobilisé brut.*

Liquidation

Procédure entraînant la disparition de la structure :

- la liquidation peut être *amiable* et décidée par les membres de la structure en assemblée générale extraordinaire ; la procédure amiable débouche sur la conclusion d'un accord contractuel avec les créanciers, accord portant sur les délais de paiement et les remises de dettes,
- la liquidation peut être *judiciaire* suite au dépôt de bilan de la société.

649

MIILOS, structure interministérielle

Créée par décret du 22 février 1993, la mission interministérielle d'inspection du logement social (MIILOS) est la seule mission d'inspection dont le champ exclusif d'intervention nationale est le logement social ; placée sous l'autorité des ministres chargés du logement et de l'économie, représentés au sein d'un comité directeur, elle procède, à intervalles réguliers, à une évaluation d'ensemble de la gestion des organismes et dispose d'une prérogative fondamentale : le contrôle sur place.

Procédure d'alerte

Dispositif déclenché par le commissaire aux comptes, le comité d'entreprise, les associés ou le tribunal compétent, lorsque la situation d'une entreprise évolue de manière préoccupante ; la procédure d'alerte tend à appeler l'attention des dirigeants d'une société sur la nécessité de prendre des mesures en vue de redresser cette situation. Les dirigeants doivent indiquer les mesures qu'ils comptent mettre en œuvre pour rétablir la situation.

Provisions

Constatation comptable d'une diminution de valeur estimée non irréversible du patrimoine de l'entreprise.

Provisions pour risques et charges

Provisions évaluées à l'arrêté des comptes et destinées à couvrir des risques et des charges que des évènements survenus ou en cours rendent probables, nettement précisés quant à leur objet, mais dont la réalisation est incertaine.

Provisions réglementées

Provisions ne correspondant pas à l'objet normal d'une provision et comptabilisées en application de dispositions légales ; elles font partie des capitaux propres.

Résultat

Solde (positif ou négatif) résultant de la différence entre les produits et les charges de l'exercice tels qu'ils figurent au compte de résultat.

Lexique

Résultat courant	Cumul du résultat d'exploitation et du résultat financier.
Résultat net	Cumul du résultat courant et du résultat exceptionnel.
Résultat d'exploitation	Résultat du processus d'exploitation et d'investissement de l'exercice ; il traduit l'accroissement de richesse dégagé par l'activité industrielle et commerciale de l'entreprise. Ce résultat prend également en compte le processus d'investissement par le biais des charges de dotations aux amortissements et provisions.
Résultat exceptionnel	Il recense les éléments de nature exceptionnelle et en particulier les plus ou moins-values sur cessions d'actifs.
Reprises sur amortissements et provisions	Compte destiné à réintégrer dans le résultat des provisions pour lesquelles les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.
Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML)	Son statut est défini par les lois du 7 juillet 1983 et du 2 janvier 2002. Les communes, départements, régions et leurs groupements peuvent prendre des participations dans une SAEM locale, pour réaliser des opérations d'aménagement, de construction, pour exploiter des services publics industriels et commerciaux ou toute autre activité d'intérêt général et sous certaines conditions : - la SEM est une société anonyme, - les collectivités publiques détiennent, séparément ou à plusieurs, plus de la moitié du capital social et des voix dans les organes délibérants, - les actionnaires privés ne peuvent détenir moins de 15% du capital social (loi du 20 janvier 2002).
Statuts	Acte constitutif d'une société posant les objectifs et règles de fonctionnement d'une société ou association. Ils comportent certaines mentions obligatoires.
Trésorerie	La trésorerie comprend les montants disponibles en caisse et en banques ainsi que les placements à court terme rapidement réalisables sans risque de perte de valeur.
Trésorerie nette	Trésorerie diminuée des concours bancaires courants (découverts en comptes).
Valeur ajoutée	Solde intermédiaire de gestion indicateur de la richesse créée par l'entreprise, avant rémunération des facteurs de production (salariés, état, entreprise, actionnaires…). Elle correspond à la production moins les consommations intermédiaires.

650

Lexique

651

Ville de Strasbourg – Sociétés d'économie mixte et Société publique locale au 31 décembre 2020

SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE Objet social	PRESIDENT Directeur	Capital social	% détenu par la Ville	Effectif moyen	indicateurs d'activité unité	2019	2020	variation
LOGEMENT								
HABITATION MODERNE construction et gestion, pour son compte ou pour le compte de tiers, d'immeubles de toute nature (en France et à l'étranger)	**Lucette TISSERAND** Virginie JACOB	1 500 000 €	52,8 %	191 Etp	▪ nombre de logements	10 272	10 462	*+1,8%*
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE								
LOCUSEM études, opérations d'aménagement, construction, rénovation, restauration, gestion immobilière, entretien d'immeubles et d'équipements et réalisation d'actions dans les quartiers dans le domaine immobilier	**Hülliya TURAN** Bernard MATTER	11 243 772 €	16 %	1 Etp	▪ surfaces commerciales gérées (m^2)	11 021	11 021	-
RESEAU GDS exploitation, entretien et développement des réseaux de distribution de gaz et tout objet complémentaire	**Antoine DUBOIS** Martine MACK	9 778 000 €	50 %	204 Etp	▪ nombre de points de consommations	107 708	117 274	*+8,9%*
SAMINS la gestion du Marché d'intérêt national qui regroupe les opérateurs grossistes, producteurs, prestataires de services et acheteurs des secteurs alimentaires et horticoles	**Serge OEHLER** Stéphane BABILOTTE	1 184 730 €	25 %	11 Etp	▪ surfaces commerciales louées et concédées ▪ tonnage de marchandises réceptionnées	49 529m² 144 840	49 529 m² 123 631	- *-14,6%*
STRASBOURG EVENEMENTS la gestion, l'animation et la promotion d'équipements publics locaux, ainsi que la conception, l'organisation, la participation, le financement direct ou en partenariat, de toute manifestation	**Salem DRICI** (Conseil de surveillance) **Alexandra ROUSIER** (Directoire) Thierry BRUNEL	1 460 279 €	17 %	102 Etp	▪ nombre de manifestations ▪ fréquentation Pmc ▪ fréquentation Pex	250 216 638 394 281	92 81 338 123 895	*-63,2%* *-62,5%* *-68,6%*
STATIONNEMENT								
PARCUS étude, construction et exploitation, à l'intérieur du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, de parcs de stationnement et de toutes les installations commerciales, administratives ou autres, qui pourraient y être rattachées	**Sophie DUPRESSOIR** Pascal JACQUIN	2 800 000 €	10 %	80 Etp	▪ nombre de tickets horaires	3 262 398	2 508 678	*-23,1%*
AMENAGEMENT								
SERS la réalisation d'opérations d'aménagement et d'équipement foncier, économique et social, d'activités de gestion, de prestations ou d'exploitation de services ou biens, de toutes les opérations de constructions nécessaires à la vie économique sociale	**Jean WERLEN** Eric HARTWEG	8 068 800 €	26 %	34 Etp	▪ produits d'exploitation activité "concessions d'aménagement"	28 549 353 €	14 327 953 €	*-49,8%*
SPL des deux Rives Aménagement de la ZAC 2 rives	**Jean WERLEN** Eric BAZARD puis Eric HARTWEG	5 000 000 €	50 %	22 Etp	• Degrés d'avancement des dépenses • Surface acquise durant l'année (ares)	21,4% 26	28,2% 0	-100,0%

652

52

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Synthèse de l'activité 2020 des délégations de service public de la ville de Strasbourg.

Numéro V-2021-1638

La présente délibération résulte de la loi Sapin de 1993 qui fait obligation aux établissements publics et aux délégataires de service public de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public. La Ville de Strasbourg a confié la gestion de sept services publics à des organismes privés (associations ou sociétés commerciales), la gestion du Parking P3 des Halles faisant l'objet d'un marché d'exploitation transitoire dans l'attente de l'entrée en vigueur d'une nouvelle concession au 1er août 2021.

Les services délégués ou confiés en gestion par la Ville relèvent essentiellement du domaine du stationnement sur voirie et en ouvrage (parkings des Bateliers et des Halles) et de l'action sociale avec les maisons de la petite enfance de Cronenbourg, Neuhof, Robertsau et Transfrontalière franco-allemande. La gestion du cinéma municipal complète le panorama des activités déléguées par la Ville de Strasbourg.

LES FAITS MARQUANTS 2020

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a produit des effets variables sur l'exécution des concessions selon le secteur d'activité et selon le modèle économique du contrat. Ainsi, si certains contrats ont été peu ou pas impactés, d'autres l'ont été fortement (par exemple les contrats d'exploitation de gestion des maisons de la petite enfance ou d'exploitation du stationnement en voirie ou en ouvrage) avec notamment de fortes baisses de fréquentation.

L'ensemble des délégations de service public de la Ville (y compris le parking P3 géré en marché) a employé 182 personnes (effectif moyen cumulé) en 2020, et a généré un chiffre d'affaires de 6,5 M€ contre 8,3 M€ en 2019.

Toutes les délégations de service public sous la compétence de la Ville ont un résultat excédentaire en 2020, à l'exception du parking Bateliers et du stationnement sur voirie, l'activité de stationnement ayant été particulièrement touchée par la crise sanitaire (baisse d'activité culturelle et touristique en centre-ville, télétravail…).

Le livre III du code de la commande publique en son article L 3131-5 relatif aux contrats de concession fait obligation aux concessionnaires de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public. Il doit permettre à la Ville de Strasbourg d'apprécier la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que le respect des engagements contractuels du concessionnaire. Il permet également de connaître les actions que ce dernier entend poursuivre ou mettre en œuvre pour améliorer l'exécution de la mission qui lui a été confiée. Les rapports transmis par les établissements publics et les délégataires peuvent être consultés.

La synthèse ci-jointe donne des éléments synthétiques de chacune des délégations et analyse leur activité en 2020, leur situation financière et leurs perspectives.

Chaque rapport de synthèse comporte également un ensemble d'indicateurs permettant de caractériser l'évolution de l'activité du point de vue de son volume et de sa performance financière, mais également sous l'angle de la qualité du service rendu. Ces analyses ont été soumises pour observations aux sociétés délégataires qui ont pu apporter des compléments d'information utiles.

L'ensemble des comptes-rendus d'activité est consultable en annexe à la délibération.
Il vous est donc proposé de prendre acte de la synthèse réalisée à l'initiative de la collectivité présentant une analyse de l'activité 2020 de l'ensemble des délégations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière,
après examen par la Commission consultative des services publics locaux
vu les articles L 3131-5 et R 3131-2 et suivants du code de la commande publique
après en avoir délibéré,
prend acte

de la communication des éléments de l'activité 2020 des services délégués :

- *gestion du parking des Bateliers (Parcus) et du stationnement payant sur voirie (Indigo),*
- *exploitation du cinéma municipal (association des Rencontres cinématographiques d'Alsace),*
- *gestion de la Maison de l'enfance de Cronenbourg (Léo Lagrange Centre Est),*
- *gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof (Ages),*
- *gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau (Léo Lagrange Centre Est),*
- *gestion de la Maison de la Petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl (Aasbr),*

informe

que les synthèses de l'activité des délégations de service public de la Ville de Strasbourg pour l'année 2020 sont consultables en annexe à la délibération.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142541-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Strasbourg.eu
eurométropole

Ville de Strasbourg

657

Délégations de service public

Rapports de synthèse 2020

Edition décembre 2021

Direction de la commande publique responsable
Service Partenariats

SOMMAIRE

La Ville de Strasbourg est signataire de 7 contrats de délégation de service public

Avant propos 5

Panorama 7

Déplacement - stationnement

Gestion des parkings
Parcus
Bateliers 11

Exploitation du stationnement payant sur voirie
Indigo Infra
Stationnement payant sur voirie 15

Culture

Exploitation du cinéma Odyssée
Rencontres cinématographiques d'Alsace 19

659

suite page suivante

SOMMAIRE (suite)

Petite Enfance

Gestion de la Maison de l'enfance de Cronenbourg
Léo Lagrange 23

Gestion de la Maison de la petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl
AASBR 27

Gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau
ALEF 31

Gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof
AGES 35

Tableau récapitulatif des délégations de service public 39

Établissement public rattaché à la Ville de Strasbourg

Port autonome 41

Strasbourg.eu
eurométropole

Avant-propos

La participation du privé à la gestion du service public : une tradition en Alsace

Dès la fin du XIX^{ème} siècle, la Ville de Strasbourg, comme d'autres communes alsaciennes, a associé le secteur privé à l'exercice de certaines missions ; en particulier celles relevant de la sphère économique. C'est ainsi qu'ont été créées des sociétés à capitaux mixtes (c'est à dire publics et privés) comme la Compagnie des tramways strasbourgeois (1877), l'Électricité de Strasbourg (1899) ou le Gaz de Strasbourg (1914).

Un cadre juridique fixé par le code de la commande publique

L'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession a constitué, après la publication de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, le deuxième volet de la transposition du paquet législatif européen sur les marchés publics.

Prise sur le fondement de l'article 209 de la loi « Macron » du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, elle unifie et rationalise le régime applicable aux contrats de concession. Son décret d'application du 1er février 2016 complète cette transposition.

Ces dispositions sont entrées en vigueur le 1er avril 2016 ; elles sont une transposition fidèle de la directive concession européenne et traduisent une démarche globale de simplification et de rationalisation du droit de la commande publique.

Le droit des concessions issu de l'ordonnance du 29 janvier 2016 et de son décret d'application se caractérise ainsi par la mise en place d'un régime général des concessions, la matière étant jusque-là marquée par l'atomicité de règles disparates.

Ces textes ont été codifiés à droit constant et leur régime est désormais défini dans la troisième partie du code de la commande publique, qui est entré en vigueur le 1er avril 2019. Au-delà de la simplification, l'ensemble y gagne de manière substantielle en cohérence et en lisibilité.

Un mode de gestion bien maîtrisé

Par le contrat de concession, qui peut prendre la forme d'une délégation de service public (*Dsp*), une collectivité locale confie à un tiers, public ou privé, la gestion d'un service public dont elle a la responsabilité.
L'organisme chargé de l'exploitation du service public (*le délégataire*) jouit d'une certaine autonomie de gestion, mais c'est la collectivité délégante qui en définit le cadre (*technique et financier*) dans un cahier des charges annexé au contrat. Enfin que le titulaire du contrat assume le risque d'exploitation ; ce qui suppose « une réelle exposition aux aléas du marché ».

Les règles qui s'imposent au délégataire sont les mêmes quelle que soit sa nature juridique

Le délégataire peut être un organisme public ou privé. Il peut être un établissement public, une entreprise, mais également une association ou une société à capitaux mixtes. Les règles qui s'imposent à lui sont les mêmes quelle que soit sa nature juridique. C'est le cahier des charges de la délégation, signé contractuellement, qui s'impose au délégataire.

Conformément aux dispositions de la loi, le contrat est négocié en amont avec le candidat-concessionnaire. Une fois signé, seul un événement extérieur (*événement bouleversant l'économie du contrat par exemple*) ou un accord intervenant entre les deux parties permet d'en changer la teneur (*ex : périmètre de la délégation*) ou les contraintes (*ex : mode de calcul de la redevance*).

Le risque économique étant assumé par le délégataire, un déséquilibre financier du contrat ne justifie pas en soi la modification de ses éléments constitutifs (*ex. : la diminution de la redevance ou le versement de subvention au titre du déficit*).

La collectivité dispose de réels moyens de contrôle

Une fois le contrat signé, c'est à la collectivité de s'assurer que le délégataire respecte ses engagements. Pour cela, la restitution trimestrielle ou annuelle d'indicateurs financiers mais aussi d'indicateurs d'activité est généralement prévue dans les documents contractuels. Ainsi, la collaboration entre la collectivité délégante et le délégataire doit s'inscrire sur la base d'objectifs clairs, définis dès l'origine. Leur absence ne saurait être efficacement compensée par un contrôle tatillon effectué *a posteriori*.

La délégation de service public peut prendre différentes formes, selon que le délégataire réalise ou non les ouvrages nécessaires au service public délégué. Les trois principales formes 'pures' sont la concession, l'affermage et la régie intéressée. Construits au cas par cas, les contrats peuvent contenir des dispositions relevant à la fois de l'une ou l'autre de ces formes.

Dans ce nouveau cadre, les concessions sont des contrats ayant pour objet l'exécution ou l'exploitation de travaux ou de services, pour le compte de pouvoirs adjudicateurs ou d'entités adjudicatrices, dans des conditions telles que le titulaire du contrat assume **le risque d'exploitation.** Le risque qu'il assume suppose « une réelle exposition aux aléas du marché » (art. L.1121-1 du code de la commande publique), c'est-à-dire qu'il doit être substantiel.
Ainsi, sont aujourd'hui régies par le code de la commande publique les concessions de services, de services publics (toujours déclinées en concession, en affermage et régie intéressée), d'aménagement ou de travaux.

De nombreuses dispositions relatives aux délégations de service public restent d'actualité

La loi Sapin du 29 janvier 1993 et le code de la commande publique ont déterminé les conditions dans lesquelles la collectivité peut confier la gestion de certains services publics à un organisme privé.

Elles imposent une procédure très encadrée, dont les trois éléments clé sont :

- ⇨ une totale transparence avec une large ouverture à la concurrence ;
- ⇨ le rôle décisif de l'assemblée délibérante de la collectivité : elle ouvre la procédure en statuant sur le principe de déléguer un service public et sur le type de contrat, elle la clôt en délibérant sur le choix du délégataire et sur les termes du contrat ;
- ⇨ des négociations menées par l'autorité habilitée à signer (la Maire de Strasbourg) ou son-sa représentante ; à l'inverse des appels d'offres, la possibilité pour la collectivité de négocier avec les candidats potentiels et le choix « intuitu personae » du candidat retenu au final. Ce choix doit cependant être motivé, sur la base des offres faites dans le cadre de la mise en concurrence et de critères définis préalablement à la consultation.

La rémunération par l'usager : le délégataire porte le risque économique

Contrairement au marché public, qui permet à la collectivité d'acheter une prestation pour un prix fixé à l'avance, le titulaire d'un contrat de concession n'est en principe pas rémunéré par la collectivité mais souvent par l'usager du service public. En d'autres termes, le concessionnaire supporte le risque financier de l'exploitation du service, dans les conditions fixées contractuellement dans la convention de délégation de service public. Il relève donc de sa responsabilité d'équilibrer son budget.

La consultation de l'usager

L'usager est appelé à donner son avis dans le cadre de la Commission consultative des services publics locaux (Ccspl), notamment :

- ⇨ sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce,
- ⇨ tout au long de la vie de la délégation, sur le rapport annuel fourni par le délégataire.

Les rapports des délégataires ont ainsi été portés à la connaissance des membres de la commission avant le Conseil municipal de décembre.

Une information annuelle

La loi Sapin de 1993 et le code de la commande publique font obligation aux concessionnaires de produire à la collectivité un rapport annuel présentant les résultats et les conditions d'exécution du service public.

Ce document doit comporter notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Il doit ainsi permettre à l'autorité délégante (Ville de Strasbourg) d'apprécier la qualité du service rendu à l'usager, ainsi que le respect des engagements contractuels du délégataire. Il permet également de connaître les actions que ce dernier entend poursuivre ou mettre en œuvre pour améliorer l'exécution de la mission qui lui a été confiée.

L'article L2313-1 du Code général des collectivités territoriales, modifié par l'ordonnance du 26 août 2005, prévoit que ces rapports ne sont désormais plus à annexer aux documents budgétaires et qu'ils sont remplacés par la seule liste des délégataires.

Les rapports des concessionnaires sont mis à disposition des élus sur une plate-forme informatique et peuvent être consultés auprès du service Partenariats.

À l'initiative de la collectivité, la présente synthèse vise à permettre une prise de connaissance synthétique des éléments descriptifs de la délégation : activité, état financiers, éléments juridiques. Elle constitue de ce point de vue un tableau de bord à garder sous la main.

Mais, elle a également l'ambition de donner, sous une forme synthétique et normalisée, une analyse de l'activité de l'année de la délégation, de sa situation financière et de ses perspectives.

Strasbourg.eu
eurométropole

Panorama de l'année 2020

La crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 a produit des effets variables sur l'exécution des concessions selon le secteur d'activité et selon le modèle économique du contrat. En effet, si certains contrats ont été peu ou pas impactés (par exemple les contrats de distribution de gaz et d'électricité, de traitement des eaux usées, les réseaux de chaleur…), d'autres l'ont été fortement (par exemple les contrats d'exploitation du transport urbain, de gestion des maisons de la petite enfance, de salles de spectacles ou de congrès…) avec notamment de fortes baisses de fréquentation.

Dans un premier temps, la collectivité a fait application d'un certain nombre de mesures d'urgences prévues par le gouvernement (suspension des redevances, non application des pénalités de retard, prolongation des délais…).

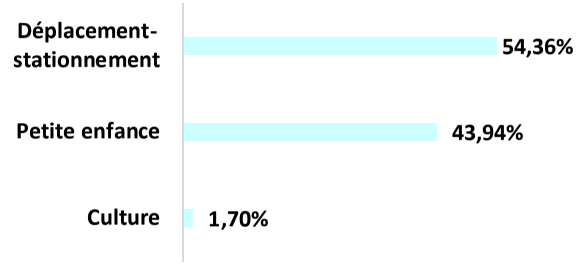
Dans un deuxième temps, afin d'appréhender au mieux les différentes situations, les différents concessionnaires ont été interrogés afin de leur demander un bilan synthétique de la situation de l'exploitation ainsi que les perspectives de remontée en charge.

Au final, au 1er janvier 2020, sept services sont délégués par la Ville et un service fait l'objet d'un marché d'exploitation transitoire. Il s'agit du parc P3 des Halles et ce jusqu'au 1er août 2021, date d'entrée en vigueur du nouveau contrat de concession. Pour des raisons de comparabilité des exercices, les données présentées ci-après incluent l'exploitation du parking P3.

La Ville de Strasbourg a confié la gestion de huit services publics à des organismes privés

Les services délégués ou confiés en gestion par la Ville relèvent pour l'essentiel du domaine du déplacement-stationnement avec les parkings des halles P3 et des Bateliers ainsi que le stationnement sur voirie. Ils ont fait l'objet d'une convention de gestion de l'EMS à la Ville de Strasbourg génèrent à eux seuls 54,36% du chiffre d'affaires de l'ensemble des services délégués. La plupart des autres parkings relèvent cependant de l'Eurométropole de Strasbourg.

Chiffre d'affaires 2020 par domaine d'activité



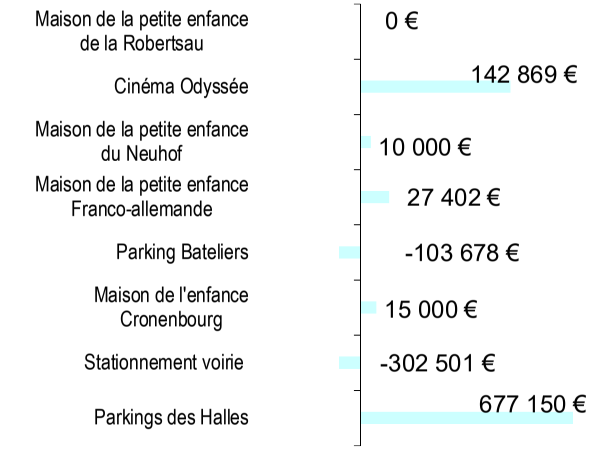
Le second secteur important est celui de la petite enfance avec 4 maisons : Robertsau, Franco-Allemande, Neuhof et Cronenbourg. Ce secteur représente près de 44% du chiffre d'affaires cumulé des délégations de service public municipales. La culture (gestion du cinéma Odyssée) représente 1,7% du chiffre d'affaires cumulé.

Un poids économique de 6,5 M€ de chiffre d'affaires cumulé en 2020

L'ensemble des délégations de service public de la Ville (y compris le parking P3 géré en marché) a employé 182 personnes (effectif moyen cumulé) en 2020 et a généré un chiffre d'affaires de 6,5 M€ contre 8,3 M€ en 2019.

Toutes les délégations de service public sous la compétence de la Ville ont un résultat excédentaire en 2020 à l'exception du parking Bateliers et du stationnement sur voirie, l'activité de stationnement ayant été particulièrement impactée par la crise sanitaire (baisse d'activité culturelle et touristique en centre-ville, télétravail…).

Résultats nets 2020 des Dsp (en €)



Les résultats du marché relatif au parking des Halles P3 (0,68 M€) constituent des recettes pour la Ville. Concernant le stationnement sur voirie, la Ville perçoit les recettes horaires de stationnement ainsi que les forfaits post-stationnement et verse une rémunération au délégataire.

La Maison de l'enfance Franco-allemande et la Maison de l'enfance Cronenbourg ainsi que la Maison de l'enfance Neuhof présentent des résultats respectifs de 27,4 K€, 15 K€ et 10 K€ en 2020.

Le résultat 2020 du parking des Bateliers s'élève à -104 K€, celui du cinéma Odyssée à 143 K€. La Maison de l'enfance de la Robertsau génère un

résultat nul en 2020. Enfin, le déficit de la concession de stationnement sur voirie est de – 302 K€.

Afin de donner une idée de la « rentabilité » des différentes délégations, nous présenterons ici pour chacune d'entre elles le ratio résultat net sur chiffre d'affaires en 2019 et 2020.

Ces ratios s'avèrent très dispersés et leur interprétation nécessite quelques précautions. Le ratio varie selon différents critères : secteur concerné, poids économique de la délégation, etc. Il dépend cependant essentiellement, d'une part de la nature du contrat (concession ou affermage) et du montant, le cas échéant, des investissements à financer par le délégataire, d'autre part de la durée écoulée du contrat.

- **Six contrats sur huit présentent des ratios de rentabilité positifs ou nuls**

En 2020, six contrats sur huit ont un ratio de rentabilité positif. Les services les plus rentables sontt le cinéma Odyssée (130%) et le parking des Halles (54,8%). À l'inverse, la rentabilité du parking des Bateliers s'établit à- 27%, en fort recul , celle du stationnement sur voirie qui s'élève à -16%.

Concernant la Maison de la petite enfance du Neuhof, la rentabilité est quasi stable. Cette faible rentabilité est liée à la structure associative des exploitants et à l'application de la clause de partage des bénéfices avec la Ville de Strasbourg.

La rentabilité de la Maison de la petite enfance Franco-allemande et celle de Cronenbourg ont fortement baissé. Enfin, la rentabilité de la Maison de l'enfance de la Robertsau est nulle.

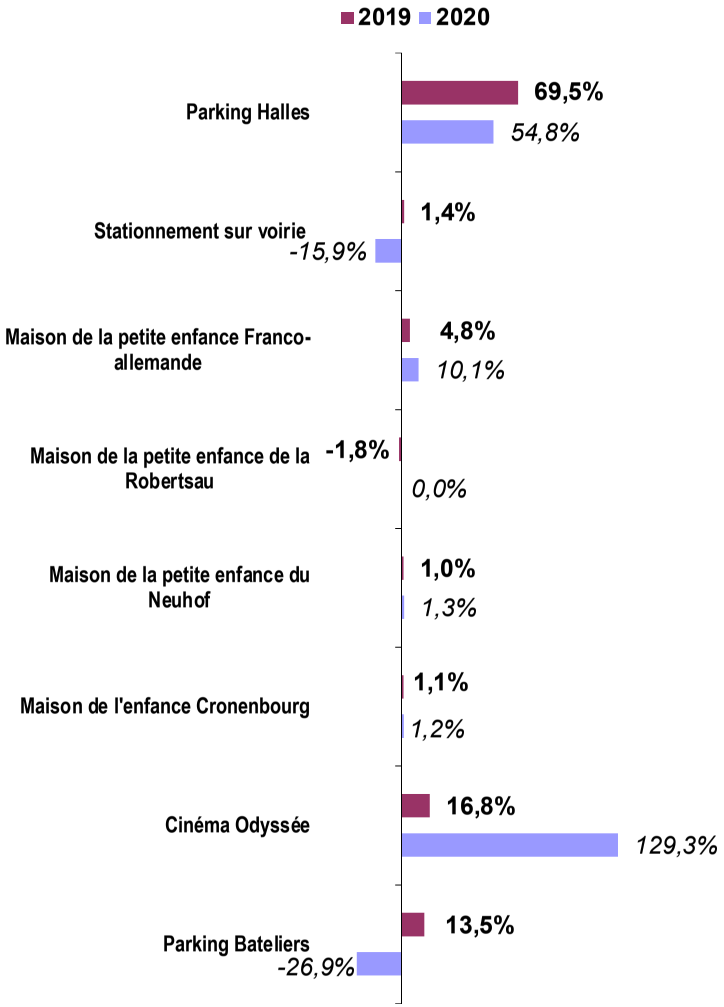
Les synthèses présentés dans ce document permettent d'approcher, pour chacun des contrats, les éléments spécifiques permettant d'expliquer, pour partie au moins, la diversité des résultats.

- **Une année 2021 qui sera encore marquée par la COVID 19**

Malgré la reprise d'activité, l'exercice 2021 restera marqué par la Covid-19. Une étude est faite au cas par cas de chaque situation afin de régler notamment le sort des redevances dont le recouvrement est suspendu. Des avenants seront, le cas échéant, mis en place en cas de préjudice avéré et justifié entraînant une modification substantielle de l'équilibre global du contrat.

Enfin, la concession relative aux Bains municipaux entrera dans sa phase exploitation avec l'ouverture de l'équipement au public à compter de début novembre 2021.

Rentabilité des affermages(résultat sur chiffre d'affaires en %)



-Parking Halles P3 :contrat marché
-Parking Bateliers : contrat de concession
-Stationnement sur voirie : contrat de concession

Les différentes formes de contrat de délégation

	la concession	l'affermage	la régie intéressée
ouvrage	Le **concessionnaire est chargé de réaliser les ouvrages** permettant l'exploitation du service public (*ex : parking, piscine, réseau de transports publics*).	Contrairement à la concession, **les ouvrages sont mis à la disposition du fermier** par la collectivité. Il peut s'agir d'ouvrages nouvellement construits (*ex : Zénith*) ou d'ouvrages plus anciens (*ex : cinéma Odyssée*).	Dans ce cas également, **les ouvrages sont mis à disposition du régisseur** par la collectivité (*ex : patinoire*).
rémunération	Le concessionnaire assurera également l'exploitation du service. La rémunération du concessionnaire provient des **recettes perçues auprès des usagers.** Il peut aussi percevoir des subventions d'exploitation en contrepartie des sujétions de service public imposées par la collectivité délégante (*ex : desserte de certaines lignes de transport en commun non rentables*).	Le fermier assure l'exploitation du service en se **rémunérant sur l'usager.** Il peut aussi percevoir des subventions d'exploitation en contrepartie des sujétions de service public imposées par la collectivité délégante (*ex : programmation de films peu rentables*).	Le régisseur est chargé de l'exploitation du service. Contrairement à la concession et à l'affermage, le régisseur est **rémunéré par la collectivité** et non sur l'usager. Cette rémunération est déterminée en fonction des résultats de sa gestion ; de ce fait, le régisseur assume une part de risque.
risque	Le concessionnaire assume le **risque d'investissement et le risque d'exploitation.**	Le risque du fermier est en principe **limité à l'exploitation** du service. L'entretien et le renouvellement des biens confiés sont en général également mis à sa charge.	Dans ce type de contrat, le régisseur agit pour le compte de la collectivité et non pour son propre compte. Ainsi, les charges et produits du service délégué sont réintégrés dans les comptes de la collectivité. Contrairement à la concession et à l'affermage, **le risque financier du service est dès lors partagé** entre le régisseur (*rémunération variable*) et la collectivité délégante de l'exploitation du service. Ce mode de délégation est notamment utilisé pour des équipements structurellement déficitaires (*équipements sportifs*).
redevance	Une redevance est versée par le concessionnaire à la collectivité. Elle constitue la **contrepartie de l'exploitation** par le délégataire du service public.	La redevance versée par le délégataire est dans ce cas plus élevée car elle doit **couvrir l'amortissement de l'investissement** réalisé par la collectivité.	Il n'y a, dans ce cas, **pas de redevance** à payer par le régisseur, l'ensemble des recettes étant reversé à la collectivité.

Gestion du parking des Bateliers

Gestion du parking des Bateliers à Strasbourg - 283 places

Contrat de délégation de service public

- début d'exploitation : 27/01/2013
- échéance : 31/01/2023
- durée : 10 ans
- Avenant n°1 de 23/12/2016 relatif à la suppression de la subvention d'exploitation
- redevance fixe indexée, soit 5 K€ en 2020
- subvention d'investissement : 260 K€ sur la durée du contrat

pm : 1er contrat avec le délégataire actuel en 1995

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité, espaces publics et naturels)

PARCUS

Société des parkings de l'Eurométropole de Strasbourg

Société anonyme d'économie mixte

55, rue du Marché Gare - 67200 Strasbourg
☎ 03 88 27 09 09 🖷 03 88 26 00 42

Structure dédiée à la délégation : non

Capital social : 2 800 000 €

Président : Sophie DUPRESSOIR
Directeur général : Pascal JACQUIN

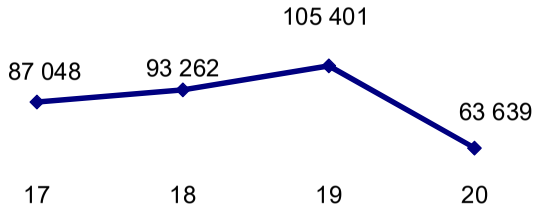
Effectif moyen : 79 Etp + 1 ETP (mise à disposition du directeur général par la SCET-GE)

Effectif moyen affecté à la délégation 3,14 Etp

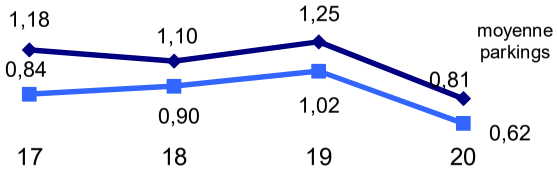
Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

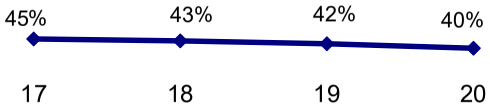
Evolution de la fréquentation horaire*
** nb annuel de tickets horaires*



Evolution du coefficient de rotation par place*
** nb de tickets horaires par place et par jour (base 365 j)*

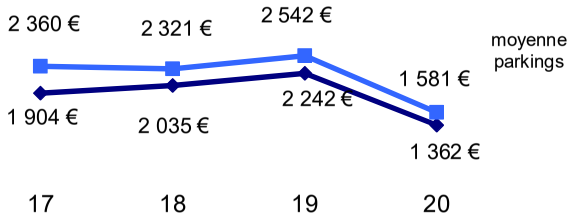


Evolution du pourcentage d'abonnements *
** nb d'abonnements rapportés au nb total de places*



❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Evolution de la recette moyenne par place*
** chiffre d'affaires par place et par an*



Après une procédure de mise en concurrence, la nouvelle délégation de service public a été attribuée fin 2012 à la société Parcus, pour une durée de 10 ans.

Le projet intègre :

- la requalification complète de l'ouvrage par le délégataire avec changement des systèmes de gestion, l'amélioration des accès et des circulations, la remise en peinture et la transformation du local d'accueil pour augmenter l'accessibilité et l'attractivité de l'ouvrage ;
- le traitement des problèmes d'étanchéité du niveau -3 avec un résultat pérenne attendu, grâce à la mise en place d'une maintenance préventive et curative ;
- une optimisation progressive de la présence humaine dans l'ouvrage avec maintien d'effectifs aux périodes de plus forte fréquentation et basculement de la surveillance et des interventions vers le parking Austerlitz, proche de l'ouvrage, en cas d'absence de personnel.

La réhabilitation de l'ouvrage s'est effectuée en deux phases afin de perturber le moins possible la rentrée universitaire :

- une première phase durant l'été 2013, au cours de laquelle les problèmes d'étanchéité ont été traités ;
- une seconde phase durant l'été 2014, au cours de laquelle les accès véhicules et piétons (niveau -2), ainsi que le local chef de parc, ont été intégralement rénovés ; cette requalification améliore le confort et la sécurité des usagers dans l'ouvrage et doit ainsi renforcer son attractivité.

Le délégataire a investi près de 1,12 M€ au total dans cet équipement, dont 0,26 M€ ont été pris en charge par la Ville via une subvention d'investissement.

Suite aux travaux réalisés, l'ouvrage a connu une forte attractivité. Les quais sont désormais fermés à la circulation mais le réaménagement confère au parc une plus grande accessibilité au centre-ville.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	385 415	634 459
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	122	689
Reprises sur provisions, transferts de charges	11 167	12 846
Autres produits	-	507
Total	396 704	648 501
Charges d'exploitation		
Achats	32 614	28 336
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	86 923	101 346
Impôts, taxes et versements assimilés	19 218	20 014
Charges de personnel	95 812	119 053
Dotations aux amortissements et provisions	169 165	160 629
Autres charges	108 719	117 508
Total	512 451	546 886
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-115 747**	**101 615**
Produits financiers	-	-
Charges financières	2 019	3 785
RESULTAT FINANCIER	**-2 019**	**-3 785**
Produits exceptionnels	26 000	26 000
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**26 000**	**26 000**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**-103 678**	**85 341**

Néanmoins, la crise sanitaire a eu un impact important sur l'activité en 2020, avec pour conséquence une baisse de la fréquentation horaire et de la durée moyenne de stationnement.

De fait, le chiffre d'affaires de ce parc est en forte baisse en 2020 ainsi que son résultat d'exploitation.

L'activité 2020

A l'instar des autres parcs péricentraux, le parking des Bateliers a connu une importante baisse de la fréquentation en 2020.

Le nombre de tickets horaires diminue ainsi de 40% en passant de 105 401 en 2019 à 63 639 en 2020.

Le nombre d'abonnés est en légère baisse à 112 abonnés en 2020 contre 119 en 2020. En effet, le parking est fermé aux nouvelles souscriptions d'abonnements.

Une extension des abonnements a toutefois été mise en place en 24h/24 sans surcoût pour l'ensemble des abonnés pendant la durée du confinement. Des délais de paiement ont également été accordés au cas par cas pour les abonnés trimestriels et mensuels, ce qui a eu pour effet de limiter le nombre d'impayés.

Le coefficient de rotation diminue en passant de 1,02 en 2019 à 0,62 en 2020.

Il reste inférieur à la moyenne des parkings délégués par la Ville et l'Eurométropole (0,81) en raison du fort taux d'abonnés.

La durée moyenne de stationnement ressort à 2 heures contre 3,83 heures en 2019.

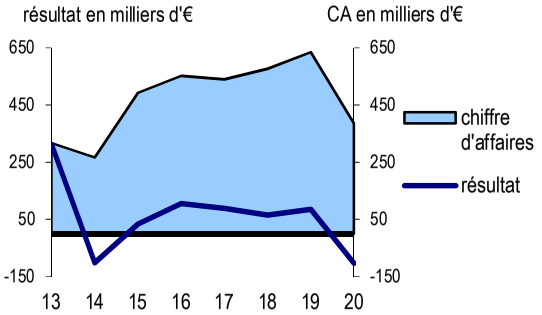
Durant l'exercice 2020, divers travaux d'entretien ont été effectués (réparation du système de continuité radio, remise en état d'un moteur de désenfumage, remplacement des batteries des onduleurs, remplacement d'une porte coupe-feu…).

Un chiffre d'affaires fortement impacté par la crise sanitaire

Le chiffre d'affaires est en recul (-39%) en lien avec la baisse de la fréquentation horaire et de la durée de stationnement.

Il en résulte un résultat d'exploitation déficitaire de -116 K€ en 2020.

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



- **Le chiffre d'affaires diminue**

Le chiffre d'affaires « horaire » s'élève à 280 K€ ; il représente 73% du chiffre d'affaires global et diminue de 47 %.

Le chiffre d'affaires des abonnés diminue dans une proportion moindre (- 7%) pour se situer à 100 K€.

Au total, le chiffre d'affaires diminue de 39% pour s'établir à 385 K€ contre 634 K€ en 2019.

La recette moyenne par place diminue à 1 362 €/place contre 2 242 €/place en 2019.

Elle se situe un peu en deçà de la recette moyenne par place pour l'ensemble des parkings qui est de 1581 € en 2020.

Au total, les produits d'exploitation s'élèvent à 397 K€, en diminution de 39% :

- le poste transfert de charges augmente (+7 K€) ; il correspond notamment à l'allocation étatique versée au titre du recours au chômage partiel ;
- les reprises de provisions sont en baisse de 9 K€. Elles ont servi à financer divers travaux de gros entretien, dont la contrepartie se retrouve en charges.

▪ **Les charges d'exploitation sont en baisse**

Les charges d'exploitation diminuent de 6% à 512 K€ contre 547 K€ en 2019.

Cette évolution est le résultat combiné de :

- la baisse des charges de personnel. En effet, le parking a fonctionné plusieurs mois sans personnel au premier confinement, et avec des horaires aménagés au second ;
- la diminution des services extérieurs (-16 K€) car les travaux réalisés en 2020 ont été moins conséquents que ceux effectués pendant l'exercice précédent ;
- la baisse des charges de gestion courante (- 9 K€) car les coûts de structure, ventilés au prorata des recettes générées par parc sur le chiffre d'affaires global, sont en baisse.

Ces diminutions sont partiellement compensées par :

- la hausse du poste achats (+ 4 K€) en raison notamment des travaux de relamping et de l'acquisition de protection et consommables pour la lutte contre la covid-19.

Le résultat d'exploitation diminue fortement pour se situer à -116 K€ en 2020.

La charge de l'emprunt diminuant, le résultat financier s'améliore légèrement et affiche un montant de – 2 K€.

Le résultat exceptionnel positif à 26 K€ concerne le report annuel au compte de résultat de la subvention d'investissement versée par la Ville.

Au final, après avoir déduit les impôts (la charge d'impôt est déterminée par le résultat fiscal de Parcus, ventilé selon le résultat de chaque parc), le résultat net est en forte baisse, il atteint -104 K€ contre 85 K€ en 2019.

Les perspectives

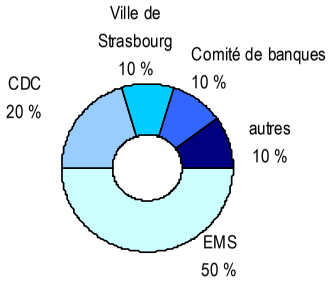
En 2021, le délégataire commencera à préparer la fin de contrat, prévue le 31 janvier 2023.

L'enjeu principal sera de retrouver la progression de fréquentation d'avant la crise sanitaire et de parvenir à un équilibre entre résidents et clientèle horaire sur ce parking situé dans un quartier en pleine évolution.

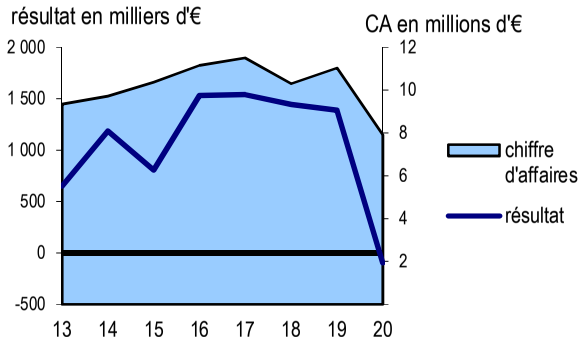
Dans la perspective de l'échéance de la concession, la collectivité devrait se prononcer sur le choix du mode de gestion de l'exploitation du parc d'ici la fin de l'année 2021.

Le délégataire

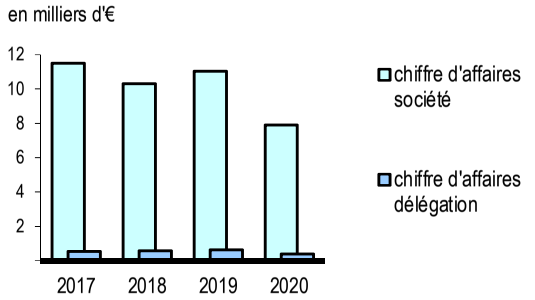
Son actionnariat



Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



670

Exploitation du stationnement payant sur voirie

Gestion du parc d'horodateurs sur 13 933 emplacements payants

Contrat de délégation de service public

- nouveau contrat signé le 09/10/2017
- début d'exploitation : 01/01/2018
- échéance : 31/12/2024
- durée : 7 ans
- Redevance 2020 : 54 K euros

Avenant n°1 (24/06/2019) : extension du stationnement payant au secteur Foulons-Corroyeurs-Coudreuse

Service référent : Stratégie et gestion du stationnement (Direction de la mobilité, espaces publics et naturels)

671

Indigo Infra

Société Indigo Infra

SA à directoire et conseil de surveillance
Tour Voltaire
1 place des Degrés TSA 43214
92919 La Défense CEDEX
☎ 01 49 03 13 21

Structure dédiée à la délégation : non
Capital social : 193 M€

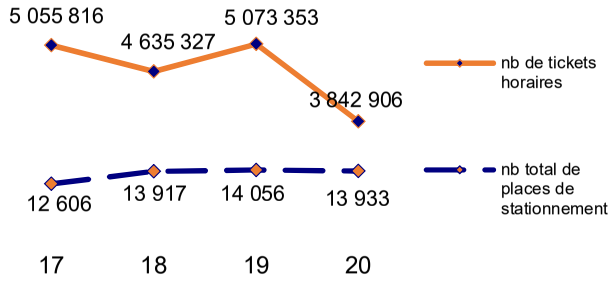
Directeur régional : Alexandre FERRERO

Effectif affectés à la DSP : Indigo : 6 ETP et Streeteo : 26 agents

Indicateurs

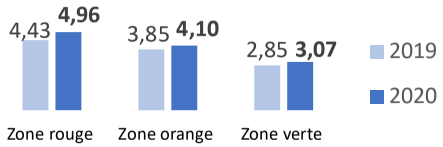
❖ **ACTIVITE**

Évolution de la fréquentation



Évolution du coefficient de rotation par place par zone tarifaire

*rotation moyenne en nb de véhicules par place et par jour en 2020

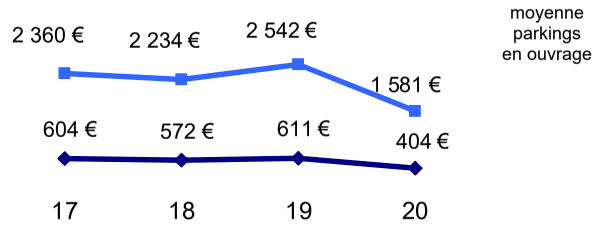


❖ **RECETTE MOYENNE PAR PLACE**

Évolution de la recette moyenne par place*

**redevances perçues par la Ville par place et par an*

**les données utilisées tiennent uniquement compte des recettes horaires*



Le Conseil municipal a attribué le 25 septembre 2017 une concession de service public à la société Indigo Infra pour une durée de 7 ans.

Ce nouveau contrat s'est inscrit dans le cadre particulier de la réforme du stationnement payant sur voirie, mise en œuvre à compter du 1er janvier 2018.

Cette réforme nationale a entrainé une refonte globale du stationnement payant dont la principale modification pour l'usager concernait la suppression de l'amende pénale nationale à 17 €.

Cette amende qui sanctionnait une infraction est remplacée par un forfait de post-stationnement (FPS) dont le montant est resté fixé par la Ville à 17€, lorsque le paiement intervient dans les 72h, celui-ci passant à 35€ en cas de paiement au-delà de ces 3 jours.

Par ailleurs, la collectivité continue de fixer les tarifs résidents et horaires dans le cadre de sa politique de mobilité.

Au titre de ce contrat de délégation de service public, le délégataire est responsable du fonctionnement du service et l'exploite à ses frais et risques.

Il est responsable de la mission de surveillance du stationnement payant ainsi que de l'établissement et la notification des Forfaits post stationnement (FPS) via sa filiale Streeteo et assure la collecte, pour le compte de la Ville de Strasbourg, des redevances de stationnement acquittées par les usagers (par paiement immédiat ou par règlement spontané du FPS).

L'activité 2020 a été marqué par la crise sanitaire liée à la covid-19. A l'instar des parcs en ouvrage, le stationnement sur voirie a vu ses recettes impactées par les mesures sanitaires et la baisse d'activité en centre-ville pendant le confinement du printemps, ainsi que par les gratuités décidées par la Ville à la sortie du confinement, pour dynamiser le retour des visiteurs en centre-ville.

Au terme de l'année 2020, on constate ainsi une baisse de la fréquentation sur la voirie et des recettes.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte en € HT retrace l'activité de la délégation de service public.

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 906 630	2 410 008
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	-	-
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	-	-
Total	1 906 630	2 410 008
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	1 706 967	1 542 237
Impôts, taxes et versements assimilés	11 018	19 854
Charges de personnel	174 374	236 707
Dotations aux amortissements et provisions	266 794	236 987
Autres charges	-	284 086
Total	2 159 153	2 319 871
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-252 523**	**90 137**
Produits financiers	-	-
Charges financières	49 978	56 489
RESULTAT FINANCIER	**-49 978**	**-56 489**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**-302 501**	**33 648**

672

L'activité en 2020

- **Le nombre de places diminue**

  Au 31 décembre 2020, le stationnement sur voirie compte 13 933 places effectivement exploitables durant l'année, contre 14 056 fin 2019, dont 822 en zone rouge, 5 312 en zone orange et 7 799 en zone verte, pour un parc total de 543 horodateurs.

- **La fréquentation horaire diminue mais l'évolution du ticket moyen est contrastée**

  En 2020, la fréquentation diminue : elle passe de 5 073 353 tickets à 3 842 906 (-24%). La zone rouge concentre 11% des tickets horaires, la zone orange 40% et la zone verte 49%.

  Par ailleurs, la durée moyenne de stationnement sur l'ensemble des zones baisse de 12,7 % par rapport à 2019.

  Cette baisse de la fréquentation s'accompagne d'une baisse du ticket horaire moyen (recettes/nombre de transactions) qui s'établit à 1,46 € contre 1,69 € en 2019.

  Cependant cette évolution est contrastée selon les zones considérées : le ticket moyen diminue en zone rouge (-16%) et en zone orange (-6%) mais il progresse en zone verte (+5%). Le télétravail de certains résidents et donc un stationnement plus long explique peut-être cette hausse.

  Les coefficients de rotation moyens, issus des enquêtes menées par le délégataire, sont en hausse dans les trois zones tarifaires en 2020. Ainsi, le taux de rotation passe de 4,4 véhicules par place et par jour en zone rouge dite « rotative » (Grande Ile), à 5 véhicules par place par jour en 2020

- **Contrôle et FPS**

  Au cours de l'année 2020, de nouvelles fonctions ont été intégrées à l'outil de contrôle et de gestion des FPS, utilisé par le personnel du délégataire mais également les agents de la Ville.

  L'objectif est de tracer, fiabiliser et sécuriser les échanges entre la Ville et Streeteo. L'outil intègre désormais une correction automatique des caractères impossibles et numéros de départements lors de la saisie des numéros de plaques.

  L'exploitant a réalisé près de 3 millions de contrôles sur voirie en 2020 qui ont donné lieu à 184 780 FPS (en baisse de 24%) soit un taux de FPS de 6,2%.

  Le taux de respect est très bon et se situe à plus de 90%.

  Ces FPS ont donné lieu à 8 668 recours administratifs préalables obligatoires (RAPO) ce qui représente 4,7% des FPS émis. Environ 2% des RAPO sont acceptés.

- **Évolutions portant sur les horodateurs**

  Deux horodateurs supplémentaires ont été installés : un situé dans le local de maintenance afin d'effectuer des tests de fonctionnement et l'autre situé devant la boutique Kleber et permettant aux usagers de régler leurs FPS en dehors des heures d'ouverture de la boutique. Tous les horodateurs ont été mis à jour de la nouvelle norme bancaire CB5.5.

- **Intégration de places de livraison**

  Conformément à l'avenant 1, les places de livraison du centre-ville, soit 80 places environ, sont mutualisées et intégrées dans la réglementation du stationnement payant après 11h30.

- **Droits et abonnements**

  Le nombre de droits valides fin 2020 était de 15 593 parmi lesquels 73% de résidents et 17% de professionnels mobiles et artisans.

- **Boutique**

  Une boutique est ouverte au sein de Parking Kléber pour accueillir du mardi au samedi, les usagers qui ont besoin d'explications ou d'aide (fonctionnement des horodateurs, paiement des FPS, contestations).

Les produits et les charges diminuent

- **Les recettes collectées baissent nettement …**

  Le suivi des flux financiers de la délégation s'effectue dans le cadre de l'exécution d'une convention de mandat.

  Les recettes nettes encaissées pour le compte de la Ville en paiement spontané s'élèvent à 5,9 M€ en 2020, en baisse de 32% par rapport à 2019 (8,7 M€).

  Ces recettes proviennent à hauteur de 16% de la zone rouge, de 54 % de la zone orange et de 30 % de la zone verte.

  La part des paiements via applications mobiles est en hausse (33% contre 26% en 2019) et celle des paiements en espèce recule (20% contre 37% en 2019).

  Le montant lié au FPS au titre de 2020 est de 2,6 M€. Ce montant est forte baisse par rapport à l'année 2019 (4 M€).

  La rémunération versée au délégataire au titre de l'exercice de ses missions, s'élève à 1,9 M€ contre 2,4 M€ en 2019 (-21%). Elle est calculée en fonction du montant des recettes horaires encaissées hors FPS et comporte une part fixe prévue au contrat.

  Elle est complétée par un intéressement calculé en fonction de la qualité du service rendu sur la base des critères et indicateurs définis dans le contrat.

  De fait, la baisse de la rémunération est liée à la diminution de la part fixe prévu au contrat (- 100 K€) et à celle de la part variable en raison de la baisse des recettes.

- **… et les charges d'exploitation reculent**

  Les charges totales du délégataire s'élèvent à 2,2 M€ en 2020 contre 2,3 M€ en 2019 (-7%).

  Les charges de personnel interne au groupe passent de 237 K€ à 174 K€ (-26%), lié à la baisse d'activité.

  Les interventions techniques diminuent de 23% pour s'établir à 98 K€.

  Les autres prestations sous-traitées baissent de 5% pour s'établir à 1,05 M€.

  Les frais de pilotage régional et de siège diminuent respectivement de 27% et 5%, du fait de la baisse du chiffre d'affaires.

  Les dotations aux amortissements reculent en passant de 237 K€ à 31 K€ (-87%). En 2019, ce poste incluait l'immobilisation d'investissements qui n'avaient pas encore été réceptionnés en 2018.

  Enfin, les frais financiers passent de 57 K€ en 2019 à 50 K€ (-12%).

  Le résultat net du délégataire fait apparaître une lourde perte de 303 K€ (contre +34 K€ en 2019).

Les perspectives

En 2021, le taux d'acceptation des RAPO devrait augmenter compte-tenu de la tolérance décidée par la Ville sur les erreurs de saisie de numéro de plaque.

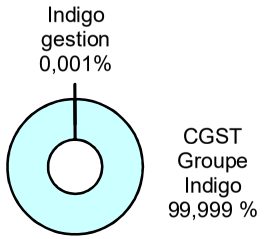
Le délégataire anticipe une modification durable des modèles de mobilité à la suite de la crise sanitaire.

Afin de s'adapter à ces évolutions, et sur la base des enquêtes réalisées par lui dans plusieurs quartiers, il souhaite pouvoir étudier avec la Ville la possibilité d'apporter des évolutions à la tarification actuelle et d'étendre le périmètre de stationnement payant.

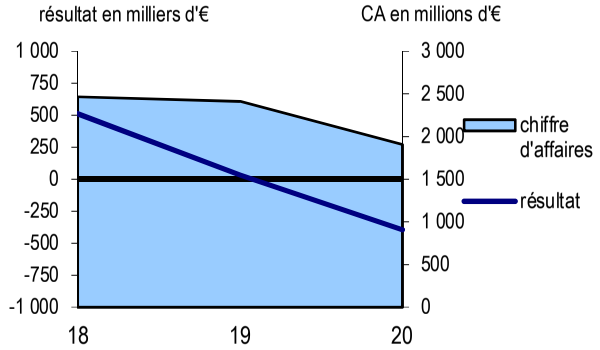
À noter que, suite à l'épidémie de Covid-19 et des gratuités proposées par la Ville sur la voirie, des scenarii d'impact sont en cours d'analyse .

Le délégataire

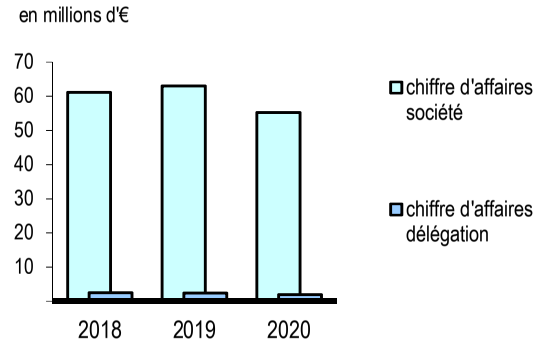
Son actionnariat



Évolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de la société



674

Exploitation du cinéma Odyssée

Exploitation, gestion et animation du complexe cinématographique municipal Odyssée

Contrat de délégation de service public

- prise d'effet : 01/01/2017
- échéance initiale : 31/12/2021, portée au 8 avril 2022 suite à l'avenant 3
- durée initiale : 5 ans
- redevance fixe, indexée sur l'indice PSD (produits services divers) : 3 809 €
- avenant 1 signé le 27 décembre 2017, avenant 2 signé le 14 janvier 2020, avenant 3 signé le 24 juin 2021
- subvention effectivement versée par la Ville au titre de 2020 : 305 K€ au titre du contrat de DSP
- pm : 1er contrat avec le délégataire actuel : 25/09/1999

675

Service référent : Département audiovisuel et cinéma (Direction de la culture)

Rencontres cinématographiques d'Alsace (RCA)

Association créée en 1986

3, rue des Francs Bourgeois - 67000 Strasbourg
☎ 03 88 75 11 52 🖷 03 88 75 12 71

Structure dédiée à la délégation : oui.

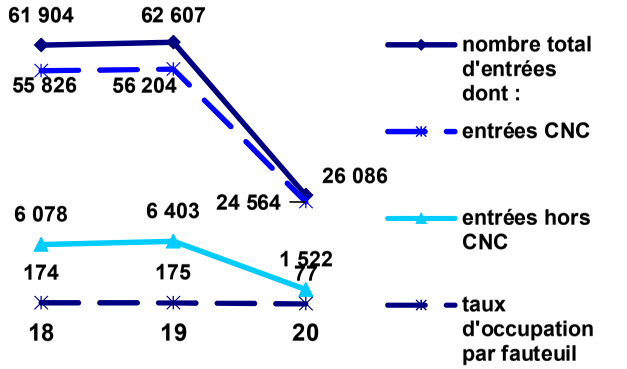
Président : Jean-Paul COSTA
Directeur programmateur : Faruk GUNALTAY

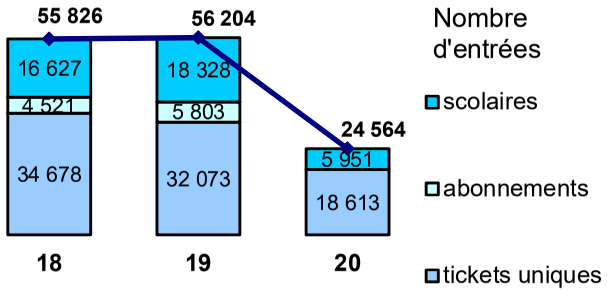
Effectif moyen : 13 salariés (8 ETP)
Effectif moyen affecté à la délégation : 13 salariés

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

Évolution du nombre d'entrées et du taux d'occupation par fauteuil (nb d'entrées payantes par fauteuil)

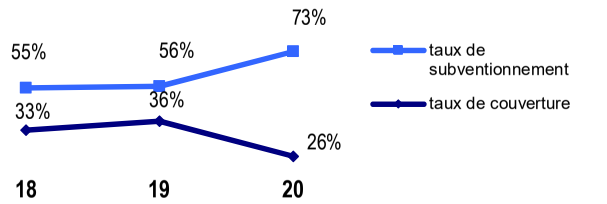




❖ **PERFORMANCES FINANCIERES**

Évolution du taux de subventionnement* et du taux de couverture des charges par les recettes**

* total subventions rapporté au total recettes (y compris la subventions Art et Essai CNC, Europa Cinéma ou Emplois aidés)
** recettes billetterie, activités annexes et location de salles sur charges totales



Le cinéma Odyssée constitue, avec les cinémas Star et Star Saint-Exupéry, un élément clé de l'offre strasbourgeoise de cinéma art et essai en centre-ville. Il comprend deux salles de 258 et 63 places.

L'année 2020 est marquée par les conséquences de la pandémie de Covid-19, à savoir deux confinements, qui ont occasionné 161 jours complets de fermeture et un couvre-feu qui a impacté la structure pendant 14 jours.

Par ailleurs, on peut noter que la mise en place de jauges réduites lors des mois d'ouverture, dans le respect des conditions sanitaires édictées par l'État, a réduit de façon significative la fréquentation possible.

Le nombre total d'entrées billetterie CNC est ainsi en très nette diminution en 2020, de même que l'évolution globale de la fréquentation sur les autres salles de la zone de chalandise.

Il est à relever que L'Odyssée a tout de même proportionnellement mieux résisté que les autres cinémas de Strasbourg, dont les baisses d'activité se situent entre -57 et -72 %.

La fréquentation scolaire diminue fortement en 2020 (-67 %) avec 5 951 entrées comptabilisées. L'éducation à l'image du jeune public demeure toutefois l'un des enjeux majeurs de la DSP.

Sur le plan financier, malgré la chute de fréquentation liée aux fermetures de la structure, l'exercice se solde à nouveau par un excédent, à hauteur de 142 K€.

L'activité 2020

- **La fréquentation diminue de 58,3 %**

  La fréquentation totale diminue en 2020 (-58,3 %) à 26 086 entrées contre 62 607 en 2019.

  La moyenne de fréquentation globale passe de 15,9 spectateurs par séance à 10,1 et le taux d'occupation (spectateur CNC/fauteuil) s'élève à 79 contre 195 en 2019.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de la société délégataire.

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	110 507	233 304
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	434 689	387 247
Reprises sur provisions, transferts de charges	-	-
Autres produits	52 342	70 516
Total	597 538	691 067
Charges d'exploitation		
Achats	1 795	462
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	248 577	328 777
Impôts, taxes et versements assimilés	10 456	25 401
Charges de personnel	181 624	285 673
Dotations aux amortissements et provisions	6 193	2 550
Autres charges	5 452	7 811
Total	454 097	650 674
RESULTAT D'EXPLOITATION	**143 441**	**40 393**
Produits financiers	226	2
Charges financières	711	584
RESULTAT FINANCIER	**-485**	**-582**
Produits exceptionnels	113	2 119
Charges exceptionnelles	200	2 838
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-87**	**-719**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**142 869**	**39 092**

676

Parmi ces entrées, on distingue 25 474 entrées billetterie CNC payantes ou gratuites (contre 56 204 en 2019 (soit -54 %) ; auxquelles s'ajoutent 612 entrées hors CNC (billetterie à souches, location de salles, invitations).

- **2 577 séances ont été programmées**

2 577 séances ont été programmées en 2020 pour 239 films, contre 3 915 séances pour 401 films en 2019 (soit 1 338 séances en moins et 162 films en moins).

Les films européens représentent 65 % des projections de l'Odyssée, soit 155 films, dont 49 films français.

La souscription de cartes d'abonnement est en diminution à 246 cartes contre 489 l'année précédente.

L'Odyssée conserve ses 3 labels art et essai sur les volets « Recherche, découverte », « Jeunes publics » et « Patrimoine » avec un total de subvention CNC de 38 K€.

23 manifestations cinématographiques et opérations culturelles ont été organisées en 2020 contre 47 en 2019.

Outre des cycles consacrés à des réalisateurs ou des acteurs, l'Odyssée accueille des « Quinzaines », temps forts du cinéma l'Odyssée, dédiées à des pays européens ou élargies au reste du monde (Allemagne, Russie, Espagne, Italie, Grèce, Turquie, Japon, Corée, Pologne, Rencontres des cinémas arabes…).

- **Un important travail est mené en direction des scolaires**

Le délégataire développe des activités en direction du public scolaire et adapte sa programmation en fonction de l'âge du public (du primaire au lycée), les séances en fonction de l'aménagement des rythmes scolaires et propose des dossiers et des fiches pédagogiques aux enseignants et aux élèves.

Il participe aux dispositifs « école et cinéma », « collège au cinéma » et « lycéens au cinéma ».

La fréquentation scolaire diminue de 67 % en 2020 à 5 951 entrées.

L'ensemble des activités en direction des jeunes en temps scolaire, périscolaire et ciné-club a généré 7 623 entrées.

- **L'établissement est ouvert sur l'Europe**

La programmation de l'établissement vient renforcer l'image européenne de la Ville. Il contribue à l'ouverture et à la diversité de l'offre culturelle de la Ville et touche un public varié en fonction des cycles proposés.

- **La fréquentation de la bibliothèque a également souffert des confinements**

La bibliothèque dispose de 900 livres et de près de 7 000 revues consacrées au cinéma.

Elle a accueilli environ 369 personnes en 2020 contre 723 en 2019, essentiellement des étudiants, lycéens, chercheurs et enseignants.

- **Les efforts de communication se poursuivent**

Le cinéma a publié 9 tirés à part diffusés à 40 000 exemplaires chacun par les DNA à leurs abonnés ; les différents évènements sont également affichés sur les panneaux dynamiques de l'Eurométropole de Strasbourg.

Depuis le début du premier confinement, l'Odyssée poste régulièrement des vidéos sur sa chaîne YouTube, sur la page Facebook et sur le site internet du cinéma.

Elles ont pour but de garder le lien avec le public et de continuer la mission de service public, à savoir, entre autres, la transmission du cinéma d'auteur et de patrimoine.

- **Le maintien de certains évènements**

  Le confinement n'a pas empêché la tenue de certaines manifestations, telle que la soirée de clôture de la manifestation Etoiles et Toiles du Cinéma Européen, qui a pu se tenir à distance.

L'exploitation est excédentaire

- **Le chiffre d'affaires diminue de 51 %**

  À hauteur de 114 K€ contre 233 K€ en 2019, le chiffre d'affaires réalisé par l'Odyssée diminue, il est composé :

  - des recettes de billetterie et des produits divers (composées des recettes CNC, souche et spectacle hors cartes abonnement et divers) pour 105 K€ contre 221 K€ l'an passé: ces recettes couvrent 23 % des charges d'exploitation ;
  - des recettes d'activités annexes pour 3,8 K€ (cartes, abonnements etc…).

- **Les subventions progressent de 12 %**

  Le montant global des subventions progresse, celles-ci représentent 434 K€. À noter, la progression de certaines subventions (Ville de Strasbourg, CNC et ACSE).

  La Ville reste de loin le principal partenaire du cinéma avec une subvention de 305 K€ contre 255 K€ l'exercice précédent ; celle-ci représente 70 % du total des subventions allouées.

  Au final, après imputation des dons des amis du cinéma (16,9 K€), de la redevance bar (27,5 K€) et des locations de salle (4,3 K€), le total des produits s'élève à 597 K€, en diminution de 13 %.

- **Les dépenses d'exploitation diminuent de 30 %**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 454 K€ contre 650 K€ en 2019, du fait notamment :

  - de la diminution des charges de personnel de 36 %. Cette économie s'explique par le recours au chômage partiel pour les salariés pendant les périodes de fermeture de la structure (105 K€ pris en charge par l'État sur l'année) ;
  - de la diminution des services extérieurs (-44 K€ sur la location de films en salle) liée à la baisse de l'activité.

Le résultat net comptable s'établit à +142 K€ contre +39 K€ en 2019.

L'exercice 2017 avait vu la mise en place d'un plan de redressement (recherche de nouveaux partenaires, réduction des coûts administratifs de la structure) ; l'amélioration de la situation financière constatée en 2018 et 2019 se confirme en 2020.

A la faveur du maintien des subventions et d'une baisse importante des charges d'exploitation, le résultat de l'exercice 2020 a permis à l'association de reconstituer ses fonds propres, qui s'élèvent à 15 521 € après l'absorption des pertes antérieures existantes au 31 décembre 2019.

L'association a bénéficié en outre d'un crédit PGE de 72 K€.

Les perspectives

L'avenant 3 voté par le Conseil municipal a acté la prolongation de 3 mois du contrat jusqu'au 8 avril 2022 afin de tenir compte de la période de fermeture du premier confinement.

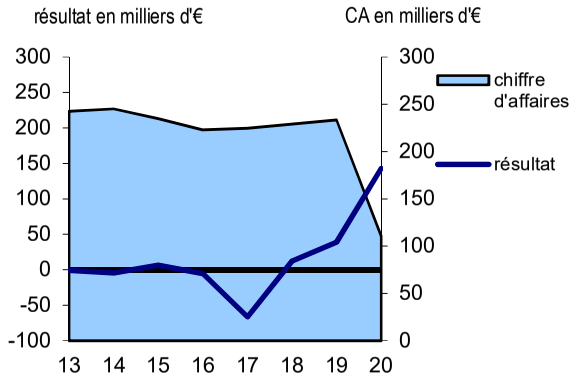
L'entrée en vigueur prévisionnelle du contrat est prévue au 9 avril 2022 ; elle sera suivie d'une phase de préfiguration d'une durée de 6 à 8 mois et la réalisation par la Ville de Strasbourg de travaux de rénovation de l'équipement.

À l'issue de cette période de préfiguration et de travaux qui nécessitera la fermeture du bâtiment, interviendra la pleine entrée en vigueur du contrat, d'une durée de 5 années d'exploitation à compter de la mise à disposition au délégataire de l'équipement rénové.

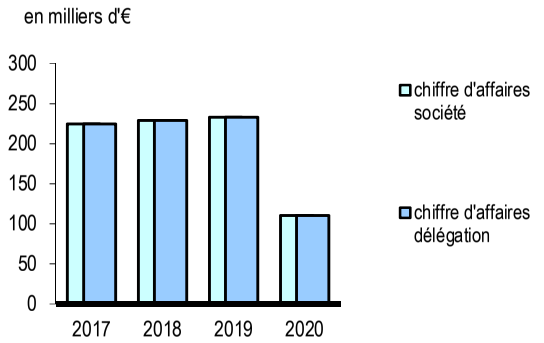
Le contrat de concession est donc actuellement en cours de renouvellement ; l'ambition de la Ville est de faire de ce cinéma un équipement-vitrine des dynamiques à l'œuvre sur le territoire élargi dans le champ de l'Image (en lien notamment avec la politique de l'Eurométropole en matière d'audiovisuel et de cinéma), mais aussi ouvert sur l'Europe et le monde, de manière à rendre compte des débats, échanges et questions d'actualité qui animent la société.

Le délégataire

Évolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association



678

Maison de l'enfance de Cronenbourg

Gestion de la Maison de la petite enfance de Cronenbourg

Contrat de délégation de service public

- signature : 18/05/2010, début d'exploitation : 06/09/2010
- échéance : 31/08/2021 (Dernier renouvellement au 01/09/2015 avec changement de gestionnaire)
- durée : 6 ans
- redevance : part fixe de 10 000 € indexée, soit 9,8 K€ en 2020
- subvention Ville de Strasbourg 2020 : 674 K€

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

679

Léo Lagrange

Association créée en 1982

2 rue Maurice MOISSONNIER
69517 VAULX EN VELIN Cedex

☎ 04 72 89 20 72 04 72 89 20 73

Structure dédiée à la délégation : non

Président: Hervé CRAUSTE

Effectif moyen Léo Lagrange Centre Est : 953 ETP

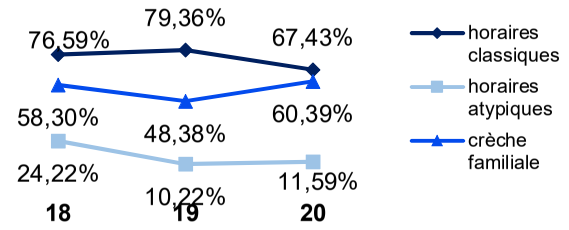
Effectif affecté à la délégation au 31/12/2020 : 23,25 ETP pour l'accueil collectif, 25,25 pour la crèche familiale dont 2,25 encadrants et 23 assistantes maternelles soit un total de 48,50 ETP pour l'ensemble de la Maison de l'enfance.

Indicateurs

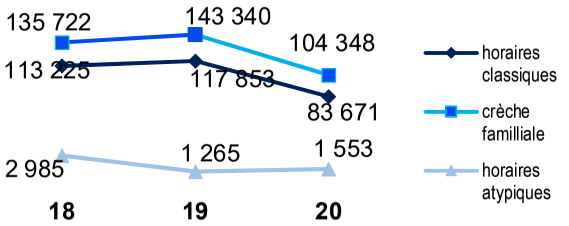
❖ **ACTIVITE**

Taux d'occupation facturé*

** nb. d'heures enfants facturé / capacité x nb. d'heures d'ouverture X 100*



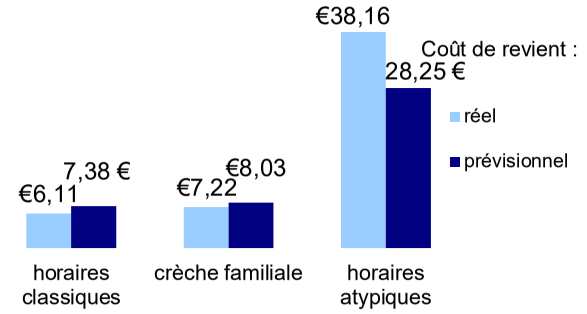
Nombre total d'heures facturées



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2019*

** charges totales / nb total d'heures facturées*



La Maison de l'enfance de Cronenbourg est un service d'accueil initié par la Ville de Strasbourg dans le cadre du développement de sa politique de la petite enfance. Cet établissement est le premier à être géré sous forme de délégation de service public. Il a été attribué en 2015 à la structure Léo Lagrange.

La Maison de l'enfance comprend :

- Un service d'accueil collectif de 70 places, dont 60 en horaires classiques et 10 en horaire atypique ;
- Un service d'accueil familial de 85 places, au domicile des assistantes maternelles employées par la crèche.

La crise sanitaire, ainsi que des mouvements importants de personnel ont marqué l'année 2020

De fait, les objectifs initiaux de fréquentation des différents types d'accueil n'ont pas été atteints (respectivement 155 000 et 135 000 heures sur la crèche familiale et l'accueil collectif, pour 104 348 et 83 676 heures réalisées). La maîtrise des charges d'exploitation et les aides gouvernementales et des collectivités ont néanmoins permis de dégager un résultat positif pour 2020.

L'activité 2020

Sur décision gouvernementale, le multi accueil a fermé ses portes du 13 mars au 27 avril ; la réouverture s'est fait progressivement jusqu'à retrouver la capacité maximale d'accueil en juillet.

- **Accueil collectif :** 83 676 heures ont été facturées en 2020 contre 119 118 en 2019, pour un objectif contractuel de 135 000 heures.

  Le taux d'occupation facturé s'établit à 62 %, en diminution de 12 points par rapport à 2019.

  Le service d'accueil collectif a ainsi accueilli 120 enfants en 2020 sur 188 jours d'ouverture.

  89 % des enfants accueillis proviennent du quartier de Cronenbourg, les autres sont originaires des quartiers limitrophes (Koenigshoffen, Poteries, Centre et jusqu'à Neudorf).

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	1 266 983	1 422 640
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	475 503	627 385
Reprises sur provisions, transferts de charges	128 328	13 454
Autres produits	-	3 456
Total	1 870 814	2 066 935
Charges d'exploitation		
Achats	-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	425 088	476 975
Impôts, taxes et versements assimilés	95 032	114 124
Charges de personnel	1 328 626	1 454 403
Dotations aux amortissements et provisions	6 668	6 341
Autres charges	400	92
Total	1 855 814	2 051 935
RESULTAT D'EXPLOITATION	**15 000**	**15 000**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**15 000**	**15 000**

680

32 % des familles ont un revenu mensuel inférieur à 1 000 € et 36 % supérieur à 3 000 €.

- **Crèche familiale :** la crèche familiale a facturé 104 348 heures en 2020 alors que l'objectif contractuel était de 155 000 heures initialement.

  Le taux d'occupation facturé s'établit à 60,39 %.

  127 enfants provenant de 115 familles différentes ont été accueillis et 60 % des familles bénéficient d'un tarif inférieur à 0,50 €.

  1 enfant porteur d'un handicap a été accueilli chez une assistante maternelle.

  La quasi-totalité des familles est domiciliée à Cronenbourg.

- **Horaires atypiques :** dans le cadre du plan « espoir banlieue », la Ville de Strasbourg a intégré dans cet établissement un accueil en horaires atypiques fonctionnant de 5h30 à 7h30 et de 18h30 à 22h.

  En 2020, 22 enfants (21 familles différentes) ont été accueillis sur ces plages horaires et 1 553 heures ont été facturées, contre 1 265 heures en 2019.

  Le service bénéficie à 100% aux familles de Cronenbourg.

- **Une année 2020 marquée par la crise sanitaire**

  Le projet éducatif de l'année 2020 s'engageait sous le signe de pratiques éducatives, sanitaires et écologiques durables, et de l'éveil artistique.

  La crise sanitaire aura entrainé successivement une fermeture d'établissement puis des restrictions dans l'organisation des temps collectifs et des interventions extérieures. De fait, le déploiement du projet pédagogique a été particulièrement freiné.

  Néanmoins, plusieurs activités ont pu être maintenues jusqu'au mois de mars 2020 :

  - les ateliers parents-enfants et le partenariat avec la maison de retraite Bethleem,
  - les ateliers d'éveil culturel et artistique et les ateliers d'éveil à la nature qui ont pu reprendre en novembre 2020.

- **Un avenant pour tenir compte de la crise sanitaire**

  En septembre 2021, le délégataire et la Ville de Strasbourg ont signé un avenant au contrat de DSP permettant d'intégrer dans le calcul de la subvention de la Ville le nombre d'heures d'accueil qu'il n'a pas été possible à Léo Lagrange de facturer aux parents en raisons des fermetures totales ou partielles de l'établissement en application des protocoles sanitaires de la Covid-19, corrigé des aides exceptionnelles perçues de la CAF.

- **Des mouvements de personnel encore importants**

  Au niveau de l'accueil collectif, on note le départ de la directrice générale en octobre 2020 qui a été remplacée par la directrice de la crèche familiale. Les mouvements de personnels ont continué à être importants.

  Au niveau de l'accueil familial, une nouvelle directrice a été embauchée en novembre 2020 ainsi qu'une nouvelle psychomotricienne.

  Plusieurs départs d'assistantes maternelles (suite à démission ou en retraite) ont occasionné ensuite des difficultés de recrutement. Pour autant, certaines assistantes maternelles ont vu leur agrément évoluer, permettant un accueil

jusqu'à 5 enfants, et offrant à l'établissement de garantir son potentiel d'accueil.

Un résultat net excédentaire

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents, de la Prestation de service unique versée par la CAF, d'une participation financière de la Ville de Strasbourg et de divers autres produits.

Au total ils s'élèvent en 2020 à 1,87 M€ et incluent notamment l'allocation de l'État relative au chômage partiel à hauteur de 97 K€.

- **La subvention de la Ville s'élève à 674 K€**

  La participation de la CAF s'établit à 990 K€ en 2020 (dont 198 K€ d'aide exceptionnelle « COVID »), tandis que celle des parents, inférieure aux prévisions du délégataire, s'élève à 242 K€.

  La subvention versée par la Ville de Strasbourg est égale au coût horaire conventionnel multiplié par le nombre d'heures facturées retraitées, duquel sont déduit les recettes de la CAF et la participation des parents.

  Elle s'élève à 674 K€ en 2020, elle était budgétée à 650 K€ par le délégataire dans le compte prévisionnel d'exploitation initial.

  La clause de retour à meilleure fortune prévoit le reversement de 80 % des excédents au délégant ; cette clause permet à la Ville de maîtriser les coûts du service et le montant de sa participation.

  Compte tenu des acomptes déjà versés et de l'activité réelle de la structure, la Ville versera en complément un montant de 23,9 K€ au délégataire pour régularisation.

- **Des charges d'exploitation maitrisées**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 1,85 M€.

La majorité des charges est fixe (contrats de maintenance, redevances, frais de personnel…) et n'est pas adaptable au niveau d'activité :

- les charges de personnel, en baisse de 9 % (diminution de l'activité, mouvements de personnel), atteignent 1,3 M€ et représentent 70 % du total ;
- les services extérieurs atteignent 425 K€ en 2020 ; ils sont notamment constitués de 41 K€ d'achat alimentaire et 81 K€ d'autres achats et charges externes ;
- les impôts et taxes se situent à 95 K€ contre 116 K€ prévus au contrat.

Au final, les coûts horaires du multi-accueil et de la crèche familiale sont inférieurs aux prévisions : le coût du multi-accueil est de 6,11 € contre 7,38 € prévu, celui de la crèche familiale ressort à 7,22 € contre 8,03 € budgété. Celui des horaires atypiques est de 38,16 € contre 28,25 € prévus.

Le résultat exceptionnel est un excédent de + 1,2 K€.

Après régularisation, le résultat d'exploitation est de +327 K€. Après résorption des déficits antérieurs (- 200 K€) et application de la clause de retour à meilleure fortune à hauteur de 101 K€, le résultat net d'exploitation revenant au délégataire est de +15 K€.

Les perspectives

Le contrat de délégation de service public arrive à échéance le 31 août 2021. Suite à la procédure de renouvellement, un nouveau délégataire a été choisi par la Collectivité : l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES) et ceci pour une durée de 6 ans et 4 mois.

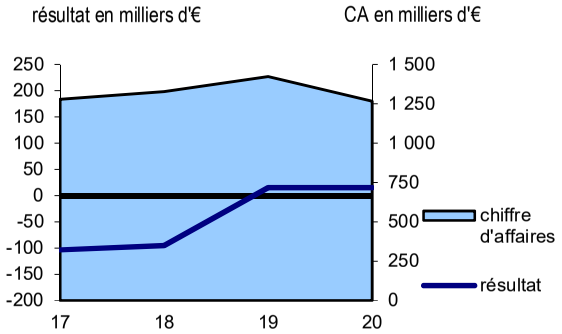
Cette association reprend donc la gestion de l'établissement à partir du 1er septembre 2021.

Le nouveau délégataire devra s'inscrire dans les orientations de la collectivité en matière d'accueil de la petite enfance et participer aux projets de la collectivité : démarche d'amélioration de la qualité, développement de l'accueil à vocation d'insertion professionnelle et renforcement de l'accueil d'enfants issus de familles en difficultés sociales.

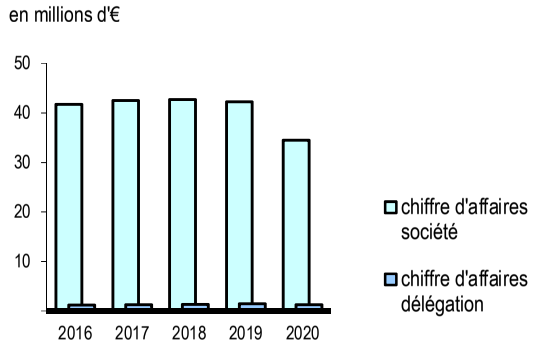
Le délégataire sera amené à décliner son projet autour de la pédagogie interactive.

Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association



Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.

682

Maison de la petite enfance franco-allemande

Gestion de la Maison de la petite enfance franco-allemande Strasbourg-Kehl

Contrat de délégation de service public

- signature : 28/01/2020, début d'exploitation : 31/01/2020
- échéance : 31/12/2025
- durée : 6 ans
- redevance : part fixe de 10 K€ indexée soit 10,4 K€ en 2020
- subvention Ville : 390 K€ après intéressement Ville de 205 K€ au titre du retour à meilleure fortune.

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

AASBR

683

Association créée en 1948

20 Rue du Maréchal Lefebvre - BP 20183
67100 Strasbourg Cedex 1

☎ 03 88 65 67 40

Structure dédiée à la délégation : non
Réserves : 4 719 K€

Président : Florian GEORGE
Directeur : en cours de recrutement

Effectif au 31/12/2020 : 550 salariés

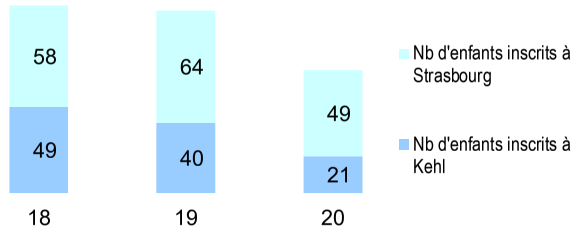
Effectif affecté à la délégation au 31/12/2020 : 16 Etp pédagogiques (dont 8 mis à disposition par la Ville de Kehl) + 1 pédiatre (14 heures par mois) + 4,5 ETP logistiques.

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

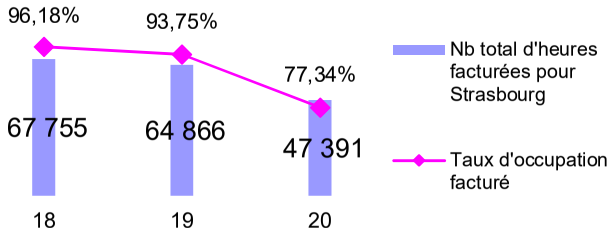
Nombre d'enfants accueillis dans l'année

** 3 enfants inscrits ont basculé entre Strasbourg et Kehl en cours d'année*



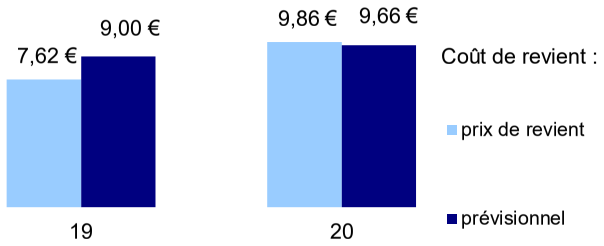
Taux d'occupation et nombre d'heures facturées pour les enfants inscrits à Strasbourg*

** nb. d'heures enfants facturées / capacité x nb. d'heures d'ouverture X 100*



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2019 et 2020 pour les enfants inscrits à Strasbourg



La Maison de la petite enfance franco-allemande est un service d'accueil innovant initié par les villes de Strasbourg et Kehl.

Il répond aux objectifs suivants :

- d'une part, développer des places supplémentaires sur le territoire de Strasbourg ;
- d'autre part, mener des actions conjointes de coopération transfrontalière pour répondre aux préoccupations quotidiennes des habitants allemands et français.

Cette Maison propose 60 places pour les enfants de 0 à 3 ans révolus : 30 places pour les enfants issus des familles strasbourgeoises et 30 places pour les enfants issus des familles kehloises.

Afin de renforcer sa vocation transfrontalière, elle comprend 8 professionnels de la petite enfance de diplôme allemand et applique la « pédagogie ouverte » où l'enfant est acteur et auteur de son jeu et de son développement.

La concession a été renouvelée fin 2019 et l'AASBR a été reconduit pour assurer la gestion de la Maison de la petite enfance depuis le 31 janvier 2020 pour une durée de 6 ans.

En 2020, suite à la crise sanitaire, l'établissement a ouvert 193 jours pour 2 123 heures contre 225 jours pour 2 475 heures en 2019.

Le chiffre d'affaires est en baisse de 23 % et l'activité génère un résultat excédentaire de 27 K€, après application de la clause de retour à meilleure fortune.

L'activité 2020

L'activité 2020 a été fortement impactée par la crise sanitaire avec un 1er confinement entre mi-mars et mi-mai, puis une reprise lente de l'activité jusqu'à la rentrée de septembre. La maison de la petite enfance franco-allemande a ainsi accueilli

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire.

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	271 922	354 118
Production stockée	-	-
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	440 670	387 336
Reprises sur provisions, transferts de charges	41 859	25 205
Autres produits	11 216	21 891
Total	765 667	788 550
Charges d'exploitation		
Achats	69 337	76 200
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-	-
Services extérieurs	80 068	53 202
Impôts, taxes et versements assimilés	37 302	41 063
Charges de personnel	453 004	483 595
Dotations aux amortissements et provisions	38 656	64 028
Autres charges	59 897	54 647
Total	738 264	772 735
RESULTAT D'EXPLOITATION	**27 403**	**15 815**
Produits financiers	-	-
Charges financières	-	-
RESULTAT FINANCIER	**-**	**-**
Produits exceptionnels	-	1 195
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**1 195**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)	**27 403**	**17 010**

684

70 enfants en 2020 (49 strasbourgeois et 21 kehlois), soit 31 de moins qu'en 2019.

Sur ces 49 enfants strasbourgeois, 17 familles ont des revenus mensuels inférieurs à 2 000 €, dont 8 qui se situent au plancher du barème des participations familiales.

Au 31 décembre 2020, 48 enfants français et allemands de moins de 4 ans sont inscrits.

85% des enfants français bénéficient des contrats de plus de 20h/semaine.

La fréquentation des enfants strasbourgeois est en baisse à 47 391 heures facturées, contre 64 866 heures en 2019.

Il est à noter toutefois qu'en retraitant les heures facturées en 2020 des heures remboursées lors du premier confinement (17 718 h), la fréquentation 2020 aurait été quasi stable avec l'année 2019.

- **Le personnel de diplôme allemand est mis à disposition de la MPE par la Ville de Kehl**

  Suite aux difficultés rencontrées par le MPE dans l'embauche des personnels de diplôme allemand, la collectivité en coopération avec la ville de Kehl, avait signé avec l'AASBR un avenant actant la mise à disposition gratuite de huit professionnels dont les diplômes sont reconnus en Allemagne.

  Le personnel de diplôme français (8 ETP) ainsi que le personnel logistique (4,5 ETP) restent à la charge du délégataire.

- **Un fonctionnement impacté par la crise sanitaire**

  La structure a dû fermer ses portes le 12 mars pour la partie allemande et le 16 mars pour la partie française. Une ouverture partielle a été mise en place à partir du 18 mai.

  Les différentes manifestations rythmant habituellement la vie de la crèche n'ont pu avoir lieu. Les partenariats (Graine de cirque) ont été momentanément annulés et les nouveaux projets envisagés (bibliothèque Kehl et/ou Strasbourg) n'ont pu être amorcés.

- **Un avenant pour tenir compte de la crise sanitaire**

  En septembre 2021, le délégataire et la Ville de Strasbourg ont signé un avenant au contrat de DSP, permettant d'intégrer dans le calcul de la subvention de la Ville le nombre d'heures d'accueil qu'il n'a pas été possible à l'AASBR de facturer aux parents en raisons des fermetures totales ou partielles de l'établissement en application des protocoles sanitaires de la Covid-19, corrigé des aides exceptionnelles perçus de la CAF.

- **Le bilinguisme est mis en avant**

  La Maison de la petite enfance du Port du Rhin offre au public cible l'opportunité de s'ouvrir, selon un principe immersif, à la langue du pays voisin et de se familiariser avec la culture de ce dernier.

  Pour le personnel encadrant, il s'agit de parler dans sa langue maternelle selon le principe « une personne – une langue » et de vivre et transmettre des *habitus* spécifiques à sa culture allemande ou française.

- **Les mouvements au sein de l'équipe**

  Cette année fut à nouveau marquée par de nombreuses démissions côté allemand et ce notamment à partir de septembre. Suite à la difficulté de recrutement côté allemand, ce sont des professionnels français embauchés en CDD qui ont assuré les remplacements sur des postes allemands. Certains sont restés temporairement vacants. Au regard de cette situation, en accord avec la ville de Kehl et le gestionnaire, le nombre d'enfants allemands inscrits fut limité temporairement à 20.

- **Les interventions de l'Euro-Institut**

  Dans un contexte de gestion de crise, ces séances ont permis de travailler la coordination et l'articulation des compétences au sein du tandem de codirection et avec l'équipe tout en impliquant dans cette réflexion les aspects interculturels du management de l'équipe.

Le résultat d'exploitation est positif

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents, de la Prestation de service unique (Psu) versée par la Caf ou la Msa et d'une participation financière de la Ville de Strasbourg.

En 2020, ils s'élèvent à 765 K€ contre 789 K€ en 2019 soit -24 K€ d'écart (-3 %). Les comptes présentés incluent la totalité de l'année.

- **Le chiffre d'affaires diminue de 82,2 K€**

  Cette diminution est liée à la baisse des prestations de services CAF, elles diminuent de 73 K€ pour s'établir à 147 K€.

  Les recettes issues des participations familiales diminuent à 81 K€.

- **La subvention de la Ville s'élève à 390 K€**

  La subvention versée par la Ville de Strasbourg est en légère augmentation à 390 K€, elle est égale :

  - pour les enfants strasbourgeois, au coût horaire contractualisé multiplié par le nombre d'heures facturées **retraitées,** déduction faite de la participation des parents, de la Caf et des autres produits ;
  - et pour les enfants kehlois, à un coût annuel par place, remboursé par la Ville de Kehl à la Ville de Strasbourg.

  Après imputation de l'intéressement qui s'élève à 205 K€, elle ressort à 390 K€.

  La Ville de Kehl a remboursé à Strasbourg 213 K€ en 2020 au titre de sa participation, elle prend en outre en charge les salaires des 8 effectifs de diplôme allemand mis à disposition.

  À noter qu'en 2020, l'établissement a aussi bénéficié :

  - d'aides exceptionnelles de la CAF pour les places fermées et pour les places ouvertes après le déconfinement, pour un montant de 40 K€ ;
  - de subventions MSA représentant 9 K€ ;
  - d'un bonus handicap de 1 K€.

- **Des charges d'exploitation en diminution**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 738 K€ contre 772 K€ en 2019 soit une diminution de 4,4 %, notamment due à des économies sur la masse salariale (-66,7 K€, soit -14 %) liées au non renouvellement de contrats ou à l'indemnisation du temps partiel (36,6 K€), et la diminution des dotations aux amortissements et aux provisions (-25 K€, soit -39 %).

  À noter la hausse des dépenses de formation de +28 K€ correspondant aux cours de langues nouvellement intégrés par le nouveau contrat de DSP. Ces formations n'ont pas pu avoir lieu en 2020 compte tenu de la crise sanitaire. Les montants correspondants ont néanmoins été provisionnés pour être utilisés ultérieurement.

  Pour 2020, les coûts du médecin de cet établissement et des salariés du pool de remplacement s'élèvent à 34 K€.

  Au final, le prix de revient des enfants strasbourgeois s'élève à 9,86 €/h.

  Le résultat net de l'association après imputation de la clause de retour à meilleure fortune est positif à hauteur de 27 K€.

Les perspectives

Le délégataire actuel, l'AASBR a été reconduit pour assurer la gestion de la Maison depuis le 31 janvier 2020 pour une période de 6 ans.

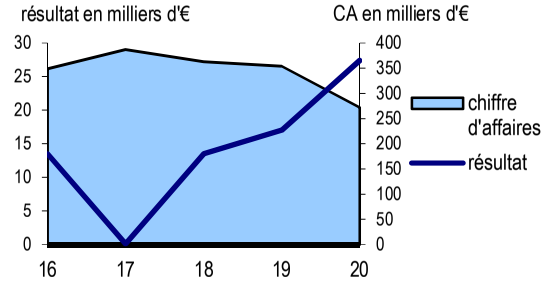
Il s'inscrit dans les orientations de la collectivité en matière d'accueil de la petite enfance et participe aux projets de la collectivité.

Les projets envisagés pour l'année 2021 :

- rédaction des projets éducatif et pédagogique ;
- nouvelle organisation du sas d'entrée et des affichages à l'intention des parents ;
- création d'un espace bibliothèque pour l'ensemble de la structure.

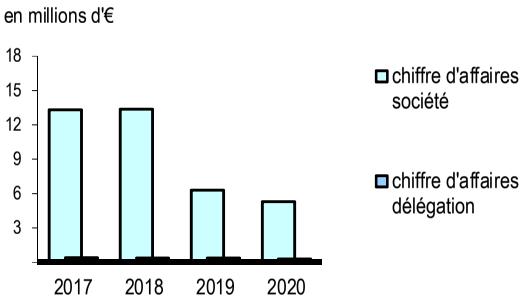
Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association

Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.



686

Maison de la petite enfance de la Robertsau

Gestion de la Maison de la petite enfance de la Robertsau

Contrat de délégation de service public

Signature : 28/11/2019

Début d'exploitation : 01/01/2020

Échéance : 31/12/2025

Durée : 6 ans

Redevance : part fixe de 10 K€ indexée soit 9,2 K€ en 2019 +

Subvention Ville de Strasbourg : 215 K€ après intéressement Ville de 161 K€ au titre du retour à meilleure fortune

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

687

ALEF

Association créée en 1977

21 Allée de l'économie
67370 Wiwersheim

☎ 03 88 30 42 09

Structure dédiée à la délégation : non

Président: Patrick SCHALLER

Effectif moyen ALEF : 648 ETP

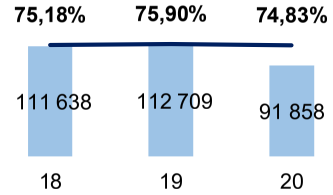
Effectif affecté à la délégation au 31/12/2020 : 20,8 Etp (1 directrice, 1 adjointe psychomotricienne, 3 éducatrices de jeune enfants, 8 auxiliaires de puériculture, 3,8 animatrices petite enfance et 4 personnels logistiques).

Indicateurs

❖ **ACTIVITE**

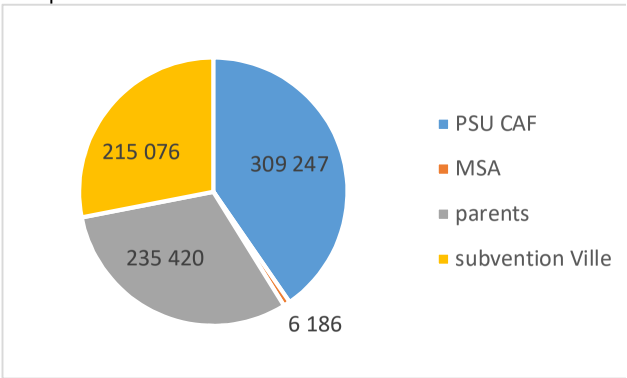
Taux d'occupation et nombre d'heures facturées

** nb. d'heures enfants facturées / Capacité x nb. d'heures d'ouverture X 100*



❖ **FINANCIER**

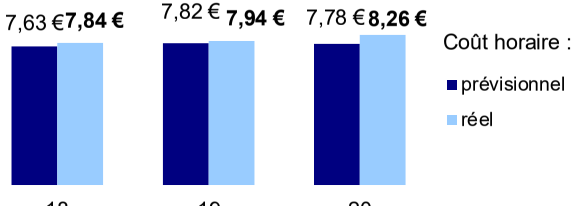
Répartition du financement



❖ **PERFORMANCE FINANCIERE**

Coût horaire de l'accueil 2020*

** charges totales / nb total d'heures facturées*



La Maison de la petite enfance de la Robertsau est un service d'accueil initié par la Ville de Strasbourg dans le cadre du développement de sa politique de la petite enfance.

Situé rue de la Baronne d'Oberkirch sur une parcelle de 1 950 m², dont 1400 m² de locaux, l'établissement propose un multi-accueil de 60 places (3 unités d'accueil de 20 places).

Destinées aux enfants de 2 mois et demi à 3 ans révolus, les places sont réparties entre :

- des accueils réguliers qui regroupent les contrats « temps plein » de plus de 20 h/semaine ; des demandes de moins de 20 h et des accueils d'urgence dans la limite d'un mois, reconductible une fois ;
- des accueils occasionnels, non contractualisés gérés par la direction de la crèche dans la limite des places disponibles.

Le service est assuré de 7h30 à 18h30 du lundi au vendredi.

À l'issue de la procédure de renouvellement de la concession, la gestion de la Maison de la petite enfance (MPE) de la Robertsau a été confiée pour une durée de 6 ans à l'ALEF (Association familiale de loisirs éducatifs et de formation) dans le cadre d'un contrat d'affermage, à compter du 1er janvier 2020.

2020 est donc la première année d'intervention de l'ALEF pour cette structure.

En 2020, la MPE a ouvert 186 jours, au lieu de 225 en temps normal, du fait de la crise sanitaire.

En se basant sur les heures facturées **retraitées** (à savoir les heures facturées + les heures n'ayant pu être facturées en raison de la pandémie), la fréquentation est en progression par rapport à 2019.

Bien que le chiffre d'affaires soit en diminution du fait des fermetures à partir de mars, le résultat d'exploitation est légèrement excédentaire.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire. La subvention Caf Psu est intégrée dans le chiffre d'affaires du délégataire.

		2020	2019
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		235 419	567 749
Production stockée		-	-
Production immobilisée		-	-
Subventions d'exploitation		532 376	313 989
Reprises sur provisions, transferts de charges		58 376	20 426
Autres produits		-	1 535
	Total	826 171	903 699
Charges d'exploitation			
Achats		-	-
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-	-
Services extérieurs		141 938	216 146
Impôts, taxes et versements assimilés		40 501	53 179
Charges de personnel		639 488	638 123
Dotations aux amortissements et provisions		1 400	5 673
Autres charges		344	540
	Total	823 671	913 661
RESULTAT D'EXPLOITATION		**2 500**	**-9 962**
Produits financiers		-	-
Charges financières		-	-
RESULTAT FINANCIER		**-**	**-**
Produits exceptionnels		-	-
Charges exceptionnelles		-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)		**2 500**	**-9 962**

688

L'activité 2020

Le nombre d'heures facturées **retraitées** est en progression : au 31 décembre 2020, 119 497 heures ont été facturées contre 112 708 en 2019.

La fréquentation reste toutefois inférieure de 8 % à l'objectif contractuel qui est de 130 000 heures d'accueil par an.

La Maison de la Petite enfance de la Robertsau accueille un public d'une grande diversité culturelle et d'une faible mixité sociale.

2 enfants issus de familles vivant sous le seuil de pauvreté ont été accueillis en 2020.

Sur l'année 2020, un enfant en situation de handicap a été accueilli sur les temps de vacances scolaires.

- **Une année 2020 marquée par la crise sanitaire**

La situation sanitaire qui a morcelé l'année, combiné au changement de gestionnaire en début d'année, a non seulement empêché certains partenariats mais a surtout mobilisé l'équipe autour de l'adaptation des projets du quotidien de la crèche.

Aucun partenariat n'a ainsi pu être mené à bien en 2020.

Malgré ces restrictions organisationnelles importantes, l'ensemble des professionnels s'est mobilisé au quotidien et s'est adapté afin de continuer à faire vivre les objectifs suivants :

- travail autour du lien parent / enfant,
- mise en avant des principes pédagogiques appliqués à la crèche,
- maintien du lien privilégié crèche / famille.

- **Un avenant pour tenir compte de la crise sanitaire**

En Septembre 2021, le délégataire et la Ville de Strasbourg ont signé un avenant au contrat de DSP permettant d'intégrer dans le calcul de la subvention de la Ville le nombre d'heures d'accueil qu'il n'a pas été possible à l'ALEF de facturer aux parents en raisons des fermetures totales ou partielles de l'établissement en application des protocoles sanitaires de la Covid-19, corrigé des aides exceptionnelles perçus de la CAF.

- **Pratique de la pédagogie « Éducation bienveillante »**

Suite au changement de gestionnaire, cette pratique est en cours de mise en œuvre.

Elle est favorisée par la tenue de formations et de réunions avec un psychologue organisées deux fois par mois afin de soutenir l'équipe dans ses pratiques et de médiatiser les éventuelles tensions.

- **La place des parents**

Peu de réunions ont pu avoir lieu du fait de la situation sanitaire.

Néanmoins une réunion de présentation du nouveau gestionnaire a pu avoir lieu en janvier ; ainsi que deux conseils d'établissement en mars et décembre.

Pour pallier au manque de temps festifs et de temps d'échanges entre enfants et parents à la crèche, l'équipe a proposé plusieurs alternatives :

- une vidéo d'activités présentée par les différentes professionnelles,
- un calendrier de l'avent proposant des temps à partager en famille chaque jour.

- **Des projets de développement durable**

  Tout comme la pédagogie « d'éducation bienveillante », le projet d'écocitoyenneté est en cours de mise en place suite au changement de gestionnaire. Cette année, la situation sanitaire n'a pas été favorable à la transition vers des pratiques écoresponsables, cependant, quelques efforts ont été faits, tels que des achats de livres de seconde main ou des récupérations de jeux d'enfants de la crèche qui ont grandi.

  Le projet de jardin potager et aromatique sera relancé sur 2021.

Le résultat d'exploitation est légèrement excédentaire

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents, de la Prestation de service unique (Psu) versée par la CAF ou la Msa et d'une participation financière de la Ville de Strasbourg.

Ils s'élèvent au total à 826 K€ en 2020 contre 903 K€ en 2019 soit 8,5 % de moins.

La participation des usagers est de 235 K€, la part CAF de 311 K€, la subvention Ville de 215 K€, après régularisation.

En 2020, le gestionnaire a perçu une aide exceptionnelle de la CAF au titre de la Covid-19 (66 K€) ainsi qu'une indemnisation de l'État au titre de l'activité partielle (58 K€).

- **La subvention de la Ville s'élève à 215 K€**

La subvention versée par la Ville de Strasbourg est égale au coût horaire conventionnel multiplié par le nombre d'heures facturées **retraitées**, duquel sont déduit les recettes de la CAF et la participation des parents.

Estimée à 1,7 M€ sur la durée totale de la délégation, elle est régularisée l'année suivante sur la base du coût horaire contractualisé, du nombre d'heures d'accueil effectivement facturées, de l'évolution du plafond de la Prestation de service unique et de la clause de retour à meilleure fortune, qui permet le partage des excédents sous la forme d'un intéressement versé à la Ville.

Elle s'élève pour 2020 à 215 K€ contre 311 K€ en 2019 (-28 %) et représente 27 % des produits réalisés.

Le résultat avant régularisation étant excédentaire en 2020, la Ville de Strasbourg a perçu 161 K€ d'intéressement au titre de la clause de retour à meilleure fortune.

- **Des charges maîtrisées**

Les charges d'exploitation s'élèvent cette année à 823 K€ contre 913 K€ en 2019 (-9,8 %).

Les charges nettes de personnel sont en diminution de 2,5 % (621 K€ en 2020 contre 638 K€ en 2019).

Les frais de gestion se sont élevés à 38,5 K€.

Au final, l'activité génère un excédent de 2,5 K€, après régularisation et application de la clause de retour à meilleure fortune.

Le coût horaire réalisé ressort à 6,40 € contre 7,77 € initialement prévu.

Les perspectives

La concession a été renouvelée par le Conseil municipal en octobre 2019 ; elle a été attribuée à l'ALEF (Association familiale de loisirs éducatifs et de formation).

Le nouveau contrat a pris effet au 1er janvier 2020 pour une durée de 6 ans.

L'itinérance ludique est le projet phare de l'ALEF qui souhaite inscrire la libre circulation des enfants, auteurs et acteurs de leurs jeux dans l'approche pédagogique.

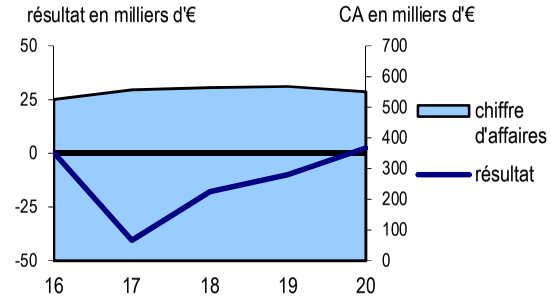
La pratique de la pédagogie « éducation bienveillante » est également en cours de mise en place.

Pour les années à venir, l'objectif est la constitution d'une équipe de direction solide comprenant la directrice, l'adjointe de direction et les éducatrices de jeunes enfants. La cohérence et la constance de cette équipe doit permettre la pérennité des projets, malgré les changements d'équipe à venir.

Le maintien des objectifs et pratiques pédagogiques se détachera des personnes en place et deviendra propre à la Maison de la Petite Enfance de la Robertsau.

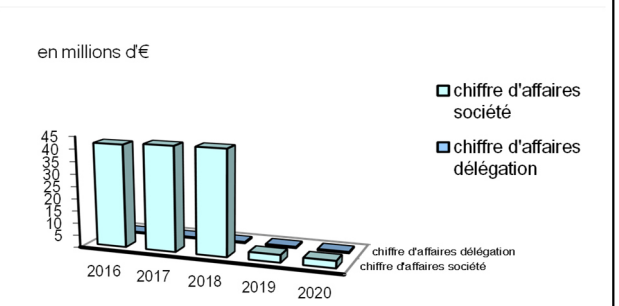
Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



**Le chiffre d'affaire de l'association intègre les prestations CAF, la part parents et les subventions de la collectivité.*

Poids de la délégation au sein de l'association



Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.

069

Maison de la petite enfance du Neuhof

Gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof

Contrat de délégation de service public

- signature : 19/11/2019
- début d'exploitation : 01/12/2019
- échéance : 31/12/2025
- durée : 6 ans et 1 mois
- redevance : part fixe de 10 K€ indexée, soit 10,4 K€ en 2020
- subvention Ville de Strasbourg : 507 K€, après intéressement Ville de 80 K€ au titre du retour à meilleur fortune

Service référent : Famille et petite enfance (Direction de l'enfance et de l'éducation)

AGES

Association de gestion des équipements sociaux
Association créée en 1981

6 rue Martin Bucer
67000 Strasbourg
☎ 03 88 32 52 88 🖷 03 88 23 04 88

Structure dédiée à la délégation : non

Président : Philippe NANOPOULOS
Directeur : Sophie URBAN

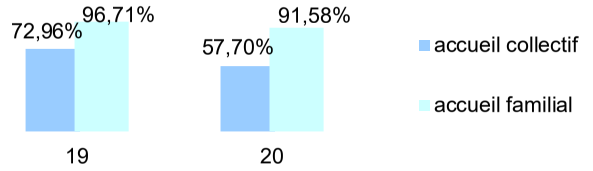
Effectif : environ 267 salariés
Effectif affecté à la délégation : au 31/12/2020 l'effectif était de 39,1 Etp, dont pour l'encadrement la directrice de l'établissement soit 0,9 Etp et une puéricultrice responsable des structures multi-accueil et crèche familiale (0,8 ETP) :

- accueil collectif : 14,8 Etp : 2 éducatrices de jeunes enfants (1,8 ETP), 1 psychomotricienne, 8 auxiliaires de puériculture, et 4 aides maternelles ;
- accueil familial : 1 éducatrice de jeunes enfants, 16 assistantes maternelles ;
- LAPE : 2 accueillantes soit 1,60 Etp ;
- bâtiment : 4 Etp : 3 pour la logistique et 1 cuisinier.

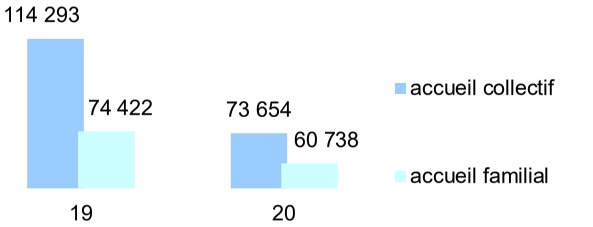
Indicateurs

ACTIVITE

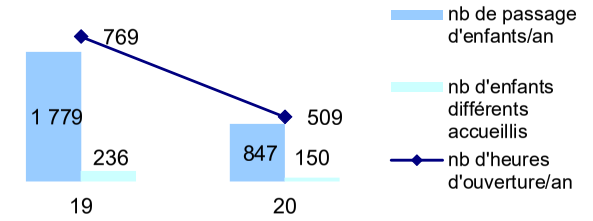
Taux d'occupation facturé
nb. d'heures enfants facturées x 100
capacité x nb. d'heures d'ouverture



Nombre total d'heures facturées

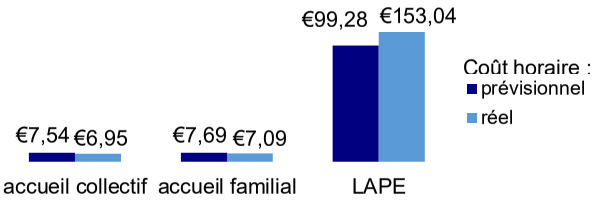


L'activité du lieu d'accueil parents enfants (LAPE)



PERFORMANCE FINANCIERE

Coût horaire de l'accueil 2020
Charges considérées / nb total d'heures facturées



La Maison de la petite enfance du Neuhof, mise en service le 3 mars 2014, est un service d'accueil initié par la Ville de Strasbourg dans le cadre du développement de sa politique de la petite enfance, qui a fixé un objectif de création de 350 places supplémentaires entre 2008 et 2014.

Implantée au cœur du quartier du Neuhof, dans les locaux de l'ancienne médiathèque agrandis et rénovés pour un coût de 4 M€, la Maison regroupe sur 800 m² :

- un accueil collectif de 60 places pour les enfants âgés de 2 mois et demi à 3 ans, ouvert de 7h30 à 19h du lundi au vendredi, 225 jours par an ;
- un lieu d'accueil parents enfants (LAPE) favorisant les relations sociales entre les enfants et valorisant les compétences parentales ;
- la crèche familiale de 60 places pré-existante à la création de la Maison, mode de garde où l'accueil de l'enfant se fait au domicile de l'assistante maternelle.

Ce regroupement de 3 structures au sein d'une même Maison permet de riches passerelles pour répondre au mieux aux besoins des familles.

La concession a été renouvelée fin 2019 et l'Association de gestion des équipements sociaux (AGES) a été reconduite pour assurer la gestion de la Maison de la petite enfance du Neuhof, dans le cadre d'un contrat d'affermage de 6 ans, délibéré le 19 novembre 2019.

En raison de la crise sanitaire, l'établissement connait une baisse significative d'activité en 2020 (environ 98 130 heures facturées au titre de l'accueil collectif et 70 322 au titre de la crèche familiale).

Il est précisé qu'il s'agit des heures facturées **retraitées** (à savoir les heures facturées + les heures n'ayant pu être facturées en raison de la pandémie).

L'exploitation a généré un excédent de 90 K€ dont 80 K€ sont reversés à la Ville de Strasbourg au titre de la clause de retour à meilleure fortune.

Compte de résultat de la délégation

Ce compte retrace l'activité de la seule délégation ; il ne prend pas en compte les autres activités de l'association délégataire. La subvention CAF Psu est intégrée dans le chiffre d'affaires du délégataire, l'intéressement est déduit du résultat.

		2020	2019
Produits d'exploitation			
Chiffre d'affaires		786 376	974 059
Production stockée		-	-
Production immobilisée		-	-
Subventions d'exploitation		478 645	517 167
Reprises sur provisions, transferts de charges		10 682	12 303
Autres produits		107 346	102 636
	Total	1 383 049	1 606 166
Charges d'exploitation			
Achats		22 158	35 545
Variation de stocks (stock initial-stock final)		-	-
Services extérieurs		105 890	104 971
Impôts, taxes et versements assimilés		96 865	103 368
Charges de personnel		1 018 515	1 183 227
Dotations aux amortissements et provisions		3 807	2 092
Autres charges		125 814	166 963
	Total	1 373 049	1 596 166
RESULTAT D'EXPLOITATION		**10 000**	**10 000**
Produits financiers		-	-
Charges financières		-	-
RESULTAT FINANCIER		**-**	**-**
Produits exceptionnels		-	-
Charges exceptionnelles		-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL		**-**	**-**
RESULTAT NET (résultat [exploit.+ financ.+ except.] - participation - impôts sur sociétés)		**10 000**	**10 000**

692

L'activité 2020

- **L'activité de l'accueil collectif diminue**

  La crèche collective, lieu de forte mixité culturelle, a accueilli 115 enfants différents.

  Ces enfants sont majoritairement issus du quartier du Neuhof (86%) et 29 d'entre eux vivent dans une famille monoparentale.

  Cette année, 98 130 heures ont été facturées contre 114 293 en 2019 soit une baisse de 14,1 %, liée à la pandémie.

  Au global, le taux d'occupation facturé pour l'accueil collectif chute de 15 points par rapport à 2019 et atteint 57 %.

- **Une crèche familiale bien implantée dans le quartier**

  La crèche familiale accueille les enfants directement au domicile de l'assistante maternelle, offrant ainsi une souplesse d'accueil pour répondre aux contraintes horaires des parents.

  Le nombre d'heures facturées est en diminution à 70 322 heures contre 74 422 heures l'année précédente, soit 5,5 % de moins.

- **Le LAPE également impacté par la crise sanitaire**

  La Maison de la petite enfance du Neuhof propose un lieu d'accueil parents enfants dont l'accès est ouvert gratuitement à tous.

  5 demi-journées par semaine, 2 éducatrices de jeunes enfants accueillent avec bienveillance les enfants et leurs accompagnants pour des temps d'activités, d'échanges et de jeux.

  La socialisation des enfants et la valorisation des compétences parentales sont mises en avant.

  En 2020, le nombre d'heures d'accueil du LAPE est passé de 769 à 509 soit 260 heures de moins et 150 enfants différents ont été accueillis contre 236 en 2019.

- **Un avenant pour tenir compte de la crise sanitaire**

  En septembre 2021, le délégataire et la Ville de Strasbourg ont signé un avenant au contrat de DSP permettant d'intégrer dans le calcul de la subvention de la Ville le nombre d'heures d'accueil qu'il n'a pas été possible à l'AGES de facturer aux parents en raisons des fermetures totales ou partielles de l'établissement en application des protocoles sanitaires de la Covid-19, corrigé des aides exceptionnelles perçus de la Caf.

- **Les spécificités de 2020**

  Les équipes ont trouvé des solutions pour continuer à tisser du lien avec les parents même si l'ouverture de la structure a été limitée et les activités ouvertes aux parents ont été interrompues. Le lien avec les familles, notamment les plus fragiles, a été maintenu par téléphone par des échanges autour des difficultés parentales en raison du confinement.
  L'accueil en groupe d'âges transversaux a été une nouvelle expérience qui a permis de découvrir des interactions différentes entre les enfants.

- **Mouvements de personnels**

  L'année 2020 a été marquée par un mouvement important au niveau du personnel : 5 aides-maternelles et une auxiliaire de puériculture ont démissionné.

- **Des places « A Vocation d'Insertion professionnelle »**

  La Maison de l'enfance du Neuhof offre désormais 6 places en crèche à vocation

d'insertion professionnelle (VIP). Il s'agit s'offrir une solution d'accueil à 6 jeunes enfants pour que leurs parents puissent bénéficier d'un accompagnement intensif à la recherche d'emploi ou à une formation dans le but d'une insertion sociale et professionnelle. Ce projet est soutenu par la Ville de Strasbourg, Pôle Emploi et la Caf. En 2020, seulement 2 places ont finalement été proposées. Les 4 autres places à VIP non utilisées ont été proposées à des familles sur la liste d'attente de « droit commun ».

- **La maison de la petite enfance du Neuhof : une véritable entité**

  La cohabitation de plusieurs lieux d'accueil sous un même toit permet de concrétiser davantage de projets. Le public accueilli change d'année en année ce qui permet une remise en question constante des pratiques professionnelles.

Le résultat net est bénéficiaire

Les produits d'exploitation sont principalement composés de la participation des parents (à l'exception du LAPE, service gratuit), de la Prestation de service unique (Psu) ainsi que d'une subvention de la Ville de Strasbourg.

Ils varient essentiellement en fonction du nombre d'heures facturées et de l'évolution de la Psu fixée par la Caf.

En 2020, ils s'élèvent à 1,38 M€ en baisse de 13 % par rapport à 2019.

La part Caf s'élève à 642 K€ (341 K€ pour le multi accueil, 274 K€ pour la crèche familiale et 27 K€ pour le LAPE) celle des parents à 146 K€ (dont 85 K€ pour le multi accueil et 61 K€ pour la crèche familiale).

- **Une subvention de la Ville optimisée**

  La subvention versée par la Ville de Strasbourg est égale à la part des charges d'exploitation non couverte par les recettes de la Caf, de la participation des parents et des autres produits ; elle représente près de 30 % des produits de la Maison. Cette subvention est régularisée l'année suivante en fonction du nombre d'heures effectivement facturées, du coût horaire contractuel prévu par le délégataire, du plafond de la Psu et de la clause de retour à meilleure fortune, qui permet le partage des excédents sous la forme d'un intéressement versé à la Ville.

  Ainsi, la Ville de Strasbourg a versé au titre de l'année 2020 une subvention de 409 K€, nette d'intéressement, contre 587 K€ prévus au contrat, en raison d'un volume d'activités inférieur aux prévisions, et de charges en baisse.

  Au titre de la clause de retour à meilleure fortune, elle a par ailleurs perçu un intéressement à hauteur de 57,3 K€.

  L'application de cette clause permet ainsi à la Ville de maîtriser les coûts du service et le montant de sa participation.

- **Les charges d'exploitation diminuent**

  Les charges d'exploitation s'élèvent à 1,37 M€, en diminution de 13 % par rapport à l'année précédente principalement du fait de la diminution des charges de personnel (salaires et charges sociales) qui baissent de de 13,9 % et représentent 74 % du total des charges.

Au final, le coût horaire global du multi-accueil est à 6,95 € (contre 7,54 € de coût budgété) et la crèche familiale ressort à 7,09 € contre 7,69 € budgétés. Celui du LAPE ressort à 153,03 € contre 99,28 € prévus.

Au global sur les 3 structures, et avant application de la clause de retour à meilleure fortune, le résultat net s'élève à 71,6 K€ contre 32 K€ en 2019. Après application de la clause, il ressort à 10 K€.

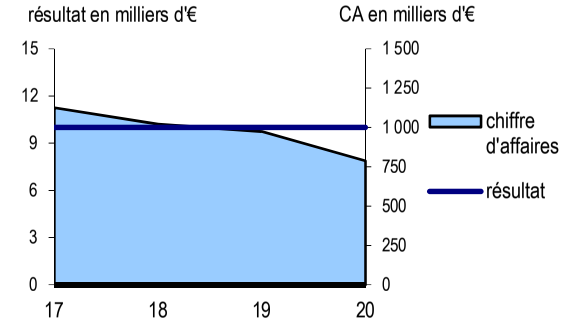
Les perspectives

En 2021, le délégataire a prévu de relancer les projets qui ont été en pause forcée (éducation à l'environnement, itinérance ludique, ateliers avec les parents), de stabiliser les membres de toute l'équipe de la Maison et de tenter de retrouver un vrai esprit de solidarité et d'entraide entre les équipes de la MPEN.

Les projets autour de l'éducation et l'environnement pourront se poursuivre et se consolider après 2021 en associant le public de la crèche familiale, du multi-accueil et du LAPE et en intégrant plus fortement le personnel de logistique.

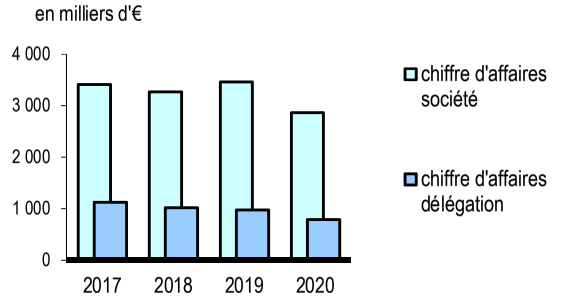
Le délégataire

Evolution du chiffre d'affaires et du résultat



Poids de la délégation au sein de l'association

Pour rappel, la subvention de fonctionnement Caf est intégrée dans le chiffre d'affaires de l'association.



694

SERVICE PUBLIC DELEGUE Délégataire	*Type de contrat*	Durée échéance	chiffre d'affaires (€ HT) 2019	 2020	indicateurs d'activité unité	 2019	 2020	 *variation*
DEPLACEMENT – STATIONNEMENT								
PARKING DES BATELIERS Parcus SAEM	*concession*	**10 ans** 31.01.2023	634 459 €	385 415€	▪ usagers horaires	105 401	63 639	*-39,6%*
STATIONNEMENT PAYANT SUR VOIRIE Indigo Infra	*concession*	**7 ans** 31.12.2024	2 410 008 €	1 906 630€	▪ usagers horaires	5 073 353	3 842 906	*-24,3%*
CULTURE								
CINEMA ODYSSEE Rencontres cinématographiques d'Alsace	*affermage*	**5 ans** 31.12.2021	233 304 €	110 507€	▪ entrées payantes	56 204	24 564	*-56,3%*
PETITE ENFANCE								
MAISON DE L'ENFANCE DE CRONENBOURG LEO LAGRANGE	*affermage*	**6 ans** 31.08.2021	1 422 640 €	1 266 983€	▪ nb heures d'accueil : - horaires classiques - crèche familiale	117 853 143 340	83 671 104 348	*-29,0%* *-27,2%*
MAISON DE LA PETITE ENFANCE FRANCO-ALLEMANDE AASBR	*affermage*	**6 ans** 30.01.2020	354 118 €	271 922€	▪ nb heures d'accueil ▪ nb enfants kehlois	64 866 40	47 391 21	*-26,9%* *-47,5%*
MAISON DE LA PETITE ENFANCE DE LA ROBERTSAU LEO LAGRANGE	*affermage*	**6 ans** 31.12.2019	567 749 €	550 853€	▪ nb heures d'accueil	112 708	91 858	*-18,5%*
MAISON DE LA PETITE ENFANCE DU NEUHOF AGES	*affermage*	**6 ans et 1 mois** 31.12.2025	974 059 €	762 376€	▪ nb heures d'accueil : - accueil collectif - crèche familiale - LAPE	114 293 74 422 769	73 654 60 738 509	*-35,6%* *-18,4%* *-33,8%*



697

GROUPE PAS BATORAMA RET
PORTS DE STRASBOURG

PORTS DE STRASBOURG

Établissement public

Siège social :
1 rue du Port du Rhin
CS 80407
67002 Strasbourg cedex
☏ 03 88 21 74 74 🖷 03 88 23 56 57
site internet : www.strasbourg.port.fr
mail : pas@strasbourg.port.fr

Textes constitutifs :
- convention du 20 mai 1923 (*État / Ville de Strasbourg*)
- loi du 26 avril 1924
- règlement d'administration publique du 27 septembre 1925

Présidente : Anne-Marie JEAN
Directeur général : Frédéric DOISY, pi en remplacement de Jean-Louis JEROME
Directeur général délégué : Frédéric DOISY

Objet social :
- assurer l'entretien et l'exploitation du port rhénan de Strasbourg et de ses dépendances,
- exécuter les travaux d'extension et d'amélioration nécessaires pour les besoins du commerce et de l'industrie.

Effectif moyen : 158 Etp

Commissaire contrôleur : Isabelle AMAGLIO-TERISSE
Inspecteur général du contrôle : Florence CASTEL

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE AU 31/12/2020

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Anne-Marie JEAN**
Vice-Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Françoise SICHLER-GHESTIN**
Secrétaire-membre	CCI du Bas-Rhin	Bertrand ANGSTHELM
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Arsène DAHL**
	Ville de Strasbourg	**Michel CHALOT**
	Ville de Strasbourg	**Marie-José NAVARRE**
	Ville de Strasbourg	**Françoise SCHAETZEL**
	Ville de Strasbourg	**Patrice SCHOEPFF**
	État	Françoise COULONGEAT
	État	Patrick CAZIN
	État	Laurence BERRUT
	État	Françoise SICHLER-GHESTIN
	État	Régine ALOIRD
	État	Thierry GUIMBAUD
	Conseil régional de la région Grand Est	Evelyne ISINGER
	Conseil départemental du Bas-Rhin	Paul HEINTZ
	Représentant du personnel	Serge FALLER
	Représentant du personnel	Nathalie RICHARD-KLEIN
	Représentant du personnel	Laurent RIEFFEL
	Port de Kehl	Juliane WECKERLE
	Port de Kehl	Uwe KOHN
	Port de Kehl	(siège en attente de nomination)

FILIALES ET PARTICIPATIONS

sociétés	*capital social (en €)*	*nb d'actions*	*valeur nominale des droit souscrits*	*dividendes perçus en 2020*
RET-Rhine Europe Terminal (SAS)	3 999 000	39 990	3 999 000	-
Batorama SAS	3 212 000	32 120	3 212 000	-
Port de Colmar/Neuf-Brisach (établissement public - droit de propriété)			9 147	-
MTS-Manutention transport service (2017)	500 000	1 000	100 000	-
LRT-Lauterbourg Rhine Terminal (2020)	600 000	180	180 000	-
R-PAS-Réseau de chaleur du Port Autonome Strasbourg (2020)	100 000	10	10 000	-

Ports de Strasbourg, 2ème port fluvial en France

Constitué par convention en 1923, le Port autonome de Strasbourg, appelé désormais Ports de Strasbourg ou PAS, est un établissement public de l'État et de la Ville de Strasbourg. Avec un trafic fluvial de 6,8 millions de tonnes en 2020, il est au second rang des ports fluviaux français derrière Paris. En 2020, en moyenne, les différents sites des Ports de Strasbourg comptent 500 entreprises implantées qui emploient pas moins de 10 000 salariés.

Une circonscription de plus de 1 000 hectares le long du Rhin

Située sur un axe nord-sud de 10 km le long du Rhin et sur 1 km de large, la circonscription portuaire de Strasbourg couvre une superficie de 1 050 ha. Elle comprend 203 ha de bassins, 178 ha d'infrastructures routières/ferroviaires (100 km de voies ferrées 100 km de façade fluviale) et des équipements publics. La circonscription englobe 889 ha de terrains propriété du Port (84%) et 169 ha de terrains appartenant à des tiers (16%). Trois sites annexes (Lauterbourg, Beinheim et Marckolsheim) accueillent des unités de productions industrielles employant environ 1 000 personnes. Enfin, plusieurs postes de chargement de « vracs » (graviers, céréales…) sont installés le long du Rhin.

Ses activités

- **Une vaste plate-forme logistique industrielle et commerciale :** le Port réalise et entretient les infrastructures de desserte (bassins, routes et voiries ferrées en liaison avec la SNCF). Sa filiale RET exploite certains ouvrages dans le domaine de la manutention portuaire (grues, portiques). Les activités de logistique ont été développées sur un site spécifique, Eurofret-Strasbourg, offrant une plate-forme de stockage et de distribution grâce à un vaste ensemble d'entrepôts et de bureaux. Afin d'assurer la logistique afférant au trafic, le Port s'est doté en 1969 d'un terminal conteneurs en zone sud complété en 2004 par un second en zone nord inauguré en septembre 2010 et un troisième à Lauterbourg en 2018.
- **La gestion du domaine :** le Port gère un service domanial par amodiation de terrains et de locaux.
- **Depuis 2016, les activités de manutention portuaire ont été confiées à la filiale Rhine Europe Terminals et l'activité touristique de transports de passagers a été confiée à la filiale Batorama** (166 535 passagers ont été transportés en 2020, soit -78,8% par rapport à l'exercice précédent).

Chiffres clés 2020 : répercussions de la pandémie de COVID-19

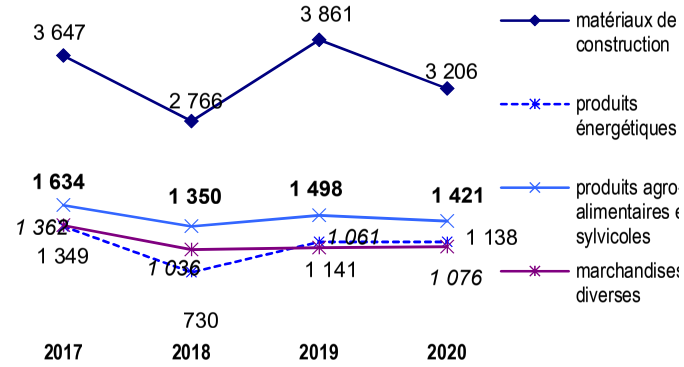
- trafic fluvial : 6,8 Mt, soit un recul par rapport à 2019 (-9,5%)
- trafic fer : 1,23 Mt pour 2020 (-3,3% par rapport à 2019)
- trafic conteneurs : 363 229 EVP* contre 381 565 EVP en 2019, soit -4,8% tous modes de transport confondus

* équivalent vingt pieds = unité de mesure internationale

La zone portuaire



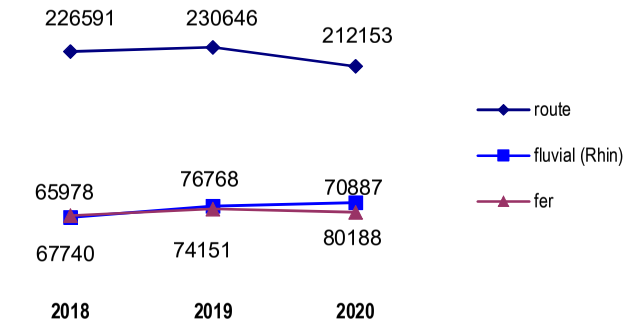
Evolution du trafic fluvial (en milliers de tonnes)



Au total, le trafic fluvial s'est élevé à 6,8 millions de tonnes en 2020, en baisse de 9,5% par rapport à 2019.

700

Evolution du trafic conteneurs (en EVP)



Le trafic conteneurs - tous modes de transport confondus - a baissé de 4,8% par rapport à 2019, avec 363 229 EVP*.
* équivalents vingt pieds (unité de mesure)

Avec 500 entreprises implantées employant pas moins de 10 000 salariés en 2020, le PAS constitue en termes de trafic la première zone industrielle et logistique du Grand Est, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France.

Sur le plan économique, le coup d'arrêt du secteur du BTP, observé lors du premier semestre lors du confinement, a notamment pesé sur la production et par conséquence sur le transport de matériaux de construction : cela se traduit par une baisse du trafic fluvial (-9,5%%), mais aussi une diminution du trafic conteneurs (-4,8%) et du trafic fer (-3,3%).

En effet, l'année 2020 a été marquée par les effets de la pandémie de COVID-19 avec, pour conséquences, la réduction, voire l'arrêt d'activité des entreprises. Les secteurs essentiels comme la logistique, l'agroalimentaire et l'industrie ont continué néanmoins à servir quotidiennement les besoins de la nation et de la population. Le PAS n'a pas été épargné par cette crise qui s'est traduite par un arrêt complet de l'activité touristique de BATORAMA sur plusieurs mois.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires à hauteur de 27,12 M€ (contre 29,58 M€ en 2019) est en baisse de 8,3% sur la totalité de ses activités, et notamment sur l'accostage, la refacturation filiales, la redevance fer et les droits de ports.

Le résultat d'exploitation reste négatif à -2,7 M€ (contre -8,1 M€ en 2019) du fait notamment de la baisse du chiffre d'affaires, compensé par les efforts menés en matière de maîtrise de coûts aussi bien au niveau des dépenses de personnel (gel des augmentations) que des dépenses de fonctionnement. Il s'explique également par le recul des provisions retraite.

Au final le résultat net s'élève à -2,67 M€ en 2020, contre -7,31 M€ en 2019. Hors provisions d'engagement retraites, il est toutefois positif à 2,04 M€.

L'activité 2020

Le trafic de conteneurs est plutôt stable

Le PAS propose trois modes de transport (voie d'eau, fer et route) et offre des prestations logistiques variées : entreposage, manutention et distribution.

Le **trafic de conteneurs** atteint un niveau de 363 229 EVP en 2020, en baisse de 4,8% par rapport à l'année précédente. La plus importante diminution est celle sur le trafic route (-8%), contrairement au trafic fluvial qui progresse de 4 %.

Le **trafic ferroviaire** affiche une légère baisse même si les effets de la grève de janvier 2020 ont été plus importants que ceux de la pandémie de COVID-19 sur le fret ferroviaire. 1 230 000 tonnes ont été transportées, c'est en deçà de la réalisation 2019 (1 365 000 tonnes) mais cela reste une belle performance pour l'exercice.

Le **trafic route** est en recul par rapport à 2019 (-8%).

Si le trafic de conteneurs est en légère diminution en 2020 par rapport à 2019, il est stable par rapport à 2018 (+0,8%). Malgré cela, le niveau toujours important de trafic est notamment dû au caractère multimodal du conteneur, qui peut indifféremment passer du mode fluvial au mode ferroviaire ou routier.

Le **trafic fluvial de marchandises** a perdu son niveau habituel autour de 7,5 Mt de marchandises ; il s'établit à 6,8 Mt de marchandises transportées en 2020 (contre 7,6 Mt en 2019, soit une baisse de 9,5%).

Les diminutions concernent principalement les matériaux de construction (-17%), les engrais et produits chimiques (-6,6%) et les produits agro-alimentaires (-5,1%). Cette baisse notable est liée au coup d'arrêt du secteur du BTP lors à la crise sanitaire. A l'inverse, les produits métalliques

(+6,3%) atteignent un niveau de record avec près de 0,2 Mt.

Les ressources domaniales représentent près de 70% des recettes d'exploitation du PAS

Les recettes domaniales représentent, du fait du transfert d'activité maintenance et transports de voyageurs aux filiales Rhine Europe Terminal (RET) et Batorama, une part importante des recettes globales d'exploitation de l'établissement (71% contre environ 64% l'année précédente), elles s'élèvent à 19,2 M€. Le reste est constitué des droits de port, des refacturations aux filiales RET et Batorama et de redevance accostage.

En 2020, 1,5 M € ont été investis dans des travaux et études, notamment :

- les travaux des pistes cyclables de la rue du Havre dans le cadre du programme PEPS ;
- le remplacement de la flotte du PAS par des véhicules plus propres ;
- la réfection complète et la mise en valeur de la contre-allée de la rue de La Rochelle ;
- la réfection de la voirie giratoire rue de Bayonne/Biarritz et l'aménagement paysager vert dans l'anneau central ;
- les travaux d'entretien des revêtements de la plateforme du terminal conteneurs Sud ;
- les travaux de modernisation de la gare : allongement et électrification de plusieurs voies du faisceaux de réception des trains ;
- des études ont également été menées pour :
  - la sécurisation et le contrôle d'accès de la rue de Dunkerque ;
  - l'exploitation et la maintenance du réseau ferré du PAS entre 2021 et 2029 ;
  - l'aménagement de la gare fluviale de la Minoterie.

Depuis mai 2017, le PAS expérimente un nouvel emplacement rue de la Minoterie dédié aux bateaux de croisière de 135 mètres : en 2020, il a enregistré moins de 15 000 passagers sur les croisières rhénanes contre 230 000 passagers en 2019, effet de l'arrêt des activités touristiques pendant la pandémie.

Par ailleurs, les travaux de construction du nouveau siège du PAS se poursuivent en 2020 ; la livraison du bâtiment est intervenue en avril 2021. Le PAS quitte ainsi son siège historique de la rue de la Nuée Bleue pour s'établir rue du Port du Rhin.

Des études et travaux en perspective

Malgré deux mois d'interruption des chantiers, 9,5 M€ ont été investis sur des opérations initiées auparavant et poursuivies ou concrétisées en 2020 :

- travaux de modernisation des quatre portiques les plus anciens du port ;
- stratégie RSE du PAS : entretien, par éco-pâturage, d'une partie des terrains sur la ZAC de Lauterbourg ;
- obturation du sas de l'écluse Nord pour lutter contre les crues du Rhin.

En accompagnement des filiales, on note aussi des travaux de réhabilitation/extension des anciens bureaux de PANALPINA, destinés à héberger le siège social de RET et des études techniques des performances et caractéristiques du futur bateau à zéro émission et des installations techniques terrestres de soutien.

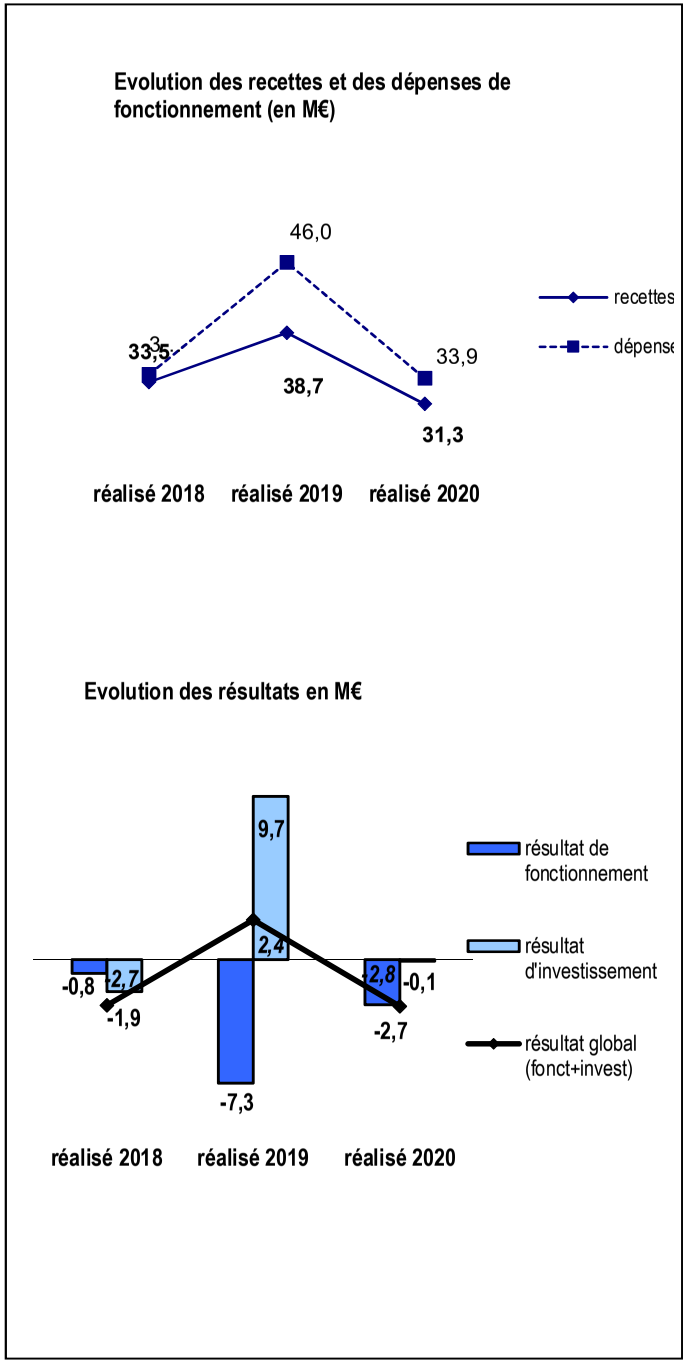
Les capitaux propres sont confortables

Les capitaux permanents restent à un niveau élevé à 427,9 M€ contre 431,3 M€ en 2019.

L'endettement bancaire est quasi inexistant, toutefois, compte tenu des projets d'investissement, et des taux d'intérêts bas, le recours à l'emprunt pourrait être envisagé ces prochaines années.

Le chiffre d'affaires en léger recul

L'établissement connait une baisse d'activité, avec un chiffre d'affaires qui s'élève à 27,12 M€ contre 29,58 M€ en 2019 (-8,3%).



COMPTE FINANCIER 2020

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort./prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	622 040 008	105 885 898	516 154 110	512 124 051
Immobilisations incorporelles	1 911 928	1 046 282	865 646	955 891
Immobilisations corporelles	611 205 892	104 430 884	506 775 008	502 068 859
Immobilisations financières	8 922 188	408 732	8 513 456	9 099 301
Actif circulant	35 476 965	373 193	35 103 772	36 520 335
Stocks	45 614	-	45 614	23 169
Avances et acomptes	7 576	-	7 576	6 475
Clients & créances	7 556 313	373 193	7 183 120	8 551 092
Disponibilités & VMP	27 867 462	-	27 867 462	27 939 599
Comptes de régularisation	187 130	-	187 130	206 848
Total	**657 704 103**	**106 259 091**	**551 445 012**	**548 851 234**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	427 952 432	431 260 376
Capital social	33 797 963	33 797 963
Primes d'émission, de fusion,..	364 087 119	364 878 084
Réserves	22 145 518	21 354 555
Report à nouveau	-10 357 146	-3 047 363
Résultat de l'exercice	**-2 673 902**	**-7 309 783**
Subventions d'investissement	20 952 880	21 586 920
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	1 246 897	1 402 759
Provisions pour risques et charges	117 775 704	113 013 811
Dettes	3 930 216	2 557 418
Emprunts	5 010	5 010
Avances et acomptes	-	-
Dettes	3 925 206	2 552 408
Comptes de régularisation	539 765	616 870
Total	**551 445 014**	**548 851 234**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	27 118 362	29 584 239
Production stockée	-12	-64
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	128 530	766 481
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 426 333	3 975 899
Autres produits	2 587 105	3 439 428
Total	31 260 318	37 765 983
Charges d'exploitation		
Achats	118 840	59 646
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-22 457	467
Services extérieurs	4 615 587	7 079 110
Impôts, taxes et versements assimilés	2 777 838	2 682 430
Charges de personnel	12 891 806	13 796 697
Dotations aux amortissements et provisions	12 019 241	17 680 599
Autres charges	1 540 929	4 590 839
Total	33 941 784	45 889 788
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 681 466**	**-8 123 805**
Produits financiers	7 563	911 022
Charges financières	-	100 000
RESULTAT FINANCIER	**7 563**	**811 022**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-3 000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-2 673 903**	**-7 309 783**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Il est composé :

- des produits du domaine et des concessions (19,2 M€) qui représentent 71% du chiffre d'affaires (+2%), atténués notamment par les mesures d'accompagnement des occupants portuaires mises en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire avec des reports de paiement de redevances domaniales, voire même des annulations pour les secteurs les plus touchés tels que la culture, la restauration, l'évènementiel, l'hôtellerie, … ;
- des refacturations aux filiales (5,2 M€ soit -29%) ;
- de droits de port (2,4 M€ soit -5% malgré l'augmentation des tarifs en 2020) ;
- de redevance accostage et prestations (0,3 M€ soit -66%).

Les autres produits de gestion courante ont diminué de 0,8 M€.

Le total des charges atteint 33,94 M€ (contre 45,99 M€ en 2019 soit -26%). Pour compenser la baisse de son chiffre d'affaires, le PAS a intensifié ses efforts en matière de maîtrise de coûts :

- les charges de personnel s'établissent à 12,9 M€, soit - 6,6% par rapport à 2019 grâce à un gel des augmentations des salaires, un non versement de l'intéressement mais aussi à l'impact des arrêts de travail et de maladie ;
- les surcoûts liés à l'achat de masques, de gants, de gel hydroalcoolique, pour les salariés du PAS mais aussi des entreprises du port, ont été neutralisés par la baisse importante des dépenses de travaux d'entretien, de locations de matériel et des frais d'études : les services extérieurs affichent une baisse de 2,5 M€ (-35%), le poste « autres charges » diminue de 3 M€ (-66%).

L'EBE, qui mesure la rentabilité de l'exploitation de l'établissement est en hausse de 2% à 6,9 M€.

Les dotations aux amortissements et provisions atteignent 12 M€ en raison de la provision retraite mais restent néanmoins en-deçà de 2019 (17,7 M€) grâce à un ajustement à la baisse du calcul d'actualisation des engagements retraite.

Le résultat financier est positif à 0,01 M€ contre 0,81 M€ en 2019 (-99%) compte tenu notamment de l'absence de dividendes de la filiale BATORAMA.

Le résultat net s'établit à -2,7 M€ contre -7,3 M l'an dernier (soit +4,6 M€).

Enfin, la capacité d'autofinancement reste importante : elle passe de 7,8 M€ en 2019 à 7,5 M€ en 2020 : ajoutées aux subventions d'investissement 2020 (0,7 M€) et aux cessions (1,7 M€), elle permet le financement d'un volume d'investissement total de 9,9 M€.

La trésorerie reste à un niveau confortable ; elle s'établit à 27,9 M€ (-0,3%).

Le budget rectificatif 2021

La section de fonctionnement fait apparaître des recettes pour 40,6 M€ et des dépenses pour 35,1 M€ ; elle dégage ainsi un excédent de 5,5 M€.

Le total des recettes de la section d'investissement s'élève à 12,2 M€, pour 15,2 M€ de dépenses. L'équilibre de la section est réalisé après affectation de l'excédent de fonctionnement (5,5 M€) et augmentation du fonds de roulement (+2,5 M€).

Les perspectives

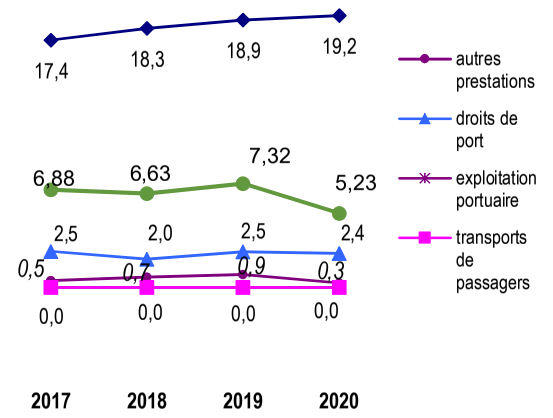
Avec 34,9 M€ d'investissements prévus sur la période 2021-2023, le PAS prévoit un programme soutenu d'investissements, avec notamment en 2021 :

- pour les ouvrages portuaires, postes fluviaux, la réfection des berges et l'outillage (18,2 M€) ;
- sur les voiries et voies ferrées (12,6 M€) ;
- pour le nouveau siège du PAS (3 M€) ;
- pour l'acquisition et l'aménagement de terrains (1 M€ dont 0,58 M€ sur Strasbourg).

Les incertitudes concernant une éventuelle sortie de crise et d'une reprise complète de l'activité demeurent encore en 2021 ; l'effet sur les comptes ne se perçoit toutefois pas et, mis à part le report de certains travaux sur 2021, il est sans influence sur le plan d'investissement.

La reprise des activités touristiques devrait également rétablir la situation financière de la société BATORAMA.

Les recettes (en millions d'euros)



Les ressources domaniales représentent plus de 71% des recettes d'exploitation du Port

Les investissements prévisionnels pour les immobilisations corporelles (en millions d'euros)



Le montant d'investissements budgété pour la période 2021-2023 est de 21,2 M€ pour un programme d'investissements prévisionnels de 35 M€

BUDGETS REALISES 2019 ET 2020 / RECTIFICATIF 2021

1ère section - fonctionnement

Charges de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
chapitre 60 - achats	722 583	680 940	578 100
chapitre 61 - services extérieurs	5 743 708	4 031 030	5 440 555
chapitre 62 - autres services extérieurs	672 932		
chapitre 63 - impôts, taxes et versements assimilés	2 682 431	2 777 839	2 887 489
chapitre 64 - charges de personnel	13 796 695	12 891 807	13 496 004
chapitre 65 - autres charges de gestion courante	4 590 839	1 540 929	4 419 229
chapitre 66 - charges financières	0	0	0
chapitre 67 - charges exceptionnelles	0	0	0
chapitre 68 - amortissements et provisions	17 780 600	12 019 242	7 687 000
chapitre 69 - imposition forfaitaire annuelle des sociétés	-3 000	0	611 938
total des dépenses de gestion	**45 986 788**	**33 941 787**	**35 120 315**
à déduire tranferts de charges	0	0	0
total des dépenses après tranferts	**45 986 788**	**33 941 787**	**35 120 315**
excédent de l'exercice à virer à la 2ème section			5 515 034
total après réalisation de l'équilibre	**45 986 788**	**33 941 787**	**40 635 349**

Produits de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
chapitre 70 - ventes et prestations de services	29 584 240	27 118 364	28 167 946
chapitre 71 - production stockée	-64	-13	0
chapitre 72 - production immobilisée	0	0	
chapitre 74 - subventions d'exploitation	766 481	128 530	63 674
chapitre 75 - autres produits de gestion courante	3 439 426	2 587 106	11 041 321
chapitre 76 - produits financiers	911 022	7 564	29 408
chapitre 77 - produits exceptionnels	0	0	0
chapitre 78 - reprises sur amort et provisions	3 975 900	1 426 333	1 333 000
chapitre 79 - tranferts de charges	0	0	0
total des recettes de gestion	**38 677 005**	**31 267 884**	**40 635 349**
à déduire tranferts de charges	0	0	0
total des recettes après transferts	**38 677 005**	**31 267 884**	**40 635 349**
déficit de l'exercice à virer à la 2ème section	7 309 783	2 673 903	
total après réalisation de l'équilibre	**45 986 788**	**33 941 787**	**40 635 349**

2ème section - investissement

Dépenses de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
arts de réévaluation	3 874 275		
ancement des actifs - Etat	2 215	0	
nortissement financement des actifs - Etat	375 105	389 551	389 145
nortissement des subventions autres que Etat	948 744	909 876	903 855
prise pour risques et charges	615 360	5 241	
prise sur provisions pour pensions			
mboursement d'emprunbts et de dettes assimilées	271 724	155 862	155 900
quisitions d'immobilisations incorporelles	345 380	105 722	542 000
quisitions d'immobilisations corporelles	9 748 984	12 948 110	11 211 042
rticipations et créances rattachés			1 990 000
tres immobilisations financières (prêts accordés)	146	190 002	
prise sur provisions pour dépréciation des immobilisations	1 606 888	4 091	
tres approvisionnements			
ocks provenant d'immobilisations/ produits finis			
ocks de marchandises			
rsonnel charges à payer			
pr sur prov. pour dépréc des comptes de tiers	596 829	117 575	40 000
total des dépenses	**18 385 650**	**14 826 030**	**15 231 942**
déficit de l'exercice (virement de la 1ère section)	**7 309 783**	**2 673 903**	**0**
gmentation du fonds de roulement	2 353 551		2 481 894
total après réalisation de l'équilibre	**28 048 984**	**17 499 933**	**17 713 836**

Recettes de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
serves	3 874 275		
ancements des actifs -Etat	311 590	0	284 782
nortissement des financements des actifs -Etat	2 215	0	
bventions d'équipement			
bventions d'équipement autres que Etat	1 518 178	665 386	208 841
bventions d'investissement			
ovisions pour risques et charges	155 442	0	
ovisions pour pensions	10 859 432	4 767 134	
nprunts et dettes assimilées	115 862		
ssions d'immob. corporelles	4 183 126	1 276 627	3 968 029
ssions d'immob. incorporellles			
tres immob. financières (prêts remboursés)	96 112	775 846	50 150
t. aux amort. des immob.	6 632 635	7 165 390	7 487 000
ov. pour dépréciation des immob.	100 000	0	
tres approvisionnements			
ock de marchandises			
ocks en cours de produits finis			
rsonnel charges à payer			
ovision pour dépréciation des comptes de tiers	200 117	86 718	200 000
total des recettes	**28 048 984**	**14 737 101**	**12 198 802**
excédent de l'exercice (virement de la 1ère section)			***5 515 034***
minution du fonds de roulement		2 762 832	
total après réalisation de l'équilibre	**28 048 984**	**17 499 933**	**17 713 836**

53

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Modulation de la redevance d'occupation des terrasses au titre de l'année 2021.

Numéro V-2021-1658

La Ville de Strasbourg est fortement engagée dans une dynamique partenariale et territoriale de sortie de crise et de reconstruction du territoire, dans l'ensemble de ses dimensions humaines et urbaines, ancrée dans son projet de transformation écologique, sociale et démocratique.

Elle s'est engagée dans une démarche proactive permettant d'anticiper la réouverture des cafés, des salons de thé et des restaurants. Construite avec les professionnel.les du secteur, elle s'est inscrite dans les objectifs et enjeux suivants : un usage apaisé de l'espace public, la garantie du respect des gestes barrières et de la distanciation physique et le soutien des cafetier.es et restaurateur.ices.

Les établissements concernés ont ainsi bénéficié d'une extension exceptionnelle de leur terrasse. Pour favoriser un partage équitable de l'espace public, l'attribution de ce droit de terrasse a été étudiée par une « Commission consultative des terrasses » composée d'un collège d'élu.es, de représentant.es de la profession dont l'UMIH et les Vitrines de Strasbourg, de trois associations d'habitantes et d'habitants, d'une association de personnes en situation de handicap, et de personnalités qualifiées pour les enjeux de sécurité (services de la Préfecture, Service départemental d'incendie et de secours, etc.).

En complément, il semble indispensable de prendre en compte l'impact sur l'activité de ces établissements des mesures sanitaires prises au niveau national, notamment leur fermeture administrative jusqu'au 19 mai, puis leur réouverture progressive selon le calendrier suivant :

- 19 mai 2021: ouverture en terrasse uniquement en place assise avec une jauge de 50 % de la capacité ou une séparation entre les tables pour les terrasses de moins de 10 tables accueillant 6 personnes au maximum ;
- 9 juin 2021: réouverture des espaces intérieurs, avec une jauge limitée à 50% de la capacité, jusqu'à 23h00 ; ouverture en terrasse uniquement en place assise avec des tables accueillant 6 personnes au maximum ;
- 30 juin 2021 : fin des restrictions imposées avec le maintien des mesures barrières et de distanciation.

Il est ainsi proposé au Conseil, outre la période de janvier à avril qui ne sera pas facturée du fait de l'impossibilité d'exploiter les terrasses :
- de moduler la redevance 2021 des terrasses en exonérant le mois de mai durant lequel l'exploitation n'était pas autorisée et à partir du 19 mai très restreinte ;
- d'approuver les exonérations de redevances liées aux extensions exceptionnelles de terrasses autorisées jusqu'au 31 octobre 2021, nécessaires au respect des gestes barrières et de la distanciation physique, tout en permettant de préserver l'activité économique et le lien social.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'exonération des redevances d'occupation du domaine public pour les terrasses du 1er janvier au 31 mai 2021,

l'exonération des redevances d'occupation du domaine public des extensions exceptionnelles de terrasses accordées jusqu'au 31 octobre 2021.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142553-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

54

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Modalités réglementaires liées au report à mars 2022 du vote du Budget primitif 2022.

Numéro V-2021-1117

Le vote du budget primitif 2022 par l'organe délibérant de la ville de Strasbourg est prévu le lundi 21 mars 2022. Compte tenu de l'intervention de ce vote après le 1er janvier 2022, les règles de **l'article 1612-1 du code général des collectivités territoriales** s'appliquent.

Aux termes de cette disposition, *« dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente »*, soit l'année 2021. L'exécutif est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

S'agissant de la section d'investissement, l'autorisation de l'organe délibérant porte sur la limite du quart des crédits ouverts sur les crédits annuels de l'exercice 2021, hors remboursement de la dette. L'autorisation pour les crédits sur autorisations de programmes correspond au total inscrit des crédits de paiement (CP) prévus pour 2022, voté le 15 novembre 2021 lors de la dernière décision modificative de 2021.

La présente délibération vise à autoriser l'exécution :
- du budget de fonctionnement dans la limite des crédits de l'exercice 2021,
- des crédits annuels du budget d'investissement dans la limite des crédits mentionnés dans le délibéré, avec la liste des programmes afférente,
- des crédits sur autorisations de programmes du budget d'investissement dans la limite des CP 2021 votés dans le cadre de la décision modificative lors du Conseil du 15 novembre 2021.

Il convient d'annexer à la présente délibération les mentions adoptées habituellement lors du vote du budget en décembre, et qui sont applicables dès le 1er janvier 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré,

a) *autorise la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses des CP 2022 des crédits sur autorisations de programmes, conformément au vote de la liste lors du Conseil du 15 novembre 2021, jointe en* ***annexe I*** *;*

b) *autorise la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement du budget principal et du budget annexe de l'école européenne, conformément à la liste jointe en* ***annexe II****, l'autorisation budgétaire étant par chapitre, ne dépassant pas le total des crédits votés sur l'exercice 2021 ;*

c) *autorise la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses des crédits annuels de la section d'investissement du budget principal et du budget annexe de l'école européenne, conformément à la liste jointe en* ***annexe III****, l'autorisation budgétaire étant par chapitre, ne dépassant pas le quart des crédits votés sur l'exercice 2021 ;*

d) *approuve, sur proposition de la Commission Mixte Paritaire chargée des relations financières entre la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, en application de la convention du 3 mars 1972 passée entre la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg, l'encaissement des frais de personnel de la Ville de Strasbourg à l'Eurométropole de Strasbourg, par douzième, sur la base du remboursement opéré en année N-2, le solde étant versé à l'issue des décomptes définitifs ;*

e) *charge la Commission Mixte Paritaire de s'assurer de la bonne exécution de cet encaissement ;*

f) *arrête pour le budget de 2022, le taux de participation de l'Eurométropole de Strasbourg aux charges de pensions assumées par la Ville à 38,27 %, en vertu de l'article 26 de la loi du 31 décembre 1966 relative aux communautés urbaines ;*

g) *prend acte, dans l'****annexe IV****, de la présentation de la liste des organismes pour lesquels la Ville :*

détient une part du capital ;
a garanti un emprunt ;
a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme ;

h) *approuve la liste des tarifs, conformément à l'****annexe V*** ;

i) autorise la Maire, respectivement l'Adjoint chargé du ressort, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 49 000 000 € ;

j) approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142985A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

ANNEXE 1
Liste d'AP après DM1 2021
Ville de Strasbourg - Budget principal

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2022	CP ultérieurs
2021	AP0258	Parkings en ouvrage mixte	200 000	0
2021	AP0257	Jardins familiaux, collectifs partagés et associatifs	485 000	0
2021	AP0256	Nouvelle Ecole Européenne	400 000	62 550 000
2021	AP0255	Maîtrise d'ouvrage déléguée /Gestion du patrimoine 2021-2025	4 400 000	15 762 800
2021	AP0254	Plan numérique des écoles	2 200 000	7 361 600
2021	AP0253	Budget participatif 2020-2026	1 000 000	3 972 652
2021	AP0252	Renouvellement des équipements du conservatoire	289 150	1 156 700
2021	AP0251	Champ de Foire permanent Foire St Jean	0	638 400
2021	AP0250	Maison urbaine de la santé de Hautepierre	300 000	700 000
2021	AP0249	Réhabilitation thermique des écoles 2021-2026	6 020 000	44 080 000
2021	AP0248	Travaux dans les édifices cultuels et presbytères 2021-2026	1 000 000	9 000 000
2021	AP0247	Travaux d'aménagement sur équipements culturels 2021-2025	650 000	6 810 000
2020	AP0246	Espex	367 034	587 600
2020	AP0245	Accompagnement des projets voirie 2021-2026	5 998 000	24 240 000
2020	AP0244	Plan canopée	300 000	6 387 459
2020	AP0243	Végétalisation/Déminéralisation Territoire Ville Strasbourg	5 200 000	15 200 000
2020	AP0241	Valorisation du fond patrimonial	60 000	235 000
2020	AP0240	Construction et rénov. des bâtimens scolaires 2020-2022	5 014 507	20 775 000
2020	AP0239	Géoréférencement réseau	874 000	0
2020	AP0237	Construction et rénov. des équipts petite enfance 2020-2022	3 096 000	3 970 565
2020	AP0236	Participation VDS à la rénovation du CA	1 302 000	58 407 592
2020	AP0235	Maisons de Services Publics	1 970 000	8 320 000
2020	AP0234	Renouv. parc véhicules et engins dans cadre ZFE - 2020-2024	3 257 536	8 700 000
2019	AP0232	Remboursement Travaux Centre Administratif	2 944 749	1 941 637
2019	AP0231	Remplacement du Bibliobus		0
2019	AP0230	Institut International des Droits de l'Homme	50 000	0
2019	AP0229	Construction/rénovation des équipements sportifs 2019-2023	6 486 257	18 260 917
2019	AP0228	Maison du Sport Santé	3 050 000	1 982 056
2019	AP0226	Travaux/rénovation dans les Immeubles Municipaux 2019-2023	3 890 621	8 713 230
2018	AP0224	Acquis.véhicules et engins pour les services 2018-2020	44 352	0
2018	AP0223	Sécurisation espaces publics	200 000	150 000
2018	AP0222	Construction de bâtiments municipaux 2018-2020	55 000	0
2018	AP0221	Campagne diagnostic amiante	387 314	0
2018	AP0220	QPV RU - Construction d'équipements de proximité	94 867	0
2018	AP0219	Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2026 (NPNRU)	11 481 030	61 568 889
2018	AP0218	Espaces publics Marschallhof	123 591	0
2018	AP0217	Equipements Stratégie touristique	260 182	344 565
2018	AP0216	Feuille de route Digitale	668 204	3 867 860
2018	AP0215	Travaux d'aménagement sur équipements culturels 2018-2020	406 911	355 000
2018	AP0214	Participation restaurant scolaire Collège Truffaut	283 500	77 750

ANNEXE 1
Liste d'AP après DM1 2021
Ville de Strasbourg - Budget principal

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2022	CP ultérieurs
2018	AP0213	Travaux divers dans les bâtiments scolaires 2018-2020	797 942	230 000
2017	AP0211	Equipement culturel multi-sites - Ancienne COOP	3 378 494	10 990 000
2017	AP0210	Travaux et équipements dans les médiathèques 2017-2020	1 278	0
2017	AP0209	Musée zoologique	1 700 000	1 236 000
2017	AP0208	Manufacture	4 229 479	5 400 425
2016	AP0206	Construction et rénovation des gymnases 2016-2018	4 779 802	6 437 134
2016	AP0205	Construction/rénovation des équipements sportifs 2016-2018	6 857 282	8 175 116
2016	AP0204	Travaux/rénovation dans les immeubles municipaux 2016-2018	3 895 103	5 838 574
2016	AP0202	Construction et rénovation des bâtiments scolaires 2016-2018	16 432 056	42 965 000
2016	AP0201	Construct° et rénovat° des équipts petite enfance 2016-2018		0
2016	AP0200	Salle de consommation à moindre risque		0
2016	AP0199	Gestion des parcs et des espaces verts 2016-2018	646 195	3 840 000
2016	AP0198	Construction et rénovation des CMS 2016-2018	35 182	0
2016	AP0195	Maison du Bâtiment	12 500	0
2016	AP0194	Maîtrise d'ouvrage déléguée /Gestion du patrimoine 2016-2020	150 000	0
2016	AP0193	Réhabilitation des musées 2016-2018	106 213	0
2016	AP0192	Parc naturel urbain	1 023 000	3 032 500
2015	AP0190	Travaux ESADS / HEAR 2015-2017	275 368	500 000
2015	AP0189	Accompagnement des projets de voirie 2015-2017	3 057 520	0
2015	AP0188	Travaux d'aménagement sur équipements culturels 2015-2017	23 165	0
2015	AP0187	Construction et rénovation des CSC 2015-2017	1 809 204	933 078
2015	AP0185	Travaux divers dans les bâtiments scolaires 2015-2017	2 335 992	1 087 403
2014	AP0182	Aménagement de locaux - Bâtiments publics 2014-2016	207 437	280 000
2013	AP0181	Deux Rives	26 424	0
2013	AP0175	Extensions TRAM - Eclairage public	1 092 681	7 200 000
2013	AP0174	Quartier d'affaire Européen	11 393 397	14 734 677
2012	AP0168	Travaux et équipements dans les médiathèques 2012-2014		0
2012	AP0167	Projets urbains	324 634	0
2012	AP0165	Gestion des parcs et des espaces verts 2012-2014	53 759	0
2012	AP0164	Projets Arc Centre	66 133	0
2012	AP0163	Construction/rénovation des équipements sportifs 2012-2014	7 949	0
2011	AP0157	Aménagement du Port du Rhin	610 116	132 291
2010	AP0151	Pôle de service		0
2010	AP0150	Parc de l'Orangerie		0
2010	AP0148	Plan Lumière	1 068 376	2 250 000
2010	AP0147	Aménagement de l'entrée de Koenigshoffen	1 050 000	3 878 194
2010	AP0146	Pavillon d'accueil touristique du Parc de l'Etoile		0
2010	AP0143	Rétroconversion du fonds patrimonial	44 000	176 000
2010	AP0139	Projet Opéra	2 655 000	7 007 229
2009	AP0136	Travaux d'aménagement sur équipements culturels 2009-2011	13 982	0

ANNEXE 1
Liste d'AP après DM1 2021
Ville de Strasbourg - Budget principal

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2022	CP ultérieurs
2009	AP0134	Rénovation des immeubles municipaux 2009-2011	5 366 009	21 477 440
2009	AP0130	Construction et rénovation des crèches et HG 2009-2011	500 000	0
2009	AP0128	Aménagement et modernisation des parkings 2009-2011	406	0
2009	AP0127	Travaux divers dans les bâtiments scolaires 2009-2011		0
2009	AP0126	Construction et rénovation des bâtiments scolaires 2009-2011	7 121 021	2 990 355
2007	AP0117	Remplacement des sirènes d'alerte	19 653	0
2007	AP0113	Création de réserves communes pour les Musées	200 000	137 047
2007	AP0109	Gestion des réserves naturelles	25 431	0
2004	AP8001	Projets sur l'espace public Strasbourg	2 756 572	1 462 131
2004	AP0062	Gestion des forêts		0
2004	AP0052	Palais de la musique et des Congrès		0
2004	AP0043	Cité de la musique et de la danse	800 000	1 495 027
2004	AP0035	Réhabilitation des musées	1 000 000	19 004 441
2004	AP0012	Travaux dans les édifices cultuels et presbytères	550 000	1 203 044
		Total	**163 308 560,58**	**570 210 380,19**

ANNEXE 2

VILLE DE STRASBOURG

Report BP - autorisations de crédits

Fonctionnement

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre	Autorisation avant vote BP 2022 (100% crédits de fonctionnement)
011 - Charges à caractère général	90 788 512,44
012 - Charges de personnel et frais assimilés	206 328 388,34
014 - Atténuation de produits	505 531,00
022 - Dépenses imprévues	164 500,07
023 - Virement à la section d'investissement	5 400 000,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	19 400 000,00
656 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	296 000,00
65 - Autres charges de gestion courante	75 115 222,61
66 - Charges financières	2 761 000,00
67 - Charges exceptionnelles	5 278 066,67
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions	1 862 778,87
Total	**407 900 000,00**

BUDGET ANNEXE : STRASBOURG VILLE ECOLE EUROPE

Chapitre	Autorisation avant vote BP 2022 (100% crédits de fonctionnement)
011 - Charges à caractère général	1 187 000,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	33 000,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	25 038,54
67 - Charges exceptionnelles	4 961,46
Total	**1 250 000,00**

ANNEXE 3

VILLE DE STRASBOURG

Report BP - autorisations de crédits

Investissement annuel

BUDGET PRINCIPAL

Chapitre	Total crédits inscrit 2021	Autorisation avant vote BP 2022 (25% crédits inscrits 2021)
020 - Dépenses imprévues	65 093,06	16 273,27
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	44 067,88	11 016,97
041 - Opérations patrimoniales	9 995 101,49	2 498 775,37
13 - Subventions d'investissement	48 294,95	12 073,74
204 - Subventions d'équipement versées	8 531 797,00	2 132 949,25
20 - Immobilisations incorporelles	364 106,85	91 026,71
21 - Immobilisations corporelles	21 132 030,38	5 283 007,60
23 - Immobilisations en cours	1 824 868,19	456 217,05
26 - Participations et créances rattachées à des participations	750 000,00	187 500,00
27 - Autres immobilisations financières	605 000,00	151 250,00
454101 - Travaux sur immeubles menaçant ruine	50 000,00	12 500,00
454104 - Travaux au titre de la lutte contre l'habitat insalubre	3 000,00	750,00
454105 - Travaux pour tiers - Eclairage public	50 747,60	12 686,90
Total	**43 464 107,40**	**10 866 026,85**

BUDGET ANNEXE : STRASBOURG VILLE ECOLE EUROPE

Chapitre	Total crédits inscrit 2021	Autorisation avant vote BP 2022 (25% crédits inscrits 2021)
21 - Immobilisations corporelles	95 000,00	23 750,00
Total	**95 000,00**	**23 750,00**

Strasbourg.eu

ANNEXE ATR – EDITION 2021 – EXERCICE 2020

annexe aux documents budgétaires

En application de l'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, les documents budgétaires sont assortis en annexe :

- de la liste des **organismes** pour lesquels la commune :
  - détient une part de capital,
  - ou a garanti un emprunt,
  - ou a versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

  La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la commune.

- de la liste des **délégataires de service public.**

  Les dispositions de cet article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

- Ces informations sont disponibles :

  - concernant les subventions : dans une annexe au compte administratif approuvé par le conseil municipal le 21 juin 2021 intitulée « Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions » : produite en application de l'article L2313-1 alinéa 3 du CGCT, cette annexe répertorie toutes les aides (subventions ou avantages en nature) consenties aux organismes extérieurs, quelle que soit leur nature juridique, dès le premier euro ;

  - concernant les garanties d'emprunt accordées par la Ville : dans l'état de la dette propre et garantie annexée au même compte administratif ;

  - concernant la liste des délégataires de service public dans le rapport soumis au conseil municipal du 13 décembre 2021 (voir en particulier la rubrique « panorama » faisant suite à l'Avant-propos) ;

  - concernant la liste des organismes pour lesquels la Ville détient une part de capital :

    - la liste des sociétés à capitaux mixtes est produite dans la synthèse des rapports d'activité 2020 de ces sociétés présentée au conseil municipal le 13 décembre 2021 en application de l'article L1524-5 alinéa 14 du CGCT (cf. rubrique « Panorama » et tableau récapitulatif) ;

    - en complément figure ci-dessous l'état de participation de la collectivité dans les organismes pour lesquels un tel rapport n'est pas établi.

AUTRES ORGANISMES	***subvention versée en 2020 (en €)***	***emprunt garanti : capital restant dû au 31/12/2020 (en €)***	***Capital détenu par la Ville au 31/12/2020***
PROCIVIS ALSACE / SACICAP			11,08 %
SOFIDAL			1,67 %
SEDES / SOCOLOPO			0,0007 %
Etablissements publics			***Collectivité de rattachement***
CREDIT MUNICIPAL	102 000,00 €		Ville
HOPITAUX UNIVERSITAIRES DE STRASBOURG	10 000,00 €		Ville et Etat

Annexe à la délibération du Conseil municipal
du 13 décembre 2021

DROITS DE PLACE SUR LES MARCHES, FOIRES ET KERMESSES

TARIFS DES MARCHES DE PLEIN AIR ET COUVERT

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF 2022
1. Marchés de plein air		
Droits de place	par m²/par jour	1,30 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	6,45 €
2. Marché couvert (Halle de Neudorf)		
Droits de place	par m²/par jour	1,35 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	6,45 €
3. Remplacement		
Badge des commerçants	par badge	15,40 €

Observations :

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.

TARIFS DES FOIRES - KERMESSES

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF
1. Stands, jeux, boutiques de vente, manèges et autres métiers		
Jusqu'à 150 m²	par m²/par période	4,35 €
Tranche de 151 à 300 m²	par m²/par période	2,50 €
Tranche au dessus de 300 m²	par m²/par période	1,50 €
Appareils automatiques (Boissons, coups de poing, astrologie,…)	forfait	96,45 €
Redevance branchement et forfait consommation électrique	par prise/par jour	6,45 €
2. Minimun de perception par établissement		
Droits de place	forfait	37,45 €

Observations :

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.

Aucune participation supplémentaire ne sera exigée, hormis les frais de branchement électrique individuel.

Date d'effet : 1er janvier 2022

TARIFS FOIRE SAINT-JEAN 2022

DESIGNATION	MODE DE CALCUL	TARIF 2022
1. Stands, jeux, boutiques, manèges et autres métiers		
Droits de place		
Jusqu'à 150 m²	par m²	7,50 €
Tranche de 151 à 300 m²	par m²	3,85 €
Tranche au dessus de 300 m²	par m²	2,20 €
Appareils automatiques (Boissons, coups de poing, astrologie,…)	forfait	95,00 €
2. Brasseries (structures mobiles)		
Droits de place	forfait	785,00 €
3. Droit minimum par établissement		
Droits de place	forfait	37,00 €
4. Frais de communication et de promotion		
Boutiques	par ml de façade	29,00 €
Manèges enfantins < 18 ml	par ml de façade	34,00 €
Manèges enfantins > 18 ml	forfait	631,00 €
Boîtes à rire et similaires	forfait	688,00 €
Gros manèges	forfait	1 000,00 €
5. Consommation d'eau		
Manèges utilisant de grands volumes d'eau	mise en place d'un compteur spécifique	
Aquaboules et manèges utilisant l'eau à l'exception des manèges utilisant de grands volumes d'eau	forfait	195,00 €
Grandes brasseries	forfait	220,00 €
Stands alimentaires (confiseries, restauration rapide…)	forfait	75,00 €
Piscines privées	forfait	164,00 €
6. Electricité par stand, selon puissance demandée		
Jusqu'à 30 A (18 kVa)	forfait	102,00 €
De 31 à 60 A (36 kVa)	forfait	196,00 €
De 61 à 130 A (78 kVa)	forfait	292,00 €
De 131 à 240 A (144 kVa)	forfait	410,00 €
De 241 à 400 A (240 kVa)	forfait	513,00 €
7. Caravanes		
Caravanes principales	forfait	148,00 €
Caravanes secondaires	forfait	52,00 €

Observations

Lors du recouvrement des droits de place, l'encaissement sera arrondi à la dizaine de centime la plus proche.

Prix fixés pour la durée de la manifestation.

TARIFS DES ABONNEMENTS EN OUVRAGE
A PARTIR DU 1ER JANVIER 2022

VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		398,00 €	1 455,00 €
Halles P3	160,00 €	398,00 €	1 455,00 €

VISITEURS JOUR (7H – 21 H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		346,00 €	1 233,00 €
Halles P3	137,00 €	327,00 €	1 200,00 €

VISITEURS JOUR Lundi à Vendredi (7H – 20 H)

Halles P3	118,00 €	275,00 €	1 002,00 €

RESIDANTS JOUR / NUIT (24H/24H)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers	102,00 €	280,00 €	972,00 €
Halles P3	102,00 €	280,00 €	972,00 €
Halles P3 – Résidéo	25,00 €		

RESIDANTS NUIT et WE

(17H-10H du lundi au vendredi + sa, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		124,00 € €	438,00 €

RESIDANTS NUIT et dimanche

(17H-10H du lundi au samedi, di et JF)

	MENSUEL	TRIMESTRIEL	ANNUEL
Bateliers		76,00 €	294,00 €
Halles P3 (18h 9h, lundi au samedi di et JF)	35,00 €	76,00 €	294,00 €

Forfait HOTELIERS

	24h
Bateliers	16,00€
Halles P3	16,00 €

Abonnements par station CITIZ (24h/24)

Réduction de 10% sur le prix de l'abonnement VISITEURS JOUR / NUIT (24H/24H)

Forfaits tout public - pré-vendus

	Forfait 3 jours	Forfait 5 jours (du lundi au vendredi)	Forfait 6 jours (dimanche à vendredi)	Forfait mensuel (en fonction de la disponibilité du parking)
Bateliers	28,00 €			160,00 €
Halles P3	28,00 €	39,00 €	64,00 €	

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Tarification dans les parkings "moyenne durée " P3 des Halles et Bateliers

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Au-delà de 13 h de stationnement	1,60 € par heure
Forfait par 24 heures de stationnement	20 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	20 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

TARIFS DES VISITEURS EN OUVRAGE

Tarification dans les parkings "moyenne durée " P3 des Halles et Bateliers

Durées de stationnement	Tarifs
Jusqu'à 7 h de stationnement	0,40 € par ¼ d'heure
De la 8ème h et jusqu'à 9 h de stationnement	0,30 € par ¼ d'heure
De la 10ème h et jusqu'à 11 h de stationnement	0,20 € par ¼ d'heure
De la 12ème h et jusqu'à 13 h de stationnement	0,10 € par ¼ d'heure
Au-delà de 13 h de stationnement	1,60 € par heure
Forfait par 24 heures de stationnement	20 €
Forfait soirée (20h à 2h du matin)	2 €
Forfait nuit (2h à 7h du matin)	2 €
Ticket perdu	20 € / jour
Tarif motos	50 % de réduction

REDEVANCES DE STATIONNEMENT SUR VOIRIE APPLICABLES AU 1er JANVIER 2022 : MONTANTS INCHANGES

Le Maire, ou son représentant, est chargé par le Conseil municipal de prendre toutes les mesures réglementaires applicables, notamment concernant les modalités d'attribution et de reconnaissance de la qualité d'ayant droit, selon les catégories ci-dessous définies, ainsi que concernant l'organisation et le fonctionnement du service du stationnement payant sur voirie.

La durée maximum de stationnement est limitée à 24h consécutives sur voirie.

GRILLES HORAIRES ET MONTANT DU FORFAIT DE POST-STATIONNEMENT

Les tarifs horaires seront applicables du lundi au samedi, sauf jours fériés, de 9h à 19h

ZONE ROUGE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	**2,10 €**	**2,10 €**
2h	**2,10 €**	**4,20 €**
2h15	0,60 €	4,80 €
2h30	5,70 €	10,50 €
2h45*	6,00 €	16,50 €
3h	**18,50 €**	**35,00 €**

* à partir de 2h45, montant forfaitaire de 18,50 €

ZONE ORANGE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	**1,70 €**	**1,70 €**
2h	**1,70 €**	**3,40 €**
2h30	0,90 €	4,30 €
2h50	3,20 €	7,50 €
3h00	1,60 €	9,10 €
3h10	1,60 €	10,70 €
3h20	1,60 €	12,30 €
3h30	1,60 €	13,90 €
3h40	1,60 €	15,50 €
3h45*	1,00 €	16,50 €
4h	**18,50 €**	**35,00 €**

* à partir de 3h45, montant forfaitaire de 18,50 €

Dépose Gare sur voirie : tarif zone rouge

ZONE VERTE

Durée de stationnement	Tarif	Tarif cumulé
1h	**0,50 €**	**0,50 €**
3h	**0,50 €**	**1,00 €**
3h30	0,30 €	1,30 €
3h40	2,00 €	3,30 €
3h50	2,00 €	5,30 €
4h00	2,00 €	7,30 €
4h10	2,00 €	9,30 €
4h20	2,00 €	11,30 €
4h30	2,00 €	13,30 €
4h40	2,00 €	15,30 €
4h45*	1,20 €	16,50 €
5h	**18,50 €**	**35,00 €**

* à partir de 4h45, montant forfaitaire de 18,50 €

Montant du Forfait de post-stationnement minoré = 17 € quelle que soit la zone tarifaire, si le paiement est effectué par l'usager dans les 72 heures

Montant du Forfait de post-stationnement = 35 € quelle que soit la zone tarifaire, si le paiement est effectué au-delà de 72 heures

Le montant du FPS pourra faire l'objet d'une déduction du montant du dernier ticket payé et valide

au sens de l'article R2333-120-5 du Code général des collectivités territoriales.

TARIFS RESIDANTS

Forfait mensuel : 15 € par mois

Forfait 12h consécutives payantes : 2,20 €

Forfait Résidéo : 30 minutes gratuites

FORFAITS JOURNALIERS

Forfait Résidant 2 journalier :

zone rouge : 11 € par jour

zone orange : 8 € par jour

zone verte : 3 € par jour

Forfait professionnel mobile toutes zones : 11 € par jour

PROFESSIONNELS DE SANTE EN VISITE

Gratuité du stationnement uniquement pendant la durée des visites (et non à proximité du cabinet médical)

VEHICULES DE SERVICE DE L'EUROMETROPOLE ET VEHICULES DU SERVICE D'AUTOPARTAGE EN TRACE DIRECTE SANS STATION "FREE-FLOATING"

Redevance annuelle forfaitaire pour les véhicules de service de l'Eurométropole : 58 € par véhicule et par an

Redevance annuelle forfaitaire pour les véhicules du service d'autopartage en trace directe sans station "free-floating" : 58 € par véhicule et par an

---

Il est par ailleurs rappelé que depuis la date d'entrée en vigueur de la Loi n°2015-300 du 18 mars 2015, toutes les places de stationnement ouvertes au public sur voirie seront utilisées gratuitement par toute personne titulaire de la carte Mobilité inclusive (CMI) ou de la carte européenne de stationnement en cours de validité, ou par la tierce personne l'accompagnant.

AUBERGE DE JEUNESSE

	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021
Tarif par nuit avec petit déjeuner (par personne, hors catégorie famille et chambre double)	**Individuels**	**Indiv**	**Groupes**	**Groupes**	**Demi-pension**	**DP**	**Pension complète panier repas**	**PC PR**	**Pension complète**	**PC**
	HT TTC		**HT TTC**		**HT TTC**		**HT TTC**		**HT TTC**	
Single - Basse saison	42,0 €	42,0 €								
Single - Moyenne saison	42,5 €	42,5 €								
Single - Haute saison	43,0 €	43,0 €								
Double - Basse saison	71,6 €	71,6 €								
Double - Moyenne saison	72,6 €	72,6 €								
Double - Haute saison	73,6 €	73,6 €								
Chambre partagée - Basse saison	23,1 €	23,1 €	20,8 €	20,8 €	38,1 €	38,1 €	47,2 €	47,2 €	50,6 €	50,6 €
Chambre partagée - Moyenne saison	25,5 €	25,5 €	22,7 €	22,7 €	40,0 €	40,0 €	49,1 €	49,1 €	52,5 €	52,5 €
Chambre partagée - Haute saison	29,4 €	29,4 €	26,2 €	26,2 €	43,5 €	43,5 €	52,6 €	52,6 €	56,0 €	56,0 €
Ch. Famille 3p (mini 3n) - Basse saison	85,2 €	85,2 €								
Ch. Famille 3p (mini 3n) - Moyenne saison	86,7 €	86,7 €								
Ch. Famille 3p (mini 3n) - Haute saison	88,2 €	88,2 €								
Ch. Famille 4p (mini 3n) - Basse saison	113,6 €	113,6 €								
Ch. Famille 4p (mini 3n) - Moyenne saison	115,6 €	115,6 €								

Ch. Famille 4p (mini 3n) - Haute saison	117,6 €	117,6 €
Ch. Famille 5p (mini 3n) - Basse saison	142,0 €	142,0 €
Ch. Famille 5p (mini 3n) - Moyenne saison	144,5 €	144,5 €
Ch. Famille 5p (mini 3n) - Haute saison	147,0 €	147,0 €

2022		2021	2022		2021	2022		2021
Petit déjeuner			**Repas**			**Panier repas**		
HT	**TTC**		**HT**	**TTC**		**HT**	**TTC**	
4,9 €		4,9 €	13,9 €		13,9 €	9,4 €		9,4 €

PACKAGE							
2J/1N				3J/2N			
Demi pension		Pension complète		Demi pension		Pension complète	
RM	LM	RM	LM	RM	LM	RM	LM
FULL		***FULL***		***FULL***		***FULL***	
5J/4N				7J/6N			
Demi pension		Pension complète		Demi pension		Pension complète	

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 54 à l'ordre du jour : Modalités réglementaires liées au report à mars 2022 du vote du Budget primitif 2022.

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 49 voix
+ 1 voix pour Mme Jeanne BARSEGHIAN qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 9 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°54

Modalités règlementaires liées au report à mars 2022 du vote du Budget primitif 2022

Pour	**49**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, GEISSMANN Céline, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**9**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MATT Nicolas, MAYIMA Jamila, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**
Abstention	**0**	

55

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Œuvre Notre-Dame - Modalités d'exécution du budget 2022 avant le vote.

Numéro E-2021-1116

Le vote du budget primitif 2022 par l'organe délibérant de l'œuvre Notre-Dame est prévu le lundi 21 mars 2022. Compte tenu de l'intervention de ce vote après le 1er janvier 2022, les règles de **l'article 1612-1 du Code général des collectivités territoriales** s'appliquent.

En vertu de cette disposition, *« dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement* ***dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente*** *»*, soit l'année 2021. L'exécutif est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

S'agissant de la section d'investissement, l'autorisation de l'organe délibérant porte sur la limite du quart des crédits ouverts sur les crédits annuels de l'exercice 2021, hors remboursement de la dette. L'autorisation pour les crédits sur autorisations de programmes correspond au total inscrit des crédits de paiement prévus pour 2022, voté le 20 septembre 2021 lors du budget supplémentaire de 2021.

La présente délibération vise à autoriser l'exécution :

- du budget de fonctionnement dans la limite des crédits de l'exercice 2021,
- des crédits annuels du budget d'investissement dans la limite des crédits mentionnés dans le délibéré, avec la liste des programmes afférente,
- des crédits sur autorisations de programme du budget d'investissement dans la limite des CP 2021 votés dans le cadre de la décision modificative lors du Conseil municipal du 20 septembre 2021.

Il convient d'annexer à la présente délibération les mentions adoptées habituellement lors du vote du budget en décembre, et qui sont applicables dès le 1er janvier 2022.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

a) *autorise la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses des CP 2022 des crédits sur autorisations de programmes, conformément au vote de la liste lors du conseil du 20 septembre 2021, jointe en* ***annexe I****,*

b) *autorise la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses de fonctionnement du budget de l'Œuvre Notre-Dame, conformément à la liste jointe en* ***annexe II****, l'autorisation budgétaire étant par chapitre, ne dépassant pas le total des crédits votés sur l'exercice 2021,*

c) *autorise la Maire à engager, liquider et mandater les dépenses des crédits annuels de la section d'investissement du budget de l'Œuvre Notre-Dame, conformément à la liste jointe en* ***annexe III****, l'autorisation budgétaire étant par chapitre, ne dépassant pas le quart des crédits votés sur l'exercice 2021.*

d) *approuve le remboursement à l'Eurométropole de Strasbourg des frais de personnel pour les agents affectés à l'Œuvre Notre-Dame ;*

e) *autorise la Maire ou l'Adjoint du ressort, pour l'Œuvre Notre-Dame, à contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, conformément aux termes de l'article L. 2122-22 du CGCT, dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget.*

Encours total de la dette actuelle : 0 €
Encours de la dette envisagée pour l'année 2022: il sera augmenté au maximum de la somme inscrite au budget, dont :
- 100% maximum de l'encours de dette classée 1-A,
- 50% maximum de l'encours de dette classée 1-B,
- 0% pour les autres classifications.

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, l'Œuvre Notre-Dame souhaite recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 20 années.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :
- le T4M

- *le TAM*
- *l'EONIA*
- *le TMO*
- *le TME*
- *l'EURIBOR*

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins cinq établissements spécialisés.

Les meilleures offres seront retenues au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :
- *0,10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,*
- *0,20% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci,*
- *Ou un forfait de 5 000 euros.*

f) *autorise la Maire ou l'Adjoint du ressort, pour l'Œuvre Notre-Dame, à réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 2 000 000 €,*

g) *approuve l'encaissement de recettes dans le cadre du paiement par internet, et décide de prendre en charge les risques de rejet de paiement résultant de la vente à distance par carte bancaire.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142998-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

ANNEXE 1
Liste d'AP après BS 2021
Fondation de l'Œuvre Notre-Dame

Année	AP	Libellé de l'autorisation de programme	CP 2022	CP ultérieurs
2020	AP0242	Acquisition et réhabilitation Bâtiment Site Meinau	100 000,00	
2019	AP0225	Cathédrale chantiers de restauration/conservation 2019-2021	92 000,00	
2012	AP0170	Patrimoine O.N.D. 2012-2014	1 200 000,00	447 501,40
2010	AP0149	Cathédrale chantiers de restauration/Conservation 2010-2014	422 017,81	
2009	AP0124	Cathédrale chantiers de restauration/Conservation 2009-2013	273 076,72	
2004	AP0080	Patrimoine O.N.D	0,00	
Total			**2 087 094,53**	**1 397 501,00**

Report BP-autorisations de crédits FONCTIONNEMENT

Fonctionnement

Chapitre	Autorisation avant vote BP 2021 (100% crédits de fonctionnement)
011 - Charges à caractère général	889 090,00
012 - Charges de personnel et frais assimilés	1 868 420,00
022 - Dépenses imprévues	4 000,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	580 000,00
65 - Autres charges de gestion courante	1 000,00
66 - Charges exceptionnelles	3 500,00
67- Charges financières	103 990,00
Somme :	**3 450 000,00**

ANNEXE 3

Report BP - autorisations de crédits

Investissement annuel

Chapitre	Total crédits inscrit 2021	Autorisation avant vote BP 2022 (25% crédits inscrits 2021)
020 - Dépenses imprévues	34 858,38	8 714,60
041 - Opérations patrimoinales	125 000,00	31 250,00
20 - Immobilisations incorporelles	75 000,00	18 750,00
21 - Immobilisations corporelles	526 194,63	131 548,66
Somme :	**761 053,01**	**190 263,25**

56

Communication au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services.

Numéro V-2021-1135

Conformément à l'article L 2122-23 du Code général des collectivités territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 4 juillet 2020.

Par ailleurs, au-delà des seuls marchés entrant dans le champ d'application de ladite délégation, la présente information englobe l'ensemble des marchés dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT passés par la Ville de Strasbourg, qu'ils résultent d'une procédure adaptée ou formalisée.

Pour mémoire, les marchés passés selon une procédure adaptée sont ceux dont le montant est inférieur à 214 000 € HT (fournitures et services) et à 5 350 000 € HT (travaux).

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés dont la notification est intervenue entre le 1er septembre et le 30 septembre 2021.

Communiqué le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142143A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2021/827	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT ET D'ACCESSOIRES POUR LA DIRECTION DE LA CULTURE DE LA VILLE CLAVIERS ET ACCESSOIRES	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	3 000,00
2021/830	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT ET D'ACCESSOIRES POUR LA DIRECTION DE LA CULTURE DE LA VILLE CORDES ET ACCESSOIRES	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	2 300,00
2021/831	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT ET D'ACCESSOIRES POUR LA DIRECTION DE LA CULTURE DE LA VILLE MUSIQUE IMPROVISÉE	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	1 000,00
2021/832	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT ET D'ACCESSOIRES POUR LA DIRECTION DE LA CULTURE DE LA VILLE MUSIQUE ANCIENNE	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	1 000,00
2021/833	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT ET D'ACCESSOIRES POUR LA DIRECTION DE LA CULTURE DE LA VILLE VENTS / BOIS	LE SALON DE MUSIQUE	67000 STRASBOURG	30 000,00
2021/834	ACQUISITION D'INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ÉTUDES ET DE CONCERT ET D'ACCESSOIRES POUR LA DIRECTION DE LA CULTURE DE LA VILLE VENT / CUIVRES	LE SALON DE MUSIQUE	67000 STRASBOURG	11 500,00
2021/861	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDE ET DE CONCERT ACCESSOIRES SERVICES DE LA DIRECTION DE LA CULTURE - LOT 8 VIOLONCELLES PIECES ACCESSOIRE	FREGUIN	67000 STRASBOURG	3 400,00
2021/862	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDE ET DE CONCERT ACCESSOIRES SERVICES DE LA DIRECTION DE LA CULTURE - LOT 12 VIOLES PIECES ACCESSOIRES	FREGUIN	67000 STRASBOURG	3 400,00
2021/863	FOURN. INSTRUMENTS DE MUSIQUE D'ETUDE ET DE CONCERT ACCESSOIRES SERVICES DE LA DIRECTION DE LA CULTURE - LOT 16 CLARINETTES PIECES ACCESSOIRES	ARPEGES ARMAND MEYER	67000 STRASBOURG	15 000,00
2021/885	LOCATION DE CHALETS ET FOURN. D'ELEMENTS DE MENUISERIE STRABOURG CAPITALE DE NOËL - LOT 1 LOCATION POSE DEPOSE	RUSTYLE	67120 MOLSHEIM	140 000,00

2021/887	LOCATION DE CHALETS ET FOURN. D'ELEMENTS DE MENUISERIE STRABOURG CAPITALE DE NOËL - LOT 2 FOPURN. POSE DEPOSE MENUISERIE	RUSTYLE	67120 MOLSHEIM	70 000,00
2021/892	REMPLACEMENT REPARATION DE PNEUMATIQUES VEHICULES ET ENGINS VDS ET EMS - LOT 1 VEHICULES LEGERS	EUROMASTER FRANCE	38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN	30 000,00
2021/893	REMPLACEMENT ET REPARATION DE PNEUMATIQUES VEHICULES ENGINS VDS EMS - LOT 2 POIDS LOURDS ENGINS	EUROMASTER FRANCE	38330 MONTBONNOT SAINT MARTIN	50 000,00
2021/911	MS TRAITEUR LOT 2 COCKTAILS APERITIFS PETITS-DEJ	LE RELAIS AVS	67120 MOLSHEIM	50 000,00
2021/915	MS TRAITEUR LOT 3 BUFFETS AVEC SERVICE	LE RELAIS AVS	67120 MOLSHEIM	50 000,00
2021/920	MS TRAITEUR LOT 4 REPAS CHAUD ASSIS	LE RELAIS AVS	67120 MOLSHEIM	30 000,00

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2021/855	INSERTION ET QUALIFICATION PRO JEUNES ÉLOIGNÉS DE L'EMPLOI RÉNOVATION DE MOBILIERS URBAINS : 50 BANCS	LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE	67200 STRASBOURG	89 999,99
2021/856	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES PORTES DE CHAMBRES L'AUBERGE DE JEUNESSE DU JARDIN DES DEUX RIVES À STRASBOURG MENUISERIE EXT ALU	SOC NOUV MIROITERIE DE L EUROPE	67100 STRASBOURG	7 759,65
2021/860	MOE REAMENAGEMENT DE LA COUR ET CONSTRUCTION D'UN ABRI VELO 76 ALLEE DE LA ROBERTSAU A STRASBOURG	ATELIER BENEDICTE CASPAR ARCHITECTE	67000 STRASBOURG	11 445,00
2021/867	TRVX DE DESAMIANTAGE DU HALL JEAN NICOLAS MULLER 36 RUE DU LANGUEDOC A STRASBOURG	PREMYS	68310 WITTELSHEIM	28 600,00
2021/869	TRVX DE MISE EN ACCESSIBILITE DU HALL JEAN-NICOLAS MULLER A STRASBOURG - MARCHE SIMILAIRE 1	BALLAST ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	2 500,00
2021/895	MOE TRVX CONSTRUCTION D'UN ABRI A VELOS PASSAGE WALTER BENJAMIN A STRASBOURG - MARCHE SIMILAIRE	TAND M	67370 TRUCHTERSHEIM	7 140,00
2021/898	TRVX DESAMIANTAGE ECOLE MATERNELLE DE LA MEINAU A STRASBOURG - LOT 1 DESAMIANTAGE	CARDEM DEMOLITION	67800 BISCHHEIM	18 559,79
2021/899	PROGRAMMATION AMO RENOVATION EXTENSION DU CINEMA STAR ST EXUPERY A STRASBOURG	QCS SERVICES	67960 ENTZHEIM	43 000,00
2021/904	TRVX D'AMENAGEMENT D'UNE MAISON DE SPORT SANTE AILE MEDICALE DES BAINS MUNICIPAUX - LOT 5 RAVALEMENT DE FACADE	DECOPEINT	67840 KILSTETT	58 405,00
2021/905	MOE REMPLACEMENT DU PLANCHER DE SCENE ET DU RIDEAU DE SCENE METALLIQUE - LOT 1	ATELIER BENEDICTE CASPAR ARCHITECTE	67000 STRASBOURG	60 090,00
2021/918	CONSERVATION RESTAURATION POUR LE MUSEE DE L'OND ET LE MUSEE DES ARTS DECORATIFS DE STRASBOURG - LOT 1 SCULPTURE HORLOGE ASTRONOMIQUE	DE GOROSTARZU	92100 BOULOGNE BILLANCOURT	23 678,00
2021/928	TRVX RENOVATION TRAITEMENT THERMIQUE ENVELOPPE MISE EN SECURITE ET ACCESSIBILITE ECOLE MATERNELLE DE LA MEINAU BATIMENTS MODULAIRES	EURO MODULES	57380 FAULQUEMONT	487 340,43
2021/933	MO RESTRUCTURATION EN MULTI-ACCUEIL ET TRAITEMENT SURCHAUFFE DU JARDIN D'ENFANT RUE FRITZ	ATELIER ARCHITECTURE CHRISTOPHE CUNCI	67100 STRASBOURG	113 701,00

2021/935	TRVX DE CREATION D'UN NOUVEAU GPE SCOLAIRE RUE J. MENTELIN KOENIGSHOFFEN - LOT 2 DEMOLITION DEPOLLUTION	DENNI LEGOLL	67870 GRIESHEIM PRES MOLSHEIM	978 975,90
2021/936	MS TRVX DE DECONSTRUCTION ET DESAMIANTAGE MAISON DES PROJETS ROUTE DES ROMAINS - LOT 1 DECONSTRUCTION DESAMIANTAGE	PREMYS	68310 WITTELSHEIM	93 970,00

57

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Marchés publics et avenants.

Numéro V-2021-1136

Avenants

Les détails relatifs aux avenants proposés à l'approbation du Conseil sont retracés dans l'annexe ci-jointe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

Avenants

- *approuve la passation des avenants énumérés dans l'annexe jointe à la présente délibération ;*
- *autorise la Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les avenants et les documents y relatifs.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142131-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Annexe : avenants nécessitant un avis favorable de la Commission d'appel d'offres ou du Comité interne avant inscription en délibération (avenants de plus de 5% passés sur des marchés dont le montant est supérieur à 214 000 € HT)

***Abréviations utilisées** :*

CAO= Commission d'appels d'offres ; PF= Procédure formalisée ; MAPA= Marché à procédure adaptée.

DAP = Direction Architecture et Patrimoine ; DMEPN= Direction Mobilité Espace Publics et Naturels ; DRL= Direction des Ressources Logistiques ; etc.

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DAP	2019/793	Travaux de restructuration du bâtiment du CSC et du multi accueil de l'Elsau, Lot N° 12, Electricité	227 121,09	ILLER	4	1 066,38 (le montant des avenants précédents s'élève à 31 129,67 € HT)	14,18	259 317,14	04/11/2021
Objet de l'avenant au marché 2019/793: le présent avenant porte sur le déplacement du câble d'alimentation, suite à la relocalisation du groupe clim dédié à la grande salle, du sous-sol vers le sas de la grande salle. Du câblage d'alimentation supplémentaire est également nécessaire, suite à la relocalisation de la VMC de la cafétéria, des sanitaires et du local technique.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
MAPA	DAP	V2020/296	Création de salles de classe et mise en accessibilité de l'école maternelle du groupe scolaire Stockfeld, Lot N° 11, Electricité – CF/cf	288 624,65	ILLER	8	2 620,71 (le montant des avenants précédents s'élève à 13 246,55 € HT)	5,5	304 491,91	04/11/2021
Objet de l'avenant au marché V2020/296: le présent avenant porte sur l'ajout de diffuseurs sonores pour l'alarme incendie dans les salles de classe R+1 maternelle, suite aux tests réalisés lors du passage de la commission de sécurité en date du 09/09/21 et à la demande appuyée de la Direction de l'Enfance et de l'Éducation.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial HT en euros	Titulaire marché	Avenant n°	Montant avenant HT en euros	Total cumulé avenants %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO
PF	DAP	V2020/407	Mission de maîtrise d'œuvre relative à la création d'un nouveau groupe scolaire à la Meinau	1 618 720	WEBER ET KEILING	2	220 000 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 15 900 € HT)	14,57	1 854 620	21/10/2021
Objet de l'avenant au marché V2020/407: le présent avenant porte sur la phase Avant-Projet Définitif (APD) et fixe le coût prévisionnel des travaux ainsi que le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.										

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
AOO	DUT	2013/918	2071V - Projet Wacken Europe - marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation du Quartier d'Affaires International (QAI)	735 150	Groupement EGA/BASE/INGEROP/ON/EGIS CONCEPT	2	161 650 (le montant de l'avenant précédent s'élève à 52 000 € HT)	29,06	948 800	04/11/2021

Objet de l'avenant au marché 2013/918 : l'avenant porte d'une part sur une augmentation de la durée du marché de 36 mois (réalisation d'une étude impact, aléas de chantier et reports de livraison de programmes immobiliers) et sur une augmentation du montant initial du marché de 161 650 € HT. Pour une partie, cette augmentation est liée à l'allongement de la durée du marché (extension des mission DET et OPC à 3 ans supplémentaires). Par ailleurs, les évolutions du permis d'aménager initial nécessitent la mise à jour et la consolidation des nombreuses pièces du marché. Enfin, Les évolutions imprévisibles du projet en cours de chantier nécessitent de mettre à jour les principaux documents liés à l'opération (COPUAPET, fiches de lots, mise à jour des plans et des détails techniques du projet reprenant les adaptations du projet etc.)

Type de procédure de passation	Direction porteuse	Réf. Marché (n° Coriolis)	Objet marché initial	Montant marché initial en euros HT	Titulaire marché	Avenant	Montant avenant en euros HT	Total cumulé des avenants en %	Nouveau montant du marché en euros HT	Date avis CAO ou Comité interne
MAPA 4	DMEPN	20210384	21VDS0051 Travaux de construction d'une esplanade festive à Strasbourg-Wacken	318 905	COLAS	2	13 530,20 (Le montant de l'avenant Précédant s'élève à 31 643,17)	14,17	364 078,37	21/10/2021
Objet de l'avenant au marché 20210384 : afin de permettre l'installation de la totalité des forains, il a été nécessaire d'augmenter la surface de la plateforme mise à leur disposition.										

58

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Conclusion de conventions transactionnelles.

Numéro V-2021-1137

La convention transactionnelle est un instrument juridique prévu par les articles 2044 et suivants du Code civil destiné à permettre le règlement, par voie amiable, des litiges survenus avec les tiers, notamment ceux nés dans le cadre de l'exécution de contrats publics.

Ces litiges doivent, pour permettre le recours à cette voie amiable, avoir fait l'objet d'une réclamation en lien avec l'exécution du contrat, présenter un caractère certain et ne pas pouvoir être réglés dans le cadre contractuel.
Les transactions suivantes sont soumises à l'approbation du Conseil municipal.

Convention transactionnelle relative au marché 2020/908 ayant pour objet les travaux d'aménagement intérieur de bureaux au rez-de-chaussée et au 1er étage du bâtiment situé 6 rue de Lausanne et 9b rue de Genève à Strasbourg.

Le marché subséquent en question a été notifié après l'échéance de l'accord cadre n °2018/949 en vertu duquel il a été passé. Il était donc dépourvu, en raison de cette notification intervenue tardivement, de fondement juridique. En raison du caractère justifié de la demande du titulaire du marché subséquent et pour prévenir toute procédure contentieuse, un protocole transactionnel (délibération du conseil municipal le 22 mars 2021) a été conclu avec CBA et ses sous-traitants afin qu'ils puissent percevoir les sommes dues dans le cadre de l'exécution du marché subséquent, soit 319 401,97 euros hors taxes. L'article 2 de la première convention transactionnelle indiquait expressément qu'une seconde convention transactionnelle serait conclue entre les parties pour le règlement du solde du marché et l'établissement du décompte général et définitif du marché à l'issue de la réception des travaux.

La réception des travaux a été prononcée en date du 02 juillet 2021.
La présente convention vise ainsi à établir le décompte général et définitif et régler les révisions des prix dues dans le cadre de l'exécution du marché.
Il est ainsi convenu que la Ville de Strasbourg versera à l'entreprise CBA, dans le cadre du décompte général et définitif, une somme forfaitaire, non révisable et définitive d'un montant de 41 561,16 € hors taxes, soit **49 873,39 euros toutes taxes comprises**.

Convention transactionnelle relative au marché 2018/0244 concernant la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise en sécurité du groupe scolaire REUSS à Strasbourg

Le groupement Michel POULET / S.I.B. ETUDES / B.E.T. GILBERT JOST / GECOBAT / EPC fait valoir la prolongation de la durée du chantier et les modifications de travaux au cours du chantier dues aux demandes de la maîtrise d'ouvrage qu'il a fallu intégrer à l'opération.

Le groupement de maîtrise d'œuvre a présenté une demande d'honoraires complémentaires à hauteur de 56 480,24 € HT.

Dans le détail, la demande porte en particulier sur les travaux de rénovation de l'éclairage, la réalisation de nouveaux faux plafonds, ainsi que la mise en peinture des murs et plafonds des salles de classe et des locaux professionnels ATSEM et bureau du Responsable Technique de Site, dans les bâtiments des écoles élémentaires REUSS 1 et REUSS 2.

La présente convention a donc pour objet de solder le litige avec le groupement d'entreprises Michel POULET / S.I.B. ETUDES / B.E.T. GILBERT JOST / GECOBAT / EPC, représenté par son mandataire Michel POULET.

La VILLE DE STRASBOURG et le groupement de maîtrise d'œuvre ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 56 480,24 € HT soit 67 776,29 € TTC répartis comme suit :

Michel POULET – Architecte	45 280,24 € HT	54 336,29 € TTC
B.E.T. GILBERT JOST	5 700,00 € HT	6 840,00 € TTC
EPC	5 500,00 € HT	6 600,00 € TTC

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *le principe du règlement amiable des différends entre la Ville de Strasbourg et les entreprises suivantes, au moyen de conventions transactionnelles portant règlement des prestations réalisées et utiles à la collectivité ;*
- *l'imputation des dépenses relatives à ces transactions sur les crédits prévus au budget tels que définis par le tableau ci-dessous :*

Entreprise	***Objet de la convention transactionnelle***	***Somme à verser par la ville de Strasbourg au titulaire du contrat***	***Imputation budgétaire***
CBA Concept	*Marché 2020/908 - Aménagement intérieur de bureaux au rez-de-chaussée et au 1er étage du bâtiment situé 6 rue de Lausanne et 9b rue de Genève à Strasbourg.*	*41 561,16 € HT / 49 873,39 € TTC*	*020/2313/1241/ CP71 AP0226*
Michel POULET / S.I.B. ETUDES / B.E.T. GILBERT JOST / GECOBAT / EPC	*Marché 2018/0244 - mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise en sécurité du groupe scolaire REUSS à Strasbourg*	*56 480,24 € HT / 67 776,29 € TTC :* *Michel POULET : 45 280,24 € HT / 54 336,29 € TTC* *B.E.T. GILBERT JOST : 5 700,00 € HT / 6 840,00 € TTC* *EPC : 5 500,00 € HT / 6 600,00 € TTC*	*AP0219 Prg1275 CP 41 2313*

- *la conclusion des conventions transactionnelles jointes à la présente délibération entre la Ville de Strasbourg et lesdites entreprises,*
- *l'engagement des parties aux présentes conventions transactionnelles à renoncer à tout recours l'une envers l'autre, à toute instance et/ou action portant sur les faits entrant dans le champ transactionnel objet de la présente délibération et tendant à obtenir une somme d'argent supplémentaire, sous réserve du respect de l'article L 2131-10 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, la Ville de Strasbourg n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant à la qualité de constructeur ; les entreprises renoncent quant à elles au surplus de leurs réclamations,*

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer et à exécuter les conventions transactionnelles jointes à la présente délibération.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142133-CC-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Convention transactionnelle

Entre :

La ville de Strasbourg, sise 1, parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil Municipal du 15 novembre 2021 , rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité.
Ci-après dénommée « VILLE de STRASBOURG », d'une part,

Et :

- La société CBA Concept, représentée par Monsieur Jean-Marc SPATZ et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée «CBA Concept », d'autre part,

Vu le Code civil (art. 2044 et suivants),

Vu la Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011 page 6248),

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 (CE, 5-6 chr, 5 juin 2019, n° 412732)
« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public »

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

Objet du marché :

La VILLE DE STRASBOURG a conclu avec la société CBA Concept un marché à l'entreprise générale référencé n°2020/908, notifié le 20 novembre 2020, ayant pour objet les travaux d'aménagement intérieur de bureaux au rez-de-chaussée et au 1er étage du bâtiment situé 6 rue de Lausanne et 9b rue de Genève à Strasbourg.

Le marché a été notifié après l'échéance de l'accord cadre n°2018/949 auquel il se raccrochait. En conséquence, le marché subséquent conclus ne disposait pas de fondement juridique.

Ainsi, dans le souci de ne pas pénaliser l'entreprise, en raison du caractère justifié de sa demande, et également pour prévenir toute procédure contentieuse, il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à l'entreprise CBA et ses sous-traitants, dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil, les sommes dues dans le cadre de l'exécution du marché subséquent.

Dans le cadre d'une première convention transactionnelle, ayant fait l'objet d'une délibération du conseil municipal le 22 mars 2021, les sommes dues non révisés, ont été réglées à l'entreprise CBA et ses sous-traitants pour un montant de 1 319 401,97 euros hors taxes.

L'article 2 de la première convention transactionnelle indique expressément qu'une seconde convention transactionnelle sera conclue entre les parties pour le règlement du solde du marché et l'établissement du décompte général et définitif du marché à l'issue de la réception des travaux.

La réception des travaux a été prononcée en date du 02 juillet 2021.

La présente convention vise ainsi à établir le décompte général et définitif et régler les révisions des prix dues dans le cadre de l'exécution du marché.

Il est ainsi convenu que la Ville de Strasbourg versera à l'entreprise CBA, dans le cadre du décompte général et définitif, une somme forfaitaire, non révisable et définitive calculée de la façon suivante :

Acomptes de la première convention	Indice du mois	Situation	Montant révision
1	Avril 21	395 820,59 € HT	11 874,62 € HT
2	Avril 21	395 820,59 € HT	11 874,62 € HT
3	Mai 21	395 820,59 € HT	12 666,26 € HT
4	Juin 21	131 940,20 € HT	5 145,67 € HT
	Total	**1 319 401,97 € HT**	**41 561,16 € HT**

Le montant total des révisions s'élève à 41 561,16 € hors taxes, soit **49 873,39 euros toutes taxes comprises** au titre des prestations réalisées.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir toute procédure contentieuse à venir entre les parties, vise à établir le décompte général et définitif et régler les révisions de prix correspondant à l'exécution du marché à l'issue de la réception des travaux survenue le 2 juillet 2021.

Article 2 – Etablissement du décompte général et définitif :

Le décompte général et définitif du marché s'établit à 41 516.61 €HT soit 49 873,39 €TTC déterminé selon le calcul des révisions ci-dessous :

Acomptes de la première convention	Indice du mois	Situation	Montant révision
1	Avril 21	395 820,59 € HT	11 874,62 € HT
2	Avril 21	395 820,59 € HT	11 874,62 € HT
3	Mai 21	395 820,59 € HT	12 666,26 € HT
4	Juin 21	131 940,20 € HT	5 145,67 € HT
	Total	**1 319 401,97 € HT**	**41 561,16 € HT**

Article 3 - Montant de l'indemnité à verser par la VILLE DE STRASBOURG à l'entreprise CBA Concept et concessions réciproques :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à l'entreprise CBA Concept sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de **49 873,39 euros toutes taxes comprises** au titre des prestations réalisées.

La société renonce à percevoir toute somme complémentaire au titre de l'exécution des prestations objet du contrat. Elle reconnait expressément avoir d'ores et déjà été réglée de l'ensemble des prestations réalisées par ses soins dans le cadre de l'exécution du marché.

Article 4 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code de commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire l'entreprise CBA Concept :

Code banque : 17206
Compte : 63001759985
Clé RIB : 9244
IBAN : FR76 1720 6000 7063 0017 5998 544
BIC : AGRIFRPP872

Article 5 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG et l'entreprise CBA Concept renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, la VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur au regard des seules prestations susvisées et indemnisées.

Article 6 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente transaction est conclue conformément aux articles 2044 et suivants du Code Civil, et bénéficie de la chose jugée en dernier ressort, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents excepté les stipulations de l'article 4 ci-dessus.

La présente convention ne sera exécutoire qu'après avoir été notifiée à CBA Concept.

Article 7 - Compétence d'attribution en cas de litige :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Pour l'entreprise CBA Concept

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG
La Maire,
Jeanne BARSEGHIAN

Convention transactionnelle

Entre :

- LA VILLE DE STRASBOURG, sise 1, Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG CEDEX, représentée par sa Maire, Madame Jeanne BARSEGHIAN, agissant en exécution d'une délibération du Conseil municipal de la VILLE DE STRASBOURG du …… , rendue exécutoire en vertu de sa transmission au contrôle de légalité, et du Conseil municipal du ……..

Ci-après dénommée « VILLE DE STRASBOURG», d'une part,

Et :

- La société Michel POULET – Architecte DPLG, sise 11 Rue Alfred de Vigny 67200 STRASBOURG, représentée par Monsieur POULET Michel, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « Michel POULET – Architecte », d'autre part,

Et :

- La société B.E.T. GILBERT JOST, sise 12, Place de Bordeaux 67000 Strasbourg, représentée par Mme Annie PIKARD et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « B.E.T. GILBERT JOST », d'autre part,

Et :

- La société EPC 67, sise 4 r Couvent 67120 ALTORF, représentée par Tania SCHWEYER, et pour transiger au nom et pour son compte dans le cadre de la présente convention.

Ci-après dénommée « EPC », d'autre part,

Vu le Code Civil (art. 2044 et suivants),

Vu la circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits (JORF n°0083 du 8 avril 2011, p.6248, texte n°1)

Vu l'arrêt du Conseil d'Etat du 5 juin 2019 (CE, 5-6 chr, 5 juin 2019, n° 412732)
« 1. Aux termes de l'article 2044 du code civil dans sa rédaction applicable en l'espèce : « La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née, ou préviennent une contestation à naître ». En vertu de l'article 2052 du même code, un tel

contrat a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. L'article 6 du code civil interdit de déroger par convention aux lois qui intéressent l'ordre public. Il résulte de ces dispositions que l'administration peut, ainsi que le rappelle désormais l'article L. 423-1 du code des relations entre le public et l'administration, afin de prévenir ou d'éteindre un litige, légalement conclure avec un particulier un protocole transactionnel, sous réserve de la licéité de l'objet de ce dernier, de l'existence de concessions réciproques et équilibrées entre les parties et du respect de l'ordre public. »

Exposé des faits faisant l'objet de la transaction

La VILLE DE STRASBOURG a conclu avec la Société Michel POULET – Architecte (mandataire du groupement Michel POULET / S.I.B. ETUDES / B.E.T. GILBERT JOST / GECOBAT / EPC 67 un marché référencé n° 2018/0244, notifié le 24 avril 2018, ayant pour objet la mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de mise en sécurité du groupe scolaire REUSS à Strasbourg.

Trois sociétés du groupement, Michel POULET – Architecte, B.E.T. GILBERT JOST et EPC 67 font valoir la prolongation de la durée du chantier et les travaux complémentaires demandés par la maitrise d'ouvrage.

Les trois sociétés ont présenté une demande d'honoraires complémentaires à hauteur de 56 480,24 € HT.

Dans le détail, la demande porte en particulier sur les travaux supplémentaires demandés par la ville de Strasbourg tout au long du chantier pour améliorer les conditions de travail et d'enseignement à savoir :

- la rénovation de l'éclairage, la réalisation de nouveaux faux plafonds, ainsi que la mise en peinture des murs et plafonds des salles de classe et des locaux professionnels ATSEM et bureau du Responsable Technique de Site, dans les bâtiments des écoles élémentaires REUSS 1 et REUSS 2.

Les services de la VILLE DE STRASBOURG ont communiqué avec les trois sociétés en vue de clarifier la situation, de discuter du bien-fondé de la réclamation et le cas d'échéant de redéfinir ses termes.

Après les négociations qui ont eu lieu le 07 octobre 2021, eu égard à l'application de la notion juridique «d'enrichissement sans cause» par laquelle le titulaire du marché peut prétendre à une indemnité pour les travaux nécessaires au parachèvement de l'ouvrage, et utiles à la collectivité, la VILLE DE STRASBOURG et les trois sociétés ont convenu que le montant des prestations pouvant donner lieu à une rémunération s'élève à 56 480,24 € HT soit 67 776,29 € TTC répartis comme suit :

Michel POULET – Architecte	45 280,24 € HT	54 336,29 € TTC
B.E.T. GILBERT JOST	5 700,00 € HT	6 840,00 € TTC
EPC	5 500,00 € HT	6 600,00 € TTC

Dans le souci de ne pas pénaliser les membres de l'équipe de maîtrise d'œuvre en raison du caractère dûment justifié de sa demande, et également pour éviter une procédure contentieuse,

il est expressément convenu et accepté que le maître d'ouvrage versera à Michel POULET – Architecte une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 54 336,29 € TTC, à B.E.T. GILBERT JOST une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 6 840,00 € TTC, et à EPC une somme forfaitaire, non révisable et définitive de 6 600,00 € TTC.

Il est prévu de régler ces prestations aux sociétés Michel POULET – Architecte, B.E.T. GILBERT JOST, et EPC dans le cadre d'un processus transactionnel régi par les articles 2044 et suivants du Code Civil.

***

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la présente convention :

La présente convention a pour objet de prévenir un différend entre les parties et de déterminer les modalités du droit au règlement financier des sociétés Michel POULET – Architecte, B.E.T. GILBERT JOST, et EPC suite aux prestations effectuées et utiles à la Collectivité dans le but de prévenir toute évolution contentieuse du différend.

Article 2 - Montant de l'indemnité à verser par la VILLE DE STRASBOURG et concessions réciproques :

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société Michel POULET – Architecte, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 45 280,24 € HT soit 54 336,29 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société B.E.T. GILBERT JOST, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 5 700,00 € HT soit 6 840,00 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

La VILLE DE STRASBOURG s'engage à verser à la société EPC, sur le fondement de l'enrichissement sans cause, la somme de 5 500,00 € HT soit 6 600,00 € TTC, au titre des prestations réalisées et utiles à la Collectivité.

Les trois sociétés renoncent au surplus de leurs réclamations. Elles renoncent par ailleurs à percevoir toute somme complémentaire au titre de l'exécution des prestations objet du contrat. Elles reconnaissent expressément avoir d'ores et déjà été réglées de l'ensemble des prestations réalisées par leurs soins dans le cadre de l'exécution du marché.

Article 3 - Modalités de paiement de l'indemnité :

Le paiement de l'indemnité définie à l'article 2 de la présente convention se fera selon les règles de la comptabilité publique, par mandatement administratif dans un délai de 30 (trente) jours maximum à compter de sa transmission au contrôle de la légalité, en application de l'article L.441-6 du Code du Commerce.

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société Michel POULET – Architecte:
BANQUE : Crédit Agricole Alsace Vosges
Code banque : 17206 – Code guichet : 0002
Cpt : 50096648010.
IBAN : FR76 1720 6000 0250 0966 4801 044

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société B.E.T. GILBERT Bet G Jost
BANQUE : CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE
Code banque : 15135 – Code guichet : 09017
Cpt : 08770264700 – CLE : 84
IBAN : FR76 1513 5090 1708 7702 6470 084

Le paiement se fera, par tous moyens, sur le compte bancaire de la société EPC :
BANQUE : CCM STRASBOURG NEUDORF
Code banque : 10278 – Code guichet : 01004
Cpt : 00021554601
IBAN : FR76 FR76 1027 8010 0400 0215 5460 126

Article 4 - Engagement de non recours :

La VILLE DE STRASBOURG et la société Michel POULET – Architecte renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
La VILLE DE STRASBOURG et la société B.E.T. GILBERT JOST renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.
La VILLE DE STRASBOURG et la société EPC renoncent à tout recours, instance, et/ou action portant sur les faits dans le champ de la présente transaction, et tendant à obtenir, à quelque titre que ce soit, le versement d'une somme d'argent.

La VILLE DE STRASBOURG renonce à toute action entrant strictement dans le champ de la présente transaction, sous réserve du respect de l'article L.2131-10 du CGCT.

Ainsi, La VILLE DE STRASBOURG n'entend pas renoncer à exercer notamment les garanties contractuelles et post-contractuelles se rattachant notamment à la qualité de constructeur.

Article 5 - Portée et entrée en vigueur de la présente convention :

La présente convention vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, et bénéficie de la chose jugée en dernier ressort, conformément à l'article 2052 du Code Civil.

A ce titre, elle règle définitivement, entre les parties, tout litige passé, présent et futur relatif à son objet, tel que défini au préambule ci-dessus, et emporte, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort, et leur renonciation à tous droits, actions et prétentions y afférents excepté les stipulations de l'article 4 ci-dessus.

La présente convention ne sera exécutoire qu'à compter de sa transmission au Préfet au titre du contrôle de légalité conformément aux articles L.2131-1 à L.2131-13, L.2541-1 et L.5211-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 6 - Compétence d'attribution :

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en quatre exemplaires originaux.

Strasbourg, le

Pour la Société
Michel POULET – Architecte,

Le Gérant,
Michel POULET

Strasbourg, le

Pour la VILLE DE STRASBOURG,

La Maire,
Jeanne BARSEGHIAN

Strasbourg, le

Pour la Société
B.E.T. GILBERT JOST,

Le Gérant,
……..

Strasbourg, le

Pour la Société
EPC,

Le Gérant,
……..

TRANSMIS AU CONTRÔLE DE LEGALITE LE :

59

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Politique de déplacements : règles encadrant les déplacements professionnels.

Numéro V-2021-1731

La collectivité dispose d'un règlement d'attribution des indemnités de frais de déplacements temporaires qui encadre les processus d'autorisation et de remboursement des voyageurs-ses. Il est soumis chaque année à l'assemblée délibérante.

La législation applicable à ce domaine d'activité a connu des évolutions importantes en 2019. Par ailleurs, la collectivité a engagé une modification de la gestion de ses déplacements : un marché de « prestations d'agence de voyage » qui s'inscrit dans un périmètre restreint a été attribué à HAVAS par la commission d'appel d'offres le 10 octobre 2019.

Les déplacements professionnels représentent un coût pour les collectivités ; la « politique voyages et déplacements » vise à mieux guider les voyageurs-ses dans l'organisation de leurs déplacements et dans l'engagement des dépenses qui s'y rapportent.

Dans la limite du budget voté, tous-tes les voyageurs-ses sont fortement invités-es à privilégier les modes de déplacements adaptés (trajet, distance…) à l'enjeu de réduction de l'impact environnemental.

Dans cette optique, il est opportun de mettre à disposition des voyageurs-ses les règles régissant la politique de déplacements de la collectivité dans un règlement intérieur.

Ce document a pour objectif de définir les principes cadres qui explicitent les modalités de déplacements et de remboursement des frais engagés lors de tout déplacement en dehors de la résidence administrative. Un guide de gestion des frais de déplacements et une « notice voyageurs-ses » sont par ailleurs mis à disposition des acteurs-rices de la politique voyage.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière

vu la réglementation suivante :
décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret no 91-573 du 19 juin 1991,
décret n° 2019-139 du 26 février 2019 modifiant le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
décret n°2020-689 du 4 juin 2020 modifiant le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001, arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001,
arrêté du 5 janvier 2007 fixant le montant maximum de l'indemnité forfaitaire prévue à l'article 14 du décret n°2001-654 du 19 juillet 2001,
arrêté du 12 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,
arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,
arrêté du 26 février 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,
arrêté du 26 février 2019 pris en application de l'article 11-1 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006,
arrêté du 12 octobre 2019 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006,
après en avoir délibéré

annule

les précédentes délibérations et règlement d'attribution des frais de déplacement à compter du 1er janvier 2022,

approuve

le nouveau règlement intérieur qui encadre le remboursement des frais de déplacement applicable à compter du 1er janvier 2022,

autorise

le remboursement maximal dans la limite des seuils règlementaires pour une nuitée, petit-déjeuner inclus,

fixe

le montant du forfait de droit commun au maximum du forfait national, à savoir en l'état actuel du droit, à :

Lieu	***Taux forfaitaire Montant de droit commun***	***Restauration***
Paris	*110€*	*17.50€*
Grand Paris	*90€*	*17.50€*
Communes ≥ 200 Khab	*90€*	*17.50€*
Autres communes	*70€*	*17.50€*

fixe

pour une durée limitée à l'exercice budgétaire 2022, lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage, pour les agents-es, les élus-es, les intervenants-es extérieurs-es sont établis jusqu'à concurrence de 120€ la nuitée, petit -éjeuner inclus, conformément au tableau ci-dessous :

Lieu	***Taux forfaitaire Montant de droit commun***	***Plafond maximum Fixé pour l'année 2022***
Paris	*110€*	*120€*
Grand Paris	*90€*	*120€*
Communes ≥ 200 Khab	*90€*	*120€*
Autres communes	*70€*	*120€*

Le régime dérogatoire ne s'applique pas à l'indemnité journalière prévue pour les déplacements à l'étranger.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142784-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Règlement intérieur des frais de déplacements

à compter du 1er janvier 2022

1. Principes généraux

Le présent règlement intérieur précise les modalités d'indemnisation des frais de déplacement temporaire des agents-es permanents-es et non permanents-es de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, des élus-es municipaux-pales et eurométropolitains-es, des collaborateurs-trices occasionnels-les et des intervenants-es extérieurs-es.

Il concerne tous les déplacements temporaires en France métropolitaine, en outre-mer ainsi qu'à l'étranger.

2. Missions en métropole

Frais d'hébergement et de repas

L'indemnisation des frais de repas et d'hébergement est effectuée forfaitairement, sur les bases suivantes :

- 17.50€ pour un repas de midi lorsque le-la voyageur-se est en mission pendant la totalité de la durée de 12 heures à 14 heures ou de 19 heures à 21 heures.
- 70€/90€/110€ pour une nuitée petit déjeuner inclus, en fonction de la commune de la mission lorsque le-la voyageur-se est en mission de 0 heure à 5 heures sur l'ensemble du territoire national

Aucun justificatif des dépenses engagées n'est nécessaire pour bénéficier du versement de l'indemnisation **forfaitaire** des frais de repas.

L'indemnité de repas est réduite de 50 % si le repas est pris dans un restaurant administratif ou assimilé.

Lorsque le-la voyageur-se bénéficie d'une prestation gratuite, qu'il s'agisse d'hébergement ou de repas, il-elle ne peut prétendre à l'indemnité correspondante. Il-elle doit le préciser dans l'ordre de mission et sur la demande de prise en charge des frais de mission.

Pour le décompte des frais de mission, un délai forfaitaire d'une demi-heure est inclus dans la durée de la mission avant l'heure de départ et après l'heure de retour, pour tenir compte du temps passé par le-la voyageur-se pour rejoindre le lieu où il-elle doit emprunter un moyen de transport en commun et inversement. Le délai est porté à 1 heure en cas d'utilisation de l'avion.

Frais de transport

Le transport dans le cadre d'une mission doit en principe s'effectuer par voie ferroviaire, en 2ème classe.

Le recours à la 1ère classe pour la voie ferroviaire ou l'usage de la voie aérienne peuvent être autorisés par l'autorité qui ordonne le déplacement. Cette autorisation doit impérativement être donnée préalablement au départ en mission par l'autorité territoriale.

L'utilisation par le-la voyageur-se de son véhicule personnel pour sa propre convenance ou pour raison de service peut aussi être accordée par l'autorité territoriale, préalablement au départ : dans le cas de l'usage de véhicule à moteur, pour quelque motif que ce soit, la mission donne lieu à une indemnisation

sur la base du tarif de transport public le moins onéreux au jour de la demande d'ordre de mission (billet de transport ferroviaire 2ème classe).
Il est également précisé que le recours au voyagiste est en principe limité aux voyages nécessitant une expertise particulière. À contrario, il n'est pas obligatoire pour un-e voyageur-se de recourir au marché, s'il-si elle préfère organiser son voyage de son côté.

3. Missions à l'étranger

Frais d'hébergement et de repas

L'indemnité de mission est versée, sur présentation de justificatifs, au taux forfaitaire journalier fixé par arrêté pour chaque pays.

.
À titre indicatif, l'indemnité de mission maximale est versée dans les conditions suivantes :

- 65 % pour la nuitée si l'agent-e est en mission entre 0 heure et 5 heures ;
- 17,5 % pour le repas de midi si l'agent-e est en mission de 12 heures à 14 heures ;
- 17,5 % pour le repas du soir si l'agent-e est en mission de 19 heures à 21 heures.

Pour le calcul des indemnités de mission à l'étranger, la mission commence à l'heure d'arrivée dans la localité, le port ou l'aéroport de destination et se termine à l'heure de départ de ce même lieu pour le retour.
Le temps passé à bord des bateaux ou avions n'ouvre droit à aucune indemnité de repas sauf si le prix du billet ne comprend pas la prestation.

Frais de transport

Les modalités de remboursement des frais de transport sont les mêmes pour un déplacement à l'étranger et pour un déplacement en métropole.

La prise en charge des frais de repas lors d'un déplacement à la journée à l'étranger sera effectuée sur la base du taux applicable en France et non du barème journalier.

4. Missions outre-mer

Frais d'hébergement et de repas

Pour les missions ou intérims en outre-mer, le taux du remboursement forfaitaire des frais supplémentaires de repas et le taux du remboursement forfaitaire des frais d'hébergement, incluant le petit- déjeuner, sont fixés comme suit :

Lieu	Hébergement incluant le petit déjeuner	Repas (Déjeuner et Diner)
Martinique, Guadeloupe, Guyane, à la Réunion, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon et Saint Martin	70€	17.50€
Nouvelle Calédonie, à Wallis-Et-Futuna et en Polynésie française.	90€ ou 10 740 F CFP	21€ ou 2 506 F CFP

Frais de transport

Les modalités de remboursement des frais de transport sont les mêmes pour un déplacement en outre-mer que pour un déplacement en métropole.

5. Régime dérogatoire

Lorsque l'intérêt du service l'exige et pour tenir compte de situations particulières, une délibération du conseil peut fixer, pour une durée limitée, des règles dérogatoires aux taux des indemnités de mission et de stage.
Elles ne pourront, en aucun cas, conduire à rembourser une somme supérieure à celle effectivement engagée, ni à fixer des taux forfaitaires de remboursement des frais d'hébergement inférieur aux taux nationaux.

Le régime dérogatoire s'applique à l'hébergement en métropole. Les voyages à l'étranger sont exclus du régime dérogatoire tant pour l'hébergement que pour la restauration.

6. Formations et stages

Lorsqu'une formation est accordée à l'agent-e par la collectivité ou à l'occasion des stages effectués dans le cadre des formations prévues par les statuts de la fonction publique territoriale, la liquidation des frais s'effectue dans les mêmes conditions que pour un ordre de mission classique s'il n'y a aucune prise en charge prévue par l'organisme de formation.

7. Concours et examens

La présentation à un concours ou examen professionnel donne lieu au seul remboursement des frais de transport sur la base du billet de transport ferroviaire 2ème classe et dans la limite d'une seule présentation au concours par année civile.
En cas de choix entre plusieurs centres d'examens pour un même concours ou examen, la présentation doit être réalisée dans le centre d'examen le plus proche de Strasbourg.

Cependant, si l'agent-e est appelé-e à se présenter aux épreuves d'admission du même concours ou examen, les frais de transport engagés à cette occasion font également l'objet d'une indemnisation.

Aucun frais d'hébergement et de repas n'est pris en compte.

8. Autres frais

Peuvent également donner lieu à remboursement lors d'un déplacement :

- sur justificatif et sous réserve d'une autorisation préalable explicite de l'autorité qui ordonne le déplacement, les frais :

- de location de véhicule en l'absence de tout moyen de transport adapté ;
- de taxi lorsque l'intérêt du service le justifie ou en l'absence de transport collectif à destination ;
- de carburant en cas d'utilisation du véhicule de service ou de location ;
- de péage autoroutier en cas d'autorisation d'utilisation du véhicule de service ou de location ;
- de parc de stationnement[1] à destination (dans la limite de 72 heures) en cas d'autorisation d'utilisation du véhicule de service ou de location ;
- de délivrance d'un visa ;
- de vaccinations obligatoires ou recommandées.

- sur justificatif, les frais à destination, de transport collectif (Métro, RER, tramway, bus, navette aéroport, etc. …)

[1] Parking Relais, parking d'aéroport ou hôtelier, pas de stationnement sur voirie horodatée.

9. Prise en charge des frais des intervenants-es extérieurs-es

Lorsque les frais de déplacement d'un-e intervenant-e extérieur-e ne sont pas déjà prévus par le prestataire ou inclus dans les honoraires, l'indemnisation peut intervenir, sous réserve de l'autorisation de l'autorité qui ordonne le déplacement, au taux forfaitaire ou aux frais réels. Dans tous les cas, l'indemnisation intervient sur présentation des justificatifs.

10. Prise en charge des frais des candidats-es à un poste à la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg

Il peut être décidé de prendre en charge les frais de déplacement des candidats-es non résidant dans le département du Bas-Rhin se présentant à un entretien de recrutement pour un poste à la Ville ou l'Eurométropole de Strasbourg, à compter du deuxième entretien, sur la base du tarif de transport ferroviaire 2ème classe, sauf autorisation particulière expresse de l'autorité territoriale.

11. Dispositions communes

À condition d'en faire la demande 15 jours avant le départ en mission, le-la voyageur-se peut prétendre à une avance sur ses frais de mission, dans la limite de 75 % du montant estimatif qui atteint un minimum de **50 €**.

Le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg est à considérer comme étant la résidence administrative des agents-es qui sont employés-es par elle. Les déplacements dans cette zone ne peuvent donner lieu au versement d'aucune indemnité de mission.

À ce titre, il est rappelé que le versement sous forme d'indemnité kilométrique est interdit au sein de la résidence administrative. Par ailleurs, la prise en charge de frais de stationnement au sein de la résidence administrative est interdite.

60

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Avis sur l'ajustement technique du tableau des emplois.

Numéro V-2021-1619

Les emplois relevant des compétences de la Ville de Strasbourg sont créés par le Conseil de l'Eurométropole et la charge est répartie entre les deux collectivités selon la convention du 3 mars 1972.

Vous sont proposées :
- une création d'emploi dans le cadre de la MIE sur les animaux liminaires qui sera compensée par une suppression à venir ;
- des transformations d'emplois créés précédemment *(cf. annexe)* et rendues nécessaires lorsque les missions et/ou la configuration de l'emploi sont modifiées *(changement d'intitulé, de la nature des fonctions, et/ou de la fourchette de grades)*.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
vu l'article L5211-57 du Code général des collectivités territoriales,
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la Ville de Strasbourg,
sur proposition de la Commission Plénière,
après en avoir délibéré,
approuve

les création et transformations d'emplois présentée en annexe.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142883A-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Annexe 1 à la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2021 relative à la création d'emplois permanents

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Direction de la Réglementation urbaine	Hygiène et santé environnementale	1 ingénieur santé environnementale	Instruire les dossiers complexes. Participer à l'élaboration et au pilotage des plans, projets et actions en matière de santé environnementale. Participer à l'exécution et au contrôle des règles d'hygiène et des missions réglementaires.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Création dans le cadre de la MIE.

Annexe 2 à la délibération du Conseil municipal du 13 décembre 2021 relative à la transformation d'emplois permanents créés précédemment

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Direction de la Population, des élections et des cultes	Accueil population	1 agent du bureau des objets trouvés	Accueillir et renseigner les usagers. Enregistrer et stocker les objets. Assurer l'interface avec les partenaires.	Temps complet	Adjoint administratif ou adjoint technique	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Modification de la fourchette de grades (avant calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe).

61

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Avis de la ville de Strasbourg sur le compte financier 2020 et le budget rectificatif 2021 du Port autonome de Strasbourg.

Numéro V-2021-1637

L'article 13 de la convention du 20 mai 1923 conclue entre l'Etat et la Ville de Strasbourg - relative à la constitution du port rhénan de Strasbourg en Port autonome (PAS) - prévoit que la Ville de Strasbourg émette chaque année un avis sur le compte financier de l'exercice passé et sur le budget de l'année suivante.

Le conseil est ainsi appelé à rendre un avis sur le compte financier 2020 et sur le budget rectificatif 2021 de l'établissement portuaire.

Avec 500 entreprises implantées employant 10 000 salarié.es en 2020, le PAS constitue en termes de trafic la première plate-forme logistique d'Alsace, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France derrière Paris.

Sur le plan économique, l'année 2020 a été marquée par les effets de la pandémie de COVID-19 avec, pour conséquences, la réduction, voire l'arrêt d'activité des entreprises. Le coup d'arrêt du secteur du BTP, observé lors du premier semestre 2020, a notamment pesé sur la production et par conséquence sur le transport de matériaux de construction et s'est traduit par une baisse du trafic fluvial (-9,5%), mais aussi une diminution du trafic de conteneurs (-4,8%) et du trafic fer (-3,3%).

Les secteurs essentiels comme la logistique, l'agroalimentaire et l'industrie ont toutefois continué à servir quotidiennement les besoins de la nation et de la population.
Le Port autonome n'a pas été épargné par cette crise qui s'est traduite également par un arrêt complet de l'activité touristique de sa filiale BATORAMA sur plusieurs mois.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires à hauteur de 27,12 M€ (contre 29,58 M€ en 2019) est en baisse de 8,3% sur la totalité de ses activités, et notamment sur l'accostage, la refacturation aux filiales, la redevance fer et les droits de ports.

Le résultat d'exploitation reste négatif à -2,7 M€ (contre -8,1 M€ en 2019) du fait notamment de la baisse du chiffre d'affaires, compensée par les efforts menés en matière

de maîtrise de coûts aussi bien au niveau des dépenses de personnel que des dépenses de fonctionnement.

Au final, le résultat net s'élève à -2,67 M€ en 2020 contre -7,31 M€ en 2019. Hors provisions d'engagement retraites, il est toutefois positif à 2,04 M€.

Enfin, avec 34,9 M€ d'investissements prévus sur la période 2021-2023, le Port autonome prévoit un programme soutenu d'investissements, avec notamment les ouvrages portuaires, postes fluviaux, la réfection des berges et l'outillage (18,2 M€), les voiries et voies ferrées (12,6 M€), le nouveau siège du Port autonome (3 M€) et l'acquisition et l'aménagement de terrains (1 M€ dont 0,58 M€ sur Strasbourg).

Les pièces suivantes sont jointes en annexe :

- annexe 1 : rapport synthétique 2020 portant sur l'activité et les comptes de l'établissement public,
- annexe 2 : bilan et comptes de résultat 2020,
- annexe 3 : budget rectificatif 2021.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
vu les textes organiques du Port autonome de Strasbourg
après en avoir délibéré
émet un avis favorable

- *sur le compte financier 2020 du Port autonome de Strasbourg joint en annexe,*
- *sur le budget rectificatif 2021du Port autonome de Strasbourg joint en annexe.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142348-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

2020

COMPTE FINANCIER



PAS

PORTS DE STRASBOURG

PAS
PORT AUTONOME DE STRASBOURG

RAPPORT DE GESTION
SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Le Port Autonome de Strasbourg, non soumis à la comptabilité budgétaire, applique le titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) à l'exception des articles portant spécifiquement sur la comptabilité budgétaire (1° et 2° de l'article 175, articles 178 à 185 et 204 à 208) et sur le contrôle budgétaire (article 220 à 228).

Le format du dossier accompagnant le vote du compte financier 2020 évolue par rapport aux années précédentes et il est défini par le recueil des règles budgétaires des organismes pour les entités soumises au titre III du décret GBCP.

Le compte financier est constitué des éléments suivants :

Pour vote

- Etats financiers annuels :
  - Comptes annuels (Eilan, Compte de résultat et annexes)
  - Etat de l'évolution de la situation patrimoniale (tableau 2)
    Cet état comprend le compte de résultat et le tableau de l'évolution de la situation patrimoniale présentant et comparant l'exécution au 31/12/20 par rapport au dernier budget rectificatif voté.
    Il est accompagné d'un rapport de gestion, objet du présent document, analysant l'exécution budgétaire au regard de la dernière prévision budgétaire, l'équilibre financier et la soutenabilité de l'exécution.

Pour information

- Tableau de présentation des emplois (tableau 1)
- Tableau du budget par destination (tableau 3)
- Tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 4)
- Plan de trésorerie (tableau 5)
- Tableau des opérations pluriannuelles (tableau 6)

I. PRESENTATION ET ANALYSE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

La présentation et l'analyse de l'évolution de la situation patrimoniale du compte financier 2020 s'effectuent par rapport à la prévision budgétaire du dernier budget rectificatif voté le 2 juillet 2020 retranscrit et adapté au format GBCP pour faciliter la comparaison des données.
L'exercice 2020 a été marqué par la pandémie de Covid-19 avec des impacts sur les produits et les charges qui sont appréhendés dans la présentation. Dans ce contexte particulier, l'établissement a souhaité également mettre en relief les données de l'exercice précédent dans le cadre de la revue analytique de ses résultats économiques et financiers.

1.1. Compte de résultat prévisionnel (CRP)

1.1.1. Produits

Total des produits : 31 268 K€ en recul de 1 121 K€, soit -3 % par rapport à la prévision

Le total des produits est constitué des revenus d'activités et des autres produits ainsi que des autres subventions.

Le taux d'exécution budgétaire pour les recettes globales est de 97%.

1.1.1.1. Situation et activité de l'établissement - Revenus d'activité

Le ralentissement économique engendré par la pandémie de Covid-19 avait conduit l'établissement à revoir ses prévisions d'activité à la baisse et à présenter au budget rectificatif de juillet 2020 un chiffre d'affaires en retrait de 1% pour un montant de 28 808 K€.

Le chiffre d'affaires de l'exercice s'élève à **27 118 K€** en retrait de 1 689 K€ (-6%) par rapport à la prévision budgétaire, soit un taux d'exécution de 94% dans un contexte économique particulier et difficilement appréhendable.

Revenus d'activité (en K€)	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020	Montants exécutés 2020	Ecart exécuté 2020 / budget	Ecart exécuté 2020 / 2019
Droits de port	2 515	2 360	2 396	2%	-5%
Redevances d'occupation	16 143	16 277	16 103	-1%	0%
Participation des usagers	1 952	1 916	2 179	14%	12%
Redevances d'usage des voies ferrées portuaires	750	530	695	31%	-7%
Redevances concession portuaire	0	201	201	0%	
Activité de croisières	740	350	51	-85%	-93%
Autres prestations	168	384	261	-32%	55%
Refacturation filiales	7 316	6 790	5 232	-23%	-28%
Total Chiffres d'affaires	**29 584**	**28 808**	**27 118**	-6%	-8%

Nous constatons les variations suivantes pour l'exercice 2020 :

- Les droits de port terminent légèrement plus haut que prévu à **2 396 K€** mais en repli de l'année dernière en raison de la baisse du trafic fluvial global. Celui-ci est en recul de 9,5% par rapport à 2019 et s'établit à 6,8 millions de tonnes. Le recul est atténué par l'augmentation des tarifs en 2020.
- Les redevances d'occupation, principales sources de recettes de l'établissement, se fixent à **16 103 K€** avec une moins-value de 174 K€ (-1 %) par rapport au budget liée principalement aux mesures d'accompagnement des occupants portuaires mises en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire ; elles restent stables par rapport à 2019
- La participation des usagers est de **2 179 K€** et elle fait un bond de 14% par rapport à la prévision et de 12 % par rapport à l'année dernière ; cette progression s'explique par les travaux menés par le pôle administratif de la Direction de la Valorisation du Domaine (DVD) pour actualiser les bases d'imposition conduisant à une meilleure refacturation des impôts locaux aux usagers en 2020 et pour les futurs exercices

- Les redevances d'usage des voies ferrées portuaires s'élèvent à **695 K€** contre 530 K€ à la prévision rectificative (+31%). Le niveau atteint en fin d'exercice est plus proche de celui estimé au budget initial de 665 K€ ; les recettes liées aux redevances ferroviaires se sont bien maintenues tout au long de l'exercice pour un volume de 1,23 millions de tonnes de marchandises transportées sur le réseau ferroviaire du PAS contre 1,36 millions de tonnes en 2019.
- Les redevances de concession portuaire de **201 K€** sont conformes à la prévision. Elles correspondent au démarrage du nouveau contrat de concession de service attribué à RHINE EUROPE TERMINALS (RET) le 19 décembre 2019, pour une période de cinq ans et portant principalement sur les deux terminaux strasbourgeois. Ce contrant a pris la suite du marché de service confié également en quasi-régie à la filiale RET depuis sa création en 2016.
- L'impact de la crise sanitaire sur l'activité de croisières a été plus important que prévu ; les recettes sont de **51 K€** et elles restent en deçà de la prévision de juillet révisée de 50% à la baisse et très loin du chiffre d'affaires de 2019. L'année 2020 enregistre moins de 15 000 passagers sur les croisières rhénanes alors que l'activité, en forte croissance depuis 2017, atteignait 230 000 passagers en 2019.
- Les refacturations aux filiales atteignent **5 232 K€** en recul de 23% par rapport à la dernière prévision budgétaire ; la baisse des recettes s'explique d'une part par l'effet miroir de la diminution des charges de personnel mis à disposition des filiales et d'autre part par l'effet mécanique de la diminution du taux de refacturation calculé sur le chiffre d'affaires des filiales. La perte importante du chiffre d'affaires de BATORAMA conduit à un taux réel de refacturation de 8% au lieu de 23% à la prévision et en 2019.

En neutralisant les recettes de refacturation des filiales du chiffres d'affaires, nous observons que les revenus générés par les principales activités de l'établissement sont de **21 886 K€** en baisse de 132 K€ (-1%) par rapport à la prévision et en retrait de 382 K€ (-2%) par rapport à 2019.

La relative stabilité des redevances domaniales permet d'amortir les effets conjoncturels de la crise sur les autres activités de l'établissement et de maintenir les investissements de rénovation et de développement sur l'exercice.

1.1.1.2. Autres produits

Les autres produits englobent les produits de gestion courante hors chiffre d'affaires, les produits financiers et les reprises sur provisions.

Ils s'élèvent à **4 021 K€** en progression de 823 K€ (+26%) par rapport à la prévision. Ils sont inférieurs au niveau atteint l'année dernière (8 326 K€ en 2019) en raison de la diminution des produits de cession, de l'absence de dividendes de la filiale BATORAMA et de la baisse des reprises aux provisions (reprise 2019 en lien avec la dépréciation du terrain cédé à Blue Paper)

Les cessions intervenant au second semestre expliquent la bonification des autres produits à hauteur de 582 k€.

L'ajustement de la part salariale des cotisations retraites et l'application des pénalités de marchés conduisent à une plus-value de 162 K€ des autres produits.

Les produits financiers augmentent de 2 K€ et les reprises aux provisions de créances de 77 K€ par rapport à la prévision.

Total des Revenus d'activité et autres produits : 31 139 K€ en retrait de 866 K€, soit -3% par rapport à la prévision

1.1.1.3. Autres subventions

Les autres subventions sont de **129 K€** contre 383 k€ inscrit au dernier budget. L'écart s'explique par la modification du montage financier du projet RPIS.

Elles s'élevaient à 766 K€ en 2019 du fait de la soulte RFF versée dans le cadre du transfert des voies ferrées et destinée à couvrir les charges de rénovation et d'entretien de ce réseau.

Total des Autres Subventions : 129 K€ en repli de 255 K€, soit -66 % par rapport à la prévision

1.1.2. Charges

Total des charges : 33 942 K€ en hausse de 2 680 K€ ; soit 9% par rapport à la prévision

Le total des charges se décompose en charges de personnel et charges de fonctionnement.

Anticipant des baisses de recettes, l'établissement avait également présenté lors du budget rectificatif une diminution de ses charges en appliquant une maîtrise stricte des dépenses.

Le taux d'exécution budgétaire pour les dépenses globales est de 109 %. Ce taux est à nuancer puisque la prévision budgétaire n'intègre pas les dotations aux provisions pour les engagements retraites soumises aux aléas de la volatilité du taux actuariel.

En retraitant les dotations aux provisions pour retraites pour un montant de 4 710 K€ du total des charges, celui-ci s'élève à 29 231 K€ en diminution 6% par rapport au budget soit un taux d'exécution de 94 %.

1.1.2.1. Charges de personnel

Les charges de personnel enregistrent une baisse de 622 K€ (-5%) par rapport à la prévision pour se situer à **12 892 K€**.

Charges de personnel (en K€)	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020	Montants exécutés 2020	Ecart exécuté 2020 / budget	Ecart exécuté 2020 / 2019
Personnel maison mère	5 743	5 829	5 774	-1%	1%
Personnel MAD des filiales	4 275	3 948	3 335	-16%	-22%
Pension retraites	3 681	3 638	3 685	1%	0%
Autres charges	97	99	98	-1%	0%
Total charges de personnel	**13 797**	**13 513**	**12 892**	**-5%**	**-7%**
Total charges de personnel hors retraites	**10 115**	**9 876**	**9 206**	**-7%**	**-9%**

L'établissement consacre **3 685 K€** aux retraites de ses agents au titre de l'exercice 2020 ; l'enveloppe est relativement stable par rapport à la prévision et à l'exercice précédent. La revalorisation des pensions a été compensée par les mouvements de l'effectif intervenus au cours de l'année.

Hors retraites, les charges de personnel s'élèvent à **9 206 K€** ventilées entre la maison mère (5 774 K€), la mise à disposition du personnel auprès des filiales (3 335 K€) et les divers charges (98 K€)

L'écart budgétaire sur les charges de personnel s'explique principalement par :

- Une année blanche relative aux augmentations de salaires (-150 K€)
- Le non-versement de l'intéressement (-142 K€) du fait des résultats moins performants du Groupe
- L'impact des arrêts de travail et arrêt maladie en lien avec la crise sanitaire notamment au niveau des filiales (-290 K€)

La différence des charges de personnel hors retraites entre les deux exercices est liée au coût de l'impossibilité de reclassement du personnel mis à disposition de BATORAMA à la suite de la réorganisation du service technique intervenue en 2019.

Les emplois (tableau 1) rémunérés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) sont de **157,90** contre 157,77 au budget rectificatif et 160,98 en 2019.

		Compte Financier 2020					
		TOTAL Collaborateurs	Maison mère		Batorama	RET	GUP
			Titulaires	Contractuels et autres	Statutaires	Statutaires	Contractuels
Employés	E1	**18,16**	11,00	2,37	0,00	4,79	0,00
	E2	**64,57**	12,00	0,33	8,00	44,24	0,00
Agents de maitrise	AM1	**20,93**	14,72	2,21	3,00	1,00	0,00
	AM2	**17,10**	7,23	2,87	2,00	5,00	0,00
Cadres	C1	**23,90**	12,36	9,04	0,00	2,00	0,50
	C2	**13,25**	2,25	10,00	1,00	0,00	0,00
TOTAL		**157,90**	**59,55**	**26,82**	**14,00**	**57,03**	**0,50**

Le tableau des effectifs ci-dessus intègre le personnel de la maison-mère (86,37 ETP) et le personnel mis à disposition (71,53 ETP) de BATORAMA, RET et du Groupement des Usagers du Port (GUP).

		Ecart CF 2020 /BR 2020					
		TOTAL Collaborateurs	Maison mère		Batorama	RET	GUP
			Titulaires	Contractuels et autres	Statutaires	Statutaires	Contractuels
Employés	E1	**0,40**	0,00	0,61	0,00	-0,21	0,00
	E2	**-1,26**	0,00	-1,00	0,00	-0,26	0,00
Agents de maitrise	AM1	**-1,25**	-0,08	-1,17	0,00	0,00	0,00
	AM2	**1,54**	0,00	1,54	0,00	0,00	0,00
Cadres	C1	**0,70**	0,00	0,70	0,00	0,00	0,00
	C2	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,13**	**-0,08**	**0,69**	**0,00**	**-0,47**	**0,00**

L'écart par rapport à la prévision s'explique essentiellement par les mouvements à l'intérieur des différents groupes (temps partiels, arrêt de travail/maladie, promotions) et par le décalage de la date de départ et d'entrée des collaborateurs. Les départs intervenus en 2020 sont compensés par les recrutements réalisés en fin trimestre au niveau de la DVD dans le cadre de la réorganisation.

1.1.2.2. Charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement représentent **21 050 K€** en 2021 contre 17 748 K€ au budget rectificatif soit une hausse de 3 302 K€ (+19%)

Hors provision retraites, les charges de fonctionnements baissent de 1 409 K€ pour se situer à 16 340 K€ par rapport au dernier budget voté (-8%).

L'analyse des charges de fonctionnement est réalisée sous l'angle des 4 axes de destinations des dépenses décidées en commun accord avec les tutelles. Cette présentation appréhende les différentes dépenses d'exploitation par rapport à leur finalité. La décomposition des charges de fonctionnement par finalité figure au tableau 3.

A) Gestion et aménagement domanial

Les dépenses de fonctionnement en lien direct avec la gestion et l'aménagement domanial sont arrêtées à hauteur de **5 903 K€** en fin d'exercice contre 6 382 K€ (-8%) en prévision et 6 543 K€ (-10%) en 2019.

Gestion et aménagement domanial en K€	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020	Montants exécutés 2020	Ecart exécuté 2020 / budget	Ecart exécuté 2020 / 2019
Achats	516	613	409	-33%	-21%
Services extérieurs	3 487	3 147	2 821	-10%	-19%
Impôts, taxes et versement assimilés	2 525	2 608	2 627	1%	4%
Autres charges	15	14	46	242%	214%
Total dépenses	**6 543**	**6 382**	**5 903**	**-8%**	**-10%**

Les principales variations budgétaires concernent les achats et les services extérieurs qui sont en forte baisse par rapport à la prévision et à 2019. La crise sanitaire a fortement perturbé le programme des travaux d'entretien sur les ouvrages portuaires puisque le centre technique d'entretien du domaine était fermé pendant plusieurs semaines lors du premier confinement.

Le poste de dépenses relatives aux achats et aux services extérieurs s'établit à 3 230 K€ avec les mouvements suivants :

- Une baisse des achats de carburant, de fluides et de fournitures de 204 k€ par rapport à la prévision mais plus contenue par rapport à 2019.
- Une diminution des travaux d'entretien, des locations de matériel et des frais d'études de 327 K€ par rapport au budget ; l'écart atteint 666 K€ en comparaison à 2019

Les taxes foncières et impôts locaux progressent légèrement pour atteindre 2 627 K€.

Les autres charges de gestion courante de 46 K€ sont en lien avec la participation du PAS pour la modernisation du barrage à aiguilles.

B) Exploitation concession portuaire

Les dépenses d'exploitation de concession portuaire s'élèvent à **242 K€** pour l'exercice 2020.

Exploitation concession portuaire en K€	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020	Montants exécutés 2020	Ecart exécuté 2020 / budget	Ecart exécuté 2020 / 2019
Achats	181	160	147	-8%	-19%
Services extérieurs	1 562	315	95	-70%	-94%
Total dépenses Exploitation concession portuaire	**1 743**	**475**	**242**	**-49%**	**-86%**

Le faible taux d'exécution budgétaire s'explique essentiellement par le report des dépenses d'entretien et de maintenance de l'outillage portuaire portées par l'établissement dans le cadre du nouveau contrat de concession de service attribué à la filiale RET La fin du précédent marché de service en 2019 correspond à l'économie constatée de 1 500 K€ sur les autres achats et charges externes de l'exercice 2020.

C) Développement et promotion

Les charges de fonctionnement imputables au développement et promotion représentent **417 K€** pour l'exercice 2020 en diminution de 11 K€ (-3%) par rapport à la prévision budgétaire.

Développement et promotion en K€	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020	Montants exécutés 2020	Ecart exécuté 2020 / budget	Ecart exécuté 2020 / 2019
Achats	2	2	3	68%	86%
Services extérieurs	344	344	222	-35%	-35%
Autres charges	99	82	192	132%	94%
Total dépenses Développement et promotion	**444**	**428**	**417**	**-3%**	**-6%**

En raison de la crise sanitaire, l'ensemble des manifestations prévues en 2020 a été reporté sur l'exercice suivant. Les frais d'études, les dépenses liées aux foires et expositions et les frais de sous-traitances de communication et de promotion enregistrent globalement des baisses de 35%.

La modification du montage du projet RPIS conduit à une charge supplémentaire de 110 K€ pour l'établissement.

D) Fonctions supports

Les charges de fonctionnement ventilées sur les fonctions supports se chiffrent en 2020 à **14 489 K€** en hausse de 4 463 K€ (+45%).

Fonctions supports en K€	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020	Montants exécutés 2020	Ecart exécuté 2020 / budget	Ecart exécuté 2020 / 2019
Achats	23	133	122	-9%	419%
Services extérieurs	1 024	1 251	893	-29%	-13%
Impôts, taxes et versement assimilés	157	160	151	-5%	-4%
Autres charges	4 477	1 201	1 303	9%	-71%
Dot.aux amortissements et provisions	17 781	7 280	12 019	65%	-32%
Total dépenses Fonctions supports	**23 463**	**10 025**	**14 489**	**45%**	**-38%**
Provisions retraites	10 784		4 710		
Total dépenses Fonctions supports hors prov.retraites	**12 679**	**10 025**	**9 778**	**-2%**	**-23%**

Hors provision retraites, le taux d'exécution budgétaire atteint 98% avec un niveau de dépenses de 9 778 K€.

Les achats sont en retrait budgétairement (-9%) mais ils sont plus importants que l'année dernière en raison de l'acquisition de 50 000 masques (+90 K€) et des produits d'hygiène. La distribution d'équipement de protection individuelle et des produits d'hygiène a permis de garantir la sécurité de l'ensemble des collaborateurs de la maison-mère et des filiales dès le début de la crise sanitaire et de maintenir l'activité sur la zone portuaire. L'établissement a fourni des masques au prix coûtant aux entreprises portuaires

La forte diminution (-358 K€) des dépenses de services extérieurs s'explique notamment par :

- le report de charges du projet RPIS inscrit prévisionnellement au dernier budget rectificatif (-183 K€)
- le maintien du niveau des travaux de maintenance à celui de l'année dernière permet de dégager une économie budgétaire (-40 K€)
- le faible niveau de déplacement (-20 K€) et de formation (-32 K€) en raison du contexte sanitaire
- le report de la mission d'accompagnement (-30 K€) de la DVD

En comparaison avec l'exercice 2019, nous observons que les dépenses de sous-traitance informatiques progressent de 56 K€ en raison du déploiement des nouveaux outils informatiques et du renforcement de la sécurité dans le cadre du télétravail alors que les dépenses de télécommunications diminuent de 16 K€ sous l'effet de la mise en place du marché téléphonie mobile de la Direction des Achats de l'Etat.

Les impôts, taxes et versements assimilés baissent en lien avec la diminution du versement transport.

Les autres charges de gestion courante des fonctions supports progressent par rapport à la prévision du fait des produits de cession mais ces derniers restent à un niveau inférieur à 2019.

Les dotations aux amortissements et provisions atteignent 12 019 K€ sous le poids de la provision retraite contre 7 280 K€ inscrits au dernier budget ; elles restent néanmoins en deçà des montants de 2019 en raison d'un ajustement plus faible du calcul d'actualisation des engagements retraite.

Par ailleurs, l'établissement avait inscrit au budget rectificatif un montant de **438 K€** relatif à l'impôt sur les sociétés.
Le déficit fiscal de l'année antérieure d'un montant de 1 965 094 € a été reporté en avant et il a été imputé à hauteur de 964 458 € sur le résultat de 2020.
La part du déficit 2019 restant à reporter sur les exercices postérieurs à 2020 s'élève donc à 1 000 636 €.
De ce fait les comptes exécutés de 2020 ne font apparaître aucune charge relative à l'impôt sur les sociétés.

1.1.2.3. Charges d'intervention

L'établissement n'a pas de charges d'intervention pour le compte de tiers en 2020.

1.1.3. Résultat

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020 *voté par le CA du 2 juillet 2020*	Montants exécutés 2020	PRODUITS	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020 *voté par le CA du 2 juillet 2020*	Montants exécutés 2020
Personnel	13 796 695	13 513 310	12 891 807	Subventions de l'Etat			
*dont charges de pensions civiles**	141 222	146 233	146 466	Fiscalité affectée			
Fonctionnement autre que les charges de personnel	32 190 093	17 748 278	21 049 979	Autres subventions	766 481	383 300	128 530
Intervention (le cas échéant)				Revenus d'activité et autres produits	37 910 524	32 005 442	31 139 354
TOTAL DES CHARGES (1)	**45 986 788**	**31 261 588**	**33 941 786**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**38 677 005**	**32 388 742**	**31 267 884**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**0**	**1 127 154**	**0**	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**7 309 783**	**0**	**2 673 902**
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**45 986 788**	**32 388 742**	**33 941 786**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**45 986 788**	**32 388 742**	**33 941 786**

Compte tenu de l'ensemble des éléments précédents, le total des charges arrêté au 31/12/200 est de 33 941 786 € pour un total produit de 31 267 884 €.

Le PAS présente par conséquent un résultat patrimonial déficitaire de l'exercice 2020 de **2 673 902 €** contre un bénéfice prévisionnel de 1 127 154 € au budget rectificatif.

Hors provision engagement retraites, le résultat net s'établit à 2 036 566 € d'excédent par rapport à la prévision budgétaire.

L'analyse du résultat par les soldes intermédiaires de gestion (tableau SIG des comptes annuels) fait apparaître un Excédent Brut d'Exploitation en léger recul par rapport à la prévision budgétaire. Il se situe à **6 865 K€** contre 6 945 K€ au budget rectificatif en raison notamment du repli des subventions d'exploitation.

En neutralisant les éléments de refacturation et de subvention, la diminution des charges dépasse celle des produits générant ainsi un EBE opérationnel / CA de 45,2% (contre 43,6% au BR2020) et un EBE opérationnel de **9,9 M€** contre 9,6 M€ à la prévision.

Le contexte sanitaire a fortement contribué à l'annulation et au report des dépenses de fonctionnement en 2020 comme mentionné précédemment ; cette situation conjuguée à la politique renforcée de maîtrise des salaires a permis de compenser intégralement la baisse du chiffre d'affaires et de dégager des ressources propres suffisantes pour financer les investissements de l'établissement.

1.2. Capacité d'autofinancement

	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020 *voté par le CA du 2 juillet 2020*	Montants exécutés 2020
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	**-7 309 783**	**1 127 154**	**-2 673 902**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17 780 600	7 280 000	12 019 242
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	2 652 051	40 000	126 906
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	4 183 125	1 139 150	1 276 627
- produits de cession d'éléments d'actifs	2 912 281	1 518 922	1 681 112
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	1 323 848	1 310 170	1 299 427
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**7 765 762**	**6 677 212**	**7 514 521**

La capacité d'autofinancement (CAF) de l'exercice 2020 est aussi importante que celle de 2019 et elle se situe à **7 515 K€** contre 6 677 K€ au budget rectificatif.

1.3. Evolution de la situation patrimoniale en droits constatés

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020 *voté par le CA du 2 juillet 2020*	Montants exécutés 2020	RESSOURCES	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020 *voté par le CA du 2 juillet 2020*	Montants exécutés 2020
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**0**	**0**	Capacité d'autofinancement	**7 765 762**	**6 677 212**	**7 514 521**
Investissements	**10 094 510**	**15 052 000**	**13 243 834**	Financement de l'actif par l'État	**311 590**	**282 482**	
				Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	**1 518 178**	**975 880**	**665 386**
				Autres ressources	**3 008 393**	**1 572 422**	**2 456 958**
Remboursement des dettes financières	155 863	155 900	155 862	Augmentation des dettes financières			
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**10 250 373**	**15 207 900**	**13 399 696**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**12 603 923**	**9 507 996**	**10 636 866**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**2 353 550**	**0**	**0**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**0**	**5 699 904**	**2 762 830**

L'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés (tableau de financement) retrace les opérations qui affectent la situation financière et patrimoniale de l'établissement. Il présente les ressources en capital de l'exercice et de l'emploi qui en est fait.

La consommation des ressources provient du remboursement des avances de 156 K€ relatives à la participation du Conseil Départemental du Bas-Rhin au financement des travaux d'entretien ZIP Lauterbourg et des immobilisations de l'année.

Le montant des investissements en 2020 s'élève à 13 244 K€ contre 15 052 K€ au budget rectificatif, soit un taux d'exécution de 83%. L'arrêt des chantiers lors du premier confinement a impacté le calendrier d'exécution des travaux et des décaissements effectués sur l'exercice.

Les opérations d'investissements se répartissement entre la Gestion et Aménagement Domanial (12 800 K€) et les Fonctions Supports (444 K€).

Les opérations majeures de la destination Gestion et Aménagement Domanial sont présentées ci-après :

Opérations	Immobilisations Budgetées 2020	Immobilisations Réalisées 2020	Taux d'exécution 2020
1483 / NOUVEAU SIEGE PAS	4 310 000	4 308 970	100%
1485 / AMELIORATION ACCESSIBILITE FERROVIAIRE STRASBOURG	2 266 800	2 261 805	100%
1513 / AUGMENTATION CAPACITE TRAITEMENT CONTENEURS DES TERMINAUX	1 100 000	1 013 463	92%
1514 / NOUVEAUX LOCAUX EXPLOIT TC STRASBOURG	1 000 000	830 134	83%
1412 / AMENAGEMENT TERRAIN LAUTERBOURG	832 000	825 685	99%
1503 / FERMETURE PETIT SAS ECLUSE NORD	670 000	489 265	73%
1509 / REFECTION CONTRE ALLEE RUE DE LA ROCHELLE	484 500	484 134	100%
1544 / INTEGRATION BATIMENT 63 QUAI JACOUTOT	420 000	420 000	100%
1501 / CAMPAGNE DE DRAGAGE PRO 2017	370 000	364 138	98%
1482 / REAMENAGEMENT RUE PORT DU RHIN - SECURISATION PN	476 500	248 170	52%

Pour les fonctions supports, les investissements se ventilent entre l'informatique (252K€), le mobilier (2 K€) et les participations financières (190 K€).

Le déploiement de la fibre noire et ces logiciels métiers (gestion financière, marché, gestion du temps, ..) représente respectivement 60 K€ et 106 K€ des dépenses d'investissement. L'acquisition des matériels informatiques pour le télétravail a coûté 32 K€ et le renouvellement des serveurs de stockage a nécessité un investissement de l'ordre de 40 K€. Le budget prévisionnel de 496 K€ a été partiellement consommé en raison du décalage de facturation des logiciels métiers (180 K€) sur l'exercice et du report de certains projets informatiques. Les équipes du pôle des systèmes d'information de l'établissement ont été fortement mobilisées par la mise en place du télétravail.

Le suivi des opérations d'investissement est détaillé dans le tableau 6.

La participation financière du PAS dans le capital social des nouvelles sociétés constituées en 2020 est de 180 K€ dans LAUTERBOURG RHINE TERMINAL (LRT) et de 10 K€ dans RESEAU DE CHALEUR PORT AUTONOME DE STRASBOURG (R-PAS). L'écart budgétaire de 40 K€ avec la réalisation des immobilisations financières s'explique par la non-souscription des prêts par les agents en 2020.

Malgré la crise sanitaire et le ralentissement économique, l'établissement a maintenu un niveau d'investissements plus important en 2020 qu'en 2019.

Les ressources de la situation patrimoniale proviennent de :

- la CAF générée par l'exploitation
- des subventions de la part des tiers autres que l'Etat à hauteur de 665 K€
  Les subventions de l'Etat ont été reportées sur le prochain exercice.
- des produits de cessions de 1 681 K€
- du remboursement de l'avance de 700 K€ consentie à la société Electricité de Strasbourg (non inscrit au budget rectificatif) dans le cadre des travaux de raccordement à Lauterbourg.

Le montant total des ressources s'élève en 2020 à **10 637 K€** alors que celui des emplois est de **13 400 K€** ce qui conduit à une diminution du fonds de roulement de **2 763 K€** (contre 5 700 K€ au BR2020).

1.4. Equilibre et soutenabilité financière

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants exécutés 2019	Montants dernier budget rectificatif 2020 *voté par le CA du 2 juillet 2020*	Montants exécutés 2020
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	**2 353 550**	**-5 699 904**	**-2 762 830**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**540 255**	**4 620 138**	**-2 690 514**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	**-1 813 295**	**-10 320 042**	**-72 316**
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	**33 956 946**	**28 257 043**	**31 194 116**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**6 022 358**	**10 642 496**	**3 331 664**
Niveau final de la TRESORERIE	**27 934 588**	**17 614 547**	**27 862 452**

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

L'équilibre financier de l'établissement est respecté en 2020.

Lors de l'élaboration du budget rectificatif, l'établissement avait prévu une augmentation du niveau de ses créances du fait du report de facturation et des paiements liés à la crise sanitaire. La baisse du chiffre d'affaires générant une diminution des créances, le maintien d'un taux de recouvrement proche de 2019 et la facturation décalée des fournisseurs d'immobilisation en fin d'exercice conduisent à une baisse du besoin en fonds de roulement. Il se situe à **3 332 K€** contre 10 642 K€ au budget rectificatif et 6 022 K€ en 2019.

L'excédent du financement d'exploitation de 2 691 K€ compense fortement la diminution du fonds de roulement de l'exercice générant une légère baisse de la trésorerie nette en fin d'année. Celle-ci s'établit à un niveau confortable de **27 862 K€** proche de celui l'exercice 2019.

Le tableau 5 du plan de trésorerie transmis pour information démontre également la soutenabilité financière de l'établissement tout au long de l'exercice 2020 à honorer les décaissements de ses charges d'exploitation et de ses investissements. Le niveau de trésorerie atteint en 2020 permet à l'établissement d'envisager sereinement le financement de ses principales opérations d'investissement sur les 3 prochaines années.

Au 31 décembre 2020, le total du bilan de l'établissement s'élève à 551 445 K€ contre 548 851 K€ pour l'exercice précédent, soit une variation de 0,5%.

TABLEAU 2
Situation patrimoniale Budget rectificatif n°1 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants Compte financier 2020	Montants Budget initial 2021	Montants Budget rectificatif n°1 2021	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial 2021	PRODUITS	Montants Compte financier 2020	Montants Budget initial 2021	Montants Budget rectificatif n°1 2021	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial 2021
Personnel	12 891 807	13 950 746	13 496 004	-454 742	Subventions de l'Etat				
*dont charges de pensions civiles**					Fiscalité affectée				
Fonctionnement autre que les charges de personnel	21 049 979	22 361 202	21 624 311	-736 891	Autres subventions	128 530	0	63 674	63 674
Intervention (le cas échéant)					Revenus d'activité et autres produits	31 139 354	37 287 041	40 571 675	3 284 634
TOTAL DES CHARGES (1)	**33 941 786**	**36 311 948**	**35 120 315**	-1 191 633	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**31 267 884**	**37 287 041**	**40 635 349**	3 348 308
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**0**	**975 093**	**5 515 034**	4 539 941	**Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)**	**2 673 902**	**0**	**0**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**33 941 786**	**37 287 041**	**40 635 349**	3 348 308	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**33 941 786**	**37 287 041**	**40 635 349**	3 348 308

** il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions*

Calcul de la capacité d'autofinancement

	Montants Compte financier 2020	Montants Budget initial 2021	Montants Budget rectificatif n°1 2021	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4)	-2 673 902	975 093	5 515 034	4 539 941
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	12 019 242	7 361 000	7 687 000	326 000
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	126 906	40 000	40 000	0
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	1 276 627	5 414 730	3 968 029	-1 446 701
- produits de cession d'éléments d'actifs	1 681 112	6 460 050	10 610 401	4 150 351
- quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs	1 299 427	1 311 150	1 293 000	-18 150
= capacité d'autofinancement (CAF) ou insuffisance d'autofinancement (IAF)	**7 514 521**	**5 939 623**	**5 226 662**	**-712 961**

TABLEAU 2
Situation patrimoniale Budget rectificatif n°1 2021

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants Compte financier 2020	Montants Budget initial 2021	Montants Budget rectificatif n°1 2021	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial 2021	RESSOURCES	Montants Compte financier 2020	Montants Budget initial 2021	Montants Budget rectificatif n°1 2021	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial 2021
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**0**	**0**	**0**	Capacité d'autofinancement	**7 514 521**	**5 939 623**	**5 226 662**	**-712 961**
Investissements	13 243 834	8 806 165	13 743 042	4 936 877	Financement de l'actif par l'État	0	282 482	284 782	2 300
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	665 386	192 146	208 841	16 695
					Autres ressources	2 456 958	6 510 200	10 660 551	4 150 351
Remboursement des dettes financières	155 862	155 900	155 900	0	Augmentation des dettes financières	0	0		0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**13 399 696**	**8 962 065**	**13 898 942**	**4 936 877**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**10 636 865**	**12 924 451**	**16 380 836**	**3 456 385**
Augmentation du fonds de roulement (7) = (6)-(5)	**0**	**3 962 386**	**2 481 894**	**-1 480 492**	**Diminution du fonds de roulement (8) = (5)-(6)**	**2 762 831**	**0**	**0**	**0**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Variation et niveau du fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

	Montants Compte financier 2020	Montants Budget initial 2021	Montants Budget rectificatif n°1 2021	Ecart entre le budget rectificatif n°1 et le budget initial 2021
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION (7) ou DIMINUTION (8)	**-2 762 831**	**3 962 386**	**2 481 894**	**-1 480 492**
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	**-2 690 515**	**2 125 000**	**135 000**	**-1 990 000**
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	**-72 316**	**1 837 386**	**2 346 894**	**509 508**
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	**31 194 116**	**35 736 688**	**33 676 010**	**-2 060 678**
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	**3 331 664**	**8 767 496**	**3 466 664**	**-5 300 832**
Niveau final de la TRESORERIE	**27 862 452**	**26 969 192**	**30 209 346**	**3 240 154**



GROUPE PAS BATORAMA RET
PORTS DE STRASBOURG

PORTS DE STRASBOURG

Établissement public

Siège social :
1 rue du Port du Rhin
CS 80407
67002 Strasbourg cedex
☏ 03 88 21 74 74 🖷 03 88 23 56 57
site internet : www.strasbourg.port.fr
mail : pas@strasbourg.port.fr

Textes constitutifs :
- convention du 20 mai 1923 (*État / Ville de Strasbourg*)
- loi du 26 avril 1924
- règlement d'administration publique du 27 septembre 1925

Présidente : Anne-Marie JEAN
Directeur général : Frédéric DOISY, pi en remplacement de Jean-Louis JEROME
Directeur général délégué : Frédéric DOISY

Objet social :
- assurer l'entretien et l'exploitation du port rhénan de Strasbourg et de ses dépendances,
- exécuter les travaux d'extension et d'amélioration nécessaires pour les besoins du commerce et de l'industrie.

Effectif moyen : 158 Etp

Commissaire contrôleur : Isabelle AMAGLIO-TERISSE
Inspecteur général du contrôle : Florence CASTEL

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE AU 31/12/2020

fonction	*personne morale représentée*	*nom*
Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Anne-Marie JEAN**
Vice-Présidente	**Ville de Strasbourg**	**Françoise SICHLER-GHESTIN**
Secrétaire-membre	CCI du Bas-Rhin	Bertrand ANGSTHELM
Administrateurs	**Ville de Strasbourg**	**Arsène DAHL**
	Ville de Strasbourg	**Michel CHALOT**
	Ville de Strasbourg	**Marie-José NAVARRE**
	Ville de Strasbourg	**Françoise SCHAETZEL**
	Ville de Strasbourg	**Patrice SCHOEPFF**
	État	Françoise COULONGEAT
	État	Patrick CAZIN
	État	Laurence BERRUT
	État	Françoise SICHLER-GHESTIN
	État	Régine ALOIRD
	État	Thierry GUIMBAUD
	Conseil régional de la région Grand Est	Evelyne ISINGER
	Conseil départemental du Bas-Rhin	Paul HEINTZ
	Représentant du personnel	Serge FALLER
	Représentant du personnel	Nathalie RICHARD-KLEIN
	Représentant du personnel	Laurent RIEFFEL
	Port de Kehl	Juliane WECKERLE
	Port de Kehl	Uwe KOHN
	Port de Kehl	(siège en attente de nomination)

FILIALES ET PARTICIPATIONS

sociétés	*capital social (en €)*	*nb d'actions*	*valeur nominale des droit souscrits*	*dividendes perçus en 2020*
RET-Rhine Europe Terminal (SAS)	3 999 000	39 990	3 999 000	-
Batorama SAS	3 212 000	32 120	3 212 000	-
Port de Colmar/Neuf-Brisach (établissement public - droit de propriété)			9 147	-
MTS-Manutention transport service (2017)	500 000	1 000	100 000	-
LRT-Lauterbourg Rhine Terminal (2020)	600 000	180	180 000	-
R-PAS-Réseau de chaleur du Port Autonome Strasbourg (2020)	100 000	10	10 000	-

Ports de Strasbourg, 2ème port fluvial en France

Constitué par convention en 1923, le Port autonome de Strasbourg, appelé désormais Ports de Strasbourg ou PAS, est un établissement public de l'État et de la Ville de Strasbourg. Avec un trafic fluvial de 6,8 millions de tonnes en 2020, il est au second rang des ports fluviaux français derrière Paris. En 2020, en moyenne, les différents sites des Ports de Strasbourg comptent 500 entreprises implantées qui emploient pas moins de 10 000 salariés.

Une circonscription de plus de 1 000 hectares le long du Rhin

Située sur un axe nord-sud de 100 km le long du Rhin et sur 1 km de large, la circonscription portuaire de Strasbourg couvre une superficie de 1 050 ha. Elle comprend 203 ha de bassins, 178 ha d'infrastructures routières/ferroviaires (100 km de voies ferrées 100 km de façade fluviale) et des équipements publics. La circonscription englobe 889 ha de terrains propriété du Port (84%) et 169 ha de terrains appartenant à des tiers (16%). Trois sites annexes (Lauterbourg, Beinheim et Marckolsheim) accueillent des unités de productions industrielles employant environ 1 000 personnes. Enfin, plusieurs postes de chargement de « vracs » (graviers, céréales…) sont installés le long du Rhin.

Ses activités

- **Une vaste plate-forme logistique industrielle et commerciale :** le Port réalise et entretient les infrastructures de desserte (bassins, routes et voiries ferrées en liaison avec la SNCF). Il exploite certains ouvrages dans le domaine de la manutention portuaire (grues, portiques). Les activités de logistique ont été développées sur un site spécifique, Eurofret-Strasbourg, offrant une plate-forme de stockage et de distribution grâce à un vaste ensemble d'entrepôts et de bureaux. Afin d'assurer la logistique afférant au trafic, le Port s'est doté en 1969 d'un terminal conteneurs en zone sud complété en 2004 par un second en zone nord inauguré en septembre 2010.
- **La gestion du domaine :** le Port gère un service domanial par amodiation de terrains et de locaux.
- **Depuis 2016, les activités de manutention portuaire ont été confiées à la filiale Rhine Europe Terminals et l'activité touristique de transports de passagers a été confiée à la filiale Batorama** (166 535 passagers ont été transportés en 2020, soit -78,8% par rapport à l'exercice précédent).

Chiffres clés 2020 : répercussions de la pandémie de COVID-19

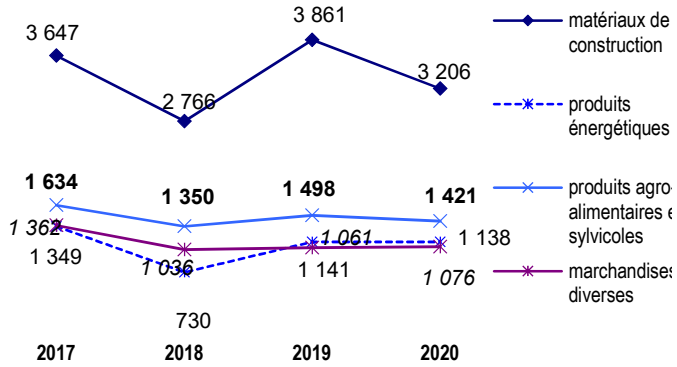
- trafic fluvial : 6,8 Mt, soit un recul par rapport à 2019 (-9,5%)
- trafic fer : 1,23 Mt pour 2020 (-3,3% par rapport à 2019)
- trafic conteneurs : 363 229 EVP* contre 381 565 EVP en 2019, soit -4,8% tous modes de transport confondus

* équivalent vingt pieds = unité de mesure internationale

La zone portuaire

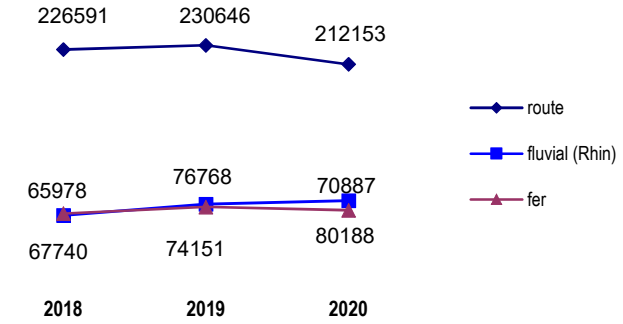


Evolution du trafic fluvial (en milliers de tonnes)



Au total, le trafic fluvial s'est élevé à 6,8 millions de tonnes en 2020, en baisse de 9,5% par rapport à 2019.

Evolution du trafic conteneurs (en EVP)



Le trafic conteneurs - tous modes de transport confondus - a baissé de 4,8% par rapport à 2019, avec 363 229 EVP*.
* équivalents vingt pieds (unité de mesure)

Avec 500 entreprises implantées employant pas moins de 10 000 salariés en 2020, le PAS constitue en termes de trafic la première zone industrielle et logistique du Grand Est, la première gare de fret d'Alsace et le deuxième port fluvial de France.

Sur le plan économique, le coup d'arrêt du secteur du BTP, observé lors du premier semestre lors du confinement, a notamment pesé sur la production et par conséquence sur le transport de matériaux de construction : cela se traduit par une baisse du trafic fluvial (-9,5%%), mais aussi une diminution du trafic conteneurs (-4,8%) et du trafic fer (-3,3%).

En effet, l'année 2020 a été marquée par les effets de la pandémie de COVID-19 avec, pour conséquences, la réduction, voire l'arrêt d'activité des entreprises. Les secteurs essentiels comme la logistique, l'agroalimentaire et l'industrie ont continué néanmoins à servir quotidiennement les besoins de la nation et de la population. Le PAS n'a pas été épargné par cette crise qui s'est traduite par un arrêt complet de l'activité touristique de BATORAMA sur plusieurs mois.

Sur le plan financier, le chiffre d'affaires à hauteur de 27,12 M€ (contre 29,58 M€ en 2019) est en baisse de 8,3% sur la totalité de ses activités, et notamment sur l'accostage, la refacturation filiales, la redevance fer et les droits de ports.

Le résultat d'exploitation reste négatif à -2,7 M€ (contre -8,1 M€ en 2019) du fait notamment de la baisse du chiffre d'affaires, compensé par les efforts menés en matière de maîtrise de coûts aussi bien au niveau des dépenses de personnel (gel des augmentations) que des dépenses de fonctionnement.

Au final le résultat net s'élève à -2,67 M€ en 2020, contre -7,31 M€ en 2019. Hors provisions d'engagement retraites, il est toutefois positif à 2,04 M€.

L'activité 2020

Le trafic de conteneurs est plutôt stable

Le PAS propose trois modes de transport (voie d'eau, fer et route) et offre des prestations logistiques variées : entreposage, manutention et distribution.

Le **trafic de conteneurs** atteint un niveau de 363 229 EVP en 2020, en baisse de 4,8% par rapport à l'année précédente. La plus importante diminution est celle sur le trafic route (-8%), contrairement au trafic fluvial qui progresse de 4 %.

Le **trafic ferroviaire** affiche une légère baisse même si les effets de la grève de janvier 2020 ont été plus importants que ceux de la pandémie de COVID-19 sur le fret ferroviaire. 1 230 000 tonnes ont été transportées, c'est en deçà de la réalisation 2019 (1 365 000 tonnes) mais cela reste une belle performance pour l'exercice.

Le **trafic route** est en recul par rapport à 2019 (-8%).

Si le trafic de conteneurs est en légère diminution en 2020 par rapport à 2019, il est stable par rapport à 2018 (+0,8%). Malgré cela, le niveau toujours important de trafic est notamment dû au caractère multimodal du conteneur, qui peut indifféremment passer du mode fluvial au mode ferroviaire ou routier.

Le **trafic fluvial de marchandises** a perdu son niveau habituel autour de 7,5 Mt de marchandises ; il s'établit à 6,8 Mt de marchandises transportées en 2020 (contre 7,6 Mt en 2019, soit une baisse de 9,5%).

Les diminutions concernent principalement les matériaux de construction (-17%), les engrais et produits chimiques (-6,6%) et les produits agro-alimentaires (-5,1%). Cette baisse notable est liée au coup d'arrêt du secteur du BTP lors à la crise sanitaire. A l'inverse, les produits métalliques

(+6,3%) atteignent un niveau de record avec près de 0,2 Mt.

Les ressources domaniales représentent près de 70% des recettes d'exploitation du PAS

Les recettes domaniales représentent, du fait du transfert d'activité maintenance et transports de voyageurs aux filiales Rhine Europe Terminal (RET) et Batorama, une part importante des recettes globales d'exploitation de l'établissement (71% contre environ 64% l'année précédente), elles s'élèvent à 19,2 M€. Le reste est constitué des droits de port, des refacturations aux filiales RET et Batorama et de redevance accostage.

En 2020, 1,5 M € ont été investis dans des travaux et études, notamment :

- les travaux des pistes cyclables de la rue du Havre dans le cadre du programme PEPS ;
- le remplacement de la flotte du PAS par des véhicules plus propres ;
- la réfection complète et la mise en valeur de la contre-allée de la rue de La Rochelle ;
- la réfection de la voirie giratoire rue de Bayonne/Biarritz et l'aménagement paysager vert dans l'anneau central ;
- les travaux d'entretien des revêtements de la plateforme du terminal conteneurs Sud ;
- les travaux de modernisation de la gare : allongement et électrification de plusieurs voies du faisceaux de réception des trains ;
- des études ont également été menées pour :
  - la sécurisation et le contrôle d'accès de la rue de Dunkerque ;
  - l'exploitation et la maintenance du réseau ferré du PAS entre 2021 et 2029 ;
  - l'aménagement de la gare fluviale de la Minoterie.

Depuis mai 2017, le PAS expérimente un nouvel emplacement rue de la Minoterie dédié aux bateaux de croisière de 135 mètres : en 2020, il a enregistré moins de 15 000 passagers sur les croisières rhénanes contre 230 000 passagers en 2019, effet de l'arrêt des activités touristiques pendant la pandémie.

Par ailleurs, les travaux de construction du nouveau siège du PAS se poursuivent en 2020 ; la livraison du bâtiment est opérée au printemps 2021. Le PAS quitte ainsi son siège historique de la rue de la Nuée Bleue pour s'établir au Port du Rhin.

Des études et travaux en perspective

Malgré deux mois d'interruption des chantiers, 9,5 M€ ont été investis sur des opérations initiées auparavant et poursuivies ou concrétisées en 2020 :

- travaux de modernisation des quatre portiques les plus anciens du port ;
- stratégie RSE du PAS : entretien, par éco-pâturage, d'une partie des terrains sur la ZAC de Lauterbourg ;
- obturation du sas de l'écluse Nord pour lutter contre les crues du Rhin.

En accompagnement des filiales, on note aussi des travaux de réhabilitation/extension des anciens bureaux de PANALPINA, destinés à héberger le siège social de RET et des études techniques des performances et caractéristiques du futur bateau à zéro émission et des installations techniques terrestres de soutien.

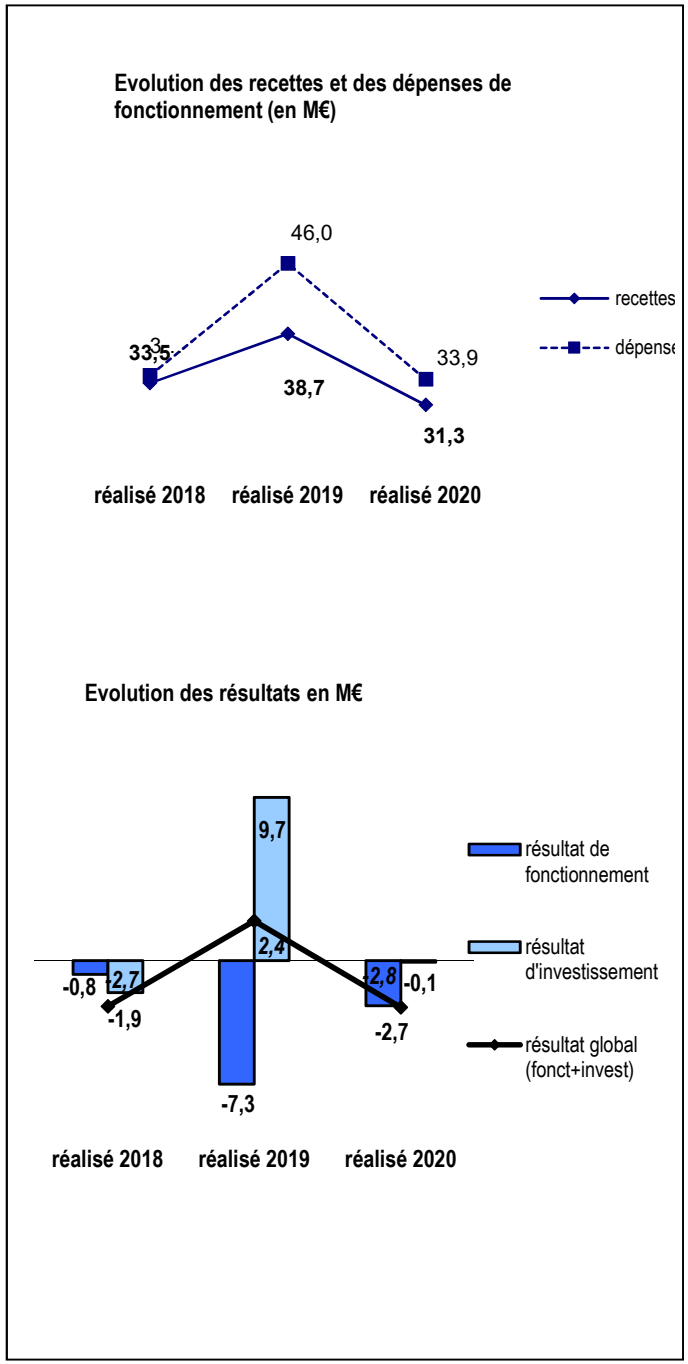
Les capitaux propres sont confortables

Les capitaux permanents restent à un niveau élevé à 427,9 M€ contre 431,3 M€ en 2019.

L'endettement bancaire est quasi inexistant, toutefois, compte tenu des projets d'investissement, et des taux d'intérêts bas, le recours à l'emprunt pourrait être envisagé ces prochaines années.

Le chiffre d'affaires en léger recul

L'établissement connait une baisse d'activité, avec un chiffre d'affaires qui s'élève à 27,12 M€ contre 29,58 M€ en 2019 (-8,3%).



COMPTE FINANCIER 2020

BILAN

ACTIF	2020 brut	2020 amort. / prov.	2020 net	2019 net
Actif immobilisé	622 040 008	105 885 898	516 154 110	512 124 051
Immobilisations incorporelles	1 911 928	1 046 282	865 646	955 891
Immobilisations corporelles	611 205 892	104 430 884	506 775 008	502 068 859
Immobilisations financières	8 922 188	408 732	8 513 456	9 099 301
Actif circulant	35 476 965	373 193	35 103 772	36 520 335
Stocks	45 614	-	45 614	23 169
Avances et acomptes	7 576	-	7 576	6 475
Clients & créances	7 556 313	373 193	7 183 120	8 551 092
Disponibilités & VMP	27 867 462	-	27 867 462	27 939 599
Comptes de régularisation	187 130	-	187 130	206 848
Total	**657 704 103**	**106 259 091**	**551 445 012**	**548 851 234**

PASSIF	2020	2019
Capitaux propres	427 952 432	431 260 376
Capital social	33 797 963	33 797 963
Primes d'émission, de fusion,..	364 087 119	364 878 084
Réserves	22 145 518	21 354 555
Report à nouveau	-10 357 146	-3 047 363
Résultat de l'exercice	**-2 673 902**	**-7 309 783**
Subventions d'investissement	20 952 880	21 586 920
Provisions réglementées	-	-
Autres fonds propres	1 246 897	1 402 759
Provisions pour risques et charges	117 775 704	113 013 811
Dettes	3 930 216	2 557 418
Emprunts	5 010	5 010
Avances et acomptes	-	-
Dettes	3 925 206	2 552 408
Comptes de régularisation	539 765	616 870
Total	**551 445 014**	**548 851 234**

COMPTE DE RESULTAT

	2020	2019
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	27 118 362	29 584 239
Production stockée	-12	-64
Production immobilisée	-	-
Subventions d'exploitation	128 530	766 481
Reprises sur provisions, transferts de charges	1 426 333	3 975 899
Autres produits	2 587 105	3 439 428
Total	31 260 318	37 765 983
Charges d'exploitation		
Achats	118 840	59 646
Variation de stocks (stock initial-stock final)	-22 457	467
Services extérieurs	4 615 587	7 079 110
Impôts, taxes et versements assimilés	2 777 838	2 682 430
Charges de personnel	12 891 806	13 796 697
Dotations aux amortissements et provisions	12 019 241	17 680 599
Autres charges	1 540 929	4 590 839
Total	33 941 784	45 889 788
RESULTAT D'EXPLOITATION	**-2 681 466**	**-8 123 805**
Produits financiers	7 563	911 022
Charges financières	-	100 000
RESULTAT FINANCIER	**7 563**	**811 022**
Produits exceptionnels	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**-**	**-**
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	-	-
Impôts sur les sociétés	-	-3 000
RESULTAT NET DE L'EXERCICE (*)	**-2 673 903**	**-7 309 783**

(*) résultats (exploitation + financier + exceptionnel) - participation - impôts sur les sociétés

Il est composé :

- des produits du domaine et des concessions (19,2 M€) qui représentent 71% du chiffre d'affaires (+2%), atténués notamment par les mesures d'accompagnement des occupants portuaires mises en œuvre dans le cadre de la crise sanitaire avec des reports de paiement de redevances domaniales, voire même des annulations pour les secteurs les plus touchés tels que la culture, la restauration, l'évènementiel, l'hôtellerie, … ;
- des refacturations aux filiales (5,2 M€ soit -29%) ;
- de droits de port (2,4 M€ soit -5% malgré l'augmentation des tarifs en 2020) ;
- de redevance accostage et prestations (0,3 M€ soit -66%).

Les autres produits de gestion courante ont diminué de 0,8 M€.

Le total des charges atteint 33,94 M€ (contre 45,99 M€ en 2019 soit -26%). Pour compenser la baisse de son chiffre d'affaires, le PAS a intensifié ses efforts en matière de maîtrise de coûts :

- les charges de personnel s'établissent à 12,9 M€, soit - 6,6% par rapport à 2019 grâce à un gel des augmentations des salaires, un non versement de l'intéressement mais aussi à l'impact des arrêts de travail et de maladie ;
- les surcoûts liés à l'achat de masques, de gants, de gel hydroalcoolique, pour les salariés du PAS mais aussi des entreprises du port, ont été neutralisés par la baisse importante des dépenses de travaux d'entretien, de locations de matériel et des frais d'études : les services extérieurs affichent une baisse de 2,5 M€ (-35%), le poste « autres charges » diminue de 3 M€ (-66%).

L'EBE, qui mesure la rentabilité de l'exploitation de l'établissement est en hausse de 2% à 6,9 M€.

Les dotations aux amortissements et provisions atteignent 12 M€ en raison de la provision retraite mais restent néanmoins en-deçà de 2019 (17,7 M€) grâce à un ajustement à la baisse du calcul d'actualisation des engagements retraite.

Le résultat financier est positif à 0,01 M€ contre 0,8 M€ en 2019 (-99%) compte tenu notamment de l'absence de dividendes de la filiale BATORAMA.

Le résultat net s'établit à -2,7 M€ contre -7,3 M l'an dernier (soit +4,6 M€).

Enfin, la capacité d'autofinancement reste importante : elle passe de 7,8 M€ en 2019 à 7,5 M€ en 2020 : ajoutées aux subventions d'investissement 2020 (0,7 M€) et aux cessions (1,7 M€), elle permet le financement d'un volume d'investissement total de 9,9 M€.

La trésorerie reste à un niveau confortable ; elle s'établit à 27,9 M€ (-0,3%).

Le budget rectificatif 2021

La section de fonctionnement fait apparaître des recettes pour 40,6 M€ et des dépenses pour 35,1 M€ ; elle dégage ainsi un excédent de 5,5 M€.

Le total des recettes de la section d'investissement s'élève à 12,2 M€, pour 15,2 M€ de dépenses. L'équilibre de la section est réalisé après affectation de l'excédent de fonctionnement (5,5 M€) et déduction du fonds de roulement (-2,5 M€).

Les perspectives

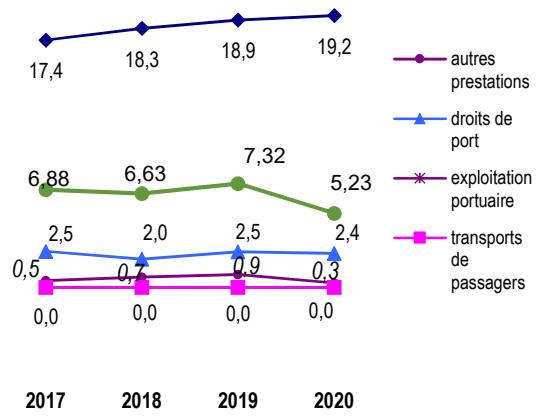
Avec 34,9 M€ d'investissements prévus sur la période 2021-2023, le PAS prévoit un programme soutenu d'investissements, avec notamment en 2021 :

- pour les ouvrages portuaires, postes fluviaux, la réfection des berges et l'outillage (18,2 M€) ;
- sur les voiries et voies ferrées (12,6 M€) ;
- pour le nouveau siège du PAS (3 M€) ;
- pour l'acquisition et l'aménagement de terrains (1 M€ dont 0,58 M€ sur Strasbourg).

Les incertitudes concernant une éventuelle sortie de crise et d'une reprise complète de l'activité demeurent encore en 2021 ; l'effet sur les comptes ne se perçoit toutefois pas et, mis à part le report de certains travaux sur 2021, il est sans influence sur le plan d'investissement.

La reprise des activités touristiques devrait également rétablir la situation financière de la société BATORAMA.

Les recettes (en millions d'euros)



Les ressources domaniales représentent plus de 71% des recettes d'exploitation du Port

Les investissements prévisionnels pour les immobilisations corporelles (en millions d'euros)



Le montant d'investissements budgété pour la période 2021-2023 est de 21,2 M€ pour un programme d'investissements prévisionnels de 35 M€

BUDGETS REALISES 2019 ET 2020 / RECTIFICATIF 2021

1ère section - fonctionnement

Charges de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
chapitre 60 - achats	722 583	680 940	578 100
chapitre 61 - services extérieurs	5 743 708	4 031 030	5 440 555
chapitre 62 - autres services extérieurs	672 932		
chapitre 63 - impôts, taxes et versements assimilés	2 682 431	2 777 839	2 887 489
chapitre 64 - charges de personnel	13 796 695	12 891 807	13 496 004
chapitre 65 - autres charges de gestion courante	4 590 839	1 540 929	4 419 229
chapitre 66 - charges financières	0	0	0
chapitre 67 - charges exceptionnelles	0	0	0
chapitre 68 - amortissements et provisions	17 780 600	12 019 242	7 687 000
chapitre 69 - imposition forfaitaire annuelle des sociétés	-3 000	0	611 938
total des dépenses de gestion	**45 986 788**	**33 941 787**	**35 120 315**
à déduire transferts de charges	0	0	0
total des dépenses après tranferts	**45 986 788**	**33 941 787**	**35 120 315**
excédent de l'exercice à virer à la 2ème section			5 515 034
total après réalisation de l'équilibre	**45 986 788**	**33 941 787**	**40 635 349**

Produits de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
chapitre 70 - ventes et prestations de services	29 584 240	27 118 364	28 167 946
chapitre 71 - production stockée	-64	-13	0
chapitre 72 - production immobilisée	0	0	
chapitre 74 - subventions d'exploitation	766 481	128 530	63 674
chapitre 75 - autres produits de gestion courante	3 439 426	2 587 106	11 041 321
chapitre 76 - produits financiers	911 022	7 564	29 408
chapitre 77 - produits exceptionnels	0	0	0
chapitre 78 - reprises sur amort et provisions	3 975 900	1 426 333	1 333 000
chapitre 79 - tranferts de charges	0	0	0
total des recettes de gestion	**38 677 005**	**31 267 884**	**40 635 349**
à déduire tranferts de charges	0	0	0
total des recettes après transferts	**38 677 005**	**31 267 884**	**40 635 349**
déficit de l'exercice à virer à la 2ème section	7 309 783	2 673 903	
total après réalisation de l'équilibre	**45 986 788**	**33 941 787**	**40 635 349**

2ème section - investissement

Dépenses de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
arts de réévaluation	3 874 275		
ancement des actifs - Etat	2 215	0	
nortissement financement des actifs - Etat	375 105	389 551	389 145
nortissement des subventions autres que Etat	948 744	909 876	903 855
prise pour risques et charges	615 360	5 241	
prise sur provisions pour pensions			
mboursement d'emprunbts et de dettes assimilées	271 724	155 862	155 900
quisitions d'immobilisations incorporelles	345 380	105 722	542 000
quisitions d'immobilisations corporelles	9 748 984	12 948 110	11 211 042
rticipations et créances rattachés			1 990 000
tres immobilisations financières (prêts accordés)	146	2	
prise sur provisions pour dépréciation des immobilisations	1 606 888	4 091	
tres approvisionnements			
ocks provenant d'immobilisations/ produits finis			
ocks de marchandises			
rsonnel charges à payer			
pr sur prov. pour dépréc des comptes de tiers	596 829	117 575	40 000
total des dépenses	**18 385 650**	**14 636 030**	**15 231 942**
déficit de l'exercice (virement de la 1ère section)	**7 309 783**	**2 673 903**	**0**
gmentation du fonds de roulement	2 353 551		2 481 894
total après réalisation de l'équilibre	**28 048 984**	**17 309 933**	**17 713 836**

Recettes de l'exercice	réalisé 2019	réalisé 2020	budget rectificatif 2021
serves	3 874 275		
ancements des actifs -Etat	311 590	0	284 782
nortissement des financements des actifs -Etat	2 215	0	
ubventions d'équipement			
ubventions d'équipement autres que Etat	1 518 178	665 386	208 841
ubventions d'investissement			
ovisions pour risques et charges	155 442	0	
ovisions pour pensions	10 859 432	4 767 134	
nprunts et dettes assimilées	115 862		
essions d'immob. corporelles	4 183 126	1 276 627	3 968 029
essions d'immob. incorporellles			
tres immob. financières (prêts remboursés)	96 112	775 846	50 150
t. aux amort. des immob.	6 632 635	7 165 390	7 487 000
ov. pour dépréciation des immob.	100 000	0	
tres approvisionnements			
ock de marchandises			
ocks en cours de produits finis			
rsonnel charges à payer			
ovision pour dépréciation des comptes de tiers	200 117	86 718	200 000
total des recettes	**28 048 984**	**14 737 101**	**12 198 802**
excédent de l'exercice (virement de la 1ère section)			***5 515 034***
minution du fonds de roulement		2 762 832	
total après réalisation de l'équilibre	**28 048 984**	**17 499 933**	**17 713 836**

62

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Représentation de la Ville de Strasbourg au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg.

Numéro V-2021-1677

Les textes organiques du Port autonome de Strasbourg (article 5 du titre II de la convention du 20 mai 1923 annexée à la loi du 26 avril 1924 relative à la constitution du Port Rhénan en Port autonome) disposent que six administrateur.rices sont désigné.es par la Ville de Strasbourg parmi les vingt et un membres composant le conseil d'administration.

Ces textes (article 6 de la convention du 20 mai 1923) prévoient également que les administrateur.rices sont nommé.es pour une durée de six ans et que leur renouvellement a lieu par tiers tous les deux ans au cours du mois de décembre.

Par délibérations du Conseil municipal du 27 juillet 2020 et du 10 février 2020, Madame Françoise SCHAETZEL, Conseillère municipale déléguée, et Madame Marie-José NAVARRE, Personnalité qualifiée, ont été nommées pour représenter la Ville au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg.

L'arrivée du terme de ces deux mandats est fixée au 31 décembre 2021. Aussi, il est proposé au Conseil de désigner les nouveaux.elles administrateur.rices pour une durée de six ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

- *la nomination de Madame Françoise SCHAETZEL en qualité de représentant-e de la Ville de Strasbourg au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg pour une durée de six ans ;*

- *la nomination de Madame Marie-Josée NAVARRE en qualité de représentant-e de la Ville de Strasbourg (personnalité qualifiée) au sein du Conseil d'administration du Port autonome de Strasbourg pour une durée de six ans.*

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142269-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

63

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Adhésion de la Ville de Strasbourg aux réseaux des acteurs de la participation citoyenne "Démocratie ouverte" et "Décider Ensemble".

Numéro V-2021-1644

Associé à l'urgence climatique et au défi de la solidarité, l'enjeu démocratique constitue un pilier du mandat de la ville de Strasbourg, avec une place essentielle et au cœur de nombreuses politiques publiques de la collectivité.

Pour favoriser la dynamique de l'innovation démocratique et continuer à infuser une véritable culture de la participation, la ville de Strasbourg doit pouvoir s'inspirer d'autres expériences, renforcer les échanges avec d'autres collectivités, s'alimenter de différentes sources de veille, d'information et d'analyse.

A cette fin, il lui est nécessaire d'intégrer des réseaux dynamiques en s'adossant à des organismes favorisant l'échange, le partage et la rencontre autour de ces enjeux.
Il est donc proposé que la ville de Strasbourg adhère à deux réseaux professionnels :
- « Démocratie ouverte » et son réseau de territoires d'innovation démocratique ;
- « Décider ensemble », think tank visant à diffuser la culture de la participation.

a) Démocratie ouverte

Fondé en 2012, « Démocratie Ouverte » est le collectif francophone de l'innovation démocratique. À la croisée des mondes, entre chercheurs-ses, élus-es, agents-es publics-ques, associations, start-ups et citoyens-nes, l'association Démocratie Ouverte anime un réseau de plus de 200 professionnels-les et innovateurs-trices démocratiques issus-es de différents univers : participation citoyenne, civic-tech, gouvernance partagée, éducation populaire, intelligence collective, design des politiques publiques …

L'association a déjà accompagné l'Eurométropole de Strasbourg en tant que tiers expert pour l'évaluation de la conférence « Santé, climat : quelles mobilités pour améliorer la qualité de l'air sur notre territoire ? ».

D'un coût annuel de 5 500 euros, l'adhésion présente plusieurs avantages :

- Veille, innovation : accès aux actualités et aux événements du réseau et plus largement de l'écosystème de l'innovation démocratique (ateliers, conférences, formations…), réalisation de visites inspirantes.
- Dynamique de réseau et de retour d'expérience : intégration du réseau des territoires d'innovation démocratique, temps d'échanges réguliers entre élus-es et agents-es de différentes collectivités (webinaires, visites de territoires, rencontre annuelle...)
- Accompagnement sur les thématiques de l'innovation démocratique : élus-es et agents-es peuvent solliciter régulièrement l'association pour un avis, un retour d'expérience, le décryptage d'une actualité, etc.

b) Décider ensemble

Depuis 15 ans, « Décider ensemble » s'attache à réunir les acteurs de la société française pour créer une culture de la décision partagée et aborder les thématiques de participation, de concertation et de dialogue entre parties prenantes.

Pour ce faire, « Décider ensemble » met en place des échanges sous forme de groupes de réflexion à travers l'organisation de colloques, « matinées de questionnements », formations et événements annuels. En tant que laboratoire d'idées, l'association réalise des études et notes de cadrage sur les sujets émergents et assure, en ce sens, une mission de propositions et d'analyse sur les méthodes et pratiques de concertation.

D'un coût annuel de 4 000 euros par an, l'adhésion présente les avantages suivants :
- Ressources en ingénierie : accès au centre de ressources, « matinées de questionnements », formations, etc.
- Activités du réseau : « club des élus locaux », groupes de travail, rencontres, etc.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

l'adhésion à l'association Démocratie Ouverte et au collectif Décider Ensemble

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les documents y relatifs

décide

d'imputer les coûts d'adhésion d'un montant total de 9 500 € sur les crédits DL01A de la Direction de la Participation Citoyenne.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142849-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 63 à l'ordre du jour : Adhésion de la Ville de Strasbourg aux réseaux des acteurs de la participation citoyenne « Démocratie ouverte ».

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 49 voix
+ 1 voix pour Mme Marie-Françoise HAMARD : Marina LAFAY avait sa procuration, elle a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter pour.

Contre : 8 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°63

Adhésion de la Ville de Strasbourg aux réseaux des acteurs de la participation citoyenne "Démocratie ouverte"

Pour	**49**	**AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, GEISSMANN Céline, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia**
Contre	**8**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MANGIN Pascal, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila**
Abstention	**0**	

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 63 à l'ordre du jour : Adhésion de la Ville de Strasbourg aux réseaux des acteurs de la participation citoyenne « Décider ensemble ».

SERVICE DES ASSEMBLEES

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

Pour : 59 voix
+ 1 voix pour Mme Marie-Françoise HAMARD : Marina LAFAY avait sa procuration, elle a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter pour.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°63

Adhésion de la Ville de Strasbourg aux réseaux des acteurs de la participation citoyenne "Décider Ensemble".

Pour	Contre	Abstention
59	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, BROLLY Suzanne, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DREYSSE Marie-Dominique, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MANGIN Pascal, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MAURER Jean-Philippe, MAYIMA Jamila, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

64

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Attribution de subventions à des associations de protection animale.

Numéro V-2021-1654

Attribution d'une subvention de fonctionnement à la Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) de Strasbourg pour 2021.

La Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) de Strasbourg exerce une activité de refuge pour animaux dans les locaux sis 7 rue de l'Entenloch à Strasbourg.

Dans le cadre de son activité, l'association prend en charge les animaux abandonnés ainsi que les chats et chiens issus de la fourrière animale métropolitaine, en vue de les faire adopter.

La Ville de Strasbourg soutient la S.P.A au titre de son activité par l'attribution d'une subvention de fonctionnement annuelle d'un montant de 38 100 € depuis plus de 10 ans, réévaluée à 44 000 € en 2020.

Pour l'année 2021, il est proposé le versement d'une subvention de fonctionnement identique au montant précédent à savoir 44 000 € à la S.P.A.

Attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association Éthique et Respect Animal (E.R.A.) pour 2021.

Éthique et Respect Animal (E.R.A.), sise 1 rue des Zouaves, est une association à but non lucratif dont l'objectif est la prise en charge des chats abandonnés afin de les soigner et de les placer en adoption.

L'association, créée en 2014, a intégré fin 2018 un ancien local commercial du quartier de la Krutenau dans lequel elle a aménagé un refuge. Ses activités complètent celles du refuge animalier de la Société Protectrice des Animaux (S.P.A.) implanté à Cronenbourg.

L'association E.R.A assure la prise en charge de chats en sortie de fourrière animale et apporte également un appui à la S.P.A en cas de surnombre de chats ou de difficultés d'accueil du refuge S.P.A.

Il est proposé au Conseil l'attribution d'une subvention générale de fonctionnement de 6 000 € pour l'année 2021 à l'association E.R.A.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré
approuve

le versement d'une subvention de :
- 44 000 € à la Société Protectrice des Animaux de Strasbourg,
- 6 000 € à l'association Ethique et Respect Animal.

décide

l'imputation des crédits nécessaires, soit 50 000 €, au budget 2021– Fonction 510 – Nature 6574 CRB SE00A,

autorise

la Maire ou son-sa représentant-e à signer les actes et conventions relatifs à ces subventions.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-142162-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Associations de protection animale :

Association	Subvention attribuée année n-1	Subventions demandées en 2021	Subvention proposée en 2021
SPA	44 000 €	100 000 €	44 000 €
ERA	6 000 €	26 000 € + 25 000 €	6 000 €

66

Délibération au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Résolution municipale de Pierre JAKUBOWICZ et Rebecca BREITMAN : Défendre l'universalisme républicain dans l'ensemble des politiques municipales.

Numéro V-2021-1943

Face à la montée des extrêmes et des tensions dans le débat public, la défense et la promotion des valeurs de la République et de leur universalisme à toutes les échelles de l'action publique est plus que jamais une nécessité absolue.

La Ville de Strasbourg comme première collectivité de proximité auprès des citoyens, en charge de politiques aussi essentielles que l'éducation, la culture, la solidarité, la lutte contre les inégalités et les discriminations… doit prendre toute sa part dans ce combat républicain essentiel.

De même que nous n'avons le droit à aucune compromission ou faiblesse vis à vis des thèses racistes, antisémites ou discriminatoires quelles qu'elles soient, nous ne pouvons en aucun cas tolérer les atteintes au pacte républicain et à son universalisme véhiculées par les tenants du déterminisme tel que le wokisme, qui prônent les réunions en non-mixité raciale ou de genre.

C'est pourquoi, par cette résolution, le Conseil municipal de Strasbourg s'engage à ne soutenir aucune structure ou aucune manifestation ou aucune politique faisant la promotion de l'idéologie dite « woke » ou acceptant la non-mixité, considérant qu'elles portent une atteinte durable à l'universalisme fondement premier des valeurs de la République dont nous nous devons d'être les défenseurs et les garants.

Adopté le 13 décembre 2021

par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143704-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 66 à l'ordre du jour : Résolution déposée par Mme Rebecca BREITMAN et Pierre JAKUBOWICZ : Défendre l'universalisme républicain dans l'ensemble des politiques municipales.
Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 8 voix
Contre : 3 voix

+ 1 voix pour Mme Yasmina CHADLI qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter contre.

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°66

Résolution municipale de Pierre JAKUBOWICZ et Rebecca BREITMAN : Défendre l'universalisme républicain dans l'ensemble des politiques municipales.

Pour	**8**	**BREITMAN Rebecca, FONTANEL Alain, JAKUBOWICZ Pierre, KOHLER Christel, MATT Nicolas, MEYER Isabelle, SCHALCK Elsa, VETTER Jean-Philippe**
Contre	**3**	**BONNAREL Aurélien, CASTIGLIONE Joris, TURAN Hulliya**
Abstention	**0**	

67

Motion au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Motion déposée par Hülliya TURAN : En faveur de la réduction des taxes sur les denrées essentielles et contre la vie chère.

Numéro V-2021-1946

En cette fin d'année, la situation financière des Strasbourgeoises et Strasbourgeois, comme celle des habitantes et habitants de notre pays, est aujourd'hui fragilisée par la hausse des prix et notamment ceux de l'énergie et de l'alimentation.

Cette inflation est particulièrement difficile à supporter pour beaucoup de nos concitoyen.ne.s qui connaissent des fins de mois difficiles, parfois dès le début du mois même ! Or, les produits concernés sont souvent de première nécessité. Se déplacer, se chauffer, s'éclairer sont nécessaires pour vivre dignement.

Des milliers de familles, de salarié.e.s, de jeunes ou de retraité.e.s de notre ville doivent déjà se serrer la ceinture et faire face à des choix financiers terribles : choisir entre remplir convenablement son frigo ou commencer à chauffer son logement, s'autoriser une dépense pour les enfants ou faire le plein d'essence.

Ces hausses de prix se répercutent aussi sur la collectivité : la facture énergétique provoque une hausse des dépenses de fonctionnement, pendant que le prix des denrées alimentaires fragilise nos choix d'offrir une restauration scolaire de qualité, diversifiée, locale et bio à une tarification sociale.

Les propositions du gouvernement en réaction doivent être à la hauteur des enjeux qui méritent des mesures fortes et pérennes. Il est temps de remettre de la progressivité et de la justice fiscale.

Le gouvernement doit notamment garantir à l'ensemble des habitant-es les moyens de subsistances en supprimant la TVA pour les produits de première nécessité, en mettant en place une TVA flottante sur l'énergie pour amortir les hausses des prix et en favorisant la transition vers des énergies décarbonées.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143897-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°67

Motion déposée par Hüllian TURAN : En faveur de la réduction des taxes sur les denrées essentielles et contre la vie chère.

Pour	Contre	Abstention
48	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BONNAREL Aurélien, BRASSAC Christian, CASTIGLIONE Joris, CHADLI Yasmina, DRICI Salem, DUBOIS Antoine, DUPRESSOIR Sophie, FELTZ Alexandre, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOSMAN Aurélie, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, ROTH Pierre, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, TURAN Hulliya, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia

68

Motion au Conseil Municipal du lundi 13 décembre 2021

Motion déposée par Madame la Maire : Strasbourg au cœur de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne

Numéro V-2021-1947

Dans quelques semaines débutera la Présidence française du Conseil de l'Union européenne. Strasbourg s'inscrit au cœur de ce temps politique majeur pour l'Union européenne, la France et le territoire. Entre le 1er janvier et le 30 juin 2022, la 13ème PFUE doit permettre de faire avancer des politiques européennes essentielles pour nos concitoyen-nes en prenant notamment en compte l'échelon local et le fait urbain. Elle permettra également de mettre en lumière de notre ville et ce qu'elle symbolise pour l'Europe : sa capitale parlementaire et démocratique.

Dans cette idée, Strasbourg, ville siège du Parlement européen, s'engage également aux côtés des parlementaires européens, représentants des citoyens européens dans l'exercice de leur mandat. Elle perpétue sa vocation en faveur de l'émergence d'une démocratie européenne pleine et entière.

Strasbourg, capitale européenne, s'implique depuis de nombreux mois déjà dans la préparation de la PFUE, notamment par sa participation au Comité transpartisan d'échanges et de suivi de la Présidence française de l'UE ainsi qu'à des rencontres régulières avec les artisans de cette Présidence. Elle sera la ville française qui accueillera le plus grand nombre d'événements. Strasbourg s'engage également à travers de nombreuses actions telles que le montage d'événements grand public connectés aux temps officiels et par son soutien aux réunions ministérielles organisées sur le territoire. L'Agora, Strasbourg capitale européenne en est un des acteurs principaux, garant de l'ancrage de la Présidence sur le territoire strasbourgeois.

Elu-es du Conseil municipal de Strasbourg, nous attendons de la Présidence française de l'UE qu'elle permette des avancées majeures dans les domaines suivants :

Sur les institutions :

- Un approfondissement de la méthode communautaire européenne, qui doit supplanter le recours à l'intergouvernementalisme, pour donner plus de place aux

institutions européennes et à la subsidiarité et se diriger autant que nécessaire vers une Europe fédérale ;
- La Conférence sur l'avenir de l'Europe doit déboucher sur une Convention constituante et doit conduire autant que nécessaire à l'évolution de l'Union européenne vers un système fédéral, polycentrique, organisé de manière décentralisée, et régi selon les principes de subsidiarité et de proportionnalité ;
- Réformer le système électoral européen en permettant la mise en place de scrutins transnationaux lors des élections européennes et des candidats désignés par les partis politiques à la présidence de la Commission européenne ;
- Accorder le droit d'initiative au Parlement européen ;
- Exiger la transparence dans les décisions du Conseil de l'Union européenne et du Conseil européen ;
- Mettre fin au droit de veto au Conseil, qui engendre de nombreux blocages institutionnels ;
- Parachever l'Union fiscale et monétaire ;
- Faire de Strasbourg le siège unique du Parlement européen.

Sur le climat :

- Des avancées conséquentes sur le « paquet climat », 14 propositions de lois européennes sur le climat qui composent le Green Deal européen, qui doit permettre de mettre en œuvre une véritable transition écologique au niveau européen et d'atteindre les objectifs de la COP21 ;
- Une relance économique à la hauteur des enjeux de la transition écologique et de la crise économique et sociale due à la pandémie de la COVID-19 ; le plan de relance européen devra également irriguer les politiques publiques initiées au niveau local par les collectivités ;
- Une politique énergétique compatible avec les enjeux climatiques, avec l'abandon progressif des énergies fossiles dans l'espace européen.

Sur le social :

- Un approfondissement des mesures de protection sociale des habitant-es de l'UE, avec pour objectif de lutter contre la précarité et la pauvreté aggravées par la crise sanitaire ;
- La promotion de l'économie sociale et solidaire, pour concilier économie, climat et solidarité ;
- Des décisions favorables aux droits humains, à l'intérieur comme aux frontières de l'Union européenne, avec une politique migratoire cohérente et respectueuse du droit d'asile, notamment aux frontières Sud et Est.

Sur le numérique :

- Une véritable politique de protection des données et de la vie personnelle, notamment à travers la régulation des plateformes numériques et la lutte contre la haine en ligne.

Cette présidence est également une opportunité unique de renforcer le rôle de capitale européenne et de faire entendre la voix unique de Strasbourg. À ce titre, tous les partenaires du contrat triennal doivent s'engager en faveur d'avancées majeures que ce soit en terme d'accessibilité du territoire, d'accueil de nouvelles activités européennes permanentes ; dans les domaines des droits humains, de la démocratie et de la participation citoyenne mais aussi de la jeunesse.

Par ailleurs, la Présidence française de l'Union européenne est l'occasion par excellence de parler d'Europe sur le territoire. La concomitance avec la tenue de la Conférence sur l'avenir de l'Europe est une opportunité pour les strasbourgeois.es. de se saisir des grands enjeux européens. C'est ce dialogue citoyen qui doit nourrir ce questionnement sur la refonte des institutions tout comme sur le fond des thématiques traitées par l'Union européenne. À ce titre, la Ville de Strasbourg communiquera systématiquement sur les événements ouverts au public organisés dans le cadre de la PFUE pour que les habitant-es puissent y contribuer.

Elle participera également aux initiatives symboliques d'illumination des bâtiments publics comme la passerelle des Deux Rives, recevra une exposition pédagogique sur la PFUE sur la place du Château et organisera la Fête de l'Europe en écho à la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

Strasbourg prendra pleinement sa place pour faire vivre le débat d'idées sur l'Europe et son avenir ainsi que sur les priorités de cette PFUE tout au long des six mois que durera cette présidence.

Adopté le 13 décembre 2021
par le Conseil Municipal de la Ville de Strasbourg

Rendu exécutoire après
transmission au Contrôle de Légalité
préfectoral Le 21 décembre 2021
(Accusé de réception N°067-216704825-20211213-143904-DE-1-1)

et affichage au Centre Administratif le 21/12/21

Conseil municipal du 13 décembre 2021

Point 68 à l'ordre du jour : Motion déposée par Madame la Maire : Strasbourg au cœur de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne

Résultats du vote (cf. détails page suivante) :

SERVICE DES ASSEMBLEES

Pour : 51 voix
+ 1 voix pour Mme Sophie DUPRESSOIR qui a rencontré un problème avec l'application de vote et souhaitait voter POUR.

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

CONSEIL MUNICIPAL DU 13 DÉCEMBRE 2021 - Point n°68

Motion déposée par Madame la Maire : Strasbourg au cœur de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne

Pour	Contre	Abstention
51	0	0

AGHA BABAEI Syamak, ARBEIT Adrien, BARRIERE Caroline, BARSEGHIAN Jeanne, BEN ANNOU Khadija, BERTHOLLE Véronique, BRASSAC Christian, BREITMAN Rebecca, DREYSSE Marie-Dominique, DUBOIS Antoine, FELTZ Alexandre, FONTANEL Alain, GEISSMANN Céline, GONDREXON Etienne, HAMARD Marie-Françoise, HENRY Ariane, HERRY Jonathan, HOFFSESS Marc, JAKUBOWICZ Pierre, JEAN Anne-Marie, JUND Alain, KOHLER Christel, KOSMAN Aurélie, KOUSSA Salah, LAFAY Marina, LIBSIG Guillaume, LOUBARDI Hamid, MASTELLI Dominique, MATT Nicolas, MISTLER Anne, NEUMANN Antoine, OULDJI Soraya, OZENNE Pierre, PARISOT Sophie, POLESI Hervé, RAMDANE Abdelkarim, RICHARDOT Anne-Pernelle, ROTH Pierre, SCHAETZEL Francoise, SCHOEPFF Patrice, SOULET Benjamin, STEFFEN Joël, TISSERAND Lucette, TRAUTMANN Catherine, TUFUOR Owusu, VARIERAS Floriane, WERLEN Jean, WIEDER Christelle, ZIELINSKI Carole, ZORN Caroline, ZOURGUI Nadia